RÉPERTOIRE

DE

L'ADMINISTRATION

ET DU

DROIT ADMINISTRATIF

DE

LA BELGIQUE.

Le dépôt de 3 exemplaires de cet ouvrage, ayant été fait conformément à la loi, les auteurs en poursuivront les contrefacteurs devant les tribunaux.

IMPRIMERIE DE WEISSENBRUCH PÈRE, IMPRIMEUR DU ROI,
RUE DU MUSÉE, SECTION 7, N° 7.

RÉPERTOIRE

DE

L'ADMINISTRATION

ET DU

DROIT ADMINISTRATIF

DE

LA BELGIQUE,

PAR

MM. C. DE BROUCKERE ET F. TIELEMANS.

. . . . . Car il n'y a que la liberté d'agir et de penser qui soit capable de produire de grandes choses, et elle n'a besoin que de lumières pour se préserver des excès.

D'ALEMBERT. *Discours préliminaire de l'Encyclopédie.*

TOME TROISIÈME.

BA-BU.

BIBLIOTHECA DO SENADO DO IMPERIO DO BRAZIL

BRUXELLES,
CHEZ WEISSENBRUCH PÈRE, IMPRIMEUR DU ROI,
RUE DU MUSÉE, SECTION 7, N° 7.
1836.

R 341.30942 B875 R

BIBLIOTECA DO SENADO FEDERAL
Este volume acha-se registrado
sob núm. 5310
em 1946

RÉPERTOIRE

DE

L'ADMINISTRATION

ET DU

DROIT ADMINISTRATIF

DE

LA BELGIQUE.

B.

BACS ET BATEAUX DE PASSAGE.

Considérations générales.

1. On appelle *bateaux de passage* ceux qui servent à passer hommes, bestiaux, voitures ou marchandises d'un bord à l'autre de la rivière, à l'aide d'un câble qui la traverse, de rames, de voiles ou d'autres instrumens de navigation.

Le *bac* est une sorte de bateau plat qui a la même destination. On lui donne le nom de *passe-cheval*, lorsqu'il sert particulièrement au passage des chevaux.

Ce que nous avons à dire sur les bacs et bateaux s'applique en général à toutes les embarcations, quelle qu'en soit l'espèce, lorsqu'elles servent exclusivement à la traverse des fleuves et rivières. Mais lorsqu'elles sont employées comme voitures et messageries pour transporter des personnes ou des marchandises à des distances plus ou moins éloignées, en suivant ou remontant le cours de l'eau, elles sont assujetties à une législation spéciale que nous examinerons sous l'article *Barques et bateaux de transport.*

2. La taxe que payent les personnes, voitures, animaux et marchandises pour être transportés d'un bord de rivière à l'autre, s'appelle *droit de bac, droit de passage*, ou simplement *péage*. L'origine de cette taxe est ancienne; les princes ou seigneurs hauts-justiciers étaient jadis considérés comme propriétaires des fleuves, rivières et autres cours d'eau qui coulaient sur le territoire de leur juridiction; il leur était par conséquent loisible de concéder la permission d'y établir des bacs ou bateaux de passage : et comme à cette époque ils n'avaient d'autres revenus que le produit de leurs domaines et les droits qui étaient attachés à la haute-justice, ils faisaient de ces concessions un moyen de finances pour subvenir à leurs besoins ou récompenser des services.

Sous le régime ou plutôt sous le désordre de la féodalité, cette espèce de droit, mal dé-

fini d'ailleurs, était une source d'usurpations. En France, l'ordonnance de 1669 y remédia, en disposant que les droits de bac ou de passage sur les fleuves et rivières navigables faisaient partie du domaine de la couronne, sauf néanmoins ceux que des particuliers pouvaient y avoir acquis par titres ou possession valable. (Tit. XXVII, art. 41.)

Cette disposition n'a point été publiée en Belgique : mais notre ancien droit était sous ce rapport le même qu'en France ; car les cours d'eau navigables et tous leurs accessoires, tels que ponts, acqueducs, coups-d'eau, péages, etc., étaient réputés *régaux* du prince.

Quant aux rivières non navigables, la propriété en demeura aux seigneurs du lieu qu'elles traversaient.

3. La révolution française renversa entièrement cet état de choses.

D'abord, les fleuves et rivières navigables devinrent la propriété de l'état, principe qui fut formellement exprimé par la suite dans l'art. 538 du Code civil et qui devait changer complettement la nature des droits de bac.

Ces droits avaient été, pour la plupart, concédés à de riches vassaux, à des corporations religieuses ou laïques, à des communes ; cependant, lors de la suppression de la féodalité, ils furent maintenus par la loi du 15-18 mars 1790, en considération de ce que les bacs et bateaux de passage avaient une utilité réelle pour la communication des citoyens entre eux, et que la taxe perçue de ce chef n'était d'ailleurs que le prix d'un service véritable. (Tit. II, art. 15.)

Mais quelque temps après, on crut reconnaître que le droit de bac, par cela même qu'il était exclusif, constituait un privilége au profit de ceux qui le possédaient. C'était assez à cette époque pour en poursuivre et ordonner l'abolition : et en effet la loi du 25 août 1792 le supprima en ces termes :

« Art. 9. Les droits exclusifs de bacs et voitures d'eau provisoirement conservés par l'article 15 du titre II de la loi du 15 mars 1790, sont pareillement supprimés, de manière qu'il sera libre à tout citoyen de tenir sur les rivières et canaux des bacs, coches ou voitures d'eau sous les loyers et rétributions qui seront fixés et tarifés par les directoires des départemens sur l'avis des municipalités et des directoires de district. »

4. Ce système de liberté absolue ne tarda point à porter ses fruits. Le désordre naquit d'une concurrence qui n'était basée que sur la jalousie et l'égoïsme ; les abus, les vexations se multiplièrent, et l'autorité administrative, impuissante à les prévenir partout où il plaisait aux citoyens d'établir des bacs de passage, fut forcée de revenir sur la loi du 25 août 1792. Un message du directoire exécutif, en date du 11 fructidor an 5, contient à ce sujet les révélations suivantes :

» Le droit d'avoir des bacs sur les canaux et rivières navigables, d'après les principes de la domanialité, est un droit national, et, par une conséquence de ces principes, les revenus de tous les bacs sont des revenus nationaux.

» La liberté donnée à tous les citoyens de tenir des bacs sur les rivières et canaux, devait anéantir entièrement les droits des bacs nationaux, ainsi que ceux qui le sont devenus comme ayant appartenu soit au clergé, soit à des émigrés, ou du moins elle en altère infiniment le produit : c'est ce qui est arrivé.

» Des citoyens ont établi des bacs dans le voisinage de ceux de la nation, et ces derniers ont été abandonnés.

» Des fermiers de bacs nationaux, propriétaires de tous les équipages, ont refusé de renouveler leurs baux, en annonçant que, d'après le décret du 25 août 1792, ils entendaient continuer le service pour leur propre compte, et cette loi a laissé les régisseurs de l'enregistrement et du domaine national sans moyens pour défendre et conserver les intérêts de la nation à cet égard ; le préjudice qu'elle en éprouve dans ses revenus n'est pas le seul mal à réparer.

» Peu de nouveaux propriétaires de bacs se sont conformés à la loi du 25 août 1792, dans la disposition qui veut que leurs rétributions soient fixées et tarifées par les départemens ; ils exigent des droits de passage arbitrairement, ils vexent les passagers ; et, ce qui est plus affligeant encore, c'est que la plupart entreprennent ce genre de service

sans y avoir été suffisamment exercés, et que le public est exposé sans cesse à être la victime de leur inexpérience.

» Le ministre de la police générale réclame avec force contre les abus de tout genre qui se sont introduits dans cette partie du service public par l'effet de la loi du 25 août 1792; il représente que l'ordre public et la sûreté personnelle des citoyens seront toujours compromis, tant que chaque individu aura la liberté de s'attribuer le droit de passage des rivières, et qu'il y aura concurrence à cet égard. La surveillance la plus exacte sur les embarcations employées concurremment par les particuliers pour les passages, n'offre qu'une garantie incertaine pour la sûreté personnelle des passagers, lorsqu'il est évident que cette surveillance, pour être utile, devrait se reproduire chaque jour, et que les administrations auraient sans cesse à surveiller les propriétaires de bacs nationaux, qui, par une coupable et funeste parcimonie, négligeraient de faire les réparations nécessaires; un autre danger doit résulter encore de l'empressement inconsidéré des bateliers, que l'appât du gain et l'esprit de rivalité peuvent souvent rendre périlleux pour les passagers.

» Il est certain qu'il est impossible de maintenir la police sur les passages des rivières en bacs, tant que ces passages seront à la disposition de quiconque voudra faire ce service : les mariniers qui s'y emploient sont d'une insubordination sans exemple : ils se jouent de tous les tarifs; ils vexent les voyageurs; ils ne les embarquent que quand cela leur est agréable, et les courriers de la malle et autres se plaignent tous les jours du retard qu'on leur fait éprouver, du mauvais état des bacs, etc.

» Les motifs les plus puissans se réunissent donc pour déterminer la mise en adjudication des passages des rivières, parce qu'alors les adjudications contiendront les règles d'ordre et de police auxquelles les adjudicataires seront assujettis, sous les peines qui leur seraient infligées dans le cas de leur inobservation.

» Ces adjudications ne peuvent être faites qu'au profit de la nation, puisqu'il est de principe que le passage des rivières navigables est un droit national; et, dans ce cas, la concurrence établie à ce sujet par l'art. 9 du décret du 25 août 1792 doit être supprimée, et l'article rapporté. »

Nous avons transcrit une grande partie de ce message, parce qu'il montre bien les abus résultant d'une liberté mal entendue ou appliquée mal à propos. C'est à l'administrateur à discerner les matières où l'autorité doit intervenir; mais c'est en vue d'une utilité pratique, et non d'un principe plus ou moins libéral, qu'il doit se décider.

Par suite des abus que nous venons de signaler, deux résolutions furent successivement présentées au corps législatif sur les droits, l'administration et la police des bacs; mais elles furent rejetées, la première le 26 prairial an 6, et la seconde le 16 brumaire an 7. Enfin, une nouvelle tentative, plus heureuse que les précédentes, donna naissance à la loi du 6 frimaire suivant, qui régit à présent la matière.

Il est à remarquer que dans les lois dont il vient d'être parlé, et notamment dans la dernière, il n'est question que des bacs et bateaux établis sur des fleuves, canaux ou rivières *navigables*. Malgré cette restriction qui est bien positive, on les a toujours appliquées en France aux fleuves, rivières et canaux de toute espèce; mais après que la Belgique eut été réunie à la Hollande, le gouvernement des Pays-Bas est rentré dans le sens littéral de la loi du 6 frimaire an 7. Ce que nous avons à dire sur cette matière doit donc se diviser en deux parties. La première sera relative aux bacs et bateaux qui servent à la traverse des fleuves, rivières et canaux *navigables*, et la seconde aux bacs établis sur les autres espèces d'eau.

PREMIÈRE PARTIE.

Des bacs et bateaux établis sur les fleuves, canaux et rivières navigables.

SECTION I.

LÉGISLATION.

§ I. *De la propriété des bacs et bateaux.*

Après avoir abrogé la loi du 25 août 1792

qui consacrait la liberté d'établir des bacs et bateaux pour la traverse des fleuves, rivières et canaux navigables, celle du 25 thermidor an 3 sur les taxes à y percevoir, et toutes les autres lois, usages, concordats, droits communs et franchises qui pourraient y être relatifs ou en dépendre, la loi du 6 frimaire an 7 ordonna d'expertiser la valeur de tous les bacs, bateaux, agrès, bureaux, magasins, logemens et autres objets alors existans, qui servaient à l'exploitation des passages d'eau, et en attribua la propriété à l'état. Tous titres contraires, non seulement de l'exploitation des bacs, du droit de passage et de la rétribution qui y étaient attachés, mais encore des objets matériels relatifs à l'exercice de ce droit, furent annulés, à charge seulement par l'État de rembourser aux titulaires la valeur de ces objets mobiliers, et sans qu'ils pussent réclamer aucune indemnité pour la perte de l'exploitation du droit, lors même qu'ils l'avaient acheté et payé. (Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7.)

Cette loi ne fit d'exception qu'en faveur, 1° des bacs et bateaux non employés à un passage commun, mais établis pour les seul usage d'un particulier ou pour l'exploitation d'une propriété circonscrite par les eaux, et 2° des barques, batelets et bachots servant à l'usage de la pêche et de la marine marchande; mais les premiers ne purent être maintenus sans une autorisation administrative; et quant aux seconds, défense fut faite de les employer pour l'exploitation d'aucun passage à heure et lieu fixes. (Art. 8 et 9.)

Tous les bacs et bateaux qui avaient servi jusqu'alors à la traverse des fleuves et rivières étant ainsi devenus la propriété de l'état, le gouvernement les confia sous bonne et solvable caution, et à titre de séquestre, à des abonnataires agréés par les administrations municipales, moyennant un droit d'abonnement qu'ils payaient au trésor: et cette régie provisoire continua jusqu'à ce qu'il fut possible de mettre les passages d'eau en adjudication régulière. (Art. 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17.)

Ce ne fut que vers le milieu de l'an 12 que les premières adjudications purent avoir lieu. Alors les bacs et les bateaux furent successivement abandonnés aux adjudicataires, à charge par eux de les entretenir et restituer dans l'état où ils les avaient reçus, et sans préjudice de la propriété qui ne cessa point d'appartenir au gouvernement. Cette législation est demeurée en vigueur sous le gouvernement des Pays-Bas, sauf une modification qui fut plutôt promise qu'effectuée : un arrêté du 23 janvier 1815 disposa :

« Les corps, sociétés, villes ou particuliers qui, pendant le régime français, par suite de la loi du 6 frimaire an 7, ou autrement, ont été dépossédés sans indemnité de leurs droits à des routes, passages d'eau, etc., devaient adresser leurs réclamations, appuyées de titres, avant le 1er mai 1815, pour tout délai, au commissaire-général de l'intérieur. » (Article 1.)

Le gouvernement se réservait de statuer sur ces demandes comme il le jugerait convenable; mais il n'y donna aucune suite.

Le 19 juillet 1832, le ministre de l'intérieur considérant que, par suite de la révolution de 1830, les réclamations adressées au gouvernement des Pays-Bas se trouvaient à La Haye, invita les anciens propriétaires, sur les demandes desquels il n'était pas intervenu de décision, à les renouveler avant le 15 septembre 1832, en les appuyant de titres suffisans.

Cette dernière invitation semble indiquer qu'il entre dans les vues du gouvernement actuel de réaliser la promesse de 1815; mais aujourd'hui cet objet ne pourrait être réglé que par le pouvoir législatif.

§ 2. *De l'établissement des bacs et bateaux.*

1. La loi du 6 frimaire an 7 n'avait en vue que les passages d'eau qui existaient à l'époque de sa promulgation. Elle ne pourvut pas aux besoins des localités où il deviendrait utile et même nécessaire par la suite d'en établir de nouveaux. La loi du 14 floréal an 10 a comblé cette lacune en disposant:

« Art. 9. Le gouvernement, pendant la durée de dix années, déterminera pour chaque département le nombre et la situation des bacs ou bateaux de passage établis ou à établir sur les fleuves, rivières ou canaux.

» Art. 10. Le tarif de chaque bac sera fixé par le gouvernement dans la forme arrêtée pour les réglemens d'administration publique. »

On voit que la faculté dont le gouvernement fut investi par cette loi, de déterminer le nombre, la situation et le tarif des bacs pour chaque département, n'était que temporaire. Il en résulte que le pouvoir législatif s'est tacitement réservé pour l'avenir le droit qu'il avait délégué au pouvoir exécutif pour le terme de dix années seulement. Cette conclusion paraît d'abord trop rigoureuse, parce que la détermination du nombre, de la situation et du tarif des bacs paraît n'être qu'un acte de pure administration. Mais il est à remarquer que le pouvoir exécutif ne saurait apporter de changemens à cette détermination sans modifier également les ressources du trésor qui en dépendent, sans imposer des charges nouvelles aux habitans du lieu où il établirait de nouveaux bacs, sans dégréver d'une charge légalement existante les habitans du lieu où il supprimerait des bacs anciens. Or, de pareils actes excèdent la compétence du pouvoir exécutif. Ce n'était donc pas sans raison que le législateur de l'an 10 limitait à la durée de dix ans l'exercice du droit qu'il a délégué au gouvernement, de déterminer le nombre, la situation et le tarif des bacs.

Cependant, depuis son origine jusqu'en 1834, ce droit n'a pas cessé d'être exercé par le pouvoir exécutif, comme s'il lui appartenait, sans qu'aucun acte, soit législatif, soit administratif, eut prorogé l'effet de la loi financière du 14 floréal an 10.

Il est vrai que les budjets annuels des voies et moyens comprenaient sous l'article *Domaines* le fermage des passages d'eau, et disposaient en termes généraux que les divers impôts seraient recouvrés *d'après les lois qui en réglaient l'assiette et la perception;* mais, aux termes de la loi du 14 floréal an 10, le nombre et la situation des bacs n'ayant été ni pu être déterminés que pour le terme de dix années, il est évident que faute de prorogation ou de renouvellement, après l'expiration de ce terme, la première détermination qui en a été faite par le gouvernement en l'an 12 a cessé d'être obligatoire, ainsi que les tarifs qui leur étaient applicables. Dès lors il ne suffisait pas que les fermages des bacs et bateaux fussent annuellement portés au budjet; il fallait encore pour que la perception des droits fut régulière, qu'une loi nouvelle déterminât pour l'avenir le nombre, la situation et le tarif des bacs, ou prorogeât en faveur du gouvernement l'effet de la loi du 14 floréal an 10; autrement l'assiette et la perception de la taxe n'étant plus réglées par aucune loi, par aucun arrêté actuellement en vigueur, il devenait impossible de percevoir la taxe, toute votée qu'elle fût annuellement par l'adoption du budjet des voies et moyens.

Le gouvernement vient de reconnaître cette défectuosité, et la loi financière de 1835 y remédie ; toutefois, il serait à désirer qu'il soumit à une révision l'arrêté du 3 messidor an 12, qui fixe le nombre, la situation et le tarif des bacs. Cet arrêté est déjà fort ancien ; et, depuis qu'il existe, les progrès de l'industrie et du commerce ont augmenté la population et changé les besoins de communication dans beaucoup de localités. (Voyez ci-après, § 4, n° 3.)

2. Il ne faut pas confondre la détermination du nombre et de la situation des bacs ou passages d'eau avec celle de leurs *ports*. Le port est un espace fixé sur chaque rive et dans les limites duquel doivent s'opérer le départ et l'abordage des bacs. C'est aux gouverneurs à le faire déterminer par les ingénieurs de la province. (Loi du 6 frimaire an 7, art. 36.)

3. Les gouverneurs doivent veiller de même à ce que les abords des passages d'eau soient faciles, sûrs et commodes : si par l'effet des changemens à faire aux abords, c'est-à-dire, aux cales, ports, abordages et chemins, il faut en ouvrir de nouveaux sur des propriétés particulières, la nécessité en doit être constatée par un procès-verbal dressé en présence des parties intéressées qui peuvent y faire insérer leurs dires et réquisitions. L'indemnité est fixée ensuite conformément à la loi sur l'expropriation forcée. (Art. 39.)

4. Si cependant, dit l'article 40 de la même loi, le changement de chemins, ports, abor-

dages, etc., n'est qu'accidentel et momentané à cause du gonflement des rivières, fleuves et canaux, les administrations centrales, sur l'avis des administrations municipales, pourvoiront aux indemnités à prendre sur les droits de bacs après l'approbation du gouvernement.

Cette disposition ne pourrait s'exécuter aujourd'hui qu'avec le consentement des propriétaires intéressés, et, en cas de refus, il faudrait recourir aux tribunaux. (Constitution Art 11.)

5. Le gouvernement se fait rendre compte de la situation des passages, et prononce sur la nécessité d'établir des bacs et bateaux alternant sur les deux rives, lorsque la communication exige cette mesure. (Art. 41.)

6. Il désigne aussi les passages dont la communication doit être suspendue depuis le coucher jusqu'au lever du soleil; et pendant cette suspension les bacs, bateaux et agrès doivent être fermés avec chaînes et cadenas solides. (Art. 42.)

7. D'après l'article 8 de la même loi du 6 frimaire an 7, le gouvernement peut accorder à des particuliers la permission d'établir des bacs et bateaux pour leur usage personnel et pour l'exploitation d'une propriété circonscrite par les eaux.

Cette disposition est encore obligatoire en thèse générale; mais pour les rivières qui forment séparation entre le territoire belge et les territoires étrangers, le service de la douane a exigé des dispositions particulières. Un arrêté du 25 janvier 1815 a disposé à ce sujet:

« Art. 6. Il est défendu à toute personne de quelque qualité et condition qu'elle puisse être, à peine de cent francs d'amende et de confiscation des objets saisis, d'avoir sur la rivière de la Lys ou toute autre faisant la séparation du territoire Belgique d'avec celui de la France, ou de toute autre puissance voisine, des barques, batelets ou nacelles, ou tout autre moyen de transport d'une rive à l'autre, sans l'autorisation par écrit de notre commissaire-général des finances; ladite peine de cent francs sera changée par les tribunaux en un emprisonnement de six jours à un mois contre les individus reconnus insolvables.

» Art. 7. Sont exceptées de la disposition de l'art. 6, les voitures d'eau reconnues nécessaires pour le service public et les autres embarcations établies pour les besoins du commerce, de l'agriculture et qui sont autorisées par décisions administratives.

» Art. 8. La défense contenue dans l'art. 6, est rendue applicable aux barques, batelets ou nacelles qui pourraient exister déjà sur les rivières qui font séparation du territoire de la Belgique de celui de toute autre puissance, à dater du 1er avril prochain.

Ces articles ont été modifiés par la disposition suivante de la loi du 26 août 1822 :

« Art. 312. Afin de prévenir la fraude, personne ne pourra avoir ni établir des barques ou nacelles sur les rivières du royaume qui séparent immédiatement son territoire de celui de quelque autre puissance, ni sur les rivières qui aboutissent à l'étranger dans la distance des frontières de terre, fixée par l'art. 177, sans que le propriétaire, ou celui qui fait usage de ces embarcations, ait demandé et obtenu à cet effet une autorisation, par écrit, du directeur de la direction dont il ressort, sous peine de confiscation du bâtiment, et d'une amende de 100 florins; sont exceptés de cette disposition tous moyens de transport reconnus nécessaires pour le service public et qui, comme tels, devront être revêtus d'une marque. »

8. Afin d'empêcher que des particuliers n'usent des bacs et bateaux qui leur appartiennent, pour passer, au préjudice des fermiers, les personnes qui se présentent à l'un ou l'autre bord des rivières, les gouverneurs doivent faire publier dans le Mémorial administratif de leurs provinces respectives, l'état des bacs, bateaux, passe-cheval et autres embarcations légalement établies pour la traverse des fleuves.

D'après une circulaire du directeur-général des ponts et chaussées, en date du 17 avril 1811, n° 5, les seules personnes qui puissent faire usage des bacs particuliers sont le titulaire, sa famille et les gens qui se trouvent à son service, ou les ouvriers et manœuvres qu'il emploie à l'exploitation de ses usines. Il en doit adresser l'état nominatif au préfet

et celui-ci doit faire remettre une copie de cet état aux fermiers des passages les plus voisins.

9. La permission d'établir des passages particuliers, soit pour un usage personnel, soit pour l'exploitation d'une propriété circonscrite par les eaux, doit être demandée et instruite de la manière suivante :

On adresse au collége des bourgmestre et échevins une pétition sur timbre, dans laquelle on expose les motifs et la nécessité d'obtenir ou de conserver un passage particulier, et l'on énonce avec précision la distance des passages d'eau publics les plus proches en-dessus et en-dessous du point où il s'agit d'établir le nouveau.

Une copie de cette pétition est remise par le demandeur ou par l'autorité locale à chacun des fermiers des passages d'eau supérieurs et inférieurs, afin qu'ils fournissent, dans un délai de quelques jours, leurs observations soit au collége des bourgmestre et échevins, soit au commissaire de district.

Ces fermiers donnent récépissé des pétitions qu'on leur communique.

Le collége des bourgmestre et échevins adresse le récépissé avec la pétition originale et son avis motivé au commissaire de district dans un délai déterminé.

Le commissaire de district, à son tour, transmet les pièces avec ses observations et ses conclusions motivées au gouverneur de la province, qui accorde l'autorisation provisoire ou la refuse. Dans le premier cas, le gouverneur soumet cette autorisation provisoire à l'approbation du ministre des finances, qui statue après avoir pris l'avis du directeur de l'enregistrement et des domaines. Dans le second cas, le pétitionnaire peut s'adresser au ministre des finances, pour faire réformer le refus provisoire du gouverneur. (Arrêté du préfet du département de l'Ourthe, en date du 7 prairial an 13.)

Parmi les opérations préalables à la mise en adjudication, la plus importante était la confection des tarifs. Nous y consacrerons le paragraphe suivant.

§ 3. *Du tarif des bacs et bateaux.*

Aux termes de l'article 18 de la loi du 6 frimaire an 7, les administrations centrales, sur l'avis des administrations municipales, devaient former le tableau ou tarif pour la perception des droits dans chaque arrondissement.

« Ils joindront à leurs projets, dit l'art. 20 de cette loi, les motifs qui les auront déterminés : en conséquence:

» 1° Ils indiqueront la largeur des fleuves et rivières, leur niveau lors des hautes, moyennes et basses eaux.

« 2° Ils proposeront, s'il est nécessaire, un supplément de taxe proportionnel aux travaux lors des débordemens : à l'effet de quoi ils désigneront le niveau où le supplément pourrait être exigible.

» 3° Ils comprendront dans la somme à percevoir les frais d'entrée et de sortie des voitures et marchandises.

» Art. 21. Ils ajouteront aussi à ces renseignemens un aperçu divisé par nature de dépenses relatives aux bacs, bateaux, agrès, bureaux, magasins, etc. 1° de premier établissement, 2° d'entretien, 3° de dépenses imprévues.

» Art. 22. Il sera aussi fait un aperçu séparé, et divisé dans le même ordre que le précédent, des dépenses relatives aux ports, abordages, chemins pour y arriver, quais, francs-bords et hallage, ainsi que de celles qui seront nécessitées par le curage et le balisage des rivières, le balayage des cales, l'extraction des roches et les avaries occasionnées par les inondations, glaces et gros temps.»

Tous ces projets, états et aperçus devaient être adressés au Directoire et soumis au Corps législatif, qui arrêtait définitivement le tarif des droits à percevoir pour chaque localité. (Art. 24.)

Mais cette marche était lente; et le gouvernement, pressé de remédier aux abus existans et d'entrer en jouissance des revenus que l'adjudication des bacs pouvait procurer au trésor, fit insérer dans la loi des finances du 14 floréal an 10 deux dispositions qui l'autorisaient, comme nous l'avons vu dans le paragraphe précédent, 1° à déterminer pendant 10 années consécutives pour chaque département, le nombre et la situation des bacs ou

bateaux de passage établis ou à établir sur les fleuves, rivières ou canaux; 2° à fixer le tarif de chaque bac ou bateau dans la forme arrêtée pour les réglemens d'administration publique.

Ces tarifs ont été fixés par un arrêté du 3 messidor an 12, et publiés par extraits dans les Mémoriaux respectifs des provinces qu'ils concernent. Nous y renvoyons le lecteur. S'il fallait aujourd'hui créer de nouveaux tarifs pour de nouveaux bacs ou réviser les anciens, on ne suivrait plus que la marche prescrite par la loi du 6 frimaire an 7, avec cette seule différence, résultant de l'organisation actuelle des pouvoirs, que l'avis des administrations municipales devrait être remplacé par celui des conseils communaux, et que les projets de tarifs devraient être faits par les conseils provinciaux, au lieu de l'être par les administrations centrales. La formation des tarifs intéresse trop directement les communes et les provinces pour que leurs conseils respectifs n'interviennent pas dans cette opération. Ce serait ici le cas d'invoquer l'esprit de l'art. 108 de la Constitution. Toutefois il serait libre au ministre qui présenterait aux chambres des projets de tarif élaborés par les conseils communaux et provinciaux, d'y proposer toutes les modifications qu'il jugerait nécessaires au bien de l'État. Sa responsabilité lui en ferait même un devoir.

§ 4. *De la mise en adjudication des bacs et bateaux.*

La loi du 6 frimaire an 7 avait disposé :

« Art. 25. Aussitôt que les tarifs déterminés par le corps législatif seront parvenus aux administrations centrales, il sera procédé, suivant les formes prescrites pour la location des domaines nationaux, à l'adjudication des droits de passage, bacs, bateaux, passe-cheval établis sur les fleuves, rivières et canaux navigables pour 3, 6 ou 9 années.

» Art. 26. Le procès-verbal d'adjudication contiendra les clauses, charges et conditions qui, conformément à la présente loi, auront par le Directoire été jugées les plus convenables à l'intérêt public, les plus utiles à la nation et aux localités; il fixera également le nombre des mariniers nécessaires à chaque bateau; celui des bateaux utiles au service de chaque passage, leur forme, leur dimension, leur construction ainsi que la quantité et la nature des agrès dont ils devront être pourvus.»

Mais un arrêté du 8 floréal an XII, rendu en exécution de la loi du 6 frimaire an 7 disposa :

« Art. 1. La perception des droits de bacs et passages d'eau, dont les tarifs ont été arrêtés ou le seront à l'avenir par le gouvernement, sera affermée à l'enchère publique d'après les ordres et instructions du ministre des finances et à la diligence des préfets de département.

» Art. 2. Les baux ordinaires seront de 3, 6, 9 années et l'adjudicataire se chargera, par estimation, des effets mobiliers affectés au service des bacs.

» Art. 3. Lorsque pour l'intérêt et l'avantage de la perception il sera jugé convenable de passer des baux d'une plus longue durée, les préfets pourront les consentir pour 12, 15 ou 18 années, à la charge de les soumettre à l'approbation du ministre des finances. »

Aujourd'hui l'adjudication doit avoir lieu devant les gouverneurs de province ou leurs délégués, et le cahier de charges qui sert de base à l'adjudication, est rédigé par le directeur et approuvé par l'administrateur de l'enregistrement et des domaines.

Nous croyons utile d'en rapporter ici le modèle.

CAHIER DES CHARGES.

De l'adjudication définitive des droits à percevoir sur les bacs et bateaux de passage, établis à la traverse des fleuves ou rivières de la province de. . . .

Conditions préalables.

Art. 1. Les passages d'eau seront mis en location pour un terme de neuf ans, à commencer au 1er janvier 1832 et à finir au 31 décembre 1840, sauf résiliation au bout de la 3e et de la 6e année, qui sera libre aux deux parties, en se prévenant six mois au moins avant l'expiration du triennal commencé.

Art. 2. Tout adjudicataire est tenu de fournir dans les 24 heures de l'adjudication un cautionnement suffisant.

Ce cautionnement sera reçu et débattu par le directeur de l'enregistrement et des domaines; il sera fourni en immeubles ou en numéraire; il sera de la valeur du prix de six mois du bail.

Les immeubles, qui composent le cautionnement, devront être situés, soit dans la province où l'adjudication s'opère, soit dans les provinces immédiatement limitrophes.

Il sera passé un acte notarié du cautionnement en vertu duquel une inscription hypothécaire sera prise sur les immeubles donnés en cautionnement.

Les frais qui résulteront de cet acte et de l'inscription qui s'ensuivra, seront à la charge du fermier.

Si l'adjudicataire reste en défaut de fournir le cautionnement voulu, il sera procédé à une réadjudication à ses risques et périls; ou bien l'avant-dernier enchérisseur sera considéré au même titre que l'adjudicataire et ne sera libéré de toute obligation que par l'approbation de l'administration.

Dans l'un ou l'autre cas, le fermier déchu devra payer immédiatement le montant de la folle enchère, à peine d'y être contraint par les voies autorisées par l'article 7 ci-après.

Sa caution sera tenue de toutes les obligations de l'adjudicataire, et solidairement avec lui.

Franchises et modérations.

Art. 3. Tout fermier s'engage à n'exiger aucun payement dans les cas suivans :

1° Il ne sera pas exigé de passage des gouverneurs et commissaires de district en tournée dans leur province, des bourgmestres, des échevins, des ingénieurs des ponts et chaussées, des inspecteurs et employés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, lorsqu'ils se transporteront pour raison de leurs fonctions respectives.

2° Sont exempts tous convois militaires, les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et les caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires et les conducteurs qui les accompagnent.

3° Sont exempts la gendarmerie en tournée et les militaires voyageant à cheval, en corps ou séparément, à la charge, dans ce dernier cas, de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service.

4° Les généraux, officiers ou commissaires de guerre seront aussi exempts, quant à la seule voiture dans laquelle ils voyagent, à la charge aussi de représenter soit une feuille de route, soit un ordre de service.

5° Les ordonnances et messagers des gouverneurs et des commissaires de districts, porteurs de paquets et dépêches pour le service.

Ferme.

Art. 4. Le prix de la ferme est payable de trois en trois mois d'avance.

Art. 5. Le prix du bail sera entièrement payé en argent ayant cours en Belgique.

Art. 6. Tout adjudicataire est tenu de verser le dû de son fermage, aux échéances, directement dans la caisse du Receveur du Domaine du canton.

Art. 7. Tout adjudicataire se soumet à payer son fermage sur simple commandement.

Indépendamment de l'affectation de ses biens meubles et immeubles, et independamment encore des immeubles affectés par le cautionnement, le fermier se soumet expressément à la contrainte par corps, laquelle sera exercée contre lui, en vertu d'un arrêté du gouverneur de la province, rendu sur le vu du commandement au fermier, et dix jours après la date du dit commandement.

L'arrêté du gouverneur, portant contrainte par corps, sera exécuté par la gendarmerie, renonçant expressément le fermier, quant à ce, au bénéfice de toute voie judiciaire et à tous recours devant les tribunaux, se réservant le seul recours de grâce, qui a lieu dans l'ordre administratif.

Art. 8. Le fermier ne pourra demander ni la résiliation de son bail, ni indemnité, ni diminution du prix, sous prétexte d'événemens imprévus, tels que passages extraordinaires de troupes, grosses eaux, sécheresses, inondations et autres accidens quelconques, causés par l'intempérie des saisons.

le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port, un laps de temps qui sera de cinq minutes.

Les personnes, qui voudront passer isolément et sans attendre ce laps de tems, paieront dans ce cas le droit fixé par le tarif.

Art. 29. Les bacs et bateaux, au moment de l'embarquement et du débarquement, seront amarrés de manière à éviter les accidens que le recul du bateau pourrait occasionner.

Art. 30. Le fermier, conformément à l'article 54 de la loi du 6 frimaire an 7, sera responsable des délits commis par ses préposés ou mariniers, et des accidens imputables à leur négligence ou à leur impéritie, ainsi que des restitutions, dommages, amendes ou condamnations pécuniaires, prononcées contre lesdits préposés ou mariniers.

Art. 31. Tout fermier sera tenu d'accompagner les ingénieurs des ponts et chaussées dans les visites semi-annuelles que prescrit l'article 34 de la loi du 6 frimaire an 7, de leur donner tous les renseignemens qu'ils requerront, et de signer avec eux le procès-verbal de ces visites, dans lequel il lui sera loisible de faire insérer ses observations.

Timbre et enregistrement des procès verbaux d'adjudication.

Art. 32. Les minutes des procès-verbaux et les expéditions qui seront délivrées, ne pourront être délivrées que sur papier timbré.

Art. 33. Les procès-verbaux d'adjudication et ceux de cautionnement seront assujettis aux droits proportionnels établis par les lois du 22 frimaire an 7 et 27 ventôse an 9.

Fait et dressé par le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines, en conformité des instructions ministérielles des 19 prairial an 12, et subséquentes, etc.

A

Vu et approuvé par l'administrateur de l'enregistrement et des domaines, etc.

D'après la circulaire déjà citée du 17 avril 1811, n° 5, les adjudications des bacs ne doivent être faites au compte du gouvernement que lorsqu'il est constaté que les produits des passages d'eau seront au moins suffisans pour pourvoir à leur entretien, à moins cependant que le passage à affermer, quelque faible qu'en puisse être le produit, ne soit reconnu nécessaire au service public. Dès-lors il doit être compris au nombre de ceux à adjuger au compte du gouvernement.

Autrement, ces passages doivent être abandonnés aux communes intéressées à leur conservation, si elles consentent à s'en charger aux conditions prescrites par le cahier des charges. Si elles s'y refusent, les passages doivent être supprimés.

Dans l'un et l'autre cas de la circulaire, ces opérations doivent être confirmées par le ministre de l'intérieur; les préfets (*gouverneurs*), font parvenir au directeur général des ponts et chaussées leur proposition avec les pièces à l'appui, notamment les avis des ingénieurs en chef et du directeur des contributions indirectes (*directeur de l'enregistrement et du domaine,*) ainsi que de l'acte d'adhésion ou de refus des communes intéressées.

§ 5. De la nature, de la destination et de la perception des droits.

1. Les droits de bacs constituent un véritable impôt au profit de l'état. Toutefois ce n'est point ainsi qu'on l'a considéré dans les précédens budgets. Les droits de bacs s'y trouvent classés parmi les fermages de biens-fonds, bâtimens, chasse et pêche, qui figurent au budget des voies et moyens, non comme impôt, aux termes de l'art. 110 de la constitution, mais comme *recette ou revenu d'un bien domanial,* aux termes de l'art. 115.

Sans doute les fleuves, rivières et canaux navigables sont des domaines de l'état, et le fermage des droits qu'on y établit doit, à certains égards, être considéré comme le revenu d'un bien domanial. C'est ainsi par exemple qu'il faut envisager le droit de pêche et de chasse. Mais dès que les droits établis sur un domaine de l'état deviennent une charge publique dont il est impossible aux citoyens de s'exempter, ils constituent un véritable impôt, et c'est de cette manière que l'on a

toujours traité les droits de barrière, bien que les grandes routes appartiennent à l'état, tout comme les eaux navigables.

Cette distinction n'a rien qui doive étonner; elle est prise dans la nature même des choses; car le fermage de la chasse ou de la pêche n'est qu'une charge volontaire et personnelle, une indemnité que l'adjudicataire consent à payer au gouvernement pour la jouissance exclusive d'une portion de forêt ou de rivière, tandis que le fermage d'un bac présente le double caractère d'une indemnité par rapport au fermier qui contracte avec le gouvernement, et d'un impôt par rapport au public sur lequel le fermier lève ensuite des droits de passage pour se récupérer du prix de son bail.

Les droits de pêche et de chasse ne constituent par conséquent qu'un simple revenu pour le trésor, et les droits de bacs un impôt réel que les citoyens payent au trésor par l'intermédiaire des fermiers. Le gouvernement a reconnu cette vérité dans le budget des voies et moyens pour l'année 1835.

2. Le fermage des droits de bacs se perçoit par le receveur des domaines dans le ressort duquel est situé le passage d'eau : et d'après l'art. 4 de l'arrêté du 8 floréal an XII, les produits des baux doivent être versés au trésor avec la même distinction et être administrés selon les mêmes règles que la taxe d'entretien des routes et autres taxes spéciales. Le motif de cette disposition est que le produit des droits de bacs ont une destination particulière.

3. Ce produit, dit la loi du 6 frimaire an 7, doit être spécialement affecté :

1° A la confection et à l'entretien des bacs, bateaux, passe-cheval, agrès, bureaux, magasins, ports, cales, abordages, chemins pour y arriver, quais, francs-bords, hallages et autres objets et travaux utiles à leur exploitation. (Art. 62.)

2° Aux frais d'expertise et de visite, ainsi qu'aux frais d'administration, de régie, de surveillance et de police, autres que ceux qui résultent des opérations, actes ou visites faits par les ingénieurs des ponts et chaussées et autres agens salariés par le gouvernement. (Art. 63.)

3° Subsidiairement aux travaux nécessités par le curage et balisage des rivières, extraction des roches, réparation et confection des ponts et ponceaux établis sur les rivières affluentes, et qui coupent les abordages, les chemins de navigation et autres travaux d'art relatifs au libre cours des fleuves, rivières et canaux navigables. (Art. 64.)

L'arrêté du 8 floréal an XII que nous avons déjà cité, a restreint cette affectation dans les termes suivans :

« Art. 5. Ces produits seront, jusqu'à due concurrence, spécialement employés, 1° au remboursement des anciens propriétaires des bacs dont le gouvernement a pris possession en exécution de la loi du 6 frimaire an 7; 2° aux travaux, entretien et réparations des passages d'eau. »

Mais cet acte du pouvoir exécutif n'a pu déroger à la loi du 6 frimaire an 7.

Au reste, il y a long-temps que le fermage des bacs a cessé de faire un fonds spécial. Le gouvernement l'a confondu avec d'autres recettes, et les chambres l'ont toléré par leur silence.

4. La perception de la taxe s'opère au moment du passage par les fermiers eux-mêmes ou par leurs préposés. La loi du 6 frimaire an 7 dispose à ce sujet :

« Art. 48. Tous individus voyageurs, conducteurs de voitures, chevaux, bœufs ou autres animaux, et marchandises, passant dans les bacs, bateaux, passe-cheval, seront tenus d'acquitter les sommes portées aux tarifs.

» Art. 49. Ne sont point dispensés du payement desdits droits les entrepreneurs d'ouvrages et fournitures faits pour le compte de la république, ni ceux des chariots à la suite des troupes.

» Art. 50. Ne seront point toutefois assujettis au payement des droits compris auxdits tarifs les juges, les juges-de-paix, administrateurs, commissaires du directoire, ingénieurs des ponts et chaussées, lorsqu'ils se transporteront pour raison de leurs fonctions respectives; les cavaliers et officiers de gendarmerie, les militaires en marche, les officiers, lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement. »

Cette dernière disposition a été modifiée par le cahier des charges, ci-dessus rapporté, qui sert de base aux adjudications et de loi aux adjudicataires. Mais si le fermier est tenu par son contrat de respecter les exemptions qui s'y trouvent stipulées en faveur de certains fonctionnaires, le gouvernement est tenu, de son côté, par l'art. 112 de la Constitution, à n'insérer dans le cahier des charges que les exemptions formellement autorisées par la loi du 6 frimaire an 7. « Nulle exemption ou modération d'impôts, dit cet article, ne peut être établie que par une loi. »

Une autre modification a été faite à l'article 50 par le réglement pour l'administration de l'armée, en date du 1er février 1819, lequel dispose:

« Art. 112. Les frais de passage de rivières ou transport par eau, pour la troupe, chevaux et voitures, seront payés d'après les tarifs existans, mais seulement à la moitié du prix ordinaire.

» Art. 116. Les sommes dues pour passage d'eau seront payées de la même manière que les droits de barrière, sur quittance au bourgmestre ou chef de l'administration municipale, par anticipation, pour les passages qui se trouvent jusqu'au gîte suivant. »

Mais cette modération d'impôt n'est pas non plus légale, parce que l'art. 50 de la loi du 6 frimaire an 7 accorde aux militaires en marche une exemption entière; elle n'est même pas obligatoire pour les fermiers, parce qu'elle n'est pas insérée au cahier des charges.

Nous ne prétendons pas contester ici l'utilité de certaines exemptions et modérations de la taxe. Nous croyons même qu'il y a lieu d'en accorder toutes les fois que la taxe à payer directement, soit par des fonctionnaires publics, employés ou gens de service, soit par les militaires voyageant isolément ou en troupe, retombe indirectement à la charge de l'état. Mais c'est une loi, et non pas des arrêtés ou le cahier des charges, qui doit statuer à cet égard.

5. La loi du 6 frimaire an 7 donne aux fermiers les moyens de contraindre les passagers au payement de la taxe.

« Art. 56. Toute personne qui se soustrairait au payement des sommes portées auxdits tarifs, sera condamnée par le juge de paix du canton, outre la restitution des droits, à une amende qui ne pourra être moins de la valeur d'une journée de travail, ni excéder trois jours.

» En cas de récidive, le juge de paix prononcera, outre l'amende, un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un jour, ni être de plus de trois; et l'affiche du jugement sera aux frais du contrevenant.

» Art. 57. Si le refus de payer était accompagné d'injures, menaces, violences ou voies de fait, les coupables seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle, et condamnés, outre les réparations civiles, dommages et intérêts, en une amende qui pourra être de cent francs et un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois.

» Art. 58. Toute personne qui aura aidé ou favorisé la fraude, ou concouru à des contraventions aux lois sur la police des bacs, sera condamnée aux mêmes peines que les auteurs des fraudes ou contraventions.

» Art. 59. Toute personne qui aurait encouru quelques-unes des condamnations prononcées par les articles précédens sera tenue d'en consigner le montant au greffe du juge de paix du canton, ou de donner caution solvable, laquelle sera reçue par le juge de paix ou l'un de ses assesseurs.

» Sinon, seront ses voitures et chevaux mis en fourrière, et les marchandises déposées à ses frais jusqu'au payement, jusqu'à la consignation, ou jusqu'à la réception de la caution.

» Art. 60. Toute consignation ou dépôt sera restitué immédiatement après l'exécution du jugement qui aura prononcé sur le délit pour raison duquel les consignations ou dépôts auront été faits.

» Art. 61. Les délits plus graves et non prévus par la présente, ou qui se compliqueraient avec ceux qui y sont énoncés, continueront d'être jugés suivant les dispositions des lois pénales existantes, auxquelles il n'est point dérogé. »

6. Les fermiers de leur côté ont également des obligations à remplir. On peut consulter à

ce sujet le cahier des charges que nous avons rapporté ci-dessus, et les art. 51, 52, 53, 54 et 55 de la loi du 6 frimaire an 7.

Section II.

De l'administration et de la police des bacs et bateaux.

1. L'administration des bacs et bateaux de passage a subi de si nombreuses variations qu'il est difficile aujourd'hui de déterminer avec exactitude les attributions des diverses autorités qui doivent y prendre part.

D'abord, la loi du 6 frimaire an 7 a placé la matière dans les attributions du ministère de l'intérieur, et chargé les administrations centrales des opérations relatives à l'administration, à la police et à la perception des droits, sans préjudice de la surveillance plus immédiate qui appartenait à l'administration municipale. (Art. 31, 32 et 65.)

L'arrêté du 8 floréal an 12 a confié ensuite au département des finances la régie des droits et les opérations y relatives, et la police aux préfets, en laissant la surveillance immédiate aux maires.

Après la chute du gouvernement français, ces attributions ont été maintenues, sauf le remplacement des préfets par les intendans ou gouverneurs de provinces, et celui des maires par les colléges des bourgmestre et échevins.

Mais, lorsqu'en exécution du chap. IX de la loi fondamentale des Pays-Bas, le gouvernement remit aux états des provinces la direction spéciale et immédiate d'une partie des eaux, ponts et chaussées, l'arrêté du 17 décembre 1819, relatif à cette remise, disposa :

« Art. 12. Nous recommandons aux états provinciaux que cela concerne, de porter une attention sérieuse et toute particulière sur le service des bacs et passages d'eau en général, et spécialement sur ceux établis sur les fleuves du royaume, à l'effet d'examiner scrupuleusement si les bâtimens, vaisseaux et bacs se trouvent dans l'état requis, et adapté au plus ou moins d'importance des eaux qu'ils doivent traverser, et si le personnel attaché à leur service se trouve en nombre suffisant, et réunit les qualités et connaissances nécessaires pour offrir toute la sûreté aux voyageurs faisant usage de ces passages d'eau. »

Toutefois, par une anomalie qui s'explique difficilement, un autre arrêté du 9 avril 1820, tout en déférant aux états des provinces la direction générale des grandes routes et des ouvrages d'art qui s'y rattachent, en excepta les passages d'eau, et promit de statuer ultérieurement sur cet objet. (Art. 12.)

Et par suite de la même anomalie, l'instruction du 15 décembre 1820 chargea spécialement les gouverneurs de veiller au service régulier des passages d'eau. (Art. 25.)

Quelques années après, ce système fut encore bouleversé. Le 12 août 1828, un nouvel arrêté confia au syndicat d'amortissement la direction des grandes routes, canaux, passages d'eau et leurs dépendances. Mais par arrêté du 28 octobre 1830, le gouvernement provisoire de la Belgique rétablit les choses sur le même pied qu'auparavant.

Telle est la série des changemens qui sont survenus dans cette matière depuis la loi du 6 frimaire an 7. Pour lever les difficultés auxquelles ils donnent naissance, il faut envisager l'administration des passages d'eau sous différens rapports :

Sous le rapport financier, la régie en appartient toujours au département des finances, et les opérations qui s'y rattachent aux directeurs des domaines et de l'enregistrement dans les provinces.

Sous le rapport de la police, l'administration appartient aux gouverneurs, et la surveillance immédiate aux colléges des bourgmestre et échevins.

Sous le rapport du matériel, l'estimation, l'entretien, les réparations, le renouvellement des bacs, bateaux et autres objets dépendants de l'exploitation, ainsi que la délimitation des ports d'abordage, sont confiés aux ingénieurs des ponts et chaussées. Mais ceux-ci n'agissent que d'après les ordres des gouverneurs de province si l'objet intéresse la police, et d'après les ordres des directeurs de l'enregistrement et des domaines s'il intéresse l'administration des finances ou les obligations que le fermier a contractées envers elle.

Enfin, sous le rapport du contentieux, les tribunaux seuls sont compétens pour appliquer les peines prononcées par la loi du 6 frimaire an 7, et pour juger les contestations purement civiles qui pourraient s'élever entre le gouvernement et les adjudicataires relativement à leur bail, et entre les adjudicataires et les passagers relativement à la perception des droits.

Il est des provinces où les états députés interviennent également dans les contestations purement administratives auxquelles l'administration des bacs et bateaux peut donner lieu. Nous croyons que c'est une erreur; car l'art. 12 de l'arrêté du 17 décembre 1819, sur lequel on voudrait fonder cette intervention, ne parle point du contentieux administratif, et sous les rapports d'administration et de police, il doit être considéré comme abrogé par celui du 9 avril 1820, et par l'art. 25 de l'instruction du 15 décembre suivant.

2. Lorsqu'un passage est commun à deux provinces limitrophes, l'administration et la police en appartiennent au gouverneur de celle où se trouve située la commune la plus voisine du passage. En cas de distance égale, la préférence est déterminée par la population la plus forte : en conséquence, la gare, le logement et le domicile du batelier seront toujours établis de ce côté. (Loi du 6 frimaire an 7, art. 32.)

3. L'attribution donnée au gouverneur dans le cas qui précède, détermine également celle des tribunaux civils et criminels, chacun suivant leur compétence. (Art. 33.)

4. Dans le cours des mois de septembre et d'avril de chaque année, sans préjudice des autres visites qui peuvent être jugées nécessaires, les gouverneurs prescrivent aux ingénieurs des ponts et chaussées de faire, en présence des bourgmestres ou d'un commissaire nommé par eux, la visite des bacs, bateaux et autres objets dépendants de leur service, afin de juger s'ils sont régulièrement entretenus. Telle est la disposition de l'art. 34 de la loi du 6 frimaire an 7; mais ces visites peuvent avoir un double but, la conservation du matériel et la police. Sous le premier rapport c'est aux directeurs de l'enregistrement et des domaines, sous le second c'est aux gouverneurs à les prescrire, et ils feront bien de concerter leurs ordres à cet égard pour éviter aux ingénieurs des visites multipliées.

5. S'il se trouve des réparations ou des reconstructions à faire, auxquelles les adjudicataires soyent assujettis, ils y seront contraints par les gouverneurs ainsi et par les mêmes voies que pour les autres entreprises nationales.

Dans le cas contraire, il y sera pourvu, et le payement s'en fera ainsi qu'il sera ci-après expliqué. (Art. 35.)

6. «Art. 36. Les ingénieurs constateront également la situation des travaux construits dans le lit des rivières, sur les cales, ports, abordages et chemins nécessaires pour y arriver. Ils observeront les changemens qui pourraient être survenus dans leur cours, soit à raison des débordemens, éboulis, glaces, ensablemens, soit à raison de toute autre cause.

» Ils indiqueront ensuite les travaux à faire; et si pour leur confection il était utile de changer le cours d'eau, le concours du conseil des ponts et chaussées sera nécessaire, et son avis annexé au procès-verbal.

7. « Art. 37. Si aucun des événemens prévus par l'article précédent, ou tous autres, survenaient dans l'intervalle d'une visite à l'autre, et qu'il fut indispensable d'y pourvoir sans délai, l'administration municipale, sur l'avis que lui en donnera l'adjudicataire, fera faire provisoirement tout ce qui sera utile au service.

8. » Art. 38. L'administration municipale en informera de suite l'administration centrale qui ordonnera une visite extraordinaire à laquelle il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'art. 36.

9. » Aux passages où le service public, les intérêts du commerce et les usages particuliers résultants de la nature du climat et de la hauteur des marées, exigent une communication non interrompue, le gouvernement fait régler, eu égard aux temps et aux lieux, le service des veilleurs ou quarts qui doivent être établis pour ces passages. (Loi du 6 frimaire an 7, art. 43.)

» Le gouvernement détermine également

les mesures de police et de sûreté relatives à chaque passage; en conséquence, il désigne les lieux, les circonstances dans lesquelles le bac ou bateau doit avoir attaché à sa suite un batelet ou canot, et celles dans lesquelles les batelets ou canots doivent être disposés à la rive, à l'effet de porter secours à ceux des passagers auxquels un accident imprévu fait courir quelques risques.

» Il prescrit le mode le plus convenable d'amarrer les bacs et bateaux, lors de l'embarquement et du débarquement, afin d'éviter le danger que le recul du bateau peut occasionner.

» Il fixe aussi le nombre des passagers et la quantité de chargement que chaque bac ou bateau doit contenir en raison de sa grandeur. (Art. 44.)

» Les adjudicataires et nautonniers doivent maintenir le bon ordre dans leurs bacs et bateaux pendant le passage, et sont tenus de désigner aux officiers de police ceux qui s'y comportent mal, ou qui, par leur imprudence, compromettent la sûreté des passagers. (Art. 45.)

» Dans les lieux où les passages de nuit sont autorisés, les veilleurs ou quarts doivent exiger des voyageurs autres que les domiciliés, la représentation de leurs passeports qui doivent être visés par le maire ou l'officier de police des lieux.

» Les conducteurs de voitures publiques, courriers de malles ou porteurs d'ordres du gouvernement sont dispensés de cette dernière formalité. (Art. 46.)

» Les adjudicataires ne peuvent se servir que de gens de rivières ou mariniers reconnus capables de conduire sur les fleuves, rivières et canaux.

» A cet effet, les employés doivent, avant d'entrer en exercice, être munis de certificats des commissaires civils de la marine dans les lieux où ces sortes d'emplois sont établis, ou de l'attestation de quatre anciens mariniers conducteurs, donnée devant le maire de leur résidence dans les autres lieux. (Art. 47.)

» Le gouvernement donne aux préfets toutes les instructions convenables pour le maintien du bon ordre et de la police à exercer envers les adjudicataires des bacs et bateaux. (Art. 70.) »

Section III.

Doctrine et jurisprudence.

1. Les bacs et bateaux de passage sont-ils soumis à la contribution foncière, quoique n'étant pas fixés par des piliers, ils soient censés meubles?

Les lois du 1er décembre 1790 et du 3 frimaire an 7, ont formellement disposé qu'ils étaient imposables sans distinction de fixité. Mais l'art. 531 du Code civil ayant déclaré *meubles* les bacs et bateaux qui ne sont pas fixés sur piliers, la question s'est élevée de savoir si on pouvait les soumettre à une contribution, qui, de sa nature, ne frappe que sur les *immeubles*.

L'administration française a considéré que le Code civil, n'ayant eu en vue que de régler les droits et les intérêts des particuliers, n'a point entendu porter atteinte au principe consacré par les lois existantes sur les contributions directes, lesquelles doivent continuer de recevoir leur exécution, tant qu'elles n'ont pas été formellement abrogées. Plusieurs arrêts du conseil-d'Etat attestent cette jurisprudence. Sous le gouvernement des Pays-Bas la même question a été soulevée et résolue dans le même sens par l'arrêté du 26 décembre 1825. Mais cette décision excita en Belgique des réclamations si vives et si réitérées, que le gouvernement provisoire l'annula le 5 novembre 1830. Ainsi, en Belgique, contrairement à ce qui se pratique en France, les bacs et bateaux de passage ne payent plus la contribution foncière.

2. Les passages publics sur les fleuves, rivières et canaux navigables, ne peuvent appartenir à des particuliers ou à des communautés; et s'il s'en trouvait dont l'Etat n'eût pas encore la jouissance, l'administration de l'enregistrement et du domaine devrait sur-le-champ s'en mettre en possession, ainsi que des bacs, bateaux et autres objets qui servent à les exploiter.

Cela résulte des art. 6, 8 et 9 de la loi du 6 frimaire an 7 et de plusieurs arrêts du

conseil-d'Etat. L'arrêté du 23 janvier 1815, qui a invité les anciens propriétaires de passages d'eau à réclamer contre leur dépossession sans indemnité, ne change rien à la législation de l'an 7 : la promesse même de les indemniser, si elle eut été formelle, ne dispenserait pas le gouvernement d'exécuter la loi.

Mais la question présente plus de difficultés, lorsqu'il s'agit de passages établis sur des cours d'eau non navigables. Voici ce que dit à ce sujet M. Garnier dans son *Régime des rivières*, etc., tom. 1, n° 106 :

« De ce que la loi du 6 frimaire an 7 a déclaré, d'une manière absolue et générale, que les passages publics sur les rivières et canaux navigables, moyennant une taxe, ne peuvent appartenir à des particuliers, et doivent être régis par les agens du domaine public, l'administration en a conclu que les passages publics établis sur des rivières non navigables, où un service habituel et régulier était nécessaire, appartenaient à l'Etat.

» Les exceptions portées dans les articles 8 et 9 de cette loi, a-t-elle dit, confirment cette disposition générale, et dès-lors aucun particulier ne peut prétendre à l'exercice d'un droit de passage sur une rivière à l'usage du public; car lorsqu'une rivière est navigable en quelqu'endroit, elle appartient en cet endroit à l'Etat, et lui seul a le droit d'en disposer.

» Deux instructions du ministre des finances, l'une du 17 prairial an 7, et l'autre du 19 prairial an 12, décident que par le mot *navigable*, la loi a voulu désigner tous les fleuves, rivières et canaux qu'on ne peut traverser qu'à l'aide de moyens de navigation, qu'ils soyent ou non navigables dans la longueur de leurs cours; et qu'ainsi elle avait investi le domaine public de la propriété exclusive de tous les passages d'eau établis pour le service commun.

» D'après les lois actuellement en vigueur, le droit de propriété de tout passage d'eau, établi pour le service public à l'aide de bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux quelconques, appartient exclusivement à l'Etat, et ne peut être restitué, aliéné ou concédé sous aucun prétexte. C'est ce que porte un avis du comité des finances du 3 octobre 1817. Une décision du ministre des finances du 3 août 1819 établit que dans aucun cas, ni un particulier, ni une commune ne peuvent être déclarés propriétaires du droit exclusif d'exploiter un passage d'eau situé sur les fleuves, rivières ou canaux qualifiés ou non de *navigables* et servant à l'usage commun.

» Elle ajoute que si, par les mots *passe-cheval* et *tous autres passeurs*, qui se trouvent dans l'art. 2 de la loi du 6 frimaire an 7, il faut entendre les hommes et les chevaux traversant la rivière et portant sur l'autre rive des choses quelconques, on doit en tirer un argument *à fortiori*. En effet, puisque les *passe-cheval* et *autres passeurs* qui ne feraient le métier de passer que sur les fleuves non navigables, sont compris dans la prohibition générale, pourquoi existerait-il une exception en faveur des bacs sur les mêmes fleuves? Il est donc évident que cette distinction qui serait sans motif, n'a pu entrer dans l'esprit du législateur, et que conséquemment la prétention élevée par l'Etat est parfaitement en harmonie avec les dispositions de la loi.

» Cette prétention nous paraît contenir une fausse interprétation de la loi. Si le législateur avait voulu conférer à l'Etat la propriété de tous les bacs publics, il aurait dit que ceux établis *sur les rivières* lui appartiendraient; mais en ajoutant le mot *navigable*, il a eu l'intention de laisser subsister les principes de l'ordonnance de 1669, d'après laquelle les bacs établis sur les rivières non navigables étaient la propriété des seigneurs ou des particuliers.

» Nous ne devons pourtant pas dissimuler que la doctrine de l'administration a été consacrée par un arrêt du 29 décembre 1810, et que M. de Cormenin, qui la professe aussi dans ses *Questions de droit administratif*, p. 369, en a fait faire l'application à une espèce dont il a fait le rapport au conseil d'Etat.

» Il existait sur la rivière d'Essonne un passage à l'usage des piétons et bêtes de somme, exploité au profit d'un sieur N...., moyennant une légère taxe.

» L'administration des contributions indirectes se fondant sur les dispositions des lois des 6 frimaire an 7 et 14 floréal an 10, qui attribuent au gouvernement le droit exclusif d'établir, à l'usage du public des bacs et passages d'eau, d'en fixer et percevoir les tarifs et revenus, et d'en déterminer le nombre et la situation, a fait prendre possession du bac dont il s'agit.

» Le sieur N.... a protesté contre cette prise de possession; et il a traduit l'administration des contributions indirectes pardevant le tribunal de première instance de Corbeil, pour obtenir main-levée du séquestre.

» Le tribunal, sans s'arrêter au déclinatoire proposé par l'administration, s'est déclaré compétent, et jugeant au fond, a maintenu le sieur N.... dans la propriété et possession du bac, et a déclaré nul le séquestre mis par l'administration.

» Le tribunal s'était fondé sur ce que ce passage étant situé sur une rivière non navigable; les dispositions des lois des 6 frimaire an 7 et 14 floréal an 10, qui ne concernent que les rivières navigables, n'étaient pas applicables à l'espèce. »

« Le préfet de Seine-et-Oise a soulevé le conflit par les motifs suivans :

» Il résulte des dispositions de la loi du 6 frimaire an 7, que le législateur a considéré comme appartenant exclusivement à l'Etat le droit de passage sur les fleuves, rivières et canaux, et que par conséquent il a entendu par le mot *navigables*, les fleuves, rivières et canaux, portant des bacs, bateaux et batelets. Les exceptions portées par les art. 8 et 9 de cette loi, confirment cette disposition générale, et dès-lors aucun particulier ne peut prétendre à l'exercice d'un droit de passage sur une rivière à l'usage du public. C'est ce qu'a confirmé un décret du 29 septembre 1810, intervenu sur la réclamation d'un sieur Angros, qui prétendait avoir le droit d'établir des bacs sur la rivière de Vienne, attendu que cette rivière n'est pas navigable. Le décret précité déclare que les dispositions de la loi du 6 frimaire an 7, ont dû être appliquées à l'établissement des bacs du sieur Angros; cette loi ayant déclaré d'une manière absolue et générale que les passages publics sur les rivières et canaux ne peuvent appartenir à des particuliers et doivent être régis par les agens du domaine public.

» Ces motifs ont prévalu et le conflit a été maintenu par l'ordonnance du 10 juillet 1822. Il est inutile d'observer qu'en conséquence l'autorité administrative a maintenu la prise de possession du bac par les agens du domaine.

« Même décision dans un arrêt du 4 décembre 1822 contre l'hospice du bourg de St.-Andéol, et dans un autre arrêt du 11 août 1824; ce dernier ajoute que si l'utilité du bac de Langeac pour les diverses communes qui en font usage, commande de le maintenir, ce soin ne peut être confié qu'à l'administration publique. »

Les motifs sur lesquels l'administration a fondé ses prétentions dans cette affaire méritent d'être rapportés. Les voici :

« On ne peut contester que toutes les fois qu'il existe un passage d'eau, destiné à transporter les personnes et les marchandises, d'une rive à l'autre, à l'aide d'un bateau ou d'un bac, la rivière doit être considérée comme navigable, au moins sur ce point, puisque le transport est lui-même une navigation. Or, c'est ce genre de navigation que la loi du 6 frimaire an 7 a entendu, lorsqu'elle a employé le mot *navigable*. Par cette expression elle a fait connaître que les passages par un gué et généralement tous ceux qui ne s'exécutent pas par le moyen d'une navigation, n'étaient pas compris dans les prohibitions.

» Telle est l'interprétation qui a été donnée par une instruction ministérielle qui a suivi la publication de la loi du 6 frimaire an 7. Elle a été réglée par deux décrets du gouvernement du 29 septembre 1810, qui ont rejeté deux réclamations, fondées sur des motifs semblables à ceux que l'on présente aujourd'hui sur la prétendue distinction à faire entre les rivières navigables et non navigables. Les droits de passage d'eau sont au nombre des *impôts indirects :* il n'est donc pas possible d'admettre la supposition sur laquelle la commune a cru devoir appuyer son système, savoir que les droits de passage d'eau ne sont

qu'une émanation du droit de propriété du gouvernement sur les rivières qualifiées navigables.

» Puisqu'il s'agit d'un impôt ou d'un droit exclusif, on chercherait vainement les motifs qui auraient pu déterminer à en excepter les passages situés sur des rivières qui ne sont pas navigables dans toute l'étendue de leur cours. Une telle exception serait un véritable privilége pour les communes placées dans cette situation, ce qui serait contre l'essence de l'impôt qui doit être égal pour tous les contribuables. »

Malgré cette argumentation, nous partageons l'avis de M. Garnier sur cette question, et aux motifs qu'il donne, nous ajouterons les suivans.

La loi du 25 août 1792 a permis à tout citoyen d'établir des bacs, coches et bachots sur les fleuves et rivières; et elle ne fait aucune distinction entre les cours d'eaux navigables, et ceux qui ne le seraient pas. L'art. 1er de celle du 6 frimaire an 7 qui l'a aboli, dit textuellement qu'il n'est relatif qu'aux fleuves, rivières et canaux *navigables*, et dans tous ses autres articles la loi de l'an 7 s'exprime dans le même sens. On ne peut donc admettre que la défense faite aux particuliers de tenir des bacs et bateaux publics, s'étende à tous les cours d'eau indistinctement, d'autant plus que les rivières non navigables, n'étant point dans le domaine de l'Etat, on ne peut créer par induction une défense qui porterait atteinte à la propriété des communes ou des particuliers.

Les observations du ministre de la justice que nous avons citées plus haut, confirment cette opinion; car pour répondre à l'argument tiré des termes de la loi du 6 frimaire an 7, il prétend que par le mot *navigable*, il faut entendre les fleuves, rivières et canaux portant bacs, bateaux et batelets. Mais cette prétention est évidemment exorbitante. Pour être navigable, une rivière doit sans doute porter des bateaux, mais ces mêmes bateaux doivent pouvoir y naviguer en suivant le fil de l'eau, soit en remontant, soit en descendant. Ceux qui ne servent qu'à la traverser sur un point pour transporter d'une rive à l'autre des personnes ou des marchandises, ne peuvent certes la faire considérer comme navigable, si dans le reste de son cours la navigation est impossible.

« Il arrive assez communément, dit à ce sujet M. Garnier, tom. 1, n° 7, que des particuliers ou des communes, ne pouvant ou ne voulant faire la dépense d'un pont sur une petite rivière, y établissent des bacs uniquement destinés au passage, dans la partie de la rivière qu'ils font travailler et disposer pour cet objet, tandis que dans les autres parties elle ne serait même pas propre à ce genre de navigation.

Nous croyons qu'une telle rivière n'est pas navigable : autrement il y aurait peu de cours d'eau qui ne fussent dans ce cas : car sur presque tous il existe des bachots ou petits bateaux dont on se sert dans un but d'utilité ou d'agrément. Une rivière ne peut donc, à notre avis, être considérée comme navigable qu'autant qu'elle porte des bateaux destinés à opérer des transports publics, qui, nécessitent l'établissement d'un hallage, d'un port ou quai, en un mot de tous les accessoires d'une navigation véritable. »

Ce que nous venons de rapporter est pleinement confirmé par l'art. 8 de la loi du 6 frimaire an 7. En effet, cet article qui permet l'établissement de bacs et bateaux non employés à un passage commun, dit lui-même que ces embarcations ne pourront être maintenues, et qu'il ne pourra en être établi de nouvelles, qu'après avoir fait constater qu'*elles ne nuisent point à la navigation*; preuve évidente que la loi subordonne l'établissement des bacs ou bateaux de traverse à l'existence d'une navigation réelle.

Ces motifs sont tellement plausibles que le conseil-d'Etat est en quelque sorte revenu sur sa jurisprudence dans l'espèce suivante :

« La marquise de la Roche-Jaquelin réclamait la propriété du bac de Lescure, situé sur la rivière du Tarn et servant de communication entre les villes d'Alby et de Lescure. S. Exc. le ministre des finances, par décision du 11 juillet 1823, avait rejeté sa demande comme mal fondée, attendu que le bac en question faisait partie du domaine de l'Etat,

aux termes de la loi du 6 frimaire an 7.

» La dame de la Roche-Jaquelin a attaqué cette décision devant le conseil. Elle s'est efforcée de démontrer que la loi du 6 frimaire an 7 ne s'appliquait qu'aux rivières navigables et flottables, qui sont du domaine public, et non aux rivières non navigables, qui appartiennent aux riverains.

» Elle a invoqué à l'appui de son système, un avis du comité de législation du 30 juillet 1818 qui établit :

» 1° Que le droit de propriété de tous passages d'eau établis pour le service public, à l'aide de bacs et bateaux, sur les fleuves, rivières ou canaux navigables, appartient exclusivement à l'Etat;

» 2° Qu'à l'égard des passages d'eau sur des rivières qui ne sont ni navigables, ni flottables, ou à des points reconnus tels, le droit de les établir appartient à ceux qui sont maîtres des deux rives, à la charge par eux de s'adresser à l'administration pour la fixation du tarif et sauf en outre la surveillance administrative;

» 3° Que si le passage d'eau établi sur une rivière ni navigable ni flottable, fait continuation d'un chemin public, le droit appartient à l'Etat, au département ou à la commune, suivant la classe où se trouve ledit chemin;

» 4° Que si une rivière, à laquelle la loi du 6 frimaire an 7 n'est pas actuellement susceptible d'être appliquée, devenait navigable ou flottable, l'Etat serait fondé à réclamer l'application de cette loi.

» Le conseil-d'Etat semble avoir pris en considération le 3e § de cet avis, en déclarant que le bac établissait communication sur le chemin public de Lescure à Alby et en en tirant cette conséquence que la dame La Roche-Jacquelin n'était pas fondée à en réclamer la propriété. Ordonnance :

« Charles, etc. Sur le rapport du comité du contentieux,

» Vu les lois des 28 mars 1790, 25 août 1792, 6 frimaire an 7, 14 floréal an 10 et 28 avril 1816;

» Considérant que la dame de La Roche-Jacquelin ne justifie pas qu'elle soit propriétaire des rives du Tarn, dans l'emplacement des abords du bac; — qu'au contraire, il résulte de la lettre sus-visée du préfet du Tarn, que ce bac appartient au chemin qui établit la communication publique entre les communes d'Alby et de Lescure; — Considérant que la réclamation de la dame de La Roche-Jacquelin aurait pour objet de rétablir à son profit un droit de passage, supprimé par l'art. 9 de la loi du 25 août 1792;

« Art. 1er. La requête de la dame marquise de La Roche-Jacquelin est rejettée. (Ordonnance du 28 décembre 1825.) »

On voit, par cette décision, que si la marquise de La Roche-Jacquelin avait pu établir son droit de propriété aux deux rives du Tarn, le conseil-d'état aurait jugé la question en sa faveur; et que d'un autre côté, en considérant que le bac établi sur cette rivière fait partie du chemin d'Alby à Lescure, il en a implicitement attribué la propriété à ces deux villes et non au gouvernement.

Quoiqu'il en soit, en Belgique la question de savoir si des particuliers ou des communes peuvent tenir aujourd'hui des bacs ou bateaux publics de passage sur des rivières non navigables, a été résolue de fait par le gouvernement; car il a supprimé partout ceux que le gouvernement français y avait établis au profit de l'Etat.

Il n'est donc pas douteux que les provinces, les communes, les associations et les particuliers, quand ils sont propriétaires des deux rives d'une rivière non navigable, peuvent y établir aujourd'hui des bacs ou bateaux de passage, soit pour l'utilité du public, soit pour leur utilité particulière.

3. C'est aux tribunaux qu'il appartient d'interpréter le bail à ferme d'un bac, bien qu'il ait été passé par l'autorité administrative. La raison en est qu'un bail est un véritable contrat qui lie tout à la fois le fermier et l'administration. Celle-ci ne pourrait donc interpréter par voie d'autorité les clauses du bail sans être juge dans sa propre cause. C'est ce qu'a jugé le conseil-d'état en France par arrêt du 25 février 1825. (Sirey, *Jurisprudence du conseil-d'Etat*, tom. 4, p. 284.)

En Belgique, cette question ne souffrirait

aucune difficulté, grâce à la Constitution qui attribue à l'autorité judiciaire, toutes les contestations d'intérêt privé.

4. Aux termes de l'art. 17 du cahier des charges, le fermier ne peut réclamer aucune indemnité dans le cas où le gouvernement permettrait l'établissement de passages d'eau *particuliers* pour la facilité des propriétaires riverains, conformément à l'art. 8 de la loi du 6 frimaire an 7.

Il résulte de cette clause, que dans les autres cas où l'établissement d'un passage, d'un pont qui ne serait pas exclusivement destiné à des particuliers, nuirait à la recette de l'adjudicataire, il y aurait lieu de lui accorder une indemnité.

Néanmoins le conseil-d'Etat de France a jugé, par arrêt du 22 janvier 1813, que le concessionnaire d'un droit de péage n'est pas fondé à réclamer une indemnité sous prétexte que la construction d'un pont à proximité de son bac fait cesser le produit de ses recettes, si d'ailleurs le gouvernement, en concédant le droit de péage, n'a pas formellement renoncé au droit de construire ce pont. (Sirey, *Jurisprudence du conseil-d'Etat*, tom. 2, p. 244.)

Cette décision nous semble peu équitable; et si la question se présentait en Belgique où elle ne pourrait être jugée que par les tribunaux ordinaires, nous ne doutons pas qu'eu égard à l'art. 17 du cahier des charges, les tribunaux ne se prononcent en faveur de l'adjudicataire.

Le même conseil-d'Etat nous paraît avoir été plus juste, lorsque le 17 juillet 1816, il décida que le fermier d'un bac auquel, depuis son entrée en jouissance, il est survenu des changemens dommageables par suite d'actes administratifs qu'il n'avait ni connus, ni dû prévoir, a droit à une diminution dans le prix de son bail; par exemple, s'il y a eu changement de la ligne des postes et par suite diminution dans les produits du bac. (Sirey, tom. 3, p. 436.)

Si les changemens survenus n'étaient pas le fait du gouvernement ou des fonctionnaires qui le représentent, mais de l'administration provinciale ou communale, y aurait-il également lieu à l'indemnité, et à charge de qui devrait-elle être poursuivie?

L'indemnité nous paraît toujours due. Il suffit que l'adjudicataire soit troublé dans la jouissance de son bac, c'est-à-dire que le produit de ses recettes soit notoirement diminué par un fait administratif, pour qu'il ait droit à une indemnité; et c'est au gouvernement qu'il doit la demander, sauf au gouvernement à mettre en cause l'auteur du trouble.

5. Lorsque la suppression d'un bac pour cause de vétusté provient du fait du fermier, qui ne s'est pas conformé aux clauses de son bail, il n'y a pas lieu de lui accorder une indemnité pour le temps du chômage.

« En 1822, le Sr. Duhaut, adjudicataire des bacs établis sur la Seine, au passage d'Asnières, et le Sr. Girard, son concessionnaire, furent obligés par ordre du maire d'Asnières, de s'interdire l'usage d'un des bacs qui, à cause de sa vétusté, présentait des dangers imminens pour les passagers, sauf à eux à prendre des mesures pour continuer le service sans le bac, et réclamer l'indemnité qui pourrait leur être due. Ils réclamèrent en effet la remise de la moitié du prix du bail, pendant qu'ils se trouveraient réduits à ne pouvoir se servir que du seul bac qui leur restait. Les ingénieurs n'ayant pas été d'accord sur le *quantum* de l'indemnité à accorder, le conseil de préfecture de la Seine, par arrêté du 15 mars 1823, prit un moyen terme et décida qu'elle serait fixée à 200 fr. par mois, à compter du jour où le bac avait été interdit jusqu'à celui où il serait remplacé.

« Le directeur des contributions fit rapport de cette affaire au ministre des finances et conclut au rejet de la demande en indemnité, par le motif qu'aux termes de l'article 15 du cahier des charges qui avait servi de base à l'adjudication, le fermier était tenu non-seulement d'entretenir les bacs, bateaux et agrès servant au passage, mais encore de remplacer le bac, bateau ou batelet qui, pour cause de vétusté deviendrait hors de service, sauf le paiement du prix par le gouvernement; qu'ainsi la suppression momentanée de l'un des bacs à Asnières, pour cause de vétusté, provenait du fermier, puisqu'il dépendait de

sa volonté de la prévoir et de la prévenir en exécutant l'art. 15; que s'il n'avait pas mis l'administration en demeure, c'était sans doute parce que tous les passages qui se répartissaient entre les deux bacs s'étaient opérés et s'opéraient encore sans préjudice pour lui, par le seul bac qui était resté en activité de service. »

Ce rapport fut approuvé par une décision ministérielle du 14 novembre 1823, dont les sieurs Duhaut et Girard appelèrent au conseil d'Etat; mais celui-ci, après avoir vidé les questions d'incompétence que présentait l'affaire : « Considérant qu'il résulte de l'art. 12 du cahier des charges, que les fermiers doivent rendre les effets mobiliers, mis à leur disposition, dans l'état où ils auront été pris; que l'art. 13 détermine les formalités à remplir pour dresser l'état estimatif et descriptif desdits effets; qu'aux termes de l'art. 14, les fermiers auraient pu exiger, en entrant, la réparation du bac, mais qu'alors on aurait donné audit bac sa nouvelle valeur; que les sieurs Duhaut et Girard l'ont accepté tel qu'il était, et au prix qu'il avait lors de leur entrée en jouissance; qu'ils s'en sont servis pendant plus de six ans; et que si dans cet intervalle il était devenu nécessaire d'y faire des réparations, c'était aux fermiers à mettre l'administration en demeure, sauf à compter des dépenses et à répartir les charges respectivement imposées par le bail. — Considérant que les fermiers ne peuvent se prévaloir des retards qui proviennent de leur fait, pour obtenir une indemnité ou une réduction sur le prix du bail », rejette la demande en indemnité. (Arrêt du 6 juillet 1825.)

6. Nous avons vu qu'il appartient à l'ingénieur en chef de la province, ou à toute autre personne déléguée à cet effet par le gouverneur, de déterminer le port, c'est-à-dire l'espace dans les limites duquel le départ et l'abordage des bacs doivent s'effectuer sur l'une et l'autre rive. Il résulte de là que les questions relatives aux limites dans lesquelles est renfermée la perception d'un droit de passage est du ressort administratif.

Non-seulement la loi du 6 frimaire an 7, mais encore l'art. 20 du cahier des charges le veut ainsi. (Arrêt du conseil-d'état du 18 mars 1816. Sirey, *Jurisprudence du conseil*, tom. 3, p. 258.)

Toutefois si après l'adjudication, le gouvernement déplaçait un port d'abordage, et qu'il résultât de ce déplacement un préjudice réel pour l'adjudicataire, la question d'indemnité devrait être jugée par les tribunaux.

7. On a jugé de même en France que c'est à l'administration et non aux tribunaux à statuer sur la question de savoir si un particulier a eu le droit d'établir des bateaux de passage, au préjudice d'un bac affermé par l'Etat. (Arrêt du 13 novembre 1807; Jurisprudence du conseil, tom. 1, p. 132.)

Mais cette question serait autrement résolue en Belgique. D'après notre législation il n'appartient qu'aux tribunaux d'apprécier le titre sur lequel un particulier prétendrait fonder un pareil droit.

8. Les fermiers des bacs ne sont pas entrepreneurs de transports par eau, justiciables des tribunaux de commerce : ce sont de simples commis ou préposés du gouvernement. C'est ce qu'a jugé la cour royale de Nîmes, le 13 août 1812. (Sirey, tom. 14, part. 11, p. 103.)

9. La contestation entre un particulier qui réclame, aux termes de jugemens et arrêts, une maison occupée par le fermier d'un bac, en vertu de son bail, et l'administration des domaines qui soutient que cette maison fait partie du domaine public, présente une question de propriété dont la connaissance est dévolue aux tribunaux ordinaires. Peu importe si la propriété est ou n'est pas utile à l'établissement du bac. (Arrêt du conseil-d'Etat du 1er novembre 1820.) (Sirey, *Jurisprudence du conseil-d'Etat*, tom. 5, p. 484.) Il en serait de même et à plus forte raison en Belgique.

10. Le 25 octobre 1822, la cour de cassation a décidé que celui qui, pour se soustraire aux droits de péage, passait la rivière à gué au-dessus ou au-dessous du pont ou du bac, ne devait point être forcé de les acquitter :

« Le juge de paix de Milhau avait condamné divers particuliers, pour avoir passé à gué au-dessous d'un pont sur le Tarn, dont les

droits de péage avaient été affermés par ordonnance royale, et pour avoir voulu se soustraire au payement de ces droits ; mais M. le procureur-général dénonça ce jugement à la cour suprême. Il citait dans son réquisitoire le nouveau Denisart. (V. *Bac*, § 2, n° 7.)

« Le droit de bac, a-t-il dit, n'est pas tellement exclusif qu'il prive les particuliers ou du droit de se servir des gués dans les endroits où les rivières sont guéables, ou même d'avoir des bateaux pour leur usage personnel, lorsqu'ils ont leur maison sur le bord des rivières, pourvu qu'en ce cas ils n'en laissent pas l'usage à d'autres.

« Le Sr. Bourdance se servait d'un bateau à lui appartenant pour passer et repasser la Saône, vis-à-vis de sa maison, située à 400 pas du bac du seigneur de Colonges : celui-ci prétendit que le Sr. Bourdance ne devait passer que dans son bac, et sa prétention avait été admise par les premiers juges.

« Mais par arrêt rendu en la grande chambre, le 9 janvier 1758, la cour a donné acte au Sr. Bourdance de sa déclaration qu'il n'entendait pas contester au seigneur de Colonges, son droit de bac : en conséquence, elle a ordonné que le Sr. Bourdance jouirait de la faculté de se servir de son bateau pour aller et revenir sur la rivière de Saône, et traverser ladite rivière quand bon lui semblerait.

» Comment ces principes anciens, admis sous le régime le plus austère, ne seraient-ils pas adoptés, aujourd'hui que le péage n'est pas un droit politique, c'est-à-dire un droit de puissance et d'autorité, mais une simple indemnité pour les frais occasionnés par l'établissement d'un pont ou d'un bac ?

» Ce droit est purement utile et doit être supporté par ceux qui profitent de l'avantage de l'établissement : c'est une rétribution que doivent les usagers.

» Il faudrait une loi expresse pour soumettre les individus qui passent à gué au payement du droit, comme s'ils passaient sur le pont, et encore il faudrait déterminer quelle serait la distance qui produirait cette équipollence. Car enfin, avec le jugement du tribunal de police de Milhau, tout devient arbitraire : on ne peut pas plus traverser la rivière à gué à deux pas du pont qu'à deux myriamètres.

» Les lois nouvelles, comme la jurisprudence ancienne, repoussent la théorie du jugement que nous examinons.

» D'après la loi du 6 frimaire, qui a nationalisé les droits de passage, il suffit pour conserver un bac particulier, de constater sa destination et qu'il ne puisse être dangereux pour la navigation.

« Quelle est cette destination qu'il faut constater ? Il suffit qu'il soit bien établi que le bac n'est que pour l'usage d'un particulier, et qu'il ne rivalise pas avec le bac public.

» Or comment serait-il possible de concilier la prohibition de passer à gué avec cette faculté de traverser la rivière sur un bac particulier, 3 à 9 mois de l'année ?

» Cela n'est pas possible. »

La cour, statuant sur le pourvoi du procureur général en la cour, formé dans l'intérêt de la loi, et adoptant les motifs développés dans son réquisitoire, cassa et annula le jugement dénoncé.

Nous ne terminerons pas cet article sans exprimer le désir que la loi du 6 frimaire an 7 soit soumise à une révision. Non-seulement elle contient des lacunes auxquelles on a essayé de suppléer en France dans la session de 1824 ; mais considérée comme loi financière, elle établit un impôt dont la base n'est plus équitable.

Lorsqu'il a créé les droits de bacs, le législateur avait bien moins en vue l'intérêt du fisc que la sûreté des particuliers ; il est facile de s'en convaincre d'abord par le message du Directoire qui accompagnait le projet de la loi du 6 frimaire an 7, et ensuite par cette loi même qui donne au produit des droits une destination spéciale : il voulait remédier aux abus de la liberté qu'avait introduits en cette matière la loi du 25 août 1792, et revenant au système des bacs publics et exclusifs, il n'avait d'autre but que d'en couvrir les dépenses par les revenus qu'ils produiraient. Il lui avait semblé juste, comme il est juste en effet, que ces dépenses fussent supportées par ceux-mêmes qui profitaient des passages d'eau.

Mais par suite du tarif du 3 messidor an 12,

qui a fixé les droits de passage, le produit des bacs est devenu bien plus considérable qu'il n'aurait dû l'être pour en couvrir les frais d'établissement et d'entretien. Le gouvernement qui savait à quoi s'en tenir à cet égard, au lieu de lui conserver sa destination spéciale, le confondit avec les autres recettes; et le produit des bacs devint ainsi une nouvelle source de revenus pour l'État. Or, considéré sous ce point de vue, les droits de bacs ne constituent plus qu'un impôt injuste, inégalement réparti, et perçu enfin sur une partie du royaume au profit de la généralité.

Pour restituer à cet impôt le caractère d'équité qu'il doit avoir, il faudrait ou réduire le tarif au taux strictement nécessaire pour que le revenu des bacs en payât la dépense, ou bien en abandonner le produit aux provinces où il serait perçu.

Dans le premier cas, il ne serait plus qu'une sorte d'indemnité pour la facilité des communications que l'établissement des bacs procure aux habitans de certaines localités. Dans le second, chaque province jouirait de l'excédant, s'il y en avait, et pourrait l'utiliser au profit de ses propres habitans.

DEUXIÈME PARTIE.

Des bacs et bateaux établis sur les cours d'eau non navigables.

1. Les eaux courantes, *non navigables*, sont à l'usage des propriétaires dont elles bordent ou traversent les terrains. (Art. 644 du Code civil.)

Les eaux stagnantes appartiennent aux propriétaires du fonds qu'elles couvrent.

2. Il résulte de là que les provinces, les communes, les établissemens publics, et les particuliers peuvent établir des bacs et bateaux de passage sur les eaux non navigables dont ils ont l'usage ou la propriété. La raison en est que la loi du 6 frimaire an 7 n'est point applicable à ces espèces d'eaux, ainsi que nous l'avons démontré dans la première partie du présent article.

3. Il est cependant à remarquer que du moment où les bacs et bateaux établis sur des rivières non navigables sont destinés au public, ils deviennent sujets à la police, parce que dès-lors ils intéressent la sûreté des habitans.

Les mesures de précaution à prendre en cette matière doivent faire l'objet d'un réglement local; mais les conseils communaux ne doivent pas perdre de vue que la loi, donnant aux riverains le droit d'user des eaux qui bordent ou traversent leur propriété, les réglemens ne peuvent porter atteinte à ces droits.

4. Les droits de bac ou de passage que les provinces, les communes et les établissemens publics perçoivent à la traverse des eaux dont ils ont l'usage ou la propriété, doivent être tarifés. Ces tarifs, dressés pour les provinces par les conseils provinciaux, et pour les communes par les conseils communaux, sont assujettis à l'approbation du roi. (Constitution belge, art. 110; loi du 30 avril 1836, art. 86, n° 1; loi du 30 mars 1836, art. 76, n° 2.)

Ceux qui concernent des établissemens publics, sont dressés par les commissions administratives, sous l'approbation des conseils communaux ou des députations permanentes des conseils provinciaux. (Loi du 30 mars 1836, art. 79.)

Quant aux particuliers, il leur est libre de mettre à l'usage de leurs bacs et bateaux les droits et conditions qu'ils jugent convenables à leur intérêt; mais si l'État, la province ou la commune jugeaient que l'établissement d'un bac ou bateau de passage sur des eaux non navigables, appartenant à un particulier, est avantageux ou nécessaire à la facilité des communications, ils seraient en droit de l'exproprier pour cause d'utilité publique.

5. Les droits de bac ou de passage appartenant aux provinces, aux communes et aux établissemens publics, doivent être mis en adjudication. Voyez Location.

BACHOT, BACHOTEUR.

En France, on appelle *bachots* de petits bateaux qui sont fort en usage sur certaines rivières, et notamment sur la Seine, où ils

servent à voiturer par eau les habitans de Paris dans les environs de cette ville ; et l'on nomme *bachoteurs* ceux qui conduisent ces petites embarcations.

L'emploi de ces dénominations n'est pas commun en Belgique : on s'y sert habituellement des mots *barquettes* et *bateliers*. Cependant, on trouve celui de *bachot* dans la loi du 6 avril 1823, relative aux patentes; mais il désigne de petits bateaux plats qui servent à travailler la vase dans les tourbières. Voyez le *Tableau*, n° 16, à 26, annexé à cette loi, et les articles Barques et bateaux de transport, Batelier et Navigation.

BADIGEON.

Le badigeon est une couleur à l'eau, le plus habituellement jaunâtre, dont on se sert pour peindre les murailles.

Le badigeonnage rentre, comme objet de police, dans la voirie municipale, en tant qu'il peut intéresser la salubrité publique, la sûreté et la commodité du passage dans les rues. Ainsi, en cas d'épidémie, l'autorité locale serait en droit d'ordonner le badigeonnage ou blanchîment à la chaux des maisons mal propres, si elle jugeait que ce moyen pût arrêter ou prévenir les progrès du mal. C'est ce qui a eu lieu dans notre pays lors de l'invasion du choléra.

De même, elle peut prescrire toutes les mesures qu'elle juge nécessaires pour empêcher les accidens auxquels l'opération du badigeonnage expose les ouvriers et les passans. C'est dans cette vue que le réglement *sur les bâtisses* de la ville de Bruxelles, en date du 26 janvier 1828, a disposé :

« Art. 16. Le plâtrage, la restauration et la peinture des façades des maisons ne pourra se faire qu'à l'aide d'échaffaudages ou échelles volantes dont les planches devront être assurées.

» Il devra de plus être placé une corde sur les montans de devant des échaffaudages ou des échelles volantes, à l'effet de garantir les ouvriers d'accidens.

» Art. 17. Il ne pourra être fait usage, pour le badigeonnage des maisons ou tous autres ouvrages sur la voie publique, que d'échelles d'une seule pièce, aux pieds desquelles devra toujours se trouver une personne pour empêcher qu'il n'y arrive aucun accident. »

Le droit de prendre de pareilles dispositions a été d'abord attribué aux conseils communaux par la loi du 16-24 août 1790, tit. xi, art. 3 ; et confirmé en dernier lieu par les art. 78 et 90 de la loi communale du 30 mars 1836. C'est même un devoir pour les administrations locales d'en user ; mais il ne faut pas perdre de vue que leur intervention en ces matières n'est fondée que sur la salubrité publique, la sûreté et la commodité du passage dans les rues, de telle sorte, qu'elles excéderaient les bornes de leur pouvoir, si, à l'exemple de la régence de Namur, elles défendaient aux habitans de badigeonner leurs maisons sans en avoir obtenu la permission du collége des bourgmestre et échevins, et prescrivaient les couleurs dont ils doivent faire usage, sous peine de faire repeindre, aux frais des contrevenans, les façades dont la couleur ne serait pas conforme à l'un des échantillons prescrits. (Réglement de la ville de Namur, en date du 26 juin 1820, art. 34.) Voyez ce que nous avons dit à ce sujet au mot Batiment.

Quoiqu'il en soit, les habitans qui veulent faire badigeonner les façades de leurs maisons, doivent toujours s'enquérir à l'avance des dispositions qui règlent cette matière dans la commune de leur habitation.

L'opération du badigeonnage ne tend pas à consolider les constructions. Par conséquent, l'autorisation de badigeonner un mur sujet à reculement, en supposant que cette autorisation fût requise, ne pourrait être refusée sous le prétexte que ce mur ne se trouverait pas dans l'alignement prescrit. Voyez à cet égard l'article Alignement, tom. II, p. 70 et suiv., et l'article Batiment.

BAGARRE.

Ce mot est synonyme de tumulte ; mais sous le rapport qui nous occupe, il s'employe plus particulièrement pour désigner une rencontre fortuite de voitures, d'équipages qui em-

barrassent momentanément la voie publique. Ces rencontres sont presque toujours accompagnées de rixes et d'altercations, qui exigent l'intervention de la police locale.

En cas de bagarre, l'agent qui se trouve sur les lieux, doit d'abord enjoindre aux conducteurs des voitures qui y sont engagées, de reprendre chacun son poste, de ne point abandonner les guides de leurs chevaux, et de tenir leurs voitures immobiles jusqu'à ce qu'ils ayent reçu l'ordre d'avancer ou de reculer. Il défend en même temps l'approche des voitures qui, survenant de divers côtés, pourraient accroître le tumulte. Il fait ensuite évacuer le théâtre de la bagarre aux curieux qui l'encombrent, et assigne aux piétons un passage provisoire. Après ces premières dispositions il avise aux moyens de dégager successivement les voitures qui se trouvent enchevêtrées dans la bagarre, et donne à cet effet les ordres nécessaires, que chaque conducteur est obligé de suivre. Enfin il dresse, le cas échéant, procès-verbal à charge de ceux qui ont causé l'embarras de la voie publique, ou qui l'ont prolongé en contrevenant à ses ordres, à l'effet de les faire poursuivre conformément aux art. 471, n° 4, et 475, n°s 3 et 12 du Code pénal. Voyez Attroupement, Émeute et Rassemblement *en plein air*.

BAGNE.

On appelle ainsi en France les établissemens où l'on renferme les condamnés aux travaux forcés.

Du temps que la Belgique faisait partie de l'empire français, il y avait un bagne à Anvers ; mais depuis sa réunion à la Hollande, ce bagne a été supprimé et les forçats ont été réunis, avec les condamnés à la réclusion, dans des établissemens qu'on appelle aujourd'hui *Maisons de réclusion et de force*. (Arrêté du 4 novembre 1821, art. 1 et 9.) Voyez Prisons.

BAIE.

On nomme ainsi toute ouverture pratiquée dans les murailles pour y placer une porte ou une fenêtre.

Il n'est permis ni d'ouvrir des baies nouvelles, ni de changer les baies existantes dans les façades des maisons qui dépendent de la grande voirie sans une autorisation préalable du collége des bourgmestre et échevins, approuvée par la députation permanente du conseil provincial. Mais cette autorisation ne peut, d'après la jurisprudence administrative, être refusée sous le prétexte qu'il s'agit d'une façade ou d'un mur sujet à reculement : la raison en est que, loin de consolider les bâtisses, l'ouverture ou le changement des baies tend au contraire à les affaiblir. (Art. 1 de l'arrêté du 29 février 1836, et 90 de la loi du 30 mars 1836.)

Quant aux bâtimens qui dépendent de la petite voirie, l'autorisation de faire des baies dans les murs de face ne doit être demandée que dans les villes et communes où cette formalité est prescrite par un réglement particulier à la localité. Voyez les articles Alignement et Batiment.

BAILLI, BAILLIAGE.

On donnait autrefois le nom de *bailli* à des officiers chargés de l'administration de la justice et des finances dans l'étendue d'un certain ressort que, pour cette raison, on appelait *bailliage*.

On appelait aussi bailliage, un tribunal composé de juges, qui rendaient la justice avec le bailli ou en son nom.

Il y a eu plusieurs espèces de baillis, et leurs fonctions ont varié avec le temps et les lieux.

En Hollande, c'étaient des seigneurs, qui, comme chefs de leurs districts, avaient, à peu de chose près, les mêmes attributions que les bourgmestres. Ce titre et les fonctions, soit administratives, soit judiciaires, qui y étaient attachées, ont été abolis partout où la révolution française a porté ses lois et son influence. On peut consulter à ce sujet la loi du 16-24 août 1790 qui a créé en France un nouvel ordre judiciaire, et celle du 7-11 septembre suivant, qui déclare supprimés tous les tribunaux d'ancienne création sous quelque titre ou dénomination que ce soit. Mais,

après la retraite des Français, le gouvernement de Hollande les a rétablis comme chefs d'administration, dans toutes les localités où ils avaient existé avant l'occupation, et la loi fondamentale de 1815 en a implicitement autorisé le maintien, en disposant:

« Art. 154. Les administrations rurales des seigneuries, districts et villages seront organisées de la manière qui sera trouvée la plus convenable aux circonstances et aux intérêts locaux, et jugée compatible avec les droits légalement acquis. »

Et en effet, le gouvernement usa de la faculté, que lui donnait cette disposition, pour maintenir les bailliages dans quelques provinces hollandaises. C'est ce qui explique comment et pourquoi la dénomination de baillis se rencontre encore dans plusieurs arrêtés postérieurs à la promulgation de la loi fondamentale des Pays Bas, notamment dans celui du 19 août 1819, qui caractérise en ces termes une partie de leurs attributions :

« Dans les villes et communes où il n'existe » pas de commissaires de police, ou bien, en » cas d'absence et d'empêchement, l'exercice » de la police judiciaire, telle qu'elle se » trouve conférée par le Code d'instruction » criminelle actuel, aux maires et à leurs ad- » joints, sera confiée aux fonctionnaires com- » munaux, lesquels, sous le titre de bourg- » mestre, de baillif, de mayeur, de bailli de » district, de président, ou sous une autre » dénomination quelconque, se trouvent à la » tête de l'administration de la ville ou de » la commune, et sont chargés comme tels, » de la direction des affaires. »

Les bailliages n'ayant point été rétablis en Belgique, il serait superflu d'entrer plus avant dans la nature de cette institution. Il suffit de savoir par quels motifs mention en a été faite depuis 1815 dans quelques arrêtés qui n'ont pas cessé d'être obligatoires dans notre pays sous d'autres rapports.

BAILLI MARITIME.

On appelle ainsi les commissaires chargés de la police des ports. Cette dénomination, inconnue en France, a été introduite dans notre législation par le gouvernement des Pays-Bas. Elle répond à ce que les Hollandais appellent *Waterschout*. Le 2 février 1816, le roi, sur le rapport du ministre d'état chargé de la police dans les provinces méridionales des Pays-Bas, a rendu un arrêté qui porte :

« Ayant pris en considération l'utilité constatée par l'expérience que, pour le maintien du bon ordre et pour la sécurité des personnes et des biens dans les grands ports de mer, la partie de la police qui concerne le port même, ainsi que la navigation, soit confiée à un fonctionnaire particulier tel qu'il en existe dans quelques endroits des provinces septentrionales, sous les dénomination de Bailli maritime (Waterschout.),

» Avons arrêté et arrêtons :

« Art. 1er. Le nombre des commissaires de police à Anvers et à Ostende sera augmenté d'un.

» Art. 2. Les commissaires de police à nommer, en exécution de cette disposition, seront plus spécialement employés à exercer une constante surveillance sur les eaux, afin d'écarter des navires et des marchandises toute rapine ou vol, les assister promptement en cas d'incendie ou autre accident, à faire la revue des équipages des bâtimens de commerce nationaux et étrangers, et être présens aux licenciemens de ces équipages, lorsque les intéressés le désirent ; à arrêter les marins récalcitrans ou à la demande de leurs capitaines, et s'ils sont étrangers, à la demande de leurs consuls respectifs ou bien d'office. »

L'article 3 de cet arrêté chargea le ministre de la police de faire pour les baillis maritimes une instruction qui contînt, pour autant que de besoin, leurs dénominations, leurs devoirs, leurs relations avec les officiers de justice et les autorités municipales, le nombre et les appointemens de leurs agens, et les émolumens qu'il leur sera permis d'exiger en sus de leur traitement ordinaire.

En conséquence deux réglemens, l'un pour le port d'Ostende et l'autre pour celui d'Anvers, ont été publiés en 1816 par M. le comte de Thiennes, alors chargé de la police dans les provinces méridionales. Nous nous abste-

nons de les reproduire ici, parce que le ministère actuel, cédant aux réclamations de ces deux villes, s'occupe de les modifier; mais nous reviendrons sur cet objet à l'article *Commissaire du port*, dénomination qui convient beaucoup mieux que celle de bailli maritime au style administratif du 19e siècle.

BAINS ET BAIGNEURS.

Il y avait des bains publics chez les anciens, particulièrement en Grèce et à Rome. C'étaient de somptueux édifices destinés tout ensemble à la salubrité publique et à l'ornement des villes.

Ce genre de monumens est entièrement inconnu en Belgique comme dans la plupart des états modernes; mais l'industrie particulière y supplée à certains égards la munificence des empereurs romains et la sollicitude des magistrats grecs. Partout elle a créé et livré au public des établissemens privés où chacun peut se baigner moyennant une rétribution fixe. A la vérité les bains que l'on y prend, sont exclusivement réservés aux personnes qui sont à même d'en payer le prix; mais les indigens ont dans beaucoup de localités la ressource des bains de rivière, et nous verrons tantôt ce que les autorités locales peuvent faire sous ce rapport dans l'intérêt de leurs administrés.

Nous parlerons d'abord des établissemens de bains clos et couverts.

§ I. *Des bains clos et couverts.*

1. Ces établissemens consistent d'ordinaire en un local, composé d'un nombre plus ou moins considérable de petites chambres ou cabinets, garnis de baignoires et de tout ce qui est nécessaire pour se baigner. Aucune autorisation, aucune déclaration préalable n'est requise pour établir des bains de cette espèce; il suffit d'être patenté, conformément à la loi du 21 mai 1819, tableau n° 13. Le droit de patente se paie à raison du nombre des baignoires qui se trouvent dans l'établissement, soit qu'on s'en serve ou non; c'est ce qu'a jugé le tribunal correctionnel d'Amsterdam. La loi paraît en effet n'avoir fait aucune distinction entre les baignoires, afin de prévenir les fraudes auxquelles pourrait donner lieu la difficulté de reconnaître celles dont on fait réellement usage. Au reste les fonctionnaires de l'administration ont la faculté d'affranchir du droit celles des baignoires dont les contribuables déclareraient, expressément et par écrit, ne vouloir pas se servir; mais dans ce cas, ils doivent y apposer le scellé de l'administration et en dresser procès-verbal. Les patentables prennent dans ce procès-verbal l'engagement de ne pas faire usage des baignoires avant la levée du scellé. (*Circulaire du directeur général des Contributions directes et des Postes, en date du* 31 *décembre* 1820, *litt.* 3 *B. Onzième question.*)

Une autre circulaire du 22 mars 1827, n° 54, a décidé qu'un logeur, tenant une ou plusieurs baignoires pour l'usage des personnes qu'il loge, est, de ce chef, passible du droit de patente.

2. Les établissemens de bains doivent être considérés comme lieux publics, à la manière des cafés, des théâtres, etc. A ce titre ils sont assujettis aux lois et réglemens généraux de police, qui en permettent l'entrée aux agens de l'autorité pour prendre connaissance des désordres et des contraventions qui peuvent s'y commettre. (Art. 9 de la loi du 19-22 juillet 1791; — Art. 129 de la loi du 28 germinal an 6; — Art. 17 et 18 de l'arrêté du 30 janvier 1815.) V. Lieux publics.

3. Les conseils communaux ont aussi le droit de faire, pour les établissemens de bains, des réglemens de police locale. (Loi du 16-24 mars 1790, titre XI, art. 3, n°. 3; art. 78 et 90 de la loi du 30 mars 1836; arrêté du 23 octobre 1818, titre V.). Mais ces réglemens ne peuvent jamais être en opposition avec les lois, les réglemens généraux et l'intérêt public, restreindre le nombre d'établissemens du même genre, ni imposer aux entrepreneurs des obligations qui blesseraient soit l'égalité politique des citoyens, soit la liberté de l'industrie. Ils doivent dans leur objet, se borner à garantir la sécurité des baigneurs, à maintenir le bon ordre, ou à

prévenir les atteintes que l'on porterait à la décence et à la moralité publique. Pour ne point entrer, sous ce dernier rapport, dans des détails minutieux, nous rapporterons ici une passage de l'Encyclopédie sur les bains publics à Rome

« La principale règle des bains était d'abord de ne les ouvrir jamais avant 2 ou 3 heures après-midi, ensuite ni avant le soleil levé, ni après le soleil couché. Alexandre Sévère permit pourtant qu'on les tînt ouverts la nuit dans les grandes chaleurs de l'été, et ajouta même la libéralité à la complaisance, en fournissant l'huile qui brûlait dans les lampes.

» Tout se passait dans les bains avec modestie : les bains des femmes étaient entièrement séparés de ceux des hommes; et c'aurait été un crime, si l'un des sexes avait passé dans le bains de l'autre. La pudeur y était gardée jusqu'à ce scrupule, que même les enfans pubères ne se baignaient jamais avec leurs pères, ni les gendres avec leurs beaux pères. Les gens qui servaient dans chaque bain, étaient du sexe auquel le bain était destiné ; mais quand le luxe et la vie voluptueuse eurent banni la modestie et que la débauche se fut glissée dans toute la ville, les bains n'en furent pas exempts. Les femmes s'y mêlèrent avec les hommes, et il n'y eut plus de distinction ; plusieurs personnes de l'un et de l'autre sexe n'y allaient même que pour satisfaire leurs vices, ou cacher leur intrigues ; ils y menaient des esclaves ou servantes pour garder les habits. Les maîtres des bains affectaient même d'en avoir de plus belles, les uns que les autres, pour s'attirer un plus grande nombre de chalans.

» Tout ce que les magistrats purent faire d'abord, ce fut de défendre à toutes personnes de se servir de femmes ou de filles pour garder les habits, ou pour rendre les autres services aux bains, sous peine d'être notées d'infamie. Mais l'empereur Adrien défendit absolument ce mélange d'hommes et de femmes sous de rigoureuses peines. Marc-Aurèle et Alexandre Sévère confirmèrent cette même loi; et sous leur règne, les bains des hommes et ceux des femmes furent encore une fois séparés, et la modestie y fut rétablie. »

Quelques-unes de ces défenses ont été renouvellées en France dans le siècle dernier. Une ordonnance du prévost des marchands, en date du 12 juin 1742, prescrivait, sous peine de 300 francs d'amende et de confiscation, d'éloigner les bains des femmes de ceux des hommes. La même disposition se retrouve dans une ordonnance du préfet de police de Paris, en date du 7 mai 1819.

A ces mesures d'ordre et de décence, il importe d'en ajouter d'autres pour garantir la sécurité des baigneurs. La prudence exige, par exemple, que chaque bain soit pourvu des moyens de communication nécessaires pour obtenir de prompts secours en cas d'accident.

Il est inutile d'observer que les agens de l'autorité qui visitent des bains publics pour constater l'inexécution des réglemens ou les délits qui s'y commettent, doivent s'y comporter eux-mêmes avec décence. Ce serait manquer à leur mission que de pénétrer dans les loges, pendant qu'elles sont occupées, à moins de désordres graves, de cris ou de violences qui nécessiteraient une intervention immédiate. Dans tous les autres cas, il convient qu'ils attendent les baigneurs à la sortie de leur loge, pour verbaliser contre eux ou contre les entrepreneurs de bains, s'il y a lieu.

Il serait à désirer aussi que la visite de ces établissemens ne fut pas confiée à des agens subalternes qu'un zèle, souvent outré par le défaut d'éducation, entraîne facilement au delà des bornes de leur devoir.

4. Les bains sur bateaux sont meubles, lorsqu'ils ne sont pas fixés par des piliers ; cependant ils ne payent pas la contribution mobiliaire. (Art. 531 du code civil, et art. 26, n° 4, de la loi du 28 juin 1822.)

S'ils sont fixés sur piliers, ils deviennent immeubles et sont soumis à la contribution foncière. (Art. 531 du code civil, et art. 5 et 87 de la loi du 3 frimaire an 7.)

Les chaudières, et les tuyaux qui servent à la conduite des eaux, font partie de l'immeuble, et entrent dans l'appréciation de sa

valeur pour fixer cette contribution. (Art. 523 et 524 du code civil.)

§ II. *Des bains de rivière.*

Les bains de cette espèce, qui se prennent dans la mer, les fleuves, rivières, canaux, étangs, etc., exigent aussi l'intervention des autorités communales, sous le triple rapport de l'hygiène, de la décence et de la sûreté des personnes.

1. L'usage des bains froids, recommandés de tous temps par les hommes de l'art, est, surtout dans nos climats, un besoin impérieux pendant l'été, époque de l'année où l'élévation presque subite de la température exalte la chaleur du sang et prédispose à des maladies inflammatoires; aussi voit-on pendant les mois de juin, de juillet et d'août, le peuple céder à ce besoin avec un aveugle empressement. Les autorités locales devraient donc faciliter l'usage des bains de rivière, comme moyen de santé, surtout en faveur des indigens et des ouvriers qui n'ont pas les moyens de se baigner dans les établissemens particuliers.

Mais à côté des avantages que procurent les bains d'eau courante, il y a des inconvéniens et des dangers à prévenir. La police ne peut tolérer qu'une action, si utile à la santé, devienne un sujet ou un prétexte de scandale: et il n'est malheureusement que trop ordinaire de voir, à l'approche des villes, des baigneurs insulter à la décence par leur nudité, leurs attitudes et les actes d'obscénité auxquels ils se livrent. Voilà pour les inconvéniens. Quant aux dangers, il n'est point d'années où, dans les communes même peu populeuses, on n'ait à déplorer quelques accidens, résultant ou de la témérité des baigneurs ou de la négligence des autorités locales.

Il serait donc à désirer que dans les communes, où il y a des eaux courantes propres au bain ou à l'exercice de la natation, l'autorité fît choisir et préparer des endroits où l'on pût se baigner sans péril et sans indécence. C'est ce qui se pratique dans la Seine à Paris. Là, un ou plusieurs bateaux recouverts d'une grosse toile, sont amarrés pour recevoir les baigneurs, qui y déposent leurs habits sous la garde d'un préposé surveillant. Autour de ces bateaux sont de petites nacelles attachées par des cordes pour descendre dans la rivière; et, dans l'emplacement même où l'on se baigne, sont enfoncés, de distance en distance, des pieux, perches ou piquets pour servir d'appui aux personnes les plus craintives ou le moins exercées.

Voici ce qu'on lit à ce sujet dans une notice insérée au *Moniteur* du 12 juillet 1827:

» L'administration, frappée avec raison des immenses avantages, que tirerait l'hygiène publique d'établissemens assez multipliés pour offrir, aux habitans de Paris des deux sexes et de toutes classes, la facilité de prendre des bains d'eau courante, a su, au moyen d'une sage concurrence, tellement encourager les entreprises de ce genre, que, cette année, on a vu avec une vive satisfaction la Seine se couvrir de bains publics, répartis de manière à ne nuire en rien à la navigation. Quelques-uns sont construits avec une certaine élégance et deviennent un véritable embellissement pour la capitale; ce qui n'empêche pas qu'un grand nombre de ces bains n'exigent une rétribution si modique qu'elle est toujours dans les facultés de la classe ouvrière.

» La police, aux soins de laquelle on doit cette amélioration remarquable, ne s'est point bornée à exciter le zèle des entrepreneurs pour la décoration extérieure; elle a exigé, avant tout, que chaque bassin fût entouré jusqu'au fond de l'eau avec des vannettes, composées de planches assez rapprochées pour qu'il soit impossible, même à un enfant, de passer entre elles. L'emploi des filets a été défendu comme étant dangereux.

» Elle a aussi exigé, pour cette année, une mesure indiquée par les convenances: c'est que tous les bains fussent couverts. Elle a pareillement ordonné que, dans les écoles de natation et dans les bains où la disposition du sol permet de se livrer aux exercices préliminaires de l'art de nager, un maître

nageur restât en permanence, et que l'établissement fût pourvu de tous les ustensiles de sauvetage nécessaires.

» Enfin, le long des quais, on a organisé un service de bachots, toujours prêts à porter des secours en cas d'accident, et à sauver les imprudents qui, malgré les ordonnances de police, renouvelées chaque année, ont la témérité de se risquer en pleine rivière, sans savoir assez nager pour ne courir aucun risque.

» Ainsi, dans sa sollicitude, l'administration n'a rien négligé pour prévenir, autant qu'il dépend d'elle, les accidens malheureusement trop fréquens, en cette saison; et les habitans de Paris pourront désormais se procurer, sans crainte et avec décence, un plaisir honnête, devenu en quelque sorte l'une des nécessités de la vie. »

Dans les communes où les ressources locales ne permettent pas d'établir des bains publics à si grands frais, les colléges des bourgmestres et échevins doivent au moins faire sonder par un marinier les eaux du fleuve ou de la rivière, faire choix du lieu le plus propice et le plus sûr, faire défense aux baigneurs de dépasser la limite fixée, déterminer les heures où il est permis de se baigner, et au besoin charger un maître de natation ou un baigneur bien exercé de se tenir près de l'endroit où l'on pourrait avoir besoin de secours.

2. Une ordonnance du préfet de police de Paris, en date du 12 germinal an 10, contient au sujet des baigneurs des dispositions qui peuvent, sauf quelques modifications, recevoir leur application partout. C'est ce qui nous détermine à les rapporter ici:

Art. 1er. Il est défendu à toutes personnes de se baigner dans la rivière, si ce n'est dans des bains couverts.

Il est pareillement défendu de sortir et de se montrer nu hors des bains.

Art. 2. Il ne sera établi de bains dans la rivière que d'après une permission du préfet de police.

Art. 3. Les bains ne pourront être établis que dans les endroits désignés par les permissions.

Ils seront clos et couverts de manière que les baigneurs ne puissent être vus du public.

Ils seront entourés de planches.

Il sera formé des chemins solides et bordés de perches à hauteur d'appui pour arriver dans les bateaux à bains.

Un bachot muni de ses agrès sera continuellement attaché à chaque bain pour porter des secours en cas de besoin.

Les bateaux et les bains seront tenus en bon état et garnis de tous les ustensiles nécessaires.

Il sera placé dans l'intérieur des piquets, auxquels des cordes seront attachées pour la commodité des baigneurs.

Les bains ne seront ouverts au public qu'après qu'ils auront été visités par l'inspecteur-général de la navigation et des ports, assisté d'un charpentier de bateaux.

Art. 4. Les bains des hommes seront séparés et éloignés de ceux des femmes. Il sera pratiqué des chemins différens pour y arriver.

Art. 5. Les bains seront fermés depuis dix heures du soir jusqu'au point du jour.

Art. 6. Il ne pourra être exigé des baigneurs plus de quinze centimes par personne dans les bains en commun, et plus de soixante centimes par personne dans les bains particuliers.

Art. 7. Il est défendu à tous mariniers, bachoteurs et autres propriétaires de bachots ou batelets, de louer ou de prêter leurs bachots ou batelets à des particuliers qui voudraient se baigner hors des bains publics.

Art. 8. Les personnes qui, pour raison de santé ou pour se perfectionner dans l'art de nager, seront dans le cas de se baigner en pleine rivière, ne pourront s'y baigner qu'aux endroits désignés dans les permissions délivrées à cet effet, et à la charge de se soumettre aux conditions qui leur seront imposées.

Art. 9. Il est défendu à toutes personnes étant en bachot ou batelet de s'approcher des bains.

Art. 10. Il ne pourra être tiré du sable à une distance moindre que vingt mètres des bains en rivière.

Art. 11. Lorsque la saison des bains sera finie, les propriétaires retireront les pieux, perches et autres objets qui pourraient nuire à la navigation.

Les dispositions de cette ordonnance sont renouvelées tous les ans, à l'approche de la saison des bains.

Une autre ordonnance du 7 mai 1819, qui les renouvelle pour cette année, y a apporté les modifications suivantes :

Pour l'exécution du second paragraphe de l'art. 1, il est placé des bachots vers les endroits où les baigneurs ont coutume de se porter; ces bachots et leurs conducteurs sont, pour ce service, aux ordres des commissaires de police et des inspecteurs de la navigation : les délinquants sont arrêtés et conduits à la préfecture de police.

Les dispositions de l'article 4 sont déclarées applicables aux bains froids et chauds, et aux bains établis sur bateaux avec baignoires.

Le prix de 15 centimes, fixé par l'article 6, a été porté à 20 centimes.

3. En Belgique cette matière est encore à régler : quelques arrêtés d'administration locale défendent bien de nager ou de se baigner dans les parties de canaux, de fleuves et de rivières qui traversent ou avoisinent les villes (Réglement de Bruxelles en date du 1 juin 1827, et de Namur en date du 12 juin 1819); mais cette prohibition n'a pour objet que la décence, et laisse tout à désirer sous le rapport de la salubrité publique et de la sûreté des personnes. Il est même dangereux d'obliger les habitans à sortir des limites de leur commune pour se baigner; car quelle surveillance, quelles garanties peuvent-ils trouver dans une commune étrangère, quand l'autorité de leur propre domicile ne leur en accorde aucune ?

L'administration des villes, où les localités ne permettent pas qu'on se baigne publiquement, devrait au moins s'entendre avec celles des communes voisines pour y établir des bains sûrs, faciles et à la portée de toutes les fortunes.

Nous avons vu tantôt qu'à Paris ces établissemens sont dus à l'industrie particulière, aidée par l'administration; pourquoi l'autorité ne les encouragerait-elle pas de même dans les villes principales de la Belgique ?

Quoiqu'il en soit, les bains de rivière doivent être assujettis à des réglemens de police, et s'il est impossible de concilier dans un réglement tout ce qui intéresse la sûreté, la décence et la santé des personnes, ils doivent au moins contenir les dispositions suivantes :

1° Défense générale et sans exception de se baigner dans les fleuves, rivières et pièces d'eau qui se trouvent dans l'intérieur des villes.

2° Défense de se baigner, hors des villes, dans les endroits qui seraient à portée des promenades ou de la voie publique.

3° Défense de se baigner dans les endroits dont la police aura reconnu le danger, et qu'elle désignera par des poteaux; ou bien défense de se baigner ailleurs que dans les endroits désignés comme sûrs par l'autorité.

Ces dispositions pourraient, en attendant mieux, trouver leur place dans les réglemens de petite voirie, sauf à les publier par extrait tous les ans à l'approche des chaleurs.

Les contraventions à toutes ces dispositions doivent être constatées par des procès-verbaux, et punies de peines correctionnelles, s'il y a attentat aux mœurs (Art. 330 du Code pénal), et de peines de simple police dans les autres cas. (Loi du 30 mars 1836, art. 78.)

L'officier de police doit, dans l'exercice de sa surveillance, se faire accompagner d'un auxiliaire, afin de s'emparer des contrevenans, qui refusent ou de se faire connaître, ou de sortir de l'eau. Quelquefois des agens de police, se trouvant seuls, ont cru qu'il était plus sûr, pour parvenir à connaître les coupables, de s'emparer de leurs vêtemens; mais ils n'ont pas fait réflexion que l'état complet de nudité dans lequel ils contraignent les baigneurs à rester, était un outrage public à la pudeur, qui provient alors du fait même des agens de l'autorité, et dont ces derniers pourraient être rendus responsables. En pareil cas, il faut se borner à séquestrer les souliers, la veste, l'habit, le chapeau du délinquant, ou quelque autre pièce propre à faire connaître le contrevenant et à prouver la contravention.

On est généralement d'avis qu'aux termes de l'art. 1384, les pères et mères, les insti-

tuteurs et artisans sont responsables des condamnations pécuniaires encourues par leurs enfans mineurs, leurs élèves et leurs apprentis. Cependant il serait utile de parler expressément de cette responsabilité dans les réglemens, afin d'éveiller davantage la surveillance des intéressés.

4. Lorsqu'on veut établir des bains sur des fleuves ou rivières navigables et flottables, il faut une permission des états députés pour y construire les ouvrages nécessaires à leur établissement (Ordonnance de 1669, tit. XXVII, art. 41). S'il est question d'en établir sur des cours d'eau non navigables ou flottables, il suffit d'une autorisation de l'autorité locale. Voyez les réglemens sur les chemins vicinaux, et notamment celui des états provinciaux de Liége en date du 20 mai 1826, art. 26 et 35.

Les états députés qui seraient appelés à donner de pareilles autorisations, doivent y mettre les conditions qu'elles jugent nécessaires à la décence et à la santé des personnes. Ces conditions peuvent être prises, en grande partie, dans l'ordonnance du préfet de police que nous avons rapportée ci-dessus. A défaut de ces conditions, l'autorité locale peut y suppléer par un réglement.

BALADIN.

On appelle ainsi des danseurs, farceurs ou bouffons, qui amusent le public par leurs danses grotesques, leurs postures bassement comiques ou leurs propos facétieux.

En France deux arrêts du conseil, l'un du 21 décembre 1700 et l'autre du 29 août 1702, ordonnent qu'aucun farceur, opérateur, etc., ne pourra s'établir sur les places sans une permission de la police, à peine d'une amende de 500 francs et de confiscation de ses machines ou marchandises. Dans notre pays, où ces arrêts ne sont pas obligatoires, il faut distinguer :

1° Si les baladins exercent en plein air, leurs représentations sont soumises aux lois et réglemens de police sur les jeux publics et les rassemblemens. Dans ce cas, ils ont besoin d'une autorisation pour stationner sur les places publiques et dans les rues, même lorsque les réglemens locaux de voirie ne les y obligent pas formellement. La raison en est que cette espèce de spectacles occasionne des rassemblemens dont l'autorité locale peut faire cesser la cause, dès qu'elle le juge convenable, et embarrasse d'ailleurs la voie publique. (Loi du 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3; Code pén. art. 471 n° 4.)

Le collége des bourgmestre et échevins ne doit accorder l'autorisation que sur l'exhibition d'un passeport régulier, sur la certitude que les représentations dont il s'agit n'ont rien de contraire aux lois, rien de préjudiciable à la morale, rien de dangereux pour la sûreté des habitans, et sous la condition expresse qu'elles finiront à la chute du jour.

En cas d'abus ou de contravention aux lois ou aux réglemens, l'autorisation peut toujours être retirée par le magistrat qui l'a donnée.

2° Si les baladins exercent en lieux clos et couverts, leurs représentations tiennent de la nature des spectacles, et tombent sous l'application des mêmes lois et réglemens que les théâtres ordinaires. Nulle autorisation préalable n'est requise; mais si l'objet du spectacle est de nature à produire des accidens fâcheux pour le public ou pour les acteurs, l'autorité locale peut l'interdire. (Lois du 14 décembre 1789, art. 50; du 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3; et du 30 mars 1836, art. 97.)

Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, les baladins sont soumis aux lois et réglemens qui défendent les loteries, les jeux de hasard, la vente des drogues, médicamens et plantes médicinales, les pronostics, l'explication des songes, les bruits et tapages nocturnes, les atteintes aux mœurs, à la religion, à la sûreté publique, etc.

En cas de contravention, procès-verbal doit être rédigé contre eux par un officier de police, et s'ils n'ont ni domicile ni caution à offrir pour sûreté des peines pécuniaires auxquelles ils peuvent être condamnés, il est permis de les conduire à la maison de dépôt.

En France, aux termes des arrêts du conseil que nous avons cités plus haut, le seul fait de s'être établi sur les places ou dans les rues sans une permission du maire, constitue

un délit. En Belgique, ce n'est point le défaut de permission que l'on punit, mais les actes résultants de la représentation elle-même, pour autant qu'ils seraient contraires aux lois et aux réglemens.

BALANCE.

La balance est un instrument dont on se sert pour peser.

1. Il y a différentes sortes de balances. Les principales sont :

1° L'*ancienne* ou *romaine*, qui consiste en un levier qui se meut sur un centre et qui est suspendu près d'un des bouts : d'un côté du centre on applique le corps que l'on veut peser, de l'autre on suspend un poids qui peut glisser le long du levier et qui tient la balance en équilibre; la valeur de l'objet à peser s'estime par les divisions marquées aux différens endroits du levier, où le poids glissant est arrêté.

L'emploi des romaines n'est permis que pour autant que les divisions du levier sont indiquées en mesures légales, et on les appelle alors romaines *tolérées*, par opposition aux autres dont l'usage est défendu comme contraire au système des poids et mesures actuellement en vigueur. La romaine est peu propre au commerce de détail, parce qu'elle a rarement la sensibilité ou l'exactitude nécessaire à de petites pesées, et qu'elle est d'ailleurs sujette à des accidens qui en altèrent la justesse.

2° La balance *moderne* ou *ordinaire* qui est celle dont l'usage est général aujourd'hui, consiste en un levier suspendu précisément par le milieu : il y a un plateau ou bassin, suspendu à chacune de ses extrémités. Le levier s'appelle *traversant* ou *fléau*, et la ligne sur laquelle il le traverse, *axe* ou *essieu*. Les deux moitiés qui se trouvent de l'un et de l'autre côté de l'axe, se nomment *bras;* la partie par laquelle est tenu le levier, *anse* ou *chasse;* et les endroits où se placent les bassins, *points de suspension* ou *d'application*.

Pour que cette balance soit juste, il faut que les points de suspension soient exactement dans la même ligne que le centre de la balance, et qu'ils en soient également distans : il faut aussi que les bras soient de longueur convenable, afin que l'œil en découvre plus aisément l'égalité, et que l'erreur, s'ils ne sont pas entièrement égaux, soit au moins fort petite; il faut enfin qu'il y ait le moins de frottement possible autour du point fixe ou centre de la balance, et que la flèche du fléau repose exactement entre les deux branches du support.

Quand elle est inexacte ou trompeuse, et cela arrive même quand elle réunit toutes les conditions que nous venons d'énumérer, il est facile de s'en convaincre : après l'avoir mise en équilibre au moyen de deux poids, on change les poids de bassin, et si, malgré ce changement, l'équilibre existe encore, la balance sera juste. C'est l'épreuve la plus simple et la plus sûre pour reconnaître la fraude.

3° Le *peson* se compose d'un ressort d'acier plié en forme de V, ayant à son ouverture deux branches de fer légèrement courbées, glissant l'une sur l'autre sans frottement; l'une de ces branches porte la division des poids et à son extrémité est un anneau qui sert à soulever le peson lorsqu'on en fait usage; au bout de la seconde est un crochet auquel on suspend l'objet à peser. Sa portée ordinaire n'excède pas 25 livres. Cette sorte de balance est commode, en ce qu'elle est portative et peu volumineuse; mais il faut se défier de son exactitude, parce que le ressort est sujet à fléchir et à s'affaiblir par l'usage.

Le peson ne s'emploie guère que dans les maisons bourgeoises; cependant on le rencontre parfois dans nos marchés, pour la pesée des fruits, etc. Dans ce dernier cas, il faut, comme pour les romaines, que les divisions y soient marquées en mesure légale.

4° La balance *bascule* qui sert particulièrement à peser les voitures de roulage et les diligences. Voyez Ponts a Bascule.

5° La *balance à grains*, dont l'objet est d'apprécier au poids la qualité des céréales. Voyez ce mot.

2. On a pensé long-temps et l'on pense communément encore, que l'administration

doit veiller à ce que les balances, dont on se sert dans le commerce, soient exactes, et prévenir ainsi la fraude que les marchands de mauvaise foi pourraient se permettre à l'égard de la classe la moins éclairée du peuple. Il y avait dans l'ancienne Belgique plusieurs localités où les balances devaient être à cet effet vérifiées annuellement par les officiers de police, et l'on apposait sur leurs bassins l'empreinte d'un poinçon pour constater l'accomplissement de cette formalité. Sous le gouvernement français un décret du 17 août 1793 disposa que les balances, de quelque nature qu'elles fussent, et à quelqu'usage qu'on les employât, seraient dorénavant ajustées, étalonnées et marquées d'un poinçon portant les lettres R F liées ensemble.

Ces mesures de précaution ont été conservées et même renouvelées sous la restauration française : une ordonnance du 18 décembre 1825 prescrit qu'avant de livrer les balances au commerce, il sera constaté par une vérification officielle si leur construction n'a aucun des vices qui puissent nuire à leur exactitude, et qu'une marque sera frappée sur le fléau de celles qui réunissent les qualités requises. Une autre ordonnance du 7 juin 1826, porte que les maires et leurs adjoints vérifieront fréquemment les balances romaines et autres instrumens de pesage, autorisés ou tolérés, et s'assureront tant de leur justesse que de la liberté de leur mouvement.

Il n'en est pas de même en Belgique : sous le gouvernement des Pays-Bas, aucune disposition n'est intervenue sur cette matière ; et aujourd'hui il n'en existe pas davantage. La raison en est sans doute que l'exactitude des balances dépend de tant de circonstances, et peut être si facilement dérangée par les marchands eux-mêmes, qu'après la vérification opérée, il est toujours en leur pouvoir de les rendre momentanément fausses, tout en leur conservant les apparences d'une justesse parfaite. Dès-lors, le poinçon empreint sur les fléaux pour constater leur exactitude momentanée, est plus propre à tromper les acheteurs, en leur inspirant de la confiance, qu'à les protéger réellement contre la fraude des débitans. Quoiqu'il en soit, il est de fait qu'en Belgique l'administration ne procède plus à la vérification des balances, et que les articles 423, 424 et 479 n° 5 du code pénal, relatifs aux marchands qui auraient ou employeraient de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers, etc., ne s'appliquent point à l'usage des balances fausses.

Il est cependant un genre d'objets pour le pesage desquels le gouvernement a jugé nécessaire de recommander l'emploi de balances bien exactes : ce sont les drogues et substances médicales qui se préparent chez les pharmaciens; mais même à cet égard, et malgré les inconvéniens graves qui peuvent résulter de la moindre erreur dans les prescriptions de médecin, l'arrêté du 28 avril 1821 se borne à une simple recommandation : « Les pharmaciens, dit-il, ou ceux qui » ont chez eux un dépôt de médicamens, de» vront avoir des balances exactes. »

D'ailleurs qu'est-ce qu'une balance exacte? Toutes celles qui réunissent les qualités nécessaires pour être justes, sont réputées telles, et cependant la réunion de ces qualités ne constitue pas toujours l'exactitude, surtout pour le pesage des médicamens. C'est le degré de sensibilité qu'il aurait fallu déterminer pour prévenir tout abus; car il y a des balances, exactes d'ailleurs, qui ne sont pas sensibles à un 20me du poids placé dans leurs plateaux, et cependant le degré de sensibilité peut être porté à un dix-millième des poids que les balances médicales sont destinées à supporter.

3. La balance la plus exacte que l'on connaisse est celle de Fortin, qui a servi en France à déterminer l'étalon du kilogramme. Elle est d'une mobilité si grande que, chargée d'un peu plus que deux livres, poids de marc, dans chaque plateau, elle était encore sensible à un 50me de grain; et trébuchait à un 10me, quand chaque bassin portait environ vingt-trois livres.

BALANCE (droit de.)

Le droit de balance est un impôt qui se

perçevait, sous le gouvernement des Pays-Bas, sur l'importation et l'exportation de certaines marchandises.

L'arrêté du 20 juin 1814 a établi ce droit sur les matières premières, dont l'entrée était franche et libre de tous autres droits. Il était de 15 centimes pour 100 francs de valeur.

Un second arrêté du 26 octobre 1814, l'a porté à 20 centimes par 100 francs de valeur sur toutes les marchandises non sujettes aux droits d'entrée et de sortie.

Un troisième arrêté du 21 avril 1815, a déclaré que l'entrée et la sortie de l'or et de l'argent seraient libres et exemptes du droit de balance, fixé par le réglement du 26 octobre 1814.

Enfin la loi du 15 septembre 1816 détermina, par un tarif, l'espèce de marchandises ou denrées qui étaient sujettes à ce droit, et la quotité de l'impôt que chacune d'elles aurait à payer.

Cet impôt a été maintenu par la loi du 12 mars 1818, sauf quelques modifications relatives à l'introduction et au transport des marchandises. Mais la loi du 12 juillet 1821 l'a supprimé, à partir du jour où les lois spéciales du nouveau système d'impositions, créé à cette époque, seraient mises en vigueur. (Art. 4.)

Nous n'avons par conséquent plus à nous en occuper.

BALANCE A GRAINS.

C'est un instrument qui sert, non à peser, mais à déterminer, par leur poids, la qualité et la valeur des céréales. A cet effet on pèse une certaine quantité du grain que l'on veut estimer, par exemple un litre; on compare ensuite le poids obtenu avec celui d'une égale quantité de grain d'une espèce différente, mais connue; et cette comparaison donne pour résultat la valeur relative du grain qu'on a soumis à l'épreuve. Ceux qui ont coutume d'employer cet instrument, savent par expérience le poids correspondant à chaque espèce de grains, de sorte qu'il leur suffit de peser l'espèce qu'ils se proposent d'acheter ou de vendre pour en déterminer le prix.

On voit que la balance à grains nécessite l'emploi de certains poids et de certaines mesures. Dès-lors il était tout simple de prohiber celles de ces balances, où les poids et les mesures employés n'étaient pas conformes au système décimal. C'est ce que le gouvernement a fait par les dispositions suivantes de l'arrêté du 18 décembre 1819 :

« Art. 18. Les balances nommées *balances de grains*, qui sont actuellement en usage, dans plusieurs endroits, pour examiner la qualité et la valeur du grain, au moyen d'un poids, sont abolies et prohibées par le présent arrêté. Elles seront remplacées par des balances pareilles, dans lesquelles la mesure, qui contient le grain destiné au mesurage, sera, d'après le choix de celui qui s'en sert, ou le litron des Pays-Bas (litre) ou le demi-litron des Pays-Bas, ou la mesurette des Pays-Bas (décilitre) ou la double mesurette des Pays-Bas ; sur chacune de ces mesures sera gravé le nom qu'elle porte : *litron des Pays-Bas* (litre), 1/2 *litron des Pays-Bas*, 1/10 *de litron ou mesurette des Pays-Bas*, (décilitre), 2 *mesurettes des Pays-Bas*.

» Art. 19. Les poids à employer pour ces quatre sortes de balances ou mesures, servant à indiquer combien de livres des Pays-Bas (kilogrammes) pesera une rasière des Pays-Bas (hectolitre) du grain examiné de la manière susdite, seront :

» Pour les balances d'un litron des Pays-Bas, le gros des Pays-Bas (décagramme); pour les balances d'un demi-litron des Pays-Bas, le demi-gros des Pays-Bas ; pour les balances d'une mesurette des Pays-Bas, l'esterling des Pays-Bas (gramme) ; pour les balances de deux mesurettes, le double esterling.

» Art. 20. La série des poids à joindre à chaque balance, sera composée des pièces suivantes : de 40, 30, 20, 10, 5, 4, 3, 2, 1, 1/2 unités. Ces poids devront porter l'empreinte des chiffres 40, 30, 20, 10, 5, 4, 3, 2, 1, 1/2, et en sus des lettres *P. G.*, initiales des mots *poids et grains*, avec un trait de liaison *P-G.*

» Ces poids auront une forme cylindrique, ou celle d'une plaque carrée, d'après leur gran-

deur, garnie d'un bord, pour être soulevés plus facilement. »

Ces dispositions ont été ensuite confirmées par l'arrêté royal du 21 décembre 1822, qui porte:

Art. 3. A partir de la même époque, 1er juillet 1823, l'emploi de la balance actuellement en usage, et connue sous le nom de *balance à grains*, cessera entièrement, et il ne pourra en exister ni en être employé d'autre que celle désignée, avec les poids qui s'y rapportent, à l'art. 18 de notre arrêté précité du 18 décembre 1819. Ces poids et ces mesures devront au préalable être dûment vérifiés et poinçonnés.»

Ces instrumens ne sont assujettis à aucune vérification; mais les poids et les mesures qu'on y emploie, et qui peuvent comme tous les autres subir des altérations, doivent être vérifiés tous les ans.

BALANÇOIRE.

C'est une espèce de jeu, qui consiste à se balancer sur une planche ou sur une corde, disposée à cet effet, soit pour prendre de l'exercice, soit par simple amusement.

Ceux qui s'y livrent, courent souvent des dangers et même le risque de perdre la vie, si les charpentes et les cordes ne sont pas bien assurées. C'est pourquoi l'autorité locale ne doit permettre cet exercice dans les jardins publics et autres lieux soumis à l'inspection de la police, qu'après avoir fait constater par des gens de l'art la solidité des balançoires.

A Paris, une ordonnance du préfet de police, en date du 8 floréal an 10, exige même que les balançoires soient entourées de forts filets, afin de garantir de la chûte les personnes qui se balancent. A ces précautions, on en peut ajouter beaucoup d'autres qu'il serait inutile d'énumérer ici : il suffit d'observer que la loi du 16-24 août 1790 autorisait les administrations communales à prendre, en cette matière, toutes les dispositions qu'elles jugent convenables pour prévenir les accidens. (Tit. xi, art. 3, n° 3 et 5.) Les articles 78 et 90 de la loi du 30 mars 1836 leur donnent le même droit. Voyez Jeux publics.

BALAYAGE.

Le balayage des rues est un moyen de propreté et de salubrité publique.

Les conseils communaux peuvent, sous ce double rapport, ordonner par des réglemens de police locale que tous les habitans seront tenus de balayer les parties de la voie publique correspondant à leurs maisons Et non-seulement ils le peuvent, mais ils manqueraient à leurs devoirs, s'ils négligeaient de le faire; car l'intérêt de leurs administrés, d'accord avec les prescriptions de la loi, leur impose, de la manière la plus formelle, le soin de veiller à tout ce qui intéresse la propreté, la salubrité et la sécurité dans les rues, places et édifices publics. (Décrets du 14 décembre 1789, art. 50; du 16-24 août 1790, tit. xi, art. 3, n° 1; du 19-22 juillet 1791, tit. i, art. 29 et 46; loi fondamentale des Pays-Bas, art. 55; réglement des villes, art. 70 et 88; Constitution belge, art. 31 et 108; loi du 30 mars 1836, art. 97.) Aussi presque tous les réglemens de voirie locale contiennent-ils quelques mesures touchant le balayage et le nettoyement des rues; les colléges des bourgmestre et échevins sont chargés de l'exécution de ces réglemens, et les habitans qui y contreviennent sont passibles des peines prononcées par les art. 471, n° 3, et 474 du code pénal.

Comme il serait injuste d'imposer aux habitans l'obligation personnelle de balayer les places publiques, les promenades et les parties de rue qui ne font pas face à leurs propriétés, l'autorité locale, dans les villes les plus importantes, charge ordinairement de ce soin des compagnies de balayeurs, qu'elle salarie à cet effet sur le budjet de la commune. Ces compagnies ont un directeur, qui les commande et les surveille.

Nous citerons ici quelques dispositions du réglement de la ville de Bruxelles sur cette matière; plus complettes que les autres, elles peuvent servir de modèle aux communes qui désireraient améliorer cette branche de service local.

« Art. 1. Tout propriétaire ou locataire d'une maison sera tenu de balayer ou faire balayer, régulièrement et chaque jour, la par-

tie de la rue sur laquelle elle fait face selon son étendue, y compris les murs et jardins; et de convenablement amonceler les boues jusqu'au milieu des rues et aux endroits usités ou à indiquer ultérieurement, pour en faciliter l'enlèvement. »

Cette disposition s'apliquerait mal aux rues à deux pavés, c'est-à-dire à celles que le ruisseau divise par le milieu; là chaque habitant doit balayer jusqu'au ruisseau et amonceler les boues non au milieu de la rue, mais près des bornes ou des trottoirs, afin de ne pas empêcher l'écoulement des eaux.

» Art. 2. Le devant et les entours des jardins où il n'y a pas d'habitation, seront balayés chaque jour par les occupans ou locataires; et à défaut d'occupans et locataires, par les soins des propriétaires ou de ceux qui les représentent.

» Art. 3. Les propriétaires des maisons non habitées ou ceux qui les représentent, seront tenus d'en faire balayer le devant comme s'ils les habitaient eux-mêmes.

» Art. 4. Les entours des églises et établissemens publics devront être balayés par les concierges ou portiers de ces édifices ou établissemens. — En cas de neige ou de gelée, les concierges auront soin d'ôter la neige sur les escaliers et devant les entrées des églises, etc., qu'ils amoncelleront dans l'endroit qui leur sera indiqué par la police. — Toute contravention aux art. 1, 2 et 3 qui précèdent, et au présent article, sera punie d'une amende de 47 cents à 2 fl. 36 (1 à 5 fr.), conformément au § 3 de l'art. 471 du code pénal, qui prescrit en outre un emprisonnement de 3 jours au plus, en cas de récidive.

» Art. 5. Le balayage devra toujours être effectué avant 9 heures du matin, depuis le 1er octobre jusqu'au 31 mars; et avant 8 heures du matin depuis le 1er avril jusqu'au 30 septembre, sauf les samedis et la veille des fêtes, auxquels le balayage sera repris à 3 heures de relevée.

» Art. 6. Après les heures fixées ci-dessus, des tombereaux, munis d'une sonnette pour avertir les habitans, parcourront les rues et places publiques de la ville, pour recevoir les ordures et débris que les habitans voudront faire emporter de chez eux : ceux-ci auront à cet effet des baquets qu'ils déposeront à la porte de leurs maisons jusqu'au moment de l'enlèvement.

» Art. 7. Les marchands et marchandes de légumes et de fruits, auxquels il est permis de stationner dans les endroits à ce destinés, après les heures ci-dessus fixées, devront enlever ou déposer dans les baquets ou places à ce désignées par la police, tous les déchets et pelures de leurs fruits et légumes, sans laisser les moindres traces des places qu'ils auront occupées, à peine d'une amende de 47 cents à 2 fl. 36 (1 à 5 fr.) pour chaque contravention.

« Art. 8. Il est défendu de jeter par les fenêtres dans les rues, de l'eau, des immondices ou autres choses de quelque nature qu'elles puissent être, ni de jeter ou déposer dans les rues ou places publiques des ordures, débris, décombres, poteries, verres cassés, ou autres objets qui puissent embarrasser le passage, causer des accidens, ou répandre des exhalaisons nuisibles.

» Dans cette défense est également compris l'écoulement ou le versement des eaux corrompues ou autres matières infectes; le tout à peine d'un amende de 47 cents à 2 fl. 36 cents, indépendamment des frais d'enlèvement d'office.

» Art. 9. Lorsqu'il y aura de la poussière dans les rues, chaque propriétaire ou locataire devra, avant de balayer, jeter sur la partie de la rue qu'il est tenu de balayer, autant d'eau qu'il sera nécessaire pour empêcher que la poussière n'incommode les passans ou les voisins.

» Art. 10. Pendant les grandes chaleurs et sur l'invitation de la police, ils devront également arroser ou faire arroser devant leurs maisons et celles de leurs voisins non habitées, à dix heures du matin et à quatre heures de relevée.

» A défaut de le faire aux heures indiquées, les inspecteurs des boues, etc., feront arroser d'office et aux frais du contrevenant, qui sera en outre passible d'une amende de 47 cents, à 2 fl. 36 cents.

« Art. 11. Dans l'intervalle du balayage et de l'enlèvement des boues, les commissaires

de police, leurs agens et les inspecteurs des boues feront effectuer le balayage d'office devant les maisons où il n'aurait pas été effectué, ou ne l'aurait été qu'imparfaitement.

» Art. 12. Les frais d'arrosement et de balayage d'office fixés à 25 cents (53 centimes), seront payés par ceux à qui ce soin incombait, sans préjudice à l'amende encourue.

» Art. 13. Lorsqu'il y aura du verglas, les habitans devront sabler ou faire jeter des cendres devant leurs maisons ou bâtimens, à peine d'une amende de 47 cents, 2 fl. 36 cents pour chaque contravention.

» Art. 14. Le collége fera prévenir les habitans, lorsque le dégel sera censé déclaré; immédiatement après cet avertissement, tous ceux qui seront tenus au balayage devront rompre les glaces et amonceler les glaçons dans les endroits usités ou à indiquer, pour être enlevés par les tombereaux.

» Il est défendu, dans tous les cas, de jeter des neiges ou glaçons provenant de l'intérieur des maisons ou des gouttières dans les rues; les habitans qui voudront les faire enlever, se procureront à leurs frais les tombereaux nécessaires pour les emporter hors de la ville. — Ceux qui contreviendront à cette défense, payeront une amende de 3 à 6 fl. (6 fr. 35 à 12 fr. 70), et on fera enlever les neiges et glaçons par eux jetés dans les rues, à leur double frais, outre l'amende, etc.

» Art. 15. Quatre heures après cet avertissement, les inspecteurs des boues feront rompre et amonceler d'office les glaces pour tous ceux qui ne seraient pas encore en pleine activité d'exécuter ce qui est prescrit ci-dessus. — Les frais de rupture de glaces d'office sont fixés à 25 cents (53 centimes), par heure et par homme.

» Art. 16. Il sera loisible à tous les habitans d'une rue ou d'un quartier de s'affranchir des obligations qui précèdent, en faisant à cet effet des arrangemens convenables avec le chef des balayeurs de la ville, auquel il sera donné des instructions pour les arrangemens à conclure avec les habitans, qui voudraient se mettre à l'abri de la responsabilité résultant de la partie de la présente ordonnance concernant le balayage, le tout conformément au tarif à arrêter par le collége.

» Art. 17. Les marchés ou places publiques seront balayés comme d'usage, par les balayeurs de la ville au-delà de la distance à laquelle ce soin incombe aux habitans de ces places. » (Réglement du 1er janvier 1827.)

Les peines prononcées par ce réglement doivent être réduites à celles de simple police; ainsi le veut l'article 78 de la loi communale du 30 mars 1836, et la régence de Bruxelles s'y est conformée dans un nouveau réglement qu'elle a publié le 26 avril 1836, sur *la propreté de la voirie et l'enlèvement des boues et immondices.*

Nous reviendrons sur cette matière en parlant de la PROPRETÉ ET DE LA SALUBRITÉ PUBLIQUE, avec lesquelles le nettoyement des rues a des rapports généraux.

BALCON.

1. C'est une saillie horizontale, pratiquée dans la façade d'un bâtiment, environnée d'une balustrade, et portée par des colonnes ou des consoles. On appelle aussi, mais improprement, *balcon*, la grille ou balustrade qu'on met, en guise d'appui, à une fenêtre, quoiqu'il n'y ait aucune saillie.

2. L'intervention de l'autorité administrative n'est permise qu'à l'égard des balcons qui s'avancent sur la voie publique. Aucun balcon de ce genre ne peut être posé dans une construction, soit ancienne, soit nouvelle, sans une permission du collége des bourgmestre et échevins. Cette permission doit être approuvée par la députation permanante du conseil provincial, lorsqu'il s'agit de constructions qui bordent les grandes routes et les routes provinciales. (Arrêté du 29 février 1836, et loi communale du 30 mars 1836, art. 90, n° 7.)

3. Il convient que la grandeur des balcons et la hauteur à laquelle ils doivent être posés soient fixées proportionnellement à la largeur des rues. Cette fixation doit faire l'objet d'un réglement d'administration générale pour la grande voirie et d'un réglement communal pour la voirie urbaine.

En France on distingue les grands et les petits balcons. Les grands ne peuvent être établis que dans les rues de dix mètres de largeur et au-dessus, ainsi que dans les places et carrefours, et ce, d'après une enquête *de commodo et incommodo*. Leur dimension est fixée à 80 centimètres, et ils ne peuvent être établis à moins de 6 mètres d'élevation à partir du sol de la voie publique. Les petits balcons peuvent avoir, y compris l'appui des croisées, 22 centimètres de dimension et être autorisés dans toutes les rues et à toutes les hauteurs. (Ordonnance royale du 24 décembre 1825, art. 3 et 10.)

En Belgique il n'y a point de dispositions générales sur cet objet. En matière de grande voirie, les états députés chargent l'ingénieur de la province de s'assurer, par l'inspection des lieux, si les dimensions proposées du balcon ne peuvent nuire à la voie publique; et en cas de négative ils accordent l'autorisation demandée. En matière de petite voirie les réglemens varient avec les localités, et se bornent d'ordinaire à défendre les saillies sans une autorisation préalable, laissant au collége des bourgmestre et échevins le soin de fixer la dimension et la hauteur des balcons ou autres saillies qu'on demanderait à construire. A Namur cependant, le conseil de régence a restreint à cet égard le pouvoir du collége; celui-ci peut permettre l'établissement des balcons, pourvu qu'ils n'avancent que d'une aune sur la voie publique. Pour en établir de plus avancés, il faudrait une autorisation spéciale du collége de régence. (Réglement du 26 juin 1820). Nous applaudissons à cette mesure parce qu'elle prévient l'arbitraire et tend à mettre de la régularité dans les constructions.

4. L'autorité locale doit veiller à ce que les balcons, dûment autorisés, soient construits avec toute la solidité qu'exige la sûreté publique. Du reste, les propriétaires sont responsables des accidens qui peuvent résulter du mauvais état des balcons anciens, et la police doit exiger la démolition ou la réparation de ceux qui menacent ruine.

5. La police ne doit permettre qu'il soit mis sur les balcons des vases, pots de fleurs et caisses d'arbrisseaux, qu'autant que ces objets seront affermis de manière à ne pas occasionner d'accidens, et que des précautions auront été prises pour qu'il n'en tombe sur les passans, ni eau, ni ordures. Il doit être dressé procès-verbal contre les contrevenans, qui sont cités en simple police, et passibles d'une amende de 1 à 5 francs. (Cod. pén., art. 471, n° 6 et 474.)

Quant aux balcons qui s'éleveraient sur l'héritage clos ou non clos des propriétaires voisins, il n'est permis à personne d'en avoir, à moins qu'il n'y ait dix centimètres de distance entre le mur où on les pratique et ledit héritage. (Cod. civ., art. 678.)

Voyez au surplus les articles ALIGNEMENT, BATIMENT et SAILLIE.

BALDAQUIN.

Le baldaquin est un ouvrage d'architecture ou de sculpture fait en forme de dais et qui sert de couronnement à un trône, à un autel, à un lit, etc.

On donne aussi ce nom à une espèce de dais en saillie pratiqué dans les façades de maisons et porté sur pilastres en bois ou autrement.

Dans ce dernier sens, il ne peut être établi de baldaquin sans une autorisation préalable. Voyez BALCON et SAILLIE.

Il ne faut pas confondre le baldaquin avec la banne ou tente qui se met devant les cafés, les magasins et les boutiques, pour les garantir de l'ardeur du soleil. Voyez BANNE.

BALEINE. (PÊCHE DE LA.)

La baleine fournit au commerce des produits considérables que l'industrie utilise de diverses manières. L'huile de baleine sert à brûler, à faire le savon, à la préparation des laines et des cuirs, à délayer certaines couleurs, à graisser le brai dont on enduit les vaisseaux, etc., etc.

Les fanons de baleine ne sont pas moins utiles: on en fait des buses, des parasols, des parapluies, des corps et une infinité d'autres ouvrages. On conçoit dès lors l'importance que les gouvernemens ont toujours attachée à la

pêche de la baleine. Mais d'un autre côté, cette pêche exige d'assez fortes dépenses; et des dangers presque inévitables en détournent les marins.

Aussi dans la plupart des états a-t-on senti la nécessité de combattre ce double obstacle à l'aide d'encouragemens, et on a accordé des primes plus ou moins considérables à ceux qui entreprendraient la pêche de la baleine.

C'est ainsi que le gouvernement français accorda le 5 mai 1786 une prime de cinquante livres par tonneau de jauge aux Nantukois qui viendraient en France se livrer à ce genre d'industrie.

Un décret du 9-25 juillet 1791 permit aux Nantukois qui s'y trouveraient déjà établis, de faire venir pour leur compte des Etats-Unis d'Amérique tous les bâtimens propres à l'exercice de leur profession; et, pour attirer de nouveaux armateurs, il accorda aux habitans de l'île de Nantuket l'autorisation de se transporter en France avec tous leurs effets et bâtimens de pêche, les admit à jouir de tous les avantages du pavillon français, et leur promit la même prime qu'à leurs devanciers.

Des encouragemens semblables furent institués en Hollande dans les années 1788 et 1802; mais malgré les efforts du gouvernement, la pêche de la baleine y fut entièrement anéantie par les calamités de la guerre.

Après l'établissement du royaume des Pays-Bas le gouvernement essaya de faire revivre cette industrie. A cet effet, un arrêté du 12 janvier 1816, accorda une prime de quatre mille florins aux directeurs des douze premiers navires, portant de 150 à 200 lasts, qui, à dater du 1er janvier 1816 au 1er janvier 1818, auraient appareillé pour la pêche de la baleine sur les côtes du Groenland ou dans le détroit de Davis, avec un attirail complet de six chaloupes et trente-quatre à quarante hommes d'équipage. (Art. 1.)

Cette mesure obviait à l'obstacle résultant de la dépense des armemens; mais il restait une autre difficulté à vaincre : l'incertitude d'une pêche assez productive pour donner quelques bénéfices aux armateurs. Le gouvernement calcula que si chaque navire pouvait rapporter cent quartauts d'huile, le bénéfice des armateurs serait assez considérable pour tenter l'entreprise. En conséquence il promit à chaque navire qui n'aurait pu obtenir ce nombre de quartauts, une indemnité de cinquante florins pour chaque quartaut rapporté en moins. (Art. 2.)

Ces dispositions, dont l'effet n'était que temporaire, ont été renouvelées par un arrêté du 6 décembre 1818, pour le terme de trois ans, à partir du 1er janvier 1819, jusqu'au 1er janvier 1822.

Le 28 mars 1826, le ministre de l'intérieur a adressé aux chambres de commerce une circulaire tendant à encourager la pêche de la baleine dans l'Océan des Indes-Orientales et dans les mers du sud; mais elle n'a produit aucun résultat.

Depuis la révolution de 1830, qui nous a séparés de la Hollande, ce genre d'industrie ne reçoit plus d'encouragement en Belgique; le gouvernement ne s'en occupe même pas, sans doute parce qu'il désespère de l'implanter jamais dans notre pays.

Quoiqu'il en soit, les primes d'équipement ou d'indemnité peuvent donner lieu dans la pratique à de graves abus. Il est facile de tromper le gouvernement dans toutes les opérations qui se rattachent à la pêche de la baleine, et l'administration ne saurait prendre trop de précautions pour prévenir ou déjouer la fraude. Nous n'entrerons pourtant pas dans le détail des moyens que les gouvernemens ont employés à cet effet; cela serait superflu pour notre pays; et nous nous bornerons à indiquer comme sources, les arrêtés consulaires des 9 nivôse et 17 prairial an 10, et l'arrêté royal du 12 janvier 1816.

BALISAGE.

C'est le balayement, le nettoiement que l'on fait des rivières en les curant et en retirant de leur lit tout ce qui pourrait nuire à la navigation et au libre cours des eaux.

On appelle aussi *balisage* l'action d'indiquer par des balises les hauts fonds et les passes.

L'article 64 de la loi du 6 frimaire an 7, a spécialement affecté au balisage des fleuves, rivières et canaux navigables, le produit des droits de bac ou de passage que le gouvernement perçoit sur lesdites eaux. Voyez Curage.

BALISE.

C'est le nom de certains signes que l'on place dans les rades, fleuves et rivières navigables, pour indiquer un banc dangereux, un chenal ou une passe. Ces marques sont de diverses espèces : quelquefois c'est un mât ou une pièce de bois qu'on élève à l'endroit que les vaisseaux doivent éviter ; d'autres fois, c'est un tonneau flottant, amarré avec des chaînes et des ancres.

Nous avons vu dans l'article *Amers* que les dépenses résultant de l'établissement et de l'entretien des phares, amers, tonnes et balises sont supportées par l'Etat. Cette charge a donné lieu à la création d'un impôt qui se perçoit à l'entrée des ports, sous le nom de *droit de balises et de fanaux*. (Lois financières des 12 juillet 1821, art. 8, litt. A. ; et 24 décembre 1829, art. 1, litt. F.)

Cet impôt est ancien : on trouve dans un décret du 28 avril 1793, que la perception des droits de feux, phares et balisage appartient aux régisseurs des douanes nationales. Les lois financières des 12 juillet 1821 et 24 décembre 1829 sont maintenues, et depuis la révolution de 1830, tous les impôts existants à cette époque ont été successivement conservés par les lois des 1er octobre et 28 décembre 1830, 25 juin et 29 décembre 1831, 30 décembre 1832, 30 décembre 1833, 28 décembre 1834 et 30 décembre 1835. Voy. Phare.

On appelle aussi *balise* l'espace que les riverains sont tenus de laisser le long des rivières navigables pour le hallage des bateaux.

BALIVAGE.

C'est l'opération par laquelle on fait choix, vers le milieu de l'été, des arbres qui doivent être réservés dans une coupe à mettre en exploitation l'hiver suivant. L'objet de cette opération, l'une des plus importantes de l'économie forestière, est de ménager des ressources pour les constructions et des moyens de repeuplement pour la forêt. Elle exige une connaissance approfondie de la nature du sol, de l'espèce des arbres, des besoins de l'industrie et du commerce, des changemens qui s'opèrent après l'exploitation, sur les arbres réservés et dans le repeuplement des coupes.

Le balivage est toujours accompagné du martelage, opération par laquelle on imprime sur l'arbre réservé la marque du marteau de réserve. Nous traiterons simultanément de ces deux opérations au mot Martelage.

Les arbres qu'on a réservés prennent le nom de *Baliveaux*.

BALIVEAUX.

Ce sont des arbres qu'on réserve à chaque coupe, pour croître en futaie et repeupler les bois. On les appelle aussi *étalons*.

1. Tous les anciens édits et ordonnances en ont prescrit la retenue ; mais ils ne s'accordent pas sur le nombre d'arbres à retenir.

Au pays de Luxembourg, le réglement de 1617 ordonnait d'en laisser 12 par arpent ès taillis de Sa Majesté, 32 ès bois de haute futaie, et 20 ès bois mêlés de haute futaie et de raspe.

Dans les bois communaux et autres sujets à l'usage, on réservait par arpent 20 brins de chêne, 20 brins de hêtre de 8 à 10 ans, 20 chênes faits et 20 chênes parvenus seulement à l'état de défense. (Réglement du 30 décembre 1754.) Ailleurs ces chiffres étaient différens.

Dans les bois et forêts aménagés, ce nombre est déterminé par le décret d'aménagement lui-même ; dans les autres on a coutume de suivre l'usage établi ; et là où l'usage manquerait, ainsi que l'aménagement, force serait de fixer à chaque coupe, un nombre d'arbres approximativement proportionné aux besoins du repeuplement.

2. Les arbres doivent être choisis parmi les plus vifs et les mieux venans, essence de chêne et bois de *brin* autant que possible. A

défaut de chêne on y supplée par les meilleures espèces d'autres bois.

Les baliveaux de brin sont ceux qui proviennent de semence ou d'une racine, et qui poussent seul à seul; à la différence des baliveaux de *souche*, qui proviennent des rejets de la souche d'un arbre après qu'il a été coupé, et qui poussent en certain nombre.

Les baliveaux se distinguent en trois classes : 1° les baliveaux *de l'âge de la coupe :* ce sont ceux que l'on réserve pour la première fois, soit dans les taillis, soit dans les futaies, et qui n'ont que l'âge de la coupe à exploiter.

2° Les baliveaux *modernes :* ce sont ceux qu'on a réservés lors de la dernière coupe, et qui ont par conséquent deux âges.

3° Les baliveaux *anciens :* ce sont tous ceux qui ont été retenus dans les coupes antérieures à la dernière, et qui ont par conséquent trois ou quatre âges et plus.

On appelle aussi *vieilles écorces*, les arbres réservés dans les futaies lors de la coupe précédente, parce qu'alors ils ont ordinairement plus de deux cents ans; quelquefois aussi on donne cette dénomination aux arbres de réserve dans les taillis qui ont plus de trois âges.

3. D'après l'ancienne législation, la réserve des baliveaux était obligatoire dans les bois de l'Etat, des communautés soit religieuses soit laïques, et même des particuliers.

La loi du 29 septembre 1791 et l'arrêté du 14 mars 1814 ont affranchi les particuliers de cette obligation.

Quant aux communes et établissemens publics, ils n'y sont plus assujettis que pour les bois contigus à d'autres bois et pour ceux dont la contenance est de cinq bonniers au moins. (Arrêtés des 10 mai 1815, 1er mars 1816 et 27 mai 1819.)

A l'égard de ces derniers, ainsi que des bois appartenant à l'état, où la réserve des baliveaux continue d'être exécutée conformément aux anciennes lois, voyez MARTELAGE.

4. Le nombre exact des baliveaux de l'âge, des modernes et des anciens à réserver, ainsi que leur age et leur essence, doivent être désignés au procès-verbal de balivage et martelage, indiqués dans l'affiche, et rappelés au procès-verbal d'adjudication. (Circulaires des 9 prairial et 18 thermidor an 13.)

A l'égard des futaies dépérissantes qui s'adjugent avec le taillis, l'administration a désiré qu'il fût possible d'en énoncer la quantité pour éviter toute équivoque; mais dans tous les cas, elle a recommandé que, sous aucun prétexte, on ne délivrât aux adjudicataires aucun des arbres de réserve, quand même il s'en trouverait un nombre excédant celui que portent les procès-verbaux de martelage et d'adjudication. (Circulaire du 18 thermidor an 13.)

Dans les jeunes taillis, où les baliveaux de l'âge ne peuvent, à cause de leur faiblesse, recevoir l'empreinte du marteau, ils doivent être réservés sur le choix des agens forestiers, en certain nombre par bonnier, en *brins d'essence*, et *de pied* à défaut de la première espèce.

5. Les baliveaux sont laissés à la garde de l'adjudicataire des coupes où ils ont été réservés, et doivent être par lui représentés lors des récolemens. L'art. 1er du tit. XVII de l'ordonnance de 1669 est positif à cet égard. Il n'a point été publié en Belgique, mais il est ordinairement reproduit dans le cahier des charges que l'administration rédige pour toutes les adjudications de coupes.

L'obligation imposée aux adjudicataires de représenter les baliveaux réservés dans leurs coupes, s'étend même aux arbres cassés ou renversés par les vents. Si les arbres étaient ainsi abattus pendant l'exploitation, ils devraient en avertir sur-le-champ les agens forestiers, pour en être marqués d'autres en réserve; et il en serait dressé procès-verbal. Le cahier des charges contient ordinairement cette obligation. Mais les arbres abattus ne peuvent en aucun cas être donnés à l'adjudicataire en compensation de ceux que les agens marquent en leur remplacement; ils sont vendus comme chablis, et il est fait estimation des arbres marqués en réserve pour rendre l'adjudicataire indemne, s'il y a lieu.

Les adjudicataires doivent faire en sorte que les arbres de réserve ne soient point endommagés par la chute de ceux que l'on abat;

s'il s'en trouvait qui fussent encroués, il ne pourrait en être disposé qu'après la reconnaissance d'un agent forestier qui évaluerait l'indemnité à payer.

Les adjudicataires ne peuvent couper aucun des arbres marqués en réserve, quand même ces arbres seraient plus nombreux que ne le portent les procès-verbaux et affiches. (Arrêts de cassation des 6 germinal an 10 et 16 août 1811.) Cette clause doit être insérée dans le cahier des charges.

Aucune compensation ne peut être admise pour déficit de baliveaux marqués en réserve, c'est-à-dire que l'adjudicataire ne peut être déchargé de l'amende par lui encourue, sous le prétexte qu'il aurait laissé sur pied des arbres à lui adjugés qui se trouveraient de la même valeur que ceux qu'il devait réserver. (Arrêts de cassation du 7 avril 1808 et 16 août 1811.)

Les adjudicataires ne peuvent faire admettre des visites d'experts pour reconnaître si les arbres réservés sont en quantité suffisante, parce qu'il est de principe que les arbres marqués de l'empreinte du marteau de réserve, sont retranchés des droits de l'adjudicataire et qu'il doit les respecter quel qu'en soit le nombre. (Arrêts de cassation des 6 nivôse an 13, 20 janvier, 20 février et 5 mai 1815.)

6. La coupe en délit des baliveaux est punie par l'art. 4 du titre 32 de l'ordonnance de 1669 d'une amende de cinquante livres pour les baliveaux de l'âge, dans les taillis au-dessous de vingt ans. Aux termes de l'art. 8, les délinquans doivent être condamnés en outre pour dommages-intérêts et restitution, à une somme au moins égale à l'amende prononcée. (Arrêt de cassation du 22 thermidor an 12.)

Les articles 4 et 8, que nous venons de citer, ont été publiés en Belgique par arrêté du 24 frimaire an 4.

La question s'est élevée de savoir si, lorsqu'un adjudicataire abat dans sa coupe des baliveaux qui y étaient réservés, il doit être condamné à l'amende et aux restitutions d'après l'ordonnance de 1669, ou s'il est seulement tenu de restituer la valeur des baliveaux à dire d'experts. Cette question a été jugée dans l'espèce suivante, par arrêt de la cour de cassation, en date du 19 décembre 1806 :

« Le sieur Buneau, adjudicataire de la coupe de la forêt domaniale de Jarnac, ordinaire de l'an 13, avait fait abattre et s'était approprié 23 baliveaux, ce qui était constaté par plusieurs procès-verbaux.

» Le sieur Buneau traduit par-devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement, puis, sur appel, à la cour de justice criminelle de la Charente, était parvenu à y obtenir un arrêt, qui ne le condamnait qu'au paiement de la valeur réelle des baliveaux coupés, à dire d'experts et sans amende.

» Ni le procureur-général près la cour de justice criminelle du département de la Charente, ni l'administration forestière, ne s'étaient pourvus contre cet arrêt, en date du 15 septembre 1806.

» Mais le procureur-général près la cour de cassation, en ayant eu connaissance par l'intermédiaire de son excellence le grand-juge ministre de la justice, en a requis l'annulation dans l'intérêt de la loi, aux termes de l'art. 88 de la loi du 27 ventôse an 8.

» En rendant un pareil arrêt, la cour de justice criminelle du département de la Charente avait contrevenu si formellement aux dispositions des art. IV, VIII, XIV et XV, titre XXXII de l'ordonnance de 1669, que sa cassation ne pouvait faire la matière d'un doute; aussi a-t-il été cassé comme s'ensuit :

» Ouï le rapport de M. Carnot, et M. Giraud pour le procureur-général ;

» Vu l'art. 88 de la loi du 27 ventôse an 8 ;

» Vu aussi les art. IV, VIII, XIV et XV du titre XXXII de l'ordonnance de 1669 :

» Et attendu que, par son arrêt du 15 septembre dernier, la cour de justice criminelle du département de la Charente, en jugeant que le sieur Buneau, adjudicataire de la coupe de la forêt nationale de Jarnac, ordinaire de l'an 13, avait indument abattu, et s'était illégalement approprié 23 baliveaux qui étaient compris dans la réserve, ne l'a cependant condamné qu'à en payer la valeur à dire d'experts, ce qui est une contravention formelle aux dispositions de l'ordonnance ci-dessus :

» La cour casse et annulle, dans l'intérêt de la loi seulement, l'arrêt dudit jour 15 septembre 1806. »

Les arbres de réserve dans les bois de l'état, sont toujours réputés faire partie du fonds, les douairières, donataires, engagistes et usufruitiers ne peuvent en disposer. C'est la disposition formelle du titre XXII, art. 5 et 6, et du titre XXVII, art. 2 de l'ordonn. de 1669. Ces dispositions n'ont pas été publiées en Belgique, mais elles consacrent un principe de jurisprudence qui ne saurait être raisonnablement contesté.

Ce principe a été appliqué par arrêt du conseil, en date du 15 juillet 1684, aux engagistes des domaines de Flandre, Hainaut, Artois et pays d'entre Sambre et Meuse. Il n'en est pas de même des engagistes qui, étant censés propriétaires du fond, sont aussi propriétaires des baliveaux. (Lettres patentes du 16 septembre 1766.)

BALLET.

On donne ce nom à des danses exécutées par plusieurs personnes qui représentent un sujet ou une action à l'aide de leurs pas, de leurs gestes et de la musique qui les accompagne. Ce genre de représentation est soumis aux mêmes lois et réglemens que les autres spectacles. Voyez Théatre.

BALLON.

Voyez Aérostat.

BALLOTS.

Ce sont des effets ou paquets transportés par les messageries. La loi du 23-24 juillet 1793 sur l'organisation des messageries, a prescrit diverses mesures de précaution pour le transport des ballots par les voitures publique (art. 54 à 63.) Mais ces dispositions ont été remplacées par l'arrêté royal du 24 novembre 1829. Voyez Marchandises et Messageries.

BALS publics et particuliers.

§ I. *Des bals publics.*

Les bals publics sont ceux qui se tiennent dans les wauxhalls, redoutes, salles de spectacle, salles champêtres et autres endroits, et où l'on est admis, soit par billets, soit moyennant une rétribution.

1. Ce genre de divertissement est assimilé aux spectacles ou jeux publics, en ce qu'il occasionne des rassemblemens plus ou moins considérables d'hommes, et placé par ce motif sous la surveillance immédiate des autorités locales. (Décrets des 14 décembre 1789, art. 50; et 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3, n° 2 et 3)

2. La loi du 19-22 juillet 1791 autorise les conseils communaux à faire des réglemens ou arrêtés de police sur la tenue des bals. (Tit. II, art. 46). L'objet principal de ces réglemens doit être: 1° de fixer l'heure à laquelle les bals publics doivent finir; 2° d'obliger les entrepreneurs à faire savoir au collège des bourgmestre et échevins ou aux commissaires de police, l'endroit, le jour et l'heure où ils auront lieu, afin que l'autorité puisse prendre toutes les précautions nécessaires pour le maintien de l'ordre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des salles, et pour la perception régulière des droits qui se paient sur les divertissemens publics au profit des indigens; 3° de défendre qu'on ne se rende dans les bals publics, déguisé, travesti ou masqué, hors le temps du carnaval, ou porteur d'armes, bâtons, cannes, éperons et autres objets qui peuvent occasionner des rixes ou des accidens.

Toutes ces dispositions sont du ressort de l'administration locale, par cela seul qu'elle est chargée de la police dans les réunions publiques.

La question s'est élevée de savoir s'il entre aussi dans les attributions du pouvoir communal d'assujettir l'ouverture des bals à une autorisation préalable. La cour de cassation a jugé l'affirmative par arrêt du 19 septembre 1833. En voici l'espèce. « Corneille de Rouck, cabaretier à Lokeren, avait ouvert dans son jardin, le 27 mai 1833, un bal public en contravention à un arrêté de la régence locale en date du 20 décembre 1823.

« Ce réglement défend à chacun, sous peine de sept florins d'amende, de donner à danser

dans les cabarets et lieux publics, hors le temps de kermesse annuelle, sans en avoir obtenu l'autorisation écrite des bourgmestre et échevins, qui ne l'accorderont que pour autant que la tranquillité et la sûreté publique n'en soient pas compromises.

» Cité devant le tribunal de police de Lokeren, de Rouck y fut renvoyé de la plainte par un jugement fondé sur ce que l'arrêté du 20 septembre 1823, invoqué par le commissaire de police poursuivant, était abrogé par la Constitution comme contraire à son art. 19 portant : « Les Belges ont le droit de s'assem-» bler paisiblement et sans armes, en se con-» formant aux lois qui peuvent régler l'exer-» cice de ce droit, sans néanmoins le soumet-» tre à une autorisation préalable. »

« Pourvoi en cassation.

» Conclusions dans le même sens.

ARRÊT.

» La cour, ouï M. le conseiller Serruys, en son rapport, et sur les conclusions de M. l'avocat-général Defacqz :

» Vu le réglement de police de Lokeren du 23 décembre 1823 ;

» Vu les lois des 14 décembre 1789, art. 50; 24 août 1790, tit. II, art. 3, nos 2 et 3 ; 22 juillet 1791, art. 46 et 6 mars 1818, art. 4 ;

» Attendu qu'aux termes des lois précitées, l'autorité municipale est essentiellement chargée de veiller au maintien du bon ordre et de la tranquillité publique et, par suite, de prescrire les mesures qu'elle croit convenables pour prévenir tout ce qui pourrait tendre à y porter atteinte ou à troubler le repos des habitans de la commune ;

» Attendu que le réglement de police susmentionné a été porté expressément dans ces vues, et en conséquence des attributions appartenant aux corps municipaux ;

» Attendu que l'art. 19 de la Constitution est évidemment inapplicable dans le cas présent où il s'agit de la police des lieux publics et de la tranquillité des habitans, et non point du droit qu'ont les citoyens de s'assembler ;

» D'où résulte que le tribunal de police du canton de Lokeren, en refusant d'appliquer ce réglement comme contraire à l'art. 19, et comme abrogé par l'art. 138 de la Constitution, a fait une fausse application de ces deux articles, et en conséquence contrevenu aux lois ci-dessus citées ;

» Par ces motifs,

» Casse et annulle le jugement dénoncé, condamne le défendeur aux dépens, ordonne que le présent arrêt sera transcrit sur les registres du tribunal de simple police du canton de Lokeren, et que mention en sera faite en marge du jugement annulé ;

» Et après en avoir délibéré en chambre du conseil, conformément à l'art. 430 du Code d'inst. crim., renvoye l'affaire devant le tribunal de simple police de St. Nicolas. »

La cour de cassation de France a professé la même doctrine dans ses arrêts du 11 mai 1832, du 13 avril et du 7 novembre 1833. (Sirey 1833, I. 647 et 879.) Le second et le troisième de ces arrêts ont été rendus dans une seule et même affaire, laquelle, après deux cassations, fut renvoyée à la cour royale de Paris ; et cette dernière cour jugeant, toutes chambres assemblées, a rendu le 6 février 1834 un arrêt conforme à la jurisprudence de la cour de cassation. Voyez JEUX et DIVERTISSEMENS PUBLICS.

D'après cette jurisprudence les réglemens dont il s'agit peuvent avoir pour quatrième objet de défendre qu'aucun bal public ne se tienne sans une autorisation préalable du collège des bourgmestre et échevins ; mais cette défense n'est que facultative et c'est aux conseils communaux à juger jusqu'à quel point elle peut être nécessaire et se concilier tant avec leur devoir qu'avec les besoins de leurs administrés.

3. Dans les communes où il n'existe point de réglement particulier sur la matière, et c'est le plus grand nombre, l'autorité n'en a pas moins à sa disposition les moyens que les lois lui accordent en général pour assurer le maintien de l'ordre, de la tranquillité publique, de la décence, etc. Ainsi, aux termes de l'art. 9 du titre I de la loi du 19-22 juillet 1791, les officiers de police sont autorisés à entrer dans les réunions publiques pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux

réglemens qui peuvent s'y commettre ; et rien n'empêche qu'en cas de trouble, ils ne fassent expulser ou saisir les délinquans et même évacuer les salles de danse. La prudence exige toujours qu'un officier de police assiste régulièrement aux bals publics qui se tiennent pendant les fêtes communales, afin de veiller à ce qui s'y passe, et de dresser procès-verbal contre ceux qui s'écartent des lois ou des réglemens.

4. Aux termes de la loi du 7 frimaire an 5, il devait être perçu, pendant six mois, un décime par franc en sus du prix de chaque billet d'entrée, dans tous les endroits publics où se donnent des pièces de théâtres, des bals ou autres divertissemens pour lesquels les spectateurs où les assistans payaient ; et le produit de cette perception était consacré à secourir les indigens. Ce droit, en ce qui concerne les bals, a été porté par la loi du 8 thermidor an 5 au quart de la recette brute ; et, de temporaire qu'il était, il est devenu définitif par le décret du 9 décembre 1809. Mais un arrêté royal du 24 août 1821 l'a supprimé à partir du 1er avril 1822 ; et, pour couvrir le déficit qu'éprouveraient les établissemens de charité par suite de cette suppression, il autorise les régences à introduire, d'après les besoins de chaque localité, des impositions communales de même nature et destinées au même but.

En conséquence, les régences des villes les plus importantes ont proposé au roi, qui les a approuvés, des réglemens qui portent les droits à percevoir sur les bals, spectacles et autres divertissemens publics, tantôt au dixième, tantôt au quart de la recette. Voyez Droits des indigens.

D'après les réglemens locaux, le droit des indigens ne se perçoit que sur les bals où le public n'est admis qu'en payant. Mais peu importe la dénomination qu'on leur donne ; bals publics, bals particuliers, bals de société, il suffit que l'entrée n'en soit pas gratuite pour que l'impôt doive être payé : ainsi, les bals par souscription doivent être placés sur la même ligne que les autres. Le ministre de l'intérieur a même décidé, le 25 fructidor an 10, qu'il doit être perçu dans les bals où une partie du prix d'entrée est employée en consommation.

Les entrepreneurs ou directeurs de bals publics doivent faire savoir à l'administration des hospices les bals qu'ils se proposent de tenir, donner à ses préposés une place convenable dans les bureaux de recette, leur permettre d'assister aux comptes pour vérifier les billets payans, et constater les sommes reçues. S'ils s'y refusent, l'autorité locale doit les y contraindre.

5. Nul ne peut tenir des bals publics sans être muni d'une patente. D'après la loi du 21 mai 1819, le droit de patente se règle ainsi :

Lorsque les bals sont donnés dans des salles de spectacle, le droit de patente doit être établi, en prenant pour base la moitié des places que la salle est estimée pouvoir contenir pour les représentations dramatiques et autres divertissemens. Il ne peut excéder, pour toute l'année, le montant du produit brut d'une représentation, calculée comme si toutes les places étaient occupées et payées au prix de l'affiche.

Les entrepreneurs, directeurs, ou régisseurs de redoutes, bals parés et masqués, fêtes champêtres, etc., sans distinction, s'ils les dirigent pour leur propre compte ou pour compte d'autrui, et s'il en résulte ou non un bénéfice, sont, du chef de ces divertissemens, pour autant qu'ils ne sont pas donnés dans les salles de la cathégorie de celles désignées ci-dessus, cotisés comme suit :

Si le prix de la souscription est pour chaque représentation ou séance de	POUR LES COMMUNES DE		
	premier rang	2e et 3e rang.	4e, 5e et 6e rang.
	Par souscription et par séance.		
Fr. 3 et au delà	Fr. 30	Fr. 27	Fr. 21
2 à 3 exclusivement.	18	16	13
1.50 à 2. »	12	11	8
1 à 1.50. »	8	7	6
Au-dessous de 1 fr.	5	4	3
Si le prix de souscrip. n'est pas connu d'avance.	8	7	6

Si les bals ont lieu par souscription pour un prix d'entrée déterminé, le droit est réglé de la manière suivante :

Lorsque le prix d'entrée est de	DANS LES COMMUNES DE premier rang.	2e et 3e rang.	4e, 5e et 6e rang.
	Par séance.		
Fr. 3 et au delà.	fr. 18	fr. 16	fr. 13
2 à 3 exclusivement.	11	10	8
1-50 à 2	7	6	5
1 à 1-50.	4-50	4	3
» 50 à 1.	2-50	2-25	1-75
» 30 à » 50.	2 »	1-80	1-40
Au-dessous de 30 c.	1-25	1-10	» 90

Mais ces droits ne sont applicables que lorsque les bals sont donnés dans les salles ordinaires de concert ou de danse, dans des maisons ou jardins d'aubergistes, cabaretiers ou cafetiers, chez des personnes qui tiennent des salles ou jardins de société, y compris les salles et jardins de sociétés particulières, et dans ceux enfin des maîtres de danse.

La question s'est élevée de savoir si le droit de patente est également dû pour les bals qui se donnent gratuitement et sans souscription préalable.

Le directeur-général des contributions directes y a répondu en ces termes, dans une circulaire du 27 août 1819, Litt. T, U et V : « L'art. 15 de la loi du 21 mai 1819, ne donne pas lieu à cotiser *séparément* ces bals ou parties de danse ; mais ils pourront être convenablement soumis au droit, en plaçant les aubergistes, cabaretiers, taverniers, cafetiers et maîtres de salles de société dans une classe plus élevée que celle à laquelle ils seraient assujettis, s'ils ne jouissaient pas des bénéfices résultant desdits bals. »

§ 2. — *Des bals particuliers.*

Desessart, dans son *Dictionnaire universel de police*, dit : « Les bals particuliers ou les assemblées de personnes réunies par le goût de la danse et des plaisirs honnêtes, ne sont sujets aux lois de police qu'autant que ces bals excèdent les bornes de la modération, et qu'on n'y observe point les égards et les convenances que la société est en droit de réclamer.

» Les officiers de police ont soin aussi de rechercher si ces bals particuliers ne dégénèrent point en assemblées tumultueuses ou licencieuses ; si elles ne deviennent point dangereuses pour les mœurs, la décence et l'honnêteté publique, ou si ces mêmes bals ne favorisent pas des jeux illicites et ruineux ; si enfin ils ne réunissent point des personnes suspectes dont on a justement lieu de craindre les associations. »

C'est sans doute par ces considérations qu'on a appliqué en France, même aux bals particuliers, quand ils se renouvellent périodiquement, les dispositions de l'art. 291 du Code pénal, qui défend toute association de plus de vingt personnes sans une permission préalable de l'autorité. Il y a eu, en effet, des exemples que ces sortes de réunions ont été dissoutes, parce que les membres dont elles se composaient avaient mis de l'opiniâtreté à ne pas se pourvoir de l'autorisation nécessaire.

Il en est autrement en Belgique. La Constitution garantit à chacun le droit de s'associer et de s'assembler, et ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive (art. 20). L'autorité peut bien intervenir, ainsi que nous l'avons vu tantôt, dans les bals publics, parce que tous les lieux publics de rassemblement sont soumis à sa surveillance ; mais les bals particuliers qui se tiennent dans des maisons particulières sont inaccessibles à la police comme le domicile des citoyens. Voyez Domicile.

Les bals que les maîtres de danse donnent quelquefois pour former leurs élèves, doivent-ils être rangés dans la classe des bals particuliers ? La solution de cette question dépend des circonstances. S'ils se bornent à une simple réunion d'élèves, elle doit être résolue affirmativement ; mais s'ils se renouvellent périodiquement ou que d'autres personnes y soient admises, moyennant une rétribution quelconque, il y a lieu de leur appliquer les dispositions de police relatives aux bals publics.

BALUSTRADE, BALUSTRE.

Le *balustre* est une sorte de petit pilier façonné, et l'on appelle *balustrade* une rangée de plusieurs balustres, servant d'ornement, de clôture ou d'appui.

Les balustrades, placées en saillie sur la voie publique, sont soumises aux mêmes dispositions que les balcons. Voyez Balcon et Saillie.

BAN.

Ce mot a plusieurs significations que l'administrateur doit connaître.

Dans le sens le plus large, c'est l'annonce ou la proclamation solennelle d'une chose que l'autorité commande, défend ou porte à la connaissance du public.

On dit, par exemple, *ban de mariage* pour signifier l'avertissement, que le magistrat donne à ses administrés, d'un mariage qu'on se dispose à contracter. On dit également *ban de vendange*, *ban de fenaison*, pour désigner l'acte de l'autorité qui fixe le jour où les propriétaires d'une même commune peuvent faire la récolte de leurs raisins ou de leurs foins.

En termes de féodalité, on appelle *ban* et *arrière-ban*, le mandement public, qu'un souverain adressait autrefois à ses vassaux et arrière-vassaux, de se trouver en armes à un rendez-vous pour servir dans l'armée.

C'est probablement par extension de cet ancien usage qu'aujourd'hui on donne encore le nom de bans aux trois classes de citoyens qui composent la garde civique en temps de guerre.

Enfin, *ban* est synonyme de *bannissement*: on dit enfreindre ou rompre son ban, pour signifier qu'un banni est rentré dans sa patrie au mépris du jugement qui devait l'en tenir éloigné.

Nous consacrerons un article à chacune de ces acceptions.

BAN (INFRACTION DE).

Voyez BANNISSEMENT.

BAN DE FENAISON, DE MOISSON OU DE VENDANGE, ECT.

On appelle ainsi les proclamations par lesquelles l'autorité indiquait autrefois les jours et heures où les propriétaires pouvaient faire la récolte simultanée de leur foin, de leurs céréales ou de leurs raisins.

1. Anciennement, dans certaines parties de la France et de la Belgique, les prairies ne pouvaient être fauchées ni les moissons faites qu'au moment où les bans de fauchaison et de moisson le permettaient. Ces usages ont été abolis en général par loi du 28 septembre-6 octobre 1791, sur la police rurale. (Article 2, sect. 5, tit. I.)

Mais celui des bans de vendange est demeuré obligatoire à certains égards: considéré comme droit seigneurial, il a été aboli comme tous les droits de même nature, par les lois qui ont supprimé la féodalité en France; mais comme moyen de police, l'établissement des bans de vendange était originairement fondé sur divers motifs qui en ont exigé la conservation. En effet, cet usage a particulièrement pour objet, 1° d'empêcher que les cultivateurs ignorans ou pressés par le besoin, ne recueillent leurs raisins avant leur parfaite maturité, et n'en fassent de mauvais vins; 2° de mettre obstacle à ce que ceux qui vendangeraient les premiers ne découvrent et n'exposent au pillage les vignes de leurs voisins; et 3° de s'opposer à ce que les raisins enlevés avant d'être mûrs, ne donnent lieu à des maladies.

Le premier de ces motifs se ressent de l'époque où les gouvernemens se croyaient plus éclairés que les peuples, et les tenaient en tutelle même pour les opérations les plus simples de l'agriculture.

La loi du 5-12 juin 1791 a rendu, sous ce rapport, aux cultivateurs la liberté la plus absolue pour tous les genres de récolte; mais celle du 28 septembre-6 octobre suivant, y a mis une restriction, en ce qui concerne les vendanges, restriction basée sur le second et le troisième des motifs que nous avons exposés plus haut. Cette loi porte:

« Tit. 1er, sect. 5, art. 1. Chaque propriétaire sera libre de faire sa récolte, de quelque nature qu'elle soit, avec tous instrumens et au moment qui lui conviendra. — Cependant, dans les pays où le ban de vendange est en usage, il pourra, à cet égard, être fait un réglement chaque année par le conseil-général de la commune, mais seulement pour les vignes non clôses. Les réclamations qui pourraient être faites contre le réglement, seront portées au directoire du département, qui y statuera sur l'avis du directoire de district.

» Art. 2. Nulle autorité ne pourra suspendre ou intervertir les travaux de la campa-

gne dans les opérations de la semence et des récoltes. »

2. Les bans de vendange sont encore usités dans la province de Liége.

3. L'art. 475, n° 1, du Code pénal, punit d'une amende de 6 à 10 fr. ceux qui contreviennent aux bans de vendange et autres bans autorisés par les réglemens.

4. Il semble résulter bien positivement des dispositions ci-dessus citées de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, qu'il n'appartient pas à l'autorité locale de publier des bans de vendange dans les communes où l'usage n'en existait pas autrefois; car, c'est par exception à l'entière liberté des récoltes et travaux d'agriculture que cette loi les a autorisés là où ils étaient établis par l'usage. Cependant, cette restriction n'est pas respectée en France. Voici un arrêté qui le prouve. Nous le publions parce qu'il renferme la plupart des dispositions nécessaires pour établir les bans de vendange:

« Nous, préfet du Loiret, considérant que le défaut d'établissement des bans de vendange, dans quelques communes, a souvent occasionné des récoltes prématurées, qui ne peuvent que détériorer la qualité des vins, et nuire aux propriétaires voisins par le fait du maraudage qui suit la vendange; que quelques mauvais vins mis dans le commerce suffisent pour perdre la réputation de tout un vignoble; que ce département étant en grande partie renommé par ses vignes, il convient de prendre une mesure qui assure leurs produits, et conserve la meilleure qualité des vins;

» Considérant en outre que le ban de vendange est une sorte de garantie donnée aux consommateurs;

» Vu la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, vu l'art. 475 du Code pénal, arrêtons:

» Art. 1er. Il sera établi dans toutes les communes vignobles un ban de vendange, auquel seront assujettis tous les propriétaires de vignes non clôses de murs.

» Art. 2. Pour établir ce ban, MM. les maires sont autorisés à réunir annuellement, à l'approche de l'époque de la maturité du raisin, le conseil municipal, et à appeler à cette réunion les principaux vignerons, à l'effet de délibérer et de fixer le jour de l'ouverture des vendanges.

» Art. 3. Le ban de vendange sera lu, publié et affiché dans chaque commune; il sera exécuté sans avoir besoin de notre approbation, ni de celle de MM les sous-préfets.

» Art. 4. Afin de mettre l'autorité supérieure à même de connaître l'époque précise de la vendange dans chaque localité, une copie du ban nous sera adressée par MM. les maires, pour l'arrondissement d'Orléans, et à MM. les sous-préfets pour les arrondissemens de Gien, Montargis et Pithiviers.

» Art. 5. Les contraventions aux bans de vendanges devront être constatées par des procès-verbaux, qui seront transmis à MM. les procureurs du roi près les tribunaux, chacun en ce qui concerne son ressort.

» Art. 6. MM. les maires et adjoints, gardes champêtres et forestiers, et la gendarmerie, sont chargés d'assurer l'exécution des bans de vendange. »

Nous croyons, d'après les termes exprès de la loi rurale de 1791, qu'un pareil arrêté, rendu soit par le gouverneur, soit par les états députés d'une province, serait sans force en Belgique: et en effet les motifs sur lesquels il se fonde, prouvent évidemment que l'autorité provinciale n'a pas le droit de soumettre cette matière à des réglemens nouveaux. C'est à l'autorité locale seule à rétablir les bans de vendange, là où l'usage en existait autrefois; et, hors le législateur, personne ne peut lui imposer l'obligation de le faire. Mais dépendrait-il de l'autorité locale d'en établir dans les communes où il n'en a jamais existé? Nous penchons pour l'affirmative, par la raison qu'il s'agit d'une mesure de police propre à prévenir les contestations entre propriétaires voisins, le maraudage et les désordres qui peuvent en être la suite.

M. Miroir, dans son *Formulaire municipal*, partage cet avis; mais par une raison que nous ne pouvons admettre; l'art. 3, du tit. xi de loi du 16-24 août 1790, met, dit-il, au rang des objets confiés à la police municipale, *le soin de prévenir par des précautions convenables, les accidens et les fléaux calamiteux*

tels que les épidémies. Or, quel est, entre autres motifs, le but des bans de vendange ? C'est d'empêcher que les raisins enlevés avant leur maturité et les mauvais vins qu'ils donnent, n'engendrent des maladies.

Le raisonnement égare ici l'auteur fort estimable que nous venons de citer; car aux termes de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, le ban de vendange ne pourrait s'appliquer qu'aux vignes non closes, ce qui prouve que le but de la loi n'est pas de prévenir les récoltes prématurées, mais seulement le maraudage et les rixes qui en sont inséparables.

Au reste, le double motif d'empêcher le maraudage et les rixes, suffit pour placer cette matière dans les attributions de l'autorité locale, et dès-lors il faut tenir pour certain, à notre avis, qu'il peut être établi des bans de vendange dans toutes les communes indistinctement.

L'auteur du *Manuel des Bourgmestres* prétend, au mot *Vendange*, que l'exécution des art. 42 et suivans de la loi du 27 juillet 1822, relative à l'accise sur le vin indigène, rend indispensable la publication d'un ban de vendange dans toutes les communes à vignobles; et la raison qu'il en donne, c'est que la première déclaration à laquelle cette loi oblige les vignerons, doit être faite, par écrit, deux mois avant les vendanges, et la seconde, dans les vingt-quatre heures qui précèdent leur ouverture. (Art. 42 et 44.) Il suffit de lire attentivement les dispositions de cette loi pour se convaincre que les déclarations dont il s'agit, peuvent avoir lieu sans le secours d'un ban de vendange, et que l'intention du législateur a été de ne rien changer à ce qui se pratiquait auparavant, sauf aux propriétaires à faire leurs déclarations en temps utile, quelle que soit d'ailleurs l'époque où ils commencent à vendanger. Voyez Vin.

5 A qui, des conseils communaux ou des colléges des bourgmestre et assesseurs, appartient-il de faire des réglemens sur cette matière ? La loi du 28 septembre-6 octobre 1791 en charge expressément les *conseils généraux des communes;* mais en France, on prétend que par cette expression il faut entendre les *maires* et non les *conseils communaux*, par la raison, qu'aux termes de la loi du 28 pluviôse an 8, les conseils délibèrent et n'administrent pas. Ce motif n'est guère concluant à notre avis, surtout en Belgique où cette loi n'est plus obligatoire. Cependant, lès principes d'une bonne administration exigent que les conseils communaux se bornent à établir le principe des bans de vendange et à en fixer les règles, et que les colléges de bourgmestre et échevins, soient chargés d'en faire annuellement l'application.

Quoiqu'il en soit, pour régler convenablement l'époque des vendanges, il faut convoquer les vignerons les plus intéressés, prendre leurs avis, et les charger au besoin de parcourir tous les vignobles, afin de s'assurer du jour où la récolte peut commencer sans préjudice de la maturité des raisins.

L'autorité qui procéderait autrement et qui fixerait un jour à sa fantaisie, sans consulter les propriétaires, s'exposerait à voir annuler ses actes par l'autorité provinciale; car, d'après la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, les intéressés peuvent porter leurs réclamations aux directoires de département (états députés de la province). Il en serait de même si l'autorité locale laissait, par négligence ou autrement, passer l'époque favorable à la vendange sans en publier le ban. Nous croyons même que dans ce cas les habitans pourraient commencer la récolte sans autorisation, s'il y avait péril en la demeure.

6. Tout ban de vendange doit 1° indiquer le jour où les vendanges s'ouvriront dans la commune pour les vignes non closes, et celui où elles devront être terminées; 2° ordonner qu'elles pourront avoir lieu tous les jours sans interruption, mais depuis le lever jusqu'au coucher du soleil seulement, afin d'éviter les anticipations frauduleuses d'un héritage sur l'autre; 3° être publié dans les formes et de la manière usitées pour les actes de l'administration locale, quelques jours avant l'époque fixée, et 4° charger les gardes champêtres de dresser procès-verbal des contraventions qu'ils découvriraient.

7. Tous les propriétaires de vignes non closes sont sujets au ban, quand même ils

auraient leur domicile hors de la commune.

De ce que le Code pénal punit ceux qui auraient contrevenu aux bans de vendange et autres bans autorisés par les réglemens, il résulte que les tribunaux ne peuvent se refuser d'appliquer la peine établie par l'art. 475, n° 1, de ce Code. Mais si l'arrêté de l'administration porte des peines différentes de celle-là, que doivent faire les tribunaux ?

Cette question peut présenter des doutes en France, et c'est probablement par ce motif que M. Favard de Langlade s'en est occupé dans son *Répertoire de la nouvelle législation*, aux mots *Ban* et *Tribunal correctionnel*, n° VIII.

Mais en Belgique, il a été jugé par la cour de cassation, le 10 janvier 1834, qu'il n'est pas loisible aux autorités communales ou provinciales de comminer contre des faits déjà prévus par une loi d'autres peines, et moins encore des peines plus fortes que celles de la loi même. (Bull. de la cour de cass., 1834, p. 153.)

Au surplus, l'art. 78 de la loi communale du 31 mars 1836, vient de trancher la question dans le même sens.

M. Favard examine également si l'arrêté de l'administration locale est obligatoire avant d'être approuvé par le préfet, et il résout affirmativement cette question. A plus forte raison en serait-il de même en Belgique où cette approbation n'est pas requise. (Réglemens des villes, art. 70; et du plat-pays, art. 26; lois des 6 mars 1818, et 30 mars 1836, art. 78.)

Le délit d'infraction du ban de vendange, qui se prescrivait par un mois suivant l'art. 8, sect. 7, tit. I, de la loi rurale du 28 septembre-6 octobre 1791, ne se prescrit plus que par un an, aux termes des articles 475 du Code pénal et 640 du Code d'instruction criminelle. C'est ce qu'a jugé la cour de cassation de France, par arrêt du 26 mars 1821.

BAN DE MARIAGE.

C'est la solennité par laquelle l'officier de l'état civil à la maison commune, ou le prêtre dans l'église, annonce publiquement les mariages que l'on se propose de contracter.

Le but de cette formalité est de mettre les citoyens à même de faire connaître à l'autorité administrative, judiciaire ou religieuse, les motifs qui peuvent faire obstacle à l'accomplissement de ces mariages.

Le Code civil traite de cet objet sous la dénomination plus moderne de *publication de mariage*. Voyez ce que nous en avons dit dans l'article ACTES *de l'état civil*, chap. 10, § 6, p. 232 et suiv.

BANS DE LA GARDE CIVIQUE.

Voyez GARDE CIVIQUE.

BANALITÉ.

SECTION PREMIÈRE.

LÉGISLATION.

§ 1. *Droit ancien.*

1. L'Encyclopédie appelle *Banalité* le droit qu'avait jadis le seigneur d'obliger les habitans de son territoire à faire moudre leur blé à son moulin, à faire cuire leur pain à son four, à porter leur vendange à son pressoir, etc., etc. Bouhier, sur la *Coutume de Bourgogne*, la définit en termes plus généraux: « C'est, dit-il au chapitre 61, le droit » d'interdire à ceux qui y sont sujets la fa- » culté de faire certaines choses, autrement » que de la manière qui leur est prescrite, » sous les peines portées par les lois, les con- » ventions ou les coutumes. »

Cette dernière définition est préférable, parce que la banalité n'était pas toujours un droit seigneurial, comme nous le verrons tantôt.

2. La banalité produit trois effets : l'un d'obliger les sujets à se servir du moulin, four ou pressoir banal; l'autre, d'interdire à toutes personnes de construire dans l'étendue de la banalité d'autres fours, pressoirs et moulins; et le troisième, d'empêcher les propriétaires de fours, moulins et pressoirs voisins de venir chasser sur le territoire banier, c'est-à-dire, d'y enlever les pâtes, blés ou raisins pour les cuire, moudre ou pressurer hors de ce territoire.

3. Les auteurs divisent les banalités en deux classes bien distinctes, à savoir : les banalités légales et les banalités conventionnelles. Ils

nomment légales celles que le seigneur souverain ou le simple seigneur féodal avait, *comme tel*, le droit d'établir sans titre et *par la seule autorité de la coutume*. Il en était de même de celle que l'autorité municipale établissait sur les habitans de son ressort.

Les autres ne doivent leur existence qu'à une convention. Elles se subdivisent également en deux espèces : la première comprend les banalités établies par le bail primitif *in traditione fundi ;* par exemple, le seigneur en donnant à cens telle ou telle partie de ses domaines, a imposé au preneur l'obligation de se servir exclusivement de ses fours, pressoirs, ou moulins; c'est pourquoi on les appelle aussi seigneuriales. La seconde comprend les banalités établies par contrat synallagmatique ; par exemple, les habitans d'une commune ou d'une seigneurie dépourvus de bois pour alimenter leurs fours, ou trop pauvres pour construire des moulins et des pressoirs, ont composé avec leurs seigneurs, ou même avec des particuliers, qui se sont chargés de la construction et de l'entretien de ces usines, à la condition que les habitans ne pourraient porter ailleurs leurs blés, leurs pâtes ni leurs raisins.

4. La banalité n'était pas attachée à la haute justice : elle dépendait d'un privilége et titre particulier du prince. C'est ce qu'enseignent Le Grand, *sur Troyes*, tit. 4, art. 64, n° 55 ; — Loüet, litt. M. somm. 17, n° 2 et suiv. ; — Loyseau, *Traité des seigneuries*, chap. 12, n° 129 et suiv., où on lit : « Le droit de banalité n'appartient à aucun seigneur, quel qu'il soit, sans titre ou coutume particulière » ; — Charondas, sur l'*Art.* 72 *de la Coutume de Paris ;* — le même, liv. 2, rép. 12, et liv. 4, rép. 65 ; — Ferrière, sur l'*art.* 72 *de la Coutume de Paris*, gloss. uniq., n° 4 ; — Boërius, décis. 125, *per tot*, etc. ; — Couvarruvias, *ad cap. possessor*, part. 2, § 4, n° 7 ; — Chassan, *ad consuetud. Burgund.* rub. 13, *des Forêts*, § 2, n° 14 et suiv. ; — et Bacquet, *Traité des droits de Justice.*

« Le droit de justice, dit ce dernier, ni le » droit de fief, n'attribuë droit de banalité, » comme les droits de justice, de fief, et de » banalité, étant droits divers, distincts et » séparez, et l'un n'ayant rien de commun avec » l'autre ; en sorte que le haut, moyen ou » bas justicier, ni pareillement le seigneur » féodal, ne peut prétendre four, moulin, ou » pressouer bannal, ni contraindre ses autres » justiciables, ou sujets, d'aller moudre en » son moulin, cuire en son four, et pressorer » en son pressouer, ni les empêcher de faire » pressouers ou fours dans leurs maisons, ou » bâtir moulins sur leurs héritages : s'il n'en a » tître valable, ou aveu et dénombrement » ancien. »

Le grand conseil de Malines a fait application de ces autorités dans un procès, qu'il a jugé le 30 avril 1616, entre le comte de Hoogstraeten, seigneur de Leuze, et le seigneur de Membray. Voyez Du Laury, *Jurisp. des Pays-Bas autrichiens*, tome II, 2e arrêt.

On jugeait en conséquence que la simple possession ne suffit pas pour établir un droit de banalité ; la raison qu'en donne le même conseil de Malines, mérite d'être rapportée. « Cette possession, disait-il, ne doit être considérée, parce qu'elle prend son origine de la violence, contrainte ou crainte des officiers du seigneur, à l'encontre des pauvres meuniers ; ainsi qu'il est à présumer que tous les droits exorbitans dont jouissent les seigneurs hauts justiciers, sont introduits par tels moyens, comme avance pertinemment Bacquet, au *Traité des Droits de Justice*, chap. 29. n° 2, où il dit : Plusieurs seigneurs, tant justiciers que féodaux, par le moyen de leur autorité et puissance, ont contraint leurs justiciables, sujets et vassaux, demeurant endéans de leurs justices, fiefs et seigneuries, à se soumettre, assujettir et asservir à plusieurs charges, corvées, subjections et servitudes, même à venir moudre leurs grains aux moulins de leurs seigneurs. »

Ch. Dumoulin, sur l'art. 72 de la *Coutume de Paris*, tient le même langage : « Facilement il ne faut endurer telles servitudes contre la liberté publique, ni donner force de prescription à la longue jouissance d'icelle, d'autant qu'il est à présumer (puisque le seigneur n'en a titre), que par force ou crainte de ses sujets, il a entrepris telle possession, laquelle partant est vicieuse et ne lui peut

attribuer aucun droit. » Voyez aussi Gosson, *ad Consuet. Atrebat.* vers. *quo circà*, etc., art. 14.

Sohet, dans ses *Instituts de droit*, liv. II, tit. 50, n° 6, professe la même doctrine, mais par un autre motif : « La banalité de moulins peut, dit-il, s'acquérir par prescription immémoriale, et même par prescription de 40 ans, appuyée de titres et de dénombremens anciens. Autrement, un simple usage immémorial ne suffirait, *quia ex actibus merè voluntariis quasi-possessio acquiri non potest.*

Il résulte de ce qui précède, 1° que les banalités légales ne pouvaient être établies que par le prince, c'est-à-dire par le souverain du lieu, et en vertu de la coutume qui formait le droit public entre lui et ses sujets ; 2° qu'un seigneur non souverain, eût-il d'ailleurs droit de justice et de fief, ne pouvait en établir que par convention ; 3° que les banalités conventionnelles ne pouvaient s'acquérir que par titre, c'est-à-dire par bail primitif, ou contrat synallagmatique, soit entre les habitans et le seigneur non souverain, soit entre les habitans et des particuliers.

5. Il n'en est pas de l'affranchissement de cette espèce de servitude comme de son établissement. Celui qui est assujetti à une banalité de four, de moulin, ou de pressoir, peut en prescrire la libération. C'est la conséquence de cette règle de droit : *tout ce qui tombe en convention, tombe en prescription.*

Cependant, on fait une difficulté ; on dit : l'exercice de la banalité est facultatif, le propriétaire peut y renoncer ou le suspendre, et il est de principe que les droits de pure faculté sont imprescriptibles.

Une distinction répond à cette difficulté : les droits de pure faculté sont imprescriptibles, lorsque la faveur dérive de la loi naturelle ou du droit public ; mais lorsqu'elle ne doit son existence qu'à une convention, comme tous les droits conventionnels, elle est prescriptible. (Henrion de Pansey, *des Biens communaux*, chap. XXII).

Ainsi, toutes les *banalités* qui doivent leur existence à une simple convention, peuvent s'éteindre par l'effet de la prescription ; mais cette règle reçoit une modification importante.

Tout le temps que la généralité des habitans sert la *banalité*, la possession de quelques particuliers de moudre, cuire ou pressurer à des moulins, fours ou pressoirs étrangers, n'est comptée pour rien. Le propriétaire conserve son droit sur tous les baniers, tout le temps qu'elle en use sur la majeure partie.

Dans une communauté nombreuse il est si facile que quelques particuliers échappent à la vigilance des préposés du propriétaire de la banalité, que l'on s'est vu forcé d'établir cette règle pour la conservation des *banalités*.

Ce principe est consacré par le vœu de tous les jurisconsultes. On pourrait accumuler des autorités à l'infini ; nous nous contenterons d'en citer deux, on n'en peut pas de plus graves ; ce sont celles de D'Argentré et de Dunod. Voici comment ils s'expriment :

« Cum de consueto jure quæritur, unico actu in unum aut paucos exercito, totius possessio conservatur.... quia per exercitium jurium in partes possessio totius retinetur. » (D'Argentré, sur l'art. 277 de la *Coutume de Bretagne*, *verbo*, en sa seigneurie, n° 3 et 4.)

» Quand le propriétaire prouve qu'un droit est général, et tel qu'on vient de le dire, il le conserve sur tous les fonds du territoire et sur tous les habitans par l'usage qu'il en fait plusieurs fois seulement, puisqu'il en use comme sur la partie d'un tout sur lequel il a un droit réel. » (Dunod, *des Prescript.*, part. III, chap. XI.)

Tel est donc le principe en cette matière : pour que les habitans puissent se prévaloir de la prescription, il faut que le droit réclamé par la commune n'ait été servi par aucun de ses membres ; et si elle peut prouver qu'une partie des habitans a reconnu la *banalité*, dans ce cas, point de prescription : *nam per exercitium juris in partes, possessio totius retinetur.* On se rappelle que ce sont les termes de D'Argentré.

Cependant, cette règle reçoit deux exceptions : 1° un particulier seul peut prescrire la libération de la *banalité*, si sa possession est précédée de contradiction, c'est-à-dire si, par un acte en bonne forme, il a notifié à la commune qu'il entendait se servir des moulins, fours et pressoirs qu'il jugerait à propos,

et qu'effectivement il ait usé de cette liberté pendant l'espace de 30 années, à compter du jour de la signification de l'acte ; 2° si telle est la nature de la possession du banier, si les circonstances dont elle est environnée sont telles, que nécessairement, ou du moins très vraisemblablement, la connaissance en soit parvenue aux officiers municipaux, une possession de cette espèce, une pareille tolérance doivent faire présumer un titre d'affranchissement, et ce particulier doit être maintenu dans la franchise dont il jouit, non par la force de la prescription mais en vertu de la présomption dont nous venons de parler, *Non tam vi præscriptionis quam præsumptionis tituli.* De toutes les circonstances capables de conduire à cette présomption, il n'en est pas de plus imposante que l'existence d'un pressoir dans la maison d'un particulier, et dont il use depuis très long-temps au su du propriétaire de la banalité et sans réclamation de sa part.

Cette décision réunit les suffrages et des jurisconsultes et de la jurisprudence. On trouve cette double autorité réunie dans le passage suivant de Brodeau : « Par arrêt du » 22 août 1598, un particulier fut déclaré » exempt de la banalité (du pressoir), parce » que ce particulier, qui alléguait la prescrip- » tion contre le droit de banalité, avait, de » tout temps et ancienneté, un pressoir dans » sa maison, située dans la seigneurie, et s'en » était servi au vu et au su de son seigneur, » sans aucun trouble ni empêchement, et sans » jamais avoir été poursuivi ni contraint d'al- » ler au pressoir bannier du seigneur, qui » est présumé, par son long silence et tolé- » rance, avoir renoncé à son droit à l'égard » de ce particulier, qui n'a rien fait clandes- » tinement ni en fraude, ains a usé publique- » ment de la liberté naturelle et du droit » commun. » (Sur l'art. 71 de la *Coutume de Paris*, n° 31). Et, sous le n° 10, Brodeau observe : « Que cet arrêt de 1598, a été an- » ciennement rédigé, comme ayant jugé une » thèse et question générale. »

Même décision par arrêt du 2 juillet 1777. Voici l'espèce sur laquelle il est intervenu : M. l'évêque de Soissons, en sa qualité de seigneur de Cernon, avait, sur la généralité des habitans de sa terre, un droit de banalité de four. Le curé de Cernon et un autre particulier ont prétendu avoir acquis, par prescription, l'exemption de ce droit ; ils étaient en effet dans une possession, un peu plus que quadragénaire, d'avoir dans leurs maisons des fours, dont ils faisaient un usage journalier et notoire ; et ce qui prouvait que M. l'évêque de Soissons ne l'avait pas ignoré, c'est que ce prélat avait donné à ces deux particuliers des quittances de lots et ventes, au bas de contrats qui contenaient l'énonciation précise et formelle de ces fours.

Par sentence du bailliage de Soissons, il fut ordonné avant de faire droit, que M. l'évêque avouerait ou dénierait le fait de possession allégué par les deux particuliers.

M. l'évêque a appelé de cette sentence. La cause, portée à l'audience de la grand'chambre, le mercredi 2 juillet 1777, M. l'avocat-général Seguier a dit que l'unique moyen d'appel était tiré du principe que les droits universels ne peuvent se prescrire que par l'universalité des habitans sujets aux droits ; mais ce moyen, a ajouté M. l'avocat-général, ne paraît pas fondé ; la banalité est un droit qui est dû par la communauté, *non ut ab omnibus, sed ut a singulis.* Dès-lors, pourquoi un particulier ne pourrait-il pas en prescrire la libération en ce qui le concerne ?

Sur ces motifs, arrêt du 2 juillet 1777, et de la grand'chambre, qui confirme la sentence, et condamne M. l'évêque de Soissons à l'amende et aux dépens de la cause d'appel. (Henrion de Pansey, *des Biens communaux*, chap. XXII.)

On peut consulter encore sur cette matière Merlin, *Répert. de Jurisp.*, et *Quest. de Droit*, v° BANALITÉ.

Nous sommes entrés dans ces détails parce qu'ils sont nécessaires à l'intelligence du droit nouveau, que nous allons maintenant examiner.

§ 2. *Droit nouveau.*

1. Dans notre pays, comme en France, on avait senti, bien avant la révolution de 1789, l'atteinte que les banalités portaient à la liberté personnelle et à l'industrie.

Sohet, qui écrivait vers le milieu du siècle passé, dit dans ses *Instituts de droit*, liv. II, tit. 51, n° 10, « qu'il connaissait plusieurs seigneuries dont les sujets s'étaient rachetés de la banalité du four envers le seigneur, les uns parmi certaine reconnaissance annuelle, les autres parmi cession de quelque partie de leurs aisances. »

Ces rachats prouvent qu'à cette époque, on considérait déjà les banalités seigneuriales comme très onéreuses. Il n'est donc pas surprenant que l'abolition de la féodalité en France ait entraîné non seulement la suppression des banalités légales, mais encore les redevances par lesquelles on en avait opéré le rachat.

2. Cette suppression a été ordonnée par les articles suivans du décret du 15-28 mars 1790:

« Tit. II, art. 23. Tous les droits de banalité de fours, moulins, pressoirs, boucheries, taureaux, verrats, forges et autres, ensemble les sujétions qui y sont accessoires, ainsi que les droits de verte-moute et de vent, le droit prohibitif de la quête-mouture ou chasse-des-meuniers, soit qu'ils soient fondés sur la coutume, ou sur un titre acquis par prescription, ou confirmés par des jugemens, sont abolis et supprimés sans indemnité, sous les seules exceptions ci-après.

» Art. 24. Sont exceptées de la suppression ci-dessus, et seront rachetables: 1° les banalités qui seront prouvées avoir été établies par une convention souscrite entre une communauté d'habitans et un particulier non seigneur; 2° les banalités qui seront prouvées avoir été établies par une convention souscrite par une communauté d'habitans et son seigneur, et par laquelle le seigneur aura fait à la communauté quelqu'avantage de plus que de s'obliger à tenir perpétuellement en état les moulins, fours ou autres objets banaux; 3° celles qui seront prouvées avoir eu pour cause une concession, faite par le seigneur à la communauté des habitans, de droits d'usage dans ses bois ou prés, ou de communes en propriété.

» Art. 25. Toute redevance ci-devant payée par les habitans, à titre d'abonnement des banalités de la nature de celles ci-dessus supprimées sans indemnité, et qui n'étaient pas dans le cas des exceptions portées par l'article précédent, est abolie et supprimée sans indemnité. »

Il est important de remarquer les trois espèces de banalités qui font l'objet de l'art. 24, parce qu'elles donnent matière à des difficultés dont il sera question ci-après; on voit qu'elles sont toutes trois conventionnelles. Pour les deux premières, cela résulte des termes mêmes de l'article; et pour la troisième, elle l'est également puisque la banalité n'est autre chose que le prix d'une concession.

Deux autres lois, l'une du 3-9 mai 1790 (art. 18), et l'autre du 13-20 avril 1791 (article 4 du tit. II), ont réglé la manière dont s'opérerait le rachat de ces banalités.

Cet état de législation fut bientôt changé. L'art. 5 du décret du 25-28 août 1792, dispose d'abord que tous les droits conservés par l'art. 24 du titre II de la loi du 15-28 mars 1790, et connus sous la dénomination de *Banalités*, etc., etc., sont abolis sans indemnité, *à moins qu'ils ne soient justifiés avoir pour cause une concession primitive de fonds, laquelle cause ne pourra être établie qu'autant qu'elle se trouvera clairement énoncée dans l'acte primordial d'inféodation, d'accensement ou de bail à cens qui devra être rapporté.*

La tendance toujours croissante de la révolution vers l'égalité politique et civile donna ensuite naissance au décret du 17 juillet 1793, qui compléta en ces termes la suppression des banalités précédemment établies:

« Art. 1. Toutes redevances ci-devant seigneuriales, droits féodaux, censuels, fixes et casuels, même ceux conservés par le décret du 25-28 août dernier, sont supprimés sans indemnité.

» Art. 2. Sont exceptées des dispositions de l'article précédent, les rentes ou prestations purement foncières et non féodales. »

Les lois des 15-28 mars 1790, 25-28 août 1792, et 17 juillet 1793, ont été publiées dans nos provinces le 17 brumaire an 4.

Toutes ces dispositions étaient si claires que, pendant les premières années, il ne s'éleva de doute ni sur leur exécution, ni sur l'extension qu'elles devaient avoir dans la pratique;

mais à mesure qu'on s'éloigna de l'époque où elles avaient été rendues, des contestations s'élevèrent et donnèrent lieu à des décisions contradictoires que nous allons examiner.

Section II.

Doctrine et jurisprudence.

1. La plupart des auteurs enseignent que toutes les espèces de banalités, tant légales que conventionnelles, ont été abolies par les dispositions ci-dessus rapportées, hors celles qui auraient été établies par convention entre une communauté d'habitans et un particulier non seigneur. Voyez notamment Merlin, *Répertoire de Jurisp.*, v° *Banalité*; Favard de Langlade, *Répertoire de la nouvelle législation*, au même mot; Henrion de Pansey, *Des biens communaux*, chap. xxii; Macarel, *Jurispr. administ.*, tome ii, p. 383; Dalloz, v° *Féodalité*, chap. iii, sect. ii.

Nous rapporterons dans l'ordre de leurs dates respectives les actes de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire qui ont consacré cette doctrine.

Le premier est un arrêt de la cour de cassation de France, en date du 7 frimaire an 13.

On prétendait devant cette cour que les banalités établies par convention entre une commune et un particulier non seigneur, c'est-à-dire celles que le n° 1 de l'art. 24 de la loi du 15-28 mars 1792 avait exceptées de la suppression, n'avaient point été atteintes par les lois postérieures de 1792 et 1793.

La cour consacra cette prétention en ces termes:

« Vu la loi du 15 mars 1790, tit. ii, art. 24, et l'art. 5 de celle du 25 août 1792; et attendu qu'après avoir supprimé, sans indemnité, par son art. 23, toutes les banalités, la première de ces lois a déclaré rachetables celles établies par une convention entre une commune et un particulier non seigneur; et que si l'art. 5 de celle du 25 août 1792 paraît supprimer sans indemnité toutes les banalités déclarées rachetables par l'art. 24 ci-dessus cité, il est évident que cet art. 5 n'a réellement entendu supprimer de ces banalités que celles seigneuriales dont parlent les n° 2 et 3 de l'art. 24, et non celles du n° 1, fondées sur une convention entre un particulier non seigneur et une commune, puisque cet art. 5 ne prononce de suppression sans indemnité que d'objets vraiment seigneuriaux; — attendu que celui que représente Bacheler, et qui a traité en 1598 avec la commune de Fresnes, n'était point seigneur, et que la banalité consentie à cette époque de 1598 est le résultat d'une convention entre un particulier non seigneur et cette commune; d'où il suit que la décision attaquée a violé la disposition du n° 1 de l'art. 24 du tit. ii de la loi du 15 mars 1790, et faussement appliqué celle de l'art. 5 de la loi du 25 août 1792, en ne condamnant point cette commune, suivant ses offres, au rachat de la banalité dont il s'agit, et en tenant cette banalité pour supprimée sans indemnité, comme si elle était seigneuriale, quoiqu'elle ne le fut évidemment pas: par ces motifs, la courcasse. »

La cour de Liége a rendu, le 4 mars 1809, un arrêt semblable en cause de Blankart contre Oblenfort.

Enfin, la cour de cassation de France, se fondant sur les mêmes motifs, a encore jugé dans le même sens par arrêt du 5 février 1816.

Telle est la jurisprudence des tribunaux: elle n'a point varié, et il est probable qu'elle ne variera plus. Mais il n'en est pas de même de la jurisprudence administrative.

En 1805, le ministre de l'intérieur avait proposé au gouvernement de maintenir, en faveur de plusieurs communes du département des Alpes maritimes, les banalités qu'elles avaient autrefois acquises à titre onéreux. Cette proposition fut soumise par l'empereur au conseil-d'état, qui répondit par l'avis suivant du 23 vendémiaire an 14:

« Considérant que l'art. 24 du titre ii de la loi du 15 mars 1790 a excepté de la suppression des droits féodaux et déclaré rachetables les banalités établies par convention entre une communauté d'habitans et un seigneur ou un particulier, au moyen de quelqu'avantage concédé à la commune; mais que la loi du 25 août 1792 a supprimé sans indemnité toute banalité indistinctement, et a prononcé l'abrogation expresse dudit art. 24; que la loi du 17 juillet 1793 a supprimé sans indemnité

tous les droits féodaux et censuels, même ceux que la loi du 25 août 1792 avait conservés, c'est-à-dire ceux qui avaient eu pour cause une concession de fonds, et n'a maintenu que les rentes et prestations purement foncières;

» Qu'ainsi notre législation actuelle ne permet, sous aucun prétexte, en faveur des communes du département des Alpes maritimes, les banalités de leurs usines, soit qu'elles les aient acquises, à titre onéreux, ou qu'elles les aient achetées des anciens seigneurs;

» Que de tous les droits supprimés dans le cours de la révolution, les banalités sont au nombre de ceux qui sont le plus contraires à la liberté personnelle et à l'industrie;

» Est d'avis,

» Qu'on ne peut admettre la proposition faite de maintenir les communes du département des Alpes maritimes dans la jouissance des banalités qu'elles pourraient avoir acquises à titre onéreux. »

Cet avis fut confirmé par un décret du 10 brumaire suivant.

Le 11 brumaire, le conseil-d'état refusa de confirmer une transaction intervenue sur procès entre la commune de Custines et les propriétaires de pressoirs ci-devant banaux, situés dans cette commune.

Les motifs de ce refus sont :

« Que par cette transaction les habitans de Custines seraient obligés de se servir exclusivement des quatre pressoirs désignés ci-dessus moyennant une redevance;

» Que les habitans engagés seraient tenus d'acquitter cette redevance, quand même ils porteraient leurs raisins à d'autres pressoirs;

» Qu'une pareille convention ne serait autre chose que le rétablissement d'une banalité conventionnelle, et le remplacement de la banalité féodale, abolie par le décret du 28 mars 1790;

» Que si, pour défendre la mesure proposée, on allègue les besoins des habitans, l'avantage résultant pour eux de la certitude de trouver à presser leurs raisins, sans être obligés de construire et d'entretenir des pressoirs, les mêmes raisons pourraient être alléguées en faveur de tous les propriétaires de pressoirs, fours et moulins, dans toute l'étendue de la France, et que de là suivrait le rétablissement de la banalité;

» Que la loi comme la raison veut que chaque individu soit le maître d'exploiter sa récolte comme il l'entend;

» Enfin, que si les habitans de la commune de Custines ont besoin de presser leurs raisins, les propriétaires de pressoirs sont, de leur côté, intéressés à faire aux habitans des conditions assez avantageuses pour les engager à se servir de leurs pressoirs, moyennant une redevance. »

Ces deux avis méritent de fixer notre attention.

Le premier ne décide pas seulement que la loi du 25-28 août 1792 a supprimé *indistinctement* toute banalité, même celles *qui avaient été établies par convention entre une communauté d'habitans et un seigneur ou un* PARTICULIER; mais il ajoute que de tous les droits supprimés dans le cours de la révolution, *les banalités sont au nombre de ceux qui sont le plus contraires à la liberté personnelle et à l'industrie.*

Il y avait donc autant de motifs pour abolir les banalités conventionnelles que les banalités seigneuriales; et dès lors on conçoit difficilement que l'assemblée législative, en supprimant tous les droits précédemment conservés par l'art. 24 du décret du 15-28 mars 1790, ait eu l'intention de maintenir les banalités établies par convention entre une communauté d'habitans et un particulier non seigneur.

Le second avis, que nous avons cité, n'est pas moins explicite sur la question. En refusant de confirmer une transaction intervenue entre la commune de Custines et les propriétaires de pressoirs ci-devant banaux, situés dans cette commune, le conseil-d'état se fonde sur ce que les habitans de Custines seraient obligés, par cette transaction, à se servir exclusivement de ces pressoirs, moyennant une redevance; sur ce qu'ils devraient acquitter cette redevance, même quand ils porteraient leurs raisins à d'autres pressoirs; sur ce qu'enfin une pareille convention ne serait autre chose que *le rétablissement d'une banalité conventionnelle et le remplacement de la banalité féodale*, abolie par le décret du 15-28 mars 1790.

Il regardait par conséquent comme illégal le rétablissement des banalités conventionnelles; il leur attribuait les mêmes effets qu'aux banalités féodales; et dès lors il devait croire que les unes et les autres avaient été abolies par les lois de 1790, 1792 et 1793.

Cette jurisprudence paraissait bien établie, lorsque la question fut de nouveau présentée au conseil-d'état, et résolue en sens contraire, par un arrêt du 3 juillet 1808, portant: « Que, par l'avis du conseil-d'état du 11 brumaire an 14, il n'a point été entendu que » les banalités conventionnelles, déclarées » rachetables par la loi du 28 août 1790, ne » pussent être rétablies par transaction ou » par jugement des tribunaux, mais seulement que les communes ne peuvent à présent, par aucune stipulation, établir des » banalités nouvelles, et convertir en banalités conventionnelles des banalités supprimées comme féodales. »

Cet avis n'a pas été publié dans le Bulletin; on ne s'accorde même point sur sa date: les auteurs lui donnent celle du 3 juillet 1808; et plusieurs ordonnances qui le citent, le rapportent à l'année 1806.

Quoiqu'il en soit de l'époque où il a été rendu, il forme aujourd'hui jurisprudence, et la nouvelle doctrine qu'il consacre, est aussi celle de tous les auteurs qui ont écrit sur cette matière.

Mais quelle est la portée de l'avis du 3 juillet 1808? Il est certain d'abord que, contrairement aux avis des 10 et 11 brumaire an 14, il reconnaît comme maintenues, sauf la faculté de rachat, les banalités établies par convention entre une communauté d'habitans et un particulier non seigneur. S'il n'avait pas d'autre effet, il rentrerait purement et simplement dans l'arrêt de la cour de cassation du 7 frimaire an 13; mais ses termes semblent comporter plus d'extension, parce qu'ils n'interdisent que d'établir des banalités nouvelles, et de convertir en banalités conventionnelles celles qui auraient été supprimées comme féodales.

De là plusieurs questions.

2. Les communes qui possédaient autrefois des banalités peuvent-elles aujourd'hui les rétablir comme moyens de revenus?

Les communes qui étaient autrefois assujetties au droit de banalité envers un particulier non seigneur, et qui, depuis la loi du 15-28 mars 1790, auraient racheté ce droit, peuvent-elles le rétablir à leur profit?

Nous croyons qu'à l'égard de la première question il faut tenir la négative. Le conseil d'état, en interprétant son avis du 11 brumaire an 14, n'a point révoqué celui qu'il avait rendu la veille: or ce dernier décide positivement que les communes ne peuvent rétablir les banalités qu'elles auraient acquises autrefois, même à titre onéreux. On sait en effet que les banalités appartenant aux communes tiennent de la même nature que les banalités seigneuriales. Elles ont été établies par l'autorité municipale dans un temps où l'industrie et le commerce n'étaient pas libres. Aujourd'hui que l'autorité municipale est subordonnée à la puissance publique d'une part, et que de l'autre le commerce et l'industrie ont recouvré leur indépendance, il est naturel que l'on considère comme abolies sans indemnité les institutions et privilèges qui ne sont plus en harmonie avec le nouvel ordre de choses qui nous régit.

On lit en effet dans une circulaire adressée aux préfets, que « les banalités ont été sup» primées parce qu'on les regardait comme un » abus de la puissance publique dont jouis» saient les seigneurs, et une atteinte portée au » droit qu'a tout particulier de moudre son blé, » de cuire son pain comme il l'entendrait. »

Or, ce double motif s'applique aux communes qui ont créé des banalités à leur profit, comme aux seigneurs: c'était, d'un côté comme de l'autre, un abus de la puissance publique et une atteinte à la liberté des personnes et de l'industrie.

Aussi, dès le 25 nivose an 2, le ministre de l'intérieur avait déclaré que dans les départemens où des communes avaient établi, pour le service des habitans, des fours, moulins, pressoirs, etc. qui formaient une sorte de banalité municipale, les objets destinés à ces banalités ne pourraient être considérés, que comme des biens communaux, sans privilège exclusif et comme des moyens de produire des revenus municipaux, sans qu'il en pût résul-

ter une exclusion pour tous autres établissemens de la même nature.

Le conseil d'état a professé la même opinion dans son arrêt du 29 avril 1809 en déclarant que:

« La législation actuelle ne permet, sous » aucun prétexte, de renouveler en faveur des » communes les banalités de leurs usines, » même de celles qui auraient été acquises » à titre onéreux, et qu'en conséquence le bail » qui serait passé à un particulier pour l'exer- » cice de ce droit, et l'arrêté du préfet qui » aurait approuvé l'adjudication, sont nuls. » — Sirey, *Jurispr. du Cons.* tom. 1, p. 282.

La raison qu'en donne le conseil-d'état, c'est qu'un pareil bail *est attentatoire à la liberté individuelle, à celle du commerce et à l'exercice de l'industrie.*

La première question doit donc être résolue négativement. Quant à la seconde, elle ne présente pas plus de difficultés.

Il est bien vrai que les banalités établies par convention entre une commune et un particulier non seigneur, sont maintenues ; il est bien vrai encore que ces banalités peuvent, comme tous autres droits, faire l'objet d'une cession : mais lorsque la commune, à charge de qui la banalité existait, l'a rachetée, le droit se trouve éteint par la réunion des qualités de débiteur et de créancier, en une seule et même personne ; car il y a identité entre les habitans de la commune, qui devaient la banalité et l'autorité communale qui la rachète. Celle-ci ne pourrait donc la faire revivre sans une stipulation nouvelle, et dès lors on rentre dans les termes de la question précédente.

3. La loi permet-elle aux particuliers de créer aujourd'hui par convention des banalités nouvelles ? Oui, mais ces banalités sont toujours rachetables aux termes de la loi du 15-28 mars 1790. La raison en est que des particuliers peuvent s'obliger individuellement et personnellement à telles charges et prestations qu'ils jugent avantageuses à leurs intérêts. Ce n'est point attenter à la liberté des personnes ou de l'industrie que de s'engager à porter ses pâtes, son grain et sa vendange à tel four, moulin ou pressoir ; mais cet acte change complettement de nature, lorsque c'est une autorité municipale qui s'oblige au nom des habitans. Ce n'est plus alors une obligation individuellement contractée et librement consentie ; mais une obligation que l'autorité impose et qui blesse les droits des citoyens, une charge que la majorité d'un conseil impose à la minorité. Et c'est ce qui explique la différence que les lois ont faite entre les banalités appartenant aux communes et celles qui appartiennent à des particuliers. (Voyez Vaudoré, *Droit rural français*, n° 50.)

Il nous apprend que dans le midi de la France il existe beaucoup de banalités, ainsi créées par des particuliers ; il en trouve l'établissement légal ; mais nous croyons qu'il se trompe, en prétendant que ceux qui doivent des banalités convenues peuvent les racheter et les rétablir ensuite : toute banalité qu'on rachète s'éteint par le rachat même ; on ne saurait donc la rétablir ; mais rien n'empêche d'en créer une autre identiquement semblable en faisant à cet égard des conventions nouvelles. Toutefois il ne faut pas perdre de vue que cette espèce de convention ne peut être faite que par les baniers eux-mêmes. L'autorité ne peut stipuler en leur lieu et place, parce qu'il ne dépend pas d'elle d'entraver ou de limiter la liberté personnelle des habitans, l'exercice de l'industrie ou du commerce. Ainsi les régences ne peuvent pas plus accorder à des particuliers le droit de banalité que l'établir au profit de la caisse communale.

4. Enfin toutes les banalités, soit anciennes soit nouvelles, sont toujours sujettes à rachat. Cela résulte de l'art. 24 de la loi du 15-28 mars 1790. Mais comment le rachat doit-il s'opérer? nous croyons qu'il faut sur ce point s'en référer à l'art. 18 de la loi du 3-9 mai 1790 et à l'art. 11 du titre II de la loi du 13-20 avril 1791.

5. Le conseil d'état a jugé le 11 août 1808, que toutes les questions de banalité sont du ressort des tribunaux : par exemple, lorsque le propriétaire d'un moulin s'oppose à ce que le préfet accorde à un autre particulier la faculté de construire un moulin, sur le fondement que cette construction nuirait à un droit de banalité conventionnelle, le préfet doit renvoyer la difficulté devant les tribunaux. Sirey, t. 1, p. 187.

En Belgique, ce genre de contestation est

attribué à l'autorité judiciaire par l'art. 92 de la Constitution ; mais les états députés peuvent, en vertu de l'arrêté du 31 janvier 1824, accorder à des particuliers l'autorisation de construire des moulins, sans égard aux banalités existantes, sauf aux intéressés à se pourvoir devant les tribunaux contre l'arrêté d'autorisation. C'est ce qui résulte positivement de l'art. 10 de l'arrêté susdit qui porte :

« Comme on ne peut considérer les dispositions à prendre sur cet objet, soit par nous, soit par les administrations provinciales et locales, que sous le point de vue d'une bonne police, et comme partant on ne peut regarder toute autorisation d'établir ou changer des usines que comme accordées de ce chef, elles ne préjudicieront en rien aux actions judiciaires que des particuliers voudraient intenter pour soutenir leurs prétentions à un droit particulier fondé sur des contrats, sur la possession ou sur d'autres titres semblables : le prononcé du juge demeurant à cet égard libre et aucunement entravé. »

Cette différence provient de ce qu'en France l'arrêté du préfet lie l'autorité judiciaire ; tandis qu'en Belgique non seulement l'arrêté du 31 janvier 1824, mais encore l'art. 107 de la Constitution, permet aux juges de n'y avoir aucun égard.

6. La suppression d'un droit de banalité possédé en vertu d'un bail amphythéotique, ne donne lieu à aucune indemnité ; mais ceux qui ont acquis de ces droits peuvent demander la résiliation de leur bail. C'est ce que le conseil-d'état a jugé le 2 juillet 1807. (Sirey, t. 1, p. 108).

7. Dans l'ancienne Belgique, les souverains engageaient parfois leurs moulins, fours et pressoirs banaux, pour se procurer des ressources pécuniaires dans les momens difficiles; et lorsqu'ensuite ils accordaient à des particuliers la permission d'établir à leurs frais des usines semblables, mais non banales, ils inséraient dans l'acte de concession la clause que l'octroi serait retiré ou censé non avenu dans le cas où ils viendraient à désengager leurs moulins banaux. A ce propos, la question peut s'élever de savoir si la suppression des banalités en général, ordonnée par les lois de 1790, 1792 et 1793, doit avoir le même effet que si les moulins, fours et pressoirs du souverain avaient été réellement désengagés. La négative ne nous paraît pas douteuse. Le désengagement avait pour résultat de faire rentrer les usines banales dans la propriété du souverain, et le but de la clause était d'empêcher, pour ce cas, la concurrence des nouvelles usines, avec les usines désengagées du souverain. La suppression des banalités au contraire, a placé toutes les usines sur le même pied : il n'y a donc aucune parité entre le cas de désengagement et la supression des usines banales.

Au contraire, comme les lois abolitives de la féodalité empêchent la rentrée de la banalité entre les mains du souverain, il faut tenir pour vrai que la condition de l'octroi ne peut plus s'accomplir, et que la concession est devenue pure et simple.

Nous apportons en preuve de cette opinion l'édit du 16 juin 1650, que l'on trouve dans Martinez, f°. 268. Il y est expressément dit : que le roi Philippe 4, pour subvenir aux besoins pressants de la guerre *et aux dépenses des fortifications*, donne en hypothèque au magistrat de la ville de Bruxelles, les moulins *banaux*, situés dans la banlieue de Bruxelles, et leur concède à titre d'engagère les droits féodaux de banalité attachés à ces moulins, etc. ; sous condition de pouvoir en tout temps libérer et désengager ces moulins, *en remboursant à la ville l'argent qu'elle a prêté* sur ces moulins, et faisant revivre ainsi, au profit du domaine, *le droit exclusif de mouture.*

Or, on se le demande, les lois abolitives de la féodalité ont-elles rendu à la ville l'argent prêté ? ont-elles *rendu au domaine* les droits féodaux de banalité que le souverain avait engagés à la ville ? Comment ces lois auraient-elles donc pu désengager les moulins banaux dans le sens de l'édit du 16 juin 1650 ?

Le souverain, en permettant l'établissement d'un moulin, a eu intérêt de dire aux concessionnaires : *si j'exerce le retrait de la banalité* que j'ai concédée à la ville sur les moulins de la banlieue, j'aurai aussi le droit de reprendre votre moulin, afin que personne que moi

seul, n'ait le droit de moudre dans mes domaines. Mais dès que la quête-mouture ou la chasse des meuniers se trouve abolie, le souverain n'a plus d'intérêt à reprendre. Dès qu'il ne peut plus exercer le retrait de la banalité, la concession devient pure et simple. Art. 1156-1175 et 1176 du cod. civ.

BANC.

Les bancs placés à l'extérieur des maisons et formant saillie sur la voie publique, sont soumis aux mêmes dispositions que les balcons, les balustrades, etc. Voyez Saillie.

BANCS ET CHAISES D'ÉGLISES.

Il y a communément dans les églises deux espèces de bancs : les uns publics, où chacun peut prendre place, soit gratuitement, soit moyennant une rétribution ; et les autres particuliers, qui appartiennent exclusivement à certains titulaires.

Les premiers sont soumis aux mêmes règles que les chaises mobiles; les autres font l'objet d'une législation spéciale, ainsi que les places et chaises fixes. Nous en parlerons séparément.

Section I.

Des bancs publics et des chaises mobiles.

1. Les bancs publics et les chaises mobiles, placés dans les églises pour la commodité des fidèles, sont, en règle générale, la propriété de la fabrique. Il n'est pas toutefois sans exemple que ces siéges appartiennent à des particuliers; cela arrive notamment dans les paroisses très populeuses, où la fabrique, faute de revenus suffisans pour acheter les bancs et les chaises nécessaires, met en adjudication le droit d'en louer dans l'église, à charge par l'entrepreneur de les fournir lui-même en nombre proportionné à l'affluence des fidèles.

2. La location des bancs et des chaises est l'objet d'un revenu pour la fabrique. Mais cette proposition donne naissance à quelques difficultés que nous essayerons d'éclaircir.

Le décret du 18 mai 1806 dispose :

« Art. 2. Les fabriques pourront louer des bancs et des chaises suivant le tarif qui a été ou sera arrêté, et les chapelles de gré à gré.»

D'après cet article, la location était facultative : les fabriques pouvaient s'en faire un revenu, mais elles n'y étaient pas obligées ; et celles dont les revenus étaient suffisants pour se passer de cette ressource, se plaisaient à livrer gratuitement les chaises et surtout les bancs publics au service des fidèles. Mais le décret organique du 30 décembre 1809 semble, au premier aspect, avoir modifié cet état de choses.

L'art. 36, n° 5, statue d'abord que les revenus de chaque fabrique se forment, entre autres choses, du prix de la location des chaises; et les art. 64, 66 et 67 règlent ensuite ce qui est relatif au prix et à la location des chaises et des bancs. Aucune de ces dispositions ne s'explique bien expressément sur le point de savoir si la location est facultative ou obligatoire.

En disant que les revenus de chaque fabrique se forment, entre autres choses, du prix de la location des chaises, l'art. 36 fait-il aux fabriques un devoir de les louer, ou seulement de porter au budjet le prix de leur location éventuelle ? La seconde partie de cette alternative nous paraît plus raisonnable que la première, parce qu'elle est en harmonie avec le décret du 18 mai 1806, et que si le législateur de 1809 avait voulu déroger à ce décret, il l'aurait fait, non par une disposition ambigue, mais d'une manière formelle, précise et incontestable.

Quant aux art. 64, 66 et 67, qui règlent le prix des chaises et le mode de location, il est évident qu'ils sont également subordonnés au sens de l'art. 36, de sorte qu'ils ne peuvent en rien influer sur la solution de la difficulté qui nous occupe.

Nous tenons, en conséquence, pour certain qu'en règle générale, aux termes du décret du 30 décembre 1809, comme du décret du 18 mai 1806, la location des chaises et des bancs publics dans les églises est facultative; que les fabriques peuvent ou les louer, ou les livrer gratuitement au service des paroissiens, et qu'elles feront bien de prendre ce dernier parti toute les fois que leurs revenus le permettront. Il est même à observer qu'en Belgique, dans presque toutes les églises, les bancs publics sont gratuits. La pratique con-

firme donc notre opinion. Voyez cependant les n° 10 et 11 ci-après.

Une autre difficulté résulte de ce que d'une part le décret du 18 mai 1806 parle des bancs et des chaises cumulativement, et que de l'autre, l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809 ne parle que des chaises ; faut-il, malgré cette différence, placer les chaises sur la même ligne que les bancs? Nous tenons pour l'affirmative, car, il est naturel que dans les églises où les bancs publics tiennent lieu de chaises mobiles, on ne fasse aucune distinction entre les uns et les autres.

D'ailleurs, les art. 65 et 66 du décret du 30 décembre 1809, supposent formellement que les bancs et les chaises peuvent être également loués, de sorte que les dispositions, où il se borne à parler de la location des chaises seulement, doivent s'entendre aussi de celle des bancs publics qui en tiennent lieu.

3. Avant de procéder à leur location, il faut fixer le prix de ces siéges par un tarif. Le décret du 18 mai 1806 avait disposé à ce sujet :

« Art. 3. Le tarif du prix des chaises sera arrêté par l'évêque et le préfet, et cette fixation sera toujours la même, quelques soient les cérémonies qui auront lieu dans l'église. »

Mais cette disposition a été modifiée par la disposition suivante du décret du 30 mai 1809 :

« Art. 64. Le prix des chaises sera réglé pour les différens offices par délibération du bureau, approuvée par le conseil. Cette délibération sera affichée dans l'église. »

Ni l'une ni l'autre de ces dispositions ne parle des bancs.

Mais, encore une fois, cette omission n'a rien d'intentionnel, rien d'exclusif.

On voit qu'aux termes de l'art. 64, que nous venons de rapporter, le prix des chaises et des bancs peut aujourd'hui varier suivant l'importance des cérémonies ; c'est dans les fêtes extraordinaires que le prix en est communément le plus élevé. Delà est née la question de savoir si la loi du 8 thermidor an 5, qui a ordonné le prélèvement d'un décime par franc sur le produit des fêtes publiques, est applicable au produit des chaises qui se louent pour les cérémonies extraordinaires du culte? Un décret du 25 novembre 1806 a jugé la négative en décidant que, par fêtes publiques, on ne devait pas entendre celles qui avaient lieu dans les églises, telle que serait une messe en musique, ou toute autre réunion qui augmenterait notablement le prix ou le produit des chaises.

4. Le conseil et la fabrique, après avoir déterminé le prix des bancs et des chaises, décide si la location en sera régie par le bureau des marguilliers ou mise en ferme : c'est ce que décide l'art. 66.

« Le bureau des marguilliers pourra être autorisé par le conseil soit à régir la location des bancs et des chaises, soit à la mettre en ferme. »

M. Carré fait observer, avec raison, que le législateur entend parler ici des bancs qui appartiennent à la fabrique, et qui, en plusieurs endroits, remplacent les chaises mobiles ; nous ferons observer en outre que cette disposition prouve évidemment que dans les articles où le législateur ne parle que de la location des chaises, il faut, comme nous l'avons établi plus haut, sous-entendre la location des bancs publics.

5. Quand le conseil a décidé que la location des chaises et des bancs publics sera mise en ferme, on y procède par voie d'adjudication.

A cet effet, le conseil doit d'abord faire un cahier de charges, qui contienne : 1° le prix des chaises et des places dans les bancs publics ; 2° le nombre de chaises ou de bancs à fournir par l'adjudicataire, si la fabrique n'en possède pas, ou n'en possède point assez ; 3° les endroits de l'église où il en peut être établi, et ceux qui doivent demeurer libres. Voyez ci-après. n° 8.

Ensuite, trois affiches doivent être apposées, de huitaine en huitaine, à la porte principale de l'église ; les enchères sont reçues au bureau de la fabrique, par soumission, et l'adjudication se fait au plus offrant, en présence des marguilliers. Mention de ces formalités doit être faite dans l'acte de bail, et une copie de la délibération qui a fixé le prix des chaises et bancs publics est annexée à cet acte pour servir de règle à l'adjudicataire. (Art. 67.)

L'acte du bail doit être passé par-devant notaire.

Après l'adjudication consommée, le tarif des prix doit être immédiatement affiché dans l'église. (Art. 64.)

Il ne faut pas perdre de vue qu'aucun membre de la fabrique ne peut se rendre adjudicataire pour la ferme des bancs ou des chaises. (C. civ., art. 1596.)

Quand le bureau des marguilliers est autorisé à régir lui-même la location des bancs et des chaises, le conseil est en droit de lui prescrire, à cet égard, telle mesure d'exécution qu'il juge convenable. Dans ce cas, le produit de la location était autrefois abandonné, soit aux bédauds, soit aux sonneurs, soit à d'autres personnes qui rendent des services à l'église : et cet abandon se faisait en déduction de leurs gages ou en récompense de leurs services. Aujourd'hui il n'en pourrait pas être de même. Le décret du 30 décembre 1809, en disposant que le prix de la location des chaises fait partie des revenus de la fabrique, oblige, par cela même, le conseil à le comprendre dans le budjet des recettes, sauf à porter dans celui des dépenses les gages des gens de service.

6. En cas d'adjudication, c'est au fermier à faire la perception du prix des chaises et bancs occupés par les fidèles, et il est libre d'employer à cet effet les personnes qui lui conviennent. Toutefois, si celles qu'il employe à ce service ne se comportaient pas avec la décence qu'exige la sainteté du lieu, le curé, qui a la police de l'église, pourrait leur défendre de continuer la perception, et obliger le fermier à la confier à d'autres, sans que celui-ci pût réclamer de ce chef aucune indemnité. Au reste, il serait prudent de réserver expressément cette faculté au curé dans le cahier des charges. Son droit ne peut s'étendre néanmoins jusqu'à imposer au fermier des personnes qui ne seraient pas de son choix.

En cas de régie, la perception est à la charge de la fabrique, à moins qu'elle n'ait abandonné le produit de la location aux bedeaux, aux sonneurs ou à d'autres gens de service, soit moyennant un prix convenu, soit en déduction de leurs gages ; auquel cas, c'est celui qui profite de la perception qui doit en supporter les frais. Au surplus, tout arrangement que le bureau ferait à cet égard, doit être l'objet d'un contrat écrit, qui règle de part et d'autre les obligations et les charges de l'entreprise.

7. Nous avons déjà dit qu'ordinairement les bancs publics et les chaises mobiles appartiennent à la fabrique ; dans ce cas, l'entretien et les réparations ordinaires doivent être mises à la charge des fermiers ou des gens de service qui jouissent du produit de la location. Mais les bancs ou les chaises que le temps ou des accidens de force majeure ont mis hors de service, doivent être remplacés par la fabrique. Lorsqu'il arrive au contraire que la propriété des chaises et des bancs appartient au fermier, ce qui est rare, tous les frais d'entretien, réparation et remplacement sont à la charge de celui-ci : et l'acte d'adjudication doit déterminer approximativement le nombre de chaises ou de bancs dont l'église doit constamment être garnie.

8. Comme tous les fidèles n'ont pas le moyen de louer des chaises ou des places dans les bancs publics, chaque fois qu'ils se rendent à l'église, le législateur a voulu que la misère des indigens ne devînt pas un obstacle à leur entrée dans l'église, et par suite un obstacle à l'accomplissement de leurs devoirs religieux. L'art. 65 du décret du 30 décembre 1809 dispose à ce sujet :

« Il est expressément défendu de rien percevoir pour l'entrée de l'église, ni de percevoir dans l'église plus que le prix des chaises, sous quelque prétexte que ce soit.

» Il sera même réservé dans toutes les églises une place où les fidèles, qui ne louent pas de chaise ni de banc, puissent commodément assister au service divin et entendre les instructions. »

Il était même admis anciennement dans plusieurs diocèses que le prix des bancs publics et des chaises ne pourrait être exigé les dimanches et fêtes, aux messes, aux prônes et aux instructions qui les suivent, ni même chaque jour aux prières du soir et aux instructions du catéchisme ; mais cette exception n'ayant été répétée par aucune disposition nouvelle, et celle du décret du 30 décembre 1809 étant conçue en termes généraux, il nous paraît évident que le prix des chaises et bancs,

occupés par les fidèles sans distinction de fortune, est aujourd'hui exigible, non seulement en toute circonstance où il y a messes, offices ou instructions, mais même dans les momens où il ne se ferait aucun genre de service dans l'église.

9. La disposition générale des bancs et des chaises dans l'église appartient au bureau des marguilliers, sous l'agrément du curé ou desservant, sauf le recours à l'évêque ; cela résulte de ce que l'art. 30 du décret du 30 décembre 1809, placé sous la rubrique des *Fonctions du bureau*, porte :

« Le placement des bancs ou des chaises dans l'église ne pourra être fait que du consentement du curé ou desservant, sauf le recours à l'évêque. »

Dans la pratique on en use autrement : tantôt la disposition des bancs et des chaises fait l'objet d'un réglement, proposé par le bureau, arrêté par la fabrique, et approuvé par l'évêque : tantôt elle est entièrement abandonnée au curé ou desservant.

M. Carré enseigne que s'il s'agit d'établir un ordre général dans le placement des bancs et des chaises, ou de substituer l'un de ces genres de siéges à l'autre, ce doit être sur la proposition du bureau des marguilliers, après délibération du conseil de la fabrique, et avec l'agrément du curé ou desservant de l'église. Il ajoute que l'évêque, en cours de visite, a le droit de provoquer ces nouveaux arrangemens en ce qui concerne leur rapport avec le service divin et paroissial ; mais qu'en aucun cas, l'ordre nouveau qu'on prétendrait introduire dans le placement des chaises et des bancs publics, ne peut préjudicier aux droits acquis par les particuliers : la fabrique doit conserver leurs places autant que possible, ou les indemniser s'il est indispensable de les en priver. (N° 277.)

10. Nous avons dit ci-dessus qu'aux termes de l'art. 36, n° 5, du décret du 30 déc. 1809, la location des bancs et des chaises dans les églises fait l'objet d'un revenu qui doit figurer au budjet de la fabrique ; mais, qu'en règle générale, la fabrique n'est pas tenue de mettre les bancs et les chaises en location pour s'en faire un revenu. Delà cette question :

La commune, appelée à fournir un subside à une fabrique dont les revenus seraient insuffisans, peut-elle exiger que la fabrique mette les chaises et les bancs de l'église en location pour augmenter ses revenus ?

L'affirmative ne nous semble pas douteuse.

L'art. 36, en énumérant les objets dont se composent les revenus de chaque fabrique, porte sous le n° 5, le prix de la location des chaises et des bancs qui en tiennent lieu, et, sous le n° 11, le supplément donné par la commune en cas d'insuffisance des autres revenus qu'il a précédemment énumérés ; il semble donc naturel de penser qu'avant d'accorder ce supplément la commune a le droit de discuter si la fabrique a utilisé et porté à son budjet les autres sources de revenus que la loi lui attribue, et d'exiger, en cas de négative, qu'elle les utilise afin d'épargner à la commune une charge qui ne saurait lui incomber, tant que la fabrique peut se suffire à elle-même.

Cette question, si elle s'était présentée sous le régime français, aurait été jugée dans la forme établie par l'art. 93 du décret du 30 décembre 1809. Mais aujourd'hui la loi communale du 30 mars 1836 autorise les députations permanentes des conseils provinciaux à porter d'office, au budjet des communes, les secours nécessaires aux fabriques d'églises dont les revenus sont insuffisans ; et il nous semble que cette faculté emporte avec elle le droit de juger quand et jusqu'à quel point ces secours sont nécessaires. Les conseils communaux, s'ils se croient lesés, ont au reste leur recours auprès du roi. (Art. 131, n° 9 et 133.)

11. Le produit des bancs et des chaises appartient comme revenu à la fabrique, mais une partie de ce revenu a reçu, par le décret du 13 therm. an 13, une destination spéciale. Ce décret porte :

« Art. 1. Le sixième du produit de la location des bancs, chaises et places dans les églises, faite en vertu du réglement des évêques pour les fabriques de leurs diocèses, après déduction des sommes que les fabriques auront dépensées pour établir ces bancs et ces chaises, sera prélevé pour former un fonds de secours à répartir entre les ecclésiastiques âgés et infirmes.

» Art. 2. Les évêques adresseront au ministre des cultes, dans le mois qui suivra la publication du présent décret, un projet de

réglement pour déterminer le mode et les précautions relatifs à ce prélèvement, ainsi que la manière d'en appliquer le résultat et d'en faire la distribution. »

Le réglement dont parle la dernière de ces dispositions n'a jamais été publié, et le mode ainsi que les précautions relatifs au prélèvement du sixième, sont restés en France à l'arbitrage des évêques diocésains. Il y a plus : au lieu de livrer le sixième du produit, les fabriques font en France des abonnements qui en tiennent lieu, et le gouvernement approuve les réglemens que les évêques lui proposent sur cet objet. On peut consulter à cet égard une ordonnance royale du 6 juillet 1825, approbative d'un réglement de l'évêque de Marseille.

En Belgique, le décret du 13 thermidor an 13 ne reçoit plus d'exécution, et le gouvernement vient lui-même au secours des ecclésiastiques âgés ou infirmes.

M. Carré fait observer que le prélèvement dont il est ici question, n'a point lieu sur les bancs, places et chaises *concédés* à des particuliers ou à des familles.

Il semble au premier abord résulter de ce décret que la location des chaises et des bancs publics n'est pas, comme nous l'avons soutenu dans le n° 2 ci-dessus, facultative, mais obligatoire, puisqu'une partie du prix de cette location est spécialement affectée au soulagement des prêtres infirmes ou âgés. Mais cette objection disparaît lorsqu'on considère que le décret du 13 thermidor an 13, sur lequel on la fonde, est antérieur à celui du 18 mai 1806, qui laisse la question au moins indécise.

12. Il y a aussi des chaises particulières, mobiles ou fixes. Les mobiles ne diffèrent des chaises publiques et ordinaires qu'en ce qu'elles sont la propriété des paroissiens qui les font placer dans l'église pour leur commodité personnelle. Quant aux chaises et places fixes, elles sont régies par les mêmes dispositions que les bancs personnels dont il sera question dans la section suivante.

Section II.

Des bancs personnels ou particuliers.

1. Les bancs personnels sont, comme nous l'avons déjà dit, ceux qui appartiennent exclusivement à certains titulaires.

Il y a plusieurs espèces de bancs personnels.

§ I.

La plus ancienne est celle des bancs d'honneur que les seigneurs ou patrons avaient jadis le droit de posséder dans le chœur de l'église. On les appellait bancs *seigneuriaux* et *patronaux*.

Les priviléges ayant été supprimés dès l'origine de la révolution française, un décret du 13-20 avril 1791 disposa : 1° que les ci-devant seigneurs justiciers et patrons seraient tenus de faire retirer des chœurs des églises et chapelles publiques, les bancs patronaux et seigneuriaux qui pourraient s'y trouver; 2° qu'à défaut de le faire, l'enlèvement en serait ordonné par justice aux frais de la commune qui demeurait, en ce cas, propriétaire des matériaux, et 3° qu'il en serait agi de même à l'égard des bancs placés dans les nefs et chapelles collatérales par droit de fief, de justice seigneuriale, de patronage ou par tous autres priviléges, sauf aux ci-devant seigneurs, patrons ou privilégiés, à suivre les anciens réglemens et usages concernant les bancs occupés par des particuliers, et auxquels il n'était rien innové par ladite loi du 13-20 avril 1791. (Titre I, art. 18, 19 et 20.)

Il résulte de ces dispositions qu'il n'existe plus et qu'on ne pourrait établir aujourd'hui des bancs d'honneur, à titre de seigneurie, de patronage, ou de tout autre droit honorifique. Les seules distinctions permises par la législation actuellement en vigueur, sont celles dont il sera parlé dans les §§ II et III ci-après.

§ II.

La seconde espèce de places ou bancs personnels est celle que la loi du 18 germinal an 10 accorde aux autorités.

« Il y aura, dit l'art. 47 de cette loi, dans les cathédrales et les paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires ».

Il est probable que l'emploi du mot *autorité*, qui semble impropre ici, n'a pas été fait sans intention.

décret du 7 thermidor an 11, aux églises conservées, a eu pour motifs entr'autres *que les intentions des donateurs ou fondateurs fussent remplies.*

Or celui qui a retenu un banc dans une église fondée par lui, ou qui a fait à cette église une rente pour avoir la propriété d'un banc, serait notoirement frustré dans ses intentions, si par l'effet d'une révolution quelconque la fabrique recouvrait l'église ou la rente, sans être assujettie à la charge que le fondateur, ou le donateur y avait imposée.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire, quand la fabrique ne rentre pas en possession de la rente ou des biens donnés pour la jouissance des bancs, la question doit être résolue négativement. Ainsi les églises nouvelles, érigées en exécution du concordat, doivent, dit M. Carré, être libres et franches de toutes obligations consenties avant l'interruption de l'exercice du culte.

Puis il ajoute : « Mais on sent que cette dernière opinion ne peut être appliquée à un banc que le patron fondateur de l'église se serait réservé. La raison en est que ce droit est représentatif de la propriété de l'édifice construit à ses frais; que ce droit ne peut en être séparé, et qu'il doit être considéré comme une charge toujours subsistante, établie en faveur de la famille. On opposerait vainement que les églises avaient été remises au domaine de l'Etat, et qu'elles ont été restituées : dès lors qu'elles ont été rendues à leur destination primitive, le droit qui était inséparable de cette destination à dû renaître. Il n'en est pas ici comme du cas d'une fondation, faite moyennant une rente ou une concession de biens. Cette rente ayant été confisquée au profit de l'état, il est juste qu'une nouvelle fabrique, à laquelle ni la rente ni les biens n'ont été restitués, ne soit pas assujettie au service de la fondation; mais la raison dit que la paroisse qui jouit de l'église construite, cédée avec réserve d'un banc, ne peut, sans injustice, exiger du fondateur un paiement quelconque pour la conservation d'un droit acquis à lui et à sa famille, à raison de la construction de l'édifice dont elle a recouvré la propriété et la jouissance. »

Cette manière de voir nous paraît conforme à l'équité.

5. Quel serait le sort d'une concession à perpétuité faite après la réunion de la Belgique à la France, mais avant le décret du 30 décembre 1809, c'est-à-dire, dans le temps intermédiaire entre ces deux époques, temps où cette matière n'était réglée par aucune loi?

D'après une décision du ministre de l'intérieur de France, en date du 10 mars 1819, citée par M. l'abbé Affre, dans son traité *de l'Administration temporelle des paroisses*, une pareille concession serait caduque, si elle n'avait pas été régularisée d'après les dispositions du décret du 30 décembre 1809.

Nous ne saurions partager cet avis. Aucune loi n'oblige les titulaires à se soumettre à cette régularisation, aucune ne fixe le délai dans lequel les formalités du décret de 1809 devraient être remplies. On ne pourrait donc imposer cette obligation aux titulaires sans donner à ce décret un effet rétroactif. Cependant si la concession avait été faite irrégulièrement, par exemple, sans l'intervention de la fabrique, ou sans le consentement du pouvoir exécutif à l'acquisition du bien qui aurait été donné pour prix de la concession, celle-ci serait nulle; et dans ce cas, il y aurait lieu non à sa régularisation, mais à en provoquer l'annulation.

6. Les bancs dont il s'agit dans ce paragraphe ne produisent aucun revenu à la fabrique; cela ne souffre point de difficulté. Mais à charge de qui tombent les frais de leur premier établissement et de leur entretien ou réparation?

Cette question est subordonnée aux conventions faites entre les parties. Ainsi quand le fondateur d'une église en fait l'abandon à une fabrique, c'est à lui à stipuler dans l'acte de cession que le banc dont il se réserve la propriété, sera construit, entretenu et remplacé, au besoin, aux frais de la fabrique. S'il ne l'a point stipulé, la dépense doit rester à sa charge, par la raison que la fabrique ne peut remplir que les charges formellement consenties par elle, et dûment approuvées par l'autorité administrative.

De même si le donateur ou fondateur d'une

église a obtenu la concession d'un banc, l'acte de concession peut imposer à la fabrique l'obligation de construire, entretenir et remplacer au besoin le banc concédé; mais s'il garde le silence sur ce point, la charge en incombe au concessionnaire.

Lorsque par suite des conventions intervenues entre la fabrique et le concessionnaire, celui-ci a construit le banc, peut-il l'enlever, lorsqu'il vient ensuite à quitter la paroisse ?

Tous les auteurs enseignent la négative, et un décret du 1er août 1805, a confirmé cette opinion.

§ V.

La cinquième espèce de bancs personnels est celle dont la fabrique peut, moyennant une rente, un capital une fois payé, ou un immeuble, concéder la jouissance exclusive à des particuliers, lors même qu'ils ne sont ni fondateurs, ni donateurs, ni bienfaiteurs de l'église. Cette concession ne peut jamais être que temporaire. C'est ce qui résulte de l'art. 68 du décret du 30 décembre 1809, qui dispose :

« Aucune concession de banc ou de place dans l'église ne pourra être faite, soit par bail pour une prestation annuelle, soit au prix d'un capital ou d'un immeuble, pour un temps plus long que la vie de ceux qui l'auront obtenu, sauf l'exception ci-après. »

M. Carré fait à cette occasion la remarque suivante :

« Cet article, dans l'édition officielle du *Bulletin*, est ainsi conçu : Aucune concession etc., ne peut être faite *soit* pour une prestation annuelle, *soit* au prix d'un capital ou d'un immeuble, soit *pour un temps plus long*, etc. La dernière répétition du mot soit nous semble une faute d'impression, parce qu'elle supposerait que la concession ne peut avoir lieu pour *prestation annuelle*, etc., tandis que les articles suivans l'autorisent expressément. »

Cette remarque est juste, et nous sommes étonnés que dans les éditions non officielles du Bulletin, la faute n'ait été ni corrigée, ni annotée; car l'objet de l'article est évidemment et uniquement de prohiber les concessions d'une durée plus longue que la vie des concessionnaires.

Quoi qu'il en soit, la seule exception permise aux concessions temporaires est celle que l'art. 72, déjà rapporté dans le § précédent, a faite en faveur des fondateurs, bienfaiteurs ou donateurs d'une église, lesquels peuvent, à raison de leur qualité, se réserver ou obtenir un banc *pour eux et leur famille tant qu'elle existera.*

1. Les formalités à remplir pour la concession des bancs temporaires sont réglées par les art. suivans du décret du 30 décembre 1809 :

« Art. 69. La demande de concession sera présentée au bureau qui, préalablement, la fera publier par trois dimanches, et afficher à la porte de l'église pendant un mois, afin que chacun puisse obtenir la préférence par une offre plus avantageuse.

» S'il s'agit d'une concession pour un immeuble, le bureau le fera évaluer en capital et en revenu, pour être cette évaluation comprise dans les affiches et publications.

« Art. 70. Après ces formalités remplies, le bureau fera son rapport au conseil.

» S'il s'agit d'une concession par bail, pour une prestation annuelle, et que le conseil soit d'avis de faire cette concession, sa délibération sera un titre suffisant.

» Art. 71. S'il s'agit d'une concession pour un immeuble, il faudra, sur la délibération du conseil, obtenir notre autorisation dans la même forme que pour les dons et legs. Dans le cas où il s'agirait d'une valeur mobilière, notre autorisation sera nécessaire, lorsqu'elle s'élevera à la même quotité pour laquelle les communes et les hospices sont obligés de l'obtenir. »

On voit par ces dispositions que les formalités varient suivant l'objet offert comme prix de la concession. S'il s'agit d'un immeuble, il faut suivre la même marche que pour l'acceptation d'un don ou d'un legs qui serait fait à la fabrique. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'une chose mobilière dont la valeur excède 300 fr. en capital; mais lorsqu'elle n'atteint pas cette somme, il suffit de l'autorisation des états députés de la province, pour consommer

la concession. (Arrêté royal du 21 octobre 1818).

Enfin s'il s'agit d'une simple prestation annuelle, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'autorisation du roi ou des états députés, la délibération du conseil de fabrique est suffisante.

L'article 76 de la loi communale du 30 mars 1836, a modifié implicitement ces dispositions. Le n° 3 de cet article soumet à l'avis des députations permenantes et à l'approbation du roi, les actes de donations et les legs faits à la commune ou aux *établissemens communaux*, lorsque la valeur excède 3000 francs, et à l'approbation des députations permanentes seulement, quand ils n'excèdent pas cette somme.

Et le n° 8 du même article rend cette disposition applicable aux établissemens publics, existans dans la commune, qui ont une administration spéciale, mais soumet à l'avis du conseil communal, les actes délibérés par ces administrations. Voyez DONS ET LEGS.

2. Les art. 69, 70 et 71 du décret du 30 décembre 1809, fournissent à M. Carré la matière des observations suivantes.

» Et d'abord, il est à observer que l'adjudication ne se fait point aux enchères à éteinte de feux, comme il se pratique ordinairement; mais moyennant les offres écrites, remises au bureau par ceux qui se proposent d'obtenir la concession de préférence à celui qui en a fait la première demande, et communiquées ensuite au conseil

» En second lieu la loi ne s'explique point sur la question de savoir s'il peut y avoir, en faveur de certaines personnes, des motifs de préférence pour obtenir la concession à offres égales. Cette question était résolue par les anciens réglemens, mais pour le cas seulement où il s'agissait d'une concession à faire après décès d'un premier concessionnaire, ou translation de son domicile dans une autre paroisse, et en faveur seulement des veuves, enfans et héritiers de ce concessionnaire.

3. M. l'abbé Affre, dans son traité *de l'Administration temporelle des paroisses*, dit que la meilleure manière de tirer des bancs un produit avantageux à la fabrique, est d'exiger une prestation annuelle, parce que la fabrique y trouve de quoi fournir à ses dépenses ordinaires; au lieu que si on se borne, dit-il, à exiger une somme une fois donnée, quand cette somme est employée, la fabrique demeure sans ressources.

Ce raisonnement ne suppose pas une connaissance bien approfondie de la matière. Lorsque la concession est faite pour une somme déterminée, il y a obligation pour la fabrique d'appliquer cette somme, soit en rente, soit en acquisition d'immeubles; et dans l'un comme dans l'autre cas, la fabrique, loin de demeurer sans ressource, se crée un revenu qui subsiste toujours, même après que la concession a cessé. Au surplus nous croyons que les circonstances particulières où se trouvent individuellement les fabriques, peuvent seules déterminer leur choix, entre l'immeuble, le capital et la prestation annuelle qu'on leur offrirait pour la concession d'un banc.

4. D'après l'art. 68 du décret du 30 décembre 1809, les concessions temporaires ne peuvent être plus longues que la vie du concessionnaire. Cette disposition n'empêche pas néanmoins d'établir la concession sur la tête de plusieurs personnes. Ainsi un particulier pourrait, à notre avis, se faire concéder un banc à lui, à sa femme et à ses enfans, en les faisant nominativement comprendre dans l'acte de concession. Mais dans ce cas chacun des concessionnaires ne pouvant jouir du banc que sa vie durant, il en résulte qu'après la mort de l'un deux, la place qu'il y occupait devient vacante et peut être l'objet d'une nouvelle concession.

5. Il est en France des départemens où l'on stipule que le banc ou la place sera possédé par les enfans du titulaire à perpétuité, avec un droit de mutation. De pareilles concessions sont contraires au décret; mais rien n'empêcherait, à notre avis, de stipuler qu'en cas de décès du titulaire, le banc sera remis en adjudication, et qu'à offres égales, les enfans obtiendront la préférence sur l'adjudicataire le plus offrant.

6. La jouissance d'un banc temporaire peut se perdre, 1° par l'expiration du temps pour lequel il a été concédé; 2° par le décès du titulaire; 3° par le transfert de son domicile

dans une autre paroisse; 4° par la nécessité qu'il y aurait de le supprimer pour le placement d'un objet nécessaire à l'église, tel qu'un confessionnal, une chaire, etc., pour faciliter le service divin, agrandir la place nécessaire aux fidèles, opérer des réparations ou des dispositions utiles à l'église, etc.; 5° par le changement de religion.

7. Les deux premiers cas ne donnent lieu à aucune difficulté : la concession n'ayant été faite que pour un temps déterminé ou pour la vie du concessionnaire, il est tout simple qu'elle cesse au terme, certain ou incertain, qui a été stipulé par les parties.

8. Le troisième n'a point été prévu par le décret du 30 décembre 1809; mais l'ancienne jurisprudence et la doctrine actuelle s'accordent en ce point, que le concessionnaire d'un banc non perpétuel le perd en transportant son domicile ou sa résidence dans une autre paroisse.

Jousse, dans son *Traité du gouvernement des paroisses*, pag. 56, dit à ce sujet que la concession ne s'entendait que pour autant de temps que le concessionnaire demeurerait sur la paroisse : d'où l'on concluait qu'une personne qui n'y avait pas encore établi sa résidence, quoiqu'elle en eût le dessein, ne pourrait se rendre adjudicataire d'un banc, si les paroissiens s'y opposaient; et que celui qui transporterait son domicile ailleurs, perdrait son droit, ne pourrait le céder à d'autres, ni même le recouvrer en venant de nouveau demeurer dans la paroisse.

M. Carré pense que ces règles doivent continuer à recevoir leur application comme fondées en raison et en justice; mais, ajoute-t-il, nous croyons que l'on ne peut procéder à la réadjudication du banc qu'après l'année échue, ainsi que l'avaient décidé d'anciens réglemens, cités par Jousse, pag. 59, à moins que le concessionnaire n'ait fait la déclaration prescrite par l'art. 104 du Code civil.

Alors en effet, il n'y a aucun doute sur le changement du domicile; mais dans le cas contraire, comme ce changement n'est établi par l'art. 104 qu'à raison des circonstances, il est juste qu'il se soit écoulé un certain laps de temps, qui ne permette pas de douter de l'intention du concessionnaire de fixer son domicile hors de la paroisse. (N° 292.)

M. l'abbé Affre professe la même opinion. « On perd ses droits, dit-il, à un banc qui a été loué à vie ou pour un temps quelconque dont la durée soit limitée, en changeant de domicile; mais on ne peut, dans ce cas, procéder à la vente du banc abandonné, qu'un an après que celui qui l'avait loué, a quitté la paroisse, à moins qu'il n'eût fait une déclaration authentique pour renoncer à son domicile. » — Et il ajoute en note : « C'est la décision contenue dans la dispositif d'un arrêt du parlement du 27 mai 1767, rapporté dans Boyer, pag. 157 et 158. »

Cette doctrine est fondée sans doute sur ce que les fidèles sont tenus, d'après les réglemens ecclésiastiques, de remplir leurs devoirs religieux dans la paroisse même où ils ont leur domicile ou leur résidence habituelle. Dès-lors on a dû supposer qu'en abandonnant une paroisse pour s'établir dans une autre, le concessionnaire abandonnait aussi le banc qu'il y possédait. Quant au changement de domicile, il ne faut point, comme les auteurs que nous venons de citer, le confondre avec le changement de paroisse; car on peut changer de domicile sans changer de paroisse en restant dans la même commune : dès lors on ne saurait appliquer à l'un les règles du Code civil qu'on applique à l'autre.

Il est rare, par exemple, qu'un habitant fasse la déclaration prescrite par l'article 104 de ce code, lorsque le changement de domicile s'opère, comme il arrive le plus souvent, dans le ressort de la même commune; aussi cette déclaration manque-t-elle presque toujours. Il y a plus, si en changeant de domicile, il change aussi de commune, la double déclaration qu'il en ferait à la municipalité du lieu qu'il quitte et à celle du lieu où il va s'établir, suffirait-elle pour constater son changement de paroisse? Non. Il est arrivé que des habitans propriétaires d'une maison en ville, où ils avaient leur domicile, et d'une maison à la campagne où ils résidaient en été, ont déclaré qu'ils transféraient leur domicile à la campagne, afin de pouvoir y exercer leurs droits politiques ou des fonctions

municipales, et continuaient néanmoins de séjourner en ville pendant la majeure partie de l'année. Dira-t-on que, dans cette occurrence, il y a aussi changement de paroisse, et par suite qu'ils doivent perdre le banc qu'ils possédaient dans l'église de leur résidence urbaine?

Cela serait contraire aux intentions des titulaires et au principe que les fidèles doivent remplir leurs devoirs religieux dans la paroisse où ils résident habituellement. Ainsi loin d'appliquer à cette matière les règles du droit civil, il faut considérer les changemens de paroisse comme de pures questions de fait qui se décident par les circonstances. S'il s'élève à ce sujet des contestations entre les fabriques et les titulaires d'un banc, c'est aux tribunaux à statuer.

La perte d'un banc ne donne lieu à aucune indemnité, si le changement de paroisse qui l'amène est le fait volontaire ou forcé du concessionnaire; et celui-ci est tenu de remplir ses engagemens pendant toute la durée de son bail. Mais il en serait autrement si le concessionnaire était privé de son banc par suite d'une nouvelle délimitation de paroisses ou de communes.

Dans ce dernier cas, il aurait le droit de reprendre l'immeuble ou le capital qu'il aurait donné pour la concession; et si le prix du banc consistait en une prestation annuelle il en pourrait suspendre le payement; mais les revenus de l'immeuble, l'intérêt du capital ou les canons de la prestation, payés ou dûs jusqu'à l'époque où la concession est venue à cesser, restent la propriété de la fabrique, parce qu'ils représentent le prix de la jouissance qui a précédé la suppression du banc.

Quant au laps de temps que les auteurs anciens et nouveaux conseillent de laisser entre le changement de paroisse et la réadjudication du banc, il nous semble qu'il serait à la fois plus sage et plus lucratif de chercher les moyens de constater ce changement d'une manière certaine aussitôt qu'il a lieu, et de procéder à la réadjudication immédiatement après l'avoir constaté. Dès-lors la fabrique ne serait point exposée à perdre le revenu de la concession pendant l'année d'attente, et l'incertitude que le défaut d'exercice fera planer sur son droit, n'en compromettrait point l'existence.

Ce mode de procéder nous semble d'autant plus conseillable que MM. Jousse, Affre et Carré contestent au concessionnaire, qui, après avoir abandonné la paroisse revient ensuite s'y établir, le droit de reprendre le banc qu'il y possédait avant sa retraite. Or, il peut arriver que le concessionnaire revienne s'établir dans la paroisse pendant l'année d'attente qui doit, selon ces auteurs, précéder la réadjudication de son banc; et dans ce cas, la fabrique sera toujours exposée ou à lui en rendre la jouissance, ou à soutenir un procès pour le lui contester, alternative que l'on évite en constatant tout d'abord le changement de paroisse et en procédant de suite à la location du banc.

M. Carré prétend même que si les choses étaient encore *entières*, c'est-à-dire si le banc n'avait pas été adjugé à un autre paroissien, le concessionnaire aurait le droit de le reprendre en rétablissant son domicile dans la paroisse.

9. Le quatrième des cas ci-dessus énumérés, dans lesquels le titulaire peut perdre le banc qui lui a été concédé, est celui où il y a nécessité de le supprimer. Ce cas existe lorsque le banc gêne le service divin; lorsqu'il empêche une réparation utile ou le placement d'un objet indispensable au culte, un confessionnal, par exemple; lorsqu'il occupe dans l'église une place que l'accroissement de la population a rendu nécessaire aux paroissiens. Toutes ces circonstances doivent être examinées et jugées par le curé ou vicaire, au consentement duquel le décret du 30 décembre 1809 a subordonné le placement des bancs et des chaises, sauf le recours à l'évêque qui juge en dernier ressort.

M. Carré fait à cet égard les observations suivantes:

« A ce sujet nous remarquerons que, suivant l'ancienne jurisprudence, dont nous admettons ici les principes et les conséquences, l'évêque ne peut statuer sur cet objet qu'en cours de visite.

» Il suit de là que s'il n'agit point d'office, mais sur la demande de la fabrique ou de l'autorité locale, on doit provoquer cette visite qu'il doit faire en personne ou par un vicaire général muni de pouvoirs spéciaux. Les règles de décision à suivre dans les ordonnances épiscopales, qui doivent toujours être motivées, sont les suivantes :

» Premièrement il y a lieu à changer ou réduire les bancs du chœur, s'ils sont placés dans l'enceinte et pourpris du grand autel, ou tellement adaptés à l'appui de communion que les ministres ne puissent pas y avoir un libre passage, ou s'ils ne laissent pas un espace suffisant pour placer le curé, les prêtres desservans ou autres revêtus d'habits ecclésiastiques.

» Secondement, le banc d'un particulier doit être changé de place, réduit ou supprimé, s'il incommode le service divin ou s'il l'empêche : comme s'il était par exemple trop près de la balustrade du chœur, des autels, des chapelles, de l'appui de communion, du baptistaire, du sentier de la procession qui doit être libre et ouvert même autour de l'église, si son étendue le permet, eu égard au nombre des paroissiens, afin que les processions ne soient pas forcées de se replier sur elles-mêmes.

» Troisièmement il y a encore lieu à changement et réduction, lorsque les bancs les plus avancés déroberaient la vue du sanctuaire aux fidèles assis sur les bancs reculés.

» Ces règles que nous puisons dans l'ouvrage de M. l'abbé de Boyer, étaient fondées, comme il le dit, sur des arrêts connus et sur l'usage universel des diocèses, et l'on ne saurait sans contredit citer aucune disposition nouvelle qui dispense de les suivre, et encore moins qui les abroge. »

Il est inutile de remarquer que dans ces divers cas, la fabrique doit restituer préalablement la chose ou l'objet qui représentait le prix de la concession, sans rien retenir pour la jouissance antérieure du banc, laquelle se trouve payée, comme nous l'avons dit ci-dessus, soit par les intérêts du capital, soit par les revenus de la prestation annuelle ou de l'immeuble donné. (Voyez Carré, n° 293 ; Loyseau, *Traité des seigneuries*, chap. 11 ; n° 268 ; De Boyer, *Principes sur l'administration des paroisses*, tom. 1, p. 161 ; l'abbé Affre, p. 123.

M. Carré pense que, quoique les nouveaux réglemens ne se soient pas expliqués sur ce point, l'évêque a le droit d'ordonner de son propre mouvement le changement, la réduction ou la suppression d'un banc pour cause d'incommodité relative au service divin, sauf les réclamations que les parties intéressées ou la fabrique pourraient porter au conseil-d'état par la voie du recours comme d'abus, ainsi qu'il se pratiquait autrefois devant les parlemens : et il cite à l'appui de cette opinion l'abbé de Boyer, tom. 1, pag. 168-171.

Nous croyons que M. Carré a perdu de vue en cette occasion l'art. 30 du décret du 30 décembre 1809 qui charge les curés ou desservans, du placement des bancs et des chaises dans les églises, sauf le recours à l'évêque. Quoiqu'il en soit, si la difficulté se présentait en Belgique, et que l'ordonnance de l'évêque fut frappée d'opposition, les choses resteraient dans leur état primitif, faute d'un conseil-d'état, ou de tout autre pouvoir compétent en Belgique pour juger la contestation.

10. Le cinquième cas dans lequel le concessionnaire peut être privé de son banc, est le changement de religion. C'était un principe généralement admis autrefois que la concession d'un banc ne pouvait être faite à des personnes qui ne professeraient pas la religion catholique. On allait même jusqu'à décider que le droit d'un patron fondateur ou d'un seigneur haut justicier d'avoir un banc dans le sanctuaire, était en suspens, s'il professait la religion réformée, tant qu'il restait attaché à sa secte, et qu'il ne pouvait le céder même à des catholiques. De Boyer en parle dans ce sens, tom. 1, pag. 143. Dès lors, il faut admettre également que si un concessionnaire, du catholicisme qu'il professait à l'époque de la concession, passe par la suite à une autre religion, il perd son droit sans aucune indemnité, comme s'il quittait la paroisse.

Mais en serait-il de même si le concessionnaire était excommunié ? Non. L'exercice de son droit serait suspendu, puisque toute com-

munion avec les fidèles lui serait provisoirement interdite; mais il rentrerait dans ses droits aussitôt que l'excommunication serait levée.

11. On peut se demander si le droit de banc est révocable pour cause de lésion. M. Carré s'exprime à ce sujet en ces termes : « Aucune disposition nouvelle ne parle de la révocation du droit pour cause de lésion ; cependant nous ne doutons pas qu'elle ne soit autorisée conformément aux anciens principes, parce que les établissemens publics sont assimilés aux mineurs, et comme eux restituables contre tout engagement qui préjudicie à leurs intérêts, comme l'observe l'abbé de Boyer, tom. 1, pag. 164. Mais en considération de la faveur due au lieu saint, et parce que le droit de banc est une servitude établie par dérogation au droit commun et condescendance de l'église, on n'exigerait pas, croyons nous, qu'il y eut lésion *d'outre-moitié*; il suffirait que la paroisse souffrît préjudice à raison de la disproportion entre la charge et le prix. »

Nous ne saurions partager cette opinion. Le décret du 30 décembre 1809, a réglé les formes à suivre pour la location des bancs. Or ces formes sont essentiellement protectrices; elles établissent entre les habitans de la paroisse une concurrence qui a particulièrement pour objet de faire hausser le prix des concessions dans l'intérêt des fabriques. Lors donc qu'une concession a été ainsi faite, elle est censée avoir atteint toute la hauteur du prix que la concurrence pouvait lui donner; et il serait contraire à tous les principes d'annuler ensuite l'adjudication parce que le prix ne serait pas aussi élevé que la fabrique le désirerait. Toutefois il en serait autrement si la lésion était le résultat de la fraude ou du dol.

12. M. Carré se demande si, dans le cas où des bancs auraient été placés dans une église par voie de fait, sans aucun titre de concession, il est permis au curé et aux marguilliers de les faire enlever, même lorsqu'il y a possession en faveur d'un paroissien.

» Autrefois on admettait l'action possessoire après an et jour, c'est-à-dire que le possesseur par an et jour pouvait se faire maintenir ou réintégrer dans la possession dans laquelle il eût été troublé, ou dont il eût été évincé. Aujourd'hui nous ne pensons pas qu'il y eût lieu à cette action au possessoire, puisqu'elle n'est accordée par les art. 23 du Code de procédure et 2229 du Code civil, qu'à celui qui a possédé à titre non précaire une chose ou un droit réel susceptible de s'acquérir par prescription. Or, comme le disent tous les auteurs, et comme le prouvent les art. 68 et 72 du décret du 30 décembre 1809, la concession d'un banc dans une église est purement précaire et ne peut jamais opérer par la possession, fût-elle *immémoriale*, une propriété irrévocable. La raison en est, comme le dit Loyseau, que cette concession constituerait une servitude prédiale qui ne peut être imposée en lieu saint.

» Mais si l'action en possessoire, dont l'effet, jusqu'à preuve contraire, fournie par titre ou autrement, est de faire présumer le possesseur propriétaire du droit, par le seul fait de la possession, et indépendamment des titres, n'est pas recevable, du moins le possesseur troublé ou évincé nous paraît fondé à se faire maintenir ou réintégrer au pétitoire dans la jouissance de son droit, en le prouvant par un titre. Telle était d'ailleurs la doctrine qu'enseignait l'abbé de Boyer par argument des dispositions de l'ordonnance de 1667.

» Tout ce qui résulterait de la possession, ce serait que les marguilliers agiraient prudemment en se pourvoyant devant l'autorité compétente, afin de faire prononcer l'éviction au lieu d'agir de leur propre autorité, comme ils le pourraient faire lorsque le banc aurait été placé par voie de fait, et que la jouissance ne serait pas soutenue de la possession.

» Il résulte au reste de cette discussion, qu'il est incontestable aujourd'hui, comme il l'était autrefois, que nul ne peut conserver l'usage d'un banc s'il ne justifie pas d'un titre de concession. »

13. Qui doit supporter la charge de l'entretien et de la réparation des bancs temporaires?

Jousse estime, d'après un arrêt rapporté par

Bourat, tom. 11, v° *Eglise*, quest. 49, que cet objet est à la charge du possesseur du banc ; mais que s'il s'agissait de refaire le banc à neuf, ce serait à la charge de la fabrique.

MM. Carré et l'abbé Affre professent la même opinion. « Il est juste, dit le premier, que la fabrique fasse les frais de la nouvelle construction, puisque le banc lui reste en cas de décès ou de changement de domicile. »

Quant à nous, nous croyons qu'au lieu de recourir à la jurisprudence ancienne et à la doctrine des auteurs qui ont écrit sur cette matière avant la révolution, il serait plus sage d'appliquer ici les principes que le Code civil a consacrés dans ses dispositions relatives au *contrat de louage*, art. 1730 à 1735, 1754 et 1755.

14. Tout ce que nous venons de dire des bancs concédés s'applique également aux places ou chaises fixes du chœur et des autres endroits de l'église, comprises dans les dispositions de l'art. 68 du décret du 30 décembre 1809.

Section III.

De la compétence en matière de bancs et de chaises.

Les règles de la compétence en cette matière sont difficiles. Nous dirons d'abord ce qui se pratique en France.

M. Macarel, dans sa *Jurisprudence administrative*, tom. 2, pag. 113, n° 8, dit :

« La distribution des places dans les églises se faisant en vertu des réglemens des fabriques approuvés par les évêques, toutes les questions relatives à ces places sont de la compétence de l'autorité administrative. »

Et il cite à l'appui de ce principe un décret du 20 avril 1809, approuvé le 17 mai suivant, et rapporté dans la *Jurisprudence du conseil-d'état* par Sirey, tom. 1, pag. 275.

Dans l'espèce de ce décret, la contestation existait entre le maire d'une commune, à qui une place avait été accordée dans un banc particulier, conformément à la loi du 18 germinal an 10, et un particulier qui réclamait une autre place dans ce même banc en vertu d'une ancienne concession.

L'affaire fut d'abord portée devant le juge de paix qui donna gain de cause au concessionnaire ; mais sur le conflit élevé par le préfet, la décision du juge fut annulée par le conseil-d'état.

Cette espèce est la seule qui soit intervenue à notre connaissance, et M. Macarel en a fait la base du principe que nous avons rapporté plus haut. Il nous semble que cette autorité unique n'est pas suffisante pour proclamer, même en France, une règle qui bouleverse les principes les plus ordinaires de juridiction en matière de propriété.

A plus forte raison ne suffit-elle pas en Belgique, où la constitution défère aux tribunaux toutes les contestations relatives à des droits civils.

Nous devons donc d'abord tenir pour certain que les questions de ce genre, en tant qu'elles touchent à la propriété d'un banc, sont exclusivement du ressort des tribunaux. (Constitution, art. 92.)

Il en serait de même toutes les fois que la contestation a pour objet la jouissance ou l'étendue des concessions, l'interprétation ou l'exécution des contrats passés entre la fabrique et les entrepreneurs de la location des bancs et des chaises, ou quelque droit civil dont la connaissance est réservée aux tribunaux.

Mais dans les autres cas où l'art. 92 de la Constitution n'est point applicable, pourrait-on suivre en Belgique la doctrine de M. Macarel ? Nous ne le pensons pas. Cette doctrine et le décret du 20 avril 1809, qui lui sert de base, se fondent sur la circonstance que la disposition des places et des bancs est déterminée par les réglemens de fabrique approuvés par les évêques. Dans cette hypothèse il est assez rationnel de soumettre à l'autorité administrative les contestations auxquelles leur application donne naissance; mais en Belgique, où la Constitution a établi une séparation absolue entre l'autorité civile et l'autorité religieuse, il nous semble que la police intérieure des églises appartient exclusivement à celle-ci ; et dès-lors la dispo-

sition des bancs et des chaises, qui est une dépendance de cette police, doit également lui appartenir.

Cette opinion nous semble du reste conforme à l'art. 30 du décret du 30 décembre 1809, qui subordonne le placement des bancs et des chaises au consentement du curé et desservant, sauf le recours à l'évêque. Ainsi toutes les questions qui s'élèvent entre la fabrique ou des particuliers d'une part et le curé ou l'évêque de l'autre, doivent être jugées par l'autorité religieuse en tant qu'elles intéressent le placement des bancs et chaises considéré comme objet de police intérieure des églises.

Toutefois si l'autorité religieuse s'écartait, en jugeant ces questions, d'une des dispositions formellement prescrites par le décret du 30 décembre 1809, par exemple de celle qui ordonne de laisser dans l'église une espace libre de bancs et de chaises pour les fidèles, l'autorité administrative, c'est-à-dire le ministre de l'intérieur, chargé des cultes, serait en droit d'intervenir pour en assurer l'exécution. Il en serait de même si le curé ou l'évêque refusait une place distinguée à l'un des fonctionnaires désignés par l'art. 47 de la loi du 18 germinal an 10.

Au reste, cette matière a besoin, comme d'autres, d'être organisée par une loi spéciale; car, à la rigueur, la suppression du conseil-d'état a détruit en Belgique la justice administrative, et la justice ordinaire ne pourrait, sans compromettre le service, s'immiscer dans le contentieux de l'administration.

BANDES ARMÉES OU NON ARMÉES.

On entend par *bande* toute réunion de personnes rassemblées dans un but hostile. Les bandes armées ou non armées doivent être classées parmi les rassemblemens en plein air, que l'article 19 de la Constitution soumet aux lois de police; l'autorité locale doit par conséquent donner l'ordre de les dissiper, et les dépositaires de la force publique sont tenus d'obtempérer à toute réquisition qui leur serait adressée à cet effet. (Loi communale du 30 mars 1836, art. 94, 105 et 106.) Voyez Emeutes et Rassemblemens.

Le code pénal a des dispositions particulières sur les bandes armées. Les articles 96, 97, 98 et 99 de ce code s'appliquent aux bandes et associations formées, soit pour envahir les domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports ou bâtimens appartenant à l'état, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique, agissant contre les auteurs de ces crimes; et les articles 265, 266, 267, 268, 440 et 442, concernent les bandes ou associations qui dirigent leurs efforts contre les individus ou contre les propriétés particulières. Cette différence de but a produit la différence qu'on remarque entre les peines établies par ces divers articles.

Indépendamment de ces dispositions, la loi du 10 vendémiaire an 4 a rendu les communes responsables des dégâts commis par les bandes armées ou non armées. Voyez Responsabilité des Communes.

BANDES CROISÉES.

On appelle ainsi les bandes qui servent d'enveloppe à la correspondance de certains fonctionnaires et préposés de l'administration jouissant de la franchise du port. Voyez Correspondance.

Ces bandes doivent être disposées de manière qu'elles entrent l'une dans l'autre, afin qu'elles ne puissent être enlevées sans rupture. Celle des deux bandes qui porte l'adresse, doit porter aussi la qualité et la signature du fonctionnaire qui l'expédie. Sans l'accomplissement de ces formalités, les lettres seraient taxées à la poste.

BANLIEUE.

C'était, aux termes de l'ancienne jurisprudence, une *lieue* autour de la ville, au-dedans de laquelle se pouvait faire le ban, c'est-à-dire, les proclamations de la ville, et jusqu'où s'étendait l'autorité du magistrat. Aujourd'hui on donne encore ce nom à une certaine étendue de territoire, formant avec la ville qu'elle

entoure une seule et même commune. Mais on l'appelle plus généralement *faubourg*.

Les banlieues ou faubourgs n'étant qu'une dépendance des villes, sont administrés par la même autorité et par les mêmes réglemens qu'elles.

BANNES.

Ce sont des tentes en toile ou en coutil que l'on place au-devant des maisons, et particulièrement des boutiques, pour garantir des effets du soleil les marchandises exposées en montre.

Les bannes faisant saillie sur la voie publique, doivent par cela même être assujetties à des réglemens de police.

Ces réglemens émanent des conseils communaux (art. 78 de la loi du 30 mars 1836), et ont ordinairement pour objet :

1° De défendre tout établissement de bannes devant les magasins, cafés, boutiques, etc. sans une permission écrite du collége des bourgmestre et échevins ;

2° De déterminer les étoffes dont elles pourront être faites, leur couleur, forme, etc. Il convient de défendre notamment d'y ajouter, sur le devant ou sur les côtés, des jours et rideaux pour les fermer et leur donner la forme d'un tente ; la pente qui borde les bannes sur le devant, ne doit avoir que peu de hauteur, par exemple 30 centimètres ;

3° De fixer la saillie qu'elles peuvent avoir sur la voie publique et la hauteur à laquelle elles doivent être élevées pour ne pas gêner la circulation. La saillie doit être proportionnée à la largeur des rues ;

4° D'ordonner qu'elles soient soutenues par des tringles de bois ou de fer appuyées aux murs de face, et non par des poteaux en bois ou en fer plantés dans la rue, et qui gênent toujours le passage.

Il convient par le même motif de ne pas permettre qu'elles soient fixées par des poids, des cordes ou des crochets fixés dans le pavé ou accrochés aux arbres qui bordent les maisons ;

5° D'ordonner que les bannes seront enlevées chaque jour aussitôt que la boutique, le café ou le magasin cesse d'être exposé aux rayons du soleil.

Voici les dispositions que contient sur cette matière une ordonnance française du 24 décembre 1823 pour la ville de Paris :

« La permission d'établir des bannes ne sera donnée que sous la condition de les placer à trois mètres au moins au-dessus du sol, dans sa partie la plus basse, de manière à ne pas gêner la circulation. Leurs supports seront horizontaux.

» Elles n'auront de jours qu'autant que les localités le permettront, et les dimensions en seront déterminées par l'autorité.

» Les bannes devront être en toile ou en coutil, et ne pourront, en aucun cas, être établies sur châssis.

» La saillie des bannes ne pourra excéder 1 mètre 50 centimètres.

» Dans l'année de la publication de la présente ordonnance, toutes les bannes qui ne seront pas conformes aux conditions exigées plus haut, seront changées, réduites ou supprimées. »

Ces dispositions peuvent servir de règle aux administrations communales ; mais celles-ci doivent, avant tout, consulter les besoins des localités. Voyez Saillie.

BANNISSEMENT.

Le code pénal range le bannissement au nombre des peines infamantes, et dispose :

Art. 28. « Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, du bannissement, de la réclusion ou du carcan, ne pourra jamais être juré, ni expert, ni être employé comme témoin dans les actes, ni déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignemens.

« Il sera incapable de tutelle et de curatelle, si ce n'est de ses enfans et sur l'avis seulement de sa famille. — C. 25. 43. s. 509.

Il sera déchu du droit de port d'armes et du droit de servir dans les armées du Roi. »

Art. 32. « Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du gouvernement, hors du territoire du royaume. »

L'exécution des arrêts qui prononcent une

peine afflictive ou infamante est confiée aux procureurs-généraux; mais comme le bannissement ne peut s'exécuter sans que ce magistrat se déplace, il en charge ordinairement le bourgmestre de la commune frontière, par laquelle doit s'opérer la sortie du condamné.

Dans ce cas le bourgmestre, assisté du secrétaire communal, dresse procès-verbal de la sortie.

Ce procès-verbal désigne le condamné par ses nom, prénoms, qualité et signalement; fait mention des gendarmes qui l'ont amené, de l'arrêt qui prononce la peine, et de l'ordre d'expulsion délivré par le procureur-général. Il constate enfin que le condamné est sorti du royaume en présence du bourgmestre et de son secrétaire.

Ce n'est qu'après l'accomplissement de ces formalités que l'on peut appliquer au banni qui romprait son ban, l'art. 33 du Code pénal, ainsi conçu :

Art. 33. « Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire du royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation. »

Cette disposition n'est point applicable au banni qui serait ramené de force dans le royaume.

Les articles 518, 519 et 520 du Code d'instruction criminelle établissent de quelle manière on procède à la reconnaissance des condamnés qui sont repris après avoir rompu leur ban.

Notre législation est muette sur le cas où les gouvernemens étrangers refuseraient de recevoir un banni.

En France, une ordonnance du 2 avril 1817 a prévu cette difficulté : les individus condamnés au bannissement sont transférés à la maison de Pierre-Chatel (département de l'Ain); et y restent pendant la durée de leur ban, à moins qu'ils n'obtiennent la faculté d'être reçus en pays étranger.

Ce moyen est peut-être le seul que l'on ait, en pareil cas, d'obvier à l'impossibilité d'exécuter l'arrêt de bannissement; mais c'est une loi qu'il faudrait pour en justifier l'emploi, et non une ordonnance ou un arrêté du pouvoir exécutif.

BANQUE.

1. Ce mot est moderne; il vient de *banca*, mot italien qui servait à désigner les bancs sur lesquels s'asseyaient ceux qui se chargeaient de faire des remises d'argent pour le public.

Le mot de banque s'applique aujourd'hui à des établissemens destinés à faciliter la circulation de l'argent, lesquels sont communément dépositaires de valeurs en espèces, en lingots ou en lettres de change, et émettent du papier remboursable à présentation en remplacement de ces valeurs. On l'applique même à des établissemens qui n'ont d'autre objet que le prêt.

Les banques doivent leur origine aux besoins des gouvernemens; c'étaient des associations de capitalistes qui procuraient aux gouvernans les ressources nécessaires pour le service public. Ainsi fut tenté, en 1156 (d'après Claude qui écrivait vers l'an 1656), le premier essai de banque à Venise, sous le nom de *Monte vecchio*, c'est-à-dire vieux mont, *lequel par la grande nécessité des affaires de la république, fut astreint à faire de gros emprunts à des particuliers citadins, à rente constituée, et pour payement d'icelle, il obligea les revenus de la seigneurie.* Une autre banque, appelée *Monte novo*, fut établie en 1580 pour soutenir la guerre de Ferrare; et une troisième, appelée *Monte novissimo*, fut créée sous le doge Leonardo Loredano pour relever la république abattue par une guerre de sept ans. Ces trois monts, dit le même auteur, sont ce qu'on nomme *la banque de Venise.*

Quelques auteurs pensent que cette banque fut instituée en 1407, d'autres disent en 1500; suivant les présomptions d'Anderson ce fut en 1157.

La banque *del Grio* fut fondée vers le commencement du 18e siècle, sur les débris de celle dont nous venons de parler, et poursuivit avec assez de succès le cours de ses opérations jusqu'en 1797.

La banque de St-Georges à Gênes fut instituée après celle de Venise, et basée sur les mêmes principes.

Les principales banques de l'Europe furent ensuite créées ainsi qu'il suit :

Celle d'Amterdam, en 1609 ;

Celle de Hambourg, en 1619 ;

Celle d'Angleterre, en 1694 ;

Celle de Vienne, en 1703 ;

Celle de Copenhague, en 1736 ;

Celle de Prusse, en 1765 ;

Celle de France, en 1800.

Dès leur origine les banques de Venise et de Gênes étendirent leur utilité, et vinrent en aide au commerce.

La diversité des titres et des poids des monnaies, le peu de fixité même des valeurs intrinsèques, dans le même pays, mettaient le commerce en danger, et l'exposaient à des mécomptes continuels. Les banques parèrent aux abus que les souverains faisaient du droit de battre monnaie ; elles s'interposèrent entre les vendeurs et les acheteurs, firent stipuler par les premiers que les payemens se régleraient en monnaie de banque, pendant que ces établissemens devenaient leurs caissiers, et fixaient d'une manière invariable les valeurs de banque.

Les banques d'Amsterdam et de Hambourg avaient en dépôt les fonds du commerce, recevaient les payemens pour son compte, et payaient sur les valeurs dont elles étaient nanties. Mais comme en commerce les vendeurs et les acheteurs changent continuellement de rôle ; que la plupart du temps chacun vend et achète tour à tour, et même simultanément ; qu'ainsi les opérations des banques, après une certaine période, revenaient à un revirement de compte, au déplacement de sommes d'un compte à l'autre, qu'elles payaient aujourd'hui pour recevoir demain ; elles remplacèrent en partie les écus dans la circulation usuelle par des *bons* ou *billets de banque*, et facilitèrent ainsi la circulation.

La banque de Londres devint à la fois banque de prêt comme celles de Venise et de Gênes, et banque de dépôt comme celles d'Amsterdam et de Hambourg, lors du renouvellement de son privilége en 1788. Les avantages de cette institution furent tellement appréciés dans la Grande-Bretagne, qu'en moins d'un siècle elle compta au delà de 300 établissemens du même genre.

Dans nos temps modernes, les progrès de la science économique donnèrent naissance à deux nouvelles espèces de banques : les caisses hypothécaires et les caisses de prévoyance.

2. Les opérations des banques se divisent donc en cinq parties, savoir : les prêts et l'escompte, les dépôts, la circulation, les prêts hypothécaires et l'emploi d'économies.

Par les difficultés dont la législation hypothécaire est hérissée, par les études toutes particulières qu'elle exige, les prêts sur hypothèque forment une spécialité en dehors des opérations de banque ordinaires. Les caisses de prévoyances, basées sur l'observation et les probabilités, ont de l'affinité avec les assurances, et sont souvent jointes, sous le nom d'*assurances sur la vie*, aux assurances contre l'incendie et les risques de calamités de toute nature. Quant aux autres opérations de banque, elles ont des rapports tellement intimes qu'elles sont en quelque sorte inséparables.

Il y a des banques de circulation qui n'accordent aucun crédit, qui jamais ne sont à découvert ; mais celles-là prêtent sous un autre nom ; elles escomptent le papier de commerce, c'est-à-dire les engagemens contractés entre commerçans pour des opérations réelles. Toutes elles reçoivent des dépôts, paient sur ces dépôts, et émettent des billets de banque.

L'émission de billets donne au commerce une grande facilité de circulation ; elle évite un remaniement continuel et fastidieux d'écus ; mais ce bienfait n'est pas sans danger ; les bénéfices que présente aux banques la circulation du papier, ont donné lieu à de graves abus. L'émission trop nombreuse par suite de la facilité des preneurs, a jeté plusieurs établissemens hors des routes prescrites par la prudence, et causé aux États-Unis d'Amérique la ruine et la banqueroute de différentes banques. Le vice provient de la multiplicité des banques ; rivales sans cesse en présence, elles doivent abaisser l'intérêt de l'argent, et lutter aux dépens l'une de l'au-

tre : dès-lors, se jetant dans des opérations hasardées, l'émission du papier n'est plus en rapport avec le capital réel ; et, à la première crise, la banqueroute est imminente.

Car il ne faut pas se dissimuler que la facilité de circulation du papier de banque se ralentit aussitôt que l'horison politique se rembrunit ; qu'alors une partie des porteurs de billets les présente à la conversion, et que le moindre retard ou embarras dans l'échange fait affluer tous les porteurs. Rien n'est, en général, moins fixe que la quotité de circulation : en temps ordinaire elle est assujétie aux phases du commerce ; en temps de trouble ou de guerre, elle devient presque nulle. Aussi le bénéfice des banques consiste à avoir toujours pour le montant de leur papier des valeurs réalisables et portant intérêt.

Les dépôts ne présentent point de danger lorsqu'ils sont faits en écus ; mais s'ils consistent en valeurs sujettes à variations, ils exigent une extrême prudence, et offrent peu de chances de bénéfice. Les banques de dépôt ne perçoivent qu'une commission dont le renouvellement multiplié peut seul balancer les frais.

Les prêts se transforment en escompte, quand ils consistent dans le payement actuel de promesses ou traites payables dans un temps déterminé. Ils forment une des opérations les plus habituelles et les plus utiles au commerce, quand ils sont basés sur des achats ou ventes réelles ; ils permettent de multiplier les opérations du vendeur en le réintégrant immédiatement dans ses capitaux, et donnent à l'acheteur le temps nécessaire pour l'emploi utile de ses marchandises ; mais la facilité de créer du papier factice, et l'impossibilité de se convaincre que l'objet du marché n'est pas consommé, rendent l'escompte chanceux, et nécessitent un choix difficile de signataires.

Les prêts ordinaires se font ou aux individus ou aux corporations ; ils sont basés sur la solidité des emprunteurs. Généralement le prêt sans garantie disparaît peu à peu des habitudes commerciales ; il ne se fait plus que pour de courtes échéances et comme nécessité, pour faciliter les opérations de place à place ; aussi les faillites deviennent-elles plus rares.

Quant aux prêts qui se font aux corporations, ils sont une nécessité de l'époque, nécessité qui a ses dangers aussi bien que les prêts aux particuliers ; seulement les risques sont d'une autre nature. Les crises politiques amènent la banqueroute des communes comme des états ; la meilleure sauve-garde des prêteurs est la continuité des besoins des emprunteurs. Si les communautés politiques trouvaient à satisfaire des besoins renaissans, sans respecter les obligations antérieures, il n'y aurait plus aucune sécurité pour les prêteurs, parce que la loi ne donne pas d'action à ces derniers, ou du moins pas de moyens de mettre à exécution les arrêts judiciaires qu'ils ont obtenus contre les communes et les établissemens publics. Voyez DETTES COMMUNALES.

En résumé, l'institution des banques de dépôt, de circulation et de prêt sont pour le public d'une utilité incontestable ; mais la durée et la solidité de ces établissemens, dont les opérations sont toutes plus ou moins chanceuses, dépendent des mains auxquelles ils sont confiés, et du nombre même des banques qui s'établissent en concurrence les unes avec les autres.

Les banques hypothécaires offrent plus de dangers sans que leur utilité soit moindre que celle des autres ; elles mobilisent les valeurs territoriales, facilitent et augmentent la circulation. Une législation claire, d'une application facile, mettrait les prêts hypothécaires à l'abri de tout risque, surtout pour les banques qui se font rembourser successivement et par annuités ; ces banques sont de simples intermédiaires placés entre les emprunteurs et les prêteurs, et leurs bénéfices se résolvent en une commission répétée sur chaque opération.

Les banques hypothécaires, à mesure qu'elles prêtent, deviennent emprunteurs par l'émission d'un papier auquel on a donné le nom d'*obligations* à échéances diverses, et rapportant un intérêt annuel. Le remboursement de ce papier est garanti par l'hypothèque affectée à chaque opération de prêt.

Les banques de prévoyance reçoivent et accumulent les économies, assurent des sommes sur la vie, convertissent les capitaux en rente, perçoivent des rentes actuelles, et les appliquent ou échangent en rentes à venir. Elles sont en quelque sorte la conséquence ou l'application des principes de la charité, tels que les enseignent aujourd'hui les économistes.

Les considérations qui précèdent suffisent pour faire apprécier combien les banques de de toute nature, et plus particulièrement les banques de circulation, sont étroitement liées à la fortune publique. Aussi, le gouvernement ne peut être trop circonspect dans l'examen des demandes d'octroi de pareils établissemens. Un trop grand concours, loin d'être profitable au commerce, devient dangereux, ainsi que le prouve l'exemple des États-Unis d'Amérique. La concurrence augmente momentanément les facilités; mais celles-ci s'accroissent aux dépens de la solidité des banques, entraînent leur ruine, et amènent des crises commerciales.

3. Sociétés anonymes, les banques en général, ne donnent à leurs créanciers aucun recours contre les gérans ou directeurs, et par là même elles ont un côté dangereux lorsque leur administration n'est pas contrôlée.

Ce n'est point ici le lieu d'examiner si l'article 37 du Code de commerce a été ou non abrogé par l'arrêté du gouvernement provisoire du 16 octobre 1830; cette question viendra naturellement à l'article *Sociétés anonymes*. Mais, en cas d'affirmative, il serait urgent de rétablir cet article par une loi, afin de faire cesser une incertitude qui peut occasionner de graves abus; dans le cas contraire, ou même dans le doute, le gouvernement devrait, dans l'intérêt du public, user de son droit contre les établissemens illicites, et ne jamais accorder d'octroi sans se réserver un contrôle dont il ne peut se dessaisir comme tuteur de la communauté.

Il serait à désirer, ce nous semble, qu'une loi déterminât toutes les garanties qu'une banque doit offrir au public, et tous les avantages dont elle peut jouir. On consultera avec fruit sur cet objet, les lois des 24 germinal an 11, et 22 avril 1806, ainsi que les décrets des 16 janvier, 18 mai, 24 juin, 3 septembre 1808, et 29 mai 1810, tous relatifs à la banque de France.

Il y a en Belgique trois banques de circulation:

1° La Société-générale pour favoriser l'industrie,

2° La Banque de Belgique,

3° La Banque Liégeoise, qui opère en même temps comme banque hypothécaire;

Trois banques hypothécaires:

1° La Caisse hypothécaire,

2° La Caisse des propriétaires,

3° La Banque foncière;

Deux banques de prévoyance et d'accumulation:

1° La Société de l'Union belge et étrangère,

2° La Compagnie d'Assurances générales sur la vie, les fonds dotaux et les survivances.

La Société-générale, la Banque de Belgique et la Banque Liégeoise opèrent en même temps comme banques de prévoyance et d'accumulation.

BANQUES DE CIRCULATION.

1. Les bases de l'établissement de la *Société générale* furent établies par un arrêté royal du 28 août 1822, et ses statuts approuvés par un autre arrêté du 13 décembre 1822, sous le nom de *Société générale des Pays-Bas pour favoriser l'industrie nationale.*

Sa durée, fixée à vingt-sept ans, doit expirer le 31 décembre 1849; mais la société peut être dissoute avant l'expiration de ce terme, si la majorité des actionnaires, réunissant les trois-quarts des actions, demande cette dissolution.

Elle peut émettre des billets au porteur, payables à présentation et en argent comptant.

Les époques de création et d'émission de ces billets, leur nombre, toujours calculé d'après le capital entier et réel de la société, le taux ou la valeur de chaque coupon, la forme et toutes les circonstances y relatives,

sont fixés par un réglement soumis ou à soumettre à l'approbation du roi par le conseil-général de la Société.

Le fonds social se compose de cinquante millions de florins (fr. 105,820,000), savoir:

1° De domaines en nature que le roi a assignés pour former le premier fonds et le gage de la Société, par son arrêté du 28 août 1822, n° 118, évalués à 20 millions, à raison du denier 40, d'un revenu net de 500,000 fl. (fr. 1,058,200);

Et 2° de soixante mille actions, chacune de 500 florins (fr. 1,058 20). (1)

Pour donner plus de développement à ses opérations, la Société peut, si elle le trouve utile, emprunter sur son fonds primitif, qui servira de gage et de sûreté, un capital qui, en une fois ou à plusieurs reprises, ne pourra jamais excéder la somme de 20 millions de florins (fr. 42,332,000).

Pour que ces emprunts puissent avoir lieu, il faut qu'ils aient été autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, et que les conditions en aient été préalablement soumises à l'approbation du roi.

La Société a la libre administration des domaines qui, d'après l'art. 7, font partie de son fonds.

Elle en perçoit les revenus et les produits, et elle en supporte les charges.

Elle peut les aliéner aux conditions qui lui paraissent favorables; mais elle doit cependant tenir en réserve un tiers de la forêt de Soignes, lequel tiers est désigné par le roi, et ne peut être aliéné que dans certaines circonstances.

Toutes les parties des domaines, sans en excepter le tiers de la forêt de Soignes, qui, à la dissolution de la société, n'auront pas pu être réalisées, resteront la propriété des actionnaires.

A l'époque de sa dissolution la Société devra verser dans la caisse de l'état, pour prix intégral de tous les domaines et pour en tenir lieu, une somme capitale de 20 millions de florins (fr. 42,332,000). Ce versement sera fait en argent comptant ou en effets publics sur l'état, rendant un million d'intérêt par an, au choix de la Société.

Jusqu'à ce payement elle doit servir à titre d'intérêts au roi Guillaume, le 31 décembre de chaque année, jusques et y compris 1849, une somme de 500,000 fl. (fr. 1,058,200);

Et, en outre, à la caisse d'amortissement ou à telle autre institution qui la remplace, à la même époque, une somme de 50,000 florins (fr. 105,820), laquelle augmente successivement, d'année en année, de 50,000 florins jusqu'à ce qu'elle soit portée à 500,000 florins, taux auquel elle sera maintenue pour chaque année suivante, jusqu'à la dissolution de la Société.

Les actions ne peuvent être mises au porteur; elles sont représentées par une inscription nominale sur les registres de la Société, tenus en double; cette inscription établit la propriété.

Chaque action jouit d'un intérêt annuel de 5 %. Il y a en outre un dividende annuel, pour autant que les bénéfices de la Société excèdent le montant de l'intérêt fixé pour les actionnaires.

La Société, dont le but est de contribuer aux progrès, au développement et à la prospérité de l'agriculture, des fabriques et du commerce, ne pourra cependant, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, faire ni entreprendre d'autres opérations que celles permises par les lois et relatées ci-après.

Elle ne peut faire aucun commerce, si ce n'est celui des matières d'or et d'argent.

Ses opérations consistent:

1° A escompter à toutes personnes des lettres de change et autres effets de commerce à ordre, à des échéances déterminées. La Société n'escompte cependant pas les effets dits *de circulation*, créés collusoirement entre des signataires sans cause ni valeur réelle;

Elle se charge pour compte des particuliers et des établissemens publics, du recouvrement des effets qui lui sont remis;

Elle reçoit en compte courant les sommes qui lui sont versées, soit par des particuliers, soit par des établissemens publics, et paie les dispositions qui sont faites sur elle, ainsi

(1) Ce capital n'a pas été parfait, au lieu de soixante mille il n'a été émis que cinquante mille actions environ.

que les engagemens pris à son domicile, jusqu'à concurrence des sommes encaissées ;

Elle tient un compte de dépôts volontaires pour tous titres, lingots et monnaies d'or et d'argent de toute espèce, moyennant la perception d'un droit sur la valeur estimative du dépôt ;

Elle fait des avances sur les effets, soit publics, soit particuliers qui lui sont remis en recouvrement, lorsque leurs échéances sont déterminées ;

Elle fait également des avances sur les dépôts qui lui sont faits, des lingots ou monnaies d'or ou d'argent ;

Elle prête sur des effets publics, sur des effets contre des particuliers, sur des marchandises et sur des propriétés foncières qui lui sont donnés en gage ou en hypothèque ;

Elle émet des certificats pour toutes les inscriptions sur le grand-livre de la dette active, qui deviennent la propriété de la Société ;

Elle émet des engagements portant intérêt, à courte ou à longue échéance, selon le choix de ceux qui désirent placer leurs fonds de cette manière dans l'établissement ;

Elle n'admet à l'escompte que des effets de commerce à ordre, timbrés et duement garantis.

Tout failli non réhabilité ne peut obtenir l'escompte de son papier.

L'escompte est perçu à raison du nombre de jours, même d'un seul jour, s'il y a lieu.

La Société ne peut jamais se constituer en avance, ni envers le gouvernement, ni envers les particuliers sans sûreté suffisante.

La Société est administrée par un gouverneur et six directeurs ;

Elle a un secrétaire et un trésorier ;

Elle est surveillée par neuf commissaires.

Le gouverneur et le secrétaire sont toujours nommés par le roi, qui désigne aussi parmi les directeurs celui d'entr'eux qui remplacera le gouverneur en cas de décès, de maladie, d'absence ou de tout autre empêchement. Le roi nomme également le trésorier sur la présentation de trois candidats faite par le conseil général.

Les directeurs sont nommés par le roi sur une liste triple, qui lui est présentée par l'assemblée générale de la Société.

Les commissaires sont nommés par la même assemblée.

Pour pouvoir être gouverneur, directeur, commissaire, secrétaire ou trésorier de la Société, il faut être domicilié dans le royaume et y jouir des droits civils et politiques.

Ces fonctionnaires doivent fixer leur résidence à Bruxelles, et justifier en outre, avant d'entrer en fonctions, qu'ils sont inscrits sur les régistres de la Société, savoir :

Le gouverneur, pour 48 actions ; chaque directeur, le secrétaire et le trésorier pour 24 actions.

Chaque commissaire pour 12 actions.

Toutes ces actions sont inaliénables pendant la durée des fonctions des titulaires, et jusques à l'approbation du bilan correspondant à la dernière année de l'exercice.

Les honoraires ou traitements des gouverneur, directeur, secrétaire et trésorier sont payés par la caisse de la Société et réglés par un arrêté spécial du roi, ainsi que le montant du droit de présence pour les commissaires.

Un des directeurs et trois des commissaires sortent chaque année : l'ordre de sortie est déterminé par la voie du sort. Les membres sortants peuvent être réélus.

Tout ce qui tient et peut contribuer à la sûreté de la Société, est expressément recommandé aux autorités civiles et militaires, et spécialement à la régence, ainsi qu'au commandant militaire de Bruxelles, lesquels, le cas échéant, lui doivent prêter main-forte et assistance à la première réquisition du gouverneur on de son suppléant.

Le pouvoir est expressément réservé au roi d'empêcher ou de suspendre les opérations de la Société qu'il croirait contraires à la sûreté ou aux intérêts du royaume.

Tous les payemens se font en argent comptant et en espèces ayant cours d'après les lois du royaume ; les billets au porteur ne pourront y être employés que du consentement des parties prenantes.

Par l'arrêté royal du 13 décembre 1822, n° 9, approbatif des statuts de la Société gé-

nérale, le roi des Pays-Bas accorde (art. 2) aux actionnaires sa garantie personnelle pour les 5 % d'intérêt annuel, mentionnés à l'art. 28 desdits statuts.

Au mois de janvier 1832, la Société générale ouvrit une caisse d'épargne, où toutes sommes sont reçues en dépôt et produisent un intérêt annuel au profit des déposans. Voyez l'article Caisses d'épargnes.

Un arrêté royal du 11 octobre 1823 a chargé la Société générale, du service de Caissier général de l'état. Voyez ce mot.

2. La *Banque de Belgique* fut instituée par arrêté royal du 12 février 1835, lequel approuva les statuts de cette société, chargea M. Charles de Brouckere de réunir les souscriptions nécessaires pour former la société, et de rendre compte au ministre des finances de ses démarches à cet effet; et statua qu'aussitôt qu'il y aurait lieu, le roi nommerait le directeur de la Banque, qui convoquerait l'assemblée générale pour procéder au choix de candidats aux places d'administrateurs, et arrêterait toutes autres mesures nécessaires à l'érection de la société.

Cette société a son siége principal à Bruxelles; elle peut établir des succursales dans les autres villes de la Belgique.

Sa durée est fixée à 25 ans et huit mois, à partir du 1er mai 1835 jusqu'au 31 décembre 1860. Si à cette dernière époque elle n'a pas obtenu une prolongation d'existence, elle clôturera ses opérations et procédera à sa liquidation.

La société peut être dissoute avant l'époque fixée, si les deux tiers des actionnaires, possédant les deux tiers des actions, en expriment le désir en assemblée générale.

La société opère à la fois comme banque de dépôt, de circulation, d'escompte et de prévoyance; elle reçoit, comme simple dépôt ou avec intérêt, les capitaux des particuliers et des associations; paie sur assignation ou avec autorisation des déposans, soit sur place, soit ailleurs. Elle prête ses capitaux sur dépôt de titres de rente, obligations, fonds publics ou marchandises; elle officie comme caissier, et fait toutes les opérations qui peuvent garantir et faciliter les transactions. Elle achète les lettres de change, les créances exigibles, toutes les autres valeurs de portefeuille et les matières d'or et d'argent. Elle cumule les économies de l'artisan et de la classe moyenne, convertit les capitaux en rentes viagères ou extinguibles, reçoit des rentes actuelles pour les appliquer à des rentes à venir;

Elle peut émettre des billets de banque de 40, 100, 500 et 1000 fr., pour une somme qui ne dépassera pas le capital social, et sera toujours représentée dans ses caisses par des valeurs réelles;

Elle est tenue de recevoir les fonds du trésor public que le ministre des finances voudra lui confier, et d'en bonifier un intérêt à convenir, toujours au-dessus de 1 p. % par année.

La société pourra étendre par la suite le cercle de ses opérations à d'autres branches de commerce, sur la proposition de l'administration, approuvée par l'assemblée générale et sanctionnée par le roi.

Le capital de la société est fixé à 20,000,000 de francs, divisé en 20,000 actions de 1,000 francs chacune.

Les actions sont inscrites en nom aussi longtemps que tous les versemens ne sont pas effectués; après cette époque elles restent, à la volonté des possesseurs, inscrites en nom ou sont mises au porteur.

Chaque action jouit d'un intérêt de 5 % par an, sur les versemens effectués, et d'un dividende.

Tous les ans, au 31 décembre, la société clôture ses comptes et dresse son bilan.

L'excédant favorable du bilan, après le prélèvement de l'intérêt, constitue le bénéfice réel de la société.

Il est prélevé un dixième sur les bénéfices réels pour être converti en fonds de réserve; le reste, après distraction de la part de l'administration, forme le dividende, et se répartit entre les actionnaires.

Le fond de réserve sert à garantir le payement d'un an d'intérêt, et le surplus à l'amortissement d'une partie du capital.

L'administration et la direction de la société sont confiées à un directeur et à quatre administrateurs.

Le premier est nommé et révocable par le roi; les autres sont également nommés par le roi, mais sur une liste triple de candidats formée par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont nommés pour un terme de quatre ans. La première sortie se fera au 31 mars 1838 et les autres successivement, chaque année à la même époque. Le sort désignera l'ordre des premières sorties.

En cas d'empêchement du directeur le roi désignera un des administrateurs pour le remplacer temporairement. Si l'empêchement devait durer plus de trois mois, ou si, d'une manière imprévue, il durait depuis plus de trois mois, le roi pourrait déférer la direction à une personne étrangère à l'administration, mais réunissant d'ailleurs les qualités requises.

Le directeur et les administrateurs doivent être belges, jouir de leurs droits civils et politiques, résider à Bruxelles, et, en outre, posséder en nom et conserver pendant toute leur gestion, savoir:

Le directeur quarante actions; chaque administrateur vingt actions.

Le directeur et les administrateurs, indépendamment d'un traitement fixé par le roi pour le premier, et par l'assemblée générale pour les autres, jouissent de 3 % sur les bénéfices réels, dont un au directeur et un demi à chaque administrateur.

Un trésorier, nommé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration de la Banque, est spécialement chargé du maniement des deniers et du mouvement de la caisse. Il doit avoir les qualités requises pour être administrateur et posséder en nom trente actions pendant toute la durée de sa gestion. Son traitement est fixé par l'assemblée générale.

Le roi peut faire vérifier, quand il le juge convenable, si et jusqu'à quel point l'administration se conforme aux statuts et réglemens de la société.

La société est représentée par les actionnaires en nom, possesseurs de dix actions; ils forment l'assemblée générale.

L'assemblée générale se réunit tous les ans le troisième mardi de mars, pour vérifier et arrêter les comptes et bilan, et procéder au choix des administrateurs sortans, démissionnaires ou défunts.

L'assemblée générale peut déléguer une commission de cinq membres pour veiller, près l'administration, à ses intérêts pendant l'intervalle d'une assemblée à l'autre, et examiner ou arrêter les comptes et bilan de l'année courante, en conformité de l'art. 20, avant sa réunion annuelle.

Tout ce qui tient ou peut contribuer à la sûreté de la société, sera recommandé aux autorités civiles et militaires; elles lui prêteront main-forte à la première réquisition du directeur.

Le roi peut empêcher ou suspendre toutes les opérations qu'il croit contraires aux intérêts de la Belgique.

La Banque de Belgique reçoit les valeurs et fait les encaissemens sur place, sauf protêt, sans commission ni frais pour ceux qui ont un compte courant chez elle.

Elle escompte le papier de commerce revêtu de trois signatures reconnues bonnes et solvables; elle peut, par exception, escompter du papier revêtu de deux signatures et même d'une, quand celle-ci est donnée au nom d'un établissement public ou d'une société en participation ou anonyme.

La Banque de Belgique a une caisse d'épargnes où sont reçues, tous les jours, toutes sommes depuis un franc jusqu'à 500 fr. Ces versemens portent intérêt à dater du premier jour du mois qui suit le versement. Le taux de l'intérêt est fixé chaque année au mois de novembre: pour l'exercice 1835, il était de 4 %.

Les épargnes ne portent point intérêt pour les sommes au-dessous de cinq francs.

La caisse d'épargne cumule les économies jusqu'à concurrence de 5000 francs; arrivée à ce chiffre, elle délivre une titre de rente exigible, dont elle fixe le taux et les conditions, et recommence à cumuler les économies ultérieures et l'intérêt du capital converti.

La Banque de Belgique reçoit des caisses d'épargnes existantes les fonds disponibles et en tient compte d'intérêts à des conditions à stipuler avec chacune d'elles.

3. Les statuts de la *Banque Liégeoise* furent

approuvés par un arrêté royal du 9 mars 1835.

Cette société est établie à Liége et sa durée est fixée à quarante années à partir de l'acte constitutif.

Son but est de prêter, soit sur hypothèque, soit moyennant d'autres garanties jugées suffisantes par le conseil d'administration, avec faculté aux emprunteurs de se libérer à la fois du capital et des intérêts, à époques fixes ou par portions, au moyen de payemens périodiques ;

De recevoir des fonds en dépôt ;

D'établir une caisse d'épargnes.

Elle n'escompte ni lettres de change ni billets à ordre.

Elle ne peut mettre en circulation les obligations des emprunteurs; ces obligations, ainsi que les contrats et autres titres déposés par eux, sont placées dans un coffre à trois serrures, dont les clefs sont confiées à trois membres du conseil général, parmi lesquels il y a au moins un membre du conseil de surveillance. Ces obligations et titres restent ainsi renfermés jusqu'au moment où ils sont remis aux emprunteurs.

Le secret est obligatoire sur toutes les opérations de la société.

La Banque liégoise peut émettre des billets au porteur, remboursables en argent comptant, mais seulement à concurrence des trois quarts du capital social, et en vertu d'une décision spéciale du conseil général. Elle peut toujours, en vertu d'une décision de ce conseil, émettre aussi des obligations à terme portant intérêt.

La balance de ces billets et obligations est faite mensuellement, de manière qu'ils ne dépassent point l'actif de la société. Ils sont signés par le trésorier, par l'un des autres administrateurs et par deux membres du conseil de surveillance.

La Banque liégeoise effectue ses payemens en numéraire ou en ses propes billets et obligations, au choix des emprunteurs. Les payemens qui lui sont faits, doivent l'être en billets ou obligations de la société ; on n'est admis à les effectuer en numéraire qu'en payant un agio dont le maximum est fixé à un pour cent.

Les dépôts seuls peuvent être faits en espèces sans agio.

Les emprunteurs peuvent se libérer par anticipation, soit intégralement, soit partiellement. Dans ce cas l'intérêt reste fixé au taux convenu primitivement, mais n'est dû que pour la durée effective du prêt ; toutefois la société a droit à une commission qui est réglée par les contrats et obligations.

La société, pour la conservation de ses droits, peut acquérir et revendre les biens sur lesquels elle a hypothèque, et payer, à charge de subrogation, les créanciers qui la perdent.

Le fonds social est de 4 millions de francs, divisé en actions nominatives de mille francs, payables par dixièmes ; nul ne peut être actionnaire, s'il n'est admis par le conseil général au scrutin secret et à la majorité des voix.

Le transfert des actions doit être approuvé de la même manière par ledit conseil; à défaut de cette approbation, le cédant reste garant des payemens à faire pour compléter le montant des actions.

Les actionnaires non domiciliés dans la ville de Liége, doivent y élire un domicile, auquel seront valablement faits tous les actes relatifs à l'exécution des statuts.

Les actionnaires ont dû verser un dixième dans le mois de la constitution de la société ; un second dixième pouvait être demandé dans le courant du mois suivant. Les autres dixièmes ne sont versés qu'à mesure des besoins : et en vertu d'une décision du conseil général, laquelle est portée à la connaissance des actionnaires par lettres adressées à leur domicile réel ou élu à Liége.

Les versemens doivent être faits dans le délai d'un mois après l'envoi des lettres d'avis.

Les actionnaires qui n'y satisfont pas, perdent leur qualité et tout droit aux sommes déjà versées; lesquelles sont dès-lors acquises à la société, si mieux elle n'aime les forcer à remplir leurs obligations. Toutefois cette faculté ne peut être exercée que quinze jours après avoir mis les retardataires en demeure par une sommation extrajudiciaire.

En cas de déconfiture, suspension de payement ou faillite d'un actionnaire, la société, sans être tenue à remplir aucune formalité,

pourra rembourser à sa masse créancière ce qui serait dû à l'actionnaire, en réglant ses droits d'après le dernier compte rendu ; elle deviendra par-là, de plein droit, propriétaire des actions qu'il possédait. Il en sera de même en cas de mort d'un actionnaire. Cependant ses héritiers pourront, dans les six mois, présenter un nouvel actionnaire, qui sera soumis à l'admission du conseil général ; s'il n'est pas admis, le remboursement aux héritiers sera fait comme ci-dessus.

Les actionnaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal de leurs actions.

Ils reçoivent annuellement un intérêt de quatre pour cent sur les fonds versés.

Les produits excédant les frais d'administration et cet intérêt, sont considérés comme bénéfices nets ; vingt pour cent en sont affectés à la formation d'une caisse de réserve, destinée à couvrir les pertes éventuelles de la société ; le surplus est distribué aux actionnaires, à titre de dividende, sauf la quotité allouée aux administrateurs.

La retenue cesse dès l'instant que la caisse de réserve atteint cinquante pour cent des fonds versés.

La société est régie :

1° Par un conseil d'administration, formé de trois actionnaires possédant chacun au moins vingt-cinq actions, inaliénables pendant tout le temps de leur gestion ;

2° Par un conseil de surveillance, formé de sept actionnaires possédant chacun au moins dix actions.

Il est nommé en outre trois suppléans pour remplacer ceux des membres du conseil de surveillance qui viendraient à être empêchés par absence, maladie, ou par toute autre cause, de remplir les fonctions à eux attribuées ; ces suppléans devront avoir également dix actions.

Les membres des conseils d'administration et de surveillance réunis forment le conseil général de la société.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la société, à la poursuite et diligence de l'administrateur trésorier.

Le conseil d'administration rend compte de sa gestion chaque année ; ce compte est soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

La vérification des opérations, le maintien des statuts et réglemens, et la tutelle des intérêts généraux de la société appartiennent au conseil de surveillance, qui, à cet effet, prend connaissance des actes de l'administration une fois tous les mois, et plus souvent s'il le désire.

Le conseil général se réunit une fois tous les mois. Il peut être convoqué extraordinairement par chacun des conseils.

Le conseil général fixe le taux de l'intérêt des prêts et de l'agio à prendre sur les payemens qui seraient faits en espèces à la société ; il peut les modifier, selon les circonstances, en ayant toujours égard à l'intérêt réel des capitaux dans le pays.

Le conseil général est autorisé à rendre productifs les fonds qui se trouveraient momentanément en caisse sans emploi.

Les membres de l'administration de la société ne sont responsables que de l'accomplissement fidèle de leurs fonctions ; ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux actes ou engagemens de la société.

Les membres du conseil d'administration reçoivent une indemnité fixe de cinq mille cinq cents francs à partager entre eux comme suit :

L'administrateur, chargé spécialement de la direction et de la surveillance des écritures de la société et du service de la caisse d'épargne, touche, sur cette somme, deux mille cinq cents francs ; le surplus est réparti, par parts égales, entre les deux autres administrateurs.

Ils prélèvent en outre sur les bénéfices nets, huit pour cent, à répartir entre eux dans la proportion ci-dessus établie.

Si ce prélèvement vient à donner pour l'année une somme supérieure à huit mille francs, ils ne percevront que 4 % sur le surplus des bénéfices.

Les employés sont nommés et révoqués par le conseil d'administration ; leur nombre et

leurs émolumens sont fixés par le conseil général.

Les fonctions de membre du conseil de surveillance sont honorifiques.

Les membres des conseils d'administration et de surveillance sont élus par les actionnaires réunis en assemblée générale; ils sont nommés pour 6 ans. Chacun de ces conseils est renouvelé par tiers tous les deux ans; les membres sortans sont rééligibles ; un tirage au sort fixe l'ordre de leur première sortie.

Les actionnaires propriétaires de cinq actions ont seuls le droit d'assister aux assemblées générales. Cinq actions donnent droit à un suffrage, quinze à deux suffrages, vingt-cinq à trois, et quarante à quatre, maximum des suffrages que peut émettre en son nom une seule personne.

Les actionnaires se réunissent, de droit, en assemblée générale le troisième mardi du mois de mars de chaque année; ils peuvent être convoqués extraordinairement par l'un ou l'autre des conseils.

L'assemblée générale doit être convoquée extraordinairement à la demande d'actionnaires possédant entre eux au moins la huitième partie des actions émises.

Toute convocation extraordinaire doit être faite par lettres, et au moins huit jours d'avance. Elle doit être motivée.

L'assemblée générale procède par scrutin secret et à la majorité des voix des membres présents. Elle choisit chaque fois son président, son secrétaire et deux scrutateurs.

Les actionnaires absents peuvent se faire représenter par d'autres actionnaires, mais ceux-ci ne peuvent émettre plus de huit suffrages, quelque soit le nombre d'actions possédées par eux ou par leurs commettans.

L'assemblée générale, formée d'actionnaires composant la majorité des membres qui ont le droit de voter, et possédant les deux tiers au moins des actions émises, peut ordonner l'augmentation du fonds social, ainsi que l'émission de nouvelles actions.

Elle peut apporter aux statuts les modifications reconnues nécessaires.

Elle peut de même prononcer la dissolution de la société, avant l'époque fixée, si, par suite de pertes, le capital social était réduit à 75 %.

En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale nomme trois ou cinq liquidateurs.

Toutes contestations entre la société et l'un de ses actionnaires sont décidées souverainement par deux arbitres, amiables compositeurs, nommés l'un par la société, l'autre par l'actionnaire, et à leur défaut, par le président du tribunal de première instance de Liége. En cas de partage, le même tribunal nomme un tiers arbitre.

BANQUES HYPOTHÉCAIRES.

1. La *Caisse hypothécaire* fut créée à Bruxelles au commencement du mois de janvier 1835.

Ses statuts furent approuvés par un arrêté royal du 19 mars de la même année.

Son but est de faire des prêts, à un intérêt modéré et à longs termes, affectés sur des garanties territoriales, en facilitant aux emprunteurs une libération par fractions périodiques, au moyen d'*annuités* extinctives du capital; et de recevoir les fonds des capitalistes contre ses obligations au porteur donnant un intérêt de 4 %, et garanties par l'hypothèque des prêts.

Ses prêts sont *simples* ou *composés;*

Simples, ils s'éteignent à un terme donné, par l'amortissement des annuités souscrites au profit de la société.

Composés, ils constituent l'emprunteur créancier d'une somme égale à celle qu'il a touchée.

Les *annuités* ou rentes annuelles sont représentées par deux coupons, payables par sémestre et souscrits au profit de la société. Elles se composent des intérêts de la fraction extinctive du capital, et d'une commission annuelle de banque, qui ne peut dépasser un pour cent de la somme prêtée.

Dans le prêt *composé*, la société rembourse en espèces, un an après le payement de la dernière annuité, le capital qu'elle a accumulé, égal au capital éteint.

L'emprunteur peut se libérer par anticipa-

tion, sauf une indemnité conventionnelle au profit de la société.

Les primes d'assurances et les frais d'actes sont avancés par la société, au choix de l'emprunteur.

La Caisse hypothécaire prête également sur nantissement de ses propres obligations, et se constitue, sous des conditions spéciales, liquidatrice entre l'emprunteur et ses autres créanciers. Elle fait en outre des opérations à réméré.

Les annuités doivent être payées en obligations de la Caisse hypothécaire ; ce mode de payement est forcé. Le payement en espèces métalliques ne peut se faire qu'en bonifiant à la société un agio dont le *maximum* est fixé à 1 %.

La Caisse hypothécaire s'interdit formellement toute négociation des annuités qui restent déposées dans ses coffres, jusqu'à ce qu'elles soient remises à l'emprunteur, à titre de libération.

Elle crée pour chaque prêt des obligations spécialement garanties, tant par les inscriptions hypothécaires que par le capital social, et qu'elle négocie, en vertu d'une autorisation spéciale du comité administratif. Ces obligations constituent la dette flottante de la Caisse hypothécaire.

Elle balance mensuellement le montant des obligations créées, avec celui des annuités non encore amorties, de telle manière que la circulation de la dette flottante de la société soit toujours égale à celle des annuités déposées et qui leur servent de garantie.

La dette de la société est représentée par des obligations au porteur, à l'intérêt de 4 % et remboursables en espèces métalliques.

Leurs nos d'ordres correspondent à celui de la date de l'acte d'emprunt qu'elles représentent.

L'intérêt est payé sur présentation des coupons sémestriels.

Les comités d'administration et de surveillance peuvent modifier le taux de l'intérêt et le terme de l'échéance des obligations.

La Caisse hypothécaire effectue ses payemens en numéraire.

Le fonds social est de 12 millions de francs, divisé en 12,000 actions nominatives de 1000 francs, payables par dixièmes.

La durée de la société est de 60 ans; néanmoins, si, par suite de pertes constatées, le fonds social se trouvait réduit de moitié, la société convoquée en assemblée générale, pourra prononcer sa dissolution.

Il n'est créé d'actions au porteur que pour autant que le capital nominal soit intégralement versé

Chaque action jouit, indépendamment d'un dividende éventuel, d'un intérêt annuel de 4 % payable à bureau ouvert, dans la quinzaine de la reddition des comptes annuels.

Sur les bénéfices nets réalisés, constatés par le bilan annuel approuvé par les deux conseils, il sera retenu dix pour cent à titre de réserve. Cette retenue cesse dès que le fond de réserve a atteint le chiffre équivalant à 10 % du capital placé.

Le fonds de réserve capitalisé est productif d'intérêts.

La Caisse hypothécaire est régie :

Par un comité administratif composé d'un directeur, propriétaire de 40 actions, de quatre administrateurs et d'un trésorier, propriétaires chacun de 30 actions ;

Par un comité de surveillance composé de 15 commissaires, dont 8 au moins doivent avoir leur domicile et résidence à Bruxelles, tous propriétaires de 8 actions au moins.

Au comité administratif est attaché un notaire central, propriétaire de 30 actions au moins.

Les actions des fonctionnaires ci-dessus désignés sont inaliénables pendant toute la durée de leur gestion ; elles sont déposées dans les coffres de la société, excepté celles des commissaires.

Les membres du comité administratif n'ont droit qu'à un prélèvement annuel sur les bénéfices réalisés, et ce, jusqu'à concurrence de 8 %, dont 2 sont alloués au directeur et 1 1/2 à chacun des quatre administrateurs, mais jusqu'à concurrence seulement de 8000 fr. pour le directeur, et de 6000 francs pour chacun des autres membres du comité administratif, maximum des honoraires attachés à leurs fonctions.

Quel que soit néanmoins le résultat des opérations, il leur est alloué un minimum, savoir de 4000 francs au directeur, et de 3000 francs à chacun de ses collègues.

Le trésorier touche un traitement annuel de 5000 fr.

Les émolumens du secrétaire, dont le choix est abandonné au comité administratif avec droit de révocation, ne peuvent dépasser 4000 francs.

Les fonctions de commissaire sont honorifiques; il leur est néanmoins alloué un jeton de présence de 10 fr. pour chaque séance.

Le directeur, les administrateurs, le trésorier et les commissaires sont élus par l'assemblée générale. Les fonctions des membres du comité administratif sont quinquennales; celles des membres du comité de surveillance sont annuelles, sauf réélection indéfinie.

Les actionnaires propriétaires de quatre actions au moins composent l'assemblée générale.

Les emprunteurs de fr. 50,000 par crédit réciproque, concourent, chacun pour une voix, à la nomination des membres du comité de surveillance.

Pour avoir droit de voter, il faut être propriétaire personnel de quatre actions nominatives. Il est permis de multiplier ce nombre cinq fois, maximum des votes qui peuvent être réunis sur une seule tête.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts ni proclamer la dissolution de la société que pour autant que les actionnaires présens réunissent, par leurs actions nominatives, au moins les deux tiers du fonds social. Si, à la première réunion, on n'atteint pas ce nombre, l'assemblée sera convoquée de nouveau, et on procédera à la majorité des suffrages des membres présens.

2. La *Caisse des propriétaires* fut constituée à Bruxelles le 19 mai 1835. Ses statuts furent approuvés par arrêté royal du 8 juin 1835.

Sa durée est de 99 ans à dater du 1er juillet 1835.

Son but, ses moyens de libération sont les mêmes que ceux de la Caisse hypothécaire.

Elle crée également des obligations donnant 4 %, mais elles sont toutes de 500 francs, et l'emprunteur n'est pas obligé de s'en servir pour payer ses annuités qui peuvent être acquittées en argent.

Ses obligations sont au porteur, et leur remboursement est chaque année déterminé par le sort, qui désigne aussi les nos auxquels des primes sont acquises.

Le fonds social est de 2 millions de francs et divisé en actions de 500 francs chacune. Elles donnent, indépendamment du dividende, un intérêt annuel de 4 %, et sont nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

La société est régie par un conseil d'administration, composé de 5 membres, qui nomment chaque année leur président. Celui-ci est toujours rééligible.

Elle a un trésorier et un secrétaire.

Les intérêts de la société sont surveillés par 6 commissaires au moins, et 20 au plus.

Il est, en outre, établi près du conseil d'administration un bureau permanent de vérification des garanties offertes, surveillé par un ou deux jurisconsultes, membres du conseil d'administration, et composé 1° d'un commissaire surveillant à nommer annuellement par le conseil général, 2° d'un vérificateur en chef, 3° d'un ou de plusieurs vérificateurs adjoints.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale pour le terme de 5 ans. Ils sont toujours rééligibles.

Le trésorier et le vérificateur en chef sont nommés et révoqués par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, à la majorité des trois quarts des voix.

Le conseil général détermine les traitemens du secrétaire et des employés.

Pour pouvoir être membre du conseil d'administration, il faut posséder au moins vingt actions.

Les commissaires doivent posséder chacun dix actions et le trésorier soixante.

Ces actions sont nominatives et inaliénables pendant tout le temps de la gestion des titulaires. Celles des membres du conseil d'administration et du trésorier sont en outre déposées dans le trésor de la société.

Aucun des membres du conseil d'adminis-

tration n'a droit à un traitement fixe ; une somme de six mille francs est répartie annuellement entre eux, en jetons de présence aux séances ordinaires. Toutefois la répartition de cette indemnité n'a pas lieu lorsque le conseil d'administration touche la part de bénéfices dont il va être parlé. Le trésorier et le secrétaire jouissent chacun, outre leur part dans les bénéfices, d'un traitement annuel, savoir le premier de 3000 fr. et le second de 2000 francs.

Après la vérification du bilan par le conseil général composé des administrateurs et des commissaires, le conseil général détermine, chaque année après le 30 juin, le montant des bénéfices nets réalisés, qui seront répartis ainsi qu'il suit :

50 % aux actionnaires,
25 % aux porteurs d'obligations,
6 % à un fonds de réserve dont l'emploi est déterminé par le conseil général,
8 % au conseil d'administration,
2 % aux commissaires,
1 % au commissaire surveillant le bureau de vérification,
1 % au trésorier,
1 % au secrétaire,
4 % au vérificateur en chef pour tout traitement et indemnité quelconque,
2 % à répartir entre les employés.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée de droit le 1er mercredi du mois d'octobre de chaque année.

L'assemblée générale peut changer ses statuts et même augmenter son fonds social, s'il y a lieu, moyennant certaines conditions.

3. *La Banque foncière* fut constituée à Bruxelles le 6 juin 1835 et autorisée par arrêté royal du 29 du même mois.

Elle est établie pour 99 ans ; mais sa liquidation peut avoir lieu avant ce terme, si le fonds social était réduit, par suite de pertes, à la moitié des sommes versées, ou si elle était prononcée par une assemblée générale extraordinaire.

Son fonds social est de 25 millions de fr., représentés par vingt-cinq mille actions de 1000 francs chacune.

Les actions sont nominatives et au porteur.

L'action jouit d'un intérêt de 4 % l'an, outre un dividende en cas de bénéfice.

Son but et son mode d'opération sont les mêmes que ceux de la Caisse des propriétaires.

Elle crée également des obligations rapportant un intérêt annuel de 4 % lesquelles peuvent être données par les emprunteurs en payement de leurs annuités, auquel cas l'intérêt échu leur est bonifié.

La société est régie par un conseil d'administration composé d'un directeur et de quatre administrateurs. Le conseil d'administration a un secrétaire et un trésorier.

Le sort détermine l'ordre dans lequel chaque membre du conseil d'administration cesse ses fonctions chaque année. Le directeur sort le dernier.

Ils sont tous élus par l'assemblée générale pour le terme de 5 ans.

Le secrétaire et le trésorier sont nommés et révocables par le conseil d'administration.

Les commissaires élus par l'assemblée générale sortent chaque année, deux par deux, par ordre d'ancienneté indiqué par le sort.

Les membres du conseil d'administration et les commissaires sortans sont rééligibles indéfiniment.

Le directeur, les administrateurs et le trésorier doivent posséder chacun vingt-cinq actions nominatives ; les commissaires et le secrétaire chacun dix actions ; le trésorier doit en outre fournir un cautionnement au gré du conseil d'administration.

Indépendamment des traitemens annuels fixés à

10,000 fr. pour le directeur,
5,000 » pour chaque administrateur,
5,000 » pour le secrétaire,
5,000 » pour le trésorier,

ces fonctionnaires jouissent d'un prélèvement de quatre pour cent sur les bénéfices réalisés, dont un est alloué au directeur, un demi à chaque administrateur, un demi au secrétaire et un demi au trésorier.

Les fonctions de commissaire sont honorifiques.

L'assemblé générale se compose de tous les actionnaires titulaires de 10 actions nomina-

tives ou possesseurs de 20 actions au porteur. Elle est convoquée de droit le premier mardi du mois de mars de chaque année, et peut l'être extraordinairement par le conseil d'administration ou par le comité de surveillance.

Le bilan est dressé tous les ans au 31 décembre, soumis à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire, et communiqué ensuite au ministre de l'intérieur.

Sur les dividendes qui résultent des bénéfices nets, on retient un dixième pour le fonds de réserve, jusqu'à concurrence du dixième du fonds social; le fonds de réserve fait partie du capital social et jouit des mêmes intérêts.

BANQUES DE PRÉVOYANCE.

1. La *Société de l'Union belge et étrangère* d'assurances contre incendie et sur la vie fut autorisée par arrêtés royaux des 12 juin et 10 septembre 1824. Elle commença ses opérations en 1825.

La *Compagnie d'assurances générales* sur la vie, les fonds dotaux et les survivances a été autorisée par arrêté royal du 12 juin 1824.

Les opérations de ces sociétés embrassent les assurances pour la vie entière, les assurances temporaires, les assurances différées, et la constitution et le service des rentes viagères.

Dans les assurances pour la vie entière, moyennant une somme payée immédiatement ou une prime annuelle, l'assuré garantit à ses héritiers ou ayant droit un capital convenu.

Dans les assurances temporaires la société s'engage, moyennant une somme qui lui est payée immédiatement ou une prime annuelle, à payer un capital convenu à la mort de l'assuré, si la mort a lieu pendant un nombre d'années déterminé.

Dans les assurances différées, moyennant une somme que l'assuré paie immédiatement ou une prime annuelle, la société s'engage à lui payer à une époque fixe le capital convenu, s'il vit à cette époque.

Dans les rentes viagères la société s'oblige, moyennant un capital qu'elle reçoit immédiatement, à payer à l'assuré une rente annuelle pendant toute la durée de sa vie.

2. Le capital de la société de l'Union belge et étrangère (qui fait aussi les assurances contre incendie), est de huit millions 500 fr. et peut être porté à 31 millions de francs, si le nombre et l'importance des opérations l'exigent.

Celui de la compagnie d'assurances générales est de 600,000 florins (1,200,000 fr.), et peut être porté à un million de florins (2 millions de fr.)

Ces sociétés sont régies par un conseil d'administration, composé d'administrateurs et d'un directeur, qui sont nommés en assemblée générale des actionnaires, laquelle choisit aussi des commissaires chargés de contrôler les opérations de l'administration.

La société de l'Union belge et étrangère a de plus trois auditeurs, nommés directement par les assurés, pour veiller spécialement à leurs intérêts et à la répartition du vingtième de bénéfices qui leur est garanti par les statuts.

L'emploi des fonds sociaux est indiqué par les statuts. L'administration doit les faire valoir, soit en achat d'immeubles, de rentes sur l'état ou d'effets publics créés et autorisés par le gouvernement, soit en prêts sur immeubles et effets publics, soit enfin en escomptant des valeurs de commerce sur le pays, garanties par trois signatures réputées bien solvables, et à échéances fixes, n'excédant pas trois mois.

Voyez les articles Caisse d'Epargnes, Caissier général de l'Etat, Sociétés anonymes.

BAPTÊME.

C'est l'acte par lequel un citoyen entre dans la religion chrétienne. Autrefois le prêtre qui conférait le baptême aux nouveaux nés, constatait aussi leur naissance; il tenait à cet effet un régistre, et en délivrait des extraits qui fesaient foi en justice. Aujourd'hui on doit, en procédant au baptême des enfans, se borner à l'accomplissement des cérémonies purement religieuses. Le régistre que l'on tient encore dans les paroisses ne constate plus que l'état religieux des citoyens, et n'a aucune force en justice pour établir leur état civil.

Les cérémonies du baptême peuvent être remplies à l'égard des nouveaux-nés avant la déclaration à l'état civil.

Les dépositaires des régistres de l'état civil antérieurs à la loi du 20 septembre 1792, ne doivent point supprimer, dans les extraits qu'ils en délivrent, la mention du baptême. (Circul. du ministre de la justice, du 21 avril 1806.) Voyez Actes de l'état civil.

Le baptême intéresse l'hygiène publique, et donne lieu, sous ce rapport, à des réflexions de la plus haute importance.

Nous en citerons quelques-unes qui méritent de fixer l'attention des ecclésiastiques.

« Il est facile de concevoir à quel point un enfant qui vient de naître est sensible à l'action du froid, et combien la chaleur lui est nécessaire; sa peau, plongée naguères dans le sein maternel, dont la température ne varie jamais, est fortement affectée par les vicissitudes continuelles de l'atmosphère, auxquelles le temps seul peut l'habituer. Il y a donc de l'imprudence à le transporter dans une église au moment d'un grand froid ou par un mauvais temps, surtout lorsqu'il n'est pas garanti des intempéries de la saison par des vêtemens assez chauds. On sait que, dans la plupart des climats chauds, la moindre négligence à cet égard, détermine souvent un tétanos mortel. D'ailleurs, cette transition subite et brusque d'une chaleur de 32 degrés Réaumur à un froid qui va quelquefois jusqu'à 15 et même 18 degrés au-dessous de zéro, (ce qui, dans certains cas, place l'enfant sous l'influence d'une variation atmosphérique instantanée de 45 à 50 degrés), peut, surtout lorsque l'eau du baptême est versée abondamment, établir le germe d'une maladie qui se développera plus tard, et dont on sera loin de pouvoir expliquer ou même découvrir la cause. Qu'on fasse attention que le crâne, à cette première époque de la vie, n'est pas encore complètement ossifié; que, dans l'espace *quadrilatère* qui existe alors sur le sommet de la tête, et que les anatomistes ont nommé *fontanelles*, le cerveau, cet organe si délicat, n'est protégé que par la peau et une faible membrane fibreuse, incapable souvent de résister à l'effort le plus léger; on concevra alors combien peuvent devenir funestes les aspersions d'eau froide, dans cette partie. Plusieurs observateurs (entre autres Mauriceau et Brouzet) ont vu périr des enfans pour avoir été baptisés avec de l'eau trop froide. Frank n'est pas éloigné d'attribuer en partie la fréquence de l'ictère (jaunisse) des nouveaux nés à ce même défaut de précaution que le médecin conseille d'interdire sévèrement *dans tous les cas*.

» Il n'est que trop ordinaire, dans les campagnes, de voir transporter les nouveaux-nés, pendant les plus grands froids, et dans les temps les plus affreux, à de grandes distances pour arriver à l'église où le baptême doit se célébrer; souvent le transport s'exécute sans la moindre précaution, surtout lorsque l'indigence des parens ne leur permet pas de vêtir l'être débile qui vient de voir le jour, de manière à le garantir des impressions de l'atmosphère. Il serait à desirer en pareil cas, que les ministres des autels, animés d'un zèle que leur saint ministère peut seul soutenir et encourager, voulussent bien consentir à baptiser dans les maisons des particuliers, ou à substituer l'ondoiement à la cérémonie du baptême, qu'on différerait jusqu'à ce que l'enfant ait acquis plus de force et que la saison fut devenue plus favorable : et qu'on ne s'imagine pas que le danger qu'on signale ici soit chimérique. Zeveani (*Delle numerose morte dei bambini*, 1774) dont l'observation s'est spécialement dirigée sur cet objet, lui attribue la mortalité plus grande des enfans en hiver qu'en été; et Mezler dans son ouvrage (*Ueber den einflus*, etc., c'est-à-dire des rapports de la médecine avec la théologie pratique) assure que plusieurs curés, convaincus par l'expérience, conseillent de se munir d'une fiole d'eau afin de pouvoir ondoyer l'enfant dans le cas où il succomberait pendant la route.

» En général l'emploi de l'eau froide pour baptiser les enfans nouveaux-nés est regardé comme très pernicieux, et l'usage de l'eau tiède, surtout en hiver, doit lui être généralement substitué. Cette précaution est recommandée par les plus célèbres praticiens.

» Les dangers, dont nous venons de parler,

ont déterminé en 1790, un prince éclairé d'Allemagne (le prince évêque de Wurtzbourg) à publier un décret par lequel il ordonna aux pasteurs des églises *de baptiser dans les maisons des particuliers, lorsque les familles le demanderaient, pendant les mois de décembre, janvier et février, et de n'employer que de l'eau tiède pour le baptême.*

» Lorsque ce sont des enfans qui tiennent le nouveau-né sur les fonds baptismaux, il est d'usage, en certains endroits, de le leur faire porter jusqu'à l'église ; et comme le plus souvent ils n'en ont pas la force, on le maintient au moyen d'une serviette attachée autour du cou. Cet usage doit être interdit ; il en est résulté plus d'une fois de graves accidens : les enfans sont trop distraits, et n'ont pas le pied assez sûr, pour qu'on doive leur confier un fardeau aussi précieux.

» Quelquefois la cérémonie du baptême devient l'occasion de diverses réjouissances. Le danger qui résulte souvent pour la mère et même pour l'enfant de l'explosion des armes à feu, dont on se sert en cette circonstance, doit également faire proscrire cet usage. »

Malgré les dangers que nous venons de signaler, le gouvernement s'est toujours abstenu d'interposer son autorité pour les prévenir ; et c'est avec raison, car celle des prêtres éclairés a beaucoup plus d'influence en ces matières que la sienne.

BARAQUE.

C'est à proprement parler la hutte que construit le soldat pour se mettre à l'abri des intempéries de l'air ; mais ce nom se donne également à des boutiques couvertes, à des théâtres de bois qu'on établit dans les rues et sur les places publiques, surtout en temps de foire, pour étaler des marchandises, donner des représentations, montrer des animaux ou autres curiosités, etc.

Dans ce dernier sens aucune baraque ne peut être élevée, même temporairement sur la voie publique, sans une permission de l'autorité.

La raison en est que les rues et places publiques sont la propriété de l'état, de la province ou de la commune, et que personne ne peut, même temporairement, s'en approprier la jouissance exclusive sans le consentement du propriétaire.

Sous un autre point de vue, les baraques établies sur la voie publique peuvent y gêner la circulation, de sorte qu'outre l'approbation de l'autorité provinciale pour en établir sur les routes appartenant à l'état ou aux provinces, il faut encore l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins. Loi communale du 30 mars 1836, art. 90. Voyez Voirie.

Il est des villes où les emplacemens destinés aux baraques en temps de foire, sont l'objet d'un revenu pour la commune. Voyez Marchés et Places.

BARON.

C'était autrefois le titre de dignité que portait ordinairement le gentilhomme propriétaire d'une baronnie.

Les barons étaient, dans l'origine, des grands du royaume ; mais lorsque les ducs eurent usurpé les droits de souveraineté, ils voulurent, à l'exemple des rois, avoir des barons, et ils érigèrent à cet effet en baronnies les terres possédées par leur principaux vassaux. Certains évêques avaient aussi leurs barons.

Les baronnies et les titres de baron ont été supprimés, avec le régime féodal et la noblesse, par les lois des 4 août 1789 et 19 juin 1790 ; mais le sénatus-consulte du 14 août 1806, en a autorisé le rétablissement.

Sous le gouvernement des Pays-Bas, le titre de baron a été rendu, sur leur demande, à tous ceux qui l'avaient auparavant. (Arrêté du 26 janvier 1822.)

La Constitution actuelle donne au roi la permission de conférer le titre de baron, mais elle n'autorise pas le rétablissement des baronnies. (Art. 7.) Voyez Noblesse.

BARQUES PUBLIQUES ET BATEAUX DE TRANSPORT.

1. Il y a deux espèces de barques publiques et de bateaux qui servent au transport des voyageurs et des effets, denrées ou marchandises.

La première comprend les embarcations qui partent à tour de rôle, à jour et heure fixes, et pour des lieux déterminés; pour les distinguer, on les appelle communément *barques d'ordonnance*, *messageries* ou *voitures d'eau*.

La seconde comprend les barques et bateaux qui, ne faisant pas de service régulier, doivent être considérés comme moyens de transport extraordinaires.

Les unes ont mérité toute la faveur du gouvernement, parce qu'elles sont réellement plus utiles au commerce et à l'industrie que les autres; et cette faveur va même si loin, qu'afin d'empêcher le tort que celles-ci pourraient occasionner à celles-là, le gouvernement a rendu toute concurrence impossible entre elles. C'est ce que nous verrons tantôt.

2. Sur les fleuves, rivières et canaux navigables, qui appartiennent à l'état, les barques et bateaux de toute espèce sont soumis à des droits de navigation, et la perception de ces droits, ainsi que les formalités qui s'y rattachent, sont du ressort de l'administration générale. Voyez NAVIGATION (*droit de*) et TONNAGE.

Sur les canaux navigables, qui appartiennent à des provinces, communes, associations ou particuliers, les barques et bateaux sont soumis, en outre, à des droits de péage établis par le titre même qui a autorisé la construction des canaux. Voyez CANAUX et PÉAGE.

3. Sous un autre point de vue, les barques et bateaux de transport ont donné lieu à des réglemens de police locale, qui ont particulièrement pour objet leur service intérieur, la régularité de la correspondance entre les divers lieux qu'ils desservent, la commodité et la sûreté des voyageurs, la responsabilité des entrepreneurs, etc.

On peut consulter à ce sujet le réglement que la régence de Bruxelles a publié, le 10 avril 1822, pour le service des barques sur le canal qui va de cette ville à Boom : ce réglement détermine les heures de départ et d'arrivée, le prix des places et du transport des marchandises, le poids des paquets, ballots et caisses qu'il est permis de prendre à bord, la charge gratuite à laquelle ont droit les voyageurs, les lieux intermédiaires du canal où les barques doivent toucher, les obligations de l'entrepreneur, les pénalités qu'il peut encourir en cas de contravention, etc., etc. Un livre, coté et paraphé par le bourgmestre ou un échevin, doit être tenu à la disposition des passagers qui voudraient y consigner leurs plaintes.

On sent que les décrets des 14 décembre 1789, 16-24 août 1790 et 19-22 juillet 1791, en attribuant aux administrations locales le droit de régler tout ce qui intéresse le bien de leurs communes et de leurs administrés, n'ont pu donner à ce droit une extension qui porterait atteinte aux lois ou à des intérêts plus généraux.

La loi fondamentale de 1815, la constitution de 1831 et l'art. 78 de la loi communale du 30 mars 1836, qui attribuent à l'autorité communale le même pouvoir, le limitent expressément sous ce double rapport. Aussi, le gouvernement des Pays-Bas, ayant eu connaissance que, dans certaines communes, les réglemens relatifs au service des barques et bateaux de transport, interdisaient ou restreignaient, à l'égard des conducteurs, propriétaires ou patrons domiciliés ailleurs, la faculté d'importer des effets, denrées ou marchandises, ou d'y prendre charge pour une autre destination, rendit-il, le 1er mars 1818, l'arrêté suivant :

« Considérant que des institutions locales de cette nature sont, à tous égards, contraires au système des impositions publiques aujourd'hui en vigueur, notamment à la loi sur les patentes, du 11 février 1816 (J. O., n° 13), comparée à celle du 15 septembre de la même année, concernant le droit sur la navigation intérieure (J. O., n° 41), et à l'art. 206 de la loi du 30 octobre suivant, concernant les droits d'entrée et de sortie (J. O., n° 45 *bis*), en vertu desquelles lois tout propriétaire, conducteur ou patron de navires, bateaux ou barques peut commercer et exercer sa profession dans toute l'étendue du royaume, sans avoir besoin de quelqu'autre permission, consentement, acte ou autre titre quelconque, dont les lois du royaume ne permettent ou ne

prescrivent pas que l'exhibition soit requise;

» Nous avons arrêté et arrêtons:

» Art. 1er. Tous réglemens, ordonnances ou autres dispositions locales quelconques, qui gênent ou limitent, à l'égard des propriétaires, conducteurs ou patrons de navires, bateaux ou barques, domiciliés ou établis ailleurs que dans la commune, la faculté d'y importer ou d'y charger pour une autre destination des effets, denrées ou marchandises dans leurs dits navires, bateaux ou barques, sont annulés et déclarés de nulle valeur. En conséquence, chacun est libre de se servir, pour charger et transporter des effets, denrées et marchandises, de tels patrons ou conducteurs de navires, bateaux ou barques qu'il jugera convenable, pourvu qu'ils soient munis d'un congé de navigation, conformément à la loi du 15 septembre 1816, concernant le droit sur la navigation intérieure (J. O., n° 41); qu'en outre, les bâtimens nationaux, qui font des courses à l'intérieur et à l'étranger, soient munis d'un double congé de navigation, aux termes de l'art. 8 de la même loi, et qu'en cas de course à l'étranger, il soit payé, par lesdits bâtimens, un droit de tonnage à l'entrée et à la sortie, conformément à l'art. 206 de la loi sur les droits d'entrée et de sortie du 30 octobre 1816 (J. O., n° 45 *bis*.)

» Art. 2. A l'avenir, il ne pourra plus être levé sur les bateliers étrangers à une commune, aucune rétribution ou imposition locale plus forte que celle établie sur les bateliers de la même commune.

» Art. 3. Il n'est cependant pas dérogé par la disposition de l'art. 1er ci-dessus, aux ordonnances et réglemens existant dans diverses communes relativement aux navires, barques et bateaux qui partent à tour de rôle, à jour et heure fixes, et pour des lieux déterminés, tous lesdits réglemens étant maintenus en pleine vigueur. »

Les lois des 15 septembre et 30 octobre 1816 sont abrogées. Voyez Batelier.

On ne tarda point à reconnaître qu'en affranchissant ainsi de toute entrave les propriétaires de bateaux, domiciliés et non domiciliés dans les communes où ils chargent et déchargent leurs marchandises, on compromettait l'existence des barques et bateaux qui fesaient un service régulier de transport et de correspondance, et l'on essaya de concilier autant que possible la libre circulation des uns avec les avantages que l'industrie retirait des autres.

Tel fut l'objet de l'arrêté royal du 21 août 1818, que nous allons reproduire en entier, parce qu'il fait la loi des régences en cette matière:

« Vu l'art. 3 de notre arrêté du 1er mars 1818, n° 44 (J. O., n° 9), portant que les ordonnances et réglemens qui existent dans diverses communes du royaume, relativement aux navires, barques et bateaux qui partent à tour de rôle, à jour et heure fixes, et pour des lieux déterminés, sont maintenus en pleine vigueur;

» Considérant néanmoins que parmi les ordonnances et réglemens observés dans diverses communes, relativement auxdits navires, barques et bateaux, plusieurs contiennent des dispositions contraires tant à la loi fondamentale, au système des impositions publiques et aux réglemens généraux et locaux, applicables à la matière, qui sont actuellement en vigueur, qu'à l'intérêt du commerce et à celui des diverses relations des habitans en particulier; qu'il est, par conséquent, nécessaire de modifier convenablement lesdits statuts, réglemens et ordonnances, et d'organiser le service des navires, barques et bateaux, partant à jour et heure fixes, et pour des lieux déterminés, de manière qu'il serve exclusivement à l'avantage de l'industrie, sans mettre aucune gêne à la liberté de la circulation;

» Avons arrêté et arrêtons:

» Art. 1er. La disposition contenue au troisième article de notre arrêté du 1er mars 1818, n° 44 (J. O., n° 9), cité en tête des présentes, sera exécutée; en conséquence, les ordonnances et réglemens existans dans diverses communes de notre royaume, relativement aux barques et bateaux servant au transport des voyageurs ou des effets et marchandises, et qui partent à jour et heure fixes, pourront être maintenus en pleine vigueur,

nommément autant que les régences respectives des communes y intéressées le jugeront réciproquement nécessaire et utile pour l'avantage de leurs administrés.

» Art. 2. Tous les effets, marchandises ou denrées destinés à être transportés par eau d'un lieu à un autre situé, soit dans l'intérieur, soit hors du territoire du royaume, entre lesquels il existe une voiture d'eau ou barque marchande, lors même qu'elle parcourt diverses routes de navigation, devront, comme par le passé, être expédiés par lesdites voitures ou barques, à l'exception néanmoins des cas ci-après désignés, savoir:

» *a.* Lorsqu'il s'agira d'envois qui requièrent célérité et qui ne peuvent être différés jusqu'au départ desdites voitures ou barques, si ce départ n'a lieu que de quinze en quinze jours, de trois en trois semaines, ou à des époques indéterminées;

» *b.* Lorsqu'un négociant ou particulier, et lorsque deux ou tout au plus trois négocians ou particuliers, de concert, se proposent d'expédier une ou plusieurs parties d'effets ou marchandises pour un lieu déterminé, desservi par une voiture d'eau partant régulièrement, sans distinction si l'envoi est consigné à un ou plusieurs négocians, maisons de commerce ou particuliers, bien entendu néanmoins que ceux qui useront des exceptions accordées dans les deux cas susmentionnés, ne pourront, sous aucun prétexte, recevoir à bord, soit au lieu du départ, soit dans le cours de la route, d'autres effets ou voyageurs.

» Tous lesdits envois pourront se faire par tel navire, barque ou bateau que les parties intéressées voudront y employer, pourvu que le propriétaire, conducteur ou patron de ce navire, barque ou bateau, soit muni d'un congé de navigation en bonne forme.

Ne pourront néanmoins aucuns navires, barques ou bateaux être mis expressément en charge pour recevoir, au préjudice des voitures régulières existantes pour la navigation, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du royaume, les voyageurs ou les effets qui se présenteraient.

» Art. 3. Tous les réglemens et ordonnances existans dans ce royaume sur les navires, barques et bateaux qui partent à jour et destination fixes, devront, dans la huitaine à compter du jour où notre présent arrêté sera parvenu à la connaissance des régences des communes où ils existent et sont en vigueur, être transmis aux colléges des états députés des provinces de leur ressort, pour qu'il soit, par lesdits colléges, dûment examiné si et jusqu'à quel point lesdits réglemens et ordonnances sont ou ne sont pas conformes tant à la loi fondamentale, au système établi pour les impositions publiques et aux dispositions générales ou locales, relatives et applicables à la matière, qui sont actuellement en vigueur, qu'aux besoins du commerce et de la navigation en général, et à l'intérêt des relations mutuelles des habitans en particulier. Les colléges des états députés modifieront lesdits réglemens et ordonnances d'une manière à ce conforme, et devront les réglemens et ordonnances, qui, en conséquence, seront par eux arrêtés de nouveau, remplacer sans délai ceux qui auront jusqu'alors été en vigueur.

» Art. 4. Les amendes et peines à établir par les ordonnances et les réglemens qui seront ainsi ultérieurement arrêtés relativement aux navires, barques et bateaux, qui partent à tour de rôle et à jour et heure fixes, soit pour l'intérieur, soit pour l'extérieur du royaume, devront être modifiées d'après les dispositions et les règles générales actuellement en vigueur sur cette matière, sans que les amendes puissent excéder le *maximum* qui y est déterminé. Les peines et les amendes devront être établies dans une juste proportion avec le plus ou moins de gravité du délit; elles ne pourront être appliquées par aucune autorité civile, mais seront uniquement du ressort des tribunaux compétens, auxquels devra être exclusivement réservé le jugement de toutes contestations quelconques à naître au sujet de l'application et de l'observation des ordonnances et réglemens qui seront ainsi arrêtés; et pourront néanmoins, dans tous les cas, les autorités locales et à ce compétentes ordonner la saisie des navires et bateaux pour le recouvrement des amendes encourues, à moins qu'il ne soit fourni cau-

tion suffisante pour le payement. (L'art. 78 de la loi du 30 mars 1836 ne permet plus de prononcer que des peines de simple police.)

» Art. 5. Les administations communales ne pourront, sans notre autorisation préalable, établir aucune messagerie d'eau pour l'étranger, ni faire des réglemens à ce sujet.

» Art. 6. Tous les réglemens et ordonnances à faire par la suite, relativement aux messageries d'eau correspondantes avec l'intérieur du royaume ou l'étranger, devront être réformés et modifiés d'après les dispositions prescrites par notre présent arrêté. »

A ces dispositions, qui lient les administrations communales dans la confection de leurs réglemens locaux, un autre arrêté du 4 septembre 1819 a fait une exception en faveur des bateliers qui approvisionnent les foires et marchés.

« Considérant, dit cet arrêté, que la stricte application de ces dispositions aux bateliers, propriétaires ou patrons de bateaux, barques ou navires qui, dans quelques parties du royaume, se sont plus spécialement chargés depuis long-temps, et continuent à se charger encore du transport, pour les kermesses, foires ou marchés ordinaires, d'effets, de marchandises, d'objets de quincaillerie, ainsi que de boutiques pour plus de trois négocians, boutiquiers ou merciers fréquentant ces kermesses, foires ou marchés ordinaires, seraient particulièrement préjudiciables aux intérêts et à la commodité de ces derniers, par la perte de temps qu'ils éprouveraient s'ils devaient attendre le départ des bateaux ordinaires d'ordonnance ou de transport; que les intérêts des bateliers ou patrons susdits n'en souffriraient pas moins, et qu'il est par conséquent nécessaire de faire subir, dans ce cas particulier, aux dispositions dont s'agit, une modification ultérieure;

» Avons arrêté et arrêtons :

» Par altération et ampliation en ce qui concerne le § *b* de l'art. 2, relaté ci-dessus, de notre arrêté du 21 août 1818 (J. O., n° 33), et les dispositions y contenues, il est permis aux bateliers, propriétaires ou patrons des bateaux, barques ou navires qui, dans quelques parties du royaume, se chargent du transport, pour des kermesses, foires ou marchés ordinaires, de marchandises, d'effets et d'objets de quincailleries, ainsi que de boutiques, de faire des chargemens pour plus de trois marchands, boutiquiers ou merciers, et sans être sous aucun rapport soumis à aucun nombre déterminé, et de transporter à des kermesses, foires ou marchés ordinaires, les effets, marchandises, merceries et boutiques qui leur seront confiés à cet effet, quand même le passage entre le lieu du chargement et celui de la destination, serait desservi par une voiture d'eau ordinaire.

» Toutes les autres dispositions prescrites par notre arrêté du 21 août 1818 (J. O., n° 33), sans aucune exception, demeurent en vigueur et sortiront leur entier effet; nous ordonnons qu'elles seront maintenues et strictement observées. »

Voyez aux articles Batelier et Navigation les formalités auxquelles les barques et bateaux de transport sont assujettis.

BARRAGE.

On appelle ainsi tout établissement fixe ou temporaire de charpente, planches, fascines, etc., pour arrêter l'eau. Le barrage diffère du bâtardeau, en ce que celui-ci a particulièrement pour objet de détourner l'eau de sa direction habituelle, et celui-là d'en suspendre ou ralentir le cours sans le détourner. Voyez Digue et Eaux.

BARRE DES TRIBUNAUX.

On appelle ainsi la place réservée aux accusés dans les salles d'audience des cours d'assises.

Elle est ordinairement séparée du reste de l'enceinte par une balustrade, et garnie de bancs.

En présence des juges et du jury, l'accusé doit comparaître à la barre, libre et sans fers. (Art. 1er du titre VII de la loi du 16-29 septembre 1791; art. 341 du code du 3 brumaire an 4; art. 310 du code d'instruct. crim.)

Cette disposition est fondée sur ce que, d'une part, l'accusé est présumé innocent jusqu'à

ce qu'il soit déclaré coupable, et que de l'autre, les liens dont il serait garotté pourraient faire naître un préjugé défavorable à son innocence, ou l'idée que sa personne n'étant pas libre, sa défense ne saurait l'être davantage. Cependant, l'article 310 du code d'instruction criminelle exige qu'il soit accompagné de gardes, afin de prévenir toute évasion, et à cet effet deux gendarmes sont placés près la barre.

BARRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Une place était réservée dans l'enceinte de l'assemblée nationale pour les pétitionnaires et pour les personnes appelées ou admises devant elle (Décret du 18 septembre 1791). Mais aucune réunion de citoyens armés ne pouvait y être admise (Décret du 21 juin 1792).

L'assemblée nationale admettait devant elle les personnes qui avaient des pétitions à lui présenter, des plaintes ou des dénonciations à lui faire; elle y mandait même les fonctionnaires publics et citoyens chargés d'une mission, à l'effet de rendre compte de leur conduite ou de fournir des renseignemens sur les faits qui intéressaient la révolution.

La place qui leur était réservée dans l'enceinte de l'assemblée s'appelait *Barre*.

Cet usage qui, dans son origine, témoignait d'un respect fort louable mais exagéré pour les droits et les intérêts du peuple, dégénéra bientôt en abus. Le peuple vint lui-même dicter ses ordres à l'assemblée, à tel point qu'un décret du 21-25 juin 1792 disposa que désormais aucune réunion de citoyens armés ne pourrait être admise à sa barre, ni défiler dans la salle de ses séances.

L'expérience rend sage : depuis cette époque, l'admission en personne des pétitionnaires et la comparution des citoyens à la barre, ont été supprimées dans toutes les assemblées législatives. (Constitution belge, art. 43.)

BARRES ET BARREAUX DE FER.

L'article 471 n° 7 du code pénal punit d'une amende de 1 à 5 francs ceux qui laissent dans les rues, chemins, places, lieux publics ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux et autres machines, instrumens ou armes, dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs.

Les officiers de police, les gendarmes et les gardes-champêtres doivent dresser procès-verbal de cette contravention, toutes les fois qu'ils rencontrent dans leur tournée des objets de ce genre abandonnés sur la voie publique; ils sont même tenus de les saisir comme pièces de conviction. Mais leur négligence est grande à cet égard dans notre pays, et il serait à désirer, dans l'intérêt général, que l'autorité supérieure leur rappelât leurs obligations sous ce rapport.

BARRIÈRES.

On appelle ainsi les lieux où sont établis des bureaux pour la perception des droits d'entrée sur les marchandises, ou de passage sur les chevaux et voitures.

Le nom de barrières vient de ce que les chemins, par lesquels arrivent les voitures et les marchandises sujettes à la taxe, étaient autrefois traversés par une *barre* de fer ou de bois, qui servait à en fermer le passage.

C'est aux barrières que s'opérait alors la perception des droits de traite, aides et autres; c'est là que se perçoivent aujourd'hui, dans certaines villes de France, les taxes municipales sur les objets destinés à la consommation des habitans. En Belgique on les appelle communément *bureaux d'octroi*, et le mot de *barrières* ne s'emploie que pour désigner les endroits où se paie la taxe d'entretien des routes. Nous n'avons à nous en occuper ici que sous ce dernier rapport, et ce sera l'objet de l'article suivant.

BARRIÈRES (TAXE DES)

Cette taxe était connue en Belgique bien avant qu'elle fut, pour la première fois, érigée en impôt par le gouvernement français; des associations religieuses, des communautés d'habitans, des provinces, ayant construit diverses routes dans notre pays, avaient obtenu l'autorisation d'y placer des barrières

et de percevoir une taxe, tant pour s'indemniser des dépenses de leur construction que pour subvenir aux frais de leur entretien. Après la réunion de la Belgique à la France, on essaya d'appliquer ce système à toutes les grandes communications de l'état. La première tentative fut infructueuse : le conseil des cinq-cents rejeta le 6 germinal an 5 les résolutions qui lui avaient été soumises à ce sujet ; mais le 24 fructidor suivant, une loi consacra en principe « qu'il serait perçu sur toutes les » grandes routes de la république une taxe » d'entretien, dont le produit serait spécia- » lement et uniquement affecté aux dépenses » de leur entretien, réparation et confec- » tion, ainsi qu'à celles de leur administra- » tion. »

Le titre 8 de la loi des finances du 9 vendémiaire an 6 donna vie à ce principe, en réglant de quelle manière le *droit de passe sur les chemins publics*, c'est-à-dire la taxe des barrières, serait perçu.

Cette matière ayant été complètement réorganisée en 1831, il serait inutile d'entrer dans les détails de la législation, soit française, soit hollandaise, qui la régissait avant cette époque. Nous nous bornerons à indiquer sommairement les anciennes lois, décrets et arrêtés qui s'y rapportent. Ce sont :

La loi du 3 nivôse an 6, qui détermine le tarif des droits à payer et règle la police, la régie provisoire, la mise en location et le contentieux de la taxe des barrières ;

L'arrêté du 27 germinal an 6, relatif à l'exécution de la loi précédente ;

L'arrêté du 21 floréal an 6, concernant les formalités à remplir par les citoyens qui ont droit à l'exemption de la taxe ;

La loi du 1er thermidor an 6 qui autorise le Directoire exécutif à faire des réglemens pour l'exécution des lois, relatives à la perception de la taxe, et ordonne la mise en adjudication du droit de barrière ;

L'arrêté du 5 fructidor an 6, qui enjoint aux militaires en voyage de justifier de leurs billets de route, et sinon d'acquitter les droits de passe et de barrière ;

L'arrêté du 13 vendémiaire an 7, qui exempte du payement de la taxe les équipages d'artillerie marchant avec feuille de route ou muni d'un ordre de service ;

L'arrêté du 9 brumaire an 7, qui accorde la même exemption aux voitures et chevaux marchant pour le service de la république ;

La loi du 14 brumaire an 7, qui amplifie et modifie les dispositions des lois antérieures sur la taxe d'entretien des routes ;

La loi du 19 frimaire an 7, qui prescrit la mise en ferme des barrières ;

L'arrêté du 13 pluviôse an 7, concernant l'acquit des frais de leur premier établissement ;

Les arrêtés du 9 prairial an 7, nos 2976 et 2977, qui modèrent la taxe sur certaines matières dans l'intérêt de l'industrie ;

La loi du 7 germinal an 8, qui réduit la taxe d'entretien ;

L'arrêté du 1er floréal an 8, qui règle les cas où la perception de la taxe peut être suspendue, les exemptions et modérations, la régie provisoire, la mise en ferme, les obligations des fermiers, le recouvrement, les versemens et la comptabilité de la taxe ;

L'arrêté du 9 messidor an 9, qui ordonne le renouvellement des baux de barrières ;

L'arrêté du 7 ventôse an 10, relatif au mode de versement et à l'emploi des fonds provenant de la taxe d'entretien des routes ;

L'arrêté du 11 fructidor an 10, qui règle l'adjudication des barrières pour l'an 11 ;

L'arrêté du 3 messidor an 11, relatif à l'emploi du premier quart du fermage des barrières ;

L'arrêté du 8 ventôse an 12, qui attribue au ministre des finances l'exécution des lois relatives à la taxe d'entretien des routes ;

La loi du 4-14 avril 1806, portant que le tarif actuel de la taxe ne sera point applicable aux routes nouvellement construites dans les Alpes, lesquelles seront soumises à une taxe particulière ;

La loi financière du 24 avril 1806, titre VII, qui supprime les droits de barrières, à partir du 21 septembre 1806, et la remplace par une taxe sur le sel, à l'extraction des marais salans ;

L'avis du conseil-d'état du 21-23 juin 1806, sur l'époque précise de la suppression des droits de barrière ;

Le décret du 20 janvier 1811, qui, en exé-

cution de la loi du 4-14 avril 1806, établit une taxe pour l'entretien de la route du Mont-Cénis ;

Le décret du 12 avril 1811, qui établit une taxe semblable sur le passage du Simplon.

Après la chute de l'empire français, la taxe des barrières, qui avait été supprimée par la loi financière du 24 avril 1806, fut rétablie en Belgique par un arrêté du gouvernement provisoire, en date du 19 mars 1814.

Une foule d'arrêtés postérieurs ont réglé la perception, les exemptions et l'adjudication de cette taxe, les versemens de la recette, les droits, les devoirs et les cautionnemens des fermiers, etc., nous nous bornerons encore à les indiquer; ce sont:

L'arrêté du 16 mai 1814, relatif aux recettes et versemens du produit des droits de barrière ;

L'arrêté du 13 février 1815, qui contient réglement pour la perception des droits;

L'arrêté du 9 mars 1815, qui fixe les exemptions ;

L'arrêté du 13 février 1816, qui règle de nouveau la perception, les exemptions et l'adjudication des droits de barrières, les devoirs et obligations des fermiers, le contentieux, les poursuites et recouvremens à exercer ;

L'arrêté du 30 janvier 1817, concernant la taxe des voitures employées par les administrations locales au transport des bagages de l'armée ;

L'arrêté du 1er février 1819, touchant les droits de barrières à payer par la troupe ;

L'arrêté du 24 février 1819, qui modifie les règles précédemment établies pour le service des barrières ;

L'arrêté du 19 janvier 1822, relatif à une nouvelle adjudication des barrières;

L'arrêté du 17 février 1822, qui contient sur la perception des droits, quelques dispositions additionnelles aux arrêtés précédens;

L'arrêté du 4 février 1825, contenant la prise en ferme des barrières;

L'arrêté du 13 janvier 1828, contenant le tarif des barrières pour les diligences et chariots de poste ;

L'arrêté du 16 juillet 1828, qui modifie le précédent.

Ainsi que nous l'avons fait observer en tête de cette nomenclature, la révolution de 1830 a remplacé, par une législation entièrement nouvelle, toutes les lois et arrêtés que nous venons d'énumérer brièvement.

Pour apprécier avec plus de justesse la nature et les détails de cette législation, nous diviserons la matière en plusieurs chapitres.

CHAPITRE Ier.

Nature de la taxe des barrières.

1. On sait qu'aux termes de l'art. 538 du code civil, les chemins, routes et rues à la charge de l'état, sont considérés comme des dépendances du domaine public. Partant de ce principe, le gouvernement des Pays-Bas ne voyait dans la taxe des barrières qu'un revenu semblable en tous points à ceux que donnent les autres propriétés de l'Etat. Le fermage des barrières était, selon lui, la même chose que le fermage d'une terre ou d'une usine domaniale; et comme il avait l'administration des domaines de l'Etat, il se tenait pour autorisé à régir, au même titre et par de simples arrêtés, tout ce qui concerne les barrières.

Cette manière d'envisager la taxe qui s'y ticle perçoit, n'était rien moins que juste. Le droit de barrières constitue un véritable impôt, et aux termes de la Constitution de 1815, aucun impôt ne pouvait être établi au profit du trésor public qu'en vertu d'une loi.

Que telle soit la nature du droit de barrière, cela n'est douteux pour personne : sans contredit, les routes sur lesquelles il est établi, sont la propriété de l'Etat : mais de ce que l'ar-538 du code civil a consacré ce principe, il ne s'en suit point que le gouvernement, simple administrateur de cette portion du domaine public, puisse en soumettre l'usage à des droits quelconques. Il faut bien distinguer les biens, dont la jouissance peut, par suite d'un bail, devenir exclusive, de ceux dont l'usage doit, par leur nature même, rester commun à tous les citoyens de l'Etat. A l'égard des premiers, le gouvernement a le droit

de les administrer comme des propriétés nationales, susceptibles de produire des revenus; mais il n'en est pas de même des autres.

Comme c'est à la nation qu'en appartient non-seulement la propriété, mais encore l'usage, c'est à la nation aussi ou à la législature qui la représente, à décider s'il convient à l'intérêt général d'en laisser l'usage au peuple *gratuitement*, ou *moyennant une taxe :* et cette décision ne peut être que le résultat d'une loi.

D'ailleurs, s'il y a quelque similitude entre le fermage du droit de barrière et le fermage d'un bien domanial, il y a entre eux cette différence fondamentale qu'après l'adjudication faite, le fermier de l'un tire de la chose même un produit qui ne coûte rien à personne, tandis que le fermier de l'autre lève sur tous les citoyens un droit de passe, qu'ils n'ont pas consenti, puisqu'ils n'étaient pas partie au contrat; un droit, qui ne saurait être imposé sur l'usage d'une chose commune à tous, sans l'assentiment du pouvoir qui représente la nation, en un mot sans le secours d'une loi.

2. A l'égard des choses dont la jouissance est non-seulement commune à tous, mais répartie entre tous au même degré, tels que l'air, l'eau, le sol sur lequel on marche, il serait peu rationnel de les soumettre à une taxe, parce que l'idée d'une propriété commune et également utile et nécessaire à tous, emporte pour chacun la faculté d'en jouir librement et sans charge. Mais cette observation n'est point applicable aux routes pavées ou ferrées, attendu que d'un côté leur existence est beaucoup plus utile aux propriétaires de chevaux et de voitures qu'aux piétons; et que de l'autre la construction et l'entretien de ces routes entraînent pour l'Etat des dépenses qui ne laissent pas que d'être considérables, et qu'il serait injuste de faire peser également sur ceux qui jouissent plus, comme sur ceux qui jouissent moins, de ces communications. Il est bien vrai que la société entière profite de l'existence des routes, en ce que la facilité des communications favorise l'agriculture, l'industrie et le commerce; mais la répartition de ces avantages est inégale, et personne ne soutiendra que l'artisan en profite au même degré que le riche. Sans doute le premier en retire quelque profit, parce que la multiplicité et la commodité des routes diminuent le prix des choses nécessaires à sa nourriture, à son vêtement, à son chauffage; mais d'abord, cet avantage est commun au second. Celui-ci, qui consomme plus, en retire même un avantage plus considérable; puis, il en profite encore tout spécialement, s'il possède des chevaux et des voitures de luxe que l'artisan ne possède pas. Il nous semble donc juste d'établir sur les routes pavées et ferrées une taxe d'entretien à laquelle chacun doive contribuer en proportion les avantages qu'il en retire; les livrer gratuitement à l'usage de tous, ce serait favoriser ceux qui profitent le plus de leur établissement au préjudice des autres qui, en profitant moins, seraient tenus de contribuer, dans des proportions inégales, aux frais de leur construction et de leur entretien. Or, telle est la taxe des barrières : l'agriculteur, le commerçant, l'industriel qui s'y trouve assujetti, à raison des produits qu'il verse dans la consommation, paie mais se récupère sur le consommateur des droits qu'il a payés; et les consommateurs qui l'indemnisent en masse n'y contribuent chacun en particulier qu'en proportion de ce qu'ils consomment. Si d'autres, indépendamment de cet usage général des routes, ont une jouissance plus particulière des voies ferrées et pavées, tels que les propriétaires d'équipages, il est juste encore qu'ils paient de ce chef une rétribution plus forte.

Mais de même que l'équité exige que chacun contribue en proportion de sa jouissance à la taxe des barrières, elle exige aussi que cette taxe ne soit jamais plus élevée qu'il ne faut pour couvrir exactement les dépenses de construction et d'entretien des routes. Dès que le produit des droits dépasse les besoins, il y a injustice dans la répartition des charges, parce que l'excédant de la recette sur la dépense est le prix d'une jouissance que les contribuables n'ont pas eue, ou n'ont eue qu'à des degrés inégaux.

Ainsi, 1° la taxe des barrières doit être

considérée non comme le revenu d'un bien domanial, mais comme un véritable impôt. 2° Il doit être voté annuellement. 3° Le produit de cet impôt doit être exclusivement appliqué à la confection, à l'entretien et à l'administration des routes, et faire par conséquent l'objet d'une perception et d'une comptabilité spéciales. 4° Le taux des droits de barrière doit être proportionné annuellement aux besoins qu'ils sont destinés à couvrir.

C'est dans cet esprit qu'est conçue la législation actuelle. Comme les lois dont elle se compose doivent être renouvelées tous les ans, et qu'elles sont par ce motif sujettes à de fréquentes modifications, il serait inutile de les rapporter ici. Nous nous bornerons à indiquer celles qui ont été rendues sur la matière depuis la révolution de 1830 jusqu'à ce jour, et à fixer les principes généraux qui leur servent et doivent leur servir de base pour l'avenir.

Ces lois sont : 1° trois décrets en date du 6 mars 1831, nos 65, 66 et 67 : l'un relatif à l'établissement des droits de barrières, l'autre réglant le mode de leur perception, et le troisième contenant les charges et conditions auxquelles l'adjudication en doit être effectuée. Ces trois décrets ont été prorogés, sauf quelques modifications, par la loi du 8 mars 1832, puis remplacés par trois autres lois du 18 mars 1832, nos 262, 263 et 264 qui ont été à leur tour prorogées par les lois des 12 mars 1834, 18 mars 1835 et 23 mars 1836.

Il est à remarquer que, lorsqu'il s'est agi de renouveler la taxe pour l'année 1835-1836, le gouvernement avait introduit dans le projet de loi une disposition nouvelle, qui fixait la durée des baux à une période de trois ans, avec faculté de résiliation chaque année, moyennant avertissement préalable. La commission, chargée de l'examen du projet, avait adopté cette innovation; mais la chambre des représentans l'a rejetée sur la proposition de M. Gendebien, par le motif que la taxe des barrières étant un véritable impôt, et devant, par suite, être votée annuellement, il n'était pas rationnel d'en affermer la perception pour un terme plus long que la durée même de l'impôt.

CHAPITRE I.

Du placement des barrières.

Après avoir décrété en principe l'établissement d'une taxe pour l'entretien des routes, l'objet le plus important est de fixer la longueur des distances que l'on pourra parcourir en payant le droit établi, en d'autres termes, c'est de régler l'emplacement des barrières.

Sous le gouvernement des Pays-Bas, ce soin regardait le pouvoir exécutif; mais on avait adopté en principe que les barrières seraient placées à des distances successives de 5000 mètres environ les unes des autres, en prenant le centre de chaque ville pour point de départ, et de manière que les villes se trouveraient toujours au milieu d'une distance. (Arrêté du 13 février 1815.)

Ainsi le nombre des barrières était limité par les distances mêmes qu'il devait y avoir entr'elles. Sous le gouvernement belge, le décret du 6 mars 1831, n° 65, s'est borné à maintenir la taxe pour les barrières existantes à cette époque sur toutes les routes de la Belgique, sans renouveler le principe qui avait servi jusqu'alors de base à leur placement. Cet état de choses a continué sous l'empire de la loi du 8 mars 1832; mais celle du 8 mars 1833 disposa qu'une loi déterminerait ultérieurement la classification des routes et le placement des barrières.

Enfin celle du 12 mars 1834 remplit une partie de cette promesse, en statuant :

« Art. 5. Le droit de barrière ne sera perçu qu'aux endroits déterminés par le tableau joint à la présente loi, qui sera exécutoire le jour de sa promulgation. »

Le tableau dont il s'agit comprend toutes les barrières sans distinction si le produit en appartient à l'état, aux provinces ou à des compagnies; il les désigne par leur nom et leur numéro; il indique de même les routes où elles sont établies, et les limites dans lesquelles *la perception de la taxe peut s'exercer*. Ces derniers mots qui servent *d'entête* à la cinquième colonne du tableau, présentent de l'amphibologie; il serait plus exact de dire : *les limites dans lesquelles les barrières* ou *les poteaux de perception* peu-

vent être établis; car la perception proprement dite ne peut, comme nous le verrons ci-dessous, s'exercer à plus de 20 mètres de distance des poteaux.

Les lois des 18 mars 1835 et 23 mars 1836, contiennent la même disposition que l'art. 5 ci-dessus rapporté.

Il suit de ce qui précède, qu'aujourd'hui nulle barrière ne peut être établie sans une loi qui en détermine l'emplacement : et ce n'est qu'ensuite de cette détermination légale, que le gouvernement, les provinces, les communes, les compagnies ou les particuliers peuvent y faire percevoir la taxe. Un acte de concession ne suffirait même pas pour autoriser la perception, puisque d'une part la loi du 12 mars 1834 dispose bien positivement que le droit de barrière ne pourra être perçu qu'aux endroits déterminés par le tableau annexé à la dite loi, et que de l'autre, ce même tableau comprend non-seulement les routes de l'état et des provinces, mais encore les routes *concédées*, soit à des compagnies, soit à des particuliers.

Vainement dirait-on que d'après l'art. 3 de la loi du 18 mars 1833, renouvelé par celle du 12 mars 1834, « la taxe des barrières, » établies sur des routes en suite d'actes de » concession, sera perçue conformément à ces » actes : » cet article n'a pu être relatif qu'à la quotité des droits à percevoir : et s'il pouvait avoir plus de portée, il serait abrogé par l'art. 5 de cette dernière loi. Ainsi, lorsqu'une province, une communauté d'habitans, une compagnie ou des particuliers obtiennent la concession d'une barrière, le gouvernement et les intéressés eux-mêmes doivent veiller à ce que l'établissement et l'emplacement en soient déterminés, d'une manière expresse, par la loi annuelle des barrières ou par une loi spéciale.

Ce système nous paraît moins rationnel que celui du gouvernement des Pays-Bas ; et le législateur devrait, selon nous, se hâter de revenir à ce dernier, en décrétant en principe que les barrières seront placées à des distances successives de 5000 mètres environ, et en laissant au pouvoir exécutif le soin d'appliquer ce principe à toutes les routes du royaume. Le système actuel est plein d'embarras, tant pour les chambres législatives que pour le gouvernement, et il peut donner lieu à de graves abus; car non-seulement il faut chaque année reviser le tableau des barrières, mais s'il se glissait par hasard une omission dans leur nomenclature, ou si l'on oubliait d'y porter une barrière nouvellement concédée, la perception en serait impossible. D'un autre côté, le gouvernement lui-même, faute d'une règle qui détermine approximativement la distance légale des barrières entr'elles, peut soumettre aux chambres des tableaux où les barrières seraient placées à des distances tellement inégales, qu'il en résulterait de grandes injustices pour certaines localités ; et les chambres, n'ayant point les élémens nécessaires pour contrôler de semblables propositions, sont exposées à les admettre de confiance. A la vérité elles pourraient exiger que les distances fussent indiquées aux tableaux qui sont présentés à leur sanction ; mais jusqu'ici leur sollicitude ne s'est point étendue à ces détails et avec raison : car la véritable mission du pouvoir législatif est de poser des principes généraux, et d'abandonner au pouvoir exécutif le soin d'en faire l'application sous la garantie de la responsabilité ministérielle.

Cette dernière réflexion frappe sur toute la législation des barrières. Sobres de principes et pleines de détails, les lois rendues jusqu'à présent sur cet objet ne laissent rien à faire à l'administration, et prennent chaque année aux chambres un temps qu'elles pourraient abréger de beaucoup, en les réduisant à ce qu'elles doivent réellement contenir. Nous reviendrons sur ce point à la fin de cet article.

CHAPITRE II.

De la perception des droits de barrières.

La perception est, comme l'établissement même de la taxe, réglée annuellement par la législature. Les lois qui la régissent en ce moment sont celles du 18 mars 1833, n° 263, et du 12 mars 1834, renouvelées en dernier lieu par celle du 23 mars 1836; mais elles cesseront d'être obligatoires au 31 mars 1837

parce que la législature et le gouvernement ont appliqué sans motif à la perception de cet impôt l'art. 3 de la Constitution, qui ne devrait s'appliquer qu'à son établissement. On pourrait mettre un terme à cette confusion en faisant deux lois distinctes dont l'une comprendrait tout ce qui est relatif à l'établissement de la taxe, et l'autre tout ce qui concerne le mode de sa perception, les formes de l'adjudication et les obligations des fermiers. La première serait alors renouvelée annuellement comme toutes les lois de finances, et l'autre continuerait d'être obligatoire sauf modification ou disposition contraire. Pour faciliter cette distinction, nous traiterons séparément les divers points qui se rattachent à la perception des droits de barrières.

§ I. *Du lieu et du poteau de perception.*

Il ne faut pas confondre le *lieu de perception* avec les *limites dans lesquelles la perception doit s'exercer* aux termes de l'art. 5 de la loi du 12 mars 1834, combiné avec le tableau qui s'y trouve annexé. C'est entre ces limites que doit être fixé le lieu de perception, et le choix de ce lieu appartient à l'adjudicataire de la taxe. Il doit, après l'adjudication, le faire connaître à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de la province. (Art. 6 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Le lieu de perception doit être indiqué aux passans par un poteau. (Art. 2 de la loi du 18 mars 1833, n° 263.)

Le poteau doit être établi à la diligence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, qui délègue à cet effet un de ses subordonnés. Procès-verbal est dressé de son établissement à l'endroit choisi par le fermier, et il ne peut ensuite être changé de place qu'avec l'autorisation des états-députés de la province, donnée sur l'avis de l'ingénieur en chef. (Art. 6 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Le poteau doit toujours être éclairé depuis le coucher jusqu'au lever du soleil. (Art. 2 ci-dessus cité.)

A chaque adjudication les fermiers doivent reprendre pour leur compte, des fermiers précédens, les poteaux et lanternes qui appartiennent à ces derniers. Cette reprise ne peut cependant se faire qu'à l'amiable : si les précédens fermiers refusent de céder ces objets, les nouveaux titulaires doivent s'en pourvoir ailleurs.

Si les poteaux, barrières, lanternes etc., appartiennent au gouvernement, l'usage en est cédé aux fermiers, à la condition de les entretenir convenablement et de les remettre en bon état à l'expiration du bail. (Art. 9 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Les poteaux doivent tous être semblables au modèle adopté par l'arrêté du 13 février 1816. Il consiste en une poutre surmontée d'une planche transversale sur laquelle est inscrit le mot *Barrière* avec un n° d'ordre. (Même article.)

Toute perception, exercée à plus de vingt mètres de distance du poteau, est illégale. (Art. 13 de la loi du 18 mars 1833, n° 263.)

Cette disposition doit s'étendre au cas où la perception s'exercerait avant l'établissement du poteau, parce que les limites dans lesquelles la perception doit se renfermer pour être légale, dépendent du poteau même. Mais il en serait autrement du cas où la perception serait exigée dans la distance voulue d'un poteau non éclairé pendant la nuit : des passans pourraient bien dans cette hypothèse refuser le payement de la taxe, mais le fermier qui l'aurait reçue, n'aurait pas commis une perception illégale.

§ II. *Du tarif des droits de barrière.*

Le tarif des droits de barrière doit être arrêté annuellement par la législature, parce qu'il détermine la quotité de l'impôt et que cette quotité est une partie intégrante de l'impôt lui-même. (Art. 110 de la Constitution.)

Nous avons déjà dit que le droit de barrières n'est juste qu'autant qu'il répond précisément aux besoins que son produit est destiné à couvrir. En général on ne tient pas compte de ce principe, parce qu'on trouve plus utile de se créer des ressources pour ouvrir des communications nouvelles que de dégréver les communications existantes. Nous croyons que c'est une erreur. Moins le taux des droits de

barrière en général est élevé, plus il favorise les nouvelles constructions de route. Dans un pays où la circulation est généralement assujettie à des droits considérables, le commerce et l'industrie, qui ont le plus d'intérêt à ouvrir des communications, et le plus de moyens de les exécuter, se découragent en présence d'un impôt qui leur cause d'autant plus de préjudice qu'il est plus élevé. D'ailleurs, est-il juste de consacrer à l'établissement d'une nouvelle route, qui profite presqu'exclusivement à la contrée qu'elle traverse, le produit d'une taxe qui frappe les habitans de toutes les localités?

D'après le tarif actuel on paye savoir :

1° Pour chaque paire de roues de voitures quelconques (trois roues comptent pour deux paires) 5 centes.

2° Pour chaque cheval ou mulet attelé ou non, jusqu'à concurrence de quatre têtes d'attelage. 10

3° Pour une cinquième tête d'attelage. 15

4° Pour une sixième tête d'attelage. 20

5° Pour une septième tête d'attelage. 40

6° Pour une huitième tête d'attelage. 60

7° Pour chaque tête au-dessus de huit. 60

8° Pour chaque bœuf ou âne attelé. 5

9° Pour chaque bœuf ou âne attelé avec plus de quatre chevaux. 10

(Art. 5 de la loi du 18 mars 1833, n° 263, et art. 2 de la loi du 12 mars 1834.)

Ce tarif n'a pas varié depuis 1831 et il est probable qu'il sera maintenu d'année en année.

La circulation avec plus de huit chevaux ou mulets attelés est interdite, excepté pour le transport des objets indivisibles ; et dans ce cas, le voiturier doit être muni d'une autorisation du gouverneur de la province ou du commissaire de district.

A la rigueur, il ne faudrait accorder cette autorisation qu'après examen de l'objet à transporter ; et si cet objet a des dépendances, celles-ci devraient être voiturées séparément afin de ne pas grossir le poids de la charge : l'administration est peu rigoureuse à cet égard.

Les chevaux ou mulets d'allège, employés seulement pour gravir les parties de routes dont la pente dépasse cinq centimètres par mètre, ne sont pas assujettis à la taxe, et peuvent être attelés en quelque nombre que ce soit sans autorisation préalable.

Les chevaux de poste payent pour l'aller et le retour, mais afin de ne pas retarder les voyageurs, la taxe, au lieu d'être exigible à chaque poteau, se paie par les voyageurs aux maîtres de postes, et les maîtres de postes en tiennent compte sous leur responsabilité aux fermiers des barrières. (Art. 16 déjà cité.)

Le droit de barrière est dû pour la distance à parcourir, et se paie en entier à chaque poteau, bien qu'on ne se propose de parcourir qu'une partie de la distance d'une barrière à l'autre. Ce principe est rigoureux, mais nécessaire à la régularité de la perception; car si le gouvernement ou les fermiers devaient entrer dans le calcul des distances que chacun veut parcourir, la fraude serait inévitable, et il y aurait sans cesse des contestations entre les préposés à la perception et les passagers. Cependant les personnes dont l'habitation est placée de telle manière que leurs chevaux, voitures et équipages s'arrêtent ou quittent habituellement la route à une distance du poteau moindre de 500, 1000, 1,500 ou 2000 mètres, peuvent être admises, de gré à gré par les fermiers, ou d'office par la députation des états, à ne payer le droit que dans la proportion suivante :

1/5 pour la distance de moins de 500 mètres.

2/5 pour la distance de 500 à 1000 mètres ;

3/5 pour celle de 1000 à 1,500 mètres ;

4/5 pour celle de 1,500 à 2,000 mètres.

(Art. 6 de la loi du 18 mars, 1833, n° 263.)

S'il y a contestation sur la distance entre les fermiers et les abonnataires, la députation des états doit la faire mesurer par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées. Elle ne statue

d'ailleurs, en aucun cas, sans avoir demandé l'avis de ce fonctionnaire.

§ 3. *Des exemptions.*

Aux termes de l'art. 112 de la Constitution il ne peut y avoir de privilége en matière d'impositions publiques ; mais la loi peut établir des exemptions ou modérations d'impôt en faveur de l'industrie, du commerce, et de certaines catégories de personnes qu'il serait injuste ou impolitique de soumettre aux charges communes. C'est dans cet esprit que les art. 7 de la loi du 18 mars 1833, n° 263, et 3 et 6 de celle du 12 mars 1834, exemptent de la taxe des barrières :

1° Les chevaux et voitures employés pour le service du roi, de la reine et de la famille de leurs majestés, ainsi que pour celui des personnes qui, en voyage, forment leur suite ;

2° Les chevaux de la gendarmerie nationale ; les chevaux montés par des militaires en uniforme et en service ;

3° Les chevaux et voitures servant au transport des courriers de cabinet ou de la poste aux lettres, lorsqu'ils ne sont accompagnés que d'un seul voyageur ;

4° Les chevaux, voitures et équipages militaires appartenant à l'état ou à des corps d'armée nationaux et étrangers, lorsqu'ils seront pourvus du signe distinctif déterminé par le département de la guerre, ainsi que les chevaux requis pour le transport de l'artillerie, ou des voitures et équipages militaires ci-dessus désignés, et les voitures mises en réquisition pour service militaire.

Ce signe distinctif a été déterminé par un arrêté royal du 30 juillet 1833, qui porte :

Art. 1. Le signe distinctif des chevaux appartenant à l'état est un L couronné, empreint sur la fesse gauche des chevaux, au moyen d'un fer chaud ; celui dont les voitures et équipages militaires devront être pourvus, consiste en une plaque de métal, ayant pour empreinte le lion belge surmonté de la légende : *Transports militaires*.

Art. 2. Pour jouir de l'exemption du droit de barrière prononcé par le paragraphe 4 de l'art 7 de la loi du 18 mars 1833, en faveur des chevaux requis pour le transport de l'artillerie ou des voitures et équipages militaires, ainsi que des voitures mises en réquisition pour un service militaire, les conducteurs de ces chevaux et voitures devront être porteurs des réquisitoires en vertu desquels le service est effectué, et qu'ils seront tenus d'exhiber, s'ils en sont requis, aux fermiers ou percepteurs de la taxe des barrières, lorsqu'ils seront arrivés au poteau ou dans le rayon déterminé par l'art. 3 de la loi précitée. Lesdits conducteurs devront, en outre, lorsqu'ils seront arrivés au lieu de leur destination, faire apposer au bas de leurs réquisitoires susmentionnés, un certificat de l'autorité militaire, et, en cas d'absence de celle-ci, de l'autorité civile, constatant que le service pour lequel ils ont été requis est effectué. Tout réquisitoire revêtu du certificat précité ne sera plus admis comme titre à l'exemption que pour le retour des chevaux et voitures au lieu du départ, et la remise devra en être faite au bourgmestre de la commune, pour en être fait tel usage qu'il appartiendra.

5° Les chevaux et voitures servant au transport des ingénieurs ou conducteurs des ponts et chaussées, munis d'une feuille d'exemption délivrée par le département de l'intérieur ;

6° Les chevaux servant au transport des contrôleurs de contributions et commis à cheval dans l'exercice de leurs fonctions ;

7° Les chariots, voitures et animaux servant au transport des récoltes et du bois d'affouage, des champs ou de la forêt vers la ferme ou la grange et vers la demeure de l'affouager, ou allant à vide vers les champs ou la forêt pour les mêmes fins ;

8° Les chariots, voitures et animaux exclusivement chargés d'engrais, fumier ou cendres pour l'agriculture, lorsque le chargement sera au moins aux deux tiers complet ;

9° Les chariots, voitures et animaux passant à vide, en allant chercher ou après avoir conduit des engrais pour l'agriculture.

Sont considérés comme engrais : les cendres ordinaires de bois et de houille, les cendres dites de Hollande, la suie, le gypse ou le plâtre indigène, la marne, le tan sortant des fosses de la tannerie et la chaux.

Le droit devra être consigné en allant à vide, sauf restitution au retour.

Pour jouir de ces exemptions, en ce qui concerne la chaux et le gypse, on devra être muni d'une déclaration, exempte de timbre, délivrée par l'administration locale, constatant que ces matières, dont on désignera approximativement les quantités, sont exclusivement destinées à l'agriculture ;

10° Les chevaux d'allége, lorsqu'ils ne sont employés qu'à gravir les points des routes qui dépassent cinq centimètres par mètre ;

11° Les chariots, voitures et animaux appartenant à des fermes ou à des usines activées par le vent, l'eau ou la vapeur, situées à moins de 2,500 mètres de la barrière, lorsqu'ils servent au transport d'objets nécessaires au service de ces usines ou de ces fermes ;

Cette exemption est applicable aux attelages à vide comme à charge.

D'après un arrêt de la cour de cassation, en date du 26 mars 1835, rapporté au *Moniteur* du lendemain, il faut considérer comme *servant au transport d'objets nécessaires au service des usines*, les chariots, voitures ou animaux qui transportent à ces usines des matières qui doivent y être soumises à la manutention intérieure, mais non ceux qui en exportent les produits fabriqués. Ainsi, ils sont exempts du droit en portant du grain au moulin ou du minerai à un haut fourneau ; mais ils y sont assujettis en rapportant la farine ou le fer coulé.

Quant à la distance de 2,500 mètres fixée pour l'exemption du droit de barrière, la cour de Liége a jugé, le 9 janvier 1834, qu'elle doit être calculée en ligne directe et non sur les détours de la route.

12° Les chariots, voitures ou animaux qui transportent dans les villes, directement aux marchés, des légumes ou fourrages verts, du beurre et du laitage, mais seulement à la barrière la plus rapprochée de ces villes ;

13° Les chevaux, chariots ou voitures exclusivement employés pour le service des travaux de la route, mais seulement aux barrières établies sur la partie de la route située dans la province pour laquelle le transport a lieu.

Parmi ces exemptions il en est plusieurs qui ne nous semblent pas suffisamment justifiées : telles sont celles des n° 7, 8, 9, 10 et 11 que la loi stipule en faveur des voitures chargées de récoltes, de bois d'affouage, d'engrais, d'objets nécessaires à certaines usines ou à l'approvisionnement des marchés.

Les raisons que nous avons données au chapitre I de cet article, pour démontrer la légitimité des droits de barrière, nous dispensent ici de tout développement à ce sujet. Il suffit de remarquer que toute exemption établie en faveur des objets nécessaires à la consommation ou à l'industrie, ne profite en définitive qu'aux consommateurs. Or, d'après le principe même qui a servi de base à l'établissement de la taxe des barrières, les consommateurs doivent y contribuer, chacun en proportion de ce qu'il consomme. Une exemption quelconque, même générale, est par conséquent une faveur plus grande pour le riche que pour l'artisan ; et il est toujours à craindre que, si cette faveur occasionne un déficit au trésor, on n'y supplée par d'autres impositions moins équitablement réparties.

D'ailleurs, si l'on voulait favoriser efficacement l'industrie et le commerce, c'est aux produits agricoles et industriels qui sortent du pays qu'il faudrait appliquer cette exemption, afin de diminuer les frais de production et de faciliter ainsi notre commerce sur les marchés étrangers.

L'exemption des chevaux et voitures employés directement ou indirectement au service de l'état, est fondée sur ce principe que l'état, quoique consommateur, ne doit jamais contribuer aux charges communes. Il faudrait même généraliser cette exemption en faveur de tout service public payé par le trésor, et qui obligerait à faire usage de chevaux ou voitures.

§ IV. *Des préposés à la perception de la taxe.*

La taxe des barrières étant un véritable impôt, ceux qui en opèrent la perception

doivent être revêtus d'un caractère officiel, afin de pouvoir contraindre, au besoin, les passans qui se refuseraient à la payer, ou dresser procès-verbal de leurs refus. C'est pourquoi l'art. 4 de la loi du 18 mars 1833, n° 263, dispose :

« Le payement du droit ne peut être requis » que par des préposés assermentés et mu- » nis d'une autorisation de percevoir la taxe, » délivrée par l'administration provinciale. »

Le serment doit être prêté entre les mains du gouverneur de la province, ou entre celles du commissaire de district dans le ressort duquel est située la barrière : en voici la formule :

« Je jure de n'exiger d'autres taxes que » celles établies par la loi, et de remplir fidè- » lement toutes les obligations qui me sont » imposées. » (Art. 5 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Il est donné acte aux préposés du serment qu'ils prêtent, et le gouverneur de la province leur délivre ensuite l'autorisation de percevoir la taxe. Après l'accomplissement de ces formalités, les préposés se trouvent sous la protection spéciale de l'autorité publique, laquelle doit leur prêter aide, assistance et main-forte au besoin. (Art. 11 de la même loi.)

Aux termes de l'art. 19 de la loi du 18 mars 1833, n° 263, personne ne peut refuser d'acquitter entre leurs mains le droit entier de barrière, quand il est requis dans la forme voulue par les articles 2, 3 et 4 de ladite loi, sauf les exceptions et modifications indiquées aux articles 6 et 7.

En cas de doute ou de contestation, le montant du droit, requis par les préposés, doit être consigné sur quittance entre leurs mains, et le consignataire qui croirait la perception illégale, doit recourir à la voie judiciaire pour obtenir la restitution de ce qu'il a payé. (Art. 10 et 15 de la même loi.)

Les préposés ont qualité pour dresser procès-verbal de toutes contraventions qui se commettraient à leurs barrières respectives. Leurs procès-verbaux doivent être signés et affirmés dans les deux jours qui suivent la contravention. (Art. 14.)

Afin de mettre l'administration à même de connaître si le service des barrières s'exécute régulièrement de la part des préposés envers les voyageurs, et de la part des voyageurs envers les préposés, un registre, fourni par le fermier, et paraphé par le conducteur des ponts et chaussées dans l'arrondissement duquel est établie la barrière, doit être déposé à chaque bureau. Ce registre est destiné à la transcription des procès-verbaux et des ordres de service, à l'annotation des plaintes ou observations que les voyageurs auraient à faire parvenir à l'administration, et à l'indication du domicile de ceux qui consignent la taxe entre les mains des proposés.

Les préposés sont tenus de représenter le registre de service, soit à l'autorité, soit aux voyageurs qui le demandent, et en outre d'en adresser à la fin de chaque trimestre un extrait certifié à l'ingénieur de l'arrondissement. Ils doivent également représenter, à toute réquisition des voyageurs, un exemplaire de la loi et du cahier des charges, relatifs à la perception des droit des barrière. (Art. 8 et 10 de la loi du 18 mars 1833, n° 263, et art. 14 de celle du 18 mars 1833, n° 264.)

Ils sont soumis, pour ce qui concerne leurs fonctions, à la surveillance et aux ordres de l'administration des ponts et chaussées, et doivent lui donner connaissance de tous les faits concernant la police et la conservation des routes sur lesquelles sont placées leurs barrières. Ils reçoivent aussi, contre récépissé, les consignations prescrites par la loi pour contravention à la voirie. (Art. 14 ci-dessus cité.)

Les préposés à la perception des droits de barrières sont ordinairement les fermiers eux-mêmes : néanmoins, s'ils ne veulent pas personnellement opérer leur recette, ils peuvent la confier à d'autres. A cet effet, ils doivent indiquer à l'ingénieur en chef les personnes qu'ils ont l'intention de se substituer; et celui-ci, après s'être assuré qu'elles ont les qualités requises pour s'acquitter convenablement de leurs devoirs, les présente au gouverneur de la province pour être assermentées et commissionnées de la même manière que les fermiers, dont elles tiennent

la place. (Art. 7 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Les lois relatives aux barrières parlent tantôt des fermiers séparément, tantôt cumulativement des fermiers et des préposés. Nous ferons observer à ce sujet que ce qu'elles disent des uns s'applique aux autres, toutes les fois qu'il s'agit de la perception de la taxe et du service des barrières. Il n'y a de spécial aux fermiers que ce qui concerne l'adjudication et les obligations qui en résultent pour l'adjudicataire.

Les fermiers sont responsables des préposés qu'ils délèguent à la perception, pour les amendes, dommages-intérêts auxquels ces derniers seraient condamnés. (Art 13 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

§ V. *Des contraventions.*

La loi a distingué les contraventions que peuvent commettre les voyageurs, de celles qui seraient commises par les fermiers et préposés à la perception.

Les premières sont :

1° La circulation avec plus de 8 chevaux ou mulets attelés, lorsqu'elle n'est pas autorisée par le gouverneur de la province ou le commissaire du district. (Art. 5 et 12 de la loi du 18 mars 1833, n° 263.)

Il faut, bien que la loi n'en parle pas expressément, mettre sur la même ligne la circulation autorisée avec plus de 8 chevaux, lorsque l'on transporte d'autres objets que ceux pour lesquels l'autorisation a été nominativement donnée;

2° Le refus de consigner le droit pour les chevaux et voitures allant à vuide chercher des engrais pour l'agriculture. (Art. 7 et 12.)

3°. Le refus d'acquitter le droit en entier, lorsqu'il est requis dans la forme voulue par les articles 2, 3 et 4, ou d'en payer la quotité convenue dans le cas des art. 6 et 7 de la même loi. (Art. 9 et 12.)

4° Le refus de consigner, en cas de doute ou de contestation, le montant de la taxe, contre quittance, entre les mains des préposés. (Art. 10 et 12.)

5° Le fait d'avoir diminué le nombre des chevaux d'un attelage à une distance moindre de 500 mètres de la barrière, pour les atteler de nouveau après l'avoir dépassée. (Art. 11 et 12.)

6° Le fait d'avoir quitté la route à une distance du poteau moindre de 500 mètres pour la reprendre ensuite. (*Idem.*)

7° Toute fraude qui aurait pour but d'éluder un arrangement conclu en exécution de l'art. 6. (*Idem.*)

8° Toute violence qui tendrait à empêcher la perception du droit. (Art. 13.)

Les sept premières contraventions sont punies d'une amende équivalente à trente fois le montant du droit exigible, sans préjudice du payement du droit. (Art. 12.)

La huitième est punie d'une amende de deux à vingt francs, sans préjudice à l'application du Code pénal, s'il y a lieu. (Art. 13.)

Toute contravention doit être constatée par un procès-verbal signé et affirmé par le préposé, dans les deux jours qui suivront la contravention.

Le fermier qui a délégué un tiers pour la perception du droit, ne peut dresser procès-verbal lui-même, n'étant ni assermenté, ni commissionné par le gouverneur de la province.

Les procès-verbaux, dûment signés et affirmés, doivent être transmis par les fermiers au procureur du roi près le tribunal de l'arrondissement où la barrière est établie, et celui-ci porte ensuite l'affaire devant le juge de paix ou devant le tribunal correctionnel suivant la quotité de l'amende applicable au cas.

Les contrevenans doivent être cités dans le mois de la date du procès-verbal, à peine de prescription. (Art. 14.)

Les contraventions que la loi punit à charge des fermiers et préposés à la perception des droits de barrière, sont :

1° Tout retard dans le service qui forcerait les voyageurs de s'arrêter plus longtemps qu'il ne faudrait pour payer le droit. (Art. 13 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

2° Toute recette illégale, c'est-à-dire qui excéderait le taux fixé au tarif, ou qui serait exigée à la distance de plus de 20 mètres du

poteau. (Art. 13 déjà cité et art. 3 de la loi du 18 mars 1833, n° 263.)

3° Toute voie de fait envers les débiteurs du droit. (Art. 13 déjà cité.)

4° Tout manquement aux conditions stipulées dans le cahier des charges et aux prescriptions, qui concernent les préposés, dans la loi relative à la perception des droits de barrière. (*Idem.*)

Parmi ces contraventions il en est qui n'obligent les préposés qu'en qualité de fermiers. On en fera aisément la différence en distinguant le service des barrières proprement dit, qui regarde les uns, d'avec les obligations résultant de l'adjudication et du bail, qui regardent les autres.

La peine des contraventions que nous venons d'énumérer est une amende de 20 à 200 fr., ou un emprisonnement d'un jour au moins et de 15 jours au plus; ou bien, conjointement une amende au maximum de 100 fr. et un emprisonnement qui ne peut excéder 8 jours, sans préjudice des dommages et intérêts, de l'application des lois pénales, s'il y a lieu, et de la résiliation immédiate du bail dans les cas prévus par la loi.

Si les délégués des fermiers se trouvent hors d'état de payer les amendes, dommages et intérêts auxquels ils seraient condamnés, l'objet de ces condamnations doit être recouvré sur les fermiers eux-mêmes : la loi les rend responsables à cet égard, mais à cet égard seulement. (Art. 14.)

Les préposés sont également obligés de tenir la main à l'exécution des lois et réglemens relatifs aux barrières de dégel, ainsi que des ordres qu'ils reçoivent à ce sujet. Ils encourent de ce chef une amende de 50 fr. pour chaque voiture ou chariot qu'ils laissent passer à leur barrière, malgré la défense. (Art. 12.)

Les contraventions à charge des préposés doivent être constatées de la même manière et par les mêmes officiers que celles des particuliers sur les routes. Elles se prescrivent aussi par le même temps. (Voyez à l'article VOIRIE, le chapitre des *contraventions.*) (Arrêté du 13 février 1815, art. 6.)

Toutes les contraventions mentionnées dans le présent paragraphe étaient autrefois jugées par les commissaires de district ou les chefs d'administration locale en première instance, et en appel par la députation des états. Aujourd'hui elles doivent l'être par les tribunaux correctionnels. (Art. 11 du même arrêté ; art. 14 et 15 de la loi du 18 mars 1833, n° 263; art. 92 et 94 de la Constitution; arrêt de la cour de Bruxelles du 13 février 1834.)

CHAPITRE III.

De l'adjudication de la taxe des barrières.

Aux termes de l'art. 1 de la loi du 18 mars 1833, n° 264, prorogée par celle du 12 mars 1834, le droit de percevoir la taxe doit être adjugé publiquement et séparément pour chaque barrière. Cette disposition est positive, et l'administration ne pourrait recourir à un autre mode de location, sans compromettre sa responsabilité, même lorsque, par suite d'insolvabilité ou de toute autre cause, le bail d'un fermier viendrait à cesser de fait avant son terme légal. Toutefois, comme il s'écoule nécessairement entre la résiliation d'un bail et la réadjudication de la barrière, un temps moral pendant lequel il ne saurait y avoir ni fermier, ni délégué de fermier, pour percevoir la taxe, le gouvernement peut et doit même dans ce dernier cas, mais pour cet intervalle seulement, commissionner un préposé de son choix qui, moyennant une indemnité, la perçoit au profit direct du trésor.

Les formalités relatives aux affiches et annonces, au dépôt du cahier des charges, etc., sont les mêmes que dans les cas ordinaires. Voyez ADJUDICATION.

Le gouverneur de la province ou un membre de la députation permanente, par lui délégué, le directeur de l'enregistrement et l'ingénieur en chef, forment le conseil d'adjudication, et déterminent ensemble la mise à prix de chaque barrière.

L'adjudication comprend non seulement le droit de percevoir la taxe, mais encore l'usage des poteaux, lanternes et barrières à ce destinés qui seraient la propriété du gouvernement, à charge néanmoins de les entretenir et de les restituer en bon état à l'expiration du bail. Il en est de même des habitations

servant de bureaux, toujours à condition de les entretenir et de payer en outre les charges aux quelles sont assujettis tous locataires de maisons.

Dans le cas où il n'y aurait ni habitations, ni poteaux, ni lanternes et barrières, appartenant à l'état, et dépendans de la taxe à adjuger, les fermiers doivent s'en pourvoir à leurs frais, sans être en droit de prétendre aucune indemnité de ce chef. (Art. 8 et 9 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

La mise à prix des barrières se détermine par le fermage de l'année précédente, et par la valeur des objets ci-dessus mentionnés qui en dépendent. Au jour fixé, le conseil se réunit à l'hôtel du gouvernement provincial, reçoit les hausses successives, et adjuge chaque barrière à celui qui, à l'extinction des feux, offre le prix le plus élevé. Cette adjudication n'est que provisoire. Le greffier des états ou un chef de division dresse, séance tenante, le procès-verbal des opérations, procès-verbal dont le gouverneur transmet une copie au ministre de l'intérieur avec l'avis du conseil d'adjudication. Le ministre juge si l'adjudication est avantageuse ou désavantageuse à l'état : au premier cas, il l'approuve et la rend ainsi définitive; au second, il ordonne de procéder à une adjudication nouvelle. (Art. 2 et 3 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Aussitôt que le ministre de l'intérieur a transmis son approbation au gouverneur de la province, celui-ci en informe l'adjudicataire; et l'invite d'abord à verser, dans les trois jours, à peine de nullité, cinq pour cent du prix de son bail, à la caisse du gouvernement provincial, pour couvrir les frais de timbre, d'enregistrement et d'adjudication, ensuite à fournir, dans les dix jours, un cautionnement en numéraire ou en immeubles. Les délais commencent à partir du jour de l'information.

L'excédant de la somme versée, s'il en reste après le payement des frais, doit être remis au receveur de l'enrégistrement et des domaines, qui en tient compte, soit à l'état, soit aux provinces à qui appartiennent les barrières adjugées.

Le cautionnement en numéraire doit être égal au sixième du prix annuel du fermage; le compte en est fait à la fin du bail, de telle sorte que le fermier n'ait plus rien à payer pour les deux derniers mois.

Le cautionnement en immeubles doit être consenti par acte authentique, en justifiant par un certificat de l'autorité locale et par un certificat du conservateur des hypothèques, que les immeubles, déduction faite des charges dont ils seraient déjà grévés, ont une valeur au moins égale à la moitié du prix annuel du bail. Les frais résultant de la constitution d'hypothèque et de l'inscription qui s'ensuit, sont à la charge du fermier. (Art. 4 de la même loi, et art. 4 de la loi du 12 mars 1834.)

Le soin de discuter la valeur des immeubles et de prendre l'inscription hypothécaire regarde le directeur de l'enregistrement et des domaines.

Si l'adjudicataire reste en défaut de fournir le cautionnement dans le délai prescrit de dix jours, il sera, dit l'art. 4 de la loi du 18 mars, 1833, n° 263, procédé à une réadjudication à ses risques et périls: et le fermier déchu devra payer immédiatement le montant de la folle enchère, sous peine d'y être contraint par les voies autorisées pour le recouvrement des revenus domaniaux. Cette disposition est impérative : mais l'administration ne l'exécute que dans le cas où elle a la certitude que l'adjudicataire ne présente pas les garanties de moralité et de solvabilité désirables.

Il serait en effet trop rigoureux pour l'adjudicataire honnête, et trop désavantageux pour l'administration elle-même, de prononcer la déchéance, lorsque le retard, justifié d'ailleurs par des difficultés involontaires, n'engendre aucun péril pour le trésor.

Après avoir justifié près du gouverneur de l'accomplissement des formalités et conditions qui précèdent, les fermiers obtiennent pour eux ou pour les personnes qu'ils délèguent, un permis de perception. Voyez ce que nous avons dit ci-dessus au sujet de la perception.

Les fermiers doivent verser, dans les dix

premiers jours de chaque mois, dans la caisse du receveur de l'enrégistrement et des domaines, le douzième du prix de leur fermage, ainsi que les sommes qui, par suite de contraventions aux réglemens sur la police des routes, auraient été consignées entre leurs mains dans le courant du même mois. Ils ne peuvent, en aucun cas et sous aucun prétexte, en différer le versement ou exiger des réductions sur la somme qu'ils ont à verser.

La cour de cassation a même jugé, le 25 mars 1835, que l'art. 10 de la loi du 18 mars 1833, n° 264, qui a pour but d'assurer, dans l'intérêt du service public, la rentrée exacte et totale de l'impôt, comprend dans la généralité de ses termes *toute cause* qui tendrait à en retarder ou empêcher le payement, et s'applique, par conséquent, même à la *compensation*, sauf aux intéressés leur recours comme de droit. (Bulletin de la cour de cassation, 1835, p. 298.)

En cas de retard, ils doivent être poursuivis par les voies usitées pour le recouvrement des revenus domaniaux, et notamment par contrainte et saisie-exécution des biens meubles et effets mobiliers, sans qu'ils puissent prétendre que le recours soit exercé préalablement sur leur cautionnement. (Art. 10 et 13 de la loi du 18 mars 1833, n° 264; art. 17 de la loi du 27 nivôse an 9.)

Le fermier doit se soumettre, à défaut de remplir les conditions de son bail, à ce qu'il soit procédé à sa résiliation : à cet effet, il suffit de lui faire savoir, par une dernière sommation, que, faute d'exécuter ses engagemens dans un délai fixé, l'administration le dépossédera par une adjudication nouvelle, dont il payera la folle enchère. (Art. 10 ci-dessus cité.)

Toutes les contestations relatives à l'adjudication des barrières et à l'exécution du bail, sont exclusivement du ressort des tribunaux. (Art. 15 de la même loi.)

CHAPITRE IV.

Des produits de la taxe des barrières.

Les produits dont il s'agit forment un fonds spécial dont l'emploi est déterminé par la loi spéciale des barrières.

Ce principe, introduit dans l'origine par la loi du 24 fructidor an 5, a servi de base à toutes celles qui ont successivement réglé la matière. On peut consulter à ce sujet les arrêtés des 19 mars et 16 mai 1814, la loi du 6 mars 1831, n° 65, et celle actuellement en vigueur du 18 mars 1833, n° 262.

Toutefois, il n'a d'application qu'aux barrières sur les routes de l'Etat : quant à celles qui appartiennent aux provinces, aux communes, à des établissemens publics, à des sociétés ou à des particuliers, le produit des droits qui s'y perçoivent, se trouvent hors du domaine de la législation, et les propriétaires de ces routes disposent de leurs revenus comme ils l'entendent, sauf en ce qui concerne les provinces, les communes et les établissemens publics, le contrôle de l'administration supérieure. (Art. 5 et 6 de la loi du 18 mars 1833, n° 262.)

Sous le gouvernement des Pays-Bas, les routes de l'état ont été divisées en deux classes : celles de la première sont demeurées sous l'administration du gouvernement; et celles de la seconde ont été, pour la plupart, abandonnées aux provinces à la charge de les entretenir.

A l'égard de ces dernières on a demandé que le produit des taxes établies fut employé à l'entretien et à l'amélioration des routes situées dans les provinces respectives où il avait été perçu. Cette demande, long-temps repoussée, fut positivement accueillie par le décret du 6 mars 1831, n° 65, qui dispose :

« Art. 3. Les droits payés aux barrières sont exclusivement affectés à l'entretien et à l'amélioration des routes. L'excédant, s'il y en a, demeurera réservé pour des dépenses de même nature, dans la même province, à la seule exception des droits perçus sur les grandes communications du royaume dont l'excédant peut être employé aux mêmes fins, là où le gouvernement l'ordonne, et au remboursement d'avances faites sous le gouvernement précédent pour l'achèvement ou la construction des routes de la Belgique.

» Sont considérées comme grandes commu-

nications du royaume, les routes portées à la première classe dans les tableaux arrêtés. Une loi déterminera définitivement la classification des routes. »

Ce principe fut répété, mais en termes moins formels, dans la loi du 18 mars 1833, n° 262, elle porte :

« Art. 5. Les fonds provenant de la taxe des barrières sur les routes de 1re et 2e classes, seront versés dans le trésor de l'état, et sont affectés à l'entretien et à l'amélioration des routes ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles communications. Toutefois les produits des barrières établies sur les routes de 2e classe, qui ont été concédées à des provinces, à des sociétés ou à des particuliers, continueront à leur être attribuées. »

Quoique moins expresse, cette disposition a la même portée que l'art. 3 rapporté ci-dessus; car, de ce qu'elle attribue aux provinces les fonds provenant de la taxe sur les routes de 2e classe qui leur ont été abandonnées, il résulte que le gouvernement ne peut plus en disposer à son gré.

Son droit se réduit à exercer sur leur emploi la surveillance générale que la Constitution lui donne sur toutes les dépenses provinciales. Il y a plus : l'usage des produits de la taxe sur les routes de 2e classe, et concédées aux provinces, n'est pas même spécialisé par la loi actuelle des barrières, de sorte que les conseils provinciaux pourraient, avec l'approbation du gouvernement, leur donner une autre destination. Il n'est pourtant pas présumable que l'autorité provinciale détourne jamais ces produits de leur véritable emploi, ni que le gouvernement y consente. La nature de la taxe des barrières s'y oppose, et s'il restait des fonds disponibles après le payement des dépenses relatives aux routes, ce serait le cas de réduire la taxe, ou d'ouvrir des communications nouvelles.

Au reste, le gouvernement, dans son arrêté du 14 mai 1832, relatif à la comptabilité du produit des routes de 2e classe, exprime bien formellement l'opinion que ces produits sont destinés à l'entretien et à l'amélioration des routes.

De ce que les produits de la taxe des barrières forment un fond spécial, il suit qu'ils sont assujettis à une comptabilité particulière.

§ 1. *De la comptabilité des produits.*

La recette du produit des barrières s'effectue par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, tant pour les routes de l'état que pour celles des provinces. C'est entre leurs mains que les fermiers versent, dans les dix premiers jours de chaque mois, un douzième de leur fermage. (Art. 10 de la loi du 18 mars 1833, n° 264.)

Les receveurs tiennent de ces recettes des écritures distinctes pour les provinces et pour l'état; et les directeurs, dans leurs comptes de mois, suivent la même distinction.

Les dépenses relatives aux routes de première classe sont ordonnancées sur ces produits de la manière accoutumée.

Quant aux recettes qui concernent les routes de seconde classe, la comptabilité en a été réglée par l'arrêté suivant du 14 mai 1832 :

» Vu les lois du 6 avril 1831 et celle du 8 mars 1832;

» Vu les budgets des fonds provinciaux pour l'exercice de 1831 ;

» Considérant que les subsides qui ont été accordés aux provinces pour l'entretien et l'amélioration des routes de 2e classe pendant l'année 1831, doivent être imputés, ainsi que toute dépense de même nature, sur le produit des barrières établies sur les mêmes routes;

» Sur le rapport, etc.

» Nous avons arrêté et arrêtons :

» Art. 1er Il sera ouvert au département de l'intérieur et à celui des finances, un compte spécial du produit des barrières, établies sur les routes de 2e classe.

» Ce compte sera divisé pour chaque province en deux périodes, savoir : du 1er avril 1831 au 31 mars 1832; et du 1er avril 1832 au 31 mars 1833.

» Art. 2. A la fin de chaque mois, le département des finances transmettra à celui de l'intérieur un relevé des recettes effectuées dans chaque province pendant le mois précédent, et il veillera à ce que le montant en soit transféré au crédit du compte des fonds provinciaux par les administrateurs du trésor,

pour que ces fonctionnaires puissent acquitter, jusqu'à concurrence du montant des recettes, les certificats de liquidation qui seront ordonnancés pour dépenses d'entretien ou d'amélioration des routes de 2e classe par les députations des états.

» Art. 3. Notre ministre de l'intérieur adressera chaque mois, à la cour des comptes, la situation des recouvremens effectués sur les produits des barrières établies sur les routes de 2e classe, pour qu'elle puisse liquider, avec connaissance de cause, les certificats imputables sur ces produits.

» Art. 4. Les subsides ordinaires ou extraordinaires, qui ont été accordés aux provinces pour l'entretien ou l'amélioration des routes de 2e classe pendant l'année 1831, seront imputés sur le produit des barrières pendant la première période.

» Si ce produit excède le montant des subsides mentionnés dans le § précédent, la différence demeurera à la disposition de la province que la chose concerne, pour être employée conformément au décret du 6 mars 1831 et à la loi du 8 mars 1832.

» Si, au contraire, le montant des subsides qui ont été accordés à chaque province pour l'année 1831, excède le produit des barrières des routes de 2e classe perçu du 1er avril au 31 mars 1832, la différence sera portée comme dépense faite sur le compte ouvert pour la deuxième période (du 1er avril 1832 au 31 mars 1833), et entrera conséquemment en déduction de la somme dont pourra disposer la province que la chose concerne.

» Art. 5. Seront extraits des budgets provinciaux de l'année 1832, toutes sommes qui auraient été portées dans les budgets, soit comme recette présumée sur le produit des barrières des routes de 2e classe, ou sous la dénomination de subsides à charge du trésor, soit comme dépense d'entretien ou d'amélioration desdites routes. »

Quant au produit des barrières concédées à des compagnies ou à des particuliers, la comptabilité n'en est soumise à aucune règle : les receveurs particuliers de la taxe en comptent de la manière qu'il plaît aux propriétaires de leur prescrire.

Chapitre V.

Des indemnités.

Il arrive souvent que les fermiers se plaignent de ce que, par suite de circonstances extraordinaires, les barrières qu'ils exploitent ne rendent pas le produit qu'ils s'en promettaient : et ils réclament, en ce cas, des indemnités proportionnées aux pertes qu'ils croient avoir faites.

En règle générale, le gouvernement doit rejeter toutes réclamations de ce genre, parce que l'adjudication d'une barrière forme entre lui et le fermier un contrat aléatoire. Sous le régime des Pays-Bas, les adjudicataires s'engageaient même, par l'acceptation du cahier des charges, à n'élever jamais aucune prétention de ce chef.

Aujourd'hui le cahier des charges que la législature décrète ou renouvelle tous les ans, ne contient pas de disposition précise à cet égard ; mais la cour de Bruxelles y a suppléé par un arrêt du 10 août 1833, dont voici l'espèce :

Le 15 mars 1831, Nicaise se rend adjudicataire de cinq barrières établies sur des routes aboutissant aux charbonnages des environs de Charleroy. Le 29 juin de la même année, décret du congrès qui diminue le droit d'entrée en Belgique des charbons français. Nicaise assigne le ministre des finances en résolution de son bail et en dommages-intérêts, en se fondant sur ce que la faveur qui venait d'être accordée à l'introduction des houilles étrangères, avait pour résultat de détruire pour les charbons de Charleroi toute possibilité de concurrence ; ce qui amenait par suite une diminution notable dans la circulation, devant ses barrières, des voitures chargées de combustibles provenant des mines de ladite ville.

On soutint, au nom de l'État, que l'administration, dans le contrat qui intervient entre elle et le fermier d'une barrière, ne prend d'autre engagement que celui de le faire jouir du droit de percevoir la taxe fixée sur chaque voiture qui se présentera ; qu'elle ne lui garantit, ni expressément, ni tacitement, le passage d'un nombre quelconque de voitures,

ni le maintien de l'état de choses et de la législation existante au moment du contrat; que la mise en vigueur du décret du congrès, en supposant qu'il eût donné lieu au résultat signalé, ne violait aucun des engagemens de l'administration; que ce décret ne pouvait donc opérer la résiliation d'un contrat aléatoire de sa nature. Le ministre des finances invoquait aussi l'art. 10 du cahier des charges, annexé à la loi du 6 mars 1831, sur l'adjudication du droit de barrière.

Le 2 août 1832, le tribunal de Mons écarta les prétentions du sieur Nicaise : « attendu que le gouvernement ne garantit pas à l'adjudicataire que tel ou tel nombre de voitures passera à la barrière affermée, et que de même qu'un plus grand nombre de voitures ne donnerait pas lieu à la majoration du fermage en faveur du gouvernement, de même le fermier ne peut en demander la diminution, si le nombre des voitures, passant à la barrière, est inférieur à celui qui fut dans sa prévision; — qu'il est donc évident qu'un bail de barrières est un contrat aléatoire; — que le demandeur, sous ce rapport, doit supporter la chance de perte comme il aurait profité de la chance de gain, sans que, dans l'un ou l'autre cas, les parties puissent demander des modifications au contrat souscrit par elles; — et que si une disposition législative, prise dans l'intérêt général, a pour effet indirect de diminuer le nombre des voitures passant à la barrière affermée, cette circonstance entre dans le caractère aléatoire du contrat, et ne donne point ouverture à une réclamation à charge du gouvernement; car, par cette disposition législative, il n'a point contrevenu à la simple obligation à laquelle il s'était soumis, celle de faire jouir l'adjudicataire, pendant toute la durée du bail, du droit de percevoir le péage convenu. »

Ce jugement a été confirmé par l'arrêt suivant :

« Attendu que les modifications ou les changemens, qu'il était dans le domaine du législateur d'apporter aux tarifs des douanes, et qui étaient de nature à diminuer aussi bien qu'à augmenter le produit des barrières, ont dû être prévus par les individus qui entreprenaient la perception des droits de barrières, puisque le pouvoir législatif pouvait à tout instant opérer les changemens trouvés convenables dans l'intérêt de l'état;

« Par ces motifs, et ceux repris au jugement dont est appel;

« La Cour, M. le premier av.-gén. Fernelmont entendu et de son avis, met l'appellation au néant. »

Cet arrêt passera sans doute en jurisprudence.

Il y a plus; et la loi du 18 mars 1833, n° 264, est positive à cet égard : lorsqu'en temps de dégel les communications sont interrompues par ordre même du gouvernement, les adjudicataires ne peuvent réclamer aucune indemnité de ce chef. (Art. 12.)

Notre législation offre cependant l'exemple d'une exception à ces principes.

Les événemens politiques de 1830 ayant considérablement diminué, pendant quelques mois, le produit des barrières, on reconnut qu'il était juste d'indemniser les fermiers qui avaient été victimes de ces circonstances, et un arrêté du 18 novembre 1831 ordonna qu'il serait prélevé à cet effet, sur le produit des barrières pendant l'exercice de 1830, une somme de fl. 77,844-81 1/2 cents.

L'interruption subite que la révolution venait d'occasionner dans presque toutes les communications de la Belgique, justifiait sans doute cette mesure; mais il n'appartenait qu'au pouvoir législatif de la décréter, et du reste elle ne peut, à raison même des événemens qui y ont donné lieu, tirer à conséquence pour l'avenir.

Mais si, d'un côté, les fermiers ne peuvent réclamer d'indemnité pour les pertes éventuelles qu'ils auraient faites, de l'autre, le gouvernement doit exécuter fidèlement le contrat passé entre eux et lui. S'il s'en écarte, les fermiers peuvent demander, non seulement la résiliation du bail, mais encore des dommages-intérêts. Ce principe trouve son application dans tous les cas où le gouvernement préjudicierait à la recette des barrières en violant la loi : par exemple, s'il accordait à des voyageurs des exemptions que la loi n'autorise pas formellement.

Chapitre VI.

Observations générales.

Les lois que nous avons citées dans le § précédent ont spécialement pour objet les barrières établies sur les routes de l'Etat. Mais les principes qu'elles consacrent relativement à la perception des droits et aux charges de l'adjudication, s'appliquent également aux barrières appartenant aux provinces et aux communes, à des compagnies ou à des particuliers.

C'est ce que décide la loi du 18 mars 1833, n° 262, dans les termes suivans :

« Art. 3. La taxe des barrières établies sur des routes, en vertu d'actes de concession, sera perçue conformément à ces actes ;

» Les dispositions de la loi spéciale, réglant le mode de perception et celles de la loi sur le cahier des charges, sont applicables à cette taxe, sauf les modifications résultant desdits actes de concession. »

Les actes de concession faisant loi entre parties, il ne dépendait pas du législateur d'y apporter aucun changement. Mais de ce que la taxe des barrières constitue un véritable impôt à l'égard du public ; de ce que les barrières concédées à des particuliers ou à des compagnies ne le sont en général que temporairement, et doivent un jour revenir à l'Etat ou aux provinces, il s'ensuit que leur administration ne pouvait être, sans de graves inconvéniens, livrée à l'entière merci des concessionnaires. C'est pourquoi le législateur a voulu que la loi générale des barrières réglât tout ce qui ne serait pas réglé spécialement par les actes de concession.

Ces actes ne déterminent en général que le nombre et le placement des barrières, le taux des droits à percevoir et le temps pendant lequel ils seront perçus. Le reste, et notamment le mode de perception, l'adjudication et les charges doivent donc être réglées par la loi : car toute perception serait impossible si une loi quelconque ne donnait aux préposés à la perception un caractère public, et ne précisait les obligations et les droits respectifs des propriétaires et du public.

BARRIÈRES DE DEGEL.

Dans les provinces où les routes sont pavées, l'expérience a fait connaître qu'à l'époque des dégels, le sol sur lequel la route est assise, se défonce aisément, et devient susceptible d'une telle compression, que la chaussée, quoique pavée, est bientôt profondément sillonnée par les roues des voitures sur toute la longueur qu'elles parcourent, et que ce défoncement occasionne des frais énormes de réparation. Pour prévenir ces dommages, on n'a trouvé d'autre remède que d'interrompre pendant quelques jours la circulation des voitures chargées, afin de donner au sol le temps de se rasseoir. Cette interruption de roulage se pratique au moyen de barrières qu'on a appellées pour cette raison *barrières de dégel.*

Section Ire.

Législation et marche administrative.

La loi du 29 floréal an 10, relative au poids des voitures, disposait à cet égard :

« Art. 6. Le roulage pourra être momentanément suspendu, pendant les jours de dégel, sur les chaussées pavées, d'après l'ordonnance des préfets de département. »

Cette disposition engendra pour chaque province des mesures particulières, qui, n'étant pas en harmonie avec celles qu'on suivait dans les provinces voisines, nuisaient au commerce et à la bonne conservation des routes.

Le gouvernement belge a remédié à cet inconvénient, par un arrêté du 28 janvier 1832, qui prescrit des mesures générales et uniformes, pour la fermeture des barrières en temps de dégel.

§ 1. *De la fermeture des barrières.*

L'arrêté du 28 janvier 1832 dispose :

« Art. 1er. Aussitôt que le dégel sera déclaré, et que la nécessité d'interrompre la circulation sur les routes pavées ou empierrées se fera sentir, les ingénieurs en chef des ponts et chaussées, de service dans

les provinces, en préviendront les gouverneurs, qui ordonneront sur le champ la fermeture des barrières. »

Il est à remarquer que cette disposition comprend les routes *pavées* et *empierrées*. C'est une extension qu'elle donne à la loi du 29 floréal an 10, qui parle des routes *pavées* seulement, extension inconstitutionnelle; car si le pouvoir exécutif peut, aux termes de l'art. 67 de la Constitution, faire les réglemens et arrêtés nécessaires à l'exécution des lois, il lui est formellement défendu d'en étendre ou d'en restreindre les dispositions. Les tribunaux ne pourraient donc appliquer l'arrêté du 28 janv. 1832, aux routes empierrées, sans contrevenir à leurs devoirs. Il s'en faut d'ailleurs que le dégel opère sur celles-ci le même effet que sur les routes pavées, et c'est probablement à cause de cette différence que la loi du 29 floréal an 10, n'a pas soumis les unes au même régime que les autres. Sans doute le dégel peut aussi nuire à la bonne conservation des routes empierrées; mais le législateur a pensé peut-être que, à leur égard, le mal n'était pas assez considérable pour interdire la circulation au détriment du commerce et de l'industrie.

Les ingénieurs en chef de chaque province sont seuls compétens pour constater la nécessité d'interrompre la circulation; et les gouverneurs sont tenus de s'en référer à leur rapport, sans pouvoir refuser ni retarder les mesures qu'ils réclament.

La fermeture des barrières peut n'avoir pas lieu, en même temps, sur toutes les routes d'une même province; c'est aux ingénieurs à déterminer, d'après leur état, celles où la circulation doit être interdite. (Art. 10 de l'arrêté du 28 janvier 1832.)

L'ordre de fermer les barrières doit être donné par les gouverneurs dans la forme d'un arrêté.

« Des exemplaires de l'arrêté qu'ils prendront à cet effet, ajoute l'art. 1er, seront adressés à l'ingénieur en chef pour être affichés par ses soins à tous les bureaux de barrière. Semblables exemplaires seront transmis sans délai aux bourgmestres des villes et communes voisines des routes ou traversées par celles-ci, pour être publiés et affichés partout où besoin sera. Ces arrêtés seront aussi adressés au ministre de l'intérieur et aux gouverneurs des provinces voisines pour information. »

On conçoit l'importance que le gouvernement attache à la publication des arrêtés sur la fermeture des barrières. L'efficacité de la mesure consiste particulièrement dans la prompte connaissance qu'on en donne aux fermiers de barrières, aux bourgmestres, et par suite aux rouliers et conducteurs de messageries. Ces derniers ne peuvent même être mis en contravention tant que les arrêtés de fermeture n'ont pas été ou n'ont pu être dûment portés à leur connaissance.

C'est pourquoi il importe de les afficher non-seulement aux bureaux de perception, mais encore dans toutes les villes, bourgs et villages qui longent la route dans l'intervalle de deux barrières. Les endroits qu'il convient de choisir pour l'apposition des affiches dans ces localités, sont d'abord la maison commune, et ensuite les auberges où les rouliers ont coutume de rafraîchir leurs chevaux et de passer la nuit.

L'information que l'on donne au ministre de l'intérieur et aux gouverneurs des provinces voisines est ordinairement accompagnée d'un certain nombre d'exemplaires de l'arrêté, afin que ces fonctionnaires les portent à la connaissance du commerce, soit par affiche, soit par annonce dans le *Moniteur*. Cette publicité a pour objet de prévenir dans les autres provinces des expéditions de marchandises qui pourraient être arrêtées ou retardées dans celles où les barrières sont closes.

« Dès que l'arrêté ordonnant la suspension du roulage, dit l'art. 2 de l'arrêté, sera affiché aux bureaux de barrière, aucune voiture ne pourra plus sortir de la ville, bourg ou village dans lequel elles se trouvent : les voitures qui seraient en marche, pourront toutefois continuer leur route jusqu'à la ville ou le village le plus prochain, et seront tenues d'y séjourner jusqu'à l'ouverture des barrières. »

Il semble résulter de cette disposition que la simple affiche aux bureaux de barrières suffit pour que la défense de circuler soit ré-

putée connue dans tous les autres lieux; mais cette interprétation serait trop rigoureuse. La loi en permettant aux voituriers en marche de continuer leur route jusqu'à la ville ou le village le plus prochain, suppose nécessairement que les rouliers et conducteurs sont déjà informés de la défense. Or, comment pourrait-ils l'être s'ils ne rencontrent pas sur leur route, ou dans les villes et villages par lesquels ils passent, des affiches qui le leur apprennent? Comment peuvent-ils savoir qu'ils doivent suspendre leur marche au village le plus prochain, s'il n'est là aucun indice qui puisse les en informer? La loi ne peut exiger l'impossible. Dès-lors il faut admettre en principe que toute voiture en marche peut continuer sa route jusqu'à la barrière la plus prochaine, à moins que dans l'intervalle qui l'en sépare le conducteur n'ait été dûment averti de s'arrêter.

Arrivé à la barrière où l'affiche est apposée, il ne peut plus ignorer la défense, et au besoin le préposé à la perception de la taxe doit lui interdire de passer outre; car aux termes de l'art. 12 de la loi du 18 mars 1833, n° 264, les préposés sont obligés de tenir la main à l'exécution des arrêtés de fermeture affichés à leurs bureaux. Il faut entendre par le mot village dont s'est servi le législateur, toute section de commune, tout hameau dans lequel il y a une ou plusieurs auberges où les chevaux peuvent être logés.

L'esprit de la loi commande cette interprétation, et même si l'affluence des voitures était telle en ce moment qu'il fut impossible d'y trouver du logement pour tous les chevaux, nous croyons qu'il serait permis aux conducteurs qui n'y pourraient obtenir de place, de poursuivre leur route, après avoir averti l'autorité locale de la circonstance qui les y oblige.

A mesure que les voitures arrivent dans la commune où elles doivent s'arrêter jusqu'à l'ouverture des barrières, l'autorité locale doit tenir note de leur arrivée successive, afin que leur départ puisse ensuite s'opérer dans le même ordre. Voyez ci-après le § IV.

§ II. *Des exemptions.*

Il était naturel de ne point étendre les mesures dont il s'agit aux voitures qui, par l'exiguité de leur charge, ne peuvent occasionner de dégradation aux routes, ni à celles qui circulent pour un service public. L'arrêté du 28 janvier 1832 a consacré ce principe dans les articles suivans:

« Art. 4 Pourront circuler sur les routes pendant la fermeture des barrières:

» 1° Les courriers de la malle;

» 2° Les voitures non chargées;

» 3° Les voitures chargées pour l'approvisionnement des armées et des places de guerre, munies d'une autorisation du gouverneur civil;

» 4° Les voitures de voyage suspendues, étrangères à toutes les entreprises de messageries;

» 5° Toutes voitures à deux roues attelées d'un cheval, ou à quatre roues attelées de deux chevaux au plus, pourvu que leur poids n'excède pas celui qui sera fixé ci-après.

» Art. 5. Les poids des voitures publiques destinées au transport des voyageurs, ne pourront excéder, pendant tout le cours de la fermeture des barrières, ceux qui sont indiqués ci-dessous:

« Bandes de 6 à 8 centimètres, voitures à deux roues, 900 kilo.; à 4 roues 1800 kilo.;

» Bandes de 9 à 11 centimètres, voitures à 2 roues 1200 kilo.; à 4 roues 2400 kilo.;

» Bandes de 12 à 14 centimètres, voitures à 2 roues 1500 kilo.; à 4 roues 3000 kilo.

» Les poids susmentionnés n'étant tolérés que dans l'intérêt des voyageurs, les voitures publiques ne pourront transporter que leurs effets à concurrence de 25 kilo. par personne.

» Afin qu'il puisse être procédé à chaque instant à la vérification du poids de ces voitures chargées, chacune d'elles devra porter, en caractères apparens et fixes de 3 à 4 centimètres de hauteur, l'indication de son poids à vuide sur le côté gauche de la caisse vers l'avant.

» Les poids des voitures de roulage et autres, non suspendues, allant au pas, ne pour-

ront excéder pour les charrettes, 900 kilo.; et pour les chariots et voitures à 4 roues 1500 kilo y compris le chargement.

» Les gouverneurs pourront, sur la proposition des ingénieurs des ponts et chaussées, et sauf à en rendre compte au département de l'intérieur, modifier les dispositions qui précèdent, relatives au poids des voitures sur les routes qui, par la qualité inférieure des matériaux employés à leur construction, ou la nature du terrain sur lequel elles sont établies, exigeraient des mesures exceptionnelles. »

La faculté que cette dernière disposition accorde aux gouverneurs ne doit être exercée qu'avec la plus grande réserve. Et dans le cas de dérogation aux poids fixés ci-dessus, l'arrêté qui ferme les barrières doit désigner en même temps les nouveaux poids qui seront tolérés. Il est inutile de faire observer qu'en modifiant les poids fixés par l'arrêté du 28 janvier 1832, les gouverneurs ne peuvent jamais les augmenter. Ainsi lors même qu'ils croiraient la route susceptible de porter, sans détérioration, des charges plus considérables, ils doivent encore s'en tenir strictement à l'exécution de cet arrêté.

§ III. *Des contraventions.*

Nous avons déjà remarqué qu'il y a contravention toutes les fois qu'une voiture est sortie d'une localité quelconque où l'arrêté qui suspend la circulation, a été dûment affiché. La simple injonction, l'avertissement verbal ne pourrait suppléer au défaut d'affiche. Cela résulte clairement de l'article 2 que nous avons rapporté ci-dessus, et du principe général qu'aucune mesure d'ordre public n'est obligatoire qu'après avoir été publiée dans les formes établies par la loi.

Néanmoins, les conducteurs, sommés de s'arrêter par un agent des ponts et chaussées, par un tenant barrière, par un bourgmestre, un commissaire de police ou un garde champêtre, etc., qui leur exiberait une expédition de l'arrêté de fermeture, ne pourraient passer outre sans contravention.

L'arrêté du 28 janvier 1832 contient relativement aux contraventions les articles suivans :

« Art. 3. Toute voiture prise en contravention aux présentes dispositions, sera arrêtée et les chevaux mis en fourrière dans l'auberge la plus voisine, le tout sans préjudice de l'amende et des peines qui pourront être prononcées conformément aux art. 6 et 7.

» Art. 6. Les contraventions au présent réglement, à l'égard desquelles les lois existantes n'ont pas déterminé de peines particulières, seront punies conformément aux dispositions de l'art. 1er de la loi du 6 mars 1818, sans préjudice des dommages et intérêts pour la dégradation des routes, en vertu des art. 4 et 5 de la loi du 29 floréal an 10. »

Ces articles portent :

Le premier, que les contrevenans seront condamnés à payer les dommages réglés par le tarif suivant :

» L'excès de chargement de 20 myriagrammes et au-dessous, sera considéré comme tolérance et n'entraînera aucune condamnation ; — de 20 à 60 myriagrammes, 25 francs ; — de 60 à 120 myriagrammes, 50 fr. ; — de 120 à 180 myriagrammes 175 fr. : — de 180 à 240 myriagrammes, 200 fr. ; — de 240 à 300 myriagrammes, 250 fr. ; — et au-dessus de 300 myriagrammes, 300 fr. Le second, que tout voiturier ou conducteur pris en contravention ne pourra continuer sa route qu'après avoir réalisé le payement des dommages et déchargé sa voiture de l'excédant de poids qui aura été constaté ; et que jusques là ses chevaux seront tenus en fourrière à ses frais, à moins qu'il ne fournisse une caution suffisante. »

On voit par la dernière partie de cette disposition, que l'article 3 de l'arrêté du 28 janvier 1832, va trop loin en ordonnant la mise en fourrière des chevaux *dans tous les cas*.

Il faut aussi, d'après les art. 4 et 5 de la loi du 29 floréal an 10, distinguer entre la peine et les dommages. La peine est applicable dans tous les cas où la charge, c'est-à-dire, le poids de la voiture et celui du chargement réunis, excède le tarif fixé par l'art. 5 de l'arrêté du 28 janvier 1832 ; mais les dommages

ne commencent à être dûs que lorsque la charge dépasse ce même tarif de 20 myriagrammes.

La surcharge doit être évaluée par les préposés aux ponts à bascule, contradictoirement avec les voituriers. A ces dispositions il faut ajouter l'art. 12 de la loi du 18 mars 1833 n° 264, qui prononce contre les préposés à la perception des droits de barrière, une amende de 50 fr. pour chaque voiture ou chariot qu'ils laissent passer malgré la défense.

« Toute contravention, dit l'art. 7 de l'arrêté susdit, devra être constatée par un procès-verbal signé et affirmé dans les 24 heures. Ce procès-verbal sera transmis au procureur du roi près le tribunal de 1re instance, afin que l'affaire soit portée devant le juge compétent. L'action à laquelle la contravention donnera lieu, sera prescrite, si la citation n'est signifiée dans le mois de la date du procès-verbal. »

Les fonctionnaires compétens à cet effet sont les bourgmestres, échevins ou assesseurs, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les commissaires de police, la gendarmerie, les gardes-champêtres et les préposés à la perception de la taxe des barrières, aux ponts à bascule, aux droits d'accises et aux octrois. (Lois du 29 floréal an 10, n° 1606, art. 2; du 7 ventôse an 12, art. 31; du 23 juin 1806, art. 4; du 18 avril 1810, art. 1; du 16 décembre 1811, art. 112; du 18 mars 1833, n° 263, art. 14, et du 18 mars 1833, n° 264, art. 12.)

Les violences exercées contre tout agent de la force publique ou autres, appelés à constater les contraventions à la police du roulage, sont punies conformément au code pénal. (Arrêté du 28 janvier 1832, art. 8.)

Avant la révolution de 1830, les contraventions en matière de grande voirie et de roulage appartenaient à l'autorité administrative. Elle est aujourd'hui dévolue aux tribunaux correctionnels ou de simple police. Ainsi l'a jugé la cour de cassation par arrêt du 29 mars 1833. (Loi du 29 flor. an 10, art. 4; Constitution belge, art. 92, 93 et 94).

§ IV. *Ouverture des barrières de dégel.*

L'ouverture des barrières de dégel est réglée par les dispositions suivantes de l'arrêté du 28 janvier 1832 :

« Art. 9. L'ordre de rouvrir les barrières de dégel sera donné par les gouverneurs sur la demande des ingénieurs en chef des ponts et chaussées, et les formalités voulues par l'art. 1er du présent arrêté pour leur fermeture, seront aussi observées pour leur ouverture.

» Le jour déterminé pour cette ouverture et le lendemain, les voitures ne pourront partir des lieux où elles étaient retenues que deux à la fois et à une heure d'intervalle. L'ordre à suivre pour le départ sera fixé d'après celui de l'arrivée de chaque voiture.

» Les autorités locales sont spécialement chargées de l'exécution des dispositions du § précédent et de requérir au besoin, pour assurer cette exécution, le secours de la force armée.

» Art. 10. . . . L'ouverture des barrières de dégel peut ne point avoir lieu simultanément sur toutes les routes d'une même province, mais seulement sur celles qui seront spécialement désignées par les arrêtés des gouverneurs. »

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune observation.

Section II.

Doctrine et Jurisprudence.

Deux questions ont été soulevées relativement à l'arrêté royal du 28 janvier 1832 :

1° S'il a été rendu dans les attributions constitutionnelles du pouvoir exécutif;

2° Si les infractions aux réglemens d'administration publique, portés en vertu de l'art. 67 de la Constitution de 1831, sont punissables des peines établies par l'art. 1 de la loi du 6 mars 1818, aussi bien que les infractions aux dispositions de même nature prises sous l'empire de la loi fondamentale de 1815.

La cour de cassation s'est prononcée pour l'affirmative sur l'une et sur l'autre dans l'espèce suivante :

« Le tribunal correctionnel de Mons, réformant comme juge d'appel, un jugement d'acquittement rendu au tribunal correctionnel de Charleroy, avait condamné à une

amende de 40 florins et aux frais, le sieur Van Gend, entrepreneur de messageries, prévenu de quatre contraventions à l'arrêté royal du 28 janvier 1832. »

Ainsi que nous l'avons observé ci-dessus, cet arrêté pour faciliter la vérification de la charge des voitures publiques, auxquelles il permet l'usage des chaussées en temps de dégel, veut qu'elles portent, de la manière qu'il détermine, l'indication de leur poids à vuide: il déclare que les contrevenants sont passibles des peines établies par la loi du 6 mars 1818.

C'est en effet sur cette loi que le tribunal de Mons avait fondé la condamnation prononcée contre Van Gend.

Celui-ci s'est pourvu en cassation, pour violation des art. 19, 67, 137 et 138 de la Constitution et des dispositions de la loi du 29 floréal an 10, pour fausse application de l'art. 73 de la loi fondamentale de 1815 et des art. 1 et 2 de la loi du 6 mars 1818.

Ce pourvoi a soulevé deux questions dont la solution, conforme aux conclusions du ministère public, est développée dans l'arrêt suivant :

« La cour, ouï M. le conseiller Destouvelle dans son rapport et sur les conclusions de M. Defacqz, avocat-général.

» Vu les art. 1, 4 et 6 de la loi du 29 floréal an 10; 9, 67 de la Constitution belge, et 1 de la loi du 6 mars 1818 ;

» Sur le premier et le deuxième moyens réunis ;

» Attendu que l'art. 1er de la loi du 29 floréal an 10 statue que le poids des voitures employées au roulage et aux messageries ne pourra excéder, en comprenant le poids de la voiture et celui du chargement, les proportions qui sont déterminées d'après la dimension des roues, leur nombre et celui des chevaux attelés, etc, ;

» Attendu que l'art. 4 punit tout excès de chargement de dédommagemens tarifés de 25 à 300 fr. d'après l'importance de l'excédant, comparativement au poids permis ;

» Attendu qu'aux termes de l'art. 6, le roulage peut être momentanément suspendu pendant les jours de dégel ;

» Attendu que si le pouvoir exécutif, au lieu d'user de cette faculté, juge à propos de ne pas l'exercer, on ne peut lui contester le droit d'attacher aux concessions qu'il accorde les conditions qu'il estime être nécessaires pour que les routes n'éprouvent aucune détérioration ;

» Attendu que c'est pour atteindre ce but salutaire que l'arrêté royal du 28 janvier 1832 a réduit le chargement des voitures, autorisées à circuler pendant le dégel, aux seuls bagages des voyageurs, et en a limité le poids à vingt-cinq kilogrammes par personne ;

» Attendu que l'art. 5 de l'arrêté, pour faciliter la vérification du poids des voitures chargées, a ordonné que chacune d'elles porterait, en caractères apparens, de trois à quatre centimètres de hauteur, l'indication de son poids à vuide, du côté gauche sur l'avant ;

» Attendu qu'il n'est pas nécessaire pour légitimer cette mesure de recourir à la loi fondamentale de 1815, abrogée par l'art. 137 de la Constitution belge, et qu'il suffit d'invoquer l'art. 67 qui investit le roi du pouvoir de faire des réglemens et des arrêtés pour l'exécution des lois ;

» Attendu qu'en ordonnant des mesures relatives à l'exécution de la loi du 29 floréal an 10, l'arrêté du 28 janvier s'est rigoureusement renfermé dans les limites posées par l'art. 67 prémentionné ;

» Attendu que le moyen tiré, dans l'intérêt du pourvoi, de la prétendue inconstitutionnalité de cet arrêté étant écarté, il ne peut plus s'agir que d'examiner si les contraventions constatées par les procès-verbaux rapportés contre le demandeur, sont passibles de l'application de l'art. 1 de la loi du 6 mars 1818 ;

» Attendu que les réglemens et les arrêtés pour l'exécution des lois seraient totalement illusoires, s'ils restaient dépourvus de sanction pénale ;

» Attendu que la loi du 6 mars voulant obvier à ce grand inconvénient, a tracé aux tribunaux des règles fixes sur la punition des infractions aux dispositions générale des ré-

glemens d'administration intérieure, pour autant qu'il n'existerait pas de pénalités particulièrement déterminées par d'autres lois;

» Attendu que, dans le silence de la loi du 29 floréal an 10, en ce qui concerne les mesures d'exécution indispensables pour régler le roulage pendant le dégel, l'arrêté du 28 janvier s'est borné à rendre communes à ceux qui les enfreindraient les peines établies par l'art. 1 de la loi du 6 mars;

» Attendu que, pour se soustraire à son application, le demandeur n'est pas fondé à se prévaloir des termes de cette loi qui rappellent énonciativement les mesures générales mentionnées dans l'art. 73 de la loi fondamentale de 1815;

» Attendu que l'on ne saurait se méprendre sur la portée de ce rappel, lorsque l'on considère que l'art. 73, compris dans le chapitre VII qui traite du conseil d'Etat, ne conférait aucun droit au souverain des Pays-Bas relativement à l'exécution des lois, mais réglait uniquement les attributions de ce conseil et ses rapports avec le pouvoir exécutif;

» Attendu que, même en admettant dans le système du demandeur que l'obligation de soumettre à ce conseil les mesures d'administration intérieure présentât quelques garanties, quoique dans le fait ses avis n'enchaînassent pas la volonté royale, les art. 64 et 107 de la Constitution belge en consacrent de bien plus fortes, en établissant le contreseing des ministres, en déférant aux cours et tribunaux l'examen des arrêtés et des réglemens émanés du pouvoir exécutif, et en leur prescrivant de ne les appliquer qu'autant qu'ils les jugeraient conformes aux lois;

» Attendu que de tout ce qui précède il résulte: 1° qu'en portant l'arrêté du 28 janvier 1832, le roi a exercé un pouvoir que lui attribue formellement l'art. 67 de la Constitution; 2° que le tribunal de Mons, aux contraventions commises par Van Gend, a justement appliqué la peine établie par la loi, et qu'ainsi le jugement attaqué n'a contrevenu à aucune des dispositions, soit constitutionnelles, soit législatives, de la violation desquelles se plaint le demandeur;

» Rejette, etc. » (Arrêt du 6 février 1834, Bulletin de la cour de cassation, 1834, p. 157.)

On remarquera que cet arrêt ne touche point à la question de savoir si le pouvoir exécutif a pu étendre aux routes empierrées les dispositions que la loi du 29 floréal an 10 autorise sur les routes pavées seulement, question que nous avons résolue négativement dans le § 1er de cet article.

L'arrêté du 28 janvier 1832 n'étant rendu qu'en exécution de la loi citée du 29 floréal an 10, le gouvernement pourrait-il établir des barrières de dégel sur des routes qui ne seraient pas la propriété de l'état ou des provinces? En d'autres termes, l'arrêté du 28 janvier 1832 s'applique-t-il à toutes les routes, sans distinction si elles appartiennent à l'Etat, aux provinces, aux communes, à des compagnies ou à des particuliers?

Il n'y a rien dans la législation qui puisse aider à résoudre cette question. La loi du 29 flor. an 10, parle du *roulage dans toute l'étendue de la république*, et l'arrêté du 28 janvier 1832, des routes pavées et empierrées en général. Toutefois, la généralité de ces expressions ne prouve pas sans réplique, que l'on ait voulu y comprendre des routes qui, n'appartenant pas à l'Etat ou aux provinces, ne pouvaient en aucune façon éveiller la sollicitude du gouvernement. Mais chaque fois qu'une route particulière est construite, les intéressés s'adressent à l'autorité provinciale pour que l'ouverture en soit ordonnée, et alors les états députés déclarent, par un arrêté spécial, que telle route est ouverte à la circulation à partir de telle époque, et que *toutes les lois, arrêtés et réglemens en vigueur, tant sur la police du roulage que sur la police de la grande voirie*, y sont rendus exécutoires. Cet arrêté, qui doit être ensuite revêtu de l'approbation du gouvernement, rend communes aux routes particulières toutes les dispositions qui concernent les routes royales et provinciales, y compris l'arrêté du 28 janvier 1832; et par conséquent, celui-ci s'applique à toutes les routes dont la circulation a été ouverte et livrée au commerce par un acte spécial de l'autorité.

Par qui l'établissement des barrières de dé-

gel doit-il être demandé ou proposé sur les routes particulières ? Est-ce par les propriétaires de la route, ou par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de la province ?

Une fois que la route est livrée à la circulation, elle appartient au commerce, et il ne dépend plus du propriétaire de la soumettre à un régime particulier. C'est donc à l'ingénieur seul à constater la nécessité d'y interrompre momentanément la circulation ; ce n'est que sur son rapport officiel que le gouverneur peut établir des barrières de dégel. Vainement les propriétaires d'une route, pour empêcher que la circulation ne détériore leur propriété, réclameraient-ils du gouverneur des mesures de conservation : le gouverneur et les propriétaires sont liés comme le public par les lois et les réglemens qui ont été déclarés exécutoires sur cette route, et aucune mesure ne peut être prise en dehors de leur disposition, ou autrement qu'elles ne le permettent. Si les propriétaires restaient juges des précautions qu'exige la route, deux abus seraient à craindre : ou bien les précautions inspirées par l'esprit toujours étroit de propriété seraient exagérées et nuiraient au commerce ; ou bien les propriétaires, pressés de jouir parce que leur concession est près d'expirer, n'en prendraient aucune.

On évite ce double inconvénient en soumettant les routes particulières comme les autrres routes, à la surveillance et à l'administration des fonctionnaires de l'Etat, également intéressés et à la bonne conservation des routes en général, et à la prospérité du commerce et de l'industrie.

BASOCHE.

On donnait autrefois ce nom à la communauté des clercs du parlement de Paris. La basoche tenait une espèce de juridiction, où se jugeaient les différends qui pouvaient naître entre-eux, et avait une administration particulière, composée d'un chancelier, d'un trésorier et même anciennement d'un roi, qu'on nommait le *roi de la basoche*.

Aujourd'hui on donne ce nom à des sociétés de jeunes avocats qui s'assemblent périodiquement, pour se former à l'habitude de parler en public et se familiariser avec l'application des lois. Il en existe une à Liége.

Le droit de s'assembler et de former des associations, consacré par les articles 19 et 20 de la Constitution Belge, ne permet point à l'autorité d'intervenir dans l'établissement ou l'administration des basoches. Voyez ASSOCIATION.

BASSIN DE NAVIGATION.

En termes d'hydrographie on entend par bassin les eaux des fleuves, rivières, torrens et ruisseaux, qui s'écoulent par diverses pentes sur une certaine étendue de pays, pour se réunir ensuite dans un réservoir commun.

Les bassins formant la région hydrographique des fleuves et rivières de l'Europe sont, d'après Malte-Brun, au nombre de neuf, savoir :

1° Le bassin de l'océan Glacial, partie européenne ;

2° Le bassin de la mer Baltique ;

3° Le bassin de la mer du Nord ;

4° Le bassin de l'océan Atlantique, partie européenne ;

5° Le premier bassin de la Méditerranée, partie européenne ;

6° Le bassin de la mer Adriatique ;

7° Le 2e bassin de la Méditerranée, partie européenne ;

8° Le bassin de la mer Noire, partie européenne,

9° Le bassin de la mer Caspienne, partie européenne.

Ces neuf bassins se subdivisent en d'autres plus petits, portant le nom des fleuves ou rivières qui charrient leurs eaux et celles de leurs affluens dans l'Océan, dans un lac, ou dans une mer intérieure.

C'est ainsi qu'en Belgique, l'Escaut et la Meuse donnent leur nom à deux bassins particuliers. Le bassin de l'Escaut et celui de la Meuse font partie du grand bassin de la mer du nord, troisième penchant, formé de l'ouest de l'Allemagne, du nord de la Suisse, de l'est et du nord de la France, de la Hollande et de la Belgique.

Le bassin de l'Escaut se compose des canaux et rivières navigables ci-après :

CANAUX.

Canal d'Aire à la Bassée,
Id. de Béthune ou rivière de la Lawe,
Id. de Bois-le-Duc à Maestricht,
Id. de la Bourre,
Id. de Bruges à Ostende,
Id. de Caraman,
Id. de Charleroy à Bruxelles, qui fait aussi partie du bassin de la Meuse,
Canal de Damme à l'Ecluse,
Id. de la Bassée,
Id. de la Basse Deule,
Id. de la Haute Deule,
Id. de l'Ecluse,
Id. de Gand à Bruges,
Id. de Gand à Teurneusen,
Id. d'Hazebrouck,
Id. de la Lièvre,
Id. de Louvain,
Id. du Moerdyck,
Id. du Moervaert,
Id. de Mons à Condé,
Id. de Neuf fossé,
Id. du Nord (grand),
Id. de Plasschendaele à Nieuport,
Id. du Préaven,
Id. de Pommerœul à Antoing,
Id. de Saint-Quentin qui faisait aussi partie du bassin de la Seine,
Id. de Roubaix,
Id. de la Sensée,
Id. de Stekenen,
Id. de Willebrouck à Bruxelles.

RIVIÈRES.

La Demer. La Lys.
La Dendre. La Nèthe.
La Durme. Le Rupel.
La Dyle. La Scarpe.
L'Escaut. La Trouille.
La Haine.

La navigation artificielle des 30 cannaux est de 638,339 mètres.
La navigation naturelle des 11 rivières est de 763,340 »

Ensemble 1,401,679 mètres ou 546 lieues de 2285 toises. Voyez ESCAUT.

Le bassin de la Meuse se compose des canaux et rivières ci-après.

CANAUX.

Canal des Ardennes, qui fait aussi partie de celui de la Seine.

Canal de Bois-le-Duc à Maestricht, qui fait aussi partie du bassin de l'Escaut.

Canal de Charleroy à Bruxelles, qui fait aussi partie du même bassin.

Grand canal du Nord, qui fait aussi partie des bassins de l'Escaut et du Rhin.

Canal de Sedan.
Id. de Vianen à Gorcum.

RIVIÈRES.

L'Ambleve. L'Ourthe.
La Meuse. La Sambre.
Le Niers. La Vesdre.

Le développement de la navigation naturelle et artificielle des six canaux est de 171,771 m.
Celui de la navigation naturelle et artificielle des six rivières est de 868,898 »

1,040,669 met.
ou 223 lieues et demie.

La connaissance de ces dernières données est en quelque sorte nécessaire à l'administration, pour l'établissement des droits de navigation.

Lorsque la loi du 30 floréal an 10, eut créé un droit de navigation intérieure sur tous les fleuves, rivières et canaux navigables de la France, le gouvernement dans l'application qu'il eut à faire de cette loi, suivit les divisions naturelles que présentait le pays en bassins de navigation, et rendit pour chaque bassin un décret spécial qui en réglait la composition. Le décret du 28 messidor an 13, désigna les fleuves, rivières et canaux navigables qui composaient le bassin de l'Escaut; il divisa ce bassin en arrondissemens et établit pour chaque arrondissement un bureau de jaugeage.

Un autre décret du 10 brumaire an 14 détermina de même la composition du bassin de la Meuse.

La composition de ces deux bassins était différente alors de ce qu'elle est aujourd'hui, parce qu'ils comprenaient, sous le Consulat et

l'Empire, une partie de la Hollande et de la France actuelle. On consultera avec fruit sur cette matière l'ouvrage que M. B. L. de Rive a publié à Bruxelles en 1835, sous le titre de *Précis historique et statistique des canaux et rivières navigables de la Belgique, et d'une partie de la France.*

Voyez Navigation.

BASSIN DE PORT.

On appelle *Bassin de port* une enceinte de maçonnerie pratiquée dans un port, pour y mettre les navires en sûreté contre l'agitation de la mer ou les effets de la marée, pour en faciliter le déchargement, le rechargement, les réparations, etc. Tels sont les bassins d'Anvers, de Bruges et d'Ostende. On appelle *Bassin de construction* celui que l'on pratique dans un port pour y construire à sec des vaisseaux ou pour les y réparer, de telle sorte que l'ouvrage fait, ils puissent être mis à flot en faisant entrer l'eau de la mer ou du fleuve dans le bassin. Il n'en existe point en Belgique.

La construction, l'entretien et la réparation des bassins de port nécessitent des dépenses considérables auxquelles on a pourvu par l'établissement de certaines taxes appelées *droits de bassin.*

La loi du 12 floréal an 11, a établi sur les navires admis à entrer et à séjourner dans les bassins à flot d'Ostende et de Bruges, une taxe d'entretien de 75 centimes pour les bâtimens étrangers, de 30 centimes pour les bâtimens nationaux et de 15 centimes pour les bâtimens de petit cabotage. Une autre loi du 25 mars 1806, a ordonné la perception d'un droit égal à la moitié du précédent, pour l'entretien des bassins, non à flot, des mêmes villes. La perception de ces taxes se fait par l'administration des douanes et le montant en est respectivement versé dans les caisses municipales des villes intéressées, pour le produit en être employé exclusivement, sous les ordres du ministre de l'intérieur, aux dépenses de réparation et d'entretien de leurs ports et bassins respectifs.

Anvers a des bassins que l'on s'accorde à regarder comme les plus beaux du monde. Napoléon qui voulait faire de cette ville le centre de ses constructions navales, les fit construire en 1804; et pour en couvrir les dépenses, une loi du 24 ventose an 12 imposa un droit de bassin sur les bâtimens de mer, et un droit de colis sur les marchandises qui entrent au port d'Anvers, soit qu'ils fassent usage, ou non, des bassins.

Le produit de ces droits fut destiné à couvrir les intérêts, sur le pied de cinq pour cent par an, des sommes avancées par la commune d'Anvers pour la confection des travaux du port, ordonnés en l'an 4, 12 et 13, à couvrir les dépenses de la chambre de commerce, et finalement aux travaux mêmes de port qui n'étaient pas terminés à cette époque.

Après la chute de Napoléon, un arrêté du 30 septembre 1814, disposa que les trois bassins construits à Anvers, sous le gouvernement français, seraient ouverts à partir du 15 octobre suivant, à tous bâtimens marchands ou pêcheurs, soit belges, soit étrangers, qui voudraient y séjourner, moyennant un droit de bassin qu'il fixe à 25 centimes par tonneau pour les navires de 50 à 100 tonneaux, de 50 centimes pour ceux de 100 à 290 tonneaux, et de 75 centimes pour les navires d'une capacité supérieure. Le produit de ce droit est affecté spécialement aux frais d'entretien et d'amélioration des bassins.

Nous renvoyons à l'arrêté lui-même pour les exemptions et modérations du droit, pour le mode de perception et les obligations qu'il impose aux capitaines ou maîtres de bâtiment.

Aux termes des art. 191 et 192 du Code de commerce, les droits de bassin sont privilégiés.

BATARDEAU.

C'est une espèce de digue jetée au travers d'un fleuve, d'une rivière ou même d'un ruisseau pour en détourner le cours. Le batardeau se fait communément avec des pieux liés ensemble par des planches ou des fascines, derrière lesquelles on tasse de la terre ou des matériaux.

En terme de fortification on appelle égale-

ment de ce nom, un massif de maçonnerie qui traverse toute la largeur du fossé, et qui est spécialement destiné à retenir l'eau.

Il est défendu de construire des batardeaux dans les fleuves et rivières navigables et flottables sans la permission du gouvernement, à peine d'enlèvement aux frais de ceux qui les auraient construits, et d'une amende de 500 livres. Cette amende est même applicable aux fonctionnaires publics qui auraient négligé de les faire enlever. (Art. 42 et 44 de l'ordonnance de 1669; art. 9 de l'arrêté du 9 ventôse an 6; instruction du 9 thermidor suivant.) Voyez pour les formalités à remplir l'article Rivières navigables et flottables.

Un arrêté royal du 28 août 1820, a rendu ces dispositions communes aux cours d'eau non navigables et flottables, mais la force obligatoire de cet arrêté peut être révoqué en doute. Voyez à ce sujet l'article Cours d'eau.

Enfin les réglemens que les états des provinces ont rendus, en 1824, 1825 et 1826, sur les chemins vicinaux, défendent aussi pour la plupart toute construction qui pourrait altérer le cours des eaux non navigables.

C'est au moyen de batardeaux que les propriétaires riverains et les usiniers font arriver dans leurs terres ou à leurs moulins les eaux qui doivent servir à l'irrigation de leurs fonds et à l'activité de leurs usines. Le placement de ces batardeaux donne lieu à de fréquentes contestations, tantôt entre les propriétaires des deux rives auxquels ils sont appuyés, tantôt entre ces derniers et les riverains supérieurs ou inférieurs qui en souffrent préjudice. Ces questions sont toutes du ressort des tribunaux ordinaires, et il est pour les résoudre des principes certains que nous développerons à l'article Eaux (*usage des*).

BATAILLON.

Corps de troupes composé de plusieurs fractions nommées *compagnies* et commandé par un officier supérieur.

L'infanterie est essentiellement formée par bataillons; la réunion de 2, 3 ou 4 bataillons sous la même administration supérieure, constitue un Régiment. (Voyez ce mot.)

Les troupes du génie forment, en Belgique, un bataillon qui ne fait partie d'aucun régiment, qui a son administration particulière, et qui porte le nom de bataillon de sapeurs-mineurs. Voyez Génie.

Nous nous bornerons ici à exposer quelques principes généraux sur la formation des bataillons d'infanterie, renvoyant à l'article consacré à cette arme les détails relatifs à son organisation en Belgique.

Parmi les élémens qui entrent dans la composition d'un bataillon d'infanterie, il faut distinguer :

1° Sa force ou le nombre d'hommes qu'il comprend dans sa formation;

2° Le nombre de compagnies dont il est composé;

3° La composition de son cadre, en officiers et sous-officiers.

Le bataillon est l'unité de force de l'infanterie; la réunion d'un certain nombre de bataillons (ordinairement de 4 à 8), forme une *brigade*, commandée par un officier général. En ligne, les chefs de bataillon sont ordinairement sous le commandement direct du chef de la brigade, les officiers des grades intermédiaires n'intervenant point directement dans l'exécution des mouvemens ordonnés, sauf dans quelques manœuvres spéciales.

D'après cela, on conçoit toute l'importance de la bonne organisation du bataillon et de la détermination raisonnée des élémens qui le composent.

La force totale d'un bataillon est déterminée par la condition que son chef puisse le faire agir et mouvoir à sa voix, avec précision et ensemble. On a reconnu que la surveillance d'un chef d'infanterie pouvait facilement s'étendre sur un espace de 120 à 150 mètres et par conséquent sur un corps de 700 à 900 hommes, formés sur trois rangs, ou de 500 à 600 hommes formés sur deux rangs. La limite de 900 hommes paraît ne pouvoir être dépassée de beaucoup sans inconvénient, et elle paraît en effet adoptée généralement dans les armées actuelles.

Dans les manœuvres, le bataillon se divise en un certain nombre de *pelotons*, lesquels ont chacun leur chef particulier. La

réunion de deux pelotons forme une *division*. La formation par division étant très-fréquente à la guerre, c'est elle qui doit servir de base à la détermination du nombre de pelotons dont le bataillon est composé.

Admettre moins de quatre divisions par bataillon, c'est donner à celles-ci un front trop étendu; c'est rendre les colonnes trop lourdes et donner trop d'extension aux carrés dans le sens de la largeur; c'est surtout enlever aux colonnes serrées la force qu'elles reçoivent de la profondeur et les rendre jusqu'au dernier rang sensibles au moindre choc.

Les mêmes inconvéniens se présentent en sens inverse, si l'on augmente le nombre de ces divisions au-delà de six; les colonnes s'allongent démesurément, les carrés de même, et de plus, on augmente considérablement et sans raison, le nombre des officiers et sous-officiers nécessaires.

Le nombre des divisions doit donc être de 4, de 5 ou de 6 par bataillon. Dans les armées existantes, les nombres 4 et 6 ont prévalu. Ce serait s'écarter du but de cet ouvrage que de discuter les avantages et les inconvéniens résultant de l'adoption de l'un ou de l'autre de ces chiffres. Nous nous bornerons à faire observer qu'en France, en Prusse, en Russie, les bataillons sont de quatre divisions, et qu'en Autriche, en Bavière, dans les Pays-Bas, comme en Belgique, les divisions sont au nombre de six.

Chez les uns, chaque peloton correspond à une compagnie; chez les autres, la compagnie forme une division. Le mode à adopter dépend de la force du bataillon, et du nombre de divisions dont il se compose, en remarquant d'abord qu'il est difficile à un capitaine de surveiller convenablement l'instruction, l'administration et la discipline d'une compagnie dont la force dépasse 120 hommes, et que d'une autre part, la multiplication des compagnies entraîne nécessairement l'augmentation des cadres et par conséquent, celle des dépenses.

Le cadre d'un bataillon se compose d'un état-major et des cadres particuliers des compagnies qui entrent dans sa formation.

L'état-major d'un bataillon d'infanterie se compose généralement,

1° D'un officier supérieur commandant, lequel porte en France le titre de chef de bataillon, et qui est en Belgique, tantôt un major, tantôt un lieutenant-colonel.

2° D'un adjudant-major qui, en France, a le grade de capitaine ou de lieutenant, et qui, en Belgique, ne peut être pris que parmi les lieutenants et sous-lieutenants.

3° D'un médecin militaire du grade de médecin de bataillon ou de régiment (en France, chirurgien-major ou aide-major).

4° D'un adjudant-sous-officier.

5° D'un caporal-tambour ou caporal-cornet.

La composition des cadres des compagnies sera exposée aux mots INFANTERIE et COMPAGNIE.

Nous renverrons également au mot DÉTACHEMENT pour l'exposition des régles de comptabilité à suivre dans les bataillons séparés de l'administration supérieure du régiment auxquels ils appartiennent.

BATEAUX A VAPEUR.

L'usage des bateaux à vapeur présente des dangers qu'une bonne administration doit prévenir; et ces dangers augmentent à mesure que ces bateaux se multiplient.

Les précautions que le gouvernement a prises à ce sujet, sont relatives tant à la construction des machines à vapeur qu'à la rencontre des bateaux et aux accidens qui peuvent en résulter.

En parlant des *machines à vapeur*, nous examinerons les mesures de police auxquelles le gouvernement les a soumises en général.

En ce qui concerne la navigation par la vapeur, il suffit de remarquer ici qu'aux termes de l'art. 7 de l'arrêté du 6 mai 1824, il est expressément défendu d'employer des chaudières en fer de fonte dans les bateaux destinés au transport des voyageurs.

Quant aux précautions relatives à la rencontre des bateaux, elles sont réglées par les dispositions suivantes. D'abord l'arrêté du 4 septembre 1824 porte:

« Art. 1. Tous bateaux, yachts et bâtimens à vapeur quelconques, naviguant dans ce

royaume sur les fleuves, rivières, bras de mer, dans les canaux, hâvres, issues, détroits, et autres eaux sans exception, et quelle que soit leur dénomination, devront, lorsqu'ils se rencontrent, porter tous deux à babord, pour passer du côté de stribord; et lorsqu'en tenant la même route ils seront dans le cas de se dépasser, celui qui précède portera à stribord pour laisser passer l'autre du côté de son babord et celui-ci portera réciproquement à babord; dans l'un et l'autre cas, chacun des deux bâtimens sera tenu de gouverner au plus près de terre qu'il sera possible dans la direction qui lui est indiquée par les dispositions qui précèdent immédiatement, et de laisser à l'autre autant d'espace que le comportent les eaux dans lesquelles ils se trouvent.

» Art. 2. Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil tout bateau à vapeur quelconque devra pour se faire reconnaître, porter à sa partie supérieure deux fanaux ou lanternes d'une grandeur convenable et qui répandent une lumière claire; ces fanaux seront disposés, suivant les diverses occurences, de manière à pouvoir servir de reconnaissance pour tous les bâtimens à vapeur ou autres qui se trouvent dans les mêmes eaux. »

Ces articles applicables seulement aux bateaux à vapeur qui se rencontrent ou se dépassent l'un l'autre, étaient trop restreints dans leurs termes; le gouvernement leur a donné plus d'extension en prenant, le 15 avril 1826, des dispositions analogues tant pour les bateaux à vapeur que pour les autres navires qui se trouveraient dans les mêmes eaux. Les voici:

« Art. 1. Les bateaux à vapeur devront porter à babord et s'approcheront de la terre, autant que le comportent les eaux dans lesquelles ils se trouvent. — De même en dépassant les autres bâtimens, ils porteront à babord quand les eaux le permettront, et ils se serviront dans ce cas, de jour comme de nuit, des signaux dont il est parlé dans le § suivant pour les bâtimens portant à stribord: en outre ils sonneront du porte-voix, pour avertir le bâtiment de leur intention de le dépasser, pour que celui-ci puisse faire autant de place que le passage le lui permettra.

» Toutefois, si par l'une ou l'autre circonstance sans leur faute, il se voyaient obligés de porter à stribord, ils devront ralentir de suite et considérablement la rapidité de leur marche, et indiqueront leur course à stribord; le jour, en arborant à mi-mât, outre le pavillon ordinaire, un pavillon bleu; et la nuit, en suspendant au beaupré un troisième fanal, non compris les deux lanternes qui doivent éclairer constamment le tillac.

» Art. 2. Les navires se tiendront au milieu du canal, ou du côté opposé aux bateaux à vapeur, à mesure de la largeur de l'eau navigable; s'ils louvoyent, ils seront obligés de virer de bord avant de croiser le cours des bâtimens à vapeur, et ils se garderont de ne jamais se mettre entre les bâtimens à vapeur et la terre que ceux-ci porteront, ce qui ne pourra avoir lieu dans aucun cas.

» Art. 3. Lorsqu'un bateau à vapeur s'arrêtera en route et que les machines ne seront pas en mouvement, il en avertira en sonnant la cloche par intervalles et, dans ce cas, étant considéré comme un vaisseau à l'ancre, il sera soigneusement évité. »

Copie de ces arrêtés, duement certifiée par le gouverneur de la province, dans laquelle le bateau à vapeur ou tout autre navire servant au transport des voyageurs, ont leur lieu d'amarrage habituel, doit se trouver à bord placée en évidence, de manière que chacun puisse en prendre connaissance; et toute contravention aux mesures qu'ils prescrivent, doit être punie conformément à la loi du 6 mars 1818, et, s'il y a lieu, d'après les règles établies par le code pénal, sans préjudice des dommages et intérêts que la partie lésée pourrait réclamer civilement. (Arrêté du 4 septembre 1824, art. 3 et 4; arrêté du 15 avril 1826, art. 4, et 5.)

Voyez Navigation.

BATELEURS.

On nomme bateleurs ceux qui par des tours d'adresse ou de force, par des jeux, par l'exposition d'animaux extraordinaires, par de petits spectacles ou par leur charlatannerie, assemblent le peuple dans les rues, halles, foires, marchés et places publiques, afin de ti-

rer des curieux une rétribution volontaire, de débiter à leurs dupes des drogues prétendument préservatives contre certaines maladies, de leur vendre des livres de tours, de leur faire acheter le moyen de s'enrichir à la loterie par l'indication des numéros soi-disant heureux, de leur prédire leur bonne ou leur mauvaise aventure, ou de leur faire voir des objets de curiosité.

Ce que nous avons dit des *Baladins* s'applique également aux bateleurs.

BATELIERS.

On appelle *batelier* celui qui conduit un bateau. On en distingue de trois sortes :

1° Celui qui conduit un bac ou bateau de passage et que l'on nomme *batelier-passeur d'eau.*

2° Celui qui conduit le public, dans de petits bateaux ou bachots, d'un endroit à un autre, et que l'on nomme *batelier-bachoteur.*

3° Celui qui conduit, soit des voitures ou coches d'eau, soit de grands bateaux destinés au transport des marchandises, et que l'on nomme *batelier-marinier.*

On trouvera sous l'article *Bacs et bateaux de passage* ce qui concerne les bateliers-passeurs d'eau.

On trouvera pareillement sous l'article *Barques publiques et bateaux de transport* ce qui regarde les bateliers-mariniers.

A l'égard des bateliers-bachoteurs, il est à observer que la police locale ne saurait trop surveiller les gens de cette profession. Leur conduite peut, à chaque instant, compromettre la sûreté publique ; et pour prévenir les accidents qui pourraient arriver, soit par leur faute, soit par les vices de leurs embarcations, il conviendrait que, dans les communes où il y a des bateaux et bachots établis pour l'utilité ou l'agrément du public, l'autorité locale les soumit à un réglement.

En France et notamment à Paris il existe des ordonnances anciennes qui règlent tout ce qui peut, en cette matière, intéresser les habitans. En voici les principales dispositions :

« 1° Nul ne peut exercer l'état de batelier-bachoteur, s'il n'a obtenu du magistrat chargé de la police une permission à cet égard, qui n'est accordée que sur une attestation suffisante de capacité, à peine de 50 francs d'amende et de confiscation du bateau ou bachot. (*Ordon. de* 1671, *art.* 7 ; *ordon.* de 1743.)

» 2° Les bateaux ou bachots doivent avoir au moins huit mètres de longueur, être bordés et avoir un plancher et des levées, être de construction solide, et être garnis d'avirons, cordes, crocs, en nombre nécessaire ; ils doivent être visités au moins tous les quinze jours, et ceux reconnus défectueux doivent être mis hors de service. (*Ordon. de* 1671, *art.* 7; *de* 1743 ; *et du* 18 *prairial an* 11, *art.* 1.

» 3° Les bateaux ou bachots doivent porter un numéro peint sur chacun des deux côtés ; ils doivent se ranger à la suite les uns des autres, dans le lieu qui leur est indiqué. (*Ordon. de* 1743.)

» 4° Les bateliers-bachoteurs ne peuvent conduire ni admettre dans leurs bachots plus de seize personnes à la fois, eux compris, à peine de 50 francs d'amende. (*Ordon. de* 1671; *de* 1743 ; *du* 18 *prairial an* 11, *art.* 8; *et du* 28 *septembre* 1809, *art.* 5.)

» 5° Ils ne peuvent transporter des personnes que de jour. (*Ordon. de* 1671 ; *et du* 28 *septembre* 1809, *art.* 4.)

» 6° Lorsqu'ils conduisent le public, ils doivent être porteurs de leur permission, et la représenter toutes les fois qu'ils en sont légalement requis. (*Ordon. du* 18 *prairial an* 11, *art.* 11.)

» 7° Ils ne peuvent commettre à leur place des garçons et gens sans expérience, à peine de 50 francs d'amende et de confiscation du bateau ou bachot. (*Ord. de* 1743.)

» 8° Ils doivent maintenir l'ordre dans leur bateau au bachot, et désigner aux officiers de police ou à la force armée ceux qui, par des imprudences, exposeraient ou auraient exposé la sûreté des voyageurs, à peine de 50 francs d'amende. (*Ordon. du* 18 *prairial an* 11, *art.* 9; *et du* 28 *septembre* 1809, *art.* 5.)

» 9° Ils sont tenus de conduire les voyageurs jusqu'au lieu de leur destination, et il leur est défendu de les forcer à descendre en d'autres endroits que ceux accoutumés, à peine

de 50 francs d'amende pour la première fois, et d'être exclus du bachotage en cas de récidive. (*Ordon. de* 1743; *et du* 18 *prairial an* 11, *art.* 10.)

» 10° Il leur est défendu d'injurier personne, soit par parole, soit par voies de fait, dans leur bateau ou bachot, ou sur le port, sous peine d'amende et d'emprisonnement. (*Ordon. de* 1671; *et de* 1743.)

» 11° Il leur est enjoint de ne recevoir aucune somme au-dessus du prix fixé, sous peine de concussion. (*Ordon. de* 1671; *de* 1743; *et du* 18 *prairial an* 11, *art.* 18.)

» 12° Les bateaux ou bachots doivent être rangés dans le lieu de leur arrivée, à la suite les uns des autres, comme dans le lieu de leur départ. (*Ordon. de* 1743.) Voyez Léopold, *Dict. général de police.*)

Quant aux bateliers en général, ils n'ont besoin, en Belgique, que d'une patente pour exercer leur profession. Voyez GENS DE MER.

Cette patente est réglée par la loi du 6 avril 1823, qui dispose :

» Art. 12. A partir de l'époque de l'introduction du nouveau système d'impositions, les propriétaires, bateliers et commandans de navires, bateaux et embarcations naviguant dans l'intérieur, seront assujettis au droit de patente, suivant les dispositions énoncées dans le tableau qui est annexé à la présente loi et qui formera le n° XVI de la loi sur le droit de patente. Les dispositions d'exception, contenues dans l'art. 3, *litt. M.* de ladite loi, en faveur de patrons de navires et de bateliers, y compris les bateliers de bacs, sont rapportées en ce qu'elles sont contraires au présent article, qui remplacera aussi le droit de tonnage à l'intérieur. »

Et le tableau n° XVI porte :

» § 1. Tous ceux qui voudront, dans l'intérieur du royaume, exercer le métier de batelier à l'intérieur ou qui seront propriétaires d'un navire, d'un bateau ou embarcation à l'intérieur, ou qui en ont ou auront la direction ou le commandement, seront tenus d'en faire la déclaration, et d'avoir une patente pour pouvoir exercer le métier de batelier ou faire usage du bâtiment sur les canaux intérieurs du royaume.

» § 2. Le droit de patente sera liquidé d'après la capacité du bâtiment et la nature de l'usage qui en est fait. La capacité sera déterminée par le nombre de tonneaux que le bâtiment peut contenir, et le tonneau sera considéré comme équivalent à l'aune cubique des Pays-Bas. »

D'après ces bases, le tableau n° XVI distingue six espèces de bâtimens ou embarcations assujetties au droit de patente. Nous y renvoyons le lecteur tant pour la quotité du droit, que pour les exemptions, pour la marche à suivre et les formalités à remplir par les bateliers. (Voyez aussi l'article PATENTE.).

Les bateliers et conducteurs de barques, bateaux à vapeur etc., qui tiennent à bord table d'hôte ou débit de comestibles, sont patentables selon les circonstances, d'après les n° 38 ou 42 du tableau n° XIV. (Résol. du 1 septembre 1828, n° 17.)

Les bateliers rentrent dans la catégorie des patentables qui doivent faire leur déclaration et s'imposer eux-mêmes, sous leur responsabilité et sauf à être constitués en contravention, s'il y a lieu : l'article 22 de la loi du 21 mai 1819, qui donne aux contrôleurs et répartiteurs la faculté d'inscrire d'office les personnes qui auraient omis de faire leur déclaration, ne leur est point applicable. (Résol. du 21 juin 1824, n° 31.)

Les bateliers qui logent toujours dans leurs bateaux, et qui n'ont point d'autre habitation, ne peuvent être soumis à la contribution personnelle sur la valeur locative, sur les portes et fenêtres, sur les foyers et sur le mobilier. (Résol. du 21 mai 1823 n°s 11 et 12.) La raison en est que les bateaux ne sont point compris dans les termes de la loi.

Les bateliers doivent en outre se conformer aux lois et réglemens d'administration générale, provinciale ou locale, qui concernent l'exercice de leur profession, tels que la loi du 21 mars 1815, sur le transport de la poudre à tirer, celle du 26 août 1822 sur les droits d'entrée et de sortie, l'arrêté du 4 septembre 1824 sur la police des bateaux à vapeurs, les dispositions du code civil sur les actes à dresser en cas de décès ou de naissance pendant un voyage de mer, etc.

BATIMENS.

DÉFINITION ET DIVISION DE LA MATIÈRE.

1. On confond en général ces quatre mots : *bâtiment*, *édifice*, *bâtisse* et *construction*. On a tort ; la précision et la clarté sont nécessaires aussi dans le langage administratif.

Le mot *bâtiment* s'applique à toute espèce d'édifices, quels qu'en puissent être la nature, l'usage ou la destination.

La dénomination d'*édifice* est exclusivement réservée à des bâtimens publics ou monumens considérables, tels qu'une église, un palais, un hôtel de ville, un arsenal, un arc de triomphe, etc.

Le bâtiment diffère de la *bâtisse*, en ce que le premier comprend l'édifice entier, tandis que le second n'en désigne, à proprement parler, que la maçonnerie.

Enfin la *construction* se dit des opérations nécessaires pour élever la masse d'un bâtiment.

Ces distinctions n'ont pas toujours été scrupuleusement observées dans les réglemens et les lois qui traitent de la matière.

Nous n'avons à nous occuper ici des bâtimens que sous le rapport de l'administration et de la police.

2. Il y a plusieurs sortes de bâtimens. On appelle *nationaux* ceux qui sont tombés dans le domaine de la nation, par suite des lois révolutionnaires, qui ont supprimé une foule d'anciennes communautés religieuses ou laïques, confisqué les biens des émigrés, etc.

Ces bâtimens ont été vendus, pour la plupart, comme biens nationaux et sont ainsi devenus des propriétés particulières ; d'autres ont été réservés de la vente pour être appropriés à divers services publics ou rendus à leurs anciens propriétaires. Nous n'en parlons ici que sous le point de vue de leur origine, renvoyant pour le reste à ce que nous disons des bâtimens des particuliers, et des bâtimens, publics et particuliers, appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissemens publics. Voyez BIENS NATIONAUX.

On appelle bâtimens ou édifices *publics* ceux qui sont destinés à un service quelconque d'intérêt général, provincial ou communal. Cette dénomination leur a été donnée par opposition aux bâtimens qui servent à l'usage et à l'habitation des *particuliers*. Elle ne s'applique point aux propriétés bâties, qui, quoique appartenant à l'Etat, aux provinces ou aux communes, n'ont cependant aucune destination publique, tels que des maisons, usines, corps de ferme ou autres propriétés que l'Etat, les provinces ou les communes possèdent ou exploitent comme le pourraient faire de simples particuliers.

Les bâtimens publics se divisent, suivant la nature de leur destination, en *civils* et *militaires*.

Les ministères, les hôtels de gouvernement provincial, les maisons communes, les hôtels de ville, les tribunaux, les prisons ordinaires, les hospices et hôpitaux, les ateliers de charité, etc., appartiennent à la classe des bâtimens civils ; et celle des bâtimens militaires comprend les casernes, les hôpitaux et prisons militaires, les manutentions, les corps-de-garde, etc.

On appelle bâtimens *ruraux* ceux qui servent aux exploitations d'agriculture, tels que granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs et autres destinés, soit à loger les bestiaux des fermes ou métairies, soit à serrer les récoltes.

Le mot de bâtiment s'applique par extension aux navires et vaisseaux qui peuvent tenir la mer, et on les appelle *bâtimens de commerce* ou *bâtimens de guerre* suivant leur destination.

D'après ce qui précède, cet article sera divisé en plusieurs titres.

Le premier sera consacré aux bâtimens de particuliers.

Le second aux bâtimens, publics et particuliers, appartenant à l'état, aux provinces, aux communes et aux établissemens publics.

Et le troisième aux bâtimens ruraux.

TITRE Ier.

BATIMENS DE PARTICULIERS.

Considérations générales.

1. La construction des bâtimens qui ser-

vent à l'habitation des citoyens, intéresse le public sous plusieurs rapports : les maisons mal bâties ou menaçant ruine peuvent compromettre la sûreté des habitans ; les empiétemens qui se commettent en bâtissant sur la voie publique, et les irrégularités qui résultent du défaut d'alignement, retrécissent ou embarrassent les communications, et rendent la circulation difficile ou dangereuse ; les habitations construites en saillie, ou dont la hauteur n'est pas convenablement proportionnée à la largeur des rues, encaissent et gâtent l'air, entretiennent l'humidité, interceptent le jour, et nuisent par conséquent à la salubrité publique ; les bâtimens distribués pour ainsi dire au hazard, sans règle ni méthode, donnent aux villes un aspect de désordre et de mauvais goût, qui déprime toute idée d'art ou en retarde le développement.

Il a suffi d'apercevoir les rapports que la construction des bâtimens peut avoir avec l'intérêt général, pour que les citoyens eux-mêmes invoquassent l'action de l'autorité publique contre les dangers, les abus et les inconvéniens que nous venons d'indiquer. Telle est en effet l'origine de la police des bâtimens, et le cercle de son action a dû facilement s'agrandir avec les progrès de l'architecture et de la civilisation, qui développent chaque jour, dans les masses, des sentimens d'ordre, des besoins de sécurité et de bien-être, autrefois inconnus. Aujourd'hui, tout en reconnaissant l'utilité de la police des bâtimens, il faut reconnaître aussi que, poussée trop loin, elle peut devenir une source de tracasseries et de vexations. Nous verrons même qu'en réglant cette matière, l'administration a porté parfois de véritables atteintes aux droits de propriété, mais il ne serait peut être pas équitable d'en faire un reproche à l'autorité administrative : il faut lui tenir compte des difficultés de sa position ; d'une part, il n'y a jamais eu, du moins en Belgique, de législation bien précise sur la police des bâtimens ; et de l'autre, placée entre les propriétaires qui veulent tout subordonner à l'intérêt privé, et le public qui invoque sans cesse le mot magique d'intérêt général, l'administration s'est trouvée constamment entre deux écueils, le danger de faire trop et celui de ne pas faire assez.

Nous essaierons de venir à son aide et de fixer, à défaut de lois spéciales, les principes qui doivent la diriger dans son action.

2. La police des bâtimens a deux objets qu'il ne faut pas confondre, *l'alignement* et la *construction*.

L'alignement est destiné à prévenir les empiétemens que l'on peut commettre en bâtissant sur la voie publique, à rendre les communications régulières et commodes.

La construction embrasse tout ce qui peut, dans la manière de construire un bâtiment, intéresser le bien de la commune en général, notamment la salubrité publique, la sûreté des habitans, etc.

Nous parlerons séparément de l'un et de l'autre.

CHAPITRE 1er.

DE L'ALIGNEMENT.

L'article spécial que nous avons consacré aux *alignemens* dans le second volume du *Répertoire*, nous dispenserait de revenir sur ce sujet, si la législation relative à la matière n'avait pas tout récemment subi quelques modifications.

SECTION 1re.

Plans généraux d'alignement.

1. La loi communale du 30 mars 1836 a réglé, de la manière suivante, les attributions de l'autorité administrative en ce qui concerne l'adoption des plans généraux d'alignement dans les villes et les parties agglomérées des communes rurales :

« Art. 75. Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal, etc.

» Art. 76. Néanmoins, sont soumises à l'avis de la députation permanente du conseil provincial et à l'approbation du Roi, les délibérations du conseil sur la fixation de la grande voirie et les plans généraux d'a-

lignement des villes et des parties agglomérées des communes rurales, l'ouverture des rues nouvelles, et l'élargissement des anciennes, ainsi que leur suppression. »

2. Quant à la confection des plans généraux d'alignement, aux formalités qui en précèdent l'adoption etc, nous renvoyons le lecteur à ce que nous avons dit au t. II, p. 61 et suiv.

Section II.

Alignemens particuliers.

§ I. *Législation.*

La législation, en ce qui concerne les alignemens particuliers, a éprouvé des changemens plus considérables.

1. L'édit de décembre 1607, l'ordonnance du 29 mars 1754 et l'arrêt du 25 février 1765, que nous avons rapportés au tom. II, pag. 65 et suiv., faisaient défense à tous particuliers, propriétaires ou autres, de construire, reconstruire ou réparer aucun édifice ou de poser échoppes ou choses saillantes le long des routes construites par les ordres du gouvernement, soit dans les traverses des villes, bourgs ou villages, soit en pleine campagne, sans avoir obtenu, à cet effet, les alignemens ou permissions de l'autorité, à peine de démolition des ouvrages non autorisés, de confiscation des matériaux et d'une amende de 300 livres.

Nous avions dit à l'endroit ci-dessus cité, que ces diverses lois, émanées de l'ancien gouvernement de France, avaient été provisoirement maintenues par l'art. 29 du titre I du décret du 19-22 juillet 1791, et qu'après la publication de ce décret en Belgique, l'administration, seule juge alors en matière de voirie, les avait considérées comme applicables à nos provinces, bien qu'elles ne parussent pas y avoir été régulièrement publiées.

Depuis que la Constitution belge a retiré à l'autorité administrative la connaissance des contestations relatives à la voirie pour l'attribuer à l'autorité judiciaire, la cour d'appel de Bruxelles avait également adopté cette opinion dans un arrêt du 21 septembre 1835 ; mais la cour de cassation n'a point partagé son avis, et le. . . . . 1836, elle a jugé que l'ancien arrêt du conseil de 1765 n'était pas obligatoire en Belgique, faute de publication régulière. Cette décision, qui frappe implicitement du même coup l'édit de 1607 et l'ordonnance de 1754, a mis le gouvernement dans la nécessité de remplir sans retard les lacunes qui en résultaient dans la législation sur les bâtimens.

En conséquence, le Roi a rendu le 29 février 1836, un arrêté ainsi conçu :

« Art. 1. Quiconque voudra construire, reconstruire, réparer ou améliorer des édifices, maisons, bâtimens, murs, ponts, ponceaux, acqueducs, faire des plantations ou autres travaux quelconques, le long des grandes routes, soit dans les traverses des villes, bourgs ou villages, soit ailleurs, devra préalablement être autorisé par la députation des états de la province, se conformer aux conditions, et suivre les alignemens qui lui seront prescrits par ce collége, sauf les droits à une juste et préalable indemnité, dans le cas où une partie de sa propriété devrait, par suite des nouveaux alignemens adoptés, être incorporée dans la voie publique.

» Art. 2. Les contraventions aux dispositions qui précèdent, seront constatées dans la forme ordinaire, et réprimées conformément à la loi du 6 mars 1818, indépendamment des mesures qui pourront être prises pour faire effectuer la démolition des maisons, bâtimens, murs, etc., construits, reconstruits, réparés ou améliorés, ou l'enlèvement des plantations faites sans autorisation préalable. »

2. Les dispositions de cet arrêté sont, relativement à la *prohibition* qu'il consacre, les mêmes que celles de l'ancienne législation. Elles n'en diffèrent que sous d'autres rapports dont il sera parlé ci-après.

Aux termes de l'art. 1, l'alignement doit être donné par la députation des états. Il en était de même encore sous la législation précédente, et nous avons fait observer à cet égard, dans l'article Alignement, pag. 71, n° 5, que cette attribution avait des incon-

véniens ; mais la loi communale du 30 mars 1836 a modifié, sous ce rapport, et l'ancienne législation et l'arrêté du 29 février que nous venons de rapporter.

L'article 90 de cette loi porte en effet : « Le collége des bourgmestre et échevins est chargé . . . . . 7° des alignemens de la grande et petite voirie, en se conformant, lorsqu'il en existe, aux plans généraux adoptés par l'autorité supérieure, et sauf recours à cette autorité et aux tribunaux, s'il y a lieu, par les personnes qui se croiraient lésées par les décisions de l'autorité communale.

» Néanmoins en ce qui concerne la grande voirie, les alignemens donnés par le collége sont soumis à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial. »

§ II. *Marche administrative.*

1. L'article 90 de la loi communale, que nous venons de citer, consacre une innovation importante : c'est que l'autorité qui délivre aujourd'hui les alignemens est la même pour la petite et pour la grande voirie, c'est-à-dire pour toutes les constructions à faire sur la voie publique, sans distinction entre les grandes routes, les routes provinciales, les rues, places, quais des villes et communes, et les chemins vicinaux. Nous pouvons donc nous en référer pour la marche à suivre, tant par les particuliers qui demandent l'alignement, que par le collége des bourgmestre et échevins qui le délivrent, aux règles que nous avons tracées au tom. II, p. 99, sauf les observations suivantes.

S'il s'agit de grande voirie, l'alignement donné par le collége doit toujours être approuvé par la députation permanente du conseil provincial, avant qu'on puisse le mettre à exécution. En cas d'approbation, les particuliers, et en cas de rejet le collége ont leurs recours au Roi qui statue définitivement. (Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 89 et 116.)

S'il s'agit de petite voirie, soit municipale, soit vicinale, l'alignement donné par le collége n'a pas besoin d'approbation ultérieure ; mais les particuliers qui auraient à s'en plaindre, peuvent s'adresser à la députation permanente du conseil provincial, et même au Roi, pour obtenir un autre alignement.

Enfin le recours est ouvert devant les tribunaux pour les alignemens de la grande et de la petite voirie indistinctement, toutes les fois que les décisions du collége, de la députation permanente ou du Roi portent atteinte aux droits des particuliers. (Art. 92 de la Constitution, et art. 90, n° 7 de la loi du 30 mars 1836.) Voyez à cet égard le paragraphe suivant.

2. L'exécution du n° 7 de l'art. 90 de la loi communale ne laissera pas que de présenter quelques difficultés dans les communes rurales. Il sera d'abord nécessaire d'y déposer, au moins par extraits, les plans généraux des routes ou parties de routes qui les traversent, puisque les alignemens particuliers doivent être conformes à ces plans. Lorsqu'ensuite ce dépôt sera effectué, il sera bien rare de trouver parmi les membres du collége et même dans la commune entière, un homme assez entendu pour transporter exactement sur le terrain la ligne du plan que les propriétaires auront à suivre. Il n'y a guère que les architectes, les géomètres ou les agens des ponts et chaussées qui puissent procéder, avec connaissance de cause, à une pareille opération. Or, ni les uns, ni les autres n'habitent d'ordinaire les communes rurales et ils ne peuvent se déplacer sans frais. Le rétablissement des commissaires-voyers, qui ont été supprimés dans beaucoup de provinces en 1830, remédierait peut être à ces difficultés.

§ III. *Compétence judiciaire et pénalités.*

1. L'autorité judiciaire est seule compétente pour juger les contraventions en matière d'alignement (Art. 92, 93 et 94 de la Constitution).

1. Relativement aux peines qu'elle peut appliquer à ces contraventions, il y a une distinction à faire entre la petite et la grande voirie.

En matière de petite voirie, les peines doi-

vent être déterminées par les réglemens communaux; mais elles ne peuvent en aucun cas excéder celles de simple police (art. 78 de la loi communale du 30 mars 1836).

Voyez au surplus ce que nous disons à cet égard dans le chapitre II ci-après.

En matière de grande voirie, les pénalités anciennes sont aujourd'hui remplacées par celles de la loi du 6 mars 1818, c'est-à-dire, par une amende de 20 à 200 francs, ou par un emprisonnement dont la durée ne peut excéder 14 jours; et ces deux peines peuvent être cumulées pour le même délit. (Art. 2 de l'arrêté du 9 février 1836.)

2. Ceux qui font bâtir ou planter sur la grande voirie sans avoir obtenu d'alignement, ou sans suivre l'alignement donné, sont seuls passibles aujourd'hui de ces peines; les maçons, charpentiers et ouvriers, que les anciennes ordonnances rendaient responsables comme les propriétaires, ne peuvent plus être recherchés de ce chef. Pour la petite voirie, il dépend des conseils communaux de prendre à l'égard des uns et des autres telles dispositions qu'ils jugent convenables, et les tribunaux doivent les appliquer. En général, leurs réglemens, sous ce rapport, varient suivant les localités. Celui de Bruxelles, du 26 janvier 1828, impose aux entrepreneurs, maçons et ouvriers la même responsabilité pénale qu'aux propriétaires pour lesquels ils travaillent. Celui de Namur, au contraire, ne parle que des propriétaires. Nous croyons que le premier est plus équitable, parce que les propriétaires qui bâtissent s'en réfèrent presque toujours aux architectes, maçons ou entrepreneurs qu'ils emploient. La responsabilité de ces derniers est d'ailleurs un moyen plus efficace d'assurer la bonne exécution des réglemens.

3. Les anciennes ordonnances et notamment l'édit de 1765 prononçaient la confiscation des matériaux. Cette peine est abolie par l'arrêté du 29 février 1836 pour la grande voirie; et pour la petite, l'art. 78 de la loi communale ne permet aux conseils municipaux de statuer que des peines de simple police.

4. La démolition des ouvrages et l'enlèvement des plantations ne peuvent plus être prononcées comme peines. Le gouvernement s'est seulement réservé, dans l'arrêté du 29 février 1836, le droit de prendre, suivant les circonstances, les mesures que pourront exiger les besoins de la grande voirie. Ainsi, lorsque des plantations ou travaux exécutés sans alignement, ou contraires à un alignement donné, lui paraîtront de nature à ne pouvoir subsister sans de graves inconvéniens, il chargera l'officier ou ministère public qui poursuit l'action correctionnelle devant les tribunaux, d'en requérir la démolition ou l'enlèvement comme réparation du dommage causé, et le juge ne pourrait se dispenser de faire droit à cette demande. Ainsi l'ont jugé la cour de cassation de France par un arrêt du 12 avril 1822, et la cour de cassation de Liége par un arrêt du 25 avril 1823. Le premier de ces arrêts est rapporté au tome II, p. 116 du *Répertoire*, et le second se trouve ci-après.

L'un et l'autre ne concernent, il est vrai, que des alignemens de petite voirie; mais cette circonstance ne change rien aux principes; car dans tous les cas, la démolition n'est que le rétablissement des lieux dans leur état primitif, et ce rétablissement doit être ordonné comme conséquence de la contravention ou du délit. Voyez au surplus l'article ALIGNEMENT, Sect. II, § III.

Il est cependant à regretter que le droit de faire démolir ou enlever les ouvrages exécutés sans alignement, n'appartienne pas exclusivement à l'administration. En recourant à l'autorité judiciaire pour obtenir la démolition ou l'enlèvement comme accessoire de la peine, on rend les tribunaux juges du dommage causé, et dès-lors on court, dans chaque cas particulier, les chances d'une décision négative, qui peut compromettre les projets les plus louables de l'autorité administrative pour l'assainissement des villes et la facilité des communications.

L'article 2 de l'arrêté du 29 février 1836, ne parle de la démolition et de l'enlèvement qu'en ce qui concerne les plantations et ouvrages faits *sans autorisation préalable*. On devrait en conclure, à la rigueur, que si les

ouvrages et plantations ont été exécutés avec autorisation, mais contrairement aux conditions de l'acte qui les autorise, par exemple à l'alignement, il ne pourrait y avoir lieu à démolir ou à enlever. Mais cette conséquence ne serait point conforme à l'esprit de l'arrêté; et d'ailleurs, la réserve que le gouvernement a faite dans l'article dont il s'agit, n'était pas même nécessaire pour obtenir, dans tous les cas, le rétablissement des lieux en leur état primitif. Quoi qu'il en soit, s'il y avait le moindre doute à cet égard, il faudrait le prévenir en insérant toujours, dans les arrêtés d'autorisation, la clause expresse que les propriétaires se soumettent à la destruction de tous ouvrages qui ne seraient pas exécutés conformément à l'alignement et aux conditions prescrites.

II. L'autorité judiciaire est seule compétente pour juger les questions de propriété qui peuvent, à propos d'alignement, s'élever entre l'autorité administrative et des particuliers.

1. Le double recours que l'art. 90 de la loi communale garantit aux particuliers contre les décisions du collége des bourgmestre et échevins, en matière d'alignement, est subordonné à la distinction que les art. 92, 93 et 94 de la Constitution ont faite, quant à la compétence, entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. Ainsi, d'une part, les particuliers peuvent toujours s'adresser à l'autorité supérieure pour obtenir le redressement des griefs qu'ils croiraient avoir reçus de l'autorité communale; mais le roi et la députation ne peuvent prononcer sur des contestations qui intéressent des droits civils : leur intervention ne peut être qu'officieuse dans ce genre de contestations, et si elle demeure sans résultat, les parties doivent se pourvoir devant les tribunaux.

D'autre part, les tribunaux ne peuvent empêcher l'exécution des actes administratifs. Ainsi leur compétence se borne en matière d'alignement :

1° A examiner si les plans généraux d'alignement qu'on invoque ont été adoptés conformément à l'art. 76 de la loi communale. En cas de négative, l'art. 107 de la Constitution les oblige à les tenir pour non avenus;

2° Si l'alignement donné par le collège des bourgmestre et échevins est conforme à ces plans. En cas de négative, ils ne pourraient condamner le propriétaire pour ne s'être pas astreint à l'alignement donné; mais celui-ci n'en serait pas moins coupable d'avoir bâti sans avoir fait rectifier, par la députation permanente du conseil provincial ou par le roi, l'alignement irrégulier qu'il avait obtenu du collége des bourgmestre et échevins;

3° Si l'alignement et les autres conditions imposées par l'arrêté qui autorise à bâtir, n'ont rien qui blesse les droits du propriétaire, ou qui sorte des attributions de l'autorité administrative. Ils ne peuvent, par conséquent, ni critiquer, ni modifier les plans généraux d'alignement sous les rapports d'art ou d'utilité publique. Ils ne peuvent changer l'alignement donné, ni enjoindre à l'autorité administrative d'en donner un autre, ni permettre aux particuliers de passer outre sans alignement.

Mais si un particulier a bâti sans alignement ni autorisation préalable, ils auront à examiner si, en le faisant, il a contrevenu à la loi.

A cet égard il se présente une question très importante. L'arrêté du 29 février 1836 réserve aux particuliers leurs droits à une juste et préalable indemnité, dans les cas où une partie de leur propriété devrait, par suite des nouveaux alignemens adoptés, être incorporée à la voie publique : le gouvernement est-il tenu, en ce cas, de payer l'indemnité avant que l'autorité administrative puisse interdire de planter, bâtir ou réparer sur le terrain destiné par le nouveau plan à faire partie de la voie publique; en d'autres termes, le défaut de payement autoriserait-il le propriétaire à bâtir sans permission ni alignement sur les limites de son terrain non encore acquis et payé par le gouvernement?

On peut dire pour l'affirmative que le terrain est à lui, tant qu'il n'en a pas été dûment exproprié; et qu'en conséquence il peut, jusques-là, en jouir et disposer comme bon lui semble;

Que si, après l'adoption d'un plan général

d'alignement, qui nécessite la dépossession de terrains non bâtis, les propriétaires doivent être privés de la faculté d'y bâtir, il n'est pas juste de les retenir sous le coup de cette servitude qui déprécie leur propriété, tant et aussi long-temps qu'il ne plaira point à l'administration d'acquérir ces terrains;

Que cette espèce de servitude provisoire porte atteinte aux principes que la Constitution et les lois nouvelles ont posés en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, et d'après lesquelles nulle dépossession intégrale ou partielle, nul établissement de servitude ne peut avoir lieu qu'après le payement d'une juste indemnité;

Que c'est dans la vue et même sous l'obligation de maintenir ces principes, que l'arrêté du 29 février 1836 réserve, et a dû réserver expressément aux propriétaires leurs droits à une indemnité préalable, dans le cas où quelques parties de leur propriété devrait, par suite d'un nouvel alignement, être incorporées à la voie publique;

Enfin, que c'est dans la même vue que l'art. 90 de la loi communale (dont nous parlerons tantôt) permet aux particuliers de déférer à l'autorité judiciaire les décisions de l'autorité administrative qui lèseraient leurs droits.

Pour la négative au contraire on peut dire que l'art. 1 de l'arrêté du 29 février 1836 exige une autorisation préalable pour planter, réparer et bâtir sur tous les terrains qui bordent les grandes routes, sans distinguer s'il y a ou s'il n'y a pas lieu à expropriation, et que la servitude ou la restriction qui en résulte, rentre dans la classe de celles que l'art. 544 du code civil a mises au droit absolu de propriété;

Que les servitudes établies en faveur de la grande voirie doivent être considérées comme une compensation des avantages que l'établissement des routes procure aux propriétés riveraines, tels que la faculté de prendre jour sur la voie publique, la facilité des communications, etc., etc.;

Que si, après l'adoption d'un plan général d'alignement, les particuliers pouvaient, sur les parties de terrain qui devront, par la suite, être incorporées à la voie publique, user du droit de bâtir jusqu'à l'époque où l'expropriation en serait consommée, il en résulterait les plus graves inconvéniens; que d'une part l'impossibilité de mettre immédiatement et simultanément à exécution toutes les parties d'un plan général d'alignement, et de l'autre, les lenteurs inséparables de l'expropriation donneraient toujours aux propriétaires le temps d'achever leurs constructions; et que l'administration se trouverait ainsi dans la nécessité ou d'acquérir les bâtimens nouveaux qu'on aurait construits, ou de renoncer aux plans qu'elle avait formés pour l'assainissement ou l'ornement des villes, pour la facilité ou la sûreté des communications;

Que la même alternative se reproduirait à l'égard des bâtimens anciens, qu'on demanderait l'autorisation de réparer, et que dès-lors les moindres changemens dans la direction des routes, places, rues et chemins publics entraîneraient des dépenses tellement considérables qu'il ne faudrait pas même songer à les entreprendre.

On voit que cette question présente des difficultés réelles; ce sera aux tribunaux à les résoudre. Voyez, au surplus, l'art. ALIGNEMENT, sect, I, § III.

2. L'arrêté du 29 février 1836 embrasse non seulement la construction des nouveaux bâtimens et travaux à faire le long des grandes routes; mais encore la construction, la réparation et l'amélioration des anciens. Voyez ce que nous avons dit notamment sur les réparations, les exhaussemens, la faculté d'ouvrir des baies, le badigeonnage, la peinture, etc., au mot ALIGNEMENT, chap. I, § III, n° 2.

III. Les contraventions doivent être constatées dans la forme ordinaire. Voyez à cet effet l'article VOIRIE.

CHAPITRE II.

DE LA CONSTRUCTION.

La construction des bâtimens est un des objets de police les plus dignes de fixer l'attention de l'autorité. Les soins qu'elle réclame ne

produisent malheureusement leurs fruits que dans un avenir plus ou moins éloigné ; mais qu'importe le temps ? Les générations présentes n'héritent-elles pas toujours de celles qui les ont dévancées ; et n'est-ce point à notre préjudice que tourne aujourd'hui l'incurie avec laquelle l'administration d'autrefois traitait la construction des bâtimens ?

Nous ne dissimulerons pas que cette matière présente de grandes difficultés, surtout dans notre pays : notre tâche est de les vaincre ; et pour procéder méthodiquement, nous examinerons d'abord les lois qui ont réglé les attributions de l'autorité ; nous rechercherons ensuite quelles sont la nature et l'étendue de ces attributions, et nous finirons par indiquer les objets qui entrent dans la police de construction.

Section I.

Attributions de la police de construction.

L'art. 29 du titre I de la loi du 19-22 juillet 1791, portait :

« Sont provisoirement confirmés les réglemens qui subsistent touchant la voirie, ainsi que ceux actuellement existant à l'égard de la construction des bâtimens, et relatifs à leur solidité et sûreté, etc. »

Cette disposition fut publiée en Belgique par arrêté du 24 frimaire an 4 ; mais les réglemens dont elle parle, tous particuliers à l'ancienne France, tous antérieurs non seulement à la révolution française mais encore à l'occupation de la Belgique, ne reçurent jamais ni publication ni application dans nos provinces. Tels sont, entre autres, les réglemens des 18 août 1667, 29 octobre 1685, 1 juillet 1712, 28 avril 1719, 13 octobre 1724, 18 août 1730, 28 novembre 1750, 1er septembre 1769, etc., etc. C'est par conséquent à tort que l'auteur du *Manuel des Bourgmestres*, v° Batimens civils, les considère comme obligatoires.

D'un autre côté, le fait de la publication en Belgique de la loi du 19-22 juillet 1791 aurait pu, au premier abord, faire croire que cette publication avait pour objet d'y maintenir les réglemens qui avaient été jusqu'alors en vigueur dans les anciens Pays-Bas autrichiens ; mais ce pays n'avait point, sur cette matière, de réglemens généraux qui lui fussent propres. A la vérité, quelques villes étaient régies à cet égard par des dispositions particulières ; mais ces dispositions étaient pour la plupart insignifiantes et incomplettes ; ainsi les propriétaires qui bâtissaient ou qui reconstruisaient leurs bâtimens en la ville de Namur, devaient, aux termes des édits politiques du 30 décembre 1675 et du 6 octobre 1687, employer la pierre et la brique sans bois dans les murs d'entre-deux et sur rues, et n'y mettre aucune saillie sinon pour l'élégance de l'architecture. De même, l'édit du 30 décembre 1754, pour le duché du Luxembourg, déclarait abusif l'usage du bois dans la carcasse des maisons, et voulait qu'elles fussent construites, par toute la province, en pierres ou en briques, et avec chaux ou argile. Lors donc que la Belgique fut réunie à la France, ces réglemens locaux ou provinciaux étaient loin de suffire aux besoins du temps ; et, d'ailleurs, le système de politique et de législation, qui prévalait alors à Paris, frappait d'abrogation la plupart de nos lois anciennes. Force fut, par conséquent, de suppléer indirectement aux lacunes que le défaut de publication des anciens réglemens français et l'absence des réglemens belges faisaient naître dans cette partie du service public. Voici comment on y pourvut :

La législature française, en organisant le pouvoir municipal, avait placé dans ses attributions le soin de régler tout ce qui concerne la *salubrité* publique, la *sûreté* des habitans et la *commodité du passage* dans les rues, places et autres lieux publics. (Art. 50 du décret du 14 décembre 1789 ; art. 3, tit. XI du décret du 16-24 août 1790 ; art. 29 et 46 tit. I du décret du 19-22 juillet 1791.)

Cette attribution n'eut point en France la même portée qu'en Belgique : là elle était limitée à certains égards par d'anciens réglemens généraux, qui n'avaient pas cessés d'être obligatoires, et que la loi du 19-22 juillet 1791 autorisait même les conseils municipaux

à publier de rechef; mais ici elle était presque sans limites, parce que le pays manquait de réglemens généraux sur la matière, ou qu'il n'y avait que des dispositions insignifiantes ou incomplètes pour quelques localités. Aussi la police des bâtimens demeura-t-elle en France un objet d'administration générale dont l'exécution fut toutefois dévolue aux municipalités, tandis qu'en Belgique elle tomba exclusivement aux mains de l'autorité communale.

Voici le texte des lois citées plus haut qui établissent cette attribution:

L'art. 50 du décret du 14 décembre 1789 dispose:

« Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont: de régir les biens et revenus des villes, bourgs, paroisses et communautés; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs; de diriger et faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la *propreté*, de la *salubrité*, de la *sûreté* et de la *tranquillité* dans les rues. »

L'art. 3 du tit. XI du décret du 16-24 août 1790, ajoute que « les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux sont:

« 1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques: ce qui comprend le nettoiement, l'illumination, l'enlèvement des encombremens, la démolition et la réparation des bâtimens menaçant ruine, etc. »

Enfin, l'art. 46 du décret du 19-22 juillet 1791 autorise les corps municipaux « à faire « des arrêtés sur les objets confiés à leur vi- « gilance et à leur autorité par l'art. 3 du « tit. XI de la loi du 16-24 août 1790 » que nous venons de transcrire.

La conséquence immédiate de ces dispositions fut que les mesures à prescrire relativement à la construction des bâtimens, en tant que cette construction intéresse la *salubrité*, la *sûreté* et la *commodité du passage dans les rues, places et autres lieux publics*, purent émaner à l'avenir des administrations communales.

Ce principe est absolu; peu importe que les bâtimens bordent les grandes routes, les routes provinciales, les traverses des villes, les rues, places, quais et autres chemins publics, la loi ne distingue pas entre la petite et la grande voirie, comme elle le fait en matière d'alignement. Et elle ne devait pas distinguer; car la sûreté des habitans, la salubrité publique, la commodité du passage dans les rues sont, par leur nature même et dans toutes les localités, des objets de police qui ne peuvent être confiés qu'à des magistrats toujours présens aux lieux de construction, à l'autorité qui a seule mission de procurer à ses administrés immédiats tous les avantages d'une bonne police.

Sous le gouvernement des Pays-Bas, les réglemens d'administration pour les villes et le plat pays avaient implicitement maintenu les dispositions de loi que nous venons d'invoquer.

La loi communale du 30 mars 1836, les a confirmés de même dans les articles suivans:

« Art. 75. Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal.

« Art. 78. Le conseil fait les ordonnances de police communale.

« Art. 90. Le conseil des bourgmestre et échevins est chargé..... 4° de l'exécution des lois et réglemens de police..... 7° des alignemens de la grande et de la petite voirie, etc. ..... 8° de l'approbation des plans de bâtisse à exécuter par les particuliers, tant pour la petite que pour la grande voirie, dans les parties agglomérées des communes de 2000 habitans et au-dessus, sauf recours à la députation permanente du conseil provincial, et s'il y a lieu, au gouvernement, sans préjudice du recours aux tribunaux s'il s'agit de questions de propriété. Le collège sera tenu de se prononcer dans la quinzaine à partir du jour du dépôt des plans. »

Ainsi toute la législation relative à la construction des bâtimens réside aujourd'hui dans les réglemens communaux, sauf quelques cas particuliers qui ont été réglés par des arrêtés royaux ou par la loi, tels que le creusement des puits, fosses d'aisance, etc., dont nous parlerons séparément et dans des articles spéciaux.

Il importe de préciser maintenant la nature et l'étendue des attributions que l'autorité communale exerce relativement à la construction des bâtimens.

Section II.

Nature et étendue de la police de construction.

Aux termes des lois anciennes, que nous avons rapportées plus haut, l'intervention de l'autorité en cette matière doit avoir exclusivement pour objet d'assurer 1° la sûreté des habitans, 2° la salubrité de la commune et 3° la commodité du passage dans les rues, quais, places et autres lieux publics, ce qui comprend la démolition ou la réparation des bâtimens qui menacent ruine. Toute règle, toute défense, toute obligation qui n'aurait pas ce but, serait arbitraire. Telle est la conséquence inévitable des décrets des 14 décembre 1789, 16-24 août 1790, et 19-21 juillet 1791; et cette conséquence s'accorde parfaitement avec ce principe d'éternelle vérité, que la mission du pouvoir doit se borner en toute chose à ce qui intéresse l'utilité publique.

Les lois nouvelles n'en disent pas davantage. Les termes en sont plus larges à la vérité : ainsi en statuant que les *conseils communaux règlent tout ce qui est d'intérêt communal*, la loi du 30 mars 1836 ne précise pas les objets sur lesquels leurs réglemens pourront porter; mais l'intérêt communal y est cependant posé comme une limite qu'ils ne peuvent franchir, et ce serait dépasser cette limite que de pousser la police des bâtimens au-delà de ce qu'exigent la salubrité de la commune, la sûreté des habitans et la commodité de la circulation. De même, en disposant que le collège des bourgmestre et échevins est chargé de l'approbation des plans de bâtisse, la loi semble bien lui attribuer une sorte d'autorité arbitraire, quant à l'adoption et au rejet des plans proposés; mais c'est aux conseils communaux à régler la manière dont les collèges auront à remplir cette charge, et les réglemens qu'ils feront à cet égard devront encore se borner à ce que l'intérêt communal commande, sous le rapport de la salubrité publique, de la sûreté des habitans et de la facilité des communications. D'ailleurs la loi communale de 1836, doit être interprétée par les lois antérieures en tant qu'elle ne détermine pas, d'une manière précise, les objets qui entrent dans les attributions de l'autorité communale.

Jusqu'ici cependant les conseils de régence ont franchi cette limite dans la plupart des arrêtés sur la police des bâtimens. Dans les villes les plus importantes on a débuté par ce qui était réellement essentiel à l'intérêt public; mais à mesure que les rues se sont redressées ou élargies, que les vieilles maisons ont disparu pour faire place à des constructions plus élégantes, que les villes ont pris enfin un aspect tout à la fois plus régulier et plus agréable, on s'est laissé entraîner à des exigences que le bon goût approuve peut-être, mais que la loi n'autorise pas toujours. Ici on ne se borne plus à prescrire la hauteur des maisons; on a ordonné encore que les façades seraient construites sur un modèle donné. Là on ne défend pas seulement de peindre ou de badigeonner un bâtiment sans autorisation préalable; on impose encore aux propriétaires les couleurs qu'ils doivent donner aux façades de leurs habitations. Ce zèle de l'autorité est louable sans doute; nous sommes des premiers à le reconnaître et à désirer que nos villes s'embellissent promptement, que le goût préside à la construction des édifices, aux choix des couleurs et des ornemens qu'on y emploie. Nous ne contestons même pas qu'une cité bien bâtie, bien décorée, a sur les autres l'avantage d'attirer des étrangers qui l'enrichissent de leurs dépenses. Mais quel que soit notre désir à cet égard, nous croyons que ce qui est d'agrément, de goût, de convenance, d'embellissement, n'entre point dans les attributions légales de l'autorité, lorsqu'il s'agit de

bâtimens particuliers. La loi a défini sa mission ; salubrité, sûreté et commodité du passage dans les rues; hors cette limite, il n'y a qu'arbitraire, et l'on conçoit que l'arbitraire peut aller loin dans ce genre de choses. Pourquoi, par exemple, si l'autorité peut prescrire la couleur, la forme et les autres détails d'un bâtiment pour le seul agrément de la vue, ne serait-elle pas en droit de régler aussi la forme et la couleur des habits ? Il y a d'ailleurs en fait de goût, de convenances et d'ornemens, une mode qui ne reçoit les ordres de personne, qui se modifie sans cesse et que l'autorité tenterait vainement de fixer par des ordonnances de police. Ce qu'elle a de mieux à faire, en général, c'est de se fier à la bonne volonté des habitans, d'éclairer autant que possible les citoyens par des institutions propres à favoriser le développement des arts, d'encourager les architectes qui montrent du talent, d'user de son influence sur les propriétaires qui, par ignorance ou autrement, s'écarteraient trop visiblement des convenances, et de laisser à l'opinion publique, à la presse, le soin de faire justice du mauvais goût.

La doctrine que nous venons d'exposer nous semble avoir trouvé de l'appui dans la cour de cassation de France. Les espèces dont elle avait à s'occuper, n'étaient pas relatives, il est vrai, à la police des bâtimens ; mais les principes qu'elle a consacrés dans des cas analogues nous semblent trouver ici une juste application. Elle a d'abord jugé, le 2 novembre 1818 et le 27 juillet 1820, que les contraventions aux réglemens d'une administration quelconque ne peuvent être punies qu'autant que ces réglemens ont été rendus sur des objets de police que la loi a confiés à la vigilance et à l'autorité de cette administration. (Sirey, tom. 18, part. I, p. 412, et tom. 20, part. I, p. 404.)

Elle a jugé spécialement, le 27 novembre 1819 et le 27 janvier 1820, qu'un réglement de l'autorité locale, ordonnant d'arborer un drapeau blanc au-devant des maisons le jour de la fête de St-Louis, ou d'en tapisser les façades pour les processions de la Fête-Dieu, n'est pas obligatoire, parce que de pareilles dispositions sont étrangères aux objets de police que l'autorité locale a le droit de régler. (Sirey, tom. 20, pag. 1, 23 et 158)

La cour de cassation belge n'a point eu, jusqu'à présent, à se prononcer sur la question ; mais il résulte d'un arrêt qu'elle a rendu le 16 mars 1833, et que nous avons rapporté dans le tom. II, p. 95 du *Répertoire*, qu'elle adopterait vraisemblablement la même doctrine, car on lit dans cet arrêt les motifs suivans :

« Considérant que le réglement du 8 avril 1828, qui défend d'établir dans Bruxelles aucune impasse qui n'aurait pas la largeur de dix aunes, *prescrivant une mesure de salubrité publique*, rentre dans les objets confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux par les art. 50 de la loi du 14 décembre 1789, et 3, n° 5, du tit. XI de la loi du 16-24 août 1790. »

On voit par ce considérant que la légalité du réglement dont il s'agissait dans l'espèce, dépend, d'après la cour, du point de savoir si l'objet qu'il règle est au nombre de ceux que la loi a placés dans les attributions du pouvoir communal. Or, c'est justement sur le même motif que se fonde notre doctrine en matière de bâtimens : nous disons que l'administration des communes n'a le droit de régler que ce qui est véritablement d'intérêt local, c'est-à-dire, ce qui intéresse, en fait de construction, la salubrité publique, la sûreté des habitans et la commodité du passage dans les rues : nous disons que la police des bâtimens ne peut aller au-delà sans tomber dans l'arbitraire ; que s'il est nécessaire à la salubrité publique de ne pas donner trop de hauteur aux maisons, on ne peut, sous le même prétexte, ordonner que les maisons soient peintes à l'huile plûtôt qu'à la détrempe, en vert plutôt qu'en jaune; que s'il est nécessaire à la sûreté des habitans de ne pas mêler de bois à la construction des murs et surtout des cheminées, il serait illégal d'exiger, sous le même prétexte, que toutes les fenêtres aient les mêmes formes et les mêmes dimensions ; que s'il est nécessaire à la commodité du passage dans les rues, de prohiber les perrons et autres saillies sur la voie publique, il serait exhorbitant de prescrire,

sous le même prétexte, que les trottoirs soient en marbre plutôt qu'en briques, etc.: nous disons enfin, que s'il était permis à l'autorité d'intervenir dans la construction des bâtimens particuliers pour cause d'agrément, d'ornement ou d'embellissement public, le droit de propriété ne serait plus qu'illusoire dans une foule de cas.

Nous allons voir cependant que la cour de cassation de Liége a rendu, le 25 avril 1823, un arrêt qui *semble*, contraire à notre système.

L'espèce en était fort simple; un habitant de Namur avait bâti, avec l'autorisation de la régence, mais s'était écarté du plan qu'elle lui avait prescrit. Voici l'arrêt:

« Attendu que par la loi fondamentale, par celle du 6 mars 1818, et par l'art. 17 du réglement organique du 12 mai 1817, la régence municipale de Namur était autorisée à faire des réglemens de police en matière de voirie;

» Vu les art. 1, 53 et 54 de son réglement du 26 juin 1820, ainsi conçus:

» Art. 1er. Aucuns bâtimens, murs de » clôture, élévation quelconque ne pourront être construits et reconstruits sur » rue, avant que le collège des bourg- » mestre et échevins n'en ait approuvé le » plan; en cas de contestation, il en sera » référé au conseil de régence.

» Art. 53 Seront punies d'une amende de » trois à sept florins inclusivement les contraventions aux art. 8, 10, 16, 17, 18, 19, » 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30, 32, » 36, 37, 38, 39, 42; d'une amende de dix à » quinze florins inclusivement les contraventions aux art. 7, 9, 11, 12, 13, 14, 34, » 47, 51; d'une amende de vingt à trente » florins inclusivement les contraventions » aux art. 1er, 33, 40, 45, 49.

» En cas de récidive ou de contravention » frauduleuse, commise, soit de nuit, soit de » jour, l'amende sera doublée, sans cependant pouvoir excéder cinquante florins.

» Dans tous les cas, il pourra être prononcé » un emprisonnement de trois jours, soit en » remplacement de l'amende, soit cumulativement.

» Art. 54. L'application de l'amende ou de » l'emprisonnement à la contravention n'empêchera pas l'action de l'administration » tendante à faire ordonner en justice et aux » frais du contrevenant, soit la démolition » ou suppression des travaux exécutés au » mépris des dispositions du présent réglement, soit l'exécution de ceux qui y sont » prescrits. »

» Attendu que Maurissens, en faisant une nouvelle construction, s'est écarté du plan adopté par le collége des bourgmestre et échevins, et que par ce fait il a contrevenu à l'art. 1er du réglement précité;

» Attendu que cette contravention a donné lieu à une action correctionnelle à la charge de Maurissens, et que la régence de Namur, dûment autorisée, s'étant portée partie civile, a conclu, en réparation du dommage causé, à la démolition ou suppression de la partie de l'édifice qui s'écartait du plan;

» Attendu qu'en instance d'appel la même conclusion civile a été formée;

» Attendu que la cour de Liége, en reconnaissant la contravention de Maurissens, n'a pu, sans violer les art. 54 du réglement du 26 juin 1820, et 1143 du Code civil, refuser à la régence de Namur la réparation à laquelle elle concluait; que les art. 6, 7, 8 9 et 10 du Code pénal ne permettaient pas de prendre cette réparation pour une peine;

» Attendu que la cour, en admettant que l'intimé n'avait fait qu'user de son droit de propriété, sans nuire à la sûreté publique et sans empiéter sur les droits de personne, a fait une fausse application de l'art. 544 du Code civil, lequel soumet aux lois et réglemens l'usage de la propriété;

» Par ces motifs;

» Sur les conclusions de M. l'avocat-général Dandrimont, statuant sur le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi par le procureur-général;

» Casse et annulle, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de la cour, chambre des appels de police correctionnelle, en date du vingt-six décembre mil huit cent vingt-deux, en ce qu'il a débouté la partie civile de sa demande en dommages-intérêts. »

On voit que dans cette espèce le propriétaire s'était écarté du plan qui lui avait été prescrit par le collége des bourgmestre et échevins ; parce que, usant de son droit de propriété, sans nuire à la sûreté publique et sans empiéter sur les droits de personne, il croyait n'avoir pas d'ordre à recevoir de l'administration communale pour la forme de son bâtiment. Mais la cour de cassation a écarté ce raisonnement par la double circonstance que, d'après les lois alors existantes, l'autorité locale était autorisée à faire des réglemens de police en matière de voirie, et qu'aux termes de l'art. 544 du Code civil, il est défendu de faire de la propriété un usage contraire aux lois et aux réglemens de police.

La cour ne nous paraît point avoir saisi dans cette affaire le nœud de la difficulté. Sans doute les autorités locales peuvent faire des réglemens de voirie, mais d'abord il s'agit ici non de la voirie, mais de la police des bâtimens qui est beaucoup plus limitée dans son objet. Ensuite, l'art. 155 de l'ancienne loi fondamentale portait bien que les administrations locales ont la direction pleine et entière, *telle qu'elle est déterminée par les réglemens*, de leurs intérêts particuliers et domestiques, et qu'elles peuvent faire à ce sujet des ordonnances ; mais elle ajoutait, que *ces ordonnances ne peuvent être contraires aux lois* ou à l'intérêt général ; l'article 17 du réglement du 12 mai 1817 se bornait à répéter cette disposition, et la loi du 6 mars 1818, relative aux peines à infliger en cas de contravention, est conçue dans le même esprit. Or, toutes ces dispositions que la cour elle-même a invoquées, n'autorisent pas le pouvoir communal à faire des réglemens sur des matières qui ne seraient pas de sa compétence ; et, comme nous l'avons démontré plus haut, l'agrément, l'ornement et l'embellissement des villes entrent bien dans ses attributions quand il s'agit d'édifices ou de monumens publics ; mais il n'en saurait être de même lorsqu'il s'agit de bâtimens particuliers, à l'égard desquels l'action de l'autorité est restreinte aux besoins de la salubrité publique, de la sûreté des habitans et de la commodité du passage dans les rues. Il aurait donc fallu examiner, non comme la cour de Liége l'a fait, si l'autorité locale peut faire des réglemens de voirie qui limitent l'usage de la propriété ; mais si, aux termes des lois du 14 décembre 1789, du 16-24 août 1790, et du 19-21 juillet 1791, l'obligation de conformer des constructions particulières à un plan prescrit par le collége des bourgmestre et échevins intéresse la salubrité, la sûreté et la circulation publique.

§ III. *Objets de la police de construction et moyens d'exécution.*

De ce que l'autorité communale est seule compétente pour régler la police des bâtimens, il résulte que cette police doit différer de commune à commune. Il serait donc inutile et fastidieux de rapporter ici les diverses ordonnances qui la règlent, même dans les communes les plus importantes du pays. Cependant, pour donner une idée complète des objets que cette police embrasse et des soins qu'elle exige de la part des administrations locales, nous rapporterons, comme exemple, le réglement en vigueur à Namur. Il pourra, à l'aide des remarques dont nous l'accompagnerons, servir de modèle aux villes et communes où la matière ne serait pas encore réglée, ou ne le serait qu'imparfaitement.

Le voici :

« LE CONSEIL DE RÉGENCE,

» Considérant que les anciens réglemens relatifs à la police des bâtimens ne sont pas bien connus ; que plusieurs de leurs dispositions sont tombées en désuétude, et qu'ils exigent des modifications essentiellement commandées par le temps et l'expérience ;

» Considérant qu'il n'y a pas toujours, lorsqu'on y contrevient, des peines prévues ; que dans divers cas, celles prévues sont insuffisantes ;

» Considérant qu'il est nécessaire de fixer, par une nouvelle ordonnance, les règles et obligations de police que prescrivent, sous le rapport des bâtimens, la sûreté, la commodité et la régularité de la voie publique, et l'embellissement de la ville ;

» Ordonne :

» La police des bâtimens sera désormais régie et observée en cette ville conformément aux dispositions suivantes : »

On voit d'abord que la régence de Namur ne se borne point à régler ce qui intéresse la sûreté, la commodité et la régularité de la voie publique ; sa sollicitude s'étend jusqu'à l'embellissement de la ville, objet que les lois n'ont pas compris dans ses attributions, pour autant du moins qu'il s'agit de bâtimens particuliers.

Chapitre I.

Constructions nouvelles.

« Art. 1. Aucuns bâtimens, murs de clôture, élévation quelconque, ne pourront être construits ou reconstruits sur rue, avant que le collége des bourgmestre et échevins n'en ait approuvé le plan : en cas de contestation, il en sera référé au conseil de régence.»

Le droit d'approuver les plans des bâtimens à construire par des particuliers, suppose celui de les rejeter et de contraindre les propriétaires à les modifier suivant les vues de l'autorité. Cette attribution, auparavant exorbitante, a été formellement conférée au collége des bourgmestre et échevins par l'art. 90 de la loi du 30 mars 1836, mais seulement dans les parties agglomérées des communes de 2000 habitans et au-dessus. Partout ailleurs l'autorité doit s'interdire la faculté d'intervenir dans l'examen des plans de bâtisse.

Il y a plus ; même dans les grandes communes cette faculté a quelque chose d'arbitraire qui ne permet de l'admettre qu'à certaines conditions; par exemple, il faudrait que les colléges des bourgmestre et échevins ne pussent rejeter un plan par de simples considérations de goût, de convenance et d'embellissement ; et il serait à désirer que les conseils communaux, appelés à faire des réglemens sur cette matière, limitassent en ce sens le pouvoir des colléges.

Le recours auprès du conseil de régence, qu'autorise le réglement de Namur, n'est plus permis, suivant l'article 30 de la loi du 30 mars 1836, qu'auprès de la députation permanente du conseil provincial, auprès du gouvernement, s'il y a lieu, et auprès des tribunaux quand il s'agit de question de propriété.

» Art. 2. Sont considérées sur rue toutes constructions qui joignent la voie publique ou qui y font face, celles mêmes qui, séparées de la voie publique par une clôture quelconque, surpasseraient cette clôture, sans en être distantes de plus d'une aune, mesure des Pays-Bas.

» Art. 3. Les demandes en construction seront présentées dans un écrit double ; elles seront détaillées avec précision, désigneront l'espèce de matériaux que l'on se propose d'employer, et seront accompagnées d'un projet d'élévation et du plan du terrain que cette élévation occupera.

» Art. 4. Ce projet sera fait sur une échelle de deux pouces par aune, aussi mesure des Pays-Bas, et signé par un architecte ou une personne qui connaisse l'art de bâtir ; il représentera distinctement les saillies et avant corps, en outre les cordons et corniches des constructions attenantes.

» Il sera fait double ; l'un colorié et lavé, sera conservé dans le registre aux permis des bâtimens ; l'autre, fait au trait seulement, sera remis, après avoir été revêtu de la décision du collége des bourgmestre et échevins, à la partie intéressée, afin qu'elle se conforme scrupuleusement à cette décision.

« Art. 5. Aussitôt que le plan général d'alignement, arrêté par le conseil de régence, le 3 janvier de cette année, sera revêtu de l'approbation du Roi, aucune construction ou reconstruction sur rue ne pourra avoir lieu avant que l'alignement n'en ait été tracé sur le terrain par l'architecte de la ville, en conformité dudit plan. »

Tout ce qui concerne cet objet a été longuement développé dans l'article *alignement* et dans la section I du présent article.

« Art. 6. Le collège des bourgmestre et échevins, en faisant droit aux demandes de bâtir, déterminera les obligations particulières qu'il jugera nécessaires, soit à la solidité, soit à la régularité des constructions. »

Ce que nous avons dit sur l'article 1, nous

dispense de revenir sur cette disposition : la régularité des constructions n'est pas susceptible d'être réglée comme objet de police, quand elle n'a d'autre motif que l'agrément, l'ornement ou l'embellissement des villes.

Il est toutefois à remarquer qu'aux termes de l'article 90 de la loi communale, le collége des bourgmestre et échevins est tenu de se prononcer sur les plans qui lui sont présentés, dans la quinzaine à partir du jour du dépôt. Il faudra, par conséquent, que le dépôt soit constaté sur un régistre ou par récépissé. Mais cette disposition n'autorise pas les particuliers à bâtir après la quinzaine expirée, s'ils n'ont pas obtenu l'autorisation de le faire. Tout ce qu'on peut en induire, c'est que le collége pourrait, le cas échéant, être condamné à des dommages-intérêts pour la négligence qu'il aurait mise volontairement à se conformer à la loi.

» Art. 7. Immédiatement après la pose de la première assise, le propriétaire ou constructeur sera tenu de requérir, par écrit, la vérification de l'alignement. Il y sera procédé de suite par l'architecte de la ville, qui fera son rapport par écrit, dans le courant de la journée, au collége des bourgmestre et échevins.

» Art. 8. Tout mur de face devra être plâtré ou rejointoyé, et il ne pourra être peint qu'après que l'échantillon de couleur, qui devra être soumis à l'administration, aura été adopté. »

Cette disposition est exorbitante du droit que la législation attribue au pouvoir communal. Le plâtrage et le rejointoiement des murs, la couleur à donner aux façades des maisons peuvent contribuer à l'embellissement des villes, mais n'ajoutent rien à la sûreté des habitans, à la salubrité publique et à la commodité de la circulation.

« Art. 9. Pour prévenir le danger d'incendie, il sera fait des enchevêtrures au-dessous de tous âtres et foyers de cheminées.

» Il sera laissé, pour la largeur et profondeur de ces âtres et foyers, qui devront être construits en briques et voûtes plates, une ouverture de dimension plus grande que celle des tuyaux des cheminées.

» Il est défendu très-expressément de faire aucuns manteaux et tuyaux de cheminées adossés contre les cloisons construites partie en maçonnerie et partie en charpenterie, de poser des âtres de cheminées sur les planches, solives ou poutres, et de placer des bois ou des ancres dans les tuyaux.

» Celui qui veut faire construire une forge, four ou fourneau près d'un mur mitoyen, y adosser une étable, ou établir contre ce mur un magasin de sel ou amas de matières corrosives, doit laisser 20 pouces au moins de vide entre ce mur et celui des four, forge ou fourneau, étable et magasin. Ce dernier doit avoir au moins 30 pouces d'épaisseur ».

La dernière partie de cette disposition n'est que l'application de l'art. 674 du code civil.

« Art. 10. Le collége des bourgmestre et échevins annoncera, par voie de publication, au moins une fois dans le courant de douze mois, la visite des fours, fourneaux et cheminées.

» Cette visite sera faite par le commissaire de police, accompagné d'un maître maçon et d'un ramoneur assermenté. Il dressera procès-verbal de tous les fours, fourneaux et cheminées qui seront trouvés dans un état de délabrement ou de malpropreté à occasionner des incendies ou d'autres accidens.

» L'administration en ordonnera la réparation ou démolition, qui devra être exécutée dans le délai d'un mois, à dater de la sommation.

» Tout principal occupeur de maison, ou toute personne à qui il incombe de faire nettoyer les cheminées, sera puni d'une amende de 20 florins pour chaque feu de cheminée, s'il donne lieu à sonner la cloche de la ville.

» Art. 11. Celui qui fait creuser un puits ou une fosse d'aisance près d'un mur mitoyen, est tenu de faire un contre-mur au moins de 50 pouces d'épaisseur. »

C'est encore une application de l'art. 674 du code civil.

« Art. 12. Tous propriétaires de maisons, où il ne se trouverait pas de fosses d'aisance ou latrines, seront tenus d'en faire construire dans les douze mois qui suivront la publication du présent réglement. Ces latrines seront d'une grandeur convenable, et à l'usage de tous les locataires qui habitent la même maison. »

Cet objet rentre évidemment dans les attributions de l'autorité locale à cause de ses rapports avec la propreté et la salubrité publique. Cependant il ne lui appartient pas de déclarer que les latrines seront communes à tous les locataires d'une même maison : cela ne regarde point l'autorité; tout ce qu'elle peut exiger, c'est que chaque locataire ait des lieux d'aisance à sa disposition dans le bâtiment qu'il habite.

« Art. 13. Aucune construction de l'espèce prévue aux art. 9, 11 et 12, ne pourra être faite sans l'autorisation du collége des bourgmestre et échevins, et sans visite préalable de l'architecte de la ville.

» On devra se soumettre aux conditions de bonne construction que cette autorisation imposera.

» Art. 14. Il est défendu de construire ou former au-dessous de la voie publique aucune cave ou cavité.

» Celles existantes devront être entretenues de manière à ne point compromettre la sûreté publique.

» Art. 15. Le collége des bourgmestre et échevins pourra autoriser des constructions souterraines, telles qu'acquedues et autres ouvrages analogues de petite dimension, pourvu qu'elles soient faites avec toute la solidité jugée convenable.

» Ces concessions, dont il sera tenu acte dans un régistre particulier, seront supprimées sans indemnité, lorsqu'on reconnaitra la nécessité de le faire pour cause d'utilité publique, ou si elles nuisaient à un tiers.

» Art. 16. Il est défendu de couvrir aucune construction en chaume dans quelqu'endroit que ce soit de la ville, et en tuiles courbées, dites *pannes*, sur la voie publique. »

La défense d'employer le chaume pour couvrir les maisons est une précaution salutaire contre la fréquence des incendies, et la sûreté des habitans la commande. Mais nous ne voyons pas pourquoi on défend l'usage des tuiles ou pannes sur la voie publique. L'autorité locale a-t-elle pensé que les tuiles se détachent plus facilement que les ardoises, et voulu prévenir les accidens qui résultent de leur chûte dans les rues ? Cette précaution serait singulièrement exagérée ; car dans la plupart de nos villes, les bâtimens sont couverts en tuiles courbées, et aucun accident n'y a signalé jusqu'ici le danger qui semble avoir motivé la disposition du réglement de Namur.

Si, au contraire, c'est par motif d'embellissement qu'on a proscrit les tuiles, la régence a excédé, selon nous, les limites de son pouvoir.

« Art. 17. Tout bâtiment devra nécessairement être garni, en forme de corniche ou moulure, de chenaux en plomb, zinc ou fer-blanc, d'une dimension suffisante pour recevoir les eaux pluviales des toits.

» Les bâtimens actuellement existans sans chenaux, devront en être garnis dans le délai de six mois, à dater de la publication du présent. »

La propreté et la commodité du passage dans les rues justifient la nécessité des chenaux pour recevoir les eaux pluviales; mais la forme des chenaux est un objet d'embellissement que l'autorité locale n'a pas le droit de prescrire.

« Art. 18. Il est fait défense de couvrir les murs de clôture sur rue en pots de fonderie ou en gazons.

» Art. 19. Celui qui usera de la faculté de faire couler sur la voie publique les eaux des chenaux de ses toits, devra les diriger perpendiculairement dans des gouttières de plomb, zinc ou fer-blanc, appliquées le long du mur, depuis le toit jusqu'à trente pouces du sol.

» Ces gouttières n'auront que dix pouces au plus de saillie du nu du mur.

» Art. 20. Il est défendu de mettre à tout mur de face, des baquets ou entonnoirs pour diriger les eaux sales et autres matières provenant des étages supérieurs.

» Ceux existans seront supprimés dans le délai de trois mois.

» Art. 21. Les éviers et égoûts des bâtimens construits plus haut que le sol de la rue, seront emboités et couverts de manière que l'écoulement des eaux ne puisse causer aucun désagrément aux passans. Ils ne pourront avoir plus de dix pouces de saillie.

» Art. 22. Les gouttières, éviers et égoûts existans en ce moment à une hauteur supérieure à celle prescrite aux articles 19 et 21, devront être reconstruits dans les dimensions arrêtées auxdits articles, dans le délai de six mois de la publication du présent réglement.

» Art. 23. Les ouvriers travaillant à la partie supérieure d'un bâtiment, soit en démolition, soit en construction nouvelle, soit en réparation, doivent prendre toutes les précautions pour qu'il n'arrive aucun accident; ils feront pendre sur la voie publique à la hauteur de deux aunes, et à la distance d'une aune du mur, un signe formé de deux morceaux de bois croisés, chacun d'une dimension de plus de 50 pouces, pour annoncer qu'il y a du danger à passer de ce côté de la rue.

» Ce signe ne donne, au surplus, aucuns droits auxdits ouvriers de faire tomber dans la rue des gravois et autres débris quelconques.

» Leurs échafaudages devront être bien construits et d'une dimension convenable, assemblés et fixés d'une manière telle qu'ils ne puissent se rompre ni se détacher.

» Art. 24. Toute permission de construction sera regardée comme non avenue, si l'on n'en a pas fait usage dans le terme des six mois de son obtention.

» Art. 25. Les travaux autorisés devront être parachevés dans le terme qui sera fixé par le collége des bourgmestre et échevins.

» L'accomplissement des conditions imposées aura lieu en même temps que l'ouvrage principal auquel elles se rattachent. »

Ces deux dispositions méritent de trouver place dans tous les réglemens de voirie. Dans les villes où l'autorisation de bâtir est indéfinie, les constructions sont lentes, la voie publique reste longtemps embarrassée d'échafaudages et de décombres qui gênent la circulation et nuisent à la propreté des rues.

» Art. 26. Il est défendu de construire en saillie sur rue, travails de maréchal, abat-jours, appuis de boutique ou établis excédant l'appui des croisées, châssis, comptoirs, enseignes au vent, barres de bois ou de fer, et autres objets de cette nature, fixes ou mobiles. Il est aussi défendu de faire passer à l'extérieur des murs de face, ou dans leurs fenêtres, des tuyaux ou buses de cheminées.

» Art. 27. Il est fait défense d'exposer sur les fenêtres ou sur les toits, sans qu'ils soient retenus par un balcon solide et non saillant, des pots à fleurs ou autres objets quelconques qui puissent causer des accidens par leur chute.

» Art. 28. Le collége des bourgmestre et échevins pourra permettre l'établissement de balcons de maison, pourvu qu'ils n'aient sur rue qu'une avance d'un aune au plus, et qu'ils soient d'une solidité telle que la sûreté publique n'en puisse jamais être menacée.

» Les ajustemens de boutique ne dépasseront pas le mur de face de plus de 25 pouces; ces saillies ne seront accordées que sous la réserve des droits du voisin, et pour autant que la rue se trouve d'une largeur de plus de six aunes. »

La grandeur des saillies doit être proportionnée en général à la largeur des rues.

» Art. 29. L'administration ne permettra de construire des escaliers en saillies, que lorsqu'elle les reconnaîtra absolument nécessaires à l'entrée d'un héritage.

» La première marche en montant ne pourra approcher le filet d'eau de la rue de plus de 10 pouces, et dans aucun cas être portée au-delà de la distance qui sera déterminée, à partir du mur de face, par l'administration.

» Art. 30. Le collége des bourgmestre et échevins ne permettra de former des entrées de cave sur rue, que pour autant qu'elles soient aussi d'une nécessité absolue. Elles devront être formées de deux portes ou trappes solidement construites et toujours en bon état : l'une affleurée avec le mur de face, et l'autre placée dans un châssis de pierre au niveau du pavé.

» Elles n'avanceront pas plus de 50 pouces sur la voie publique.

» Art. 31. Les entrées de caves actuellement existantes sans portes ou trappes, ou dans un état à causer des accidens, devront être reconstruites dans le délai de quatre mois.

» Les propriétaires seront tenus de se conformer, à cette fin, aux dispositions des art. 30 et 34.

» Si, après l'expiration du délai de quatre mois, à dater de la publication du présent, ils n'ont pas rempli les obligations imposées, les ouvertures de caves seront comblées d'office et à leurs frais.

» Art. 32. Il est défendu de laisser en dépôt, dans les rues et places publiques, des bois ronds ou sciés, des pierres, briques, cuves de fer, roues, chariots, charrettes, voitures et autres objets qui embarrassent la voie publique. »

Cette disposition serait mieux placée dans un réglement de voirie.

Chapitre II.

Des constructions anciennes.

» Art. 33. Toutes constructions anciennes, dont l'un des étages sur rue n'est pas assis sur mur, mais seulement sur des sommiers qui dépassent l'étage inférieur; toutes façades en bois, ou construites partie en maçonnerie, partie en charpenterie, tenant lieu de mur; celles menaçant la sûreté publique, ou dans un état de vétusté et de ruine; toutes saillies et ouvrages prohibés; tous bâtimens et murs de clôture qui doivent se mettre en alignement, conformément au plan, ne pourront être restaurés ni entretenus en aucune façon, rejointoyés ni repeints. »

Cette disposition est de la plus haute importance : elle forme en quelque sorte la base des améliorations que réclament encore la plupart des villes. Mais elle excède, selon nous les bornes du pouvoir communal. Il est juste sans doute que les anciennes constructions, en tant qu'elles sont contraires aux réglemens nouveaux, ne puissent être restaurées ou rétablies que conformément aux dispositions actuellement en vigueur sur la police des bâtimens; si elles menacent ruine, si elles gênent la liberté des communications, ou entravent l'exécution d'un plan nouveau d'alignement, il est juste encore que les propriétaires ne puissent pas reculer à leur gré l'époque de leur suppression. Mais lorsqu'il s'agit de façades en bois, de saillies et d'autres contraventions aux nouveaux réglemens, il ne faut pas perdre de vue que les vieilles constructions ont été faites sous la garantie des réglemens anciens et qu'en exiger la démolition sans indemnité, ou, ce qui revient au même, abréger la durée ordinaire de leur existence en défendant de les restaurer, entretenir, rejointoyer ou repeindre, c'est porter atteinte à la propriété; c'est blesser les citoyens dans un des besoins les plus généraux du siècle, celui d'avoir une habitation de leur goût; c'est occasionner enfin des dépenses infructueuses qui diminuent tout à la fois le capital des particuliers et celui de la société.

En France où cette matière est réglée par des ordonnances qui datent de plusieurs siècles, et dont l'expérience a bien justifié le mérite, on a sur ce point un principe qui concilie l'intérêt des propriétaires et celui des villes : il faut une autorisation pour restaurer toute construction sujette à reculement ou à avancement sur la voie publique; mais cette autorisation ne peut être refusée que dans le cas où les travaux à faire auraient pour résultat de *consolider* le bâtiment. Ainsi d'une part, rien n'empêche les propriétaires de conserver leurs bâtimens aussi long-temps que le comporte la nature de leurs constructions, d'y faire même les changemens qui seraient à leurs convenances, tels que peintures, badigeons, rejointoyement, etc., et sous ce rapport le droit de propriété reste sauf; de l'autre, ils ne peuvent, sous aucun prétexte, en augmenter la solidité actuelle, ni par conséquent en prolonger la durée présumable, et à cet égard il y a une garantie certaine pour les villes que les bâtimens anciens, en tant qu'ils seraient en contravention avec les nouveaux réglemens, disparaîtront les uns après les autres, sans sacrifice pour les propriétaires, et sans charge pour les communes.

Nous croyons que ce principe doit être suivi en Belgique comme en France, et nous renvoyons au mot ALIGNEMENT, tom. II, p. 79, pour les développemens dont il est susceptible, en faisant observer toutefois qu'il ne s'applique point aux bâtimens qui menacent ruine, lesquels doivent toujours être démolis aussitôt que le danger en a été dûment reconnu.

« Art. 34. Quiconque voudra faire à la façade d'un bâtiment ou d'un mur de clôture, des

changemens ou réparations, soit en constructions ou rejointoyemens, en peinture, en pose d'enseignes, inscriptions, tableaux, soit en ouvrage quelconque qui présente un nouvel aspect ; de même quiconque voudra placer ou renouveler seuils, bornes, trottoirs, portes, croisées, parvis et ornemens, devra préalablement en demander l'autorisation au collége des bourgmestre et échevins, par une requête faite double, indiquant la situation, le numéro de la propriété, et les ouvrages détaillés que l'on se propose d'y faire.

» Les changemens notables opérant un nouvel état de choses, tels que ceux de percement de portes et fenêtres, seront figurés dans un projet de restauration, qui sera aussi fait double par une personne qui connaisse l'art de bâtir, et sera annexé à la requête.»

L'article précédent ne concernait que les bâtimens non susceptibles d'être conservés ; celui-ci s'applique à toutes les constructions qui ne tombent pas dans la catégorie de l'article 33, et il a son complément dans l'article 40 que nous rapporterons ci-après.

« Art. 35 Le collège des bourgmestre et échevins donnera l'alignement et la hauteur que l'on devra suivre pour la construction des trottoirs ; il pourra faire réparer ou supprimer d'office, et aux frais des propriétaires, ceux dont on refuserait la restauration, ou la mise en état convenable, lorsqu'il croira nécessaire de le prescrire.

» Art. 36. Nul ne pourra faire aucun changement au ruisseau et au pavé qui longent sa maison, sans en avoir obtenu l'autorisation.

» Art. 37. Il est fait défense de couvrir les ruisseaux des rues en pierres ou en planches et de rehausser le pavé pour faciliter l'entrée des maisons.

» Les ruisseaux et entrées des maisons ainsi construits, et qui se trouvent dans un état à gêner la voie publique, ou à causer quelques désagrémens aux passans, seront supprimés et reconstruits dans la même uniformité que le reste de la rue.

» Art. 38. Celui qui, pour cause de construction quelconque, aura été obligé de défaire une partie du pavé, sera tenu de le rétablir à ses frais, dans le terme de quinze jours, et de l'entretenir pendant le terme de trois ans.

» Art 39. Conformément à l'art. 8, aucun propriétaire ou locataire ne pourra faire peindre la façade de sa maison sans en avoir obtenu l'autorisation et sans avoir préalablement soumis l'échantillon de la couleur à l'administration.»

Voyez l'observation que nous avons faite sur l'art. 7.

«Art. 40. Si le rez-de-chaussée menace ruine, aucune partie de la façade ne pourra être restaurée.

» Il en sera de même de chaque étage, relativement à un autre plus élevé.»

Cette disposition est conforme à ce qui se pratique en France. Voyez le mot ALIGNEMENT à l'endroit déjà cité.

» Art. 41. Les travaux autorisés pour les cas prévus au présent chapitre, devront être exécutés, en même temps que les conditions imposées, dans le courant de douze mois de la date de la décision qui leur sera relative.

» Cet acte sera considéré comme non avenu, s'il n'en est pas fait usage dans un terme de six mois.

» Art. 42. Les demandes en pose d'enseignes détermineront leurs objets, leurs formes, dimensions, inscriptions et la partie du bâtiment où elles seront placées.

» Elles devront être attachées solidement à plat contre le mur de face, et ne pourront avoir au plus que 15 pouces de saillie ; elles devront être en outre soumises, préalablement à leur pose, à l'inspection d'un préposé de l'administration. »

CHAPITRE III.

Des bâtimens et murs menaçant ruine.

« Art. 43. Lorsqu'un bâtiment ou un mur sur rue sera, en tout ou en partie, dans un état de péril imminent menaçant la sûreté publique, le collège des bourgmestre et échevins prendra d'urgence toutes les mesures nécessaires pour faire cesser le danger, après l'avoir fait constater par deux experts, assistés de l'architecte de la ville, et à l'intervention du commissaire de police, chargé de dresser le procès-verbal de la visite.

» Art. 44. Lorsque le péril ne nécessite pas de mesures urgentes, l'état du mur ou du bâtiment, constaté de la manière ci-dessus, est dénoncé par acte administratif au propriétaire avec injonction soit d'abattre, soit de réparer, soit d'étayer provisoirement, dans un délai assigné.

» Art. 45. A défaut de commencer et d'achever les travaux dans le délai assigné, la régence se pourvoira devant les tribunaux, pour faire ordonner la démolition, ou pour se faire autoriser à y procéder d'office aux frais du contrevenant; le tout sans préjudice à l'amende encourue.

» Art. 46. Il y a lieu à provoquer l'application des dispositions ci-dessus, pour la démolition d'un bâtiment ou d'un mur de clôture en mauvais état, lorsque ses fondations ne peuvent le supporter, lorsque la façade est en surplomb de la moitié de son épaisseur, ou lorsqu'il y a bombement égal au surplomb dans une partie notable; lorsque les jambes étrières, traînaux ou pieds-droits sont de matériaux décomposés, et lorsque ses lézardes sont multipliées.

» Art. 47. Les dégradations d'un étage supérieur ne sont point un motif pour condamner les parties inférieures, si celles-ci sont de briques ou de pierres de taille.

» Il en est autrement des constructions en moëllons ou pans de bois; la démolition obligée d'une partie notable d'une construction de cette espèce entraîne la démolition du reste; on se conformera au surplus aux dispositions de l'art. 33. »

La distinction que fait cet article entre les constructions en briques ou pierres de taille, et les constructions en moëllons ou pans de bois est encore fondée sur l'embellissement plutôt que sur la solidité des constructions. Il faudrait, en règle générale, se borner à reconnaître si le bâtiment menace ruine, ou si l'étage sur lequel on se propose de construire ou de réparer, est assez solide pour supporter les ouvrages que l'on projette.

» Art. 48. Dans le cas où, en exécution du plan d'alignement, un propriétaire est obligé à reculer ses constructions, il sera indemnisé, soit de gré à gré, soit par l'intervention des tribunaux, du terrain qu'il devra abandonner à la voie publique.

» Dans le cas, au contraire, où il devra avancer ses nouvelles constructions, il ne sera tenu de payer aucune indemnité pour le terrain lui concédé. »

On peut consulter sur l'objet de ces dispositions, le mot ALIGNEMENT, tom. II, pag. 83 et suiv. et pag. 101 et suiv. Nous ferons toutefois observer ici que la dernière partie de l'art. 48 excède les bornes du pouvoir communal : non-seulement il n'appartient point aux conseils de régence, et moins encore aux collèges des bourgmestre et échevins de concéder une partie de la voie publique sans l'avis de la députation permanente du conseil provincial et l'approbation du Roi; mais encore nulle concession de ce genre ne peut, aux termes de la loi du 16 septembre 1807, avoir lieu sans indemnité de la part de l'acquéreur. L'art. 53 de cette loi dispose en effet qu'au cas où, par les alignemens arrêtés, un propriétaire pourrait recevoir la faculté de s'avancer sur la voie publique, il sera tenu de payer la valeur du terrain qui lui sera cédé; que dans la fixation de cette valeur, les experts auront égard à ce que le plus ou le moins de profondeur du terrain cédé, la nature de la propriété, le reculement du reste du terrain bâti ou non bâti loin de la nouvelle voie, peuvent ajouter ou diminuer de valeur relative pour le propriétaire; et qu'au cas où le propriétaire ne voudrait point acquérir, l'administration publique est autorisée à le déposséder de l'ensemble de sa propriété, en lui payant la valeur telle qu'elle était avant l'entreprise des travaux. La cession et la revente se font alors conformément à l'art. 51 de la même loi.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce chapitre, parce que nous consacrerons ci-après aux bâtimens qui menacent ruine une section particulière.

CHAPITRE IV.

Clôture des terrains et bâtimens.

« Art. 49. La sûreté et la salubrité étant compromises dans une ville d'une population

nombreuse, par des retraites formées entre héritages, par suite de démolition et d'ouverture de maisons, cours et jardins, chacun est obligé de clore son terrain par un mur en maçonnerie, en se conformant, pour sa construction, aux dispositions du présent réglement.»

Cette disposition ne s'applique point aux clôtures temporaires, qu'on a coutume d'établir devant les propriétés dont on répare ou reconstruit les murs de face. Celles là sont ordinairement en bois, et il serait par trop exorbitant d'exiger qu'elles fussent en maçonnerie.

« Art. 50. Il sera fait, à la requête du collège des bourgmestre et échevins, aux propriétaires desdits terrains et bâtimens non clos, sommation de se conformer à l'article qui précède, dans le délai que ce collège aura déterminé.

« Cette sommation sera notifiée à la diligence du commissaire de police, par l'un de ses agens.

« A défaut par tel propriétaire de s'y être conformé, il en sera dressé procès-verbal en vertu duquel l'administration provoquera l'application de l'amende, ainsi que l'autorisation de faire procéder à la clôture à ses frais, dont le recouvrement sera poursuivi à sa charge, par les voies de contrainte autorisées par la loi.

» Art. 51. Nul ne pourra démolir un bâtiment ou mur de clôture sur rue sans l'autorisation préalable du conseil des bourgmestre et échevins. »

Chapitre V.

Mesures à prendre et peines à prononcer en cas de contravention.

« Art. 52. Les contraventions aux dispositions du présent réglement seront constatées par procès-verbaux du commissaire de police.

» Art. 53. Seront punies d'une amende de trois à sept florins inclusivement, les contraventions aux art. 8, 10, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 36, 37, 38, 39, 42; d'une amende de dix à quinze florins inclusivement, les contraventions aux art. 7, 9, 11, 12, 13, 14, 34, 47, 51; d'une amende de vingt à trente florins inclusivement, les contraventions aux art. 1, 33, 40, 45 et 49.

» En cas de récidive ou de contravention frauduleuse, commise soit de nuit, soit de jour, l'amende sera doublée, sans cependant pouvoir dépasser cinquante florins.

» Dans tous les cas, il pourra être prononcé un emprisonnement de trois jours, soit en remplacement de l'amende, soit cumulativement. »

L'article que nous venons de rapporter n'est plus que temporaire depuis la publication de la loi du 30 mars 1836, qui porte :

« Art. 78. Les conseils communaux peuvent statuer des peines contre les infractions à leurs ordonnances, à moins qu'une loi n'en ait fixé. Ces peines ne pourront excéder celles de simple police. Les amendes plus fortes que celles autorisées par la présente loi, qui sont portées par les réglemens et ordonnances actuellement en vigueur, seront réduites de plein droit au maximum des amendes de simple police, à l'expiration des deux années qui suivront sa promulgation. Les contraventions à ces réglemens seront, dès maintenant, poursuivies et jugées comme contraventions de simple police. »

Ces nouvelles dispositions lient aujourd'hui tous les conseils communaux, et abrogent en partie la loi du 6 mars 1818.

« Art. 54. L'application de l'amende ou de l'emprisonnement à la contravention, n'empêchera pas l'action de l'administration, tendant à faire ordonner en justice, et aux frais du contrevenant, soit la démolition ou suppression des travaux exécutés au mépris des dispositions du présent réglement, soit l'exécution de ceux qui y sont prescrits. »

Ainsi que nous l'avons démontré ci-dessus sect. II, § III, la démolition ou l'enlèvement des ouvrages n'est point une peine : c'est la réparation du dommage causé, réparation qui doit toujours être prononcée par le juge comme accessoire de la peine qu'il applique à la contravention.

« Art. 55. Les amendes auxquelles donne-

ront lieu les contraventions au présent réglement, seront versées dans la caisse communale; il en sera tenu, par le receveur, un compte particulier, et leur produit sera employé exclusivement à l'embellissement de la ville.

» Art. 56. Ce réglement sera mis en vigueur à dater de sa promulgation, sans préjudicier aux lois et réglemens de la grande voirie, pour ce qui regarde les alignemens. »

Tel est le réglement que l'on suit à Namur depuis 1820. Il présente l'ensemble le plus complet que nous ayons vu des mesures et précautions qu'exige la police des bâtimens; et il mérite, sauf quelques dispositions exorbitantes que nous avons signalées, de servir de modèle à toutes les villes du pays.

Afin d'en assurer l'exécution avec plus de ponctualité, le collége des bourgmestre et échevins a pris en outre, le 25 mars 1825, un arrêté que nous croyons également utile de reproduire ici. Il porte:

« Voulant définitivement régler les devoirs que le commissaire de police et l'architecte de la ville auront respectivement à remplir envers la régence et envers ses administrés, en ce qui concerne les autorisations qui seront accordées à ces derniers, en vertu du réglement sur la police des bâtimens arrêté le 26 juin 1820;

» Revu à ce sujet l'instruction adressée au commissaire de police par lettre du 10 août 1824, n° 761;

» Arrêtent:

» Art. 1er Il sera délivré au commissaire de police et à l'architecte de la ville, duplicata des résolutions prises par notre collége, en exécution du réglement pour la police des bâtimens arrêté le 26 juin 1820, et qui seront insérées dans le registre ouvert à cet effet, conformément à l'art. 4 dudit réglement.

» Art. 2. Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces duplicata, le commissaire de police fera notifier à chacun des intéressés, le contenu de l'autorisation qui le concerne, en le prévenant qu'il peut faire lever, au secrétariat de la régence ou au bureau de police, moyennant le dépôt ou le remboursement du timbre, une expédition de la résolution qui renferme cette autorisation.

Art. 3. Pour assurer la prompte et entière exécution de l'article précédent, les agens de police prendront des extraits des duplicata prémentionnés, chacun en ce qui touche les autorisations relatives à des travaux qui doivent avoir lieu dans son quartier respectif.

» Les articles qui donneront lieu à ces extraits, devront être copiés littéralement et sans aucune omission: ils devront être lus et expliqués aux parties intéressées; après quoi les agens de police inscriront au bas desdits extraits, qui seront ensuite déposés au bureau de police, pour y avoir recours au besoin, l'acte de notification qui devra être conçu dans les termes ci-après:

» *Je . . . . soussigné, agent de police et garde champêtre de la ville de Namur, déclare avoir donné connaissance aujourd'hui . . . .* 1800 . . . . *, aux sieurs . . . . . des autorisations qui les concernent respectivement, et dont il leur a été donné lecture.*

(Signature de l'agent.)

» Art. 4. Tous les 1er et 15 de chaque mois, le commissaire de police et l'architecte de la ville devront accuser réception des duplicata qu'ils auront reçus en rappelant le numéro de chaque pièce.

» Art. 5. L'architecte de la ville, le commissaire et les agens de police, seront responsables des contraventions que, par leur faute, ils auront pu faire commettre aux personnes qui auront sollicité et obtenu des autorisations relatives à la police des bâtimens.

» Art. 6. Aux duplicata délivrés à l'architecte de la ville, il sera joint un double des plans des travaux dont l'exécution aura été autorisée, lorsque la nature de ces travaux aura exigé la production de semblables plans.

» L'architecte devra faire la remise de ces plans au secrétariat de la ville, dès que les travaux, qu'ils ont pour objet, seront terminés ou assez avancés pour qu'il n'ait plus besoin d'y recourir.

» Art. 7. Aussitôt que l'architecte de la ville s'apercevra que l'on s'est écarté, dans l'exécution des travaux, des plans approuvés ou

des autres conditions imposées par les autorisations, il en donnera avis par écrit au collége du bourgmestre et des échevins et au commissaire de police qui dressera de suite procès-verbal à la charge des contrevenans.

» Cette obligation imposée à l'architecte de la ville n'empêche pas le commissaire de police, non plus que ses agens, de prendre l'initiative à cet égard, chaque fois que l'un ou l'autre d'entre eux s'apercevra, par suite de la surveillance qu'il doit spécialement exercer en vertu du réglement sur la police des bâtimens, que l'on a contrevenu audit réglement.

» Lorsque le commissaire de police aura des doutes sur l'existence d'une contravention de cette nature, il en référera à l'architecte de la ville, avant de dresser procès-verbal.

« Art. 8. L'architecte de la ville mettra la plus grande diligence possible dans les indications et renseignemens qu'il sera tenu de donner aux personnes qui, ensuite des autorisations qui leur auront été accordées, seront dans l'obligation de ne pouvoir, sans son concours, commencer ou achever leurs travaux. »

Ces dispositions sont essentielles; ce n'est qu'à l'aide d'une surveillance continue et d'une responsabilité réelle que la police des bâtimens peut être bien exercée. La moindre négligence peut entraîner les propriétaires à des frais considérables de démolition ; ou si, par condescendance à des motifs plus ou moins fondés, on laisse subsister des constructions contraires au réglement, on détruit pour long-temps l'effet des dispositions que l'autorité a prises dans l'intérêt de la ville et de ses habitans.

La police des bâtimens a été réglée pour la ville de Bruxelles par un arrêté spécial du 16 janvier 1828. Nous en extrairons quelques articles, qui ne se trouvent pas dans le réglement de Namur, et dont la connaissance peut également être utile aux administrations locales.

Après avoir disposé qu'on ne peut démolir, construire ou réédifier aucun bâtiment, changer ou restaurer les façades de maisons, ni creuser aucun puits ou citerne sans l'autorisation préalable du collége des bourgmestre et échevins, l'arrêté ajoute :

« Art. 2. Les autorisations de la régence seront délivrées sous condition, 1° d'établir au pied des façades des trottoirs en pierres de taille bleues, ou en briquettes jaunes sur champ, avec bordure en pierre bleue ; 2° de plâtrer les façades en couleur pierre de France; 3° de démolir toute saillie et de porter les façades ou constructions sur l'alignement des autres maisons, ou sur celui à indiquer par l'administration ; 4° d'abandonner à la voie publique, moyennant une indemnité à déterminer, l'angle des maisons à reconstruire sur les coins des rues, là où il sera jugé nécessaire pour l'utilité publique et pour la circulation des voitures, afin d'éviter les accidens ; 5° de supprimer les entrées de caves ; 6° de maçonner dans les murs des maisons formant les coins de rues, des pierres, du modèle à donner, pour y indiquer les noms des rues; 7° de construire une voûte de décharge, en pierre de taille ou en maçonnerie, dans la façade des maisons au-dessus des ouvertures faites pour y placer des vitrines ; 8° quant au creusement des puits, de placer les cercles à 2 palmes 5 pouces des Pays-Bas de distance, les montans verticaux à 1 palme et de mettre de la paille entre la terre et les bois. »

De toutes ces conditions il n'y a que la 2e et la 6e qui ne soient pas entièrement légales. L'obligation de plâtrer les façades en couleur pierre de France, n'est fondée que sur des motifs d'embellissement, et celle de placer des pierres d'un modèle déterminé pour y inscrire les noms des rues, est une charge communale que la régence n'a pas le droit de faire peser sur certains habitans à l'exclusion des autres.

Du reste, c'est en réglant ainsi les conditions, auxquelles le collége des bourgmestre et échevins accordera la faculté de bâtir, que l'on prévient l'arbitraire dont nous avons parlé au § II de la présente section. Il importe seulement qu'en fixant ces conditions les conseils communaux ne prescrivent rien qui soit contraire aux lois ou qui sorte de leurs attributions légales.

A Bruxelles, il existe deux inspecteurs de bâtimens qui se trouvent placés sous la direction de l'architecte de la ville. Ils ont été nommés par le collége des bourgmestre et échevins ; mais à l'avenir leur nomination doit, aux termes de l'article 84 de la loi du 30 mars 1836, émaner du conseil communal. Leurs fonctions sont réglées par les dispositions suivantes :

« Art. 14. Les inspecteurs de bâtimens seront spécialement chargés de surveiller l'exécution des prédites dispositions, et bien particulièrement si l'alignement a été observé ; si les fondations ont assez de solidité ; s'il n'est point fait usage de matériaux qui, par leur défectuosité, pourraient occasionner des accidens ; si les murs de face, de pignons, etc., ont l'épaisseur prescrite par la coutume (les murs de face ne pourront, dans aucun cas, avoir moins de 30 pouces d'épaisseur, non compris le plâtrage) ; si l'on n'a pas fait passer des bois à travers les cheminées ; s'il n'y en a point de placées sur des âtres de bois ou adossées contre des pans de bois ; si l'on a observé les autres règles prescrites ci-dessus, à l'effet de prévenir les incendies, etc.

» Lesdits inspecteurs seront également chargés de surveiller avec soin, si les étançons, échaffaudages, planches, échelles, poulies, cordes et généralement tous les autres ustensiles dont on fait usage dans la construction ou restauration des bâtimens, sont en bon état et peuvent être employés sans danger d'accidens.

» Ils désigneront à l'entrepreneur des bâtimens ou au conducteur des travaux, les ustensiles qu'ils auront trouvés défectueux, avec injonction de n'en plus faire usage dans l'état où ils se trouvent.

» Si ceux-ci refusent d'obtempérer à cette injonction, lesdits inspecteurs en dresseront procès-verbal et feront mettre les ustensiles jugés défectueux en dépôt à l'hôtel de ville.

» Il sera ensuite facultatif au propriétaire de demander au collége des bourgmestre et échevins, la nomination de deux personnes de l'art pour procéder à une nouvelle expertise.

» Art. 15. Il est défendu de faire plâtrer et plafonner aucun édifice ou bâtiment neuf ou restauré, avant que lesdits inspecteurs en aient fait l'inspection, et sans le permis préalable de l'architecte de la ville. »

Cette disposition a particulièrement pour objet de prévenir les vices de construction que l'on voudrait cacher à l'aide du plâtrage.

« Art. 20. Lorsque les inspecteurs reconnaîtront que les constructions sont élevées contrairement aux plans agréés et aux règles de l'art, ou que toutes les conditions imposées par le permis de bâtir, n'auront pas été remplies, ils feront stater les travaux, dresseront un procès-verbal indiquant les motifs pour lesquels ils auront ordonné de stater lesdits ouvrages, avec injonction au propriétaire ou entrepreneur de refaire ou d'achever ceux-ci, conformément aux plans et conditions ou aux règles de l'art.

» Dans le cas de refus du propriétaire ou des entrepreneurs d'obtempérer à l'injonction des inspecteurs, le procès-verbal sera adressé sans délai au collége des bourgmestre et échevins qui pourra, selon les circonstances, ordonner la reconstruction des travaux ci-dessus à la diligence de l'architecte de la ville et aux frais du propriétaire, sauf recours de ce dernier contre l'entrepreneur, s'il y a lieu. »

La dernière partie de cette disposition excède les attributions du conseil communal : la reconstruction aux frais du propriétaire ne peut être ordonnée que par les tribunaux comme conséquence de la contravention.

Les inspecteurs ont droit à des rétributions fixes, dont un tarif, approuvé par le roi, détermine le taux, suivant la nature de leurs opérations.

Mais l'établissement de ces rétributions ne nous semble pas équitable ; la police des bâtimens intéresse l'universalité des habitans, c'est donc à la caisse communale et non aux seuls particuliers qui bâtissent à supporter les charges de cette police.

Outre les précautions indiquées au second paragraphe de l'art. 14, pour prévenir les accidens dont les ouvriers sont souvent les victimes, le réglement dispose encore :

« Art. 16. Le plâtrage, la restauration et

peinture des façades des maisons, ne pourront se faire qu'à l'aide d'échaffaudages ou échelles volantes, dont les planches devront être assurées.

» Il devra de plus être placé une corde sur les montans de devant des échaffaudages ou des échelles volantes, à l'effet de garantir les ouvriers d'accidens.

» Art. 17. Il ne pourra être fait usage pour le badigeonnage des maisons ou tous autres ouvrages sur la voie publique, que d'échelles d'une seule pièce, aux pieds desquelles devra toujours se trouver une personne pour empêcher qu'il n'y arrive aucun accident. »

On aura remarqué que, ni dans le réglement de Namur, ni dans celui de Bruxelles, il n'est question de la hauteur des maisons, chose importante pour la salubrité publique et pour la solidité des constructions. Cette omission n'est point un oubli : elle vient de ce que, d'après les réglemens, toute demande de bâtir doit être accompagnée d'un plan où l'on est tenu d'indiquer avec exactitude la hauteur des bâtimens projetés; dès-lors il est toujours facultatif à l'autorité d'examiner si la hauteur qu'on propose est en harmonie avec la largeur des rues et l'épaisseur des murs. Cependant il y a, en l'absence de toute disposition générale à cet égard, un vice qu'il est facile d'apercevoir, c'est qu'à chaque cas particulier qui se présente, la décision dépend de l'appréciation individuelle des membres qui composent le collége des bourgmestre et échevins, appréciation qui n'étant soumise à aucune règle, peut varier arbitrairement d'un cas à l'autre, changer avec le personnel de l'administration locale, et occasionner ainsi d'étranges bigarrures. Il serait donc à désirer que des règles fixes et invariables fussent établies à ce sujet; et il suffirait qu'elles déterminassent la proportion qu'il doit toujours y avoir 1° entre la hauteur des maisons et la largeur des rues où elles sont situées, et 2° entre l'épaisseur des murs à chaque étage et la hauteur des bâtimens. C'est ainsi que pour la ville de Paris, la hauteur des façades a été fixée par lettres-patentes du 25 août 1784, savoir, dans les rues de 30 pieds de largeur et au-dessus, à cinquante-quatre pieds; dans les rues depuis vingt-quatre jusques et y compris vingt-neuf pieds de largeur, à quarante-cinq pieds; et dans toutes celles au-dessous de vingt-trois pieds de largeur, à trente-six pieds; le tout mesuré du pavé des rues jusques et y compris les corniches ou entablemens, même les corniches des attiques, ainsi que la hauteur des étages en mansardes, qui tiendraient lieu desdits attiques. « Voulons, ajoutent ces lettres-patentes, que les façades ci-dessus fixées ne puissent jamais être surmontées que d'un comble, lequel aura dix pieds d'élévation du dessus des corniches ou entablemens jusqu'à son faîte, pour les corps-de-logis simples en profondeur; de quinze pieds pour les corps-de-logis doubles. »

On peut voir aussi par un jugement du maître-général des bâtimens, en date du 29 octobre 1685, quelle devait être la largeur des murs de fondation par rapport à celle des murs du rez-de-chaussée.

Ces dispositions n'ont rien d'obligatoire pour la Belgique, mais elles peuvent fournir des matériaux pour combler la lacune que nous venons de signaler dans nos réglemens locaux.

Section IV.

Marche et formalités administratives.

La marche à suivre et les formalités à remplir, tant par les particuliers qui demandent l'autorisation de bâtir, que par le collége des bourgmestre et échevins qui la délivrent, doivent, comme la police même des bâtimens, être réglées par les conseils communaux. Voici les dispositions qui nous paraissent les plus propres à atteindre le but de cette police.

Le propriétaire qui a l'intention d'élever, de réparer ou de changer un bâtiment, présente au collége des bourgmestre et échevins une demande, faite en double, l'une sur timbre et l'autre sur papier libre.

Cette demande contient tous les détails nécessaires pour mettre le collége à même d'en apprécier l'objet; elle est accompagnée du plan des lieux sur lesquels on se propose de construire et du plan des constructions qu'on

y veut exécuter, l'un et l'autre dressés à une échelle convenable et signés par un homme de l'art.

La demande est inscrite le jour même de sa réception sur un registre à ce destiné; et à défaut de registre, le pétitionnaire est en droit de réclamer un récépissé des pièces qu'il dépose.

Le collége renvoie la demande sur papier libre à l'avis de l'architecte de la commune ou du commissaire-voyer; s'il n'y a ni commissaire-voyer, ni architecte, le collége charge un de ses membres de se rendre sur les lieux et de faire un rapport sur la demande d'autorisation.

Si l'avis ou le rapport est favorable à la demande, le collége accorde l'autorisation sur la feuille timbrée, en y mettant toutefois les conditions qu'il juge nécessaires à la sûreté des habitans, à la salubrité publique et à la facilité des communications.

Mention expresse est faite dans l'autorisation, tant des conditions prescrites que de l'obligation de s'y conformer, sous peine d'amende et de démolition.

Aux termes de l'article 76 de la loi communale, le collége est tenu de statuer dans la quinzaine à partir du jour où les plans ont été déposés à la maison commune. Il y a dès-lors nécessité pour lui de prendre ses précautions pour que ce terme ne soit pas dépassé.

Après la délivrance de l'autorisation, le collége en informe les commissaires de police et l'architecte de la commune ou le commissaire-voyer, s'il y en a, et les charge de veiller spécialement à l'exécution régulière des travaux. Cette surveillance embrasse la solidité des ouvrages, la bonne qualité des matériaux, toutes les précautions à prendre dans la construction des âtres, cheminées, foyers, fours et fourneaux, puits, caves et latrines; l'accomplissement des conditions particulières sous lesquelles l'autorisation de construire a été donnée, et généralement tout ce qui peut intéresser la salubrité, la sûreté et la liberté des communications.

Si l'autorisation est refusée ou subordonnée à des conditions qui semblent illégales, le pétitionnaire peut recourir à la députation du conseil provincial; celle-ci renvoie la demande à l'avis de l'ingénieur en chef de la province, et statue après avoir entendu le collége des bourgmestre et échevins.

Si elle confirme la décision primitive du collége, le pétitionnaire a encore le droit de recourir au gouvernement; mais celui-ci ne peut annuler cette seconde décision que pour autant qu'elle sorte des attributions de la députation permanente ou qu'elle blesse l'intérêt général. (Art. 89 et 116 de la loi provinciale du 30 avril 1836.)

Enfin si le pétitionnaire se croit lésé dans ses droits de propriétaire, par la décision du collége, de la députation ou du gouvernement, la voie des tribunaux lui est encore ouverte.

Il convient pour plusieurs motifs que les autorisations de bâtir soient inscrites sur un registre particulier. Il y a d'abord nécessité d'en conserver dans les archives communales une trace quelconque; et s'il fallait garder un dossier séparé pour chaque demande, il y aurait inévitablement confusion et encombrement. Avec la tenue d'un registre, pareil à celui dont nous donnons ci-après le modèle, et la seule conservation des plans que l'on pourrait classer par rues pour simplifier les recherches, on éviterait tout inconvénient. La tenue de ce registre faciliterait ensuite la surveillance des constructions : à l'aide d'une inspection très prompte, les commissaires de police, l'architecte de la commune, le bourgmestre et les échevins sauraient où ils doivent chaque jour porter leur investigation. Enfin ce registre, en constatant par leurs dates respectives la réception de la demande, le renvoi à l'architecte, la réponse et la décision de l'autorité, mettrait le collége à même de prévenir, et de décliner au besoin la responsabilité, que l'art. 76 de la loi communale lui impose en cas de retard.

Voici la forme que pourrait avoir le registre dont il s'agit.

COMMUNE
DE
BRUXELLES.

RÉGISTRE SERVANT A INSCRIRE LES DEMANDES ET LES AUTORISATIONS DE BÂTIR, RÉPARER, ETC.

N° D'ORDRE.	DATE DE LA RÉCEPTION.	NOMS ET DEMEURES DES PÉTIONNAIRES	OBJET DE LA DEMANDE.	DATE DU RENVOI A L'ARCHITECTE	DATE ET ÉNONCÉ DE L'AVIS DE L'ARCHITECTE	DATE ET ÉNONCÉ DE LA DÉCISION DU COLLÈGE.	DE LA DÉPUTATION.	DU ROI	DES TRIBUNAUX.	OBSERVATIONS.
1	1er janvier 1837.	Jacques Périn, rue du Marais, n°3.	Reconstruction de la façade de sa maison.	2 janvier 1837.	12 janvier 1837, avis contraire, la maison n'étant pas sur l'alignement.	14 janvier 1837, refusé l'autorisation.	15 fev. 1837 refusé l'autorisation.	20 mars 1837, refusé l'autorisation.		Cette colonne peut servir à mentionner les conditions particulières, mises à la délivrance de l'autorisation, pour autant qu'elles ne soient pas prévues par le réglement général sur la police des bâtimens; car dans ce dernier cas, cette mention est inutile, tant au régistre que dans l'acte d'autorisation.
2	Id.	HenriDebas, rue de la Magdelaine, n° 15.	Pose d'un balcon au 1er étage.	Id.	Id. avis favorable.	Id. autorisé.				La saillie ne peut excéder 1 mètre et le balcon sera garni d'une balustrade en fer, de la hauteur de 1 mètre et 50 centimètres au moins.

Section IV.

Des batimens qui menacent ruine.

1. Nous avons déjà vu que l'art. 3 du tit. XI de la loi du 16-24 août 1790, a spécialement placé dans les attributions du pouvoir communal la démolition et la réparation des bâtimens qui menacent ruine; et que l'art. 46 du tit. I de la loi du 19-22 juillet 1791 l'autorise non seulement à faire des arrêtés sur cet objet, mais encore à publier de nouveau les lois et réglemens généraux de police existans sur la matière.

A l'époque où ces attributions ont été conférées au pouvoir communal, il existait en France, sur la démolition des bâtimens qui menacent ruine, deux réglemens, l'un du 18 juillet 1729 et l'autre du 18 août 1730, rapportés par Merlin dans son *Répertoire de jurisprudence*, v° *Bâtimens*, n° IV, et qui ont été maintenus par l'art. 29 du tit. I de la loi du 19-22 juillet 1791.

Ces réglemens n'ont jamais été publiés en Belgique; mais ils ont en général servi de base et de modèle aux autorités locales de notre pays, dans les arrêtés qu'elles ont été dans le cas de prendre sur cette matière.

2. Comme la démolition ou la réparation des bâtimens qui menacent ruine donne lieu à beaucoup de formalités administratives, nous ne nous bornerons pas à indiquer ce que doivent contenir aujourd'hui les réglemens d'administration communale sur cette branche de police, nous retracerons également la procédure à suivre par l'autorité administrative et judiciaire.

3. Les bourgmestre et échevins, les commissaires de police, les architectes communaux, les inspecteurs de bâtimens, les commissaires-voyers, les gardes-champêtres surveillent avec soin la solidité des bâtimens en ce qui concerne les murs faisant face à la rue, et tout ce qui pourrait, par sa chute, nuire à la voie publique ou à la sûreté des citoyens.

Ils ne peuvent, sous prétexte d'exercer cette surveillance, s'introduire dans le domicile des citoyens qu'en remplissant les formalités voulues par la loi.

Dès qu'ils s'aperçoivent que les murs et autres constructions accessoires, menacent d'une ruine plus ou moins prochaine, mais inévitable par suite des dégradations existantes, ils en informent le collége des bourgmestre et échevins, qui envoie immédiatement sur les lieux le commissaire de police, accompagné de l'architecte de la commune ou du commissaire-voyer, pour en dresser procès-verbal. A défaut d'architecte communal et de commissaire-voyer, le commissaire de police doit requérir l'assistance d'un maître maçon ou d'un entrepreneur de bâtimens.

L'architecte, le commissaire-voyer ou le maître maçon, dûment requis, examine les lieux en présence du commissaire de police, lui fait apprécier le genre de dégradations et le danger plus ou moins imminent que présente le bâtiment, et lui indique, en cas d'urgence, les précautions à prendre provisoirement pour en prévenir la chute.

Cette visite doit, autant que possible, se faire en présence du propriétaire ou des locataires intéressés.

On juge en général qu'il y a lieu de démolir dans les cas suivans:

1° Lorsqu'une ou plusieurs jambes étrières, trumeaux, ou pieds-droits, sont en mauvais état par vétusté;

2° Lorsque le mur de face sur rue est en surplomb de la moitié de son épaisseur, dans quelqu'état que se trouvent d'ailleurs les jambes étrières, les trumeaux et pieds-droits;

3° Si le mur sur rue étant à fruit, c'est-à-dire incliné par la retraite des étages supérieurs, a occasionné sur la face opposée un surplomb égal au fruit de la face sur rue;

4° Chaque fois que les fondations sont mauvaises, quand il ne se serait manifesté dans la hauteur du bâtiment aucun fruit ou surplomb;

5° S'il y a un bombement égal au surplomb dans les parties inférieures du mur de face.

Toutefois il peut y avoir d'autres causes de démolition, et l'architecte, le commissaire-voyer ou le maître maçon doit indiquer toutes celles qu'il découvre, afin que le commissaire de police les mentionne dans son procès-

verbal. Il est nécessaire que cette mention se fasse avec conscience, clarté et précision, parce que le procès-verbal qui la contient, sert en quelque sorte de base à toute la procédure ultérieure.

Voici la formule que l'on peut adopter pour la rédaction de ce genre de procès-verbaux :

« L'an mil huit cent trente, le quinze avril, à cinq heures de relevée, nous, commissaire de police (ou garde-champêtre) de la commune de . . . ., assisté de N. . . ., architecte (commissaire-voyer ou maître maçon), par nous requis à l'effet de visiter la maison sise en ladite commune, rue de . . . ., n° . . . ., et appartenant au sieur A. . . ., laquelle nous a paru être dans un état de vétusté ou de dégradation qui menace la sûreté publique par une chute *plus ou moins* prochaine (indiquer, autant que possible, le degré d'imminence du danger.)

» Avons reconnu, d'après les observations à nous faites par l'architecte ci-dessus nommé, qu'effectivement ladite maison. . . . (indiquer tous les signes de vétusté, toutes les dégradations, et la nature du danger que présente le bâtiment.)

» Sur quoi, nous, commissaire soussigné, avons fait sommation au sieur A. . . ., propriétaire de ladite maison, de prendre à l'instant les précautions suivantes, qui ont été reconnues nécessaires par l'architecte susdit, à savoir . . . . (indiquer les ouvrages provisoires et de pure précaution, qu'il y a lieu de faire), afin de prévenir les accidens qui seraient la suite inévitable de la chute de son bâtiment ; et ce, sous sa responsabilité personnelle, et jusqu'à la décision à intervenir du collége des bourgmestre et échevins, pardevant lequel nous lui avons déclaré que nous allions nous retirer à l'effet de lui remettre le présent procès-verbal, pour être ensuite statué par ledit collége ce qu'il appartiendra ; et avons signé avec le sieur N. . . ., architecte (commissaire-voyer ou maître maçon). »

Le procès-verbal ainsi rédigé est remis, sans délai, au collége des bourgmestre et échevins qui, après en avoir reconnu la régularité, le dénonce au propriétaire par voie administrative, c'est-à-dire par un agent assermenté de l'administration. A cet effet, il ajoute au bas de l'expédition qu'il en fait dresser, l'ordonnance de notification suivante :

« Soit le procès-verbal dont l'expédition précède, notifié à la partie par le commissaire de police *ou* garde-champêtre, lequel rapportera procès-verbal de ladite notification.

» Fait à . . . ., le . . . . »

La notification se fait immédiatement après en ces termes :

« L'an . . . ., le . . . ., à . . . . heure de . . . ., nous garde-champêtre *ou* commissaire de police de la commune de . . . ., y domicilié, dûment assermenté et revêtu des marques distinctives de nos fonctions, nous sommes, en vertu de l'ordre du collége des bourgmestre et échevins de ladite commune, en date du. . . ., transporté au domicile du sieur A. . . ., demeurant à . . . ., où étant et parlant à lui-même *ou* à . . . . (dénommer la personne qui reçoit l'acte en l'absence du propriétaire), nous lui avons notifié le procès-verbal dont expédition est ci-dessus, à telles fins qu'il n'en ignore, et avons dressé de ladite notification le présent procès-verbal, dont un double sera transmis au collége susdit ; et avons signé avec le sieur A. . . . *ou* sans le sieur A. . . ., qui a déclaré ne savoir *ou* ne vouloir signer. »

Si la demeure du propriétaire était inconnue ou établie hors de la commune, le procès-verbal devrait être notifié, dans la maison même où le péril existe, soit au locataire principal ou régisseur, s'il y en a, soit à l'un des locataires.

Après cette notification, le collége nomme un expert, et enjoint au propriétaire dont le bâtiment menace ruine, de désigner le sien.

L'arrêté que le collége prend à cet effet, peut être rédigé comme suit :

« Le collége des bourgmestre et échevins de la commune de. . . .

Vu le procès-verbal dressé le. . . . par le commissaire de police *ou* le garde-champêtre, assisté de N. . . ., architecte (commissaire-

voyer ou maître maçon), pour constater l'état de péril dans lequel se trouve la maison du sieur A...., propriétaire en cette ville, ladite maison située rue de.... n°....

» Considérant qu'il résulte de ce procès-verbal que le mur de face de ladite maison surplombe de.... centimètres depuis le sol du pavé jusqu'au premier cordon, talutant ensuite jusqu'à la toiture; (S'il existe d'autres causes de péril il faut les indiquer.)

» Que dans cet état de choses, le bâtiment dont il est question compromet, d'une manière imminente, la sûreté publique;

« Qu'il est de la plus grande urgence de prendre les précautions convenables pour éviter le danger et prévenir tout accident;

» Vu les articles 3 du titre XI de la loi du 16-24 août 1790; 29 et 46 du tit. I de la loi du 19-22 juillet 1791 (citer aussi le réglement local, s'il en existe un), Arrête :

» Art. 1. Le sieur N...., entrepreneur de bâtimens à...., est nommé expert, dans l'intérêt public, pour procéder, contradictoirement avec l'expert que désignera dans le jour, *ou* dans les deux, trois, quatre jours (selon l'imminence du danger), le sieur A...., propriétaire du susdit bâtiment, à l'examen des murs de face de ce bâtiment, en signaler les vices, et faire sur le tout un rapport, d'après lequel il sera statué ce qu'il appartiendra.

» Art. 2. Le sieur A...., nous fera connaître, dans le délai ci-dessus fixé, l'expert qu'il aura choisi; et faute par lui d'en désigner un, il y sera pourvu dans les formes voulues par la loi *ou* par le réglement local, s'il en existe.

» Art. 3. Il est enjoint audit sieur A.... d'étayer, étançonner, etc., sa façade sur tous les points qui présentent du danger, faute de quoi il y sera immédiatement pourvu d'office à ses frais, risques et périls.

» Art. 4. Le présent arrêté sera notifié administrativement dans le jour, au sieur A.... par un commissaire de police.

» Fait à.... le.... »

Si le propriétaire n'a pas fait les ouvrages provisoires qui lui ont été prescrits, s'il n'a pas nommé d'expert dans le délai voulu, ou si l'expert par lui nommé est d'accord avec l'expert de la commune sur la nécessité de démolir, le collége prend un nouvel arrêté qui ordonne la démolition : voici quelle en peut être la forme :

Le collége des bourgmestre et échevins de la commune de.....,

Revu son arrêté du.... qui nomme le sieur N...., entrepreneur de bâtimens, expert dans l'intérêt public pour examiner, conjointement avec l'expert à choisir par le sieur A...., propriétaire en cette commune, l'état de la maison, située rue de...., n°...., appartenant audit sieur A...., et qui enjoint à ce dernier de prendre provisoirement telles *ou* telles précautions pour en prévenir la chute;

Considérant que les précautions n'ont pas été prises dans le délai voulu;

Ou

Considérant que le sieur A.... n'a point déféré à la sommation de nommer un expert;

Ou

Vu le rapport desdits experts, en date du...., et considérant qu'il résulte de leur avis commun que la sûreté publique est compromise par l'existence, dans son état actuel, de la maison ci-dessus mentionnée;

Vu les articles 3 du tit. XI de la loi du 16-24 août 1790; 29 et 46 du tit. I de la loi du 19-22 juillet 1791, et 47, n° 5 du code pénal; arrête :

« Art. 1. Il est enjoint et ordonné au sieur A.... de faire démolir dans le délai de.... (indiquer un nombre de jours et même d'heures, proportionné à l'urgence) à compter de ce moment, la façade (ou toute autre partie) de sa maison, sise rue de...., n°....

» Art. 2. A défaut par ledit sieur A...., de satisfaire à la présente injonction dans le délai prescrit, il sera traduit par-devant le tribunal de simple police, pour y être, sur la réquisition du ministère public, condamné à effectuer ladite démolition; et faute par lui de l'effectuer, à y voir procéder d'office et à ses frais, le tout indépendamment des peines de police prononcées par l'art. 471, n° 5 du code pénal.

» Art. 3. Il est enjoint aux locataires de

ladite maison de déménager et vider les lieux dans le délai fixé par l'art. 1er du présent arrêté; faute de quoi, ils y seront contraints par toutes voies de droit.

» Art. 4. Le présent arrêté sera notifié dans le jour au sieur A.... par le sieur N...., garde-champêtre *ou* commissaire de police, lequel demeure chargé de son exécution.

» Fait à.... le.... »

Cet arrêté doit être notifié par la voie administrative, tant au propriétaire qu'aux locataires de la maison, et procès-verbal en doit être dressé dans les termes suivans :

L'an.... le.... à.... heure de...., en exécution des ordres du collége des bourgmestre et échevins de la commune de....

Nous, commissaire de police *ou* garde-champêtre de la commune de...., nous sommes transporté au domicile du sieur A...., propriétaire, demeurant à...., rue...., n°...., où étant, nous lui avons notifié l'arrêté ci-dessus transcrit du collége des bourgmestre et échevins, qui lui enjoint de démolir, sans délai *ou* dans le délai de..... jours ou heures, le mur de face (ou telle autre partie) de sa maison, sise rue...., n°...., lequel a été reconnu, d'après les formes prescrites par les lois et réglemens, menacer d'un péril imminent la sûreté publique;

En conséquence nous avons fait sommation audit sieur A. . . . d'effectuer dans le délai ci-dessus fixé ladite démolition, lui déclarant que, faute par lui de ce faire, il y sera contraint par toutes voies de droit, sans préjudice des poursuites et condamnations qu'il aura pu encourir, soit par sa résistance aux ordres de l'autorité, soit par suite des accidens ou dommages que pourrait causer la chûte de son bâtiment;

Et de tout ce qui précède, nous avons dressé le présent procès-verbal, dont nous avons laissé copie audit sieur A . . . . afin qu'il n'en ignore, en parlant à . . . . (sa personne, le principal locataire, le portier, ou tout autre agent ou représentant du propriétaire), lequel nous a répondu. . . .; et après lecture faite, a signé (ou a refusé de signer, ne le sachant ou ne le voulant): contre laquelle réponse nous avons fait toutes réserves et protestations de droit, et avons signé. »

La notification aux locataires doit se faire dans les mêmes termes, sauf la sommation qui doit être conçue de la manière suivante:

« En conséquence nous leur avons déclaré, à chacun individuellement, qu'ils aient à déménager et vider les lieux qu'ils occupent dans le délai ci-dessus fixé, leur déclarant que, faute par eux de ce faire, les meubles qui garnissent lesdits lieux seront, à l'expiration dudit délai, enlevés et mis sur le carreau à leurs frais et risques, et qu'il sera ensuite passé outre à ladite démolition, le tout sous la réserve de leurs droits et actions contre le propriétaire, s'il y a lieu. »

Si le délai fixé par l'art. 1 de l'arrêté expire, sans que la démolition soit effectuée, le collège des bourgmestre et échevins fait dresser procès-verbal d'inexécution, et l'affaire est portée devant le tribunal de simple police.

Si, devant ce tribunal, l'état de dégradation ou de ruine est contesté, il y a lieu à nommer des experts, conformément aux art. 302 et suivants du Code de procédure civile. Enfin, le tribunal, sur le vu des pièces, ordonne, s'il y a lieu, au propriétaire de démolir dans un délai qu'il détermine, autorise le collège à faire faire la démolition d'office et aux frais du propriétaire, s'il ne s'exécute pas dans le délai déterminé et condamne le contrevenant à l'amende prononcée par l'art. 471 du Code pénal et aux frais.

Au contraire, si le tribunal juge qu'il n'y a lieu ni à démolition ni à réparation, le collège des bourgmestre et échevins est condamné aux dépens.

En cette matière l'exécution des jugemens par défaut, interlocutoires ou définitifs, doit être ordonnée par provision, et nonobstant opposition ou appel, si le danger est tel qu'il n'admette aucun retard.

En cas de démolition d'office, le commissaire de police doit en dresser procès-verbal. Le propriétaire est sommé, en vertu de ce procès-verbal, de payer les frais de démolition.

Les ouvriers chargés de la démolition

doivent être requis par le procureur du roi; ils ne peuvent se refuser à cette réquisition sous les peines établies par l'art. 475, n° 12 du code pénal. Voyez aussi la loi du 22 germinal an 4.

4. Les formalités que nous venons de décrire sont impraticables dans les occasions où le péril serait si urgent que l'on ne pourrait attendre les jours ordinaires d'audience, et les délais requis par la loi, pour procéder régulièrement au justice.

En ce cas, le collège des bourgmestre et échevins, après avoir sommé le propriétaire de démolir, réparer ou étançonner sa maison dans un délai extrêmement court, fait dresser un procès-verbal d'inexécution. Le commissaire de police se retire ensuite devant le procureur du roi ou le juge de paix pour lui en référer et prendre ses ordres.

Le juge de paix ou le procureur du roi se rend sur les lieux, assisté d'un architecte, et ordonne immédiatement la démolition, dont procès-verbal est rédigé par le commissaire de police dans la forme suivante :

L'an. . . . . le. . . . . à . . . . heures de. . . . . nous, commissaire de police *ou* garde champêtre de la commune de. . . . . nous étant transporté rue. . . . . pour nous assurer si le sieur A. . . . . , propriétaire de la maison sise dans ladite rue, n°. . . . . , avait satisfait à l'injonction à lui faite par l'arrêté du collège des bourgmestre et échevins du. . . . . , que nous lui avons dûment notifié le. . . . . de démolir dans le délai de. . . . ., le mur de face de sa maison qui menace ruine, avons reconnu que ledit sieur A . . . . . ne s'était nullement mis en devoir d'effectuer cette démolition ; sur quoi, et attendu qu'il y a péril imminent, nous nous sommes retiré par-devant M. le procureur du roi (*ou* M. le juge de paix), pour lui en référer. Et à l'instant même M. le procureur du roi s'étant transporté sur les lieux avec N. . . . . , architecte, et ayant reconnu qu'il était on ne peut plus urgent de faire cesser le péril, nous a ordonné de requérir immédiatement (*trois, quatre ou plus*), ouvriers pour mettre la main à l'œuvre sans désemparer ; ce qu'ayant fait, et après itérative sommation aux locataires de vider les lieux et les débarrasser de leurs meubles, ce à quoi ils ont procédé de suite, ladite démolition a été aussitôt commencée et effectuée sous l'inspection et la direction de l'architecte ci-dessus nommé, qui a taxé le salaire des ouvriers à la somme de. . . . . , laquelle somme, en cas de refus de paiement de la part dudit sieur A. . . . , propriétaire, sera avancée par le receveur municipal, sur mandat du bourgmestre, en vertu de l'exécutoire rendu par M. le gouverneur, et sera ensuite prélevée par privilège, suivant qu'il sera ordonné par justice, sur le produit de la vente des matériaux provenant de la susdite démolition, jusqu'à due concurrence. De tout ce que dessus avons dressé le présent procès-verbal, et avons signé. » — Voyez DÉPOSSESSION, EXPROPRIATION *pour cause d'utilité publique* et RUES.

TITRE II.

BATIMENS DE L'ETAT, DES PROVINCES, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.

A l'exception des bâtimens nécessaires au service public, il convient peu à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissemens publics d'en posséder d'autres. Il est de fait que les frais d'entretien d'un bâtiment donné en location à des particuliers, en absorbent presque toujours, et souvent au-delà, le revenu annuel, et que la surveillance de l'administration à cet égard, ne pouvant être exercée avec le même soin que celle d'un possesseur ordinaire, il en résulte des dégradations continuelles qui finissent par occasionner le dépérissement de la propriété. Il est donc de l'intérêt de l'État, des provinces, des communes et des établissemens publics, d'aliéner tous les bâtimens qui ne peuvent être d'aucune utilité pour leur service respectif.

C'est par suite de cette observation, que l'empereur, par ses décrets des 23 avril 1810 et 9 avril 1811, a concédé aux villes, arrondissemens et départemens, divers bâtimens affectés au service de l'administration civile et militaire.

Les bâtimens dont il s'agit dans ce titre, s'administrent en général de la même manière que les autres propriétés de l'État, des provinces, des communes et des établissemens publics. Ainsi, les principes relatifs à l'acquisition, à l'aliénation, à l'échange, à la location des biens en général qui leur appartiennent, sont applicables à leurs bâtimens. Mais comme d'une part, les travaux de construction, d'entretien et de réparation qu'exige ce genre de propriétés, peuvent donner lieu à des dépenses souvent considérables, et que de l'autre il nécessite des connaissances spéciales qui sont étrangères à l'administration proprement dite, ils sont soumis de ce chef à quelques règles particulières, que nous retracerons brièvement.

CHAPITRE Ier.

BATIMENS DE L'ÉTAT.

Les bâtimens de l'État se divisent en bâtimens *publics* et en bâtimens *particuliers*.

Les bâtimens *publics* sont ceux que la loi ou le gouvernement a affectés à un service quelconque d'intérêt général, tels que les hôtels de ministère ou de gouvernement provincial, les palais, les arsenaux, etc.

Les bâtimens *particuliers* sont ceux qui n'ont aucune destination publique, et dont l'État tire un revenu, soit en les louant, soit de toute autre manière, comme un simple particulier.

Les bâtimens *publics* se divisent encore suivant leur nature en *civils* et *militaires*.

§ I. *Bâtimens civils.*

L'administration des bâtimens civils fait partie des attributions du ministère de l'intérieur, excepté les prisons et les bâtimens consacrés au service des cours et tribunaux qui rentrent dans le département de la justice.

Les travaux d'entretien et de réparation ordinaire que nécessitent les bâtimens civils, donnent lieu annuellement à la demande d'un crédit global qui figure au budget de ces départemens respectifs, et sur lequel les dépenses sont payées. Les ministres de l'intérieur et de la justice n'ont pas besoin de l'autorisation spéciale des chambres législatives pour ce genre de travaux, parce qu'ils ne sortent pas des bornes d'une simple administration, et que d'ailleurs, l'allocation portée globalement à leur budget, légitime suffisamment la dépense.

Mais s'il y a lieu dans le courant de l'année à faire, soit de grosses réparations, soit des ouvrages nouveaux de construction, d'agrandissement ou d'amélioration, soit des reconstructions intégrales ou partielles, soit des travaux d'appropriation, ils doivent, avant de les entreprendre, faire aux chambre la demande d'un fonds spécial, et le vote affirmatif ou négatif de la législature sur cette demande équivaut à un octroi ou à un refus d'autorisation.

Toute demande de fonds pour l'un des objets mentionnés dans l'alinéa précédent, doit être appuyée d'un plan figuratif des ouvrages à faire, et d'un devis qui mettent les chambres à même de connaître la nature, le détail et le montant des dépenses.

Ces plan et devis sont dressés par la direction des ponts et chaussées, et lorsque le crédit est alloué, c'est encore aux ingénieurs des ponts et chaussées qu'il appartient de diriger et de surveiller les travaux sous les ordres du ministre que la chose concerne.

§ II. *Bâtimens militaires.*

Nous comprenons sous cette dénomination tous les bâtimens consacrés au service direct ou indirect de l'armée, même lorsque l'État n'en a que l'usage, et que la propriété en appartient aux provinces, aux communes, aux établissemens publics ou à des particuliers.

De ce nombre sont :

Les casernes et leurs dépendances, telles que pavillons d'officiers, écuries, manèges, etc.,

Les corps de garde,

Les hôpitaux et prisons militaires,

Les arsenaux,

Les magasins de subsistance, d'effets d'habillement et de casernement, etc.

Les magasins à poudre.

Sous le point de vue administratif, ces bâtimens se divisent en plusieurs catégories distinctes.

La première comprend les bâtimens appartenant à l'Etat et entretenus à ses frais. L'administration en appartient au département de la guerre, sous la direction et la surveillance immédiate des officiers du génie; du reste, ce que nous avons dit des bâtimens civils de l'Etat, leur est également applicable.

La seconde comprend les édifices appartenant soit à des communes, soit à des particuliers, pris en location par le gouvernement, et entretenus à ses frais ou aux frais des propriétaires, suivant les conditions stipulées dans les baux. Ces baux règlent également tout ce qui est relatif à l'usage et à la propriété de ces bâtimens.

En France les baux de location des bâtimens affectés au service militaire, sont passés entre les propriétaires et les intendans militaires autorisés à cet effet par le ministre de la guerre; mais en Belgique, il a été jusqu'à présent d'usage que les actes fussent faits au nom du ministre de la guerre lui-même, sauf pour quelques bâtimens de peu d'importance dont les baux ont été passés entre les propriétaires et les officiers du génie, mais soumis ensuite à l'approbation du ministre de la guerre.

Au surplus, rien n'est fixé définitivement sur les formalités à suivre dans ces occasions.

La troisième catégorie comprend les locaux et bâtimens fournis par les administrations communales, pour le casernement des troupes, et entretenus par elles.

Un décret du 23 avril 1810, inséré au *Bulletin des lois*, à la suite du décret du 16 septembre 1811, a fait donation aux villes, à charge de les entretenir, des casernes, hôpitaux, manutentions, corps de garde et autres bâtimens militaires désignés dans l'état annexé audit décret.

L'article 5 de ce décret porte:

» Les villes ne pourront disposer, sans notre autorisation, d'aucun des bâtimens militaires. Toutes les fois qu'elles les employeront à une autre destination que celle qui leur est affectée, elles seront chargées de pourvoir au logement des troupes qui se trouveront dans leur enceinte.»

Ces bâtimens et locaux ont été placés par le décret du 16 septembre 1811, 1° sous l'administration du ministre de l'intérieur, pour tout ce qui tient aux travaux et dépenses, à la conservation des immeubles et du mobilier qui en dépend, à l'exercice des droits et à l'obligation des communes, d'après les décrets de concession; et 2° sous l'administration du ministre de la guerre, pour tout ce qui tient au rapport des travaux avec le logement ou le service des troupes, au service et à la police militaire dans les bâtimens ou établissemens, et à l'exécution des clauses stipulées par les décrets de concession, à la charge ou en faveur du département de la guerre.

La forme et les règles de cette administration ont été longuement développées dans les titres II et III du même décret. Nous y renvoyons le lecteur pour ne pas alonger cet article par d'inutiles citations.

Au reste, les bâtimens dont il s'agit dans la troisième catégorie présentent, sous le rapport administratif, un système particulier qui sera développé au mot CASERNEMENT. Voyez aussi le § 1 de l'article ABONNEMENT (tome 1er, page 26.)

Il ne nous reste donc qu'à exposer brièvement les dispositions réglementaires sur la police, la conservation, la construction et les réparations des bâtimens militaires.

N° 1. *Police et conservation.*

La conservation et la police des bâtimens militaires sont confiées aux soins des officiers de l'état-major des places et des officiers et gardes du génie. Elles sont régies par les mêmes dispositions que celles des fortifications, établissemens et terrains militaires. Pour ne pas tomber dans des redites, nous exposerons dans l'article FORTIFICATIONS les principes qui régissent la matière, et nous nous bornerons à rapporter ici les dispositions qui concernent plus particulièrement les bâtimens militaires.

L'ordonnance du 1er mars 1768, sur le ser-

vice des places, et le décret du 24 décembre 1811 chargent spécialement les officiers de l'état-major des places de la surveillance des bâtimens militaires.

L'article 6 du titre 35 de cette ordonnance porte spécialement : « qu'un officier de l'é- » tat-major de la place et un officier du » génie feront ensemble, tous les mois, la » visite des bâtimens à l'usage des troupes, » des corps de gardes, guérites et palissades, » pour constater l'état des réparations à y » faire, en distinguant les dégradations qui » auront été faites par les troupes. »

L'article 59 du décret du 24 décembre 1811, charge le commandant de faire lui-même les visites nécessaires à la conservation et à la police des bâtimens, conformément à l'ordonnance du 1er mars 1768, aux titres I et II de la loi du 8-10 juillet 1791, au réglement du 22 germinal an 4 et aux décrets des 23 avril 1810 et 16 septembre 1811.

Les articles 64 et 65 du décret du 24 décembre 1811, règlent les attributions des commandans de place, quant à la répression des délits relatifs aux bâtimens militaires, et le mode à suivre pour leur poursuite pardevant les tribunaux.

La loi du 29 mars 1810, applique à la conservation des bâtimens et autres établissemens militaires, les lois qui ont pour but la conservation des domaines nationaux.

Pour faciliter l'exécution de cette disposition, les gardes du génie sont assimilés aux gardes forestiers et champêtres et autres agens conservateurs. Leurs procès-verbaux sont dressés conformément aux lois précitées et soumis aux formalités qu'elles prescrivent. Le ministère public est chargé de poursuivre les délits constatés par ces procès-verbaux.

Le réglement du 22 germinal an 4, dont nous avons parlé ci-dessus, se trouve dans le recueil de M. Berriat, tome 2, deuxième partie, page 730. Il est relatif à l'administration et à l'entretien des bâtimens militaires. Nous y renvoyons le lecteur, parce qu'il est utile de le consulter pour connaître les limites des attributions des officiers du génie dans cette partie de leur service.

Il porte, entre autres dispositions, que les gardes du génie, conservateurs et concierges des bâtimens militaires, ne sont chargés de maintenir la propreté que dans ceux de ces établissemens non occupés; à l'égard des autres, ce soin appartient aux parties occupantes, sous la surveillance des chefs respectifs, lesquels sont tenus de les rendre propres au départ de ceux qui les occupaient.

Voyez aussi le réglement du 30 juin 1814, sur le casernement. (Recueil administratif de Bemelmans, tome II, p. 154.)

N° 2. *Construction et réparation.*

La construction des bâtimens militaires aux frais de l'Etat rentre exclusivement dans les attributions du corps du génie. Les commandans du génie rédigent les projets de ces constructions, et sont chargés de leur exécution. Les dépenses nécessaires sont portées, suivant leur évaluation préliminaire, au budget du ministère de la guerre, et si la somme demandée est allouée par la loi du budget, les travaux sont adjugés à un entrepreneur, soit à forfait, soit par bordereau. (Voyez FORTIFICATION.).

L'entretien des bâtimens militaires est également du ressort des officiers du génie lorsqu'il est à charge de l'Etat, à l'exception néanmoins de l'entretien des bâtimens dépendant des arsenaux et fonderies, dont les réparations sont ordinairement surveillées par les officiers d'artillerie attachés à ces établissemens.

En outre, les officiers du génie sont souvent chargés de surveiller les réparations faites à des bâtimens militaires de la seconde catégorie, c'est-à-dire, qui ne sont point la propriété du gouvernement, lors même que ces réparations sont faites pour le compte des propriétaires de ces bâtimens.

Les réparations se distinguent, *en réparations locatives* ou *menues réparations*, *en réparations d'entretien* et *de convenance du service*, *et en réparations d'urgence*.

Les chefs du génie sont chargés de faire effectuer toutes les réparations, soit que, dans l'exercice de leur surveillance habituelle,

ils en reconnaissent eux-mêmes la nécessité, soit qu'ils y soient provoqués par des demandes écrites et motivées de l'état-major des places, auquel les chefs de corps et les comptables des services administratifs doivent adresser leurs réclamations particulières.

Les réparations locatives doivent être exécutées immédiatement sur les fonds alloués annuellement pour les entretiens courans. Ces entretiens étant le plus souvent adjugés à forfait, les entrepreneurs sont tenus d'obtempérer immédiatement aux ordres que leur donnent les officiers du génie chargés de ce service.

Les réparations qui ont pour objet l'entretien des bâtimens et les convenances du service, doivent être préalablement, hors les cas d'urgence, soumises au directeur du génie, et approuvées par le ministre, dans les formes usitées pour le service du matériel de cette arme. Elles sont adjugées séparément, ou comprises dans les devis de l'entretien courant, mais avec une spécification particulière.

Les réparations d'urgence, dès que leur nécessité a été constatée par le commandant de place et le commandant du génie, sont exécutées immédiatement par les soins de ce dernier, après qu'il en a obtenu l'autorisation du directeur du génie, à moins que l'urgence ne puisse admettre aucun délai. L'officier du génie adresse à son directeur copie du procès-verbal dressé pour constater cette urgence, ainsi qu'un état estimatif de la dépense. Ces pièces sont transmises au ministre pour avoir son approbation.

Voyez pour plus de détails et pour le mode de régularisation des dépenses le mot FORTIFICATION.

§. III. *Bâtimens particuliers.*

Les bâtimens particuliers que l'Etat possède ressortissent, comme objets de revenu pour le trésor, au ministère des finances, direction de l'enregistrement et des domaines.

Ils s'administrent de la même manière que les autres biens de l'Etat.

Voyez DOMAINE *public* ou *national*.

CHAPITRE II.

DES BATIMENS DES PROVINCES.

Un décret du 16 octobre 1790 — 30 janvier 1791, publié en Belgique le 7 pluviose, an 5, avait dépouillé les provinces de ceux de leurs bâtimens qui servaient, avant la révolution, à rendre la justice, à loger les commissaires départis ou intendans, les gouverneurs, les commandans et autres fonctionnaires publics. (Art 1, 2, 3 et 4.)

Par suite de cette loi, les administrations provinciales furent obligées ou à se réfugier dans les hôtels de ville, quand ils étaient assez vastes, ou à se procurer à leurs frais un local propre à leur établissement. (Art. 2 et 5.)

Plus tard divers bâtimens qui étaient devenus la propriété de l'Etat furent affectés à l'usage des administrations départementales; et le 9 avril 1811 un décret impérial concéda gratuitement aux départemens, aux arrondissemens et aux villes la pleine propriété des bâtimens qui étaient alors occupés pour le service de l'administration, des cours et tribunaux et de l'instruction publique, à charge de supporter à l'avenir la contribution foncière, ainsi que les grosses et menues réparations, suivant les règles et dans les proportions établies pour chaque local par la loi du 11 frimaire an 7, pour les dépenses départementales, municipales et communales, et par l'arrêté du 27 floréal an 8, pour les dépenses judiciaires.

Voyez HÔTEL PROVINCIAL, HÔTEL DE VILLE, PALAIS DE JUSTICE.

La loi provinciale a mis spécialement à charge des provinces, 1° les réparations de menu entretien des bâtimens des cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce, et 2° les réparations d'entretien des maisons d'arrêt et de justice civile et militaire, autres que les grandes prisons de l'Etat et les maisons de passage, et 3° l'entretien des édifices et bâtimens provinciaux ou à l'usage de la province. (Art. 69.)

Quant à l'hôtel du gouvernement provincial, spécialement destiné au logement du gouverneur, l'art. 70 en met l'entretien à charge de l'Etat.

L'entretien et les réparations ordinaires des bâtimens appartenant aux provinces, nécessitent une allocation globale aux budgets provinciaux. Ces travaux sont autorisés par les députations permanentes et s'exécutent à la diligence des gouverneurs sous la direction de l'ingénieur provincial. (Loi du 30 avril 1836, art. 65, 107, 124.)

Les grosses réparations, la construction et la reconstruction des bâtimens doivent être autorisées par le conseil provincial. A cet effet la députation ou le gouverneur soumet au conseil les projets, plans et devis des travaux pour lesquels une demande de fonds lui est faite; si cette demande est agréée, le conseil doit ou adopter lui-même les projets, plans et devis proposés, ou les renvoyer à l'approbation de la députation permanente. (Art. 75 et 77.)

Néanmoins si la dépense des ouvrages à faire excède 50,000 francs, il faut de plus qu'ils soient soumis à l'approbation du Roi avant d'être mis à exécution. (Art. 86, n° 4.) Voyez BIENS DES PROVINCES.

CHAPITRE III.

DES BATIMENS DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.

Ces bâtimens sont soumis en général aux mêmes règles d'administration que les autres propriétés des communes et des établissemens publics, sauf quelques dispositions particulières. (Art. 50 de la loi du 14 décembre 1789.)

1. Un décret du 10 brumaire an 14 avait d'abord disposé, à l'égard des établissemens publics de charité :

« Art. 1. Les administrations gratuites et charitables des pauvres et des hospices, tant à Paris que dans les autres départemens, ne pourront faire, soit dehors, soit dans l'intérieur des bâtimens hospitaliers, aucune construction à neuf ni reconstruction de bâtimens, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du ministre de l'intérieur pour celles qui excéderont mille francs; et sur son avis, celle de sa majesté pour les constructions et reconstructions de bâtimens qui pourront excéder dix mille francs en dépense.

» Art. 2. Pour obtenir l'autorisation prescrite par l'article précédent, les préfets joindront à leur avis la délibération de l'administration requérante, un mémoire expositif des vues à exécuter, et les moyens de pourvoir à la dépense, les plans et devis de travaux à faire, et enfin le vœu du conseil municipal et celui du sous-préfet, s'il s'agit d'un établissement situé hors de l'arrondissement du chef-lieu de la préfecture.

» Art. 3. Les constructions et reconstructions, autorisées dans la forme prescrite par les articles précédens, ne pourront être adjugées qu'en présence du préfet, du sous-préfet ou du maire, après deux publications par affiche, et par voie d'adjudication publique au rabais, entre les entrepreneurs dont les soumissions déposées au secrétariat de l'administration auront été jugées, à la majorité des voix, dans le cas d'être admises à concourir, et présenteront une garantie suffisante pour l'exécution : l'adjudication ne sera, au surplus, définitive qu'après avoir été ratifiée par le préfet ou le sous-préfet. Pourra l'adjudicataire, jusqu'à notification de cette ratification, se désister de son adjudication, en consignant la différence qui se trouvera entre ses offres et celles du dernier moins-disant.

» Art. 4. En ce qui concerne les réparations ordinaires et réputées locatives, et de simple entretien, elles seront adjugées dans la forme prescrite par l'article précédent, après avoir été autorisées par une délibération des administrateurs réunis en assemblée générale, et approuvées par le préfet ou le sous-préfet.

» Art. 5. Sont exceptées de la forme de l'adjudication publique, mais seront toujours délibérées par l'administration comme en l'article précédent, les réparations qui n'excéderont pas mille francs; lesquelles, en pareil cas, pourront être ordonnées par ladite administration, et exécutées sans autre formalité qu'une visite et un devis estimatif de l'architecte de l'établissement, et, en outre, à la charge par l'administration de faire ap-

prouver par le préfet ou le sous-préfet celles qui excèderont trois cents francs. »

2. Un décret impérial, daté de Bayonne, le 17 juillet 1808, et qui ne figure point au Bulletin des lois, a rendu celui du 10 brumaire an 14 applicable aux villes, bourgs et villages, en ajoutant « que le conseil communal délibérera sur tous les travaux à exécuter, sans déroger aux réglemens sur les budgets qui doivent être réglés en conseil d'Etat. »

3. Les changemens survenus en Belgique depuis 1814 dans l'organisation des pouvoirs, et notamment dans l'organisation provinciale, ont amené aussi quelques changemens dans l'état de la législation sur l'objet qui nous occupe.

D'après un arrêté inédit du 1er juillet 1816, que nous avons rapporté au mot ALIÉNATION, les hospices et autres établissemens publics pouvaient, avec la seule autorisation des états-députés de la province, négocier ou lever des fonds sur hypothèque, vendre publiquement leurs biens meubles et immeubles, actions et crédits, etc. Or la construction, la reconstruction et la réparation d'un bâtiment, ont moins d'importance qu'une aliénation d'immeubles : les états qui pouvaient autoriser l'une, devaient par conséquent avoir la faculté d'autoriser l'autre par l'application du principe : *qui peut le plus peut le moins.* Aussi le ministre de l'intérieur a-t-il, par circulaire du 30 juillet 1816, invité les états-députés des provinces à statuer eux-mêmes sur les demandes d'autorisation des hospices et autres établissemens publics, concernant les constructions, reconstructions et grosses réparations de bâtimens, mentionnées au décret du 10 brumaire an 14. On peut consulter à ce sujet une circulaire des états-députés de la province de Liége, en date du 19 novembre 1828 (*Mémoire adm.*, tom. XVI, pag. 448.)

Quant aux réparations ordinaires, réputées locatives et de simple entretien, dont il s'agit dans les art. 4 et 5 du décret du 10 brumaire an 14, l'autorisation qui devait émaner des préfets et sous-préfets a passé au collége des bourgmestre et échevins par suite des arrêtés du 1er mars 1817 et 10 décembre 1823 qui ont attribué aux administrations communales l'apurement des comptes et le réglement des budgets des établissemens publics. Telle est du moins l'opinion que les états de Liége ont exprimée dans la circulaire citée plus haut.

4. La loi communale du 30 mars 1836 contient quelques dispositions nouvelles sur la régie des bâtimens des communes et des établissemens publics.

D'abord l'article 76 n° 8, soumet à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du roi, la démolition des monumens de l'antiquité, et les réparations à y faire, lorsque ces réparations sont de nature à changer le style ou le caractère de ces monumens. Voyez MONUMENS PUBLICS.

L'article 77 soumet à l'approbation de la députation permanente les projets de construction, de grosses réparations et de démolition des édifices communaux qui ne sont point des monumens de l'antiquité.

L'art. 84 attribue au conseil de la commune la nomination de l'architecte et des autres employés chargés de la construction et de la conservation des bâtimens communaux.

La surveillance de ces bâtimens entre spécialement dans les attributions de l'architecte communal. Il a la direction matérielle de tous les travaux de construction et de réparation qui s'exécutent pour la commune. Il dresse en conséquence tous les plans et devis nécessaires, les soumet à l'approbation du conseil, et en surveille l'exécution; il règle les mémoires des entrepreneurs et ouvriers qui travaillent pour le compte de la commune, sur le renvoi qui lui en est fait par le collége des bourgmestre et échevins. Il ne doit pas se borner à attendre qu'on lui fasse connaître les réparations qu'il est nécessaire de faire à un bâtiment communal; son devoir est de les constater lui-même par de fréquentes visites, surtout après les orages, les grands coups de vent et les grosses pluies; c'est alors qu'il est le plus facile de reconnaître les dégradations aux toitures et aux murs de face ou de côté.

L'article 90 n° 6, donne au collége des bourgmestre et échevins, la direction des.

travaux communaux; mais il ne s'agit là que de la direction administrative, car la direction matérielle appartient par sa nature même à l'architecte.

L'article 91, en attribuant au même collége la surveillance des hospices, bureaux de bienfaisance et monts-de-piété, et en le chargeant de visiter ces établissemens, lui donne par cela même la surveillance des bâtimens qui leur appartiennent.

Enfin l'art. 131, nos 7 et 9, dispose que le conseil communal est tenu de porter annuellement au budget les dépenses relatives à l'entretien des bâtimens communaux, ainsi que les secours nécessaires aux fabriques d'églises et aux consistoires.

5. Les fabriques d'église sont, relativement à l'objet qui nous occupe, soumises à des règles particulières que l'on trouvera clairement exprimées dans les articles 12, nos 1, 4 et 5; 28, 37, no 4; 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 92, no 3; 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111 et 112.

Ces articles doivent néanmoins être combinés avec l'arrêté du 16 août 1824 qui enjoint aux fabriques de se borner aux réparations d'entretien, nécessaires à la conservation des bâtimens, et leur interdit d'élever ou bâtir de nouvelles églises ou de nouveaux édifices destinés à l'exercice du culte, de reconstruire ceux qui existent ou d'en changer l'ordonnance, sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation du roi. (Art. 2 et 3.)

TITRE IV.

DES BATIMENS RURAUX.

On appelle ainsi les bâtimens qui servent aux exploitations rurales.

Il n'est guère question des *bâtimens ruraux* dans les ouvrages administratifs, que sous le rapport de leur cotisation à la contribution foncière,

1. La loi du 22-23 novembre-1er décembre 1790, relative à l'assiette de la contribution foncière, contient à cet égard les dispositions suivantes :

« Titre II, art. 11. La cotisation des maisons situées hors des villes, lorsqu'elles seront habitées par leurs propriétaires et sans valeur locative, sera faite à raison de l'étendue du terrain qu'elles occupent, si elles n'ont qu'un rez-de-chaussée; la cotisation sera double si elles ont un étage, triple pour deux, et ainsi de suite pour chaque étage de plus.

» Le terrain sera évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la communauté.

» 13 Les bâtimens servant aux exploitations rurales ne seront point soumis à la contribution foncière; mais le terrain qu'ils occupent sera évalué au taux des meilleures terres labourables de la communauté. »

Depuis, la loi du 3 frimaire an 7 a réglé cet objet de la manière suivante :

« Art. 82. Le revenu net imposable des maisons d'habitation, en quelque lieu qu'elles soient situés, soit que le propriétaire les occupe, ou qu'il les fasse occuper par d'autres, à titre gratuit ou onéreux, sera déterminé d'après la valeur locative, calculée sur dix années, sous la déduction d'un quart de cette valeur locative, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparation.

» Art. 83. Aucune maison d'habitation, occupée comme il est dit en l'article précédent, ne pourra être cotisée, quelle que soit l'évaluation de son revenu, au-dessous de ce qu'elle le serait à raison du terrain qu'elle enlève à la culture, évalué sur le pied du double des meilleures terres labourables de la commune, si la maison n'a qu'un rez-de-chaussée; du triple si elle a un étage au-dessus du rez-de-chaussée, et du quadruple si elle en a plusieurs.

» Le comble ou toiture de quelque manière qu'il soit disposé, ne sera point compté pour un étage.

» 85. Les bâtimens servant aux exploitation rurales, tels que granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs et autres, destinés soit à loger les bestiaux des fermes et métairies, ou à serrer les récoltes, ainsi que les cours desdites fermes et métairies,

ne seront soumis à la contribution foncière qu'à raison du terrain qu'ils enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres de la commune.

» 86. Lorsqu'il n'y aura point de terres labourables dans une commune, l'évaluation dont il s'agit aux trois articles précédens, sera faite sur le pied des meilleures terres labourables de la commune voisine.»

2. Dans la confection des plans parcellaires du cadastre, on ne fait qu'une seule et même parcelle de la maison d'habitation, de la cour et des bâtimens ruraux, lorsque le tout est contigu. (Instruction du 20 avril 1808; Recueil méthodique sur le cadastre, art. 142.)

3. Les bâtimens qui servent à l'exploitation rurale n'étant évalués qu'à raison de leur superficie, et la valeur de l'édifice n'entrant point dans la classification de cette espèce de propriété, il n'y a pas lieu, non plus, à faire ni la déduction d'un quart, ni aucune autre déduction pour les frais de leur entretien. (Instruction du 24 novembre 1802; Recueil méthodique, art. 544.)

Mais quoique dans l'évaluation des revenus on ne déduise rien pour l'entretien des bâtimens ruraux, attendu qu'on n'estime que leur superficie et non leur élévation, on n'en déduit pas moins, sur le prix du bail, la somme qu'exige réellement l'entretien de ces bâtimens, attendu qu'ils ont dû influer sur le prix du bail. On ne pourrait en effet comparer le prix d'un bail, où l'élévation d'un bâtiment entre pour quelque chose, avec le résultat d'une classification où cette élévation n'est entrée pour rien. (Rec. méth. art. 573.)

La dépense de l'entretien des bâtimens ruraux doit varier beaucoup et surtout entre les pays de grande et ceux de petite culture. Dans les premiers, un seul corps de ferme suffit pour une très-grande exploitation; dans les autres, chaque ferme n'exploite qu'une petite portion de terre. Dans les uns et dans les autres, la culture est plus ou moins divisée. Il est dès lors impossible de fixer une règle générale pour ces déductions. La règle doit varier, en quelque sorte, de commune à commune. (Ibid., art. 574.)

L'expert constate la portion des bâtimens ruraux attachée et nécessaire à chaque exploitation; et calculant ce que leur entretien peut coûter pendant dix ans, sans examiner leur état naturel et leur plus ou moins de vétusté, il doit tirer le taux moyen de cette dépense annuelle, et la déduire sur la totalité du prix de chaque bail. (Ibid., art. 575.)

Il doit mettre le plus grand soin à cette déduction, et en détailler les motifs dans son tableau d'application. (Ibid., art. 576.)

Cette déduction doit avoir lieu sur les baux par lesquels l'entretien des bâtimens reste aux frais du propriétaire, mais non sur ceux par lesquels le fermier s'en est chargé. Il est évident dans ce dernier cas, que le fermier, à raison de cette charge, a diminué le prix de son bail et que la déduction est faite d'avance. (Ibid., art. 577.)

Si dans une commune il se trouve des baux des deux espèces ci-dessus mentionnées, la déduction ne doit avoir lieu que sur ceux de la première. (Ibid., art. 578.)

BATONS.

Dans une foule de cas, la loi range les bâtons sur la même ligne que les armes; néanmoins les cannes simples ne sont réputées armes qu'autant qu'il en est fait usage pour tuer ou blesser. (Art. 101 du Code pénal).

La loi du 2-3 juin 1790 avait défendu à tous citoyen de porter aucune espèce d'armes ni bâtons, dans les assemblées primaires et électorales. En général les lois d'élection postérieures n'ont pas renouvelé cette défense; on la retrouve cependant et dans celle du 3 mars 1831 pour la formation de la chambre des représentans et du sénat, (art. 22) et dans la loi provinciale du 31 avril 1836, art. 15.) Au reste comme toutes les lois de ce genre attribuent la police des assemblées électorales à leur président, celui-ci est toujours en droit de défendre qu'on s'y présente avec des armes ou des bâtons.

L'usage des bâtons *ferrés* ou *plombés* est extrêmement commun en Belgique et produit souvent dans les fêtes communales des accidens que l'autorité doit prévenir.

On a tenté à diverses époques d'abolir cet

usage : sous le gouvernement français, plusieurs préfets, et notamment celui du département de l'Ourte, ont prohibé non seulement les bâtons ferrés et plombés, mais encore les bâtons à massue, qui se terminent par un gros bout, et dont le coup est capable de produire les mêmes effets que celui des bâtons ferrés. Aujourd'hui encore les tribunaux correctionnels et les cours d'assises témoignent des accidens et des crimes nombreux, auxquels ce genre de bâtons peut donner lieu dans les communes rurales, surtout à l'époque des fêtes. La cause en est peut-être aux vices de la législation, vices qu'il importe par conséquent de signaler ici.

Il paraît qu'un arrêté du comité de salut public, en date du 11 brumaire an 4, avait positivement prohibé la vente et le port des cannes à sabre, épée ou poignard, et des bâtons ferrés et plombés. Il paraît même que cet arrêté a été publié le 26 du même mois dans les neuf départemens réunis de la Belgique. C'est ce qui résulte du moins d'un arrêté rendu le 21 vendemiaire an 10 par le préfet du département de l'Ourte (*Mémorial*, t. 1, p. 124); mais nos recherches ont été infructueuses pour découvrir quelque trace, soit de l'arrêté même du 11 brumaire an 4, soit de la publication qu'il aurait reçue dans nos provinces.

D'un autre coté, l'ancienne déclaration du 23 mars 1728 sur les armes offensives, cachées ou secretes, déclaration que le décret impérial du 12 mars 1806, a rendue applicable à notre pays, ne prohibe que les *épées en bâton* et les *bâtons à ferremens autres que ceux qui sont ferrés par le bout;* de telle sorte que les bâtons, ferrés par le bout seulement, ne furent point compris dans la prohibition. Dès-lors il est devenu sinon impossible, au moins difficile de mettre en contravention ceux qui se montrent en public avec des cannes dont le bout était plus ou moins pesamment ferré, et l'autorité s'est vue dans l'obligation de fermer les yeux, faute de trouver dans la loi un texte assez précis pour hazarder des poursuites.

Enfin, le port d'armes offensives ayant été réglé par la déclaration de 1728, qui a force de loi en Belgique comme en France, les autorités communales ont jugé avec raison qu'il ne leur appartenait plus dès-lors de soumettre cette matière à des réglemens locaux.

Telles sont, à notre avis, les causes qui jusqu'à présent ont fait obstacle à l'abolition d'un usage dont a eu si souvent à déplorer les effets.

Il serait donc à désirer que la législation pourvut à la lacune que nous venons de signaler et, qu'en attendant, les autorités communales, se fondant sur l'obligation de maintenir l'ordre et la tranquillité publique, essayassent d'y pourvoir par une surveillance assez active, pour prévenir et empêcher les rixes. Quant aux bâtons à ferremens, c'est-à-dire dans lesquels se trouve une arme quelconque, Voy. l'article Armes, § V.

BATTERIE.

Ce mot, particulièrement affecté à l'artillerie, a plusieurs significations distinctes.

Dans le sens le plus général, il désigne la réunion d'un certain nombre de bouches à feu, avec le personnel et le matériel nécessaires pour les manœuvres. Dans une acception plus restreinte, on comprend sous cette dénomination, tantôt le personnel, tantôt le matériel seulement de la batterie. Enfin, il signifie l'emplacement occupé par une ou plusieurs bouches à feu, soit à découvert, soit protégées par des ouvrages en terre.

Au mot Artillerie, nous avons donné la composition en personnel et matériel des batteries de campagne de l'armée belge; depuis l'impression de notre second volume, l'organisation de cette arme a été modifiée par un arrêté du 21 février 1836 (voyez le Journal militaire officiel, tom. 2, p. 22), dont nous allons donner une analyse rapide.

Les troupes d'artillerie de campagne et de siége sont organisées en trois régimens.

Chaque régiment se compose :

D'un état-major,

De six batteries à cheval ou montées,

De six batteries de siége,

D'une batterie de dépôt.

La composition des batteries à cheval, montées et de siége, ainsi que celle des compagnies de dépôt, a subi quelques modifications : les dénominations de sergent et de

caporal ont été changées en celles de maréchal-des-logis et de brigadier.

Le train d'artillerie qui prend le nom d'escadron, est composé :

D'un état-major ;

De quatre compagnies ,

D'un cadre de dépôt.

Mais l'effectif des compagnies est considérablement réduit, une partie des attelages étant incorporée dans l'artillerie de campagne.

La compagnie de canonniers sédentaires, qui prend le nom de compagnie sédentaire d'artificiers a aussi éprouvé quelques changemens.

La compagnie des pontonniers et celle des ouvriers d'artillerie n'ont pas varié.

Chaque batterie d'artillerie s'administre d'après les règles exposées aux mots Compagnie et Escadron ; mais elles ont en outre une comptabilité particulière pour le Matériel et les Munitions, laquelle sera exposée aux articles consacrés à ces deux mots.

Au mot Parc, nous donnerons la composition des batteries de siége et de leurs approvisionnemens.

BATTUE DANS LES BOIS.

1. On donne le nom de battues à une espèce de chasse qui consiste à faire fouiller les bois ou les plaines, de manière à amener le gibier vers les tireurs. Nous n'avons à nous occuper de cette chasse, que sous le rapport administratif, c'est-à-dire, lorsqu'elle est prescrite pour la destruction d'animaux nuisibles ou malfaisans.

Il arrive souvent qu'en hiver, par suite des gelées et des neiges, les loups, les renards, les sangliers et d'autres animaux dangereux, ne trouvent plus de quoi pourvoir à leur subsistance dans les bois; ou qu'en toute autre saison, s'étant multipliés en trop grand nombre, ils viennent dévaster les propriétés avoisinantes et attaquer les animaux domestiques.

L'administration supérieure de la province ordonne alors des battues pour les détruire, et tous les habitans d'une ou de plusieurs localités se réunissent souvent pour arriver plus sûrement à ce but.

2. L'usage des battues dans les bois est déjà très ancien. Même à l'époque où la féodalité se montrait si jalouse de ses priviléges de chasse, on y avait recours pour arrêter la multiplication des animaux malfaisans. Un édit, rendu par Henri III en janvier 1583, sur les eaux et forêts, portait, art. 19 : « aussi » pour le peu de soing que nos subjets, habi- » tans des villages et plats-pays ont eu, à l'oc- » casion des guerres, qui, à notre très grand » regrêt, ont duré par l'espace de vingt ans » en cestuy notre royaume, à l'extirpation » des loups, qui sont accreus et augmentés » en tel nombre, qu'ils dévorent, non seule- » ment le bestail jusques ès basses courts et » estables des maisons et fermes de nos pau- » vres subjets, mais encore sont les petits » enfans en danger : enjoignons aux dits » grands maistres réformateurs, leurs lieute- » nans, maistres particuliers et autres, faire as- » sembler un homme pour feu de chaque pa- » roisse de leur ressort, avec armes et chiens » propres pour la chasse des dits loups, trois » fois l'année, au temps plus propre et com- » mode qu'ils adviseront pour le mieux. »

L'art. 6 de l'édit général de Henri IV sur *le fait des chasses , la louveterie , etc.*, du mois de juin 1601, était ainsi conçu :

« Et d'autant que depuis les guerres der- » nières, le nombre des loups est tellement » accreu et augmenté en ce royaume, qu'il » apporte beaucoup de perte et dommage à » tous nos pauvres subjets, nous admonestons » tous nos seigneurs hauts justiciers et sei- » gneurs de fiefs, de faire assembler de trois » mois en trois mois, ou plus souvent encore, » selon le besoin qu'il en sera, aux temps et » jours plus propres et commodes, leurs pay- » sans et rentiers, et chasseurs au dedans de » leurs terres, bois et buissons, avec chiens, » arquebuzes, et autres armes, aux loups et » renards, bléreaux, loutres et autres bêtes » nuisibles, et de prendre acte et attestations » du devoir qu'ils en auront fait par devant » leurs officiers ou autres personnes publi- » ques, et iceux envoyer incontinent après aux » greffes des maistrises particulières des eaux » et forets du ressort où ils seront demeu- » rans : révoquant par ce moyen toutes les » permissions particulières que nous pourrions

» par importunité ou autrement avoir accor-
» dées et fait dépescher, de tirer de l'arque-
» buze à qui que ce soit, s'il n'est de la dite
» qualité, et en son fief et sur les maraiz et
» terres qui en dépendent seulement.

» Art. 7. Enjoignons aux maistres et par-
» ticuliers de nos dites eaux et forêts, et ca-
» pitaines de nos chasses d'y tenir la main,
» et de contraindre les sergents louvetiers par
» condamnations d'amende, suspensions et
» privation de leurs estats et charges, à
» chasser et tendre aux dits loups et renards,
» et de faire rapport par devant eux de
» quinzaine en quinzaine ou de mois en mois,
» du devoir ou des prises qu'ils auront faites.»

Un arrêt du conseil du 26 février 1697 ordonna qu'il serait fait, en Berry, des huées et chasses aux loups, et que les habitans des villes et villages situés aux environs des lieux où la chasse aurait lieu, seraient tenus de se trouver aux lieux, jours et heures indiqués à peine de dix louis d'amende contre chaque défaillant.

Un autre arrêt du conseil, en date du 14 janvier 1698, ordonna que le précédent serait exécuté selon sa forme et teneur.

3. L'esprit de ces lois anciennes a passé dans les nouvelles, mais les changemens que la révolution a opérés dans l'organisation administrative, en a amené également dans leur exécution.

Le code rural du 28 septembre-6 octobre 1791 a mis au nombre des obligations des corps administratifs, celle d'encourager les habitans des campagnes par des récompenses, à la destruction des animaux malfaisans qui peuvent ravager les troupeaux, ainsi qu'à la destruction des animaux et insectes qui peuvent nuire aux récoltes.

Un arrêté du directoire exécutif, en date du 19 pluviôse an 5, renouvela l'ordre d'exécuter les battues et les régularisa dans les termes suivans :

« Art. 2... Il sera fait, dans les forêts na-
» tionales et dans les campagnes, tous les
» trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire,
» des chasses et battues générales ou parti-
» culières, aux loups, renards, blaireaux et
» autres animaux nuisibles.

» Art. 3. Les chasses et battues seront or-
» données par les administrations centrales
» des départemens, de concert avec les agens
» forestiers de leur arrondissement, sur la
» demande de ces derniers et sur celle des
» administrations municipales du canton.

» Art. 4. Les battues ordonnées seront
» exécutées sons la direction et la surveil-
» lance des agens forestiers qui régleront, de
» concert avec les administrations municipa-
» les du canton, les jours où elles se feront,
» et le nombre d'hommes qui y seront ap-
» pelés.

» Art. 5. Les corps administratifs sont au-
» torisés à permettre aux particuliers de leur
» arrondissement, qui ont des équipages et
» autres moyens pour ces chasses, de s'y li-
» vrer sous l'inspection et la surveillance des
» agens forestiers.

» Art. 6. Il sera dressé procès-verbal de
» chaque battue, du nombre et de l'espèce
» des animaux qui y auront été détruits : un
» extrait en sera envoyé au ministre des
» finances.

» Art. 7. Il lui sera également envoyé un
» état des animaux détruits par les chasses
» particulières mentionnées en l'article 5, et
» même par les pièges tendus dans les cam-
» pagnes par les habitans, à l'effet d'être
» pourvu, s'il y a lieu, sur son rapport, au
» payement des récompenses promises par
» l'art. 20, sect. IV du code rural, et le dé-
» crêt du 11 ventôse an III.»

Ce dernier décret accordait, à titre de primes les récompenses suivantes : 250 livres pour une louve non pleine, 200 livres pour un loup, et 100 livres pour un louveteau au-dessus de la taille du renard ; mais il fut abrogé par la loi du 10 messidor an V, qui changea le tarif des primes précédemment accordées et n'alloua plus pour chaque tête de louve pleine que 50 livres, pour chaque tête de loup 40 livres, et 20 livres pour chaque tête de louveteau. La prime était cependant portée à 150 livres, lorsqu'il était constaté que l'animal tué s'était élancé sur des hommes ou des enfans.

Les autorités communales vérifiaient la nature des têtes d'animaux, qui leur étaient re-

présentées; la tête de l'animal et le procès-verbal dressé par l'agent municipal devaient être envoyés à l'administration départementale, qui délivrait un mandat, payable par le receveur du département sur les fonds spéciaux mis à sa disposition par le ministre de l'intérieur.

D'après le réglement du grand-veneur de l'Empire, en date du 1er germinal an 13, sur l'organisation de la louveterie, dès que des loups ou animaux féroces se montraient sur le territoire d'une commune, le maire, indépendamment des moyens qu'il pouvait mettre en œuvre sur le champ pour leur destruction, devait donner avis de cette apparition au lieutenant de la louveterie le plus voisin, avec invitation expresse de prendre de suite les mesures indiquées par le réglement pour assurer la destruction des bêtes féroces. Les maires devaient également en informer le préfet; et ils étaient tenus, ainsi que les conservateurs des forêts, de fournir aux officiers de louveterie tous les secours nécessaires pour le succès des chasses ou battues ordonnées par eux.

En général les battues extraordinaires dans les bois et forêts étaient toujours ordonnées par le préfet, et concertées d'avance entre lui, le conservateur des forêts et le capitaine de louveterie.

4. Sous le gouvernement des Pays-Bas tout ce qui était relatif aux chasses, rentrait, d'après l'arrêté royal du 9 avril 1818, dans les attributions du grand-veneur.

Celui-ci avait sous ses ordres des capitaines des chasses, chargés de prendre, de commun accord avec les autorités communales, les mesures nécessaires pour la destruction des animaux nuisibles ou féroces. (Art. 9.)

Le droit d'ordonner des battues appartenait exclusivement au grand-veneur; néanmoins, dans les cas d'urgence, elles pouvaient être ordonnées par le gouverneur de la province, qui chargeait l'officier des chasses dans le district de les exécuter et régler, sauf à en rendre compte dans les 24 heures au grand-veneur; le gouverneur lui devait compte aussi des mesures prescrites et des résultats obtenus.

5. Depuis la révolution de 1830, qui a supprimé la charge de grand-veneur, ces attributions ont été confiées aux gouverneurs, aux commissaires de district et aux inspecteurs des eaux et forêts, sous la direction du ministre de l'intérieur. (Arrêté du 13 octobre 1830).

Ces fonctionnaires désignent, de commun accord, soit d'office, soit à la demande des administrations locales, les lieux et les jours où des battues devront être faites; ils déterminent en même temps le nombre de tireurs et d'armes que les communes auront à fournir.

Une expédition de l'arrêté que le gouverneur prend à cet effet, accompagnée d'un rapport motivé, est immédiatement adressée au directeur de l'enregistrement et des domaines pour son information. Communication des principales dispositions qu'il renferme est également donnée au commandant de la gendarmerie pour l'exécution des mesures qui peuvent le concerner.

A moins d'une nécessité absolue, pour laquelle le commissaire de district et l'inspecteur forestier doivent en référer au gouverneur par un rapport motivé, les battues ne peuvent avoir lieu que pendant les mois de décembre, janvier et février.

L'inspecteur forestier ou les officiers forestiers qu'il désigne, dirigent les battues et veillent strictement à ce qu'il n'y soit tiré que des loups, sangliers et autres animaux nuisibles.

Le commandant de la gendarmerie donne des ordres à ses subordonnés pour que les tireurs et les batteurs ne soient pas inquiétés, et pour qu'il soit rédigé procès-verbal contre ceux qui contreviendraient aux dispositions prescrites sur la chasse.

Les colléges des bourgmestre et échevins arrêtent, chacun pour son ressort respectif, la liste des personnes qui assisteront aux battues comme tireurs ou batteurs, et la remettent à l'inspecteur forestier ou autres agens désignés pour les diriger. L'appel à ce service est accompagné de l'avertissement que le défaut d'obéir de la part de ceux qui sont convoqués, sera puni des peines statuées contre les réfractaires aux ordres et réquisitions de l'autorité publique (Art. 475 n° 12 du Code Pén.)

Lorsque les battues s'étendent sur des bois

appartenant à des particuliers, les propriétaires doivent en être prévenus par le collége des bourgmestre et échevins, afin qu'ils puissent y prendre part s'ils le jugent convenable.

Après chaque battue, les commissaires de district et les inspecteurs-forestiers adressent au gouverneur un rapport circonstancié sur l'exécution de toutes les dispositions qui y étaient relatives et sur les résultats qu'elle a produits.

6. A qui appartiennent les animaux tués dans les battues ?

Cette question, bien simple à résoudre pour les cas ordinaires, avait été soulevée par une prétention du grand-veneur, sous l'ancien gouvernement des Pays-Bas; il exigeait que les sangliers tués dans les battues faites dans les bois communaux lui fussent envoyés.

Ce fut en 1830 qu'on proposa, pour la première fois, d'abandonner aux propriétaires ou locataires des chasses dans les bois et domaines sur lesquels se faisaient les battues, les sangliers qui seraient réclamés par eux.

Il ne fut rien statué sur cette proposition, et le mécontentement des propriétaires ou locataires de chasses nuisit beaucoup aux battues ordonnées par mesure d'utilité générale, parce qu'ils s'attachèrent à les entraver par tous les moyens en leur pouvoir.

Cependant on comprit bientôt la nécessité d'un système plus équitable que celui qui avait été pratiqué jusqu'alors; et dans la province de Liége on admit en principe :

1° Que dans les battues faites dans les forêts ou biens du domaine dont la chasse n'est pas louée, les sangliers tués doivent appartenir à l'État, et être remis au directeur des domaines de la province, pour en tirer un parti convenable;

2° Que dans les bois ou forêts du domaine dont la chasse est louée, les sangliers tués dans les battues doivent être délivrés aux propriétaires ou locataires de chasse, qui les réclameront;

3° Que les sangliers non réclamés appartiennent au gouvernement, et qu'il faut les remettre au gouverneur qui le représente dans la province.

Ces principes sont conformes à la justice la plus rigoureuse et aux exigences légales du droit de propriété. En effet, le droit de détruire les animaux, dont l'espèce est nuisible, appartient sans contestation au gouvernement; l'exercice de ce droit rentre dans son devoir de veiller à la sûreté et à l'utilité générale. Mais le fait que la législation a eu en vue se borne à la destruction des animaux; la disposition de leurs dépouilles n'a rien de commun avec ce but, qui est atteint du moment que les animaux sont tués, et les propriétaires ou locataires de la chasse sont fondés à réclamer ces dépouilles comme fruits d'un droit qu'ils ont légitimement acquis, et dont l'exercice ne leur a été momentanément retiré que par mesure d'intérêt public.

7. Lorsque les battues sont faites pour détruire des loups, ceux qui les tuent ont droit à la prime accordée par le gouvernement. Ordinairement les communes, au profit desquelles se font les battues, accordent de légères gratifications à ceux qui détruisent des renards, loutres ou blaireaux, et on leur laisse en outre la propriété de l'animal.

BAUX.

C'est le nom que l'on donne au contrat de louage, lorsqu'il a pour objet des maisons, des héritages ruraux, etc. Voyez Louage.

BEAUX-ARTS.

§ I. *Considérations générales.*

1. Les beaux-arts méritent toute l'attention et toute la bienveillance d'un gouvernement habile. Source de splendeur pour le pays où ils sont cultivés avec succès, ils l'enrichissent en même-temps qu'ils l'honorent. Leur culture, qui comprend tout le domaine de l'intelligence, se lie à l'étude des sciences exactes; il exige de longues et laborieuses recherches, des connaissances variées et approfondies; il élève l'ame, agrandit le cercle de la pensée et développe heureusement les plus nobles facultés de l'ame. Ces effets ne sont point à dédaigner pour un gouvernement qui comprend bien toute l'importance de sa mission.

2. A toutes les époques où les beaux-arts ont prospéré, ils ont répandu de la gloire

sur ceux qui les ont protégés avec amour et discernement. Périclès, Médicis, Léon X, François Ier, Louis XIV ont donné leur nom à leur siècle, parce que les arts mêmes qu'ils favorisaient ont exalté leurs mérites; et que, ministre de l'immortalité, les artistes, par leurs chefs-d'œuvre, ont éternisé la mémoire de leurs protecteurs. Ainsi les arts donnent encore aux princes qui ont mission de gouverner, un intérêt puissant à être bons, justes et vertueux.

3. Libres dans leur essor, jaloux de leur indépendance, les beaux-arts se cachent pendant les désordres de la guerre, dans les discordes civiles, dans les momens de crise populaire. Ils reviennent empressés quand la paix revient, parce qu'ils aiment la sécurité, le repos et la bienveillance.

L'histoire est là pour attester ce fait, et elle prouve en même-temps l'intime liaison des beaux-arts avec le bonheur matériel des peuples. Ils se développent et brillent quand les sources ordinaires de la prospérité sont fertiles et abondantes; ils végètent lorsqu'elles viennent à se tarir. Et en effet, les beaux-arts contribuent au bonheur, mais ne sont pas indispensables à l'existence; le sauvage ne les connaît pas ou n'en a qu'une idée confuse, et cependant il achève sa carrière comme tous les autres hommes.

Après la prise de Corinthe par Paul-Emile et par Pompée, la Grèce, si brillante jusqu'alors par ses beaux-arts, devient une province romaine: le peuple-roi veut partout des esclaves, et les beaux-arts languissent sous sa pesante domination. Le beau n'est plus la seule idole qu'ils encensent, on leur prescrit le luxe, et ils obéissent, faibles et découragés. Sous les empereurs, la Grèce se réveille encore par momens. Trajan et Adrien protègent les artistes, mais une fatale impulsion est donnée, qui neutralise tous leurs efforts, et accélère la décadence des beaux-arts. Le Bas-Empire ne laisse que des œuvres aussi insignifiantes que sa propre existence.

L'Orient avait conservé de beaux monumens et de grands souvenirs de son ancienne splendeur: les croisades deviennent une véritable initiation pour les septentrionaux. A leur retour dans leurs foyers, l'architecture reprend faveur, et près d'elle reviennent successivement se grouper ses sœurs, la peinture, la sculpture, la musique. La renaissance s'opère; des monumens s'élèvent; et pour célébrer le bien-être d'habitudes plus douces, de relations sociales plus resserrées, la musique se propage; les mœurs perdent leur aspect primitif, la civilisation s'étend et s'infiltre dans la population à l'aide des beaux-arts.

Le XVe siècle voit éclore la gravure; elle emploie d'abord des planches de bois, et cet usage, qui semblait d'abord sans portée, amène l'invention de l'imprimerie.

Un moment entravés par les discordes civiles, les beaux-arts se ravivent sous Louis XIV: Colbert comprend toute l'influence qu'ils peuvent exercer dans les mœurs et tout l'appui qu'ils donnent à un gouvernement.

Sous les règnes suivans, cette belle impulsion est dénaturée; le grand, le beau cèdent la place au joli, au mignard, au tourmenté: les arts reflètent fidèlement la corruption des mœurs de cette époque.

Bientôt arrivent les secousses politiques, et ils demeurent à l'écart, négligés pour des préoccupations plus graves. Pendant la terreur, ils se tiennent pudiquement voilés pour n'avoir pas à retracer d'odieux excès, et quand reviennent des jours plus doux, ils reparaissent sur l'horizon, teints du reflet des idées dominantes, sérieux, sévères, et rappelant le style de ces républiques de la Grèce et de Rome qu'on n'avait pu réaliser. David trace une nouvelle route, qui détermine une rénovation complète dans les formes et dans les sujets.

Depuis lors, et surtout depuis les événemens de 1815, les beaux-arts ont secoué les entraves qui avaient arrêté leur développement. Ils marchent dans toute leur liberté vers une ère nouvelle de progrès et de vérité; et si parfois ils tombent dans quelques excès, ce n'est pas le but auquel ils tendent qu'il faut en accuser, mais seulement l'irrésolution sur les moyens d'y parvenir.

Pendant la réunion de la Belgique à la Hollande, si le mouvement progressif des beaux-arts ne fut pas aussi rapide qu'il pou-

vait l'être, si le gouvernement ne leur consacra qu'une attention secondaire, il est juste de reconnaître aussi qu'il ne les laissa pas abandonnés à eux-mêmes. On lui doit la création de plusieurs écoles ou académies de beaux-arts; il distribua des récompenses honorifiques et pécuniaires aux artistes les plus distingués; il utilisa parfois leurs talens.

4. Depuis la révolution de 1830 une nouvelle impulsion a été donnée aux beaux-arts en Belgique. Jaloux de suivre les traces des Rubens, des Van Dyck, les artistes ont redoublé de zèle et d'activité; il y a chez eux une tendance bien marquée à relever la splendeur de l'ancienne école flamande; chaque exposition révèle de nouveaux talens et l'intérêt que le public témoigne à tout ce qui tient à la culture des beaux-arts est du meilleur augure pour l'avenir.

5. Nous avons dit que le gouvernement a un véritable intérêt à encourager et à stimuler la production des œuvres d'art; mais cette mission a besoin d'être bien appréciée pour produire d'heureux résultats, et ici le discernement est peut-être encore plus nécessaire que l'argent.

On conçoit que dans un pays restreint, comme la Belgique, dans des limites peu étendues, avec un système financier qui proscrit comme abus toutes les dépenses dont l'utilité n'est pas constatée jusqu'à la plus complète évidence, il n'est pas possible d'offrir de grandes ressources aux artistes, surtout lorsqu'ils ne donnent encore que des espérances de talent.

D'un autre côté, il faut du temps, il faut surtout des œuvres d'un grand mérite pour captiver l'attention du public, pour déterminer les particuliers à encourager eux-mêmes les artistes par des achats.

Le peu de moyens dont le gouvernement peut disposer en faveur des arts, et l'indifférence du public à l'égard des talens qui n'ont eu encore ni le temps ni l'occasion de grandir, exposeront les artistes en général à une sorte d'abandon, si quelques hommes d'état ne viennent à leur secours. Il ne faut pas se le dissimuler, au point où en sont venues toutes les choses qui tiennent à l'intelligence, il y a pour une nation plus que de l'amour-propre à posséder des artistes distingués; il y a un véritable calcul d'intérêt. Leurs productions deviennent un objet d'industrie et de commerce, qui, pour de faibles capitaux qu'il demande, en attire de considérables dans le pays. Toutes les nations civilisées sont tributaires du talent, et celle qui comptera le plus d'hommes de mérite exercera toujours sur les autres une influence marquée.

En Belgique, plus qu'ailleurs, les beaux-arts ont des élémens nombreux de prospérité. Les habitudes tranquilles de ses habitans les disposent heureusement à l'étude de la nature, et nulle école peut-être n'a surpassé l'école flamande dans les scènes d'intérieur et de paysage.

Aujourd'hui que la culture des beaux-arts est généralement devenue une profession qui promet honneur et avantage au véritable talent, il y a une noble émulation parmi ceux qui l'exercent, et c'est de cette émulation que le gouvernement doit tirer parti pour la gloire nationale.

6. Outre l'obligation d'encourager les travaux des artistes par des achats ou par des subsides, le gouvernement en a encore une autre, celle de veiller à la conservation des monumens d'art.

L'histoire des peuples est écrite sur leurs monumens, a dit un grand écrivain, il importe donc de les mettre à l'abri des ravages du temps ou de la destruction des hommes. Cette observation est d'autant plus importante en Belgique, qu'on y a de nombreux exemples de destruction ou de dégradation exercée sur des monumens historiques.

§ II. *Principes.*

Dans une matière où le goût est bien plus utile que des principes arrêtés à l'avance, et qui d'ailleurs se modifient nécessairement d'époque en époque par le progrès naturel de toutes choses, il est difficile sinon tout à fait impossible d'établir des règles générales. Cependant, considéré comme branche d'administration, l'encouragement des beaux-arts réclame la connaissance et l'observance de certains principes particuliers.

1. Le premier de tous est l'intervention du gouvernement pour aider à leur développement.

Cette intervention, pour être fructueuse, doit se borner à une protection éclairée et bienveillante, qui assure des ressources honorables aux artistes de mérite, soit pour les faire connaître au public, lorsque leur talent l'emporte sur leur réputation, soit pour les dédommager des désagrément d'une carrière sans cesse entravée par les exigences de la vie matérielle, soit pour leur faciliter les moyens de faire connaître leurs œuvres à l'étranger.

Le *laisser faire* est un principe qu'on ne pourrait appliquer aux arts sans les tuer, parce qu'il est de leur essence de ne prospérer qu'à l'ombre de la protection et des encouragemens. L'histoire de tous les temps atteste cette vérité.

Les villes les plus célèbres de l'antiquité s'enorgueillissaient d'avoir vu naître des artistes de mérite. Après de grandes victoires, après des événemens d'une haute importance, heureux ou malheureux, la toile et le marbre fixaient le souvenir des hauts faits, des belles actions ou des services nationaux dont on voulait garder la mémoire. Chaque cité se glorifiait de montrer aux étrangers les traits de ses enfans les plus illustres. Sous la féodalité, quand le pouvoir était tyranique et grossier, quand la vie était toute matérielle, les arts n'apparaissent qu'à de longs intervalles, et toujours à l'instigation de quelque riche protecteur. Ils brillaient un moment sous un règne pour s'éclipser sous un autre. Aux souverains succédèrent les corporations, et surtout les corporations religieuses à qui l'on doit la conservation du sentiment du beau, parce que seules assez riches pour occuper les artistes, seules assez éclairées pour les choisir avec discernement, elles appelaient tous les talens à rehausser les pompes extérieures du catholicisme. C'étaient de magnifiques tombeaux à ériger dans les églises, de vastes et opulentes abbayes à bâtir et à orner; c'étaient la vie entière d'un saint à retracer pour l'ordre qui s'était formé sous son invocation. Gigantesques entreprises auxquelles souvent la vie d'un artiste ne pouvait suffire; sollicitude admirable de la religion pour la réalisation complette de sa pensée.

En Belgique, surtout, les arts fleurissaient estimés, chéris, brillans, parce qu'il y avait empressement à jouir de leurs chefs-d'œuvre, parce que la noblesse et le clergé luttaient d'une noble émulation pour les encourager, parce que, recherchés d'abord par les nationaux, ensuite par les étrangers, les arts étaient devenus une belle industrie dont l'Europe entière était tributaire.

Après les grands bouleversemens politiques de 1789, les protecteurs manquèrent aux beaux-arts, et Napoléon, si habile à trouver des remèdes aux plaies gouvernementales, comprit parfaitement que, pour relever les beaux-arts, il fallait se montrer généreux. Outre les travaux qu'il confia aux plus célèbres artistes de l'époque, à qui ses victoires donnaient tant et de ses admirables sujets, il institua des prix décennaux, véritable concours national, auquel il appelait les artistes de tous genres. Il savait ce que peut le prestige de la gloire, et sa main, habilement prodigue, promettait à la fois la gloire et la fortune au mérite réel.

Avant lui, la convention nationale, si jalouse de suivre les erremens des républiques anciennes qu'elle prétendait prendre pour modèle, avait aussi montré quelque velléité d'intérêt pour les arts; mais toujours préoccupée d'une régénération impossible, elle voulait que les beaux-arts revêtissent la sombre empreinte de ses idées favorites. A la peinture elle demandait le costume antique, à la musique elle ordonnait des hymnes nationaux, à la poésie elle commandait l'apologie et la propagation de ses idées d'égalité républicaine.

Ils obéissaient; dans plusieurs occasions ces prescriptions furent même heureusement accomplies, parce qu'elles se trouvèrent par hazard d'accord avec des croyances personnelles; mais comme système, comme école, il ne reste plus de traces de cette époque.

Ainsi, à toutes les époques se manifesta la nécessité d'une protection gouvernementale pour les beaux-arts.

Aujourd'hui les gouvernemens constitu-

tionnels ont succédé à la noblesse, aux corporations civiles et religieuses; ils doivent dans le sujet qui nous occupe, suivre l'exemple de leurs devanciers s'ils veulent obtenir les mêmes résultats. Quelque économie que l'on veuille introduire dans les dépenses d'un pays, c'est un principe incontestable aujourd'hui, qu'il faut consacrer une partie de ses revenus à l'encouragement des beaux-arts.

Ces encouragemens peuvent être de quatre espèces :

1° Subsides aux élèves pour achever leurs études.

2° Commandes aux artistes les plus distingués d'œuvres importantes, destinées à retracer les événemens remarquables de l'histoire nationale ou les traits des citoyens les plus dignes.

3° Récompenses honorifiques aux artistes qui brillent le plus dans leurs carrières respectives.

4° Propagation à l'étranger des œuvres nationales.

Voilà les moyens d'action du gouvernement et ils sont suffisans pour l'exercice de sa prérogative d'influence; bien employés, ils activeront le zèle des artistes, ils stimuleront leurs progrès, et suffiront à conserver brillantes les traditions de l'école nationale.

Mais l'action du gouvernement doit se borner là. S'il va plus loin, s'il essaye de diriger les artistes, s'il intervient d'une manière quelconque dans la marche des beaux-arts, il dénature sa mission et ne tardera pas à faire naître mille inconvéniens.

Un Etat civilisé doit protéger les arts, voilà le principe; mais les arts ont besoin de toute leur liberté, il doivent se diriger seuls : ils suivent les progrès de la civilisation, et ne les règlent pas; pour prospérer, il est certaines conditions de goût général, de mœurs indigènes, qu'ils doivent respecter, et lorsqu'ils s'en écartent, autrement que pour ouvrir à l'art une route nouvelle et reculer les limites de son domaine, force leur est bien d'y rentrer, maîtrisés qu'ils sont par l'indifférence ou la réprobation universelle.

D'ailleurs la tendance de l'art ne concerne pas plus le gouvernement que les caprices de l'industrie. Il n'a pas d'intérêt direct ou indirect à ce que les artistes suivent ou abandonnent tel ou tel système; sa mission est exclusivement de veiller à ce qu'ils travaillent et prospèrent sous le contrôle de l'opinion publique.

2. Les subsides que le gouvernement accorde aux élèves pour continuer leurs études doivent être répartis avec beaucoup de discernement.

Ces subsides et l'établissement d'académies convenablement dirigées, sont assurément un de principaux élémens pour doter le pays d'artistes qui l'honorent; mais il y a un écueil à éviter.

La carrière des beaux-arts est séduisante pour la jeunesse, mais elle ne donne pas toujours ce qu'elle promet de plaisir, de gloire et de fortune.

Le talent exige une vocation spéciale, qu'on peut développer mais non faire naître. Il importe donc que les subsides ne soient accordés qu'aux élèves réellement distingués et qu'on les refuse irrévocablement à tout ce qui est médiocre. On épargnera ainsi tout à la fois des regrets tardifs à des jeunes gens qui se sont mépris sur la nature de leur vocation, et à l'Etat des dépenses qui cessent d'être légitimes dès qu'elles ne tournent pas à l'utilité ou à la gloire du pays.

Ces subsides doivent être suffisans pour assurer l'existence de ceux à qui on les accorde; les répartir par petites portions, c'est servir la médiocrité aux dépens du mérite, c'est créer une foule de nullités qui, après l'obtention d'un premier secours, se croient en droit de vivre aux dépens du pays; c'est s'ôter le moyen de produire de véritables capacités. Il est donc préférable d'accorder aux plus dignes des subsides plus larges que de les répandre en fractions sur un grand nombre d'aspirans.

Quant à la distribution des moyens d'encouragement, il n'est pas possible de la soumettre à des règles fixes, c'est au gouvernement à bien choisir les agens auxquels il confie le sort des beaux-arts.

Un coup-d'œil rapide et sûr, de la bienveillance, du goût, l'amour des arts, des

connaissance variées, l'absence de toute idée systématique, telles sont les qualités principales que doit réunir l'administrateur chargé de cette branche de service.

§ III. *Législation.*

1. Dans les premiers temps de la révolution française, la destruction des monumens publics d'art et de science était pour ainsi-dire à l'ordre du jour et la législation, quoique sévère, fut impuissante à l'arrêter.

La loi du 19-23 juin 1790 défendit d'abord d'attenter aux monumens publics sous prétexte d'abolition de la noblesse.

Une autre loi du 13-19 octobre suivant chargea les directoires de département de veiller à la conservation des monumens, des églises et maisons nationales.

Un décret du 13-17 avril 1793 ensuite plaça, sous la surveillance de tous les bons citoyens, les bibliothèques et autres monumens des sciences ou des arts, avec invitation de dénoncer les provocateurs et les auteurs des dilapidations ou dégradations qui s'y commettraient, et prononça contre les coupables la peine de deux années de détention.

Un second décret du 6 juin suivant porte cette peine à deux années de prison.

Un troisième décret du 14 fructidor an 2 rappelle les dispositions de celui du 13-17 avril 1793.

Le décret du 8 brumaire an 3 alla plus loin encore: l'art. 1er porte que les agens nationaux et les administrateurs de district sont individuellement et collectivement responsables des destructions et dégradations commises dans leurs arrondissemens respectifs, sur les livres, les antiques et les autres monumens de science et d'art, à moins qu'ils ne justifient de l'impossibilité réelle où ils ont été de l'empêcher.

Enfin, la rage de détruire se passa avec le temps; et aujourd'hui l'art. 257 du code pénal porte: « quiconque aura abattu, mutilé ou dégradé des monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 500 francs. »

2. On sait que pendant la réunion de la Belgique à la France, la plupart des objets d'art qui décoraient nos églises, nos hôpitaux, etc., furent enlevés et réunis au musée de Paris. Après la chute de l'empereur, ces objets furent rendus à la Belgique; et deux arrêtés royaux, l'un du 6 octobre et l'autre du 25 novembre 1815, ordonnèrent qu'ils seraient remis aux églises et établissemens publics encore existants, auxquels ils avaient appartenu, et que si les églises ou établissemens propriétaires n'existaient plus, on les déposerait au chef-lieu de la province.

3. Le second de ces arrêtés attribua la surveillance des monuments d'art et le soin de leur entretien au ministre chargé de l'instruction publique, des arts et des sciences.

4. Un autre arrêté royal du 13 avril 1817, organique de l'enseignement des beaux-arts dans tout le royaume, institua des *Ecoles de dessin* dans toutes les villes assez considérables pour en permettre l'établissement; des *Académies de dessin* dans les villes les plus importantes, et deux *Académies des beaux arts* qui furent placées, l'une à Amsterdam et l'autre à Anvers.

Le but des *Ecoles de dessin* était de faciliter, non-seulement à la jeunesse mais encore aux artisans, les moyens d'apprendre les premiers principes du dessin et de l'architecture.

Les locaux, destinés à ces écoles devaient être fournis par les villes. La nomination des maîtres de dessin appartenait à l'autorité communale; mais elle ne pouvait choisir que parmi les candidats pourvus d'un certificat de capacité, délivré après examen par la quatrième classe de l'institut royal des sciences, de la littérature et des beaux-arts, ou par l'une des académies royales.

La surveillance de ces établissemens était confiée aux administrations communales, et le gouvernement leur fournissait annuellement les moyens de décerner un prix à l'élève le plus avancé de chaque école.

Aujourd'hui que toutes les branches d'enseignement sont libres, les autorités locales organisent et entretiennent leurs écoles de dessin comme elles le jugent convenable.

Les *Académies de dessin* avaient pour but de pousser l'étude du dessin et de l'architecture assez loin pour que les jeunes gens pussent y essayer leur vocation d'artistes.

Le gouvernement leur fournissait, comme moyen d'encouragement, un nombre fixe de médailles en vermeil, que l'on distribuait annuellement aux élèves les plus distingués.

Les *Académies des beaux-arts* d'Anvers et d'Amsterdam avaient pour but de fournir aux jeunes gens un enseignement complet de l'art qu'ils voulaient cultiver.

Le gouvernement allouait à chacune d'elles un subside de 4,000 fl. par année et institua deux pensions annuelles de 1,200 fl. chacune pour les élèves qui, après avoir obtenu le premier prix, voudraient se rendre en Italie pour s'y perfectionner dans leur art. Ces pensions étaient accordées pour quatre ans.

Le surplus des frais que nécessitaient ces académies, était à la charge des villes.

Enfin, ce même arrêté ordonna qu'une exposition générale aurait lieu tous les ans dans une des grandes villes du royaume, et qu'un ou plusieurs prix y seraient décernés aux meilleures productions, exécutées par des maîtres vivans et régnicoles.

L'arrêté du 13 avril 1817 n'a point été abrogé en ce qui concerne les académies de dessin et l'académie des beaux-arts d'Anvers, et le gouvernement continue de les soutenir conformément à ses dispositions.

5. La loi du 21 mai 1819 n'a point assujetti les artistes au droit de patente.

Elle dispose :

Art. 3. « Sont exempts de patente : les » peintres, dessinateurs, graveurs en taille-» douce et en médailles, sculpteurs, tous » comme artistes, pour autant qu'ils ne livrent » au commerce que leurs propres ouvrages, » qu'ils ne travaillent pas pour des fabriques, » et qu'ils ne tirent point un salaire de leurs » élèves pour les leçons qu'ils leur donnent.»

6. Les états-députés de la Flandre-Orientale ont pris le 14 juillet 1823, une résolution importante relativement à la conservation et à l'entretien des monumens historiques et objets d'art qui ne seraient pas la propriété de sociétés ou de particuliers. Le Roi approuva cette résolution par un arrêté du 5 décembre de la même année.

Les dispositions qu'elle renferme ont paru si sages, que les états-députés du Brabant méridional ont prié le Roi d'en étendre l'exécution à leur province.

Nous croyons utile de reproduire textuellement ici l'ordonnance qui est intervenue à la suite de cette demande, le 18 mai 1824.

« Art. 1. Tous les monumens historiques et objets d'art, de quelque nature qu'ils soient, qui se trouvent dans les églises, maisons communales, établissemens de charité et autres établissemens publics, et qui n'appartiennent ni à des sociétés particulières, ni à des individus, sont mis sous la surveillance de l'administration générale.

» Art. 2. Dans toutes les villes et communes où cela sera jugé praticable, le collége des bourgmestre et échevins procédera de suite à la nomination d'une commission composée d'artistes ou d'amateurs, ayant les connaissances requises pour porter un jugement sur les objets d'art. Ces nominations seront portées à la connaissance des états-députés.

» Art. 3. Les commissions étant nommées et installées, feront immédiatement la recherche des monumens et objets d'art qui, ayant une valeur réelle, et n'appartenant ni à des sociétés particulières ni à des individus, se trouvent dans les églises, établissemens de charité ou autres établissemens publics. Elles en feront ensuite une notice historique qui comprendra toutes les particularités qui peuvent y avoir rapport, et seraient de quelque intérêt. Des copies de ces notices seront transmises à l'autorité locale et aux états-députés.

» Art. 4. Tous les objets compris dans une semblable notice, seront placés sous la surveillance de l'administration locale, et les administrateurs ou chefs des établissemens où ils se trouvent et sont conservés, en seront rendus responsables, et devront informer sur le champ l'autorité municipale de toute soustraction ou dégradation desdits objets.

» Art. 5. Les commissions sont tenues de faire, tous les six mois, une inspection des objets soumis à leur surveillance ; elles dresseront procès-verbal de cette inspection, et le

procès-verbal dans lequel seront consignées les observations qu'elles auraient été dans le cas de faire, sera transmis à l'administration locale.

» Si les observations, faites par la commission, étaient de nature à donner lieu à quelques mesures à prendre par l'administration locale, dans l'intérêt de la conservation desdits objets, cette administration s'en occupera de suite, sauf à les porter à la connaissance des états-députés dans le délai d'un mois.

» Dans tous les cas les administrations locales devront faire immédiatement aux états-députés un rapport sur les inspections qui auront été faites.

» Art. 6. Dans les communes où il serait difficile ou impossible de former de semblables commissions, les commissaires d'arrondissement seront tenus, lors de leurs tournées ordinaires, de s'assurer jusqu'à quel point les dispositions du présent réglement peuvent leur être applicables; ils en référeront ensuite aux états-députés qui prendront telles mesures que les circonstances pourront exiger.

» Art. 7. Aucun des objets d'art indiqués ci-dessus ne pourra être déplacé, sans que l'administration locale en ait été préalablement informée; elle n'y donnera son consentement qu'après s'être assurée que ce déplacement n'apporte aucun préjudice ni à l'objet ni à l'art; dans tous les cas la commission devra être consultée avant tout.

» Art 8. On ne pourra s'occuper ni de la restauration ni même du nettoyement d'aucun des objets dont il s'agit, sans le consentement de l'administration locale, qui devra approuver le choix de l'artiste ou des artistes qui exécuteront ou dirigeront les ouvrages à faire, après avoir toutefois pris à cet égard l'avis de la commission.

» Art. 9. Aucun des ouvrages d'art ou des monumens historiques, qui se trouvent dans des établissemens publics et sont compris dans la cathégorie de ceux dont est fait mention ci-dessus, ne pourra être aliéné ni vendu par ceux à qui la conservation en est confiée, sans une autorisation spéciale et préalable de l'administration locale, donnée sur l'avis de la commission, et approuvée par les états-députés, qui veilleront à l'exécution. »

Toutes ces mesures étaient assurément très bonnes, mais elles n'étaient pas assez strictement observées. Les états-députés auraient pu en rappeler souvent la connaissance aux administrations communales; car nous pourrions citer plusieurs exemples de ventes d'objets précieux, dont l'étranger s'est enrichi aux dépens de notre pays, sans que les formalités requises par l'ordonnance qui précède aient été remplies. C'est ce qui a donné lieu à l'arrêté royal du 16 août 1824, qui porte :

» Art. 5. On ne peut, sans le consentement du roi ou celui des autorités publiques que S. M. trouve bon de désigner à cet effet, détacher, emporter ou aliéner des objets d'art ou monumens historiques placés dans les églises, de quelque nature qu'ils soient, ou en disposer en aucune manière, à moins qu'ils ne soient la propriété de particuliers ou de sociétés particulières. »

7. La loi communale du 30 mars 1836 soumet à l'avis des députations permanentes et à l'approbation du roi, les délibérations des conseils communaux sur la démolition des monumens de l'antiquité et sur les réparations à y faire, lorsque ces réparations sont de nature à changer le style ou le caractère de ces monumens. (Art. 76.)

La publicité des séances du conseil est obligatoire lorsqu'il s'agit de la démolition des édifices publics ou des monumens anciens. (Art 71.)

8. Depuis 1830, le gouvernement a manifesté, pour l'encouragement des beaux-arts, des dispositions pleines de bienveillance. Outre les expositions nationales qu'il a instituées à Bruxelles, il s'empresse de participer, par des subsides, aux expositions particulières des principales villes de la Belgique.

9. La conservation des monumens anciens et des objets d'art a aussi captivé son attention. Une commission, nommée à cet effet, veille à prévenir les dégradations.

Il serait à désirer que cette commission parvint à étendre, par son influence, à toutes les provinces de la Belgique, les principes de l'ordonnance des états-députés du Bra-

bant méridional, que nous avons citée plus haut; car, il est essentiel que des mesures soient promptement adoptées pour mettre un frein à des dévastations nuisibles au pays et désolantes sous le rapport de l'art.

Enfin, le gouvernement contribue, avec les provinces et les communes, à la réparation des monumens les plus remarquables du pays; et il s'occupe en ce moment de réunir les élémens nécessaires à l'établissement d'un musée historiqué. Voyez les articles Conservatoire, École de dessin, Encouragemens, Édifices publics, Monumens.

BEDEAU.

On appelle ainsi une espèce d'huissiers qui précède le clergé dans les cérémonies religieuses, et veille au bon ordre dans l'église pendant les offices.

La nomination et la révocation des bedeaux appartiennent au bureau des marguilliers sur la proposition du curé ou desservant; mais il n'appartient qu'au conseil de fabrique de fixer leur traitement. (Décret du 30 décembre 1809, art. 33 et 37.)

Comme la police intérieure de l'église est exclusivement dans les attributions du curé, les bedeaux sont toujours tenus de se conformer aux ordres qu'il donne à cet effet.

Leur service est réglé par des instructions particulières. On peut consulter notamment sur les détails de leurs fonctions un arrêt du parlement, en date du 30 mai 1718 pour la paroisse de Ste-Marguerite à Paris. On y verra specialement :

1° Que les bedeaux doivent se tenir dans l'église, proche du banc de l'œuvre, avant et durant la messe de paroisse, ainsi que pendant les sermons, les vêpres, les complies et le salut (à moins qu'ils ne soient occupés au chœur pour accompagner le curé), afin d'ouvrir et fermer l'œuvre, accompagner les marguilliers, en recevoir les ordres et faire toutes les fonctions, auxquelles ils sont obligés. (Chap. X, art. 2.)

2° Qu'ils doivent être exacts à quêter pendant toutes les messes, et à éteindre les cierges dans l'intervalle des temps où se disent les messes basses.

BÉGUINAGE, BÉGUINE.

1. On appelle béguinage, une société de filles dévotes qui portent un habit particulier sans faire des vœux en religion. Leur institution a commencé en Flandres, vers la fin du 12me siècle.

Elles vivent à certains égards en communauté; mais comme elles ne font que des vœux simples, et qu'il leur est libre de rentrer dans le monde quand elles le veulent, on ne les considérait pas autrefois comme religieuses.

On trouve dans Merlin, *Répert. de Jurisp.*, v° Béguine, n° v, un arrêté du Conseil, en date du 18 février 1730, relatif au béguinage de Valenciennes. Nous y renvoyons ceux de nos lecteurs qui seraient curieux de connaître l'organisation intérieure de ce genre d'établissemens.

On appelle aussi improprement béguines, dit Merlin, au même mot, n° vii, certaines filles dévotes qui vivent en communauté sous l'habit religieux, sans faire de vœux solennels, et qui se consacrent soit au soulagement des malades, soit à l'instruction des jeunes personnes de leur sexe....

2. Tous les béguinages ont été supprimés en France par la loi du 18 août 1792: ils l'ont été en Belgique par celles des 15 fructidor an 4 et 5 frimaire an 6; et par suite de cette suppression, leurs biens sont devenus la propriété de l'État. Mais comme les béguinages avaient plus spécialement dans notre pays un caractère de bienfaisance et un but d'utilité qu'ils n'avaient point ailleurs, les magistrats des communes où il en existait, s'intéressèrent à leur rétablissement, et les démarches qu'ils firent à cette fin furent couronnées de succès.

Un arrêté consulaire du 16 fructidor an 8 reconnut les béguinages comme établissemens de bienfaisance, et leur accorda à ce titre les mêmes avantages qu'aux hospices en général. Voici les termes de cet arrêté:

« Les consuls de la république, vu les divers arrêtés des administrations centrales des départemens de la Lys et de la Dyle, des Deux-Nèthes, de l'Ourthe et de l'Escaut, sur les établissemens nommés béguinages;

» Vu les actes des diverses autorités locales, qui constatent que ces établissemens ont toujours été consacrés au soulagement des pauvres et aux soins des malades indigens ;

» Vu les lois des 1er mai 1793, 3 fructidor an 3, 2 brumaire et 28 germinal an 4, 16 vendémiaire et 20 ventôse an 5, et 5 frimaire an 6, qui exceptent de la vente des domaines nationaux, les biens dépendants de pareils établissemens ;

» Le conseil-d'état entendu, sur le rapport du ministre de l'intérieur ; arrêtent :

« Art. 1er. Tous les biens et revenus des établissemens de secours existants dans les départemens réunis à la France, et connus sous le nom de *béguinages*, continueront d'être gérés et administrés, conformément aux lois, par les commissions des hospices dans les arrondissemens desquels ces établissemens sont situés. »

Un autre arrêté du 9 frimaire an 12, compléta ce bienfait, en disposant :

« Art. 1er Les biens et revenus des fondations affectées à l'entretien des cures et chapelles, dépendantes des établissemens de bienfaisance, connus dans les départemens réunis sous le nom de *béguinages*, ainsi qu'à la dépense de tous autres services de piété et de charité dans ces maisons, sont compris dans les dispositions de l'arrêté du 16 fructidor an 8. »

Les béguinages recouvrèrent ainsi une sorte d'existence légale, mais au lieu de former des corporations à part, s'administrant elles-mêmes, ce ne furent plus que des institutions dépendantes, quant à leurs biens, des administrations des hospices : leurs revenus tombèrent dans la caisse commune, et furent, sans égard à leur ancienne destination, affectés indistinctement à tous les établissemens de charité : les béguinages enfin n'eurent plus qu'une part indéterminée au budget général des hospices.

Cet état de choses excita de nouvelles réclamations sous le gouvernement des Pays-Bas. En 1819, plusieurs curés, la supérieure du béguinage d'Anvers et les béguines de Tongres, demandèrent au roi le rétablissement des béguinages sur l'ancien pied, et leurs requêtes donnèrent lieu à un arrêté du 20 décembre 1819, dont voici le dispositif :

« Nous avons trouvé bon et entendu : 1° de déclarer qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande faite par les supérieures des béguinages, situés dans les provinces méridionales, ou en leur nom, tendante à être remises dans la possession ou l'administration de leurs biens ; 2° De charger les états-députés des provinces où il existe encore des béguinages, de veiller à ce que les administrations des hospices, dans la gestion des biens des béguinages, fassent servir les revenus de ces biens à l'entretien des béguines encore existantes, d'après leurs besoins respectifs, ainsi qu'à l'entretien de leurs habitations, avant d'employer ces revenus à d'autres dépenses de charité plus générales. »

Quelques années après, 17 béguines de Tongres renouvelèrent la même réclamation, et demandèrent subsidiairement que l'administration des hospices de Tongres fut chargée au moins d'acquitter les services religieux dont tous les biens du béguinage de cette ville étaient chargés.

Un nouvel arrêté du 3 janvier 1822, rejeta la première partie de cette réclamation, et accueillit la seconde ; il porte :

« Considérant que les biens des béguinages n'ont jamais été sous l'administration du gouvernement, attendu que les béguinages ont toujours été considérés comme établissemens de charité, et que leurs biens ont dû être assimilés à ceux de ces établissemens ; que par conséquent les charges dont ces biens sont grevés, doivent être acquittées de même que celles dont tous les autres biens des établissemens de charité se trouvent grevés, et que les biens provenant des béguinages n'ont pu passer sous l'administration des commissions des hospices, sans que celles-ci soient obligées de supporter les charges dont ils étaient grevés au moment où ils leur ont été transportés ;

» Avons trouvé bon et entendu de déclarer, pour autant que de besoin, par ampliation de notre susdit arrêté du 20 décembre 1819, n° 21, que les administrations des hospices, sont tenues d'acquitter les services religieux dont les biens des béguinages sont grevés ; regardant au surplus comme sans objet la première partie de la demande des pétition-

naires, et ce en vertu des dispositions de notre arrêté du 20 décembre 1819, n° 21. »

Ce dernier arrêté fit naître un autre genre de réclamations : plusieurs fabriques d'église prétendirent qu'aux termes de la décision du 3 janvier 1822, les commissions des hospices étaient tenues d'acquitter la valeur des services religieux, affectés sur des biens de béguinages, depuis le moment où l'arrêté du 16 fructidor an 8 avait mis les hospices en possession de ces biens. Cette prétention, si le gouvernement l'avait accueillie, aurait mis à la charge des hospices des arrérages considérables. Mais le roi éluda cette conséquence par l'arrêté suivant du 13 octobre 1822 :

« Avons trouvé bon et entendu, en interprétant notre arrêté précité, de déclarer que l'obligation de pourvoir aux frais qui, d'après la volonté des fondateurs, étaient attachés à l'exonération des services religieux dont il est question dans la présente, n'a dû commencer qu'au 1er janvier dernier, sauf le cas où les fabriques des églises pourront prouver à suffisance que les services religieux institués par les fondateurs, ont été exonérés tous les ans par le passé aux époques et de la manière fixées, auquel cas les états-députés tâcheront de concilier les parties sur le mode de paiement des sommes dues de ce chef par les administrations des hospices aux fabriques; et qu'à défaut par les parties de s'entendre, elles seront autorisées à soutenir ou à défendre en justice leurs prétentions respectives, si les états-députés les trouvent fondées en droit ou motivées sur l'équité. »

3. Par suite de l'arrêté du 20 décembre 1819, qui impose aux administrations des hospices l'obligation d'appliquer les revenus des biens provenant des béguinages à l'entretien des béguines encore existantes, avant de les employer à d'autres dépenses de charité plus générales, la question s'est élevée de savoir si cette disposition concernait seulement les anciennes béguines, ou toutes les béguines indistinctement, même celles qui auraient été reçues postérieurement à la suppression des béguinages en Belgique. Cette difficulté fut résolue par un autre arrêté du 25 février 1823, qui porte :

« Sur le rapport du directeur-général pour les affaires du culte catholique, du 26 septembre 1820, n° 3391, relatif à l'interprétation de notre arrêté du 20 décembre 1819, n° 21, et spécialement à la question de savoir si la disposition de l'art. 2 est applicable aux béguines, qui ont été reçues postérieurement à la date de la loi portant suppression des béguinages, publiée en ce pays le 14 vendémiaire an v;

» Vu le rapport de notre ministre de l'instruction publique, de l'industrie nationale et des colonies, du même jour, n° 730, servant d'accompagnement à la copie d'une lettre sur la matière par lui adressée au ministre de la justice;

» Le conseil-d'état entendu :

» Vu les avis particuliers de nos conseillers-d'état Van Gobbelschroy, Van Toers et Raoux :

» Avons trouvé bon et entendu de déclarer que l'art. 2 de notre arrêté du 20 décembre 1819, n° 21, n'est applicable qu'aux béguines qui ont été reconnues et reçues pour telles avant la publication de l'arrêté du 7 fructidor an v, voulant néanmoins qu'il soit recommandé aux administrations des hospices d'avoir égard à la position des personnes qui postérieurement à cette époque et jusqu'à la date de notre arrêté susmentionné, se sont fait recevoir comme béguines, et par conséquent de leur accorder également des secours, lorsqu'elles en auront besoin, selon que l'équité et les circonstances pourront le prescrire. »

Il est à remarquer que dans cette décision on a eu égard non à la date de la suppression des béguinages, mais à l'époque où le gouvernement a excepté de la vente des biens nationaux, ceux qui provenaient de congrégations destinées au soulagement des pauvres et des malades.

4. Depuis la nouvelle Constitution de 1831, qui permet tous les genres d'association sans autorisation préalable, les béguines ont pu se reconstituer en communauté; mais les béguinages n'ont la qualité de *personne civile*, qu'autant qu'ils ont été reconnus comme tels par une loi. Voyez Association et Religieux.

Les nouvelles communautés de ce genre qui se formeraient aujourd'hui, n'auraient aucun droit aux biens des béguinages supprimés, ni même aux secours que les hospices donnent individuellement aux béguines, en vertu des arrêtés des 20 décembre 1819 et 25 février 1823.

BELGE.

1. La qualité de Belge donne seule à ceux qui la possèdent, la jouissance de tous les droits civils; mais pour jouir des droits politiques, il faut, outre cette qualité, réunir les conditions requises par les lois spéciales qui ont réglé l'exercice de ces droits. (Art. 8 du code civil; art. 4 de la Constitution.)

Ainsi, c'est d'abord un principe général de notre droit public que nul n'est admissible aux emplois civils ou militaires, à moins d'être belge, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi dans des cas particuliers. Mais ensuite la Constitution et différentes lois organiques ont prescrit des conditions accessoires d'âge, de cens, de domicile, etc., pour devenir représentant, sénateur, ministre, électeur, conseiller provincial ou communal, membre des administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance. (articles 6, 50, 56, et 86 de la Constitution; 1, 41 et 42 de la loi électorale du 3 mars 1831; 5 et 38 de la loi provinciale du 30 avril 1836, 7, 47 et 84 de la loi communale du 30 mars 1836.) Voyez Droits civils et droits politiques.

2. La qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile. (Art. 4 de la Constitution.)

3. Elle s'acquiert par la naissance ou par la naturalisation.

Sont belges tous individus nés en Belgique ou à l'étranger de parens belges. On les nomme belges de naissance, pour les distinguer de ceux qui le deviennent par la naturalisation. Voyez Indigénat et Indigène.

Sont réputés belges de naissance :

1° Les étrangers établis en Belgique avant le 1 janvier 1814, qui ont continué d'y avoir leur domicile, et déclaré dans la forme et dans le délai voulus par l'article 133 de la Constitution, leur intention d'être considérés comme tels.

D'après cet article, la déclaration a dû être faite par les majeurs dans les six mois qui ont suivi la mise en vigueur de la Constitution, c'est-à-dire avant le 26 août 1831; et par les mineurs dans l'année qui a suivi leur majorité.

Cette disposition n'était que transitoire, son effet est actuellement accompli, et personne ne peut désormais en profiter.

Le gouvernement a fait dresser un état général des personnes qui avaient obtenu, à la date du 6 novembre 1833, le bénéfice de l'article 133 de la Constitution; cet état figure au Bulletin des lois de 1834, sous le n° LVI.

2°. Les individus nés belges qui, ayant été, sans autorisation, au service chez l'étranger, et étant rentrés en Belgique avant le 1 janvier 1833, ont combattu pour la cause de la révolution, ou ont pris du service dans l'armée nationale, ou bien ont été admis à un emploi civil, et ont depuis lors continué de résider en Belgique. (Loi du 22 septembre 1835, art. 1.)

Néanmoins, les individus nés belges qui après le 1er août 1831, seraient restés au service d'une puissance en guerre avec la Belgique, ne pourront invoquer le bénéfice de cette disposition. (Art. 4.)

3° Les habitans des provinces septentrionales de l'ancien royaume des Pays-Bas, qui étaient domiciliés, ou qui sont revenus demeurer en Belgique avant le 7 février 1831, et qui ont depuis lors continué d'y résider. (Idem.)

Toutefois, ces personnes et celles dont il s'agit dans le n° précédent, Maestrichtois et Luxembourgeois, ont dû, dans les six mois à compter du jour de la publication de la loi ci-dessus citée, déclarer suivant la forme et devant l'autorité déterminée par l'article 133 de la Constitution, leur volonté d'être considérés comme belges de naissance : celles-là seules en ont été dispensées, qui, étant rentrées en Belgique avec l'autorisation du Roi, avaient déjà fait à cette époque

la déclaration voulue par l'art. 18 du code civil. (Art. 2 et 3.)

4° Ceux qui ont obtenu la *grande naturalisation*. (Art. 1 et 2 de la loi du 27 septembre 1835.)

5° Les individus, qui, à la conclusion du traité de Paris du 30 novembre 1815, étaient domiciliés, depuis 10 ans révolus, dans les communes détachées de la France et réunies au royaume des Pays-Bas en conséquence dudit traité, autres que celles qui avaient fait partie des neuf départemens réunis; à la charge par eux de faire dans le délai d'un an la déclaration prescrite par l'article 10 de la loi citée du 27 septembre 1835, et pourvu qu'ils aient continué de résider en Belgique. (Art. 14.)

6° Les étrangers à qui le Roi des Pays-Bas en vertu de l'article 10 de l'ancienne loi fondamentale a conféré les droits d'indigénat et l'admissibilité à tous emplois quelconques, pour autant qu'ils étaient domiciliés en Belgique au 1er décembre 1830, et qu'ils y ont depuis lors conservé leur domicile. (Art. 15.)

Toutes autres personnes, qui auraient obtenu seulement des lettres de *naturalisation ordinaire*, ne sont et ne peuvent être réputées belges, parce que cette naturalisation ne leur donne pas la jouissance de certains droits politiques pour l'exercice desquels la Constitution ou les lois exigent l'indigénat ou la grande naturalisation, tels que l'admissibilité aux fonctions de ministre, de représentant, de sénateur, (Art. 50, 56 et 86 de la Constitution), le droit d'élection pour la formation de la chambre des représentans et du sénat. (Art. 1 de la loi électorale du 3 mars 1831.)

Voyez NATURALISATION.

BELGIQUE.

La Belgique forme aujourd'hui un état indépendant.

Son indépendance fut d'abord proclamée d'une manière absolue par le gouvernement provisoire le 4 octobre 1830, et le 18 novembre suivant le congrès national la proclama de nouveau, mais sous la réserve des rélations du Luxembourg avec la Confédération Germanique.

Une commission, composée de MM. Van Meenen, de Gerlache, Tielemans, de Vaux, de Brouckere, Fabry, Balliu, Zoude et Thorn fut chargée de présenter, de concert avec le comité central du gouvernement provisoire, un projet de Constitution, destiné à devenir après l'examen et l'approbation du congrès national, la loi fondamentale de la Belgique. (Arrêtés du gouvernement provisoire des 4 et 6 octobre 1830.) Voyez CONSTITUTION BELGE, ETAT et NATION.

Le territoire de la Belgique est divisé en neuf provinces qui sont: Anvers, le Brabant, la Flandre occidentale, la Flandre orientale, le Hainaut, Liége, le Limbourg, le Luxembourg et Namur.

Il n'appartient qu'au pouvoir législatif de changer cette division territoriale. (Art. 1 de la Constitution. (Voyez PROVINCES, COMMUNES et LIMITES.

La Belgique forme un état perpétuellement neutre envers tous les autres états. (Art. 7 du traité du 15 novembre 1831.) Voyez INDÉPENDANCE et NEUTRALITÉ.

BÉNÉDICTION NUPTIALE.

C'est le mariage contracté devant le ministre d'un culte quelconque.

La bénédiction nuptiale ne peut être donnée par le ministre du culte que sur l'exhibition d'un extrait de l'acte de mariage contracté devant l'officier de l'état civil. (Article 54 de la loi du 18 germinal an 10, pour les chrétiens; arrêté du 1er prairial an 10, pour les juifs; code pén., art. 199 et 200.) Voyez ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

BÉNÉFICE ECCLÉSIASTIQUE.

Les canonistes appellent *bénéfice* le droit attribué à un clerc de jouir, sa vie durant, des revenus de certains biens consacrés à Dieu, à cause de l'office spirituel dont ce clerc est chargé par l'autorité de l'église; ils nomment *bénéficier* celui qui possède un bénéfice.

Les bénéfices étaient de plusieurs sortes : on appellait bénéfices réguliers ceux qui, par leur nature, le titre de leur fondation ou la prescription, ne pouvaient être conférés qu'à des réguliers, et bénéfices séculiers ceux auxquels les clercs séculiers seuls avaient droit. On appellait bénéfices simples ceux dont le titulaire n'avait ni charge d'ames ni dignité annexée, et les autres s'appellaient bénéfices qualifiés. (Van Espen, p. II, t. 18, c. 1 ; Sohet, liv. II, tit. 22, ch. 1.)

Tous les bénéfices ont été supprimés en France par la loi du 12 juillet-24 août 1790, relative à la constitution civile du clergé (Art. 20) ; en Belgique, les bénéfices simples l'ont été par la loi du 5 frimaire an 6.

BÉNÉFICE DE CESSION.

Voyez CESSION *de biens*.

BERGER.

On nomme *berger* celui qui garde les moutons, et *pâtre* celui qui garde les taureaux, bœufs, vaches et chèvres.

Les bergers étaient autrefois soumis à une surveillance particulière : aujourd'hui ils sont rangés dans la même classe que les autres citoyens. Cependant, la loi rurale du 28 septembre-6 octobre 1791 contient deux dispositions qui les concernent spécialement. L'art. 1, sect. 3, tit. I, ne permet d'arrêter les bergers, sinon pour crime, avant qu'il ait été pourvu à la sûreté de leurs troupeaux ; et, en cas de crime, il doit y être également pourvu immédiatement après l'arrestation et sous la responsabilité de ceux qui l'exécutent.

Et l'art. 22 du titre II défend aux bergers et aux pâtres de mener leurs troupeaux dans les champs moissonnés et ouverts, si ce n'est deux jours après la récolte entière, sous peine d'une amende de la valeur d'une journée de travail. L'amende est double si les bestiaux d'autrui ont pénétré dans un enclos rural.

BERGES.

On appelle ainsi les bords et levées des rivières ou des grands chemins, qui, étant taillés dans quelque côte, sont escarpés en contre-haut, ou dressés en contre-bas, avec des talus pour empêcher l'éboulement des terres et retenir les chaussées faites de terres rapportées.

Le *Recueil méthodique du cadastre* en donne une définition plus laconique : ce sont, dit-il, les bords relevés des chemins.

La loi du 21-25 février 1791 qui assujettit à la contribution foncière les droits de péage, etc., a compris dans l'évaluation des revenus et charges des canaux, les berges et francs-bords qui ne produisent aucun fruit.

Cette disposition a été reproduite dans l'art. 95 de la loi du 3 frimaire an 7, sur la contribution foncière ; et le Recueil méthodique du cadastre porte que si les berges appartiennent aux propriétaires des terrains adjacens, elles ne doivent former avec ces terrains qu'une seule parcelle ; et qu'elles doivent, au contraire, être confondues avec la grande route ou le chemin vicinal, si elles en font partie. (Art. 157.)

BESTIAUX.

On comprend sous la dénomination de *bestiaux* ou de *bétail*, les taureaux, bœufs, vaches, genisses, veaux, ânes, moutons, chèvres, etc., et généralement tous les quadrupèdes domestiques qui servent d'instrumens à l'agriculture. La cour de cassation de France en a cependant excepté les chevaux et les mulets ; voici dans quelle occasion :

L'art. 4 de la loi du 19 vendémiaire an 6 avait autorisé la libre circulation des *bestiaux* dans les deux lieues limitrophes de l'étranger.

A ce sujet, il s'était élevé la question de savoir si une saisie de *chevaux*, *mules* et *mulets*, dans l'étendue des deux lieues, était valable.

L'administration des douanes défendait la saisie sur le motif que les *chevaux*, *mules* et *mulets*, n'étaient pas compris dans la classe des *bestiaux*.

Un jugement du tribunal de première instance de Bayonne, en date du 13 messidor

an 12, avait rejeté la prétention de l'administration des douanes, et déclaré que les *chevaux*, *mules* et *mulets* étaient compris sous la dénomination de *bestiaux*.

Mais ce jugement fut annulé par arrêt de la cour de cassation, du 17 juin 1806, sur le motif que « les *mules*, *mulets* et *chevaux* ne » sont pas compris dans l'expression généri- » que *bestiaux*; qu'on en est convaincu, soit » en lisant les meilleurs dictionnaires et » grammaires, soit en consultant le législa- » teur qui en a fait lui-même la distinction » dans les lois du 3 pluviôse an 3 et 25 mes- » sidor an 6. »

1. Le nombre des bestiaux qu'un cultivateur peut avoir chez lui n'est assujetti à aucune limitation, quand il ne les nourrit aux dépens de personne : la restriction du *nombre* n'est applicable qu'au cas où il voudrait les faire paturer sur le terrain d'autrui. Le décret du 28 septembre-6 octobre 1791 est positif à cet égard. Voyez au reste l'article Parcours.

2. Il entre dans les devoirs du gouvernement de veiller non seulement à la conservation des bestiaux, mais encore à l'amélioration de leurs races.

La conservation des bestiaux est d'ordre public; c'est pourquoi le genre de traitement, en cas d'épizootie, n'est pas abandonné au soin des propriétaires : ils sont rigoureusement assujettis, sous ce rapport, aux réglemens sanitaires qui ont pour objet de prévenir les maladies épidémiques parmi le bétail, ou d'en arrêter la propagation. Voyez Epizootie.

Les bestiaux abandonnés et errans sur le terrain d'autrui ou sur la voie publique, doivent être saisis par les agens de l'autorité communale, et mis en fourrière aux frais de ceux à qui ils appartiennent. Voyez Fourrière.

Les dégâts qu'ils ont commis doivent également être réparés aux dépens des propriétaires.

Si les dégâts ont été commis dans des bois de particuliers, de communes ou de l'État, ou sur les arbres qui bordent les routes et chemins publics, les propriétaires ou conducteurs sont en outre passibles de peines correctionnelles ou de simple police. (Art. 12 et 38 de la loi rurale du 28 septembre-6 octobre 1791, tit. II; code pénal, art. 444 à 448, 471, n° 14, 475, n° 10 et 476; art. 10 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669.)

La loi protége les bestiaux contre les mauvais traitemens des hommes. Voyez Animaux.

Elle les protége également contre les bêtes féroces. Voyez Battues.

3. L'expérience a démontré que sans nuire en rien aux travaux ordinaires de l'agriculture, il est possible et même facile d'améliorer sensiblement les races, sous le rapport non seulement des formes, mais encore des services que les bestiaux peuvent rendre à l'homme. Ainsi la manière de les élever et de les nourrir, la nature de leurs travaux, l'art de ménager leurs forces, peuvent procurer des races plus belles, plus utiles, et, par conséquent, plus recherchées.

Pour vaincre la routine qui retarde ou repousse en général dans les campagnes toute idée, toute pratique nouvelle, relative à l'élève des bestiaux, il n'est guère qu'un moyen efficace, c'est d'établir des concours périodiques et d'accorder des primes pour les bêtes à cornes, les étalons et les troupeaux de moutons les plus remarquables par leur force, leur grandeur, leur embonpoint, leur beauté, etc. Ces concours stimulent le zèle, excitent l'amour-propre des cultivateurs, et les portent à rechercher tous les moyens possibles de parvenir à leur but; le résultat de cette émulation est d'améliorer à peu de frais la race des animaux, et d'augmenter ainsi les ressources des cultivateurs.

Ce moyen s'emploie dans presque toutes les villes de la Belgique; afin d'attirer un grand nombre de cultivateurs et de marchands, l'administration communale établit des foires périodiques de bestiaux; des affiches répandues dans toutes les communes avoisinantes, des annonces publiées dans les journaux, indiquent l'époque de ces foires, le nombre et la nature des primes à donner, le mode et les formalités du concours, etc., etc.

Dans le but d'acclimater de nouvelles races en Belgique, d'améliorer encore celles qui y prospèrent déjà, le gouvernement a récem-

ment fait venir d'Angleterre des bestiaux de races choisies qu'il a fait vendre publiquement aux enchères. Ce moyen nous semble très efficace parce qu'il va directement au but, et qu'il n'exige presque pas de dépenses, bien différent en cela de l'institution des fermes-modèles qui souvent deviennent des établissemens de luxe plutôt que d'utilité générale. Voyez ABATTAGE et ANIMAUX.

BÊTES A LAINE.

Sous le gouvernement français l'amélioration des races de bêtes à laine avait été l'objet de la sollicitude du gouvernement. A cet effet, un décret du 8 mars 1811 avait ordonné la formation de soixante dépôts de béliers mérinos, et réglait la manière de les former, ainsi que la police de ces établissemens. Il n'existe point de dépôts semblables en Belgique; mais le gouvernement des Pays-Bas a donné plusieurs fois des encouragemens pécuniaires aux citoyens qui se livraient particulièrement à l'élève des bêtes à laine.

BÊTES FAUVES.

Cette dénomination s'applique aux cerfs, daims, biches et chevreuils.

Ces animaux viennent parfois détruire ou ravager les champs. L'art. 15 de la loi du 22-30 avril 1790 autorise les propriétaires et même les fermiers à les repousser avec des armes à feu, lorsqu'ils se répandent dans leurs récoltes. Cette permission fut un immense service pour l'agriculture, car jusqu'alors les paysans avaient été contraints de demeurer spectateurs inactifs des dévastations de ces animaux. Il y avait des peines très sévères contre ceux d'entre eux qui osaient tirer sur le gibier, et aux yeux de certains nobles la vie d'un cultivateur était moins importante que celle d'un chevreuil.

Le fait d'avoir tiré sur des bêtes fauves dans le cas ci-dessus mentionné ne constitue pas un délit de chasse. Voyez BATTUES et CHASSE.

BEURRE, LAIT ET FROMAGES.

La vente de ces objets peut, comme celle de toutes les boissons et comestibles, être soumise à des réglemens d'administration locale.

L'objet de ces réglemens doit être de défendre:

1° Aux marchands de fromage et de beurre frais ou salé de le mélanger avec des fleurs, herbes, drogues ou autres substances, pour lui donner une couleur et un goût propres à tromper les acheteurs;

2° Aux laitiers de mélanger le lait avec de l'eau, des jaunes d'œuf ou de la farine. Il existe un instrument que M. Cadet de Vaux, son inventeur, a nommé *galactomètre* ou *pèse-lait*. On peut, à l'aide de cet instrument, apprécier exactement la quantité d'eau qu'un laitier infidèle aurait mise dans son lait. Il serait bon que les commissaires de police en fussent pourvus;

3° Aux fermiers, c'est-à-dire à ceux qui apportent leurs denrées au marché, de vendre le beurre, les œufs et le fromage ailleurs que dans les endroits désignés à cet effet par l'autorité locale;

4° Aux regrattiers, c'est-à-dire à ceux qui achètent au marché pour revendre en détail à domicile, d'acheter avant l'heure fixée par les réglemens;

5° Aux marchands de donner la préférence à des regrattiers et épiciers sur des particuliers qui offrent le même prix.

La loi du 19-22 juillet 1791 punissait de l'amende et de la confiscation ceux qui ont exposé en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. (Tit. I, art. 20.)

Cette disposition a été remplacée par l'article 605 du code du 3 brumaire an 4.

Le code pénal punit de l'amende et de l'emprisonnement ceux qui vendent des boissons falsifiées par des mixtions nuisibles; et de l'amende de simple police, ceux qui vendent des boissons simplement falsifiées. (Article 318, 387 et 475, n° 6.) Voyez BOISSONS, COMESTIBLES et MARCHÉS.

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE.

1. On appelle ainsi toute collection de livres et de manuscrits, rangés par ordre dans un local approprié à cet effet, et dont l'entrée est ouverte au public.

On donne également ce nom à l'établissement où les livres sont réunis, et même aux armoires et tablettes qui servent à les recevoir.

Avant l'invention de l'imprimerie, il n'y avait guère que des personnes fort riches qui fussent en état d'avoir des bibliothèques. A cette époque, tout était en manuscrits, et ces manuscrits coûtaient cher à ceux qui se les procuraient. Les livres concernant la religion et la politique n'étaient pas, comme aujourd'hui, entre les mains de tout le monde: les souverains les tenaient en dépôt dans leurs bibliothèques; il fallait s'adresser à eux, comme l'observe le père Thomassin, pour avoir des extraits sur les points qui réglaient le dogme ou la morale; aussi le soin des bibliothèques n'était-il confié qu'à des personnes d'une probité reconnue, de crainte qu'on ne se permît d'altérer les manuscrits.

C'est de ces premières bibliothèques que sont sortis les livres dont l'imprimerie a répandu tant d'éditions. Ces éditions n'étaient autrefois livrées au public qu'autant qu'elles étaient conformes aux manuscrits, et dûment approuvées comme telles.

Les bibliothèques publiques ne sont pas une des moindres richesses d'une nation; sources abondantes où les sciences et les arts viennent puiser sans cesse, elles servent à propager les lumières, à favoriser l'industrie, à développer la civilisation. Ces établissemens méritent donc toute la sollicitude du gouvernement.

2. Il est en Belgique des bibliothèques qui appartiennent à la nation, telles que la bibliothèque des manuscrits, dite de Bourgogne, et celles des universités entretenues aux frais de l'état.

Il en est d'autres qui sont la propriété des villes où elles sont établies, telles que les bibliothèques de Bruxelles, de Bruges, etc.

Les provinces et les établissemens publics n'en possèdent plus, du moins à notre connaissance. Toutes celles qu'elles possédaient autrefois sont devenues la propriété de l'état.

Quant aux bibliothèques particulières, elles n'entrent dans le domaine du droit administratif que pour autant qu'elles seraient livrées au public. Voyez à ce sujet l'article Cabinet *de lecture*.

3. Les bibliothèques de l'état sont placées, comme tout ce qui intéresse l'instruction publique, les sciences et les arts, dans les attributions du ministre de l'intérieur. Le chef de ce département a sous ses ordres les fonctionnaires préposés à la direction immédiate de ces établissemens.

Les bibliothèques des universités sont placées en outre sous la surveillance des administrateurs-inspecteurs. (Loi du 27 septembre 1835, art. 27.)

Les réglemens relatifs au service intérieur des bibliothèques de l'état doivent émaner du roi. (Articles 29 et 67 de la constitution.) Mais toutes les instructions nécessaires pour en faciliter l'exécution, émanent du ministre.

Le Roi nomme, sur la proposition du ministre, les bibliothécaires et les conservateurs des bibliothèques appartenant à l'état.

Le ministre nomme les préposés subalternes, sur la proposition des bibliothécaires et conservateurs.

Chaque année il demande aux chambres un subside pour subvenir aux besoins des bibliothèques publiques de l'état. Les fonds qu'il obtient sont destinés en général à l'achat d'ouvrages nouveaux ou de manuscrits, dont les bibliothèques ne sont pas encore pourvues.

Il fait aussi tous les ans une distribution entre les diverses bibliothèques, des ouvrages imprimés ou réimprimés en Belgique, dont les éditeurs sont tenus de déposer au ministère de l'intérieur un certain nombre d'exemplaires.

4. Les bibliothèques appartenant aux villes sont rangées au nombre des propriétés communales dont la dispositions appartient aux conseils communaux, et l'administration au collége des bourgmestre et échevins. (Loi communale du 30 mars 1836, art. 75 et 90.)

Le conseil fait les réglemens relatifs à l'ordre et au service intérieur des bibliothèques communales. (Art. 75 et 78.)

L'exécution de ces réglemens appartient au collége des bourgmestre et échevins, qui donne à cet effet les instructions et les ordres nécessaires aux bibliothécaires et conservateurs. (Art. 90, n° 1, 3 et 11.)

Le conseil nomme les bibliothécaires et les conservateurs. (Art. 84, n° 4.)

Il peut aussi nommer les autres employés subalternes; mais ordinairement il en abandonne la nomination au collége (Art. 84, n° 7.)

Les conseils communaux portent annuellement à leurs budjets les sommes nécessaires tant à l'entretien qu'à l'amélioration des bibliothèques. Ils peuvent, en votant ces fonds, désigner les ouvrages dont l'acquisition sera faite au compte de la ville : les députations permanentes, qui approuvent leur budjet, peuvent exiger cette désignation afin d'être à même de contrôler la dépense.

En France le gouvernement souscrit souvent à des ouvrages utiles pour un nombre d'exemplaires plus ou moins considérable. Il les distribue ensuite aux diverses bibliothèques des départemens.

En Belgique les villes n'ont pas en général assez de ressources pour se procurer tous les ouvrages qui paraissent, quelle qu'en soit d'ailleurs l'utilité; et comme d'un autre côté, le gouvernement ne fait que peu ou pas d'acquisitions, les bibliothèques restent en général très négligées et fort incomplettes.

Il serait à désirer que, sur les fonds accordés pour les beaux-arts, le ministre de l'intérieur fît annuellement quelques achats pour les diverses bibliothèques nationales ou communales.

Les acquisitions, les échanges, les reliures et autres actes de ce genre, sont abandonnés aux bibliothécaires, sous les ordres et la surveillance du collége des bourgmestre et échevins.

5. Les livres et manuscrits dont se composent les bibliothèques publiques, sont meubles de leur nature, et doivent être régis de la même manière que les autres propriétés mobilières de l'état ou des commnes. Mais considérés comme établissemens publics, l'usage, d'accord avec le bon sens, a soumis les bibliothèques à des règles particulières. Ces établissemens ont en effet un caractère d'utilité publique qui n'en permet pas plus l'aliénation en masse que la vente partielle des objets qui en dépendent. Ainsi, un ministre qui voudrait aliéner une bibliothèque nationale, rencontrerait, sans aucun doute, dans les chambres une résistance qui ferait avorter son projet; une ville qui se trouverait dans le même cas, serait arrêtée par l'article 87 de la loi communale; car tout acte du conseil et du collége qui tendrait à l'anéantissement partiel ou intégral d'une bibliothèque publique, serait infailliblement annulé par le roi, comme étant de nature à blesser l'intérêt général.

Toutefois la défense de disposer des bibliothèques publiques et des livres qui les composent, ne va point jusqu'à empêcher la vente ou l'échange de certains ouvrages, les doubles exemplaires, par exemple, pour les remplacer par d'autres qu'on jugerait plus utiles. Mais ces opérations doivent toujours avoir pour objet la conservation ou l'amélioration même de ces établissemens, de telle sorte que le produit des ventes ne soit jamais diverti à d'autres emplois.

6. Quoique les provinces ne possèdent point actuellement de bibliothèques publiques, il ne leur est pas défendu d'en établir; mais de pareils établissemens ne peuvent être créés sans une autorisation spéciale du roi. (Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 86.)

7. La confection des réglemens d'ordre et de service intérieur pour les bibliothèques publiques, appartenant à l'état ou à des villes, exige beaucoup de soins. Ils doivent avoir particulièrement pour objet de régler:

1° Les attributions des bibliothécaires, des conservateurs et autres employés;

2° Leurs traitemens et leur responsabilité;

3° La police intérieure de l'établissement dans ses rapports avec le public;

4° Le classement des ouvrages d'après un ordre déterminé, et la confection des catalogues;

5° Les prêts de livres hors de l'établissement et les garanties sous lesquelles ils peuvent avoir lieu;

6° La désignation des ouvrages qui ne pourront pas sortir de l'établissement.

8. Il serait à désirer qu'en général le ministre de l'intérieur pour les bibliothèques de l'état, et les conseils communaux pour les bibliothèques des villes, missent ce genre

d'établissemens sous le patronage d'une commission spéciale, composée d'hommes érudits. Ce serait un moyen de les enrichir par dons volontaires, de stimuler le zèle des bibliothécaires et des conservateurs, de ne faire jamais que des acquisitions utiles, et de prévenir en même temps des fautes, des erreurs quelquefois irréparables.

9. Chaque bibliothèque devrait avoir son catalogue imprimé; bientôt on pourrait connaître d'un bout du royaume à l'autre toutes les richesses scientifiques et littéraires qu'elle renferme, soit en manuscrits, soit en livres rares dont l'existence n'est pas même soupçonnée. Les catalogues, envoyés à toutes les bibliothèques du pays et de l'étranger, attireraient dans nos principales villes la présence au moins momentanée des savans qu'attirent exclusivement aujourd'hui Londres, Paris, Vienne, Munich et Berlin.

10. La permission de fréquenter une bibliothèque publique, d'y consulter les ouvrages qu'on ne pourrait, ou qu'on ne saurait se procurer ailleurs, de les emporter même pour quelque temps, est d'un avantage inappréciable pour le littérateur et le savant : aussi, une bibliothèque qui ne s'ouvrirait que rarement ou pour une durée de temps fort courte par chaque séance, ne serait-elle qu'un trésor inutile : il faut que les lecteurs puissent y venir souvent, et y rester au moins quelques heures de suite. Il en est dans le nombre qui viennent y faire un cours entier de telle ou telle science, et ils ne peuvent accomplir cette tâche que par des lectures multipliées et rapprochées.

L'emplacement qu'on destine aux lecteurs doit être commode, et garni des meubles nécessaires à leur usage, tels que tables, pupitres, chaises, bancs, papier, plume et encre; l'hiver, les chambres où ils se tiennent doivent être convenablement chauffées; en un mot, l'administration doit se persuader que plus elle facilite aux lecteurs les moyens de travailler, plus elle atteint le but qu'elle s'est proposée par l'établissement des bibliothèques.

11. La conservation et la tenue des bibliothèques ont donné lieu à plusieurs lois qui pour la plupart manquent d'intérêt aujourd'hui, surtout en Belgique. Nous nous bornerons à les indiquer brièvement.

Une loi du 14 - 27 novembre 1789 a prescrit les mesures nécessaires pour la conservation des archives et manuscrits des bibliothèques des monastères et chapitres.

Une autre loi du 20-26 mars 1790, a chargé les officiers municipaux de dresser un état des bibliothèques, livres, manuscrits et médailles appartenant à des maisons religieuses. Une troisième loi du 28 octobre — 5 novembre suivant a ordonné de faire un catalogue des livres, manuscrits, etc., qui se trouvaient dans les bibliothèques des corps, maisons et communautés supprimés et conservés provisoirement. L'article 3 de cette loi ordonne de distinguer les livres et autres objets à conserver d'avec ceux qui étaient dans le cas d'être vendus.

Une loi du 10-13 octobre 1792, enjoignit de surseoir à la vente des bibliothèques et autres livres scientifiques qui auraient été saisis sur des émigrés.

Un décret du 8-14 août 1793 a placé sous la surveillance des autorités constituées les bibliothèques des académies et sociétés littéraires supprimés.

Pendant les crises de la révolution française, on a parfois établi des ateliers d'armes ou de salpêtre, des magasins de fourrages et autres matières combustibles dans les bâtimens même où il y avait des bibliothèques publiques. Un décret du 9 frimaire an 3 a condamné et prohibé pour l'avenir ce genre d'abus.

L'art. 2 de ce décret porte que dans le cas où des ateliers ou magasins de ce genre et des dépôts d'objets de science et d'art se trouveraient réunis dans le même local ou dans des bâtimens voisins, les administrations de district prendront les mesures les plus promptes pour éviter les incendies, et déplacer même l'établissement dont la translation serait la plus facile et la moins dispendieuse.

Par suite de la suppression d'une foule d'établissemens publics et de communautés, le gouvernement se trouvait en possession

d'une masse de livres. Une loi du 26 fructidor an 5, règla la manière d'en disposer en faveur des départemens.

C'est alors qu'on a établi des bibliothèques partout où se trouvait une école centrale. Le directoire exécutif était chargé par la même loi de remettre au corps législatif un état des bibliothèques publiques à conserver, et celui des communes où il était nécessaire d'en établir, quoiqu'il n'y eût pas d'école centrale.

Un décret du 20 février 1809 a décidé que les manuscrits des archives du ministère des rélations extérieures et ceux des *bibliothèques impériales, départementales et communales ou des autres établissemens de l'empire*, étaient la propriété de l'État et ne pouvaient être imprimés sans autorisation. L'autorisation ne pouvait être donnée que par le ministère des relations extérieures pour les manuscrits de la première cathégorie, et par celui de l'intérieur pour ceux de la seconde.

Cette mesure rentrait dans le système d'entraves à la publicité qu'on suivait à cette époque dans toutes les branches de l'administration. Elle peut être considérée comme obligatoire encore relativement aux bibliothèques de l'Etat ; mais pour les autres qui sont redevenues la propriété des villes, les régences peuvent seules accorder l'autorisation d'en publier les manuscrits. Cette autorisation est toujours indispensable, parce qu'il faut, en tout état de choses, le consentement du propriétaire ou une décision des tribunaux pour disposer de son bien. Toutefois cette formalité ne concerne que la publication du manuscrit en son entier, elle n'est pas applicable aux simples citations qu'on peut en extraire.

BIENFAISANCE.

Sous le rapport administratif, le seul qui doive nous occuper ici, on entend par bienfaisance les secours de toute espèce que l'autorité procure aux pauvres en général, et particulièrement aux vieillards, aux infirmes, aux orphelins qui se trouvent dans le besoin.

C'était autrefois une règle généralement reçue que chaque paroisse devait alimenter et secourir ses pauvres infirmes et incapables de travailler. On trouve une disposition précise à cet égard dans les canons du second concile de Tours, disposition qui passa ensuite dans plusieurs ordonnances des XVI^e^, XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. Voyez notamment pour les Pays-Bas autrichiens les placards des 7 octobre 1531, 28 septembre 1617, 12 janvier 1734, et 14 décembre 1765.

Ce dernier placard, émané de Marie-Thérèse, porte entre autres dispositions celle-ci : « Voulons que chaque ville, paroisse et village entretienne ses pauvres invalides et incapables de travailler, sur les revenus de la table de charité ; que, si les aumônes qu'ils reçoivent et les revenus de la table de charité ne suffisent pas, les magistrats, curés et maîtres des pauvres concerteront ensemble les moyens les plus propres et les moins onéreux aux villes et au plat-pays pour y suppléer, et qu'enfin, s'il est absolument nécessaire d'établir à ce sujet quelqu'imposition annuelle sur les habitans, ils s'adresseront à nous pour en obtenir la permission. »

Cependant, en France, où les dissensions politiques avaient multiplié au XVI^e^ siècle les abus de toute espèce, on reconnut que les paroisses, livrées à leurs propres ressources, ne pouvaient suffire à l'obligation de secourir leurs pauvres, et les souverains furent obligés de recourir à des mesures exceptionnelles pour soulager les malheureux. A cet effet, ils envoyèrent dans diverses provinces de leur royaume des commissaires chargés de faire le relevé des laboureurs pauvres, infirmes et hors d'état de travailler, et se chargèrent eux-mêmes de pourvoir à leurs besoins.

Par une ordonnance de 1536, il fut établi dans toute la France une distribution de secours à domicile, au moyen d'une taxe qui fut repartie sur tout les habitans par les curés, vicaires et marguillers, sans l'intervention de l'autorité civile. Une autre ordonnance de 1662 prescrivit des mesures analogues, et en 1740 le parlement de Paris, pour en assurer l'exécution, rendit un arrêt, d'après lequel, en cas de réclamation pour surtaxe, on pouvait se pourvoir devant les tribunaux

inférieurs d'abord, et ensuite par appel devant la cour.

Dès 1544, François Ier avait établi à Paris un bureau général des pauvres. Il était composé de treize bourgeois nommés par le prévôt des marchands et de quatre conseillers au parlement. Il avait le droit de lever chaque année sur les communautés, les princes, les seigneurs et les ecclésiastiques, ainsi que sur toutes les propriétés, une taxe d'aumône pour les pauvres, et il avait juridiction pour contraindre les cotisés. Cette taxe se levait encore en 1789.

A cette époque tout le monde s'occupait de systèmes de bienfaisance et de philantropie; Louis XVI lui-même prenait une part personnelle aux travaux de la réforme qu'on réclamait alors de toutes parts. L'on ne voulait plus d'autre mode de charité que les secours à domicile: on alla même de théorie en théorie jusqu'à vouloir la suppresion des hôpitaux.

Pendant la révolution ces divers systèmes furent mis à l'épreuve. Un décret du 19-24 mars 1793, posa en principe que l'assistance du pauvre est une dette nationale, et ordonna en conséquence qu'il serait attribué, par chaque législature, une somme annuelle à chaque département, pour être distribuée aux indigens à titre de secours.

Ces fonds de secours étaient divisés de la manière suivante:

1° Travaux de secours pour les pauvres valides dans les temps morts au travail et de calamité:

2° Secours à domicile pour les pauvres infirmes, leurs enfans, les vieillards et les malades;

3° Maisons de santé pour les malades qui n'ont point de domicile, ou ne pourraient y recevoir de secours;

4° Hospices pour les enfans abandonnés, pour les vieillards et les infirmes non domiciliés;

5° Secours pour les accidens imprévus.

La même loi établit des officiers de santé pour les pauvres et des accoucheurs pour leurs femmes, crée des établissemens pour les noyés et les asphyxiés, et fonde une *caisse de prévoyance nationale*.

Ce qu'il y a d'étrange c'est que, tout en prescrivant l'emploi de ces moyens divers pour subvenir aux besoins de l'indigence, la loi du 19-24 mars 1793, ordonne la vente des biens des hopitaux, fondations et dotations en faveur des pauvres, sous le prétexte que leur assistance est une dette de la nation.

Un autre décret du 22-27 floréal an 2, ordonna qu'il serait ouvert dans chaque département un registre qui aurait pour dénomination: *Livre de la bienfaisance publique.*

Ce livre était divisé en trois cathégories, intitulées: l'une, cultivateurs vieillards ou infirmes; l'autre, artisans vieillards ou infirmes; et la dernière, mères et veuves ayant des enfans dans les campagnes.

Les pauvres inscrits dans la première cathégorie avaient droit à un secours annuel de 160 livres; ceux de la seconde à 120 liv., et les mères et veuves chargées d'enfans, qui entraient dans la troisième, recevaient 60 livres par année.

Il y avait à cette époque une espèce de fièvre de centralisation; on voulait que tout se fît par le gouvernement; mais il est probable qu'en faisant ainsi intervenir l'autorité publique dans le domaine de la bienfaisance, on avait autant pour but d'ôter aux riches tout moyen d'influence sur les pauvres, que de donner une organisation uniforme aux secours publics. On en trouve peut-être la preuve dans le décret du 24 vendémiaire an 2, qui défendait, sous peine d'amende, de faire l'aumône.

Jusques-là les clubs français, comme toutes les assemblées populaires qui se forment dans les révolutions entreprises par les masses pour conquérir la liberté, étaient dominés par le besoin de tout niveler, de réparer les injustices du sort, et dans leur fougue ils auraient ruiné les classes riches aux dépens des prolétaires. Nous ressentons encore aujourd'hui les effets de cette philantropie égarée. Après bien des tentatives infructueuses, on en revint à des idées plus saines d'économie politique et d'administration.

Une première loi du 16 vendémiaire an 5, mit les hospices civils sous la surveillance immédiate des administrations municipales,

en confia la régie à des commissions particulières, et leur rendit la jouissance de leurs biens, rentes et redevances.

Une seconde loi du 7 frimaire an 5, ordonna que, six mois durant, il serait perçu un décime par franc en-sus du prix de chaque billet d'entrée dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre, des bals, des feux d'artifice, des concerts, des courses de chevaux, pour lesquels les spectateurs paient (art. 1); que le produit de cette imposition serait affecté aux besoins de l'indigence (article 2); et qu'il serait établi dans chaque canton un ou plusieurs bureaux de bienfaisance, composés de cinq membres chargés de faire la répartition des secours à domicile, et de recevoir les dons qui leur seraient offerts (art. 3). Cette loi abroga celles des 19-24 mars 1793 et 22 floréal an 2 (art. 12).

Plus tard, une loi du 4 ventôse an 9 affecta aux besoins des hospices toutes les rentes appartenant à l'état dont la reconnaissance et le paiement se trouvaient interrompus, et tous les domaines nationaux qui auraient été usurpés par des particuliers.

Un arrêté du 7 messidor suivant leur abandonna de même les arrérages des rentes qui leur étaient affectées par la loi du 4 ventôse, et un autre arrêté du 9 fructidor an 9, rendit ces dispositions communes aux bureaux de bienfaisance.

Au moyen de ces dispositions administratives et de ces ressources financières, la bienfaisance devint une dette purement locale, et l'état cessa d'intervenir en cette matière autrement que comme tuteur des établissemens publics en général. Tel est le système qui subsiste encore aujourd'hui.

L'Angleterre a suivi les erremens de la France; le statut de 1601, par lequel Elizabeth établit ou régularisa la taxe des pauvres, est au niveau de la législation française du XVI^e^ siècle. Les effets du statut ne se firent pas immédiatement sentir. Ici il n'était pas mis à exécution; là l'exécution, confiée à l'aristocratie, était accompagnée de circonstances révoltantes : les humiliations, les entraves mises à la liberté, la prohibition du mariage, quelquefois la réclusion dans une maison de travail, une foule d'obligations enfin incompatibles avec les premiers besoins de l'humanité, fesaient d'abord répudier aux pauvres les secours de la bienfaisance publique. Mais depuis la fin du siècle dernier, époque où l'Angleterre fut travaillée, comme la France, par les systèmes philantropiques, et où les idées de philosophie prirent racine en devançant même les saines notions de l'économie politique, toutes les entraves, tous les obstacles mis à l'exécution franche de la législation sur les pauvres, furent levés, et, en peu d'années, nos voisins d'outre-mer virent les demandes de secours se multiplier d'une manière effrayante. Aujourd'hui, il est devenu évident pour tout le monde que la bienfaisance publique, en tant qu'elle établit en faveur du pauvre un *droit* à l'obtention de secours, est un encouragement à la paresse, à l'imprévoyance, à l'accroissement de la population au-delà des bornes que lui assignent les besoins du travail et de la production.

Nous ne sommes point appelés à développer des théories, et nous nous bornerons, en conséquence, à poser en fait que toutes les fois que la bienfaisance publique s'attache à réparer des malheurs ou des accidens qu'il n'est donné à l'homme ni de prévoir ni de prévenir, sa mission est belle, noble, sacrée; mais qu'elle va au-delà du but, et qu'elle devient une lèpre pour la société, quand elle vient en aide à ceux qu'une prudence ordinaire aurait pu mettre à l'abri du besoin. Dans ce dernier cas, la charité privée doit seule agir.

La loi fondamentale du royaume des Pays-Bas, sans spécifier les obligations de l'Etat, n'était cependant pas restée muette sur la charité publique.

L'art. 228 disposait :

« Les administrations de bienfaisance et » l'éducation des pauvres sont envisagées » comme un objet important des soins du » gouvernement. Il en est rendu aux états- » généraux un compte annuel. »

Cette disposition n'entraînait d'autre obligation que celle de veiller à l'éducation du pauvre, et d'éclairer la législature sur la situation des classes infimes de la société.

Elle était sage, puisque d'une part elle recommandait en principe à la sollicitude du gouvernement le moyen le plus propre peut-être à améliorer la condition des familles indigentes, et que de l'autre, elle le forçait à réunir chaque année des renseignemens statistiques qui pussent mettre à nu la plaie de la société, et faciliter aux chambres l'application des remèdes particuliers.

Les idées qui dominèrent au commencement de la révolution de 1830, sur l'affranchissement des communes et sur la liberté illimitée de l'enseignement, le souvenir de l'action que le gouvernement des Pays-Bas avait exercée en vertu d'interprétations forcées de quelques articles de la Constitution, ont empêché que l'art. 228 de l'ancienne loi fondamentale ne trouvât place dans celle qui nous régit à présent.

Seulement, la loi communale du 30 mars 1836 met à la charge des communes : 1° l'entretien et le traitement des aliénés indigens; 2° l'entretien des indigens retenus dans les dépôt de mendicité, admis dans les hôpitaux ou reçus provisoirement, ou du consentement de la commune dans les hospices des communes où ils n'ont pas droit à des secours publics, sans préjudice des subsides à fournir par les provinces; 3° l'entretien et l'instruction des aveugles et des sourds-muets indigens, sauf les subsides à fournir par les provinces ou par l'Etat, lorsque la commune n'a pas les moyens d'y pourvoir sur ses ressources ordinaires; 4° une partie de l'entretien des enfans trouvés.

La loi provinciale du 30 avril 1836 a mis à la charge des provinces : 1° les frais de routes avancés par les communes pour les voyageurs indigens; 2° le traitement des aliénés indigens et l'entretien des indigens retenus dans les dépôts de mendicité, lorsqu'il est reconnu par le conseil provincial que les communes n'ont pas le moyen d'y pourvoir; 3° une partie de l'entretien des enfans trouvés.

On voit que ce système se rapproche de celui que l'on suivait, il y a plusieurs siècles, et d'après lequel les villes, paroisses et villages étaient chargées seules de nourrir leurs pauvres.

Nous n'en dirons pas d'avantage ici sur cette matière : on sent que pour connaître en détail tout ce qui se rapporte à la bienfaisance publique, il faut recourir aux articles spéciaux que nous consacrons aux divers établissemens de bienfaisance tels que Hospices, Hôpitaux, Bureaux de bienfaisance, Dépôts de mendicité, Maisons d'aliénés, Monts-de-piété, Colonies agricoles, etc., etc. Voyez aussi Etablissemens de bienfaisance et Indigens.

BIENS.

§ I. Définition.

La dénomination de *biens* s'applique en général à toutes les choses qu'on possède.

Les *choses* et les *biens* ne sont pourtant point en jurisprudence des expressions synonymes.

La première est plus étendue que la seconde; elle comprend tout ce qui existe, tout ce qui peut être à l'homme de quelque utilité, quoiqu'il ne le possède pas. Ainsi l'on met au rang des *choses* et non des *biens*, l'air, la mer, les terres désertes, les animaux sauvages, parcequ'il ne sont possédés par personne. Les jurisconsultes anciens les nommaient *choses communes* pour indiquer que l'usage en est commun à tous.

Au contraire on appelle *biens* les choses que l'on *possède*, les choses qui font actuellement partie de notre patrimoine, comme une maison, un cheval.

En un mot les *choses* ne deviennent *biens* que par la possession qu'on en a prise.

Nous n'avons à nous occuper des biens que dans leurs rapports avec l'administration et le droit administratif.

§ II. Des différentes espèces de biens.

On a toujours distingué les biens en diverses espèces, et ces distinctions ont varié avec les temps et les lieux. Elles étaient autrefois nombreuses en Belgique; mais la suppression de la féodalité, des dimes, des bénéfices, des offices ecclésiastiques, etc., ont beaucoup simplifié la jurisprudence en cette

matière, et elles se réduisent aujourd'hui à trois principales qui sont fondées sur la nature des choses.

L'une est en biens *corporels* et *incorporels ;* c'est la plus générale, la plus exacte, la plus propre à faire connaître leur véritable nature.

Les biens corporels sont ceux qui ont réellement un corps, une existence, que l'on peut saisir à l'aide des sens, comme une maison, un livre.

Les biens incorporels sont ceux qui ne s'aperçoivent que par l'entendement, qui ne frappent point les sens, parcequ'ils n'ont pas de corps: tels sont tous ceux qui ne consistent que dans un droit, par exemple une obligation, le droit de succéder, le droit d'usufruit, les servitudes ou droits fonciers, le droit même de propriété. Il n'importe que ces droits s'exercent sur une chose corporelle qu'on peut toucher ou saisir ; ils n'en sont pas moins incorporels, car il ne faut pas confondre les droits avec la chose qui en est l'objet : leur essence n'est que dans la faculté légale de revendiquer cette chose, de la posséder, de s'en approprier l'usage en tout ou en partie ; et cette faculté, ne tombant point sous les sens, est incontestablement incorporelle.

La seconde distinction est en biens *meubles* et *immeubles :* c'est celle que consacre l'article 516 du Code civil. Mais elle a le défaut de ne pas comprendre tous les biens ; et ce n'est qu'à l'aide de dispositions particulières de la loi que l'on peut ranger certaines espèces de biens dans l'une ou l'autre de ces deux classes. Par exemple, il y a des choses corporelles, meubles de leur nature, que la loi a classées parmi les immeubles, et d'autres qui, quoiqu'immeubles, sont rangées par elle au nombre des choses mobiliaires. (Code civil, art. 516 et suiv.)

La distinction des biens en corporels et incorporels n'est en quelque sorte que théorique : elle peut, dans l'étude du droit civil, aider à la solution de certaines difficultés, mais dans le droit administratif elle est presque sans application.

Il n'en est pas de même de la seconde, qui divise les biens en meubles et immeubles. Celle-ci a servi de bâse à la création de plusieurs impôts, tels que la contribution foncière, la contribution personnelle, le droit d'enrégistrement, etc. Il importe par conséquent de connaître et de qualifier exactement la nature des biens que ces impôts peuvent atteindre. Voyez les articles relatifs à ces divers impôts.

D'après une troisième distinction il est des biens qui sont dans le commerce et d'autres qui n'y sont pas.

Les biens dans le commerce sont ceux qui peuvent changer de maître ou de possesseur par donation, vente, échange, prescription ou autrement.

Les biens hors du commerce sont non seulement ceux qui ne sont susceptibles d'aucune propriété, tels que l'air, les eaux courantes et généralement toutes les choses communes dont nous avons parlé dans le § 1, mais encore ceux qui, quoique susceptibles de propriété, sont naturellement consacrés à des usages publics incompatibles avec une possession exclusive, et qui rentrent dans le commerce aussitôt que cesse leur destination. C'est à cette dernière classe qu'appartiennent les rues, chemins et routes, les édifices publics, les églises, les murs, portes, fossés, remparts des places de guerre, etc., parceque quoique possédés en toute propriété par l'État, les provinces ou les communes, ils ont une destination publique, qu'il faudrait nécessairement leur ôter, pour qu'ils pussent devenir l'objet d'une possession privée ou exclusive.

Aussi les biens hors du commerce sont-ils régis par des dispositions particulières. Le Code civil porte :

» Art. 1598. Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

» Art. 2226. On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.»

Tous les auteurs ont conclu de ces dispositions que les biens qui ne sont pas dans le commerce, ne peuvent être vendus. Cela est exact en thèse générale ; mais cette règle n'est pas sans exception ; car selon nous rien ne s'oppose à ce qu'une commune aliéne au profit de l'État un chemin ou une rue muni-

cipale pour en faire une grande route. Il en serait de même de l'aliénation d'une église qu'on voudrait ériger en cathédrale.

§ III. Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

Hors les choses communes qui ne peuvent être la propriété de personne, tous les *biens* appartiennent, soit à des particuliers isolés ou réunis en compagnie, soit à l'État, aux provinces, aux communes ou à des établissemens publics. Cette attribution de propriété est une nécessité de l'ordre social, nécessité si impérieuse qu'à l'égard des choses communes qui ne peuvent appartenir privativement à personne, il a fallu que le législateur en réglât l'usage.

L'art. 714 du Code civil porte en effet : « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous. Des lois de police règlent la manière d'en jouir. »

C'est par suite de la même nécessité que l'art. 713 dit : « les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'État. »

Quant aux biens en général, les choses communes exceptées, le même Code dispose :

» Art. 537. Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

« Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans les formes et suivant les règles qui leur sont particulières. »

Les modifications dont il s'agit dans la première partie de cet article, sont relatives au droit et à la manière de disposer. Le droit de disposer est parfois restreint dans son exercice par les lois et les réglemens; c'est ce que nous verrons au mot propriété. Quant à la manière de disposer des biens des particuliers, il n'entre point dans l'objet de cet ouvrage d'en parler.

A l'égard des biens qui appartiennent à l'État, aux provinces, aux communes, ou à des établissemens publics, leur gestion est soumise à des formes et à des règles particulières qui sont essentiellement de notre cadre; mais nous renvoyons le lecteur aux articles spéciaux qui traitent des divers actes d'administration, auxquels la propriété des biens en général peut donner naissance; tels que, Acquisition, Aliénation, Echange, Hypothèque, Louage, etc.

BIENS DE L'ÉTAT.

Les biens qui appartiennent à l'État sont *domaniaux* ou *nationaux*.

La dénomination de biens *domaniaux* est particulièrement affectée, dans le langage actuel, aux immeubles et droits immobiliers qui, sous l'ancien régime, étaient regardés comme le patrimoine ou la dot de la couronne.

Et l'on entend spécialement par biens *nationaux* ceux que les lois rendues par les assemblées nationales de France, ont retirés des mains du clergé, des corporations, etc., ou frappés de confiscation au profit de l'État. Tous ces biens et autres, soit meubles, soit immeubles, que possède l'Etat, composent le domaine *public* ou *national*.

Les biens dont la loi attribue la propriété à l'Etat sont énumérés dans les articles suivans du code civil :

» Art. 538. Les chemins, routes et rues à la charge de l'État, les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres et les rades, et généralement toutes les portions du territoire belge qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme des dépendances du domaine public.

« Art. 539 Tous les biens vacans et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.

» Art. 540. Les portes, murs, fossés, remparts des places de guerre et des forteresses font aussi partie du domaine public.

» Art. 541. Il en est de même des terrains des fortifications et remparts des places de guerre; ils appartiennent à l'État s'ils n'ont été valablement aliénés, ou si la propriété n'en a pas été prescrite contre lui.

» Art. 723. La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes; à leur défaut,

les biens passent aux enfans naturels, ensuite à l'époux survivant, et s'il n'y en a pas, à l'état.»

Il est plusieurs crimes pour lesquels le Code pénal prononce la confiscation des biens au profit de l'Etat; mais cette peine a été abolie par la loi fondamentale de 1815, et la Constitution de 1830 défend de jamais la rétablir. (Art. 12).

D'après l'art. 33 du Code civil les biens que des particuliers condamnés à une peine emportant mort civile, auraient acquis depuis leur condamnation, ou dont ils se trouveraient en possession au jour de leur mort naturelle, appartenaient également à l'Etat; mais la mort civile ayant été abolie par l'art. 13 de la Constitution, la succession des biens dont il s'agit doit être réglée de la même manière que celle des autres biens appartenant à des condamnés.

Il ne faut pas confondre le domaine public ou national avec le domaine privé du roi. Les biens appartenant au chef de l'Etat personnellement sont possédés par lui au même titre et de la même manière que les biens des autres particuliers, avec cette seule différence qu'au lieu de paraître et nom personnel dans les actes relatifs à leur administration, il agit toujours par l'intermédiaire de l'administrateur de la liste civile.

Il ne faut pas ranger dans cette classe de biens ceux qui, faisant partie de la liste civile, ne sont possédés par le roi qu'à titre d'usufruit, et dont la propriété reste toujours à la nation.

Voyez Domaine public et Liste civile.

BIENS DES PROVINCES.

Autrefois nos provinces formaient des corps politiques, de petits états qui avaient en propre des biens de diverses espèces.

Lorsqu'ensuite elles furent réunies à la France, et divisées en départemens, les biens qu'elles avaient possédés comme corps politiques devinrent la propriété de la nation.

Les édifices qui servaient à loger les intendans, gouverneurs, commandans et autres fonctionnaires publics, ainsi que les hôtels destinés à l'administration des ci-devant pays-d'états, furent abandonnés aux villes qui justifieraient les avoir construits sur leurs terrains et à leurs frais seuls, ou les avoir acquis sans contribution de province; et dans le cas où ils avaient été construits sur un terrain national, il fut procédé d'après les règles reçues à une ventilation qui en attribuait partie à l'Etat et partie aux villes. (Loi du 16 octobre 1790-30 janvier 1791, art. 1, publiée en Belgique le 7 pluviôse an 5.)

Cette même loi ordonna que tous les autres édifices seraient vendus comme biens nationaux; et l'Etat fut chargé des dettes encore existantes que les provinces avaient contractées pour leur construction.

Les palais de justice ordinaires furent réservés pour l'usage auquel ils étaient destinés, et mis, ainsi que les prisons, à la charge des justiciables, excepté néanmoins les édifices occupés par des tribunaux d'exception, autres que les palais de justice et les juridictions consulaires.

Ainsi furent dépouillées de tous les biens qu'elles possédaient les provinces des anciens Pays-Bas Autrichiens. Les autorités provinciales n'eurent plus même de locaux pour y établir le siége de leur administration: la loi du 16 octobre 1790-30 janvier 1791 autorisa les directoires de districts et de départemens à s'établir dans les hôtels de villes, quand ils étaient assez vastes pour les recevoir et sinon dans les palais de justice; enfin à défaut de place suffisante dans les uns et les autres ils furent autorisés à acheter ou louer ceux des biens nationaux, qui seraient nécessaires à leur établissement. (Art. 2, 4 et 5).

Par la suite, et à mesure que le besoin s'en manifesta, quelques décrets particuliers ont affecté des bâtimens nationaux au service de telle ou telle province, qui manquait de locaux pour diverses branches d'administration; mais ces affectations n'avaient rien de général; et le premier décret qui ait eu ce caractère, est celui du 9 avril 1811, qui porte:

«Art. 1er. Nous concédons gratuitement aux départemens, arrondissemens, et communes la pleine propriété des édifices et bâtimens nationaux actuellement occupés pour le ser-

vice de l'administration, des cours et tribunaux et de l'instruction publique.

Il résulte de ce qui précède qu'aujourd'hui les provinces n'ont aucune espèce de biens, excepté les bâtimens dont le décret ci-dessus cité leur a fait donation, ainsi que les routes et édifices publics qu'elles peuvent avoir fait construire à leur frais. Aussi ne subviennent-elles à leurs dépenses qu'au moyen de centimes additionnels sur les contributions directes, des droits de barrière sur les routes provinciales, et d'autres ressources particulières, autorisées par le gouvernement, telles qu'une taxe sur les chiens, etc.

Voyez les articles Acquisition et Aliénation, t. I, p. 140 et suiv. et t. II, p. 47.

La promulgation de la loi provinciale du 30 avril 1836, qui n'était point adoptée à l'époque où les deux premiers volumes du Répertoire ont paru, nous met à même aujourd'hui de compléter ce que nous avons dit de l'aliénation et de l'acquisition des biens appartenant aux provinces.

Cette loi a définitivement consacré les règles suivantes pour l'administration de ces biens :

« Art. 73. Le conseil provincial autorise les emprunts, les acquisitions, aliénations et échanges de biens de la province, et les transactions relatives aux mêmes biens.

» Art. 86. Sont soumises à l'approbation du roi, avant d'être mises à exécution, les délibérations du conseil sur..... 3° Les acquisitions, échanges, aliénations et transactions. Sont exceptés ceux de ces actes relatifs à des biens meubles ou immeubles dont la valeur n'excède pas 10,000 fr. »

Lorsque le conseil n'est pas assemblé les attributions ci-dessus mentionnées peuvent également être exercées par la députation permanente. (Art. 107). Quant aux actes d'administration journalière dont les biens des provinces peuvent être l'objet, la même loi en charge la députation permanente du conseil (Art. 107).

BIENS DES ARRONDISSEMENS.

Voyez ce que nous avons dit au mot Acquisition, tome I, p. 152 et 153.

BIENS COMMUNAUX.

Chapitre I.

Origine des biens communaux.

Il y a deux opinions sur l'origine des biens communaux. L'une est née du régime féodal, qui rapportait tout aux seigneurs; et l'autre des principes plus libéraux qui, vers la fin du dix-huitième siècle préparèrent la révolution française. Nous les rapporterons toutes deux.

1. D'après la première, qui est enseignée notamment par de la Poix de Freminville, dans son *Traité du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans*, l'origine des biens communaux remonte au partage des terres qui suivit la conquête des Gaules, et il n'est pas possible, selon lui, de l'établir sans remonter à cette première distribution; car les Francs reconnurent, à cette occasion, de la manière la plus expresse que leur chef était le maître absolu du territoire qu'ils avaient envahi.

« Vous pouvez disposer de toutes conquêtes, dirent-ils à Clovis, vous êtes le souverain et nous sommes vos sujets, faites ce que vous jugerez à propos. »

En conséquence de cette déclaration, il s'opéra après le passage du Rhin qui doit avoir eu lieu vers l'an 486, selon le père Daniel, un partage des terres conquises, partage dont l'objet fut de fixer le domaine royal, et de distribuer les autres parties du territoire aux princes, hauts-seigneurs et grands capitaines, pour leur procurer des établissemens et les récompenser de leurs travaux.

Ces distributions, qui se firent à charge du service militaire, formèrent d'abord les grands fiefs; mais les princes, les hauts-seigneurs et les grands capitaines, ne pouvant cultiver seuls ces immenses possessions, en firent à leur tour une subdivision entre leurs capitaines, hommes d'armes et soldats, et ceux-ci y formèrent des habitations, des châteaux et des manoirs. Dès lors chacun d'eux s'occupa de peupler son canton, et à cet effet ils y attirèrent, à l'envi l'un de l'autre, des habitans qui pussent non-seulement cultiver leurs terres, mais encore éta-

blir quelques métiers, créer un peu de commerce, instituer enfin une société d'hommes qui pût se suffire à elle-même. Mais pour atteindre ce but, c'était peu de donner à chaque habitant une portion de territoire à cultiver, il fallait du bois pour se chauffer, pour bâtir et fabriquer des ustensiles aratoires; il fallait des paturages pour la nourriture des bestiaux, etc.

Les seigneurs pourvurent à ces premières nécessités de la vie communale, en donnant aux colons qui se rendaient sur leurs terres, des terrains propres à la pature de leur bétail, des cantons de bois, et généralement toutes les *aisances* qui étaient indispensables à leur établissement : « toutes lesquelles choses, dit l'auteur à qui nous empruntons ces détails, étaient en commun et formèrent dès lors leurs *communes* et *communaux*, tant pour eux que pour ceux qui viendraient s'établir avec eux; sans quoi les nouveaux seigneurs n'auraient pu avoir des habitans permanens, et ces nouveaux habitans n'auraient pu se fixer sans toutes ces aisances ».

2. Dans la seconde opinion, qui est celle des auteurs modernes et notamment de Guichard, on prétend qu'avant d'être divisées et cultivées, toutes les terres ont commencé par être simplement occupées et possédées en commun par les premiers habitans qui s'y établirent, et qui se nourrissaient, soit des fruits sauvages qu'elles produisaient, soit du laitage des animaux qu'ils étaient parvenus à apprivoiser et retenir sous leur garde. Or, par le seul fait de cette occupation, par la possession qu'ils prirent des forêts, landes et bruyères circonvoisines du lieu de leur réunion habituelle, ces habitans en acquirent une sorte de propriété; car le premier droit de propriété naquit incontestablement de l'*occupation*.

Puis, quelques-uns d'entr'eux, sentant le besoin de faire provision des végétaux les plus nécessaires à leur subsistance, se seront mis à défricher les terrains qu'ils auront jugés les plus propres à reproduire facilement et abondamment ces sortes de végétaux. Leur exemple aura été bientôt suivi par les autres; et une convention tacite se sera naturellement formée entre tous de laisser jouir chacun exclusivement du champ par lui défriché, d'en laisser même jouir ses enfans après lui.

Les portions cultivées seront ainsi devenues la propriété privée de certains individus; mais tout ce qui aura continué de demeurer *en commun* sera resté la propriété commune de la masse ou collection des habitans.

D'après cette seconde opinion qui a prévalu à l'assemblée nationale de France, comme d'après la première qui dominait sous l'ancien régime, on voit que les biens *communaux* n'étaient autres que ceux dont les habitans d'une communauté avaient personnellement la jouissance directe et commune, soit qu'ils se les fussent réservés eux-mêmes dès le principe de leur établissement, soit que les seigneurs féodaux les leur eussent concédées à cet effet. Tels étaient les prairies, paturaux, marais, landes, bruyères, saulis, vernois, aunayes, salines, montagnes, bois futaies et taillis, etc.

Henrion de Pansey, sans contester ni adopter aucune de ces opinions, prend quelque chose à chacune d'elles.

« L'usage d'abandonner une certaine étendue de chaque territoire au paturage des bestiaux de la commune, remonte, dit-il, à des temps fort reculés. Il était connu de Romains, et c'est peut-être la meilleure preuve de son utilité. On lit dans le Digeste : *Saltus communis in quo municipes jus compascendi habent.*

» Ces établissemens se sont formés de plusieurs manières : les habitans les ont acquis; ou ils ont pris sur leurs propriétés privées pour se procurer une propriété commune; ou ceux qui ont présidé au partage des terres, ont jugé à propos d'en laisser une partie dans l'indivis; ailleurs ce sont les seigneurs, qui pour favoriser l'agriculture et la population, ont donné des portions de leurs domaines aux habitans de leurs terres. »

Quoiqu'il en soit, ces biens, ainsi demeurés en jouissance commune, sont les premiers qui aient appartenu à des communautés d'habitans, et on les a appelés *communes* ou *communaux*, pour en caractériser mieux la nature. Mais la première de ces dénominations a

complètement cessé d'être en usage depuis que les anciennes communautés d'habitans ont été entièrement réorganisées en France et en Belgique sous le nom même de *Communes*.

Indépendamment de ces biens dont la jouissance directe était abandonnée à tous les habitans, les communes, à mesure que leurs besoins ont augmenté, ont dû successivement se pourvoir des choses, soit mobiliaires, soit immobiliaires qui étaient indispensables à leur existence comme corps politiques, à leur administration, à l'exercice de leur culte et de leurs droits, au commerce, à l'industrie et même à l'agrément de leurs administrés. C'est ainsi que peu à peu elles sont devenus propriétaires de tout ce qu'elles possèdent aujourd'hui.

Chapitre II.

Définition, distinction et nature des biens communaux.

1. Il y a deux sortes de biens appartenant aux communes ; on les appelait autrefois *communaux* et *patrimoniaux*.

L'art. 1er de la loi du 10 juin 1793 a donné des premiers la définition suivante :

« Les biens communaux sont ceux sur la propriété ou le produit desquels tous les habitans d'une ou plusieurs communes, ou d'une section de commune, ont un droit commun. »

La même loi les a distingués des biens patrimoniaux en statuant :

» Art. 3. Tous les biens appartenant aux communes, soit *communaux*, soit *patrimoniaux*, de quelque nature qu'ils puissent être, pourront être partagés s'ils sont susceptibles de partage, etc., etc. »

Mais elle ne définit pas les biens patrimoniaux, quoiqu'ils diffèrent des autres, ainsi que nous le verrons tantôt, à plusieurs égards.

Cette distinction, quoique réelle et toujours subsistante, n'est pourtant plus d'usage dans le style administratif : on appelle aujourd'hui *biens communaux* toutes les sortes de biens qui peuvent appartenir à une commune, sans égard à la diversité de leur origine ou de leur nature.

C'est dans ce sens général que l'art. 542 du code civil dit : « Les biens communaux sont ceux à la propriété ou au produit desquels les habitans d'une ou plusieurs communes ont un droit acquis. »

Henrion de Pansey s'exprime à ce sujet de la manière la moins équivoque : « Le mot *biens* sous l'acception de cet article, dit-il, est une dénomination générale qui embrasse tout ce qui peut être possédé à titre de propriété privée.

« Ainsi des meubles, des effets mobiliers, des actions, des immeubles réels, des droits incorporels, tels que des servitudes, des droits d'usage et d'usufruit, prennent la dénomination et le caractère de biens communaux toutes les fois qu'ils appartiennent à une corporation d'habitans. (*Des biens communaux*, pag. 1.)

Guichard tient le même langage, et range même sous la dénomination de biens communaux les octrois de villes, les droits de péage, de voirie, de halles, de foires et de marchés. (*Jurisprudence communale*, p. 75.)

Tous les auteurs enfin sont d'accord aujourd'hui sur la généralité de cette dénomination. (Macarel, *Juris. administ.*, tom. 1, p. 156, n° 31 et suiv. ; Cormenin, *Quest. de droit administ. Proleg.*, p. xxxix, n° iii ; et p. 46.)

2. Nous ne voyons aucun inconvénient à l'employer dans le sens absolu que l'usage lui a donné, pourvu qu'à l'occasion, on ne perde pas de vue la différence qu'il y a, au fond, entre les biens communaux proprement dits et les biens patrimoniaux des communes. Malheureusement il n'en est pas toujours ainsi, et on se laisse aisément gouverner par des mots.

« Toutes les sortes de biens appartenant aux communes, dit Guichard à l'endroit cité, sont essentiellement des biens communaux : cependant sous cette expression de *biens communaux*, on ne comprend ordinairement que les seuls immeubles ou biens-fonds appartenant aux communes, et non les rentes, créances, octrois et autres revenus mobiliers. »

Et il ajoute : « Quelquefois sous le mot unique *communaux*, on entend plus spécia-

lement les biens-fonds dont les habitans jouissent *en commun*, tels que les paturages; et l'on donne le nom de *patrimoniaux* à ceux qui se louent, qui s'afferment ou s'exploitent régulièrement au profit de la commune, tels que les maisons, les halles, les métairies, moulins, près, terres labourables, les bois aménagés en coupes réglées, etc. »

On voit que l'auteur indique à peine la différence qu'il y a entre les biens communaux proprement dits et les biens patrimoniaux des communes.

Quant à nous, il nous importe de la préciser davantage, et surtout d'en tirer les conséquences qui en résultent.

On entend par *communaux* les biens-fonds, les immeubles et les droits immobiliers dont la propriété appartient à une commune, mais dont la jouissance est en commun à tous les habitans, et personnellement à chacun d'eux en particulier. Telles sont les terres vaines et vagues, les gastes, garrigues, landes, pacages, pâtis, ajones, bruyères, bois communs, hermes, vacans, palus, marais, marécages; ainsi que les droits d'affouage, de pacage, etc.

Il ne faut pas confondre cette sorte de biens avec ceux qui sont destinés à un service public, tels que les églises, les cimetières, les maisons d'école, les fontaines et autres édifices ou monumens publics, qui ne donnant point de produits ne sont pas susceptibles d'une jouissance personnelle.

On entend par *patrimoniaux* les biens dont la propriété appartient également à la commune; mais dont le produit, au lieu de tomber directement et immédiatement dans la jouissance des habitans, est au contraire affecté par l'autorité communale aux dépenses de l'administration; tels sont les maisons, les halles, métairies, moulins, bois aménagés, prés, terres labourables et généralement toutes les propriétés qui s'exploitent, s'afferment ou se louent *privatiment* au profit de la commune.

Ainsi, ce qui caractérise les biens communaux proprement dits, c'est la jouissance commune et personnelle qu'en ont tous les habitans. Ce qui caractérise les biens destinés à un usage public, c'est l'absence de tout produit auquel les habitans puissent participer.

Ce qui caractérise les biens patrimoniaux, c'est que les produits en sont affectés aux besoins de la commune, considérée comme être politique ou moral, et non à la jouissance personnelle des habitans qui composent la communauté.

De la différence que nous venons de signaler entre ces diverses sortes de biens, il résulte plusieurs conséquences:

1° La réunion de deux communes ne peut porter atteinte à leurs droits respectifs de propriété et de jouissance sur les biens communaux proprement dits, que chacune d'elles possédait séparément avant leur réunion; et par suite de ce principe, les sections de communes qui ne participent point à la jouissance des biens communaux, n'en doivent pas supporter les charges.

2° La réunion de deux communes doit entraîner la mise en commun des biens destinés à un service public, et des biens patrimoniaux que chacune d'elle possédait auparavant, et les produits comme les charges de ces biens doivent figurer à leur budjet commun.

3° Des sections de communes peuvent avoir des biens communaux proprement dits, qui ne soient pas la propriété de la commune entière; il n'en saurait être de même des biens destinés à un service public et des biens patrimoniaux.

4° L'aliénation des biens communaux appartenant à une commune entière ou à une section de commune, doit se faire avec plus de réserve que celle des biens patrimoniaux, parce qu'elle prive les habitans d'une jouissance personnelle, qui est ordinairement nécessaire à la subsistance des familles indigentes.

5° L'aliénation des biens communaux appartenant à une section de commune ne peut avoir lieu au profit de la commune entière, et les sommes qui en proviennent doivent être employées dans l'intérêt seul de la section propriétaire.

Ces principes que nous nous bornons à in-

diquer ici seront développés dans les articles RÉUNION DE COMMUNES et SECTION DE COMMUNE.

4. Les biens d'une commune ou d'une section de commune appartiennent au corps entier des habitans qui composent la commune ou la section, et non à chacun de leurs membres individuellement.

Ce caractère est distinctif; mais pour le compléter, il faut remarquer en outre que la commune ou le corps entier des habitans est une association qui se perpétue sans cesse, de sorte qu'en règle générale, les habitans actuels, tout en jouissant des biens de la communauté, sont tenus d'en transmettre autant que possible la propriété et l'usage à ceux qui viendront après eux. Cela s'applique également aux sections de commune.

Delà, plusieurs conséquences qui ont été érigées en principes par la législation.

1° La gestion des biens communaux est assujettie à certaines formes, à certaines règles, et notamment au contrôle d'une autorité, supérieure et indépendante de la commune, dont la mission est de veiller à la conservation du patrimoine communal.

2° Les biens des communes ne sont pas susceptibles d'être divisés entre les habitans, à moins d'une autorisation expresse. Ils diffèrent, sous ce rapport, des biens qui appartiennent à une société ordinaire où chaque associé est personnellement propriétaire d'une part indivise des biens sociaux, et dont le partage peut avoir lieu toutes les fois qu'il plait à ses membres de sortir de l'indivision. Cette différence provient de ce que les membres d'une société ordinaire sont libres de la rompre ou de la modifier quand et comme bon leur semble; tandis que les associations communales sont perpétuelles de leur nature, et que les individus dont elles se composent, peuvent changer et changent en effet continuellement, sans que le corps cesse jamais d'être le même.

3° Tant qu'un individu est membre d'une commune, il a un droit incontestable à la jouissance, soit directe, soit indirecte, de ses biens. Mais du moment qu'il cesse de faire partie de la communauté, il n'a plus à ces biens aucune espèce de droit : sa part de jouissance passe aux habitans qui restent.

« Qu'arriverait-il, dit Guichard, dans sa *Jurisprudence communale*, p. 78, s'il était permis aux membres actuels d'une commune de partager les biens qui lui appartiennent, de manière que chaque copartageant pût emporter sa portion ou l'aliéner à d'autres? Les habitans absorberaient le fond même des biens dont ils ne doivent avoir que la jouissance durant qu'ils sont membres de la commune; ils dévoreraient l'héritage des habitans futurs envers lesquels ils étaient grévés de la plus juste des substitutions, et le corps de la commune, seul propriétaire de ces biens, en serait pour toujours dépouillé.

» Aussi les biens des communes ont-ils été longtemps regardés comme impartageables et inaliénables; mais il résultait de ce principe que de vastes terrains, possédés en commun par les habitans, ne formaient qu'un vain pacage pour leurs bestiaux, tandis que convertis en culture, ils eussent été d'une bien plus grande utilité pour l'état, pour la société en général, et pour les communes en particulier : delà, les lois nouvelles qui sous ce point de vue, plutôt politique qu'administratif, en ont autorisé le partage, et dont il sera parlé au mot PARTAGE *des biens communaux*.

» D'un autre côté, les communes ayant été à diverses époques obligées de faire des emprunts, de contracter des dettes pour satisfaire à des impositions extraordinaires et autres besoins, différentes lois les ont successivement autorisées à faire des aliénations. »

Aujourd'hui le principe de l'aliénabilité des biens appartenant aux communes, est formellement consacré par la législation; mais aucune aliénation ne peut plus avoir lieu sans le consentement des conseils communaux: une loi même ne pourrait leur enjoindre d'aliéner malgré eux (Art. 108 de la Constitution).

Quant au partage, les lois nouvelles n'en parlent pas; et depuis celle du 10 juin 1793, qui a autorisé les communes en général à partager entre leurs habitans tous les biens communaux proprement dits, qu'elles possédaient, il n'est point à notre connaissance qu'aucune

opération de ce genre ait eu lieu dans nos provinces.

Chapitre III.

Invasion des biens des communes.

On sait qu'aux temps de la féodalité, les seigneurs avaient abusé de leur pouvoir pour spolier les communautés d'habitans.

Au commencement de la révolution française, on avisa aux moyens de réintégrer les communes dans la jouissance de ceux qu'elles pouvaient avoir perdus par l'usurpation des seigneurs.

Deux lois, l'une du 28 août 1792, et l'autre du 10 juin 1793, avaient prescrit à cet égard des mesures aussi larges, aussi efficaces qu'il était possible de les concevoir, dans l'intérêt des communes. Elles dépassaient même les règles que prescrivaient peut-être une justice impartiale et une saine administration.

Mais du moment où le gouvernement s'aperçut que l'application de ces lois lui devenait préjudiciable à lui-même par la distraction qui s'en était suivie de plusieurs portions de forêts nationales, il en fit suspendre et restreindre l'effet en ce qui le concernait seulement, ne les laissant subsister dans toute leur latitude qu'à l'égard des ci-devant seigneurs et autres particuliers, dont les biens n'étaient pas séquestrés. (Décrets des 7 brumaire, 25 ventôse, 10 et 29 floréal an 3).

D'un autre côté, par un décret du 24 août 1793, concernant la dette publique, la Convention déclara *dettes nationales*, toutes les dettes des communes; et enjoignit à tous les créanciers de remettre leurs titres de créance au directeur-général de la liquidation, à l'effet d'être liquidés, remboursés ou inscrits sur le grand-livre. (Art. 82, 85 et suiv.)

Mais aussi, par la même loi, *tout l'actif des communes* fut déclaré *appartenir dès ce jour à la nation*, jusqu'à concurrence du montant de leurs dettes. (Art. 91.)

En conséquence, il fut ordonné que tous les biens des communes, meubles et immeubles, seraient *régis, administrés et vendus comme les autres biens nationaux;* à l'exception seulement des biens communaux, proprement dits, dont le partage était déjà décrété par la loi du 10 juin 1793, et les objets destinés pour les établissemens publics. (Art. 91 et 92.)

Ainsi, dans le même temps où les communes étaient excitées par les lois de la Convention, à revendiquer tous les biens usurpés sur elles par les ci-devant seigneurs, et tandis qu'elles s'occupaient activement d'agrandir leurs possessions aux dépens des terres et domaines de ces derniers, le fisc s'adjugeait à lui-même les biens des communes, et les déclarait siens sous le prétexte qu'il se chargeait de payer leurs dettes.

Cette mesure extraordinaire fut un instant suspendue par la loi du 2 prairial an 5, qui enjoignit de surseoir à toutes ventes, non encore effectuées, en vertu de la loi du 24 août 1793. Mais la régie des domaines nationaux n'en demeura pas moins en possession des biens communaux et de leurs revenus.

La loi du 24 août 1793 ne fut pas publiée en entier dans la Belgique après sa réunion à la France: les articles 80 à 110, ceux précisément qui concernaient les biens et les dettes communales furent exceptés de la publication; mais cette circonstance ne profita point à notre pays.

Une loi nouvelle du 5 prairial an 6 ordonna qu'il serait procédé, d'*après les lois existantes*, à la liquidation des dettes des communes, composant le territoire des neuf départemens réunis par la loi du 9 vendémiaire an 4; et les mit à la charge de l'état. (Art. 1 et 2.)

Cette loi ne dispose pas formellement, comme l'avait fait celle du 24 août 1793, qu'en revanche tous les biens des communes appartiendraient à la nation; mais en se référant aux lois existantes, elle manifestait trop clairement l'intention de les nationaliser pour que le gouvernement ne s'en prévalut pas contre les communes.

On lit en effet dans une lettre du 17 thermidor an 11, adressée par le directeur-général de la liquidation au ministre de la justice, et rapportée par Merlin dans ses *Questions de droit*, v° *Dettes des communes*, p. 286, ce passage: « Il n'est pas douteux que la loi du 24 août 1793 est devenue par celle du 5 prai-

rial an 6, applicable aux dettes des communes de la ci-devant Belgique..... Lorsque l'administration des domaines a reconnu qu'une commune dont on a liquidé les dettes, possède d'autres propriétés que celles réservées par la loi, elle exerce les droits du trésor public sur ces propriétés. »

Quoiqu'il en soit, l'effet des lois du 24 août 1793 et du 5 prairial an 6 n'eut pas de durée en Belgique, car le 9 thermidor an 11 un arrêté du gouvernement, non inséré au Bulletin des lois, disposa :

« Art. 4. Les communes des neuf départemens réunis conserveront leurs biens à charge de payer leurs dettes. »

Ce retour à l'équité ne fut pourtant pas entier. La régie des domaines garda ceux des biens communaux dont elle s'était déjà emparée, et plus tard lorsque le gouvernement en fit la restitution aux communes, ce fut partiellement et à titre onéreux ou sous les apparences d'une pure libéralité. C'est ainsi qu'un décret du 26 mars 1806 leur abandonna sur estimation les halles, dont la régie des domaines était en possession, à charge de payer la rente à cinq pour cent du prix auquel elles seraient estimées; un autre décret du 23 avril 1810 rendit à plusieurs villes leurs anciennes casernes, leurs corps-de-garde, et d'autres édifices qui leur avaient appartenu, mais à la charge de les réparer, de les entretenir à leurs frais pour le logement des troupes, et de n'en pouvoir changer la destination; enfin un troisième décret du 9 avril 1811 leur concéda tous les édifices occupés pour le service de l'administration communale à la charge également de les réparer, entretenir et même d'en payer la contribution foncière.

Telle fut la première usurpation des biens communaux par le gouvernement; la seconde fut plus sérieuse.

La politique envahissante de Napoléon avait épuisé les ressources pécuniaires de la France, et de nouvelles guerres exigeaient de nouveaux sacrifices. Un décret impérial du 28 mai 1812, non inséré au Bulletin des lois, ordonna d'abord que les biens communaux, qui avaient été séquestrés par la régie des domaines, en vertu de la loi du 24 août 1793, avant la suspension prononcée par celle du 2 prairial an 5, continueraient d'être vendus comme biens nationaux; et le 20 mars 1813, le Corps législatif compléta la spoliation des communes par une dernière loi qui porte :

« Art. 1. Les biens ruraux, maisons et usines, possédés par les communes, sont cédés à la caisse d'amortissement, qui en percevra les revenus à partir du 1er janvier 1813.

» Art. 3. Les communes recevront, en inscriptions cinq pour cent, une rente proportionnée au revenu net des biens cédés d'après la fixation qui en sera déterminée par un arrêté du conseil. »

Le 6 novembre 1813, un autre décret détermina la manière dont serait fixé le revenu net des biens ci-dessus mentionnés, ainsi que le mode de paiement.

Heureusement, la fortune militaire abandonna l'empereur, et la chute de l'empire vint arrêter la ruine des communes.

Après l'occupation de notre pays par les armées des puissances alliées, on s'occupa activement de réparer, autant qu'il était possible, l'injustice dont elles avaient été l'objet. Le baron de Horst, alors gouverneur-général de Bruxelles, demanda par circulaire du 22 mars 1814, à tous les intendans de la Belgique, un état des biens vendus et à vendre dans leurs départemens, en exécution de la loi du 20 mars 1813, et annonça des mesures réparatrices de cette violation de propriété.

Le 27 du même mois, il porta un arrêté qui maintint les ventes déjà faites, ordonna aux adjudicataires de payer le prix partiel ou intégral de leurs acquisitions, et enjoignit à l'administration de l'enrégistrement et des domaines de verser les sommes par elle reçues, dans la caisse du mont-de-piété qui en devait payer un intérêt annuel de cinq pour cent aux communes.

Le 7 avril de la même année, un autre arrêté fixa aux adjudicataires un délai de trois jours pour faire, sous peine de déchéance, la déclaration des biens qu'ils avaient acquis.

Enfin, par un arrêté du 3 mai suivant, le gouverneur-général abolit pour la Belgique la loi du 20 mars 1813, ordonna la restitution aux communes des biens qui n'étaient

pas encore vendus, et leur en restitua la régie et la jouissance.

L'article 5 de cet arrêté porte en outre : « Il est réservé aux communes, propriétaires des biens vendus, toutes les observations et actions auxquelles elles pourraient se croire autorisées à cause des procédés illégaux et prodigues du gouvernement précédent. »

Cette disposition donnait aux communes l'espoir d'une entière réparation ; mais le gouvernement ne tarda point à s'apercevoir qu'il avait dépassé le but en voulant l'atteindre trop sûrement, et il fut obligé de revenir sur ses pas. En effet, le 22 septembre 1814, le prince d'Orange porta un nouvel arrêté, qui, sous le prétexte d'interpréter celui du 2 mai ordonna, 1° que les ventes faites en exécution de la loi du 20 mars 1813, avant l'entrée en Belgique des armées coalisées, seraient maintenues, excepté celles qui seraient entachées de nullité pour vices de forme ou dans lesquelles il y aurait lésion de sept douzièmes (Art. 1 et 2) ; et 2° que les communes ne pourraient intenter aucun action aux adjudicataires de leurs biens, sans l'autorisation des conseils d'intendance. (Art. 3.)

Ces dispositions, pleines de sagesse, prévinrent une foule de procès, qui peut être auraient augmenté la détresse des communes, ou du moins entretenu dans les familles la défiance et la discorde, que les événemens de 1814 avaient fait naître.

Aujourd'hui, de pareilles spoliations ne semblent plus à craindre : d'une part, l'expérience en a démontré le peu de succès ; et de l'autre, les communes, plus éclairées, plus jalouses de leurs droits, opposeraient à leur exécution les dispositions formelles des articles 31 et 108 de la Constitution. Voyez le chapitre suivant.

Chapitre IV.

Attributions en matière des biens communaux.

L'article 31 de la Constitution dispose que les intérêts exclusivement communaux sont réglés par les conseils des communes d'après les principes qu'elle établit ; et l'un de ces principes, consacré par l'article 108, attribue aux conseils communaux tout ce qui est d'intérêt communal sans préjudice de l'approbation de leurs actes dans les cas et suivant le mode à déterminer ultérieurement par la loi.

La loi communale du 30 mars 1836, a donné vie à ces dispositions.

Elle attribue au conseil communal sous l'avis de la députation permanente et l'approbation du Roi, les actes d'aliénation, de transaction, d'échange, d'emphytéose, de constitution d'hypothèque et de partage, relatifs aux biens et droits immobiliers de la commune. (Art. 76.)

Elle charge le collége des bourgmestres et échevins de l'administration des propriétés communales. (Art. 90.)

Ainsi la *disposition* des biens communaux appartient essentiellement au conseil et l'*administration* en est au collége des bourgmestre et échevins.

Voyez Acquisition, Aliénation, Echange, Emphytéose, Jouissance, Louage et Partage *des biens communaux.*

Le gouvernement, ni la législature ne peuvent donc aujourd'hui disposer des biens appartenant à une commune, sans le consentement du conseil communal ; une loi, un arrêté royal qui en ordonnerait la vente, serait contraire aux articles 31 et 108 de la Constitution.

Avec ce principe, s'il est toujours respecté, et avec une administration bien entendue, les communes peuvent prétendre en Belgique à une haute prospérité.

BIENS DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.

Ce que nous avons à dire des biens appartenant aux hospices et bureaux de bienfaisance, aux hôpitaux, fabriques d'église, cures, monts-de-piété, séminaires, fondations de bourses, et autres établissemens publics, trouvera sa place dans les articles que nous consacrerons à chacun des ces établissemens.

BIENS CÉLÉS ET RÉVÉLÉS.

La loi du 19-24 mars 1793, après avoir posé en principe que l'assistance des pauvres était une dette nationale, ordonna que les biens des hospices, des fondations et dotations faites en leur faveur seraient vendus au profit de

l'Etat ; mais on ne tarda pas à revenir de ce système : une première loi du 16 vendémiaire an 5 rétablit les hospices dans la jouissance de leurs biens, rentes et redevances ; et une autre du 4 ventôse an 9 affecta à leurs besoins les rentes appartenant à l'État dont la reconnaissance et le paiement se trouvaient interrompus, et les domaines nationaux usurpés par des particuliers ; un arrêté du 7 messidor suivant leur attribua également les arrérages des rentes ci-dessus mentionnés ; et le 9 fructidor de la même année le gouvernement rendit commune aux bureaux de bienfaisance la loi du 4 ventôse an 9.

Les biens et rentes dont il s'agit, prirent alors la dénomination de biens et rentes *celés* au domaine ; et on les appela biens et rentes *révélés*, lorsque par suite des révélations faites, les hospices, les bureaux de bienfaisance ou le gouvernement furent mis à même d'en recouvrer la propriété et la jouissance. Voyez, Hospices et Bureaux de Bienfaisance, Régel et Révélation.

BIENS INDIVIS.

On appelle ainsi des biens qui appartiennent à plusieurs et qui ne sont point partagés.

Il est, à l'égard de ces biens, un principe qui s'applique à tous les propriétaires sans distinction, aussi bien à l'État, aux provinces, aux communes, aux établissemens publics qu'aux particuliers ; c'est qu'aux termes de l'article 815 du code civil, « nul ne peut être contraint de rester dans l'indivision. »

« Le partage, ajoute cet article, peut être toujours provoqué nonobstant prohibitions et conventions contraires. »

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité : cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans, mais elle peut être renouvelée.

Ces dispositions ont pris naissance dans des considérations d'ordre public : l'expérience a démontré que l'indivision est une source de procès, et la législature a voulu la tarir en obligeant les propriétaires au partage des biens qu'ils possèdent en commun avec d'autres.

Les règles et formalités prescrites pour le partage des biens indivis appartenant à l'État, aux provinces, aux communes, et aux établissemens publics, sont les mêmes que pour leur aliénation. Cependant lorsque par suite d'une action dirigée contre eux par des particuliers, l'autorité judiciaire a ordonné le partage, il s'opère sans formalité administrative et conformément aux règles du droit civil. (Code civil, art. 827 et 1686 ; Cod. de procédure civile, art. 966, à 984).

Voyez Aliénation et Indivision.

Lorsque des biens se trouvent *indivis* entre un corps administratif quelconque et des particuliers, ils doivent être régis de la même manière que s'ils appartenaient exclusivement à ce corps. S'il en résulte pour les particuliers quelque inconvénient, servitude, ou restriction à leurs droits de propriété, ils doivent recourir au partage pour les faire cesser. Mais l'État, les provinces, les communes et les établissemens publics ne peuvent, par la raison qu'ils posséderaient avec un tiers, s'affranchir des règles que le législateur a posées pour l'administration de leurs biens.

Pour le partage des biens qui appartiennent indivisément, soit à plusieurs communes, soit à une commune et à un établissement public, voyez Partage.

Enfin s'il s'agit de biens appartenant à plusieurs communes que l'on réunit en une seule, voyez Réunion de Communes.

BIENS VACANS.

On appelle vacans les biens qui n'ont pas de maître connu, et qui par conséquent sont censés n'appartenir à personne. Telles sont les épaves, les héritages déserts, etc.

Sous l'ancien régime, tant en France qu'en Belgique, les biens vacans revenaient en totalité ou en partie au souverain ou seigneur haut-justicier dans la juridiction duquel ils se trouvaient.

La révolution française qui détruisit toutes les souverainetés particulières au profit de la souveraineté nationale, dut changer l'application de ce principe : en effet la loi du 22 novembre-1er décembre 1790, publiée en Belgi-

que le 7 pluviose an 5, attribua les biens vacans à la nation. (Art. 3.)

En conséquence l'article 7 de la loi du 13-20 avril 1791 a oté aux ci-devant seigneurs le droit de se les approprier à l'avenir. Les articles 8 et 9 ont réglé les conditions auxquelles ceux dont ils jouissaient à cette époque, leur seraient irrévocablement acquis; mais l'art. 7 seul a été publié en Belgique le 7 pluviose an 5.

Enfin l'article 539 du code civil a de nouveau consacré le principe établi par la loi du 22 novembre-1er décembre 1790 en disposant que « tous les biens vacans et sans maître appartiennent au *domaine public*.

Il ne faut pas confondre avec les biens vacans, les terres vaines et vagues dont les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793 ont attribué la propriété aux communes. Voyez Terres Vaines et Vagues.

Nous parlerons de la prise de possession et de l'administration des biens vacans dans l'article Domaine Public.

BIÈRE.

La bière est une boisson, faite avec du grain et du houblon, en usage dans toutes nos provinces. On donne le nom de brasseur à celui qui la fabrique et de brasserie à l'atelier où elle est fabriquée.

D'anciens réglemens de police enjoignaient aux brasseurs d'employer, pour la fabrication de leurs bières, de bons grains bien germés, tels que seigle, orge, avoine et houblon, et leur défendaient l'emploi de l'ivraie, du sarassin et autres ingrédiens nuisibles, tels que poix-résine, poivre long, buis, coloquinte, etc., etc.

Aujourd'hui l'art. 475 n° 6 du Code pénal prononce une amende de six à dix francs contre ceux qui vendent ou débitent des boissons falsifiées, et l'article 477 n° 2, ordonne qu'elles soient répandues; mais lorsqu'en outre elles contiennent des mixtions nuisibles à la santé, l'article 318 du même Code prononce contre les marchands ou débitans un emprisonnement de six jours à deux ans et une amende de seize à cinq cent francs, ainsi que la saisie et la confiscation des boissons falsifiées.

La bière est sujette en Belgique à un droit d'accise établi par la loi du 12 juillet 1821, et reglé par celle du 2 août 1822. Mais comme cet impôt est assis sur les appareils de fabrication, et payé par le fabricant, nous renvoyons à l'article Brasseur et Brasserie, tout ce qui s'y rapporte.

BIGAME, BIGAMIE.

La bigamie est l'état de celui qui a contracté un nouveau mariage avant la dissolution du précédent.

La bigamie est un crime que l'article 340 du code pénal punit des travaux forcés à temps.

Cette peine est applicable non-seulement au bigame, mais encore à l'officier de l'état civil qui aurait prêté son ministère au nouveau mariage, connaissant l'existence du précédent.

Le crime de bigamie est de nature à troubler plus que les autres l'état de famille et par conséquent de société. Les officiers de l'état civil doivent donc surseoir au mariage de ceux qu'ils soupçonneraient le moins du monde être déjà engagés dans les liens d'un précédent mariage. Voyez Actes de l'état civil.

Lorsqu'il est reconnu qu'un individu se trouve en état de bigamie, le commissaire de police, le bourgmestre ou l'échevin qui en remplit les fonctions, sont tenus de dresser procès-verbal du fait, et de transmettre les pièces qui le constatent au procureur du Roi. Toutefois ils ne doivent agir en pareil cas qu'avec la plus grande circonspection.

BIJOUTERIE.

La fabrication et le commerce tant extérieur qu'intérieur de la bijouterie étaient reglés dans les diverses parties de l'ancienne Belgique par des édits et ordonnances qui différaient suivant les localités. Aujourd'hui c'est la loi du 19 brumaire an 6, qui règle cet objet. Voyez Matières d'Or et d'Argent.

BILLARDS PUBLICS.

Le billard, dit M. Léopold dans son *Dic-*

tionnaire général de Police, est un jeu d'exercice libre, auquel chacun peut s'amuser dans son domicile sans que la police y ait droit d'inspection. Il n'en est pas de même du jeu de billard public; l'endroit où il se tient et où tout le monde est admis, soit pour y jouer, soit pour y voir jouer, est un lieu de rassemblement qui en exécution de la loi du 19-22 juillet 1791, (Tit. XI art. 3), doit être connu, autorisé et inspecté par les magistrats et officiers de police chargés du maintien de l'ordre et de la tranquillité dans leur commune respective. »

M. Léopold se trompe en tant qu'il exige une autorisation pour établir un billard public; l'article 7 de la loi du 17 mars 1791, antérieure à celle du 19-22 juillet suivant, dispose qu'il est libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais qu'elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux déterminés, et de se conformer aux réglemens de police qui sont ou pourront être faits.

Ce principe domine toute la législation belge sur l'exercice des professions industrielles. Voyez PROFESSION.

Ainsi les réglements de police ne peuvent assujettir la profession de maître ou teneur de billard public à des formalités qui en empêcheraient l'exercice. Leur but est de maintenir l'ordre et de protéger les citoyens dans les lieux publics où cette profession s'exerce; mais là s'arrête le pouvoir de réglementer, et ce serait en dépasser la limite que de l'assujettir à la demande d'une autorisation préalable, car le magistrat qui refuserait cette autorisation, porterait évidemment atteinte à la liberté des professions. Voyez PATENTE.

Les précautions de police auxquelles le jeu de billard public peut être assujetti, sont de la compétence des conseils communaux. (Loi communale du 30 mars 1836, art. 78).

Il ne paraît pas qu'en Belgique les autorités locales aient jugé nécessaire jusqu'ici de publier des réglemens sur cette matière; mais à Paris elle a été réglée par une ordonnance du préfet de police, en date du 6 novembre 1812, que nous reproduirons en partie, parce qu'elle peut, sauf quelques dispositions évidemment contraires aux lois, servir de modèle aux administrations communales, qui seraient dans l'intention de faire des réglemens au sujet des billards publics.

« Art. 1. Est réputé billard public, tout billard placé dans une maison ouverte au public.

» Art. 2. Toute personne qui veut tenir billard public doit en faire la déclaration au commissaire de police de son quartier, qui la transmet à la régence locale et en tient régistre à l'effet de porter sa surveillance sur le lieu public où le billard est établi.

» Art. 3. Tout maître de billard est tenu de mettre à l'extérieur de son établissement une enseigne avec inscription portant *Billard public*.

» Art. 4. Les maîtres de billard doivent veiller à ce qu'il ne se commette aucune malversation au jeu dans leurs maisons, et qu'on ne s'y livre à aucun jeu de hazard prohibé. »

Les règles du jeu de billard doivent être affichées dans les salles, afin de prévenir les contestations et les rixes entre les joueurs.

BILLET DE LOGEMENT.

1. Il est plusieurs cas où les troupes de passage, qui s'arrêtent dans une commune, doivent être logées par les habitans. (Décrets du 23 mai 1792; et du 18 janvier 1793.)

Lorsque l'un ou l'autre de ces cas se présente, des billets sont distribués aux sous-officiers et soldats, indiquant les maisons où ils seront logés, le nombre d'hommes à recevoir dans chacune d'elles, le temps de leur séjour et l'obligation de leur fournir, soit le logement seul, soit le logement et la nourriture. Ces billets doivent être signés par le bourgmestre ou l'échevin qui le remplace.

2. L'arrêté du 26 juin 1814 contient sur les billets de logemens les dispositions suivantes:

« Lorsque les troupes devront être logées chez les habitans, le quartier-maître ou l'officier chargé du logement se rendra, avant leur arrivée, à la maison de ville, où les membres de l'administration locale chargés

de la répartition des logemens, se réuniront pour y procéder immédiatement.

» Le quartier-maître ou l'officier chargé du logement exhibera l'ordre de marche. Les membres de l'administration locale régleront les distributions des logemens avec le commandant de la place, et, en son absence, ils y procéderont seuls. (Art. 82.)

» Les officiers envoyés en avant pour préparer les logemens, ne se mêleront nullement de leur distribution, et ne jouiront d'aucun privilège à cet égard. (Art. 83.)

» On aura soin que les soldats d'une même compagnie soient tous logés dans le même quartier. (Art. 84.)

» Dans les places où les troupes devront tenir garnison, les quartiers seront formés d'après l'effectif présent des compagnies. Les billets destinés aux absens seront conservés dans des paquets séparés, afin que l'on puisse donner aux officiers, sous-officiers et soldats, arrivant après la distribution des logemens, des billets pour les quartiers occupés par leurs compagnies. (Art. 85.)

» L'autorité municipale délivre les billets de logement dans des paquets séparés pour chaque compagnie, afin que ses hommes et ses chevaux soient logés à proximité les uns des autres, dans une même partie de la ville, et que les officiers et sous-officiers, placés près de leurs compagnies respectives, puissent y maintenir plus facilement la discipline.

» Les billets porteront au moins deux soldats pour chaque maison. (Art. 87.)

» Un des membres de l'administration locale devra, après la répartition des logemens, rester à la maison de ville pour rectifier les erreurs qui auraient pu être commises dans la distribution des billets, et répondre aux plaintes qui lui seraient adressées par les habitans et les autorités militaires. (Art. 88.)

» La répartition des troupes dans les quartiers de l'endroit où elles doivent tenir garnison étant effectuée, ne pourra être changée que tous les quinze jours au plus, et ce, du consentement du général ou de l'officier commandant.

» Le commandant s'entendra à cet égard avec l'administration locale. (Art. 89.) »

Cette disposition n'est pas exécutée en toute circonstance, parce que ordinairement l'égalité de la répartition des logemens exige que les soldats soient changés plus fréquemment, afin que la charge tombe sur tous les habitans. Mais ce changement n'a lieu que du commun accord entre les autorités locales et militaires.

« Les militaires qui vendront leurs billets de logement seront sévèrement punis (Art. 91). »

Les billets forment pour les habitans qui ont eu la charge du logement, un titre au payement de l'indemnité que leur accorde, de ce chef, l'arrêté du 3 août 1814.

Cette indemnité est de 35 cents ou 74 centimes par homme, et par jour, lorsqu'on fournit le logement et la nourriture, et de 10 cents ou 21 centimes lorsqu'on donne le logement seul. (Arrêté du 22 septembre 1832.) Elle se paie en masse par les chefs de corps à l'autorité communale, qui en fait ensuite la répartition entre les habitans.

A cette occasion, il arrive parfois que l'indemnité, calculée à raison du logement réel, ne corresponde pas à ce qu'elle devrait être d'après le nombre de billets de logement délivrés. Cette différence provient de ce que souvent, après la délivrance des billets, il survient des mutations parmi les troupes, soit par l'entrée de soldats malades à l'hôpital, soit par l'absence momentanée de quelques-uns pour un service éloigné, soit par le départ d'hommes isolés, ou même de détachemens; circonstances qui ne peuvent être constatées sur les billets que les habitans présentent au paiement.

Lorsque ces circonstances se manifestent, l'autorité militaire, qui en tient note, diminue l'indemnité en proportion du nombre d'hommes qui ont été détachés en service ou à l'hôpital; mais l'autorité locale, qui les ignore, ne peut savoir sur quels habitans doit porter la réduction. De-là des difficultés parfois inextricables entre elle et les habitans de mauvaise foi, qui viennent, leur billet à la main, réclamer plus qu'ils ne devraient réellement recevoir.

Quelques régences ont voulu, pour se tirer d'embarras, opérer en pareil cas sur tous

les habitans des retenues au moyen desquelles elles couvraient le déficit.

D'autres ont voulu prendre le déficit dans la caisse communale ; mais ces deux moyens sont également contraires à la loi : d'une part chaque habitant a droit à l'indemnité entière que lui accorde l'arrêté du 3 août 1814 ; et de l'autre, l'autorité locale ne peut disposer sur la caisse communale que pour les dépenses allouées à son budjet.

Pour obvier autant que possible à ces inconvéniens, le ministre de la guerre a prescrit, par une circulaire du 8 août 1832, que chaque jour les chefs de corps ou détachemens logés chez les habitans, feront remettre aux autorités communales un état indiquant :

1° Le nombre d'hommes sortis des logemens avant l'expiration du délai fixé par les billets ;

2° L'époque de la sortie ;

3° Les habitations dont les hommes sont sortis.

Au moyen de ces états, qui doivent être certifiés par l'officier commandant, les régences sont en droit de refuser le payement de l'indemnité pour le temps pendant lequel les hommes n'ont pas été réellement logés.

Si cependant, malgré ces précautions, il se trouvait encore un déficit dans la somme à distribuer, les membres de l'autorité locale n'auraient d'autres ressources que de la payer de leurs propres deniers, si, ce qui arrive rarement, les habitans voulaient les y contraindre.

Les régences doivent exiger le payement des indemnités dues à leurs administrés avant le départ des troupes ; aussitôt qu'elles les ont reçues, elles annoncent que les billets de logement seront payés à la caisse communale. Simples dépositaires des fonds, elles ne peuvent pas plus en retarder la répartition qu'opérer des retenues dans les cas d'insuffisance.

BILLON.

On donne ce nom à une monnaie de cuivre pur ou de cuivre mêlé d'un peu d'argent, qui sert pour les menus payemens et les appoints. Voyez Monnaie.

BIVOUAC.

On appelle ainsi l'établissement des troupes en plein champ, pour y passer la nuit ou y séjourner.

Les bivouacs doivent être établis de préférence sur des terrains secs, abrités, et, autant que possible, à portée des ressources en eau, vivres et fourrages.

Les règles relatives à leur établissement se trouvent clairement exposées dans le réglement du 27 juillet 1832 sur le service en campagne.

Les troupes bivouaquées reçoivent ordinairement les vivres de campagne ; si ces vivres leur manquent, elles sont obligées d'avoir recours aux réquisitions forcées, et quelquefois même à la maraude. C'est aux officiers généraux et aux intendans-militaires à veiller à ce que le service des vivres et des fourrages soit assuré de manière à prévenir ces extrémités fâcheuses. Voyez Maraude et Réquisitions forcées.

BLANCHISSERIE ou BUANDERIE.

Il ne peut être établi de blanchisserie ou buanderie, sans une autorisation préalable du collége des bourgmestre et échevins. (Arrêté du 31 janvier 1824, art. 3.) Voyez Fabriques et Manufactures et Patentes.

BLANCS

On donne ce nom aux intervalles ou lacunes qu'on laisse dans un corps d'écriture.

Les officiers de l'état civil ne peuvent laisser des blancs dans leurs régistres, à peine d'une amende de 100 francs, au plus. (Art. 42 du code civil.)

La même défense existe pour les conservateurs des hypothèques, sous peine de 1000 à 2000 francs d'amende, et des dommages et intérêts. (Art, 2203.)

Les blancs qui se trouvent dans les régistres ci-dessus mentionnés, doivent être bâtonnés. (Art. 943 du code de procédure.)

On n'en doit laisser dans les livres de commerce ni dans les contrats d'assurance (Art. 10 et 332 du code de com.)

On voit par ces dispositions que le législateur a voulu prévenir les abus auxquels peut donner lieu l'existence des blancs dans certains actes. C'est une précaution qui doit s'étendre, par analogie, aux régistres de toute administration publique. On conçoit aisément de quelle importance il est de ne pas laisser de blancs dans les actes originaux d'une administration, ni même dans les copies ou expéditions qu'on en délivre.

BLANC-SEING.

C'est une signature au-dessus de laquelle on laisse plus ou moins de papier blanc, suivant l'étendue de l'acte auquel on veut que la signature s'applique.

Aucune loi ne défend les blancs-seings, et même le code pénal punit sévèrement quiconque, abusant d'un blanc-seing, aurait frauduleusement écrit au-dessus une obligation, une décharge ou tout autre acte, pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire. (Art. 407.)

Toutefois, les fonctionnaires publics doivent s'interdire scrupuleusement l'usage des blancs-seings dans l'exercice de leurs fonctions; s'il est libre à des particuliers d'exposer leur personne ou leur fortune, en confiant leur signature à la bonne-foi d'un parent ou d'un ami, il ne l'est pas à des fonctionnaires chargés d'un service quelconque, de compromettre par des blancs-seings la chose publique, la liberté, le repos ou la fortune des citoyens.

Un bourgmestre, un gouverneur, un ministre, serait-il en droit de refuser la légalisation d'un blanc-seing? Nous croyons que la négative n'est pas douteuse; il suffit que les blancs-seings ne soient pas défendus par la loi, pour que l'autorité administrative ne puisse pas se refuser à les légaliser.

Il est à craindre, à la vérité, qu'après la légalisation, on n'inscrive au-dessus de la signature des choses inconvenantes, immorales ou contraires à l'ordre public; mais si l'autorité mentionne dans la légalisation même que la signature apposée n'a été donnée qu'en blanc-seing, elle met sa responsabilité à couvert, et reste étrangère à tout ce qui peut être par la suite inséré dans l'acte à intervenir.

BLÉ.

Denrée de première nécessité, le blé ne pouvait échapper aux soins protecteurs de l'autorité dans un temps où l'administration protégeait toutes les productions agricoles. Les années de disette, plus fréquentes alors que les relations commerciales de peuple à peuple étaient enveloppées d'entraves sans nombre, provoquèrent une foule de mesures dans le but d'en prévenir le retour. Les moyens dont on usa à cet effet, portent tous le cachet de leur époque.

Ainsi, en France, une déclaration du roi, en date du 11 juin 1709, défendit aux propriétaires de terres à blé d'en délaisser la culture, et autorisa, en cas de délaissement, d'autres cultivateurs à s'en emparer; une autre déclaration du 22 juin 1694 prohiba les ventes et achats de blé en vert ou en herbe; l'ordonnance de 1669, tit. XXX, art. 18, celles d'Orléans, art. 108, et de Blois, art. 285, et un édit de 1601, art. 4, défendirent, même aux propriétaires, d'entrer à pied ou à cheval dans les terres à blé, depuis le moment où les grains sont en tuyaux jusqu'à celui de la dépouille.

Dans la principauté de Liége deux édits, l'un de 1571 et l'autre de 1699 et les statuts du prince Ernest de l'an 1592, prohibèrent les marchés de blé en herbe, à peine d'amende et de confiscation.

Dans les Pays-Bas autrichiens, l'article 23 du placard du 1er juin 1587, déclara nulles toutes ventes de blé dont les termes n'étaient pas échus, faites à vil prix par anticipation de paiement.

Les progrès constans de la civilisation, la division des propriétés et les principes de l'économie sociale mieux compris, ont rendu inutiles la plupart de ces mesures; aussi sont-elles tombées en désuétude. Cependant quelques dispositions nouvelles sont intervenues sur cette matière pendant la révolution française.

D'abord, la loi du 28 septembre-6 octo-

bre 1791 prononce une amende, l'emprisonnement et des dommages-intérêts contre ceux qui détruisent de petites parties de blé en vert, sans préjudice des peines plus fortes contre les destructeurs de récoltes.

La vente des blés en vert a été de nouveau interdite par une loi du 6 messidor an 3, publiée en Belgique le 7 pluviôse an 5.

L'art. 475, n° 9, du code pénal punit ceux qui, n'étant propriétaires, usufruitiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, y seront entrés et y ont passé dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyau.

Le n° 10 du même article punit également ceux qui auraient laissé ou fait passer des bestiaux, animaux de charge, de trait ou de monture, sur des terres chargées de grains.

On trouvera de plus amples détails sur tout ce qui concerne les blés dans les articles Accaparement, Grains, Mercuriales et Récoltes.

BLESSÉ.

L'humanité commande à tous les citoyens de faire enlever les blessés qu'ils trouvent gisans sur la voie publique, de leur donner les premiers secours que demande leur état, et même de les faire transporter à l'hôpital le plus voisin, si personne ne les réclame. Il importe en outre de donner connaissance du fait à l'autorité communale ou judiciaire.

Aussitôt qu'un officier de police judiciaire est informé qu'une personne blessée se trouve sur la voie publique ou ailleurs, il se transporte sur les lieux, et procède ensuite, conformément aux dispositions suivantes du code d'instruction criminelle:

»Art. 43. Le procureur du roi se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature ou les circonstances du crime ou délit.

»Art. 44. S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, le procureur du roi se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

»Les personnes appelées dans les cas du présent article et de l'article précédent, prêteront, devant le procureur du roi, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en honneur et conscience. »

Ces dispositions s'appliquent également aux bourgmestres ou échevins chargés de la police locale, aux commissaires de police, aux gardes-champêtres et aux gardes-forestiers. (Art. 11, 12, 16 du même code.)

L'officier de police recueille, et constate dans un procès-verbal les faits ou indices de négligence, imprudence, inobservation des réglemens de police, ainsi que les circonstances de préméditation ou de guet-apens, de légitime défense ou d'excuse, de fabrication, de débit ou de port-d'armes prohibées. Il doit interroger toutes les personnes qui peuvent donner des renseignemens sur le fait, ou du moins prendre leurs noms et leurs domiciles, afin qu'on puisse les entendre si le fait est de nature à donner lieu à des poursuites criminelles ou correctionnelles. Dans ce dernier cas, et si le délit est flagrant, il arrête sur-le-champ l'auteur des blessures. Si le blessé est en danger de mort, il l'entend de suite, avec précaution et ménagement, le fait transporter si la chose n'est déjà faite, à son domicile ou à l'hôpital suivant les circonstances, et opère sans retard le premier pansement.

Les honoraires du chirurgien et autres frais sont supportés par le blessé ou par l'auteur des blessures, s'ils en ont les moyens, et sinon par la police.

Le procès-verbal et toutes les pièces à l'appui, sont enfin adressés au procureur du roi qui ordonne les mesures ultérieures à prendre relativement au coupable.

BLESSURES.

Voyez Homicide, Coups et blessures, Magistrat, Violences et Outrages.

BLEU DE BERLIN.

Aucune fabrique de bleu de Berlin ne peut être établie sans une autorisation de la dé-

putation permanente du conseil provincial. (Art. 2 de l'arrêté du 31 janvier 1824.) Voyez Fabriques et Manufactures.

BLOCUS.

C'est une manière d'assiéger des places fortes, qui consiste à boucher tous les passages, à se saisir de toutes les issues, de façon qu'aucun renfort, aucune provision, aucun secours ne puisse y entrer. Voyez Siége.

Le blocus entraîne nécessairement la prise et la confiscation de tout ce qu'on voudrait introduire dans la place; on ne peut par conséquent mettre une ville en état de blocus sans le déclarer officiellement.

Il n'appartient qu'au Roi de déclarer le blocus. Si des généraux exercent quelquefois ce droit pour lui, c'est qu'ils sont censés le remplacer dans le commandement des armées.

Il est de principe qu'entre nations civilisées le droit de blocus n'est applicable qu'aux places fortes réellement investies de forces suffisantes; et c'est sous le prétexte que ce principe avait été violé par le gouvernement anglais, que Napoléon, par décret du 21 novembre 1806, a mis en état de blocus les îles britanniques.

Voici le préambule de ce décret: nous le reproduisons ici parce qu'il consacre plusieurs règles sur la matière :

« Napoléon, etc., considérant,

» 1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

» 2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre, non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs de commerce et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce;

» 3° Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi;

» 4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures des rivières le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;

» Qu'elle déclare bloquées les places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent;

» Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

» 5° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent;

» 6° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend le complice;

» 7° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

» 8° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

» Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime, etc. »

On peut consulter encore sur le blocus continental les décrets des 23 novembre, 17 décembre 1807 et 11 janvier 1808.

BOIS.

L'importance et l'étendue de cet article nous détermine à le faire précéder d'un sommaire, qui en facilitera l'intelligence et abrégera les recherches.

TITRE I. — Des bois en général.
Chapitre I. — *Aperçu historique de la législation en matière de bois et forêts.*
Section I. — *Législation ancienne.*
Section II. — *Législation française.*
Section III. — *Législation des Pays-Bas.*
Section IV. — *Législation belge.*
Chapitre II. — *Du régime forestier et des bois qui sont soumis à ce régime.*
Chapitre III. — *De l'administration forestière et de ses agens.*
Chapitre IV. — *De la juridiction contentieuse en matière de bois et forêts.*
Section I. — *Nature des actions.*
Section II. — *Ressort.*
TITRE II. — Des bois de l'état.
Chapitre I. — *De la reconnaissance des limites, de la délimitation et du bornage des bois et forêts.*
Chapitre II. — *De l'aménagement.*
Section I. — *Opérations préparatoires.*
§ I. *Levée du plan.*
§ II. *Reconnaissance et fixation des limites.*
§ III. *Mémoire statistique.*
§ IV. *Projet d'aménagement.*
Section II. — *Opérations définitives.*
§ I. *Délimitation des divisions.*
§ II. *Ouverture des tranchées.*
Section III. — *Marche administrative.*
Chapitre III. — *De la vente des coupes.*
Section I. — *Opérations préliminaires.*
§ I. *Assiette.*
§ II. *Arpentage et levée des plans.*
§ III. *Balivage et martelage.*
§ IV. *Division de la coupe en lots et estimation.*
§ V. *Rédaction du cahier des charges.*
§ VI. *Rédaction des affiches.*
Section II. — *Adjudication.*
§ I. *Epoques des adjudications et fonctionnaires qui doivent y procéder.*
§ II. *De la publicité.*
§ III. *Des lieux où doivent se faire les adjudications.*
§ IV. *Des personnes qui peuvent se rendre adjudicataires.*
§ V. *Des associations.*
§ VI *Des mises à prix, enchères, surenchères, et folles enchères.*
§ VII. *Frais à la charge des adjudicataires.*
§ VIII. *Des payemens du prix principal.*
§ IX. *Mesures prises pour assurer l'exécution des clauses du cahier des charges.*
Chapitre IV. — *De l'exploitation des coupes.*
Section I. — *Obligations à remplir par l'adjudicataire avant de commencer l'exploitation.*
§ I. *Permis d'exploitation.*
§ II. *Visite et souchetage.*
§ III. *Cessions, rétrocessions et sous-ventes.*
§ IV. *Facteurs ou gardes-ventes, registre, marteau.*
Section II. — *Obligations à remplir pendant l'exploitation.*
§ I. *Manière d'exploiter.*
§ II. *Usance des ventes.*
§ III. *Époques où la coupe et la vidange doivent être terminées.*
§ IV. *Dépôt et enlèvement des bois.*
§ V. *Traite des bois.*
§ VI. *Feu, fauldes, charbon, ateliers de cendres, loges d'ouvriers.*
§ VII. *Laies.*
§ VIII. *Travaux divers.*
§ IX. *Défenses diverses.*
§ X. *Libre disposition des bois.*
§ XI. *Responsabilité des adjudicataires.*
Art. 1. — *Récolement.*
Art. 2. — *Représentation des réserves.*
Art. 3. — *Confiscation des arbres trouvés sur la coupe après le délai de vidange.*
Art. 4. — *Second souchetage.*
Art. 5. — *Réarpentage.*
Art. 6. — *Surmesure et moins de mesure.*
Art. 7. — *Outrepasse.*
Art. 8. — *Procès-verbal et récolement.*
Art. 9. — *Congé de cour ou décharge d'exploitation.*
Chapitre V. — *De quelques prohibitions et servitudes établies en faveur des bois de l'état.*
Modèle *de cahier de charges.*

TITRE III. — Bois des communes et des établissemens publics.
CHAPITRE I. — *De la propriété et de la jouissance des bois appartenant aux communes et aux établissemens publics.*
CHAPITRE II. — *De leur administration.*
SECTION I. — *Administration des bois des communes et établissemens publics soumis au régime forestier.*
Art. 1. — *Surveillance, police et administration.*
§ I. *Des autorités et agens chargés de la garde, de la surveillance et de l'administration.*
§ II. *Des opérations forestières et administratives.*
N° I. *Reconnaissance des limites, délimitation et bornage.*
N° II. *Aménagement.*
N° III. *Asssiette et désignation des coupes.*
N° IV. *Arpentage et levée des plans.*
N° V. *Balivage et martelage.*
N° VI. *Formation des lots.*
N° VII. *Rédaction des affiches.*
N° VIII. *Rédaction du cahier des charges.*
Art. 2. — *Frais de surveillance.*
SECTION II. — *Des arbres épurs et hoqueteaux non soumis au régime forestier.*
TITRE IV. — Bois de particuliers.
SECTION I. — *Législation.*
§ I. *Législation ancienne.*
§ II. *Législation nouvelle.*
SECTION II. — *Administration des bois de particuliers.*
SECTION III. — *Mode de jouissance des propriétaires, fermiers, usufruitiers et usagers.*
SECTION IV. — *Usages dans les bois de particuliers.*
SECTION V. — *Vente des coupes de bois appartenant à des particuliers, et responsabilité des adjudicataires.*
SECTION VI. — *Impositions sur les bois des particuliers.*
TITRE V. — Bois divers.
Bois *abougris et abroutis.*
Bois *arsin.*
Bois *à bâtir ou à réparer.*
Bois *blanc ou blanc bois.*
Bois *bordant les routes.*
Bois *chablis.*
Bois *charmés.*
Bois *d'affouage.*
Bois *d'artillerie.*
Bois *de bourdaine.*
Bois *de brin.*
Bois *de chauffage.*
Bois *de construction.*
Bois *défensables.*
§ I. *Législation.*
§ II. *Marche administrative.*
§ III. *Doctrine et jurisprudence.*
Bois *de délit.*
§ I. *De la recherche des bois de délit.*
§ II. — *De l'adjudication des bois de délit.*
§ III. — *Doctrine et jurisprudence.*
Bois *de haute futaye.*
Bois *de la banque.*
Bois *de la légion-d'honneur.*
Bois *de l'ordre de Malte.*
Bois *de marine.*
§ I. *Considérations générales.*
§ II. *Législation.*
§ III. *Marche administrative.*
Art. 1. — *Recherche et martelage des bois de marine.*
Art. 2. — *Exploitation et transport des bois de marine.*
Art. 3. — *Recette, prix et mode de payement des bois de marine.*
§ IV. *Doctrine et jurisprudence.*
Bois *de maronage.*
Bois *de merrain.*
Bois *de prinne ou de bourdenne.*
Bois *de sapin.*
Bois *des communes et établissemens publics étrangers situés en Belgique.*
Bois *des ecclésiastiques et gens de mainmorte.*
Bois *des maisons d'éducation.*
Bois *des majorats.*
Bois *d'œuvre.*
Bois *d'ouvrage.*
Bois *du Roi.*

Bois *échoupés.*
Bois *encroués, encornés ou encroûtés.*
Bois *en défends.*
Bois *en étant.*
Bois *en grurie, grairie, ségrairie, tiers et danger.*
Bois *épars.*
Bois *gisant.*
Bois *incendiés ou brûlés.*
Bois *indivis.*
Bois *mort.*
Bois *non affranchis.*
Bois *pélard.*
Bois *possédés en commun par des particuliers.*
Bois *rabougris.*
Bois *récépés* ou *de récépage.*
Bois *résineux.*
Bois *sec.*
Bois *sur pied.*
Bois *taillis.*
Bois *tendre et bois dur.*
Bois *tenus à titre de douaire, échange, engagement, concession ou usufruit.*

TITRE I.

DES BOIS EN GÉNÉRAL.

1. Ce mot a deux significations que les Latins exprimaient par *sylva* et *lignum*, et que les Flamands distinguent par *bosch* et *houdt*.

On entend par le premier un terrain planté d'arbres: c'est dans ce sens que l'on dit un *bois de haute futaye*, un *bois de taillis*, etc. Lorsque le terrain, ainsi planté, a une grande étendue, on l'appelle *forêt;* lorsque son étendue est moyenne, comme 100, 200 hectares et même plus, il retient le nom de *bois;* mais s'il n'a qu'une petite superficie, on le nomme *bocqueteau, bosquet, bouquet de bois* ou *garenne.*

Nous avons jugé convenable de traiter cette matière, sous l'article Bois, parce que cette dénomination est une espèce de terme moyen entre les deux autres, et que par cela même elle convient plus généralement à tous les lieux plantés d'arbres. Dans les anciens réglemens, il est rare que le mot *forêt* ou *bois* se trouve employé seul; l'ordonnance de 1669 parle presque toujours de *forêts, bois, buissons* et *garennes;* les réglemens de 1617 et 1754 pour le duché de Luxembourg disent toujours *forêts* et *bois*, et quelquefois ils y ajoutent les *hayes, virées* et *aisances.*

Quant à la législation nouvelle, les mots *bois* et *forêts* y sont presque toujours appliqués à ceux qui appartiennent à l'Etat, aux communes et établissemens publics, et le mot *bois* seul à ceux des particuliers. Ces distinctions ne nous semblent pas suffisamment justifiées pour que nous nous y astreignions, et nous emploierons généralement les mots *bois, forêts* ou *forêts* et *bois,* pour désigner ceux de l'Etat, des communes, des établissemens publics et des particuliers, sans que cela doive tirer à conséquence.

Par la seconde signification on entend les arbres eux-mêmes, sans égard aux terrains ou à la substance dure et compacte dont ils se composent, soit qu'ils existent sur pied, soit qu'ils aient été abattus, travaillés et mis en œuvre. On dit en ce sens, *bois vert, bois sec, bois de construction, bois de chauffage,* etc.

Qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre de ces acceptions, les bois portent, dans le langage forestier, une foule de dénominations qui caractérisent leur espèce, état ou qualité, leur situation, l'usage auquel on les destine, les propriétaires ou possesseurs qui en jouissent, etc., etc. Il importe de connaître ces dénominations, parce qu'elles se rencontrent souvent, soit dans les anciennes ordonnances, soit dans la législation nouvelle, soit dans les ouvrages qui traitent du régime forestier.

2. Les bois, considérés comme lieux plantés d'arbres, ont toujours été l'objet d'une législation particulière, à cause de leur grande importance pour les besoins de la société. On peut consulter à ce sujet le discours préliminaire que M. Baudrillart a placé en tête de son *Dictionnaire général des eaux et forêts.*

Cette législation a varié avec les temps et les lieux. Avant de l'examiner administrativement, nous en donnerons un aperçu historique, et, pour le faire avec plus de méthode,

nous diviserons cet aperçu en autant de sections qu'il y a eu de régimes différens en Belgique.

3. Autrefois, l'administration des bois était réunie à celle des eaux. Cette réunion date des Romains; les Français et d'autres peuples l'ont adoptée ensuite, et c'est par ce motif que leur législation traite simultanément des bois et des eaux, sous la dénomination d'*eaux et forêts*.

Cet usage paraît venir, selon les uns, de ce qu'il y a entre les eaux et les forêts des rapports intimes et une dépendance réciproque; les forêts, dit-on, alimentent les cours d'eaux, et la présence des eaux favorise la végétation des arbres; elles ont toutes deux une grande influence sur la température, la salubrité de l'air, la navigation, l'agriculture et le commerce.

D'autres prétendent qu'anciennement les coteaux et les montagnes qui bordent les grandes rivières, étant pour la plupart couverts de bois, des motifs fort simples d'économie et de commodité ont conseillé tout naturellement de les soumettre à une seule administration.

Quoiqu'il en soit, ce serait à tort qu'aujourd'hui l'on traiterait simultanément de ces deux matières. Depuis la révolution française toutes les lois nouvelles tendent à les séparer, ou les séparent réellement; et en France, où la fameuse ordonnance de 1669, *sur le fait des eaux et forêts*, a été en vigueur pendant un siècle et demi, on a rédigé, séparément, en 1827 un code forestier, et en 1829 un code de la pêche fluviale.

L'administration des forêts et celle de la pêche y continuent, il est vrai, de ressortir au département des finances; mais c'est seulement comme domaines ou revenus de l'Etat qu'elles s'y trouvent réunies.

En Belgique, la législation ancienne sur les forêts n'avait rien de commun avec celle des eaux; mais lorsque nos provinces ont été réunies à la France, cette législation fut abrogée, et l'ordonnance de 1669 sur les eaux et forêts y devint en partie obligatoire. Cet état de choses subsiste encore à certains égards: toutefois, et quoique nous n'ayons pas, comme en France, des codes spéciaux pour les forêts et pour la pêche, il n'en existe pas moins dans notre pays une séparation bien marquée entre l'administration des eaux et celle des bois. La police des rivières navigables ou flottables y appartient à l'administration des ponts et chaussées, et celle des cours d'eaux entre dans les attributions de l'autorité communale.

Nous traiterons donc séparément des bois, de la pêche, des cours d'eau et des rivières, comme si ces matières avaient toujours fait l'objet d'une législation distincte et séparée.

Cet article sera divisé en cinq titres:

Le premier traitera des bois en général;

Le second des bois de l'Etat;

Le troisième des bois des communes et des établissemens publics;

Le quatrième des bois appartenant à des particuliers;

Le cinquième des bois divers dans l'ordre alphabétique des noms qu'ils portent suivant leur espèce, leur situation, leurs usages et la qualité spéciale de leurs propriétaires.

Voyez, au surplus, le sommaire que nous avons placé en tête de cet article.

Chapitre Ier.

Aperçu historique de la législation en matière de bois et forêts.

Section 1re.

Législation ancienne.

Cette législation comprend toute l'époque qui a précédé l'invasion de la Belgique par les armées françaises.

Chacune des grandes divisions territoriales dont se composait alors notre pays, avait, en matière de bois et forêts, des lois et une administration qui lui étaient propres.

Dans le duché de Luxembourg, on suivait la coutume et divers édits, dont les principaux sont: celui du 14 septembre 1617 qu'on appelait le *Réglement général*, et ceux des 15 septembre 1724 et 30 septembre 1754.

Lorsque le Luxembourg eut été conquis par Louis XIV, l'ordonnance française de

1669 et l'arrêt du 17 juillet 1685 sur le fait des eaux et forêts, y furent publiés par une déclaration du 9 avril 1687. Depuis cette époque, aucun acte du pouvoir n'y a abrogé cette législation; mais de fait, elle a cessé d'être en vigueur aussitôt que le pays fut affranchi de la domination étrangère.

« C'est ce qu'il faut conclure, dit Sohet, » de ce que l'édit du 30 septembre 1754, qui » rappelle l'exécution du réglement général » de 1617, ne fait pas la moindre mention de » l'ordonnance de 1669 ou de l'arrêt ci-des- » sus cité.» (*Instituts de droit*, liv. I, tit. 47.)

Le réglement de 1617 ne concernait que les bois et forêts de la couronne; celui de 1754 le rendit applicable à tous les bois du Luxembourg sans distinction de propriétaires, et y ajouta une foule de dispositions nouvelles. Aussi est-ce dans cette province que l'ancienne législation forestière était la plus complette.

Dans le comté de Namur, la matière des bois et forêts était réglée par la coutume, par les placards des 4 février 1537, 11 juillet 1541, 24 novembre 1559 et 14 octobre 1600, par les réglemens des 1er mars 1630 et 23 novembre 1758, par l'édit de chasse du 31 août 1613, etc.

Dans la principauté de Liége, on suivait le réglement du 15 décembre 1551, renouvelé d'abord le 14 décembre 1713 et ensuite le 3 avril 1719, et ceux des 13 décembre 1725 et 29 décembre 1727. On peut consulter aussi les mandemens ou édits de 1655, 1724, 1738 et 1747.

Dans la principauté de Stavelot, c'étaient les coutumes générales du 8 avril 1623.

Dans les duchés de Brabant et de Limbourg, on avait les édits des 4 avril 1554, 8 novembre 1597, 6 mai 1560, 21 novembre 1623, 13 décembre 1721 et 3 février 1753, pour les bois en général; et pour la forêt de Soignes en particulier, ceux des 11 mars 1619, 17 février 1620, 6 novembre 1634, 30 avril 1660, 22 juin 1717, 5 mai 1721 et 16 novembre 1774.

Dans le comté de Flandres et le marquisat d'Anvers, la législation sur les bois et forêts se composait des placards des 18 janvier 1554, 9 septembre 1569 et 19 février 1629; des édits des 7 septembre 1536, 11 janvier 1548, 6 mai 1560, 31 octobre 1571, 12 octobre 1585, 27 mai 1596, 10 novembre 1605, 1er juin 1609, 31 août 1613, 21 novembre et 5 décembre 1623, 26 août 1625, 22 mars 1631, 31 octobre 1633, 19 septembre 1640 et 9 septembre 1643; par le mandement de la chambre des comptes du 17 février 1620, et par les ordonnances des 12 mars 1519 et 16 avril 1535.

On conçoit qu'après l'occupation de la Belgique par les armées françaises, en 1794, la réunion de ces territoires divers sous une seule et même autorité, ait entraîné bientôt l'abolition des législations particulières qui régissaient respectivement leurs bois et forêts. Tous les réglemens, édits, mandemens et placards que nous venons de citer, furent en effet abrogés, les uns tacitement, les autres expressément, en tout ce qui concernait l'administration et la juridiction forestières, et l'on n'en conserva, pour ainsi dire, que les dispositions contractuelles qui réglaient les droits respectifs des propriétaires et des usagers.

Nous nous abstiendrons par conséquent de développer ici cette foule de lois anciennes, et nous nous bornerons à renvoyer le lecteur, curieux d'en connaître les détails, aux sources suivantes : Sohet, *Instituts de droit*, liv. I, tit. 47 et 89, et liv. II, tit 54.—J. Ch. Verloo, *Codex brabanticus*, vis *Ligna*, *Sylvæ*, et *Zoniæ-nemus*. — A. Anselme, *Codex belgicus*, vis *Bosschen*, *Bosdieven*, *Bosrecht* et *Woutrecht*.

Section II.

Législation française.

Dans l'ancienne France la matière des forêts, réunie à celle des eaux, était régie par une foule d'ordonnances, déclarations, arrêts du conseil, etc., et principalement par la fameuse ordonnance de 1669, qui résume, pour ainsi dire, toute la législation forestière.

Cette ordonnance présentait un système

complet de juridiction, d'administration et de police forestière.

La juridiction contentieuse était tout exceptionnelle. Dans les domaines royaux elle appartenait au grand-maître des eaux et forêts, aux maîtres particuliers, aux lieutenans sauf appel aux tables de marbre, et aux tables de marbre sauf appel aux parlemens. Dans les domaines seigneuriaux, elle appartenait à des officiers de seigneurie, connus sous le nom de gruyers, à la réserve des cas royaux.

L'administration était spécialement confiée aux grand-maître, maîtres particuliers, lieutenans et procureurs du roi, qui avaient sous leurs ordres des gardes-marteau, greffiers, huissiers, gardes-généraux, sergens, gardes et arpenteurs.

La révolution de 1789, qui abolit toutes les autorités établies, soit administratives, soit judiciaires, ne pouvait laisser debout un système qui avait tous les caractères de l'ancien régime. En conséquence, une première loi du 19-25 décembre 1790 attribua la juridiction contentieuse aux tribunaux ordinaires; et une autre loi du 15-29 septembre 1791 réorganisa complettement l'administration forestière, de telle sorte qu'on ne conserva de l'ordonnance de 1669 que les dispositions relatives à la police et à la conservation des eaux et forêts.

Le titre I de la loi du 29 septembre 1791 commence par déterminer les espèces de bois et forêts qui seront soumises au régime forestier. Ce sont : 1° les forêts et bois dépendans du ci-devant domaine de la couronne, des ci-devant appanages, ceux qui avaient été ci-devant possédés par les bénéficiers, corps et communautés ecclésiastiques, séculiers et réguliers, et généralement tous les bois qui feraient ou pourraient faire partie du domaine national; 2° les bois tenus du ci-devant domaine de la couronne à titre de concession, engagement, usufruit, ou autre titre révocable; 3° les bois possédés en grûrie, grairie, ségrairie, tiers et danger, ou indivis entre la nation et des communautés; 4° les bois appartenant aux communautés d'habitans; 5° les bois possédés par les maisons d'éducation et de charité, par les établissemens de mainmorte étrangers et par l'ordre de Malte.

La disposition finale du même titre excepte de ce régime les bois appartenant à des particuliers; et porte, contrairement à l'ordonnance de 1669, que chaque propriétaire sera libre d'administrer ses bois, et d'en disposer comme bon lui semblera.

Le titre II créa, pour le régime forestier, une administration centrale, sous le titre de *Conservation générale des forêts*. Cette administration se composait de cinq membres ayant le titre de *commissaires de la conservation générale*.

Sous ses ordres était un nombre de *conservateurs* proportionné à l'étendue et à la distance respective des forêts dans les départemens où ils devaient être employés.

Chaque conservateur avait, pour le service de l'administration dans les départemens, un nombre d'*inspecteurs* déterminé d'après les mêmes bases, et chaque inspecteur un nombre de *gardes* suffisant pour la conservation des bois.

Le titre III fixe les conditions requises pour être employé dans l'administration forestière, les divers modes de nomination et de révocation, ainsi que les incompatibilités.

Les titres IV, V, VI et VII traitent respectivement des fonctions des gardes, inspecteurs, conservateurs et commissaires-généraux de la conservation.

Le titre VIII charge spécialement les corps administratifs et les municipalités, chacun dans leur territoire et selon l'ordre de leur institution, de veiller à la conservation des bois, et de prêter main-forte à cet effet lorsqu'ils en seront requis par les préposés de la conservation, sans pouvoir toutefois s'immiscer dans l'administration ou la juridiction des forêts.

Le titre IX organise la poursuite des délits forestiers, lesquels furent renvoyés devant les tribunaux ordinaires, comme ils l'avaient été déjà par la loi du 19-25 décembre 1790.

Les titres X, XI et XII règlent respectivement l'administration 1° des bois nationaux ci-devant aliénés à titre de concession, douaire, engagement, usufruit ou échange non consommé; 2° des bois possédés en grûrie, ou par indivis avec la nation, et 3° des

bois appartenant aux communautés d'habitans.

Le titre XIV détermine la responsabilité des divers préposés de la conservation générale des forêts.

Enfin le titre XV, après avoir supprimé tous les emplois de l'ancienne administration, maintient l'ordonnance de 1669 et les autres réglemens, dans celles de leurs dispositions auxquelles il n'était pas dérogé par les décrets de l'assemblée nationale. — Nous remarquerons, en passant, que dans cette loi il n'est plus question des *eaux*, et qu'on y traite exclusivement des bois et forêts.

L'exécution du nouveau système que nous venons d'analyser était à peine commencée, que la législature mit en délibération le point de savoir s'il ne serait pas plus avantageux à l'État d'aliéner que de conserver les forêts domaniales.

Cette question présentait des difficultés immenses. On le sentit, et, pour avoir le temps de les résoudre, on suspendit, par une loi du 11 mars 1792, l'organisation décrétée le 29 septembre précédent. Toutefois les anciennes autorités ne furent pas maintenues, et au mois de vendémiaire an 4, le comité de salut public confia provisoirement l'administration forestière à la régie de l'enrégistrement, qui correspondit, pour cette partie du service, avec les anciens agens des eaux et forêts établis dans les départemens. Ce provisoire a duré jusqu'à la publication de la loi du 16 ventôse an 9, dont nous parlerons ci-après.

Jusques-là cette législation n'avait rien d'obligatoire pour la Belgique; et même, lorsque les armées françaises occupèrent nos provinces en 1794, elle n'y fut pas immédiatement introduite. Au contraire, on y passa d'abord par un système provisoire qu'il importe de connaître, parce qu'il servit de transition entre l'ancienne législation du pays et la nouvelle législation française.

Un arrêté du 27 thermidor an 2, émané des représentans du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, ordonna d'abord que les anciens réglemens du pays sur les bois et forêts y seraient provisoirement exécutés sous les peines qu'ils déterminent, et maintint toutes les autorités administratives ou judiciaires quelles que fussent leurs dénominations. (Art. 10 et 11.)

Un autre arrêté, émané des mêmes représentans, sous la date du 4e jour des sans-culottides an 2, plaça sous la sauve-garde des communes et sous la surveillance des magistrats, les bois, forêts et plantis provenant du gouvernement déchu, des maisons religieuses abandonnées, du ci-devant clergé de France, et des émigrés ou absens; y défendit toute coupe, abattis ou enlèvement de bois sans une autorisation expresse des représentans du peuple ou des préposés qu'ils auraient établis à cet effet, et rendit les communes responsables, quant aux dommages, des délits qui s'y commettraient sans qu'elles pussent en indiquer les auteurs.

Cet arrêté dispose, en outre, que les maisons religieuses non abandonnées et tous autres propriétaires indistinctement ne pourraient, dans les bois qui leur appartiennent, faire aucune vente, coupe, abattis ou enlèvement de bois, sans une autorisation des mêmes représentans du peuple, sous peine de saisie et de confiscation au profit de la république française. (Art. 1, 2 et 4.)

Ces mesures n'étaient destinées qu'à prévenir les défrichemens et la dégradation des bois; mais dans les désordres inséparables de la conquête, on s'aperçut bientôt que les anciennes autorités, maintenues par l'arrêté du 27 thermidor an 2, étaient impuissantes à réprimer les abus, et que le meilleur moyen d'y remédier était de créer une administration unique et centrale pour tous les bois et forêts du pays. Ce fut l'objet de l'arrêté du 3 frimaire an 3.

Le préambule de cet arrêté en indique le but. « Voulant, y est-il dit, régler provisoirement dans le pays conquis le mode de régie et administration des bois, forêts et plantis faisant partie des domaines nationaux, etc..., et la surveillance des autorités civiles sur les bois, forêts et plantis possédés par les corps et communautés ecclésiastiques ou laïques, et les propriétaires particuliers, afin de concilier sur tous ces objets ce qu'exige l'intérêt de la république, et celui général et parti-

culier des habitans même du pays conquis. »

Puis il dispose :

« Art. 1er. Il sera nommé et établi un inspecteur-général des bois, forêts et plantis de la Belgique pour toute l'étendue du ressort de l'administration centrale.

» Art. 2. L'inspecteur-général aura sous ses ordres le nombre de huit inspecteurs particuliers, qui seront respectivement attachés à chacune des huit administrations d'arrondissement, et qui auront le nombre de sous-inspecteurs et autres employés qui sera jugé nécessaire.

» Art. 3. Les fonctions de l'inspecteur-général et des inspecteurs particuliers seront de se procurer la connaissance exacte des bois, forêts et plantis généralement quelconques, existant dans la Belgique, de veiller à leur conservation, exploitation et administration sous les ordres de l'administration centrale et des administrations d'arrondissement, d'après les formes qui seront déterminées.

» Art. 4. Ils concerteront avec la direction des domaines nationaux toutes les opérations relatives aux coupes ordinaires et extraordinaires, et à la conservation, exploitation et administration des bois, forêts et plantis faisant partie des domaines nationaux, lesquels seront régis et administrés conformément aux lois françaises, en exécution de l'art. 1 de l'arrêté du 29 brumaire dernier (1), sauf les exceptions et les modifications qui pourront avoir lieu en vertu des arrêtés des représentans du peuple. »

L'art. 5 est relatif à la vente des coupes ordinaires et extraordinaires dans les bois qui font partie du domaine national ; et l'art. 6 aux coupes à faire extraordinairement pour le service des armées de terre et de mer.

« Art. 7. Aucune vente, coupe, abattis et enlèvement ne pourra avoir lieu dans les bois, forêts et plantis possédés par les corps et communautés ecclésiastiques, sans une autorisation expresse et préalable de l'administration centrale, sur l'avis de l'administration d'arrondissement qui, de son côté, demandera avant tout celui des municipalités et magistrats des lieux, et après avoir aussi entendu l'inspecteur-général des bois.

» Art. 8. Les dispositions de l'article précédent auront également lieu relativement aux bois, forêts et plantis appartenant aux communes. Néanmoins, à leur égard, les administrations d'arrondissement pourront accorder directement les autorisations qu'elles jugeront convenables pour les coupes ordinaires, servant aux besoins des habitans, ou à ceux des villes et communes, à charge d'en rendre compte à l'administration centrale, et après avoir pris l'avis de l'inspecteur particulier qui, de son côté, en rendra également compte à l'inspecteur-général.

» Art. 9. Les mêmes règles prescrites par l'art. 7 auront également lieu, relativement aux bois, forêts et plantis des particuliers pour toutes les coupes extraordinaires. Mais quant aux coupes ordinaires, il suffit de l'autorisation de l'administration d'arrondissement, en conformité de l'art. 8.

Et pour ce qui concerne les besoins des particuliers sur leurs propriétés, manoirs, jardins et tous autres héritages indistinctement, il suffira de l'autorisation du magistrat ou de la municipalité du lieu.

» Art. 10. L'art. 1 de l'arrêté du 4e jour des sans-culottides, qui met les bois, forêts et plantis et tous les autres domaines nationaux sous la sauve-garde spéciale des communes et sous la surveillance des magistrats, sera exécuté selon sa forme et teneur.

» Toutes les autres dispositions du même arrêté seront aussi exécutées en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par le présent arrêté. »

Quelqu'important que fut ce premier acte d'organisation, il laissait une lacune à combler. Un arrêté du 13 germinal an 3 et un réglement du même jour y obvièrent en disposant :

« Art. 2. Il n'est rien innové quant à présent aux attributions des tribunaux forestiers actuellement existans, lesquels sont tenus, sous leur responsabilité, de continuer provi-

(1) Cet arrêté porte que toutes les propriétés mobilières et immobilières provenant du gouvernement ennemi ou des corps supprimés en Belgique, seront administrés conformément aux lois françaises.

soirement leurs fonctions. Ils conserveront respectivement leur juridiction sur les bois qui, jusqu'à ce jour, y ont été soumis; à l'égard des arrondissemens dans lesquels il n'existe pas de tribunal forestier, la connaissance des délits continuera d'appartenir aux juges à qui elle a été attribuée jusqu'ici.

» Art. 4. L'administration centrale présentera à l'approbation des représentans du peuple un réglement sur les formes à observer devant les tribunaux forestiers, et les peines à infliger aux délinquans. »

En conséquence de cette disposition, un réglement fut publié, qui organisa la procédure et fixa les pénalités.

Les gardes dressaient procès-verbal des délits, et le transmettaient aux wout-maîtres, baillis des bois, ou autres officiers chargés de la poursuite; ceux-ci faisaient citer les délinquans devant le tribunal, l'instruction s'y faisait sommairement et oralement, foi était due aux procès-verbaux des gardes assermentés, et trois juges, pris à tour de rôle parmi ceux qui intervenaient aux séances les jours de siége, prononçaient sur la culpabité des prévenus. (Art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8.)

La gradation des peines afflictives et des amendes, prononcées par les anciennes lois et les réglemens sur le fait des mésus et dégâts commis dans les bois, fut abolie, et les nouvelles pénalités furent:

1° L'amende ordinaire, laquelle variait tant en raison de la qualité du bois que de la grosseur des plants, brins ou corps d'arbres, objets du délit, et pouvait être doublée, triplée ou quadruplée suivant la gravité des cas;

2° La défense de fréquenter les bois pour un certain temps ou à perpétuité;

3° L'emprisonnement, lequel était toujours applicable en cas d'insolvabilité ou de récidive;

4° L'interdiction de résider ou de s'établir à moins de trois lieues de distance de tous bois nationaux. (Art. 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 27.)

Indépendamment desdites peines, les délinquans devaient en outre payer, à titre de restitution, dommages et intérêts, une somme au moins égale à l'amende principale, sans préjudice de la confiscation du bois saisi, des chevaux, mulets, bourriques, chariots, charrettes et harnais, des scies, haches, serpes, coignées et autres instrumens qui auraient été employés à commettre les délits. (Art. 26 et 27.)

Les gardes et autres préposés à la conservation des bois avaient le droit de faire des visites domiciliaires pour découvrir les bois volés ou coupés en délit. (Art. 29.)

Enfin, l'art. 36 de ce réglement disposait que les anciennes lois et ordonnances sur le fait des bois et forêts, qui étaient en vigueur dans la Belgique, seraient exécutées selon leur forme et teneur, pour autant qu'il n'y était pas dérogé par ledit réglement.

Tel était le régime provisoire que les représentans du peuple avaient imposé à la partie alors conquise de la Belgique, et qui se composait du Brabant y compris Malines, de la Flandre orientale, de la West-Flandre ou Flandre occidentale, de Tournay et du Tournaisis, de Namur, du Hainaut et du Luxembourg. Le reste du territoire belge était régi à cette époque par une administration centrale établie à Aix-la-Chapelle, pour le pays situé entre la Meuse et le Rhin, et par des administrations d'arrondissement établies à Maestricht, à Limbourg, à Spa et dans plusieurs autres villes qui depuis ont été réunies à la Prusse. (Arrêté du 24 brumaire an 3.)

On voit que le fond de ce régime n'avait rien de commun avec les anciennes ni avec les nouvelles lois qui régissaient la France à la même époque. Ce ne fut en effet qu'après la réunion, décrétée le 9 vendémiaire an 4, que la législation française a été successivement introduite en Belgique.

Avant l'occupation de notre pays, on n'y savait pas ce que c'était que le régime forestier. Les particuliers disposaient de leurs bois comme ils le jugeaient convenable à leurs intérêts, sauf quelques restrictions fort légères. Il en était de même des communes et des établissemens publics qui les administraient eux-mêmes sous la simple surveillance du gouvernement; et quant aux bois de l'État, ils étaient ordinairement régis par des ordonnances faites exprès pour chacun d'eux, ou du moins

pour chacune des provinces où ils étaient situés. Il n'y avait de général que la détermination des délits et des peines applicables à tous les bois ; sans distinction de propriétaires.

Après la réunion, tout changea de face. Un arrêté des représentans du peuple, en date du 24 frimaire an 4, ordonna d'abord la publication dans les 9 départemens réunis des articles 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 26 du titre XXXII de l'ordonnance de 1669, tous relatifs aux peines, amendes, restitutions, dommages-intérêts et confiscation, applicables aux délits forestiers. Ensuite un arrêté du directoire exécutif, en date du 7 pluviôse an 5 étendit cette publication à l'article 1 du titre XXI, relatif aux bois à construire ou à réparer les édifices de l'Etat et les bâtimens de mer; aux articles 19, 21, 22, 32, 33 et 34 du titre XXVII sur la police ou la conservation des bois ; et aux articles 17 jusqu'aux mots *exception ni distinction* exclusivement, et 18 du titre XXXII de la même ordonnance.

Ces dispositions sont les seules qu'une publication réelle ait rendues obligatoires en Belgique. Toutefois il n'en faut pas conclure que les autres articles de l'ordonnance de 1669 ne puissent ni ne doivent y être exécutés faute de publication. Il y a plusieurs distinctions à faire à cet égard.

1° Il est d'abord des dispositions que l'on regarde comme publiées, par la seule raison que d'autres lois en ont prescrit l'exécution : par exemple, toutes les dispositions portant peines correctionnelles contre quelque délit que ce soit, sont réputées obligatoires en vertu de l'art. 609 du code du 3 brumaire an 4, qui statue : « En attendant que les dispositions de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, les lois des 19 juillet et 28 septembre 1791, celle du 20 messidor de l'an III et les autres relatives à la police municipale, correctionnelle, rurale et forestière, aient pu être revisées, les tribunaux correctionnels appliqueront aux délits qui sont de leur compétence, les peines qu'elles prononcent. »

C'est ce que la cour de cassation de Bruxelles a formellement jugé, par arrêt du 16 février 1815, sur le fondement que le code du 3 brumaire an 4 ayant été publié en Belgique par un arrêté du 24 frimaire suivant, les dispositions des anciennes lois auxquelles il se réfère, sont censées comprises dans cette publication.

Ainsi, non-seulement tous les articles du titre XXXII, spécialement relatifs aux peines, amendes, restitutions, dommages-intérêts, et confiscations, mais en général toutes les dispositions correctionnelles éparses dans l'ordonnance, et notamment dans le titre XXVII, doivent être tenus pour obligatoires en Belgique, à moins que d'autres lois n'y aient apporté quelques modifications.

La même cour a jugé, il est vrai, par arrêt du 18 novembre 1819, que les articles 17 et 18 de ce dernier titre, portant défense d'élever certaines constructions dans le voisinage des forêts domaniales, ne sont point applicables dans notre pays, et elle s'est fondée sur le principe qu'aucun fait ne peut être réputé délit s'il n'a été prohibé par une loi antérieure. Mais cette décision a été sans influence sur l'opinion des cours et tribunaux : les motifs de l'arrêt rendu sur le même point de doctrine en 1815 ont paru plus rationnels que le principe vrai au fond, mais invoqué à tort dans celui de 1819 ; et depuis cette époque, la cour de Bruxelles a toujours appliqué aux différentes espèces, dont elle a eu à connaître, les mêmes articles 17 et 18 que la cour de cassation avait déclarés non obligatoires. (Arrêt de décembre 1824). Elle a aussi, et notamment par arrêt du 21 janvier 1821, appliqué davantage les art. 36 et 37 du même titre, qui n'avaient pas été publiés en Belgique. La chambre des mises en accusation les a invoqués à son tour, dans un arrêt du 23 mars 1831, et la chambre correctionnelle a eu encore l'occasion de se prononcer dans le même sens en 1835. On peut donc considérer comme constant, pour l'autorité judiciaire, le principe que nous avons établi ci-dessus. Quant à l'autorité administrative, elle l'avait déjà proclamé, d'une manière bien expresse, dans un arrêté du 28 messidor an 6, relatif au titre XXXI de l'ordonnance de 1669.

2° On doit également tenir pour obligatoires les dispositions non publiées, dont l'exécu-

tion a été rappelée ou recommandée expressément par des arrêtés, à l'égard desquels les formalités de publication ont été duement remplies. Tels sont, par exemple, les articles 4 et 5 du titre XXVI rappelés dans l'arrêté du 19 pluviôse an 6, et les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 17 et 18 du titre XXXI, rappellés et même rapportés textuellement dans l'arrêté du 28 messidor suivant.

3° Il faut de même considérer comme obligatoires, quoique non publiées, les dispositions d'ordre intérieur qui n'intéressent pas le public. Il suffit, pour celles-là, que l'administration supérieure en commande l'exécution dans les circulaires qu'elle adresse à ses subordonnés; et c'est ce qu'elle a fait : la plupart des circulaires et instructions qui, depuis 30 ans, règlent le service intérieur de l'administration forestière, sont basées sur l'ordonnance de 1669. Elles embrassent tout ce qui concerne l'assiette des coupes de bois, le balivage, le martelage, l'exploitation, la vidange, le réarpentage, le récolement et en général toutes les opérations que nécessite la conservation des forêts. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'elles ne sont obligatoires que pour les agens ou préposés de l'administration a qui elles s'adressent.

4° Enfin il faut placer sur la même ligne les dispositions relatives aux adjudications de coupes, en tant qu'elles sont insérées dans le cahier des charges et conditions de la vente : elles forment alors une sorte d'engagement entre les adjudicataires et l'administration.

Les distinctions que nous venons d'établir sont faciles à justifier. Lorsque la Belgique a été réduite en départemens français, l'intention du nouveau gouvernement était de la soumettre aux mêmes lois et à la même administration que le reste de la France. Le fait a suffisamment prouvé cette intention ; et si l'on n'y a publié que certaines dispositions de l'ordonnance de 1669, ce n'est certes pas dans la vue d'y établir un système différent de législation et d'administration forestière, système dont l'existence eût été d'ailleurs incompatible avec les idées de centralisation et d'unité gouvernementale, qui dominaient à cette époque. Mais on a considéré que dans cette ordonnance il y avait deux ordres de dispositions bien distincts; les unes dont la connaissance était indispensable au public en général, tant pour le mettre à même de s'y conformer, que pour avoir le droit de l'y contraindre au besoin; les autres dont la connaissance n'était nécessaire qu'aux préposés et agens de l'administration, ainsi qu'aux adjudicataires avec lesquels ils auraient à contracter. C'est par suite de cette distinction qu'on a publié les premières, tandis que les secondes sont demeurées sans publication. Et dans le fait comme dans le droit, celles-ci n'avaient pas besoin d'être publiées pour devenir obligatoires : il suffisait que l'administration supérieure en recommandât et en poursuivit l'exécution comme elle l'a fait sans cesse dans ses circulaires, ses instructions, ses cahiers de charges, etc., etc.

Nous venons d'indiquer sommairement les dispositions de l'ordonnance de 1669, qui sont obligatoires en Belgique; voici maintenant celles qui doivent être considérées comme n'étant pas applicables à notre pays. — 1° Les dispositions relatives à l'organisation administrative et à la juridiction contentieuse, ont été explicitement ou implicitement abolies par les lois des 19-25 décembre 1790 et du 15-29 septembre 1791, qui ont complettement changé et l'administration et la juridiction forestière. On peut ranger en général dans cette catégorie les 14 premiers titres de l'ordonnance, sauf quelques articles réglementaires d'attribution, qui ont été maintenus dans l'organisation nouvelle, tels que les art. 4 et 15 du titre X, rappelés dans l'avis du conseil-d'état du 16 mai 1807. — 2° Les dispositions relatives aux bois des particuliers et à certains bois des communes et établissemens publics, que des lois postérieures ont exceptés du régime forestier, sont par cela même devenues sans objet. — 3° Les dispositions qui concernent l'exercice de certains droits, qui imposent certains devoirs, qui portent certaines défenses ou prohibitions, qui déterminent les délits et les peines dont ils sont punissables; en un mot, toutes les dispositions dont la connaissance est essentielle au public en général pour qu'il puisse y obtempérer,

n'ont pu devenir et ne sont devenues obligatoires qu'autant qu'une publication régulière en a été faite ou que l'exécution en a été ordonnée par une loi ou par un arrêté, comme nous l'avons dit ci-dessus. On peut ranger dans cette classe de dispositions les titres suivans qui traitent : le XIX^e^ des droits de pâturage et de paccage, le XX^e^ des droits de chauffage et autres usages dans les bois, le XXI^e^ des bois à bâtir pour les maisons royales et bâtimens de mer, le XXII^e^ des eaux et forêts, bois et garennes tenus à titre de douaire, concession, engagement ou usufruit, le XXIII^e^ des bois en grûrie, grairie, tiers et danger, le XXIV^e^ des bois appartenant aux ecclésiastiques et gens de mainmorte, le XXV^e^ des bois, prés, marais, landes, pâtis, pêcheries et autres bois appartenant aux communautés et habitans des paroisses, le XXVI^e^, des bois appartenant aux particuliers, le XXVII^e^ de la police et conservation des forêts, eaux et rivières, le XXVIII^e^ des routes et chemins royaux des forêts et du marche-pied des rivières, le XXIX^e^ des droits de péages, traverse et autres, le XXX^e^ des chasses, le XXXI^e^ des pêches, et le XXXII^e^ des peines, amendes, restitutions, dommages et intérêts et confiscations.—4° Enfin les dispositions qui auraient été abrogées purement et simplement, sont censées n'avoir jamais existé pour notre pays ; mais celles qui n'auraient été que modifiées, restent obligatoires avec les lois qui les modifient, si celles-ci ont été duement publiées ou décrétées d'exécution dans les départemens réunis.

Nous avons cru nécessaire d'entrer dans ces détails sur l'ordonnance de 1669, parce qu'elle est et sera probablement toujours la base de notre système forestier, et que nous n'avons trouvé nulle part d'explication satisfaisante sur les nombreuses difficultés que son application a rencontrées en Belgique.

Nous passons maintenant aux lois nouvelles qui l'ont modifiée.

La loi du 29 septembre 1791, qui a substitué au régime établi par l'ordonnance une administration entièrement nouvelle, ne fut également publiée qu'en partie dans les départemens réunis.

Le titre I, les art. 13, 14 et 15 du titre III, et les titres IV, IX et XII le furent par l'arrêté du 7 pluviôse an 5 ; le titre VIII par l'arrêté du 19 frimaire an 4 et les art. 1, 2, 3, 4, 8 et 9 du titre XIV, par l'arrêté du 2 fructidor an 6.

Un autre arrêté du 24 frimaire an 4, ordonna la publication du titre II de la loi rurale du 28 septembre-6 octobre 1791, qui modifie quelques dispositions de l'ordonnance relatives aux délits forestiers, et l'arrêté déjà cité du 7 pluviôse an 5 rendit exécutoires les art. 5, 6, 7 et 8 de la loi du 19-25 décembre 1790, qui confient aux tribunaux ordinaires la juridiction précédemment attribuée à des juges exceptionnels.

Les dispositions alors obligatoires de l'ordonnance de 1669 et des lois que nous venons de citer, étaient loin de présenter un système complet d'organisation, mais combinées avec les arrêtés rendus par les représentans du peuple pendant la première occupation de la Belgique, elles formaient un ensemble qui suffisait aux besoins de cette époque.

Toutefois la licence inséparable des temps de révolution, avait engendré une foule d'abus dans l'administration forestière. Le directoire chercha à les réprimer par la publication de divers arrêtés. Tels furent celui du 23 thermidor an 4, publié en Belgique le 6 fructidor suivant et relatif à la répression des délits forestiers ; celui du 28 vendémiaire an 5, publié en Belgique le 16 brumaire de la même année, qui interdit la chasse dans les forêts domaniales ; celui du 4 nivôse an 5 qui autorise les gardes forestiers à faire des perquisitions dans le domicile des citoyens pour la recherche des bois volés ou coupés en délit ; celui du 5 vendémiaire an 6 qui règle le pâturage dans les forêts de l'Etat ; celui du 19 pluviôse suivant, qui, en exécution des art. 4 et 5 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, enjoint aux propriétaires de bois, riverains des forêts domaniales, d'établir des fossés séparatifs entre leurs propriétés et celles de l'Etat, etc.

Ces diverses mesures tendaient bien a répri-

mer momentanément les abus qui se commettaient si fréquemment alors dans les forêts; mais elles étaient insuffisantes, et l'on sentit de plus en plus le besoin de faire cesser l'état, encore provisoire, de l'administration forestière, et d'en faire une institution fixe et définitive. Ce fut l'objet de la loi du 16 nivôse an 9 qui sépara de la régie de l'enrégistrement la partie administrative des bois et forêts, et la plaça enfin dans les attributions d'un corps spécialement institué à cet effet.

Cette loi confia l'administration des bois et forêts à cinq administrateurs, ayant sous leurs ordres des conservateurs, des inspecteurs, des sous-inspecteurs, des gardes-généraux, des gardes particuliers et des arpenteurs, dont le nombre, l'arrondissement et la résidence furent fixés par l'arrêté du 6 pluviôse an 9.

Cet arrêté, qui créa 27 conservations, en établit une à Bruxelles pour les départemens de la Dyle, de Jemmappe, de l'Escaut, de la Lys et des Deux-Nèthes; et une autre à Liége pour les départemens de l'Ourte, de la Meuse-Inférieure et de Sambre et Meuse. Le Luxembourg fut annexé à l'arrondissement du conservateur de Metz avec les départemens de la Moselle et des Ardennes.

Le premier objet dont cette nouvelle administration s'occupa fut de réunir dans une instruction, qui porte la date du 7 prairial an 9, toutes les dispositions éparses des lois et arrêtés qui pouvaient s'appliquer au régime forestier. Grace à ses soins, les forêts si maltraitées par les désordres des premières années de la révolution en France, et de l'occupation en Belgique, ainsi que par les coupes extraordinaires qu'avait nécessitées un état de guerre permanent, fixèrent toute l'attention du pouvoir. Les diverses classes d'agens reçurent des instructions sur leurs devoirs respectifs; les bois usurpés sur le domaine de l'Etat furent restitués; on s'occupa des aménagemens; des repeuplemens considérables furent entrepris; et l'on s'attacha à replacer le domaine forestier sous la protection de l'ordonnance de 1669. Les lois, arrêtés, décrets, décisions, jugemens et arrêts qui furent provoqués et rendus depuis l'an 9, sont presque tous fondés sur les principes de cette ordonnance.

Mais ce fut aux dépens de la liberté des communes et des particuliers, propriétaires de bois; car tout en veillant à la conservation des forêts, on ne tarda point à s'éloigner des principes de la loi du 29 septembre 1791.

Le titre XII de cette loi avait bien soumis les bois des communes à la surveillance et au contrôle de l'administration forestière; mais les autorités communales avaient au moins la nomination de leurs gardes. Un arrêté du 19 ventôse an 10 soumit les bois des communes, des hospices et autres établissemens publics au même régime que les bois nationaux et en confia l'administration, la garde et la surveillance aux mêmes agens.

La même loi du 29 septembre 1791 avait rendu aux particuliers l'administration de leurs bois et la faculté d'en disposer comme ils l'entendraient. Une autre loi du 9 floréal an 11 restreignit cette liberté, en disposant:

1° Qu'aucun défrichement ne pourrait y avoir lieu durant 25 années, à partir de sa publication, sans la permission du gouvernement;

2° Que dans 20 ans leurs semis et plantations de bois seraient soumis à la même prohibition;

3° Qu'un martelage aurait lieu pour le service de la marine dans les bois, taillis, futayes, avenues, lizières, parcs et arbres épars des particuliers;

4° Que la coupe des arbres marqués serait assujettie aux mêmes règles que celle des bois nationaux;

5° Qu'en conséquence, tout propriétaire de futayes serait tenu de faire 6 mois d'avance la déclaration des coupes qu'il a l'intention d'effectuer;

Et 6° que les gardes des bois des particuliers ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir été agréés par le conservateur forestier et prêté serment devant le tribunal de première instance.

La révolution avait été, pour les usagers, une occasion d'étendre leurs prétentions et de multiplier les abus: de toutes parts on réclama des mesures pour y remédier. Une loi du 28 ventôse an 11 y pourvut de la manière suivante: elle ordonna aux communes et aux particuliers qui se croiraient

fondés par titre ou possession en droit de pâturage, chauffage, ou autres usages dans les bois, de produire leurs titres dans un délai déterminé pour être examinés par les conseils de préfecture.

Les communes s'étaient emparées de plusieurs parties de bois par suite de la loi du 28 août 1792, publiée en Belgique le 7 pluviôse an 5, qui les avait autorisées à se pourvoir devant les tribunaux pour faire annuler les triages ou partages de bois et forêts consommés au préjudice de leurs usages : la loi du 19 germinal an 6 les obligea à produire les jugemens et titres sur lesquels elles se fondaient.

Deux arrêtés, l'un du 28 floréal an 11 et l'autre du 24 messidor suivant, s'occupèrent des besoins de la marine, et ajoutèrent quelques dispositions à la loi du 9 floréal précédent.

Les droits de pâturage dans les bois appartenant à l'Etat, aux communes, aux établissemens publics ou aux particuliers, s'exerçaient quelquefois dans de jeunes taillis en vertu de réglemens ou d'usages locaux. Il fut statué par un arrêté du gouvernement en date du 17 nivôse an 13, que ces droits ne pourraient s'exercer à l'avenir que dans les parties de bois déclarées défensables.

L'administration centrale des forêts avait subsisté jusqu'en l'an 13 telle qu'elle avait été organisée par la loi du 16 nivôse an 9 : un décret du 7 thermidor an 13 plaça à la tête de cette administration un conseiller d'état avec le titre de directeur général des forêts.

Un autre décret du 16 frimaire an 14 donna la nomination d'un *inspecteur principal* pour chaque conservation; mais cette création fut remplacée par celle des *inspecteurs généraux*, qui fut décrétée le 23 mai 1806.

Des délits s'étaient commis dans quelques forêts : une loi du 22 mars 1806 attribua aux administrateurs et aux conservateurs le droit d'informer contre les délinquans et de délivrer dans plusieurs cas tous mandats d'amener et de dépôt.

Les gardes pouvaient, d'après les dispositions des art. 4 et 15 du titre X de l'ordonnance de 1669, faire toutes citations et significations en matière d'eaux et forêts; mais ce droit n'était point exercé, au moins d'une manière générale, et il importait au bien du service et à l'économie des frais d'en investir plus spécialement les gardes. Un avis du conseil-d'état, en date du 16 mai 1807, et un décret de 1er avril 1808 consacrèrent cette modification.

La marche des améliorations, qui avait été progressive jusqu'en 1811, commença vers cette époque à se rallentir. Le décret du 8 mars de cette année, qui affecta la moitié des emplois forestiers vacans pour récompenser des services bien respectables, sans doute, mais qui n'avaient aucun rapport avec l'administration des bois, détruisit les ressorts d'une bonne organisation que la loi du 29 septembre 1791 avait ménagés; et les événemens de 1813, 1814 et 1815 achevèrent de ruiner le système. On fit des coupes extraordinaires pour la défense des places de guerre; on éloigna les gardes de leurs postes pour les employer à un service militaire; le zèle se relâcha dans l'incertitude où l'on était de l'avenir, et la double invasion des armées alliées fut accompagnée d'une épouvantable dévastation.

Telle est en résumé la législation qui a régi les forêts en Belgique et en France. Si d'une part elle a rétabli l'ordre dans l'administration et amélioré l'état des bois, de l'autre elle a sacrifié bien souvent les principes de la propriété; et la difficulté des circonstances, que l'on peut quelquefois invoquer comme excuse, ne pourrait la justifier dans tous ses points. Nous allons voir maintenant les modifications qu'elle a subies sous le gouvernement des Pays-Bas.

Section III.

Législation des Pays-Bas.

Après la retraite des armées françaises, une nouvelle organisation devint tout d'abord nécessaire : les commissaires-généraux des puissances alliées y pourvurent par un arrêté du 14 mars 1814.

Aux termes de cet arrêté, une direction

générale des eaux et forêts, composée d'un conservateur, de deux inspecteurs-généraux et d'un sous-inspecteur faisant fonctions de secrétaire, fut établie à Bruxelles. Le conservateur dirigeait seul l'administration dans toutes ses branches ; mais il formait avec les inspecteurs-généraux un conseil, qu'il devait consulter dans toutes les affaires relatives à la partie technique des forêts. Si les inspecteurs-généraux n'étaient pas de son avis, il pouvait en référer au secrétaire-général (ministre) des finances, qui statuait définitivement.

Il avait sous ses ordres des inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes-généraux et gardes particuliers. Le nombre de ces agens, qui resta d'abord le même que sous le gouvernement français, fut ensuite proportionné aux besoins du service. Le conservateur avait le droit de proposer des candidats pour les places d'inspecteur-général, d'inspecteur, de sous-inspecteur, de garde-général, il nommait lui-même aux places de gardes à cheval et de garde particulier.

Le conservateur seul correspondait avec le secrétaire-général des finances, les gardes-généraux avec les sous-inspecteurs, les sous-inspecteurs avec les inspecteurs et les inspecteurs avec le conservateur ou les inspecteurs-généraux.

Le conservateur était obligé de faire annuellement une tournée dans tous les arrondissemens d'inspection. Les inspecteurs-généraux résidaient quatre mois de l'année à Bruxelles pour les travaux de cabinet, et passaient les autres mois en tournée pour surveiller la gestion des employés forestiers, régler, de concert avec les inspecteurs respectifs, les coupes et les améliorations à faire, etc. A leur retour, ils devaient présenter au conservateur un rapport circonstancié du résultat de leurs opérations.

Les inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes-généraux, gardes à cheval et gardes particuliers avaient les mêmes attributions que sous le régime précédent.

La partie comptable de l'administration était placée dans les attributions du secrétariat général des finances ; les traitemens étaient payés par ce département sur des états fournis par le conservateur. Les prix des ventes étaient versés dans la caisse du receveur des domaines au chef-lieu de l'arrondissement où les coupes avaient été faites ; les amendes et frais de poursuite étaient recouvrés sur les parties par les receveurs des domaines de leur domicile ; les recettes et dépenses résultant des amendes et des frais de poursuite formèrent un chapitre particulier dans le compte de l'administration des domaines. Le produit des recettes, déduction faite des dépenses, formait un fonds de gratifications pour les agens forestiers ; et la distribution en était arrêtée par le secrétaire-général des finances sur la proposition du conservateur.

Un agent, du grade de sous-inspecteur au moins, était tenu d'assister aux séances des tribunaux, lorsqu'on y poursuivait des délits forestiers, afin de surveiller l'application sévère des lois pénales et de dénoncer au conservateur les jugemens contre lesquels il y avait lieu de se pourvoir en cassation.

Les lois et réglemens, qui restreignaient les droits des propriétaires particuliers des bois ou les assujettissant à des déclarations de coupes d'arbres, furent abolis, mais seulement à l'égard des coupes régulières qui peuvent avoir lieu sans nuire à la conservation des bois : le consentement du conservateur était requis pour changer la destination ou l'exploitation tant des forêts que des bois isolés. Enfin, toutes les autres lois, tous les réglemens qui étaient en vigueur sous le régime précédent, furent provisoirement confirmés pour autant qu'il n'y était pas dérogé par l'arrêté même du 14 mars 1814.

Ce nouveau système ne contenait que trois dispositions contraires au régime précédent.

1° La perception des amendes, qui était autrefois confiée aux gardes-généraux, fut attribuée aux receveurs des domaines. Mais on reconnut bientôt le vice de cette innovation, et le 11 juin 1814, le ministre des finances rétablit la perception sur l'ancien pied.

2° Les agens qui représentaient l'administration devant les tribunaux, devaient avoir au moins le grade de sous-inspecteur, tandis qu'auparavant cette prérogative appartenait

également aux gardes-généraux. (Décret du 10 juin 1809).

8° Enfin, les particuliers étaient libres de procéder à la coupe régulière de leurs bois sans déclaration ni autorisation préalables.

Par un arrêté du 12 août 1814, le prince d'Orange, alors gouverneur provisoire de la Belgique, réorganisa tous les départemens d'administration générale. Il plaça les eaux et forêts sous la surveillance immédiate du département des finances (art 13), et cette partie du service cessa ainsi de faire une branche d'administration à part.

Une autre modification, plus importante encore, fut introduite quelque temps après dans le régime des eaux et forêts. Un arrêté du 10 mai 1815, disposa que les arbres épars et les boqueteaux d'une contenance de moins de cinq hectares et non contigus à d'autres bois appartenant aux établissemens de charité et aux communes, ne seraient plus soumis à l'administration générale des eaux et forêts. Cet affranchissement n'était pourtant pas absolu, comme nous le verrons au titre des Bois des communes et des établissemens publics.

Cet arrêté n'avait d'abord été rendu que pour les provinces situées sur la rive gauche de la Meuse: il fut quelque tems après publié sur la rive droite en exécution d'un autre arrêté du 19 juillet 1815, et devint ainsi obligatoire pour toute la Belgique.

Le 1er mars 1816 il fut déclaré applicable aux arbres et boqueteaux de la même étendue appartenant aux fabriques d'église.

Un arrêté du 27 mai 1819, après avoir disposé en principe que la direction des bois appartenant aux communes et établissemens publics, continuera d'être confiée à l'administration forestière de l'Etat, en conformité des lois et réglemens en vigueur; apporte à cette législation quelques changemens de détail que nous ferons connaître également dans le titre ci-dessus cité.

Mais un changement plus radical était encore réservé au régime forestier. La loi du 27 décembre 1822, ayant disposé, par son article 3, que le syndicat d'amortissement serait chargé de l'administration des domaines de l'Etat, les bois et forêts furent de nouveau enlevés au département des finances pour être régis par le syndicat et une nouvelle organisation s'en suivit.

Par arrêté du 9 janvier 1824, les fonctions de conservateur et d'inspecteur-général des eaux et forêts furent supprimées, et cette administration, réunie à celle des domaines dans les provinces, fut confiée à cinq administrateurs, placés immédiatement sous les ordres de la commission permanente du syndicat d'amortissement. Ces cinq administrateurs, dont la résidence fut fixée à Arnhem pour les provinces du Brabant septentrional, de la Gueldre et d'Overyssel, à Amsterdam pour les provinces de Hollande, d'Utrecht, de Frise, de Groningue et de Drenthe, à Bruxelles pour les provinces du Brabant méridional, du Limbourg et du Hainaut, à Gand pour les provinces des Flandres, de la Zélande et d'Anvers, et à Liége pour les provinces de Liége, de Namur et de Luxembourg exerçaient, chacun dans son ressort, les fonctions de directeur des domaines et de conservateur des eaux et forêts.

En conséquence, les directeurs et vérificateurs de l'enrégistrement et des domaines furent déchargés de toute attribution en matière d'eaux et forêts.

Enfin, par un arrêté du 8 juin 1828, n° 93, les receveurs de l'enrégistrement furent également dessaisis de l'administration des domaines de l'État et remplacés par *des agens du domaine* ayant sous leurs ordres des *gardes-généraux* des forêts, des *gardes particuliers* et des *surveillans*; néanmoins dans les provinces méridionales, où le besoin l'exigeait encore, on conserva, sous le titre de *maître* et de *sous-maître* des forêts, les inspecteurs et sous-inspecteurs qui s'y trouvaient auparavant. (Art. 1, 2 et 8.) Enfin, le titre *d'administrateur des domaines, eaux et forêts* fut remplacé par celui *d'administrateur des domaines.*

Les agens du domaine remplirent les fonctions des anciens receveurs des domaines et furent chargés 1° de la régie et de la surveillance des bois et forêts là où il n'y avait ni maître, ni sous-maître forestier; 2° de la vente des coupes de bois; 3° du recouvrement

des sommes dues par les communes et les établissemens publics pour frais d'administration de leurs bois, en tant qu'ils étaient soumis à l'administration du domaine; 4° du recouvrement des condamnations pécuniaires pour délits commis dans les forêts et pêches de l'Etat, des communes et des établissemens publics.

Cet état de choses dura jusqu'à la révolution de 1830.

Ce qui caractérise particulièrement cette époque, c'est l'affranchissement des bois appartenant aux particuliers, et la lutte qui s'est engagée de la part des communes pour obtenir le même avantage.

Nous verrons, en temps et lieu, comment leurs espérances se sont enfin réalisées sous le gouvernement belge.

Section IV.

Législation belge.

Après la révolution de 1830, le gouvernement s'empressa de rendre au département des finances l'administration des domaines et par conséquent des bois et forêts, qui avait été confiée au syndicat d'amortissement par la loi du 27 décembre 1822.

L'arrêté qui opéra ce changement est du 17 octobre 1830; mais dans une seconde édition du bulletin officiel il porte, sans que l'on sache pourquoi, celle du 7 novembre; et on le trouve visé, tantôt sous la première et tantôt sous la seconde de ces dates, dans divers arrêtés postérieurs.

Le 17 janvier 1831, le gouvernement provisoire réunit les domaines et l'enrégistrement sous une seule et même régie, et disposa :

1° Que les places d'administrateur, d'inspecteur et d'agent des domaines seraient supprimées.

2° Que les maîtres et sous-maîtres forestiers reprendraient leurs anciennes dénominations d'inspecteur et de sous-inspecteur des eaux et forêts.

3° Que les fonctions d'administrateur, d'inspecteur et d'agent des domaines seraient exercées dans chaque province par les directeurs, les inspecteurs, les vérificateurs et les receveurs de l'enrégistrement et des domaines.

4° Que les receveurs, chargés des domaines aux chefs-lieux d'arrondissement, feraient la recette des prix de vente des domaines et des coupes de bois. (Art. 2, 3, 4 et 8.)

Enfin l'arrêté du 18 mars 1831, qui a réorganisé le ministère des finances, a confirmé ce système.

Ainsi les eaux et forêts ne sont plus considérés maintenant que comme une dépendance de l'administration de l'enrégistrement et des domaines; et cette administration est placée sous les ordres immédiats du ministre des finances. Voyez Enrégistrement et Domaines.

Elle se compose, indépendamment des fonctionnaires chargés de l'enrégistrement et des domaines en général, tant au ministère des finances que dans les provinces, de 7 inspecteurs forestiers, de 8 sous-inspecteurs, de 24 gardes-généraux, et de 471 gardes.

Nous en publions ici le tableau afin de donner une idée de l'importance respective des bois et forêts dans les différentes provinces de la Belgique.

NOMS DES PROVINCES.	INSPECTEURS FORESTIERS.	SS-INSPECTEURS FORESTIERS.	GARDES GÉNÉRAUX.	GARDES.	TOTAUX.
Anvers. . . .	»	»	»	5	5
Brabant. . . .	1	»	1	22	24
Flandre Occ.	»	1	»	8	9
Flandre Or. .	»	»	»	23	23
Hainaut. . . .	1	»	4	53	58
Liége.	1	2	5	61	69
Limbourg. .	»	»	»	6	6
Luxembourg.	2	3	8	151	164
Namur. . . .	2	2	6	142	152
Total. . . .	7	8	24	471	510

Du reste la législation précédemment en vigueur est restée intacte, sauf les changemens

que la Chambre des représentans a promis de faire au régime actuel des bois communaux, et dont nous nous réservons de parler au titre des Bois des communes et des établissemens publics.

Chapitre II.

Du régime forestier et des bois qui sont soumis à ce régime.

On pourrait en général appeler *régime forestier* l'ensemble des obligations et des formalités auxquelles sont assujettis les propriétaires de bois dans l'administration et la jouissance de cette espèce de biens. Mais cette expression a un sens plus restreint, surtout en France où elle signifie le régime spécial auquel les lois ont d'abord assujetti l'administration des bois domaniaux, et qu'elles ont ensuite appliqué aux bois des communes, des établissemens publics et même des particuliers. C'est dans ce dernier sens qu'il en est question ici.

I. Les bois soumis au régime forestier en Belgique, sont :

1° Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'Etat (Loi du 29 septembre 1791, tit. I, art. 1.);

2° Les bois qui seraient tenus du ci-devant domaine de la couronne à titre de concession, engagement, usufruit ou autre titre révocable qui permettrait d'en opérer par la suite le retrait ou la rentrée au domaine de l'Etat. (*Idem*, art. 2.);

3° Les bois et forêts des communes ou sections de communes, excepté les arbres épars et les boqueteaux d'une contenance moindre que 5 hectares qui seraient éloignés à la distance de 1000 mètres au moins d'un autre bois domanial ou communal plus étendu, ou qui en seraient séparés par des obstacles intermédiaires (Loi du 29 septembre 1791, tit. I, art. 4; arrêtés du 19 ventôse an 10, art. 1; du 10 mai 1815, art. 1, et du 27 mai 1819, art. 1, 2, et 3.);

(Des changemens ont été promis à cette législation; mais toutes les dispositions citées sont provisoirement maintenues.)

4° Les bois et forêts appartenant à des établissemens de charité sous la même restriction que les bois communaux (Loi du 29 septembre 1791, tit. I, art. 5; arrêtés du 19 ventôse an 10, art. 9; du 10 mai 1815, art. 1, et du 27 mai 1819, art. 1, 2 et 3.);

5° Les bois et forêts appartenant à des fabriques d'église sous la même restriction que ceux des établissemens de charité (Mêmes dispositions et arrêté du 1er mars 1816.);

6° Les bois et forêts dans lesquels l'Etat a des droits de propriété indivis avec des communes ou des établissemens publics (Loi du 29 septembre 1791, tit. I, art. 3.);

II. Ne sont pas soumis au régime forestier:

1° Les bois appartenant à des particuliers (Loi du 29 septembre 1791, tit. I, art. 6; arrêtés du 9 floréal an 11 et du 14 mars 1814, art. 15); néanmoins cette exception ne s'applique qu'aux coupes régulières qui peuvent se faire sans nuire à la conservation des bois.

2° Les arbres épars et les boqueteaux appartenant aux communes ou établissemens publics, pour autant qu'ils tombent à raison de leur contenance et de leur situation, dans les cas exceptionnels des arrêtés des 10 mai 1815 et 27 mai 1819 ci-dessus cités.

De ce que ces boqueteaux et arbres épars ne sont pas assujettis au régime forestier, il ne faut pas conclure que l'administration en appartient d'une manière absolue aux communes et établissemens qui en sont propriétaires. Cette administration est subordonnée, comme celle de leurs autres biens, à la tutèle du gouvernement.

III. Plusieurs questions se présentent au sujet de cette nomenclature.

1. Nous venons de voir que les arbres épars et les boqueteaux des communes et des établissemens publics sont exceptés du régime forestier, quand ils ont une contenance moindre que 5 hectares et qu'ils sont éloignés à une distance de 1000 mètres au moins d'un autre bois domanial ou communal plus étendu.

Cette exception subsiste-t-elle, lorsque les boqueteaux de cette espèce sont possédés indivisément par les communes ou établissemens publics et par l'Etat : nous penchons pour la négative. D'une part la loi du 29 septembre 1791 et l'arrêté du 19 ventôse an 10 ont soumis au régime forestier

tous les bois de l'Etat, des communes et des établissemens publics, sans distinguer s'ils appartiennent exclusivement à l'un ou à l'autre de ces corps, ou s'ils sont possédés par indivis entre eux. D'autre part, les arrêtés du 10 mai 1815 et du 27 mai 1819 qui ont fait une exception à ce principe en faveur des arbres épars et des boqueteaux appartenant aux communes et établissemens publics, ne parlent pas du cas où les communes ou établissemens publics n'auraient sur ces arbres ou boqueteaux qu'un droit de propriété indivis avec l'Etat; Le principe général de la loi du 29 sept. 1791 et de l'arrêté du 19 ventôse an 10 subsiste donc à l'égard de ces derniers; et en effet si le régime forestier est une garantie que la législature a cru nécessaire à la bonne administration des bois domaniaux, l'indivision, loin d'être un motif pour les y soustraire, en est un au contraire pour les y assujettir; car les propriétés indivises sont en général moins bien administrées que les autres. La même question se présente relativement aux bois possédés par indivis entre l'État et des particuliers; elle doit, ce nous semble, être résolue de la même manière et par les mêmes motifs.

Enfin il faudrait en dire autant de ceux qui appartiendraient indivisément à des particuliers et à des communes ou établissemens publics, bien entendu s'il ne s'agit pas des boqueteaux et arbres épars que l'arrêté du 10 mai 1815 a affranchis du régime forestier, même quand ils appartiennent intégralement à des communes ou établissemens publics.

Le même principe a prévalu en France, mais sans exception : l'art. 1er du Code forestier du 31 juillet 1827 y dispose d'une manière absolue : « Les bois indivis dans lesquels l'État, les communes ou établissemens publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers, sont soumis au régime forestier sans distinction de contenance et de situation. »

2. Les lois ci-dessus citées soumettent au régime forestier les bois possédés par les communes. Une réunion de plusieurs particuliers, possédant en commun une portion de bois qui leur a été anciennement attribuée pour remplacer des droits d'usage dans une forêt de l'État, forme-elle une commune, lorsque le titre constitutif de leur droit les a appelés *nominativement* à la jouissance en commun de cette propriété? Non : ils ne doivent donc pas être soumis au régime forestier alors même que ce titre, tout en les dispensant de réserver une portion quelconque de ce bois pour croître en futaie, aurait prescrit qu'aucune coupe ne pourrait y être faite qu'après la marque et la délivrance du juge des lieux, conformément aux ordonnances et réglemens.

C'est ainsi qu'en a jugé en France le comité des finances par avis du 23 juillet 1819, approuvé par le ministre le 21 août suivant. Les motifs de cette décision sont que d'après l'art. 815 du Code civil, des particuliers, bien qu'ils jouissent en commun, peuvent toujours sortir de l'indivision et que dès-lors une communauté ne peut les faire envisager autrement que comme de simples particuliers. (Baudrillard, *Recueil chronologique des réglemens forestiers*, tom. II, pag. 805.)

Il n'en serait cependant pas de même si les particuliers n'étaient pas désignés nominativement dans le titre de propriété qu'ils invoquent. Ils formeraient alors une section de commune, et leurs bois seraient soumis au régime forestier.

3. Il faut comprendre sous la désignation d'arbres épars et boqueteaux, que les arrêtés des 10 mai 1815 et 27 mai 1819 exemptent du régime forestier, les pâturages qui renferment des bouquets de bois et arbres répandus çà et là sur leur surface, pour maintenir la fraîcheur dans l'herbe, et mettre les bestiaux à l'abri des ardeurs du soleil; peu importe que ces pâturages aient une contenance plus grande que 5 hectares, si les boqueteaux qui s'y trouvent en ont moins, et si les arbres y sont épars au lieu d'être réunis en boqueteaux.

En France les pâturages qui s'appellent *prés-bois* et *fruitières*, ont donné lieu à des contestations qui n'ont pas été résolues en faveur des communes. Une décision du ministre des finances les a déclarés soumis au régime forestier. Quoiqu'en Belgique il en soit autrement, il ne faut pourtant pas perdre de vue que l'arrêté du 10 mai 1815, tout en rendant aux communes et établissemens publics la libre

administration des boqueteaux, d'une certaine contenance qui leur appartiennent, ne leur permet pas d'en changer la nature et l'exploitation. En conséquence, ils peuvent bien faire dans les *prés-bois* et *fruitières* des coupes périodiques qui ne nuisent pas à la conservation des bois, mais il leur est interdit de procéder à des coupes extraordinaires et à des défrichemens sans une autorisation du Roi. (Loi du 9 floréal an 11; arrêté du 10 mai 1815; décision du ministre de l'intérieur, de l'administrateur général des domaines et de l'administration des eaux et forêts, en date du 22 mai 1819; arrêté du 9 février 1832.)

Il en est de même relativement aux plantations qui bordent les chemins vicinaux et qui se trouvent dans les avenues, fossés, remparts, promenades, cimetières, et autres lieux de même nature : elles doivent être considérées comme des arbres épars dont l'administration ordinaire appartient aux communes ou établissemens propriétaires, sauf les restrictions qui précèdent.

4 La question s'est élevée de savoir si un terrain, pris à bail pour 3 ans dans une forêt de l'État, à charge de le défricher et de l'ensemencer à la fin du bail en bois d'une certaine essence, mais avec faculté d'y faire dans l'intervalle telle culture que le bailleur jugerait convenable, reste pendant ces trois années soumis au régime forestier.

La cour de cassation de France s'est prononcée pour l'affirmative par arrêt du 21 septembre 1820, sur le fondement que l'obligation imposée au bailleur de défricher pour ensemencer, indique suffisamment que le terrain donné à bail doit conserver sa nature de bois; et que dès-lors la permission de le cultiver d'une manière quelconque ne peut équivaloir à celle d'y faire des actes ou travaux directement contraires au régime forestier, tels que d'y faire pâturer des chèvres ou des moutons. (Dalloz, v° *Forêts*, pag. 333.

5. La même cour a jugé par des motifs semblables qu'un particulier, qui s'est engagé à ensemencer en bois une portion de terrain devenue partie intégrante d'une forêt de l'Etat, et a obtenu l'autorisation d'y semer pour une année des céréales avec des graines forestières, ne peut durant ce temps livrer ce terrain à la dépaissance de ses bêtes à laine, sans encourir les peines prononcés par l'ordonnance de 1669 pour les faits de dépaissance commis en délit.

Ainsi, les terrains destinés à faire partie d'une forêt, quoiqu'ils ne soient pas encore plantés d'arbres, sont soumis au régime forestier dès que l'engagement de les ensemencer de bois a été pris.

Deux autres arrêts du 16 mars 1822 ont résolu dans le même sens des questions analogues.

6. Les parties actuellement dépeuplées d'un bois sont assimilées aux parties peuplées, et dès-lors les faits de pacage, qui s'y commettent, doivent être punis comme délits forestiers et non comme délits ruraux. C'est ce que la cour de cassation de France a jugé par arrêt du 26 avril 1816. La régie soutenait, même dans l'espèce de cet arrêt, que le délit de pâturage commis dans les parties de bois qui sont dépeuplées, devrait être puni plus sévèrement, parce qu'il était un invincible obstacle à ce qu'aucun arbre pût jamais y croître.

7. Il est des communes qui, avant la révolution, étaient en possession depuis un temps immémorial de jouir librement de leurs bois. Cet usage n'empêche pas aujourd'hui qu'elles ne doivent se soumettre au régime forestier pour ceux de leurs bois qui n'en sont pas exceptés, en raison de leur contenance ou de leur situation, par les arrêtés du 10 mai 1815 et 27 mai 1819.

Ces bois doivent rentrer sous le régime forestier alors même qu'ils ont été partagés entre les habitans, si l'acte de partage ne réunit pas les caractères et les conditions requis pour le partage des biens communaux (Arrêt de la cour de cassation de France, en date du 9 octobre 1824).

8. Les bois qui dépendent des églises et dont les curés titulaires ont l'usufruit, sont assimilés aux bois d'établissemens publics et sont assujettis au régime forestier lorsqu'ils ont la contenance requise à cet effet. Ainsi le curé ou son mandataire, qui aurait fait paître des moutons dans ces bois, ou qui se serait permis d'y couper des arbres ou des fagots

pour son usage, sans la permission de l'autorité forestière, serait passible des peines prononcées par la loi. L'autorisation du conseil de fabrique est insuffisante pour le justifier (Arrêts de la cour de cassation des 4 avril, 13 décembre 1811 et 13 février 1812).

IV. L'exécution du régime forestier est confiée à une administration particulière dont il s'agit maintenant d'examiner l'organisation.

Chapitre III.

De l'administration forestière et de ses agens.

Cette administration qui était autrefois spéciale pour les eaux et forêts, n'est plus maintenant, comme nous l'avons déjà dit, qu'une branche de *l'administration de l'enrégistrement et des domaines* ressortissant au ministère des finances (Arrêté du 17 janvier 1831).

1. En conséquence, le ministre des finances en est le chef unique (Arrêté du 18 mars 1831, art. 2).

Un administrateur est chargé, sous ses ordres, de l'expédition des affaires courantes, des détails du service et de la correspondance journalière avec les employés dans les provinces. (*Ibid.*, art. 4.)

Deux inspecteurs-généraux reçoivent, directement du ministre, des ordres de service pour leurs tournées, et servent de conseils à l'administrateur. (*Ibid.* art. 6.)

Un conseil du contentieux, composé de l'administrateur et des deux inspecteurs-généraux, délibère sur toutes les questions qui présentent quelque gravité. (*Ibid.*, art 19.)

Le ministre préside ce conseil, et peut y adjoindre des hommes de loi, ou y faire entendre les avocats de l'administration sur les actions judiciaires qu'il s'agit d'entamer. (*Ibid.* art. 20.)

Aucune procédure, en matière d'enrégistrement et de domaine, ne peut être entamée sans l'autorisation du ministre ou du conseil, excepté pour les délits et contraventions forestières dont la poursuite doit être intentée dans le délai d'un mois. (*Ibid.* art. 21.)

Enfin l'administrateur fait exécuter les décisions du conseil. (*Ibid.* art. 24.)

Telle est l'administration *centrale* de l'enrégistrement et des domaines, et par conséquent des eaux et forêts qui en dépendent.

2. Elle a sous ses ordres *dans les provinces*, d'abord des directeurs de l'enrégistrement et des domaines qui font, pour la partie administrative des eaux et forêts, l'office des anciens conservateurs, et ensuite des inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes-généraux, brigadiers, gardes à cheval et gardes particuliers, tous spécialement chargés de l'administration et de la police des eaux et forêts. (Arrêtés du 17 janvier 1831, art. 2, et du 18 mars 1831, art. 14; circulaire du 19 mars 1831, préambule et art. 1.)

3. Indépendamment de ces agens spéciaux, plusieurs décrets et arrêtés ont successivement chargé les corps administratifs et les municipalités du soin de veiller à la conservation des bois, et de prêter main-forte aux agens de l'administration forestière lorsqu'ils en sont requis. On peut consulter à ce sujet les lois du 11 décembre 1789, publiée en Belgique le 7 pluviose an 5; du 22 décembre-janvier 1790, publiée le 19 frimaire an 4; et du 29 sept. 1791, tit. VIII et XIV, art. 9, publiée les 19 frimaire an 4 et 2 fructidor an 6; ainsi que l'arrêté des représentans du peuple en Belgique du 4e jour des sansculottides an 2.

Ainsi, la loi citée du 29 septembre 1791 porte que les officiers municipaux doivent, sur les réquisitions qui leur en sont faites, assister aux perquisitions des bois de délit dans les ateliers, bâtimens et enclos adjacens, où ces bois auraient été transportés; et que les corps administratifs peuvent visiter les bois nationaux et autres, soumis au régime forestier, pour s'assurer de l'exactitude et de la fidélité des agens, dresser des procès-verbaux, et les envoyer avec leur avis à la conservation générale, au gouvernement et même au corps législatif. (Art. 2, et 3 du titre VIII de la loi du 29 septembre 1791.)

Les directoires de district procédaient même aux adjudications, recevaient les cautions, accordaient les congés de cour, etc. (*Ibid.* art. 4, 5, 6.) mais ces attributions leur ont été enlevées.

Aujourd'hui que les corps administratifs et

les municipalités n'existent plus, ces divers soins regardent les autorités provinciales et communales qui les remplacent. Mais ni les unes, ni les autres ne peuvent s'immiscer dans l'administration même des bois soumis au régime forestier : elles doivent borner exclusivement leur intervention à de simples actes de surveillance et de protection. Ainsi elles n'ont pas le droit de disposer des coupes de bois, ni même des arbres détachés, sans l'autorisation de l'administration forestière. (Arrêté du 3 fructidor an 5.) Elles ne peuvent pas non plus délivrer des arbres, même aux usagers, sous prétexte de reconstruire ou de réparer leurs habitations, de chauffer un corps de garde, etc. (Arrêtés des 29 thermid. an 5 et 3 prairial an 8.)

4. Plusieurs lois ont déterminé d'une manière spéciale les conditions requises pour être admis aux emplois dans l'administration forestière. — Sous l'époque de l'ordonnance de 1669, les maîtres particuliers, lieutenans, procureurs du Roi, gardes-marteaux et greffiers de maîtrises devaient avoir au moins 25 ans accomplis. Ils étaient pourvus par le Roi, et reçus par la table de marbre de leur arrondissement, après information duement faite par le grand-maître, sous-lieutenant ou un autre officier du siége par lui commis. (Tit. II, art. 1.)

Les officiers d'une maîtrise, y compris les arpenteurs et les greffiers, ne pouvaient être parens ou alliés jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement, ni tenir deux charges dans les forêts, non plus qu'aucun office de judicature ou de finances, excepté le lieutenant, auquel il était permis de tenir conjointement un autre office royal. (*Ib.* art. 5.)

Les sergens à garde devaient avoir au moins 22 ans. Ils n'étaient admis que sur information de vie et de mœurs, et après avoir prouvé en présence des officiers du siége, qu'ils savaient lire et écrire; ils ne pouvaient se livrer à aucun commerce de bois, etc. (Tit. X, art. 2 et 12.)

Les arpenteurs donnaient caution jusqu'à 1000 liv. (Tit. XI, art. 2.)

La loi organique du 29 septembre 1791 avait pris des précautions pour assurer à l'administration forestière des agens dignes de leurs fonctions.

Le titre III dispose :

« Art. 1. Tous les agens de l'administration forestière devront être âgés de 25 ans accomplis, avoir prêté le serment civique, être instruits des lois concernant le fait de leur emploi et avoir les connaissances forestières nécessaires. (1)

» Art. 2. Les commissaires de la conservation générale, seront nommés par le Roi; ils seront choisis, pour cette fois, parmi les personnes ayant le plus de connaissances dans l'administration des forêts; à l'avenir ils seront pris parmi les conservateurs; et à compter du 1er janvier 1797 parmi ceux qui auront au moins 5 ans d'exercice en cette qualité.

» Art. 3. La conservation générale nommera son secrétaire et les employés des bureaux.

» Art. 4. Les conservateurs seront nommés par le Roi entre trois sujets qui lui seront présentés par la conservation générale, et qui, pour cette fois, et jusqu'au 1er janvier 1797, seront pris parmi les sujets les plus expérimentés dans la matière forestière; après cette époque il ne pourra être présenté pour les places de conservateur que des inspecteurs ayant au moins 5 ans d'exercice en cette qualité.

» Art. 5. La conservation générale nommera à toutes les autres places, sauf ce qui sera statué relativement aux gardes des bois, mentionnés aux titres X, XII et XIII.

» Art. 6. A compter du 1er janvier 1797, les inspecteurs ne pourront être nommés que parmi les élèves ayant au moins 3 ans d'activité, et ils devront connaître les règles et la pratique de l'arpentage. Jusqu'à cette époque la conservation générale dirigera ses choix comme il est dit dans l'art. 4, et pourra donner des commissions de suppléant hors la classe des élèves.

» Art. 7. Les gardes seront nommés parmi des personnes domiciliées dans le département

(1) L'âge de 25 ans, requis pour l'exercice de certaines fonctions publiques, n'a pas été réduit à 21 ans par l'effet de la majorité fixée à ce dernier âge. (Cass. 11 juin 1791, S. 7, 2. 125.)

où ils seront employés, ou parmi d'anciens militaires; la conservation générale s'assurera de leur capacité, et ils devront produire un certificat de bonne conduite délivré par le directoire de leur district.

» Art. 8. Les gardes actuellement en place continueront leurs fonctions, sauf les changemens qui seront jugés nécessaires dans la distribution de leur service.

» Art. 9. Les gardes après 5 ans d'exercice seront susceptibles d'être nommés aux places d'inspecteurs comme les élèves, lorsqu'ils réuniront les connaissances requises.

» Art. 10. Immédiatement après la nomination des commissaires de la conservation générale, le Roi en donnera connaissance au Corps législatif. Le ministre donnera connaissance de celle des conservateurs aux départemens dans lesquels ils devront exercer leurs fonctions; et la conservation générale donnera, tant aux départemens qu'aux districts, l'état des inspecteurs et des gardes qui exerceront dans leur arrondissement : elle fera pareillement connaître aux municipalités les gardes qui devront exercer dans leur territoire.

» Art. 11. Les agens de la conservation fourniront des cautionnemens en immeubles, savoir : les commissaires jusqu'à concurrence de 40,000 liv., les conservateurs jusqu'à concurrence de 20,000 liv., les inspecteurs jusqu'à concurrence de 6,000 liv., les arpenteurs jusqu'à concurrence de 2,000, et les gardes jusqu'à concurrence de 300 liv.

» Art. 12. Les divers agens de la conservation prêteront serment devant le tribunal de district de leur résidence, de remplir avec exactitude et fidélité les fonctions qui leur seront confiées; ils seront tenus de représenter au tribunal l'acte de leur nomination, celui de leur cautionnement, leur extrait de naissance et l'acte de leur serment dans le grade qu'ils auront dû remplir auparavant ou leur commission d'élève. S'il s'agit de passer à des fonctions de suppléant ou à la place d'inspecteur, les commissaires du Roi seront préalablement ouïs.

» Art. 13. Toutes les places de la conservation forestière seront incompatibles avec celles de membres des corps administratifs, des municipalités et des tribunaux; et ceux qui pourront être nommés à ces différentes places, seront tenus d'opter.

» Art. 14. Nul agent de la conservation ne pourra tenir auberge ou hôtellerie, vendre des boissons en détail, faire le commerce des bois, ni exercer ou faire exercer aucun métier à bois directement ni indirectement, à peine de destitution.

» Art. 15. Nul propriétaire ou fermier de forges, fourneaux, verreries ou autres usines à feu, ni les associés ou cautions des baux d'aucune de ces usines, ne pourront obtenir ni exercer aucune place dans la conservation forestière.

» Art. 16. Un inspecteur ne pourra être employé sous un conservateur, son parent ou allié en ligne directe ou au degré de frère, ou d'oncle et neveu : il en sera de même des gardes relativement aux inspecteurs.

» Art. 17. Toutes les places de la conservation seront à vie, et néanmoins les employés pourront être révoqués, ainsi qu'il va être déterminé.

» Art. 18. La révocation des commissaires et des conservateurs ne pourra être faite que par le Roi sur l'avis de la conservation générale; les autres préposés ainsi que les gardes de tous les bois, soumis au régime forestier, pourront être révoqués par une simple délibération de ladite conservation. Les membres présens à la délibération ne pourront être moins de quatre.

» Art. 19. Les conservateurs pourront provisoirement suspendre les gardes de leurs fonctions et commettre à leur remplacement, à la charge d'en donner incessamment avis à la conservation générale pour statuer définitivement. »

De toutes ces dispositions, il n'y a que les art. 13, 14 et 15 qui aient été publiés en Belgique. Les autres ne purent par conséquent y être considérés comme obligatoires pour le gouvernement : mais elles n'en méritent pas moins toute son attention, et devraient, autant que le comporte l'état actuel de la législation forestière, servir de base aux choix qu'il est appelé à faire dans cette branche de l'administration.

Aujourd'hui les arrêtés des 18 mars 1831 et 9 juin 1832 confient au Roi la nomination de tous les employés ou agens forestiers jusqu'aux grades de gardes-généraux inclusivement; et au ministre des finances celle des gardes particuliers et des gardes à cheval.

Du reste ces arrêtés ne règlent pas, d'une manière spéciale, les conditions d'âge, de capacité et autres requises pour être admis à ces emplois divers; mais les art. 13, 14 et 15 de la loi du 29 septembre 1791, relatifs aux incompatibilités, n'en demeurent pas moins obligatoires.

L'application de ces articles a toujours été rigoureuse et doit l'être encore : il existe même une circulaire du 30 pluviôse an 11, qui déclare toute espèce d'emploi forestier incompatible avec les fonctions de notaire.

5. La même loi établit pour tous les agens de l'administration forestière une responsabilité qui s'élève de grade en grade depuis le premier et jusqu'au dernier dans l'ordre hiérarchique.

Cette matière peut donner lieu à trop d'abus pour qu'en effet cette responsabilité n'ait pas toujours paru nécessaire. Elle existait sous l'empire de l'ordonnance de 1669; elle existe encore aujourd'hui; voici ce que dispose le titre XIV de la loi ci-dessus citée.

« Art. 1. Les gardes seront responsables de toute négligence ou contravention dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que de leurs malversations personnelles.

» Art. 2. Par suite de cette responsabilité, les gardes seront tenus des indemnités et amendes encourues par les délinquans, lorsqu'ils n'auront pas duement constaté les délits; et le montant des condamnations qu'ils subiront sera retenu sur leur traitement, sans préjudice à toute autre poursuite.

» Art. 3. Les inspecteurs seront responsables de leurs faits personnels, ainsi que des malversations, contraventions et négligences des gardes qu'ils n'auraient pas constatées.

» Art. 4. Par suite de cette responsabilité, les inspecteurs seront solidairement tenus des condamnations encourues par les gardes, sauf leur recours contre ceux-ci.

» Art. 5. Les conservateurs seront également responsables de leurs faits personnels, ainsi que des malversations, contraventions et négligences des inspecteurs qu'ils n'auraient pas constatées.

» Art. 6. Par suite de cette responsabilité, ils seront solidairement tenus des condamnations encourues par les inspecteurs, sauf leur recours contre ces derniers.

» Art. 7. Les conservateurs de la conservation générale seront responsables de leurs faits personnels et spécialement de toute négligence à faire exécuter les lois dans les différentes parties du régime forestier.

» Art. 8. Les erreurs de mesures, lorsqu'elles excéderont un arpent sur 40, seront à la charge de ceux qui auront fait l'arpentage.

» Art. 9. Les corps administratifs et les municipalités seront responsables du dommage souffert à défaut par eux d'accorder la main-forte nécessaire pour la conservation des bois, lorsqu'ils en seront requis; et les officiers municipaux, requis d'assister aux perquisitions des bois de délit, seront reponsables de tout refus illégitime.

Il résulte de ces dispositions un enchaînement de devoirs, de surveillance et de garantie qui forme le principe de tout bon système d'administration. Malheureusement, cette chaîne a perdu quelques-uns de ses anneaux, les articles 1, 2, 3, 4, 8 et 9 étant les seuls qu'une publication régulière aient rendus obligatoires en Belgique. Les autres qui concernent la responsabilité des conservateurs et des commissaires-généraux de la conservation, n'y ont pas été publiés : et l'on ne peut par conséquent invoquer à l'égard de ces fonctionnaires, les plus élevés de l'administration, que les règles ordinaires de la responsabilité civile et les dispositions du code pénal sur la forfaiture et la concussion. Voyez Responsabilité.

Les corps administratifs et les municipalités, dont parle l'article 9, ont été remplacés dans notre pays par les gouverneurs et les états-députés des provinces, par les commissaires de district et par les bourgmestres et échevins : mais la responsabilité que cette disposition leur impose, ne peut plus concerner que celles de ces autorités qui ont, aux ter-

mes des lois existantes, le droit de requérir la force armée, comme les gouverneurs de province, les bourgmestres, etc.

Il est encore à remarquer que le titre XIV de la loi du 29 septembre 1791, ne parle ni des *gardes-généraux*, ni des *brigadiers*, ni des *sous-inspecteurs* : faut-il en conclure que ces agens n'ont aucune responsabilité ? Non: l'esprit de la loi était de créer une responsabilité pour tous les agens forestiers, sans exception; et si elle n'a parlé que des *gardes* et des *inspecteurs*, c'est que dans son économie il n'entrait pas d'autres agens. La dénomination de *garde* et d'*inspecteur* est d'ailleurs générale : elle embrasse aussi bien les *gardes-généraux* que les *gardes particuliers*, aussi bien les *sous-inspecteurs* que les *inspecteurs*.

Et quand on considère que la responsabilité s'attache ici non aux personnes, mais à la nature des fonctions, on ne peut se refuser à croire que, les fonctions dont il s'agit étant de même nature, quoique différemment dénommées, la responsabilité qui frappe sur les uns doit aussi tomber sur les autres.

6. Les agens forestiers ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment, et fait enrégistrer leur commission au tribunal civil de leur résidence. (Loi du 10 nivôse an 9, art. 7.)

Ce serment a pour objet de promettre qu'ils rempliront avec exactitude et fidélité les fonctions qui leur ont été confiées. (Art. 12 du titre III de la loi du 29 septembre 1791.)

Ils sont tenus en outre de prêter le serment politique, comme les autres employés, entre les mains du Roi ou des fonctionnaires que la loi a commis à cet effet. *Voyez* SERMENT.

L'agent forestier qui, après avoir prêté serment devant le tribunal d'une résidence qu'il occupait, passe avec les mêmes fonctions et le même grade dans une autre résidence située dans le ressort d'un autre tribunal, n'est pas tenu de prêter un nouveau serment, ni de faire enrégistrer sa commission au greffe du tribunal de sa résidence nouvelle.

Il n'en serait pas de même si l'agent forestier obtenait de l'avancement. (Arrêts de la Cour de cassation de France, en date des 11 mars et 15 avril 1808.)

7. Les grands-maîtres des eaux et forêts réunissaient autrefois la juridiction à l'administration souveraine, et avaient par conséquent le droit de porter des ordonnances.

On trouve dans l'ancienne législation une foule de réglemens faits par ces officiers sur la police forestière, sur la manière d'exploiter les coupes vendues par adjudication, de partager les bois d'affouage, d'exercer les droits d'usage dans les forêts de l'État, et même sur la chasse et le port-d'armes. Aujourd'hui, les préposés et agens forestiers ne peuvent, dans aucun cas, faire de réglemens, ni prendre des arrêtés; ils doivent se borner à proposer au gouvernement les mesures générales que les circonstances peuvent exiger; c'est à celui-ci seul qu'il appartient de les décréter.

Cependant, s'il y avait quelque mesure locale d'ordre ou de police à prendre pour régler certains actes de jouissance ou d'exploitation forestière, nous pensons que les gouverneurs et les états de provinces seraient compétens pour les ordonner. En France, une circulaire du 6 thermidor an 9 reconnaît ce droit aux préfets.

8. Un arrêté du gouvernement provisoire, en date du 13 novembre 1830, avait exempté du service de la garde civique les employés de l'administration forestière, jusques et y compris le grade de garde-général; mais cette exemption n'a pas été maintenue par la loi du 31 décembre suivant.

9. Quoique des articles spéciaux soient consacrés dans le *Répertoire* à chaque espèce d'agent en particulier, il est pourtant nécessaire de reproduire dans ce chapitre une circulaire du 10 mars 1831, que le ministre des finances leur a adressée collectivement. Ce n'est pas peut-être ici la place de tous les détails du service qu'elle renferme; cependant nous la donnerons en entier pour ne pas en détruire l'ensemble.

Circulaire du ministre des finances relative à l'administration des eaux et forêts.

Le ministre des finances,

Revu l'arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 17 janvier dernier, qui réunit l'administration des domaines à celle de l'enrégistrement;

Considérant que, par suite de cette fusion, les directeurs de l'enrégistrement et des domaines, rétablis dans les provinces, sont chargés des fonctions qui étaient attribuées aux administrateurs supprimés;

Qu'au nombre de ces attributions se trouvent nécessairement comprises les fonctions des conservateurs des eaux et forêts;

Que, dès-lors, toutes les dispositions des lois et réglemens en matière forestière, concernant les devoirs et obligations des conservateurs des eaux et forêts, s'appliquent aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines;

Qu'en conséquence, les agens et employés forestiers se trouvent, à l'égard de ces derniers, dans la même position où ils étaient à l'égard des administrateurs des domaines, avant leur suppression, et qu'indépendamment des lois forestières qui règlent leurs fonctions, devoirs et attributions, ils doivent suivre, tant sous le rapport de la subordination que sous ceux des relations administratives et contentieuses, la marche tracée par les instructions et notamment par les circulaires des 22 juillet 1828, n° 3; 2 avril 1829, n° 27, et 5 mai 1829, n° 31;

Qu'il importe néanmoins de changer ou modifier, pour les adapter au système actuel d'administration, les règles, obligations et relations de service prescrites par lesdites circulaires en ce qu'elles concernent, bien entendu, la partie forestière, et d'en réunir les dispositions éparses pour les rendre applicables aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines et aux agens forestiers de tous grades sous leurs ordres;

Décide de modifier et arrêter les dispositions dont il s'agit comme suit :

Art. 1. Les inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes-généraux, brigadiers, gardes forestiers et de pêche tiendront leur résidence à l'endroit qui leur sera indiqué par l'administration.

Ils n'entreront en fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance de leur arrondissement.

2. Leurs fonctions et obligations respectives sont tracées par les lois et instructions forestières auxquelles ils continueront de se conformer.

Les inspecteurs et sous-inspecteurs forestiers, chefs de service, sont subordonnés au directeur de l'enrégistrement et des domaines de la province dont ils dépendent.

Les gardes-généraux, brigadiers, gardes forestiers et gardes de pêche sont sous les ordres immédiats des inspecteurs et sous-inspecteurs des eaux et forêts.

Dans les cantonnemens de certaines inspections ou sous-inspections forestières où il ne se trouve pas de gardes-généraux, les gardes forestiers et de pêche seront sous les ordres des receveurs des domaines qui correspondront, pour les objets de service des eaux et forêts, avec les inspecteurs ou sous-inspecteurs desquels ces gardes dépendent.

Indépendamment de leurs devoirs forestiers et de leur subordination immédiate envers les inspecteurs et sous-inspecteurs des forêts, les gardes-généraux, brigadiers et gardes forestiers devront aussi se livrer aux recherches et perquisitions nécessaires pour la découverte des biens domaniaux célés et pour récupérer les titres, régistres et documens quelconques ayant appartenu aux corporations supprimées; ils devront, quand ils y seront invités par le receveur des domaines de leur district, fournir les renseignemens qui leur seront demandés dans l'intérêt de la partie domaniale, et assister ledit receveur ainsi que l'inspecteur de l'enrégistrement et des domaines dans toutes les opérations dont ils pourront être chargés.

3. Les inspecteurs ou sous-inspecteurs forestiers tiendront :

1° Un sommier des bois domaniaux et des plantations dont ils ont la régie; chaque article contiendra la désignation du nom, de l'é-

tendue, de l'origine, de la situation, de la nature, de l'aménagement, de l'essence dominante du bois, des tenans et aboutissans, des droits d'usage et charges dont il est grevé et au profit de qui, ainsi que du nom du garde forestier qui a la surveillance du bois ou de la plantation, et des noms ou numéros du triage dont il dépend ;

2° Un sommier des bois communaux et d'établissemens publics formé de la même manière que celui des bois domaniaux.

4. Dans le courant du mois de décembre de chaque année, les inspecteurs ou sous-inspecteurs forestiers, chefs d'arrondissement, adresseront au directeur de l'enrégistrement et des domaines, pour être par celui-ci transmis à l'administration, les états divisés par sous-inspections et cantonnemens du personnel de tous les employés des eaux et forêts de leurs arrondissemens ; ces états contiendront les colonnes suivantes :

A. Province.

B. Numéro d'ordre des triages.

C. Étendue des triages en

1° Bois domaniaux.

2° Bois aliénés non affranchis.

3° Communaux et d'établissemens public.

4° Total.

D. Noms des employés.

E. Grades.

F. Résidence.

G. Nombre d'années de service forestier.

H. Age et lieu de naissance.

J. S'ils sont célibataires, mariés ou veufs, et dans les deux derniers cas, le nombre de leurs enfans.

K. S'ils savent écrire et dans quelle langue.

L. Emplois précédens au service de l'État, nombre d'années.

M. Notes sur les mœurs, connaissances, aptitude, zèle et application.

N. Montant des traitemens alloués.

O. Observations.

5. Lorsqu'en raison de l'importance des affaires, le directeur de l'enrégistrement et des domaines juge utile, ou qu'il est invité à demander particulièrement les renseignemens, considérations et l'opinion des inspecteurs forestiers, il devra joindre à son rapport à l'administration, une copie certifiée de celui qui lui a été fait par l'inspecteur forestier, et il pourra s'y référer simplement, à moins d'opinion contraire.

6. Les inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes-généraux des forêts ne pourront sortir de leur arrondissement respectif pendant plus de trois jours sans congé ou permission ; les gardes ne pourront quitter leurs triages pendant plus d'un jour.

Les congés pour moins de huit jours pourront leur être accordés, ainsi qu'aux gardes forestiers et de pêche, par le directeur de l'enregistrement et des domaines à charge de prendre les mesures nécessaires pour assurer le service pendant cet intervalle.

Le ministre accorde les congés pour huit jours et plus.

Les congés de plus d'une quinzaine ne seront accordés qu'avec privation du traitement au bénéfice de la caisse des pensions, sauf le cas de maladie, et sous réserve des quotités de traitement à attribuer conformément à l'article 12 de la présente.

7. L'employé forestier qui ne sera pas de retour à son poste à l'expiration de son congé ou permission, ou qui l'aurait quitté avant d'être remplacé dans ses fonctions par celui qui en est chargé, ainsi que celui qui, sans motif de service, n'est pas à son poste ou qui est éloigné de son arrondissement ou district, sera réputé absent sans congé et répréhendé selon l'occurrence, soit par une retenue sur son traitement, soit par la suspension, soit par tout autre moyen.

8. A l'entrée en fonctions d'un inspecteur, sous-inspecteur ou garde-général, il en sera rédigé procès-verbal, constatant conjointement cette entrée en fonctions et la remise des papiers et documens appartenant à l'emploi, faite au nouveau titulaire par l'employé sortant ou par ses représentans, sous l'intervention, quant au premier, du directeur de l'enrégistrement et des domaines ou d'un inspecteur voisin qu'il déléguera à cet effet, au second de l'inspecteur forestier, et au troisième du sous-inspecteur.

9. Sans permission spéciale de l'administra-

tion, aucun garde forestier, garde-général, sous-inspecteur, inspecteur forestier, inspecteur ou directeur de l'enrégistrement et des domaines ne peut se charger de la surveillance, de la direction ou régie des bois ou pêches particulières, qui ne sont pas sa propriété.

10. Toutes les lettres devront être écrites à mi-marge, et la même lettre ne devra jamais comprendre deux objets ou deux questions différentes ; chaque affaire sera traitée séparément afin de prévenir la confusion.

Les sommes y seront exprimées en monnaie belge, et les mesures de capacité et les contenances aussi en mesure de notre royaume.

11. L'inspecteur forestier qui est forcé d'interrompre son service pour maladie, en informe, ou en fait informer le directeur de l'enrégistrement et des domaines, en lui remettant, légalisé, un certificat d'un médecin ou chirurgien en titre : le directeur pourvoira au remplacement provisoire du titulaire et en rendra compte à l'administration, en lui adressant le certificat du médecin avec ses observations.

Les autres employés des forêts qui, pour cause de maladie, ne pourront pas exercer leurs fonctions, en donneront ou en feront donner connaissance de la même manière, à l'employé sous les ordres immédiats duquel ils se trouvent, lequel doit, au besoin, pourvoir provisoirement au service, et en informer, soit directement soit par l'intermédiaire de son supérieur immédiat, s'il en a, le directeur, qui disposera ultérieurement, et en rendra compte à l'administration.

L'employé empêché par maladie jouira de l'entièreté de son traitement ; celui qui sera chargé de ses fonctions n'aura droit à aucune rétribution, à moins qu'il ne soit obligé de se déplacer, dans lequel cas il sera pris des arrangemens entr'eux, dans lesquels l'administration interviendra au besoin.

12. Lorsqu'un employé forestier salarié remplira les fonctions d'inspecteur ou sous-inspecteur, de garde-général, de brigadier ou de garde forestier, il jouira, indépendamment de son traitement, de la *moitié* de l'émolument attaché au poste qu'il remplit, s'il est vacant par suspension ou autrement ; il ne jouira que d'un *tiers*, si le titulaire est absent par congé. Dans les délivrances de congé, ce *tiers* devra toujours être réservé, et dans les cas de suspension le traitement devra être retenu *en entier*.

Cette moitié ou ce tiers du traitement attaché au poste vacant ou à celui de l'employé suspendu, ne revient à l'employé salarié chargé d'en remplir les fonctions, que lorsqu'avec celles-ci, il remplit également les fonctions de son propre emploi, et par conséquent nullement lorsque les dernières sont confiées à un autre, dans lequel cas il ne peut toucher que le traitement alloué pour l'emploi qu'il occupe par intérim, lequel sera payé par mois et porté sur l'état ordinaire, en indiquant néanmoins dans la colonne d'observations que l'employé n'est que provisoirement chargé de ces fonctions, et la raison qui a motivé cette mesure.

Lorsqu'en cas d'urgence les directeurs des domaines, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable, auront dû pourvoir ainsi à la régie provisoire d'un emploi vacant, ils devront en donner connaissance à l'administration.

Le surnuméraire chargé dudit travail jouira, en cas de vacature ou de suspension, de l'entièreté, et en cas de congé, du tiers de l'émolument

Lorsqu'un employé forestier est incarcéré par la justice pour *voies de fait*, commises dans l'exercice de ses fonctions, son supérieur en informera le directeur des domaines, lequel en rendra compte à l'administration, en proposant la décision à prendre entretemps, relativement au traitement de l'accusé.

19. En cas de décès, démission honorable ou déplacement, il sera payé aux ayant-droit du défunt, au démissionné ou au déplacé, le traitement pour tout le mois pendant lequel le décès, la démission ou le déplacement est arrivé.

14. Le paiement des traitemens des inspecteurs, sous-inspecteurs, gardes-généraux, bri-

gadiers, gardes forestiers, et de pêche, aura lieu par mois par le receveur de l'enregistrement du chef-lieu d'arrondissement, d'après les états qui seront rédigés par l'inspecteur ou le sous-inspecteur forestier, chef de service. Ces états indiqueront les noms de chacun, le grade, le traitement annuel, la quotité de la retenue opérée pour la caisse de retraite, et le montant effectif à payer à chaque employé pour le mois; dans la dernière colonne chaque employé apposera sa signature qui vaudra quittance.

L'état sera certifié véritable par l'inspecteur forestier ou le sous-inspecteur, chef d'arrondissement.

Les supplémens de traitement à titre personnel seront aussi payés mensuellement, par douzième, en observant les mêmes formalités.

Les salaires des ouvriers permanens dans les plantations seront payés sur le même pied, par semaine ou par mois.

15. Les inspecteurs forestiers adresseront au directeur de l'enrégistrement et des domaines et celui-ci soumettra annuellement à l'approbation de l'administration avant le 30 avril pour chacune des inspections forestières, l'état des coupes à asseoir pour l'exercice suivant, dans les bois domaniaux, ainsi que l'état de celles à asseoir dans les bois de communes et d'établissemens publics, après que ce dernier sera revêtu de l'approbation de la députation des états de la province.

Il soumettra en même temps un projet de cahier des charges pour l'adjudication des coupes de la première catégorie; aussitôt le retour de ces pièces, le directeur tiendra la main à ce que tout le travail préparatoire et préliminaire pour les ventes ait lieu régulièrement, s'assurera de la concordance entre les affiches et les procès-verbaux d'arpentage, balivage, martelage, et de réserve, veillera à l'accomplissement de toutes les *règles* et instructions à observer à cet égard.

Le directeur de l'enrégistrement et des domaines fixera le jour et le lieu, l'autorité ou l'officier public pour procéder à la vente; et au moins quatre semaines avant le commencement des adjudications des coupes de bois, il fera parvenir à l'administration un état indiquant, pour chaque inspection forestière, les lots ou parties de lots compris dans chaque adjudication et la valeur de chaque lot ou partie de lot, d'après l'estimation de l'inspecteur forestier.

Il est recommandé au directeur de l'enrégistrement et des domaines de régler les ventes de la manière la plus avantageuse, en faisant diviser les lots, là où cela se peut, en autant de petites portions possibles, afin d'augmenter la concurrence.

L'inspecteur forestier sera, tous les ans, appelé par le directeur des domaines, à donner ses observations et à faire ses propositions à cet égard.

16. Le directeur de l'enrégistrement et des domaines veillera aussi à l'exécution des conditions des fermes, locations ou ventes, et en particulier, par rapport aux ventes des coupes de bois, à ce que les employés fassent exécuter les obligations imposées aux adjudicataires, surtout en ce qui concerne l'exploitation, la vidange, le réarpentage et le récolement.

Les inspecteurs forestiers sont chargés de transmettre au directeur de l'enrégistrement et des domaines un état des moins de mesure constatés dans les coupes et dont le montant doit être bonifié aux adjudicataires; il y sera joint des copies des procès-verbaux de réarpentage, constatatant les moins de mesure, et l'état sera, ainsi justifié, soumis à l'administration, avec la demande d'autorisation de payer les sommes dues.

Le directeur de l'enrégistrement et des domaines ordonnera le recouvrement, par les receveurs des domaines, des sommes dues pour sur-mesures constatées.

Les états des frais d'arpentage et de réarpentage de bois domaniaux seront ordonnancés par lui sur la caisse du receveur du domaine que la chose concerne.

Ceux des coupes communales seront soumis à l'ordonnance de la députation des états provinciaux.

17. Dans chaque inspection forestière il sera procédé, tous les ans, simultanément, aux jour et lieu à fixer par le directeur de l'enré-

gistrement et des domaines, à l'adjudication, si rien ne s'y oppose, de la glandée, des herbages, chablis et autres objets à comprendre dans les menus marchés, ainsi que des bois de délit, à moins qu'ils ne doivent être gardés comme corps de délit.

18. Il sera stipulé dans tout cahier des charges de ferme, de location ou d'adjudication, sauf pour les ventes de domaines, en exécution de la loi du 27 décembre 1822, que le preneur ou l'adjudicataire, paiera pour tous frais, y compris les droits du timbre et de l'enrégistrement:

A. Dix cents par florin du prix principal des ventes.

B. Dix cents par florin du montant de la première année du bail, pour les baux de trois ans et au-dessus; et quinze cents pour la première année de ceux qui seront pour un terme plus long, à acquitter entre les mains du receveur des domaines, dans les quinze jours de l'adjudication, ou dans un délai plus court. — S'il y a lieu, il sera aussi stipulé que le preneur sera chargé de la contribution foncière.

Dans les conditions des adjudications de coupes de bois ordinaires, la somme à payer par l'adjudicataire, pour lesdits frais, sera de cinq cents par florin du prix principal, payables chez le receveur du domaine dans les dix jours après l'adjudication, ou dans un délai moins long.

Dans les cahiers de charges, d'adjudication de travaux, fournitures, etc., il sera également porté à charge de l'entrepreneur, dix cents par florin, ou moins, du prix de l'adjudication, suivant l'importance de l'objet, à payer pour tous frais, dans le délai susdit.

19. Toutes les fermes, locations, ventes et adjudications relatives aux forêts et rivières se feront publiquement, il ne sera même pas fait de proposition contraire que dans des cas particuliers; elles auront lieu en présence du receveur des domaines et de l'inspecteur ou sous-inspecteur forestier, pardevant un notaire ou un membre de l'administration communale et son secrétaire, selon qu'il sera le plus avantageux au domaine.

20. Toutes les fermes, locations, ventes et adjudications, à l'exception de celles des coupes de bois ordinaires, sont sujettes à l'approbation de l'administration.

Les coupes de bois ne seront adjugées que lorsque le prix offert aura atteint l'estimation; s'il est moindre, le directeur pourra proposer à l'administration les réductions qu'il jugera convenables, suivant les circonstances.

L'employé forestier présidant une adjudication de travaux ou de fournitures, est compétent pour adjuger, si le prix n'excède pas l'estimation du devis; dans le cas contraire il doit demander les ordres du directeur des domaines, et celui-ci ceux de l'administration.

21. Les employés des contributions et du cadastre devant faire remettre régulièrement aux inspecteurs forestiers les bulletins des parcelles, d'après les plans parcellaires du cadastre des bois domaniaux situés dans leurs ressorts respectifs, les inspecteurs forestiers vérifieront dans l'occurrence, sur leurs sommiers, le degré de concordance entre ceux-ci et lesdits bulletins; ils examineront, s'il y a lieu, les matrices de rôle, et lorsque, dans les indications de la contenance ou dans les évaluations, ils remarqueront des résultats majeurs au préjudice du domaine, ils en donneront connaissance au directeur de l'enrégistrement et des domaines, qui entrera en correspondance avec le gouverneur de la province, afin de rectifier et éclaircir l'objet; et s'il n'y peut parvenir, il en référera à l'administration, pour demander ultérieurement ses intentions sur le réarpentage ou la nouvelle expertise à faire.

Dans le cas où les bulletins ou matrices ne présentent pas dans leur rapprochement avec les sommiers, une contenance réellement préjudiciable au domaine, ni évaluation susceptible de réclamation de la part de l'administration, les inspecteurs forestiers rectifieront leurs sommiers et y consigneront en même temps la classe attribuée au bois.

22. Lorsque, dans des circonstances urgentes, il est nécessaire d'exécuter des travaux pour prévenir des désastres, l'inspecteur forestier ou sous-inspecteur y fera pourvoir sur le champ provisoirement, et en rendra compte au directeur de l'enrégistrement et des do-

maines, en indiquant le montant présumé de la hauteur des frais ; le directeur en informera l'administration.

Pour tous les autres travaux, réparations et fournitures, il sera rédigé un devis estimatif par l'inspecteur ; ce devis sera adressé en double au directeur des domaines, avec proposition de faire exécuter les travaux ou fournitures, soit par adjudication publique, soit à forfait ou à la journée, s'il s'agit de travaux. En cas d'adjudication publique, il y sera joint en même temps un projet de cahier des charges en double.

Le directeur soumettra le tout à l'approbation de l'administration.

Il n'y a pas lieu de demander cette approbation, si le devis estimatif s'élève à deux cent cinquante florins ou moins, et le directeur pourra en accorder l'autorisation, mais en ce cas, il adressera à l'administration le double du devis, et, s'il s'agit d'adjudication publique, avec un double du cahier des charges, en même temps qu'il autorise l'exécution des travaux et des fournitures.

La réception des travaux sera constatée par un procès-verbal de l'inspecteur ou sous-inspecteur forestier ; ce procès-verbal sera annexé à la quittance de paiement.

On ne doit pas s'écarter des dispositions du devis dans l'exécution des travaux, et le montant du devis ne devra jamais être outrepassé.

23. Toutes les déclarations et les mémoires de créances à charge du domaine que le receveur n'est pas autorisé à payer sans ordonnance préalable, seront remis en double, certifiés véritables par les intéressés et par l'inspecteur forestier.

Avant le 10 de chaque mois l'inspecteur forestier adressera, au directeur des domaines, tous les mémoires de dépenses à acquitter sur ordonnances de l'administration, à laquelle le directeur les transmettra en double avant le 25 du même mois, revêtus de son visa, et accompagnés de l'état ; modèle *litt.* T.

24. Aux termes de la loi du 8 novembre 1815, (Journal Officiel, n° 51) toutes prétentions à charge de l'Etat doivent être présentées par les intéressés, dans les six mois suivant l'exercice auquel elles sont relatives ou dans lequel la dépense faite pour le trésor a été effectuée ; tandis qu'il y est établi, que faute par les intéressés de faire dans ledit délai la production des mémoires ou pièces, ces prétentions seront tenues pour prescrites et éteintes.

Pour la stricte observance de ces dispositions, les employés des forêts porteront sur les mémoires, déclarations, ou toute autre pièce remise par l'intéressé, dès qu'ils l'auront reçue, la déclaration suivante :

PARVENU.

A le 183 ,

et la signeront.

Les employés des forêts ne pourront accepter de mémoire, déclaration ou autre pièce, pour aucune dépense tombant dans la prescription établie par les dispositions précitées.

25. Les registres et impressions pour la partie forestière seront fournis par l'administration sur les demandes en forme d'état qui en seront faites, pour chaque exercice, par les directeur de l'enrégistrement et des domaines ; ils fourniront à l'appui de ces demandes les modèles de chaque espèce d'imprimés nécessaires.

26. Tous les actes de poursuite et de procédure en matière d'eaux et forêts doivent être faits et signés à la requête du ministre des finances, à Bruxelles, poursuite et diligence de M. N. . . . , inspecteur ou sous-inspecteur forestier à la résidence de . . . .

27. Attendu la brièveté du délai pour l'introduction des instances en réparation de délits forestiers, les états de quinzaine ne seront plus envoyés à l'examen préalable.

Les inspecteurs et sous-inspecteurs forestiers intenteront les poursuites dans les délais voulus, et concluront aux amendes, restitutions et frais d'après les lois existantes, sauf à laisser sans poursuites les procès-verbaux qu'ils reconnaîtraient atteints de nullité.

Ils seront seulement tenus de soumettre au directeur de l'enrégistrement et des domaines, avec leurs observations, les copies des procès-verbaux dont le succès de la poursuite serait douteux, soit parce que le délit n'aurait pas été complètement reconnu et constaté, soit

parce qu'il ne tomberait pas assez directement sous l'application des lois en vigueur, soit pour tous autres motifs que ceux de nullité ou de défaut des formalités exigées par la loi ; ils joindront à ces copies un état de contentieux dans la forme ordinaire, sur lequel le directeur des domaines portera l'autorisation de poursuivre ou d'abandonner l'affaire.

Ils pourront continuer à admettre les soumissions écrites des délinquans qui, pour éviter les frais de poursuites, s'engageraient à payer le montant des condamnations qui seront prononcées à leur charge par les tribunaux.

Pour suppléer aux états de quinzaine supprimés, chaque inspecteur ou sous-inspecteur chargé de la poursuite des délits, tiendra un régistre ou sommier dans lequel seront annotés, au fur et à mesure qu'il les recevra, tous les procès-verbaux dressés par les gardes généraux et particuliers en matière de délits de bois, de pêche et de chasse, même de ceux de diligence ou dont les auteurs ne seraient pas connus ; ce régistre contiendra les colonnes suivantes :

1° Numéro d'ordre.
2° Numéro du régistre du garde rapporteur.
3° Nom du garde.
4° Date du procès-verbal.
5° Nom du bois où le délit a été commis avec indication s'il appartient au domaine ou aux communes.
6° Commune de la situation du bois.
7° Nature du délit.
8° Noms, prénoms et demeures des délinquans.
9° Date du jugement.
10°. Montant des condamnations.
A. Amendes.
B. Restitutions.
C. Frais.
D. Total.
11° Motifs du jugement en cas d'absolution.
12° Observations.

Cette colonne indiquera pour les procès-verbaux non susceptibles d'être poursuivis, les causes de nullité ou les motifs qui ont empêché d'introduire l'instance, la mention et le résultat des pourvois en appel, le renvoi au ministère public des procès-verbaux dont la poursuite lui est déférée, etc.

Les procès-verbaux, qui, pour quelque cause que ce soit, n'auront pas été poursuivis, resteront déposés au bureau de l'agent forestier pour être représentés au besoin.

28. Les inspecteurs ou sous-inspecteurs forestiers, chargés du contentieux, feront parvenir à la fin de chaque trimestre au directeur de l'enrégistrement et des domaines, un état indiquant les noms et demeures des délinquans, la nature des délits, la date des jugemens, le tribunal qui les a rendus et le montant des amendes et dommages prononcés pendant le même trimestre.

29. Ils sont dispensés de transmettre au directeur des domaines les états de la situation des amendes forestières et les états des économies sur les traitemens.

30. Les gardes forestiers seront tenus d'avoir à leurs frais chacun un marteau particulier, dont ils se serviront pour marquer les bois de délit et chablis et autres, dont ils doivent constater la reconnaissance. Ce marteau aura la forme triangulaire et portera pour empreinte les lettres G F.

31. En cas de mutation ou de cessation de fonctions, le brigadier, garde forestier, ou de pêche sortant remettra, contre inventaire, à son successeur le régistre-journal, papiers, armes, marteau ou autres objets appartenant à l'administration.

32. Il est défendu aux gardes forestiers et de pêche d'accepter des cadeaux, récompenses ou rétributions en numéraire ou autrement, soit des communes ou d'établissemens publics, soit de particuliers, pour opérations ou services inhérens à leurs fonctions, sous peine de suspension ou destitution, suivant la gravité des cas.

33. Les gardes forestiers et de pêche sont chargés de veiller, tant de nuit que de jour, à la conservation des bois et pêches confiés à leur garde, et de constater, par procès-verbaux, les délits et contraventions qu'ils y reconnaîtront.

Outre la surveillance qu'ils doivent exercer pour prévenir ou constater les délits de pâtu-

rage, de coupes de bois, de chasse, de pêche et autres, il doivent apporter tous leurs soins :

A. A garantir les forêts des incendies, en empêchant toutes personnes d'y apporter ou allumer du feu en quelque saison que ce soit, à une distance moindre de 50 toises de la lisière.

B. A veiller à ce que les adjudicataires ou entrepreneurs des coupes ou des travaux, se conforment à toutes les conditions des cahiers des charges y relatifs.

C. A empêcher les coupes, défrichemens et sartages non autorisés, dans les bois des domaines, ainsi que dans ceux des communes et établissemens publics, soumis au régime de l'administration forestière.

D. A s'opposer aux extractions de sable, terre, marne et argile, ainsi qu'à toute exploitation ou ouverture de mine ou carrière dans lesdits bois, sans autorisation.

E. A empêcher les arrachis de plants, les enlèvemens de feuilles mortes, glands, faînes et de toutes autres graines forestières; ainsi que d'herbages, genêts et bruyères, non autorisés.

F. L'enlèvement des bois de laies aux tranchées pratiquées par les arpenteurs.

G. A faire respecter les arbres qui bordent les grandes routes et canaux, longeant ou traversant leurs triages.

H. A faire exécuter les dispositions prescrites pour l'exercice du pâturage, et à défendre de mener des chèvres et bêtes à laine dans l'intérieur et aux rives des bois, quelqu'âge qu'aient ces derniers, et en quelque temps que ce puisse être.

I. A acquérir une connaissance exacte de la nature et de l'étendue des droits d'usage et à veiller à ce que les usagers n'outrepassent aucunement ces droits.

K. A veiller à la conservation de la pêche et à ce que les fermiers et les porteurs de licence en jouissent conformément aux conditions des baux et licences, ainsi qu'aux lois et réglemens sur la matière.

34. Indépendamment des délits et contraventions rappelés en l'article précédent, et pour lesquels les gardes doivent dresser des procès-verbaux, il leur est expressément recommandé :

A. De veiller au maintien des limites qui séparent les forêts du domaine des propriétés particulières ou communales; de reconnaître souvent l'état des bornes et des fossés, et lorsqu'ils remarquent quelque usurpation, déplacement ou détérioration, d'en donner avis sur-le-champ à leur supérieur immédiat.

B. De veiller à ce que dans les bois domaniaux vendus, qui ne sont pas affranchis de la surveillance de l'administration forestière, il ne soit fait aucune coupe ou exploitation, avant d'en avoir reçu l'avis de leur supérieur immédiat et qu'ils ne se livrent à des excès de coupes ou à des exploitations désordonnées, ou à toute autre entreprise quelconque, pouvant diminuer les produits des bois : en cas de contravention à cet égard, les gardes en informeront sur-le-champ leur supérieur immédiat.

C. De rendre également compte de l'apparition ou séjour dans les bois, de vagabonds, gens suspects et sans aveu, et enfin de tout ce qui s'y passe, ainsi que dans les pêches, de contraire à la sûreté publique.

35. Les gardes forestiers et de pêche observeront exactement, dans la rédaction des procès-verbaux, les formalités relatives à l'espèce; ces formalités consistent principalement en ce que le procès-verbal mentionne :

A. Le jour et l'heure de la reconnaissance du délit, ou qu'il a été vu commettre.

B. Les noms, prénoms, demeure et qualité de l'employé qui rédige le procès-verbal.

C. Le nom, la commune de la situation et le propriétaire du bois ou de la pêche ainsi que la coupe et le cantonnement ou le lieu où le délit a été commis.

D. Les noms, prénoms, demeure et profession de chacun des délinquans, ou leur nombre, lorsqu'on n'est pas parvenu à les connaître.

E. Les instrumens employés pour commettre le délit.

F. Les circonstances bien claires et détaillées du délit, et les moyens employés par le garde pour le reconnaître et en acquérir une parfaite conviction.

6. L'indication du lieu où les objets ou bêtes saisis en délit ont été déposés ou mis en fourrière.

La clôture du procès-verbal doit mentionner l'heure à laquelle il a été terminé.

36. Dans les procès-verbaux de délits forestiers, on doit désigner bien exactement l'essence, la nature, la grosseur par aune, palme, et pouce des Pays-Bas, l'état, la qualité, la quantité, l'âge des bois coupés, enlevés, ébouppés, ébranchés et déshonorés : les voitures, attelages et autres moyens de transport, la quantité des charges d'homme, de bêtes de somme, ou de voitures, s'il s'agit de vol de bois taillis ou d'herbages, et quand il s'agit de délit de pâturage, l'espèce, le signalement et le nombre de bestiaux trouvés en délit, en indiquant l'âge de la taille dans laquelle ils pâturaient, et s'ils étaient à l'abandon ou gardés à vue.

37. Pour les délits commis dans les bois communaux et d'établissemens publics, celui qui rapporte le procès-verbal évaluera le plus exactement possible le dommage occasionné et y en fera mention.

38. S'il s'agit de délits de chasse, les procès-verbaux doivent désigner l'espèce de piéges, de chiens et d'armes employés par les délinquans, et rappeler s'ils étaient ou non munis de permis de port d'armes, ou s'ils ont refusé de les exhiber sur réquisition.

39. Dans les procès-verbaux de délits de pêche, on doit faire connaître les engins, filets prohibés, drogues, et appâts employés pour prendre ou détruire le poisson ; l'espèce et la longueur du poisson entre l'œil et la queue ; enfin si la pêche est faite dans le temps prohibé.

40. Ils auront chacun un régistre-journal sur lequel ils transcriront entièrement les procès-verbaux tant de délits que tous autres qu'ils rapporteront selon leur date ; ils signeront chaque transcription et annoteront en marge du procès-verbal le folio de son enrégistrement.

Ils feront mention sur le même régistre des chablis et des bois de délits qu'ils auront reconnus dans l'étendue de leurs triages, et en feront rapport sans délai à leur chef immédiat.

41. Lorsqu'il est nécessaire pour la recherche des arbres ou autres objets enlevés dans les bois, d'en faire la perquisition dans les bâtimens, maisons, ateliers ou cours adjacentes, le garde doit requérir le commissaire de police, ou, à son défaut, le bourgmestre ou l'un de ses suppléans, de l'accompagner ; et l'officier public qui a assisté à la visite, doit signer le procès-verbal, avant l'affirmation ; en cas de refus, le garde y en fera mention. Aucune investigation de l'espèce ne doit avoir lieu sans que l'employé ne soit accompagné de l'un des fonctionnaires publics dénommés ci-dessus.

42. Les gardes doivent faire attention que lorsqu'il s'agit d'un délit de nature à emporter une condamnation dont l'amende et l'indemnité réunies excéderaient la somme de quarante-sept florins vingt-cinq cents (cent francs), leur procès-verbal doit être appuyé d'un second témoignage ; ce témoignage n'est pas nécessaire quand le procès-verbal est rédigé et affirmé par deux gardes.

43. Lorsqu'un garde forestier ou de pêche aura saisi des bestiaux, instrumens, voitures et attelages, ou engins pour la pêche, il les mettra en fourrière ou séquestre dans le lieu de la résidence du juge de paix, ou du bourgmestre du lieu où le délit a été commis, et aussitôt après l'affirmation de son procès-verbal, il en remettra une copie au juge de paix du canton, pour en être donné communication à ceux qui réclameront les objets saisis.

Le garde en informera sur-le-champ son supérieur immédiat pour aviser aux mesures ultérieures à prendre dans l'occurrence, pour éviter, autant que possible, les frais de fourrière, etc.

44. Les gardes ne doivent point employer la force ni la menace, pour désarmer les chasseurs trouvés en contravention et saisir les instrumens des délinquans, qui refuseraient de les déposer ; il suffit alors qu'ils fassent mention, dans leurs procès-verbaux, des armes et instrumens dont les déliquans étaient munis.

45. Les gardes forestiers ou de pêche doivent faire eux-mêmes leurs procès-verbaux, et s'ils ne pouvaient pas le faire convenablement,

ils doivent, de préférence s'adresser à cette fin, soit au juge de paix ou à son greffier, soit au bourgmestre ou à l'un de ses suppléans, soit enfin à l'un de leurs chefs, ou à un garde voisin.

46. Les brigadiers et gardes sont tenus d'affirmer leurs procès-verbaux de contravention avant l'expiration des 24 heures de leur clôture ; l'affirmation est reçue par le juge de paix.

Les suppléans du juge de paix peuvent le recevoir pour les délits commis dans la commune où ils résident, lorsque cette commune n'est par celle de la résidence du juge de paix.

Elle pourra se faire aussi devant les bourgmestres et, à défaut, devant leurs assesseurs, 1° quand il s'agit d'un délit commis sur le territoire des communes qu'ils administrent, et 2° que le juge de paix ou son suppléant n'y résident pas.

Dans ce dernier cas cependant, les bourgmestres ou leurs assesseurs peuvent la recevoir quand le juge de paix ou son suppléant sont absens ; mais dans ce cas il doit être fait mention, dans l'affirmation, de leur absence.

47. Les gardes forestiers et de pêche feront parvenir à leur supérieur immédiat, leurs procès-verbaux, revêtus des formalités nécessaires, au plus tard le cinquième jour de leur date.

Quant aux délits qu'ils auront constatés dans les bois domaniaux aliénés, soumis à la surveillance de l'administration forestière, ils en remettront les procès-verbaux aux acquéreurs ou à leurs fondés de pouvoirs, s'ils résident dans leurs triages ou aux environs, et, dans le cas contraire, ils les feront parvenir à leur supérieur immédiat, qui les enverra aux acquéreurs chargés de la poursuite de ces délits.

Dans tous les cas, ces procès-verbaux devront être transcrits, comme les autres, au régistre-journal mentionné à l'article 40.

48. Les gardes sont responsables de toutes négligences dans l'exercice de leurs fonctions.

L'effet de cette responsabilité sera de supporter les amendes et indemnités encourues par les délinquans, lorsqu'ils auront négligé de constater les délits, et le montant des condamnations qu'ils subiront sera retenu sur leur traitement, sans préjudice de toute autre poursuite.

S'ils ne peuvent parvenir à connaître les auteurs d'un délit, ils en dresseront un procès-verbal de diligence, constatant la nature du délit, les recherches qu'ils ont faites ou les moyens qu'ils ont employés pour les découvrir.

Si ce procès-verbal établit la preuve de leur vigilance, ils seront déchargés de la responsabilité du délit.

Tout garde qui, sciemment, trahirait la confiance de l'administration, en commettant secrètement des délits ou malversations à son profit, ou en permettant que des tiers en commettent, sera renvoyé du service, sans préjudice aux poursuites qui pourraient être exercées contre lui.

En cas d'insubordination ou de mauvaise conduite, le garde forestier ou de pêche sera puni, soit par une tâche de travaux à exécuter dans les bois, soit par la suspension, soit enfin par son renvoi du service.

49. Conformément à l'article 60 du réglement pour la caisse des pensions, les employés qui seront nommés à l'avenir, et qui auront à faire valoir des services antérieurs pour la liquidation éventuelle de leur pension, seront tenus de former leur demande, et de produire les pièces constatant les services, dans les six premiers mois qui suivront leur nomination.

50. Les gardes auront soin de bien se pénétrer des conditions, tant pour la location de la pêche que pour les coupes de bois et les délivrances aux communes, que des conditions et devis pour la confection de travaux dans les bois, et assureront la bonne exécution en tant que cela les concerne.

51. L'administration forestière est chargée, au terme de l'art. 17, du titre 5 de la loi du 14 floréal an 10, insérée au Bulletin des lois, n° 187, de la police, surveillance et conservation de la pêche.

Elles est aussi chargée des lois et réglemens établis pour la conservation du poisson dans les fleuves et rivières non navigables ni flottables, ainsi que dans les ruisseaux; en

conséquence, les employés des domaines, forêts ou de la pêche, constateront les délits qui se commettent dans les fleuves et rivières, soit navigables, flottables ou non, et dans les ruisseaux, soit communaux ou particuliers, en contravention à ces lois et réglemens, n'importe qu'ils aient lieu par des individus n'ayant aucun permis, ou par des fermiers, locataires, porteurs de licences ou propriétaires riverains.

52. Les contraventions à constater en général, sont :

Les diverses infractions aux articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 17 et 18 du titre 31 de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, publiés dans les provinces méridionales, par arrêté du directoire exécutif du 28 messidor an 6 (Bulletin des lois, n° 213), et transcrit dans ledit arrêté comme suit :

« 5. Leur défendons (les pêcheurs) pareillement de pêcher en quelques jours et saisons que ce puisse être, à autres heures que depuis le lever du soleil jusques à son coucher, si non aux arches des ponts, aux moulins et gords où se tendent des dideaux, auxquels lieux ils pourront pêcher tant de nuit que de jour.

» 6. Les pêcheurs ne pourront pêcher durant le temps de frai, savoir : aux rivières où la truite abonde, sur tous les autres poissons, depuis le 1er février jusqu'à la mi-mars; et aux autres, depuis le premier avril jusqu'au 1er juin, à peine, pour la première fois, de fl. 9-45 c. (20 francs), et du double de l'amende et de deux mois de prison pour la seconde.

» 7. Exceptons cependant de la prohibition contenue en l'article, la pêche aux saumons, aloses et lamproies, qui sera continuée en la manière accoutumée.

» 8. Ne pourront aussi mettre bires ou nasses d'osier à bout de dideaux, pendant le temps de frai, à peine de fl. 9-45 c. (20 francs) d'amende, et de confiscation des harnois pour la première fois, et d'être privé de la pêche pendant un an pour la seconde.

» 9. Leur permettons néanmoins d'y mettre des chausses ou sacs, du moule de dix-huit lignes en carré (quatre centimètres environ), et non autrement, sous les mêmes peines; mais après le temps de frai passé, ils y pourront mettre des bires ou nasses d'osier à jour, dont les verges seront éloignées les unes des autres de douze lignes (vingt-sept millimètres).

» 10. Faisons très expressément défense aux maîtres pêcheurs de se servir d'aucuns engins et harnois prohibés par les anciennes ordonnances sur le fait de la pêche, et en outre de ceux appelés *giles, tramail, furet, épervier, chalon* et *sabre*, dont elles ne font pas mention et de tous autres qui pourraient être inventés au dépeuplement des rivières, comme aussi d'aller au barandage, et mettre des bacs en rivières, à peine de fl. 47-25 c. (100 francs) d'amende pour la première fois et de punition corporelle pour la seconde.

» 11. Leur défendons en outre de bouiller avec bouilles ou rabots, tant sur les chevrins, racines, saules, osiers, terriers et arches, qu'en autres lieux, ou de mettre lignes avec échets et amorces vives, ensemble de porter chaînes et clairons en leurs batelets, et d'aller à la fare, ou de pêcher dans les noues avec filets, et d'y bouiller pour prendre le poisson et le frai qui a pu être porté par le débordement des rivières, sous quelque prétexte, en quelque temps et manière que ce soit, à peine de fl. 23-26 1/2 c. (50 francs) d'amende, contre les contrevenans, et d'être bannis des rivières pour trois ans, et de fl. 141-75 c. (300 francs) contre les maîtres particuliers ou leurs lieutenans qui en auront donné la permission.

» 12. Les pêcheurs rejetteront en rivière les truites, carpes, barbeaux, brêmes et mouniers qu'ils auront pris ayant moins de six pouces (ancienne mesure), entre l'œil et la queue, et les tanches, perches et gardons, qui en auront moins de cinq (ancienne mesure), à peine de fl. 47-25 c. (100 francs) d'amende et confiscation contre les pêcheurs et marchands qui en auront vendu ou acheté.

» 14. Défendons à toute personne de jeter dans les rivières aucune chaux, noix vomique, coque du Levant, momie et autres drogues ou appâts, à peine de punition corporelle.

» 17. Défendons de prendre et enlever les épaves sans la permission des officiers de nos maîtrises, après la reconnaissance qui en aura

été faite, et qu'elles auront été adjugées à celui qui les réclame.

» 18. Faisons défenses à toutes personnes d'aller sur les mares, étangs et fossés, lorsqu'ils seront glacés, pour en rompre la glace et y faire des trous, ni d'y porter flambeaux, brandons et autres feux, à peine d'être punis comme de vol. »

53. Indépendamment des délits désignés en l'art. 52 du présent, les employés forestiers et de la pêche, constateront les contraventions qui se commettront, dans les fleuves et rivières navigables, à l'article 14 du titre 5, de la loi du 14 floréal an 10, portant :

«Tout individu qui, n'étant ni fermier de la pêche, ni pourvu de licence, pêchera dans les fleuves et rivières navigables, autrement qu'à la ligne flottante et à la main, sera condamné :

» 1° A une amende qui ne pourra être moindre de fl. 23-62 1/2 c. (50 fr.), ni excéder fl. 94-50 c. (200 fr.)

» 2° A la confiscation des filets et engins de pêche.

» 3° A des dommages-intérêts envers le fermier de la pêche, d'une somme pareille à l'amende.

» L'amende sera double en cas de récidive. »

Ils feront attention qu'aux termes de l'arrêté du Gouvernement du 7 nivose an 12 (Bulletin des lois, n° 234) interprétatif de l'article 14 de la loi du 12 floréal an 10, transcrit ci-devant, la pêche à la ligne flottante n'est permise que *la ligne flottante tenue à la main.*

54. La poursuite des délits de pêche, doit se faire aux termes des articles 15 et 17 combinés de la loi précitée du 14 floréal an 10, de la même manière qu'en matière de délits forestiers; à cette différence près toutefois, qu'à l'égard des contraventions à l'article 14 de ladite loi, les employés devront se borner à conclure devant le tribunal à la condamnation à l'amende, à la confiscation et aux dépens.

55. En ce qui concerne les dommages intérêts que le n° 3 de l'article 14 de la loi précitée accorde aux fermiers de la pêche et porteurs de licence, ceux-là étant la réparation civile du préjudice causé par le délit, il ne doit y avoir lieu d'y conclure pour l'administration; mais les fermiers ou porteurs de licence pourrront en demander l'adjudication à leur profit, en y concluant *par avoué*, à ce constitué par eux.

56. La loi du 14 floréal an 10, ne statuant que sur le fait de la pêche dans les fleuves et rivières navigables, ses dispositions pénales ne s'étendent pas aux fleuves et rivières *seulement flottables*, ce qui rend l'administration incompétente pour constater et requérir la punition des délits prévus par ladite loi, commis dans un fleuve ou une rivière de cette dernière catégorie, dont la pêche serait même affermée au profit de l'Etat.

Cependant si les employés forestiers et de la pêche en reconnaissent, il les dénonceront aux fermiers de cette pêche ou aux porteurs de licence, afin que ceux-ci puissent provoquer la punition et les dommages-intérêts résultant du délit.

57. La constatation de délits de pêche, *autres que ceux compris dans l'article 52 du présent*, commis dans les fleuves, rivières et ruisseaux non navigables ni flottables, non propriétés de l'Etat, n'appartient pas à l'administration.

58. Là où il existe des parties de fleuves et rivières non navigables ni flottables et ruisseaux auxquels aboutissent des bois communaux et d'établissemens publics soumis au régime de l'administration forestière, et dont la pêche se trouve affermée au profit de la commune ou de l'établissement public propriétaire, les employés forestiers et de la pêche y surveilleront l'exercice de la pêche, et s'ils y reconnaissent des délits autres que ceux mentionnés à l'article cinquante-deux, ils en informeront les fermiers, afin que ceux-ci puissent les poursuivre ainsi qu'il est indiqué par l'article cinquante-six du présent.

Si la pêche n'en est pas affermée ils donneront cette information à la commune ou à l'établissement propriétaire.

59. A l'égard des délits autres que ceux qui se commettront en contravention aux dispositions de l'article cinquante-deux du présent, dans les fleuves et rivières non navigables ni flottables et ruisseaux auxquels aboutissent les bois ou autres propriétés appartenant à l'Etat, les employés forestiers et de la pêche les constateront de la même manière que les

autres ; mais la poursuite ne devant s'en faire que de la manière réglée pour les délits de maraudage et de vols commis dans les propriétés particulières, ils remettront les procès-verbaux de cette catégorie au procureur du roi, près le tribunal dans le ressort duquel le délit a été commis, afin d'y être donné suite dans l'intérêt de la vindicte publique, et conclu, s'il y a lieu, dans l'intérêt de l'Etat, aux dommages-intérêts qui ont pu résulter du délit.

60. Pour que l'action en répression du délit puisse être jugée, en même temps que l'action civile mentionnée à l'article 55 de la présente, les employés forestiers et de la pêche donneront connaissance aux fermiers de la pêche ou porteurs de licence, de la poursuite du délit qui les intéresse, aussitôt que l'assignation aura été donnée au délinquant.

La présente résolution sera imprimée et adressée, en nombre suffisant d'exemplaires, aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines pour être distribués aux inspecteurs et receveurs des domaines, inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes-généraux des forêts, afin d'en suivre l'exécution chacun pour ce qui le concerne.

Chapitre IV.

De la juridiction contentieuse en matière de bois et forêts.

1. Dans l'ancienne France, la juridiction forestière était réunie à l'administration, et appartenait aux officiers des maîtrises.

Le titre 1er de l'ordonnance de 1669 attribuait à ces officiers le droit de connaître, *tant au civil qu'au criminel*, de tous procès concernant les eaux et forêts, pêches et chasses; de toutes questions relatives aux ventes, défrichemens ou repeuplemens, usages, etc., dans les bois royaux et communaux ; de toutes actions procédant de marchés, contrats ou associations entre marchands de bois et autres, lorsque les marchandises étaient encore dans les forêts ; de toutes causes sur le fait de la chasse et de la pêche ; de la propriété des bois, lorsqu'elle était connexe à un fait de réformation ou incidente ou proposée pour défense seulement.

Le titre XXV leur attribuait une juridiction semblable sur les eaux et forêts, tant des ecclésiastiques que des gens de main-morte en général ; et les autorisait non seulement à y faire des visites, mais encore à réprimer les abus et malversations qui s'y commettaient.

Dans l'ancienne Belgique, la juridiction contentieuse était exercée suivant les localités, tantôt par des tribunaux forestiers, tantôt par les juges ordinaires.

2. La révolution de 1789 changea complettement cet état de choses, d'abord en France, et bientôt après en Belgique.

Une première loi du 16-24 août 1790 sur l'organisation des tribunaux, ordonna que les fonctions judiciaires seraient à jamais séparées des fonctions administratives, et disposa que l'ordre constitutionnel des juridictions ne pourrait être troublé, ni les justiciables distraits de leurs juges naturels par aucune commission, ni par d'autres attributions ou évocations que celles qui seraient déterminées par la loi. (Art. 13 et 17.)

Dès-lors toute juridiction exceptionnelle fut abolie en France, notamment celle des maîtrises.

Une autre loi du 17-24 août 1790 témoigne de l'application immédiate que reçut cette nouvelle législation.

Peu de temps après, une loi du 7-11 septembre suivant, sur la forme de procéder devant les autorités administratives et judiciaires, fit ainsi la part de l'administration et de la juridiction contentieuse.

» Art. 7. En matière d'eaux et forêts, la conservation et l'administration appartiendront aux corps qui seront indiqués incessamment; il sera statué de plus sur la manière de faire les ventes et adjudications des bois. Les actions pour la punition et réparation des délits seront portées devant les juges de district qui auront aussi l'exécution des réglemens concernant les bois de particuliers, et la police de la pêche, et qui, dans tous les cas, entendront le commissaire du roi. »

Et le principe posé dans la dernière partie de cet article fut confirmé et développé ultérieurement par les art. 5, 6, 7 et 8 de la loi du 25 décembre 1790, et par les art. 1 et

2 du titre IX de la loi du 29 septembre 1791.

Toutes les constitutions, et les lois qui ont été faites en conséquence, ont depuis consacré en France la séparation que l'assemblée nationale avait décrétée entre les attributions administratives et les fonctions judiciaires.

En Belgique, et pendant la première occupation des armées françaises, il y eut d'abord un système provisoire de juridiction, que nous avons fait connaître dans le sect. II du chap. Ier. Ensuite, et après l'incorporation de la Belgique à la France, les dispositions de lois que nous venons de citer, devinrent communes à notre pays par la publication qu'en ordonnèrent les arrêtés des 2 frimaire an 4 et 7 pluviôse an 5.

Ainsi furent également abolis nos tribunaux forestiers.

Après que la Belgique eût été réunie à la Hollande, la loi fondamentale consacra les mêmes principes (art. 165, 183, 184 et 2 additionnel), et depuis qu'elle constitue un état indépendant, la constitution de 1831 les a de nouveau confirmés. (Art. 92 et 94.)

Mais ces principes, quelque positifs qu'ils soient, ont donné lieu par leur généralité à des conflits entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. C'est ce que nous allons voir en développant cette matière.

3. Avant la promulgation des lois nouvelles qui ont réorganisé l'ordre judiciaire et administratif, la juridiction était déterminée par la capacité des personnes, par la nature des actions et par le ressort dans lequel elles devaient être jugées.

Aujourd'hui que la capacité des personnes ne règle plus la juridiction, excepté dans les cas de responsabilité ministérielle, nous allons examiner la compétence sous les deux autres rapports.

Section I.

Nature des actions.

Relativement à leur nature, les actions se distinguent en actions civiles et en actions criminelles, correctionnelles et de police.

I. Les demandes qui n'ont point pour objet la réparation d'une contravention, d'un délit ou d'un crime, et qui ne se rapportent qu'à des intérêts civils, se poursuivent en matière forestière, soit devant le tribunal civil, soit devant l'autorité administrative.

1. Elles se portent devant les tribunaux civils, lorsqu'il s'agit de questions de propriété et d'usage, de révendication de biens, d'interprétation de titres, contrats ou marchés, de contestations relatives à leur exécution, de difficultés concernant l'adjudication de coupes de bois, enfin de toutes matières purement civiles dans lesquelles la police forestière ou l'ordre public ne sont pas intéressés. Cette règle est générale.

2. Dans le principe, l'esprit d'envahissement qui animait l'administration française, la porta quelque temps à connaître des contestations qui se présentaient en matière de ventes, de droits d'usage, de pâturage dans les forêts de l'État. Elle se fondait, pour justifier ces empiétemens, sur ce que la loi du 22 pluviôse an 8 attribuait aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, et par conséquent des forêts qui en dépendent.

C'est ainsi qu'un décret du 3 mai 1810 avait statué que, dans une contestation entre un adjudicataire d'une coupe de bois appartenant au domaine, et un particulier qui prétendrait que cet adjudicataire avait dépassé les limites de son adjudication, en coupant des arbres sur sa propriété, l'autorité administrative était compétente pour déterminer les limites de la coupe adjugée par l'administration. (Jurisprud. du conseil-d'état, tom. 1, p. 365.)

C'est encore ainsi qu'un décret spécial a décidé qu'un adjudicataire ne peut être admis à contester le tiercement fait sur son adjudication dans les délais, s'il en a reçu connaissance suffisante et s'il en a, au besoin, couvert le vice, en signifiant une nouvelle enchère, suivie elle-même de l'enchère définitive qui a consommé la vente et dont le prix a été versé dans les caisses publiques. (Macarel, Élémens de Jurisprud. administ., tom. 1, p. 127.)

Mais cette tendance à l'usurpation fut réprimée peu à peu, grâce au conseil-d'état qui fit rentrer l'administration dans ses vé-

ritables limites. Voici comment s'exprime sur cette matière M. Macarel, tom. 1, p. 109 :

« La décision des questions de propriété sur les bois domaniaux, élevées entre les particuliers et l'administration forestière, ne peut être attribuée aux conseils de préfecture qu'autant qu'elle se lie à des ventes de domaines nationaux ; et même, dans ce cas, il faut encore que ces conseils puisent uniquement les motifs de leurs arrêtés dans les actes administratifs qui ont précédé ou effectué la vente.

» Ces attributions, par cela même qu'elles sont d'exception, doivent être strictement resserrées dans leurs limites. Ainsi aucune loi, ni générale ni spéciale n'ayant dévolu à l'autorité administrative le pouvoir de décider les questions de propriété qui s'agitent entre les particuliers et l'administration forestière, il doit être tenu pour certain que les tribunaux ordinaires peuvent seuls en connaître.

» Tel est le principe général qui régit la matière des bois domaniaux, quant à la propriété. S'agit-il de leur conservation ? l'administration a la surveillance à cet égard, et elle en possède tous les moyens ; les tribunaux lui sont ouverts pour la répression des délits dont elle croirait avoir à se plaindre.

» Est-il besoin de prononcer sur les adjudications des coupes de bois domaniaux, l'administration est encore incompétente.

» La fameuse ordonnance de 1669 avait érigé les maîtrises des eaux et forêts pour connaître de ces sortes de matières ; mais le droit de contredire, celui de former opposition, celui de réclamer des instructions légales, le nombre des juges, la formule des assignations, la publicité des audiences et l'appel des décisions, tout était déterminé devant ces tribunaux qui, quoique d'exception, n'en faisaient pas moins participer les citoyens aux bienfaits d'une justice réglée. Ces tribunaux exceptionnels ont été abolis par la loi du 24 août 1790, qui ordonne en termes exprès : « Que l'ordre » constitutionnel des juridictions ne pourra » être troublé, ni les justiciables divertis de » leurs juges naturels par une commission ni » par d'autres attributions que celles qui se- » ront déterminées par la loi. »

» Par l'effet de cette loi, les tribunaux se sont resaisis de toutes les attributions qui en avaient été distraites en faveur des maîtrises des eaux et forêts. Depuis, le droit commun n'a cessé d'être en vigueur. La loi de 1791 et toutes les autres lois, tous les arrêtés, réglemens et décrets postérieurs sur cette matière, ne se sont occupés que d'instituer une administration forestière ; elles ont organisé une agence, et n'ont pas érigé de tribunaux ; elles ont seulement réglé les formes des adjudications et des affiches, la publicité des enchères, la réception des cautions, en un mot tout ce qui est relatif à la surveillance, à l'aménagement et à la conservation des forêts.

» Mais le jugement des contestations qui s'élèvent sur la vente même et sur les clauses du cahier des charges, n'a jamais été dévolu à l'administration, ni généralement, ni spécialement : généralement, car la loi du 28 pluviôse an 8, art. 4, et le petit nombre des autres lois qui ont déterminé les attributions des corps administratifs, n'ont point réservé aux conseils de préfecture la décision des difficultés qui peuvent s'élever sur la vente des bois domaniaux et des communes ; on peut même dire que la raison de la juridiction spéciale, établie par la loi du 28 pluviôse, à l'égard des ventes de biens nationaux, a cessé avec les circonstances politiques qui l'avaient fait naître ; ainsi, loin d'étendre cette loi d'exception à des cas étrangers (puisqu'on pourrait même l'abroger tout-à-fait), il faut du moins la restreindre aux cas particuliers qu'elle gouverne.

» Il n'y a donc nul secours à tirer de la loi même, pour établir la compétence de l'administration en cette matière.

» D'autre côté, si l'on examine les contrats en eux-mêmes, on trouvera qu'ils n'imposent aux parties, ni implicitement, ni explicitement, l'obligation d'obéir à une juridiction exceptionnelle. Voici en effet comment se gouvernent ces sortes de matières : l'administration des forêts trace les clauses et conditions du cahier des charges ; l'adjudi-

cation est publique et libre; les enchères fermées, le contrat est parfait; la vente est consommée entre les enchérisseurs et le gouvernement, et le cahier des charges devient alors la seule loi des parties.

» S'agit-il d'en expliquer quelques clauses? les parties ne sont nullement convenues que dans ce cas, elles prendraient pour juge de leurs différends l'autorité administrative.

» Ainsi donc il est vrai de dire que cette attribution n'a été dévolue à l'administration, ni généralement par les lois de la matière, ni spécialement par les clauses et stipulations des contrats. Où ces clauses et stipulations ont-elles enfin été puisées? dans l'ordonnance de 1669. Qui interprétait, qui appliquait ces lois? les grandes maîtrises des eaux et forêts. Quelles étaient ces maîtrises? des juges d'exception. Depuis que l'exception a cessé, quels sont les juges investis par le droit commun? les tribunaux ordinaires. Donc, sous tous ces rapports, c'est aux tribunaux seuls à prononcer.

» Envain on ferait valoir en faveur de la compétence administrative quelques considérations d'utilité générale, de célérité et d'urgence; il faudrait avant tout respecter les droits acquis et la foi sacrée des contrats: sans cela la défiance des enchérisseurs ferait baisser le prix des ventes au détriment du trésor public, et l'administration ne saurait trop se persuader que le véritable intérêt de l'Etat se lie à la rigoureuse exécution des clauses des actes d'adjudication passés par elle, ainsi qu'à l'observation des formes judiciaires.

» Tel est, au surplus, le dernier état de la jurisprudence en cette matière.»

M. de Cormenin, après avoir reproduit ce passage dans ses *Questions de droit administratif*, V° Bois, y ajoute les observations suivantes:

« Il est facile de sentir combien il importe aux parties d'avoir pour juges, dans cette matière, les tribunaux plutôt que l'administration: en effet, les acquéreurs qui réclament une réduction de prix pour défaut de mesure, seraient repoussés si on leur appliquait les lois qui régissent les ventes des domaines nationaux, parce que ces sortes de ventes sont faites sans garantie de mesure. Au contraire, devant les tribunaux leur réclamation serait admise dans les termes généraux du droit civil, à moins qu'une clause spéciale du contrat, qui fait la loi des parties, ne l'ait d'avance prévue et écartée.

» Je dois dire, néanmoins, pour faire connaître les variations de la jurisprudence, qu'un décret du 3 mai 1810 avait décidé que les conseils de préfecture sont compétens pour déterminer les limites d'une coupe de bois adjugée à un particulier lorsqu'il y a contestation à ce sujet.

« On s'appuyait, pour justifier cette compétence, sur ce que les conseils de préfecture doivent, aux termes de la loi du 28 pluviose an 8, statuer sur les contestations qui naissent des adjudications de biens nationaux, quand il s'agit d'interpréter le procès-verbal de vente, d'en fixer le sens, et d'en déterminer l'application; que la rédaction des clauses du cahier de charges était un acte de l'administration qui seule pouvait l'interpréter; que sans cela les tribunaux se constitueraient juges des ventes de biens nationaux.

» Cette doctrine était vicieuse. Elle a été corrigée par les ordonnances des 19 août 1813, 11 décembre 1814, 4 juillet 1815, 6 mars 1816, 18 novembre et 24 décembre 1818 et 7 avril 1819, lesquelles ont établi en principe:

» Que depuis la suppression des grandes maîtrises des eaux et forêts, les tribunaux sont seuls compétens pour connaître des contestations élevées, soit sur l'adjudication des coupes de bois domaniaux, soit sur le prix desdites adjudications, et qu'il n'existe aucune loi qui en ait attribué exclusivement la connaissance à l'autorité administrative.

» C'est dans le même sens qu'une ordonnance royale du 21 août 1816 a décidé que l'exécution de tous les actes relatifs à *l'adjudication* des coupes de bois étant du ressort des tribunaux ordinaires, les *décisions ministérielles* que l'on opposerait pour

empêcher les tribunaux de prononcer, ne doivent être regardées que comme de *simples instructions* adressées aux préposés de l'administration pour les diriger dans la discussion de ses droits, qu'elles ne constituent pas un *jugement*, et qu'ainsi elles ne font point obstacle à ce que les tribunaux prononcent sur lesdites contestations.

» Je crois néanmoins que cette ordonnance ne doit pas être entendue dans un sens trop absolu.

» Lorsque la décision du ministre des finances a été prise d'office et qu'elle n'est adressée qu'à un préposé de l'administration pour éclairer sa marche dans le cours de l'instruction judiciaire, on peut ne la considérer que comme un simple avis, comme une instruction non susceptible de recours au conseil-d'état, et qui ne lie ni les tribunaux, ni les parties.

» Mais lorsque cette décision est rendue sur la demande des parties elles-mêmes et qu'elle porte tous les caractères d'un véritable jugement, il y a lieu d'annuler ce jugement pour cause d'incompétence, parce que son existence ferait obstacle devant les tribunaux à l'exercice de leur juridiction.

» Dans le premier cas le pourvoi n'est pas recevable.

» Dans le second cas il doit être admis.

» La même distinction a été établie à l'égard des arrêtés des conseils de préfecture qui statuent en matière domaniale, conformément aux dispositions de la loi du 5 novembre 1790. »

« J'ajouterai que la doctrine qui admet la compétence des juges civils pour l'interprétation de toutes les adjudications de coupes de bois, est consacrée par plusieurs arrêts rendus par la cour de cassation et particulièrement par ceux des 2 messidor an 13 et 10 janvier 1806.

» Ainsi les deux jurisprudences, administrative et judiciaire, se corroborent l'une par l'autre, et la compétence exclusive des tribunaux dans cette matière paraît être fixée sans retour. »

Cette doctrine que MM. Macarel et Cormenin n'appliquent qu'à la France, est à plus forte raison applicable en Belgique; car la loi du 28 pluviose an 8, qui était l'unique source des difficultés auxquelles cette matière a donné lieu, a été abrogée dans notre pays par les art. 165 de la loi fondamentale des Pays-Bas, et 92 de la Constitution belge, en tant qu'elle attribuait à l'autorité administrative le contentieux des domaines nationaux.

3. Le principe de compétence, que nous avons posé plus haut, est fécond en conséquences. Il en résulte que l'autorité judiciaire est compétente pour prononcer, même lorsqu'il est intervenu des décisions ministérielles; et que dès-lors, ces décisions ne peuvent être regardées que comme de simples instructions adressées aux agens de l'administration forestière, pour les diriger dans la poursuite de ses droits devant les tribunaux. C'est ce qu'a décidé, pour la France, une ordonnance du 21 août 1816, et il en serait de même en Belgique, où, d'après l'art. 107 de la Constitution, l'autorité judiciaire ne doit appliquer, même les arrêtés et réglemens d'administration générale, qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.

Il en résulte encore que les tribunaux sont compétens pour statuer :

1° Sur les questions relatives à la régularité des tiercemens. (Décret du 17 août 1813, et ordonnances des 31 mars et 17 novembre 1819.)

2° Sur les contestations, soit entre les fournisseurs de la marine et les acquéreurs de bois nationaux, pour la livraison dans certains délais de bois marqués pour les constructions navales, soit entre les mêmes fournisseurs et particuliers pour le payement du prix des bois achetés au nom et pour le compte des fournisseurs seuls. (Ordonnances des 31 mars et 17 novembre 1819 et décret du 26 mars 1812.)

3° Sur les indemnités dues pour non jouissance des droits de propriété ou d'usage dans les forêts de l'Etat. (Décret du 27 avril 1812.)

4° Sur les cautionnemens pour droits d'usage contestés. (Décret du 11 janvier 1813.)

II. Les demandes qui n'ont point pour objet la réparation d'une contravention, d'un délit

ou d'un crime et et qui ne se rapportent qu'à des intérêts civils, doivent se porter devant l'administration lorsqu'il s'agit de matière purement administrative, comme la rédaction des affiches et des cahiers de charges, les opérations tant préliminaires que constitutives de l'adjudication, et généralement tout ce qui concerne la surveillance, l'aménagement et la conservation des forêts.

Il résulte de ce second principe :

1° Que c'est à l'administration forestière seule qu'il appartient de déclarer qu'un bois est défensable. (Décret du 17 nivose an 13.)

Mais s'il s'élevait, entre les usagers et le propriétaire d'un bois, une contestation sur l'âge où il doit être déclaré défensable, les tribunaux devraient-ils se déclarer incompétens? Cette question présente quelques difficultés.

Par un arrêté réglementaire du droit de pâturage dans la forêt dite *la Petite Franche de Raisine*, le préfet du département du Nord avait autorisé les habitans du village d'Aubry à mettre leurs chevaux dans ladite forêt et à y couper l'herbe sans distinction de taillis défensables ou non défensables. Les propriétaires de cette forêt se plaignirent, et les habitans repoussèrent leurs plaintes, en se fondant sur d'anciens titres qui leur donnaient le droit de faire paître leurs chevaux et de couper l'herbe dans les taillis de 18 mois, et par conséquent non défensables. L'affaire fut portée au conseil-d'état, qui annula l'arrêté du préfet par les motifs suivans :

« Considérant que l'autorité administrative » n'était pas compétente pour statuer sur les » droits que la commune d'Aubry prétend que » ses titres lui donnent dans la Petite Franche, » forêt de Raisine ; que la valeur des titres » qui établissent soit un droit de propriété, » soit un droit de jouissance sur un fond, ne » peut être débattue que devant les tribu- » naux. » (Décret du 22 janvier 1808.)

Il semble résulter de ce motif que l'autorité judiciaire serait compétente pour déterminer l'âge auquel un bois est censé défensable, lorsqu'on se fonde sur des titres pour l'établir; mais telle n'a pas été l'intention du conseil-d'état, car il ajoute immédiatement cet autre motif :

« Considérant que les délits et les dévas- » tations commis dans les bois et forêts sont » également de la compétence de l'autorité » judiciaire. »

Ce qui suppose que si, d'une part, les tribunaux civils sont compétens pour apprécier les titres de propriété et d'usage en général, de l'autre, les propriétaires auraient pu recourir aux tribunaux criminels pour réprimer les faits de pâturage qui avaient été commis dans la Petite Franche, avant qu'elle fût déclarée défensable par l'administration forestière. Or, si la défensabilité d'un bois ne peut, aux termes du décret du 17 nivose an 13, être déclarée que par cette administration, il en résulte bien évidemment que tout en ayant le droit d'interpréter les titres sur lesquels on fonde un droit de pâturage, les tribunaux sont néanmoins incompétens pour déclarer eux-mêmes la défensabilité d'un bois, soit qu'ils se fondent ou non sur des titres qui l'établissent. Ainsi le conseil-d'état avait eu raison d'annuller l'arrêté du préfet du département du Nord, qui avait jugé une question de droit d'usage, et là se bornait l'objet de litige. Mais si l'administration forestière avait été en cause, si elle avait réclamé pour elle seule le droit de déclarer un bois défensable, nul doute que le conseil-d'état n'eût admis ses prétentions et contre le préfet et contre l'autorité judiciaire.

2° Que c'est aux conseils communaux en premier degré, et aux députations d'état en dernier, à régler les rôles de répartition de l'affouage entre les habitans des communes, quand le droit même d'affouage n'est pas contesté, et qu'il s'agit seulement du mode de jouissance. (Décret du 22 juin 1811.)

Voyez AFFOUAGE, tom 1, pag. 416.

3° Que c'est au gouvernement seul à délivrer des permissions de coupe extraordinaire et de défrichement. (Loi du 9 floréal an 11, art. 2; arrêtés des 14 mars 1814, art. 15; 10 mai 1815, art. 5; 27 mai 1819, art. 8; et 9 février 1832, art. 2.)

4° Qu'il appartient aux états députés des provinces de décider si les coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires dans les boqueteaux des communes, seront délivrées en nature

aux habitans ou vendues par adjudication. (Arrêté du 27 mai 1819, art. 6.)

Ces différentes mesures, et bien d'autres qu'il seraitsuperflu d'indiquer ici, sont en effet de pure administration, et ne peuvent dès-lors être de la compétence des tribunaux. Néanmoins, si leur exécution pouvait intéresser quelque droit de propriété ou d'usage, les questions qu'elles feraient naître sous ce rapport devraient être déférées à l'autorité judiciaire.

Nous nous sommes bornés à indiquer ici quelques conséquences du second principe que nous avons posé ci-dessus, et nous renvoyons le lecteur aux articles mêmes qui traitent plus spécialement des bois de l'État, des communes, des établissemens publics et des particuliers.

III. Les demandes qui ont pour objet la réparation d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, se portent devant la justice criminelle. Les contraventions doivent être jugées par les tribunaux de simple police ; les délits sont portés devant les tribunaux correctionnels ; les crimes sont exclusivement de la compétence des cours d'assises. Malgré ces distinctions, qui sont fondées sur le texte même de l'article 1 du code pénal, on a coutume d'appeller *délits forestiers* tous abus, dégâts ou malversations qui se commettent dans les bois. C'est aux agens de l'administration à les distinguer, lors des poursuites, en crimes, délits et contraventions, suivant la gravité des peines que la loi y attache.

Section II.

Ressort.

1. En matière civile on distingue si l'action est personnelle, réelle ou mixte; si elle est personnelle, la compétence se règle en général par le domicile du défendeur. Cependant, cette règle souffre quelques exceptions : par exemple, la caution solidaire et garante est obligée de plaider devant le tribunal du domicile du débiteur principal, lorsqu'elle y est assignée conjointement avec lui pour être condamnée solidairement.

Si elle est réelle, par exemple dans les demandes en revendication de biens, l'action doit être portée devant le juge de la situation de l'objet litigieux.

Si elle est mixte, elle peut être intentée, soit devant le juge de la situation, soit devant le juge du domicile du défendeur. (Art. 59 du code de procéd. civ.)

2. En matière correctionnelle et criminelle, il y a concurrence, tant pour le jugement que pour l'instruction, entre le juge du lieu où le délit a été commis, celui du domicile du prévenu, et celui du lieu où il a été saisi. (Art. 23 et 63 du code d'inst. crim.)

Cependant, une circulaire du 28 fructidor an 9 a décidé que lorsque le domicile du prévenu se trouve dans l'étendue d'une conservation (direction de l'enrégistrement et du domaine), autre que celle de la situation du bois où le délit a eu lieu, c'est à l'agent qui a le bois dans son arrondissement à diriger l'action, et au tribunal dans le ressort duquel il est situé, à en connaître. Cette circulaire ne change ni l'ordre, ni le ressort des juridictions; elle oblige seulement les agens forestiers à porter la poursuite des délits devant un des deux ou trois tribunaux que le code a mis à leur choix.

Voyez Délits forestiers.

TITRE II.

BOIS DE L'ÉTAT.

Les bois et forêts qui appartiennent à l'État font partie du domaine public; mais ils ne s'administrent point comme les autres domaines nationaux.

Le but du législateur, en les soumettant à un régime spécial, n'a pas été seulement d'assurer au trésor un revenu semblable à celui qu'il tire des autres propriétés nationales; il a eu particulièrement en vue de procurer à la société tous les avantages qu'engendre la possession des forêts pour les commodités de la vie privée, pour les besoins de la guerre, pour les travaux d'utilité publique et pour l'accroissement du commerce maritime. (Préambule de l'ordonnance de 1669.)

Pour atteindre ce but, il a fallu embrasser tout ce qui se rattache à la propriété, à la

jouissance, à la conservation et à la prospérité des bois : et c'est ce qui forme effectivement l'objet du régime forestier.

Nous allons parcourir successivement les diverses parties de ce régime.

Chapitre I.

De la reconnaissance des limites, de la délimitation et du bornage des forêts.

1. La *reconnaissance des limites* d'une forêt a pour objet de s'assurer de sa véritable contenance.

La *délimitation* proprement dite est l'opération qui sert à fixer la ligne, qui détermine cette contenance, et sur laquelle doivent être placées les bornes destinées à former la séparation entre une forêt et les propriétés qui la bordent.

Le *bornage* consiste à constater cette ligne d'une manière visible, invariable et légale par des bornes, des fossés, des piquets ou autres marques.

2. Ces trois opérations doivent être considérées comme fondamentales dans le régime forestier. Sans elles il n'y aurait qu'incertitude, désordre et usurpation dans les forêts de l'Etat. Le temps, la mauvaise foi des riverains, la négligence et parfois la connivence des anciens officiers de la foresterie n'avaient que trop favorisé les abus de ce genre, lorsqu'en 1803 le gouvernement saisit l'occasion, que lui présentait la confection générale du cadastre, pour faire procéder à la reconnaissance des limites et à l'abornement de toutes les forêts domaniales.

3. Plusieurs instructions ont été publiées à cet effet; mais aujourd'hui que les travaux du cadastre sont achevés, elles n'ont plus qu'un intérêt historique, et nous nous contenterons par ce motif d'en indiquer ici les dates et la substance. Ce sont :

1° Une circulaire du ministre des finances en date du 4 ventose an 12; elle fait connaître aux préfets les avantages qu'offrent, relativement à la conservation et à l'aménagement des forêts, les opérations d'arpentage qui s'exécutaient à cette époque pour parvenir à la confection du cadastre.

2° Une instruction de l'administration des forêts, datée du 24 messidor an 12, sur la manière de procéder à la reconnaissance des limites et à l'abornement.

3° Un supplément à cette instruction, du 15 thermidor an 13, concernant les calques et procès-verbaux de bornage, la prime accordée aux géomètres du cadastre et le prix de leurs procès-verbaux de délimitation. (On trouve ces pièces à leur date dans le *Recueil chronologique des réglemens forestiers* par Baudrillart.)

4. A présent que le cadastre est achevé, les grandes opérations de délimitation et de bornage ne se renouvelleront plus à l'avenir; mais le gouvernement peut encore se trouver dans l'obligation de faire faire des délimitations, soit partielles, soit générales, dans les forêts dont les limites auraient été changées ou seraient devenues incertaines par suite d'usurpations, de défrichemens, d'aliénations, de déplacement de bornes, etc.

Sous l'ordonnance de 1669 toute action relative à la reconnaissance des limites et au bornage des forêts de l'Etat, était de la compétence des officiers des maîtrises. (Art. 2 du titre I.)

Aujourd'hui ces actions sont jugées par les tribunaux ordinaires. (Art. 7 de la loi du 7 septembre 1790.)

Aux termes de l'art. 646 du code civil, « tout propriétaire peut forcer son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës, et le bornage se fait à frais communs. »

Ainsi les propriétaires riverains d'un bois domanial peuvent, comme l'Etat lui-même, exiger qu'il soit procédé au bornage entre leur propriété et ce bois.

L'action en bornage se poursuit selon les règles du droit commun. (Art. 3 et 38 du code de procéd. civile.) *Voyez* Bornage.

5. Indépendamment de ces règles générales, l'étendue souvent très-considérable des forêts de l'Etat, et l'importance que le gouvernement a toujours attachée à cette espèce de biens ont déterminé l'administration à tracer une marche particulière à ses agens pour les diriger dans toutes les opérations relatives à la reconnaissance des limites, à la délimitation et à l'abornement.

Une décision du ministre des finances, en date du 19 septembre 1811, porte à ce sujet :

« Art. 1. M. le préfet dans le département duquel se trouveront des forêts ou parties de bois à délimiter, indiquera, par un arrêté pris à cet effet, le jour auquel l'opération relative à la reconnaissance et à la fixation des limites de ces forêts ou parties de bois, devra commencer, le lieu désigné comme point de départ, et la direction suivant laquelle il sera procédé.

» Art. 2. Le jour indiqué pour l'ouverture de l'opération devra être postérieur de 20 jours, au moins, à celui de la publication que M. le préfet fera faire de cet arrêté, par les maires des communes sur le territoire desquelles est située la forêt ou la partie de bois à délimiter.

» Art. 3. Un ou plusieurs agens forestiers supérieurs de l'arrondissement, assistés, s'il y a lieu, d'un arpenteur ou géomètre assermenté, procéderont à cette opération, et en rédigeront le procès-verbal.

» Art. 4. Pour la reconnaissance et la fixation des limites des forêts ou bois communaux, la présence d'un délégué de M. le préfet représentant l'Etat propriétaire, pourra être suppléée par celle d'un agent forestier supérieur, auquel ce magistrat donnera une autorisation spéciale à cet égard.

» Art. 5. Un des agens forestiers supérieurs pourra être délégué de même pour la reconnaissance et fixation des limites des bois communaux et des établissemens publics, sans cependant que les maires ou adjoints des communes et les administrateurs ou agens des établissemens publics soient privés de la faculté d'assister en personne aux opérations, qui pourront concerner les bois dont ils jouissent.

» Art. 6. Le procès-verbal de reconnaissance et de fixation des limites se continuera sans interruption de l'ordre des numéros des points de station, pris sur le périmètre de la forêt ou de la partie de bois qui en sera l'objet.

» Art. 7. A l'égard des portions de terrains enclavées dans cette forêt ou partie de bois, quelles que soient la nature et l'origine de ces terrains, il sera dressé des procès-verbaux particuliers de la reconnaissance et de la fixation des limites de chacune d'elles.

» Art. 8. Le procès-verbal sera signé tant par les parties intéressées à la propriété des portions de bois à délimiter, que par les propriétaires riverains ainsi convoqués; et à l'égard de ces derniers, s'ils ne peuvent signer, ou s'ils refusent de le faire, ou si même ils ne se présentent ni en personne, ni par aucun individu fondé de leurs pouvoirs, il en sera fait mention et passé outre.

» Art. 9. Le riverain contre lequel il aura été ainsi procédé par défaut, pourra réclamer pendant la durée de l'opération concernant la partie de bois à laquelle touche sa propriété; mais, cette opération finie, il ne sera admis à se pourvoir qu'en consignant les frais présumés de la nouvelle reconnaissance de limites qu'il sollicitera.

» Art. 10. En cas de difficultés sur la fixation des limites, les réquisitions, dires et observations respectifs seront inscrits au procès-verbal et signés des parties intéressées, ou mention sera faite soit de leur impossibilité de signer, soit de leur refus.

» Art. 11. En cas de contestation avec les propriétaires de domaines nationaux aliénés, ils seront tenus de remettre, dans le mois, leur mémoire et les pièces à l'appui de leurs prétentions à M. le préfet du département, pour y être statué par le conseil de préfecture.

» Art. 12. S'il s'agit de contestations élevées par les propriétaires d'autres domaines, M. le préfet intentera l'action contre ces propriétaires pardevant l'autorité compétente; et il sera, en conformité des décisions ou jugemens, procédé à la fixation des limites aux frais de la partie qui aura succombé.

» Art. 13. Toutes les fois que, pour cause d'erreur, ou par suite de fausses indications, les lignes de pourtour d'une forêt ou d'une partie de bois primitivement reconnue, se trouveront dans le cas d'être resserrées, le procès-verbal devra faire mention des motifs qui auront déterminé l'abandon du terrain.

» Art. 14. Il sera, et à l'instant même de la fixation des limites, planté à chaque point formant le sommet d'un angle rentrant ou saillant du périmètre d'une partie de bois, un

fort piquet servant à marquer ce point, que le procès-verbal constatera en rappelant l'ouverture de l'angle, et qui se trouvera également indiqué sur le plan.

» Art. 15. Les piquets serviront à marquer la ligne de fond des fossés destinés à séparer la partie du bois délimitée d'avec les propriétaires riverains.

» Art. 16. Les fossés, quand il y aura lieu de les ouvrir, seront établis dans les dimensions prescrites par l'article 4 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 et par moitié de chaque côté de la ligne du fond.

» Art. 17. Ils seront exécutés savoir : ceux dont l'objet sera de séparer les forêts domaniales des propriétaires riverains possédant bois, aux frais de ces riverains ; et à l'égard des fossés servant à fixer les limites des forêts domaniales et à les séparer des riverains non possédant bois, ils seront faits à frais communs. L'Etat, les communes et établissemens publics, propriétaires des bois, y contribueront pour moitié, et les riverains pour l'autre.

» Art. 18. Il en sera de même de la dépense nécessaire à la fourniture et plantation des bornes, quand il y aura lieu d'en placer, ainsi que de tous les autres frais relatifs à l'ensemble de l'opération de reconnaissance et de fixation définitive des limites.

» Art. 19. A la fin de l'opération, le procès-verbal sera clos et la minute déposée aux archives de la préfecture. »

Cette décision a donné lieu à plusieurs circulaires qui servent à l'interpréter.

6. La première est du 26 décembre 1811, et a pour objet l'obligation où se trouvent les propriétaires riverains des forêts domaniales de pourvoir à la dépense de la reconnaissance et fixation des limites, de la fourniture des bornes et de la confection des fossés. Elle porte qu'à cet égard il faut distinguer les riverains en deux classes : ceux qui possèdent *bois*, et ceux qui possèdent des propriétés de toute autre nature. Les uns et les autres sont tenus de supporter *moitié* de la dépense à laquelle donnent lieu la reconnaissance et la fixation des limites, ainsi que la fourniture des bornes qui séparent leurs propriétés des forêts domaniales. (Art. 646 du code civil.)

Mais les premiers, c'est-à-dire les propriétaires de bois qui confinent aux forêts de l'Etat, sont tenus seuls d'ouvrir les fossés nécessaires pour les en séparer, toutes les fois que l'administration forestière a reconnu la possibilité d'ouvrir ces fossés ; et en cas de refus, de supporter la totalité des dépenses auxquelles leur ouverture donne lieu.

Les seconds au contraire, c'est-à-dire les riverains non possédant bois, ne doivent, lorsque l'administration forestière juge à propos d'établir des fossés de séparation entre leurs propriétés et les forêts de l'Etat, supporter que la moitié de la dépense d'ouverture et d'entretien, l'autre moitié demeurant au compte du domaine. Nous avons plusieurs observations à faire sur l'objet de cette circulaire.

D'abord l'obligation imposée aux riverains possédant bois, se trouve écrite dans l'article 4 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 qui dispose :

« Tous les riverains possédant bois joi-
» gnant nos forêts et buissons, seront tenus
» de les séparer des nostres par des fossez
» ayant quatre pieds de largeur et cinq pieds
» de profondeur qu'ils entretiendront en cet
» estat à peine de réunion. »

Et cette disposition a été confirmée par un arrêté du 19 pluviôse an 6, ainsi conçu :

« Art. 1. L'exécution des art. 4 et 5 du
» titre XXVII de l'ordonnance de 1669 est re-
» commandée aux agens forestiers et aux ad-
» ministrations centrales.

» Art. 2. Les agens forestiers veilleront à
» ce que les propriétaires de bois joignant les
» forêts nationales, réparent les fossés sépa-
» ratifs dans les dimensions prescrites par le
» susdit art. 4, et qu'il en soit creusé dans les
» endroits où il n'en existe pas, d'après les ali-
» gnemens qu'ils feront dresser conformément
» aux anciens plans et bornages.

» Art. 3. Les difficultés qui pourront s'é-
» lever à cet égard, seront portées devant les
» administrations centrales, qui les termi-
» neront sur les mémoires des parties, com-
» muniqués préalablement aux agens fores-

» tiers et aux commissaires du directoire » exécutif. »

Ces fossés, dit Jousse, dans son *Commentaire* sur l'ordonnance de 1669, doivent se prendre sur la propriété des riverains, et la terre qui en provient doit être rejetée du côté du Roi. Telle était en effet l'ancienne jurisprudence en cette matière; mais la rigueur exorbitante de cette disposition a été mitigée par les art. 15 et 16 de la décision ministérielle du 19 septembre 1811, qui ordonne de prendre les fossés moitié sur le sol des forêts de l'Etat, et moitié sur celui des bois riverains.

Le gouvernement français tenait beaucoup à l'exécution de l'art. 4 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, parce qu'il fournissait un moyen sûr de prévenir les usurpations. Les régisseurs de l'enrégistrement et du domaine avaient même demandé, en l'an 6, que cette disposition fut étendue à tous les riverains, de quelque nature que fussent leurs héritages, et alors même qu'ils seraient séparés des bois domaniaux par une grande route. Mais le ministre des finances leur a répondu, le 25 thermidor de la même année : 1° que l'obligation de se clôre par des fossés n'était imposée par l'ordonnance qu'aux propriétaires des *bois riverains*, et non aux propriétaires de terres labourables ou autres; 2° qu'il n'y avait pas même lieu d'obliger les riverains possesseurs de bois à se clôre par un fossé, lorsqu'ils étaient séparés des bois de l'Etat par *une grande route*, attendu que cette route suffisait pour empêcher les usurpations. (Baudrillart, *Recueil chron.*, tom. 1, p. 530.)

L'administration des Pays-Bas, au contraire, a négligé, à dessein ou autrement, l'application de l'article qui nous occupe. Elle a reculé peut-être devant l'obligation trop onéreuse qu'il impose aux propriétaires. Peut-être aussi a-t-elle pensé que l'art. 646 du code civil a dérogé à l'ordonnance de 1669 et à l'arrêté du 19 pluviôse an 6. Cet article, en disposant d'une manière générale que tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës, et que le bornage se fait à frais communs, s'applique en effet à toutes les propriétés sans distinction; et comme la promulgation de l'article 646 du code civil est postérieure à celle de l'arrêté du 19 pluviôse an 6, la dérogation nous paraît certaine. Quoiqu'il en soit, il est incontestable du moins que l'obligation d'ouvrir des fossés séparatifs ne peut être imposée qu'aux riverains possédant bois, et que les autres peuvent bien être obligés au bornage, mais non à prendre pour bornes des fossés préférablement à toute autre marque d'abornement. En cas de contestation sur la nature des bornes à adopter, c'est aux tribunaux à prononcer entre l'Etat et les riverains.

La législature française a reconnu elle-même que l'obligation de se clôre par des fossés, manque d'équité par rapport aux riverains; et elle est revenue aux principes généraux du code civil. D'après le code forestier de 1827 la délimitation peut être requise tant par les propriétaires riverains que par l'Etat; lorsqu'ensuite la délimitation s'opère par un simple bornage, il a voulu qu'elle fût faite à frais communs, conformément à l'art. 646 du code civil; et lorsqu'elle s'effectue par des fossés de clôture, il a ordonné formellement qu'ils seraient exécutés aux frais de la partie requérante, et pris en entier sur son terrain. (Cod. forest., art. 14.)

L'art. 11 de la décision ministérielle du 19 septembre 1811, et l'article 3 de l'arrêté du 19 pluviôse an 6 attribuent à l'autorité administrative les contestations en matière de délimitation et de bornage, lorsqu'elles sont engagées avec des propriétaires de domaines nationaux aliénés, ou qu'elles ont pour objet l'ouverture de fossés entre les forêts de l'Etat et les bois riverains. Ce principe n'est plus applicable en Belgique; ces contestations et toutes celles qui concernent la reconnaissance des limites ou le bornage des bois domaniaux ou autres, y sont du ressort des tribunaux ordinaires.

La circulaire du 26 décembre 1811 invite en outre les conservateurs à adresser à l'administration générale des eaux et forêts, les projets de délimitation qu'ils se proposent d'exécuter, et à lui indiquer approximative-

ment, et par forêt, la nature et le montant des travaux que la reconnaissance et la fixation des limites de chaque forêt leur paraîtraient devoir exiger. Elle défend de commencer aucun travail à cet égard sans en avoir reçu une autorisation spéciale, qui est donnée, s'il y a lieu, par l'administration générale sur le vu même des projets qui lui sont adressés par les conservateurs. Aujourd'hui ces attributions sont exercées par le ministre des finances et par les directeurs de l'enregistrement et des domaines.

7. La seconde circulaire, relative à la décision ministérielle du 19 septembre 1811, porte la date du 16 septembre 1812, et contient, pour la reconnaissance et la fixation des limites, un modèle de procès-verbal que nous transcrivons ici à cause de son importance :

« *L'an* (la date du jour où l'opération a commencé),

» *Nous* (indiquer les noms des personnes qui ont qualité pour procéder à cette opération, et qui la font),

» *En exécution* (énoncer la commission, le mandat, l'autorisation ou la qualité de ceux qui rédigent le procès-verbal, ainsi que le motif qui y donne lieu).

» *En présence de* (indiquer les noms des riverains, de leurs fondés de pouvoirs, tuteurs ou administrateurs, etc., en présence, du consentement et avec le concours ou l'autorisation desquels il va être procédé; ou faire mention tant de leur absence que de la sommation qui aura pu leur être faite de se trouver présens à l'opération, afin de la rendre contradictoire).

» *D'après l'exhibition qui nous a été faite par* (indiquer le nom de la personne qui fait cette exhibition) *d'un plan* (donner sur ce plan les détails convenables; rappeller le nom de l'arpenteur qui l'a fait, l'année où il l'a levé, l'échelle à laquelle il a été construit, le plus ou moins de confiance qu'on peut lui accorder, etc.

» *Nous sommes rendus* (indiquer la forêt ou la *partie de bois*, son origine et sa contenance par approximation; désigner le lieu où on se porte pour entrer en opération, et surtout le point de départ; sur quoi on observera qu'il faut commencer autant que possible, et à moins que des circonstances particulières n'obligent à faire autrement, par un point pris au nord du périmètre de la partie de bois à aborner, et marcher du nord à l'est, de l'est au sud, du sud à l'ouest, et de l'ouest au nord, pour se retrouver ainsi au point de départ.

Cette manière de procéder, admise généralement dans les opérations du cadastre, indépendamment de l'uniformité qu'elle présente, a de plus l'avantage de faciliter la recherche d'un point quelconque du périmètre de la partie de bois à aborner, puisque chaque sommet d'angle de ce périmètre étant numéroté suivant l'ordre progressif des nombres, on voit sur le champ que les numéros les plus faibles se trouvent d'abord au nord, ensuite à l'est; qu'ils augmentent en allant au sud, et que c'est à l'ouest que se trouvent les plus forts.)

» *Et avons successivement reconnu les limites de la forêt* (ou parties de bois) *en procédant comme il suit :*

» *Partant donc du point A, considéré comme premier point de station* (indiquer de quelle manière on a désigné ce point, s'il y existe ou non une borne; ou si, à défaut de borne, on y a planté un fort piquet dont on spécifiera la forme, les dimensions et ce qu'on appelle les *témoins*; donner la distance de ce point à d'autres points fixes, pris au-dehors de la partie de bois à aborner, tels que des *clochers, tours, châteaux, maisons isolées*, et dont la direction forme avec la méridienne un angle de . . . ., et avec l'aiguille aimantée un angle de . . . ., etc. Si l'on se trouve dans l'intérieur d'un bois, et qu'il soit impossible de prendre des points fixes au-dehors, on se contentera d'indiquer l'angle que fait, tant avec la méridienne qu'avec l'aiguille aimantée, la ligne menée du point de départ au second point de station.)

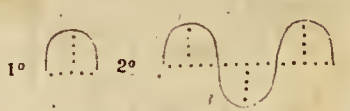
» *Où nous avons fait planter un piquet* (comme on vient de le dire, et s'il n'y existe point de borne).

» *Et nous dirigeant vers* (indiquer le point cardinal sur lequel la direction se prolonge; car, bien que dans la marche de l'opération,

en partant du nord, on tende toujours à se porter du nord à l'est, puis au sud, puis à l'ouest pour revenir au nord, l'irrégularité de la configuration de la partie de bois à aborner. et les angles saillans ou rentrans qu'offre son périmètre, obligent souvent, pour ne pas s'écarter de cette ligne, à dévier de la direction qu'on a pour principal objet de suivre).

» *Sommes arrivés au second point de station* (désigner le point. Alors il se présentera deux cas: le premier est celui où la ligne de circonscription de la partie de bois à borner, forme une *droite* allant du point de départ au second point de station; le second cas est celui où cette ligne de circonscription forme une courbe d'une ou plusieurs courbures. Au premier cas, et en indiquant si, dans la direction de la ligne de circonscription, il se trouve un *fossé*, une *haye*, un *chemin*, une *rivière*, un *ravin*, ou tout autre *tenant* de la nature de ceux qu'on nomme immuables, on a soin de dire si le bois à aborner confine d'autres *bois*, des *terres*, des *vignes*, des *prairies*, etc., qui se trouvent à droite ou à gauche de la direction qu'on tient. La portion de la ligne de circonscription contiguë à ces diverses natures de culture, est indiquée, tant au procès-verbal que sur le plan, par des lignes d'amorce ou d'arrachement, ainsi que le nom des propriétaires riverains ou appellés à l'opération; et la somme partielle de confins devant se trouver égale à la ligne menée du point de départ au deuxième point de station, on donne la longueur totale de cette dernière ligne: on fait alors mention de ce qui a lieu pour la reconnaissance de cette ligne, et si les riverains ont, ou non, contesté la direction qu'on entend lui assigner. Si les riverains présens s'accordent sur cette direction, le procès-verbal le constate, et les riverains qui le signent rendent ainsi contradictoire la fixation de cette partie du périmètre de la forêt: on la trace sur le plan en *couleur rouge* et par un filet à la plume mené le plus net possible, et cependant assez fort pour être aperçu. Si au contraire les riverains contestent, et si l'on ne peut s'entendre avec eux sur cette fixation, le procès-verbal énonce sommairement les dires respectifs; on trace sur le plan les lignes de circonscription respectivement prétendues; elles y sont indiquées par deux filets de couleur différente: une de ces couleurs désigne la ligne réclamée par l'Etat, la commune ou l'établissement public propriétaire des bois à aborner; l'autre couleur, la ligne réclamée par le riverain. L'espace compris entre ces deux lignes est mis en teinte jaune sur le plan, afin de bien faire connaître le terrain contentieux, les droits des parties demeurant réservés pour être réglés ainsi qu'il appartiendra. Si les riverains ne se présentent pas, on procède en leur absence; la ligne de circonscription s'indique par un *filet rouge*, mais ponctué seulement, pour distinguer la ligne définitivement et contradictoirement reconnue, de celle sur la direction de laquelle les riverains ne se sont pas prononcés, mais qu'on présume cependant qu'ils ne seraient pas fondés à contester: de sorte que le *filet rouge plein* indique la ligne reconnue par les riverains; le *filet rouge ponctué*, la ligne présumée vraie, mais que les riverains n'ont accordée ni contestée; la *teinte jaune*, les parties de terrain en litige.

Au second cas, c'est-à-dire si la ligne de circonscription entre le point de départ ou premier point de station forme une courbe d'une ou plusieurs courbures, par exemple:



on indique la longueur de la ligne menée directement du premier au deuxième point de station; on fait connaître ensuite la longueur de la courbe, ainsi que celle de la flèche menée verticalement sur la droite qui lui sert de *corde*. Dans les courbes à doubles courbures on sent qu'il y a autant de flèches que de courbes. Au surplus, pour la reconnaissance et fixation des limites et pour l'indication des parties, soit reconnues contradictoirement, soit désignées en l'absence des riverains, soit enfin laissées en contes-

tations, on procède comme il vient d'être dit pour le premier cas.

Le second point de station ainsi reconnu et fixé sur le terrain de même que sur le plan (soit par une borne, si elle existe, soit par un piquet), on se dirige vers le troisième point.

» *Du second point nous sommes portés vers le troisième.* (Indiquer ce troisième point; donner la longueur de la ligne droite menée du second à ce troisième point, et la valeur de l'angle *saillant* ou *rentrant* que forment à ce second point les deux lignes qui en partent pour se diriger, savoir : l'une sur le deuxième point, et l'autre sur le quatrième point; rendre compte de ce qui a eu lieu pour la reconnaissance et fixation des limites, ainsi qu'on vient de l'indiquer pour les divers cas qui se présenteront).

» *Du troisième point nous sommes rendus au quatrième.* (Indiquer, comme on vient de le dire, ce quatrième point, et donner la valeur de l'angle saillant ou rentrant que forment, à ce troisième point, les deux lignes qui en partent pour se diriger, savoir : l'une vers le troisième point de station, et l'autre vers le cinquième, en indiquant la longueur de cette dernière ligne; procéder au surplus comme on l'a dit.)

» *Du quatrième point nous sommes portés au cinquième.* (Il est inutile de répéter ce qui vient d'être exposé relativement au troisième point de station, parce qu'il en sera de même pour ce qui devra se faire tant au cinquième point qu'aux autres, jusqu'à ce qu'on parvienne au dernier qu'on suppose être le cinquantième.

» *Arrivés au cinquantième et dernier point de station.* (Indiquer ce point, sa distance du

Résultat de l'opération de reconnaissance et de

NUMÉROS DES POINTS DE STATION.	SIGNES INDICATIFS DE CES POINTS.	POINTS FIXES DE RATTACHEMENT.	DISTANCE DES POINTS DE STATION AUX POINTS FIXES DE RATTACHEMENT.	NATURE ET VALEUR AU POINT DE STATION DES ANGLES.		LONGUEUR DES COTES DES ANGLES				
						EN LIGNES DROITES.	EN LIGNES COURBES			
							SUIVANT		HAUTEUR DES FLÈCHES DES COURBES.	
				SAILLANT DE LA FORÊT.	RENTRANT DE LA FORÊT.		LA COURBURE DE LA LIGNE.	LA DROITE OU CORDE DE L'ARC.	SAILLANTES.	RENTRANTES.
			Metre.	D. M.	D. M.	Mètre.	Mètre.	Mètre.	Mètre.	Mètre.
1er point ou point de départ.	Borne.	Clocher de		25 15		400				18
2me point de station.	Poteau.	Château de			46 16		75	58		
3me point de station.	Piquet.	Maison de		43 20			90	69	16	
(A)	(B)	(C)	(D)	(E)		(F)	(G)		(H)	

point de départ et l'angle qu'il forme tant avec le point de départ qu'avec le quarante-neuvième point de station).

Il peut arriver, nous le répétons, que les riverains se refusent à comparaître quoiqu'appelés, ou que se présentant, soit par eux-mêmes, soit par fondés de pouvoir, ils contestent les limites. Alors le procès-verbal devra en faire mention, surtout pour ce qui concerne la partie du périmètre touchant à des terrains dont les propriétaires ne se sont pas présentés, ou dont les propriétaires auront contesté les limites; exprimer avec soin les motifs de la fixation de cette partie du périmètre, l'état du terrain, les bornes anciennes, s'il en existe, les fossés, s'il s'en trouve, et en général tout ce qui peut indiquer ou constater les véritables limites; rappeler même, s'il est possible, l'énumération des titres qui viennent à l'appui de la délimitation ainsi faite en l'absence ou au refus des riverains; le tout pour servir au besoin.

Le périmètre de la partie de bois à limiter ainsi reconnu et déterminé, au moins provisoirement, il faudra s'occuper de délimiter de même les parties de terrain, de quelque nature qu'elles soient, qui peuvent être enclavées dans cette partie de bois, et procéder pour la reconnaissance et la fixation des limites de ces parties enclavées, comme on l'a fait pour le surplus de la partie de bois.

Le procès-verbal ainsi fait tant pour la ligne de circonscription de la partie de bois à délimiter, que pour le périmètre des portions qui peuvent y être enclavées, on dressera, dans la forme suivante, un tableau récapitulé de l'ensemble de l'opération:

fixation des limites des bois dont la désignation précède.

PROPRIÉTÉS CONTIGUES			SIGNES DE LIMITES AVEC LES RIVERAINS.			LIGNES DE LIMITES					
						RECONNUES		CONTESTÉES			
NATURE.	PROPRIÉTAIRES		DÉSIGNATION.	ÉTAT.	DIRECTION.	CONTRADICTOIREMENT AVEC LES RIVERAINS	EN L'ABSENCE DES RIVERAINS	LONGUEUR.	ÉTENDUE DU TERRAIN EN LITIGE.	LONGUEUR TOTALE DE LA LIGNE DE LIMITES ENTRE CHAQUE POINT DE STATION.	OBSERVATIONS.
	NOMS.	DOMICILES.									
						Mètre.	Mètre.	Mètre.	Hec. ar.	Mètre.	
Terres. Prés. Bois.	Jacque.		Borne.	Dégradée	Du 1er au 2e point.	200	100	100	0 3	400	
	Pierre.		Chemin.	Bien marqué.	Du 2e au 3e point.						
	Charles		Fossé.	Mal entretenu.	Du 3e au 4e point.						
(I)	(K)		(L)	(M)	(N)	(O)	(P)	(Q)	(R)	(S)	(T)

(A) On observe qu'il convient de commencer ce tableau par l'indication du point de départ ou du premier point de station qui doit être, on l'a déjà dit, toujours pris au nord, et de suivre l'ordre progressif des numéros des stations en se dirigeant successivement du nord à l'est, de l'est au sud, du sud à l'ouest, et de l'ouest au nord, pour regagner le premier point de station ou point de départ.

(B) Comme on aura eu soin dans le procès-verbal de désigner les signes indicatifs des points de station, soit qu'ils existent avant l'opération, soit qu'on les place à l'instant même où l'on procède, il est inutile d'entrer dans de nouveaux détails qui chargeraient le tableau et qui ne seraient d'ailleurs qu'une répétition de ce que contient le procès-verbal.

(C) Il importe de bien désigner ces points fixes, quand on peut les apercevoir étant aux points de station et surtout au point de départ; mais si à ce point de départ et à beaucoup d'autres points de station, on ne peut découvrir aucun des points fixes, comme le fait aura été constaté par le procès-verbal, on se contentera de laisser du blanc dans cette colonne vis-à-vis de l'indication de la station de laquelle aucun point fixe n'aura pu être découvert ; si au contraire le nombre des points fixes aperçus est considérable, on pourra n'indiquer que les principaux pour n'en pas trop multiplier la nomenclature; il faut cependant la rendre suffisante pour assurer et faciliter les opérations de détail.

(D) La distance doit être donnée avec exactitude, puisque c'est cette indication qui assure le rattachement et la mise en harmonie des parties de bois décrites avec les objets environnans, et qui fixe la position relative de leur ensemble.

(E) On conçoit aisément que par angles *saillans* de la forêt, on entend ceux que la forêt fait en *s'appointant* sur les propriétés riveraines à l'égard desquelles le même angle devient un angle *rentrant;* et réciproquement les angles *rentrans* sur la forêt, sont ceux qui deviennent *saillans* pour les propriétés riveraines.

(F) La longueur de la distance existante entre chaque point de station, est supposée ici former la limite de la forêt et suivre la direction d'une ligne droite, même entre deux de ces points de station ; on indiquera la valeur, en mètres, de cette ligne droite, d'après l'énoncé au procès-verbal.

(G) La longueur de la ligne courbe qui forme le périmètre de la forêt doit être indiquée, ainsi que celle de la ligne droite, qui devient la corde de cette courbe, parce que les extrémités de cette ligne droite, pouvant être fixées sur le terrain, s'y retrouveront aisément d'après l'indication portée au procès-verbal.

(H) Il est nécessaire de donner la hauteur de la flèche de chaque courbe, c'est-à-dire la valeur de la ligne élevée perpendiculairement sur la courbe dont on vient de parler.

(I) La désignation par nature de culture présente l'avantage de faire reconnaître sur-le-champ et à l'inspection du plan, la partie de la ligne de circonscription que l'on veut examiner.

(K) L'indication des noms et du domicile des propriétaires a l'avantage de montrer aussi sur-le-champ si l'on confine, dans plusieurs parties, le même propriétaire avec qui on doit procéder, et si le riverain n'a pas concouru à la reconnaissance et fixation des limites.

(L) Il paraît nécessaire de bien spécifier les *signes de limites*, tant pour prévenir toute contestation que pour faciliter la décision de celles qui pourraient s'élever par la suite.

(M) L'état de dégradation ou de bon entretien de ces *signes de limites* semble ne pouvoir être négligé pour pouvoir au besoin demander qu'ils soient rétablis ou entretenus à frais communs, quand ces signes s'en trouvent susceptibles.

(N) La direction des *signes de limites* doit être indiquée ; et en quittant le point de départ, on doit annoncer qu'on se porte sur le deuxième point de station, de là sur le troisième et ainsi de suite.

(O) La longueur des *lignes* reconnues doit être rappelée, pour qu'on puisse voir sur-le-champ les parties des limites sur lesquelles il ne peut pas s'élever de contestations, puisqu'on est d'accord avec les riverains.

(P) La longueur des *lignes* dont la recon-

naissance a été faite en l'absence des riverains, doit être également donnée ; cette indication fera connaître d'un coup-d'œil les parties du périmètre sur lesquelles les riverains peuvent élever des prétentions plus ou moins bien fondées, et dont on sera en état d'apprécier le mérite, d'après le soin qui aura été mis à la reconnaissance et fixation de ces limites, en prenant garde de ne pas blesser les droits des riverains.

(Q) La longueur des *lignes contestées* doit être rappelée également ; c'est ainsi qu'on peut voir l'objet des difficultés sur lesquelles il importe de se régler, et aviser au moyen d'y mettre fin.

(R) L'étendue du terrain en litige, et qui se trouve compris entre les lignes d'abornement respectivement prétendues, est un objet sur lequel il convient d'être fixé. C'est en connaissant bien le plus ou le moins d'importance du terrain en litige qu'on peut se déterminer plus aisément à s'entendre sur la difficulté pour arriver à une reconnaissance de limites définitive et contradictoire.

(S) Le total de la longueur de la ligne, prise entre chaque point de station, est nécessaire à rappeller, quoiqu'on la trouve déjà indiquée dans une des précédentes colonnes principales (celle destinée à indiquer la longueur des côtés des angles) : en effet cette indication se trouvant rapprochée, soit de la longueur de la partie reconnue *contradictoirement*, soit de celle reconnue en *l'absence des riverains*, soit enfin de celle *contestée*, on aperçoit au premier coup-d'œil le résultat de l'opération ; le total de l'étendue de la ligne, menée d'un point de station à un autre, peut en effet présenter les divers cas que voici :

1° Cette ligne aura été reconnue contradictoirement et en son entier par les riverains ;

2° Elle aura pu être reconnue en son entier en l'absence de ceux-ci ;

3° Elle aura été contestée dans toute son étendue ;

4° Elle aura pu être reconnue contradictoirement pour une partie seulement, et reconnue pour le surplus en l'absence des riverains ;

5° Elle peut avoir été reconnue contradictoirement pour partie et contestée pour le surplus par les riverains ;

6° Elle peut avoir été reconnue en l'absence des riverains pour une partie, et contestée pour le surplus ;

7° Enfin elle peut être contestée par les riverains dans toute son étendue, et comme cette étendue totale se trouve indiquée dans la colonne destinée à présenter la longueur des côtés des angles, on verra dans la colonne qui indique les lignes des limites, 1° si cette ligne est *accordée* en *entier*, et contradictoirement, ou si elle n'est *accordée que pour partie* ; 2° si elle a été reconnue pour *tout* ou pour *partie* en l'absence des riverains ; 3° enfin si elle est en *tout* ou en partie *contestée*. Le total de l'étendue de cette ligne, rappelée dans la dernière colonne, présente un moyen facile et sûr de vérifier les calculs.

(T) Cette colonne est destinée à recevoir les observations ou les développemens qui seraient jugés nécessaires, et que ne pourraient contenir les colonnes précédentes.

On finira par observer que le tableau dont il s'agit, offre l'avantage de présenter sous une forme simple, méthodique et commode, l'ensemble des opérations du procès-verbal de reconnaissance et fixation des limites d'une partie de bois, et de faciliter les moyens de rendre définitive et contradictoire cette reconnaissance, en indiquant bien ce qui reste à faire pour le complément du travail que ces opérations ont pour objet.

Résumé.

Il résulte du tableau qui précède :

1° *Que les limites définitivement et contradictoirement reconnues par les propriétaires riverains comparans, soit en personne, soit par leurs représentans légaux, mandataires ou fondés de pouvoirs, sont celles ci-après désignées :* (Indiquer les limites ainsi reconnues et les désigner par les numéros des points de station entre lesquels s'étend la ligne ainsi reconnue ; de sorte que, par exemple, si la ligne qui prend du premier point de station pour conduire au second point, est accordée en entier, on l'exprimera

d'un mot pour l'abréger. Il faut ne mettre dans ce résumé que les indications qui deviennent rigoureusement nécessaires pour bien connaître et préciser la partie ainsi reconnue de la ligne de circonscription).

2° *Que les limites reconnues provisoirement et en l'absence des riverains, quoique dûment appelés, sont celles-ci :* (Indiquer de la même manière ces limites).

3° *Que les limites contestées par les riverains sont celles qui suivent :* (Indiquer de même les limites contestées, et rappeler sommairement l'étendue des parties de terres en litige, pour qu'on puisse juger sur le champ de l'importance de l'objet ainsi en contestation).

Lesquelles lignes de limites et terrains en litige sont indiquées au plan comme il suit :

Les limites reconnues en présence des riverains par un filet rouge plein ;

Les limites reconnues en leur absence par un filet rouge ponctué ;

Enfin les terrains contentieux par une limite jaune et une teinte plate de la même couleur.

De tout quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, et sous la réserve de tout droit.

« Arrêté et clos le . . . . à. . . . »

Si l'on parvient à s'entendre sur les parties contestées, ou si la difficulté relativement aux lignes et terrains laissés en litige, se vide par un jugement, on procède (en exécution de ce jugement ou de l'accord fait sur les limites), à une reconnaissance contradictoire et définitive.

Il en est de même si l'on s'accorde avec les riverains en l'absence desquels on a provisoirement procédé, et qu'on parvienne ainsi à rendre l'opération contradictoire.

Un procès-verbal additionnel constatera ces faits et complètera l'opération.

On remarquera en finissant, que le procès-verbal (dont le modèle vient d'être présenté), doit être accompagné d'un plan qui y demeure annexé, et que ce plan doit présenter, avec les détails convenables, la ligne de circonscription de la forêt ou de la partie de bois à aborner.

Il a fallu, en s'occupant de déterminer l'échelle de ce plan (qui a paru devoir être en général de 1 à 5,000), prendre en considération la facilité de la manœuvre de ce plan, dont la minute, redigée en quelque sorte sur le terrain même, doit être signée des parties présentes à l'opération à l'instant où les limites sont reconnues ; ou bien au moment où se font les dires servant à établir les moyens proposés par les parties qui contestent tout ou portion de la ligne de limites. On a eu alors l'occasion de se convaincre que la forme la plus commode à adopter consistait à construire d'abord, à une petite échelle, un plan général de la forêt ou de la partie de bois à aborner; ce plan, dont les dimensions ne doivent pas excéder celles du papier destiné à recevoir la minute du procès-verbal, présentera l'ensemble de cette forêt ou de la partie de bois, et formera à la fois le tableau d'assemblage des *feuilles* ou *bandes de développement* qui, dressées à l'échelle de 1 à 5,000 (comme on vient de le dire) contiendront tous les détails de l'opération.

8. Enfin, une troisième circulaire du 27 juillet 1813 a pour objet d'expliquer que, d'après l'esprit de l'art. 1 de la décision ministérielle du 19 septembre 1811, les bois à délimiter doivent être indiqués par les conservateurs (directeurs de l'enregistrement et des domaines), et que toutes les mesures préparatoires doivent être prises sur leurs propositions.

9. Toute reconnaissance ou fixation de limites doit être précédée d'un projet adressé par les directeurs de l'enregistrement et des domaines au ministre des finances. Ce projet doit indiquer la nature et le montant des travaux à faire pour parvenir à la délimitation, et les travaux ne peuvent être commencés qu'avec l'approbation du ministre.

Quant à la délimitation elle-même, deux choses doivent principalement fixer l'attention; savoir, 1° quelles sont les parties dont la présence est nécessaire pour la régularité de l'opération ; 2° quel est le mode à suivre dans l'exécution du travail pour qu'il ne laisse rien à désirer.

Sous le premier point de vue, on exige d'abord la présence des agens forestiers qui doivent provoquer l'opération. On exige ensuite la présence des personnes chargées de représenter les propriétaires des bois à délimiter, c'est-à-dire pour les bois domaniaux, du gouverneur de la province ou d'un agent forestier supérieur délégué par lui ; pour les bois communaux, d'un délégué de l'administration locale ; enfin pour les bois d'établissemens publics, de l'administrateur de ces établissemens ou d'une personne chargée de ses pouvoirs.

Si les administrations locales ou les administrateurs des établissemens publics se refusaient à nommer quelqu'un pour les représenter dans l'opération, les états députés des provinces pourraient y suppléer d'office.

Enfin on exige la présence des propriétaires riverains qui ont intérêt à contredire l'opération; lorsqu'ils ont été dûment convoqués, leur absence n'empêche pas de passer outre, mais la délimitation dans ce cas ne peut être considérée que comme provisoire. L'opération peut avoir lieu sans l'assistance des arpenteurs quand la ligne de circonscription d'une partie de bois peut être facilement reconnue, ce que les agens forestiers doivent constater par procès-verbal. Si au contraire la reconnaissance et la fixation des limites exigent des opérations d'art, que ne pourraient point exécuter les agens forestiers, c'est le cas d'appeler un géomètre.

Sous le second point de vue, c'est-à-dire la marche à suivre pour l'exécution du travail, on a considéré trois choses, savoir : 1° la convocation des riverains, 2° la reconnaissance des limites et 3° leur fixation.

La convocation des riverains a lieu d'après un arrêté du gouverneur de la province, et cet arrêté doit être provoqué par les directeurs de l'enregistrement et des domaines, après avoir fait remplir préalablement les formalités suivantes :

Les agens forestiers locaux dressent d'abord un procès-verbal de reconnaissance provisoire de l'état actuel des limites de la partie de bois qu'il s'agit de délimiter, et indiquent dans ce procès-verbal l'état des bornes, des fossés, des chemins et en général de tout ce qui peut servir à déterminer les limites de cette partie de bois. Ils constatent les anticipations que, d'après les plans, titres et renseignemens par eux recueillis à cet effet, ils jugent avoir été commises sur ce bois ; ils transmettent leur procès-verbal au directeur de l'enregistrement et des domaines, accompagné de tous les documens qu'ils estiment devoir y joindre, et du plan des lieux, s'il en existe.

Sur le vu de ce procès-verbal le directeur demande au gouverneur de la province qu'il prenne un arrêté tant pour convoquer les riverains que pour déléguer la personne qu'il charge de représenter le gouvernement dans l'opération.

Lorsque cet arrêté a été obtenu, le directeur le transmet aux agens forestiers locaux pour qu'ils aient, chacun en ce qui le concerne, à lui donner de la publicité, indépendamment des mesures qui seront prescrites à cet égard, dans l'arrêté même, aux bourgmestres des communes où les bois sont situés.

Le directeur transmet de même aux agens forestiers les délégations qui peuvent leur avoir été données par le gouverneur.

C'est alors seulement qu'au jour indiqué commence l'opération de la reconnaissance et la fixation définitive des limites.

Lors *de la reconnaissance définitive des limites*, ou les propriétaires se présentent, ou ils ne comparaissent pas, ni personne pour eux.

S'ils paraissent, la reconnaissance provisoirement faite par les agens forestiers des limites du bois qu'il s'agit de borner, leur est communiquée, et alors il arrive ou que le tracé provisoire de ces limites sera accordé par les riverains, ou qu'ils le contesteront.

Au premier cas, le procès-verbal de reconnaissance définitive des limites est dressé et signé de toutes les parties intéressées, et il constate que la reconnaissance a été faite contradictoirement. Il doit être approuvé par le ministre des finances. Toutefois, s'il est reconnu d'un commun accord que la ligne du tracé provisoirement indiqué par les agens

forestiers doive être resserrée, les motifs de ce changement sont énoncés au procès-verbal, quand même il y aurait pour la fixation de cette ligne un consentement unanime des parties. Après cela il ne reste plus qu'à fixer les bornes comme nous le dirons ci-après.

Au second cas, et si les riverains contestent, les portions de terrain en litige doivent être indiquées sur le plan et les dires respectifs des parties consignés au procès-verbal.

La difficulté est ensuite portée devant les tribunaux, en suivant la marche accoutumée dans les actions ordinaires. Il est inutile d'observer que les tribunaux peuvent toujours ordonner de nouvelles opérations ou tels autres moyens de preuve qu'ils jugeraient nécessaires pour éclairer leur décision.

Si les riverains ne se présentent pas, quoique dûment appelés, il peut être passé outre, mais l'opération ne sera censée que provisoire, et l'on ne parviendra à la rendre définitive que par l'intervention des tribunaux.

L'art. 9 de la décision du 19 septembre 1811, qui n'autorise la partie non comparante à se pourvoir contre l'opération qu'après avoir consigné les frais présumés d'une nouvelle reconnaissance, s'applique non au cas où les tribunaux sont saisis de l'action en bornage, mais à celui où, voulant procéder à l'amiable, la partie réclamerait de l'administration une reconnaissance nouvelle à l'effet de pouvoir y assister et contredire.

A l'égard de la *fixation définitive* des limites, elle a lieu, soit à l'amiable, soit en vertu des jugemens et arrêts intervenus; elle est indiquée par de forts piquets plantés sur la ligne de circonscription de la partie de bois à limiter.

Ces piquets, dont le plan et le procès-verbal doivent indiquer la position, et qui se placent à chaque angle rentrant ou saillant de la circonscription, indiquent la ligne de fond des fossés, dans le cas où les parties sont d'accord pour en ouvrir, de sorte que ces fossés sont pris alors par moitié sur les riverains et par moitié sur le sol des bois à délimiter.

Il est à remarquer que les parties peuvent adopter le genre de bornes qui leur convient le mieux, et qu'en cas de dissentiment, c'est encore aux tribunaux à en déterminer la nature.

10. Une fois que la délimitation est opérée, les bornes, fossés, piquets, arbres de lisières, pieds corniers ou autres signes qui constatent les limites d'un bois, sont placés sous la surveillance des gardes forestiers. Ils sont tenus de constater par un procès-verbal toutes les violations qui y auraient été faites. (Instruction du 16 ventôse an 10, et Circulaire du 27 juillet 1813.)

L'ordonnance de 1669, titre X, art. 5, leur enjoignait de faire de 3 en 3 mois un rapport du nombre des bornes étant autour et faisant les limites des forêts royales, de leur état, et de celui des fossés et des haies situés dans leurs triages respectifs. Ce rapport devait mentionner les défauts qu'ils avaient remarqués aux bornes et être déposé au greffe de la maîtrise afin qu'on y pourvût.

Sous le gouvernement français, des arpenteurs étaient attachés à l'administration forestière, et ils avaient, relativement à la délimitation et au bornage des forêts, d'importantes attributions et une grande responsabilité. Aujourd'hui cette administration n'a plus d'arpenteurs en titre. (Instruction pour les arpenteurs du 9 frimaire an 10, Ordonnance de 1669, titre XI, art. 7 et 8.)

Les agens supérieurs des administrations forestières, faisant leurs visites et tournées d'inspection, doivent aussi marquer dans leurs procès-verbaux l'état des bornes et fossés; faire remarquer les entreprises qu'ils reconnaîtraient y avoir été faites depuis leur dernière visite, et même faire mention, dans les procès-verbaux des visites suivantes, du rétablissement des choses en leur premier état, et du résultat des poursuites exercées de ce chef contre les délinquans. (Instruction du 7 prairial an 9, basée sur la loi du 29 septembre 1791.)

L'enlèvement ou le déplacement des bornes est un délit. (Art. 389 et 456 du Code pénal.)

Voyez Abornement, Bornage et Borne.

Chapitre II.

De l'aménagement.

1. *L'aménagement* est l'art de diviser les

forêts en coupes successives, ou de régler l'âge et l'étendue des coupes annuelles, de manière à assurer une succession constante de produits, qui concilie tout à la fois la bonne conservation des forêts, les besoins de la consommation et les intérêts du propriétaire.

Dans les anciennes ordonnances l'aménagement est appelé *réglement* ou *mise en ordre* des forêts; et cette locution avait l'avantage de porter sa signification avec elle. On donne aussi le nom d'aménagement à la division déjà effectuée des forêts en coupes successives.

2. Nous avons parlé de l'aménagement en général dans l'article que nous avons consacré à cette matière dans le second volume du Répertoire : nous en traiterons plus spécialement ici sous les rapports d'art et d'administration.

3. Les anciens réglemens déterminaient les différens âges auxquels on pouvait couper la futaie, soit pure, soit mêlée, et les taillis; ou bien ils fixaient le tantième qu'on en pouvait abattre chaque année. (Réglement général pour le duché de Luxembourg du 14 septembre 1617, art. 95. — Édit du 31 décembre 1754, art. 3, 6, 8, 12, 14 et 16. — Placards du comté de Namur des 4 février 1537 et 11 juillet 1541, etc. Cette législation était vicieuse, parce qu'en fixant le même âge, le même tantième pour tous les bois et forêts, on ne tenait aucun compte des différences de terrain, de la diversité des essences, et d'une foule d'accidens qui hâtent ou retardent la croissance des arbres. Aussi l'usage a-t-il généralement dérogé aux prescriptions de la loi; et Sohet dans ses *Instituts de droit*, liv. II, titre 54, n° 81, après avoir dit, qu'aux termes du réglement de 1617, on coupe dans les bois royaux de futaie pure le huitantième arpent, dans les bois mêlés de raspe le quarantième, et le vingt-cinquième dans les taillis, ajoute : « ou plutôt selon que les coupes » annuelles auront été réglées d'ancien» neté; » ce qui prouve que malgré les dispositions formelles des réglemens, c'était par l'usage que les aménagemens étaient déterminés. Il est résulté de là qu'en Belgique il y a deux sortes d'aménagemens. Les uns conformes à la loi, les autres légitimés par le temps, et tous deux également obligatoires.

4. En France on suivit un meilleur système. Les maîtrises obtenaient pour chaque forêt qui n'avait point été aménagée, un arrêt du conseil que l'on appelait *arrêt de réformation* ou *d'aménagement*. Cet arrêt ordonnait la reconnaissance et la fixation des limites, l'abornement, le creusement des fossés nécessaires, l'arpentage, la levée du plan des parties dégradées, le repeuplement des clairières, la distraction et le bornage d'un quart de bois à prendre dans le meilleur fond pour croître en futaie, avec défense d'y faire aucune coupe, si ce n'est ensuite de lettres patentes, et enfin la division des 3 autres quarts en autant de coupes que le grand-maître jugerait convenables, suivant l'essence et la possibilité des bois.

Ces coupes étaient désignées, et distinguées par première et dernière, sur le plan pour le nombre d'arpens dont chacune était composée, et il en était dressé un procès-verbal qu'on déposait avec le plan au greffe de la maîtrise. On déterminait ensuite l'âge auquel la première coupe pouvait avoir lieu, et le nombre de baliveaux de l'âge qu'il fallait ensuite laisser sur chaque coupe annuelle avec les anciens et les modernes. (Ordonnance de 1566, art. 11; Ordon. de 1669, tit. III, art. 16; tit. XV, art. 1 et 12; titre XXIV, art. 3 et 4; tit. XXV, art. 8.)

5. Ce mode d'aménagement s'est encore perfectionné par la suite; et pendant la réunion de la Belgique à la France, l'administration s'est efforcée d'introduire dans toutes les forêts des aménagemens basés sur une étude plus approfondie de la science forestière.

Pour atteindre ce but elle a tracé à ses agens une marche particulière que nous allons exposer.

6. Les opérations d'art que comporte un aménagement, se divisent en deux parties distinctes et jusqu'à un certain point indépendantes l'une de l'autre, quoique composant toutes deux l'ensemble d'un même travail. La première partie qu'on nomme *préparatoire*, comprend 1° la levée du plan du bois qu'il

s'agit d'aménager ; 2° la reconnaissance et la fixation des limites ; 3° un mémoire statistique et descriptif servant à donner tous les détails qui le concernent ; 4° le projet enfin de l'aménagement que l'on regarde comme le plus utile d'y établir.

La deuxième partie appellée *définitive*, a pour objet l'exécution sur le terrain de l'aménagement adopté, ce qui comprend 1° la délimitation et l'assiette tant des triages, c'est-à-dire des divisions principales ou séries de coupes, que de chacune des coupes particulières, réglées par l'aménagement ; 2° l'ouverture des tranchées ou lignes séparatives soit des triages, soit des coupes à y exploiter successivement ; 3° la mise au net et les expéditions du procès-verbal constatant que l'aménagement est exécuté, ainsi que des plans et autres pièces à l'appui.

Chacune de ces opérations donne lieu aux observations suivantes :

Section I.

Opérations préparatoires.

§ Ier *Levée du plan.*

Il s'exécute suivant les procédés ordinaires d'arpentage ; mais pour la bonne confection de ce travail, il faut d'abord former un canevas trigonométrique, qui, en facilitant le rattachement du plan de la forêt qu'on veut décrire aux points fixes environnans, assure l'harmonie de tous les détails de l'opération, et donne des moyens aussi simples que certains de le vérifier. (Circulaires du 14 floréal an 12, et du 20 septembre 1813.)

§ II. *Reconnaissance et fixation des limites.*

Elles s'opèrent conformément aux règles et instructions existantes sur la matière. (Voyez le Chapitre précédent qui traite de cet objet.)

§ III. *Mémoire statistique.*

Il a pour objet de donner, sur la partie du bois à aménager, tous les détails nécessaires pour la bien connaître sous les rapports divers où elle doit être considérée. Chaque objet décrit dans ce mémoire doit, aux termes de la circulaire du 20 septembre 1813, être indiqué en marge et traité dans l'ordre suivant :

Situation. Indiquer la direction, la province, l'arrondissement communal, l'inspection, le canton ou justice de paix et la commune (ou les communes), sur le territoire desquels se trouvent les bois à aménager.

Orientement. Donner par nature de culture les tenants de ces bois, en commençant par le nord, allant ensuite à l'est pour passer au sud, et de là à l'ouest pour rejoindre le nord, d'où l'on est parti.

Exposition. Dire si les bois sont en plaine ou placés sur des côteaux, soit en tout, soit en partie.

Etendue. Indiquer cette étendue en hectares, d'apres l'arpentage qui aura eu lieu.

Origine. Dire si le bien provient de l'ancien domaine, du clergé, des émigrés, enfin à quel titre l'Etat, les communes ou établissemens publics en ont la jouissance et la propriété.

Nature du sol. Faire connaître la nature et la qualité de ce sol : dire s'il est profond, bon ou médiocre, en le considérant dans chacune de ses parties qui pourraient être de nature différente ; indiquer la classe des terres de la commune de la situation où chacune de ces parties peut être rangée, et la valeur vénale de l'hectare de chaque classe, abstraction faite de la valeur de la superficie.

Essences du bois. Désigner les principales essences que contiennent les bois à aménager ; dire si elles y prospèrent ; et, dans le cas où il serait avantageux d'y en introduire de nouvelles dans des parties susceptibles de les recevoir, indiquer ces dernières essences, en exposant les motifs qui déterminent à les proposer.

Futaie, marine. Dire en quoi elle consiste ; si elle provient de portions réservées, de lisières ou de baliveaux ; son âge et par aperçu combien il en existe dans la partie de bois à aménager ; indiquer les ressources qu'elle présente ou qu'elle peut présenter par la suite pour le service de la marine.

Taillis. Donner les détails nécessaires sur sa consistance, sur son âge, et sur l'espoir qu'on peut prendre d'y établir utilement des réserves lors des coupes successives.

Minéraux et carrières. Dire s'il existe des minéraux ou carrières; indiquer l'espèce de chacune de ces productions minérales; faire connaître si elles sont ou non en état d'exploitation, la manière dont on les extrait, si les réglemens concernant les extractions sont ou non exécutés Dans le cas où les substances minérales, dont la présence aura été reconnue, ne seraient pas en exploitation, dire s'il serait utile que l'extraction en fût entreprise; quels avantages cette extraction pourrait offrir; indiquer le produit soit en nature, soit en argent des substances minérales exploitées, et dire si l'avantage qu'en retire le gouvernement, peut compenser la privation qu'il éprouve de la jouissance des terrains où s'opèrent les extractions.

Chasse et bêtes fauves. Dire ce qui a lieu relativement à la chasse; s'il y a des bêtes fauves qui commettent quelque dégât, et indiquer les améliorations qui semblent pouvoir être introduites dans cette partie.

Routes et chemins. Donner, d'après le plan, l'état et la longueur des routes et chemins qui traversent les bois à aménager; indiquer ceux qu'on peut supprimer sans inconvénient, en tout ou en partie, et s'expliquer sur les réparations dont peuvent être susceptibles ceux qu'on jugera utile de conserver.

Fossés. Faire connaître, toujours d'après le plan qui doit offrir ces détails, ce qui existe de fossés, soit au pourtour, soit dans l'intérieur du bois; dire si les fossés de périmètre circonscrivent le bois dans tout son pourtour, ou s'il en reste à ouvrir pour compléter sa clôture; s'ils sont ouverts dans des dimensions suffisantes pour garantir le bois convenablement; s'ils sont en bon état; s'il est nécessaire d'y faire quelqu'amélioration; dire si les fossés pratiqués dans l'intérieur du bois, soit pour l'écoulement des eaux, soit pour la séparation des coupes, sont suffisans; s'ils sont en bon état, et s'il serait nécessaire d'en pratiquer d'autres.

Bornes. Donner sur le placement, le nombre et l'état des bornes tous les renseignemens nécessaires; dire si ces bornes sont convenablement placées; si le nombre en est suffisant pour, avec les fossés qui peuvent exister, assurer le sommet de chaque angle saillant ou rentrant du périmètre du bois; si ces bornes sont en bon état, et s'il ne serait pas nécessaire d'y faire quelques réparations.

Rivières, canaux, ruisseaux flottables. Indiquer les rivières, canaux, ruisseaux navigables ou flottables qui se trouvent dans le bois à aménager, et les moyens qu'ils présentent ou pourraient présenter pour l'exportation des produits de ce bois, en faisant connaître les travaux à exécuter pour ouvrir ou améliorer ce débouché.

Maisons. Faire mention si, dans l'intérieur du bois, il existe des bâtimens, maisons et usines; si ces constructions sont, ou non, nuisibles au bois; si elles présentent quelque moyen de conservation ou de consommations utile des produits de ce bois; quels sont les propriétaires ou possesseurs de ces bâtimens et usines; en un mot donner sur ce point tous les renseignemens désirables.

Enclaves. Indiquer si dans le bois à aménager il existe des enclaves qui puissent y être utilement réunies; donner la nature et l'étendue de ces enclaves qui devront être exprimées avec soin sur le plan; en présenter la valeur approximative, séparément pour chaque partie et par nature de culture; dire le nom des propriétaires ou possesseurs, et donner des vues sur les moyens de faire disparaître ces enclaves de la manière la plus utile pour le bois à aménager.

Pâturages. S'il existe des droits de pâturage exercés ou prétendus dans le bois, faire connaître en quoi ces droits peuvent consister, quelle en est l'importance, s'ils nuisent d'une manière préjudiciable à la valeur ou au produit du bois; indiquer si l'exercice de ces droits donne lieu à des abus; si ces droits ne sont pas dans le cas d'être réduits en se reportant aux titres de concession; enfin quels moyens il pourrait y avoir d'opérer le rachat ou l'extinction de ces droits, et d'en affranchir le bois à aménager.

Droits d'usage. S'il existe d'autres droits

d'usage dont ce bois soit grévé, expliquer en quoi ces droits consistent, s'ils ne sont pas susceptibles de réduction, et par quels moyens on pourrait parvenir le plus utilement au rachat ou à l'extinction de ces droits par voie de cantonnement, d'échange ou de toute autre manière.

Etablissemens et lieux de consommation. Indiquer les lieux et les usines qui emploient le produit annuel du bois, taux moyen, et dans quelle proportion comparativement à l'ensemble de ce produit, qu'on aura soin de donner en nature, au moins par aperçu.

Distances approximatives. Dire à quelle distance du bois à aménager, se trouve chaque lieu ou chaque usine dans lesquels s'en consomment les produits, à quelle distance sont de ce bois les routes et grands chemins servant à en faciliter le transport, ainsi que les rivières, canaux et ruisseaux qui peuvent utilement y concourir.

Produit de dix années, et taux moyen de la valeur de la coupe de chaque hectare. Indiquer combien on a coupé d'hectares depuis 10 ans, l'étendue et le produit par hectare de la coupe faite pour chacune de ces 10 années; réunir ces coupes pour obtenir le taux moyen d'une année; donner alors l'étendue moyenne de ces 10 coupes, et le prix moyen obtenu de l'hectare.

Débit des bois et marchandises usitées. Expliquer comment les bois se débitent, et dire par aperçu dans quelle proportion les coupes offrent du bois de chauffage, du bois de service, de merrain, lattes, boisselleric, saboterie, etc.

Prix courant de ces marchandises. Indiquer le prix courant dans le canton de chaque espèce de marchandise; donner, sur ce prix et séparément pour chaque espèce de marchandise, tous les renseignemens qu'il sera permis de se procurer.

Améliorations diverses. Exposer avec le détail convenable les améliorations dont paraît susceptible le bois à aménager; traiter séparément de chacune de ces améliorations, en développant les motifs qui doivent déterminer à les entreprendre, et mettre vis-à-vis de chaque article la note approximative de la dépense à laquelle cet article pourra donner lieu.

Prix des travaux dans le canton. Les travaux dont on entend parler ici, consistent dans tout ce qui est relatif aux améliorations qui s'exécutent dans les forêts, tels que l'ouverture ou le curement des fossés de dimensions données, la construction du mètre carré de murs d'une épaisseur donnée, le défrichement, la plantation en bois d'un hectare de terrain, la construction à neuf ou la réparation et l'entretien d'un mètre courant de routes et chemins d'une largeur donnée, etc., etc., afin qu'on puisse juger, d'avance et d'une manière approximative, ce qu'il en coûte pour chaque espèce de travaux d'amélioration à exécuter dans les forêts du canton.

Cette série de titres doit toujours être rigoureusement suivie dans les mémoires statistiques, et si quelques-uns d'entre eux ne sont susceptibles d'aucune réponse, il faut l'indiquer par le mot *néant*. De cette manière l'administration a toujours la garantie qu'aucun article n'a passé inaperçu aux yeux des arpenteurs et des agens forestiers.

On peut consulter à cet égard le plan général de statistique forestière qui termine le *Traité de l'aménagement des forêts* par M. Dralet.

§ IV. *Projet d'aménagement.*

Il doit embrasser 1° le mode d'exploitation, soit qu'on propose celui des coupes en jardinant, soit qu'on adopte celui des coupes par contenance; 2° le nombre d'arbres à couper chaque année, si le mode de jardinage est préféré; l'âge auquel doivent être faites les exploitations par contenance ou la division de la forêt en un nombre de coupes relatif à cet âge, si c'est l'autre mode d'exploitation que l'on adopte; 3° la désignation du triage ou du quartier qu'il convient de mettre en défends s'il y a lieu; le nombre de baliveaux à réserver par bonnier et leur distribution. Il doit présenter aussi des vues sur le mode d'exploitation des baliveaux dépérissans, et faire connaître s'il convient de les adjuger en même temps que le taillis, comme cela se pratique

d'ordinaire, ou s'il ne faut les vendre que l'année suivante. Une circulaire du 2 floréal an 10 permet de suivre à cet égard l'usage des lieux.

L'instruction du 20 septembre 1813 contient sur le projet d'aménagement les observations suivantes :

» A la suite du mémoire statistique doit se trouver le projet d'aménagement motivé et présenté dans un chapitre à part.

» Il convient d'indiquer la manière dont ce projet devra être présenté.

» On s'expliquera d'abord sur la nécessité ou l'utilité d'établir un quart de réserve.

» Cette réserve, que doit toujours offrir un aménagement de bois appartenant aux communes ou aux établissemens publics, peut quelquefois être utilement établie lors d'un aménagement de forêts domaniales. Il importe donc d'annoncer si, ou non, on croit devoir la proposer, et déduire les motifs à l'appui de l'opinion qu'on jugera devoir adopter.

» En cas d'affirmative il conviendra d'indiquer le lieu où on jugera le plus utile d'établir cette réserve; de dire si elle doit être d'un seul tenant ou composée de plusieurs parties dont on précisera bien la position; faire connaître l'étendue et la nature des ressources que l'on peut en attendre pour les grandes constructions, et l'époque à laquelle ces ressources pourront être le plus utilement réalisées.

» Après avoir traité de ce qui concerne la réserve, on passera aux coupes ordinaires à établir. Il conviendra d'abord de faire connaître si les bois à aménager paraissent susceptibles d'être divisés en plusieurs séries de coupes, l'âge auquel chacune de ces séries doit être aménagée, le nombre et l'étendue des coupes de chaque série, et l'espèce ainsi que le nombre des réserves à y faire lors des exploitations.

» On ne devra pas négliger de détailler les avantages du projet d'aménagement, en considérant ces avantages sous les rapports de la végétation et de l'augmentation des produits, en donnant même l'aperçu de cette augmentation espérée.

» On indiquera aussi le montant des frais à faire pour le complément de l'aménagement, pour l'établissement des bornes et la confection des fossés.

» Les lignes et chemins à ouvrir ou à supprimer seront indiqués ainsi que la quantité, la nature et la valeur des bois à abattre pour l'ouverture de ces laies et chemins, en distinguant la valeur de la futaie et celle du taillis. »

Section II.

Opérations définitives.

§ I. *Délimitation des divisions.*

La division d'après laquelle se règle l'exploitation annuelle, est une partie importante des opérations, puisque ce travail a véritablement pour but de déterminer ce qui doit être annuellement exploité, et l'époque où la coupe doit avoir lieu. On sent que dans un bois peu considérable, qui ne comporte qu'une coupe à faire annuellement sur un seul point, la fixation de l'aménagement sur un seul point se réduit à la délimitation des coupes réglées pour chacune des années de la révolution adoptée dans cet aménagement; mais dans les forêts d'une grande étendue, où il est nécessaire d'établir plusieurs coupes à exploiter dans la même année et sur différens points, on établit d'abord des divisions principales dans chacune desquelles on règle ensuite un mode de coupes particulières. Ces grandes divisions se nomment assez généralement *triages* ou *séries de coupes*, et l'âge des coupes de chaque série peut n'être pas le même, à raison de la variété du sol, des essences dont il est peuplé, ou enfin de la nature des débouchés plus ou moins avantageux résultant de la situation de telle ou telle partie de la forêt.

§ II. *Ouverture des tranchées séparatoires de ces divisions.*

Elle est destinée à indiquer ces divisions sur le terrain, et ne s'opère pas dans les grandes forêts à la même époque de l'aménagement, que dans les bois moins étendus et qui ne comportent qu'une série de coupes.

En effet, quand il est question d'aménager une grande forêt, susceptible d'offrir plusieurs de ces séries, on commence par bien fixer le nombre de séries qu'il paraît convenable d'établir et par déterminer, même avant qu'il s'agisse de lever le plan de la forêt, la forme ainsi que l'étendue de chaque série. Les lignes qui doivent séparer ces séries, sont tracées sur un croquis du plan, qui, présentant le périmètre approximatif ou la figure de l'ensemble de la forêt, donne la facilité de bien indiquer la direction de ces lignes; elles sont le plus ordinairement droites, à moins que des circonstances ou les accidens du terrain ne forcent à les faire obliques.

Une fois que le nombre des séries est réglé et la composition de chacune d'elles déterminée, on ouvre sur le terrain les lignes séparatives de ces séries, ce qui facilite singulièrement la levée du plan de l'intérieur de la forêt; de sorte que, sous un rapport, cette ouverture des lignes de séries pourrait être mise au rang des opérations préparatoires, telles que la levée du plan et la reconnaissance des limites.

Ces lignes devant servir de chemins de vidange, doivent avoir une largeur convenable à leur destination. Cette largeur varie suivant la nature du sol et son exposition, qui influent beaucoup sur la viabilité des chemins; mais en général elle est de 6 à 8 mètres.

Les tranchées destinées à séparer les coupes, soit dans chaque série d'une forêt, soit dans les bois qui n'offrent qu'une coupe annuelle et dès-lors qu'une seule série, ne s'ouvrent que lors de l'exécution sur le terrain de l'aménagement adopté. Elles n'ont souvent qu'un mètre ou deux au plus de largeur; mais pour faciliter la vidange, il faut combiner leur direction de manière qu'elles aboutissent dans les grandes forêts aux lignes séparatoires des séries, et dans les bois d'une seule série de coupes à une ligne principale qu'on nomme ordinairement *magistrale ou haut-trait*, et à laquelle on donne de 4 à 6 mètres de largeur pour le passage des voitures servant à la vidange des bois.

L'instruction du 20 septembre 1813 a introduit sous ce rapport une amélioration dans l'ouverture des tranchées. Elle veut que l'on plante des bornes taillées qui portent le numéro d'ordre des coupes, et que l'on ouvre de petits fossés de division entre les coupes et au périmètre du bois, de manière que les limites en soient toujours facilement reconnues. Et comme il y a deux sortes de limites, celles du périmètre et celles des coupes, elle a voulu qu'il y eut également deux sortes de bornes et de fossés. Cependant l'usage des bornes pour séparer les coupes, ne doit être admis que lorsque les fossés sont impraticables, ou que la nature du terrain se refuse à en conserver la trace. Voyez ci-après l'acte de *soumission*, d'après lequel doit s'opérer l'aménagement.

La mise au net des procès-verbaux, plans et autres pièces constatant l'exécution entière de l'aménagement, complète le travail, et comprend toutes les bases sur lesquelles il repose.

Section III.

Marche administrative.

1. Le travail des aménagemens, tel que nous venons de le décrire, était trop important pour qu'il n'excitât point un véritable intérêt. Aussi l'administration forestière s'est-elle sérieusement occupée de donner à ce travail toute la perfection dont il était susceptible. Elle a en conséquence rédigé plusieurs instructions que nous allons indiquer.

Une proclamation de l'assemblée nationale, en date du 20 août 1790, invita d'abord les corps administratifs à communiquer leurs vues sur le meilleur plan d'aménagement pour les forêts nationales, les bois communaux et même les bois de particuliers.

L'instruction du 7 prairial an 9, relative aux fonctions des agens supérieurs des forêts, contient la même invitation aux conservateurs.

Cet appel fut entendu, et le 14 floréal an 12, l'administration forestière publia une instruction pour l'aménagement des bois communaux et un modèle de soumission à souscrire par les arpenteurs.

Quelque temps après, l'expérience ayant fait connaître qu'on pouvait encore améliorer

le travail des aménagemens et le rendre plus régulier, l'administration se détermina à publier une instruction plus complète ; ce fut l'objet de la circulaire du 20 septembre 1813 que nous avons déjà citée, et d'un nouveau modèle de soumission. Ces deux pièces renferment les principales dispositions à suivre dans cette partie du service. Nous la transcrirons à la fin de cette section, parce qu'elle résume toute la matière.

2. Auparavant il faut indiquer sommairement la marche administrative que l'on doit suivre dans les aménagemens.

Les aménagemens doivent être provoqués par les directeurs de l'enregistrement et des domaines ; à cet effet, ils doivent faire dresser un procès-verbal indicatif du nom du bois à aménager, de sa situation, de ses tenans et aboutissans, de son étendue approximative, des parties dont il se compose, de l'essence des arbres, de la nature du sol et de l'ordre suivi dans ses coupes ; il doit présenter des vues sur le placement du quart en réserve et la division du surplus en coupes réglées. Voyez au surplus ce que nous avons dit ci-dessus.

Ces documens sont adressés avec leurs observations et leur avis motivé au ministre des finances qui, s'il y a lieu, propose l'aménagement au roi.

Il ne faut autoriser aucun aménagement avant de s'être bien assuré que la forêt n'est point dans le cas de sortir des mains de l'État, et que l'intention du gouvernement n'est point de l'aliéner ou déroder.

L'aménagement des forêts étant une opération qui excède les limites d'une simple administration, il faut avant d'y faire procéder, obtenir des chambres législatives les fonds nécessaires pour en couvrir les dépenses qui sont ordinairement considérables. Quand les fonds sont accordés au budget, un arrêté royal ordonne l'aménagement, et le ministre des finances, chargé de son exécution, transmet au directeur de l'enrégistrement et des domaines dans le ressort duquel la forêt est située, toutes les instructions requises pour que le travail se fasse avec régularité et économie.

Le directeur charge l'inspecteur forestier de procéder aux opérations ci-dessus décrites avec les arpenteurs qui en auront été chargés par le ministre des finances, conformément à la soumission par eux souscrite.

Le procès-verbal du projet d'aménagement, dressé par l'inspecteur forestier, est transmis au ministre par le directeur de l'enregistrement et des domaines qui y ajoute ses observations et son avis. Enfin, l'aménagement est définitivement fixé par un arrêté royal rendu sur le rapport du ministre des finances, et ensuite exécuté sur le terrain par l'inspecteur forestier et les arpenteurs.

Voici le modèle de soumission que les arpenteurs doivent souscrire, aux termes de la circulaire du 20 septembre 1813.

« Art. 1. Le sieur....., arpenteur forestier, s'oblige envers....., sous l'approbation de....., à fournir de la manière indiquée ci-après ; le plan du bois de....., contenant environ....., hectares....., ares, et à s'occuper de suite de ce travail ou au plus tard dans le mois de.....

» Art. 2. Ce plan exprimera l'étendue, la situation et la figure exactes du bois, la désignation des places vagues, terres, prés, marais, étangs, friches, maisons, montagnes, rivières, canaux, ruisseaux, ravins, routes et chemins qui s'y trouvent, les fossés de division, les arbres de limites, les bornes existantes et les accrues reconnues, avec l'indication, par nature de culture, des tenans et aboutissans du bois.

» Art. 3. Pour la désignation des arbres de limites, l'arpenteur assermenté soussigné aura un marteau dont il déposera, si fait n'a été, l'empreinte, tant au bureau du conservateur qu'au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement.

» Art. 4. Le plan à lever sera rapporté à l'échelle d'un sur le papier pour 5,000 sur le terrain, ou d'un décimètre pour 500 mètres, orienté plein nord sur la déclinaison de l'aiguille aimantée calculée à Paris. Les lignes du plan seront cotées en mètres et les angles en degrés, d'après la division du cercle en 360 parties.

La surface sera indiquée en hectares ; les accrues et terres vagues seront distinctement exprimées.

» Art. 5. Le plan sera rattaché non seulement à la méridienne de Paris et à sa perpendiculaire, mais encore au plus grand nombre de points possible pris au dehors du bois, tels que clochers, châteaux, fermes, maisons ou autres points fixes, et surtout à un des points au moins pris parmi ceux calculés et offerts par les canevas déposés à la conservation. Si quelques points observés sortent de la feuille du plan, des lignes de direction cotées en mètres indiqueront la distance de ces points au bois.

» Art. 6. Le soussigné s'oblige à tirer sur le plan et d'après l'indication et l'avis du conservateur ou de l'agent forestier local, si le conservateur l'y autorise, les lignes projetées pour l'aménagement du bois.

» Art. 7. Le plan devra être accompagné d'un mémoire statistique, en forme de procès-verbal, dressé par l'agent forestier supérieur local, et auquel concourra l'arpenteur soussigné. Ce procès-verbal indiquera la situation du bois, les droits quelconques dont il peut être grevé, et les titres sur lesquels ces droits reposent, ainsi que les jugemens qui les auraient confirmés; la nature et l'exposition du sol, les accidens du terrain, marais, ruisseaux, fontaines, moulins, usines, maisons, etc.; l'essence par aire de vent, la nature des marchandises les plus usitées, le prix commun de chacune; les lieux ou établissemens de consommation; les rivières voisines, leur nature, les canaux, les grandes routes ou chemins; à quelle aire de vent se trouve chaque objet, et leur distance du bois, au moins par approximation.

Ce mémoire statistique donnera le tableau des produits des coupes des dix dernières années, présentera le taux moyen du prix annuel, et sera terminé par le projet d'aménagement motivé et présenté dans un chapitre à part.

» Art. 8. Indépendamment du mémoire ci-dessus, l'arpenteur soussigné sera tenu de fournir, conformément aux instructions de l'administration, un procès-verbal contenant toutes les opérations d'arpentage avec la triangulation du bois.

Il fournira également un procès-verbal d'abornement, reconnaissance et fixation des limites et apposition de bornes ou ouvertures de fossés, indiquant la valeur des angles rentrans et saillans à chaque point de station, la longueur en mètres des distances d'un point de station à l'autre, la nature du bornage et les différentes propriétés qui aboutissent sur le périmètre du bois. Ce procès-verbal sera, à vue des plans, titres et documens existans qu'on pourra se procurer, rédigé par les officiers, gardes généraux des forêts et l'arpenteur soussigné collectivement, assistés des maires et des riverains pour les parties du périmètre seulement qui n'auraient ni limites fixes, ni bornes. Quand il se trouvera des propriétés enclavées, la délimitation du bois en cette partie fera l'objet d'un chapitre particulier au procès-verbal.

Les terrains contestés seront soigneusement indiqués et repris avec les dires pour et contre; ils seront emplacés sur le plan et distingués par une teinte brune. Une légende donnera la surface de chaque partie contentieuse.

» Art. 9. Le soussigné s'engage également à ouvrir sur le terrain toutes les lignes ou tranchées destinées à fixer l'aménagement, et à planter des bornes taillées qui porteront le n° d'ordre des coupes, ou à ouvrir, suivant que les localités le permettront et les ordres qu'il recevra, de petits fossés de division entre les coupes et au périmètre du bois, de manière que les limites en soient toujours facilement reconnues.

» Art. 10. Comme il y a deux sortes de limites, savoir celles du périmètre et celles des coupes, il y aura aussi deux sortes de bornes et de fossés.

Les bornes de périmètre seront placées immédiatement après la reconnaissance des limites du bois qu'il s'agit d'aménager.

Il en sera de même des têtes de fossés à ouvrir à chaque point où il ne sera pas reconnu indispensable de placer des bornes.

Les bornes servant à limiter les coupes annuelles, ne pourront être placées qu'après que l'aménagement aura été approuvé, et qu'il s'agira de le fixer sur le terrain.

Il en sera de même des fossés séparatifs des coupes.

» Art. 11. Les dimensions à donner aux bornes et aux fossés de chaque espèce, sont celles ci-après déterminées.

1° Les fossés d'angle de périmètre auront 17 décimètres d'ouverture, 13 décimètres de profondeur sous corde, et le fond sera terminé en fond de cuve de 3 décimètres de large.

Ces fossés auront 3 mètres de long de chaque côté de l'angle qu'ils ont pour objet de fixer, et se dirigeront sur les angles venant immédiatement après, sur la ligne du périmètre. Ils seront ouverts, moitié sur le sol forestier, moitié sur les terres des riverains; la terre sera butée du côté du bois et plantée d'une haye vive.

Si le creusement des fossés est impraticable, et *dans ce cas seulement*, il sera suppléé aux fossés par des bornes qui, dites bornes de périmètre, seront taillées à 4 faces et arrondies par la tête; elles porteront les dimensions suivantes : hauteur un mètre; largeur d'une face, 25 centimètres; largeur de l'autre face, 20 centimètres; elles seront numérotées suivant l'ordre de leur placement. Le procès-verbal d'abornement relatera ces numéros, et indiquera les angles fixés sur ces fossés, ainsi qu'il a été dit par l'art. 8 ci-dessus.

2° Les fossés séparatifs des coupes annuelles seront pratiqués à l'extrémité et dans la direction des lignes de séparation : ils s'appuyeront sur les laies et les chemins de vidange, et seront plantés sur les revers par les gardes, mais en essence différente de celles des coupes. Ils auront les dimensions ci-après : longueur, 3 mètres; largeur, un mètre et demi; profondeur, 1 mètre; largeur au fond, 2 décimètres, et ils seront espacés de 15 à 20 mètres entre eux, suivant que la nature du terrain le permettra.

Les bornes des coupes, quand il sera indispensable de les substituer aux fossés, auront en hauteur 6 décimètres, en largeur sur une face 20 centimètres, et 15 centimètres sur l'autre; elles seront de même arrondies par la tête, et porteront le n° de la coupe.

» Art. 12. Ce travail achevé, le soussigné remettra à l'inspecteur forestier local, pour être adressées à l'administration par l'intermédiaire du conservateur,

1° La minute du plan du bois en une seule feuille, sur laquelle les coupes seront numérotées, et avec une légende indicative par triage du n° de chaque coupe, de sa contenance en hectares et ares, et de l'année de la première révolution;

2° Les minutes, tant du mémoire statistique que des procès-verbaux d'arpentage, d'abornement, reconnaissance et fixation des limites du bois.

» Art. 13. Afin de mettre en accord avec les plans de forêts levés ou à lever dans l'arrondissement, former des tableaux d'assemblages généraux par justices de paix, composer des atlas, et assurer une uniformité parfaite dans les travaux de plans, procès-verbaux, dessins et écritures, les expéditions, au nombre de trois de tout le travail du soussigné, seront faites à Paris, sous les yeux de l'administration; après quoi les minutes lui seront renvoyées. Ces expéditions consisteront dans les copies des plans à l'échelle de 1 à 5000, et une double copie de la réduction de ces plans à l'échelle de 1 à 50000.

» Art. 14. Il sera alloué au soussigné savoir :

1° Pour la levée du plan, le mémoire statistique, les procès-verbaux d'abornement, d'aménagement et d'arpentage, la somme de .... par hectare;

2° Par chaque borne du périmètre fournie et mise en place....;

3° Par borne délimitative des coupes...;

4° Par mètre courant de fossé au périmètre....;

5° Par mètre de fossé séparatif des coupes...

Au moyen de la fixation des différens prix ci-dessus, tous les ouvriers qu'employera le soussigné seront à sa charge.

Dans aucun cas le bois qui proviendra des tranchées ne pourra appartenir au soussigné.

» Art. 15. Les payemens auront lieu par quart, suivant les progrès de l'opération, constatés par un certificat de l'inspecteur local, visé par le conservateur.

» Art. 16. Le dernier quart du prix alloué au soussigné ne sera payable qu'après qu'il aura rempli toutes les obligations auxquelles il s'engage par la présente soumission.

» Art. 17. S'il était jugé convenable de

faire procéder à la vérification de la minute du plan et des procès-verbaux d'arpentage, d'abornement, reconnaissance et fixation des limites, cette vérification sera faite en présence du soussigné ou lui dûment appelé; et dans le cas où cette mesure ne présenterait pas avec exactitude tous les détails exigés, le payement de ce qui restera dû sera suspendu jusqu'après la vérification, tant de la minute du plan que du mémoire statistique et des procès-verbaux qui devront l'accompagner.

La vérification dont il s'agit aura lieu dans les trois mois après la remise de ces minutes; ce délai passé, il n'y aura plus lieu à différer le payement du dernier quart: mais aussi ce délai ne pourra servir de prétexte au soussigné pour se refuser, dans le délai d'un an, à toute vérification et rectification.

» Art. 18. Le soussigné fournira caution à la satisfaction de. . . . et prêtera serment, si fait n'a été, par-devant le tribunal de première instance de l'arrondissement, avant de commencer ses opérations.

» Art. 19. Dans le cas où il s'éleverait des difficultés sur l'exécution du présent acte, elles seront soumises à la décision de l'administration des forêts, et le soussigné sera tenu de s'y conformer.

» Fait triple à .... »

Chapitre III.

De la vente des coupes.

L'ordre des faits nous conduit de l'aménagement à la vente des coupes de bois. Mais diverses opérations doivent précéder la mise en vente des coupes. Elles consistent dans la fixation du terrain sur lequel s'étendra ou devra être assise la coupe, ce qu'on nomme *assiette*; dans l'*arpentage*, et *la levée du plan, le balivage, le martelage, l'estimation, la rédaction du cahier des charges* et *celle des affiches*.

Nous traiterons premièrement de chacun de ces objets; nous passerons ensuite au mode de vente, c'est-dire à l'adjudication, et nous finirons par examiner les questions auxquelles elle peut donner lieu.

Section I.

Opérations préliminaires.

§ I. *Assiette.*

L'assiette est la désignation de l'endroit de la forêt où la coupe doit être effectuée.

Cette opération était une des plus difficiles et des plus importantes, avant que l'aménagement des forêts ou le réglement des coupes eût fait connaître ce qu'il fallait abattre chaque année. En effet, là où nul ordre, nulle division n'était établie, on avait pour principe de ne couper annuellement que les parties de bois les plus dépérissantes, et dès-lors il fallait à chaque coupe une sorte d'expertise dans laquelle l'ignorance, la mauvaise foi et les difficultés inséparables d'une pareille opération, surtout dans les grandes forêts, donnaient lieu à d'innombrables abus. A présent il est simple et facile d'asseoir les coupes dans les forêts régulièrement aménagées; l'assiette est en quelque sorte faite d'avance par l'aménagement lui-même, qui détermine ce qui doit être annuellement abattu. Il en est de même dans les bois dont l'aménagement a été établi par un usage uniforme et constant.

Les conservateurs (directeurs de l'enregistrement et des domaines) étaient tenus, aux termes de la loi du 29 septembre 1791, d'indiquer chaque année l'assiette des coupes de l'année suivante (titre VI, art. 10); et l'instruction du 7 prairial an 9, leur avait rappelé cette obligation. Mais l'étendue de leur conservation ne leur permit pas de la remplir généralement; il a été en conséquence recommandé aux conservateurs, par une circulaire du 26 floréal an 13, de veiller à ce que les assiettes fussent faites avec intelligence par les agens forestiers qui leur sont subordonnés.

Aujourd'hui on suit la même marche. Les inspecteurs forestiers, dit l'art. 15 de la circulaire du 19 mars 1831, n° 16, adresseront aux directeurs de l'enregistrement et des domaines, et ceux-ci soumettront annuellement à l'approbation de l'administration centrale,

avant le 30 avril pour chacune des inspections, l'état des coupes à asseoir pour l'exercice suivant dans les bois domaniaux.

A cet effet, les inspecteurs ou les sous-inspecteurs qui les remplacent, se rendent sur les lieux accompagnés des gardes-généraux et particuliers; reconnaissent, dans les bois aménagés, la partie dont le temps d'exploitation est venu; et dans les bois non aménagés, la partie dont la vente peut utilement se faire, soit d'après l'usage établi, soit d'après les signes de dépérissement qu'elle présente. Ils en dressent ensuite des états qui doivent être conformes au modèle prescrit par l'administration.

Ce modèle, rédigé en forme de tableau, contient les colonnes suivantes:

1re Arrondissement forestier;
2e Cathégories d'origine;
3e Numéro de l'assiette générale;
4e Dénomination des bois et forêts;
5e Origine;
6e Essence dominante;
7e Commune de la situation;
8e Étendue,
9e Nom ou numéro de la coupe assise;
10e Age des coupes;
11e Nombre de coupes qui forment l'aménagement;
12e, 13e, 14e Nature et consistance des coupes. (Futaie, futaie sur taillis, taillis.)
15e Total des coupes de toute nature;
16e Arbres;
17e État des coupes;
18e Vides existants dans les coupes;
19e Valeur des coupes;
20e Genre de coupes par nettoyement, etc.;
21e Coupes à exploiter par contenance, pieds d'arbres et économie;
22e Quotité afférente aux co-propriétaires indivis;
23e Quantité de cordes à délivrer aux usagers;
24e Observations.

Ces états, dûment approuvés par le ministre des finances, sont renvoyés aux directeurs pour qu'ils aient à passer outre aux opérations de l'arpentage.

§ II. *Arpentage et levée du plan.*

Après l'approbation des états d'assiette, le directeur de l'enregistrement et des domaines fait procéder à l'arpentage des assiettes ou coupes assises, à l'effet d'en connaître au juste la contenance avant de procéder à l'adjudication. Cette opération est indispensable dans les bois non aménagés; mais dans les autres où un aménagement régulier a déjà déterminé d'une manière invariable l'étendue des limites des coupes annuelles, on peut s'en rapporter aux limites et aux contenances mentionnées dans le procès-verbal même de leur aménagement.

L'art. 9 du tit II de la loi du 29 septembre 1791, d'accord en ce point avec l'ordonnance de 1669, voulait, qu'en attendant le bornage général des bois et des coupes qui en dépendent, il y eût dans chaque division forestière un nombre suffisant d'arpenteurs. Aujourd'hui il n'y a plus d'arpenteurs commissionnés par l'administration, et c'est aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines à choisir, parmi les géomètres ordinaires, ceux qui présentent les garanties de savoir et de probité nécessaires pour ce genre d'opérations.

L'ordonnance de 1669 a tracé les règles que les arpenteurs devaient suivre dans leurs opérations, et comme l'exactitude en cette matière est de la plus haute importance, l'administration a rédigé en outre, sous la date des 9 frimaire et 11 ventôse an 10, deux instructions auxquelles ils étaient tenus de se conformer.

Bien qu'aujourd'hui les arpenteurs chargés du mesurage des coupes ne soient plus hiérarchiquement subordonnés à l'administration comme employés forestiers, les règles qui leur ont été prescrites pour l'arpentage et le réarpentage des coupes, n'en doivent pas moins être suivies; et l'administration est tenue d'en faire une obligation aux géomètres avec lesquels elle contracte. En conséquence nous allons exposer brièvement ces règles.

Un extrait de l'état des coupes à asseoir doit être remis à l'arpenteur pour le fixer

sur la quantité d'hectares à vendre dans chaque forêt. (Ordonnance de 1669, tit. XV, art. 4.)

L'arpenteur ne peut, sous aucun prétexte, mesurer plus grande, ni moins grande quantité, dans chaque triage, que celle qui se trouve indiquée dans cet état; et les erreurs de mesure, lorsqu'elles excédent un hectare sur quarante, sont à sa charge. (Ibid, art. 10; et loi du 29 septembre 1791, tit. XIV, art. 8, publié en Belgigue par arrêté du 2 frimaire an 6.)

L'arpenteur doit mesurer tant plein que vide, c'est-à-dire qu'il est tenu de comprendre dans la quantité mesurée les places dégarnies de bois, les mares, fossés, chemins de traverse et avenues, de la même manière que les parties boisées, excepté néanmoins les grandes routes, s'il s'en trouve dans les coupes à asseoir. Mais quoique les places vides doivent être comprises dans les quantités vendues, l'arpenteur est obligé de tenir note de leur contenance pour en faire mention dans le plan et le procès-verbal qu'il dresse de ses opérations. (Ordonnance de 1669, titre XV, art. 6 et 13.)

L'arpentage des coupes dans les terrains inclinés doit être fait par *cultellation*, c'est-à-dire en tenant la chaîne de niveau, ou par *développement*, c'est-à-dire en tenant la chaîne parallèlement à la superficie des terrains montueux, selon que l'un ou l'autre de ces modes a été employé pour l'aménagement de la forêt. S'il n'en était pas ainsi, il arriverait bientôt que l'aménagement ne serait plus observé; et pour prévenir les erreurs auxquelles pourrait donner lieu l'usage de ces deux modes, les arpenteurs doivent être avertis, par l'administration, du mode qu'ils ont à suivre, et indiquer dans tous les cas en tête de leurs plans, s'ils ont opéré en suivant l'obliquité du terrain, ou si les mesures ont été prises horizontalement. (Instructions des 9 frimaire et 11 ventôse an 10.)

Dans les bois non aménagés, il faut employer celui des deux modes que l'usage y a consacré. (Instruction du 11 ventôse an 10.)

Les arpenteurs, dans leur travail sur le terrain, sont obligés de faire des percées, soit pour établir des lignes de circonscription, soit pour déterminer les limites de la coupe; ces percées, que l'on appelle *laies*, *tranchées* ou *routes*, ne doivent avoir que la largeur nécessaire pour le passage de l'arpenteur et de son porte-chaîne. Cette largeur est fixée à un mètre, et le bois provenant des tranchées demeure au profit des adjudicataires, sans que les arpenteurs ou les gardes puissent y prendre part. (Ordonn. de 1669, tit. XV, art. 7 et 8.)

Ces laies, tranchées ou routes servent ensuite aux marchands qui vont visiter les ventes.

Les limites des coupes ne seraient pas suffisamment établies par les tranchées seules; car il serait souvent difficile de distinguer celles qui ont été ouvertes pour former des lignes de circonscription, d'avec celles qui sont effectivement destinées au bornage de la coupe; c'est pourquoi l'ordonnance de 1669 veut que certains arbres soient signalés autour de chaque coupe assise, pour en faire connaître le périmètre d'une manière positive.

Ces arbres prennent différentes dénominations suivant leur position et les parties de la figure qu'ils circonscrivent. On appelle *pieds-corniers* ceux qui servent à désigner un angle sortant; *tournans* ceux qui se trouvent dans un angle rentrant; et *parois* ou *lisières* ceux que l'on marque dans la longueur d'une ligne, soit entre deux pieds-corniers, soit entre deux tournans, soit entre un pied-cornier et un tournant.

L'arpenteur doit, dans l'arpentage d'une coupe assise, se servir au moins d'un des pieds-corniers de l'ancienne vente. (*Ibid*, article 6.)

Quelquefois il ne se trouve pas d'arbres précisément sur les angles et sur les lignes pour servir de pieds-corniers, tournans ou parois; alors il est tenu d'emprunter, au dehors ou au dedans de la coupe, les arbres les plus propres et les plus apparens pour servir de témoins, qu'il désigne comme si effectivement ils étaient sur les angles ou dans les lignes; et dans ce cas, il doit indiquer l'âge, la qua-

lité, la nature et la grosseur des arbres empruntés; la distance à laquelle ils se trouvent les uns des autres, et les noms des ventes où il les a pris. (*Ibid*, art. 6.)

Tous ces arbres doivent être marqués au pied, le plus près de terre qu'il est possible, du marteau de l'arpenteur, savoir : les pieds-corniers et tournans sur deux faces, l'une dans la direction de la ligne qui est à droite, l'autre dans celle de la ligne qui est à gauche, et les parois ou lisières sur une seule face du côté de la coupe. (*Ibid.* art. 6 et 9.)

L'arpenteur est tenu de faire ensuite au-dessus de chaque empreinte de son marteau et dans la même direction, à la hauteur d'un mètre, une entaille que l'on appelle *miroir* ou *plaquis*, destinée à recevoir l'empreinte du marteau de l'état, et un peu au-dessus une autre entaille pour l'empreinte du marteau de l'agent forestier qui a fait l'assiette. (*Ib.*, art. 9.)

Il dresse le plan de la coupe mesurée. (*Ib.* art. 6.)

Le plan doit être orienté plein nord et construit sur l'échelle qui aura été fixée par l'administration. (Instruction du 7 prairial an 9, art. 6.)

Les échelles varient selon les contenances des coupes annuelles ou des parties de bois à mesurer. Si les coupes sont de 100 hectares et au-dessous, elle doit être, avec les lignes prises sur le terrain dans le rapport de 1 à 2,000 ; ainsi un mètre sur cette échelle représentera 2,000 mètres sur le terrain. Pour les triages au-dessus de 100 hectares, les plans doivent être faits à l'échelle de 1 sur 5,000 ; et ceux d'une forêt entière, au-dessus de 500 hectares, à l'échelle de 1 sur 10,000. (Circulaire du 11 ventôse an 10.)

L'arpenteur doit rattacher son plan à des points fixes pris autant que possible parmi les plus remarquables de l'horizon, tels que clochers, établissemens publics, etc., ainsi qu'il a été dit dans la section III du chapitre II, en parlant des plans des forêts entières. (Instructions du 7 prairial an 9, et du 9 frimaire an 10.)

Il doit y indiquer les bornes et leur état, les pieds-corniers, tournans et arbres de lisières; les qualités de ces arbres, la distance qui se trouve entre les pieds-corniers, les emprunts qui ont pu en être faits; les chemins, fossés, rivières, ruisseaux et bâtimens compris sur la surface de la coupe.

Les arpenteurs doivent dresser un procès-verbal de leurs opérations. Ils en gardent les minutes, et remettent sans délai à l'inspecteur trois expéditions, tant des procès-verbaux que des plans, l'une pour l'inspecteur lui-même, l'autre pour le directeur de l'enregistrement et des domaines, et la troisième pour l'administration centrale. (Instruction du 7 frimaire an 10, art. 11.)

Les arpenteurs sont tenus de représenter, à toute réquisition, à l'inspecteur leurs minutes et autres pièces relatives à l'arpentage. (*Ib.*, art. 13.)

Toutes ces règles, imposées autrefois aux arpenteurs de l'administration, ont été tracées dans l'intérêt de l'état, et pour la bonne conservation des forêts domaniales; mais elles ne sont obligatoires aujourd'hui à l'égard des arpenteurs ordinaires, que pour autant que l'administration les y oblige par un contrat particulier. C'est donc un devoir pour elle, lorsqu'elle traite avec un géomètre pour l'arpentage d'une coupe ou partie de bois, de dresser un cahier de charges et conditions qui comprenne toutes les obligations que les lois et réglemens imposaient aux anciens arpenteurs de l'administration forestière.

L'art. 5 de la loi du 16 ventôse an 9, qui a réorganisé l'administration forestière, porte que les arpenteurs recevront, à titre de rétribution et pour tous frais, deux francs par hectare de bois dont ils auront fait le mesurage, et un franc cinquante centimes aussi par hectare de bois dont ils auront fait le récolement.

Nous passons maintenant aux troisième et quatrième opérations qui précèdent l'adjudication des coupes.

§ III. *Balivage et martelage.*

Lorsqu'une coupe est assise et mesurée, il s'agit de déterminer les arbres qui seront exceptés de la vente, afin de les laisser croî-

tre en futaie. Le balivage a pour objet de choisir ces arbres, et le martelage a pour objet de les marquer. Ces deux opérations doivent se faire simultanément, parce qu'il serait inutile de désigner les arbres de réserve, si au moment même de la désignation on n'y imprimait une marque propre à les reconnaître par la suite et à les faire respecter par les adjudicataires. La marque dont les agens de l'administration se servent à cet effet, est l'empreinte d'un marteau fait exprès pour cet usage.

Il est important que les opérations de balivage et de martelage soient faites de bonne heure, pour que les ventes n'éprouvent pas de retard, et les agens forestiers doivent y procéder aux époques déterminées. (Circulaires des 9 prairial an 13, et 15 septembre 1806.)

Le directeur de l'enregistrement et des domaines (conservateur) doit veiller à ce qu'il y ait toujours présens aux opérations du balivage et du martelage quatre agens, savoir: l'inspecteur, le sous-inspecteur, le garde-général et le garde particulier du triage où elles doivent avoir lieu. Il n'y a d'exceptions à cette règle que pour les arrondissemens dont la grande étendue, occasionnée par la rareté des bois, peut rendre ce concours sinon impossible, au moins extrêmement difficile; et dans ce cas, l'agent supérieur opère seul avec le garde-général ou particulier. (Circulaires des 9 prairial an 13, et 15 septembre 1806.)

Il en doit être de même en Belgique pour le cas, qui se présente dans certaines provinces, où la rareté des bois a fait supprimer les fonctions d'inspecteur, de sous-inspecteur ou de garde-général. Ainsi, par exemple, dans celles d'Anvers, des Flandres et de Limbourg, où toute l'agence forestière se réduit à quelques gardes particuliers, c'est aux directeurs de l'enregistrement et des domaines à faire eux-mêmes les opérations de balivage et de martelage conjointement avec les gardes, à moins que l'administration centrale ne désigne à cet effet d'autres agens.

Dès que l'inspecteur a reçu du directeur de l'enregistrement et des domaines l'état dûment approuvé des coupes ordinaires, il doit désigner le jour le plus prochain pour commencer les opérations, et les suivre sans interruption jusqu'à ce qu'elles soient terminées. Il doit, comme nous l'avons dit tout à l'heure, être assisté dans chaque cantonnement par le sous-inspecteur, le garde-général ou le garde à cheval qui en remplit les fonctions; et le procès-verbal doit faire mention de la présence du garde particulier du triage. (Loi du 29 septembre 1791, titre V, art. 9 et 10, tit. VI, art. 12.— Instruction des 7 prairial an 9, et 6 mars 1813.)

L'inspecteur doit veiller à ce que les réserves soient bien espacées et de bon choix.

Les agens qui opèrent ne doivent jamais permettre que les gardes, porteurs de marteaux, s'éloignent d'eux à des distances telles qu'ils ne puissent bien entendre leur voix et le coup de marteau, parce qu'autrement ils ne pourraient surveiller le choix des réserves, ni les inscrire exactement sur leurs calepins au fur et à mesure qu'elles sont marquées.

Ils s'assurent, par la vérification réciproque de leurs calepins, si les dénombremens sont exacts. Ils ne peuvent se dispenser, sous aucun prétexte et sans compromettre leur responsabilité, de rédiger chaque jour les procès-verbaux des opérations faites dans la journée.

Le procès-verbal indique le nombre exact et les essences des arbres balivés et martelés, avec distinction des baliveaux anciens et modernes, et de l'âge des pieds-corniers, parois et lisières. Les agens ne peuvent, sous aucun prétexte, en marquer au-delà du nombre prescrit. (Instruction du 6 mars 1813.)

Ordinairement on fait mention dans les procès-verbaux des travaux particuliers qui doivent être mis à la charge des adjudicataires, et de l'endroit où ils seront exécutés.

Les procès-verbaux doivent être signés de l'inspecteur, du sous-inspecteur et du garde-général du cantonnement. (Instruction du 7 prairial an 9, § 2, art. 4.)

Les inspecteurs sont chargés, par la circulaire du 9 prairial an 13, d'adresser aux directeurs de l'enregistrement et des domaines (conservateurs) les procès-verbaux de martelage et de balivage, dans la quinzaine qui suit

ces opérations, et les directeurs de les transmettre à l'administration centrale avec les plans d'assiette avant l'apposition des affiches.

En France, on a avisé au moyen d'épargner des écritures à ces agens. L'administration, par sa lettre du 13 juillet 1822, leur a adressé deux tableaux, destinés à contenir les résultats de toutes les opérations qui se rattachent aux adjudications des coupes.

L'un de ces états présente le résultat, pour toute la conservation (direction), des balivages et martelages des coupes destinées à être mises en vente. Il fait connaître l'arrondissement communal, le nom des forêts et triages, le numéro d'ordre de l'arbre d'assiette et des coupes d'après l'aménagement, la nature et l'âge des coupes, la date des ordonnances qui ont autorisé des coupes extraordinaires, la date des procès-verbaux d'arpentage, le nom de l'arpenteur, l'étendue des coupes, la date des procès-verbaux de balivage et de martelage, les noms et grades des agens qui ont opéré, celui du garde qui a assisté, le nombre et l'essence des réserves, avec la distinction des pieds-corniers, parois et lisières, celle des baliveaux de l'âge, des modernes et des anciens, les arbres marqués en délivrance par essence et nombre, le nombre des arbres marqués pour le service de la marine, les clauses particulières et les observations des agens.

L'autre tableau est destiné à faire connaître le résultat des récolemens.

Les inspecteurs doivent remplir exactement les colonnes de ces tableaux dans les mois de janvier et de février de l'année qui suit celle où les opérations ont eu lieu, et les transmettre dans le mois suivant aux conservateurs, qui les envoyent, visés par eux, à l'administration aussitôt qu'ils leur sont parvenus.

La marche que nous venons de tracer pour les opérations de balivage et de martelage, s'applique aux coupes qui doivent s'exploiter à tire et aire ; mais dans celles qui s'exploitent en jardinant, dans les coupes par éclaircies, dans les boqueteaux et les plantations éparses, il y a d'autres précautions à prendre.

« Si l'on se bornait, dit M. Dralet, dans son » *Traité du régime forestier*, à marquer » dans une vaste forêt une quantité d'arbres » destinés à être vendus, sans prendre des pré- » cautions particulières, il serait très facile » à l'adjudicataire d'en exploiter un nombre » plus considérable, et très difficile aux em- » ployés de l'administration de reconnaître » la fraude.

» Pour y obvier, lorsqu'on a déterminé le » nombre d'arbres à mettre en vente dans » chaque triage, on fait un premier martelage, que l'on appelle *martelage d'assiette;* » il consiste à marquer l'arbre du marteau » royal près de terre, et à faire ou mettre plus » haut un *plaquis* destiné à recevoir un numéro. Celui qui est devenu adjudicataire » est tenu de couper, de manière à ce que » l'empreinte du marteau reste à chaque souche, et de laisser les pièces abattues jusqu'à ce qu'elles ayent été vérifiées. Cette » vérification se fait par les employés de l'administration qui, après s'être assurés que » les pièces proviennent de la souche près de » laquelle elles sont gisantes, mettent à » chacune de ces pièces l'empreinte d'un » marteau. Cette seconde opération se nomme » *martelage de délivrance ;* ce n'est qu'après » qu'il y a été procédé, que les adjudicataires peuvent commencer la vidange de la » coupe ; chaque pièce qui en est extraite » étant marquée, il est facile aux gardes de » reconnaître et de saisir celles qui pourraient être enlevées en fraude. »

Voyez Balivage, Baliveaux, Marteau et Martelage, pour les questions qui se rattachent à l'objet du présent paragraphe.

§ IV. *Division de la coupe en lots, et estimation.*

Lorsqu'à l'aide des opérations de balivage et de martelage, on a fait la division des arbres à réserver, et des arbres ou taillis à vendre, on procède à la division de la coupe en lots, et à l'estimation de chaque lot séparément.

C'est aux agens forestiers qui ont opéré le balivage et le martelage, à faire aussi la division de la coupe et l'estimation des lots sur les lieux, mais sans le concours des gardes. Il en est dressé un procès-verbal particulier,

qu'ils signent avant de se séparer, et qu'ils adressent, dans la huitaine de l'opération terminée, au directeur de l'enregistrement et des domaines. (Instruction du 7 prairial an 9, § 1, art. 22, et Circulaire du 13 avril 1813.)

« Quatre semaines au moins avant le commencement des adjudications, dit l'art. 15 de la circulaire du 19 mars 1831, le directeur fera parvenir à l'administration un état indiquant, pour chaque inspection forestière, les lots ou parties de lots compris dans chaque adjudication, et la valeur de chaque lot ou partie de lot suivant l'estimation de l'inspecteur forestier.

» Il est recommandé aux directeurs de régler les ventes de la manière la plus avantageuse, en faisant diviser les lots, là où cela se peut, en autant de petites portions possibles, afin d'augmenter la concurrence. L'inspecteur sera, tous les ans, appelé par le directeur à faire ses propositions à cet égard. »

L'estimation des lots ne doit pas être mentionnée au cahier des charges, et ne peut être connue que des agens qui l'ont faite et signée, ainsi que de leurs supérieurs. Ils manqueraient à leur devoir, s'ils en donnaient connaissance à tout autre qu'aux fonctionnaires qui président la vente. Elle sert de mise à prix pour l'adjudication, et les feux ne peuvent être allumés que lorsque les offres en égalent le montant ou s'en approchent. Dans le cas contraire, le président de la vente doit la remettre à un autre jour, et en référer à l'administration. (Instruction du 7 prairial an 9, § 1, art. 22. — Autre instruction jointe à la Circulaire du 13 avril 1813, et Circulaire du 19 mars 1831, art. 20.)

§ V. *Réduction du cahier des charges.*

Une des opérations les plus importantes qui précèdent la vente des coupes, est la rédaction du cahier des charges.

La loi du 29 septembre 1791, conforme en ce point à l'ordonnance de 1669, chargeait les conservateurs de rédiger les cahiers de charges. C'était un grand vice, parce que les dispositions générales qui intéressent la conservation des bois et les revenus du trésor, manquaient d'uniformité. Pour obvier autant que possible aux conséquences de cette règle, et mettre de l'unité dans la rédaction du cahier des charges, le gouvernement ordonna, par un arrêté du 5 thermidor an 5, que les conservateurs y inséreraient diverses dispositions de l'ordonnance de 1669, et qu'il n'y serait inséré aucune clause insolite ou extraordinaire.

Mais aussitôt que l'administration générale des eaux et forêts fut établie, elle sentit que le seul moyen d'obtenir l'uniformité désirable, était de rédiger, pour toute la France, un cahier des charges unique, qui rappelât toutes les dispositions des lois existantes sur les adjudications, l'exploitation et le récolement, et qui, au moyen d'une révision annuelle, pût recevoir successivement les additions et changemens dont l'expérience démontrerait la nécessité. En conséquence et depuis l'an 10, elle a délibéré en conseil d'administration les conditions générales du cahier des charges de chaque année, qu'elle soumettait ensuite à l'approbation du ministre des finances; et par suite de cette innovation, les agens locaux n'ont plus eu à s'occuper que des conditions particulières que nécessitait chaque localité. Cet acte, ainsi approuvé, devenait obligatoire pour tous les agens de l'administration forestière, même pour les préfets. (Décision du ministre des finances du 16 brumaire an 10.)

Les vues de l'administration ont été parfaitement remplies, et le cahier des charges est successivement arrivé à un degré de perfection qui ne permet plus guère d'y apporter des changemens.

Mais indépendamment du cahier des charges et conditions générales, les inspecteurs ou les agens qui les remplacent, sont tenus de dresser les clauses particulières et locales que peuvent nécessiter les ventes à faire dans leurs arrondissemens respectifs. Ces clauses sont transmises par eux aux directeurs de l'enregistrement et des domaines, un mois au moins avant les adjudications, et s'ils les approuvent, ils en ordonnent l'impression à la suite du cahier des charges générales. (Circulaire du 9 prairial an 13.)

Telle est la marche que l'on suivait du temps où la Belgique était réunie à la France.

Après la formation du royaume des Pays-Bas, on continua de faire usage du dernier cahier des charges qu'avait adopté l'administration française.

Aujourd'hui l'art. 15 de la circulaire du 19 mars 1831 dispose, que le directeur de l'enregistrement et des domaines soumettra à l'administration centrale un projet de cahier des charges pour l'adjudication des coupes; mais cette disposition a principalement pour objet les clauses et conditions purement locales, que les inspecteurs seuls peuvent bien connaître; car pour les conditions générales, on s'en réfère toujours aux cahiers des charges antérieurs.

Aux termes du même art. 15, que nous venons de citer, l'envoi du projet de cahier des charges doit avoir lieu en même temps que celui de l'état des coupes à asseoir et avant le 30 avril de chaque année.

Le cahier des charges et conditions, tant générales que particulières, doit être déposé à l'inspection des adjudicataires dans les bureaux des agens forestiers, au secrétariat de la commune de la vente, et dans l'étude du notaire chargé de l'adjudication. (Instructions des 6 mars 1806 et 8 juillet 1809.)

Au lieu d'entrer dans les détails de tout ce que doit contenir un cahier des charges, nous reproduisons, à la fin de cet article, le modèle dont on a fait usage pour les adjudications de 1834. Il servira en même temps de résumé à notre travail.

§ VI. *Rédaction des affiches.*

Après la rédaction du cahier des charges vient celle des affiches.

Le but des affiches est principalement de faire connaître le jour, l'heure et le lieu de la vente, l'autorité ou l'officier public qui y procédera, et les articles qui en feront l'objet.

Chaque article doit être désigné par son numéro d'assiette.

C'est au directeur de l'enregistrement et des domaines à fixer quand, où et devant qui l'adjudication aura lieu. (Art. 15 de la circulaire du 19 mars 1831.)

Après cette fixation, il rédige l'affiche ou la fait rédiger par le premier agent forestier de l'arrondissement.

Autrefois la vente se faisait en présence des préfets; et, à cette occasion, il s'élevait parfois entre eux et les agens forestiers des difficultés sur la rédaction des affiches.

L'administration, pour obvier à cet inconvénient, a dressé un modèle d'affiche auquel les uns et les autres sont tenus de se conformer. Ce modèle est joint à la circulaire du 26 messidor an 10; et quoiqu'aujourd'hui les mêmes contestations ne soient plus à craindre, on fera bien néanmoins de se conformer à ce modèle pour obtenir plus d'uniformité.

Il faut dans les affiches faire mention des baliveaux de l'âge, des anciens, des modernes, des pieds-corniers, tournans et parois marqués en réserve, et en désigner le nombre, l'âge et l'essence, ainsi qu'ils se trouvent indiqués dans les procès-verbaux de balivage et de martelage. (Circulaires des 9 prairial et 18 thermidor an 13.)

Il faut également y faire mention du lieu où le cahier des charges est déposé à l'inspection des adjudicataires.

S'il y a des travaux à faire, tels que fossés, repeuplement, essartage, etc., l'affiche doit aussi les indiquer.

Lorsque les affiches n'ont pas été rédigées par le directeur de l'enregistrement et des domaines lui-même, il doit s'en faire adresser les projets par l'inspecteur, le sous-inspecteur ou le garde-général qui les a rédigés. Il vérifie ces projets, et s'assure particulièrement si on n'y a porté que les coupes dont l'assiette a été dûment autorisée; si elles contiennent les détails suffisans et propres à faire obtenir dans les ventes un prix avantageux; s'il y a concordance entre les affiches et les procès-verbaux d'arpentage, de balivage, de martelage et de réserve; enfin, si toutes les règles et instructions relatives à la matière ont été fidèlement observées. (Art. 15 de la Circulaire du 19 mars 1831.)

Lorsque la rédaction des affiches a été approuvée, les gardes sont chargés de les placarder aux chefs-lieux de la province et du district, dans la commune de la situation des

bois, et dans les communes environnantes. Les gardes dressent procès-verbal de cette opération, et la font certifier par les bourgmestres des communes où les affiches ont été apposées. (Ordonnance de 1669, titre XV, article 18.)

Il doit y avoir au moins huitaine franche entre la dernière publication et l'adjudication. (*Ibid*, art. 19.)

Un exemplaire de chaque affiche doit être envoyé à l'administration centrale par le directeur de l'enregistrement et des domaines, qui certifie, au bas, les communes où elle a été placardée, et les jours de son apposition. (Circulaire du 9 prairial an 13.)

Les frais d'affiches sont compris dans les cinq pour cent que paient les adjudicataires en sus du prix principal de vente. (Circulaire du 19 mars 1831, art. 18; cahier des charges pour l'adjudication de 1834, art. 9.)

Après l'achèvement de toutes ces opérations préliminaires, on procède enfin à l'adjudication.

Section II.

De l'adjudication.

Le mode établi pour la vente des coupes de bois est l'*adjudication*. (Ordonnance de 1669, tit. XV, art. 3.)

Cette section se divise en plusieurs paragraphes.

§ I. *Époques des adjudications et fonctionnaires qui doivent y procéder.*

Toutes les opérations que nous venons d'exposer, doivent être terminées au plus tard avant le 15 août; et les directeurs de l'enregistrement et des domaines doivent prendre les mesures nécessaires pour que les ventes commencent à cette époque, et finissent au plus tard le 31 décembre. (Ordonnance de 1669, tit. III, art. 13; arrêté du 5 thermidor an 5, art. 18; instruction du 7 prairial an 9, tit. I, art. 21.)

Le titre VIII de la loi du 29 septembre 1791, publiée en Belgique le 19 frimaire an 4, confiait aux directoires de district le soin de procéder à la vente des coupes de bois. Ces administrations ayant été supprimées en 1795, deux arrêtés du gouvernement, en date des 28 frimaire an 4 et 5 thermidor an 5, en chargèrent les administrations municipales; mais par suite de la loi du 28 pluviôse an 8, ces attributions sont passées aux sous-préfets, et maintenant elles devraient appartenir aux commissaires de districts qui ont remplacé les sous-préfets en Belgique.

D'après la même loi du 29 septembre 1791, les conservateurs, assistés ou suppléés par les inspecteurs, devaient être présens aux adjudications, afin de prévenir les coalitions d'adjudicataires, donner des éclaircissemens, veiller à ce que les feux ne fussent allumés que lorsque la mise à prix leur paraissait approcher de la valeur des bois à adjuger. (Titre V, art. 11, et tit. VI, art. 15). L'instruction du 7 prairial an 9, § 1, art. 21, et la circulaire du 15 septembre 1806 leur imposaient la même obligation.

Le receveur-général du département devait y assister, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoir, afin de discuter la solvabilité des cautions. (Décret du 11 thermidor an 12.)

Enfin un arrêté du 6 thermidor an 5 requérait, dans le même but, la présence du directeur ou du receveur des domaines.

La circulaire du 19 mars 1831 a dérogé à toute cette législation d'une manière peu constitutionnelle. L'art. 15 dispose d'abord que le directeur de l'enregistrement et des domaines désignera l'autorité ou l'officier public qui procédera aux adjudications; et l'article 19 ajoute: « Elles auront lieu en présence » du receveur des domaines et de l'inspecteur ou sous-inspecteur forestier, par-devant » un notaire ou un membre de l'administration communale et son secrétaire, selon » qu'il sera jugé le plus avantageux au domaine. »

D'après l'art. 20, c'est l'inspecteur forestier qui préside. On sent que cette manière de procéder ne présente pas autant de garantie que le mode prescrit par la loi de 1791.

Dans celui-ci l'administration proprement

dite, l'administration forestière et l'administration des finances, toutes trois intéressées à divers titres dans les adjudications, étaient représentées par des fonctionnaires d'un grade élevé qui pouvaient se contrôler les uns les autres en concourant au même but.

A présent tous ceux qui interviennent dans les ventes, appartiennent à la même administration, et sont d'un grade inférieur au directeur de l'enregistrement et des domaines; ce qui rend tout à la fois le contrôle difficile et la responsabilité illusoire.

§ II. *Publicité.*

Aux termes de l'art. 19 de la circulaire du 19 mars 1831, conforme en ce point aux lois antérieures, toutes les adjudications doivent être publiques; mais ce même article ajoute: « Il ne sera même pas fait de proposition contraire que dans des cas particuliers. » On voit que, tout en recommandant la publicité, l'administration s'est réservée ici le droit de faire des adjudications à main-ferme dans certains cas, contrairement aux lois en vigueur, et notamment à l'art. 3 du tit. XV de l'ordonnance de 1669.

En France, une vente de bois qui n'aurait pas été faite par adjudication publique, est nulle. (Art. 17 du code forestier.)

§ III. *Des lieux où doivent se faire les adjudications.*

L'art. 3 du titre XV de l'ordonnance de 1669 défendait de faire les adjudications ailleurs que dans les auditoires où se tenait ordinairement la juridiction des forêts, à peine de nullité et de 10,000 liv. d'amende. L'art 9 de l'arrêté du 5 thermidor an 5, qui chargeait les administrations municipales de procéder aux ventes, porte qu'elles se feront dans le lieu de leurs séances ordinaires; et lorsque ensuite cette attribution a passé aux sous-préfets et aux préfets, on en a conclu que les adjudications devaient se faire dans les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfecture où ils siégent. Aujourd'hui la circulaire du 19 mars 1831 en laisse le choix aux directeurs de l'enregistrement et des domaines (Art. 15.)

Les lois auxquelles cette circulaire a dérogé, présentaient une garantie qu'il eût été important, à notre avis, de conserver dans l'intérêt de l'Etat.

§ IV. *Des personnes qui peuvent se rendre adjudicataires.*

L'art. 20 du titre XV de l'ordonnance de 1669 admet toute personne aux enchères; mais elle veut que si une personne notoirement insolvable se présente, elle soit tenue, sur la demande qui lui en est faite par le receveur des domaines, de donner caution.

L'art. 11 du cahier des charges reproduit cette disposition et l'étend même, en y ajoutant que les personnes qui ont déjà subi l'événement d'une folle-enchère, et celles qui, ayant été condamnées pour délit forestier, n'auraient pas payé depuis les sommes dont elles sont demeurées redevables, ne pourront mettre à prix, enchérir ni surenchérir, ni prendre au rabais, qu'en présentant préalablement une caution notoirement solvable qui devra être agréée par le receveur des domaines présent à la vente.

L'art. 21 du même titre de l'ordonnance de 1669 défendait aux ecclésiastiques, gentilhommes, gouverneurs de places et villes, capitaines et officiers des châteaux et maisons royales, magistrats, juges et procureurs du roi, de prendre part aux adjudications directement ni indirectement. Cette disposition avait pour objet d'empêcher que les personnes d'un certain rang ne nuisissent à la liberté des enchères; mais elle n'a pas été reproduite dans le cahier des charges.

L'art. 22 du même titre défend pareillement aux officiers des forêts et chasses, de quelque département qu'ils soient, à leurs parens ou alliés jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement, de prendre part aux adjudications, soit comme partie principale, soit comme associé ou caution. En France, non-seulement cette disposition est insérée dans le cahier des charges, mais l'administration a coutume d'annuler toutes les adju-

dications dans lesquelles il est reconnu que des parens d'agens forestiers ont un intérêt direct ou indirect.

Il n'en est pas de même en Belgique. Le cahier des charges y est muet sur ce point, et la vente des coupes ordinaires n'y est pas même sujette à l'approbation de l'autorité supérieure, de telle sorte que les abus les plus graves peuvent se commettre dans les provinces, sans que l'administration centrale en soit informée.

Une circulaire des régisseurs de l'enregistrement, en date du 21 brumaire an 8, recommande de considérer comme insolvables les personnes tout à fait inconnues qui se présenteraient aux adjudications, même lorsqu'elles sont munies d'une patente ou d'un passeport, attendu que des pièces de cette nature n'attestent nullement leur solvabilité.

§ V. *Des associations.*

Les marchands, adjudicataires ou autres personnes, de quelque qualité qu'elles soient, ne peuvent faire aucune association secrète, ni empêcher les enchères par voies indirectes, sous peine de confiscation des bois adjugés à leur profit, d'une amende de 1000 liv. au moins, et du bannissement des forêts. (Ordonnance de 1669, titre XV, art. 23.)

L'art. 412 du Code pénal a modifié cette peine : il prononce un emprisonnement et une amende de 1000 à 5000 fr. contre ceux qui troublent ou entravent la liberté des enchères par voies de fait, violence ou menace, et contre ceux qui écartent les enchérisseurs par dons ou promesses.

C'est pour prévenir de semblables coalitions que, d'accord avec l'art. 24 du tit. XV de l'ordonnance de 1669, le cahier des charges dispose :

« Art 13. Les adjudicataires ne pourront avoir » plus de trois associés qu'ils seront tenus de » désigner, pour en être fait mention dans le » procès-verbal de vente. Ils déposeront en- » tre les mains du receveur des domaines, pré- » sent à la vente, une expédition de leur acte » d'association ; et ils déclareront en outre, » dans le procès-verbal d'adjudication signé » par eux, qu'ils s'obligent solidairement à » toutes les charges de l'adjudication. »

§ VI. *Des mises à prix, enchères, surenchères et folles enchères.*

Le cahier des charges pour l'adjudication des coupes de 1834 ne contient à cet égard que les clauses suivantes :

« Art. 1. L'adjudication se fera d'abord à l'enchère et ensuite au rabais.

» Art. 2. Les enchères et rabais seront de deux francs, quand la somme offerte pour le bonnier ou la coupe, par petite portion, sera au-dessous de 100 francs.

» De 4 francs, depuis 100 fr. compris jusqu'à 200 francs.

» De 10 francs, depuis 200 fr. jusqu'à 400 fr.

» Et de 20 fr., quand le prix excédera 400 fr.

» Art. 3. Les coupes ne pourront être adjugées au-dessous du prix de l'estimation qui en a été faite préalablement. »

Le mode d'adjudication par voie d'enchères d'abord et ensuite au rabais, nous vient du gouvernement hollandais. Il diffère complètement de celui qu'avaient consacré l'ordonnance de 1669, les lois et réglemens postérieurs, ainsi que les instructions de l'administration forestière de France. Nous allons reproduire ce dernier, parce qu'une expérience de plusieurs siècles en a démontré les avantages. On distingue trois sortes d'offres, savoir : celles qui ont lieu avant qu'on allume les feux, celles qui se font pendant que les feux sont allumés, et celles qui sont postérieures à l'extinction des feux.

On donne aux premières le nom de mises à prix ; elles sont arbitraires : les marchands les portent à la somme qu'ils veulent, et il n'en est pas fait mention au procès-verbal, tant qu'elles sont disproportionnées à la valeur estimative des lots. Mais lorsqu'une offre ou mise à prix atteint l'estimation faite par les agens forestiers, ou qu'elle s'en approche assez pour que le président la juge suffisante, elle est inscrite au procès-verbal d'adjudication sous le nom de celui qui l'a faite, et devient ainsi le prix sur lequel on commence à allumer les feux. (Loi du 29 septembre 1791, titre VI, art. 15.)

Les offres de la seconde espèce sont les enchères qui se succèdent ensuite pendant que les feux restent allumés; elles doivent également être portées au procès-verbal avec le nom de chaque enchérisseur. Le dernier enchérisseur reste adjudicataire, mais cette adjudication n'est encore que provisoire. Enfin, après que cette adjudication provisoire est close par l'extinction des feux, on peut faire encore des offres d'une troisième espèce, que l'on appelle surenchères. Celles-ci sont d'une nature toute spéciale, et se distinguent en *tiercement*, *demi-tiercement*, et *doublement* et en *simples enchères* entre les tierceurs et l'adjudicataire provisoire.

« Le tiercement est une enchère, dit l'ordonnance de 1669, qui augmente d'un tiers » le prix de la vente et fait le quart sur le » total, et le demi-tiercement est la moitié » du tiers, en sorte que si le prix de l'adjudication est de 1500 liv. le tiercement est » de 500 liv., et le demi-tiercement de » 250 liv. » (Tit. XV, art. 33.)

Suivant l'art. 35 du même titre, le demi-tiercement n'est reçu que sur le tiercement, mais on peut d'une seule enchère faire le tiercement et le demi-tiercement, ce qui s'appelle *doublement*.

D'après les art. 31 et 32, les déclarations de tiercement, de demi-tiercement et de doublement ne sont recevables que jusqu'au lendemain de l'adjudication provisoire à midi. Elles doivent être faites au secrétariat du lieu de la vente, et enregistrées au jour et à l'heure précise où elles y sont reçues. (Art. 34.)

Ces déclarations doivent ensuite, à la requête des tierceurs, demi-tierceurs et doubleurs, être signifiées en entier, par un huissier ou par un garde, au receveur du domaine et aux adjudicataires.

La même signification se fait à la requête de l'agent forestier qui préside la vente; mais comme elle a seulement pour objet de suppléer celle que les tierceurs négligeraient de faire, ceux-ci ne peuvent se prévaloir du défaut de la seconde signification pour contester la validité de leurs tiercemens, demi-tiercemens ou doublement.

Ces significations doivent être faites à personne ou au domicile élu, et si l'on n'a pas élu domicile, au secrétariat du lieu de la vente. (Art. 32.)

Les actes de tiercement, demi-tiercement et doublement ayant été dûment faits et signifiés, l'adjudicataire est reçu à y mettre une *simple enchère*; sur cette enchère, qui doit être faite au même secrétariat, dans les 24 heures qui suivent le délai fixé pour les déclarations de tiercement, les tierceurs, demi-tierceurs et doubleurs et l'adjudicataire sont reçus à enchérir les uns sur les autres, pendant 24 heures à partir de l'expiration du délai accordé à l'adjudicataire pour mettre son enchère, et la vente demeure au dernier enchérisseur sans plus revenir. (Art 35.)

Dans le cas où aucun des adjudicataires, tierceurs, doubleurs ou enchérisseurs ne veut surenchérir, la vente demeure à celui qui le premier a tiercé ou enchéri.

Dans ce système, les enchères ont un caractère tout particulier : elles consistent dans la différence qu'il y a entre le prix auquel le lot a été adjugé et celui qui a été offert par le dernier enchérisseur. En payant cette différence, l'adjudicataire peut résilier son marché et le mettre à la charge de l'enchérisseur qui le précède immédiatement.

Voici quelles sont à cet égard les dispositions du titre XV de l'ordonnance de 1669.

« Art. 25. Il sera libre aux marchands de renoncer à leurs enchères au greffe de la maistrise dans le lendemain midy du jour de l'adjudication, en le faisant signifier dans cet intervalle au précédent enchérisseur, au domicile par lui éleu, et au receveur auquel ils payeront comptant leurs folles enchères.

» Art. 26. Au cas qu'il y ait révocation d'enchères, les précédens enchérisseurs seront graduellement et successivement subrogez aux lieux et places de ceux qui auront révoqué leurs enchères; et toutes personnes qui enchériront, seront tenues d'élire domicile au lieu où les adjudications seront faites, tant pour la validité des actes qui doivent suivre l'adjudication, que pour l'exécution de leurs enchères, révocations et adjudications, tiercemens et demy-tiercemens, et de tous

autres actes qu'il sera nécessaire de faire; et à faute d'en élire, les assignations leurs seront faites au greffe de la maistrise, qui seront réputées valables.

» Art. 27. Si le marchand adjudicataire se désistait de son enchère et renonçait à la vente, il sera arresté jusqu'à ce qu'il ait payé ou donné bonne caution de sa folle-enchère, et la vente retournera au précédent enchérisseur, et successivement de l'un à l'autre, ainsi qu'il a esté ci-devant prescrit. »

Il y a également lieu à la folle-enchère quand l'adjudicataire, sans renoncer expressément à son marché dans le délai prescrit, néglige de donner caution. C'est ce que porte l'art. 30 :

« Le receveur sera tenu, la huitaine passée, » de faire signifier incessamment et dans le » jour à celuy qui estait le pénultième en- » chérisseur, qu'il est substitué au lieu et » place de l'adjudicataire qui aura manqué » de donner caution, et que dès ce moment » l'adjudication est à sa charge. »

Le système que nous venons d'exposer est encore suivi en France, et il devrait être suivi en Belgique; car un arrêté du directoire exécutif, en date du 5 thermidor an 5, veut que les dispositions ci-dessus citées sur les tiercemens, demi-tiercemens, doublemens et folles-enchères soient insérées dans le cahier des charges pour l'adjudication des bois domaniaux, et exécutées selon leur forme et teneur.

Quoiqu'il en soit, voici les observations, auxquelles peut donner lieu l'objet du présent paragraphe :

Dans le cas où, lors de l'adjudication, il n'y aurait pas lieu à allumer de feux, faute par les adjudicataires de porter leurs offres au prix de l'estimation ou à un prix qui s'en approche, l'adjudication doit être remise, séance tenante, à un autre jour qu'indique le président de la vente. Ce délai ne doit pas excéder la quinzaine. (Circulaire du 1er vendémiaire an 14.)

Si à cette époque il n'y a point encore d'offres suffisantes, le président doit en référer à l'administration et lui proposer, suivant les circonstances, soit de remettre la vente à une autre quinzaine ou à l'ordinaire suivant, soit de réduire les prix d'estimation. (Circulaire du 19 mars 1831, art. 20.)

L'adjudication ne devient définitive que lorsqu'un feu a été allumé et s'est éteint sans que, pendant sa durée, il ait été mis aucune nouvelle enchère.

Les enchères ne sont pas arbitraires; elles sont réglées par les art. 1 et 2 du cahier des charges.

En cas de contestation entre les enchérisseurs sur la validité des enchères, l'agent forestier qui préside la vente, décide s'il sera allumé un nouveau feu.

Lorsque plusieurs lots sont mis en vente dans la même séance, ils doivent être adjugés séparément, et l'agent forestier doit s'opposer à leur cumul, comme contraire à la concurrence des enchérisseurs. (Circulaire du 1er vendémiaire an 14.)

§ VII. *Frais à la charge des adjudicataires.*

Outre le prix principal de leurs marchés, différens frais tombent à charge des adjudicataires.

1. L'art. 15 du titre XV de l'ordonnance de 1669 dispose que les ventes de bois domaniaux seront faites à la charge par les adjudicataires de payer le sol pour livre du prix principal de l'adjudication. Le produit en était consacré à payer les droits, journées et taxations des officiers des maîtrises et grûries. Après la suppression des grûries et des maîtrises, ce tantième aurait dû être également supprimé. Cependant le gouvernement français l'a maintenu, et même porté à deux sols pour livre ou dix centimes par franc. (Arrêtés des 4 vendémiaire an 5, 1er fructidor an 7, et 27 frimaire an 11.)

En Belgique il a été également conservé. L'art. 8 du cahier des charges impose aux adjudicataires l'obligation de payer dix centimes par franc en sus du prix principal de leurs marchés, et ce payement doit s'effectuer avant le 20 juin de l'année suivante, si le prix de leurs lots s'élève au-delà de deux cents francs; et avant le 1er juillet suivant, s'il est inférieur à cette somme.

L'art. 18 de la circulaire du 19 mars 1831

charge les agens forestiers d'insérer cette clause dans les cahiers de charges qu'ils rédigent.

2. Ce même article leur enjoint d'y insérer, pour chaque adjudicataire, l'obligation de payer cinq pour cent du prix principal de leurs marchés pour frais d'impression, d'affiches, du cahier des charges et des procès-verbaux, de publication, bougies et criées, et pour droits de timbre et d'enrégistrement de tous les actes relatifs à son acquisition; et en effet cette clause fait l'objet de l'art. 9 du cahier des charges.

Cette somme doit être payée dans les dix jours de la vente.

Sous l'administration française, tous les frais de cette nature étaient également à la charge des adjudicataires; mais au lieu d'être représentés par une quotité fixe de cinq pour cent, ils étaient estimés d'avance par les préfets et les conservateurs. La somme globale était mentionnée dans le cahier des charges, avec obligation aux adjudicataires de la payer comptant, au marc le franc de leurs marchés respectifs, et la même énonciation devait se faire au procès-verbal d'adjudication.

Les deux espèces de frais dont nous venons de parler ne résultant d'aucune loi qui les impose aux adjudicataires, il est évident qu'ils ne seraient point obligatoires pour eux, si le cahier des charges ne contenait à cet égard une clause expresse : en général nulle taxe, à moins d'être prévue par le cahier des charges, ne peut les obliger. (Instruction du 7 prairial an 9, § 1, art. 23 et 24; Circulaires des 22 messidor an 9, n° 16, et 25 mars 1806.)

3. Outre les frais généraux que le cahier des charges rend obligatoires, il en est d'autres qui sont facultatifs.

Ainsi l'art. 10 porte que, si les adjudicataires désirent un extrait de l'expédition du procès-verbal de leur adjudication et du cautionnement, ils devront se le procurer à leurs dépens; et qu'un exemplaire du cahier des charges leur sera délivré *gratis*, mais sur papier non timbré, de sorte que s'ils veulent en faire usage en justice, le droit de timbre tombe à leur charge.

L'art. 17 dit qu'il leur sera fourni, s'ils le désirent, mais à leurs frais, une expédition du procès-verbal d'arpentage de leur coupe avec le plan.

Cette expédition, plan compris, doit être payée à l'arpenteur cinq francs pour chaque coupe au-dessus de dix bonniers, et trois francs pour les coupes de moindre contenance, non compris le timbre.

Enfin, d'après l'art. 51, l'avis du récolement doit être donné aux adjudicataires, sans frais, par l'inspecteur forestier; mais si, faute par eux de se présenter, il y a lieu à un récolement nouveau, ils doivent y être invités par un acte signifié à leurs frais au domicile qu'ils auront élu.

§ VIII. *Des payemens du prix principal.*

L'art. 13 du tit. III de l'ordonnance de 1669 chargeait les grands-maîtres de régler annuellement les payemens du prix principal des adjudications, sous la seule réserve de ne pas reculer le dernier terme après la St-Jean de l'année qui suit l'usance; et l'art. 29 du tit. XV voulait que les payemens se fissent en deux termes égaux aux époques fixées par le cahier des charges.

Ces dispositions ont été considérées par le gouvernement comme purement réglementaires; en conséquence il les a modifiées par de simples arrêtés, suivant les besoins du trésor.

Un arrêté du 4 vendémiaire an 5 avait statué que le prix des adjudications des coupes de bois nationaux pour l'an 5, serait payé de la manière suivante:

Un cinquième en espèces dans la décade du jour de l'adjudication, et les quatre autres cinquièmes en traites acceptées, savoir : à trois mois d'échéance pour le premier, à quatre mois pour le second, à cinq mois pour le troisième, et à six mois pour le dernier.

Un autre arrêté du 5 thermidor an 5, relatif aux coupes de l'an 6, a maintenu le payement par cinquièmes; mais il les a déclarés payables, le premier dans la décade du jour de l'adjudication, et les quatre autres dans les mois de ventôse, floréal, messidor et fructidor sui-

vans: toutefois l'usage des traites à souscrire par les adjudicataires pour les quatre derniers termes, fut restreint aux adjudications dont le prix s'élevait à 50,000 liv. et au-dessus. (Art. 1, 2 et 3.)

Dans ce dernier cas, les traites devaient être remises aux receveurs de l'enrégistrement et des domaines par les adjudicataires, en même temps qu'ils payaient le premier cinquième, à peine de déchéance de leur adjudication et de revente à la folle-enchère. (Art. 4.)

L'art. 5 de cet arrêté ordonnait que les dispositions des art. 1, 2, 3 et 4, que nous venons de citer, seraient insérées dans le cahier des charges.

On reconnut bientôt que, par la brièveté de ces termes, les adjudicataires se trouvaient avoir payé la totalité du prix de leurs adjudications et des frais d'exploitation de leurs bois, avant d'en avoir pu vendre une partie. Beaucoup d'adjudicataires en prirent prétexte de ne pas se conformer à leurs obligations dans les délais déterminés et d'en demander la prolongation; et le gouvernement craignit qu'il n'en résultât une diminution fâcheuse dans le prix des adjudications futures. En conséquence il statua, par un arrêté du 1er fructidor an 7, que le prix principal des adjudications à faire pour l'an 8 et les années suivantes, jusqu'à ce qu'il y fut autrement pourvu, serait payé, savoir: un cinquième dans le mois à dater du jour de l'adjudication, et le surplus en deux termes égaux, dont le premier aurait lieu le 29 fructidor et le second le 29 frimaire suivant.

Le 27 frimaire an 11 le gouvernement revint encore sur cet objet : il disposa que le prix des adjudications des coupes ordinaires serait payé à l'avenir par égales portions, en quatre termes échéant les 30 germinal (20 avril), 30 messidor (19 juillet) de l'année de l'adjudication, 30 vendémiaire (23 octobre), et 30 nivôse suivans (21 janvier), (article 1); que les adjudicataires souscriraient, en conséquence, des traites payables auxdites époques chez le receveur-général du département; que les traites seraient toutes de sommes rondes, et ne pourraient être divisées qu'en sommes de 500, de 1,000 et de 10,000 francs; qu'il n'y aurait aucune somme intermédiaire entre 500 et 1,000 fr., mais qu'il pourrait y avoir, pour chaque adjudication, quatre traites de 100 fr. chacune, si elles étaient nécessaires pour faire l'appoint de 1,000 fr. (art. 2.); que toutes les sommes au-dessous de 100 fr., pour chacune des quatre échéances, seraient versées en numéraire (art. 3.); que les traites se feraient sur un papier particulier fourni par les ordres du ministre des finances (art. 4.); enfin qu'il serait inséré dans le cahier des charges une clause expresse portant, qu'en cas de retard du payement des traites ou du versement des sommes exigibles en numéraire, l'adjudicataire supportera une amende du vingtième du montant de la traite au-delà de la somme qu'il n'aurait pas acquittée à son échéance, et que cette amende devra être payée en même temps que le principal, dont le payement devait être poursuivi, à chaque époque, par les voies ordinaires. (Art. 5.)

Un dernier arrêté du 11 thermidor an 12 a disposé que les traites seraient souscrites au profit du receveur-général des contributions directes de chaque département, et que ces receveurs poursuivraient, en leur nom, tant contre l'obligé principal que contre ses cautions et certificateurs de cautions, le payement desdites traites par les mêmes voies que la régie de l'enrégistrement était alors autorisée à employer. (Art. 2 et 3.)

Ces divers arrêtés auraient dû servir de base aux dispositions qui règlent, dans le cahier des charges, le payement du prix des adjudications; mais l'administration forestière s'en est écartée plus d'une fois. Voyez à ce sujet les art. 4, 5 et 6 du cahier des charges pour les coupes de 1834, et le modèle de traite qui s'y trouve annexé.

D'après ces articles, le prix des coupes ou portions de coupes adjugées à une seule personne, dans la même vente, doit être payé en numéraire au 1er juillet, quand il n'excède pas 200 francs; s'il dépasse cette somme, il est payable par traites en quatre termes égaux, dont l'échéance est fixée au 20 mars, 20 juin, 20 septembre et 20 décembre, qui suivent l'adjudication.

Il ne peut être souscrit qu'une seule traite pour chaque échéance, par le même adjudicataire ayant les mêmes cautions et certificateurs de cautions; et chaque traite doit comprendre le quart du prix total de toutes les adjudications qui lui ont été consenties à une même vente.

Les adjudicataires de futaies qui auront été vendues au printemps pour être exploitées la même année que le taillis, ne souscrivent que trois traites dont la dernière échoit au 20 décembre.

Les traites sont endossées au profit du directeur et payables chez le receveur de l'enrégistrement et des domaines. Elles doivent être remises à ce receveur dans la quinzaine de la vente, à peine d'une amende égale au vingtième du prix principal de l'adjudication.

Enfin, si les adjudicataires ne paient pas, au terme prescrit, les traites ou les sommes exigibles en numéraire, ils encourent une amende égale au vingtième des sommes non acquittées à leur échéance.

Le cahier des charges ne parle point de la marche à suivre en cas de non payement. Mais il résulte de la nature même des choses que les traites doivent d'abord être protestées à la requête du directeur de l'enrégistrement et des domaines, poursuites et diligences du receveur; on décerne ensuite une contrainte, et on procède comme en matière d'enrégistrement et de domaines pour le recouvrement des deniers publics ou des sommes dues au trésor. (Art. 3 de l'arrêté du 11 thermidor an 12; art. 2070 du code civil.)

Toutes les fois que l'une des traites n'est pas acquittée à son échéance, le receveur de l'enrégistrement et des domaines en doit donner avis au directeur, et celui-ci à l'agent forestier local, à l'effet de prendre des mesures pour que les bois de la coupe ne soient pas enlevés frauduleusement avant la saisie régulière qui doit, si les circonstances l'exigent, assurer au trésor public le recouvrement de ce qui lui reste dû. Cette précaution a été formellement prescrite par les circulaires des 27 juillet et 20 août 1811, nos 447 et 450.

§ IX. *Mesures prises pour assurer l'exécution des clauses du cahier des charges.*

D'après l'art. 29 du tit. XV de l'ordonnance de 1669, les adjudicataires étaient tenus, dans la huitaine de l'adjudication et avant de commencer l'usance des ventes, de donner bonne et suffisante caution et certificateur de caution, lesquels devaient être agréés par le receveur et s'obliger, *solidairement* avec les adjudicataires, à payer le prix des ventes aux époques fixées par le cahier des charges, et à satisfaire aux autres charges, clauses et conditions y mentionnées.

L'arrêté du 11 thermidor an 12 a voulu, en outre, que les receveurs-généraux des contributions directes assistassent aux ventes pour discuter la solvabilité des cautions, et qu'en cas de contestation, il fut statué par les préfets. (Art. 6.)

Il était dressé un acte séparé du cautionnement.

Ces dispositions ont été reproduites dans l'art. 14 du cahier des charges avec les modifications suivantes:

» Les cautions et certificateurs de caution doivent être donnés, séance tenante, et agréés par le receveur des domaines présent à l'adjudication, lequel statue, en cas de contestations, sans en référer à personne. »

Le procès-verbal d'adjudication tient lieu d'acte de cautionnement; en conséquence, il faut y mentionner les noms, qualités et domiciles des cautions et certificateurs de cautions, et l'obligation qu'ils prennent, solidairement avec l'adjudicataire, d'exécuter toutes les clauses du cahier des charges, et de payer les dommages, restitutions et amendes qu'encourrait l'adjudicataire, lors même qu'en cas d'instance ils n'auraient pas été mis en cause avec lui.

Ce procès-verbal doit être signé par toutes les parties intéressées.

Outre ces précautions, qui garantissent efficacement la pleine et entière exécution des marchés, l'art. 14 du cahier des charges en contient une autre qui nous semble exorbitante. Il stipule que, le cas échéant, les cautions et les certificateurs de cautions pourront

être renforcées. On conçoit toutes les vexations qui peuvent résulter de cette clause, si l'administration voulait en abuser contre les adjudicataires, et l'influence fâcheuse qu'elle peut dès-lors exercer sur les ventes.

Chapitre IV.

De l'exploitation des coupes.

Section I.

Obligations à remplir par l'adjudicataire avant de commencer l'exploitation.

§ I. *Permis d'exploitation.*

Les adjudicataires ne peuvent, à peine d'être poursuivis comme délinquans, commencer l'exploitation de leurs coupes qu'après avoir justifié, par certificat du receveur des domaines, qu'ils ont fourni leur cautionnement et les traites acceptées qu'ils étaient tenus de remettre, et satisfait aux payemens échus et aux frais d'adjudication.

Ce certificat est remis par les adjudicataires à l'inspecteur forestier, qui le vise et délivre ensuite un permis d'exploiter.

En France on exige en outre, pour délivrer le permis, que l'adjudicataire exhibe : 1° l'extrait en forme du procès-verbal d'adjudication ; 2° l'expédition du procès-verbal d'assiette et du plan de la coupe ; 3° l'acte, en forme, de prestation de serment de son facteur ou garde-vente, le registre du facteur, pour être coté et paraphé de suite, et son marteau avec la déclaration du dépôt de son empreinte au greffe du tribunal.

Ces précautions méritaient d'être conservées.

Les adjudicataires remettent le permis qu'ils ont obtenu au sous-inspecteur ou garde-général, et le préviennent du jour où ils se proposent de placer des ouvriers dans les ventes. Le sous-inspecteur ou le garde-général en donne avis aux gardes particuliers.

Enfin le permis d'exploitation doit être délivré dans le mois de la vente.

Ces formalités sont prescrites par les articles 15, 16 et 19 du cahier des charges ; mais les dispositions de ces articles reposent elles-mêmes sur l'ordonnance de 1669, dont le tit. XV porte :

« Art. 36. Après que les marchands auront » fourni leurs cautions et certificateurs, le » receveur leur donnera ses certificats pour » les représenter et faire registrer au greffe, » sans frais, dont une expédition sera remise » ès mains des gardes-marteaux, auxquels et » aux officiers nous défendons de souffrir » qu'aucunes coupes ne soyent commencées » qu'ils n'ayent veu et fait enregistrer le cer- » tificat du receveur, à peine d'en répondre » en leurs propres et privez noms. »

La responsabilité civile, que cet article impose aux gardes-marteaux et aux officiers, n'a pas été maintenue par la loi du 29 septembre 1791 ; mais les agens forestiers qui auraient permis de commencer l'exploitation d'une coupe avant l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites, pourraient, en cas de connivence avec les adjudicataires, être punis criminellement, et seraient passibles de dommages-intérêts. (Code pénal, art. 177, code civil, art. 1382 et 1383.)

Nous venons de dire que, suivant l'art. 15 du cahier des charges, les adjudicataires qui commenceraient l'exploitation de leurs coupes, avant d'avoir obtenu un permis d'exploiter, *sont considérés comme délinquans*. Cette disposition est fondée sur ce que l'ordonnance de 1669 punit tout abattage d'arbres fait sans autorisation : ce serait donc une erreur de croire que c'est le cahier des charges qui qualifie de délit le fait dont il s'agit dans l'art. 15. L'administration qui rédige les clauses et conditions de la vente des coupes, excéderait ses attributions en le faisant. Mais telle n'est pas la portée de l'article qui nous occupe ; il se borne à rappeler aux adjudicataires que l'ordonnance de 1669 considère comme délinquans ceux qui coupent des arbres sans y être autorisés, et que par conséquent cette disposition atteint les adjudicataires qui exploitent leurs coupes avant d'avoir obtenu un permis d'exploiter.

Il résulte delà que la simple omission d'avoir exhibé les pièces à l'agent forestier, ou

de l'avoir prévenu du jour où il mettrait ses ouvriers à l'œuvre, ne constitue pas un délit. On avait pensé le contraire en France ; mais une instruction du 21 août 1818 a condamné cette opinion: et en effet, il suffit qu'un permis d'exploitation ait été délivré par le receveur du domaine pour que l'abattage soit réputé légal, et le défaut de le représenter à l'agent-forestier ne peut plus dès-lors constituer un délit. Toutefois le garde général ou particulier n'en doit pas moins s'opposer à l'exploitation jusqu'à ce que le permis lui soit représenté.

§ II. *Visite et souchetage.*

Comme l'ordonnance de 1669 rend les adjudicataires responsables des délits qui se commettent, à l'ouïe de la coignée, dans les environs de leurs ventes pendant l'usance, elle leur permet aussi, avant de commencer leur exploitation, de faire rechercher et reconnaître les souches des arbres qui y auraient été coupés en délit, afin qu'on ne puisse, dans la suite, leur imputer les délits consommés avant leur entrée dans la forêt. Cette opération s'appelle *souchetage;* et elle a pour objet non seulement de constater l'existence des souches, mais encore de les marquer d'un coup de marteau, afin de pouvoir ensuite les reconnaître.

Voici ce que dispose à ce sujet le tit. XV de l'ordonnance de 1669 :

« Art. 50. Avant que de faire exploiter les » ventes, les marchands pourront faire pro- » céder au *souchetage* par-devant le maistre » particulier, en présence du garde-marteau » et du sergent à garde, par deux experts » desquels l'un sera nommé par nostre pro- » cureur de la maistrise, et l'autre de leur » part ; dont il sera dressé procès-verbal sans » frais ni droits à peine de concussion, à la » réserve des journées des soucheteurs qui » seront taxées par le maistre et payées par » le sergent collecteur des amendes; dans » lequel procès-verbal seront employées le » nombre des souches qui auront été trou- » vées, leur qualité et grosseur ; et demeu- » rera au greffe de la maitrise pour y avoir » recours, et s'en servir lors du récolement. »

» Art. 51. Les marchands demeureront » responsables de tous les délits qui se fe- » ront à l'ouïe de la coignée aux environs de » leurs ventes, estimez pour les bois de 50 » ans et au-dessus à 50 perches, et à 25 per- » ches pour ceux de 50 ans et au-dessous, si » les marchands ou facteurs n'en font leur » rapport. »

Cette responsabilité n'est relative qu'aux délits qui se commettent à certaines distances des coupes ; quant à ceux qui se commettent dans les coupes mêmes, en abattant des arbres marqués en réserve, des arbres de limites, etc., ils en sont considérés comme auteurs directs, et à ce titre ils ont également intérêt à reconnaître si, avant l'exploitation commencée, il n'existe pas dans leurs ventes des arbres coupés en délit. C'est par ce motif que le cahier des charges a étendu, dans les termes suivans, les dispositions de l'ordonnance :

« Le permis d'exploiter sera délivré dans le » mois de la vente ; jusqu'alors l'adjudica- » taire pourra faire procéder, à ses frais, en » présence d'un agent forestier du grade de » garde-général au moins, et du garde du » triage, par deux experts, l'un à son choix, » l'autre au choix dudit agent, à la reconnais- » sance de l'état de la coupe et des délits » qui pourraient avoir été commis dans les » ventes et à l'ouïe de la coignée, fixée à la » distance de 366 aunes pour la futaie, et » de 183 aunes pour le taillis. — Il en sera » dressé un procès-verbal particulier pour y » avoir recours lors du récolement. Ce pro- » cès-verbal constatera, outre l'état de la » coupe, le nombre des souches qui auront » été trouvées, leur qualité et grosseur, et » elles seront marquées du marteau de l'a- » gent forestier, »

Et l'art. 20 ajoute:

« L'adjudicataire, après le permis d'ex- » ploiter délivré, ne sera plus admis à ré- » quérir de visite ni de souchetage. »

D'après l'art. 54 le salaire des soucheteurs est à la charge des adjudicataires, et fixé à dire d'experts.

La cour de cassation de France a jugé, le 26

juillet 1810, qu'après la délivrance du permis d'exploiter, l'adjudicataire n'est même plus admis à prouver que les arbres coupés dans les environs de sa vente, à la distance ci-dessus mentionnée, l'ont été antérieurement à son adjudication. L'unique moyen qu'il ait de se soustraire à la responsabilité de l'ordonnance, est de demander le souchetage avant d'avoir obtenu le permis d'exploiter.

Il ne faut pas confondre la visite et le souchetage, dont parle l'art. 19 du cahier des charges, avec la vérification des arbres marqués en réserve.

Le souchetage et la visite sont autorisés par l'ordonnance de 1669 et par l'art. 19 que nous venons de citer. Chaque adjudicataire a le droit de les demander, afin de ne pas être responsable des délits qui peuvent avoir été commis dans ses ventes et dans leurs environs jusqu'à l'ouïe de la coignée; par conséquent, si depuis le martelage, mais avant la délivrance du permis d'exploiter, il remarque que des arbres de réserve ont été évidemment coupés en délit, il peut demander que la vérification soit faite des souches, et cette vérification rentre encore dans l'opération du souchetage. Mais jamais un adjudicataire ne peut exiger que le balivage lui-même soit vérifié, alors même que, par erreur, on aurait marqué en réserve plus ou moins d'arbres qu'il n'en fallait. Cette opération, faite en conformité des réglemens et constatée par un procès-verbal régulier, doit être tenue pour exacte après l'adjudication faite. Aucune exception, fondée sur des erreurs de nombre ou de classification des réserves, ne peut être élevée contre ce procès-verbal, qui doit faire foi jusqu'à inscription de faux, conformément à l'art. 13 du tit. IX de la loi du 29 septembre 1791. C'est ce qu'a jugé la cour de cassation par arrêt du 26 juillet 1810.

Ni l'ordonnance de 1669, ni aucune loi postérieure n'ont soumis les opérations du balivage et du martelage à des vérifications, le motif en est sensible. Les marchands de bois ont eu tout le temps nécessaire, avant les ventes, pour faire eux-mêmes la reconnaissance des coupes, et pour s'assurer du nombre et des espèces de baliveaux réservés; les affiches leur ont fait connaître ce qu'ils ont acheté et ce qui doit être excepté de leur acquisition; et ce serait d'ailleurs rendre illusoires les opérations préliminaires de la vente, et les livrer à des contestations sans fin, que d'admettre les adjudicataires à en demander la réformation. Enfin, et ce motif est péremptoire, les procès-verbaux de martelage sont, comme tous les autres procès-verbaux des agens et des gardes forestiers, des actes auxquels foi est due jusqu'à inscription en faux.

Il est vrai que les agens peuvent commettre des erreurs; mais dans ce cas, l'adjudicataire a deux moyens pour se soustraire à une injuste responsabilité.

Il peut s'inscrire en faux contre le procès-verbal de martelage; et il peut, après la vérification qu'il aura faite lui-même, signaler aux agens les erreurs qu'il aura remarquées, et demander qu'on y ait égard lors du récolement. Si les indications données par l'adjudicataire sont bien précises, il sera du devoir des agens de vérifier la coupe, et dans tous les cas, d'appeler l'attention de l'administration sur la réclamation de l'adjudicataire pour qu'elle lui épargne des poursuites qu'il n'aurait pas méritées.

C'est à ces moyens seuls qu'il faut s'en tenir. On dénaturerait le caractère des opérations des agens, si on admettait qu'elles peuvent être critiquées, attaquées et recommencées quand et de la manière que cela conviendrait aux parties intéressées.

Observons encore que la cour de cassation a décidé, par l'arrêt déjà cité du 26 juillet 1810, qu'il ne suffisait pas, pour opérer la décharge d'un adjudicataire, qu'il fît faire la reconnaissance de la coupe ou du déficit de quelques arbres de réserve par un garde général ou particulier, même avant de commencer l'exploitation, attendu que s'agissant de modifier les effets du procès-verbal de martelage, opération importante, qu'il n'appartient de faire qu'aux mêmes agens qui ont procédé en premier lieu au martelage, ce serait rendre les employés inférieurs juges et réformateurs des actes de leurs supérieurs.

Après l'exploitation et la vidange il peut

y avoir lieu à procéder à un second souchetage. Nous en parlerons dans la section suivante.

§ III. *Cessions, rétrocessions et sous-ventes.*

Les adjudications de bois sont, comme tout autre marché, susceptibles d'être cédées à des tiers. Mais ce principe a été soumis à quelques restrictions dans l'intérêt de l'état. L'article 21 du cahier des charges dispose d'abord que les cessions, rétrocessions ou sous-ventes ne pourront jamais être partielles, afin de ne pas introduire dans les coupes un nombre trop considérable de personnes intéressées, qui paralyseraient la surveillance et introduiraient du désordre dans l'exploitation.

Il veut ensuite que les actes de cession soient passés en l'étude d'un notaire ou devant le fonctionnaire public qui a procédé à la vente.

Il défend aux cessionnaires d'exploiter leur bois, avant d'avoir représenté au sous-inspecteur ou au garde-général un extrait de leur acte de cession.

Il déclare enfin que les adjudicataires et leurs cautions n'en seront pas moins considérés comme obligés pour l'exécution des clauses et conditions de la vente.

§ IV. *Facteurs ou gardes-ventes, registre, marteau.*

On appelle facteur ou garde-vente un commis préposé par l'adjudicataire d'une coupe de bois pour en surveiller l'exploitation, pourvoir au débit du bois, et constater les délits qui se commettent dans l'intérieur de la coupe et aux environs à l'ouïe de la coignée.

L'ordonnance de 1669 dispose que les facteurs ou gardes-ventes, établis par les marchands pour l'usance et le débit de leurs ventes, prêteront le serment entre les mains du grand-maître, du maître particulier ou du lieutenant, sans aucuns frais ni droits, qu'ils feront leurs rapports des délits qui se commettraient à la réponse de leurs ventes, c'est-à-dire jusqu'à l'ouïe de la coignée. (Titre XV, art. 39.)

En France on oblige les adjudicataires à avoir un facteur. En Belgique l'établissement des facteurs ou gardes-ventes est facultatif. Voici ce que porte à cet égard l'art. 22 du cahier des charges :

« Chaque adjudicataire *pourra* avoir un fac» teur ou garde-vente, qu'il sera libre de » choisir parmi ses ouvriers, et qui sera agréé » par l'inspecteur ou le sous-inspecteur fo» restier local ; en cas de contestation, il en » sera référé au directeur de l'enrégistrement » et des domaines. Ce facteur ou garde-vente » sera ensuite reçu par le juge de paix ; prê» tera serment entre ses mains, et pourra ser» vir à tous les adjudicataires d'une même » coupe. — Ce garde ne sera ni parent ni al» lié de ceux du triage. Il ne pourra en au» cun temps s'absenter de la vente. Il sera » autorisé à faire des rapports, tant dans la » vente qu'à l'ouïe de la coignée. »

Les facteurs sont justiciables des tribunaux de commerce, mais pour le fait seulement du trafic des marchands qui les ont établis. (Article 634 du code de commerce.)

L'ordonnance de 1669 dispose que l'adjudicataire, les facteurs ou gardes-ventes seront tenus d'avoir un régistre dans lequel seront écrits les noms, prénoms et domiciles de ceux auxquels ils vendront du bois, la quantité et le prix, à peine de cent livres d'amende et de confiscation. (Tit. XV, art. 37.)

L'art. 22 déjà cité du cahier des charges reproduit cette disposition dans les termes suivans :

« Le facteur tiendra un régistre sur papier » timbré, coté et paraphé par le sous-inspec» teur ou le garde-général ; il y inscrira, jour » par jour et sans lacune, la mesure et la » quantité des bois débités ou vendus, avec » les noms et demeures des personnes aux» quelles il en aura été délivré. Ce régistre » sera représenté aux agens forestiers, visé et » arrêté par eux, toutes les fois qu'ils le ré» querront. »

Il est à remarquer qu'aux termes de l'ordonnance de 1669, c'est l'adjudicataire qui doit tenir ce régistre, ou ses facteurs pour lui ; de sorte que la tenue du régistre est obligatoire dans le cas où l'adjudicataire a des

facteurs comme dans celui où il n'en a point. Au contraire, suivant l'art. 22 du cahier des charges, l'obligation de tenir régistre n'est imposée qu'aux facteurs, et comme l'établissement des facteurs est facultatif d'après ce même article, il semble en résulter que si l'adjudicataire n'en établit point, la tenue du régistre n'est plus exigée.

L'art. 23 du cahier des charges paraît confirmer cette conséquence en disposant que: «L'acte, en forme, de la prestation de serment du facteur ou garde-vente, et le régistre dudit garde seront cotés et paraphés. »

Nous pensons cependant que l'art. 72 du cahier des charges, en déclarant exécutoires toutes les clauses de l'ordonnance de 1669, ne permet pas de tirer cette conséquence de l'art. 23.

L'adjucataire ou le facteur qui ne représente pas de régistre de vente, lorsqu'il en est requis, est passible de la condamnation portée par l'art. 37 du tit. XV de l'ordonnance de 1669. Cette disposition pénale n'est pas expressément rappelée dans l'art. 22 du cahier des charges; mais elle est comprise dans la disposition générale de l'art. 72 que nous venons de citer. (Arrêt de la cour de cassation en date du 21 février 1806.)

L'adjudicataire ne peut avoir qu'un seul régistre. Cependant, s'il a plusieurs ventes et qu'en raison de la distance des lieux, la tenue d'un seul régistre ne suffise pas, il peut en tenir plusieurs; mais dans ce cas, il doit avoir le même nombre de régistres que de marteaux.

L'adjudicataire des bois de futaie qui servent aux ouvrages et constructions, est tenu d'avoir pour chaque forêt un marteau dont il marque les bois qui en sortent. L'empreinte de ce marteau doit être déposée au greffe de la maîtrise. (Tribunal d'arrondissement.)

Il ne peut vendre aucun bois sans qu'ils ne portent la marque du marteau.

Toute contravention à l'une ou à l'autre de ces obligations est punissable d'une amende de cent francs et de la confiscation. (Art. 37 du tit. XV de l'ordonnance de 1669.)

D'après l'art. 11 du tit. XVI de la même ordonnance, les adjudicataires sont tenus, à la fin de leur exploitation, de rapporter le marteau dont ils se sont servis, pour être rompu.

L'art. 22 du cahier des charges a complété ces dispositions, en exigeant que le marteau soit de forme triangulaire; que l'empreinte en soit déposée non seulement au greffe du tribunal de l'arrondissement, mais encore chez l'inspecteur ou le sous-inspecteur forestier; et que le marteau, après l'exploitation terminée, soit rapporté et brisé au greffe du tribunal.

L'art. 23 ajoute, que le marteau lui-même, avec le certificat du dépôt de son empreinte, sera déposé au greffe du même tribunal. C'est un surcroit de précaution pour prévenir tout abus.

L'art. 22 du cahier des charges ne permet pas à l'adjudicataire d'avoir dans une seule forêt plus d'un marteau, et défend que dans la même forêt il y ait deux empreintes semblables. Ces prohibitions ont pour objet d'empêcher la fraude. Cependant si un adjudicataire avait plusieurs ventes tellement éloignées les unes des autres qu'un seul marteau ne suffit point, l'administration pourrait, aux termes de l'art. 38 du tit. XV de l'ordonnance de 1669, l'autoriser à en avoir plusieurs; et, dans ce cas, les empreintes en devraient être les mêmes. Il est inutile de dire qu'en cas de plusieurs marteaux, il faut remplir pour chacun d'eux toutes les formalités ci-dessus prescrites.

Quoiqu'il y ait plusieurs associés dans une vente, ils ne peuvent cependant avoir qu'un seul marteau. (Art. 37 du même titre.)

Les adjudicataires ou les facteurs qui marquent de leur marteau d'autres bois que ceux de leurs ventes, sont considérés comme faussaires. (*Ibid.*)

Section II.

Obligations à remplir pendant l'exploitation.

§ I. *Manière d'exploiter.*

Les ventes doivent être exploitées à *tire et*

aire, c'est-à-dire de suite, sans relâche ni intermission de la vieille vente à la nouvelle, et en allant toujours devant soi. Il n'y a d'exception à cette manière d'exploiter que pour les bois résineux qui se coupent d'ordinaire en *jardinant*, c'est-à-dire en prenant çà et là dans une forêt les arbres, marqués en délivrances lorsqu'ils sont dépérissans ou qu'ils ont acquis la grosseur qu'on désire. (Décret du 30 thermidor an 13; cahier des charges, art. 30.)

Tous les bois doivent être coupés à la coignée, et les souches et étocs ravalés au moment de la coupe le plus près de terre possible, de manière que les anciens nœuds ne paraissent aucunement, et sans cependant rien écusser ni éclater. (Ordonnance de 1669, titre XV, art. 42, 44 et 45; cahier des charges, art. 30.)

Les bois de taillis ne peuvent être coupés en pivot; ils doivent l'être en talus, de manière que l'eau ne puisse y séjourner, et que les racines restent entières. Les coignées doivent avoir dix à douze pouces de tranchant.

L'art. 44 de l'ordonnance citée prononce cent livres d'amende, ainsi que la confiscation des bois et des outils, contre ceux qui couperaient à la serpe ou à la scie les bois de cépées, c'est-à-dire les touffes de rejet provenant de souches.

Il est défendu aux adjudicataires d'arracher ou désoucher aucun bois taillis, à moins qu'ils n'y soient expressément autorisés par le cahier des charges. Quant aux arbres de haute futaie, ils ne peuvent être désouchés que lorsqu'ils sont désignés à cet effet dans les procès-verbaux de balivage et de martelage : et, dans ce cas, ils doivent l'être sans dommage ni tort pour les baliveaux voisins, et les trous qui résultent de cette exploitation, sont comblés et nivelés par l'adjudicataire. (Cahier des charges, art. 30.)

Lorsque les procès-verbaux de balivage et de martelage ne désignent pas d'arbres à désoucher, ils doivent être coupés le plus bas qu'il se peut. (Ordonnance de 1669, titre XV, art. 42; cahier des charges, art. 30.)

Les épines, les ronces et autres arbustes nuisibles doivent être nettoyés et déracinés. (Cahier des charges, art. 30.)

Avant le 1er mai de l'année dans laquelle l'adjudication a eu lieu, les adjudicataires sont tenus de relever et de faire façonner les ramiers, c'est-à-dire les rangées de brins de taillis abattus, de manière que le rejet n'éprouve aucun dommage. (*Ibid.*)

Les adjudicataires ne peuvent, sous aucun prétexte, à moins que le procès-verbal d'adjudication n'en contienne la clause expresse, peler, écorcer sur pied, blanchir ni charbonner sur les lieux aucun des bois de leurs ventes. (*Ibid.*)

Peler et écorcer sont synonymes.

Blanchir c'est enlever, avec la serpe ou la hachette du marteau, une portion d'écorce pour imprimer sur le miroir l'empreinte du marteau.

Charbonner c'est brûler légèrement le bois afin de le durcir.

Le fait de peler, écorcer, blanchir ou charbonner les arbres est puni par les art. 22 et 28 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669.

L'art. 446 du code pénal punit également ceux qui écorcent un arbre de manière à le faire périr; mais cette disposition ne s'applique qu'aux arbres épars, plantés sur une propriété rurale. Voyez Ecorçage.

L'usage, quelqu'ancien qu'il fût, de faire de l'écorce dans une forêt, ne justifierait pas l'adjudicataire qui contreviendrait aux dispositions ci-dessus citées du cahier des charges et de l'ordonnance de 1669.

Lorsque le procès-verbal d'adjudication permet expressément d'écorcer sur pied du bois taillis ou de la futaie, l'adjudicataire doit commencer par faire détacher entièrement l'écorce, par une entaille circulaire immédiatement au-dessus de la souche, pour que les racines restent absolument intactes. (Cahier des charges art. 30). Tout adjudicataire qui contrevient à cette condition est tenu de payer à la caisse du receveur des domaines quatre francs d'indemnité pour chaque souche endommagée par l'effet de l'écorcement. (*Ib.*)

Il doit faire relever et façonner, avant le 15 juillet, les racines provenant des bois écorcés. (*Ibid.*)

L'exploitation des bois résineux doit se faire suivant l'usage des lieux et sans dommage. (*Ib.*)

Toutes les régles qui précédent sur l'exploitation, sont tellement nécessaires à la conservation des bois, que la moindre négligence pourrait en compromettre la prospérité : c'est pourquoi l'art. 31 du cahier des charges dispose :

« Dans le cas où les adjudicataires n'exploiteraient pas leurs coupes conformément au cahier des charges et aux dispositions des ordonnances et réglemens forestiers, ils pourront y être contraints aussitôt le délit constaté, sans qu'il soit besoin d'attendre le récolement définitif, à quoi ils se soumettent dès à présent. Il sera toujours libre aux agens forestiers de faire des vérifications ou récolemens provisoires ; au cas de contravention les poursuites judiciaires auront lieu sur le champ. »

Cette disposition est de la plus haute importance ; elle est fondée sur ce qu'en n'arrêtant pas, dès le principe, les effets d'une mauvaise exploitation, on peut compromettre pour longtemps la prospérité des bois. Les agens forestiers doivent par conséquent veiller à son exécution avec un soin particulier.

§ II. *Usance des ventes.*

Les adjudicataires sont tenus d'user leurs ventes conformément aux lois et réglemens en général, et conformément à l'ordonnance de 1669. Cette obligation est écrite dans l'art. 33 du cahier des charges, et l'art. 72 le confirme en disposant, d'une manière générale, que toutes les clauses du cahier des charges et celles de l'ordonnance de 1669 et autres lois, réglemens et arrêtés concernant les forêts, sont exécutoires et de rigueur. En conséquence, continue l'art. 33 :

« Ils réserveront les arbres d'assiette, pieds-corniers, parois, témoins et arbres de lisière ; tous les arbres anciens et modernes, ainsi que les baliveaux de l'âge, marqués de l'empreinte du marteau royal et griffés, ou même non marqués, dont le nombre et l'essence se trouvent désignés au procès-verbal de balivage et martelage, et seront rappellés au procès-verbal d'adjudication.

» Dans les jeunes taillis où les baliveaux de l'âge n'auraient pu, à cause de leur faiblesse, recevoir l'empreinte du marteau, il en sera réservé, sur le choix et le procès-verbal des agens forestiers, cinquante par bonnier en brins *de semence*, et *de pied* à défaut de la première espèce.

» Ils seront tenus de représenter tous les baliveaux et arbres réservés, lors même qu'ils seraient cassés ou renversés par les vents ou par d'autres accidens.

» Si les arbres étaient ainsi abattus pendant l'exploitation, les adjudicataires seront obligés d'en avertir sur le champ les agens forestiers pour en être marqués d'autres en réserve, et il en sera dressé procès-verbal.

» Dans aucun cas, les arbres abattus ne peuvent être donnés à l'adjudicataire en compensation de ceux marqués en remplacement ; ils seront marqués comme chablis, et vendus en la forme ordinaire ; et il sera fait estimation, à dire d'experts, des arbres nouvellement marqués en réserve, pour rendre indemne l'acquéreur, s'il y a lieu.

» Les adjudicataires de coupes ou lots de futaie ne pourront réclamer pour aucun manque d'arbres : ils devront se contenter des marchés tels qu'ils se trouvent désignés ou martelés en délivrance, sans pouvoir exiger de garanties du nombre d'arbres vendus ou à vendre dans chaque lot. »

Cette dernière clause ne s'applique qu'aux futaies ; mais l'art. 15 du titre XV de l'ordonnance de 1669, porte d'une manière générale pour les futaies et taillis :

« Ne sera donné aucun bois par *forme de remplage* sous prétexte de places vides et de chemins qui seront rencontrez dans les ventes ; mais l'ajudication en sera faite en l'état où elles se trouveront, à peine de restitution du quadruple par les marchands qui auront obtenu le remplage et de 3000 liv. d'amende, avec privation de charges contre les officiers qui l'auront donné. »

Ces dispositions donnent lieu aux observations suivantes.

L'article 4 du titre XXXII de l'ordonnance de 1669 prononce 50 liv. d'amende pour abattage de baliveaux, parois, arbres de lisières ou autres arbres de réserve ; 100 liv. pour abattage d'un pied-cornier marqué du marteau de l'état ; et 200 liv. pour pied-cornier arraché ou déplacé.

Néanmoins, l'amende est réduite à 10 liv. pour les baliveaux de l'âge du taillis. Cette peine est applicable à l'adjudicataire, soit que ces arbres dépendent de sa vente, soit qu'ils dépendent des ventes des années antérieures. (Arrêt du conseil du 7 février 1705.)

L'adjudicataire ne peut être déchargé de l'amende par lui encourue, sous le prétexte qu'il aurait laissé dans sa vente d'autres arbres de la même valeur que ceux qu'il devait réserver. (Arrêts de la cour de cassation des 7 avril 1808 et 16 août 1811.)

Les baliveaux marqués, même lorsqu'ils se trouvent en plus grand nombre que ceux portés au procès-verbal de martelage, doivent être représentés par l'adjudicataire sous les peines de l'ordonnance. (Arrêts des 6 germinal an 10 et 16 août 1811).

La cour de cassation de France a jugé mainte fois, et notamment les 20 janvier, 20 février et 5 juin 1815, qu'il suffit qu'un arbre soit marqué en réserve pour être retranché des droits de l'adjudicataire.

Les adjudicataires ne peuvent faire admettre des visites d'experts pour reconnaître si les arbres réservés sont en quantité suffisante. (Arrêt du 6 nivose an 13.)

L'amende et la restitution pour baliveaux manquans se règlent toujours d'après l'ordonnance de 1669, et non à dire d'experts, et d'après le pied de tour. (Arrêts des 19 décembre 1806 et 2 août 1810.)

Un adjudicataire n'a pas la faculté de prendre de son chef des arbres en remplacement de ceux qui lui manquent, ni les agens de la marine le droit de lui en marquer d'autres hors des limites de sa coupe. (Arrêt du 21 juillet 1809.)

« Les arbres seront abattus, dit l'art. 43 » du même titre XV, ensorte qu'ils tombent » dans les ventes sans endommager les arbres » retenus, à peine de tous dommages et intérêts contre le marchand ; et s'il arrivait que » les arbres abattus demeurassent *encroués*, » c'est-à-dire, embarrassés dans les arbres de » réserve, les marchands ne pourront faire » abattre ces derniers sans la permission du » grand-maître ou des officiers, après avoir » pourvu à notre indemnité. »

L'art. 34 du cahier des charges, qui reproduit cette disposition, porte que cette indemnité ne pourra être moindre de trente francs pour l'arbre moderne, et de soixante francs pour l'arbre ancien ; que si l'arbre était resté *en étant* et pouvait encore profiter, le dommage sera reglé par l'inspecteur ou le sous-inspecteur ; et que, dans tous les cas, l'adjudicataire ou son facteur en signera le procès-verbal, lequel doit être remis au receveur du domaine pour le recouvrement.

§ III. *Époques où la coupe et la vidange doivent être terminées.*

Aux termes de l'art. 40 du tit. XV de l'ordonnance de 1669, les bois, tant futaie que taillis, doivent être coupés et abattus dans *la quinzaine d'avril*, et le temps des vidanges réglé par le grand-maître suivant la possibilité des forêts, à peine d'amende arbitraire et de confiscation des bois contre les adjudicataires. Les officiers ne peuvent accorder aucune prorogation de délai pour coupe ou vidange, sous la même peine d'amende arbitraire et de privation de leurs charges.

« Si, toutefois, ajoute l'art. 41, les mar- » chands estaient obligez par de justes con- » sidérations, de demander quelque prorogation de délay, pour couper et vuider les » ventes, ils se pourvoiront en notre conseil » pour, au rapport du contrôleur-général de » nos finances, leur estre par nous pourveu » de ce qu'il appartiendra sur les advis des » grands-maistres. »

Enfin l'art. 47 dispose :

« Le temps des coupes des bois et vuidan- » ges désignez par les adjudications estant » expirez, s'il se trouve des bois dans les » ventes sur pied ou abattus, ils seront con- » fisquez à notre profit ; et le gisant inces- » samment transporté hors de la forêt. »

Ces dispositions ont été modifiées à quelques égards, et complétées, sous le rapport des formalités à remplir, par les articles suivans du cahier des charges:

« Art. 28. La coupe des taillis sera entièrement terminée au plus tard le 15 avril prochain.

» Celle des arbres à abattre après l'exploitation du taillis, le 1er mai.

» Celle des futaies pleines, de baliveaux sur taillis à exploiter simultanément, le 15 mai.

» Les bois et arbres à écorcer seront coupés et abattus dans les dix jours après l'écorcement.

» La traite et vidange des arbres à abattre dans les taillis précédemment exploités, le 1er juin prochain pour tout délai.

» Celles des taillis au-dessous de vingt-cinq ans, le 1er novembre suivant; et celles des autres bois, avant le 15 avril de l'année suivante.

» Dans les endroits où le commerce du sabotage et des cercles, ou d'autres circonstances locales nécessiteront d'autres délais, il en sera fait une clause particulière de l'adjudication.

» Art. 29. Tout adjudicataire qui, pour causes majeures et imprévues, n'aura pu achever la coupe ou la vidange dans les termes prescrits, et aura besoin d'un délai, sera tenu d'en faire la demande à l'administration de l'enrégistrement et des domaines, par l'intermédiaire de l'inspecteur forestier et du directeur des domaines, quarante jours au moins avant l'expiration desdits termes.

» Il y joindra une déclaration écrite et signée de lui de la situation de la coupe à l'époque de sa pétition.

» Les délais, soit de coupe, soit de vidange, ne seront accordés que d'après un procès-verbal de vérification dressé sur les lieux par les agens forestiers. Ces délais dateront du jour de l'envoi qui en sera fait à l'inspecteur forestier, à moins que le terme n'en soit fixé par la décision. Le procès-verbal de vérification sera toujours joint par l'inspecteur forestier à la demande de l'adjudicataire, lorsque cette dernière sera transmise au directeur des domaines, et par celui-ci à l'administration centrale. »

Il résulte de la disposition finale de cet article que la prorogation du délai ne peut être accordée que par le ministre des finances; et cela doit être, parce que cette prorogation apporte un changement au cahier des charges signé par lui.

Malgré ces modifications, les peines prononcées par l'ordonnance de 1669 n'en restent pas moins applicables aux délinquans.

Les tribunaux ne peuvent accorder de semblables prorogations sans commettre une usurpation de pouvoir. (Arrêts de la cour de cassation de France des 9 février 1811, 18 octobre 1817 et 7 juin 1821.)

De la défense faite aux tribunaux et agens forestiers d'accorder aucun délai de vidange, il résulte qu'un adjudicataire ne peut, sans commettre un délit, disposer des bois de sa vente après le délai de vidange expiré, quand même il lui aurait été accordé une prorogation de délai par un tribunal ou un agent forestier; et que l'existence de cette prorogation ne pourrait motiver le sursis au jugement de condamnation. (Arrêt de la cour de cassation du 24 mai 1811.)

Une demande en prorogation de délai ne suppose pas que ce délai sera accordé, et dès lors le retard que l'administration apporte à répondre ou à statuer, ne peut dispenser l'adjudicataire de se conformer à la loi et à son contrat.

Si les coupes ne sont pas exploitées et vidées dans les délais prescrits, ou si les adjudicataires ne se sont pas pourvus en temps utile pour obtenir des prorogations de délai, l'inspecteur doit dresser ou faire dresser un procès-verbal. Les bois encore sur pied et ceux qui, étant abattus, ne seraient pas enlevés, doivent être saisis, et l'agent forestier en poursuit la confiscation. Voyez Coupes et Vidanges.

§ IV. *Dépôt et enlèvement de bois.*

L'art. 27 du cahier des charges dispose: « Les adjudicataires ne pourront déposer

» dans leurs ventes d'autres bois que ceux » qui en proviendront, sous peine de confis- » cation de la totalité de la vente. »

Cette disposition a pour objet de prévenir les délits, en ôtant aux adjudicataires les moyens de cacher les bois volés ou coupés en fraude.

L'art. 41 du titre XV de l'ordonnance de 1669 contient la même défense ; mais au lieu de prononcer la confiscation, il dispose que les adjudicataires seront punis comme s'ils avaient volé les bois ainsi retirés. Cette différence fait naître la question de savoir laquelle des deux peines devrait, le cas échéant, être appliquée par les tribunaux. Il est évident, selon nous, que c'est celle de l'ordonnance. Le cahier des charges ne peut ni créer des peines nouvelles, ni changer les peines établies par une loi.

L'art. 49 du titre XV de l'ordonnance de 1669 porte, dans le même but, que l'on ne pourra travailler nuitamment, ni les jours de fête, dans les ventes en coupe, ni y prendre ni enlever des bois sous peine de cent livres d'amende.

§ V. *Traite de bois.*

La traite, c'est-à-dire le transport des bois, doit se faire par les chemins ordinaires des ventes, sans pouvoir en pratiquer de nouveaux, sous les peines portées par la loi. (Article 39 du cahier des charges.)

§ VI. *Feu, faulde, charbon, ateliers de cendres, loges d'ouvriers.*

L'art. 18 du titre IV de l'ordonnance de 1669 défendait aux grands-maîtres de permettre ni souffrir aucuns fours, fourneaux ni façon de cendres dans les forêts royales, à peine d'amende arbitraire et de dommages-intérêts.

L'art. 19 du titre XXVII défend aussi de faire cendre dans les forêts en général à moins de lettres-patentes qui l'autorisent ; et dans ce dernier cas, les cendres ne peuvent, aux termes de l'art. 20, être faites qu'aux places et endroits désignés par les grands-maîtres ou officiers. Toute contravention à cet article est punie d'une amende arbitraire et de la confiscation des bois vendus, des ouvrages et des outils.

L'art. 21 défend à toutes autres personnes de tenir atelier de cendres, d'en faire ailleurs que dans les ventes, ou de transporter les cendres sans que les tonneaux soient marqués du marteau de l'adjudicataire, à peine d'amende arbitraire et de confiscation.

Enfin l'art. 22 veut que les fosses à charbon soient placées aux endroits les plus vides et les plus éloignés, tant des arbres que du recru, et que les adjudicataires les repeuplent et restituent, si le grand-maître le juge à propos, avant qu'ils puissent obtenir leur congé de cour, à peine d'amende arbitraire.

Ces dispositions ont été reproduites dans les articles suivans du cahier des charges :

« Art. 24. Il ne pourra être établi aucune » faulde ou fourneau pour charbons qu'aux » endroits qui seront indiqués sur le terrain » par l'agent forestier, et désignés par la » marque de son marteau à l'arbre le plus voi- » sin. Cette marque ne pourra être la même » que celle qui aura été employée pour les » balivages et martelages.

» Il sera dressé procès-verbal du nombre » et du placement de ces fauldes ou four- » neaux, qui seront établis de préférence sur » les anciennes places ou sur des places va- » gues, et qui ne pourront être plus de deux » par bonnier. Toute contravention à cet ar- » ticle sera punie par la confiscation des bois » et charbons.

» Art. 25. Il est défendu à tous adjudica- » taires, leurs facteurs et ouvriers, d'allumer, » sous quelque prétexte que ce soit, du feu » ailleurs que dans leurs loges, ateliers et » fourneaux à charbons.

» Les lieux de placement de ces loges et » ateliers seront désignés par les agens fo- » restiers.

» Les adjudicataires seront personnelle- » ment responsables de toutes contraventions » à cet égard et de tout dommage qui pour- » rait en résulter. »

L'art 40 dit positivement que les adjudi-

cataires sont tenus de faire fouir, repiquer et resemer les places des fauldes ou fourneaux.

Voyez Faulde et Feu.

§ VII. *Laies.*

Ce sont les lignes qui s'ouvrent dans les forêts, lors de l'aménagement ou de l'assiette, pour la division des coupes. (Ordonnance de 1669, tit. XV, art. 6.)

L'art. 32 du cahier des charges dispose :

« Les laies auront une aune de largeur.

» Les adjudicataires seront tenus de les entretenir et de les recéper.

» A mesure de l'exploitation, ils feront enlever les bois qui tomberont sur lesdites laies, afin qu'elles soient toujours libres. »

§ VIII. *Travaux divers.*

Ces travaux sont énumérés dans l'art. 40 du cahier des charges qui est ainsi conçu :

« Seront tenus les adjudicataires de curer à vif-fond et d'aligner tous les fossés, sangsues, rigoles, glacis et laies qui se trouveront dans l'intérieur et au pourtour de leurs ventes, conformément au procès-verbal dressé par les agens forestiers lors du martelage;

» De tenir les chemins libres dans les ventes, de manière que les voitures puissent y passer librement en tout temps;

» De remplir les trous des scieurs et des ateliers;

» De faire fouir, repiquer et resemer les places des fauldes et fourneaux;

» De rétablir et réparer les routes, ponts, ponceaux, bornes, barrières et pierres endommagées ou détruites par le passage de leurs voitures et le transport de leurs bois;

» D'exécuter tous les travaux énoncés dans les affiches et les procès-verbaux d'adjudication;

» Faute par eux de représenter, lors du récolement, tous ces objets bien réparés, les travaux en seront exécutés à leurs frais, à la poursuite et diligence des agens forestiers;

» Les adjudicataires se soumettent, dès à présent, à en payer le montant aux ouvriers, sur simple mémoire visé par lesdits agens. »

§ IX. *Défenses diverses.*

Les adjudicataires ne pourront, sous aucun prétexte, donner aucun bois en payement à leurs ouvriers, et ceux-ci ne pourront en emporter, à peine d'être poursuivis comme délinquans. (Art. 35 du cahier des charges.)

L'art. 26 du tit. XXVII de l'ordonnance de 1669, sur lequel est basé cet article, dispose que les marchands qui donneraient du bois aux bûcherons et autres ouvriers pour leur salaire, répondront de tous les délits qui se commettraient dans la forêt pendant les usances et jusqu'au renouvellement des ventes; et il punit d'une amende de cinquante livres pour la première fois, et de punition corporelle en cas de récidive, les bûcherons et autres ouvriers travaillant dans la forêt, qui emporteraient, sortant des ateliers, du bois scié, fendu ou d'autre nature.

L'art. 35 du cahier des charges défend encore aux adjudicataires et à leurs ouvriers de ramasser des feuilles et semis; les adjudicataires autorisés à charbonner pourront néanmoins faire ramasser, à l'entour des fauldes, les feuilles mortes dont ils auront besoin pour recouvrir les fourneaux; mais avec la précaution de ne point mettre à découvert la partie du terrain où les feuilles seront ratelées.

Cette disposition est fondée sur les art. 18 du tit. III, 11 du tit. XXVII, et 12 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669, et sur le décret du 19 juillet 1810. Voyez Feuilles mortes.

L'art. 36 du cahier des charges défend aux adjudicataires de prendre des harts, pour lier les bois de débit, ailleurs que dans les coupes qui leur sont adjugées.

« S'il est reconnu, ajoute cet article, qu'elles ne peuvent en fournir suffisamment, il pourra leur en être accordé par l'inspecteur forestier dans les cantons au-dessus de quatre ans, sur estimation et dix centimes par franc en sus, dont il sera dressé procès-verbal, et les ouvriers seront acceptés par lui.

» La manière dont ces harts devront être » coupés, sera réglée par les agens fores- » tiers. »

Cette clause a été insérée dans le cahier des charges, en vertu d'une Circulaire du 14 thermidor an 7.

Le fait de couper, sans autorisation, des harts ailleurs que dans les coupes est un délit. (Art. 13 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669.) Voyez HARTS.

L'art. 41 du cahier des charges dispose:

« Il est expressément défendu aux adjudi- » cataires, ainsi qu'à leurs voituriers, ouvriers, » préposés et autres personnes à leur solde, de » faire ou laisser paître leurs chevaux et » bestiaux dans les ventes, ni dans les forêts; » même d'y conduire des bêtes à cornes sans » être muselées, à peine de confiscation des- » dits chevaux et bestiaux, et de toutes pertes, » dommages-intérêts et amendes.

» Aucune bête de somme ou de trait ne » pourra être admise au pâturage, ni passer » la nuit dans les coupes: néanmoins, les di- » recteurs de l'enrégistrement et des do- » maines pourront, sur la demande spéciale » de l'adjudicataire, et lorsque la nécessité » absolue en aura été reconnue, permettre » auxdits adjudicataires de laisser séjourner » la nuit et paître, pour un temps limité, » dans les taillis défensables qui seront dé- » signés à cet effet, un nombre déterminé de » chevaux et de bœufs qu'ils employent à la » traite de ce bois. »

Cette disposition repose sur l'art. 10 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669.

§ X. *Libre disposition des bois.*

L'art. 37 du cahier des charges porte:

« Il sera libre aux adjudicataires de don- » ner aux bois de leurs ventes la destination » qui leur paraîtra la plus avantageuse, en » se conformant néanmoins à ce qui est pres- » crit par les lois, réglemens et usages lo- » caux. »

Les lois, réglemens et usages locaux, dont parle cet article, ne concernent point l'économie forestière; mais le commerce, l'exploitation, l'emmagasinage, le mesurage des bois, etc.

Les lois forestières font néanmoins deux exceptions à la faculté, que l'art. 37 du cahier des charges donne aux adjudicataires, de disposer librement de leurs bois, l'une est relative au bois de *bourdaine*, et l'autre au bois de *marine*.

La première fait l'objet de l'art. 38 du cahier des charges, elle est ainsi conçue:

« Cependant les adjudicataires devront, » en conformité de l'arrêté du 25 fructidor » an 11, et du décret du 16 floréal an 13, » faire mettre à part tout le bois de bour- » daine, de trois, quatre et cinq ans de crois- » sance qui se trouve dans leurs coupes, et » en faire des bottes ou bourrées de deux » aunes de longueur, sur une aune et demie » de grosseur, si toutefois ils en sont requis » par les directeurs, préposés ou agens des » fabriques de poudre, munis de pouvoirs de » la part du gouvernement, avant le 15 avril » 1833. Ceux-ci leur en payeront le prix au » fur et à mesure de leur fourniture, à rai- » son de trente centimes par botte ou » bourrée. »

L'autre est réglée par le chap. V du cahier des charges. Nous en parlons spécialement aux articles BOIS DE BOURDAINE et BOIS DE MARINE.

§ XI. *Responsabilité des adjudicataires.*

L'article 51 du tit. XV de l'ordonnance de 1669 dispose:

« Les marchands demeureront responsables » de tous les délits qui se feront à l'ouïe de » la coignée aux environs de leurs ventes, » estimez pour les bois de 50 ans et au-des- » sus à 50 perches, et à 25 perches pour ceux » depuis 50 ans et au-dessous, si les mar- » chands ou facteurs n'en font leur rapport. »

Aux termes de l'art. 39 du même titre, le rapport des facteurs ou gardes-ventes doit être signé de deux témoins, et en cas que les témoins ne puissent signer, attesté par eux devant l'un des juges de paix de la maîtrise, à peine de nullité. Mais si le délit avait été commis de nuit, à feu ou à scie, le procès-verbal ferait foi par lui-même, après avoir été affirmé véritable sous serment. Enfin, les

procès-verbaux dressés par les facteurs, devaient être remis au greffe dans les 3 jours de leur rédaction, et les facteurs devaient en retirer un certificat du greffier.

Ce n'était qu'après l'accomplissement de toutes ces conditions que les marchands étaient affranchis de toute responsabilité.

Le cahier des charges a fait subir quelques modifications aux art. 39 et 51 que nous venons de citer; voici comment il s'exprime :

« Art. 26. Les adjudicataires, à dater du » permis d'exploiter, pendant toute la durée » de leur exploitation, et jusqu'à ce qu'ils en » aient obtenu une décharge, seront respon- » sables de tout délit forestier commis dans » leurs ventes et à l'ouïe de la coignée, si les » facteurs ou gardes-ventes n'en font leurs » rapports, lesquels seront affirmés et enré- » gistrés. La remise en sera faite dans les cinq » jours au garde-général par la voie du garde » de triage.

» Ces rapports ne pourront servir de dé- » charge aux adjudicataires qu'autant qu'ils » indiqueront les délinquans.

» Le défaut de garde-vente dans les coupes » ne sera pas un motif d'excuse pour les ad- » judicataires responsables.

» Les adjudicataires ne pourront, sur leur » responsabilité, chasser ni laisser chasser » leurs facteurs ou ouvriers dans les forêts. » Il est interdit à ces derniers d'avoir des » armes à feu et des chiens dans les coupes, » et à tous de tendre des lacs ou piéges quel- » conques au gibier des forêts domaniales, » qu'ils ne pourront prendre ni détruire d'au- » cune manière. »

Et l'art. 19 fixe l'ouïe de la coignée à 366 aunes pour la futaie et à 183 aunes pour le taillis sans distinction d'âge.

On voit que l'art. 51 du tit. XV de l'ordonnance de 1669 rend les adjudicataires responsables des délits commis aux environs de leurs ventes, sans parler de ceux qui se commettent dans les ventes mêmes. Ce silence n'empêche pas la responsabilité à l'égard de ces derniers : elle est de droit, et résulte d'ailleurs d'une foule d'articles de l'ordonnance, notamment de l'art. 5 du titre XXXII. Si le cahier des charges parle tout à la fois des délits qui se commettent dans les ventes ou aux environs, c'est que l'administration a voulu mettre sous les yeux des adjudicataires toute l'étendue de leurs obligations.

De l'obligation de faire le rapport exigé par les art. 39 et 51 de l'ordonnance de 1669, résulte nécessairement cette conséquence que ce rapport doit être régulier dans la forme et probant au fond, conditions sans lesquelles l'administration forestière ne peut efficacement poursuivre les délinquans.

Pour être régulier dans la forme et probant au fond, le rapport des gardes-ventes ou facteurs doit réunir les mêmes conditions que les procès-verbaux de gardes forestiers, et de plus les formalités prescrites par les art. 39 de l'ordonnance et 26 du cahier des charges. La responsabilité dont il s'agit n'est pas une garantie purement civile ; elle rend les adjudicataires passibles des amendes prononcées par la loi, et les soumet, de ce chef, à la juridiction des tribunaux correctionnels. La cour de cassation l'a ainsi jugé par arrêts des 6 germinal an 10 et 21 février 1806.

La responsabilité atteint les cautions et certificateurs de cautions, comme les adjudicataires. L'art. 14 du cahier des charges le dit expressément.

Le décès de l'adjudicataire n'éteint pas l'action correctionnelle à l'égard de ses cautions. (Arrêt de la cour de cassation du 5 avril 1811.)

Elle s'étend même aux cas de force majeure, quand l'adjudicataire ou son facteur ne donne pas avis des accidens qui arrivent dans sa vente. C'est ce que la cour de cassation a décidé le 23 janvier 1807, en s'appuyant sur l'art. 46 du titre XV de l'ordonnance de 1669.

La même cour a néanmoins jugé le 17 mai 1817, que la responsabilité doit cesser, lorsque les délits ont eu lieu par suite de circonstances extraordinaires et de force majeure, telles que les événemens de la guerre.

La même cour a jugé le 23 mars 1811, que les adjudicataires sont responsables des délits commis dans leurs ventes, même par les usagers, sauf néanmoins leur recours contre ces derniers.

L'entrée de nouveaux adjudicataires dans une coupe de bois non vidée ni récoltée, ne

met pas les adjudicataires précédens à l'abri des poursuites pour raison des baliveaux manquans. La cour de cassation a rendu deux arrêts sur ce point, le 2 novembre 1810.

Leur responsabilité ne cesse pas non plus par l'introduction dans leurs coupes, avant le récolement, d'ouvriers au compte de l'administration, si les adjudicataires ne s'y sont pas opposés, et si l'administration n'a pas été mise en demeure de procéder à ce récolement. (Arrêt de la cour de cassation de France, du 20 août 1819.)

Le fait que l'administration forestière aurait délivré un permis d'exploiter, avant que l'adjudicataire eût établi un garde-vente, n'est pas une présomption qu'elle aurait voulu l'affranchir de la responsabilité.

La cour de cassation s'est prononcée en ce sens par arrêt du 24 décembre 1813, et depuis on a inséré dans le cahier des charges la clause expresse que le défaut de gardes-ventes dans les coupes, n'est pas un motif d'excuse pour les adjudicataires responsables.

ARTICLE 1. — *Récolement.*

Le titre XVI de l'ordonnance de 1669 est consacré tout entier à cette matière, et Jousse, dans son *Commentaire*, dit sur l'art. 1er de ce titre, que faire le récolement d'un bois, c'est l'arpenter et le mesurer de nouveau, pour connaître sa véritable contenance, et s'assurer 1° si l'adjudicataire qui l'a fait couper, n'a pas plus d'arpens que son adjudication ne le porte; 2° s'il en a fait la coupe et laissé les baliveaux et autres arbres de réserve prescrits par l'ordonnance; 3° s'il n'a point anticipé et coupé au-delà des limites qui lui ont été prescrites; 4° s'il a rempli en un mot toutes les clauses de son adjudication.

Nous traiterons au mot *Récolement* des agens qui ont qualité pour récoler une vente, des délais dans lesquels l'opération doit être faite, du mode de procéder, des procès-verbaux de récolement, de leurs effets et du compte à rendre. Ici nous nous bornerons à parler des obligations qui en résultent pour l'adjudicataire.

Le récolement doit se faire sans frais pour les adjudicataires, et bien qu'il ne doive y être procédé que dans les deux mois à partir de l'époque fixée pour la vidange, ils peuvent la demander dans les deux mois qui suivent la vidange effective. (Art. 50 du cahier des charges; art. 1 du titre XVI de l'ordonnance de 1669.)

Il est facultatif aux adjudicataires d'assister au récolement; et à cet effet, il doit leur être donné par l'inspecteur forestier, 10 jours à l'avance et sans frais, avertissement du jour et de l'heure où l'opération se fera.

Si les adjudicataires, dûment avertis, ne se présentent pas et qu'il y ait matière à rédiger des procès-verbaux à leur charge, on est obligé de procéder à un deuxième récolement auquel ils sont appelés cette fois par un acte signifié à leurs frais, au domicile par eux élu, dix jours avant l'opération. Cet acte doit contenir indication du jour où se fera le nouveau récolement, et s'ils n'y assistent point, soit par eux-mêmes, soit par un fondé de pouvoirs, l'opération est censée faite contradictoirement, et le procès-verbal qui en est dressé est définitif et obligatoire. (Art. 51 du cahier des charges; art. 3 du titre XVI de l'ordonnance de 1669.)

ARTICLE 2. — *Représentation des réserves.*

Les adjudicataires sont tenus, lors du récolement, de représenter sous les peines établies par la loi :

1° Dans les ventes de taillis, tous les baliveaux de l'âge mis ou marqués en réserve, ensemble les anciens et modernes, les fruitiers, pieds-corniers, parois et arbres de lisière;

2° Dans les ventes de futaie, tous les arbres marqués ou mis en réserve;

3° Dans les ventes assises en nettoyement et en jardinant, ils doivent représenter, sur les étocs des arbres tombés, l'empreinte du marteau royal, s'il n'y a exception dans les clauses particulières du cahier des charges. (Art. 51 et 52 du cahier des charges; art. 10 du titre XVI, et art. 4 du titre XXXII de l'ordonnance de 1669.

ARTICLE 3. — *Confiscation des arbres trouvés sur la coupe après le délai de vidange.*

Après l'expiration des délais de vidange,

tous les bois abattus ou sur pied, qui se trouveront encore dans la vente, sont confisqués au profit du trésor, et les adjudicataires doivent en outre être condamnés à une indemnité proportionnée aux dommages résultant de leur négligence. Ces dommages sont constatés par procès-verbal de l'agent forestier local. (Art. 53 du cahier des charges; art. 47 du titre XV de l'ordonnance de 1669.)

ARTICLE 4. — *Second souchetaye.*

Nous avons parlé dans la sect. I, § II d'un premier souchetage qui a pour objet de constater, par l'inspection et la marque des souches, les délits qui peuvent avoir été commis avant l'entrée des adjudicataires dans la forêt.

Le second souchetage se fait après la vidange, afin de reconnaître s'il n'a point été abattu d'arbres retenus pendant l'exploitation. S'il est nécessaire d'appeler des soucheteurs pour cette reconnaissance, les frais sont à la charge des adjudicataires, et fixés à dire d'experts. (Art. 54 du cahier des charges.)

ARTICLE 5. — *Réarpentage.*

Il y a lieu, avant ou pendant le récolement, de procéder au réarpentage de chaque lot; et les adjudicataires doivent en être avertis par écrit six jours à l'avance, afin de désigner pour cette opération un arpenteur de leur choix, qui procède contradictoirement avec l'arpenteur nommé par l'administration. L'arpenteur des adjudicataires est à leurs frais, et s'ils n'en ont pas désigné, les procès-verbaux de réarpentage sont obligatoires pour eux, sans qu'ils puissent en aucun cas prétexter cause d'ignorance. (Art. 55 du cahier des charges; art. 2, 3 et 6 du titre XVI de l'ordonnance de 1669.)

ARTICLE 6. — *Surmesure et moins de mesure.*

S'il résulte des procès-verbaux de réarpentage que le lot adjugé a plus de contenance que n'en porte le procès-verbal de vente, l'adjudicataire est tenu de payer le montant de la surmesure, en proportion du prix du bonnier ou de la coupe, et en sus 10 centimes par franc de ce prix

Si, au contraire, il y a moins de mesure, les adjudicataires en sont remboursés dans la même proportion, après leur décharge définitive.

Toutefois il n'y a lieu à aucune répétition, lorsque le plus ou le moins de mesure n'excède pas cinq perches dans les coupes au-dessous de dix bonniers, et dix perches dans les autres.

Enfin, les adjudicataires qui ont plusieurs ventes, ne peuvent, dans aucun cas, prétendre à compenser des moins de mesure avec des excédans. (Art. 56 du cahier des charges; art. 8 du titre XVI de l'ordonnance de 1669.)

ARTICLE 7. — *Outre-passe.*

Si, en exploitant, l'adjudicataire a outre-passé les limites de sa vente, il doit être condamné à payer l'excédant au quadruple du prix principal de son adjudication; et si les bois, dans lesquels l'entreprise a eu lieu, sont de meilleure nature et qualité, ou plus âgés que ceux de la vente, il en doit payer l'amende et la restitution comme pour bois de délit. (Art. 57 du cahier des charges; art. 9 du titre XVI de l'ordonnance de 1669.)

ARTICLE 8. — *Procès-verbal de récolement.*

Les adjudicataires ou leurs fondés de pouvoir doivent le signer, et, s'ils s'y refusent, il en est fait mention. (Art. 58 du cahier des charges.)

ARTICLE 9. — *Congé de cour ou décharge d'exploitation.*

Lorsque toutes les opérations qui précèdent sont terminées, et que les adjudicataires ont satisfait aux jugemens prononcés contre eux en cas de délit, ainsi qu'au payement des surmesures, il leur est accordé un congé de cour qui les met à l'abri de toutes recherches ultérieures.

Il est de règle que les adjudicataires demeurent responsables, jusqu'à ce qu'ils ayent

obtenu cette décharge ; mais comme la poursuite des délits et malversations constatés dans une coupe, est sujette à se prescrire par 3 mois, la prescription court en sa faveur, par la raison que l'adjudicataire est censé l'auteur des délits qui se commettent dans sa vente, même par des inconnus. (Arrêt de la cour de cassation du 17 avril 1807.)

L'adjudicataire est intéressé à obtenir le plutôt possible sa décharge, pour ne pas prolonger sa responsabilité. Il doit par conséquent mettre l'administration en demeure de procéder au récolement aussitôt qu'elle laisse expirer le délai fixé par le cahier des charges.

Voyez DÉCHARGE D'EXPLOITATION.

CHAPITRE V.

De quelques prohibitions et servitudes, établies en faveur des bois de l'État.

L'ordonnance de 1669, pour assurer davantage la conservation des forêts royales, a établi quelques servitudes et prohibitions qui sortent entièrement du droit commun.

I. Le titre XXVII porte :

« Art. 4. Tous les riverains possédant bois joignant nos forest et buissons, seront tenus de les séparer des nostres par des fossez, ayant 4 pieds de largeur et 5 pieds de profondeur, qu'ils entretiendront en cet estat à peine de réunion.

» Art. 5. Nos officiers de maistrise faisant leurs visites, feront mention dans leurs procès-verbaux de l'état des bornes et fossez entre nous et les riverains, et réparer les entreprises et changemens qu'ils reconnaîtront y avoir été faits depuis leur dernière visite ; même feront mention, dans leur procès-verbal de visite suivante, du restablissement des choses dans leur premier état et des jugemens qu'ils auront rendus contre les coupables ; à peine d'en demeurer responsables solidairement en leurs privez noms. »

Un arrêté du 19 pluviôse an 0 a d'abord recommandé la stricte exécution de ces articles : mais la charge qui en résulte pour les propriétaires riverains a paru trop exorbitante à l'administration forestière elle-même pour qu'elle y tînt sérieusement la main.

L'art. 22 du réglement du 14 septembre 1617, pour les forêts du Luxembourg, ordonnait également d'établir une séparation ou *désoiure* apparente entre les bois royaux et ceux des communautés ou particuliers qui les touchent ; mais cette séparation devait s'établir à frais communs.

Voyez au surplus ce que nous avons dit sur le bornage des bois domaniaux dans le chapitre I du présent titre, pag. 264 et suiv.

II. L'art. 6 du titre XXVII de l'ordonnance établit une autre servitude. Il porte :

« Défendons à toutes personnes de planter bois à cent perches de nos forêts, sans nôtre permission expresse, à peine de 500 liv. d'amende et de confiscation de leurs bois, qui seront arrachez ou coupez. »

Les lois nouvelles, qui ont proclamé la liberté de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, n'ont pas dérogé à cette disposition ; car il est de principe qu'en matière d'eaux et forêts, les lois générales ne dérogent pas aux lois particulières. La défense dont il s'agit, rentre d'ailleurs dans les restrictions que l'art. 544 du code civil a prévues en définissant la propriété.

III. L'art. 12 du même titre dispose :

« Défendons à toutes personnes d'enlever dans l'étendue et aux rives de nos forêts sables, terres, marnes ou argiles, ni de faire faire de la chaux à cent perches de distance, sans nostre permission expresse; et aux officiers de le souffrir, sous peine de 500 liv. d'amende et de confiscation des chevaux et harnais.—Les 100 perches de l'ordonnance font 714 mètres.

IV. Les art. 17 et 18 contiennent des défenses plus importantes encore.

« Art. 17. Toutes maisons basties sur perches dans l'enceinte, aux rives et à demi-lieue des forêts par des vagabonds et inutiles, seront incessamment démolies, et leur sera fait défense d'en bastir à l'advenir dans la distance de deux lieues de nos bois et forêts, sur peine de punition corporelle. » — La lieue de l'ordonnance fait 4 kilomètres.

« Art. 18. Défendons à toutes personnes de faire construire à l'avenir aucuns chasteaux, fermes et maisons dans l'enclos, aux rives

et à une demi-lieue de nos forests ; sans espérance d'aucune remise ny modération des peines d'amende et de confiscation du fonds et des bastimens. »

Une question grave s'est élevée en France au sujet de ces dispositions. Il s'est agi de savoir si elle est applicable aux bâtimens élevés auprès des forêts particulières, qui sont devenues nationales depuis la construction de ces bâtimens.

Voici comment elle a été résolue par le conseil d'état :

« Le conseil d'état, qui a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, relatif à un arrêt par lequel la cour de justice criminelle du département de la Loire, appliquant l'art. 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, à 42 maisons construites dans la commune de Mablys, à la proximité des forêts du ci-devant duché d'Harcourt, devenues domaniales, en a ordonné la démolition ;

Est d'avis :

« 1° Que l'art. 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669, qui n'était pas rigoureusement observé à l'égard des forêts nationales, ne peut être applicable, avant une décision qui n'a pas encore été rendue, à des forêts particulières qui n'ont passé dans le domaine de l'État que par confiscation, et postérieurement peut-être à la construction des maisons que l'on veut démolir ;

» Que lors même que leur construction serait postérieure au séquestre national, les propriétaires seraient toujours fondés à réclamer leur bonne-foi, et la juste ignorance que la loi de 1669 s'appliquât à des constructions élevées auprès des forêts tenues tout récemment en propriétés privées ;

» Que l'arrêt de la cour de justice criminelle du département de la Loire peut être considéré sous deux rapports, comme acte judiciaire, et comme titre donnant droit à l'administration des forêts de faire procéder à la démolition ;

» Que, sous le premier rapport, le conseil d'état n'a aucune sorte de compétence : le grand-juge ministre de la justice verra s'il doit charger le procureur-général près la cour de cassation de requérir l'annulation de l'arrêt pour fausse application ;

» Mais que, sous le rapport de l'administration, le conseil d'état peut et doit observer à S. M. que cet arrêt, qu'il puisse ou non être cassé avec utilité pour les propriétaires, donne à l'administration des forêts un titre dont il est de l'humanité de S. M. d'ordonner qu'il ne soit fait aucun usage : elle ne permettra pas que l'on ruine 42 familles pour lesquelles réclament les magistrats mêmes qui ont rendu l'arrêt, qui s'accusent eux-mêmes de sévérité, et déclarent qu'ils n'ont ainsi prononcé que dans la crainte de sortir de leurs fonctions, en interprétant la loi.

» 2° Quant à la question générale proposée par le grand-juge ; savoir, s'il ne conviendrait pas de laisser subsister toutes les maisons bâties dans le voisinage des forêts, sauf à empêcher qu'on n'en élève à l'avenir, en restreignant toutefois la distance à un kilomètre, l'avis est, *relativement aux forêts récemment devenues nationales*, qu'il était besoin que la prohibition de bâtir auprès de ces forêts, fût déclarée applicable aux propriétaires voisins, dont le sort sera changé et aggravé ;

» *Que la décision interprétative à donner à cet égard, ne devra point s'appliquer aux bois des communes, quoiqu'administrés comme les forêts nationales, non plus qu'aux bois nouvellement réunis aux forêts de l'Etat, à moins que les uns et les autres ne soient d'une étendue de plus de* 250 *hectares.*

» A l'égard des *anciennes forêts*, attendu l'espèce de désuétude où la prohibition dont il s'agit était tombée, l'avis est que les administrations des forêts et les procureurs impériaux pourraient être avertis de s'abstenir de réclamer l'exécution de l'art. 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 contre tous propriétaires qui ne mésusent pas du voisinage ; mais qu'ils devraient en réclamer toute la rigueur contre ceux qui, ayant été déjà poursuivis pour délits forestiers, commettraient des récidives, pourvu toutefois que de la démolition il ne s'ensuivît pas un préjudice grave pour les maisons voisines ;

» 3° Que les administrateurs des forêts,

ainsi que les procureurs impériaux, devront veiller à ce qu'*à l'avenir il ne soit construit, dans le voisinage des forêts, tant du domaine ancien que du domaine nouveau, aucune maison à la distance déterminée par l'art.* 18, sauf à S. M., si elle le juge à propos, attendu le grand nombre des forêts, de faire réduire cette distance dans les réglemens et lois à intervenir sur les bois et forêts, et de déterminer toutes autres exceptions qui lui paraîtront convenables;

» Mais que l'on doit poursuivre sans retard la démolition des *maisons sur perches*, mentionnées dans l'art. 17 du même titre, et celle des *ateliers*, *loges* et *barraques*, construits en bois dans toutes les forêts domaniales et nationales, anciennes et nouvelles, ou à la distance de 2 *kilomètres*; ces constructions ne pouvant être considérées comme des maisons et bâtimens élevés en bonne-foi, et étant une source d'abus et de délits. »

Cet avis est du 18 brumaire an 14, et il a été approuvé par l'empereur le 22 brumaire suivant.

Une circulaire du 25 août 1807 en a recommandé l'exécution aux agens forestiers. Voici comment l'administration en a résumé la substance :

« Cet avis règle au moins provisoirement, le mode d'exécution que doivent recevoir les art. 17 et 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669. Il en résulte d'abord que l'art. 18 *n'est applicable ni aux bois des communes, ni aux bois nouvellement réunis au domaine national.* A l'égard des anciennes forêts, il faut distinguer les propriétaires tranquilles qui n'abusent pas de leur position, de ceux qui, déjà poursuivis, persistent dans des habitudes préjudiciables aux forêts; ces derniers doivent être traités rigoureusement.

» L'art. 3 vous autorise à vous opposer à toute construction qui pourrait avoir lieu à l'avenir à 2 kilomètres des forêts domaniales, tant anciennes que nouvelles; enfin vous devez vous occuper sur le champ de la démolition des ateliers, loges, barraques et maisons sur perches, construits dans les forêts nationales, de quelque origine qu'elles soient. »

La défense de bâtir à une certaine distance des forêts royales n'existait pas dans nos anciennes provinces, de sorte qu'après la réunion de la Belgique à la France, la même question a dû se présenter par rapport à tous les bois de notre pays, que la conquête, la confiscation et la suppression des communautés ont ajoutés au domaine national français. Le gouvernement l'a résolue en laissant subsister toutes les constructions existantes, sauf à n'en pas permettre de nouvelles à l'avenir dans les distances prohibées par les art. 17 et 18 de l'ordonnance.

Ces articles, et l'avis du conseil-d'état qui en règle l'application, ont donné lieu à plusieurs décisions.

La cour de cassation a jugé, le 18 août 1809, que l'art. 18 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 ayant été remis en vigueur par l'avis du conseil-d'état du 22 brumaire an 14, doit être exécuté relativement aux nouvelles maisons bâties dans la distance prohibée par cet article, alors même qu'elles ont été construites dans l'enclos d'une habitation ancienne. Le 9 novembre 1810, elle a jugé de même que le propriétaire d'une ancienne construction ne peut y faire aucune addition sans contrevenir à l'ordonnance. La même cour a jugé :

1° Que, lorsque par suite de la défense du prévenu, il s'élève des doutes sur le fait de la construction, il est nécessaire de la faire constater *contradictoirement*, avant de prononcer la condamnation requise. (Arrêts des 2 juin et 18 août 1809.)

2° Que la restriction, insérée dans l'art. 17 du titre XXVII de l'ordon. de 1669 en faveur des individus non vagabonds, n'a plus d'application aujourd'hui que la prohibition portée par l'art. 18 est générale, sans égard aux qualités personnelles de ceux qui ont bâti des maisons sur perches, et qu'en conséquence les maisons de cette nature doivent être démolies comme les autres, quand elles se trouvent dans la distance prohibée par ledit art. 18. (Arrêt du 23 janv. 1813).

3°. Qu'une loge ou maison sur perches, élevée à la proximité d'une forêt et dans la distance prohibée, doit être démolie, surtout si elle doit servir d'atelier à façonner le bois, encore qu'elle se trouve bâtie dans un hameau

d'une existence ancienne, près de la maison d'habitation du prévenu, dans sa cour et qu'elle ait été construite avant l'avis du conseil-d'état du 22 brumaire an 14. (Arrêt du 17 août 1822.)

4° Que la construction d'une maison, à la proximité d'un bois soumis au régime forestier, ne peut être tolérée, si elle est faite sans autorisation et même au mépris de la défense qui en avait été faite, à la distance prohibée, encore qu'elle soit élevée aux lieu et place d'un ancien four, sur le même plan, et qu'on aperçoive dans le voisinage l'ancienne existence de bâtimens d'habitation, alors qu'il n'est pas contesté ni allégué que la construction nouvelle doive être réputée dépendance et un accessoire des bâtimens actuellement existans. (Arrêt du 22 septembre 1820.)

5° Que la prohibition d'effectuer aucune construction de maison à une certaine distance des bois soumis au régime forestier, a pu être déclarée non enfreinte par *l'exhaussement* donné à un bâtiment existant à cette même distance. (Arrêt du 30 avril 1824.)

6°. Qu'une maison (celle d'un sabotier) où il a été trouvé des bois nouvellement ouvragés, et à demi-façonnés, tels que sabots, avec les instrumens nécessaires pour achever leur confection, forme un atelier à façonner le bois. Ces circonstances suffisent pour donner lieu à l'application des peines de la loi, si cet atelier est situé à la distance prohibée d'une forêt de l'Etat : il n'est pas nécessaire pour cela qu'il y ait été trouvé des ouvriers occupés à travailler. (Arrêt du 9 avril 1813).

Il est inutile de faire observer que la peine corporelle, prononcée par l'art. 17 de l'ordonnance, n'est plus applicable aujourd'hui ; mais l'administration forestière peut toujours requérir la démolition.

V. L'art. 23 du tit. XXVII de l'ordon. de 1669 contient une autre espèce de prohibition.

« Les cerceliers, vanniers, tourneurs, sabotiers et autres de pareille condition, ne pourront tenir ateliers dans la distance de demi-lieue de nos forêts, à peine de confiscation de leurs marchandises. et de 100 liv. d'amende.»

La cour de cassation a jugé, le 17 août 1822, que la circonstance que la loge d'un sabotier serait construite près d'une ancienne habitation, ne peut être un motif pour laisser subsister cette loge.

VI. Enfin l'art. 30 porte :

« Ceux qui habitent les maisons situées dans nos forêts et sur leurs rives, ne pourront y faire commerce ni tenir ateliers de bois, ni en faire un plus grand amas que ce qui est nécessaire pour leur chauffage, à peine de confiscation, d'amende arbitraire et de démolition de leurs maisons. »

VII. L'art. 7 du titre XXXII complète la rigueur de ces dispositions, en rendant les marchands, maîtres de forges, fermiers, usagers, riverains et autres occupant les maisons, fermes et autres héritages dont l'enclos est à 2 lieues des forêts domaniales, responsables civilement de leurs commis, charretiers, pâtres et domestiques.

Observation générale.

A l'exception de l'art. 7 du titre XXXII de l'ordonnance de 1669, qui a été publié en Belgique le 24 frimaire an 4, toutes les autres dispositions ci-dessus rapportées du tit. XXVII, n'y ont pas reçu de publication légale ; et la question peut s'élever de savoir, si faute de cette formalité, elles peuvent être considérées comme obligatoires dans notre pays. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet, titre I, chapitre I, section II, pag. 229 et suiv.

Nous terminons ce titre par le *Cahier des charges*, que l'on suit actuellement en Belgique pour l'adjudication des bois de l'État. Nous appelons particulièrement l'attention des adjudicataires, sur la disposition générale du chapitre VI, qui déclare exécutoires et de rigueur les clauses de l'ordonnance de 1669 et des autres lois, réglemens et arrêtés concernant les forêts.

ADJUDICATION DES COUPES DE L'AN 1834.

CAHIER DES CHARGES.

Conditions générales.

CHAPITRE I.

Ventes.

Art. 1er. Chaque lot sera adjugé en francs, au bonnier et perche, ou suivant les mon-

naies et mesures décimales, fixées par les lois du royaume.

En cas de division des coupes en petites portions, au-dessous de 2 bonniers, chacune pourra être vendue à raison de son étendue totale, et telle qu'elle sera annoncée dans l'affiche.

Il ne pourra être fait aucune réclamation ni diminution de prix pour les places vides, mares, fossés, chemins, avenues qui se trouvent dans l'intérieur des ventes; mais seulement pour les grandes routes, dont la distraction est faite par les plans et procès-verbaux d'assiette.

Les bois provenant des laies et tranchées feront partie de l'adjudication, et ne pourront, dans aucun cas, être à la disposition des gardes.

L'adjudication se fera d'abord à l'enchère et ensuite au rabais.

Art. 2. Les enchères et rabais seront de deux francs, quand la somme offerte pour le bonnier ou la coupe par petite portion, sera au-dessous de cent francs;

De quatre francs, depuis cent francs compris jusqu'à deux cents;

De dix francs, depuis deux cents francs compris jusqu'à quatre cents francs;

Et de vingt francs, quand le prix excédera quatre cents francs.

Art. 3. Les coupes ne pourront être adjugées au-dessous du prix de l'estimation qui en a été faite préalablement.

Art. 4. Les prix des coupes qui s'élèveront au-delà de deux cents francs, seront payables par traites en quatre termes égaux :

Le premier écherra au 20 mars;

Le second au 20 juin;

Le troisième au 20 septembre;

Le quatrième au 20 décembre 1835.

Il ne sera souscrit qu'une seule traite pour chaque échéance par le même adjudicataire, ayant les mêmes caution et certificateur; cette traite comprendra le quart du prix total de toutes les adjudications qui lui auront été consenties à une même vente.

Les adjudicataires des futaies qui auront été vendues au printemps de 1835, pour être exploitées la même année que le taillis, ne souscriront que trois traites, dont la dernière écherra comme ci-dessus au 20 décembre 1835: le prix des coupes ou portions de coupes vendues à un seul adjudicataire, à une même vente, et qui ne surpassera pas deux cents fr., sera payé en numéraire au 1er juillet 1835.

Art. 5. Lesdites traites seront endossées au profit du directeur de l'enrégistrement et des domaines, et payables aux époques prescrites. (1)

A défaut par les adjudicataires de remettre, dans la quinzaine qui suivra la date de l'adjudication, les traites en due forme au receveur du domaine, où le prix est payable, ils auront encouru une amende du vingtième du prix principal de leur achat.

Art. 6. En cas de retard du payement desdites traites ou des sommes exigibles en numéraire, les adjudicataires encourront une amende du vingtième des sommes non acquittées à leur échéance.

Art. 7. Les ventes des bois se feront aux endroits indiqués dans les affiches, par-devant notaire, à l'intervention de l'inspecteur forestier local, qui pourra se faire remplacer par le sous-inspecteur, et en présence du receveur des domaines du chef-lieu de l'arrondissement, chez lequel le produit de l'adjudication sera payable.

Art. 8. Outre le prix principal de l'adjudication, il sera payé en numéraire, avant le 20 juin prochain, par les adjudicataires dont les prix des coupes s'élèvent au-delà de deux cents francs, et avant le 1er juillet suivant par ceux dont les prix à payer sont inférieurs ou s'élèvent à cette somme, dix centimes par franc de ce prix.

Art. 9. Il sera payé, par chaque adjudicataire, cinq pour cent du prix principal de l'adjudication, dans les dix jours de la vente, pour tous frais d'impression d'affiches, du cahier des charges et des procès-verbaux, de publication, bougies et criées, droits de timbre et d'enrégistrement de tous les actes relatifs à son acquisition, sauf les restrictions portées aux art. 10, 17 et 51.

(1) Voyez le modèle des traites à la fin du cahier des charges.

Art. 10. Les adjudicataires qui désireront obtenir un extrait de l'expédition du procès-verbal de leur adjudication et cautionnement, devront se le procurer à leurs frais et dépens.

Un exemplaire imprimé du cahier des charges leur sera délivré gratis sur papier non timbré.

Art. 11. Les personnes notoirement insolvables, celles qui, ayant déjà subi l'événement d'une folle-enchère, et celles qui, ayant été condamnées pour délits forestiers, n'auront pas payé, depuis, les sommes dont elles sont restées redevables, ne pourront mettre à prix, enchérir ni surenchérir, ni prendre au rabais, qu'en présentant préalablement une caution notoirement solvable, laquelle devra être agréée par le receveur du domaine présent à l'adjudication.

Art. 12. Tous enchérisseurs seront tenus d'élire domicile dans le lieu où se fait l'adjudication. Les actes relatifs à l'adjudication, seront valablement signifiés à ce domicile.

Art. 13. Les adjudicataires ne pourront avoir plus de trois associés, qu'ils seront tenus de désigner pour en être fait mention dans le procès-verbal de vente. Ils déposeront entre les mains du receveur du domaine, présent à la vente, une expédition de leur acte d'association; et ils déclareront en outre, dans le procès-verbal d'adjudication signé par eux, qu'ils s'obligent solidairement à satisfaire à toutes les charges de l'adjudication.

Art. 14. Chaque adjudicataire sera tenu de donner, séance tenante, bonne et valable caution et certificateur de caution, lesquels seront reçus par le receveur du domaine présent à la vente.

La caution et le certificateur de caution signeront le procès-verbal d'adjudication et pourront être renforcés, si le cas y échoit; ils s'obligeront, solidairement avec l'adjudicataire, à l'exécution de toutes les charges et conditions de l'adjudication, et aux dommages, restitutions et amendes qu'aurait encourus l'adjudicataire, lors même, en cas d'instance, que les caution et certificateur de caution n'auraient pas été mis en cause.

Chapitre II.

Exploitation.

Art. 15. Les adjudicataires ne pourront, à peine d'être poursuivis comme délinquans, commencer l'exploitation de leurs coupes, qu'après avoir justifié, par certificat du receveur du domaine, qu'ils ont fourni leur cautionnement et les traites acceptées, et satisfait aux payemens échus, ensemble aux frais d'adjudication. L'inspecteur forestier y apposera son visa, et délivrera un permis d'exploiter.

Art. 16. Les adjudicataires remettront ce permis au sous-inspecteur ou garde-général, et ils le préviendront du jour où ils se proposeront de placer des ouvriers dans les ventes.

Art. 17. Il sera fourni aux adjudicataires qui le désireront, mais à leur frais, une expédition du procès-verbal d'arpentage de leur coupe, avec le plan.

Art. 18. Cette expédition, plan compris, sera payée à l'arpenteur cinq francs pour chaque coupe au-dessus de dix bonniers, et trois francs pour une coupe d'une contenance moindre; le tout non compris le timbre.

Art. 19. Le permis d'exploiter sera délivré dans le mois de la vente; jusqu'alors l'adjudicataire pourra faire procéder à ses frais, en présence d'un agent forestier du grade de garde-général au moins, et du garde du triage, par deux experts, l'un à son choix, l'autre au choix dudit agent, à la reconnaissance de l'état de la coupe et des délits qui pourraient avoir été commis dans les ventes et à l'ouïe de la cognée, fixée à la distance de 336 aunes pour la futaie et 183 aunes pour le taillis.

Il en sera dressé un procès-verbal particulier pour y avoir recours lors du récolement.

Ce procès-verbal constatera l'état de la coupe, le nombre des souches qui auront été trouvées, leur qualité et grosseur, et elles seront marquées du marteau de l'agent forestier.

Art. 20. L'adjudicataire, après le permis d'exploiter délivré, ne sera plus admis à requérir de visite ni de souchetage.

Art. 21. Les cessions, rétrocessions ou sous-ventes ne pourront être partielles: elles se

passeront en l'étude du notaire qui aura fait la vente ; et les cessionnaires ou rétrocessionnaires n'exploiteront leurs bois qu'après avoir représenté au sous-inspecteur ou au garde-général extrait de leurs rétrocessions : néanmoins les adjudicataires et leurs cautions seront toujours considérés comme leurs obligés pour l'exécution des conditions de l'adjudication.

Art. 22. Chaque adjudicataire pourra avoir un facteur ou garde de vente, qu'il sera libre de choisir parmi ses ouvriers, et qui sera agréé par l'inspecteur ou le sous-inspecteur forestier local; en cas de contestation il en sera référé au directeur de l'enregistrement et du domaine; ce facteur ou garde de vente sera ensuite reçu par le juge de paix, prêtera serment entre ses mains, et pourra servir à tous les adjudicataires d'une même coupe.

Ce garde ne sera ni parent ni allié de ceux du triage.

Il ne pourra en aucun temps s'absenter de la vente.

Il sera autorisé à faire des rapports tant dans la vente qu'à l'ouïe de la cognée.

Il tiendra un registre sur papier timbré, coté et paraphé par le sous-inspecteur ou le garde-général : il y inscrira, jour par jour et sans lacune, la mesure et la quantité des bois débités ou vendus, avec les noms et demeures des personnes auxquelles il en aura été délivré.

Ce registre sera représenté aux agens forestiers, visé et arrêté par eux, toutes les fois qu'ils le requerront.

Tout adjudicataire de futaie, qui sert aux ouvrages et constructions, sera en outre tenu d'avoir pour chaque forêt un seul marteau, dont seront marqués les bois qui en sortiront, et qu'il aura vendus sur pied.

Ce marteau aura la forme triangulaire: dans la même forêt, il ne pourra pas y avoir deux empreintes semblables.

L'empreinte sera déposée chez l'inspecteur ou le sous-inspecteur forestier et au greffe du tribunal de l'arrondissement, où le marteau sera rapporté et brisé après l'exploitation finie.

Art. 23. L'acte en forme de la prestation de serment du facteur ou garde-vente, et le régistre dudit garde, seront cotés et paraphés ; et son marteau, avec le certificat du dépôt de son empreinte, sera déposé au greffe du tribunal.

Art. 24. Il ne pourra être établi aucune faulde ou fourneau pour charbons qu'aux endroits qui seront indiqués sur le terrain par un agent forestier, et désignés par la marque de son marteau à l'arbre le plus voisin.

Cette marque ne pourra être la même que celle qui aura été employée pour les balivage et martelage.

Il sera dressé procès-verbal du nombre et du placement de ces fauldes ou fourneaux, qui seront établis de préférence sur les anciennes places ou sur des places vagues, et qui ne pourront être plus de deux par bonnier. Toute contravention à cet article sera punie par la confiscation des bois et charbons.

Art. 25. Il est défendu à tous adjudicataires, leurs facteurs ou ouvriers d'allumer, sous quelque prétexte que ce soit, du feu ailleurs que dans leurs loges, ateliers et fourneaux à charbonner.

Les lieux de placement de ces loges et ateliers seront désignés par les agens forestiers.

Les adjudicataires seront personnellement responsables de toute contravention à cet égard et de tout dommage qui pourrait en résulter.

Art. 26. Les adjudicataires, à dater du permis d'exploiter, pendant toute la durée de leur exploitation et jusqu'à ce qu'ils en aient obtenu leur décharge, seront responsables de tout délit forestier commis dans leurs ventes et à l'ouïe de la cognée, si leurs facteurs ou gardes-ventes n'en font leurs rapports, lesquels seront affirmés et enregistrés. La remise en sera faite dans les cinq jours au garde-général par la voie du garde du triage.

Ces rapports ne pourront servir de décharge aux adjudicataires qu'autant qu'ils indiqueront les délinquans.

Le défaut de garde-vente dans les coupes ne sera pas un motif d'excuse pour les adjudicataires responsables.

Les adjudicataires ne pourront, sous la même responsabilité, chasser ni laisser chasser leurs facteurs ou ouvriers dans la forêt. Il est interdit à ces derniers d'avoir des armes à feu

et des chiens dans les coupes, et à tous de tendre des lacs ou piéges quelconques au gibier des forêts domaniales, qu'ils ne pourront prendre ni détruire d'aucune manière.

Art. 27. Ils ne pourront déposer dans leurs ventes d'autres bois que ceux qui en proviendront, sous peine de confiscation de la totalité de la vente.

Ils ne pourront également faire aucuns travaux ni enlèvemens de bois avant le lever ni après le coucher du soleil, à l'exception des soins qu'exigent les fauldes et charbons.

Art. 28. La coupe du taillis sera entièrement terminée au plus tard le 15 avril prochain.

Celle des arbres à abattre l'année d'après l'exploitation des taillis, le 1er mars.

Celle des futaies pleines, des baliveaux sur taillis à exploiter simultanément, le 15 mai.

Les bois et arbres à écorcer seront coupés et abattus dans les 10 jours après l'écorcement.

La traite et vidange des arbres à abattre dans les taillis, précédemment exploités, le 1er juin prochain pour tout délai.

Celles des taillis au-dessous de 25 ans, le 1er novembre suivant; et celles des autres bois, avant le 15 avril de l'année suivante.

Dans les endroits où le commerce du sabotage et des cercles, ou d'autres circonstances locales nécessiteraient d'autres délais, il en sera fait une clause particulière d'adjudication.

Art. 29. Tout adjudicataire qui, pour causes majeures et imprévues, n'aura pu achever la coupe ou la vidange dans les termes prescrits, et aura besoin d'un délai, sera tenu d'en faire la demande à l'administration de l'enrégistrement et des domaines, par l'intermédiaire de l'inspecteur forestier et du directeur des domaines, 40 jours au moins avant l'expiration desdits termes.

Il joindra une déclaration, écrite et signée de lui, de la situation de la coupe à l'époque de sa pétition.

Les délais, soit de coupe, soit de vidange, ne seront accordés que d'après un procès-verbal de vérification, dressé sur les lieux par les agens forestiers. Ces délais dateront du jour de l'envoi qui en sera fait à l'inspecteur forestier, à moins que le terme n'en soit fixé par la décision. Le procès-verbal de vérification sera toujours joint par l'inspecteur forestier à la demande de l'adjudicataire, lorsque cette dernière sera transmise au directeur des domaines et par celui-ci à l'administration centrale.

Art. 30. Les ventes seront exploitées à tire et aire, tous les bois coupés à la cognée, et les souches et étocs ravalés, au moment de la coupe, le plus près de terre que faire se pourra, de manière que les anciens nœuds ne paraissent aucunement et sans cependant rien écuisser ni éclater.

Les arbres de haute-futaie, désignés à cet effet aux procès-verbaux de balivage et martelage, seront désouchés sans dommage ni tort pour les baliveaux voisins; et les trous qui résulteront de cette exploitation, seront comblés et nivelés par l'adjudicataire. — Les épines, ronces et autres arbustes nuisibles, seront nettoyés et déracinés. — Avant le 1er mai prochain, les adjudicataires seront tenus de relever et faire façonner les ramiers, de manière que le rejet n'éprouve aucun dommage. — Les arbres du taillis ne seront point coupés en pivot, mais en talus, de manière que l'eau ne puisse y séjourner; les racines devront rester entières, les cognées auront de 10 à 12 pouces de tranchant. — Les adjudicataires ne pourront, sous aucun prétexte, à moins que le procès-verbal d'adjudication n'en contienne la clause expresse, peler, écorcer sur pied, blanchir ni charbonner sur les lieux aucun des bois de leurs ventes. — Lorsqu'il sera permis d'écorcer sur pied des bois taillis ou de la futaie, l'adjudicataire devra commencer par faire détacher entièrement l'écorce par une entaille circulaire immédiatement au-dessus de la souche, pour que les racines restent absolument intactes.

Tout adjudicataire qui aura contrevenu à cette condition, devra payer, à la caisse du receveur des domaines, 4 fr. d'indemnité pour chaque souche endommagée par l'effet de l'écorcement.

Il devra faire relever et façonner, avant le 15 juillet, les ramiers provenant des bois écorcés.

Il est aussi défendu aux adjudicataires d'arracher ou désoucher aucun bois, s'il n'y a exception au présent cahier des charges.

L'exploitation dans les bois résineux sera faite suivant l'usage des lieux et sans dommage.

Art. 31. Dans le cas où les adjudicataires n'exploiteraient pas leurs coupes conformément au cahier des charges et aux dispositions des ordonnances et réglemens forestiers, ils pourront y être contraints, aussitôt le délit constaté, sans qu'il soit besoin d'attendre le récolement définitif, à quoi ils se soumettent dès à présent. Il sera toujours libre aux agens forestiers de faire des vérifications ou récolemens provisoires; au cas de contravention, les poursuites judiciaires auront lieu sur le champ.

Art. 32. Les laies auront une aune de largeur. — Les adjudicataires seront tenus de les entretenir et de les récéper. — A mesure de l'exploitation, ils feront enlever les bois qui tomberont sur les dites laies, afin qu'elles soient toujours libres.

Art. 33. Les adjudicataires useront leurs ventes conformément aux lois et réglemens, et notamment à l'ordonnance de 1669.

Ils réserveront les arbres d'assiette, pieds-corniers, témoins, parois et arbres de lisière, tous les arbres anciens et modernes, ainsi que les baliveaux de l'âge, marqués de l'empreinte du marteau royal, ou griffés, ou même non marqués, dont le nombre et l'essence se trouvent désignés au procès-verbal de balivage et martelage, et seront rappelés au procès-verbal de l'adjudication.

Dans les jeunes taillis, où les baliveaux de l'âge n'auraient pu, à cause de leur faiblesse, recevoir l'empreinte du marteau, il en sera réservé, sur le choix et le procès-verbal des agens forestiers, 50 par bonnier en brins de semence, et de pied à défaut de la première espèce.

Ils seront tenus de représenter tous les baliveaux et arbres réservés, lors même qu'ils seraient cassés ou renversés par les vents ou par d'autres accidens.

Si les arbres étaient ainsi abattus pendant l'exploitation, les adjudicataires seront obligés d'en avertir sur le champ les agens forestiers, pour en être marqués d'autres en réserve, et il en sera dressé procès-verbal.

Dans aucuns cas, les arbres abattus ne pourront être donnés à l'adjudicataire en compensation de ceux marqués en remplacement. Ils seront marqués comme chablis et vendus en la forme ordinaire; et il sera fait estimation, à dire d'experts, des arbres nouvellement marqués en réserve, pour rendre indemne l'acquéreur, s'il y a lieu.

Les adjudicataires de coupes de bois de futaie ne pourront réclamer pour aucun manque d'arbres; ils devront se contenter des marchés tels qu'ils se trouvent désignés ou martelés en délivrance, sans pouvoir exiger de garantie du nombre d'arbres vendus ou à vendre dans chaque lot.

Art. 34. Les adjudicataires feront en sorte que les arbres de réserve ne soient pas endommagés par la chute de ceux à abattre.

S'il s'en trouvait qui fussent encroués, il ne pourra en être disposé qu'après la reconnaissance d'un officier forestier, qui évaluera l'indemnité à payer. Cette indemnité ne pourra être moindre de 30 fr. pour l'arbre moderne, et de 60 fr. pour l'arbre ancien.

Si l'arbre encroué ou endommagé était resté en *étant*, et pouvait encore profiter, l'inspecteur ou sous-inspecteur forestier réglera le dommage.

L'adjudicataire, son facteur ou garde-vente en signera le procès-verbal, qui sera remis au receveur du domaine pour le recouvrement.

Art. 35. Les adjudicataires ne pourront, sous aucun prétexte, donner aucun bois en payement à leurs ouvriers et ceux-ci ne pourront en emporter, à peine d'être poursuivis comme délinquans.

Il leur est aussi défendu, et à leurs ouvriers, de ramasser des feuilles et semis; les adjudicataires autorisés à charbonner pourront néanmoins faire ramasser, à l'entour des fauldes, les feuilles mortes dont ils auront besoin pour recouvrir les fourneaux, mais avec la précaution de ne point mettre à découvert la partie du terrain où les feuilles seront ratelées.

Art. 36. Les adjudicataires ne pourront prendre des harts pour lier les bois de débit que dans les coupes qui leur seront adjugées. S'il est reconnu qu'elles ne peuvent en fournir suffisamment, il pourra leur en être accordé

par l'inspecteur forestier, dans les cantons au-dessus de 4 ans, sur estimation, et 10 centimes par franc en sus, dont il sera dressé procès-verbal ; et les ouvriers seront acceptés par lui. La manière dont ces harts devront être coupés, sera réglée par les agens forestiers.

Art. 37. Il sera libre aux adjudicataires de donner aux bois de leurs ventes la destination qui leur sera la plus avantageuse, en se conformant néanmoins à ce qui est prescrit par les lois, réglemens et usages locaux.

Art. 38. Cependant les adjudicataires devront, en conformité de l'arrêté du 25 fructidor an 11 et du décret du 16 floréal an 13, faire mettre à part tout le bois de bourdaine de 3, 4 et 5 ans de croissance, qui se trouve dans leurs coupes, et en faire des bourrées ou bottes de 2 aunes de longueur sur 1 aune et 1/2 de grosseur, si toutesfois ils en sont requis par les directeurs, préposés ou agens des fabriques de poudre, munis de pouvoirs de la part du gouvernement, avant le 15 avril 1833.

Ceux-ci leur en payeront le prix au fur et à mesure des fournitures, à raison de 30 centimes par botte ou bourrée.

Art. 39. La traite des bois se fera par les chemins ordinaires des ventes, sans pouvoir en pratiquer de nouveaux sous les peines portées par la loi.

Art. 40. Seront tenus les adjudicataires de curer à vif-fond et d'aligner tous les fossés, sangsues, rigoles, glacis et laies qui se trouveront dans l'intérieur et au pourtour de leurs ventes, conformément au procès-verbal dressé par les agens forestiers lors du martelage ;

De tenir les chemins libres dans les ventes, de manière que les voitures puissent y passer librement en tout temps ;

De remplir les trous des scieurs et des ateliers :

De faire fouir, repiquer et resemer les places des fauldes et des fourneaux ;

De rétablir et réparer les routes, ponts, ponceaux, bornes, barrières et pierrées endommagés ou détruits par le passage de leurs voitures et le transport de leurs bois ;

D'exécuter tous les travaux énoncés dans les affiches et les procès-verbaux d'adjudication.

Faute par eux de représenter, lors du récolement, tous ces objets bien réparés, les travaux en seront exécutés à leurs frais, à la poursuite et diligence des agens forestiers.

Les adjudicataires se soumettent dès à présent à en payer le montant aux ouvriers sur simple mémoire visé par lesdits agens.

Art. 41. Il est expressément défendu aux adjudicataires, ainsi qu'à leurs voituriers, ouvriers, préposés et autres personnes à leur solde, de faire ou laisser paître leurs chevaux et bestiaux dans les ventes ni dans les forêts, même d'y conduire des bêtes à cornes sans être muselées, à peine de confiscation desdits chevaux et bestiaux, et de toutes pertes, dommages-intérêts et amendes.

Aucune bête de somme ou de trait ne pourra être admise au pâturage ni passer la nuit dans les coupes ; néanmoins le directeur de l'enregistrement et des domaines pourra, sur la demande spéciale de l'adjudicataire, et lorsque la nécessité absolue en aura été reconnue, permettre auxdits adjudicataires de laisser séjourner la nuit, et paître pour un temps limité dans les taillis défensables qui seront désignés à cet effet, un nombre déterminé de chevaux et bœufs qu'ils emploient à la traite de ce bois.

CHAPITRE III.

Coupes des bois indivis.

Art. 42. Les coupes indivises seront exploitées exclusivement par les adjudicataires.

Art. 43. Les co-propriétaires recevront leur part en argent et non en nature, chacun selon le quotité de ses droits.

Art. 44. Le prix de la vente des coupes indivises sera versé, soit en traites, soit en numéraire, intégralement dans les caisses domaniales, lorsque le droit des co-propriétaires n'aura pas été reconnu et déterminé avant la vente, et la répartition s'en fera entre les ayant-cause par le directeur de l'enrégistrement et des domaines.

Art. 45. Lorsqu'antérieurement à la vente, la portion afférente aux co-propriétaires aura été réglée par des actes de l'autorité compé-

tente, le prix des adjudications sera divisé, et les adjudicataires fourniront des traites séparées pour chacune des parties prenantes, jusqu'à concurrence de la part appartenant à chacune d'elles. Si le prix de l'adjudication ne s'élève pas à 200 fr., l'adjudicataire acquittera comptant, avant le 1er juillet 1833, à chacun des propriétaires la part à laquelle il a droit.

Art. 46. Dans ce cas, les quotités des parts revenant à chaque propriétaire, seront énoncées au procès-verbal de vente, et les traites souscrites seront distribuées aux intéressés par le receveur du domaine qui en recevra décharge.

Art. 47. L'article 6 du présent est ausssi applicables aux traites souscrites et aux sommes dues en faveur des co-propriétaires, et l'amende sera à leur profit dans la proportion de ces traites et de ces sommes dues.

Art. 48. Les 10 centimes par franc seront toujours perçus sur les produits entiers de la vente des coupes indivises, sans distinction de la part à échoir aux co-propriétaires.

Art. 49. Si les co-propriétaires sont adjudicataires, ils ne pourront se soustraire à l'exécution de l'art. 44 ci-dessus, à moins qu'ils ne soient dans le cas prévu par l'art. 45, et alors ils seront seulement dispensés de souscrire des traites pour leur part, dont ils retiendront le montant et délivreront quittance au receveur du domaine.

Il sera toujours fait mention de ces circonstances au procès-verbal d'adjudication; mais ils ne seront jamais exempts de fournir caution et certificateur de caution pour la valeur du prix qui appartiendra au domaine, et pour la garantie de l'exploitation et la responsabilité des délits qui pourraient se commettre.

CHAPITRE IV.

Récolement.

Art. 50. Il sera procédé, sans frais pour les adjudicataires, au récolement de chaque vente dans les deux mois qui suivront le jour de l'expiration des délais accordés pour la vidange des coupes; néanmoins les adjudicataires, dont les coupes seraient vidées avant les délais, pourront demander le récolement dans les deux mois qui suivront la vidange effective; et le récolement fait et déchargé, ils cesseront d'être soumis aux obligations de l'art. 26.

Art. 51. Les adjudicataires seront libres de se trouver au récolement pour y représenter:

1° Dans les ventes de taillis, tous les baliveaux de l'âge mis ou marqués en réserve, ensemble les anciens et modernes, les fruitiers, pieds-corniers, parois et arbres de lisière.

2° Dans les ventes de futaie, tous les arbres marqués ou mis en réserve.

3° Dans celles assises en nettoyement et en jardinant, ils représenteront sur les étocs, des arbres tombés, l'empreinte du marteau royal, s'il n'y a exception dans les clauses particulières au 2e paragraphe de l'art. 30.

A cet effet, il leur sera donné par l'inspecteur forestier et sans frais, 10 jours à l'avance, un simple avertissement du jour et de l'heure où se fera le récolement; et dans le cas où les agens forestiers auraient trouvé dans les récolemens faits en l'absence des adjudicataires, matière à rédiger des procès-verbaux à leur charge, il sera préalablement procédé à un deuxième récolement, auquel ces derniers seront appelés par un acte signifié à leurs frais au domicile qu'ils auront élu, et 10 jours à l'avance. Cet acte contiendra également l'indication du jour où se fera ce nouveau récolement.

Faute par eux, ou des fondés de pouvoirs de leur part, de se trouver sur les lieux, le procès-verbal de ce nouveau récolement, fait par les agens forestiers, sera réputé contradictoire, et sera obligatoire pour les adjudicataires.

Art. 52. Les adjudicataires qui ne représenteront point tous les arbres mis en réserve, et qui n'auront pas exploité conformément au cahier des charges, encourront l'amende et l'indemnité prescrites par la loi et par les conditions du présent.

Art. 53. Tous bois sur pied ou abattus, qui se trouveront dans les ventes après les délais de l'exploitation ou de vidange expirés, seront acquis de fait au profit du trésor royal, et vendus sans autres formalités préalables que celles de l'affiche et de l'approbation du directeur de l'enrégistrement et des domaines, qui en rendra compte à l'administration, et les

adjudicataires, sans être dispensés de payer le prix entier de leurs adjudications, seront condamnés à une indemnité proportionnée aux dommages constatés par procès-verbal de l'agent forestier local.

Art. 54. Les salaires des soucheteurs, s'il en est appelé, soit avant l'ouverture des ventes, soit dans le cours du récolement, seront à la charge des adjudicataires, ou fixés à dire d'experts.

Art. 55. Avant ou pendant le récolement, il sera procédé au réarpentage par un arpenteur forestier, autre que celui qui aura fait le mesurage et l'assiette, mais en présence de ce dernier, s'il n'est légitimement empêché.

Les adjudicataires en seront avertis 10 jours à l'avance par écrit, afin d'y appeler un arpenteur à leur choix, mais à leurs frais; les procès-verbaux de réarpentage seront obligatoires pour les adjudicataires qui, dans aucun cas, ne pourront prétexter cause d'ignorance.

Art. 56. S'il résulte des procès-verbaux de réarpentage ou de récolement de coupes, un excédant de mesure, les adjudicataires s'obligent d'en payer le montant en proportion du prix entier du bonnier ou de la coupe, ensemble les 10 centimes par franc de ce prix. S'il y a un moins, ils en seront remboursés dans la même proportion, après leur décharge définitive. Il n'y aura lieu à aucune répétition, lorsque le plus ou le moins de mesure n'excèdera pas 5 perches dans les coupes de peu d'étendue, et 10 perches dans les autres. Sont considérées comme coupes de peu d'étendue celles au-dessous de 10 bonniers.

Dans aucun cas, on ne pourra prétendre à compenser des moins de mesure avec des excédans.

Art. 57. S'il se rencontre quelqu'outre-passe ou entreprise au-delà des pieds-corniers, l'adjudicataire sera condamné au quadruple du prix principal de son adjudication au bonnier et à la perche, ou à la coupe.

Si les bois sont de meilleure nature, qualité et plus âgés que ceux de la vente, il en payera l'amende et l'indemnité comme pour bois de délit.

Art. 58. Les adjudicataires ou leurs fondés de pouvoirs signeront les procès-verbaux de récolement; s'ils s'y refusent, il en sera fait mention.

Art. 59. La décharge d'exploitation aura lieu suivant les dispositions de l'art. 25 de l'instruction du 7 prairial an 9, et il en sera dressé un procès-verbal conforme au modèle n° 11, annexé à ladite instruction.

Chapitre V.

Exploitation et livraison des arbres de marine.

Art. 60. Les arbres martelés dans les coupes pour le service de la marine, seront abattus par les soins des adjudicataires avant le 15 mars prochain, et resteront sur le parterre sans être ébranchés, jusqu'à la première visite qui en sera faite par un agent de la marine.

Art. 61. Cette première visite des arbres se fera du 15 mars au 15 avril prochain, et aura pour objet l'ébranchement, la découpe et l'équarissage des arbres. Ceux qui dès-lors seront déjà reconnus viciés, seront rebutés, et il en sera donné main-levée aux adjudicataires pour en disposer à leur gré.

L'équarissage aura lieu après cette première visite, et devra être entièrement terminé au 1er juin suivant.

Si, pendant cette opération, un arbre présentait un vice qui pût le faire rejeter lors de la recette, l'agent de la marine en pourra faire suspendre l'équarrissage, et l'arbre restera en cet état jusqu'à la seconde visite.

Cette seconde visite aura lieu du 1er juin au 15 juillet, à l'effet de constater l'état des arbres équarris, de faire choix de ceux qui seront reconnus propres au service de la marine, et d'en déterminer le prix de la manière ci-après indiquée.

L'agent de la marine dressera procès-verbal, constatant le nombre et la dimension des arbres acceptés, et en remettra une copie certifiée à l'inspecteur forestier local.

Quant aux arbres équarris non acceptés, ils seront frappés du marteau de rebut, et il en sera donné main-levée aux adjudicataires, par un bulletin signé de l'agent de la marine et de l'employé forestier présent.

Art. 62. Les arbres seront ébranchés, découpés et équarris d'après les indications et sous la direction de l'agent de la marine.

Art. 63. Aussitôt que les arbres de bonne qualité auront été reconnus et reçus par l'agent de la marine, le prix en sera réglé de gré à gré entre lui, l'adjudicataire et l'agent forestier local. En cas de dissentiment, ils s'adjoindront un expert à nommer par eux, et s'ils ne s'entendent pas sur ce choix, l'expert sera nommé par le juge de paix du canton de la situation des bois.

Les frais de cette expertise seront supportés en commun par la marine et l'adjudicataire, mais avancés en entier par celui-ci, auquel il sera tenu compte de la part à supporter par la marine, lors du paiement du prix des bois.

Les frais d'abattage et d'équarrissage seront compris dans l'évaluation du prix des arbres.

L'acte ou le procès-verbal de cette opération sera dressé et signé en triple expédition par les parties intervenantes. L'une de ces expéditions sera remise à la marine, et les deux autres resteront entre les mains de l'adjudicataire. La réception ainsi faite des arbres sera définitive.

Art. 64. Le prix ainsi déterminé, les adjudicataires feront transporter au lieu du dépôt, indiqué tant à l'affiche qu'au procès-verbal d'adjudication, les arbres reçus par la marine.

Ce transport devra être entièrement effectué au 1er septembre prochain.

Les frais de transport leur seront payés à raison de l'aune cube, conformément au cubage établi au procès-verbal de réception, d'après le prix fixé pour chaque forêt, eu égard à la distance à parcourir et aux difficultés des chemins. Ce prix sera annoncé dans les affiches et inscrit au procès-verbal de vente.

Art. 65. Les arbres rendus au dépôt seront reçus par l'entrepreneur ou l'agent de la marine, sur un bulletin signé par l'employé forestier du lieu du départ, et énonçant les numéros et les dimensions des arbres, tels qu'ils sont portés au procès-verbal de réception dressé par l'agent de la marine, lors de la seconde visite, et dont une copie aura été remise à l'employé forestier.

Ce bulletin, vu et certifié par l'entrepreneur ou l'agent de la marine au lieu du dépôt, sera remis à l'adjudicataire pour lui servir de pièce à l'appui de l'état qu'il devra fournir pour obtenir le payement de sa fourniture, lorsque le transport des arbres sera entièrement terminé.

Art. 66. Les adjudicataires joindront à leur demande en paiement, un état détaillé contenant leurs noms, prénoms et domicile; la dénomination de la forêt, la commune, l'arrondissement et la province de la situation, la quantité et le prix des pièces livrées, le montant des frais de transport au taux déterminé pour chaque forêt; et s'il y a lieu, la part des frais d'expertise à supporter par le département de la marine.

A l'appui de cet état, ils joindront:

A. Une des expéditions du procès-verbal d'expertise ou du contrat passé avec l'agent de la marine, pour le prix des arbres, ainsi qu'il est mentionné à l'article 63.

B. Les bulletins de l'arrivée des bois au lieu du dépôt.

C. Une déclaration de l'inspecteur forestier local, énonçant le montant des frais de transport, fixé à raison de l'aune cube pour chaque forêt.

D. La quittance du salaire payé à l'expert.

Art. 67. Cet état, dûment appuyé des pièces mentionnées à l'article précédent, sera adressé par l'adjudicataire au ministre de la marine.

Art. 68. Dans les deux mois de la production de leurs états, les adjudicataires seront payés du prix des arbres par eux fournis, et remboursés de leurs frais de transport, et s'il y a lieu, de la portion de leur expertise à charge de la marine, sur une ordonnance du ministre des finances au bureau du receveur des domaines du chef-lieu de l'arrondissement.

Art. 69. Si, au 15 juillet, la réception et l'expertise des arbres ne sont pas faites, les agens de la marine seront censés y avoir renoncé, et les adjudicataires en disposeront librement, comme des autres bois de leur coupe sans autre formalité.

Art. 70. Tout arbre qui, après l'époque du 1er septembre, se trouvera encore sur le parterre de la coupe ou en tout autre endroit que celui du lieu du dépôt indiqué, sera transporté à ce dernier lieu, aux frais et risques des adjudicataires, par les soins et à la diligence des agens forestiers; et les frais de transport réglés par mémoire desdits agens forestiers, seront retenus aux adjudicataires sur le montant des payemens qui doivent leur être faits, quand même ces frais excéderaient le taux fixé par le procès-verbal d'adjudication.

Art. 71. Les adjudicataires seront responsables, jusqu'à l'arrivée au lieu du dépôt, de tous les arbres compris dans les procès-verbaux de réception, et il leur est défendu de les distraire de leur destination, ni de les employer à tout autre usage, sous peine de confiscation et d'une amende de 3000 fr., conformément à l'art. 15 de l'arrêté du gouvernement du 28 floréal an XI, et de l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748.

Cette responsabilité cessera au moment où ces arbres seront rendus au dépôt, et que les adjudicataires en auront obtenu décharge sur le bulletin mentionné à l'art. 65.

Chapitre VI.

Disposition générale.

Art. 72. Les clauses du présent cahier des charges sont toutes exécutoires et de rigueur, ainsi que celles de l'ordonnance de 1669 et autres lois, réglemens et arrêtés concernant les forêts.

On se conformera de même aux clauses particulières inscrites ci-après, ainsi qu'au modèle des traites qui doivent être souscrites.

Clause additionnelle à imposer aux adjudicataires des coupes de bois domaniaux.

Les travaux d'amélioration mis à charge des adjudicataires devront être terminés pour le 15 septembre et reçus pour le 1er octobre 1835.

Bruxelles, le 5 septembre 1834.

Le ministre des finances,
Signé E. d'Huart.

NOTE.

Modèle des traites qui doivent être souscrites.

Traite d'adjudication de coupes de bois.
Coupes de l'ordinaire 18

Échéance
de . . .

Province
de . . .

Bureau
de . . .

N°
d . . .

A (*nom de la ville*), ce (*la date du jour où la traite est tirée.*) Bon pour la somme de (*en chiffres.*)

Au (*le jour et le nom du mois*), prochain fixe, payez par cette seule de change à l'ordre de M. (*le nom de la caution qui endossera*) la somme de (*en toutes lettres*) valeur en payement, à échoir à la même époque de la coupe (*nom de la coupe, du bois et de la forêt*) dont vous êtes adjudicataire, et sans autre avis de (*nom du certificateur qui signera la traite*).

Accepté pour la somme de (*en toutes lettres*), que je m'engage à payer à l'échéance à la caisse du receveur des domaines à . . . (*nom de l'adjudicataire qui, comme principal obligé, doit accepter.*)

A Monsieur

Monsieur (*le nom de l'adjudicataire*), adjudicataire de la coupe (*la désigner*) à (*domicile exact de l'adjudicataire*)

TITRE III.

BOIS DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.

Les bois communaux sont ceux à la propriété desquels une ou plusieurs communes ont un droit acquis. (Cod. civ. art. 542.)

Les bois des établissemens publics sont ceux qui appartiennent à des hospices, maisons d'éducation, bureaux de bienfaisance, fabriques d'église et autres corporations dont le gouvernement a la tutèle. Nous traitons des uns et des autres dans un même article, parce qu'ils sont soumis aux mêmes lois.

D'après les derniers relevés statistiques, les communes et établissemens publics de notre pays possèdent ensemble 157,790 hectares de bois répartis de la manière suivante.

Anvers 430—Brabant 1,600 — les deux Flandres 1,560 — Hainaut 13,300 — Liége 12,100 — Limbourg 1,300 — Luxembourg 86,000 — Namur 41,500 hectares.

CHAPITRE I.

De la propriété et de la jouissance des bois appartenant aux communes et établissemens publics.

1. Nous avons dit que *les bois communaux* sont ceux à la propriété desquels une commune a un droit acquis. La dénomination de bois communaux ne désigne pas toujours des bois dont la propriété appartienne aux communes; elle est quelquefois synonyme de *bois situés sur le territoire d'une commune*, ou *bois dans lesquels une commune exerce un droit d'usage*. C'est dans le mode de jouissance et l'expression des titres qu'il faut chercher la distinction des droits d'usage et des droits de propriété. En cas de contestation à cet égard, les tribunaux prononcent. (Arrêts de la cour de cassation des 14 floréal an 10 et 25 brumaire an 11.)

2. Les bois communaux peuvent être possédés en toute propriété par une commune, ou indivisément par plusieurs : dans ce dernier cas, on les appelle *bois communaux indivis ;* mais les bois qu'elles possèdent par indivis avec l'État, les établissemens publics ou les paticuliers, ne doivent pas être désignés sous cette dénomination.

3. La loi du 10-11 juin 1793, qui autorise les communes à partager leurs biens entre les habitans qui y sont domiciliés, a excepté de ce partage les bois communaux, et ordonné qu'ils seraient soumis aux règles qui avaient été ou seraient à l'avenir décrétées par l'administration des forêts nationales. (Sect. 1. art. 41.)

Mais cette exception ne porte pas sur le partage des bois que les communes possèdent par indivis entr'elles avec d'autres propriétaires. Ceux-là doivent toujours être partagés, lorsque l'un des propriétaires en fait la demande, bien que l'autre s'y oppose ; car personne n'est tenu de rester dans l'indivision malgré soi. (Arrêté du 4 thermidor an 7, art. 815 du code civil.) Voyez CANTONNEMENT, PARTAGE DES BIENS COMMUNAUX et TRIAGE.

4. La réunion d'une commune à une autre ne doit pas porter atteinte aux droits respectifs de propriété ou d'usage que chacune d'elles avait séparément avant la réunion. (Décret du 17 janvier 1813.) *Voyez* RÉUNION DES COMMUNES.

5. Les règles que la législation a consacrées relativement aux biens des communes et établissemens publics en général, sont applicables à leurs bois en particulier, quand il n'y est pas dérogé par les lois forestières. *Voyez* BIENS DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.

6. Les communes et établissemens publics, propriétaires de bois ou d'usages dans les bois, peuvent toujours exiger le cantonnement. (Loi du 28 août – 14 septembre 1792, art. 5.) Toutefois lorsqu'ils demandent le cantonnement par voie judiciaire, ils doivent être préalablement autorisés à ester en justice ; et si le cantonnement s'opère de gré à gré, il n'est définitif pour les communes qu'après avoir pris l'avis de la députation permanente du conseil provincial et obtenu l'autorisation du Roi. La raison en est que le cantonnement tient tout à la fois de l'échange et de l'aliénation. (Loi communale du 30 mars 1836, art. 76, n° 1 et 6.)

Pour les établissemens publics, il suffit de l'autorisation des députations permanentes. (Arrêté du 1er. juillet 1816.) Voyez Aliénation de biens (tom. II. p. 52) et Cantonnement.

6. Les communes et établissemens publics ne peuvent changer la nature et l'exploitation de leurs bois, ni procéder à des coupes extraordinaires sans y être autorisés par le gouvernement. (Loi du 29 septembre 1791, titre XII, art. 11 ; — arrêtés des 19 ventose an 10 art. 1 et 9; 14 mars 1814 art. 16, et 9 février 1832; — loi du 30 mars 1836 art. 83. Voyez Coupes de bois et Défrichement.

7. Il y a deux modes de jouissance pour les bois communaux : ou la commune en vend les coupes au plus offrant, et alors le prix de l'adjudication entre dans la caisse communale; ou bien les coupes se partagent entre les habitans, et alors la délivrance s'en fait en nature, après déduction des frais de surveillance et d'administration.

C'est aux députations permanentes à choisir entre ces deux modes, et leur choix dépend des besoins financiers de la commune. (Décret du 31 mai 1790; loi du 29 septembre 1791, titre XII, art. 10; arrêtés des 10 mai 1815, art. 6, et 27 mai 1819, art. 6.)

Chapitre II.

De l'administration des bois appartenant aux communes et aux établissemens publics.

1. Les communes et les établissemens publics avaient autrefois en Belgique l'administration de leurs bois, sous la seule obligation de se conformer aux réglemens établis pour la conservation des forêts en général. Il y avait même des communautés qui avaient droit de juridiction sur leurs propres bois : celles-là étaient tenues de constituer des sergens ou forestiers et un acteur d'office pour intenter les actions résultantes des mésus; et si le mésus provenait d'elles-mêmes, elles encouraient le triple des amendes statuées contre les délinquans ordinaires.

Quant aux communautés qui n'avaient pas de juridiction, elles devaient présenter aux prévôts ou seigneurs du lieu des forestiers qui, après avoir prêté serment, remplissaient à peu près les mêmes fonctions que les gardes actuels; mais les prévôts ou seigneurs pouvaient en outre établir leurs propres forestiers ou sergens pour veiller à la conservation des bois appartenant à ces communautés. (Réglement, pour le duché de Luxembourg, du 30 décembre 1754, art 41, 42, 43 et 44.)

2. Ce n'est qu'après la réunion de la Belgique à la France que les communes et établissemens publics ont été dépouillés de l'administration de leurs bois. Le titre I de la loi du 29 septembre 1791, après avoir disposé que les bois et les forêts de l'Etat feront l'objet d'une administration particulière, ajoute :

« Art. 4. Les bois appartenant aux communautés d'habitans seront soumis à ladite administration suivant ce qui sera déterminé.

» Art. 5. Il en sera de même des bois possédés par les maisons d'éducation et de charité, par les établissemens de main-morte étrangers, et par l'ordre de Malte. »

Toutefois cet assujétissement n'était pas absolu : les titres XII et XIII de la même loi laissaient aux communes et aux établissemens publics le droit d'intervenir, à certains égards, dans l'administration de leurs propriétés boisées ; ils avaient, par exemple, le choix de leurs gardes forestiers, et la fixation de leur nombre ainsi que de leur traitement. Mais un arrêté du 19 ventôse an 10 leur enleva ce reste de liberté, en disposant :

« Art. 1. Les bois appartenant aux communes sont soumis au même régime que les bois nationaux, et l'administration, garde et surveillance sont confiées aux mêmes agens. »

Dès lors la nomination des gardes, la fixation de leur salaire, et toutes les opérations auxquelles peut donner lieu la régie des bois communaux, appartinrent à l'administration forestière ; les communes n'eurent plus qu'à en toucher les produits : encore les produits des coupes extraordinaires étaient versés dans la caisse d'amortissement, et ils n'étaient mis à la disposition des communes que sur une décision motivée du ministre de l'intérieur.

L'art. 9 ordonna qu'il en serait de même des bois appartenant aux hospices et autres établissemens publics.

3. Ce système a d'abord subsisté en Belgique pendant toute la durée de l'empire français; et l'arrêté du 14 mars 1814, qui a réorganisé l'administration forestière, l'y a maintenu, en confirmant toutes les lois et réglemens relatifs à la régie des bois et forêts appartenant soit à l'État, soit aux communes et aux établissemens publics. Mais bientôt des plaintes nombreuses se sont élevées à ce sujet et elles n'ont pas tardé de porter fruit.

Le gouvernement des Pays-Bas, après avoir reconnu que le mode de régie établi pour les bois des communes et des établissemens publics, tant par la loi du 29 septembre 1791 que par l'arrêté du 19 ventôse an 10, avait produit une diminution considérable dans leurs produits, a rendu le 10 mai 1815 un arrêté qui porte :

« Art. 1. Les arbres épars et les boqueteaux d'une contenance de moins de 5 hectares et non contigus à d'autres bois, appartenant aux établissemens de charité et aux communes, ne seront plus soumis à la surveillance de l'administration générale des eaux et forêts. Les commissions administratives et les maires en reprendront l'administration exclusive sous la surveillance des sous-intendans et l'autorité des intendans. Néanmoins l'administration forestière pourra dénoncer aux intendans les abus, que ses agens pourraient découvrir à l'égard du régime des arbres épars et des boqueteaux.

» Art. 5. Tous les autres bois des établissemens de charité et des communes continueront d'être soumis à la surveillance de l'administration générale des eaux et forêts, sous les restrictions comprises aux articles suivans. »

Cet arrêté, qui avait pour objet moins de rendre aux communes et aux établissemens publics l'administration de leurs bois que de réduire les dépenses considérables auxquelles les obligeait la régie forestière du gouvernement, donna bientôt lieu à de nouvelles réclamations.

Les états provinciaux de la Flandre Orientale, du Luxembourg et du Hainaut insistèrent sur la nécessité de soustraire entièrement à cette régie les bois des communes et des établissemens publics.

Le gouvernement fit examiner alors si cet affranchissement, tel qu'il était demandé, serait compatible tant avec l'intérêt général qu'avec l'intérêt particulier des communes et établissemens publics; et après mûre réflexion, il se borna à prendre, le 27 mai 1819, un nouvel arrêté qui dispose :

« En attendant la décision définitive que nous nous réservons de prendre ultérieurement, la direction des bois appartenant aux communes et aux établissemens publics continuera d'être confiée à l'administration forestière de l'État, et ce en conformité des lois et réglemens en vigueur, sauf les modifications indiquées aux articles suivans.

« Art. 1. Sous la dénomination de boqueteaux non contigus à d'autres bois, mentionnés dans notre arrêté du 10 mai 1815, sont compris les bois d'une étendue de moins de cinq hectares (bonniers) qui sont éloignés de 1000 aunes (mètres) au moins d'un autre bois domanial ou communal d'une étendue de plus de cinq bonniers, ou ceux qui, quoique placés à une moindre distance d'un bois de cette nature, en sont néanmoins séparés par des obstacles intermédiaires, en sorte que les deux ne peuvent être surveillés par un seul et même garde.

» Art. 2. Les boqueteaux isolés de moins de cinq bonniers qui, en vertu de l'art. 1er de notre arrêté du 10 mai 1815, ont déjà été réunis à l'administration des communes et établissemens publics, sont exceptés de l'application de l'article précédent. »

Cet arrêté se termine par une invitation au ministre de l'instruction publique, de l'industrie nationale et des colonies, de faire au Roi un rapport spécial sur la question de savoir, si et jusqu'à quel point il peut être nécessaire ou utile, dans l'intérêt de l'industrie nationale, que les bois communaux ou ceux des établissemens publics continuent d'être placés sous la surveillance de l'administration générale des bois et forêts.

Ce nouvel examen n'a produit aucun changement dans la législation. Aussi en 1819, les plaintes ont-elles recommencé; et en 1834 M. Desmanet de Biemes, député de Namur, a fait à la chambre la proposition formelle de

confier aux états députés des provinces l'administration des bois communaux.

4. Cette proposition a fait, dans les sections de la chambre, l'objet d'une discussion préparatoire. On a prétendu, dans cette discussion, que l'art. 31 de la constitution qui place dans les attributions du pouvoir communal le droit de régler tout ce qui intéresse exclusivement les communes, s'applique à l'administration de leurs bois comme à celle de leurs autres biens; et que l'art. 108, en abolissant toutes les lois et réglemens contraires à ce principe, avait indubitablement abrogé la loi du 29 septembre 1791 et l'arrêté du 19 ventôse an 10.

Ce raisonnement a prévalu tout d'abord. On a examiné ensuite si l'administration des bois communaux serait soumise à une surveillance supérieure, et cette question ayant été également résolue par l'affirmative, on agita celle de savoir si cette surveillance serait exercée par les députations provinciales ou par l'administration des eaux et forêts. Sur ce point la section centrale s'est divisée. La majorité a craint des innovations irréfléchies, et tout en admettant que l'administration des bois communaux doit être rendue aux communes, que les fonds provenant de la vente des coupes doivent être versés dans les caisses communales, sans que l'État puisse prélever aucun droit de recette, etc., elle a pensé qu'il ne fallait pas déterminer incontinent quelle autorité serait chargée de la surveillance de ces bois, et que jusqu'à ce qu'il ait été statué ultérieurement à cet égard, les lois et arrêtés actuellement en vigueur devaient continuer d'être exécutés.

En conséquence, la disposition suivante a été proposée par la section centrale, et adoptée par la chambre des représentans :

« Les conseils communaux ont l'administration de leurs bois et forêts sous la surveillance de l'autorité supérieure, de la manière qui sera ultérieurement déterminée. Néanmoins, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, les lois, arrêtés, décrets et réglemens actuellement en vigueur, continueront d'être exécutés en ce qui concerne la surveillance de l'administration de bois des communes. »

Il est à remarquer que, ni dans la proposition de M. Desmanet de Biesmes, ni dans la discussion dont elle a été l'objet, ni dans la disposition que nous venons de reproduire, il n'est question des bois appartenant à des établissemens publics : il est à remarquer encore, qu'à l'égard de ces établissemens on ne peut invoquer, comme à l'égard des communes, les art. 31 et 108 de la Constitution, qui semblent avoir puissamment influé sur la décision de la chambre relativement aux bois communaux; mais on sent qu'à ces articles près, il y a toutes sortes de motifs pour soumettre les bois des établissemens publics au même régime de surveillance que ceux des communes.

Aussi la disposition que nous avons rapportée ci-dessus a-t-elle été reproduite avec cette modification dans l'art. 83 de la loi communale du 30 mars 1836.

5. Il résulte de là que, le régime actuel des bois qui font l'objet de cet article, n'est que provisoire : nous nous bornerons par ce motif à l'indiquer succinctement, et nous renverrons autant que possible le lecteur à des articles spéciaux où il sera possible de revenir sur cette matière, quand une nouvelle loi l'aura définitivement réglée.

D'après ce qui précède, les bois des communes et des établissemens publics se divisent en deux classes. La première, qui comprend les bois d'une certaine étendue, est soumise au régime forestier; et la seconde, qui comprend les boqueteaux et les arbres épars, en est affranchie. Cette distinction nous oblige à traiter séparément des uns et des autres. Nous commencerons par ceux de la première classe.

Section I.

Des bois des communes et établissemens publics soumis au régime forestier.

Cet article comprend tous les bois appartenant aux communes ou établissemens publics, excepté :

1° Les arbres épars (art. 1 de l'arrêté du 10 mai 1815;)

2° Les boqueteaux ou petits bois dont la

contenance n'atteint pas 5 bonniers ou hectares et qui ne sont pas contigus à d'autres bois. On entend par bois non contigus à d'autres bois, ceux qui sont éloignés d'une distance de 1000 aunes ou mètres au moins d'un autre bois *domanial* ou *communal* d'une étendue de 5 hectares, et ceux qui, quoique placés à une moindre distance, en sont cependant séparés par des obstacles intermédiaires, de sorte que les deux ne puissent être surveillés par un seul et même garde. (*Idem* et art. 1 de l'arrêté du 27 mai 1819.)

3° Les bois isolés, de moins de 5 hectares, qui, sans réunir les conditions de distance ci-dessus reprises, ont cependant été rendus à l'administration des communes et des établissemens publics dans l'intervalle du 10 mai 1825 au 27 mai 1819. Cette catégorie provient de ce que l'arrêté du 27 mai 1819 ayant interprété celui du 10 mai 1825 dans un sens beaucoup plus restreint qu'on ne l'avait fait dans la pratique, plusieurs bois se sont trouvés, malgré leur distance, affranchis du régime forestier dans l'intervalle des deux arrêtés, et que le gouvernement n'a pas jugé convenable de donner à son interprétation un effet rétroactif. (Art. 2 de l'arrêté du 27 mai 1819.

ART. I. — *Surveillance, police et administration.*

§ I. — *Des autorités et agens chargés de la garde, de la surveillance et de l'administration des bois.*

1. Ces autorités et agens sont les mêmes pour les bois des communes et des établissemens publics que pour les bois domaniaux. (Loi du 29 septembre 1791, titre XII; art. 1, 2, 3, 4, 7, 8 et 18, et titre XIII; arrêté du 19 ventôse an 10, art. 1 et 9; loi du 9 floréal an 11, titre II, art. 10; arrêté du 14 mars 1814, art. 16, et loi communale du 30 mars 1836, art. 83.)

Les communes et établissemens publics interviennent néanmoins dans la nomination de leurs gardes, mais d'une manière indirecte. L'art. 130 de la loi communale porte :

« Jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu, le ministre des finances continuera à nommer les gardes des bois communaux, sur une liste double de candidats présentés par le conseil communal, et de l'avis de la députation permanente du conseil provincial.

» En ce qui concerne les bois des établissemens de bienfaisance, la présentation des candidats sera faite par les administrations de ces établissemens. »

Le ministre des finances, sur l'avis des députations permanentes, fixe le nombre d'agens nécessaires à la surveillance des bois appartenant aux communes et aux établissemens publics.

2. Les agens sont payés de la même manière et sur les mêmes fonds que ceux des bois de l'État; mais c'est à titre d'avance seulement, de telle sorte que, si par la suite les bois dont il s'agit venaient à passer entièrement sous l'administration des communes et des établissemens propriétaires, ce payement ne concernerait plus en aucune façon le domaine. (Art. 9 de l'arrêté du 27 mai 1819.)

Nous verrons ci-après comment les communes et les établissemens propriétaires opèrent le remboursement de ces avances.

3. Les gardes particuliers, gardes-généraux, sous-inspecteurs, inspecteurs et directeurs de l'enrégistrement et des domaines remplissent, à l'égard des bois de communes et d'établissemens publics, les mêmes fonctions que relativement aux bois domaniaux. Ils doivent par conséquent les parcourir et visiter périodiquement chacun selon la nature de sa charge.

« Lesdits bois, dit l'art. 8 du titre XII de la loi du 29 septembre 1791, seront visités par les préposés de la conservation, savoir : par les inspecteurs au moins deux fois par année, et une fois par les conservateurs (directeurs de l'enrégistrement et des domaines). Ils seront pareillement visités au besoin par les commissaires de la conservation générale. Ces visites auront le même objet que dans les bois nationaux et elles seront pareillement constatées. »

Et quant aux gardes, l'art. 6 porte qu'ils se conformeront à tout ce qui est prescrit par le titre IV de la même loi.

4. De ce que la garde, la surveillance et l'économie des bois qui nous occupent, appartiennent aux agens forestiers du gouvernement, il ne résulte point que les communes et les établissemens publics soient exclus de toute participation aux actes qui intéressent ces bois, ni que l'autorité provinciale soit privée de tout contrôle à leur égard.

Les lois et les réglemens n'ont, à la vérité, tracé aucune ligne de démarcation tant soit peu précise entre les attributions de la régie forestière et celle de l'administration ordinaire des communes et des établisssemens publics; mais la nature même des choses indique suffisamment qu'il y a une distinction à faire entre les actes purement forestiers et les actes administratifs.

En effet, les bois sont comme toutes les autres propriétés des communes et des établissemens publics, une source de dépenses et revenus qui ne peuvent être consentis et réglés que par l'administration ordinaire: ils donnent lieu à des actes, à des contrats que les lois ont placés dans les attributions des conseils communaux, des commissions administratives, des députations permanentes, etc.; ils tiennent enfin, sous une foule de rapports, la même nature que les autres biens des communes et établissemens publics, et doivent par conséquent être régis de la même manière, excepté dans les points où les lois forestières en ont disposé autrement.

Quant aux opérations, actes et travaux purement forestiers, il serait superflu de dire qu'ils appartiennent exclusivement aux agens de la régie forestière : mais les dépenses qu'ils occasionnent, n'en doivent pas moins être approuvées par les conseils communaux et les députations permanentes.

§ II. *Opérations forestières.*

De ce que les employés et agens forestiers remplissent, dans les bois des communes et des établissemens publics, les mêmes fonctions que dans les bois domaniaux, il résulte que toutes les opérations, déjà décrites dans le titre précédent, sont applicables aux uns comme aux autres. Il serait donc inutile de répéter ici ce que nous avons dit ailleurs, de la *reconnaissance des limites*, de la *délimitation*, du *bornage*, de *l'aménagement*, de *l'assiette des coupes*, de *l'arpentage*, de la *levée des plans*, du *balivage*, du *martelage*, du *récolement* et du *réarpentage*, toutes opérations qui, sous les rapports d'art, regardent exclusivement l'administration forestière. Nous nous bornerons par conséquent à faire sur chacune d'elles les observations, qu'exige la matière dans ses rapports avec les communes et les établissemens publics.

I. *Reconnaissance des limites, délimitation et bornage.* — Lorsqu'il y a lieu à procéder à ces opérations dans un bois communal, le collège des bourgmestre et échevins doit demander une soumission à un arpenteur forestier. Cette soumission, renfermant toutes les conditions requises par les circulaires des 24 octobre, 26 décembre 1811 et 16 septembre 1812, doit être acceptée par le conseil communal, et ensuite approuvée par la députation permanente du conseil provincial, pour ce qui concerne la dépense, et par le ministre des finances pour ce qui concerne l'opération d'art.

Il en est de même pour la délimitation des bois appartenant aux établissemens publics, avec cette différence, néanmoins, que la soumission doit être demandée par les administrateurs de l'établissement intéressé et approuvé par le conseil communal. Voyez ci-dessus le chap. Ier du tit. II, pag. 264 et suiv.

II. *Aménagement.* L'aménagement des bois des communes et établissemens publics a été réglé par les circulaires des 14 floréal an 12 et 20 septembre 1813.

Les communes et établissemens publics ne peuvent être contraints à aménager leurs bois: mais, faute d'aménagement, ils sont obligés de faire procéder, tous les ans, à l'arpentage des coupes qu'ils obtiennent la permission d'abattre, et de payer pour cet objet les rétributions fixées par la loi du 16 nivôse an 9. (Art. 20 de l'arrêté du 27 mai 1819).

Aux termes de la circulaire du 14 floréal an 12, il ne peut être procédé à aucun aménagement sans l'autorisation du roi. Mais nous pensons qu'en Belgique il suffit de l'autorisation du ministre des finances. (Argument tiré

de l'art. 4 de l'arrêté du 27 mai 1819.) Voyez ci-dessus le chap. II du tit. II, pag. 276, et suiv.

III. *Assiette ou désignation des coupes.* — L'article 4 de l'arrêté du 27 mai 1819 dispose :

« Les coupes annuelles et ordinaires des bois communaux et de ceux des établissemens publics, qui ne tombent point dans les termes des art. 1, 2, 3 (c'est à dire qui sont soumis à la surveillance), auront lieu périodiquement suivant les règles de la loi forestière, et à concurrence de telle contenance qu'il sera trouvé convenable, à proportion, d'un côté, des besoins des propriétaires, et de l'autre côté, de ce que les bois peuvent produire annuellement, de manière que les coupes n'excèdent point les résultats de la croissance annuelle. A cet effet, les agens forestiers se concerteront avec l'autorité administrative pour l'établissement des projets de coupes annuelles, dont les états seront envoyés par le conservateur à notre ministre des finances, pour être approuvés par lui, s'il y a lieu, de la même manière qu'il est usité pour les états des coupes ordinaires des bois du domaine. »

L'autorité administrative dont parle cet article, s'entend de l'administration des communes ou établissemens propriétaires et de la députation permanente du conseil provincial. Leur intervention est nécessaire en effet, parce qu'elles connaissent mieux que les agens forestiers les besoins des communes et établissemens publics.

Si les administrateurs d'une commune ou d'un établissement public ont des observations à faire sur l'assiette des coupes, ils peuvent les adresser directement à l'inspecteur forestier de leur ressort avant le 1er mars; et si l'inspecteur forestier n'y a point égard, ils peuvent porter leurs réclamations devant la députation qui appuie, s'il y a lieu, leurs demandes, tant auprès du directeur de l'enrégistrement et des domaines (conservateur) qu'auprès du ministre des finances.

Les états d'assiette que les agens forestiers soumettent à l'approbation du ministre, doivent être rédigés conformément à la circulaire du 28 janvier 1806; ils contiennent les colonnes suivantes :

1. Numéro d'ordre.
2. Noms des communes et établissemens propriétaires.
3. Noms des bois ou forêts.
4. Contenance totale des bois.
5. Quantité mise en réserve.
6. Quantité restant en coupes réglées.
7. Date des actes qui ont réglé les aménagemens.
8. Nombre de coupes et d'années qui forment la révolution.
9. Essence des bois.
10. Numéro des coupes.
11. Age des coupes de taillis.
12. Age des coupes de futaie.
13. Contenance des coupes projetées en hectares, ares et centiares.
14. Coupes qu'on propose de délivrer en nature.
15. Coupes qu'on propose de vendre.
16. Dates des autorisations pour l'exploitation des futaies sur taillis.
17. Contenance en hectares des futaies sur taillis à exploiter séparément.
18. Nombre d'arbres à exploiter séparément dans les futaies sur taillis.
19. Arbres exploités en jardinant.
20. Observations.

Aux termes de l'art. 9 du tit. XII de la loi du 29 septembre 1791, les coupes ordinaires ne peuvent être mises en exploitation que d'après le procès-verbal d'assiette, balivage et martelage de l'inspecteur local, conformément aux divisions des coupes et aménagemens.

Voyez ci-dessus pag. 286 et suiv.

IV. *Arpentage et levée des plans.* — D'après l'art. 20 de l'arrêté du 27 mai 1819, l'arpentage n'est plus requis que pour les bois ou parties de bois dont les coupes annuelles ou périodiques n'ont pas été réglées et fixées d'une manière générale. Voici comment cet article est conçu :

« L'arpentage des coupes annuelles et les rétributions fixées pour cet objet par la loi du 16 nivôse an 9, cesseront pour les bois

susmentionnés, ou pour les parties de ceux dont les coupes annuelles ou périodiques sont déjà réglées et fixées, ainsi que pour les boquetaux dont les coupes se feront ordinairement en une ou deux fois, et dont la contenance est suffisamment connue par les arpentages précédens. Pour les autres bois, appartenant aux communes et établissemens publics, dont les coupes annuelles ou périodiques ne sont pas encore réglées et fixées, les rétributions d'arpentage continueront à être payées sur le pied établi par la loi précitée, sauf aux communes ou établissemens qui voudraient se décharger de ces dépenses, à faire établir à leurs frais la division entière de leurs bois en coupes réglées, suivant les instructions et réglemens existans sur la matière. »

L'art. 6 de la loi du 16 nivôse an 9, dit que « les arpenteurs recevront à titre de rétribution, et pour tous frais, 2 francs par hectare de bois dont ils auront fait le mesurage, et fr. 1, 50 centimes aussi par hectare de bois dont ils auront fait le récolement. »

D'après l'art. 16 de la circulaire du 19 mars 1831, les états de frais d'arpentage doivent être soumis à l'ordonnancement de la députation permanente du conseil provincial.

Voyez ci-dessus pag. 287 et suiv.

V. *Balivage et martelage.* — D'après l'article 5 de l'arrêté du 27 mai 1819, les agens forestiers doivent, après l'approbation des projets de coupes, procéder en personne aux opérations du balivage et du martelage, et ils ne peuvent, de ce chef, compter aucuns frais

D'après l'art. 9 déjà cité de la loi du 29 septembre 1791, aucune coupe ne peut être mise en exploitation que d'après les procès-verbaux de balivage et de martelage. Voyez ci-dessus pag. 289 et suiv.

VI. *Formation des lots.* — L'article 7 de l'arrêté du 10 mai 1815 dispose que les coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, ne seront plus mises en vente que par simples hectares et semi-hectares suivant leur importance.

Le but de cette disposition était d'augmenter la concurrence; mais il ne paraît pas avoir été généralement atteint; car l'art. 7 de l'arrêté du 27 mai 1819 porte :

« Le mode établi par l'art. 7 de l'arrêté du 10 mai 1815, pour la vente des coupes par bonnier ou demi-bonnier, ne sera suivi que pour autant qu'il sera réputé le plus avantageux pour l'intérêt des communes; et les députations des états provinciaux auront la faculté d'autoriser la vente de ces coupes en plus grandes parties ou en masses, suivant les circonstances locales. »

C'est aux administrateurs qui se trouvent sur les lieux à prendre l'initiative auprès des députations provinciales; ils proposent eux-mêmes le mode de vente qu'ils jugent le plus avantageux, et joignent à leur proposition les motifs qui la justifient.

Les dispositions qui précèdent doivent servir de règles aux agens forestiers pour la division des coupes en lots.

Voyez ci-dessus pag. 291 et suiv.

VII. *Rédaction d'affiches.* — La rédaction d'affiches appartient aux agens forestiers, parce qu'ils possèdent seuls les élémens qui doivent y entrer. Elles sont ordinairement rédigées par un sous-inspecteur, visées par l'inspecteur, et approuvées par le directeur de l'enrégistrement et des domaines.

Dans les provinces les plus boisées on ne rédige qu'une affiche pour les diverses communes et établissemens publics qui ont des coupes à vendre, et alors on la divise en autant d'articles qu'il y a de communes ou d'établissemens publics intéressés.

Ces affiches contiennent, article par article, les numéros d'assiette, les noms des bois, la désignation de la commune ou de l'établissement propriétaire, la nature et l'âge de la coupe, l'essence des arbres, la contenance en mesures métriques, le nombre des pieds-corniers et baliveaux réservés, les travaux à exécuter par les adjudicataires; par exemple :

ARTICLE 14.

« N° 51 de l'assiette, bois de Plainfays, appartenant à la commune de Spa, et situé dans ladite commune.

» Coupe de taillis, n° 6, âgé de 18 ans, essences diverses, contenant 58 bonniers 67 perches, sous la réserve d'un pied-cornier et de 246 baliveaux de l'âge griffés.

» L'adjudicataire de cette coupe sera tenu de faire essarter environ quatre bonniers de vagues, et de les repeupler ensuite par un ensemencement en glands et graines de bouleau; le tout conformément aux réglemens sur cette matière et sous la direction des agens forestiers.

» L'adjudicataire sera tenu, en outre, de faire creuser deux cents aunes de fossés de clôture, à l'est de cette coupe. »

Voyez ci-dessus pag. 293 et 294.

VIII. *Rédaction du cahier des charges.*— 1. Aux termes de l'art. 3 de l'arrêté du 10 mai 1815, le cahier des charges doit être soumis à l'approbation des intendans, par l'intermédiaire des sous-intendans, et ces fonctionnaires, par suite des changemens survenus dans l'organisation administrative des provinces, ont été remplacés pour l'objet dont il s'agit, les premiers par les députations permanentes des états provinciaux, et les seconds par les commissaires de district.

Il résulte de cette disposition que la rédaction du cahier des charges appartient aux conseils communaux et à l'administration des établissemens intéressés.

L'art. 31 de la loi communale du 31 mars 1836 le dit d'ailleurs expressément, et même il ne requiert qu'en certains cas l'approbation des députations permanentes; mais l'art. 83 ne permet pas d'appliquer ici cette dernière restriction.

Toutefois, comme il importe de stipuler dans cette espèce d'actes toutes les garanties que réclament l'économie forestière d'une part, et de l'autre l'intérêt des propriétaires, les autorités provinciales se sont concertées avec les directeurs de l'enrégistrement et des domaines pour rédiger un modèle de cahier de charges, qui sert de règle dans toutes les adjudications.

Dans la province de Liége, au lieu d'un cahier de charges, la députation des états a publié sur cette matière une instruction qui comprend à peu près les mêmes dispositions. Elle est du 9 novembre 1831, et se trouve au Mémorial administratif, tome 1, pag. 675.

2. Comme les coupes de bois communaux peuvent se vendre ou se partager entre les habitans, le cahier des charges doit comprendre et les conditions de la vente et les conditions de la délivrance en nature. Voyez Affouage.

3. Si les administrations intéressées ont des observations à faire sur les clauses contenues au modèle du cahier des charges; ou si, à raison de circonstances locales, elles ont des clauses particulières à y ajouter, elles doivent les soumettre à la députation de leur ressort, et celle-ci, après s'être concertée avec le directeur des domaines et de l'enrégistrement, approuve, s'il y a lieu, les modifications et clauses supplémentaires qu'on réclame.

4. Le cahier des charges est ordinairement le même chaque année, sauf les stipulations particulières à certaines localités. Mais il diffère à plusieurs égards du modèle que l'administration forestière a prescrit pour la vente des coupes domaniales. Nous publions ci-après celui qui été rédigé pour la province de Namur, le 26 novembre 1826, par l'administration des domaines, eaux et forêts, et approuvé le 1er décembre suivant par la députation des états. Cette publication nous dispensera d'entrer dans les détails de la vente, de la délivrance en nature, de l'exploitation, des travaux qui en dépendent, du récolement, de la responsabilité des adjudicataires et de leur décharge. Nous ajouterons seulement aux articles qui en sont susceptibles, les observations auxquelles la matière peut donner lieu.

Cahier des charges

Pour les coupes à vendre et à délivrer en nature dans les bois des communes et des établissemens publics de la province de Namur.

Section I.

Des ventes.

« Article 1er. Les adjudications auront lieu

par-devant notaire, à l'intervention d'un membre de l'administration de la commune ou de l'établissement propriétaire, et après que les annonces et les publications auront eu lieu de la manière usitée. »

Cette disposition ne fixe pas l'endroit où il sera procédé à la vente; et l'art. 3 de l'arrêté du 10 mai 1815 se borne à dire qu'il y sera procédé, autant que faire se pourra, sur les lieux. Par conséquent c'est à l'administration de la commune ou de l'établissement propriétaire à déterminer le lieu de la vente, et à le faire insérer dans les affiches.

L'époque des adjudications n'est déterminée par aucune loi; mais d'ordinaire on procède à ces opérations dans le dernier mois de l'année. L'administration qui fixe le lieu fixe aussi le jour de la vente.

Le receveur de la commune et de l'établissement intéressé assiste aussi à la vente pour discuter la solvabilité des cautions. (Voy. ci-après l'art. 18.)

L'art. 3 de l'arrêté susdit dispose formellement que la vente se fera par-devant notaire; mais la députation permanente de la province de Liége, se fondant sur l'art. 37 du règlement communal du 23 juillet 1825, a toujours ordonné qu'elle se ferait par-devant le président de l'administration communale ou de l'établissement propriétaire. (Instruction du 9 novembre 1831.)

L'avantage de cette modification est d'éviter les frais d'honoraires.

Dans le cas où la vente est faite par le président de l'administration communale ou de l'établissement public, les écritures doivent l'être par le secrétaire; et ni l'un ni l'autre ne peuvent exiger de rétribution de ce chef.

« Art. 2. L'administration propriétaire devra prévenir, au moins huit jours d'avance, l'inspecteur forestier du moment fixé pour l'adjudication, afin que ce fonctionnaire puisse s'y rendre ou envoyer son délégué. »

Il convient de fixer, de concert avec l'agent forestier, le jour de l'adjudication, afin de ne pas entraver le service ordinaire de l'inspecteur.

« Art. 3. L'administration propriétaire choisira le notaire et traitera avec lui pour ses honoraires de la manière la plus avantageuse, mais sans pouvoir excéder le taux ci-après de chaque article formant une adjudication particulière, savoir :

Pour un article au-dessous de 5 fl.	fl. 0, 75
Idem de 5 à 7, 50	1, »
Idem de 7, 50 à 10	1, 50
Idem de 10 à 15	1, 75
Idem de 15 à 25.	2, »
Idem de 25 à 35.	2, »
Idem de 35 à 50.	2, 25
Idem de 50 à 75.	3, »
Idem de 75 à 150	4, »
Idem de 150 à 250.	5, »
Idem de 250 à 400.	6, »
Idem de 400 à 600.	7, 50
Idem de 600 à 1000	10, »
Idem de 1000 et au-dessus . . .	12, 50

« Néanmoins, lorsque d'après ce tarif une vente doit produire à un notaire une somme moindre de 9 fl. pour une vacation au lieu de son domicile, et moindre de 12 fl. dans une autre commune, il pourra lui être alloué dans le premier cas 9 fl. et dans le second 12 fl. »

Ces droits sont réglés par l'arrêté du 7 décembre 1814, et l'art. 3 de l'arrêté du 10 mai 1815 exige que l'on s'y conforme. Aujourd'hui ces honoraires doivent être stipulés en monnaie belge; mais il suffit de doubler les chiffres pour réduire les florins en francs.

« Art. 4. Les adjudications seront toujours précédées de la lecture du cahier des charges générales et des clauses particulières qui, les unes et les autres, seront toutes de rigueur, sans pouvoir être réputées comminatoires; il sera fait mention de cette formalité dans l'acte de vente.

« Art. 5. Immédiatement après l'appel de chaque coupe, il sera donné connaissance exacte et détaillée de toutes les clauses particulières y relatives, ainsi que des travaux de repeuplement, amélioration ou entretien à y effectuer par l'adjudicataire; et mention expresse et littérale en sera faite au procès-verbal de la vente.

» Art. 6. Il ne pourra être fait aucune réclamation ni diminution de prix pour les places vides, mares, fossés, chemins, avenues qui se trouvent dans l'intérieur des ventes, et dont la distraction ne serait pas faite par les plans et procès-verbaux d'assiette. Les bois provenant des laies et tranchées feront partie de l'adjudication, et ne pourront, dans aucun cas, être à la disposition des gardes.

» Art. 7. Les adjudications n'auront d'effet qu'après avoir été approuvées par la députation des états. »

L'art. 3 de l'arrêté du 10 mai 1815 soumettait les procès-verbaux d'adjudication à l'approbation des intendans (gouverneurs). Mais l'art. 37 du réglement communal du 23 juillet 1825 a transféré cette attribution aux députations permanentes des états. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet au numéro 4 de la pag. 336.

« Art. 8. Chaque coupe sera adjugée par portion d'un quart de bonnier, à moins que l'administration propriétaire ne juge plus avantageux, à raison de l'usage des lieux, de la situation des bois et des besoins de la contrée, de faire des lots plus considérables, ou de vendre les coupes en masse. Voyez à ce sujet § II, n° VI, pag. 337.

» Art. 9. L'adjudication se fera au plus offrant et dernier enchérisseur. Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix que l'administrateur, président la vente, fixera après avoir entendu l'agent forestier présent. Il n'en sera pas admis au-dessous de 50 centièmes lorsque l'objet de l'adjudication ne s'élevera pas au-dessus de 100 florins. Elles seront d'un florin, s'il est de 100 à 200 fl., et de 5 fl., quand il excédera 200 fl. »

Même observation que sur l'art. 3 pour la réduction des florins en francs.

Dans la province de Liége on stipule que l'adjudication se fera à la chaleur des enchères pour les coupes divisées en plus de dix lots, et en outre à l'extinction des feux pour les coupes en masse, et dont les lots n'excéderaient pas le nombre de dix. (Instruction du 9 novembre 1831, art. 7.)

Le cahier des charges ne dit pas quelles personnes sont capables ou incapables de se rendre adjudicataires. Il faut donc s'en référer au droit commun et non à ce qui se pratique dans les bois de l'État. Voyez au surplus titre II, chapitre III, section II, § IV, pag. 295.

« Art. 10. Les contestations sur la validité des enchères seront décidées par l'administrateur qui présidera la vente.

» Art. 11. Si la vente ne peut avoir lieu, il sera annoncé, séance tenante, une nouvelle adjudication à quinze jours de date.

» Art. 12. Le prix principal de l'adjudication sera versé dans la caisse du receveur de la commune ou de l'établissement propriétaire, en trois termes égaux, le premier dans les trois mois, le second dans les six mois, et le troisième dans les neuf mois à dater de l'approbation de l'acte de vente.

» Art. 13. Outre le prix principal, il sera également payé au receveur, dans les dix jours après la signification de l'approbation de l'acte de vente, un droit additionnel de vingt pour cent du prix de chaque adjudication. Au moyen de ce droit, l'adjudicataire ne sera tenu à aucun autre payement pour l'enrégistrement et autres frais accessoires.

» Art. 14. Le produit de ce droit est réservé par privilége spécial aux payemens ci-après :

a. Aux honoraires de notaires, aux droits de timbre et d'enrégistrement de l'acte de vente.

b. Aux frais d'affiches, de cahier de charges et autres menues dépenses de la vente.

c. Aux frais d'arpentage, ainsi qu'à ceux d'impression, de timbre et d'enrégistrement des procès-verbaux d'assiette, de balivage et de martelage. »

Dans la province de Liége, au lieu de fixer un tantième qui comprenne tous les frais, on stipule que les frais de vente restent à la charge de l'adjudicataire, et qu'ils se borneront : 1° Aux droits d'enrégistrement et de timbre des procès-verbaux d'adjudication et des procès-verbaux relatifs aux opérations forestières s'il y en a, et 2° aux frais d'ar-

pentage. (Instruction du 9 novembre 1831, art. 12.)

L'art. 8 de l'arrêté du 10 mai 1815 porte que le cahier des charges doit déterminer si les frais d'impression, de timbre et d'enrégistrement des procès-verbaux d'assiette, de martelage, de balivage, d'affiches, d'adjudication et de récolement, ainsi que les frais d'arpentage, seront à la charge des adjudicataires ou des vendeurs. L'administration des communes et des établissemens publics fait sa proposition à cet égard, et la députation permanente décide. Delà vient la différence que nous venons de signaler entre le cahier des charges de Namur et l'instruction de Liége.

Aux termes de l'art. 9 de l'arrêté du 10 mai 1815, les adjudicataires devaient payer le décime pour franc en sus de leur prix principal; mais cette augmentation a été supprimée par l'art. 18 de l'arrêté du 27 mai 1819.

« Art. 15. Le receveur se chargera en recette, au profit de la commune ou de l'établissement public propriétaire, de la totalité des vingt pour cent, et portera en compte les dépenses désignées dans les articles précédens.

» Art. 16. Tout receveur qui n'aura pas acquitté ces dépenses dans les dix jours de la demande de la partie intéressée, y sera contraint administrativement, pourvu que les états de frais, autres que les droits de timbre et d'enrégistrement, soient approuvés par la députation des états, condition essentielle pour qu'ils soient passés en compte; à cet effet, ces frais seront énoncés au bas du procès-verbal de vente, ou portés sur un état particulier.

» Art. 17. Tout enchérisseur sera tenu d'élire domicile dans le lieu où se feront les adjudications. Les actes qui suivront l'adjudication seront valablement signifiés à ce domicile; faute d'en élire, lesdits actes seront de même valablement signifiés au secrétariat du lieu de la vente.

» Art. 18. Chaque adjudicataire sera tenu de donner, au moment de la vente, bonne et valable caution, qui sera discutée et acceptée par le receveur de la commune ou de l'établissement; en cas de contestation, il sera prononcé par l'administrateur président, sauf recours à la députation des états. Cette caution devra renoncer à tout bénéfice d'ordre, de division et de discussion accordé par la loi, et s'obligera solidairement avec l'adjudicataire à toutes les charges et conditions de l'adjudication, et aux dommages, restitutions et amendes qu'aurait encourus l'adjudicataire, lors même, en cas d'instance, qu'elle n'aurait pas été mise en cause. »

Dans la province de Liége, le receveur de la commune ou de l'établissement intéressé n'assiste pas à la vente; la solvabilité des cautions est discutée par le président et en cas de contestation, la députation permanente ne prononce qu'après avoir entendu l'administration locale.

Le cahier des charges ne défend pas l'association des adjudicataires. Toutefois les coalitions sont prohibées en cette matière, comme en toutes autres, quand elles emploient des moyens criminels ou frauduleux pour opérer une baisse dans les prix. Voyez titre II, chap. III, sect. II, § V, pag. 296.

« Art. 19. Si, pour défaut de caution valable, ou pour tout autre motif prévu par le présent cahier des charges, le dernier enchérisseur ne peut être maintenu adjudicataire, le pénultième enchérisseur sera déclaré adjudicataire, et l'enchérisseur déchu sera obligé de payer le montant de la folle-enchère dans la caisse du receveur, de la manière déterminée pour le prix principal.

» Art. 20. Tout procès-verbal d'adjudication emporte exécution parée contre les adjudicataires et leurs cautions, tant pour le payement des échéances fixées du prix principal de l'adjudication que pour celui des accessoires et frais. »

Cependant il n'emporte exécution parée qu'après l'approbation de la députation permanente. Voyez l'art. 22.

« Art. 21. Chaque adjudication sera signée sur le champ par l'adjudicataire et sa caution. Si l'adjudicataire ou sa caution ne sait écrire, il en sera fait mention à l'acte de vente, et cette mention tiendra lieu de sa signature.

Le procès-verbal sera en outre signé à la fin de la séance par les fonctionnaires présens à la vente, par le notaire et ses témoins.

» Art 22. Immédiatement après l'adjudication, le notaire adressera la minute de l'acte au commissaire de district, qui la transmettra, avec son avis, à la députation des états pour être approuvée, s'il y a lieu.

» Art. 23. Dès que le notaire aura reçu l'acte approuvé, et qu'il l'aura fait enrégistrer, il en délivrera une grosse exécutoire à l'administration de la commune ou de l'établissement propriétaire, et une copie sur papier libre pour l'inspecteur forestier. Il ne sera rien payé pour ces pièces; mais les expéditions à délivrer aux adjudicataires qui les réclameront, seront payées par ces derniers, sur le même taux que les expéditions ordinaires des notaires.

Dans les provinces où la vente s'effectue par-devant un membre de l'administration communale ou de l'établissement propriétaire, ces deux dernières dispositions doivent être remplacées par la suivante:

« Ausitôt que le bourgmestre aura reçu l'expédition revêtue de l'approbation, il en fera enrégistrer la minute, et délivrer une copie par le secrétaire de la commune au receveur communal : une expédition sur papier libre sera délivrée aussi, ou un état détaillé, à l'inspecteur forestier. » (Instruction du 9 novembre 1831, art. 17.)

Section II.

De la délivrance des coupes en nature.

Nous avons cité dans l'article Affouage, tom. I, pag. 422 et suiv., toutes les dispositions relatives à cette matière. Il serait donc inutile de les répéter ici. Voyez d'ailleurs Coupes de bois communaux.

Section III.

De l'exploitation.

« Art. 41. Les adjudicataires, entrepreneurs ou garans de l'exploitation ne pourront, à peine d'être poursuivis comme délinquans, commencer l'exploitation de leurs coupes qu'après avoir justifié à l'inspecteur forestier qu'ils ont satisfait à toutes les clauses imposées par les articles qui précèdent. L'inspecteur forestier leur délivrera, dans les huit jours, un permis d'exploiter, qu'ils remettront au sous-inspecteur ou au garde-général, en le prévenant du jour où ils se proposent de placer leurs ouvriers dans la coupe. » Voyez titre II, chap. IV, sect. I, § 1, pag. 302.

» Art. 42. Jusqu'alors l'adjudicataire ou l'entrepreneur pourra faire procéder à ses frais, en présence d'un agent forestier ou du garde du triage, par deux experts, l'un à son choix, l'autre au choix de l'agent forestier, à la reconnaissance de l'état de la coupe et des délits qui pourraient avoir été commis dans la coupe et à l'ouïe de la coignée, fixée à la distance de 366 aunes pour la futaie, et 183 aunes pour le taillis. Il en sera dressé procès-verbal qui sera signé par les parties présentes pour y avoir recours au besoin. Ce procès-verbal constatera, outre l'état de la coupe, le nombre des souches qui auront été trouvées, leurs qualité et grosseur; et elles seront marquées du marteau de l'agent forestier. L'entrepreneur ou l'adjudicataire, après le permis d'exploiter délivré, ne sera plus admis à requérir de visite ni de souchetage. Voyez tit. II, chap. IV, sect. I, § II, pag. 303.

» Art. 43. Chaque adjudicataire ou entrepreneur pourra avoir un garde-vente; il aura la faculté de présenter à cet effet un de ses ouvriers qui, après avoir été agréé par l'inspecteur ou le sous-inspecteur local, sera ensuite reçu par le juge de paix et prêtera serment entre ses mains. Ce garde ne pourra être parent ni allié de ceux du triage, ni du sous-inspecteur ou du garde-général. Il ne pourra, dans aucun temps, s'absenter de la vente; il sera autorisé à faire des rapports, tant dans la vente qu'à l'ouïe de la coignée. Voyez titre II, chapitre IV, section I, § IV, pag. 305.

» Art. 44. Il est défendu à tous entrepreneurs, leurs facteurs et ouvriers, d'allumer, sous quelque prétexte que ce soit, du feu ailleurs que dans les loges et ateliers. L'em-

placement de ces loges et ateliers sera désigné par les agens forestiers. Les entrepreneurs seront personnellement responsables de toute contravention à cet égard et de tout dommage qui pourrait en résulter. Voyez tit. II, ch. IV, sect. II, § VI, pag. 311.

» Art. 45. Il ne pourra être établi aucune faulde ou fourneau dans les coupes ou portions de coupes vendues au profit de la commune ou de l'établissement propriétaire, qu'aux endroits qui seront indiqués sur le terrain par le garde-général ou un agent supérieur, lequel en désignera l'emplacement par l'empreinte de son marteau sur les arbres les plus voisins. (*Ibid.*)

» Art. 46. Les adjudicataires, entrepreneurs et garans, à dater du permis d'exploiter, pendant toute la durée de l'usance des coupes et jusqu'à ce qu'ils en aient obtenu décharge, seront responsables de tous délits forestiers commis dans lesdites coupes, et à l'ouïe de la cognée, si leurs gardes n'en font rapports valables; la remise en sera faite dans les 5 jours, au sous-inspecteur ou garde-général par la voie du garde du triage. Ces rapports ne pourront servir de décharge aux entrepreneurs, qu'autant qu'ils indiqueront les délinquans, et qu'ils seront revêtus des formes voulues pour faire preuve absolue et irréfragable. Voyez tit. II, chap. IV, section II, § XI, pag. 313.

» Art. 47. Ils ne pourront recevoir dans les coupes de leur exploitation d'autres bois que ceux qui en proviendront, sous peine d'amende comme pour bois de délit. Ils ne pourront également faire aucuns travaux ni aucun enlèvement de bois, avant le lever ni après le coucher du soleil, ni les jours de fête et de dimanche. Voyez tit. II, chap. IV, section II, IV, pag. 310.

» Art. 48. La coupe des taillis sera terminée au plus tard le 1er mai, à l'exception de celle des brins à écorcer, qui pourra être retardée jusqu'au 15 juin. La coupe des arbres de haute futaie à abattre l'année qui suivra l'exploitation du taillis, devra être effectuée au 20 mars pour tout délai. La traite et la vidange du taillis devront être terminées le 31 décembre; et celles des autres bois, au 31 avril de l'année suivante pour tout délai. Voyez tit. II, chapitre IV, section II, § III et V, pag. 309 et 311.

» Art. 49. Tout adjudicataire, entrepreneur ou garant qui, pour causes majeures ou imprévues, n'aura pu achever la coupe ou la vidange dans les délais prescrits, et aura besoin d'un délai, sera tenu d'en faire la demande, par l'intermédiaire des agens forestiers, 8 jours au moins avant l'expiration desdits termes. (*Ibid.*)

» Art. 50. Les coupes seront exploitées à tire et aire, les souches et étocs ravalés le plus près de terre que faire se pourra, de manière que les anciens nœuds ne puissent aucunement paraître, et sans cependant rien écuisser ni éclater. Les épines, ronces et autres arbustes nuisibles seront nettoyés et les pieds de délit récépés. Les arbres et autres bois ne seront point coupés en pivot, mais en talus, de manière que l'eau ne puisse y séjourner. Les ramilles seront relevées et façonnées avant le 1er juin, de manière que le rejet n'en souffre aucunement, et celles des bois à écorcer au 15 juillet pour tout délai. (Voyez tit. II, chapitre IV, section II, § I, pag. 306.

» Art. 51. A l'exception des coupes où il est prescrit par procès-verbaux de balivage de réserver les jeunes semis, tous les bois qui ne seraient ni marqués, ni griffés, notamment ceux rabougris, noués au pied, endommagés par quelque accident ou de mauvaise venue, de quelque essence, grosseur, hauteur, et âge que ce soit, devront être récépés rez-terre; il ne pourra en être réservé que sur la désignation des agens et gardes forestiers. Toute contravention à ces dispositions et autres règles établies, tant par le présent cahier des charges que par les lois et ordonnances forestières pour la bonne exploitation des bois, sera poursuivie de suite sans attendre le récolement et d'après les procès-verbaux que les agens et gardes seront tenus, sur leur responsabilité personnelle, de dresser aussitôt le délit reconnu. L'amende encourue, en pareil cas, ne pourra être au-dessous du dommage causé par la mauvaise exploitation, et dont l'évaluation devra être faite

aux procès-verbaux des agens et gardes forestiers. (*Ibid.*)

» Art. 52. Tous les bois d'œuvre seront coupés à la cognée et les menus brins, notamment ceux de semence, abroutis et malvenans, seront récépés à la serpe ou à la serpette. Défenses expresses sont faites aux bûcherons de se servir de la hache ou de la cognée pour l'abattage de ces brins. Cette opération aura lieu sous les yeux et la direction du garde du triage, qui veillera à ce qu'on ne touche à aucun brin bien venant. (*Ibid.*)

» Art. 53. Il sera libre aux adjudicataires des coupes de donner aux bois de leur vente telle destination qui leur paraîtra la plus avantageuse, en se conformant néanmoins pour leur dimension à ce qui est prescrit par les lois et réglemens. Voyez tit. II, chapit. IV, section II, § X, pag. 313.)

» Art. 54. Les adjudicataires ou entrepreneurs ne pourront prendre des harts pour lier leurs bois que dans les coupes en exploitation. S'il est reconnu qu'elles ne peuvent en fournir suffisamment, il pourra en être accordé aux adjudicataires seulement, dans les taillis de 4 à 8 ans, sur procès-verbal d'estimation au profit des communes propriétaires, et les ouvriers seront acceptés par l'inspecteur. La manière dont les harts devront être coupés sera réglée par les agens forestiers. Voyez titre II, chapitre IV, section II, § IX, pag. 312.

» Art. 55. Les entrepreneurs ou adjudicataires réserveront les arbres d'assiette, pieds-corniers, témoins, parois et arbres de lisière, ainsi que tous les arbres anciens, modernes et baliveaux de l'âge, marqués de l'empreinte du marteau royal ou griffés, dont le nombre et l'essence se trouvent désignés au procès-verbal de balivage et martelage, et seront rappelés au procès-verbal d'adjudication ou d'entreprise et au permis d'exploiter. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II, § II, pag. 308.)

» Art. 56. Ils ne pourront abattre aucun arbre marqué, quand même il s'en trouverait un nombre excédant celui porté aux procès-verbaux de balivage et martelage et d'adjudication. (*Ibid.*)

» Art. 57. Ils seront tenus de représenter les baliveaux et arbres réservés, lors même qu'ils seraient cassés ou renversés par le vent ou par tout autre accident. Si les arbres étaient ainsi abattus pendant l'exploitation, les entrepreneurs seront obligés d'en prévenir sur le champ les agens forestiers, pour en être marqués d'autres en réserve, ce dont il sera dressé procès-verbal. (*Ibid.*)

» Art. 58. Les cordes, soit dans les coupes vendues, ou délivrées en nature, ne pourront être dressées contre les baliveaux de réserve, ni sur les souches de taillis ou de futaie. (*Ibid.*)

» Art. 59. Les entrepreneurs ou adjudicataires feront en sorte que les arbres de réserve ne soient pas endommagés par la chute de ceux à abattre; s'il s'en trouvait qui fussent encroués, il ne pourra en être disposé, pour le profit des communes, qu'après la reconnaissance d'un agent forestier, et après qu'il en aura marqué d'autres en réserve, et de la même valeur que ceux encroués, ce dont il sera également dressé procès-verbal. (*Ibid.*)

» Art. 60. Il est expressément défendu aux entrepreneurs ou adjudicataires, ainsi qu'à tous voituriers, préposés et autres personnes à leur solde et à tous affouagers, de faire ni laisser paître leurs chevaux ou autres bestiaux dans les ventes ni dans les forêts, à peine d'être poursuivis comme pour délit de pâturage. Ne pourront également les uns et les autres ou leurs ouvriers ramasser des feuilles, semis et graines dans leurs coupes. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II, § IX, pag. 312.

» Art. 61. Il est également défendu à toutes personnes, autres que les ouvriers employés par les adjudicataires ou entrepreneurs, d'entrer dans les coupes ou forêts avant la délivrance, avec des haches et autres instrumens tranchans. (*Ibid.*)

Section IV.

Des travaux.

» Art. 62. Les entrepreneurs ou adjudicataires seront tenus de curer à vifs fonds et d'aligner tous les fossés, sangsues, rigoles, glacis et laies qui se trouveront dans l'inté-

rieur et au pourtour des coupes ; d'entretenir les chemins libres de manière que les voitures puissent y passer librement en tout temps ; de rétablir et réparer les routes, ponts, ponceaux, bornes, barrières et pierrées endommagés ou détruits par le passage des voitures et le transport des bois ; de construire, sous la direction des agens forestiers, tous les fossés de clôture, d'écoulement et d'assainissement reconnus nécessaires ; de faire fouir, cultiver, repiquer et ensemencer les places vides ; le tout conformément à ce qui en sera dit et établi par nature, espèce, consistance et valeur, dans les procès-verbaux que les agens forestiers en auront dressés lors du balivage et martelage des coupes, et suivant l'approbation des états députés de la province. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II, § VIII, pag. 312. »

Aux termes de l'article 17 du titre XII de la loi du 29 septembre 1791, les travaux de recépage, repeuplement et autres nécessaires à l'entretien et à l'amélioration, devaient être ordonnés par le pouvoir exécutif d'après les procès-verbaux des préposés de la régie forestière et, sur l'avis des corps administratifs, lesquels devaient préalablement entendre les communes et les établissemens intéressés. C'est avec raison que toutes ces formalités ont été réduites à la simple approbation des députations permanentes ; mais il reste toujours nécessaire d'entendre l'administration de la commune et de l'établissement propriétaire. (Loi communale du 31 mars 1836, art. 77 et 79.)

« Art. 63. Faute par les adjudicataires ou les entrepreneurs d'exécuter les travaux dans les délais déterminés, les agens forestiers les feront exécuter d'office aux frais des retardataires ; et si ceux-ci ne paient pas de gré à gré les ouvriers employés d'office, les déclarations de ces ouvriers, duement visées par les agens forestiers, seront adressées à la députation des états, pour être réglées et rendues exécutoires, afin d'être recouvrées par voie de contrainte administrative. (*Ibid.*)

» Art. 64. Il sera procédé, sans frais pour les entrepreneurs ou adjudicataires, au récolement de chaque coupe, dans les deux mois qui suivront le jour de l'expiration des délais accordés pour la vidange des coupes, et en présence du bourgmestre ou de son délégué. Néanmoins les adjudicataires ou entrepreneurs, dont les coupes seraient vidées avant les délais, pourront demander le récolement dans les deux mois qui suivront la vidange effective, et le récolement fait et déchargé, ils cesseront d'être soumis aux obligations de l'art. 43. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II, § XI, art. 1, pag. 315.

L'article 14 du titre XII de la loi du 29 septembre 1791 dispose, en termes exprès, que les coupes ordinaires et extraordinaires seront sujettes au récolement et que les adjudicataires ou entrepreneurs devront obtenir leur congé de cour ou décharge. D'après le même article, il suffit que le récolement soit fait par l'inspecteur local.

» Art. 65. Ils seront tenus de se trouver au récolement, pour y représenter tous les baliveaux de l'âge, ensemble les anciens et modernes, les pieds-corniers, parois et arbres de lisière marqués en réserve. Il leur sera à cet effet signifié à leurs frais, à la diligence de l'inspecteur forestier, au secrétariat du bourgmestre de la commune propriétaire et dix jours à l'avance, acte contenant l'indication du jour et de l'heure du récolement. Faute par eux ou des fondés de pouvoirs de leur part de se trouver sur les lieux, le procès-verbal de récolement fait par les agens forestiers sera réputé contradictoire. (*Ibid.*)

» Art. 66. Les adjudicataires ou entrepreneurs qui ne représenteront pas tous les bois mis en réserve et qui n'auront pas exploité conformément au cahier des charges, encourront l'amende et l'indemnité prescrites par les lois. L'amende pour vice d'exploitation ne pourra être au-dessous du dommage qui en résultera, et qui sera constaté au procès-verbal de récolement, soit définitif, soit provisoire. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II, § II, pag. 308.

» Art. 67. Les salaires des souchetteurs, s'il en est appelé, soit avant l'ouverture des ventes, soit dans le cours du récolement, seront à la charge des entrepreneurs ou fixés à dire d'experts. Voyez tit. II, chap. IV, sect. I, § II, pag. 303 ; et sect. II, § VI, art. IV, pag. 316.

» Art. 68. S'il se rencontre quelque outre-

passe ou entreprise au-delà des pieds-corniers, l'adjudicataire en payera à la commune ou à l'établissement public propriétaire, l'indemnité comme pour bois de délit. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II, § VI, art. VIII, pag. 316.

» Art. 69. La décharge d'exploitation aura lieu dans les formes usitées et consacrées par les lois et réglemens forestiers. Voyez tit. II, chap. IV, sect. II. § VI, art. IX, pag. 316.

» Art. 70. Tous bois sur pied ou abattus, qui se trouveront dans les coupes après les délais de l'exploitation ou de la vidange expirés, seront saisis et confisqués au profit de la commune ou de l'établissement propriétaire, sans que les adjudicataires soient dispensés de payer le prix de leur adjudication. » Voyez titre II, chapitre IV, section II, § VI, art. III, pag. 315.

Art. II. *Frais de surveillance.*

La législation a beaucoup varié sur cet objet.

1. Sous l'empire de la loi du 29 septembre 1791, les communes et les établissemens publics étaient tenus de payer eux-mêmes leurs gardes forestiers. Les opérations des autres agens de la conservation générale devaient être faites sans frais, sauf les vacations des arpenteurs qui y étaient employés; mais les adjudicataires des coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, étaient obligés de payer à la régie de l'enrégistrement les deux sols pour livre du prix de leur adjudication, et, moyennant cette augmentation, la caisse du trésor était censée couverte de toutes les avances qu'elle faisait pour la surveillance des bois. (Tit. XII, art. 1, 2 et 19; et titre XIII.)

Quant aux arpenteurs, la loi du 16 nivose an 9 a fixé le prix des mesurages à 2 fr., et celui des récolemens à 1 fr. 50 cent. par hectare de bois; ils ne pouvaient exiger d'autres rétributions. (Art. 6.)

2. Sous l'empire de l'arrêté du 19 ventose an 10, qui a soumis les bois des communes et des établissemens publics au même régime que les bois domaniaux, le salaire des gardes était fixé par l'administration forestière et payé par les communes et les établissemens publics, sur des états arrêtés par les agens de cette administration. (Art. 1.)

A l'égard des autres dépenses, on distinguait entre les coupes ordinaires et les coupes extraordinaires : les dépenses des unes continuaient d'être à la charge de l'État, moyennant le décime pour franc que les adjudicataires payaient en sus de leur prix principal. Les frais des autres étaient portés en dépense aux communes et établissemens publics, et le gouvernement s'en remboursait à la fin de chaque année sur le prix des coupes extraordinaires qui se versait dans la caisse de la régie de l'enrégistrement. (Art. 2, 3, 4, 5 et 6.)

3. Sous l'empire de la loi du 9 floréal an 11, une modification importante a été introduite dans le payement des gardes forestiers.

L'art. 13 de cette loi dispose : « Les gardes » seront payés par l'administration forestière, » qui sera remboursée de ses avances, soit sur » les revenus annuels des communes ou établissemens publics, soit sur les produits des » coupes de bois, ainsi qu'il sera réglé par » le gouvernement. »

Le gouvernement a réglé cette matière par un arrêté du 17 nivôse an 13 et par un décret du 31 janvier 1813.

4. Cet état de législation avait été d'abord maintenu purement et simplement par l'art. 16 de l'arrêté du 14 mars 1814; mais quelque temps après, l'arrêté du 10 mai 1815 en a renouvelé les dispositions en ces termes :

« Le décime par franc des coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, dans les bois soumis à la surveillance de l'administration forestière, de même que les frais de vacations dus pour les coupes délivrées en nature, continueront d'être payés à la régie des domaines et de l'enrégistrement pour dédommager l'administration forestière des frais de garde et de surveillance, ainsi que des opérations d'assiette, balivage, martelage et récolement qui sont à sa charge. A cet effet, les intendans adresseront aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines, au fur et à mesure que les ventes ou délivrances auront été approuvées, des extraits des procès-verbaux y relatifs. »

5. Enfin, l'arrêté du 27 mai 1819 a rem-

placé tout ce qui s'était pratiqué jusqu'alors par un système entièrement nouveau.

Voici les dispositions qui le consacrent.

« Art. 5. Après l'approbation des projets de coupes, les agens forestiers procéderont en personne, et sans pouvoir compter de ce chef aucun frais, au martelage et au balivage. Les mêmes dispositions sont applicables aux autres opérations qui doivent avoir lieu dans les bois appartenant aux communes ou établissemens publics.

» Art. 9. Les traitemens des employés qui seront provisoirement chargés de la surveillance des bois appartenant aux communes et établissemens publics, seront payés intégralement comme ceux du domaine, sur le produit des domaines, à titre d'avance, de manière néanmoins que, si par la suite, les bois dont il s'agit venaient à passer entièrement sous l'administration des propriétaires, le payement ne concernerait plus en aucune façon le domaine.

» Art. 10. Aussi longtemps que le système actuel d'administration continuera, les communes et établissemens publics, propriétaires des bois, contribueront au remboursement desdits traitemens, ainsi qu'aux frais d'administration et de surveillance générale, en proportion de l'étendue et du produit de leurs bois dans chaque province.

» Art. 11. Les sommes nécessaires pour dédommager le domaine de ces frais d'administration, de garde et de surveillance des bois appartenant aux communes et établissemens publics, sont fixées comme suit :

Pour la province d'Anvers à . .	*fl.* 324
— — du Brabant mérid. à	1,780
— — de Namur, d'après sa nouvelle circonscription, à .	20,101
— — du Hainaut à . .	9,116
— — de la Flandre orientale à	969
— — de la Flandre occidentale à . . .	330
— — de Liége, d'après sa nouvelle circonscription à . .	6,218
A reporter fl.	38,904

Report. fl.	38,904
Pour la province de Luxembourg, d'après sa nouvelle circonscription, à . . .	39,744
— — du Limbourg à .	605
Total *fl.*	79,253

» Art. 12. Les députations des états régleront la répartition des sommes fixées par l'article précédent pour leurs provinces respectives, suivant l'étendue et le produit

1° Des bois des communes ;

2° Des bois des établissemens publics ;

3°. De la quote-part revenant aux communes ou établissemens publics, dans les bois qui sont possédés par eux en commun avec l'Etat.

» Art. 13. La base de cette répartition sera le produit moyen des frais par bonnier, suivant l'étendue des bois de chaque province : mais ce produit moyen sera augmenté ou diminué suivant la qualité, le produit et la valeur des bois, en ayant égard au plus ou moins d'avantages que présente leur situation, à raison de la proximité ou de l'éloignement des fabriques, villes ou rivières navigables, de la facilité des transports ou d'autres circonstances locales qui peuvent avoir de l'influence sur le produit des bois : on ne devra prendre en considération, dans la fixation de ce produit moyen, le traitement dont jouissent maintenant les gardes communaux dans le ressort de l'inspection forestière.

» Art. 14. Après que cette répartition aura été faite aussi exactement que possible, les députations des états en communiqueront le résultat aux conservateurs des forêts, ainsi qu'aux directeurs des domaines, chargés du soin de recouvrement des contingens fixés pour chaque commune ou établissement.

Les députations des états veilleront à ce que tout ce travail soit terminé avant le 1er août 1819.

» Art. 15. Ces contingens seront annuellement portés en dépense aux budgets des communes, qui verseront le montant de la répartition dans les caisses du domaine, en 1819

avant le 1er novembre, et pendant les années suivantes avant le 1er juillet.

» Art. 16. Les agens forestiers seront tenus de fournir aux états-députés les renseignemens qu'ils pourraient avoir besoin pour faire les susdites répartitions.

» Art. 17. Attendu l'acquittement annuel des sommes réparties de cette manière, les communes ne payeront plus les vacations établies par les lois antérieures.

» Art. 18. L'augmentation du dixième que les acquéreurs paient jusqu'à présent, ne sera également plus perçu.

» Art. 19. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux vacations dues par les communes, pour des opérations relatives aux coupes antérieures à l'exercice 1819.

» Art. 20. L'arpentage des coupes annuelles et les rétributions fixées pour cet objet par la loi du 16 nivôse an 9, cesseront pour les bois susmentionnés ou pour les parties de ceux dont les coupes annuelles ou périodiques sont déjà réglées et fixées, ainsi que pour les boqueteaux dont les coupes se feront ordinairement en une ou deux fois, et dont la contenance est suffisamment connue par les arpentages précédens. Pour les autres bois appartenant aux communes ou établissemens publics, dont les coupes annuelles ou périodiques ne sont pas encore réglées et fixées, les rétributions d'arpentage continueront à être payées sur le pied établi par la loi précitée, sauf aux communes ou établissemens qui voudraient se charger de cette dépense, à faire établir, à leurs frais, la division entière de leurs bois en coupes réglées suivant les instructions et réglemens existans sur la matière.

» Art. 21. Le réarpentage n'aura lieu que sur la demande des communes ou établissemens, lorsqu'ils craignent, dans l'arpentage des coupes vendues, une erreur grave et nuisible à leurs intérêts.

» Art. 22. Les fonctionnaires ou gardes-forestiers ne pourront, sous aucun prétexte ou dénomination quelconque, exiger ni recevoir quelque salaire ou émolument que ce puisse être, pour les opérations qu'ils sont tenus de faire dans les bois appartenant aux communes ou établissemens publics, sous peine de destitution. »

C'est par suite de ces dispositions que sont venues à cesser toutes les lois antérieures qui réglaient cette matière.

Section II.

Des arbres épars et boqueteaux non assujettis au régime forestier.

1. Nous avons dit au commencement de la section I, quels sont les bois appartenant aux communes ou établissemens publics que la législation nouvelle a exceptés du régime forestier.

Voici les dispositions de l'arrêté du 10 mai 1815, qui consacrent cette exception.

« Art. 1. Les commissions administratives et les maires en reprendront l'administration exclusive sous la surveillance des sous-intendans et l'autorité des intendans.

» Néanmoins l'administration forestière » pourra dénoncer aux intendans les abus que » ses agens pourraient découvrir à l'égard du » régime des arbres épars et des boqueteaux. »

» Art. 2. Les travaux à faire dans ces bois pour leur entretien, les coupes et les ventes ne pourront s'effectuer qu'avec l'autorisation des intendans, qui statueront sur toutes les demandes et propositions qui leur seront faites à cet égard, d'après l'avis des sous-intendans. Les commissions administratives et les maires devront prendre et exécuter avec soin les mesures convenables pour le remplacement des arbres épars abattus, et pour le repeuplement des boqueteaux dans lesquels une coupe aura eu lieu.

» Art. 3. Les ventes se feront par-devant notaire à l'intervention d'un des membres des commissions administratives ou du maire de la commune propriétaire, et autant que faire se pourra, sur les lieux. Les cahiers des charges et les procès-verbaux d'adjudication seront soumis à l'approbation des intendans par l'intermédiaire des sous-intendans.

» Les droits des notaires seront réglés conformément à notre arrêté du 7 décembre dernier, relatif aux baux des biens des établis-

semens de charité et d'instruction publique.

» Art. 4. Les sous-intendans proposeront aux intendans, et ceux-ci soumettront avec leur avis à notre commissaire-général de l'intérieur, qui statuera les mesures à adopter pour la garde et la surveillance des arbres épars et des boqueteaux. »

2. Ces articles donnent lieu à quelques observations.

1° Les sous-intendans ont été remplacés en 1818 par des commissaires de district; mais leurs attributions, en ce qui concerne la surveillance des boqueteaux et arbres épars, n'ont pas changé.

Les intendans ont été remplacés par les gouverneurs; mais l'autorité que leur attribue l'arrêté du 10 mai 1815 sur l'administration des petits bois, a passé aux administrations permanentes des états provinciaux.

Ce transfert ne s'est point opéré en vertu d'une disposition expresse : il est résulté tacitement de ce que dans la nouvelle organisation provinciale, la tutèle des communes et des établissemens publics a été déférée aux députations.

Et en effet, l'arrêté du 27 mai 1819 qui développe celui du 10 mai 1815, ne parle plus ni des intendans, ni des gouverneurs. On voit même dans une circulaire des états-députés de la Flandre Orientale, en date du 17 mai 1827, que les députations sont compétentes pour statuer sur les défrichemens des petits bois. (Mémorial administratif, tome 21, p. 383.)

Les nouvelles lois communales et provinciales n'ont rien changé à cet état de choses.

2° Il résulte de ce qui précède que, relativement aux attributions de l'autorité administrative, les arbres épars et les boqueteaux appartenant aux communes et aux établissemens publics, doivent être placés sur la même ligne que leurs autres biens. La régie seule en est différente, parce que la nature toute spéciale des propriétés boisées exige une manière spéciale de les régir.

Ainsi, sauf l'intervention des agens forestiers du gouvernement, toutes les lois, arrêtés et réglemens relatifs à la conservation, à la vente et à l'exploitation des bois, sont applicables aux arbres épars et aux boqueteaux; mais c'est à l'autorité administrative seule à en faire l'application. (Code administratif de la province de Namur, tome 1, pag. 208, n° 692.)

Il convient toutefois d'éviter les opérations qui entraîneraient les communes ou les établissemens propriétaires dans des dépenses trop considérables, eu égard au peu d'importance de leurs boqueteaux.

C'est ce que l'arrêté du 27 mai 1819 a voulu pour l'arpentage : il dispose en effet que l'arpentage des coupes périodiques cessera d'avoir lieu pour les boqueteaux dont les coupes se font en une ou deux fois, et dont la contenance est suffisamment connue par les arpentages précédens. (Art. 20.)

La raison veut que l'exception formellement consacrée dans ce cas spécial, soit étendue à d'autres cas analogues, quand l'intérêt bien entendu des propriétaires l'exige, et l'arrêté du 10 mai 1815 nous semble investir les députations d'une grande autorité à cet égard

TITRE III.

BOIS DE PARTICULIERS.

En France, la conservation des bois a toujours été considérée comme étant d'ordre public, soit qu'ils appartinssent à l'Etat, aux communes ou aux établissemens publics, soit qu'ils appartinssent à des particuliers.

En Belgique ce principe n'a pas été suivi avec la même rigueur qu'en France; mais il est constant du moins qu'il y a reçu quelqu'application.

Nous allons voir quelles ont été ces applications dans l'un et dans l'autre pays.

SECTION 1.

Législation.

§ 1. *Législation ancienne.*

1. Dans l'ancien duché de Luxembourg, où la législation forestière était plus complète que dans les autres provinces de notre pays, le

règlement du 14 septembre 1617 disposait :

« Art. 77. Les délinquans ès bois de nos vassaux seront sujets aux mêmes peines et amendes que celles que nous avons statuées au regard de nos forêts ; et se pourront nos dits vassaux servir de notre présente ordonnance si faire le veulent. »

Un autre réglement du 30 décembre 1754 changea même cette faculté en obligation :

« Art. 2. Et comme les archiducs nos prédécesseurs se sont contentés de disposer à l'art. 77 du réglement du 14 septembre 1617, que nos vassaux pouvaient se servir du même réglement, si faire le voulaient, nous ordonnons que, pour autant qu'il n'y sera pas dérogé, il serve de loi, comme la présente ordonnance, tant pour nos forêts domaniales que pour toutes autres forêts, bois, hayes, aisances de la province, voulant que les gens d'église, gentilshommes, communautés ou autres possesseurs de quelques uns de ces espèces de biens, soient obligés de faire exécuter ponctuellement le même réglement et la présente ordonnance dans leurs respectives juridictions et districts. »

Cette ordonnance contient ensuite plusieurs dispositions qui tendent à la conservation des bois. L'art. 4 oblige tous les propriétaires de bois à faire dans chaque exploitation une réserve de chênes et de hêtres.

L'art. 10 leur défend de faire ou faire faire aucun sartage, de donner aucune des places vagues qui peuvent se trouver dans leurs bois en arrentement ou à autre usage qui tendrait à la diminution des bois.

L'art. 12 ordonne à ceux qui ont obtenu dans les bois domaniaux ou autres des places vagues en arrentement, de les mettre en nature de bois, à peine de reprise par les propriétaires sous la même obligation.

L'art. 18 permet à tout propriétaire de clôre par des fossés suffisans ou de mettre autrement en défense contre le bétail, telle partie de son fond qu'il trouvera convenir pour l'élever et entretenir en bois; défend d'y faire pâturer jusqu'à ce que ce bois ait acquis la croissance requise ; donne au propriétaire le droit de commettre à sa garde un forestier assermenté, et rend la communauté entière responsable du mésus, si l'on ne découvre pas le véritable délinquant.

Plusieurs dispositions règlent ensuite les droits d'usage dans les bois, de manière à les rendre moins dommageables, prescrivent le mode d'exploitation le plus propre à la conservation des bois, et déterminent les peines et les poursuites des délits forestiers avec une sollicitude qui montre toute l'importance de la matière.

Les autres provinces de la Belgique avaient une législation analogue, mais moins complète sur cet objet.

2. En France on est allé jusqu'à poser formellement en principe que la conservation des bois appartenant aux particuliers est d'ordre public, par la raison que « les bois sont lents à se reproduire, qu'ils intéressent tous les besoins de la société, et qu'il ne doit pas dépendre des spéculations ou des caprices de ceux qui les possèdent, de compromettre un genre aussi essentiel d'approvisionnement. » (Extrait des motifs de la loi du 9 floréal an 11.)

C'est d'après ces motifs qu'une foule d'ordonnances ont prohibé le défrichement dans les bois des particuliers; ordonné qu'une certaine quotité de bois serait réservée dans chaque coupe pour croître en futaie; défendu de couper les taillis avant un certain âge, etc., etc.

D'après l'ordonnance de 1669, comme d'après le réglement ci-dessus cité du 14 septembre 1617, il était libre aux particuliers de faire punir les délinquans en leurs bois, même pour la chasse, des peines et des réparations prononcées par cette ordonnance. (Tit. XXVI, art. 5.)

Les condamnations devaient être exécutées de la même manière qu'à l'égard des forêts royales. (Tit. XXXII, art. 28.)

Les possesseurs de bois joignant les forêts royales étaient tenus de déclarer le nombre et la quantité de bois qu'ils voulaient vendre chaque année. (Tit. XXVI, art. 4.)

Ils ne pouvaient donner des bois en payement aux bûcherons qui exploitaient leurs coupes. (Tit. XXVII, art. 26.)

Ils étaient tenus de séparer leurs bois des forêts royales par des fossés de 4 pieds de lar-

geur et de 5 pieds de profondeur. (*Ibid.* art. 4.)

Ils devaient se servir, pour l'arpentage de leurs bois et le mesurage des bois coupés, des mesures prescrites pour les forêts domaniales. (*Ibid.*, art. 14 et 15.)

Il leur était défendu de planter des bois à 100 perches des forêts royales sans autorisation. (*Ibid.*, art. 6.)

Telles étaient en substance les obligations et les priviléges que l'ancienne législation avait consacrés relativement aux bois des particuliers.

Les nouvelles lois ont apporté à cet état de choses d'importantes modifications, que nous ferons connaître dans le paragraphe suivant.

§ II. *Législation nouvelle.*

Dans les premiers temps de la révolution française, la loi du 15-29 septembre 1791, qui a réorganisé l'administration forestière, disposa :

« Tit. I, art. 6. Les bois appartenant aux particuliers cesseront d'être soumis au régime forestier, et chaque propriétaire sera libre de les administrer et d'en disposer comme bon lui semblera. »

Cette disposition, qui fut publiée en Belgique le 7 pluviose an 5, paraît avoir fait beaucoup de mal, sur tout en France. Des particuliers ont défriché une grande quantité de bois pour obtenir de ces propriétés des produits plus prompts et plus avantageux, et par suite de ces défrichemens les bois de construction sont devenus fort rares.

La loi du 9 floréal an 11 a eu pour objet de remédier à ce mal, en statuant :

« Art. 1. Pendant 25 ans, à compter de la promulgation de la présente loi, aucun bois ne pourra être arraché et défriché que 6 mois après la déclaration qui en aura été faite par le propriétaire, devant le conservateur forestier de l'arrondissement où le bois sera situé.

» Art. 2. L'administration forestière pourra, dans ce délai, faire mettre opposition au défrichement du bois, à charge d'en référer, avant l'expiration de 6 mois, au ministre des finances, sur le rapport duquel le gouvernement statuera définitivement dans le même délai.

» Art. 5. Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les bois non clos d'une étendue moindre de 2 hectares, lorsqu'ils ne seront pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne, et les parcs ou jardins clos de murs, de hayes ou fossés, attenant à l'habitation principale.

» Art. 6. Les semis ou plantations de bois des particuliers ne seront soumis qu'après 20 ans aux dispositions portées à l'art. 1er et suivans.

» Art. 7. Le martelage pour le service de la marine aura lieu dans les bois des particuliers et taillis, futaies, avenues, lisières, parcs, et sur les arbres épars. La coupe des arbres marqués sera soumise aux règles observées pour les bois nationaux.

» Art. 9. En conséquence des dispositions des articles précédens, tout propriétaire de futaie sera tenu, hors les cas d'urgente nécessité, de faire 6 mois d'avance, devant le conservateur forestier de l'arrondissement, la déclaration des coupes qu'il a l'intention de faire, et des lieux où sont situés les bois.

» Le conservateur préviendra le préfet maritime dans l'arrondissement duquel la conservation sera située, pour qu'il fasse procéder à la marque en la forme accoutumée.

» Art. 15. Les gardes des bois des particuliers ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir été agréés par le conservateur forestier, et après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance.

» Art. 16. En cas de refus par le conservateur d'agréer lesdits gardes, celui qui les aura présentés pourra se pourvoir devant le préfet du département, qui statuera. »

L'exécution de cette loi a été réglée, en ce qui concerne le privilége de la marine, par l'arrêté du 28 floréal suivant et par le décret du 15 avril 1811 : mais la loi elle-même a été modifiée à son tour par l'arrêté du 14 mars 1814 qui porte :

« Art. 15. Les droits et réglemens qui restreignent le droit des propriétaires particuliers des bois, en les assujettissant à des déclarations de coupes d'arbres, sont abolis à compter de la publication du présent arrêté.

» Nous entendons cependant étendre la fa-

culté des propriétaires seulement aux coupes régulières, qui pourront se faire sans nuire à la conservation des bois ; jamais des forêts ou bois isolés ne seront susceptibles d'un autre destination ou exploitation sans le consentement du conservateur des forêts. »

L'article 16 de ce même arrêté confirme, au surplus, toutes les lois et réglemens qui étaient en vigueur à l'époque de sa publication, sauf les dérogations qu'il y a lui même apportées.

Nous avons à examiner maintenant quels sont d'après l'ancienne et la nouvelle législation, les rapports des propriétaires des bois avec l'administration.

Section II.

Administration de bois de particuliers.

1. Aux termes de l'art. 6 de la loi du 29 septembre 1791, les particuliers avaient la libre administration de leurs bois et pouvaient en disposer, comme ils le jugeaient utile à leurs intérêts, sans aucun égard à l'intérêt public.

Ce qu'il y avait d'absolu dans cette disposition a été modifié par l'art. 15 de l'arrêté du 14 mars 1814, que nous avons rapporté ci-dessus. Tout en abolissant les lois et réglemens intermédiaires, qui assujettissaient les particuliers à faire des déclarations d'abattage, cet arrêté a cependant restreint la liberté qu'il leur rendait sous ce rapport aux coupes régulières de leurs bois, c'est-à-dire à celles qui ne nuisent point à la conservation, et déclaré positivement qu'ils ne pourraient jamais en changer l'exploitation ou la nature sans le consentement de l'autorité.

Il résulte delà que pour les coupes extraordinaires qui nuisent essentiellement à la conservation des bois, et pour les défrichemens qui en changent la destination ou la nature, les particuliers continuent d'être soumis aux lois et réglemens, qui étaient en vigueur avant l'arrêté du 14 mars 1814, notamment à la loi du 9 floréal an 11, qui prohibe les défrichemens et prescrit des déclarations d'abattage.

2. D'après la loi du 9 floréal an 11, la défense de défricher n'était que temporaire : elle devait expirer 25 ans après la promulgation de cette loi, c'est-à-dire en avril 1828. Mais l'arrêté du 14 mars 1814 l'a rendue définitive, en statuant que *jamais* les particuliers ne pourraient changer la destination ou l'exploitation de leurs bois sans le consentement des conservateurs.

Ainsi, d'après la législation actuelle, les particuliers ont la libre administration de leurs bois, sous la double restriction que nous venons d'établir.

L'administration forestière a été même beaucoup plus loin : elle a pensé qu'à l'expiration des 25 ans pour lesquels avait été faite la loi du 9 floréal an 11, il fallait, faute de renouvellement, la considérer comme abolie; et en effet, à partir de cette époque, les conservateurs n'ont plus exercé aucun contrôle sur les bois de particuliers.

Nous croyons qu'il y a erreur dans cette manière de voir ; et il suffit, selon nous, de lire avec attention l'art. 15 de l'arrêté du 14 mars 1814, pour être convaincu que la défense de changer la destination et l'exploitation des bois des particuliers, sans le consentement du conservateur, est perpétuelle. Voyez Coupes extraordinaires, défrichemens, délits forestiers et gardes forestiers.

Section III.

Mode de jouissance des propriétaires, fermiers, usufruitiers et usagers.

Nous avons vu dans les deux sections précédentes que la jouissance des propriétaires des bois n'éprouvait, vis-à-vis de la société, d'autre restriction que celle imposée par les lois sur la prohibition du défrichement et le privilége de la marine.

Quant au mode de jouissance entre particuliers, voici les règles qui ont été consacrées par le Code civil.

« Art. 52. Les coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. »

Aux termes de la loi du 12, 13 et 20 juillet

1791, publiée en Belgique le 28 prairial an 4, les bois sont réputés taillis jusqu'à l'âge de 30 ans; au-dessus de cet âge, ils sont réputés futaies.

« Art. 590. Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires, sans indemnité, toutefois, en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites durant sa jouissance.

» Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière, sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

» Art. 591. L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres, pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

» Art. 592. Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même pour cet objet en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

» Art. 593. Il peut prendre dans les bois des échalas pour les vignes; il peut aussi prendre, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques : le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

» Art. 1403. Les coupes de bois et les produits des carrières et mines tombent dans la communauté, pour tout ce qui en est considéré comme usufruit, d'après les règles expliquées aux titres de *l'Usufruit*, de *l'Usage* et de *l'Habitation*.

» Si les coupes de bois qui, en suivant ces règles, pouvaient être faites durant la communauté, ne l'ont point été, il en sera dû récompense à l'époux non propriétaire du fonds ou à ses héritiers. »

Le principe de l'art. 521 ne doit pas être interprété selon sa lettre, mais selon son esprit. Ce n'est pas seulement au fur et à mesure de l'abattage des arbres que les coupes ordinaires des bois taillis et des futaies deviennent meubles; elles sont considérées comme telles toutes les fois qu'elles se vendent *pour être coupées* : plusieurs arrêts de la cour de cassation de France l'ont ainsi jugé. Il en est un du 25 février 1812 qui porte :

« Attendu que les bois de haute futaie, qui ont été vendus *pour être exploités*, ne peuvent être considérés entre le vendeur et l'acquéreur comme des immeubles, puisqu'au contraire la vente et l'exploitation ont pour objet de mobiliser les bois en les séparant du fonds, et qu'ainsi le prix des bois de haute futaie vendus, et qui par l'exploitation ont été détachés du fonds, n'est que le prix de choses mobilisées, etc. »

Un autre arrêt du 5 octobre 1813 rendu sur le même principe, décide que l'action en revendication de baliveaux vendus par le propriétaire du sol, est une action purement *personnelle* et *mobilière* dans les mains de l'acquéreur, bien que les bois soient encore sur pied.

Enfin la même cour a décidé, le 21 juin 1820, que les art. 520 et 521 du Code civil qui réputent immeubles les récoltes pendantes par racines et les bois encore sur pied, ne sont applicables qu'au cas où il s'agit de régler les intérêts du propriétaire et de l'usufruitier, ou des héritiers entre eux; mais que toutes les fois que les bois, récoltes ou fruits sont vendus ou destinés à être vendus *séparément* du sol, on ne doit plus les regarder que comme des objets mobiliers, encore qu'ils ne soient pas actuellement détachés de la terre.

Cette jurisprudence a plusieurs conséquences importantes :

1° Les droits d'enregistrement sur les ventes de bois se perçoivent comme sur les ventes d'objets mobiliers, c'est-à-dire, à raison de 50 centimes pour 100 fr., quand elles ne comprennent pas le sol. (Loi du 22 frim. an VII,

art. 69, § 5, n° 1; et loi du 31 mai 1824, art. 13.)

Toutefois, quand les bois, quoique réputés meubles, sont compris dans une même vente publique avec d'autres objets mobiliers, on perçoit 2 pour cent. (Loi du 31 mai 1824, art. 13, § 2.)

Mais sur la vente du sol et de la superficie, ou du sol seulement, l'enrégistrement perçoit 4 pour cent. (Loi du 22 frim. an VII, art. 69, § 7, n° 1.)

Cette différence dans les droits d'enrégistrement avait donné lieu à une pratique frauduleuse dans quelques acquisitions de bois. La fraude consistait en ce que, en acquérant par des actes séparés d'abord la coupe d'un bois, et ensuite le sol, on se soustrayait au droit de 4 pour cent qu'il aurait fallu payer sur l'intégralité du prix, si le sol et la superficie avaient été vendus en même temps ou par le même acte.

Le Conseil-d'État, par un avis du 14 février 1807, a essayé de remédier à cet abus, en décidant que « toutes les fois qu'un citoyen, soit par le même acte, soit par des actes séparés, soit en son nom, soit sous des noms interposés, devient acquéreur du fonds, après avoir acquis la superficie, ou de la superficie après avoir acquis le fonds d'une forêt ou d'un bois, il y a ouverture au droit de 4 pour cent sur le prix, tant de la superficie que du fonds, si la superficie n'était pas entièrement exploitée lors de l'acquisition du fonds. »

Cet avis n'a point prévalu, parce qu'il n'appartient pas au Conseil-d'état d'interpréter les lois.

En conséquence, le 4 avril suivant on a proposé un projet de loi pour consacrer expressément le principe de cet avis; mais le projet a été retiré par le gouvernement, attendu qu'il n'avait pas l'espoir de le faire triompher; et la cour de cassation a continué de juger dans le sens que nous avons exposé ci-dessus.

On peut voir notamment son arrêt du 8 septembre 1813, portant, que si un particulier achète par un contrat la coupe d'un bois, et se rend acquéreur du fonds par un autre contrat postérieur au premier, mais antérieur à l'exploitation de la superficie, il ne doit payer les droits d'enrégistrement de la première acquisition que comme pour objets mobiliers.

Cette jurisprudence a subsisté en Belgique jusqu'à l'époque où la loi du 31 mai 1824 a remédié aux abus qu'elle entraînait, par la disposition suivante :

« Art. 20. Si celui qui a acquis par acte entre vifs la propriété de bois sur pied, acquiert dans l'intervalle des 18 mois suivans et avant que les bois ne soient totalement abattus, la propriété du sol, il sera tenu de payer le droit d'enrégistrement au taux fixé pour les mutations immobilières, sur la valeur de l'intégralité du bien d'après la nature de la transmission tant du bois que du sol : ce droit sera acquitté dans les 3 mois de l'acquisition du sol, à peine du double droit, sauf déduction toutefois du droit qui aura été perçu précédemment, à raison de l'acquisition des bois. »

2° Les adjudications ou ventes à l'encan des bois, taillis ou futaies appartenant à des particuliers, ne peuvent, en tant que ces coupes sont considérées comme meubles, être faites qu'en présence et par le ministère d'un officier public, ayant qualité pour y procéder. (Loi du 22 pluviôse an 7, art. 1.)

Cependant la cour de cassation a jugé, le 1er juin 1822 et le 18 juillet 1826, que les *notaires* ont seuls la faculté de procéder aux ventes publiques des coupes de bois des particuliers, attendu que les bois ne sont meubles qu'après avoir été abattus et que jusques-là ils font par leur nature partie de l'immeuble. Mais il est à remarquer, comme nous l'avons dit plus haut, que la qualification d'*immeuble* donnée aux coupes de bois, doit être restreinte aux cas de succession, d'usufruit et autres semblables. (Arrêts de cassation des 8 mars et 21 juin 1820.) Aussi la cour d'appel de Bruxelles s'est-elle prononcé le 11 juin 1836, dans un sens contraire à celui de la cour de cassation.

3° De ce que les bois vendus pour être exploités seront réputés meubles, il résulte que dans le cas où l'acheteur aurait exploité une quantité plus considérable de bois qu'il ne l'a déclaré, la disposition de l'art. 1621 du code

civil ne serait pas applicable à l'action en supplément de prix, cet article ne concernant que les immeubles ; mais il y aurait lieu de recourir à l'ordonnance de 1669, qui règle les cas de moins ou de plus de mesure. C'est ce que la cour de cassation de France a jugé par arrêt du 25 février 1812.

4° Quand les coupes sont vendues à tant la mesure, il y a lieu, lors du récolement, à un supplément ou à une restitution des droits d'enrégistrement, selon qu'il y a plus ou moins que la contenance indiquée au procès-verbal. Cette règle établie pour les coupes de bois de l'État, est applicable à celle des bois des particuliers. (Décision du 27 fructidor an 10.)

Section IV.

Usages dans les bois de particuliers.

L'art. 636 du code civil dit : « l'usage des bois et forêts est réglé par des lois particulières. »

Nous verrons au mot Usages quels sont les différens droits que des étrangers peuvent exercer à ce titre dans les bois des particuliers, comment ces droits s'établissent et s'exercent.

Il suffit de remarquer ici que la loi principale qui règle l'usage des bois et forêts, est l'arrêté du 17 nivôse an 13. Il dispose :

« Les droits de pâturage ou parcours dans les bois et forêts appartenant.... à des particuliers, ne peuvent être exercés par les communes ou particuliers qui en jouissent, en vertu de leurs titres ou des statuts et usages locaux, que dans les parties qui auraient été déclarées défensables, conformément aux art. 1 et 3 du titre XIX de l'ordonnance de 1669, et sous les prohibitions portées en l'art. 13 du même titre. Voyez Bois défensables. »

C'est à l'administation forestière qu'il appartient de déclarer la défensabilité des bois appartenant à des particuliers. (Avis du conseil d'état du 18 brumaire an 4.)

La contravention ne peut être couverte par la preuve que le propriétaire du bois y aurait lui-même introduit ses bestiaux, ou qu'il y aurait précédemment affermé le droit de pâturage. (Arrêt de cassation du 25 mai 1810.)

Quant aux usages en bois de chauffage ou de bâtiment, ils ne peuvent être exercés qu'avec les formalités prescrites par les réglemens, et qu'après que les usagers ont fait connaître leurs besoins, et qu'il leur a été fait marque et délivrance des bois qui leur sont nécessaires. (Arrêt de cassation du 21 novembre 1812.)

Section V.

Ventes des coupes de bois appartenant à des particuliers, et responsabilité des adjudicataires.

La plupart des propriétaires de bois font exploiter leurs coupes eux-mêmes, pour en vendre les bois en détail de la même manière que les marchands de bois dans les forêts de l'État ; cependant il en est qui, ne pouvant suivre les détails d'une exploitation, vendent leurs coupes sur pied.

L'exploitation de ces coupes fait alors l'objet d'une adjudication ou d'un marché particulier, qui renferme les conditions imposées à l'acquéreur. Ces conditions, en ce qu'elles touchent les intérêts privés des parties, ne peuvent, dans le cas de non exécution, donner lieu qu'à une action civile ; mais les délits que peut commettre l'adjudicataire, sont du ressort des tribunaux correctionnels, et les peines à y appliquer sont celles de l'ordonnance de 1669.

En effet, ni la loi rurale du 26 septembre—6 octobre 1791, ni le code pénal de 1810, ni aucune autre loi particulière ne se sont occupés de ces délits ; et comme l'ordonnance de 1669 est une loi spéciale, maintenue par les nouveaux codes dans toutes celles de ses dispositions, qui n'ont point fait l'objet de la nouvelle législation pénale, il en résulte que cette ordonnance doit continuer de recevoir son exécution, pour les cas non prévus par les nouvelles lois. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet dans la section I, § II du présent titre.

Ainsi l'art. 5 du titre XXVI de l'ordonnance de 1669, qui permet aux particuliers de faire punir les délits commis dans leurs bois, des mêmes peines et réparations qu'elle pro-

nonce pour les bois de l'Etat, est applicable aux délits des adjudicataires.

La jurisprudence de la cour de cassation de France ne laisse aucun doute à cet égard. Un arrêt du 29 fructidor an 11, et quatre arrêts du 31 mars 1809 portent que la loi du 25 septembre-6 octobre 1791 ne contenant aucune disposition pour le cas de coupe d'arbres sur pied dans les bois de particuliers, c'est la disposition pénale de l'ordonnance de 1669 qu'il faut appliquer.

Il résulte de ces arrêts qu'il y a une distinction à faire entre les délits commis sur les futaies et les délits ordinaires qui se commettent sur les taillis. Les premiers blessent à un plus haut dégré la loi et les intérêts de la société, puisqu'ils tendent à détruire les ressources de l'avenir et à rendre illusoires les dispositions de l'ordonnance de 1669 et de la loi du 9 floréal an 11. Aussi continuent-ils d'être de la compétence des tribunaux correctionnels et passibles des peines prononcées par ladite ordonnance.

Ces peines, à l'égard des baliveaux coupés en délit, sont l'amende fixée par l'art. 4 du tit. XXXII et la restitution, égale à l'amende, prononcée par l'art. 8 du même titre. (Arrêts de cassation du 22 thermidor an 12 et du 19 décembre 1806).

Un autre arrêt du 23 octobre 1812 porte que les art. 445 et 455 du Code pénal ne sont point applicables au cas d'arbres abattus ou mutilés dans les forêts de l'État, des communes ou des particuliers, et que ces délits continuent de rester sous le régime répressif de l'ordonnance de 1669, maintenu par l'art. 484 du Code pénal.

Ainsi nul doute que les délits commis sur les arbres réservés dans une coupe de bois de particuliers ne soient punissables des peines prononcées par l'ordonnance de 1669, c'est-à-dire de l'amende qu'elle détermine suivant la classe des arbres réservés, et d'une restitution égale à l'amende.

Observons cependant à l'égard de la restitution qui appartient au propriétaire, que si ce dernier avait fixé par son acte de vente une indemnité particulière pour chaque arbre manquant, il ne pourrait réclamer que cette indemnité, puisqu'il aurait lui même renoncé au bénéfice de l'art. 8, ci-dessus cité du titre XXXII. Mais quelles que soient ces stipulations, l'amende qui appartient au fisc, devrait toujours être prononcée d'après l'ordonnance.

Un arrêt important de la cour de cassation du 10 janvier 1811, et le réquisitoire qui le précède, distinguent parfaitement les actions auxquelles peuvent donner lieu les abus des adjudicataires de coupes dans les bois de particuliers. Il s'agissait d'une mauvaise exploitation d'une part, et d'un retard de coupe et de vidange de l'autre. La cour de Bordeaux décida qu'un tribunal ne pouvait pas accorder de délai de vidange, et elle déclara qu'il y avait lieu, non à la saisie des bois pour retard de vidange, mais à des dommages-intérêts qui devraient être fixés par expertise. Mais le procureur-général près la cour de cassation soutint que toute action qui est réputée délit dans les bois de l'État, l'est également dans les bois des particuliers; que les mêmes peines et les mêmes restitutions, dommages-intérêts, et ce qui est à remarquer, les mêmes confiscations doivent y être appliquées, et par conséquent que les arbres non abattus ou non transportés dans le temps où ils doivent l'être, sont sujets à la confiscation dans les uns comme dans les autres; que cette confiscation doit être prononcée au profit de l'État et non au profit des particuliers; que considérée comme peine, il n'appartient point aux tribunaux civils de la prononcer, et qu'elle ne peut l'être que par les tribunaux correctionnels, sur les conclusions du ministère public. La cour de cassation a, en conséquence de ces principes, rejeté le pourvoi du propriétaire, en se fondant sur ce qu'il n'avait point pris la voie légale pour faire prononcer la confiscation, et attendu d'ailleurs qu'il n'avait point qualité pour la requérir, vu que c'est une peine dont le produit doit être versé dans le trésor public.

Il résulte de ces faits, que les tribunaux ne peuvent accorder aux adjudicataires de coupes dans les bois des particuliers, des prorogations de délai de coupe ou de vidange; que les dégradations commises dans ces coupes peuvent être estimées à dire d'expert; que le retard dans la coupe ou la vidange

au-delà du temps fixé, est un délit qui entraîne la confiscation ; que cette confiscation ne peut être prononcée que par les tribunaux correctionnels, et qu'elle doit l'être au profit de l'État.

Un autre arrêt du 23 janvier 1813, relatif à une exploitation faite par un adjudicataire dans un bois de particulier, après le 15 avril, terme fixé par le décret du 15 avril 1811, décide que cette exploitation tardive constitue un délit passible d'amende; que cette amende doit être prononcée pour les bois de particuliers, de la même manière que pour les bois de l'État, parce que ce délit intéresse la société; qu'il ne s'agit point d'une action civile, mais bien d'une action correctionnelle, et que le désistement du propriétaire qui avait reçu l'indemnité à laquelle il prétendait, ne pouvait paralyser la volonté ou le droit du ministère public, sans violer l'art. 4 du code d'instruction criminelle, portant que la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique; que s'il en était autrement, les contraventions et les délits seraient mis à prix, au rabais ou à l'enchère, et tous les droits de la société au maintien du bon ordre anéantis par des transactions privées.

Cet arrêt qui est d'une grande importance pour la conservation des bois de particuliers, est principalement fondé sur ce principe, que l'action du ministère public ayant été mue par une poursuite en police correctionnelle de la part du propriétaire lésé, ne peut plus être arrêtée ni paralysée par le fait de la partie civile.

Le fait d'outre-passe de la part d'un adjudicataire étant considéré comme un délit, quand l'outre-passe a eu pour objet des bois de plus haute valeur que ceux de la coupe adjugée, le propriétaire particulier est en droit, dans ce cas, de porter l'action devant le tribunal correctionnel.

Enfin l'ordonnance de 1669 est applicable aux bois de particuliers pour les cas de moins de mesure et de surmesure. (Arrêt de cassation du 25 février 1812.)

Voyez au reste, sur les adjudications et la responsabilité des adjudicataires en général, ce que nous avons dit à l'article Bois de l'État.

Les propriétaires des bois feront bien de prendre pour modèle des clauses et conditions de l'adjudication de leurs coupes, celles du cahier des charges que nous avons publié dans l'article Bois de l'État, en y faisant toutefois les modifications qu'exigent leurs intérêts particuliers.

Section VI.

Imposition pour les bois de particuliers.

Le mode d'évaluation de la contribution foncière sur les bois taillis et les futaies des particuliers, est déterminé par les lois du 22 novembre — 1.er décembre 1790, du 12, 13, 20 juillet 1791, et du 3 frimaire an 7. Voyez Contribution foncière.

TITRE V.

BOIS DIVERS.

Bois *abougris et abroutis.*

Ce sont des bois malvenans à cause de la qualité du sol, ou des bestiaux qui les ont broutés dans leur jeunesse. L'art. 16 du titre III de l'ordonnance de 1669 dispose :

« Si les grands maistres, en faisant leurs » visites et réformation dans nos bois et fo- » rests, reconnaissent des places vaines et va- » gues, et des bois abroutis ou abougris, ils » pourront les faire semer et repeupler pour » les mettre en valeur; mesme faire faire des » fossez pour la conservation du jeune recreu « où besoin sera, le tout à nos frais et dé- » pends, par adjudication au rabais et moins » disans : et en cas des recépages ils en dres- » seront leurs procès-verbaux qu'ils enver- » ront au conseil pour y être pourveu. »

Cette disposition doit être considérée comme obligatoire en ce qu'elle prescrit une mesure d'amélioration et de conservation pour les bois de l'État; mais aujourd'hui c'est aux inspecteurs forestiers et aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines qu'en est réservée l'exécution.

Bois *arsin.*

C'est le bois qui a été maltraité par le feu, soit qu'on l'y ait mis par malveillance, soit qu'il y ait pris par accident.

L'art. 22 du titre XXVII de l'ordonnance de 1669 défend de brûler les arbres sous peine de punition corporelle; et l'art. 32 du même titre défend de porter ou d'allumer du feu dans les bois et forêts, à peine de punition corporelle, d'amende arbitraire et des dommages que l'incendie pourrait avoir causés. Un arrêté du directoire exécutif, en date du 25 pluviose an 6, a ordonné que cette dernière disposition continuerait à être exécutée selon sa forme et teneur, et a spécialement chargé les agens forestiers et les municipalités riveraines de punir les délits de cette espèce, d'en rechercher et dénoncer les auteurs, et de les poursuivre suivant la rigueur des lois. (Art. 3 et 4.) Le code pénal de 1810, a complété cette législation; l'article 434 punit de mort ceux qui ont mis volontairement le feu à des forêts ou bois taillis; et l'article 458 punit d'une amende de 50 à 500 fr. l'incendie occasionné par des feux qu'on aurait allumés dans les champs à moins de 100 mètres de distance des forêts, bois, plantations, etc. Voyez Feu et incendie.

Bois *à bâtir ou à réparer.*

On comprend sous cette dénomination les bois qui se délivrent aux usagers.

L'art. 10 du titre XX de l'ordonnance de 1669 a révoqué tous les droits d'usage en bois à bâtir ou à réparer; mais cette disposition, qui n'a point été publiée en Belgique, ne pourrait y être appliquée que pour autant qu'elle ne porterait point atteinte à des droits acquis. Voyez Usages.

Bois *blanc ou blanc bois.*

Ce sont les arbres dont le bois est blanc et la contexture légère et peu solide. La première de ces dénominations appartient plus spécialement au châtaigner, au tilleul, au sapin qui ont plus de fermeté; et la seconde au saule, au bouleau, au tremble et autres espèces de peupliers.

Les arbres dont le bois est blanc ne sont pas tous rangés dans la classe des bois blancs; c'est la nature du tissu ligneux et non la couleur du bois qui doit déterminer leur classification: le hêtre et le charme sont dans la classe des bois durs malgré la couleur blanche de leurs bois.

La distinction des bois en *bois durs* et en *bois mols* prête moins à l'équivoque que celle de bois blanc et de blanc bois.

Dans les anciennes ordonnances l'amende pour coupe d'arbres en délit était réglée selon la qualité du bois: ainsi dans l'ancien duché de Luxembourg, l'amende pour un arbre de bois dur était de 3 florins d'or, et pour un arbre de bois tendre ou blanc d'un florin. (Art. 57 et 58 du réglement du 14 septembre 1617.)

Aujourd'hui qu'on applique aux délits forestiers l'ordonnance de 1669; cette distinction n'existe plus

Bois *bordant les routes.*

Ce sont les bois plantés le long des routes ou que les routes traversent. Voyez Routes.

Les voituriers y commettent ordinairement des délits en coupant des brins pour servir de clapettes ou raies propres à rallentir le mouvement de leurs voitures dans les descentes. Une circulaire du 3 pluviose an 6 a prescrit des mesures pour arrêter ces délits et l'art. 43 du tit. II de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, les punit de l'amende et de l'emprisonnement.

Bois *chablis.*

Ce sont les bois abattus ou rompus par le vent, l'orage, le poids des neiges ou quelqu'autre accident. Il ne faut pas les confondre avec les *bois de délit*, dénomination sous laquelle on désigne les arbres abattus ou dégradés par le fait de l'homme et contrairement aux lois et réglemens forestiers.

Aux termes des art. 3 du titre VII et 1er du titre XVII de l'ordonnance de 1669, les gardes doivent, dans chaque triage, constater le nombre, l'essence, la grosseur, la qualité et l'état des arbres rompus ou abattus par accident, en dresser procès-verbal sur leur registre, et envoyer de ce procès-verbal une copie à leur supérieur dans les trois jours de sa rédaction.

Les inspecteurs et sous-inspecteurs doivent s'assurer de l'exactitude du rapport des gardes, marquer du marteau les arbres abattus dont ils font la reconnaissance, veiller à leur conservation, en dresser procès-verbal, et en former un état qu'ils transmettent au directeur de l'enrégistrement et des domaines. (Ordonnance de 1669, tit. XVII, art. 3; Instruct. du 7 prairial an 9, § I, art. 4.)

L'article 15 du titre XII de la loi du 29 septembre 1791, relatif aux bois des communes et des établissemens publics, dispose même formellement que les habitans ne pourront enlever leurs chablis qu'ensuite de la visite et de la reconnaissance de l'inspecteur.

Il est défendu aux usagers et à tous autres d'enlever, ou seulement d'ébrancher les chablis, sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'être condamnés à l'amende au pied le tour, comme s'ils avaient eux-mêmes abattu ces arbres. (Ordonnance de 1669, titre XVII, art. 2; Code du 3 brumaire an 4, art. 609.)

On ne doit pas considérer comme chablis, ni comprendre par conséquent dans l'état qui en doit être dressé, les arbres *en étant*, c'est-à-dire sur pied, soit qu'ils ayent été fourchés ou ébranchés par la chute des arbres voisins, soit qu'ils aient dépéri ou séché sur pied. (Instruction du 7 prairial an 9, § I, art. 24; Ordonnance de 1669, tit. XVII, art. 5.)

Aux termes de l'art. 4 du même titre de l'ordonnance de 1669 et de l'art. 16 du titre VI de la loi du 29 septembre 1791, il doit être procédé incessamment à la vente des chablis en l'état où ils se trouvent, et sans qu'il soit permis de les réserver ou façonner sous prétexte de les vendre plus avantageusement à une autre époque. Le législateur a pensé que si on les laissait longtemps dans les forêts, ils seraient exposés à être enlevés par les riverains, et pourraient d'ailleurs occasionner des dégâts qu'une prompte vidange peut seule prévenir. (Décision du ministre des finances du 5 floréal an 7; Circulaire des administrateurs des domaines du 18 brumaire an 8.)

L'art. 24 de la même loi du 29 septembre 1791 veut que les conservateurs adressent tous les trois mois à la conservation générale l'état des ventes des chablis et arbres de délit, qui auraient eu lieu d'un trimestre à l'autre.

Mais la circulaire du 19 mars 1831 n'a pas tenu compte de ces dispositions. Elle porte :

« Art. 17. Dans chaque inspection forestière il sera procédé simultanément, tous » les ans, aux jours et lieux à fixer par le directeur de l'enrégistrement et des domaines à » l'adjudication, si rien ne s'y oppose, de la » glandée, des herbages, chablis et autres objets à comprendre dans les mêmes marchés, » ainsi que des bois de délit, à moins qu'ils » ne doivent être gardés comme corps de » délit. »

Sans doute il est bon de vendre, quand les circonstances le permettent, les bois de chablis en même-temps qu'on procède à l'adjudication, soit des coupes ordinaires, soit des glandées, herbages ou autres objets à comprendre dans les mêmes marchés, parce que l'on évite par ce moyen les frais d'affiche, ainsi que le déplacement des agens forestiers, et que l'on peut d'ailleurs compter à cette époque sur une concurrence plus avantageuse aux intérêts du trésor. Mais lorsque l'époque à laquelle les chablis ont été découverts est encore éloignée de celle des adjudications annuelles, il serait plus sage de se conformer aux dispositions de l'ordonnance de 1669 et de la loi du 29 septembre 1791.

Au reste, le gouvernement français avait lui-même dérogé à ces dispositions en ce qui concerne les bois des communes et des établissemens publics; car une instruction du 25 ventose an 11 porte que les chablis et bois de délit leur appartenant, feront toujours partie de la vente des coupes ordinaires.

Aux termes de l'art. 14 du tit. VIII de la loi du 29 septembre 1791, publiée en Belgique le 19 frimaire an 4, c'est devant le collége des bourgmestre et échevins du lieu que la vente des chablis devrait s'effectuer : si l'estimation n'excède pas 200 fr.; et si elle est supérieure à ce prix, devant le commissaire du district. Mais l'art. 17 ci-dessus cité de la circulaire du 19 mars 1831 a prescrit un autre mode de procéder.

La vente des chablis, comme toutes les autres ventes forestières, doit être réglée par un cahier des charges, annoncée par affi-

ches et approuvée par l'administration. (Art. 20 de la Circulaire du 19 mars 1791.) Quant aux autres formalités, voyez ce que nous avons dit des adjudications dans l'article Bois de l'Etat.

L'art. 4 déjà cité de l'ordonnance de 1669 n'accorde qu'un mois pour la vidange des chablis, sous peine de confiscation; cette disposition n'est obligatoire, pour les adjudicataires, que pour autant qu'elle fasse l'objet d'une clause dans le cahier des charges, car elle n'a point été publiée en Belgique. Mais ce terme est-il fatal pour l'administration de telle sorte qu'il y ait obligation pour elle de le stipuler dans les cahiers de charges? nous ne le pensons pas : elle peut accorder aux adjudicataires le temps strictement nécessaire pour vider, eu égard à l'état des forêts.

Les formalités dont il vient d'être question ne concernent que les bois soumis au régime forestier.

Pour les chablis qui se trouveraient dans les boqueteaux ou parmi les arbres épars, non assujettis à ce régime, la vente ou la distribution doit en être faite en même-temps et avec les mêmes formalités que celles des coupes ordinaires.

Toutefois si l'administration de la commune ou de l'établissement propriétaire jugeait à propos d'en faire une vente séparée ou d'employer pour son propre compte les bois provenant des chablis, elle le pourrait avec l'autorisation des états députés. C'est ce qui se pratique même le plus souvent, lorsqu'il se trouve des chablis parmi les arbres épars appartenant aux communes ou aux établissemens publics.

Quant aux particuliers, ils disposent de leurs chablis comme bon leur semble.

Il est à remarquer qu'il ne faut comprendre dans la vente des coupes que les chablis qui s'y trouvent, et qu'à l'égard de ceux qui se trouveraient dans d'autres coupes, ils doivent être vendus séparément

Bois *charmés*.

On appelle ainsi les arbres auxquels on a porté quelque atteinte peu apparente, pour les faire périr ou tomber.

L'art. 22 du tit. XXVII de l'ordonnance de 1669 défend à toute personne de charmer les arbres ou d'enlever l'écorce sous peine de punition corporelle.

Merlin observe, dans son *Répertoire de Jurisprudence*, v° *Charmé*, que cette peine a été implicitement abolie par le dernier article du code pénal du 25 septembre 1791 et par l'art. 609 du code du 3 brumaire an 4, qui ne maintient provisoirement que les peines correctionnelles déterminées par l'ordonnance de 1669; et il renvoye aux art. 445, 446 et 448 du code pénal.

M. Baudrillard, dans son *Dictionnaire des eaux et forêts*, v° *Charmés* (bois), dit que ces articles ne concernent pas les arbres en forêts, mais seulement ceux qui se trouvent dans les champs, ou qui bordent les routes, chemins et places publiques; et il pense que le fait de charmer les arbres des forêts doit être puni de la peine prononcée par l'art. 2 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669 contre ceux qui les déshonorent. Il cite à l'appui de cette opinion un arrêt de la cour de cassation de France en date du 13 janvier 1814.

Dans l'espèce de cet arrêt il s'agissait d'arbres écorcés, délit entièrement analogue et assimilé, même par l'art. 22 du tit. XXVII de l'ordonnance, à celui qui nous occupe. Mais la cour de cassation se borne à déclarer que le fait d'avoir écorcé des arbres est qualifié délit, tant par ladite ordonnance, que par le code rural de 1791. Or, comme d'une part elle ne dit pas quelle disposition de l'ordonnance de 1669 est applicable, et que de l'autre les dispositions du code rural de 1791, relatives à l'écorcement des arbres, ont été remplacées par les art. 445, 446 et 448 du code pénal, il en résulte que l'arrêt du 13 janvier 1814 laisse la question indécise.

Quoiqu'il en soit, il est constant, et la cour de cassation l'a jugé plusieurs fois, notamment par arrêt du 9 mai 1814, que les articles ci-dessus cités du code pénal ne sont point applicables aux arbres plantés en forêt; et dès lors l'opinion de M. Baudrillart doit prévaloir sur celle de M. Merlin, qui, en renvoyant aux dispositions du code pénal, n'a eu sans doute l'intention de les indiquer que

comme applicables aux arbres plantés dans les champs et sur les routes.

Reste néanmoins la question de savoir quelle disposition de l'ordonnance il faut appliquer au premier cas. Sera-ce, comme le prétend M. Baudrillard, l'art. 2 du tit. XXXII, relatif à ceux qui auront *ébouppé*, *ébranché* ou *déshonoré* des arbres? Il est certain que cette disposition n'a pas été prise contre ceux qui les *charment*, puisque le fait de *charmer* les arbres avait été puni spécialement par l'article 22 du titre XXVII. C'est donc ce dernier qui est applicable; mais la punition corporelle qu'il prononce ayant été abolie, le fait n'en est pas moins resté un délit, et dès-lors on peut soutenir qu'il tombe aussi sous l'application de l'article 2 du titre XXXII. Voyez DÉLIT FORESTIER.

Bois *d'affouage*.

On appelle ainsi le produit des bois communaux ou autres dont les coupes ordinaires se délivrent en nature aux habitans. Voyez AFFOUAGE et USAGE.

Bois *d'artillerie*.

On nomme ainsi les bois destinés aux affûts de canon et autres ouvrages d'artillerie. On y emploie l'orme, le frêne, le chêne, etc.

Les besoins de l'artillerie en bois de charronnage ont déterminé le gouvernement français à lui accorder un droit de préhension analogue à celui dont jouit la marine.

Voici ce que dispose à ce sujet l'art. 5 du décret du 15 septembre 1809:

« Art. 5. Nous accordons à nos ateliers » d'artillerie le même privilége sur les bois » que celui dont jouissent les ateliers de » la marine. A cet effet, l'artillerie fera mar- » quer dans toutes nos forêts les bois qui » lui seront nécessaires, et les payera aux sou- » missionnaires, au même prix et de la même » manière qu'il est d'usage pour le service de » la marine.

» Le ministre de la guerre veillera à ce que » des coupes anticipées soient faites de ma- » nière que nos arsenaux soient munis de » pièces de rechange de toute espèce, et bien » approvisionnés. »

Ce décret n'était applicable qu'aux forêts de l'État; mais une circulaire du 4 octobre 1809 l'a étendu aux bois des communes, des établissemens publics et des particuliers, sous le prétexte que l'intention du gouvernement avait été de mettre sur la même ligne l'artillerie et la marine. Cette extension ne serait pas sanctionnée par les tribunaux belges.

Au reste, le décret du 15 septembre 1809 n'a plus reçu d'application en Belgique depuis la formation du royaume des Pays-Bas, et dès-lors la question n'a pu être soulevée. Voyez BOIS DE MARINE.

Bois *de bourdaine*.

On appelle ainsi un petit arbuste dont le bois donne un charbon excellent pour la fabrication de la poudre à canon. Il doit être réservé à cet effet dans les ventes.

Voici ce que dispose à cet égard un arrêté du 25 fructidor an 11:

« Art. 1. Le bois de bourdaine continuera » d'être réservé pour la confection du char- » bon propre à la fabrication de la poudre.

» Art. 2. Il ne sera fait aucune adjudication » ni vente de coupes de bois dans les forêts » nationales, dans celles des communautés » d'habitans, des hospices et autres établis- » semens publics, qu'à la charge par les ad- » judicataires ou acquéreurs, de faire mettre » à part tout le bois de bourdaine de trois, » quatre et cinq ans de crue qui se trouvera » dans lesdites adjudications ou ventes, et » d'en faire faire des bottes ou bourrées de » deux mètres de longueur sur un mètre cin- » quante centimètres de grosseur.

» Art. 3. L'administration générale des » poudres, ses commissaires et préposés sont » autorisés, comme par le passé, à faire faire » dans tous les temps la recherche, coupe et » enlèvement du bois de bourdaine de l'âge » de trois, quatre et cinq ans de crue dans » tous les bois ci-dessus dits, dans lesquels il » n'y aurait pas de coupes ouvertes, vendues » et adjugées.

» Art. 4. Les dispositions des art. 3 et 4 ci- » dessus sont applicables aux bois des par- » ticuliers situés dans l'étendue de six myria-

» mètres des fabriques de poudre, à l'exception » de ceux qui sont clos et attenant aux ha- » bitations. »

Un arrêté du 16 floréal an 13 a porté ce rayon à quinze myriamètres.

« Art. 5. A cet effet, les préposés de l'ad- » ministration des poudres feront prévenir de » leurs recherches le conservateur, pour ce » qui regarde les forêts nationales, commu- » nales et des établissemens publics; et les » particuliers, pour leurs bois, ainsi que les » maires et administrateurs pour ceux qui » appartiennent aux communes, hospices et » établissemens publics.

» Art. 6. Lesdits préposés ou leurs fondés » de pouvoirs ne pourront procéder à ces » recherches qu'après avoir justifié aux au- » torités administratives des lieux où les bois » sont situés, de leurs pouvoirs, délivrés par » l'administration-générale des poudres, et » visés par le préfet du département et le » conservateur des forêts.

» Art. 7. Lors de la recherche, coupe et » enlèvement du bois de bourdaine, lesdits » préposés seront tenus d'appeler et de se » faire assister des gardes desdits bois et » forêts, qui, lors de l'enlèvement, dresseront » procès-verbal de la quantité de bottes et » bourrées fabriquées; et auxquels ils paye- » ront, pour raison de ladite assistance, » vingt-cinq centimes pour chaque cent de » bottes. »

» Art. 8. Le prix du bois de bourdaine sera » payé sur le vu de ces procès-verbaux, à » raison de vingt-cinq centimes la botte ou » la bourrée. Le montant en sera versé entre » les mains des receveurs des domaines pour » ce qui aura été coupé et enlevé dans les » bois nationaux : ce même prix sera aug- » menté d'un cinquième pour les bottes que » les adjudicataires ou acquéreurs de bois au- » ront réservées et livrées aux préposés de » l'administration des poudres.

» Art. 9. L'administration des poudres re- » mettra à l'administration des forêts un état » exact du nombre et de la situation des fabri- » ques de poudre de la république. Les com- » missaires qui les dirigent, et les conserva- » teurs des forêts seront tenus de se con- » certer particulièrement, en ce qui pourra » les concerner, avec les préfets des dépar- » temens, sur les mesures les plus convena- » bles pour assurer l'exécution du présent » arrêté. »

Une circulaire du 5 vendémiaire an 12 a enjoint aux conservateurs de se conformer aux dispositions qui précèdent, et d'en faire à l'avenir une clause expresse du cahier des charges pour l'adjudication des coupes de bois. Cette clause fait l'objet de l'art. 38 du cahier des charges que nous avons transcrit dans le titre des Bois de l'État. Cependant elle reste ordinairement sans effet, parce qu'il n'y a plus en Belgique d'administration spéciale pour la fabrication des poudres, et que les particuliers qui se livrent à ce genre d'industrie, trouvent plus avantageux de se procurer autrement le bois de bourdaine.

Les dispositions qui précèdent ne sont plus appliquées dans notre pays aux bois des communes et des établissemens publics, ni à ceux des particuliers; l'administration ne les considère même plus comme applicables. Voyez les titres III et IV relatifs à ces bois.

Bois *de brin*.

On appelle ainsi les arbres qui proviennent de graines.

Les baliveaux à réserver dans chaque coupe, doivent être en brins, c'est-à-dire provenant de graines et non de souche. (Art. 33 du cahier des charges.) Voyez Baliveaux.

Bois *de chauffage*.

C'est celui qui est destiné à être brûlé, soit pour chauffage, soit dans les usines.

Dans l'ancienne Belgique des réglemens fixaient la longueur et la grosseur des bûches, fagots et autres bois de chauffage, et déterminaient la mesure dont il fallait se servir pour la vente. On peut consulter à ce sujet Ant. Anselme, *Codex belgicus*, v° *Houdt*, art. 6 et suiv.; J. C. Verloo, *Codex brabanticus*, v° *Ligna*; Sohet, *Instituts de droit*, liv. II, tit. XXXV, n° 28.

L'art. 39 du réglement du 30 décembre

1754, pour le duché du Luxembourg, portait : « Et pour remédier aux abus et contestations, » qui se rencontrent à l'occasion de la diversité » des cordes, nous voulons qu'on se serve gé- » néralement pour toute la province de la » corde communément appelée corde d'Espa- » gne, longue de 7 pieds dits de St-Lambert, » haute de 3 1/2, et de 3 1/2 entre les deux » tailles, les rondins y compris ; voulons » qu'il ne se travaille dans tous les bois d'au- » tres cordes que celle exprimée ci-dessus, » à peine, etc. »

Dans l'ancienne France, le bois de chauffage se mesurait à la corde dite des *eaux et forêts* : la corde devait avoir 8 pieds de long et 4 de haut ; les bûches 3 1/2 pieds de long, y compris la taille ; le bois de cotrets 2 pieds de long, et le cotret 17 à 18 pouces de grosseur. (Ordonnance de 1669, titre XXVII, art. 15.)

Cette législation a été changée par l'introduction du système décimal, dans lequel les seules mesures, dont il soit permis de se servir pour le bois de chauffage, sont le double stère, le stère et ses subdivisions. (Lois du 18 germinal an 3, et du 1er vendémiaire an 4; Arrêtés du 27 pluviôse an 6, et du 13 brumaire an 9.)

Le stère a un mètre en carré, et le double stère un mètre de haut sur deux mètres de couche, et ces dimensions étaient combinées avec la longueur des bûches qui devaient être toujours de 3 1/2 pieds.

Sous le gouvernement des Pays-Bas la législation a changé de nouveau. Un arrêté du 21 octobre 1819 ordonne que la capacité des solides sera désormais exprimée par les dénominations d'*aune cube des Pays-Bas, palme cube, pouce cube* et *trait cube ;* qu'il ne sera plus permis d'employer d'autres mesures pour constater les capacités des solides, et que l'aune cube des Pays-Bas, employée au mesurage du bois à brûler, qui ne se vend pas par fagots ou par pièce, portera la dénomination de *corde*. (Art. 1, 2, 3.)

La corde contient une aune cube des Pays-Bas ; mais comme l'usage a prévalu en Belgique de donner au bois à brûler toutes sortes de longueur, le gouvernement a considéré avec raison qu'il serait impossible d'obtenir une aune cube ou une corde de bois, si les bûches à mesurer avaient des longueurs différentes. En conséquence il a dressé et joint à l'arrêté du 21 octobre 1819 un tableau d'estimation à l'aide duquel on peut obtenir une corde de bois, quelle que soit la longueur des bûches.

Nous expliquerons au mot *Corde* les subdivisions de cette mesure et le jeu de l'instrument qui sert à les obtenir.

En France l'approvisionnement et la vente du bois de chauffage sont soumis à des réglemens particuliers de police.

En Belgique, ils ne sont assujettis à aucune règle, sauf l'autorisation requise par l'arrêté du 31 janvier 1824 pour l'établissement des magasins de combustibles.

L'administration locale, à qui cette autorisation doit être demandée, ne la refuse que dans le cas où l'emplacement des magasins, à proximité de certaines usines à feu, peut donner lieu à des incendies. (Art. 37 du cahier des charges.)

Bois *de construction.*

Ces mots emportent avec eux leur signification.

Les bois de construction ne peuvent être transportés sur le territoire occupé par l'ennemi, sans une autorisation spéciale du gouvernement, sous peine de saisie et de confiscation.

Il est procédé à la saisie comme en matière de douanes. (Loi du 5 octobre 1831, art. 1 et 2.)

Bois *défensables.*

On appelle ainsi les bois que leur hauteur met à l'abri de la dent des bestiaux.

Les dommages que les bestiaux occasionnent dans les bois, ont motivé la sévérité des réglemens relatifs à leur introduction dans ce genre de propriétés. Aussi la défense de ne les mener que dans les endroits défensables, est-elle fort ancienne, et elle a été renouvelée par un grand nombre de réglemens et d'arrêts.

I. *Législation.*

L'âge auquel les bois sont réputés défensa-

bles a varié en Belgique avec les temps et les lieux. Des réglemens particuliers à diverses localités, l'avaient fixé à 3, 4, 5 ou 6 ans ; l'ordonnance de 1669 n'a déterminé aucun âge, et se borne à disposer que les usagers ne pourront exercer leurs droits de pâturage dans les bois et forêts royales qu'aux lieux qui auront été déclarés défensables par les grands maîtres, faisant leurs visites, ou sur les avis des officiers des maîtrises. (Tit. XIX, art. 1.)

Un arrêté du 5 vendémiaire an 6 a renouvelé et développé cette disposition dans les termes suivans :

« Art. 3. Ceux qui auront été reconnus usa-» gers, ne pourront user de cette faculté qu'en » se conformant strictement aux dispositions » contenues dans le titre XIX de l'ordonnance » du mois d'août 1669.

» Art. 4. Leurs bestiaux ne pourront être » conduits que dans les parties de bois qui au-» ront été déclarées défensables par les agens » forestiers, sous les peines prescrites par les » ordonnances et les réglemens.

» Art. 5. Il ne sera déclaré de bois défen-» sables que ceux qui seront reconnus être » assez forts et élevés, sans avoir égard à leur » plus ou moins d'âge, pour n'avoir plus rien » à craindre de la dent des bestiaux. »

Cet arrêté ne concernait que les bois et forêts appartenant à la nation, mais un décret impérial du 17 nivôse an 13 en a étendu les dispositions aux bois des communes, des établissemens publics et des particuliers. Ce décret porte :

« Art. 1. Les droits de pâturage et de par-» cours dans les bois et forêts appartenant, » soit à l'État ou aux établissemens publics, » soit aux particuliers, ne peuvent être exer-» cés par les communes et particuliers qui » en jouissent en vertu de leurs titres ou de » leurs statuts et usages locaux, que dans les » parties de bois qui auront été déclarées dé-» fensables, conformément aux art. 1 et 3 du » titre XIX de l'ordonnance de 1669, et sous » les prohibitions portées en l'art. 13 du même » titre. »

Il résulte de cette législation qu'aujourd'hui un bois n'est réputé défensable, quelque soit son âge, qu'autant qu'il a été déclaré tel par les agens forestières ; et il n'y a plus d'exception en faveur des usages locaux ou des coutumes contraires, ni de différence à faire entre les forêts de l'État et celles des communes, des établissemens publics et des particuliers. Voyez PATURAGES.

Ce décret a donné lieu à une circulaire du 9 pluviôse an 13, dans laquelle on lit : « Vous remarquerez que ce décret s'étend aux bois des particuliers : ainsi le sol forestier est soumis, sans exception, à la surveillance des agens forestiers en ce qui concerne l'exécution de cette mesure. »

Il nous semble qu'en s'exprimant de la sorte, l'administration forestière donne au décret dont il s'agit plus de portée qu'il n'en a réellement. Sans doute, il appartient à l'administration de déclarer la défensabilité des bois appartenant à des particuliers, et lorsqu'il y a difficulté à cet égard entre les usagers et le propriétaire, c'est à elle à les lever. Mais rien n'empêche un propriétaire de laisser paître des bestiaux dans ses bois sans déclaration préalable de la défensabilité. *Voyez* ci-après § III, n° 5.

Différens réglemens défendaient aussi de faire paître les bestiaux dans les bois incendiés, si ce n'est après un certain laps de temps qui variait de 4 à 10 années. Aujourd'hui, les dispositions générales de l'arrêté du 5 vendémiaire an 6 et du décret du 17 nivôse an 13, rendent inutiles ces réglemens particuliers.

II. *Marche administrative.*

On a vu qu'aux termes de l'art. 4 de l'arrêté du 5 vendémiaire an 6, c'est aux *agens forestiers* qu'il appartient de déclarer les bois défensables.

L'ordonnance de 1669 était plus précise ; elle attribuait ce droit nominativement aux grands-maîtres, soit qu'ils fissent eux-mêmes la visite des bois, soit qu'ils se décidassent sur les avis des officiers de maîtrise. Aussi s'est-on demandé à quels agens l'arrêté du 5 vendémiaire an 6 avait entendu confier cette attribution ; et le conseil-d'état a répondu à cette question, le 18 brumaire an 14, dans les termes suivans :

« Est d'avis que l'art. 1 du titre XIX de » l'ordonnance de 1669 attribue ce droit aux » grands-maîtres sur les avis des officiers des » maîtrises ; que les administrateurs-généraux » tiennent la place des grands-maîtres, et » qu'il leur appartient de déterminer, dans » chaque localité, d'après l'avis des conser- » vateurs, le temps et l'âge où les bois seront » défensables. »

Par suite de cette opinion, un décret du 16 frimaire an 14 a annullé un arrêté du préfet de la Sarthe, qui avait déterminé lui-même l'âge avant lequel les bois ne pourraient être déclarés défensables dans son département.

Une circulaire du 10 mars 1807, n° 351, a prescrit un mode uniforme de procéder en cette matière. Tous les ans les conservateurs font dresser, par les inspecteurs et sous-inspecteurs de leur arrondissement, un état divisé par colonnes, comprenant 1° l'inspection, l'arrondissement et la commune où le bois est situé ; 2° la désignation de l'état, des communes ou établissemens publics et des particuliers à qui les bois appartiennent ; 3° la contenance approximative des bois défensables ; 4° l'âge des taillis ; 5° les noms des usagers ; 6° les espèces et le nombre des bestiaux, tant en chevaux qu'en bêtes à cornes, qui pourront être mis en pâture ; 7° le temps que la pâture pourra durer, et 8° les motifs qui font considérer les bois comme défensables. Une 9e colonne est réservée pour les observations particulières.

Les conservateurs doivent transmettre cet état avec leur avis aux administrateurs-généraux qui le revêtent ensuite de leur approbation.

Cette transmission doit se faire dans les 3 premiers mois de l'année.

Aujourd'hui il n'y a plus en Belgique ni administrateurs-généraux des forêts, ni conservateurs, et la question se représente de savoir qui les remplace dans notre système actuel d'administration forestière : en d'autres termes à qui appartient maintenant le droit de déclarer les bois défensables. Selon nous, les fonctions d'administrateur-général des forêts ne peuvent être exercées aujourd'hui que par le ministre des finances. Il est vrai que les forêts se trouvent, comme faisant partie des domaines de l'État, dans les attributions de l'administrateur-général de l'enrégistrement et des domaines ; mais il résulte de l'arrêté organique du 18 mai 1831, que ce fonctionnaire ne peut signer des arrêtés déclaratifs de la défensabilité des bois.

Quant aux conservateurs, sur l'avis desquels les anciens administrateurs-généraux des forêts rendaient de semblables arrêtés, ils sont aujourd'hui remplacés par les directeurs de l'enrégistrement et des domaines dans les provinces (préambule de la circulaire du 19 mars 1831), et ce sont ceux-ci qui doivent donner leurs avis sur l'état de la défensabilité des bois ; mais comme leurs fonctions sont sédentaires, et que d'ailleurs ils sont étrangers par leurs connaissances à la partie technique des forêts, c'est à la proposition seule des inspecteurs forestiers qu'il faut recourir ; et là où il n'y a pas d'inspecteurs, à celle des agens qui les remplacent.

Quoiqu'il en soit, c'est aux inspecteurs à prendre l'initiative, parce qu'étant sur les lieux, ils savent d'avance, par leurs visites périodiques, quelles parties de bois deviennent défensables d'année en année ; ils en dressent l'état, conformément à la circulaire ci-dessus citée du 10 mars 1807 ; ils l'envoyent aux directeurs de l'enrégistrement et des domaines, et ceux-ci transmettent ces états avec leur avis ou leurs observations à l'administrateur-général qui soumet l'affaire au ministre des finances.

L'arrêté qui déclare un bois défensable doit désigner clairement et exactement avec leurs limites, les parties de ce bois où l'introduction des bestiaux est permise ; déterminer même s'il y a lieu, les chemins par lesquels l'introduction doit s'effectuer, et défendre de pâturer en d'autres lieux, ainsi que d'employer d'autres chemins, sous les peines portées par la loi.

Aux termes de l'art. 4 du titre XIX de l'ordonnance de 1669, cette déclaration de défensabilité devait être publiée aux prônes des paroisses usagères. Aujourd'hui on emploie, dans chaque localité, les moyens de publication qui y sont usités pour les actes de l'au-

torité en général. Les administrations communales qui comprennent leurs devoirs, saisissent toujours cette occasion pour rappeler aux usagers les formalités et les obligations que la loi leur impose, ainsi que les peines dont elle punit les délinquans.

Toutefois, il n'est pas indispensable que la défense d'introduire les bestiaux dans les parties de bois non déclarées défensables, soit publiée, pour que cette introduction soit considérée et punie comme un délit. (Arrêt de cassation du 3 décembre 1819.) Voyez USAGE.

III. *Doctrine et jurisprudence.*

1. La seule introduction de bestiaux dans les bois de l'État, des communes, des établissemens publics et des particuliers, avant qu'ils soient déclarés défensables, suffit pour constituer un délit; et il n'est pas besoin que le procès-verbal dressé à charge des contrevenans, constate qu'il en est résulté des dommages. La cour de cassation a maintefois jugé ce point de doctrine, et notamment par ses arrêts des 26 pluviôse an 10; 21 vendémiaire, 28 brumaire et 1er thermidor an 12; 24 ventôse et 26 floréal an 13; 17 et 30 octobre, 21 et 26 décembre 1806.

Les tribunaux ne peuvent prendre en considération l'âge des bois, ni s'appuyer sur ce que le procès-verbal ne dit pas que le bois n'était pas défensable. (Arrêt de cassation du 30 mai 1818.)

Toutefois, s'il était reconnu que les bestiaux n'ont fait que passer par un chemin désigné à cet effet par les agens forestiers, cette introduction ne constituerait pas un délit. (Arrêt de cassation du 7 janvier 1820.)

Il n'est pas nécessaire de mentionner dans le procès-verbal, que le bois où le délit a eu lieu, n'est pas déclaré défensable. C'est aux prévenus à justifier de la déclaration; faute de quoi, la condamnation doit être prononcée. (Arrêts de la cour de cassation de France, en date des 30 mai 1818, et 3 décembre 1819.)

Cette cour a même jugé, le 15 mars 1811, que ce serait violer l'art. 1 du décret impérial du 17 nivôse an 13, que d'imposer à l'administration forestière, l'obligation de prouver qu'un bois est ou n'est pas défensable.

2. Les édits, arrêts du conseil, réglemens ou autres actes de l'autorité publique qui auraient, antérieurement à l'arrêté du 5 vendémiaire an 6, fixé l'âge auquel un bois est défensable, ne sont plus obligatoires depuis la publication de cet arrêté. (Arrêt de la cour de cassation, en date du 1er avril 1808.)

3. Il en est de même de l'usage qui se serait établi d'après les anciennes coutumes du pays, ou qui serait fondé sur un titre de concession. On ne pourrait invoquer, ni cet usage, ni ce titre, contre le droit exclusivement attribué aux agens forestiers, de déclarer les bois défensables, conformément aux art. 4 et 5 de l'arrêté du 5 vendémiaire an 6. (Arrêt de la cour de cassation, en date du 7 juillet 1810.)

4. La défense de faire paître les bestiaux dans les bois déclarés non défensables, s'étend aux parties non boisées, comme aux parties boisées d'une forêt. On sent en effet que les animaux peuvent faire un tort considérable dans les parties actuellement non boisées, en foulant le sol, en dévorant les brins, en mangeant les graines destinées au repeuplement, etc. C'est même par ces motifs qu'il n'était permis autrefois d'introduire les bestiaux dans les bois incendiés, que 4, 5 et même 10 ans après l'incendie. (Arrêts de la cour de cassation de France, en date des 13 décembre 1811, 26 avril 1816 et 21 septembre 1820.)

La déclaration préalable de défensabilité, est nécessaire pour que le pâturage soit permis aux usagers, quels que soient l'essence et le mode d'exploitation des bois, même quand il s'agirait d'une forêt de sapins qui s'exploite en jardinant. (Arrêts de la cour de cassation de France, des 20 février 1815 et 7 mai 1819.)

5. Plusieurs questions relatives à la défensabilité des bois, ayant été soumises au conseil d'Etat, elles ont été résolues de la manière suivante, par un avis du 18 brumaire an 14 :

1re Question. « Quelle peine encourent les usagers qui introduisent des bestiaux dans les bois déclarés non défensables? »

Réponse. « Les bestiaux dont il s'agit, ne peuvent point être des chévres, brebis et moutons, dont l'introduction est défendue en tout temps dans les bois et forêts de la couronne et de l'Etat, par l'art. 13 du titre XIX de l'ordonnance de 1669 ;

» Quant à l'introduction des autres bestiaux dans les bois, avant qu'ils soient déclarés défensables, l'art. 10 du titre XXXII de la même ordonnance y a pourvu : il prononce la confiscation des bestiaux trouvés en délit, et dans les cas où ils ne pourraient être saisis, des amendes qui ont été modérées par des réglemens particuliers auxquels on doit se conformer dans chaque localité.

» Le délit résulte de la seule introduction dans les bois, avant qu'ils soient défensables, et la peine est indépendante de la réparation des dommages causés. »

L'art. 10 du titre XXXII, de l'ordonnance de 1669, porte :

« Les bestiaux trouvés en délit ou hors des lieux, des routes et chemins désignés, seront parcillement confisqués; et où les bêtes ne pourraient être saisies, les propriétaires seront condamnés en l'amende qui sera de vingt livres pour chacun cheval, bœuf ou vache; cent sous pour chaque veau; et trois livres pour mouton et brebis; le double pour la seconde fois; et pour la troisième, le quadruple de l'amende, bannissement des forêts contre les pâtres et autres gardes et conducteurs; desquels en tous cas les maîtres, pères, chefs de famille, propriétaires, fermiers et locataires de maisons y résidans, demeureront civilement responsables. »

Les réglemens particuliers auxquels le conseil fait allusion dans son avis, ne sont applicables qu'à des forêts situées en France. En Belgique on applique toujours les peines prononcées par les dispositions de l'ordonnance que nous venons de rapporter.

2e Question. « Deux propriétaires, qui ont un droit réciproque de parcours sur leurs bois, peuvent-ils y introduire des bestiaux, avant que les bois où ils exercent le parcours, aient été déclarés défensables? »

Réponse. « Cette introduction blesserait directement les droits du propriétaire qui a soumis ses bois au parcours, quand ils ne peuvent en être dégradés, et non pas avant qu'ils soient en état de le souffrir; cette introduction est donc interdite, et elle est susceptible des peines portées par l'article 38, du titre II de la loi du 6 octobre 1791 sur la police rurale.

» Mais la répression de cette contravention n'appartient point, par action principale, à l'administration des forêts. »

L'art. 38, du titre II, de la loi rurale de 1791, porte :

« Les dégâts faits dans les bois des particuliers ou des communautés, par des bestiaux ou troupeaux, seront punis de la manière suivante :

» Il sera payé d'amende, pour une bête à laine, une livre; pour un cochon, une livre; pour une chèvre, deux livres; pour un cheval ou autre bête de somme, deux livres; pour un bœuf, une vache ou un veau, trois livres.

» Si les bois taillis sont dans les six premières années de leur croissance, l'amende sera double.

» Si les dégâts sont commis en présence du pâtre et dans les bois taillis de moins de six années, l'amende sera triple.

» S'il y a récidive dans l'année, l'amende sera double; et s'il y a réunion des deux circonstances précédentes, ou récidive avec une des deux circonstances, l'amende sera quadruple.

» Le dédommagement dû au propriétaire sera estimé de gré-à-gré, ou à dire d'experts. »

3e Question. « Un particulier peut-il être empêché d'introduire ses bestiaux dans ses propres bois, avant qu'ils soient défensables? »

Réponse. « Sans doute on doit empêcher qu'un usager n'exerce son droit en un temps où son usage détruirait sa propriété; c'est le motif de la réponse à la question précédente. Mais le propriétaire, qui introduit des bestiaux dans son propre bois, n'exerce ni un usage, ni une servitude; il use de sa chose. La propriété consiste dans le droit d'user et d'abuser, sauf les intérêts des tiers. Ce droit doit être respecté, à moins qu'il n'en résulte de graves abus. »

« Quelque soit l'intérêt de l'Etat à la con-

servation des bois, on peut s'en remettre à celui des particuliers, de ne pas dégrader les bois qui leur appartiennent. »

Voyez Bois de particuliers, Sections II, et V.

6. De ce que le droit de déclarer les bois défensables est exclusivement réservé aux agens forestiers, il s'ensuit que toute autorisation, donnée par une autorité administrative non compétente, de faire paître les bestiaux dans un bois non déclaré défensable, est nulle : les tribunaux ne peuvent se dispenser de prononcer la condamnation des délinquans, sous le prétexte que l'existence d'une pareille autorisation donnait à leur conduite un caractère de bonne foi. (Arrêts de la cour de cassation de France des 23 juin 1820 et 24 mai 1821.)

7. Nous avons vu que dans les états de bois défensables à fournir annuellement par les inspecteurs, une colonne est destinée au nombre de bestiaux qui peuvent être mis en pâture. Il est à remarquer, à ce sujet, que l'administration n'a pas le droit de fixer ce nombre, contrairement au titre ou à la possession constante des usagers. Une décision ministérielle du 5 novembre 1823, a reconnu ce point de doctrine en France ; et il en serait de même en Belgique, si la question s'y présentait. Voyez Paturage.

Bois *de délit*.

On appelle ainsi les arbres et bois qui ont été abattus, coupés, rompus, maltraités ou enlevés contrairement aux lois forestières.

Cette expression est générale : elle embrasse tous les bois qui ont été l'objet d'un délit ; elle s'applique même, dit Jousse, dans son *Commentaire* sur l'ordonnance de 1669, aux arbres qui, ayant été déshonorés, ne sont plus bons qu'à être abattus. Cependant, il ne faut pas conclure de cette généralité qu'un vol de bois coupés et façonnés dans les forêts ou ailleurs, doive être considéré comme un simple *délit*. Il était réputé tel sous l'empire de la loi du 25 frimaire an 8; mais le code pénal de 1810 a dérogé à cette loi, en punissant de la réclusion les vols de bois dans les ventes. (Art. 388). Voyez Délits forestiers.

§ 1. *De la recherche des bois de délits.*

Aux termes de l'ordonnance de 1669, les gardes-marteaux étaient tenus de rapporter procès-verbal de tous les bois de délit qu'ils trouvaient dans les forêts et ailleurs, et de les marquer d'un marteau particulier. Leurs procès-verbaux devaient désigner tous les arbres ainsi marqués, leur grosseur, leur qualité et leur essence, et être remis dans les trois jours au greffe de la maîtrise dans le ressort de laquelle le délit avait été commis. (Tit. VII, art. 3.)

La même ordonnance enjoignait en outre aux officiers des maîtrises d'empêcher la vente des bois de délits dans les villes fermées, qui ne seraient pas à plus de deux lieues des forêts royales, et permettait à cette fin, tant aux officiers qu'aux gardes assistés du juge ordinaire, du procureur du roi, ou du procureur d'office, de visiter les maisons de leur ressort, où ils soupçonneraient l'existence ou le recel des bois coupés ou enlevés en délit. (Titre XXVII, art. 24.)

La nouvelle législation contient des dispositions analogues.

Le titre IV de la loi du 29 septembre 1791, publié en Belgique le 7 pluviôse an 5, porte :

« Art. 3. Ils (les gardes forestiers) dresseront jour par jour des procès-verbaux de tous les délits qu'ils reconnaîtront.

» Art. 4. Ils spécifieront, dans leurs procès-verbaux....., l'essence et la grosseur des bois coupés, les instrumens, voitures, attelages employés, etc.....

» Art. 5. Ils saisiront les bois de délit dans les lieux où ils auront été transportés, et les mettront en séquestre ; mais ils ne pourront s'introduire dans les ateliers, bâtimens et cours adjacentes qu'en présence d'un officier municipal ou par autorité de justice.

» Art. 6 Ils séquestreront dans le cas fixé par la loi..... les instrumens, voitures, et attelages des délinquans.

» Art. 11. Ils feront parvenir leurs procès-verbaux, dûment affirmés, à leurs inspecteurs au plus tard dans la huitaine de leur date, etc.»

D'après une instruction du 10 ventôse an 11, les gardes forestiers doivent aussi avoir un

marteau particulier pour la marque des bois de délit.

Toutes ces dispositions sont demeurées obligatoires en Belgique après la retraite des armées françaises. L'arrêté du 14 mars 1814 les a même expressément confirmés.

Depuis la révolution de 1830, elles ont été rappelées, pour la plupart, dans une circulaire du ministre des finances, en date du 19 mars 1831 qui porte :

« Art. 30. Les gardes forestiers seront tenus d'avoir, à leurs frais, chacun un marteau particulier, dont ils se serviront pour marquer les bois de délit, de chablis et autres dont ils doivent constater la reconnaissance. Ce marteau aura la forme triangulaire, et portera pour empreinte les lettres G. F.

» Art. 36. Dans les procès-verbaux de délit forestier, on doit désigner bien exactement l'essence, la nature, la grosseur par aune, palme et pouce des Pays-Bas, l'état, la qualité, la quantité, l'âge des bois coupés, enlevés, ébroupés, ébranchés et déshonorés ; les voitures, attelages et autres moyens de transport, la quantité de charges d'hommes, de bêtes de somme ou de voitures, etc.

» Art. 40..... Ils feront mention sur le même registre des chablis et des bois de délit qu'ils auront reconnus dans l'étendue de leurs triages, et en feront rapport sans délai à leur chef immédiat.

» Art. 41. Lorsqu'il est nécessaire, pour la recherche des arbres ou autres objets enlevés dans les bois, d'en faire la perquisition dans les bâtimens, maisons, ateliers et cours adjacentes, le garde doit requérir le commissaire de police ou, à son défaut, le bourgmestre ou l'un de ses suppléans, de l'accompagner ; et l'officier public, qui a assisté à la visite, doit signer le procès-verbal, avant l'affirmation : en cas de refus, le garde en fera mention. Aucune investigation de l'espèce ne doit avoir lieu sans que l'employé ne soit accompagné de l'un des fonctionnaires publics dénommés ci-dessus.

» Art. 43. Lorsqu'un garde forestier ou de pêche aura saisi des bestiaux, instrumens, voitures et attelages ou engins pour la pêche, il les mettra en fourrière ou séquestre dans le lieu de la résidence du juge-de-paix ou du bourgmestre du lieu où le délit a été commis, et aussitôt après l'affirmation de son procès-verbal, il en remettra une copie au juge-de-paix du canton, pour en être donné communication à ceux qui réclameront les objets saisis.

» Le garde en informera sur-le-champ son supérieur immédiat, pour aviser aux mesures ultérieures à prendre dans l'occurrence, etc. »

§ II. *De l'adjudication des bois de délit.*

D'après l'art. 10 du titre IV de l'ordonnance de 1669, les bois de délit dans les forêts de l'Etat doivent être vendus au profit du trésor. Cette vente s'effectue en même temps et de la même manière que celle des bois chablis. Cependant il importe quelquefois de conserver les arbres de délit comme pièces de conviction dans les poursuites dirigées contre les délinquans. Mais cette précaution est presque toujours inutile, quand le délit est constaté par un procès-verbal régulier et bien circonstancié. (Art. 16 du tit. VI de la loi du 29 septembre 1791 ; art. 17 de la circulaire du 19 mars 1831.)

Quant aux bois de délit appartenant à des communes ou établissemens publics, l'adjudication ou la disposition en est aussi soumise aux mêmes règles que celles des Bois CHABLIS. Voyez ce mot.

Les particuliers disposent, comme ils l'entendent, des bois de délit qui leur appartiennent.

§ III. *Doctrine et jurisprudence.*

1. L'enlèvement des bois de délit est considéré comme la coupe de ces bois, lorsqu'aucune circonstance ne démontre le contraire, et l'auteur de cet enlèvement doit en conséquence être puni de l'amende prononcée par l'art. 1, du titre XXXII de l'ordonnance de 1669, et non de celle que prononce l'art. 3 du même titre. C'est ce que la cour de cassation a jugé par arrêt du 21 avril 1808.

2. Un particulier convaincu d'avoir enlevé ou coupé des arbres ou branchages dans un bois, sans y avoir aucun droit, est passible de la peine attachée à ce délit, bien qu'on

ignore à qui appartient le canton de bois dans lequel l'abattage ou l'enlèvement a été fait. (Arrêt de la cour de cassation du 11 juillet 1809.)

3. La confiscation des chevaux et charrettes qui ont servi à commettre le délit, doit toujours être prononcée, quand le délit est constant. Peu importe que le procès-verbal fasse mention de ces objets comme ayant servi à le commettre; il suffit que la preuve de cette circonstance ait été faite à l'audience, ou que les gardes l'aient consigné dans leur procès-verbal comme avouée par les délinquans. (Arrêt de cassation du 25 octobre 1811.)

4. Il suffit que le garde ait constaté le délit en forêt, et ait reconnu l'identité en comparant l'échantillon pris sur le tronc, avec les pièces trouvées au domicile du prévenu, pour que son procès-verbal fasse foi, jusqu'à inscription de faux, de l'identité reconnue. (*Idem* du 29 février 1812.)

5. La personne chez laquelle on trouve une partie des arbres coupés en délit, et qui ne veut pas déclarer ses complices, est responsable des peines encourues pour le tout. (*Idem* du 23 octobre 1812.)

6. Lorsque des gardes ont constaté une coupe de bois en délit, et que dans leurs recherches ils ont trouvé au domicile d'un particulier des morceaux de bois de même essence et de pareille grosseur que ceux qui ont été enlevés de la forêt, le prévenu n'a que la voie d'inscription du faux pour attaquer leur procès-verbal : il ne peut demander, par exemple, que les bois trouvés chez lui soient confrontés avec les souches des arbres coupés en délit, et le juge violerait la foi due au procès-verbal, en lui accordant une pareille conclusion. (*Idem* des 25 octob. 1811 et 19 mars 1813.)

Bois *de haute futaie.*

On entend par *haute futaie* un bois composé d'arbres qu'on a laissés parvenir à toute leur hauteur. C'est communément aux bois âgés de plus de cent ans que l'on donne ce nom.

Il ne faut pas confondre les bois de haute futaie avec les baliveaux ou futaies sur taillis, quoique les uns et les autres soient soumis aux-mêmes lois.

Bois *de la banque.*

C'est le nom sous lequel on a coutume de désigner les bois qui ont été cédés par le Roi des Pays-Bas à la *Société générale pour favoriser l'industrie et le commerce.*

Ces bois sont considérés et régis comme bois de particuliers.

Bois *de la légion d'honneur.*

On avait affecté des bois à la dotation de la légion d'honneur; et un décret du 28 ventose an 12 avait ordonné que ces bois fussent administrés par les agens forestiers de la même manière que ceux des usufruitiers et des communes (circulaire du 27 germinal an 12), mais ils ont été ensuite réunis à ceux de l'Etat.

Bois *de l'ordre de Malte.*

Ces bois, comme tous ceux qui appartenaient à des ordres religieux, avaient été soumis au régime forestier par l'article 5 du titre I de la loi du 29 septembre 1791; mais les lois postérieures, relatives aux communautés religieuses, les ont réunis au domaine de l'Etat.

Bois *de marine.*

§ 1. *Considérations générales.*

1. Dès les temps les plus reculés, on a senti le besoin de procurer à la marine les bois propres à ses constructions. Des monumens de législation très-anciens attestent ce privilége, surtout dans les états qui, comme la France, fondaient sur la marine une partie de leur force militaire ou de leur prospérité commerciale. Il n'en était pas de même en Belgique : état d'un ordre inférieur, et toujours subordonné à quelque puissance étrangère, la Belgique n'a jamais eu d'importance

maritime, et dès-lors aucun besoin de ce genre n'a pu s'y faire sentir. Aussi l'ancienne législation de nos provinces est-elle muette sur l'objet qui nous occupe ; mais après notre réunion à la France, les lois qui, dans ce dernier pays, régissaient la matière, nous sont devenues communes, et depuis cette époque elles sont demeurées obligatoires.

Il est vrai qu'après la formation du royaume des Pays-Bas, elles ont reçu peu d'exécution, parce que la liberté commerciale facilitait l'approvisionnement de nos arsenaux en bois étrangers, et que dans notre pays il en coûtait moins à notre marine de s'approvisionner par le commerce que par le privilége légal dont elle jouit en France ; mais les lois dont nous venons de parler n'en sont pas moins restées en vigueur, puisqu'elles n'ont pas été abolies.

2. Le privilége de la marine consiste dans le droit de marquer et de prendre pour son service, aux conditions dont il sera parlé ci-après, les arbres que ses agens reconnaissent propres aux constructions navales, soit dans les bois de l'Etat, soit dans ceux des communes ou des établissemens publics. Autrefois il s'étendait même aux bois des particuliers.

Ce privilége qui, d'après les anciennes lois, se bornaient à un simple droit de préemption, c'est-à-dire à une préférence pour l'achat des arbres, s'est bien accru depuis 1801, d'abord par une simple clause du cahier des charges de l'an 10, et ensuite par un arrêté du 28 brumaire an 11, qui ont fixé un prix uniforme auquel les bois de marine doivent être livrés aux fournisseurs. Cette extension porte atteinte au droit de propriété. Cependant une nouvelle ordonnance du 28 août 1816 et un réglement qui porte la même date, ont maintenu cette uniformité de prix en France, et M. Baudrillard, dans son *Dictionnaire des eaux et forêts* fait à ce sujet les observations suivantes.

« En établissant ainsi un prix uniforme et au-dessous du commerce, n'était-ce pas ouvrir la porte aux abus, mettre l'intérêt privé en opposition avec l'intérêt public, exciter la multiplicité des rebuts au profit des adjudicataires ; en un mot, n'était-ce pas exposer la marine à obtenir beaucoup moins de bois que si elle l'avait payé sa valeur? Malheureusement toutes ces questions sont aujourd'hui résolues par des faits positifs et si généralement connus, qu'on ne peut trop se hâter de revenir aux dispositions de l'ordonnance de 1669 et du réglement du 21 septembre 1700, qui veulent que les bois fournis à la marine, même dans les forêts royales, soient vendus suivant leur valeur réelle. »

On est revenu en effet à ces dispositions dans le code forestier, dont la France a été dotée en 1827.

3. Le privilége de la marine ne s'exerce que dans les coupes ordinaires et extraordinaires des bois et des arbres épars que l'on est dans l'intention d'abattre : on ne peut faire tout exprès des coupes pour les besoins des constructions navales, ni dans les forêts de l'Etat ni dans les bois communaux ou autres ; sauf le cas où une loi spéciale en ordonnerait autrement.

4. Bien que la législation sur les bois de marine ne s'exécute guère dans notre pays, nous croyons cependant nécessaire de l'exposer ici pour deux raisons : d'abord par ce qu'elle a été positivement confirmée par un arrêté du 14 mars 1814; et ensuite parce que, toute négligée qu'en soit actuellement l'exécution, il peut toujours survenir des circonstances qui obligent le gouvernement à la rendre rigoureuse. Tel serait le cas où l'on formerait en Belgique une marine nationale ou celui d'une guerre qui viendrait entraver les approvisionnemens de bois étranger. C'est probablement cette dernière raison qui a déterminé le gouvernement des Pays-Bas à confirmer, en 1814, la législation française.

§ II. *Législation.*

Pour saisir l'esprit de la législation actuellement en vigueur sur les bois de la marine, il est nécessaire de remonter à son origine.

1. L'art. 1 du titre XXI de l'ordonnance de 1669 disposait :

« Ne sera fait aucune vente extraordinaire par arpent, ni par pieds d'arbres pour con-

struction et réparation de nos maisons royales, ou bâtimens de mer; mais pourra le grand-maître charger l'adjudicataire des ventes ordinaires de nos forêts de fournir le bois nécessaire pour ces ouvrages, en lui payant le prix, suivant l'estimation qui en sera faite par l'advis de gens à ce connaissant sur le devis des entrepreneurs et architectes, et conformément à l'état arrêté par le surintendant de nos bâtimens ou par le contrôleur-général de nos finances, expédié en bonne et due forme; lequel état sera inséré dans le cahier des charges et mis au greffe de la maîtrise.»

Cet article a été publié en Belgique par arrêté du 7 pluviose an 5.

L'article 2 du même titre disposait:

« Si toutefois on avait besoin d'aucunes pièces de telle grosseur et longueur et qu'elles ne se pussent trouver dans les ventes ordinaires, en ce cas le grand maistre, sur les états qui en seront arrêtés en notre conseil, et lettres-patentes duement vérifiées, en pourra marquer et faire abattre dans nos forêts ès lieux moins dommageables; et s'il ne s'y en trouvait pas, les fera choisir et prendre dans les bois de nos sujets tant ecclésiastiques qu'autres, sans distinction et qualité; à la charge de payer la juste valeur qui sera estimée par les experts, dont notre procureur à la maîtrise et les parties conviendront par devant le grand-maître, lequel, au défaut ou refus, en nommera d'office. »

Cette disposition, qui étendait subsidiairement le privilége de la marine aux bois des communes, des établissemens publics et des particuliers, est demeurée sans publication dans notre pays.

Les autres articles du titre XXI de l'ordonnance, et plusieurs arrêts du conseil en date des 21 septembre 1700, 23 juillet 1748, 1er mars 1757 et 16 décembre 1786, complétaient l'ancienne législation sur cette matière.

Nous n'en reproduisons pas ici le texte, parce qu'elles n'ont jamais été obligatoires en Belgique, et que d'ailleurs elles se retrouvent, à quelques modifications près, dans la législation nouvelle.

2. Dès les premiers temps de la révolution française, l'assemblée nationale confirma, en ces termes, le privilége de la marine:

« En ce qui concerne les approvisionnemens des arsenaux de la marine en bois de construction, l'assemblée décrète qu'avant l'ouverture des adjudications, les préposés de la marine seront admis, comme par le passé, à marquer dans les forêts nationales et à réclamer pour le service de l'État, les bois reconnus propres à la construction des vaisseaux de guerre, et ce, aux prix convenus de gré à gré ou à dire d'experts. »

On voit qu'il n'était question alors ni des bois des communes et établissemens publics, ni de ceux des particuliers. Peu de temps après la loi du 29 septembre 1791, qui réorganisa l'administration des forêts, déclara même que les bois des particuliers n'étaient plus soumis au régime forestier, et que les propriétaires étaient libres de les régir à leur gré.

Il semblait résulter de là que le privilége de la marine ne s'exercerait plus à l'avenir que dans les bois domaniaux. Mais les besoins extraordinaires que fit naître la situation politique de la France, forcèrent bientôt le gouvernement à le rétablir sur l'ancien pied, et et même à l'étendre : c'est ce que nous allons voir.

Un premier décret du 4 octobre 1793 autorisa le ministre de la marine à faire faire des visites dans les bois de tous les citoyens sans exception; à y faire marquer les bois qui seraient jugés propres au service de la marine, de quelqu'espèce qu'ils fussent, et à les faire exploiter dans les temps convenables, à mesure des besoins de la république. Ce décret semble, au premier abord, n'ordonner qu'une mesure extraordinaire, et par conséquent provisoire; mais telle ne fut pas l'intention du gouvernement, puisque le 7 pluviose an 5 ce même décret fut publié en Belgique.

Plus tard un arrêté du 9 vendémiaire an 11 disposa;

1° Que les agens forestiers et ceux de la marine feraient concurrement la recherche et la reconnaissance dans les bois nationaux, communaux et d'établissemens publics, des

arbres-chênes propres à fournir des courbes, sans préjudice des recherches des autres bois propres à la construction, conformément aux réglemens. (Art. 1.)

2° Qu'un état serait dressé en double, contenant le nom des bois et le lieu de leur destination, le nombre des arbres de courbes disponibles ou d'espérance qui se trouveraient dans les bois. (Art. 21.)

3° Que l'un de ces états serait adressé au ministre des finances, et l'autre à celui de la marine. (Art. 3.)

4° Que lors des ventes ordinaires, les arbres susceptibles d'être abattus, feraient partie des adjudications, à la charge par les adjudicataires de les livrer aux fournisseurs de la marine, et que ceux d'espérance seraient réservés. (Art. 4.)

5° Que tous les arbres marqués pour le service de la marine sur des propriétés particulières, ne pourraient être distraits de leur destination, sous les peines portées par les lois, et notamment par l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748, contre les contrevenans. (Art. 6.)

Les peines prononcées par cet arrêt, qui du reste n'a pas été publié en Belgique, sont une amende de 3000 livres et la confiscation des bois abattus ou enlevés.

6° Que les propriétaires traiteraient de gré à gré du prix de leurs bois avec les fournisseurs, et qu'en cas de difficulté, le prix serait réglé par experts, contradictoirement nommés par les parties intéressées ou départis par un tiers expert, si les deux premiers ne s'accordaient pas. (Art. 7.)

Cet arrêté accordait en outre une prime d'encouragement pour chaque stère de courbes qu'on livrerait. (Art. 5.)

A ces dispositions la loi du 9 floréal an 11 vint ajouter les suivantes:

« Art. 7. Le martelage pour le service de la marine aura lieu dans les bois des particuliers, taillis, futaies, avenues, lisières, parcs et sur les arbres épars.

» Art. 8. La coupe des arbres marqués sera soumise aux règles observées pour les bois nationaux.

» Le payement s'effectuera avant l'enlèvement, qui ne pourra être retardé que d'un an après la coupe; faute de quoi le propriétaire sera libre de disposer de ses bois.

» Art. 9. En conséquence des dispositions des articles précédens, tout propriétaire de futaie sera tenu, hors les cas d'urgente nécessité, de faire, six mois d'avance, devant le conservateur forestier de l'arrondissement, la déclaration des coupes qu'il a l'intention de faire et des lieux où sont situés les bois.

» Le conservateur préviendra le préfet maritime dans l'arrondissement duquel sa conservation est située, pour qu'il fasse procéder à la marque en la forme accoutumée. »

Un autre arrêté du 28 du même mois contient un réglement sur le service de la marine, et porte que les arbres dans les forêts domaniales seront payés à l'adjudicataire d'après le tarif inséré au cahier des charges; et pour les courbes, d'après l'arrêté du 29 vendémiaire an 11, et que ceux marqués dans les bois des communes et des particuliers, seront payés au prix qui sera réglé de gré à gré ou à dire d'experts.

La loi du 9 floréal an 11 n'ayant pas déterminé de peine contre les particuliers pour contravention aux règles qu'elle prescrit, on pouvait penser qu'elle avait implicitement maintenu les dispositions pénales des anciennes ordonnances; mais la cour de cassation en jugea autrement. C'est ce qui détermina le décret du 15 avril 1811, portant:

« Art. 1. Les dispositions de l'ordonnance de 1669 et de la loi du 9 floréal an 11, qui prescrivent aux propriétaires d'arbres futaies, épars ou en plein bois, de faire des déclarations de leur intention d'abattre lesdits arbres, seront exécutées sous les peines exprimées ci-après:

» Sont exceptés de l'obligation de la déclaration, les propriétaires des arbres situés dans les lieux clos et fermés de murs ou de hayes vives avec fossés, attenant aux habitations, et qui ne sont pas aménagés en coupe réglée.

» Art. 2. Les propriétaires ne sont assujettis à comprendre dans leur déclaration que les chênes de futaie et les ormes ayant treize décimètres de tour et au-dessus. Si les ormes sont plantés en avenues près les mai-

sons d'habitation, ils sont également exempts d'en faire la déclaration.

» Art. 3. Les contrevenans seront condamnés, pour la première fois, à l'amende à raison de 45 fr. par mètre de tour pour chaque arbre passible de la déclaration ci-dessus.

»En cas de récidive, l'amende sera doublée.

» Au moyen de la fixation ainsi faite des amendes, il n'y aura lieu de prononcer la restitution égale à l'amende ordonnée par l'art. 8 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669, et par l'art. 50 de l'édit de 1716. »

La même pénalité s'applique aux fournisseurs, agens et particuliers qui auraient détournés de leur destination les pièces marquées et reçues par la marine, ainsi qu'aux propriétaires qui, après avoir fait abattre, sous prétexte de nécessité urgente, des arbres qu'ils n'avaient point déclarés, leur donneraient une destination différente de celle qui justifiait cette prétendue nécessité. (Articles 12 et 15.)

Un décret du 25 avril 1812 a ordonné une coupe extraordinaire à faire en cinq ans dans les forêts domaniales, communales et d'établissemens publics, pour former un approvisionnement de 257,000 stères de bois de construction ; mais cette mesure, qui n'était qu'accidentelle, n'a pas reçu toute son exécution.

3. L'état de législation que nous venons d'exposer, a subsisté après la réunion de la Belgique à la Hollande, sauf les modifications suivantes:

L'arrêté du 14 mars 1814 dispose:

« Art. 15. Les lois et réglemens qui restreignaient les droits des propriétaires particuliers de bois, en les assujettissant à des déclarations de coupes d'arbres, sont abolis à dater de la publication du présent arrêté.»

Et l'art. 16 ajoute:

« Toutes les autres lois et tous les réglemens en vigueur avant la publication du présent, concernant l'administration des eaux et forêts, sont provisoirement confirmés, en tant qu'il n'y aura pas été dérogé par les dispositions précédentes. »

Il résulte de ces deux articles que les lois, décrets et arrêtés dont il a été question ci-dessus, continuent de s'appliquer aux bois de l'État, des communes et des établissemens publics : ceux des particuliers en sont seuls exceptés.

Plus tard, les arrêtés des 10 mai 1815 et 27 mai 1819 ont bien enlevé à la surveillance de l'administration forestière les boqueteaux et les arbres épars, appartenant aux communes et établissemens publics ; mais ces nouvelles dispositions ne changent rien au privilége de la marine qui, selon nous, subsiste toujours.

Toutefois, nous devons le répéter ici, dans la pratique, les lois et réglemens qui conservent ce privilége, sont demeurés sans exécution depuis long-temps. On trouve même dans les réglemens, émanés des états députés pour l'exploitation des coupes de bois communaux, une disposition qui autorise les adjudicataires à donner aux bois de leurs ventes telle destination qui leur paraîtra la plus avantageuse. (Réglement des états de Liége, en date du 9 novembre 1831, art. 49.)

Il en est de même relativement aux forêts de l'Etat. Tous les ans on insère dans le cahier des charges, pour l'adjudication des coupes ordinaires, une foule de clauses tendantes à ce que les fournisseurs de la marine puissent, le cas échéant, obtenir des adjudicataires les bois qu'ils auraient à livrer au gouvernement; mais ces clauses demeurent toujours sans résultat, parce que les besoins de la marine ne réclament aucun approvisionnement en Belgique, et que d'ailleurs la liberté du commerce y pourvoit suffisamment.

Quoiqu'il en soit, ces clauses font l'objet des art. 60 à 71 du cahier des charges, que nous avons publié dans l'article Bois de l'Etat.

§ III. *Marche administrative.*

Ce que nous avons à dire sur cette matière, s'applique aux bois des communes et des établissemens publics comme aux bois de l'Etat.

Art. 1. *Recherche et martelage des bois de marine.*

1. La recherche des ressources que pour-

raient présenter les forêts domaniales pour l'approvisionnement des chantiers de la marine, a été ordonnée par les circulaires des 28 brumaire an 10, 8 vendémiaire et 14 nivôse an 11.

Une instruction du 20 messidor an 11 a fait connaître les moyens de distinguer les arbres propres aux constructions navales, soit relativement aux essences, âges et dimensions, soit relativement aux formes et qualités.

Enfin une circulaire du 2 pluviôse an 13 a de nouveau ordonné aux agens forestiers de faire, dans toutes les forêts, la recherche exacte des arbres qu'on pourrait employer à la construction des vaisseaux.

Mais ces recherches n'ont eu pour objet que de donner un aperçu des ressources sur lesquelles on pourrait compter pour l'approvisionnement des arsenaux; elles sont indépendantes des recherches particulières dont nous allons parler.

2. Aussitôt après la désignation et assiette des ventes dans les forêts royales, l'état des ventes est adressé par le conservateur (directeur de l'enrégistrement et des domaines) aux officiers du génie maritime. (Arrêté du 28 floréal an 11, art. 1.)

Les agens de la marine procèdent, sans délai, à la recherche et au martelage des arbres propres aux constructions navales, et toujours avant les adjudications. Cette opération se fait, autant que possible, simultanément avec celle des agens forestiers. (Article 2.)

Les agens de la marine qui n'ont pu terminer leurs opérations de martelage dans une province avant l'ouverture des ventes, en donnent avis avant le 23 septembre au conservateur, en lui indiquant l'époque à laquelle elles pourront être terminées. (Art. 3.)

Le conservateur fait régler, d'après cet avis, les jours de vente, sans néanmoins excéder les délais prescrits par la loi pour les adjudications. (*Ibid.*)

Le ministre de la marine distribue des contre-maîtres en nombre nécessaire pour faire le martelage. (Art. 4.)

Si dans le cours des exploitations, les agens de la marine reconnaissent des arbres propres aux constructions, et qui n'auraient pas été marqués, ils en opèrent le martelage. (Art. 5.)

Il est dressé procès-verbal détaillé de chaque martelage des bois de la marine. Deux expéditions en sont remises de suite à l'inspecteur forestier local, l'une pour rester en ses mains, et l'autre pour être adressée au conservateur. (Art. 6.)

Après ces préliminaires on procède à l'adjudication.

Art. 2. *Exploitation et transport des bois de marine.*

Les arbres martelés dans les coupes pour le service de la marine, sont abattus par les soins des adjudicataires, avant le 15 mars prochain, et restent sur le parterre, sans être ébranchés, jusqu'à la première visite qui en est faite par un agent de la marine. (Cahier des charges de 1834, art. 60.)

Cette première visite des arbres se fait du 15 mars au 15 avril, et a pour objet l'ébranchement, la découpe et l'équarrissage des arbres. Ceux qui dès-lors sont déjà reconnus vicieux, sont rebutés, et il en est donné main-levée aux adjudicataires pour en être disposé à leur gré.

L'équarrissage a lieu après cette première visite, et doit être entièrement terminé au 1er juin.

Si, pendant cette opération, un arbre présente un vice qui puisse le faire rejeter, lors de la recette, l'agent de la marine peut faire suspendre l'équarrissage, et l'arbre reste en cet état jusqu'à la seconde visite.

Cette seconde visite a lieu du 1er juin au 15 juillet, à l'effet de constater l'état des arbres équarris, de faire choix de ceux qui sont reconnus propres au service de la marine, et d'en déterminer le prix de la manière ci-après désignée.

L'agent de la marine dresse procès-verbal constatant le nombre et les dimensions des arbres acceptés, et en remet une copie certifiée à l'agent forestier local.

Quant aux arbres équarris non acceptés, ils sont frappés du marteau de rebut, et il en

est donné main-levée aux adjudicataires par un bulletin signé de l'agent de la marine et de l'employé forestier présent. (Art. 61.)

Les arbres sont ébranchés, découpés et équarris d'après les indications et sous la direction d'un agent de la marine. (Art. 62.)

Aussitôt que les arbres de bonne qualité ont été reconnus et reçus par les agens de la marine, le prix en est réglé de gré à gré entre eux, l'adjudicataire et l'agent forestier local. En cas de dissentiment, ils s'adjoignent un expert à nommer par eux, et s'ils ne s'entendent pas sur ce choix, l'expert est nommé par le juge de paix du canton de la situation du bois.

Les frais de cette expertise sont supportés en commun par la marine et l'adjudicataire, mais avancés en entier par celui-ci, auquel il sera tenu compte de la part à supporter par la marine, lors du payement du prix des bois.

Les frais d'abattage et d'équarrissage sont compris dans l'évaluation du prix des arbres.

L'acte ou le procès-verbal de cette évaluation est dressé et signé, en triple expédition, par les parties intervenantes.

L'une de ces expéditions est remise à la marine, et les deux autres restent entre les mains de l'adjudicataire. La réception ainsi faite des arbres est définitive. (Art. 63.)

Si au 15 juillet la reception ou l'expertise ne sont pas faites, les agens de la marine sont censés y avoir renoncé, et les adjudicataires peuvent en disposer librement comme des autres bois de leurs coupes, sans autre formalité. (Art. 63.)

Le prix déterminé, comme nous venons de le dire, les adjudicataires font transporter au lieu du dépôt indiqué à l'affiche et au procès-verbal d'adjudication, les arbres reçus par la marine. Ce transport doit être entièrement effectué le 1er septembre.

Les frais de transport sont payés en raison de l'aune cube, conformément au cubage établi au procès-verbal de réception, d'après le prix fixé pour chaque forêt, eu égard à la distance à parcourir et aux difficultés des chemins. Ce prix doit être annoncé dans les affiches et inséré au procès-verbal de vente. (Art. 64.)

Tout arbre qui, après l'époque du 1er septembre, se trouve encore sur le parterre de la coupe ou en tout autre endroit que celui du lieu de dépôt indiqué, doit être transporté en ce dernier lieu aux frais et risques des adjudicataires, par les soins et à la diligence des agens forestiers; et les frais de ce transport, réglés par le mémoire desdits agens, sont retenus aux adjudicataires sur le montant des payemens qui doivent leur être faits, quand même ces frais excéderaient le taux fixé par le procès-verbal d'adjudication. (Art. 70.)

Les adjudicataires sont responsables, jusqu'à l'arrivée au lieu du dépôt, de tous les arbres compris dans les procès-verbaux de réception, et il leur est défendu de les distraire de leur destination, ni de les employer à tout autre usage, sous peine de confiscation et d'une amende de 3,000 fr., conformément à l'art. 15 de l'arrêté du 28 floréal an 11, et de l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748. Cette responsabilité cesse du moment où ces arbres sont rendus au dépôt, et que les adjudicataires en ont obtenu décharge sur le bulletin dont il va être parlé. (Art. 71.)

Art. 3. *Reception, prix et mode de payement des bois de la marine.*

Les arbres, rendus au dépôt, sont reçus par l'entrepreneur ou l'agent de la marine sur un bulletin signé par l'employé forestier du lieu du départ, et énonçant les numéros et les dimensions des arbres tels qu'ils sont portés au procès-verbal de réception, dressé par l'agent de la marine, lors de la seconde visite, et dont une copie aura été remise à l'employé forestier.

Ce bulletin, vu et certifié par l'entrepreneur ou l'agent de la marine au lieu du dépôt, est remis à l'adjudicataire pour lui servir de pièce à l'appui de l'état qu'il doit fournir pour obtenir le payement de sa fourniture, lorsque le transport des arbres est entièrement effectué. (Cahier des charges de 1834, art. 65.)

Les adjudicataires joignent à leur demande de payement un état détaillé, contenant leurs nom, prénoms et domicile, la dénomi-

nation de la forêt, la commune, l'arrondissement et la province de la situation, la quantité et le prix des pièces livrées, le montant des frais de transport au taux déterminé pour chaque forêt; et, s'il y a lieu, la part des frais d'expertise à supporter par le département de la marine.

A l'appui de cet état, ils doivent joindre:

1° Une expédition du procès-verbal d'expertise ou du contrat passé avec l'agent de la marine pour le prix des arbres, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus;

2° Les bulletins de l'arrivée des bois au lieu du dépôt;

3° Une déclaration de l'inspecteur forestier local, énonçant le montant des frais de transport, fixés à raison de l'aune cube, pour chaque forêt;

4° La quittance du salaire payé à l'expert. (Art. 66.)

Cet état, dûment appuyé des pièces ci-dessus mentionnées, est adressé par l'adjudicataire au ministre de la marine. (Art. 67.)

Dans les deux mois de la production de leurs états, les adjudicataires sont payés du prix des arbres par eux fournis, et remboursés de leurs frais de transport, et, s'il y a lieu, de la portion de leur expertise à charge de la marine, sur une ordonnance du ministre des finances, au bureau du receveur des domaines du chef-lieu de l'arrondissement. (Article 68.)

§ IV. *Doctrine et jurisprudence.*

1. Nous avons vu qu'un arrêt du conseil en date du 23 juillet 1748, punit d'une amende de 3,000 fr. et de la confiscation pour la première fois, et de plus grandes peines pour la seconde, les administrateurs des communes et établissemens publics et les particuliers, propriétaires de bois, qui feraient abattre des arbres marqués pour le service de la marine.

Cet arrêt n'a pas été régulièrement publié en Belgique; mais d'une part on peut soutenir que l'art. 609 du code du 3 brumaire an 4 l'y a rendu obligatoire; et de l'autre, l'arrêté du 28 floréal an 11 l'a rendu applicable ici comme en France, à ceux qui détournent de leur destination les arbres marqués pour le service de la marine, non seulement dans les bois ci-dessus mentionnés, mais encore dans les forêts de l'État. Aussi les dispositions qu'il renferme, sont-elles rappelées comme exécutoires dans l'article 71 du cahier des charges.

A la vérité, il n'est point à notre connaissance qu'elles aient reçu aucune application dans notre pays depuis 1814; mais cela tient à ce que, depuis cette époque, le privilége de la marine a cessé de fait dans les bois de l'État, des communes et des établissemens publics, et de droit dans les bois appartenant à des particuliers.

Le décret du 15 avril 1811 a modifié les pénalités de l'arrêt de 1748, en ce qui concerne les bois des particuliers; mais par suite de l'arrêté du 14 mars 1814, il devient inutile de signaler ici ces modifications.

2. Après avoir fixé les amendes nouvelles qu'il prononce contre les contrevenans, l'art. 3 de l'arrêté du 15 avril 1811 ajoute:

« Au moyen de la fixation ainsi faite des amendes, il n'y aura lieu de prononcer la restitution égale à l'amende, ordonnée par l'article 8 du titre XXXII de l'ordonnance de 1669, et par l'art. 50 de l'édit de 1710. »

Il semble résulter de cette disposition que l'art. 8 de l'ordonnance continue d'être applicable dans le cas des amendes prononcées par l'arrêt du 23 juillet 1748, c'est-à-dire quand la contravention, au lieu d'être commise dans les bois des particuliers, l'a été dans ceux de l'État, des communes ou des établissemens publics. Mais ce serait une erreur. Il est de jurisprudence que l'art. 8 de l'ordonnance ne peut être invoqué que dans les contraventions contre lesquelles la loi prononce une amende quelconque au pied du tour. Or, dans celle qui nous occupe, l'arrêt de 1748 prononce une amende fixe de 3,000 fr. Il n'y a donc pas lieu à restitution.

3. Quoique le merrain soit un bois de marine, l'abattage en délit n'en doit être puni, conformément à l'arrêt de 1748, que dans le cas où il a été marqué pour le service de la marine. Dans les autres cas, il faut appliquer

l'art. 3 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669 qui prononce une amende de 80 livres pour chaque charretée de merrain.

4. Un arrêt de la cour de cassation du 27 novembre 1806 porte que le propriétaire d'un bois dans lequel il a été marqué des arbres pour la marine, ne peut en disposer qu'un an après qu'ils ont été abattus, et que cet abattage a été notifié aux agens de la marine. Le principal motif de cette décision est que ces agens ne peuvent savoir s'ils ont à se rendre sur les lieux de l'abattage qu'après due notification, et que, par conséquent, nul délai ne peut courir à leur égard, tant qu'ils ne sont pas régulièrement informés de l'abattage.

En Belgique, cette question ne peut se présenter que relativement aux bois de l'État, et elle est résolue de la manière la plus précise par l'art. 69 du cahier des charges, lequel permet aux adjudicataires de disposer librement des arbres de leurs ventes, si, au 15 juillet, la reception et l'expertise des arbres n'ont pas été faites par les agens de la marine.

5. Un avis du conseil-d'état du 18 septembre 1807 déclare que la permission donnée aux propriétaires de disposer, au bout de l'année, de leurs arbres marqués pour la marine, ne s'applique qu'aux arbres coupés et non enlevés.

6. Un arrêt de la cour de cassation du 8 novembre 1807 décide que le droit d'enrégistrement des procès-verbaux de délivrance extraordinaire à un entrepreneur de la marine, est dû par cet entrepreneur.

7. Un autre arrêt du 22 janvier 1808 porte que les arbres marqués pour la marine ne peuvent être détournés de leur destination, sous prétexte que la réserve n'en a pas été faite lors de l'adjudication.

Le 21 juillet 1809, la même cour a jugé que les officiers de la marine ne peuvent faire de martelage hors des coupes annuelles, et n'ont pas le droit de marquer, au profit des adjudicataires, des arbres en remplacement de ceux qui leur manquent.

Bois *de marronage*.

On appelle ainsi le bois que les usagers peuvent se faire délivrer pour la construction et la réparation de leur bâtimens. Voyez USAGES.

Bois *de merrain*.

On appelle particulièrement merrain, le bois de chêne et de châtaignier, refendu en menues planches, qu'on emploie à faire des tonneaux, futailles et barriques.

En France, la marine a le droit de marquer, dans les coupes destinées à être vendues, les arbres dont elle a besoin pour merrains. Mais ce privilége grève inutilement les ventes, puisque les arbres pour merrains n'étant que de faible dimension, peuvent se trouver facilement dans le commerce. Ce motif a déterminé le département de la marine a renoncer en 1824 à la fourniture d'arbres pour merrains. Voyez Bois DE MARINE.

Bois *de prinne ou de bourdaine*.

C'est le bois de bourdaine qui donne un charbon très léger et propre à la fabrication de la poudre. Voyez Bois DE BOURDAINE.

Bois *de sapin*.

On appelle en France *bois de sapin*, tous les bois de pins ou de sapins.

Quant aux forêts, on confond aussi celles qui sont peuplées de ces essences, soit seules, soit mélangées.

Aussi le décret du 30 thermidor an 13 qui permet d'exploiter en jardinant les bois de sapin et ceux où le hêtre est mélangé avec le sapin, s'applique-t-il également aux bois de pins. Voyez Bois RÉSINEUX.

Bois *des communes et établissemens publics étrangers, situés en Belgique*.

Les communes étrangères qui ont des bois, situés en Belgique, sont soumises à la législation belge dans tout ce qui concerne la propriété de ces bois, le mode de leur jouissance et la répression des délits qui s'y commettent. Mais c'est à titre de *particuliers* et non

comme corps politiques qu'elles y sont soumises. A ce dernier titre, le gouvernement belge n'a aucune autorité sur les communes étrangères, et dès-lors il ne peut les astreindre qu'aux lois et réglemens qui régissent les bois des particuliers. Il y a néanmoins entre les particuliers et les communes étrangères cette différence que celles-ci doivent être considérées comme des propriétaires en état de minorité, en sorte que, lorsqu'elles traitent de la jouissance ou de la propriété de leurs biens, elles ont à justifier qu'elles sont pourvues de l'autorisation requise à cet effet par les lois du pays d'où elles dépendent. Voyez Bois.

Ce que nous venons de dire des communes étrangères s'applique aux établissemens publics qui dépendent d'un pays étranger.

Bois *des ecclésiastiques et gens de main-morte.*

Avant la réunion de la Belgique à la France, le clergé possédait dans notre pays des bois considérables, dont l'administration était réglée de la même manière à peu près que celle des bois communaux.

L'ordonnance de 1669 contient un titre tout particulier aux biens des ecclésiastiques et des gens de main-morte; et les art. 11 du titre I, et 8 du titre XXII les soumettaient à la même juridiction que les bois royaux.

Un arrêté du 8 thermidor an 4 a ordonné que l'art. 4 du titre XXIV de l'ordonnance de 1669 sera exécuté selon sa forme et teneur.

Cet article défend aux ecclésiastiques et communautés religieuses de couper aucun arbre de futaie ou baliveau sur taillis, de toucher aux quarts mis en réserve, de rien entreprendre au-delà des coupes ordinaires et réglées, *sinon en vertu de lettres-patentes*, c'est-à-dire, sans une autorisation du pouvoir exécutif.

Ces bois, ainsi que les autres bois ecclésiastiques furent mis à la disposition de la nation par diverses lois, dont nous parlerons à l'article Clergé.

Les bois des ecclésiastiques ainsi réunis à ceux de l'État, ont été soumis au même régime et à la même administration. (Art. 1 du titre I de la loi du 29 septembre 1701.)

Depuis l'époque où le concordat de l'an 10 a réorganisé le culte en France, on est revenu en partie sur les lois qui avaient dépouillé le clergé de ses biens; mais les bois que possèdent aujourd'hui ou que peuvent acquérir les ecclésiastiques, ou les fabriques d'église, ne sont plus soumis au même régime qu'autrefois.

Ceux des fabriques sont administrés de la même manière que les bois appartenant aux communes et établissemens publics. (Arrêtés des 10 mai 1815, 1er mars 1816 et 27 mai 1819.)

Quant aux bois qui dépendent des églises paroissiales ou succursales, et que les curés ou desservans possèdent à ce titre, l'administration en est réglée de la même manière, par le décret du 6 novembre 1813, qui dispose:

« Les titulaires ayant des bois dans leur dotation, en jouiront conformément à l'art. 590 du code civil, si ce sont des bois taillis. Quant aux arbres futaies réunis en bois ou épars, ils devront se conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes. »

Il en est de même des bois appartenant à tous autres établissemens ecclésiastiques tels, que chapitres cathédraux ou collégiaux, séminaires, etc., qu'il faut comprendre sous la dénomination générale d'établissemens publics. Voyez Bois des communes et des Établissemens publics.

Enfin, les bois qui appartiennent à des ecclésiastiques en nom personnel, sont régis comme les bois des particuliers. Voyez Bois des particuliers.

Bois *des maisons d'éducation.*

Les bois qui appartiennent à des maisons d'éducation, sont soumis au même régime que ceux des établissemens publics.

Il est inutile d'observer qu'il s'agit ici non de maisons particulières d'éducation, mais d'institutions publiques, placées comme telles, sous le contrôle du gouvernement.

Bois *des majorats.*

Ce sont les bois qui faisaient partie des majorats dotés par le souverain, et qui pouvaient

faire retour à la couronne, et ceux qui provenaient de particuliers à qui le roi avait accordé des titres.

L'administration forestière devait veiller à ce que les titulaires de majorat jouissent en bons pères de famille, et sans dégrader : mais s'il était commis des dégradations ou anticipations de coupe, elle devait se borner à les constater, et à en informer le procureur-général du conseil du sceau des titres. (Arrêt du conseil-d'état du 8 juillet 1809, et circulaire du 11 septembre suivant.)

Aujourd'hui, il n'existe plus de majorats en Belgique.

Bois *d'œuvres*.

Ce sont les bois destinés aux constructions et à la fabrication de divers ouvrages. On les sépare des bois de chauffage, et on les distribue en plusieurs lots, suivant les usages auxquels ils sont propres, savoir : la charpente, la fente, la raclerie, etc.

On appelait *œuvres* autrefois les constructions navales et civiles ; c'est delà qu'est venue la dénomination de bois-d'œuvres, qu'on trouve dans les anciennes ordonnances, pour désigner les bois propres aux constructions de toute espèce. Aujourd'hui, on appelle ainsi tout ce qui n'est pas bois de chauffage.

L'article 52, du cahier des charges, que nous avons publié dans l'article Bois des communes et des établissemens publics, veut que tous les bois d'œuvres soient coupés à la cognée.

Bois *d'ouvrage*.

C'est celui qu'on travaille dans les forêts mêmes, pour en faire différens ouvrages, tels que sabots, sebilles, saunières, arçons de selle et de bât, attelles de colliers, etc.

Bois *du Roi*.

On appelle ainsi, dans les anciennes ordonnances, tous les bois qu'on nomme aujourd'hui *bois de l'État* ou *bois domaniaux*. Voyez Bois de l'État.

Bois *échoupés*.

On nomme échoupés les arbres dont on a coupé la cime ou les branches.

L'art. 2, du titre XXXII, de l'ordonnance de 1669, porte :

« Ceux qui auront échoupé, ébranché et déshonoré des arbres, payeront la même amende, au pied le tour, que s'ils les avaient abattus par le pied. Voyez Délits forestiers.

Bois *encroué, encorné ou encroûté*.

On donne ce nom à l'arbre qui a été renversé sur un autre, et qui demeure embarrassé dans les branches de ce dernier. Il est expressément enjoint aux adjudicataires de veiller à ce que les arbres soient abattus de manière à tomber dans les ventes, sans endommager ceux qui n'en font pas partie, à peine de tous dépens, dommages et intérêts. Et s'il arrive que quelqu'un de leurs arbres demeure *encroué*, ils ne peuvent faire abattre l'arbre auquel il est accroché, sans la permission des agens forestiers, lesquels ne peuvent la leur accorder sans avoir pourvu préalablement à l'indemnité. (Art. 3, du titre XV, de l'ordonnance de 1669.) Cette indemnité ne peut être moindre de 30 francs, pour l'arbre moderne, et de 60 francs, pour l'arbre ancien.

Si l'arbre encroué ou endommagé était resté *en étant*, c'est-à-dire sur pied, et pouvait encore profiter, l'inspecteur ou le sous-inspecteur en règle le dommage.

L'adjudicataire, son facteur ou garde-vente en signe le procès-verbal, lequel doit être remis au receveur des domaines, pour opérer le recouvrement de l'indemnité.

Ces dispositions doivent faire l'objet d'autant de clauses particulières du cahier des charges. Elles forment l'article 34 de celui que nous avons reproduit dans l'article Bois de l'État.

Bois *en défends*.

Ce sont ceux dont l'entrée est interdite aux bestiaux.

Les bois sont toujours en *défends* tant qu'ils n'ont pas été expressément déclarés

défensables. Le droit d'usage seul ne suffit plus pour autoriser les usagers à introduire leurs bestiaux dans les forêts. Il faut en outre un acte de l'administration forestière qui en déclare la défensabilité : et lorsque cet acte existe, ils ne peuvent faire passer en pacage leurs animaux que dans les endroits qu'il désigne. (Arrêté du 5 vendémiaire an 6; décret du 17 nivôse an 13.)

Quant aux bois appartenant à des particuliers, le consentement du propriétaire peut remplacer la déclaration de défensabilité. Voyez Bois défensables.

On appelle aussi *défends* ou *réserve*, une portion déterminée de bois, que l'on destine à croître en futaie.

L'art. 13, du titre XXV de l'ordonnance de 1669, veut que les bois *abroutis* soient *récépés* aux frais des communautés, et tenus en défends comme tous les autres taillis, jusqu'à ce que le rejet soit au moins de 6 ans. Avant l'arrêté du 5 vendémiaire an 6, il résultait de là qu'à 6 ans ces bois étaient ouverts au pâturage. Il n'en est plus de même à présent.

Bois *en étant.*

On appelle ainsi les arbres qui sont debout, vifs ou morts. Suivant l'art. 5 du titre XVII de l'ordonnance de 1669, il est défendu de vendre les arbres *en étant*, sous prétexte qu'ils ont été fourchés ou ébranchés par la chute des chablis.

L'art. 33 du titre XXVII défend aussi aux officiers des forêts, de délivrer aux usagers aucuns arbres, perches, mort bois, sec ou vert, *en étant;* et aux usagers, d'en prendre autres que *gisant*, nonobstant tous titres, arrêts ou priviléges contraires, à peine d'amende, restitution, dommages et intérêts.

La dernière partie de cette disposition n'est pas obligatoire en Belgique, où la jouissance des usagers est réglée par des édits particuliers ou par des titres que l'ordonnance de 1669 n'a pas infirmés.

Bois *en grûrie, grairie, ségrairie, tiers et danger.*

C'étaient des bois dans lesquels le roi avait la justice, et une portion quelconque des coupes.

Ces bois étaient administrés comme ceux du Roi, et les amendes et confiscations résultant des délits qui s'y commettaient, appartenaient au fisc.

Le titre XI de la loi du 29 septembre 1791, avait soumis les bois possédés en grûrie et par indivis avec l'État, au même régime que les bois nationaux. Mais un arrêté du gouvernement du 30 messidor an 11 a déclaré que les droits de grûrie ont été supprimés par les lois abolitives des droits seigneuriaux, féodaux et dépendans de la justice seigneuriale; et le conseil-d'état a jugé, le 17 ventôse an 13, que les droits de grûrie, tiers et danger, ne peuvent être réclamés par l'administration qu'autant qu'elle serait en état de prouver, par titres spéciaux, que ces droits avaient purement et simplement pour cause la concession du fonds, sans aucun mélange de cens ou autres droits féodaux.

Voyez Grurie.

Bois *épars.*

On entend par ces mots, non pas seulement le *arbres épars*, mais les boqueteaux situés isolément dans les terres. On les appelle communément *pré-bois* en France.

Ceux qui appartiennent à l'Etat sont soumis au régime forestier, quelle que soit leur contenance.

S'ils appartiennent à des établissemens publics ou à des communes, et qu'ils aient plus de 5 hectares, ils sont assujettis au même régime; mais lorsqu'ils n'ont pas cette contenance, ils sont administrés conformément aux arrêtés des 10 mai 1815 et 27 mai 1819. Mais aux termes de l'art. 83 de la loi communale du 30 mars 1836, ce régime n'est que provisoire.

Enfin, s'ils appartiennent à des particuliers, ils sont régis de la même manière que les autres bois leur appartenant.

Voyez Bois des communes et des établissemens publics, Boqueteaux et Arbres épars.

Bois *gisant.*

On appelle ainsi le bois coupé, arraché

ou tombé qui est couché sur la terre. C'est le contraire du bois *en étant*.

Les usagers qui n'ont que le droit *de ramasser bois*, ne peuvent prendre que celui qui est *gisant*. Il leur est interdit de se servir de crochet ou autres instrumens propres à couper ou à arracher.

Voyez USAGES.

Bois *incendiés ou brûlés*.

D'anciens réglemens défendent aux usagers d'envoyer leurs bestiaux dans les endroits où le feu a passé, avant l'expiration d'un certain nombre d'années.

Ces réglemens doivent toujours être exécutés, savoir : pour le taux de l'amende dans les localités pour lesquelles ils ont été faits; et quant à la prohibition de mener leurs bestiaux dans les cantons incendiés avant qu'ils soient déclarés défensables, dans toute l'étendue du pays.

Mais dans ce dernier cas, c'est-à-dire, lorsqu'il n'y a pas de réglement particulier qui détermine la peine, ce sont les dispositions du titre XIX de l'ordonnance de 1669 contre ceux qui font paître leurs bestiaux dans les cantons non déclarés défensables, qu'il faut appliquer aux contrevenans.

Voyez BOIS ARSIN, BOIS DÉFENSABLES et INCENDIE.

Bois *indivis*.

On appelle ainsi les bois qui sont possédés en commun ou indivisément par plusieurs propriétaires.

1. Les bois indivis entre l'État et d'autres co-propriétaires, soit particuliers, soit communes ou établissemens publics, sont toujours soumis au régime forestier, et administrés par les agens et préposés de ce régime. (Ordonnance de 1669, titre XXIII, art. 8, 9, 10, 11, 15 et 20. — Loi du 29 septembre 1791, titre I, art. 3, et titre XI, article unique.) Il résulte de là plusieurs conséquences:

1° Les coupes y sont assises et vendues d'après les mêmes formalités que dans les bois de l'État. (Ordonnance de 1669, titre XXIII, art. 10 et 13.)

2° Les délits qui se commettent dans les bois indivis avec l'État, sont punis des mêmes peines que s'ils se commettaient dans les bois appartenant à l'État seul. (Arrêt de cassation du 18 juillet 1811.)

3° Les amendes et confiscations adjugées pour ces sortes de bois appartiennent à l'État; mais les co-propriétaires ont aux restitutions, dommages et intérêts, la même part qu'ils ont droit ou coutume de prendre dans les ventes. (Ordonnance de 1669, titre XXIII, art. 11 et 12.)

4° D'après l'art. 1 du même titre, la chasse, la paisson et la glandée dans ces bois appartiennent au domaine, à moins qu'à l'égard de la paisson et de la glandée il n'y ait titre au contraire; mais cette disposition n'ayant pas été publiée en Belgique, n'a pu enlever aux copropriétaires du domaine les droits qu'ils tiennent des anciens réglemens, de leur titre ou d'une possession constante.

5° Les co-propriétaires ne peuvent y prendre aucun arbre vif, qu'ensuite de la marque et délivrance des agens forestiers; et ces derniers, chaque fois qu'ils en délivrent aux co-propriétaires, doivent en faire vendre et couper au profit de l'État, pour une valeur proportionée à ses droits. (*Idem*, art. 16.)

6° Aux termes de l'art. 17, les co-propriétaires prennent leur chauffage sur les ventes ordinaires, lorsqu'elles ont lieu; et s'il n'y a pas de ventes ouvertes, aucun chauffage ne peut être pris qu'en bois mort ou mort-bois, suivant les titres.

Mais cette disposition n'est point obligatoire; et les droits des co-propriétaires au bois de chauffage, de construction ou de réparation, ne peuvent être exercés aujourd'hui que conformément à leur titre et à l'usage. A défaut de titre ou d'usage, l'administration peut s'opposer à ce qu'il soit disposé des bois autrement que par adjudication.

7° Il doit être fait arpentage, figure et description de toutes les forêts, bois et buissons où l'État a des droits indivis ou autres.

Les frais de ces opérations sont prélevés sur les ventes, de manière qu'ils soient supportés par le domaine et ses co-propriétaires, dans

la proportion de leurs droits respectifs. (*Ibid*, art. 22.)

8° Les bois indivis, quels qu'en soient les co-propriétaires, doivent toujours être partagés, lorsque l'une des parties intéressées le requiert. (Art. 815 du code civil, arrêt de la cour de cassation du 4 thermidor an 7.)

Voyez Indivision.

Lorsque les demandes en partage de bois indivis entre l'État et des particuliers, ou des demandes en échange ou aliénation donnent lieu à des expertises, les experts sont tenus d'indiquer dans leurs procès-verbaux 1° la contenance des bois ; 2° l'évaluation du fond ; 3° l'évaluation de la superficie, en distinguant le taillis d'avec la vieille écorce, et en mentionnant les claires-voies, s'il y en a ; 4° les rivières flottables ou navigables qui servent aux débouchés, et les villes et usines à la consommation desquelles les bois sont employés. (Décret du 21 juillet 1810.)

9° Le chap. III du cahier des charges soumet les adjudicataires des bois indivis entre l'État et d'autres propriétaires aux règles suivantes :

« Art. 42. Les coupes indivises seront exploitées exclusivement par les adjudicataires.

» Art. 43. Les co-propriétaires recevront leur part en argent et non en nature, chacun selon la quotité de ses droits.

» Art. 44. Le prix de la vente des coupes indivises sera versé, soit en traites, soit en numéraire intégralement dans les caisses domaniales, lorsque le droit des co-propriétaires n'aura pas été reconnu et déterminé avant la vente ; et la répartition s'en fera entre les ayant-cause par le directeur de l'enrégistrement et des domaines

» 45. Lorsqu'antérieurement à la vente, la portion afférente au co-propriétaire aura été réglée par des actes de l'autorité compétente, le prix des adjudications sera divisé, et les adjudicataires souscriront des traites séparées pour chacune des parties prenantes, jusqu'à concurrence de la part appartenant à chacune d'elles.

» Si le prix principal de l'adjudication ne s'élève pas à 200 fr., l'adjudicataire acquittera comptant avant le 1er juillet 1833, à chacun des propriétaires la part à laquelle il a droit.

» 46. Dans ce cas, les quotités des parts, revenant à chaque co-propriétaire, seront énoncées au procès-verbal de vente, et les traites souscrites seront distribuées aux intéressés par les receveurs des domaines, qui en recevront décharge. »

Ces deux dispositions ont été insérées dans le cahier des charges, par suite d'une décision du ministre des finances, rapportée dans la circulaire du 26 germinal an 10.

Cette même circulaire veut que les états des produits ne comprennent que la partie afférente au domaine, et que le surplus soit porté pour mémoire, dans la colonne d'observations.

« 47. L'art. 6 du présent est applicable aux traites souscrites et aux sommes dues en faveur des co-propriétaires, et l'amende sera à leur profit dans la proportion de ces traites et de ces sommes dues.

» 48. Les dix centimes par franc seront toujours perçus sur les produits entiers de la vente des coupes indivises sans distinction de la part à échoir aux co-propriétaires.

» 49. Si les co-propriétaires sont eux-mêmes adjudicataires, ils ne pourront se soustraire à l'exécution de l'art. 44 ci-dessus, à moins qu'ils ne soient dans le cas prévu par l'art. 45 ; et alors, ils seront seulement dispensés de souscrire des traites pour leur part, dont ils retiendront le montant et délivreront quittance au receveur des domaines.

» Il sera toujours fait mention de ces circonstances au procès-verbal d'adjudication ; mais ils ne seront jamais exempts de fournir caution et certificateur de caution pour la valeur du prix qui appartiendra au domaine, et pour la garantie de l'exploitation et la responsabilité des délits qui pourraient se commettre. »

2. Les bois indivis entre des communes et des particuliers, entre des communes et des établissemens publics sont soumis au même régime que les bois communaux.

3. Les bois indivis entre des établissemens publics et des particuliers sont régis de la même manière que s'ils appartenaient

exclusivement à des établissemens publics.

4. Enfin, les bois indivis entre particuliers sont affranchis du régime forestier, et administrés par eux comme bon leur semble. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet au titre I, chap. II, pag. 237.

Bois-*mort*.

1. On appelle ainsi le bois qui est sec, sans distinction s'il est demeuré debout ou s'il est gisant.

2. Il ne faut pas le confondre avec le bois sec : cette dernière dénomination s'applique à la vérité au menu bois, qui est mort et tombé par terre, ou qui tient encore aux arbres; mais elle ne s'applique jamais aux arbres tout entiers qui seraient morts debout ou gisants. Voyez Bois sec.

3. Il faut moins encore le confondre avec le *mort-bois*, nom qu'on donne dans le Luxembourg aux arbres qui ne portent pas de fruit. (Sohet, *Instituts de droit*, liv. II, tit. LIV, n° 30.) En France, on donne le même nom à des arbrisseaux de peu de valeur, tels que le saule, le marsault, l'épine blanche, l'épine noire, le sureau, l'aulne, le genet, le genévrier, les ronces. (Charte normande de 1315; Ordonnance de 1669, tit. XXIII, art. 5.) Voyez Mort-bois.

4. Si le bois mort est abattu par le vent ou par d'autres cas extraordinaires, il s'appelle *chablis* ou *bois versé*. Voyez Bois chablis.

5. Ceux qui ont droit d'affouage ou de chauffage dans les forêts, ont par cela même le droit d'y enlever le bois mort. (Art. 91 du réglement-général du 14 septembre 1617 pour le duché de Luxembourg.)

Mais sans avoir aucun droit de ce genre, les pauvres sont accoutumés à ramasser le bois mort pour leur chauffage, et l'on a toujours toléré cet usage par humanité.

Toutefois, les abus auxquels les pauvres, les affouagers et d'autres se sont livrés dans les forêts, ont nécessité quelques mesures conservatoires : les maraudeurs et les picoreurs faisaient périr les arbres par le pied, pour les enlever ensuite quand ils étaient morts.

Plusieurs édits ont obvié, dans les Pays-Bas autrichiens, aux dommages qui pouvaient résulter de cette malveillance.

Les édits des 6 mai 1560, 21 novembre 1623, et 9 septembre 1643 ont défendu, sous des peines sévères, de faire mourir le bois vert.

Le même édit du 21 novembre 1623, et un autre du 31 octobre 1571 ont défendu d'entrer dans les forêts avec des instrumens de fer, tels que haches, scies, couperets, faucilles, sous prétexte d'y prendre du bois mort.

La même défense existait au pays de Liége. (Mandement de 1725, art. 3.)

Il était même défendu dans la forêt de Soignes, non-seulement de fendre du bois ou d'enlever du bois fendu, mais encore de grimper sur les arbres, soit vifs, soit morts. (Édit du 11 mars 1619.)

Des dispositions analogues se trouvent dans l'ordonnance de 1669 et dans le code pénal de 1810.

L'art. 2 du tit. XVII de l'ordonnance défend aux usagers et autres de prendre, enlever ou ébrancher les chablis, sous prétexte d'usage ou de coutume.

L'art. 22 du tit. XXVII défend de charmer, de brûler ou d'écorcer les arbres.

L'art. 2 du tit. XXXII punit ceux qui ont échoupé, ébranché ou déshonoré les arbres de la même manière que s'ils les avaient abattus.

Enfin, les art. 445 et 446 du code pénal, punissent d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois pour chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder 5 ans, ceux qui ont abattu, mutilé, coupé ou écorcé des arbres qu'ils savaient appartenir à autrui. Mais ces dispositions ne concernent que les arbres plantés dans les champs ou sur la voie publique. Voyez Délits forestiers.

6. L'art. 33 du même titre défend toute délivrance de *mort-bois*, *sec*, ou *verd*, *en étant*, et ne permet aux usagers que de prendre, couper et enlever le bois *gisant*. La même défense se trouve dans le réglement général du 14 septembre 1617 pour le duché de Luxembourg. Cette disposition n'est pas obligatoire dans les autres provinces de Belgique, à moins que des lois spéciales, le titre des usagers, ou

l'usage n'y ait sanctionné des dispositions analogues.

Une proclamation royale du 3 novembre 1789 permet aux usagers d'enlever le bois sec et gisant, mais sans se servir d'aucune espèce de ferrement, même de crochets, sous peine d'amende et de confiscation. Mais cette proclamation n'a pas été publiée en Belgique, de sorte que dans notre pays c'est toujours par les titres, la coutume, ou les lois spéciales que les usagers doivent se régler dans l'exercice de leurs droits.

Bien que l'usage soit établi de permettre aux pauvres d'enlever le bois mort dans les forêts de l'État, cet enlèvement n'est pourtant permis qu'à bras d'hommes. La cour de cassation a jugé, le 2 octobre 1807, que l'enlèvement de bois mort et de chicots sur des charrettes, par des particuliers non adjudicataires ou usagers, est un délit aux termes de l'art. 2 du titre XVII de l'ordonnance de 1669.

« Et attendu, dit cet arrêt, que d'après cet article, le législateur, en prohibant de couper et enlever les branches des arbres abattus par les vents, déclare nécessairement qu'il entend conserver dans la propriété nationale les branches que les vents auraient eux-mêmes détachées des arbres d'une forêt ; que si l'humanité du gouvernement tolère l'enlèvement des branches ou chicots de bois ainsi jetés à terre, lorsque cet enlèvement est fait à bras ou à hottes, il ne peut jamais en résulter le droit d'enlever ces branches ou chicots sur des charrettes ; que cet enlèvement avec charrettes, en violant la propriété nationale, détruit en même temps, au préjudice des pauvres, voisins des forêts, le bienfait de la tolérance d'humanité que le gouvernement exerce en leur faveur ; que cet enlèvement est donc, tout à la fois une contravention à la loi, et un acte spoliateur nuisible à l'indigent ; que la cour de justice criminelle du département de Loir-et-Cher, en acquittant Honoré Cornier, sous prétexte que sa charrette trouvée chargée dans la forêt, ne l'était que de bois sec et chicots pourris, abattus par les vents, a contrevenu à l'art. ci-dessus cité. »

La même cour a décidé, par un autre arrêt du 15 fructidor an 10, que le droit d'amasser le bois sec dans les forêts, ne donne pas celui de le couper.

Bois *non affranchis.*

On donne ce nom en Belgique, aux bois domaniaux qui ont été aliénés en vertu de la loi du 27 décembre 1822, et à l'égard desquels les acquéreurs n'auraient pas payé l'intégralité de leurs prix d'achat, ni fourni au domaine le cautionnement requis.

L'administration forestière a la surveillance des bois non affranchis. Elle délivre aux acquéreurs les coupes ordinaires, conformément aux articles 20 et 23 du cahier des charges qui a réglé la vente de ces bois.

Il entre spécialement dans les attributions des gardes forestiers, « de veiller à ce que dans les bois domaniaux vendus, qui ne sont pas affranchis de la surveillance de l'administration forestière, il ne soit fait aucune coupe ou exploitation, avant d'en avoir reçu l'avis de leur supérieur immédiat, et qu'ils ne se livrent à des excès de coupes ou à des exploitations désordonnées, ou à tout autre entreprise quelconque, pouvant diminuer les produits des bois : en cas de contravention à cet égard, les gardes en informeront sur le champ leur supérieur immédiat. » (Circulaire du 19 mars 1831, art. 34.)

Bois *pélard.*

C'est celui dont on a enlevé l'écorce sur pied, pour en faire du tan. Ce bois, qui est fort sec et de pur chêne, fait beaucoup de flamme et donne un feu très ardent.

Les adjudicataires, dans les bois de l'Etat, ne peuvent, sous aucun prétexte, à moins que le procès-verbal d'adjudication n'en contienne la clause expresse, peler ni écorcer sur pied aucun des arbres de leur vente ; et lorsqu'il est permis, par le procès-verbal d'adjudication, de peler ou écorcer sur pied les bois de taillis ou de futaie, l'adjudicataire doit commencer par faire détacher entièrement l'écorce par une entaille circulaire, immédiatement au-dessus de la souche, afin que les racines restent absolument intactes.

Les adjudicataires qui contreviennent à cette disposition, doivent payer, à titre d'indemnité, quatre francs pour chaque souche endommagée par l'effet de l'écorcement.

L'adjudicataire est tenu aussi de faire relever et façonner, avant le 15 juillet, les ramiers provenant des bois écorcés. (Cahier des charges, pour l'adjudication des coupes domaniales de 1834, art. 30.)

L'art. 28 du même cahier des charges veut que les bois et arbres à écorcer soient coupés et abattus dans les 10 jours qui suivent l'écorcement.

Une disposition analogue se trouve dans les réglemens, que les états-députés des provinces ont publiés pour les coupes de bois communaux; et les peines que les affouagers ou adjudicataires encourent, en cas de contravention, sont, outre l'indemnité, la réparation des dommages et la révocation de la faculté d'écorcer. (Réglement pour la province de Liége, du 9 novembre 1831, art. 38 et 39.) Voyez Ecorcement.

Bois *possédés en commun par des particuliers.*

Il y a des bois qui ne sont classés ni parmi les bois domaniaux, ni parmi les bois des particuliers: ce sont ceux que possèdent en commun un certain nombre de citoyens. Voici le cas.

Des particuliers, en nom personnel, avaient des droits d'usage dans une forêt : il leur en fut délivré une portion à titre de cantonnement, par un arrêt du 1er août 1775, portant qu'ils jouiraient de cette portion en toute propriété et en communauté, et qu'ils seraient dispensés de la réserve prescrite par l'ordonnance de 1669, relativement aux bois des communautés, sous la seule condition de ne pouvoir faire aucune coupe, qu'après la marque et la délivrance qui leur en serait faite par le juge du lieu, conformément aux ordonnances et réglemens.

Des bois possédés ainsi en commun, doivent-ils être administrés comme ceux qui appartiennent à des communes, ou sections de communes? Non. Il suffit que les propriétaires de ces bois aient été *nominativement* désignés dans l'acte de cession, pour qu'ils soient réputés propriétaires particuliers, et qu'ils puissent toujours, aux termes de l'art. 815 du code civil, procéder entr'eux au partage de la propriété qu'ils possèdent en commun.

L'obligation qui leur était imposée par l'acte de jouir *en communauté*, n'y fait même point obstacle, puisque l'article cité du code civil dit expressément que le partage peut être provoqué, nonobstant toutes prohibitions ou conventions contraires.

Cette question, qui s'était présentée en France, a été résolue en ce sens par un avis du comité des finances, en date du 23 juillet 1819.

Observons cependant que cette règle ne pourrait s'appliquer aux bois qu'une portion notable des habitans d'une commune posséderait en nom collectif, à l'exclusion des autres habitans.

Il n'est pas nécessaire, en effet, pour constater la qualité de bois communal, que l'universalité des habitans d'une commune ait un droit de co-propriété dans ce bois; il suffit d'un nombre indéterminé d'habitans pour que, pris collectivement, ils constituent une section de commune et que les biens dont ils jouissent à ce titre, soient administrés de la même manière que les bois communaux.

C'est ainsi, par exemple, qu'il y a des communes qui n'ont point admis à la jouissance de leurs biens, les étrangers qui sont venus s'établir sur leur territoire, et qui ont continué de restreindre la jouissance de ces biens, aux maisons primitivement établies.

Cette circonstance n'a pu faire perdre aux biens de cette espèce, la qualité communale qu'ils avaient dès le principe; et les sections de commune qui les possèdent, sont soumises aux mêmes règles que les communes entières. (Voyez au surplus, Bois indivis et Section de communes.

Bois *rabougris.*

On donne ce nom à des bois petits, malvenans, de mauvaise apparence, arrêtés dans leur pousse. Plusieurs causes réduisent les bois à cet état, notamment le brout des ani-

maux sauvages et domestiques, qui par ce motif constitue un délit.

Si on laissait les bois rabougris dans cet état, ils ne feraient que de faibles productions, et souvent même ils dépériraient entièrement. Mais si on a soin de les récéper, ils font par la suite des pousses vigoureuses et se rétablissent. Voyez Récépage.

Bois *récépé ou de récépage*.

C'est un bois qui, ayant été dégradé par l'abroutissement des bestiaux, les fortes gelées, les incendies, etc., a été coupé par le pied pour en faire repousser d'autre de plus belle venue. Voyez Récépage.

Bois *résineux*.

On appelle ainsi les bois qui produisent de la résine, tels que le pin, le sapin et le mélèze.

Les propriétés particulières qui distinguent les arbres résineux, les ont fait ranger dans une classe séparée, et exigent qu'ils soient soumis à un genre d'aménagement et d'exploitation particulier.

Les coupes peuvent bien être déterminées par contenance, mais non exploitées à tire et aire comme dans les bois en feuilles.

On les exploite ordinairement en *jardinant*, c'est-à-dire en prenant sur la surface ou sur la partie de la surface d'une forêt les arbres les plus mûrs.

Ce mode d'exploitation est autorisé par les réglemens, et l'a été en dernier lieu par un décret du 30 thermidor an 13, qui porte:

« L'exploitation en jardinant, de tous arbres quelconques dans les bois et forêts, ne pourra avoir lieu qu'à l'égard des sapins seulement, ou dans les forêts mêlées de hêtres et de sapins. »

On entend ici par *sapin* tous les arbres résineux, aussi bien les pins et les mélèzes que les sapins proprement dits. Voyez Exploitation et Sapins.

Il résulte d'une circulaire en date du 20 août 1806, n° 334, que le décret cité ci-dessus ne s'applique point aux arbres épars.

Comme les bois résineux sont utiles dans la construction des vaisseaux, ils avaient été compris dans la défense, faite par les anciens réglemens de France aux particuliers, d'abattre aucun arbre de haute futaie, sans autorisation, à peine de 3,000 fr. d'amende. Mais le décret du 15 avril 1811, dont l'exécution a été maintenue, dans les cas de coupes extraordinaires, par l'arrêté du 14 mars 1814, n'oblige pas les particuliers à comprendre dans leur déclaration les pins et sapins qu'ils veulent abattre.

L'amende pour délit de sapin est réglée par l'art. 1 du tit. XXXII de l'ordonnance de 1669, à 2 fr. 50 cent. par pied de tour, mesuré à demi-pied près de terre; et à pareille somme de restitution, par l'art. 8 du même titre.

L'amende est double quand le délit a été commis de nuit, avec fer et scie. (*Ibid*, article 5.)

Bois *sec*.

En termes de forêt on entend par bois sec le menu bois qui est mort et tombé à terre ou qui tient encore aux branches; mais on ne donne pas ce nom aux arbres tout entiers qui seraient morts. Voyez Bois mort.

Bois *sur pied*.

On appelle ainsi les bois non abattus: on leur donne aussi le nom de *bois en étant*.

Les bois sur pied sont immeubles: mais ils sont considérés, comme objets mobiliers, dès qu'ils sont coupés ou vendus pour l'être. Voyez Bois de particuliers, sect III, pag. 353.

Bois *taillis*.

Ce sont les bois réglés en coupes ordinaires de 10, 15, 20, 25 ou 30 ans, soit d'après un aménagement régulier, soit d'après les usages.

Les bois ainsi réglés, sont réputés taillis jusqu'à 30 ans. (Loi du 20 juillet 1791.)

Ils sont considérés comme fruits naturels et appartiennent par conséquent à l'usufruitier.

Voyez ce que nous avons dit à l'article Bois de particuliers sur les bois taillis considérés comme meubles et immeubles (Section III, pag. 353.)

Pour la contribution foncière les taillis s'évaluent conformément aux lois des 1er décembre 1790, 20 juillet 1791 et 3 frimaire an 7.

Les dégâts dans les taillis des communes et des particuliers sont punis d'après la loi du 28 septembre-6 octobre 1791 ; mais les délits commis sur la futaie doivent l'être d'après l'ordonnance de 1669. Voyez Bois de particuliers, sect. V, pag. 356.

L'amende de 6 fr. jusqu'à 10 fr. est applicable à celui qui fait ou laisse passer des bestiaux ou animaux de charge, de trait ou de monture dans un bois taillis appartenant à autrui. (Code pénal, art. 475.)

Bois *tendre et* Bois *dur*.

Les bois tendres sont ceux dont la contexture est faible et molle, tels que les peupliers, les saules, les sapins ; les bois durs au contraire ont la contexture ferme et la fibre grosse, comme le chêne, le hêtre, etc.

Cette distinction est plutôt scientifique qu'administrative, et même les auteurs ne sont pas d'accord entre eux sur la classification des espèces d'arbres en durs et tendres. Voyez Bois blanc.

Bois *tenus à titre de douaire, échange engagement, concession ou usufruit.*

1. On appelle ainsi les bois qui, provenant originairement de la couronne, sont possédés par des particuliers à qui la jouissance en a été transportée sous certaines conditions.

L'ordonnance de 1669 et plusieurs édits particuliers traitent de cette matière avec beaucoup d'étendue ; mais elle est aujourd'hui presque sans intérêt en Belgique.

Cependant nous allons reproduire sommairement les dispositions des lois nouvelles qui s'y rapportent.

2. La loi du 18-26 mars 1791, publiée en Belgique le 7 pluviôse an 5, dispose :

1° Qu'il sera provisoirement sursis par les apanagistes, engagistes, donataires, concessionnaires, et tous autres détenteurs à quelque titre que ce soit, des bois et forêts appartenant à l'État, et par tous les échangistes dont les échanges ne sont point consommés, à toute coupe de futaie, sous peine de confiscation des bois coupés et d'amende (Art. 1) ;

2° Qu'il leur est interdit de faire des coupes de taillis autrement que d'après les aménagemens ; et à défaut d'aménagement, d'après l'âge auquel lesdits taillis sont dans l'usage d'être coupés (Art. 3) ;

3° Qu'il est défendu de commencer l'exploitation sans en avoir obtenu la permission des maîtrises, sous peine de confiscation et d'amende (Art. 4) ;

4° Qu'il est également défendu de faire aucun défrichement, à peine de 1500 liv. d'amende par arpent. (Art. 7.)

L'art. 8 de cette loi porte formellement que toutes les dispositions ci-dessus rapportées seront exécutées dans les provinces belgiques comme dans les autres parties du royaume.

3. La loi du 22 novembre-1er décembre 1790, après avoir déterminé la nature du domaine national, a prescrit, relativement aux bois domaniaux tenus à titre de concession ou d'engagement, les règles suivantes :

« Art. 32. Aucun concessionnaire, ou détenteur, quelque soit son titre, ne peut disposer des bois de haute futaie, non plus que des taillis recrus sur les futaies coupées et dégradées.

» Art. 33. Il en est de même des pieds-corniers, arbres de lisière, baliveaux anciens et modernes, des bois taillis dont il est d'ailleurs défendu d'avancer, de retarder, ni d'intervertir les coupes.

» Art. 34. Il est expressément enjoint par ce décret à tous les concessionnaires ou détenteurs de biens nationaux, à quelque titre qu'ils en jouissent, de présenter au comité des domaines de l'assemblée nationale et au directoire du département de la situation du chef-lieu de ces domaines, dans trois mois à compter du jour de la publication du présent décret, des copies sur papier libre collationnées par un officier public, des titres de leurs acquisitions, des procès-verbaux qui ont dû

précéder leur entrée en jouissance, des quittances de finances, si aucunes ont été payées, des baux qui en auraient été consentis, et en général de tous les actes, titres et renseignemens qui pourraient en constater la consistance, la valeur et le produit, et faire connaître le montant des charges dont ils sont grevés; et faute par eux d'y satisfaire dans le délai prescrit, ils seront condamnés à la restitution des fruits du jour qu'ils seront en demeure.

» Art. 35. Les engagistes ou concessionnaires à vie ou pour un temps déterminé, des biens et droits domaniaux, leurs héritiers ou ayant-cause se renfermeront exactement dans les bornes de leurs titres sans pouvoir se maintenir dans la jouissance desdits biens après l'expiration du terme prescrit, à peine d'être condamnés au payement du double des fruits perçus depuis leur indue jouissance.

» Art. 36. La prescription aura lieu, à l'avenir, pour les domaines nationaux dont l'aliénation est permise par les décrets de l'assemblée nationale; et tous les détenteurs d'une portion quelconque desdits domaines, qui justifieront en avoir joui par eux-mêmes ou par leurs auteurs à titre de propriétaires, publiquement et sans trouble, pendant quarante ans continuels, à compter du jour de la publication du présent décret, seront à l'abri de toutes recherches.

» Art. 37. Les dispositions comprises au présent décret ne seront exécutées, à l'égard des provinces réunies à la France postérieurement à l'ordonnance de 1566, qu'en ce qui concerne les aliénations faites depuis la date de leur réunion respective, les aliénations précédentes devant être réglées suivant les lois lors en usage dans ces provinces.

» Art. 38. L'assemblée nationale abroge, en tant que de besoin, toute loi ou réglement contraire au présent decret. »

Ces articles ont été publiés en Belgique le 7 pluviôse an 5.

4. L'art. 2 du titre I de la loi du 29 septembre 1791, dispose que les bois tenus du ci-devant domaine de la couronne, à titre de concession, engagement, usufruit, ou à tout autre titre révocable, seront soumis à la même administration que les *bois de l'État*.

Ce titre a été publié dans notre pays par un arrêté du 7 pluviôse an 5.

Le titre X de la même loi, après avoir répété les dispositions générales de l'art. 2 ci-dessus mentionné, y apporte quelques modifications en ce qui concerne la nomination des gardes; mais ce titre n'est pas obligatoire en Belgique, faute de publication.

Il faut donc tenir pour règle que les bois dont il s'agit sont purement et simplement soumis à la même administration que les bois de l'État.

Voyez Bois de l'État, Bois non affranchis, Domaine national et Engagères.

BOISSEAU.

Le boisseau est une mesure ancienne, dont l'usage a été aboli par l'introduction du *système métrique* des poids et mesures.

Sous l'empire, le ministre de l'intérieur l'a rétabli par arrêté du 28 mars 1812, pour le commerce de détail et les usages journaliers; mais cet arrêté est aujourd'hui sans force en Belgique. Voyez Poids et Mesures.

BOISSONS.

Cet article est à considérer sous deux rapports différens; 1° sous le rapport financier, comme objet dépendant de l'administration des accises, et 2° sous le rapport de la police, comme objet de salubrité publique.

1. Sous le rapport financier, les boissons figurent en première ligne parmi les objets de consommation, que notre système d'impôts a soumis aux droits d'accise. (Loi du 12 juillet 1821.)

Les boissons sur lesquelles portent ces droits sont les *bierres*, les *eaux-de-vie*, les *genièvres* et les *vins*. (Lois des 2 août 1822 sur les bierres et vinaigres; 26 août 1822, et 28 juillet 1833 sur les eaux-de-vie indigènes; 2 août 1822 sur les boissons distillées à l'étranger, et 12 mai 1819, 27 juillet 1822 et 24 décembre 1829 sur les vins.)

Chacun de ces objets a une législation particulière, qui sera développée dans l'article qui le concerne.

Sous ce même rapport, un décret du 22 octobre 1810 permet aux villes d'établir un

droit sur les boissons ou marchandises en entrepôt ou en transit, lorsque les tarifs qui en règlent la perception, auront été délibérés par les conseils municipaux, et arrêtés comme les tarifs d'octroi. Voyez Octroi communal.

On trouvera la législation sur l'entrée et la sortie des boissons dans les articles Accises, Droits d'entrée et de sortie, Douane et Transit.

II. Sous le rapport de la salubrité publique, l'autorité locale a une surveillance sévère à exercer sur les boissons.

1. L'art. 9 du tit. I de la loi des 19-22 juillet 1791 autorise les officiers de police à entrer dans les cafés, cabarets, boutiques et autres lieux de débit, pour vérifier la salubrité des comestibles et médicamens.

L'art. 13 permet aux municipalités de commettre à l'inspection de leur salubrité un nombre suffisant de gens de l'art, lesquels, après avoir prêté serment, remplissent, à cet égard seulement, les fonctions de commissaires de police.

L'article 84 de la loi communale du 30 mars 1836 confère le même droit aux conseils communaux; mais il n'est point à notre connaissance que les administrations communales aient jamais usé de cette faculté.

Les articles 20 et 21 du même titre, et l'art. 38 du tit. II, punissent de diverses peines ceux qui exposent en vente des comestibles ou des boissons gâtés ou falsifiés, mais ces dispositions ont été remplacées par les articles suivans du code pénal :

« Art. 318. Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents fr.

» Seront saisies et confisquées les boissons falsifiées trouvées appartenir aux vendeurs ou débitans.

» Art. 475. Seront punis d'amende depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement..... 6° Ceux qui auront vendu des boissons falsifiées, sans préjudice des peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle, dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé.

» Art. 476. Pourra, suivant les circonstances être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant trois jours au plus contre..... les vendeurs ou débitans de boissons falsifiées.

» Art. 477. Seront saisis et confisqués..... 2° les boissons falsifiées, trouvées appartenir aux vendeurs ou débitans; ces boissons seront répandues. »

Ces dispositions présentent quelques lacunes qui ont été comblées par une loi du 19 mai 1829.

Cette loi punit d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de deux cents à cinq cents florins, ceux qui mêlent des matières vénéneuses à des boissons ou à des substances qui entrent dans leur fabrication, lorsque ces boissons ou substances sont destinées à être vendues ou distribuées. (Art. 2.)

Le coupable est en outre privé de sa patente et du droit d'en obtenir une nouvelle pendant la durée de son emprisonnement.

Les mêmes peines sont applicables à ceux qui, sachant que des matières vénéneuses sont mêlées à des boissons ou à des substances qui doivent servir à les fabriquer, auront vendu débité, distribué ou seulement tenté de vendre, débiter, distribuer ou fait distribuer lesdites boissons.

Elles s'appliquent également à quiconque aurait vendu ou procuré la matière vénéneuse, sachant qu'elle devait être employée à commettre le délit. (Art. 3.)

L'art. 4 de la même loi statue que les peines prononcées par l'art. 316 du code pénal, sont déclarées applicables à quiconque aura mêlé des matières nuisibles à la santé, non seulement à des boissons, mais encore à des substances qui servent à les fabriquer, quand elles sont les unes et les autres destinées à être vendues; ainsi qu'à toute personne qui, sachant que des matières nuisibles à la santé sont mêlées à ces boissons ou substances, les aurait vendues, débitées ou distribuées, ou aurait tenté de les vendre, débiter, distribuer ou faire distribuer. (Art. 4.)

En cas de récidive, il y a lieu d'appliquer l'art. 58 du code pénal. (Art. 5.)

Les jugemens doivent être publiés et affichés aux frais du condamné. (Art. 6.)

Enfin, l'art. 7 de la même loi ordonne dans tous les cas la confiscation et la destruction des boissons et substances saisies.

Ainsi, la précaution de répandre les boissons falsifiées, doit s'étendre aux boissons mêlées de choses nuisibles à la santé, quoique l'art. 318 du code pénal n'en parle pas expressément.

Il ne faut jamais les répandre qu'après la condamnation du contrevenant, parce qu'en cas d'acquittement, il y aurait lieu à restitution et à des dommages-intérêts. Mais il faut que la saisie des boissons falsifiées soit faite de telle sorte que, si le marchand les conserve provisoirement en sa possession, il ne puisse en rien débiter jusqu'à ce que le juge ait prononcé sur la contravention ou le délit. Voyez à ce sujet la formule du procès-verbal rapportée ci-après.

Il y a lieu de saisir non-seulement les boissons falsifiées à dessein, mais encore celles qui auraient été viciées par des causes naturelles, comme de grandes chaleurs ou des variations atmosphériques; mais, dans ce cas, aucune peine n'est applicable au contrevenant, à moins qu'en débitant ces boissons, il ne connût l'état d'altération où elles se trouvaient.

Le modèle de procès-verbal, que nous publions ci-après, indique les formalités à remplir par les officiers de police pour procéder à la saisie des boissons falsifiées.

2. La vente de boissons sur la voie publique est interdite et punie par l'art. 471, n° 4, du code pénal, lorsqu'elle a lieu dans des échoppes ou sur des étalages qui embarrassent la voie publique; mais cette disposition ne pourrait être appliquée aux débitans qui se servent de cantines portatives et ne stationnent pas dans les rues.

3. Tous les lieux où l'on débite des boissons qui se consomment sur place, doivent être l'objet d'une surveillance particulière. Dans presque toutes les communes il existe à cet égard des réglemens que nous examinerons au mot CABARET.

Modèle de procès-verbal pour vente de boissons falsifiées

L'an...., le.... du mois d...., à... heures d...., nous (l'officier public), d'après les divers avis qui nous ont été donnés que le sieur N.... marchand de vin (ou autres boissons), demeurant en cette ville, rue...., n°.... débitant de boissons fasifiées, délit prévu par les art. 318, 475, n° 6, 476 et 477 du code pénal, nous sommes rendu, accompagné du sieur A.... (noms et demeures d'un ou de deux experts dégustateurs) commissionnés par (indiquer l'autorité qui les a commissionnés), dûment patenté, ainsi qu'il nous en a justifié, chez ledit sieur N....; où étant, nous l'avons sommé de nous conduire dans sa cave; ce à quoi ayant obtempéré, nous avons requis ledit sieur A.... de déguster différentes espèces de vins existans dans ladite cave; ledit sieur A.... ayant procédé à la dégustation, nous a déclaré que le vin rouge contenu dans *telle* futaille de *tant* de litres, marquée (indiquer la marque de la futaille), était falsifié; que ce vin lui paraissait contenir une substance nuisible (ou dangereuse), laquelle ne pouvait se reconnaître que par une analyse exacte dudit vin *ou* laquelle lui paraissait provenir d'un mélange de (indiquer la substance), qu'il y avait en conséquence lieu d'interdire la vente de cette boisson, et de prendre toutes les précautions nécessaires pour en arrêter ou empêcher le débit. A cet effet, nous (l'officier public), susdit et soussigné, avons à l'instant extrait du tonneau deux échantillons que nous avons mis dans deux bouteilles, sur le bouchon desquelles, coupé au ras du goulot, nous avons apposé à l'un notre sceau, à l'autre le cachet dudit sieur N.... avec une étiquette indicative à chaque bouteille, signée du sieur N.... et de nous: nous avons laissé à la garde dudit sieur N.... la bouteille scellée de notre sceau, à la charge par lui de la représenter à toute réquisition, et avons gardé pour être annexée à notre procès-verbal, l'autre bouteille revêtue du cachet dudit sieur N....; et de suite nous avons requis ledit sieur N.... d'enlever le robinet placé à ladite futaille, et d'y substituer un bouchon que nous avons fait couper au raz de la douve, et sur lequel nous avons apposé notre sceau; nous avons aussi placé deux bandes croisées

(de rubans de toile ou papier), sur la bonde dudit tonneau, après l'avoir fermée hermétiquement, et y avons également apposé notre sceau aux quatre extrémités desdites bandes, après nous être assuré que l'extérieur du tonneau était en bon état, et qu'il n'y existait point de fossets (s'il existe un ou plusieurs fossets le déclarer, les couper au ras de la douve, et apposer le sceau dessus); nous avons aussi placé sur ledit tonneau une étiquette indicative, signée de nous et dudit sieur N..., et l'avons fait conduire à (l'hôtel-de-ville, la maison commune ou tout autre lieu où le tonneau puisse être gardé à vue), par le sieur D..., voiturier, auquel il est dû la somme de.... pour son salaire. Il est également dû au sieur A..., dégustateur celle de.... à laquelle il s'est taxé pour ses honoraires, lesquelles sommes nous avons à l'instant payées auxdits sieurs sur leurs quittances, *ou* lesquelles sommes seront payées auxdits sieurs sur le fonds des frais de police judiciaire, sauf remboursement par le délinquant, s'il y a lieu.

(On peut aussi, pour éviter le transport, laisser les boissons saisies à la garde du débitant, à charge par lui de les représenter à toute réquisition; mais en ce cas, il faut que l'officier soit certain que le débiteur n'a aucun moyen d'abuser du dépôt.)

De tout ce que dessus, avons dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le sieur A..., dégustateur, ledit sieur N... et nous. (Si le délinquant refuse de signer, le mentionner.)

BOITES D'ARTIFICE.

Voyez Artifice.

BOITES DE SCRUTIN.

Voyez Election et Scrutin.

BOMBES.

Voyez Matériel.

BONNE AVENTURE. (Diseurs de)

Voyez Devins.

BONNIER.

C'est une mesure de superficie dont l'usage était général dans l'ancienne Belgique.

L'étendue du bonnier n'était pas alors la même dans toutes nos provinces; elle variait suivant les localités, et cette diversité est un des motifs qui ont déterminé la suppression de toutes les mesures anciennes.

La mesure qui, dans le système métrique actuellement en vigueur, approche le plus des divers bonniers anciens, porte le nom d'*hectare;* un arrêté du 29 mars 1817 avait même changé cette dénomination en celle de *bonnier des Pays-Bas*, sans toutefois en changer l'étendue: mais une loi toute récente du 18 juin 1836 lui a rendu son nom primitif et systématique d'*hectare*.

Voyez Poids et mesures.

BORNAGE.

Le *bornage* consiste à planter, contradictoirement et avec les formalités requises, des bornes dans un endroit pour séparer deux héritages contigus, et assigner ainsi à leurs propriétaires respectifs la portion qui appartient à chacun d'eux.

Il diffère de la *délimitation* en ce que celle-ci a plus spécialement pour objet de déterminer les limites d'une étendue considérable de terrain, par exemple, du territoire d'une commune, d'une province, d'une forêt, de telle sorte que la délimitation n'est que la ligne séparative de deux territoires ou propriétés, tandis que le bornage constitue légalement cette ligne.

Il diffère aussi de l'*abornement*, qui est l'opération, purement matérielle, destinée à fixer d'une manière invariable les signes de la délimitation ou du bornage. Voyez Abornement et Délimitation.

1. Le bornage peut s'effectuer à l'amiable ou par autorité de justice.

Lorsque deux propriétaires sont d'accord pour borner leurs héritages, le bornage s'opère à l'amiable; et dans ce cas, ils ont une précaution à prendre pour en assurer l'effet. C'est de le régler en présence des autres voisins intéressés à cette mesure, et de dresser un procès-verbal de l'opération, soit devant notaire, soit sous-seing-privé, et revêtu de toutes les formalités requises pour qu'il puisse à l'avenir être produit comme un titre non suspect.

Lorsqu'il s'agit d'une propriété appartenant à l'État, à une province, à une commune ou à un établissement public, l'acte ou le procès-verbal doit toujours être passé en forme authentique.

Lorsque le bornage ne peut s'opérer à l'amiable, faute par l'un des propriétaires d'y consentir, il doit être ordonné en justice, conformément à l'article 646 du code civil qui porte :

«Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.»

Dans ce dernier cas, il est toujours dressé procès-verbal de l'opération par les arpenteurs à ce commis.

2. De la différence que nous avons établie ci-dessus entre le bornage et la délimitation, il résulte que l'action en bornage est admissible alors même qu'il existe déjà une délimitation quelconque des héritages qu'on peut borner. C'est ce qu'a jugé la cour de cassation de France par arrêt du 30 décembre 1818.

3. Lorsqu'il n'y a point de contestation sur la limite de deux propriétés contiguës, le bornage est un acte de simple administration qu'un tuteur peut faire sans y être autorisé par le conseil de famille. Cette règle doit s'appliquer, par analogie, aux fonctionnaires et autorités chargés de l'administration des biens de l'État, des provinces, des communes et des établissemens publics. Toutefois si les dépenses qu'entraîne le bornage, ne sont pas préalablement allouées à leur budjet, il est besoin d'une autorisation qui les justifie. Voyez Budjet.

Lorsqu'au contraire il y a contestation sur la contenance des héritages à borner, ou lorsque l'un des propriétaires s'oppose au bornage, il y a lieu à une action judiciaire qui ne peut être intentée pour l'État, les provinces, les communes ou les établissemens publics, sans l'accomplissement de toutes les formalités requises pour ester en justice. Voyez Action judiciaire.

On peut consulter sur le bornage des forêts, l'article Bois. Tit. II, chap. I, p. 264 et suiv.

BORNES.

C'est le nom qu'on donne aux signes servant à séparer deux héritages contigus; ce sont ordinairement des pierres, des arbres, etc.

Les bornes doivent, autant que possible, porter une forme extérieure qui manifeste leur nature, de manière à ne pas s'y méprendre. Il n'y a pas de règle générale qui établisse le signe caractéristique d'une borne; on suit sur ce point, comme en bien d'autres, l'usage des lieux.

Lorsqu'un bornage a eu lieu, soit à l'amiable, soit par autorité de justice, les bornes se trouvent placées sous la sauve garde de la loi. Et ceux qui les enlèvent, les suppriment, ou les déplacent, sont passibles des peines prononcées par les articles 389 et 456 du Code pénal.

BORNES ou CHASSE-ROUES.

On appelle aussi bornes ou chasse-roues les blocs ou piliers en pierre ou en métal qui se placent à l'encoignure ou au-devant des murs de face, pour les garantir du frottement ou du choc des voitures.

Elles ne peuvent être placées sur la voie publique sans une autorisation du collége des bourgmestre et échevins; et s'il s'agit d'en établir sur une route dépendante de la grande voirie, cette autorisation doit être en outre approuvée par la députation des états. (Arrêté du 29 février 1836; loi communale du 30 mars 1836, art. 90, n° 7.)

Il est convenable que les réglemens de petite et de grande voirie déterminent d'une manière uniforme la largeur que peuvent avoir les bornes ou chasse-roues, afin que leur saillie n'entrave pas la circulation en rétrécissant la voie publique. Leurs dimensions doivent être proportionnées à la largeur des rues. Voyez Saillies.

BORNES MILLIAIRES.

Ces bornes servent à marquer les distances sur les grandes routes. On les nomme milliaires parce que la distance d'une borne à

l'autre était autrefois de mille toises (une demi-lieue de poste.)

Elles portent toutes une série de numéros, à compter du point de départ qui est ordinairement le centre de la capitale, jusqu'à la frontière du pays.

Les peines portées par les articles 389 et 456 du code pénal pour enlèvement, suppression ou placement de bornes, ne paraissent pas devoir s'appliquer aux bornes milliaires; mais il y aurait lieu, selon nous, d'appliquer à ce cas l'article 257 du même code, portant : « quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monumens, statues ou *autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique*, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 100 francs à 500 francs.»

BONS DU TRÉSOR.

1. Indépendamment de la dette constituée, de la dette inscrite au grand livre, soit qu'elle porte intérêt, dès à présent, soit que le paiement de la rente ne doive avoir lieu qu'après un certain nombre d'années, plusieurs nations ont une dette *flottante*.

Cette dernière est spéciale dans sa forme comme dans son objet. Elle est tantôt momentanée, et ne sert qu'à pourvoir à des besoins pour lesquels les fonds ne seront faits que plus tard; tantôt elle est périodique, et alors elle a pour objet de rétablir l'équilibre entre l'échéance des dépenses et la rentrée des revenus ordinaires de l'État.

Ainsi les contributions directes, dans notre système d'impôts, ne se perçoivent pas avec régularité; les rôles de chaque année ne sont exécutoires en général qu'au mois d'avril, ce qui laisse un vide dans le trésor pendant quatre mois. Ainsi les droits de douane ou d'accises prélevés sur certains objets, rapportent beaucoup plus dans une saison que dans une autre, tandis que les dépenses auxquelles le trésor doit subvenir, sont toujours régulières et ne souffrent pas de retard.

Pour parer aux inconvénients qui naissent de cette inégalité entre les recettes et les dépenses, on a imaginé un moyen de crédit semblable à celui qu'on emploie dans le commerce : on autorise le gouvernement à émettre des promesses à terme portant intérêt.

La facilité de négocier ces effets, l'empressement du public à les prendre, parce qu'ils offrent un placement aux capitaux momentanément disponibles, ont donné lieu à des émissions plus nombreuses, tantôt pour subvenir, comme nous l'avons dit tout à l'heure, à des besoins extraordinaire du moment, tantôt pour masquer des déficits.

2. Le gouvernement belge s'était passé de ce moyen de crédit pendant les trois premières années de la révolution; mais le 16 février 1833, il obtint des chambres une loi qui l'autorisa à émettre des promesse à terme, pour une somme de quinze millions de francs, sous la dénomination de *bons du trésor*.

Cette loi porte que l'émission des bons du trésor a lieu pour faciliter le service du trésor pendant l'exercice de la même année. L'émission, dit l'article 2, peut se renouveler plusieurs fois dans le courant de l'année, de manière que la quantité en circulation ne dépasse pas la somme stipulée de 15,000,000 fr., et l'article 4 autorise le gouvernement à racheter les bons.

De cette manière, le gouvernement a la facilité de régler la circulation d'après ses besoins, tandis que le contrôle de la chambre des comptes, contrôle assuré par un visa préalable, garantit le public contre les abus.

Le crédit de la Belgique était encore mal assis à cette époque; les promesses à terme émises en 1832, n'avaient pu le consolider; aussi la loi, tout en obligeant le gouvernement à n'émettre les bons du trésor qu'au pair, lui avait-elle donné la latitude de payer 6 p. % d'intérêt annuel et 1 p. % de frais de négociation par semestre.

Un arrêté du 1er mars 1833 a réglé la forme des bons du trésor et le mode de leur émission, dans les termes suivans :

« Art. 1. Les bons du trésor sont à ordre ou au porteur. Ils conserveront la qualité de bons au porteur jusqu'à ce que l'ordre y soit formellement inscrit.

» Art. 2. Ils seront gravés conformément au modèle ci-joint, sur papier portant pour filagramme : *bon du trésor*, et auront double talon, dont l'un demeurera à la cour des comptes, l'autre à la trésorerie générale.

» Art. 3. Il n'en sera pas créé d'une valeur au-dessous de mille francs.

» Art. 4. Chaque bon comprendra le montant de l'intérêt pour le temps qu'il aura à courir.

« Cet intérêt est fixé à 6 p. % l'an jusqu'à disposition ultérieure. Toute fraction inférieure à cinq centimes, sera retranchée du décompte des intérêts.

» Art. 5. Les frais de négociation seront réglés par le ministre des finances. Ils seront bonifiés au comptant, au moment des versemens.

» Art. 6. Ils seront payables par le caissier général. Ils porteront la signature de l'administrateur de la trésorerie générale, le visa de la cour des comptes et le timbre sec du ministère des finances. »

En vertu de cet arrêté des bons du trésor furent émis immédiatement, aux échéances des 1er août, 1er septembre et 1er octobre, pour une somme de onze millions; et plus tard, un arrêté du 12 septembre de la même année permit au ministre des finances une création nouvelle de bons pour pareille somme, dans la même forme et teneur, au fur et à mesure des besoins du trésor et de l'extinction de la circulation existante.

3. L'emploi de ce moyen financier ayant répondu à l'attente du gouvernement, on y a recouru depuis à diverses reprises.

La loi du budjet des voies et moyens pour l'année 1834 a d'abord autorisé le gouvernement à maintenir et renouveler les bons du trésor jusqu'à concurence de fr. 15,000,000.

Ensuite la loi du 1er mai 1834, relative à l'établissement d'un système de chemins de fer, autorisa, en attendant, la levée d'un emprunt pour pourvoir à l'exécution de cette vaste entreprise, autorisa, disons-nous, le gouvernement à émettre des bons du trésor pour une nouvelle somme de dix millions, aux conditions déjà déterminées par la loi du 16 février 1833. Par conséquent la circulation des bons du trésor put être portée à fr. 25,000,000, somme pour laquelle l'émission a été confirmée et maintenue par la loi des voies et moyens pour l'année 1835.

Dans la même année, une transaction passée entre les concessionnaires de la canalisation de la Sambre, et le ministre de l'intérieur donna naissance à une loi du 26 septembre, qui permit une circulation nouvelle de fr. 1,490,000, ce qui porta le total des bons dont le gouvernement pouvait faire écus, à fr. 26,490,000.

Enfin, cet état de choses a été maintenu par la loi des voies et moyens pour l'année 1836.

4. Depuis la première émission des bons du trésor en 1833, le crédit de la Belgique s'étant élevé successivement au niveau de celui des autres nations européennes, l'intérêt a été sans cesse en diminuant; il n'était plus au commencement de 1836 que de 4 à 2, suivant que le terme de remboursement était plus ou moins éloigné. Une circonstance particulière a influé sur cette baisse d'intérêt : c'est que la rareté, presque continue, du papier sur Paris a fourni au ministère un moyen d'accréditer les bons du trésor, en les rendant payables dans cette dernière ville, à la volonté du porteur.

5. Généralement les bons du trésor sont payables à Bruxelles et à Paris; mais pour jouir de cette dernière faculté le porteur doit les faire présenter, dix jours avant l'échéance, chez MM. De Rothschild, frères. Les frais occasionnés par la provision et le mouvement des fonds, se retrouvent dans la différence des intérêts, qui fixés à 4 pour les bons à un an, l'étaient à 3 pour six mois, à 2 1/2 pour quatre mois et à 2 pour trois mois.

6. La bonification payée au moment de l'émission, en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 1er mars 1833, est d'un par mille francs, et lorsque, par exception, le preneur renonce immédiatement à la faculté d'avoir des bons payables à Paris, on lui bonifie en outre 1/8 de franc pour cent.

7. A l'époque où, par suite de contestations avec la *Société générale* pour favoriser le commerce et l'industrie, le gouvernement a

craint la suppression subite des caisses d'épargnes, il a, pour obvier à cet inconvénient, émis par mesure d'exception, en 1835, des bons du trésor payables dans les chefs-lieux de province; voulant faciliter par-là l'emploi des fonds dont le placement habituel allait être interrompu. Depuis, les difficultés avec la Société générale ont été applanies, et peu de bons ont été émis en province.

8. L'abaissement successif de l'intérêt et l'avancement des travaux des chemins de fer ont enfin déterminé le gouvernement à proposer l'emprunt nécessaire à l'exécution de la loi du 1er mai 1834. Cet emprunt, montant à trente millions de francs, capital nominal, a été autorisé par la loi du 18 juin 1836; et cette loi en affecte une partie au remboursement des bons du trésor émis, tant pour la construction du chemin de fer, que par suite de la transaction conclue avec les concessionnaires de la canalisation de la Sambre; de telle sorte qu'aujourd'hui le maximum de la circulation se trouve réduit au chiffre primitif de fr. 15,000,000.

En conséquence de cette loi, le ministre des finances diminua de nouveau les intérêts des bons du trésor, et les régla comme suit, à savoir : 3 1/2 pour un an; 3 pour six mois; 2 1/2 pour quatre mois, et 2 pour trois mois, par cent francs. (Décision du 19 juillet 1836.)

BOUCHER.

On appelle *boucher* celui qui achète, tue et vend les bestiaux destinés à la nourriture des hommes.

§ 1. *Législation.*

1. On a senti, de tout temps, la nécessité de surveiller l'exercice de la profession de boucher, parce qu'elle intéresse, au plus haut degré, la salubrité publique et la sûreté des citoyens.

En France, il existe à cet égard des réglemens nombreux, dont le plus ancien remonte au quatorzième siècle; ce sont les lettres-patentes du roi Jean, datées du mois d'août 1363; l'édit de Charles IX, du 4 février 1567; celui de Henri III, du 21 novembre 1577; les lettres-patentes de 1770, et celles du 1 juin 1782. Ces dernières contiennent le réglement le plus complet sur cette matière. (Desessarts, *Dictionnaire universel de police*, tom. II, p. 114, 130, 146 et 157; édit. de 1786.)

L'ancienne Belgique avait aussi ses réglemens sur la profession de boucher; nous citerons notamment les édits politiques, publiés à Namur en 1687, et rappelés dans un arrêté du collége des bourgmestre et échévins de cette ville, en date du 31 décembre 1817.

La loi du 19-22 juillet 1791 a confirmé, tant pour la France que pour la Belgique, ceux de ces anciens réglemens, qui avaient pour objet, la salubrité des comestibles (Titre I, art. 29); mais ils sont tombés en désuétude, dans notre pays surtout, parce que d'une part, ils étaient ou incomplets, ou exagérés dans leurs dispositions, et que de l'autre, la nouvelle législation, et particulièrement les lois du 14 décembre 1789, du 16-24 août 1790 et du 19-22 juillet 1791, ont investi les administrations communales, du droit de régler elles-mêmes tout ce qui, dans la profession de boucher, peut intéresser la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité publique. C'est par suite de cette législation qu'aujourd'hui la profession de boucher n'est plus assujettie dans notre pays qu'à des réglemens communaux.

2. Ces réglemens varient suivant les localités, et cela ne peut être autrement, parce que le pouvoir communal dont ils émanent, est obligé de subordonner ses prescriptions à une foule de circonstances, qui diffèrent de commune à commune, et souvent d'un quartier à l'autre de la même ville. Ainsi dans les grandes cités, on ne peut laisser aux bouchers la même latitude que dans les communes rurales; dans les villes où il existe des abattoirs, on ne peut leur imposer les mêmes obligations que dans celles où il n'en existe pas. Il nous serait par conséquent impossible de suivre dans leurs dispositions particulières cette foule de réglemens divers; notre tâche se bornera à fixer les principes qui doivent leur servir de base à tous, et les objets qu'ils doivent embrasser.

1° La profession de boucher est libre ; pour l'exercer, il suffit d'une patente. Mais l'autorité communale, par cela même qu'elle a charge de veiller à la propreté, à la salubrité, à la sûreté et à la tranquillité publique, peut astreindre tout boucher qui s'établit, à faire sa déclaration au collége des bourgmestre et échevins, et à indiquer le lieu qu'il a choisi pour son étal ou sa boutique. Un état de tous les bouchers, contenant leurs noms, prénoms et domiciles, doit être déposé dans les bureaux de l'administration communale, afin que la police puisse porter sa surveillance sur chacun d'eux, et qu'il ne se forme nulle part de boucheries ou de magasins de viandes clandestins. (Loi du 14 décembre 1789, art. 50.)

Quoique la profession de boucher soit libre, l'autorité ne doit pourtant pas permettre à ceux qui l'exercent, de se coaliser ou d'employer des manœuvres pour faire hausser le prix des viandes. C'est dans ce but que la plupart des réglemens defendent aux bouchers de laisser leurs étaux dégarnis de viande pendant un certain nombre de jours. (Arrêté du 8 vendémiaire an 11, pour les bouchers de Paris.) D'un autre côté, l'exercice continu de cette profession est un besoin, une nécessité sociale; toute interruption, même momentanée, peut entraîner les plus graves inconvéniens. On a vu récemment dans les villes du midi de la France, les boulangers fermer tout-à-coup leurs boutiques, même les abandonner par la crainte d'une épidémie, et aggraver par cette conduite la position de leurs concitoyens. Cet exemple suffit pour indiquer l'importance des réglemens de police, sur l'exercice des professions destinées, comme celles de boucher et de boulanger, à subvenir aux besoins constans et inévitables de la consommation. Aussi en France les réglemens défendent-ils aux bouchers de renoncer à leur profession, sans en prévenir l'autorité quelques mois auparavant.

2° Les bouchers doivent, comme les autres marchands de denrées qui se vendent au poids, subir l'inspection que la police exerce sur la fidélité du débit. (Loi du 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3, n° 4; code pénal, art. 479, n°s 5 et 6.)

3° Ils sont de même assujettis à l'inspection que la police est tenue d'exercer sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique. (Lois du 16-24 août 1790, tit. XI, art. 3, n° 4; et du 19-22 juillet 1791, tit. I, art. 20; code du 3 brumaire an 4, art. 605; code pénal, art. 484.)

Dans les villes où il existe des boucheries publiques, l'autorité locale peut même, dans ce but, prohiber la vente à domicile et le colportage des viandes de boucherie. Cette défense est le meilleur moyen de prévenir le débit clandestin des viandes gâtées ou provenant de bestiaux morts, étouffés ou attaqués de maladies dangereuses.

4° L'autorité communale a le droit de tarifer le prix de la viande de boucherie; et dans ce cas, les bouchers ne peuvent vendre au-dessus de la taxe établie. (Loi du 19-22 juillet 1791, tit. I, art. 30.) Voyez Viande.

5° Sous le rapport de la sûreté publique, la profession de boucher a d'autres dangers que l'administration doit prévenir. Les réglemens qu'elle fait à cet égard, doivent ordonner notamment que les bestiaux, lorsqu'ils sont conduits à l'étable, à l'abreuvoir ou à la tuerie, soient tenus à l'attache; et défendre qu'ils soient harcelés, ce qui arrive souvent par les chiens qui les accompagnent. Des précautions semblables et plus rigoureuses encore, doivent être observées au moment d'abattre les animaux. (Code pénal, art. 475, n° 7 et 479, n° 2.)

Dans les villes et communes où il n'existe point d'abattoir public, l'autorité locale peut autoriser les bouchers à abattre les bestiaux dans leur domicile, lorsqu'ils en ont reconnu la possibilité et la convenance; sinon, elle doit désigner un lieu commun, où l'abattage puisse se faire sans inconvénient pour la sûreté et la salubrité publique.

Elle doit veiller également à ce que l'abattage ne se fasse que par des individus à ce commis, possédant les capacités requises à cet effet, et dûment patentés.

6° Sous le rapport de la salubrité publique, les tueries, échaudoirs, fonderies de graisse et d'autres matières, les magasins de viandes, les triperies, etc. sont rangés par

l'arrêté du 31 janvier 1824, au nombre des établissemens incommodes, insalubres ou dangereux, qui ne peuvent être érigés ou changés de place, sans une autorisation préalable du collége des bourgmestre et échevins

L'autorité communale doit, sous le même rapport, empêcher tout ce qui peut nuire à la propreté dans les rues, et à la santé des citoyens. Ainsi elle doit défendre :

De faire écouler sur la voie publique, et même de laisser en stagnation dans les tueries le sang des bestiaux abattus : il convient d'ordonner qu'on le reçoive dans des cuvelles ou dans un puisard, pour le porter ensuite au dehors, dans des endroits où il n'y ait point d'inconvénient à craindre; que le pavé des abattoirs soit lavé à grande eau, et que jamais on ne laisse écouler dans la rue que des eaux rousses et sans odeur;

De laver les dépouilles des bêtes abattues, aux fontaines ou pompes publiques;

De jeter dans les rues et canaux les débris, qui proviennent de l'abattage;

De conserver ces débris dans les tueries, ou de les amasser près des endroits habités, pour les convertir en engrais;

D'abattre les bestiaux avant la visite des experts ou des artistes vétérinaires, chargés de vérifier s'ils ne sont ni malsains, ni malades; et d'introduire dans les tueries, les bêtes mortes de maladies ou étouffées.

En cas d'épizootie, il y a, en outre, des précautions particulieres à prendre, relativement à l'abattage des animaux. Voici ce que porte à ce sujet, une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 23 messidor an 5, rendue obligatoire le 27 du même mois par un arrêté du directoire exécutif, et promulguée en Belgique, le 17 vendémiaire an 11:

« Les propriétaires des bêtes saines en pays infecté, pourront en faire tuer chez eux ou en vendre aux bouchers de leur commune, mais aux conditions suivantes :

» 1° Il faudra que l'expert ait constaté que ces bêtes ne sont pas malades;

» 2° Le boucher n'entrera pas dans l'étable;

» 3° Le boucher tuera les bêtes dans les 24 heures;

» 4° Le propriétaire ne pourra s'en dessaisir et les bouchers les tuer, qu'ils n'en aient la permission du maire qui en fera mention dans son état. Toute contravention à cet égard sera punie d'une amende de 200 fr.; le propriétaire et le boucher demeurent solidaires.» (Art. 8 de l'arrêt du conseil du 19 juillet 1746.)

Tels sont les objets principaux que doivent embrasser les réglemens sur la profession de boucher. Voyez au surplus les articles Abattoir, Boucherie, Halle a la viande, Echaudoir et Viande.

§ II. *Compétence administrative, pénalités.*

1. Les réglemens relatifs à ces divers objets doivent émaner des conseils municipaux. Ainsi le veulent les lois du 14 décembre 1789, du 16-24 août 1790 et du 19-22 juillet 1791, qui ont attribué aux corps municipaux le soin de régler tout ce qui intéresse la propreté, la salubrité et la sûreté publique; ainsi le veut encore la loi du 30 mars 1836, dont l'art. 78 charge spécialement les conseils municipaux de faire les ordonnances de police.

Toutefois, ces réglemens ne peuvent être contraires aux lois. Ainsi, on ne pourrait subordonner l'exercice de la profession de boucher à une autorisation préalable, comme cela se pratique en France, ni ordonner pour quelque contravention que ce soit, la fermeture des étaux ou boutiques. De pareilles dispositions violeraient la liberté de l'industrie, et par conséquent les lois qui la consacrent.

2. Les peines dont les conseils communaux peuvent sanctionner leurs réglemens, sont celles de simple police. (Art. 78 de la loi du 30 mars 1836.)

3. L'exécution des réglemens communaux appartient aux colléges des bourgmestre et échevins (Ibid. art. 89); et les commissaires de police doivent, par de fréquentes visites, s'assurer s'ils s'exécutent partout avec la régularité convenable, dresser procès-verbal contre les contrevenans, etc. (Ibid. art. 127.)

En France, pour garantir davantage la stricte observation des réglemens sur cette matière, on a eu recours à l'organisation des bouchers en corporation. Ce moyen rappelle un peu des temps qui sont loin de nous; cepen-

dant les corporations, lorsqu'elles ont pour but unique de créer une surveillance plus efficace, sans constituer de privilége, sans porter atteinte à la libre concurrence, peuvent encore être utiles.

Mais il est résulté delà qu'au lieu de laisser à l'administration communale le soin, que les lois lui attribuent, de régler l'exercice de la profession de boucher, le gouvernement s'en est emparé. Il n'appartient à la vérité qu'au gouvernement de donner l'existence et la qualité de *personne civile* à une corporation religieuse ou laïque ; mais tout en usant de son droit sous ce rapport, il l'a étendu à divers objets de police qui, suivant les décrets des 14 décembre 1789 et 16-24 août 1790 ne regardent que les corps municipaux. Quoiqu'il en soit, les bouchers de Paris ont été constitués en corporation régulière par arrêté du 8 vendémiaire an 11.

D'après les dispositions de cet arrêté, tous les individus exerçant la profession de boucher, doivent se faire inscrire à la préfecture de police. — Le préfet de police nomme parmi eux trente individus, dont dix sont pris parmi ceux qui paient le droit proportionnel de patente le moins considérable. — Ces trente individus nomment parmi les bouchers un syndic et six adjoints. — Les bouchers sont tenus de fournir un cautionnement, sans intérêt, fixé à

3000 fr. pour la 1re classe ;
2000 fr. pour la 2e dito ;
1000 fr. pour la 3e dito.

— Les intérêts de ces cautionnemens forment une caisse destinée à donner des secours aux bouchers qui éprouvent des accidens, et ces secours consistent en prêts sur engagement personnel de commerce. — Aucun boucher ne peut quitter son commerce que six mois après en avoir fait la déclaration au préfet de police. — Tout étal de boucher qui reste dégarni de viande pendant trois jours consécutifs, est fermé pour six mois. — Enfin le commerce de la viande de boucherie ne peut avoir lieu dans les marchés publics que deux jours de la semaine seulement. — Le nombre des bouchers est limité.

Dans les autres villes auxquelles on a appliqué ce système, ce sont les maires qui nomment parmi les bouchers les individus, chargés de choisir parmi leurs confrères, un syndic et des adjoints. — Ils accordent, sur l'avis de ces derniers, les autorisations nécessaires pour exercer la profession de boucher. — Ils donnent leur décision sur les prêts à faire par la caisse des bouchers. — Ils arrêtent et remettent au préfet le compte de cette caisse ; ils reçoivent les déclarations de ceux qui veulent abandonner leur profession et les autorisent à la quitter. — Les syndics et les adjoints leur présentent un projet de réglement sur le régime et la discipline intérieure des boucheries.

Il n'est pas probable que ce système s'introduise jamais en Belgique, parce qu'il est peu compatible avec la liberté de l'industrie qui est devenue un besoin général, et que d'ailleurs il blesse l'esprit d'indépendance et d'égalité qui règne ici dans toutes les professions. Si cependant l'administration communale jugeait à propos de recourir à l'organisation des bouchers en corporation pour mieux assurer l'exécution des réglemens, il ne faudrait pas perdre de vue que ce système ne peut être mis en pratique sans un arrêté royal qui l'autorise.

BOUCHERIES ET HALLES A LA VIANDE.

1. On donne en général le nom de *boucherie* à l'endroit réservé, tant pour l'abattage du bétail que pour la vente publique de la viande. Cependant la vente et l'abattage étant deux opérations distinctes, qui ont presque toujours lieu dans des emplacemens séparés, il serait plus exact d'appeler *boucherie* le lieu où l'on tue, et *halle à la boucherie* ou *halle à la viande*, celui où l'on vend. Mais l'usage en Belgique est contraire à cette distinction. Nous ferons toutefois remarquer que dans l'article 3 de l'arrêté du 31 janvier 1824 le mot *boucherie* est employé dans le sens restreint de *tuerie* ou *abattoir*. Voyez ci-après § I.

2. La plupart des boucheries et halles à la viande ont été construites anciennement, soit par les seigneurs à charge de certains

droits de banalité, soit par les communes à charge de certaines rétributions que payaient les bouchers, soit par les corporations de bouchers mêmes qui les exploitaient à leur profit.

3. La révolution française a changé cet état de choses. D'abord la loi du 15-28 mars 1790 supprima, sans indemnité, tous les droits perçus en nature ou en argent, à raison de l'apport ou du dépôt des viandes, bestiaux, etc., dans les marchés, places ou halles, de quelque nature qu'ils fussent; et disposa que les bâtimens et les halles continueraient d'appartenir à leurs propriétaires, sauf à eux à s'arranger à l'amiable, soit pour le loyer, soit pour l'aliénation, avec les municipalités des lieux, et qu'en cas de contestation, les difficultés relatives à ces arrangemens, seraient soumises à l'arbitrage des assemblées administratives. (Tit. II, art. 19.) Voyez Halles.

L'article 23 du même titre abolit également tous les droits de banalité de boucherie. Voyez Banalité.

Ensuite la loi du 2-17 mars 1791, qui a supprimé les corps de métiers, attribua à la nation les biens, et par conséquent les halles et boucheries, qui appartenaient à des corporations de bouchers; enfin un décret du 26 mars 1806 abandonna, sur estimation contradictoire, aux communes les halles à la viande et autres, dont la régie des domaines était encore en possession à cette époque.

On voit par les diverses lois que nous venons de citer, que l'esprit de la législation, sous le gouvernement français, était d'ériger toutes les boucheries et halles existantes en propriétés communales. Aujourd'hui rien n'empêche les particuliers d'en posséder qui soient leur propriété privée, ainsi que nous le verrons tantôt.

La police des boucheries, soit communales, soit particulières, appartient à l'administration des communes où elles sont situées. Elle a pour objet 1° leur établissement, 2° l'approvisionnement, 3° la salubrité publique et 4° la sûreté des habitans.

§ I. *De l'établissement des boucheries et halles à la viande.*

Le droit d'établir des boucheries appartient aujourd'hui non seulement aux administrations communales, mais encore à de simples particuliers, isolés ou réunis en compagnie; c'est ce qui résulte de l'art. 3 de l'arrêté du 31 janvier 1824. Mais aux termes de ce même article, les particuliers ne peuvent établir ni *boucheries*, ni *magasins de viandes*, sans une autorisation du collége des bourgmestre et échevins; et ceux qu'ils établissent, quoiqu'entièrement indépendans de l'autorité sous le rapport financier, sont assujettis à sa surveillance sous tous les autres rapports de police.

Quant aux communes, elles ne peuvent en établir à leurs frais qu'après délibération du conseil communal, approuvée par la députation permanente. Cette délibération, ainsi que l'approbation de la députation, doit porter spécialement sur les projets de construction et les moyens de faire face à la dépense.

La construction des boucheries et halles à la viande doit être telle qu'elles présentent le moins d'inconvéniens possible pour la salubrité et la santé publique. On conçoit aisément que, faute d'être convenablement emplacées et aérées, elles peuvent devenir des foyers d'infection.

L'établissement des halles et boucheries publiques a un double avantage : il facilite la surveillance de la police sur la salubrité des viandes, et donne à la commune un revenu par la location des étaux.

Les étaux se louent, soit par adjudication, soit d'après un prix d'abonnement, arrêté d'avance par un réglement communal. Par exemple, à Bruxelles et à Liége, le prix d'un étal est de 3 florins par mois; à Namur, au contraire, les étaux s'adjugent au plus offrant.

Ce revenu et les frais d'entretien doivent annuellement figurer au budget de la commune. Cependant l'autorité communale peut, si elle le juge convenable, traiter avec des particuliers pour la location d'une boucherie entière. Voyez ci-après le réglement du 24 mars 1825, concernant la halle à la viande de Liége. Dans ce cas, il suffit de porter au budget la somme pour laquelle on a traité.

Les conseils communaux sont juges des cas dans lesquels, pour favoriser une concur-

rence utile, il convient d'admettre des marchands forains dans les halles ou boucheries publiques. Ces derniers sont alors soumis, comme ceux de la ville, aux réglemens de police pour l'ouverture et la clôture du marché, le nettoyage et balayage, le mobilier de leurs étaux, la qualité, la taxe et le débit des viandes.

Des halles de ce genre ont été autorisées à Namur par un arrêté du 2 mai 1818, à Bruxelles par un arrêté du 30 septembre suivant, etc.

§ II. *De la police des boucheries et halles à la viande.*

La police des boucheries et des halles à la viande repose sur les principes de salubrité, de propreté et de sûreté publique, dont nous avons déjà parlé dans l'article Boucher. Seulement, plus il y a de bouchers réunis dans le même emplacement, plus cette police a d'importance. C'est sans doute par ce motif que la plupart des administrations communales, usant de la faculté que leur donne la loi du 19-22 juillet 1791, ont établi, près chaque boucherie, un inspecteur juré qui en a la surveillance. Ces inspecteurs sont autorisés, après avoir prêté serment, à remplir les fonctions de commissaires de police. (Tit. I, art. 13.) Voyez Inspecteurs jurés.

Une ordonnance communale détermine leurs obligations, tant envers la commune qu'envers les bouchers, et règle la manière dont ils doivent exercer leurs fonctions.

Voici les dispositions de celui que la régence de Liége a rendu sur cette matière, le 24 mars 1825 :

« Art. 1er. A dater du 1er août 1825, on ne pourra vendre ni étaler de la viande fraîche de bœuf, taureau, vache, génisse, veau, mouton et agneau, ailleurs que dans la grande halle située dans l'arrondissement du nord, sous peine de dix à vingt-cinq florins d'amende et du double en cas de récidive.

» Il est défendu sous la même peine de colporter des viandes fraîches, même celles de porc.

» Les contraventions à cet article, seront poursuivies sur les procès-verbaux qui seront dressés, et sur les plaintes qui en seraient faites.

» Art. 2. Il y aura un inspecteur-juré nommé par le conseil de régence.

» Il sera chargé des recettes et de la police de la halle.

» Il fournira un cautionnement en numéraire de 500 florins non productif d'intérêts, qui sera versé dans la caisse municipale.

» Il aura pour émolument le cinquième de la recette; plus la moitié des amendes qu'il aura reconnues.

» Il devra être constamment à la halle pendant les heures d'ouverture, qui sont fixées savoir : du premier novembre à la fin de février de 7 heures du matin à 8 heures du soir; du premier mars à la fin d'avril et du 1er septembre à la fin d'octobre, de six heures du matin à huit heures du soir; et le restant de l'année, de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

» La halle devra en outre être ouverte, seulement aux bouchers et détaillans pour dépecer leurs viandes, tous les samedis à 3 heures du matin.

» Les dimanches et les fêtes réservées, la halle ne sera ouverte que jusqu'à midi précis.

» Les bouchers, détaillans ou les personnes employées par eux, devront se retirer de la halle une demi-heure après celle fixée pour la fermeture; le son de la clochette annoncera l'une et l'autre.

» Il a le droit de dresser des procès-verbaux pour les contraventions qui se commettraient dans l'intérieur de la halle; celles extérieures seront surveillées et constatées par des agens spéciaux et notamment par la police.

» Art. 3. La halle devra être tenue propre et en bon ordre, sous la responsabilité de l'inspecteur; en conséquence, il est tenu de faire, tous les jours, un nettoiement général à ses frais avant l'ouverture ou après l'heure de la fermeture de la halle. Toute infraction à cette disposition fera encourir à l'inspecteur-juré une amende de dix florins au profit de la caisse communale.

» L'éclairage de la halle se fera aussi par et aux frais de l'inspecteur juré; en conséquence la régence lui fournira les lanternes qu'elle

destine à ce service; les frais de bureau et autres sont également à sa charge.

» Art. 4. L'inspecteur ne pourra exercer le commerce de boucher, ni par lui, ni par autrui; il est passible, en cas de négligence, soit dans son service, soit dans la visite des viandes, d'une retenue sur ses émolumens, laquelle sera fixée par le collége des bourgmestre et échevins, d'après les différentes circonstances qui y auraient donné lieu; il est en outre révocable à la volonté du conseil.

» Art. 5. L'inspecteur-juré remettra le cinq de chaque mois au receveur principal des taxes municipales, un compte du produit des places occupées et lui versera en même temps ce produit; ce receveur devra vérifier le compte sur les registres de l'inspecteur, et s'assurer que ceux-ci soient exactement tenus ; un double dudit compte devra être en même temps remis aux bourgmestre et échevins, qui pourront toujours faire contrôler ses registres et se les faire représenter.

» Art. 6. L'inspecteur juré présentera aux bourgmestre et échevins une personne qui devra être assermentée, laquelle pourra momentanément (en cas d'empêchement bien justifié) le remplacer avec leur autorisation, à ses frais et sous sa garantie.

» Le délégué admis aura les mêmes attributions que le remplacé.

« Art. 7. Le meuble nécessaire (autre que les outils et instrumens dont les bouchers doivent se munir), sera fourni aux frais de la ville, qui en fera dresser l'inventaire ; sa conservation et son entretien seront à la charge et aux frais de l'inspecteur ; mais tout renouvellement et remplacement, résultant de l'usage seulement, sera aux frais de la ville ; l'inspecteur aura son recours contre ceux par le fait desquels les dégradations auraient lieu.

» L'échevin délégué aux travaux publics fera dresser chaque année, l'état du mobilier; et en cas de retraite ou de renvoi de l'inspecteur-juré, celui-ci sera tenu de payer les dégradations, soit aux meubles, soit aux bâtimens, qui seront reconnues, par ledit échevin, provenir du défaut de soin ou de surveillance.

» Art. 8. Les viandes ne seront introduites dans la halle que par les portes latérales et en suivant la direction intérieure qui sera indiquée par l'inspecteur-juré, sous peine de payer trois florins d'amende.

» Art. 9. Tout étal qui cessera d'être garni de viande pendant trois jours consécutifs, donnera lieu contre le locataire, à une amende de cinq florins ; en cas de récidive, il en sera privé pendant un mois sans restitution du prix d'occupation.

» Art. 10. Les viandes exposées en vente, devront être saine : l'inspecteur-juré s'assurera par de fréquentes visites, s'il n'y en a pas de gâtées ou corrompues ; il saisira celles qui seront dans ce cas; les fera enfouir aux frais du propriétaire dans un lieu à désigner par la régence, en observant les mesures de police prescrites en pareille circonstance ; et nonobstant cette saisie, le boucher ou débitant sera puni d'une amende de cinq à vingt florins. Et dans le cas où ceux-ci ne voudraient pas s'en rapporter à la décision de l'inspecteur, ce dernier fera appeler, à tour de rôle, un des deux experts nommés pour le service de l'abattoir public, qui, conjointement avec un expert désigné par le propriétaire, décideront ; et en cas de dissentiment, ces deux experts s'adjoindront un troisième : chacun d'iceux aura cinquante cents par vacation qui sera payée par la personne qui aura réclamé à tort leur ministère.

» Si la viande est reconnue saine, la vacation des experts sera payée par l'inspecteur ; la ville lui en tiendra compte à son premier versement, sur le vu du procès-verbal qui aura été dressé.

» Art. 11. Les étaux seront numérotés.

» Art. 12. Il sera payé pour l'occupation d'un étal trois florins par mois.

» Art. 13. Les places seront tirées au sort publiquement, sous la direction de l'inspecteur-juré ; ce tirage sera renouvelé le dernier jour de chaque mois, à deux heures de l'après-midi ; le son de la clochette l'annoncera.

» Art. 14. Personne ne sera admis au tirage, si, au préalable, il n'a versé le prix d'occupation de la, ou des places dont il aura fait la demande, et ce aux conditions reprises à l'article suivant.

» Ne sera également pas admis aucun individu en retard de payer les amendes dues à la ville, ainsi que les réparations ou remplace-

mens qui auront été reconnus être à ses charges.

» Art. 15. Les bouchers ou détaillans qui désireront occuper plusieurs étaux, qui ne pourront cependant excéder le nombre de trois, seront les premiers admis à tirer le billet de l'urne, afin qu'ils soient réunis, en commençant néanmoins par celui qui demandera le plus grand nombre ; en conséquence, les numéros qui suivront celui obtenu au tirage, seront ceux qu'ils occuperont en supplément, pour autant qu'ils soient susceptibles de réunion et dans la négative, les numéros inférieurs seront ceux assignés.

» Si cependant, par le numéro du tirage, il n'y avait pas de possibilité de réunir les étaux demandés, ce numéro sera déposé de nouveau dans l'urne et le boucher réadmis à tirer jusqu'à ce que le sort indique une réunion.

» Art. 16. Personne ne pourra vendre, céder ni échanger la place que le sort lui aura assignée.

» Art. 17. Les bouchers ou détaillans ne pourront faire du hachis sur le billot faisant partie de l'étal, à peine de payer un à trois florins d'amende ; des places seront assignées à cette fin.

» Art. 18. Avant d'occuper sa nouvelle place d'après le sort du tirage, le boucher ou détaillant doit remettre l'étal qu'il quittera, dans un état de propreté parfaite, à peine de payer un florin d'amende ; la visite en sera faite par l'inspecteur, qui s'assurera en outre s'il n'y existe pas de détérioration, et dans l'affirmative, il les indiquera à l'évacuant, afin que, dans les 24 heures au plus tard, l'étal soit remis dans un bon état ; faute de ce faire, il y sera pourvu à ses frais par l'inspecteur-juré, dans un court délai, indépendamment de l'amende ci-dessus fixée : le boucher qui refuserait de quitter sa place après le mois d'occupation et à l'heure qui lui sera indiquée par l'inspecteur, payera une amende de cinq florins, et pour chaque jour de retard 20 florins, sans préjudice de toutes autres voies de coërcition et de dommages et intérêts envers celui dont il tiendrait la place.

» Art. 19. Chaque étal portera à sa façade le nom du boucher ou débitant ; cette inscription sera faite par et aux frais de l'occupant d'après un modèle uniforme admis par la régence.

» Art. 20. On ne pourra fumer ni lâcher l'eau dans la halle.

» Art. 21. Il ne pourra être introduit des chiens à la halle.

» Les contraventions à cet article et à celui qui précède, seront punies d'une amende d'un à cinq florins et du double en cas de récidive.

« Art. 22. Il est défendu de troubler l'ordre dans la halle, à peine d'en être expulsé et poursuivi à la diligence de la police.

» Art. 23. Les habitans qui auraient des plaintes à former à charge des bouchers, débitans ou autres personnes employées par ceux-ci, devront s'adresser à l'inspecteur juré et consigner leurs motifs dans un registre à ce destiné ; un extrait de ce registre sera adressé par celui-ci, dans les 24 heures au plus tard, à la régence, pour y être statué ce qu'au cas appartiendra.

» Les plaintes qui seront relatives à l'inspecteur, seront adressées par un écrit au collége des bourgmestre et échevins, au plus tard dans les 48 heures de l'arrivée du motif qui y aurait donné lieu.

» Art. 24. Indépendamment des visites ordonnées à l'inspecteur juré, la police fera les reconnaissances qui sont dans ses attributions, ainsi que les agens de l'administration des accises.

» Art. 25. Les commissaires et agens de la force publique sont chargés de prêter main-forte, lorsqu'ils seront légalement requis. »

Ce réglement donne lieu à quelques observations.

Il s'applique aux halles à la viande et non aux boucheries proprement dites ; nous renvoyons pour la police intérieure de celles-ci à l'article Abattoir.

Les peines, dont il punit les diverses contraventions à la police des halles, doivent être mises en harmonie avec l'article 78 de la loi communale du 30 mars 1836.

A l'exemple de plusieurs autres réglemens, celui que nous venons de rapporter, prive les bouchers de la jouissance de leurs étaux pendant un mois, lorsqu'ils cessent, pendant

trois jours consécutifs, d'être garnis de viandes. (Art 9). Considérée comme peine, cette privation ne pourrait être prononcée aujourd'hui par un réglement communal; cependant comme elle est très-efficace pour assurer l'approvisionnement des boucheries, on pourrait, en réglant la location des étaux, stipuler que les bouchers s'obligent à les tenir constamment garnis, à peine de résiliation de leur bail sans indemnité. Cette clause n'aurait rien d'illégal et produirait le même effet.

Bien que l'entière liberté des consciences et des cultes, consacrée par les art. 14 et 15 de la constitution, ne permette plus de défendre aux bouchers d'étaler et de vendre les dimanches et fêtes réservées, il est toujours facultatif à l'autorité communale d'ordonner, comme l'a fait la régence de Liége, que les halles et boucheries appartenant à la commune, seront fermées à pareils jours; mais on ne pourrait étendre cette prescription à des halles ou boucheries particulières.

La défense d'étaler et de vendre de la viande de boucherie ailleurs que dans les halles, a quelque chose d'exorbitant, que l'on concilie difficilement avec la liberté des professions industrielles. Cependant cette mesure, quand elle a pour objet de faciliter la surveillance de la salubrité des viandes, n'excède pas les attributions de l'autorité communale. C'est ce que la cour de cassation de France a jugé par arrêt du 7 décembre 1826. Il serait plus difficile de la justifier dans le cas où, d'après le préambule même de l'arrêté qui la contient, elle n'aurait pour but que de prévenir la désertion des halles publiques. Au surplus, il est difficile de rendre cette défense efficace, parce que c'est souvent au hasard que l'on doit la découverte des contraventions de ce genre. La régence de Liége a essayé par les dispositions suivantes d'en assurer l'exécution :

1° Il est itérativement défendu de vendre à domicile d'autres viandes que celles de cochon et de dépouille; toutes autres doivent être vendues au local de la halle.

2° Les personnes entrant en ville avec des viandes dépecées ou des quartiers de bêtes, sont tenues de prendre, au premier bureau d'entrée, un bulletin (avec indication de la quantité pesée exactement) à charge de la halle aux viandes, où elles devront être conduites directement; ce bulletin sera visé aux bureaux des portes, où les viandes seront repésées, pour s'assurer qu'il n'en a pas été vendu pendant le trajet : l'inspecteur de la halle en fera de même, et vérifiera en outre la qualité.

3° Pour assurance de l'exécution de l'article précédent, les porteurs devront consigner le double droit, qui ne leur sera restitué que sur la reproduction, dans les vingt-quatre heures, du certificat apposé au dos du bulletin par l'inspecteur de la halle aux viandes, qu'elles y ont été réellement apportées.

4° Les porteurs de viandes dépecées, ni les bouchers et revendeurs de viandes de la ville, ne pourront en porter chez les habitans que de celles déposées à la halle, avec un permis par écrit de l'inspecteur de la halle indiquant les quantités et les personnes pour lesquelles elles sont destinées.

5° Les infractions aux dispositions qui précèdent seront passibles des amendes prononcées par l'arrêté du 24 mars 1825 ou par le réglement des taxes municipales suivant les cas, soit cumulativement, soit séparément.

6° L'inspecteur des taxes municipales et celui de la halle aux viandes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué aux nobles états députés, en conformité de l'article 70 du réglement organique de la régence. (Arrêté du 16 juin 1826.)

BOUÉE.

C'est un morceau de bois ou un baril vide flottant au-dessus de l'eau, et servant à marquer l'endroit où l'ancre est mouillée, ou les pieux, débris de vaisseaux, écueils et passages dangereux que la mer recouvre. Voyez Amers et Balise.

BOUES.

L'enlèvement des boues est un objet de

police bien essentiel, surtout dans les villes populeuses : les substances animales et végétales qu'elles tiennent en putréfaction, dégagent des exhalaisons dont l'effet est particulièrement nuisible dans les temps humides et chauds.

Dans les campagnes, les boues des mares et marais, celles qui proviennent du curage des fossés et des canaux, celles qui s'amassent dans les tourbières par la négligence ou l'ignorance des ouvriers, ne sont pas moins dangereuses; c'est à elles qu'il faut attribuer beaucoup de maladies épidémiques.

L'enlèvement des boues fait partie des objets de police, que la loi du 16-24 août 1790 a confiés à la vigilance des autorités locales. (Tit. XI, art. 3.)

Il est peu de villes où il n'existe à ce sujet quelque réglement, qui oblige les particuliers à balayer les parties de rue qui correspondent à leur habitation. Ceux qui négligent de satisfaire à cette prescription, sont passibles des peines prononcées par l'art. 471, n° 3, du code pénal. Voyez l'article Balayage.

Il est des villes où le nettoiement des rues se fait par entreprise. La cour de cassation de France a jugé que, dans ce cas, la peine portée par l'article 471 du code pénal, est applicable à l'entrepreneur, qui, ayant été subrogé à l'obligation des habitans, et s'étant soumis à cette peine par les clauses de son adjudication, néglige de faire ce nettoiement. (Arrêt du 12 novembre 1813.)

Les réglemens de petite voirie doivent défendre aux habitans de jeter dans les rues tout ce qui peut contribuer à les rendre boueuses.

Lorsque, par suite du balayage, les boues sont mises en tas dans les rues, l'autorité les fait enlever aux frais de la commune, ou adjuge le droit de les enlever, moyennnant indemnité, comme nous le verrons dans le numéro suivant.

2. Les boues sont un engrais que les cultivateurs recherchent dans certaines contrées. Sous ce rapport, les conseils communaux ont à examiner, si l'enlèvement en doit être permis aux particuliers, ou bien s'il sera adjugé à un entrepreneur.

A Bruxelles cet enlèvement se fait par entreprise, et procure à la ville un revenu considérable. On en jugera par les clauses suivantes du cahier des charges de la dernière adjudication :

« L'entrepreneur devra fournir un cautionnement de 60,000 francs, en immeubles situés dans le royaume ou en numéraire, avant d'entrer en jouissance de la ferme. Le terme de l'entreprise sera de six ans, qui prendront cours le 1er juillet pour finir le 30 juin 1842. L'administration municipale se réserve la faculté de renoncer les trois premières années, en avertissant neuf mois d'avance. La valeur du matériel servant actuellement à l'exploitation de la ferme, et appartenant à la ville, est fixée, en ce qui concerne celle-ci, à la somme de 52,855 francs, à raison de laquelle l'adjudicataire restera garant, et pourra faire usage de ce matériel au moyen du paiement annuel de 5 p. c. du capital. Au moment où commencera le service, l'entrepreneur devra porter les tombereaux attelés au nombre de soixante. L'enlèvement des boues et immondices devra être terminé chaque jour, pendant les six mois d'hiver, à quatre heures de relevée, et pendant les six mois d'été à cinq heures; après ces heures, il sera loisible à chaque particulier d'enlever les boues à son profit. Quant au nettoyage des égouts, latrines, etc., les dispositions antérieurement arrêtées sont maintenues.

» La ville fournira trois emplacemens pour servir de dépôts à la ferme des boues, savoir : le local actuel de la ferme des boues avec accès par la rampe de l'ancien rempart y existant encore; un demi-hectare au moins dans une prairie, située contre la digue du canal sous la commune d'Ever, près de la propriété de MM. Van Eeckhout, frères; un terrain ayant fait partie des anciennes fortifications de la ville, situé sous Saint-Gilles contre le chemin de ronde conduisant de la porte de Hal à celle de Namur. Quant au droit de navigation existant sur le canal, les bateaux pour le transport des boues jusqu'à Ever ne paieront d'autres droits que celui d'embarquement ou de débarquement à raison de 3 centimes par tonneau; il en sera autrement

quand ils dépasseront cet endroit. L'entrepreneur ne paiera ni loyer ni indemnité pour l'usage des prédits emplacemens, sauf la contribution foncière qui sera à sa charge. »

Le réglement de la petite voirie du 1er juin 1827, impose en outre à l'adjudicataire les obligations suivantes :

« Art. 20. Immédiatement après les heures fixées pour le balayage, l'adjudicataire des boues devra, successivement et sans aucun repos ni intervalle, faire enlever toutes les boues et immondices, de manière à ne pas laisser apercevoir l'endroit où ils étaient amoncelés; à cet effet, chaque conducteur de tombereau devra être muni d'un balai et d'une pelle, au moyen desquels tout sera nettoyé et ramassé avec le plus grand soin; le tout suivant les directions à donner par les commissaires et agens de police.

» Il fera de même enlever toutes les ordures qui se trouveraient dans les places publiques, rues ou ruelles indistinctement, en contravention à l'art. 18 qui précède.

» 21. Les conducteurs qui doivent accompagner les tombereaux, seront tenus de verser dans cette voiture les baquets ou vases contenant les immondices qui leur seront remis par les habitans, chaque fois que ceux-ci les présenteront.

» 22. Pendant les pluies, lorsque les boues n'offriront pas assez de consistance pour pouvoir être enlevées facilement, l'adjudicataire sera obligé de faire garnir le fond de ses tombereaux de paille ou de long fumier, pour que les immondices ne puissent pas aussi facilement s'écouler.

» 23. L'adjudicataire sera alors encore obligé, aussitôt qu'il en recevra l'invitation des commissaires de police, de faire jeter dans les endroits requis, des pailles menues ou du fumier long, pour faciliter l'amoncellement et l'enlèvement des boues.

» 24. Lorsque l'adjudicataire ne fera pas enlever les boues de la manière prescrite par le présent réglement, il y sera procédé d'office et à ses frais; les enlèvemens d'office, n'auront cependant lieu qu'après procès-verbal dûment dressé, et réquisition suffisante faite au fermier, dans la personne de celui qui le représentera, avec délai de 24 heures pour opérer les enlèvemens.

» 25. La vidange des latrines, qui est à charge de l'adjudicataire, devra se faire au moyen de tonneaux bien fermés, de manière que rien ne puisse en découler, et ne pourra avoir lieu qu'aux heures ci-après, savoir : toujours à commencer après la cloche de retraite; et à terminer, depuis le 1er octobre au 30 avril, à 5 heures du matin; et depuis le 1er mai jusqu'à la fin de septembre, à 4 heures du matin : le tout à peine d'une amende de 12 florins, pour chaque charrette trouvée en contravention. Bien entendu qu'aucune de ces charrettes ne pourra circuler en ville, avant ni après les heures indiquées ci-dessus »

Dans les autres villes, ce sont ordinairement les habitans des communes rurales, qui viennent enlever gratuitement les boues pour les répandre sur leurs terres; et quand ce moyen ne suffit pas à la propreté de la voie publique, l'administration y supplée aux frais de la commune, par voie d'entreprise ou autrement. Dans l'un et l'autre de ces cas, les boues se versent d'ordinaire, comme les décombres, dans les endroits que l'autorité locale désigne à cet effet, tels que fossés et autres fonds destinés à être comblés.

3. Aux termes de l'article 3 de l'arrêté du 31 janvier 1824, nul ne peut établir des réceptacles ou tas d'immondices, de boues ou de limon, sans y être autorisé par le collége des bourgmestre et échevins. Le collége ne doit permettre l'établissement de pareils réceptacles qu'à une distance telle des habitations, qu'ils ne puissent incommoder les voisins.

BOULANGER, BOULANGERIE.

1. On appelle boulanger celui qui fait, cuit et vend du pain au public : cette profession est une des plus importantes, puisqu'elle est indispensable pour fournir à l'homme son premier aliment, le seul dont il ne puisse se passer dans l'état actuel de notre civilisation. Elle intéresse toutes les classes de la société; aussi n'y a-t-il rien d'étrange à ce que l'autorité l'ait soumise de tous temps à des règles sévères de police.

2. Les réglemens anciens, sur cette matière, se ressentent de leur époque : un édit du 15 octobre 1541 ordonnait au magistrat de visiter trois fois par semaine les boulangeries, afin de s'assurer qu'il ne s'y commettait pas de fraude dans le poids du pain.

Les placards du 22 août 1586 et du 10 septembre 1587 défendaient aux boulangers de faire provision de grains pour plus de trois mois et de l'acheter ailleurs que dans les marchés publics. D'après un autre placard du 22 mai 1546, ils ne pouvaient faire, dans les communes du plat-pays, ni pain blanc, ni tartes, gâteaux ou gauffres.

3. Ces réglemens et une foule d'autres, qui avaient pour but de prévenir le monopole, ont été en vigueur, dans notre pays, jusqu'à l'époque où les lois des 14 décembre 1789, 16-24 août 1790 et 19-22 juillet 1791 ont confié aux administrations communales le soin de veiller à tout ce qui concerne la santé des citoyens, l'ordre et la sûreté publique, la probité du commerce, etc.

4. C'est en effet sous ces différens rapports, que la profession de boulanger intéresse la société, et que l'administration doit par conséquent en régler l'exercice

5. Pour mieux atteindre ce but, le gouvernement français a constitué les boulangers en corporation régulière, sous l'administration d'un syndic et de plusieurs adjoints. Les réglemens qui les organisent de la sorte sont du 19 vendémiaire an 10, pour l'exercice de la profession de boulanger à Paris ; du 22 décembre 1812 pour les villes de Bordeaux et de Marseille ; du 14 juin 1813 pour la ville de Nantes ; du 6 novembre 1813 pour celles de Lyon, Harlem et Amsterdam ; du 25 novembre pour Utrecht ; des 11 juillet, 30 septembre et 26 octobre 1814, 11 et 14 janvier et 24 février 1815, et 20 novembre 1816 pour Grenoble ; du 3 janvier 1822 pour les villes de Falaise, Honfleur, Aire, Sens, Draguignan, etc. ; et du 31 octobre 1827 pour celle de Thionville.

Voici la substance de ces réglemens :

« 1° Nul ne peut exercer la profession de boulanger, sans une permission spéciale du maire ; et cette permission n'est accordée qu'à ceux qui justifient être de bonne vie et mœurs et avoir les facultés suffisantes.

» 2° Chaque boulanger doit se soumettre à avoir constamment en réserve dans son magasin un approvisionnement en farines de froment de première qualité. Ces approvisionnemens varient suivant la population des villes ; mais tous réunis, ils doivent être suffisans pour subvenir pendant un mois aux besoins de la consommation.

» 3° Chaque boulanger s'oblige, par écrit, à remplir toutes les conditions imposées à l'exercice de sa profession ; ils affectent, pour garantir l'accomplissement de cette obligation, l'intégralité de leurs approvisionnemens respectifs, et souscrivent à toutes les conséquences qui peuvent résulter de la non exécution.

» 4° La permission délivrée par le maire, constate le dépôt de cette soumission, l'existence de l'approvisionnement, et le quartier dans lequel chaque boulanger exerce sa profession.

» 5° Le boulanger qui change de quartier, doit en faire la déclaration au maire dans les vingt-quatre heures.

» 6° Le maire s'assure par lui-même ou par un de ses adjoints, si les boulangers ont constamment en magasin la quantité de farine requise pour leur approvisionnement. Tous les mois, il en transmet l'état, certifié par lui, au préfet qui en envoie une copie au ministre de l'intérieur.

» 7° Les boulangers ne peuvent, sous aucun prétexte, refuser la visite de leurs magasins.

» 8° Les principaux o.. les plus anciens nomment, en présence du maire, un syndic et plusieurs adjoints.

» 9° Le syndic et les adjoints classent les boulangers en catégories, et déterminent le nombre de fournées que chaque boulanger doit faire journellement.

» 10° Ils surveillent la quantité et la qualité des approvisionnemens de réserve.

» 11° Les boulangers admis ne peuvent quitter leur établissement que six mois après la déclaration qu'ils en doivent faire à la mairie.

» 12° Ils ne peuvent restreindre, sans l'au-

torisation du maire, le nombre de fournées auxquels ils sont obligés, chacun suivant sa classe.

» 13° Tout boulanger qui contrevient aux dispositions comprises sous les numéros 1, 2, 10 et 11, peut être interdit par le maire, soit temporairement, soit définitivement, sauf recours à l'autorité supérieure; dans certains cas, les approvisionnemens peuvent être saisis.

» 14° Tout boulanger est tenu de peser le pain qu'il vend, s'il en est requis par l'acheteur.

» 15° Nul boulanger ne peut vendre son pain au-dessus de la taxe légalement faite et publiée.

» 16° Indépendamment de ces dispositions générales, les maires peuvent encore faire des réglemens locaux sur la nature, la qualité, la marque et le poids du pain en usage dans leurs communes, sur la police des boulangers et débitans forains qui ont coutume d'approvisionner les marchés, et sur la taxation des différentes espèces de pain; mais ces réglemens ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation du ministre de l'intérieur.»

On voit par ces dispositions, qu'en France la profession de boulanger est presque à la merci de l'autorité administrative. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet dans l'article Boucher, qui a d'ailleurs avec celui-ci beaucoup d'autres rapports.

6. En Belgique, la profession de boulanger est libre. Il suffit pour l'exercer de payer patente. (Lois du 2-17 mars 1791, art. 7, et du 21 mai 1819). Il est vrai qu'il faut, en outre, avoir obtenu du collège des bourgmestre et échevins, l'autorisation nécessaire à l'établissement des fours; mais cette autorisation a seulement pour objet de prévenir les incendies et les incommodités résultant du voisinage des boulangeries. (Arrêté du 31 janvier, 1824. art. 3.)

Il résulte de ce principe que les boulangers ne peuvent jamais être interdits *définitivement* de l'exercice de leur profession. Il n'est qu'un seul cas où il peuvent être punis d'une interdiction temporaire, c'est celui de la loi du 13 mai 1820, dont il sera parlé ci-après; et encore n'appartient-il qu'aux tribunaux de prononcer cette peine.

Mais cette liberté n'exclut pas le droit de surveillance que l'autorité a toujours sur les professions de ce genre. Nous avons développé dans l'article Boucher, les principes qui servent de base à cette surveillance, les objets qu'elle doit embrasser, et la compétence des autorités qui l'exercent. Nous nous bornerons à les résumer ici, en y ajoutant ce qui concerne spécialement les boulangers.

§ I. *Taxe du pain.*

L'article 30 du titre I de la loi du 19-22 juillet 1791 a établi en principe que les corps municipaux ont le droit de taxer le pain; l'article 3, n° 4, du titre XI de la loi du 16-24 août 1790, autorise les tribunaux à prononcer des peines de simple police contre les boulangers, qui vendent le pain au-delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée. L'art. 605, n° 6, du code du 3 brumaire an 4, maintenu par l'article 484 du code pénal, prononce les mêmes peines. Voyez Pain.

§ II. *Salubrité du pain.*

Les articles 50 du décret du 14 décembre 1789, et 3, n° 4, du titre XI de la loi du 16-24 août 1790, chargent les corps municipaux de veiller sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique.

Les articles 20 de la loi du 19-22 juillet 1791, et 605, n° 6, du code du 3 brumaire an 4, maintenus par l'article 484 du code pénal, punissent de la confiscation, de l'amende et de l'emprisonnement, les boulangers qui vendent des comestibles gâtés, corrompus et nuisibles.

La cour de cassation de France a jugé, le 21 mai 1829, que l'emploi du *vitriol bleu*, dans la fabrication du pain, est une contravention qui tombe sous l'application de ces articles.

En 1829 plusieurs boulangers de Bruxelles se sont avisés de faire emploi de cette substance pour donner au pain plus de blancheur; mais les effets en ont été tels que le gou-

vernement a proposé tout exprès aux chambres une loi pour en proscrire l'usage : c'est celle du 19 mai 1829, qui punit d'un emprisonnement de deux à cinq ans, d'une amende de deux cents à cinq cents florins, de la confiscation et d'une interdiction, égale en durée au temps de l'emprisonnement, les boulangers qui mêlent du sulfate de cuivre (vitriol bleu), du sulfate de zinc (vitriol blanc) ou toute autre substance vénéneuse au pain ou à des substances, qui entrent dans sa composition. Nous avons rapporté dans l'article Boissons les dispositions de cette loi.

Les réglemens de police locale sur la salubrité des comestibles, doivent défendre également l'emploi de l'alun et l'usage des vaisseaux de cuivre dans lesquels les boulangers ont coutume, en quelques endroits, de conserver leur levain.

Le pain fait avec du levain conservé dans des vaisseaux de cuivre, peut être aussi nuisible à la santé, que si l'on y avait mêlé du vitriol bleu.

§ III. *Sûreté publique.*

L'article 3 de l'arrêté du 3 janvier 1824 défend d'établir aucun four à cuire, sans une autorisation préalable du collège des bourgmestre et échevins.

C'est aux conseils communaux à prescrire la forme de ces fours, et la distance dont ils doivent être éloignés des murs voisins. (Art. 674 du code civil; réglement de la ville de Namur, en date du 26 juin 1820, art. 9 et 10, rapporté dans l'article Batiment.)

L'autorité locale doit ordonner que le ramonage des fours ait lieu plusieurs fois l'année. L'article 9 du tit. 2, de la loi du 28 septembre — 6 octobre 1791 recommande aux officiers municipaux de faire cette visite au moins une fois par an, et d'ordonner la réparation ou démolition des fours qui, par leur état de délabrement, pourraient occasionner des incendies. Enfin les art. 471 et 474 du code pénal punissent de l'amende d'un à cinq francs, et de l'emprisonnement en cas de récidive, ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours et usines, où l'on fait usage du feu.

L'autorité communale doit enjoindre aux boulangers d'enfermer dans des vases de cuivre ou de fer hermétiquement clos, les charbons ou braises qu'ils retirent de leurs fours. Cette injonction a été faite aux boulangers de Paris par une ordonnance de 1781, laquelle leur défend aussi de faire sécher leur bois dans leurs fours; mais l'expérience a prouvé en Belgique, que cette dernière précaution est superflue.

§ IV. *Approvisionnemens.*

En Belgique, l'autorité n'a pas jugé à propos d'imposer aux boulangers l'obligation d'avoir toujours en réserve un approvisionnement de grains ou de farine, de faire un certain nombre de fournées, et de tenir leurs boutiques constamment garnies de pain. Dans les temps ordinaires, cette obligation est sans objet, et la libre concurrence suffit à l'approvisionnement des villes, même les plus populeuses. En temps de disette, elle est le plus souvent inutile. Ainsi l'autorité a raison, selon nous, de ne pas entraver, par des règles fixes, le libre exercice des professions, sous le prétexte d'une disette éventuelle ou d'accidens qui ne sont pas ordinaires. Il vaut toujours mieux remédier à de pareils maux par des réglemens improvisés au moment même du danger, parce qu'un mal, d'ailleurs inévitable, dont on peut apprécier la source et la nature, rend plus facile la découverte et l'application des moyens qu'il faut employer pour le combattre. Il n'en est pas de même cependant des cas où la disette des grains serait le résultat d'une coalition coupable entre les boulangers. L'autorité locale peut et doit aller au-devant de ces coalitions, par des réglemens sur la police des marchés, et faire poursuivre les délinquans conformément aux articles 419 et 420 du code pénal. Voyez Accaparement.

D'après la loi du 9 août 1793, les boulangers des villes dans lesquelles il y a des greniers d'abondance, peuvent, en cas de besoin, être mis en réquisition par l'autorité communale, pour activer les fours publics.

Dans les temps de disette, l'autorité locale peut aussi enjoindre aux boulangers de ne

fabriquer qu'une seule espèce de pain. C'est ce qu'avait expressément ordonné le décret du 25-26 brumaire an 2.

§ V. *Fidélité du débit.*

Pour que les commissaires de police puissent convenablement exercer la surveillance, que la loi du 16-24 août 1791 leur attribue sur la fidélité du débit des comestibles, il y a plusieurs mesures à prendre. Il faut déterminer les espèces de pain qu'il est permis de fabriquer, ainsi que la forme et le poids qu'ils doivent avoir. Voici ce que dispose à ce sujet un réglement de la régence de Namur, en date du 1er septembre 1817 :

» Art. 1. A dater du 4 septembre, présent mois, le poids et la forme des pains seront fixés comme suit :

» 1° Le pain de luxe devra avoir une forme alongée, de manière qu'il soit au moins deux fois aussi long que large; son poids est à la volonté du boulanger.

» 2° Le pain tamisé devra avoir une forme ronde, et ne pourra peser que l'un des trois poids suivans, savoir : 5 hectogrammes ou une livre, 15 hectogrammes ou trois livres, et 25 hectogrammes ou cinq livres.

» 3° Le pain non tamisé devra avoir la même forme, et ne pourra peser que l'un des trois poids suivans, savoir : un kilogramme ou deux livres, 2 kilogrammes ou quatre livres, et 3 kilogrammes ou six livres.

» 4° Le pain de seigle aura également la forme ronde, et ne pourra être que du poids d'une, de deux, de trois, de quatre, de cinq et de six livres.

» Il est ordonné, d'une manière expresse, à chaque boulanger d'apposer sa marque particulière sur les pains de seigle et de froment, tamisés et non tamisés.

» Art. 2 Le prix de la livre de pain sera fixé par la taxe, d'après le prix du grain qui se vendra chaque jour de marché à la halle.

» Art. 3. A chaque variation sensible dans le prix du grain, la taxe sera changée dans une proportion égale à sa diminution ou son augmentation.

» Art. 4. Les pains qui n'auront pas le poids et la forme voulus par l'article premier de cet arrêté, seront confisqués, et les boulangers contrevenans subiront, en outre, une amende de cinq florins quatorze cents ou dix francs quatre-vingt huit centimes pour la première fois, du double pour la deuxième, et de dix-sept florins quatorze cents ou trente-six francs vingt-huit centimes pour la troisième, conformément aux réglemens de police, publiés en cette ville le 27 juin 1746 et le 12 septembre 1748; le tout sans préjudice des autres peines à prononcer par les tribunaux, devant lesquels ils seront traduits Les mêmes peines atteindront les boulangers, qui ne se conformeront pas ponctuellement à la taxe, dans les prix et qualités de leurs pains.

» Art. 5. Le présent arrêté sera publié et affiché; chaque boulanger en recevra un exemplaire, qu'il devra placer, avec la taxe, dans l'endroit le plus apparent de sa boutique. »

Les peines prononcées par les réglemens de ce genre, doivent être mises en harmonie avec l'art. 78 de la loi communale du 30 mars 1836. La plupart de ces réglemens ordonnent la saisie et la confiscation des pains qui n'ont pas le poids voulu; mais cette peine n'étant plus légale, les officiers de police doivent au moins faire couper en morceaux les pains trop légers, afin que les délinquans ne puissent continuer à les vendre, si ce n'est en détail et au poids de la balance

Un boulanger qui vend des pains *entiers*, n'ayant pas le poids prescrit par les réglemens, est en contravention, encore bien que ces pains soient vendus au prix du tarif et d'après leur *poids réel*. (Arrêt de cassation du 5 pluviôse an 13); mais il n'en serait pas de même s'il les vendait par morceaux, à moins qu'un réglement local n'eût prohibé cette manière de vendre.

Les coupables ne peuvent être renvoyés des poursuites sur le motif que le déficit provient de ce que, à cause de la forme particulière du pain, l'action du feu a été plus grande, ni sur ce que le déficit est d'ailleurs si léger, qu'il écarte toute idée de fraude. (Arrêt de cassation du 1er avril 1826.)

La disposition qui punit des peines de simple police les boulangers, qui vendent le pain au-delà du prix fixé par la taxe, s'ap-

plique au cas où ils vendent du pain d'une qualité différente de celle qui leur est prescrite par les réglemens. (Arrêt de cassation du 11 ventôse an 12.)

Les commissaires de police, dans les visites qu'ils font chez les boulangers, pour vérifier le poids du pain, doivent constater les contraventions par des procès-verbaux. Ces procès-verbaux doivent être faits à domicile, autant que possible, en présence de la partie inculpée, et contenir ses dire et défense. Ils devront surtout indiquer l'espèce de pain sur laquelle le déficit a été remarqué, le nombre de pains trop légers, et la quotité du déficit pour chacun d'eux. Ces précautions sont nécessaires, parce que la saisie des pains trop légers, comme pièces de conviction, ne pourrait en rien éclairer la conscience du juge, le pain étant sujet à changer de poids par l'humidité ou la sécheresse. Ainsi quelques pains brûlés et amoindris, trouvés sur une certaine quantité d'autres qui ont leur poids, ne doivent-ils pas être matière à procès-verbal, surtout chez un boulanger dont la réputation est intacte. C'est un ensemble de pains trop légers, c'est l'habitude de la fraude, c'est la conviction que le boulanger a agi sciemment, qui doit déterminer les poursuites.

BOULANGERIE MILITAIRE.

1. Parmi les moyens que l'administration a mis en usage pour fournir le pain aux troupes dans les garnisons, moyens dont nous parlerons en général à l'article SUBSISTANCES, il en est un qui mérite de fixer ici notre attention d'une manière spéciale : c'est celui des boulangeries militaires.

Frappé des nombreux inconvéniens qu'entraîne presque toujours dans son application, le mode d'entreprise pour la fourniture du pain aux troupes, et convaincu que le mode de régie générale adopté en France, ne pouvait produire que des avantages illusoires, le commissaire-général de la guerre décida, sous le gouvernement des Pays-Bas, qu'il serait établi comme essai, dans quelques villes, des boulangeries militaires, dirigées par des officiers de la garnison de ces villes, sous la surveillance des agens du département de la guerre et des commandans de place.

L'essai de ce système ayant parfaitement réussi, on l'étendit successivement aux autres villes, dont la garnison présentait un chiffre assez élevé pour que les frais de premier établissement et les dépenses invariables ne fussent pas hors de proportion avec la quantité de pains à fabriquer, et n'augmentassent pas sensiblement le prix moyen de la ration.

2. A la révolution de 1830, ces établissement cessèrent naturellement d'exister par la désorganisation de l'armée des Pays-Bas, et l'on ne songea point à les rétablir, tant que les troupes belges, cantonnées sur la frontière du Nord, ne présentaient dans les villes de garnison qu'un chiffre trop faible pour employer ce mode d'alimentation. Plus tard, le souvenir des avantages qu'on en avait retirés, et les plaintes sans cesse renaissantes qui s'élevaient contre le système de fourniture par entreprise, ont déterminé le gouvernement à revenir aux boulangeries militaires. Par arrêté du 25 novembre 1834, le Roi a autorisé le ministre de la guerre à en établir dans les villes de Gand et de Namur, à l'instar de celles qui existaient autrefois dans ces deux villes.

La réussite de ces deux établissemens permet d'espérer que le gouvernement en multipliera bientôt le nombre.

3. Nous exposerons succinctement les principes sur lesquels est basée l'administration des boulangeries militaires; et nous renvoyons, pour plus de détails, au Tom. XVIII du *Recueil militaire hollandais*, et au Tom. VII du *Recueil administratif de M. Bemelmans*, où l'on trouvera le réglement du 25 novembre 1834, qui régit ces établissemens.

I. *Personnel.* — La direction supérieure et la surveillance des boulangeries militaires sont confiées à l'intendant ou sous-intendant militaire, et à leur défaut, au commandant de la place où elles sont établies.

Toute boulangerie militaire est administrée, soit par un lieutenant ou sous-lieutenant de la garnison, soit par un employé spécialement désigné par le ministre de la guerre.

Au lieutenant, sous-lieutenant ou employé, chargé de l'administration, appartiennent la

surveillance du travail et la tenue des écritures de l'établissement. Il reçoit une indemnité mensuelle de 20 francs par mois pour frais de bureau.

Un sous-officier est chargé de la police de la boulangerie, et il aide l'administrateur. Il reçoit une indemnité mensuelle de 10 francs.

Les ouvriers boulangers sont pris parmi les soldats de la garnison, qui ont exercé cette profession avant leur entrée au service. A leur défaut, le ministre de la guerre peut autoriser l'administrateur à employer des ouvriers civils ; et dans ce cas, il fixe le montant de la solde à leur accorder.

Le boulanger le plus capable de la brigade est désigné comme chef-ouvrier ou brigadier. — Il reçoit une indemnité d'un franc par jour, tant à titre de rétribution pour son travail, que pour l'indemniser de l'excédant de consommation de linge, que ce travail occasionne.

Cette indemnité est de 50 centimes pour les militaires employés comme simples boulangers.

II. *Manutention.* — Les achats de grains, de combustibles et d'autres objets de consommation, sont confiés aux soins de l'intendant militaire ; ils se font au comptant et sont acquittés, ainsi que toutes les autres dépenses de la boulangerie sur la caisse du dépôt du régiment d'infanterie qui se trouve dans la place. Néanmoins, les menues dépenses journalières sont payées directement par l'administrateur, au moyen d'une avance de fonds qui lui est faite par mandat de l'intendant militaire sur ladite caisse.

La mouture des grains a lieu par arrangement avec un meûnier ; et l'on donne la préférence à celui qui possède un moulin à eau. Cette opération est surveillée par deux sous-officiers de planton, désignés par le commandant de la place, sur la demande de l'intendant militaire.

L'administrateur est personnellement responsable de la bonne fabrication du pain et de l'exactitude du poids de la ration.

III. *Comptabilité.* — Les distributions de pains se font sur des bons journaliers, délivrés par les corps ou détachemens ; à l'expiration de chaque mois, ou au départ des troupes de la garnison, ces bons sont totalisés en bons généraux, qui servent de base à la comptabilité de la boulangerie militaire. Les décomptes des dépenses de l'établissement sont dressés par trimestre, de telle manière que le ministre de la guerre puisse en déduire le prix de la ration. Cette fixation est transmise par l'intendant militaire, chargé de la direction de la boulangerie, à la commission des corps qui ont participé aux distributions, à l'effet de comprendre la valeur des rations reçues dans leurs revues générales de comptabilité.

L'intendant militaire adresse au conseil d'administration du dépôt, chargé d'acquitter les dépenses de la boulangerie, un relevé général, par corps, des rations distribuées pendant le trimestre expiré. Le dépôt qui avait porté ces dépenses *au Débit*, sous la rubrique d'*Avances pour la boulangerie*, crédite ce compte du montant de chacun des relevés, suivant le prix fixé par le ministre, et il en débite les corps, pour leur quote-part, au *Compte avec divers*, jusqu'à ce qu'ils en aient acquitté le montant. Voyez Masses.

BOULES DE SCRUTIN.

Voyez Vote.

BOULET.

Ce mot a deux significations bien distinctes. Il désigne une peine militaire, que l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 appliquait aux déserteurs : elle a été abolie par le code pénal militaire actuellement en vigueur.

Il désigne une balle de fer coulé, de forme sphérique, dont on charge les canons.

Voyez Matériel et Peines.

BOULEVARD.

Le boulevard est, à proprement parler, la terrasse destinée à la garde et à la conservation des remparts ou des fortifications ; mais on applique aussi cette dénomination à de simples promenades en terrasses, qui servent d'enceinte à une ville.

Dans le premier sens, la construction,

la garde, et la conservation des boulevards concernent le génie militaire. Voyez Fortification.

Dans le second, elles regardent l'administration communale. Voyez Promenade publique.

Le réglement de la petite voirie pour la ville de Bruxelles, en date du 1er juin 1817, défend d'escalader et de dégrader les murs ou talus des boulevards, d'ébrancher les arbres, de faire ébouler les terres et d'endommager les barrières et poteaux qui s'y trouvent placés, d'y faire des trous ou des fouilles, d'y prendre du sable, des gazons ou d'autres objets, d'y laisser paître ou errer des vaches, porcs, chèvres, moutons ou autres animaux, d'y jeter des pierres ou de s'y livrer à d'autres jeux quelconques qui pourraient gêner ou incommoder les passans ou les voisins, d'y passer avec chevaux ou voitures dans les allées affectées aux piétons, et de circuler dans les allés latérales, qui longent le mur de clôture, après certaines heures déterminées du soir. (Art. 84, 87, 88, 89, 90 et 91.)

BOULINE.

C'est une peine qui s'inflige sur les vaisseaux, et qui consiste à faire courir le coupable entre deux haies de marins, lesquels lui donnent chacun un coup de garcette ou de corde. Le décret du 5 germinal an 12 la prononce contre la désertion des marins. Voyez Peines.

BOUQUINISTE.

On nomme *bouquiniste* celui qui achète et revend de vieux livres.

Les bouquinistes ne peuvent vendre des livres neufs. En France une déclaration du roi, en date du 29 mars 1778, contient à cet égard une défense expresse. En Belgique cette prohibition n'est exprimée dans aucune loi, mais elle résulte de ce que le droit de patente auquel sont assujettis les bouquinistes est différent de celui que paient les libraires. (Loi du 21 mai 1819, tableau XIV, nº 81 et 87, tarif B.)

La profession de bouquiniste est assujettie en France à des réglemens déjà anciens, dont quelques dispositions ont été renouvelées par une ordonnance de police du 19 septembre 1829. D'après ces réglemens, ils ne peuvent acheter aucuns livres et papiers des enfans, écoliers ou serviteurs, sans le consentement par écrit des pères ou maîtres. (Arrêt du conseil du 28 février 1723, art. 7.)

Ils sont obligés de retenir les livres qui leur seraient présentés par des personnes inconnues, et de les remettre dans les vingt-quatre heures au commissaire de police. (*Ibid.*, art. 8.)

Ils sont tenus d'avoir deux registres visés et paraphés par les officiers de police, et d'y inscrire, jour par jour, de suite et sans aucun blanc ni rature, les livres par eux achetés, le nom et le domicile du vendeur, et le prix qu'il ont payé. (Ordonnance de police des 8 novembre 1780 et 19 septembre 1829.)

En Belgique, toutes ces précautions sont négligées, et les bouquinistes n'ont pas d'autres obligations à remplir que les *libraires*. Voyez ce mot.

BOURDAINE.

Voyez *Bois de Bourdaine* dans l'article Bois, tit. V, p. 362.

BOURG.

Il est assez difficile de bien déterminer ce qu'il faut entendre aujourd'hui par ce mot. En général, on appelle ainsi un endroit plus considérable qu'un village et moins considérable qu'une ville; mais on pourrait, sous le rapport administratif, désirer une définition plus précise.

La convention nationale a decreté le 10 brumaire an 2 que les noms de *ville*, de *bourg* et de *village* seraient supprimés et remplacés par celui de *commune*. Cependant on retrouve encore le nom de *bourg* dans quelques actes du gouvernement postérieurs à cette époque, notamment dans la loi du 28 pluviôse an 8 et dans le décret du 23 prairial an 12, qui défend

toute inhumation *dans l'enceinte des villes et bourgs.*

Il semble résulter des termes de ce décret qu'il faut entendre par *bourg* une commune rurale considérable et *renfermée dans une enceinte quelconque*, à la différence des villages ou communes rurales ordinaires, qui sont ouvertes de toutes parts.

La loi communale du 30 mars 1836 ne fait aucune distinction entre les villes, les bourgs et les villages; elle les range tous sur la même ligne, sauf quelques dispositions particulières aux communes rurales et aux villes dont la population n'atteint pas 5000 ames, lesquelles sont placées sous la surveillance d'un commissaire d'arrondissement. (Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 132 et suiv.) Voyez COMMUNES.

BOURGEOIS ET BOURGEOISIE.

On appellait *bourgeois* sous l'ancienne législation des Pays-Bas Autrichiens, ceux qui faisant leur résidence habituelle dans une ville, y jouissaient, à ce titre, de divers avantages et privilèges.

La manière d'acquérir le droit de bourgeoisie variait suivant les localités.

Les privilèges, attachés au titre de bourgeois, variaient aussi suivant le nombre et l'importance des libertés et franchises, que chaque ville avait obtenues du souverain. En général ces privilèges étaient considérables dans toutes les villes de notre pays, et particulièrement à Liège où il était passé en proverbe de dire : « *bourgeois de Liège, tout pauvre qu'il soit, est roi dans sa maison.* » (Sohet, *instit. du droit*, liv. I, tit. LVI, n° 24.)

Tous les droits de bourgeoisie ont été implicitement abolis par les lois de la révolution française, et notamment par celle du 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789, qui *pour parvenir à l'union intime de toutes les parties de l'empire*, abolit *sans retour* et confond *dans le droit commun de tous les Français, tous les privilèges particuliers des villes et communautés d'habitans.* (Art. 10).

Depuis cette époque une foule d'autres lois ont tantôt consacré et tantôt appliqué le principe que tous les citoyens sont égaux devant la loi; et c'est encore ce qu'a proclamé récemment l'art. 6 de la Constitution Belge.

Aussi la dénomination de bourgeois ne s'emploie-t-elle plus aujourd'hui que par opposition à celle de *militaire* ou de *forain*. Voyez BELGE et HABITANT.

Il serait inutile de nous étendre davantage sur cet article; ceux qui désireraient plus de détails peuvent consulter Sohet, *Instit. du droit*, liv. I, tit. LXV et LXVI; De Ghewiet, *Instit. du droit Belg.*, Ire part. tit. II, § 12; et Merlin, *Repert. de Jurisp.* v° *Bourgeois.*

BOURGMESTRE.

C'est le nom que portaient autrefois, dans certaines parties de la Hollande, de l'Allemagne et de la Belgique, les chefs de l'administration des villes. Après la réunion de ces pays à la France, cette dénomination a disparu avec le régime ancien des communes, pour faire place à de nouvelles institutions; sous l'Empire, les chefs de l'administration communale ont reçu le nom de *maires*, et après 1815, lorsque la Belgique et la Hollande ont été détachées de la France pour former le royaume des Pays-Bas, on est revenu à la dénomination de bourgmestre, comme étant plus conforme à nos mœurs d'autrefois.

Les attributions des bourgmestres ont aussi varié à ces différentes époques : aujourd'hui elles sont définitivement réglées par la loi communale du 30 mars 1836.

Elles diffèrent essentiellement de celles que les maires exerçaient dans notre pays, sous l'empire de la loi organique du 28 pluviôse an 8, et qu'ils continuent, sauf quelques modifications, d'exercer en France. Cette observation est importante pour les bourgmestres actuels : la plupart d'entr'eux n'ont guères pu, jusqu'à présent, étudier leurs droits et leurs devoirs que dans des livres administratifs, écrits sous le régime et l'influence des lois françaises; et ils ne sauraient trop se prémunir contre les traditions impériales qui règnent encore dans les bureaux.

Les bourgmestres, dans notre régime com-

munal, n'ont pas d'autorité qui leur soit propre; celle qu'ils exercent réside dans le *Conseil* de la commune ou dans le *Collège* des bourgmestre et échevins qu'ils président. Le conseil a la direction de tout ce qui intéresse la commune : le collège en a l'administration proprement dite, de telle sorte que les bourgmestres, en tant qu'ils agissent seuls, ne le font que comme délégués de l'un ou de l'autre de ces corps. (Loi du 30 mars 1836, art. 1, 75, 90 et suiv.)

Il résulte de là que nous ne saurions parler ici des bourgmestres en particulier, sans nuire à l'ensemble de notre travail sur le *Collège* et le *Conseil* des communes. C'est en traitant du personnel de l'un et de l'autre, que nous examinerons tout ce qui concerne la nomination, la démission, la révocation, le costume et le traitement des bourgmestres.

Quant aux fonctions qu'ils exercent, comme présidens de l'administration *délibérante* et de l'administration *active*, c'est encore en parlant des attributions du conseil ou du collége, qu'il y aura lieu de s'en occuper. Nous renvoyons par conséquent le lecteur aux articles COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS, COMMUNE, et CONSEIL COMMUNAL.

BOURSE D'ÉTUDES.

Voyez FONDATIONS et INSTRUCTION PUBLIQUE.

BOURSE DE COMMERCE.

§ I. *Considérations générales.*

L'article 1er de la loi du 28 vendémiaire an 4, appelle *bourse* de commerce, le lieu où se rassemblent les négocians et marchands munis de patentes, pour leurs opérations de banque et de commerce. Le code de commerce en donne à-peu-près la même définition : « la bourse, dit l'article 71, est la réunion qui a lieu, sous l'autorité du Roi, des commerçans, capitaines de navires, agens de change et courtiers. »

L'origine des bourses de commerce remonte à des temps fort reculés : les villes de Bruges, d'Amsterdam, de Venise et de Londres avaient chacune leur bourse de commerce dans le 15me siècle; Paris n'obtint la sienne que dans les premières années du siècle dernier.

On conçoit aisément les avantages que procure au commerce l'établissement des bourses, en donnant aux courtiers la facilité d'ajuster promptement les parties, et de conclure des marchés considérables. Dans le commerce tout dépend quelquefois d'un moment; et par le moyen des bourses, les affaires se traitent avec beaucoup plus de rapidité et de succès que lorsque des agens ou courtiers de change sont obligés de parcourir les maisons de banque et de commerce, pour négocier leurs lettres et effets. Tout ce qui peut distraire le négociant, ou arrêter la promptitude de ses opérations, est nuisible au commerce en général; tout ce qui facilite et accélère ses opérations, est avantageux. Que deviendrait le commerce d'Amsterdam et de Londres, sans leurs bourses? Sous un autre rapport les bourses, en fixant et en rendant public le prix courant des marchandises, sont utiles à l'Etat et aux particuliers; à l'Etat, parce que la somme des richesses sociales n'augmente pas, lorsqu'on vend une marchandise au-delà de sa valeur : l'acheteur qui la paie plus qu'elle ne vaut, perd tout ce que le vendeur gagne; et ce cas, toutes les fois qu'il arrive, est fâcheux pour la morale, qui reçoit un double outrage par une perte qui n'est pas méritée d'une part, et par un gain qui ne l'est pas davantage de l'autre; aux particuliers, parce que la fixation et la publicité du cours empêchent qu'on ne les trompe à la bourse ou ailleurs, sur la véritable valeur des objets de commerce.

La désignation officielle d'un lieu de réunion pour traiter les affaires de commerce présente donc des avantages incontestables; mais l'abus dans ce monde est inséparable des institutions les plus utiles. Là où le commerçant honnête et laborieux devait rencontrer l'occasion d'acheter ou de vendre à des prix librement déterminés par la concurrence et les besoins de l'industrie, des fainéans, des fripons ont trouvé l'occurrence de spéculer sur la hausse ou la baisse de marchandises qu'ils n'avaient ni les moyens, ni la

volonté de vendre ou d'acheter réellement; l'agiotage s'est emparé des bourses, y a introduit un jeu funeste au commerce lui-même, et contraint l'autorité de recourir à des mesures sévères pour rendre les bourses à leur véritable destination. Malheureusement, des besoins nés de circonstances extraordinaires, ont déterminé plus tard les gouvernemens à mettre eux-mêmes dans le commerce des valeurs qu'ils avaient intérêt à faire hausser de prix; et alors, pour augmenter la concurrence, on a fermé les yeux sur des abus qu'il aurait fallu réprimer. Aujourd'hui l'état de nos mœurs réclame, sous ce rapport, des remèdes prompts et efficaces: le gouvernement belge l'a senti, et nous avons l'espoir qu'il saura remplir sa mission avec courage et fermeté. Notre pays mérite d'être délivré du fléau que nous signalons; la bonne foi, l'habitude du travail, et l'esprit d'économie qui caractérisent ses habitans; la prospérité toujours croissante de son industrie qui réclame d'immenses capitaux; les facilités que présentent au commerce sa position topographique, ses rivières, ses canaux, ses routes et ses chemins de fer, tout concourt à le rendre digne d'une législation qui le préserve des malheurs de l'agiotage; tout exige que les bourses de commerce soient réorganisées en Belgique de manière à prévenir les désastres, qui depuis quelque temps y ont compromis les fortunes les plus honorables. C'est surtout dans ce but que nous examinerons ici la législation existante sur cette matière, heureux si, parvenus aux articles Commerce et Courtier, nous étions à même d'exposer un système nouveau d'organisation et de police qui répondit entièrement aux besoins de l'époque.

§ II. *Établissement des bourses de commerce.*

1. Sous l'ancien régime il n'appartenait qu'aux souverains d'établir des bourses de commerce dans leurs états; tous les actes d'institution qui remontent à cette époque, font foi de ce principe.

2. Il en est de même sous l'empire des lois nouvelles.

Au commencement de la république française, toutes les bourses existantes furent fermées: c'était une conséquence nécessaire des événemens politiques, de la création des assignats et surtout du décret du 11 avril 1793, portant que « la monnaie de la république en or et en argent n'était pas marchandise. Mais quelque temps après, la Convention nationale revint à des notions plus saines d'économie sociale; le 6 floréal an 3 elle révoqua ce décret, et disposa : « Tous les lieux connus sous le nom de *bourses*, où se tiennent les assemblées pour la banque, le commerce et le change, seront ouverts. » (Art. 1 et 4.)

Par la suite, quand la France eut repris une assiette plus fixe et plus tranquille, une loi du 28 ventôse an 9 délégua au pouvoir exécutif le droit d'établir des bourses partout où le besoin s'en ferait sentir. Cette loi règle aujourd'hui la matière, elle porte :

« Art. 1er Le gouvernement pourra établir des bourses de commerce dans les lieux où il n'en existe pas, et où il le jugera convenable.

» Art. 2. Il pourra affecter à la tenue de la bourse, les édifices et emplacemens qui ont été ou sont encore employés à cet usage, et qui ne sont pas aliénés.

» Il pourra assigner à cette destination tout ou partie d'un édifice national, dans les lieux où il n'y a pas de bâtimens qui aient été ou soient affectés à cet usage.

» Les banquiers, négocians et marchands pourront faire des souscriptions pour construire des établissemens de ce genre, avec l'autorisation du gouvernement.

» Art. 3. Le gouvernement pourvoira à l'administration des édifices et emplacemens où se tiennent les bourses, et de ceux qui seront affectés ultérieurement à la même destination, ou construits par le commerce.

» Art. 4. Les dépenses annuelles, relatives à l'entretien et réparation des bourses, seront supportées par les banquiers, négocians et marchands : en conséquence, il pourra être levé une contribution proportionnelle sur le total de chaque patente de commerçant de première et deuxième classes, et sur celles d'agens de change et de courtiers.

» Le montant en sera fixé chaque année, en

raison des besoins, par un arrêté du préfet du département.

» Art. 5. Le gouvernement réglera le mode suivant lequel seront faits la perception et l'emploi, et sera rendu le compte des fonds provenant de cette contribution. »

Enfin, le principe que consacre l'article 1 de cette loi a été confirmé en 1810 par l'article 71 du code de commerce que nous avons déjà cité.

A ces dispositions si claires, si positives, on fait pourtant une objection. On dit : le code de commerce et les lois qui l'ont précédé, définissent la bourse un lieu de réunion où l'on s'assemble pour les affaires de commerce, de banque et de change : or, les articles 19 et 20 de la Constitution permettent aux citoyens de s'assembler et de s'associer sans l'autorisation du gouvernement, et l'article 138 a abrogé toutes les lois antérieures qui seraient contraires à ce principe; par conséquent, rien n'empêche aujourd'hui les commerçans, capitaines de navires, agens de change et courtiers de fonder des bourses de commerce et de s'y livrer à tous les genres de négociation.

Ce raisonnement qui tendrait à légitimer les bourses clandestines et les maisons de jeu, pêche par sa base. Si les bourses de commerce n'étaient que des réunions ordinaires de commerçans, il ne faudrait certes ni autorisation, ni intervention du gouvernement pour en établir; mais telle n'est pas la nature de ces institutions. Elles ont, elles doivent avoir un caractère officiel et public, sous peine de manquer leur but. Ce sont bien des assemblées de commerçans qui traitent de leurs affaires; mais le résultat de leurs opérations détermine le cours du change, des marchandises, des assurances, du prix des transports par terre et par eau, des effets publics et autres dont le cours est susceptible d'être coté. Il faut par conséquent que ce résultat soit constaté d'une manière officielle, et il ne peut l'être sans l'intervention d'agens commissionnés à cet effet par l'autorité publique. Le cours, une fois déterminé, devient une règle pour le pays entier, même pour les pays étrangers : or comment cette règle pourrait-elle être obligatoire pour les tribunaux, si elle n'était établie que par une réunion ordinaire de commerçans? Ainsi, rien n'empêche à la vérité les commerçans de se réunir comme ils l'entendent pour traiter de leurs affaires; mais la loi peut refuser sa protection aux actes qui se passent dans leurs assemblées; elle peut interdire aux agens de change et aux courtiers de s'y rendre en cette qualité, d'y prêter leur ministère aux transactions commerciales; elle peut, par des lois de police, défendre et réprimer toutes les opérations qui portent atteinte à la bonne foi, ou qui tiennent de la nature des jeux de hasard ou des loteries. D'un autre côté, l'article 19 lui-même de la Constitution, tout en accordant aux citoyens le droit de s'assembler, les oblige à se conformer aux lois qui réglent l'exercice de ce droit, et dès-lors ils ne peuvent se constituer en bourses, sans se conformer à la loi du 28 ventôse an 9, et à l'article 71 du code de commerce, qui exige à cet effet l'intervention du gouvernement.

3. La perception et l'emploi des contributions, destinées à l'entretien des bâtimens affectés aux bourses de commerce, ont été réglés, de la manière suivante, par l'arrêté du 12 brumaire an 11 :

1° Les contributions sont reçues par les percepteurs des communes, de la même manière et aux mêmes termes que le droit total des patentes.

2° Le gouverneur de la province rend exécutoire le rôle de ces contributions.

3° Le percepteur a, sur la perception qu'il en fait, la même remise que sur le rôle des patentes, et le montant de cette remise doit être compris additionnellement dans chaque cote.

4° Le montant des recettes est versé entre les mains d'un des négocians, agens de change ou courtiers de la ville, délégué par le gouverneur, et ce dépositaire acquitte les mandats que le gouverneur délivre pour l'exécution des travaux.

5° Les travaux à faire sont déterminés par le gouverneur, avec les mêmes formalités que les travaux publics nationaux, et mis en adjudication au rabais, si le montant du devis estimatif excède 500 francs.

6° Le compte des fonds provenant des contributions est examiné, à la fin de chaque année, par le tribunal de commerce, et arrêté par le gouverneur. (Art. 1, 2, 3, 4, 5 et 6.)

§ III. *Objet et police des bourses de commerce.*

1. L'objet des bourses de commerce est 1° De réunir au même lieu et en même temps le plus grand nombre possible de négocians, afin d'activer et de faciliter ainsi les opérations de commerce, de banque et de change.

2° De prévenir ou de vider promptement les contestations auxquelles ces opérations peuvent donner lieu, en leur imprimant un caractère public et officiel, par l'intervention des courtiers et agens de change.

3° De déterminer, par le résultat des négociations qui s'opèrent dans chaque bourse, le cours du change, des marchandises, des assurances, du frêt ou nolis, du prix des transports par terre et par eau, des effets publics et autres dont le cours est susceptible d'être coté; et de prémunir ainsi le commerce et l'industrie contre les surprises de la fraude ou de la mauvaise foi.

2. La police des bourses de commerce doit répondre pleinement à ce but. Cette police avait été organisée d'abord par la législature elle-même. (Décrets du 3 fructidor an 3 et des 20 et 28 vendémiaire an 4.)

Elle le fut ensuite par le gouvernement. (Arrêtés des 7 pluviôse, du 2 ventôse an 4; loi du 28 ventôse an 9; arrêtés des 29 germinal an 9, et 27 prairial an 10; code de commerce, art. 73; décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812.)

Enfin, le réglement de cette matière a été abandonné aux administrations communales, sous l'approbation du gouvernement. (Arrêtés du 21 décembre 1815, et du 22 avril 1836.)

Nous donnerons ici l'analyse de cette législation, afin de mettre les régences des villes et le gouvernement à même de remplir cette attribution avec une entière connaissance de cause.

§ IV. *Législation.*

Peu de temps après l'ouverture des bourses décrétée le 6 floréal an 3, le gouvernement sentit la nécessité de prévenir les abus qui s'y étaient déja introduits.

Un décret du 13 fructidor an 3 défendit d'abord à tout individu, à Paris et dans toutes les places de commerce où il y aurait bourse, de vendre ailleurs qu'à la bourse même, de l'or et de l'argent, soit monnoyés, soit en barre, en lingot ou ouvré, et toute espèce de marchandises qui ne serait point exposée en vente sur le lieu même où la vente s'en fait. (Art. 1 et 2.)

Cette prohibition avait spécialement pour objet de prévenir l'agiotage qu'on poursuivait alors avec une grande énergie; et elle était d'autant plus nécessaire, qu'à cette époque, il n'y avait point encore de cours officiel pour le change et le prix des marchandises.

L'année suivante, la fixation de ce cours fut ordonnée par la loi du 20 vendémiaire an 4, qui disposa :

« Art. 1. Le cours du change et celui de l'or et de l'argent, soit monnoyés, soit en barre, seront réglés chaque jour à l'issue de la bourse.

» Art. 2. Les comités de finances et de salut public réunis nommeront deux agens de change qui seront chargés de calculer ce cours, d'en déterminer la fixation et de l'afficher à la bourse dans les lieux les plus apparens.

» Art. 3. Tout autre agent qui se permettrait de publier un autre cours que celui légalement constaté, sera sur le champ destitué et puni de trois mois de détention. »

Après ces premières mesures, un décret du 28 du même mois organisa la bourse de Paris. Nous en citerons d'abord le préambule, parce qu'il indique les abus auxquels la convention nationale voulait particulièrement remédier :

« Considérant que l'ordre et la liberté qui en est la suite, doivent régner dans l'enceinte de la bourse; que la sûreté du commerce exige que les fonctions des agens de change et courtiers de marchandises, soient classées et déterminées;

» Que cette liberté et cette sûreté nécessaires au commerce, ne peuvent être confondues avec la licence et le trafic de l'agiotage; que le négociant honnête a réclamé et obtenu, dans tous pays commerçans, des lois protectrices sur la légalité de ses opérations et qui en assurent l'exécution, tandis que l'agioteur a cherché partout à les violer et à s'y soustraire;

» Que celui-là est agioteur criminel, qui, par choix, met son intérêt en compromis avec son devoir, en faisant des opérations d'une nature telle, qu'elles ne peuvent lui rapporter quelques bénéfices qu'au détriment de la chose publique; que tel est le cas de celui, qui achète à terme des matières ou espèces métalliques, dans la coupable espérance que le jour où le marché se réalisera, les espèces auront haussé de valeur, et que la monnaie nationale aura perdu la sienne; que tel est encore le cas de celui qui, sans besoin de commerce, achète, accapare des lettres de change sur l'étranger, dans l'espoir de les revendre avec bénéfice, lorsque l'assignat sera déprécié; que celui qui vend à terme sans avoir des intentions aussi blâmables s'expose, par son imprudence, à produire les mêmes effets, savoir : l'avilissement de l'assignat, le renchérissement de toutes les marchandises et de tous les objets de première nécessité;

» Considérant que de pareilles spéculations sont immorales, destructives de tout système économique, de tout crédit national, et ne peuvent être conçues et opérées que par des égoïstes ou des ennemis de la chose publique,

» Décrète, etc. »

Quant aux dispositions mêmes du décret en voici la substance :

Dans le chapitre I, il définit la bourse, un lieu où se rassemblent les négocians et marchands, *munis de patentes*, pour leurs opérations de banque ou de commerce. (Art. 1.)

L'article 2 exclut de la bourse tout pouvoir militaire, et en confie la police à l'autorité administrative.

L'article 3 charge l'administration de rendre facile et accessible l'entrée de la bourse et de dissiper tout attroupement.

L'article 4 veut que le local intérieur de la bourse soit disposé de manière que chaque négociant puisse y choisir une place déterminée.

Les articles 6, 7 et 8 commettent un certain nombre d'agens de change destinés, les uns aux opérations et négociations en banque et papier sur l'étranger dans Paris, les autres à l'achat et vente des espèces monnoyées et des matières d'or et d'argent.

D'après l'article 9, la vente et l'achat des matières d'or et d'argent ne pouvaient se faire aux mêmes heures que les opérations de banque et les négociations de lettres de change; et toute vente ou achat de ces matières devait être proclamé à haute voix. A cet effet, chaque agent de change nommait un crieur qui, à chaque marché conclu, devait annoncer à haute voix les sommes vendues et le prix de la vente, tenir registre du nom du vendeur, de celui de l'acheteur, du prix de la vente et de la quotité des objets vendus. Un double de ce registre devait être déposé chaque jour à l'administration de la police. (art. 10.)

Les articles 11 du chapitre I et 6 du chapitre II chargent les agens de change de remettre un bulletin signé d'eux, tant au vendeur qu'à l'acheteur, au moment même où ils ont conclu une vente de matières métalliques ou une négociation de papier; lequel bulletin doit contenir les mêmes désignations que le registre dont nous venons de parler.

Les articles 12 du chapitre I, 9 et 10 du chapitre II disposent que le prix des espèces et matières d'or et d'argent et le cours du change seront déterminés par les agens de change, affichés sur le champ à la bourse, et imprimés dans tous les journaux. Aucun agent de change ne peut prêter son ministère pour quelque vente ou achat de matières en espèces métalliques, ou pour quelque négociation de papiers que ce soit, dans l'intervalle d'une bourse à l'autre, à des prix supérieurs à ceux qui auront été déterminés à l'issue de la bourse précédente.

Les articles 13 du chapitre I et 8 du chapitre II ne reconnaissent valables que les actes et négociations qui auront été faits par le ministère des agens de change.

Les article 15 du chapitre I et 2, 3 et 4 du chapitre II défendent les ventes, achats et opérations à terme ou à prime, ainsi que les négociations en blanc, et ordonnent que toutes les ventes se fassent au comptant avec livraison dans les vingt-quatre heures.

L'article 1, du chapitre II défend aux agens de change de prendre des lettres de change pour leur propre compte.

L'article 5 ne permet de négocier du papier sur la place qu'entre négocians patentés et ayant en France maison de commerce et domicile fixe.

Les articles 11, 12, 13 et 14 sont relatifs aux négociations plusieurs fois répétées des mêmes lettres.

Les articles 15, 16, 17, 18, 19 et 20, concernent la recherche et la poursuite des contraventions. Enfin, l'article 21 étend les dispositions *générales* du décret à toutes les places de commerce de France.

Ces mesures n'ayant pas reçu leur pleine et entière exécution, le directoire rendit, le 2 ventôse an 4, un arrêté dont le préambule indique l'objet en ces termes:

« Voulant assurer l'exécution des lois des 13 fructidor et 28 vendémiaire derniers, et par là faire cesser les manœuvres criminelles et sans cesse renaissantes des agioteurs, qui parviennent à s'introduire à la bourse de Paris, et qui y jouent, de la manière la plus scandaleuse, à la hausse et à la baisse ;

» Considérant qu'en assignant un temps suffisant pour que chaque jour le cours du change soit établi, et la taxe des négociations fixée, il est nécessaire de retrancher tout le temps qui n'est employé qu'aux combinaisons infâmes de l'agiotage et aux manœuvres perfides de la malveillance ;

» Considérant que la loi du 28 vendémiaire destine expressément la bourse au rassemblement des *négocians et marchands munis de patentes pour leurs opérations de banque ou de commerce*, qu'ainsi son intention est évidemment d'éloigner de la bourse ceux qui ne sont ni banquiers ni commerçans, ayant maison de commerce et domicile fixe ; que même elle s'explique clairement à cet égard, en ne permettant, chapitre II, art. 5, la négociation du papier qu'entre les personnes qui viennent d'être désignées ; qu'enfin il est d'une extrême urgence de purger la bourse de cette nuée d'agioteurs sans état, qui s'y introduisent chaque jour sous la vain titre de marchands forains, etc. »

En conséquence, il ordonna que la bourse ne serait ouverte que d'une heure jusqu'à deux pour les négocians de toute nature (art. 1) ; qu'on n'y pourrait vendre ou échanger les matières ou espèces métalliques, à moins de justifier qu'on en est actuellement possesseur, et ce par la production d'un certificat constatant le dépôt des objets chez un agent de change ou un notaire (art 2) ; que la criée et l'enrégistrement de toutes ventes, achats de matières et espèces métalliques comprendront le nom et le domicile des dépositaires, afin que la police puisse constater la réalité du dépôt (art. 3) : que les marchés de marchandises seraient criés et enregistrés comme les ventes ou achats d'or et d'argent (art. 5) ; enfin qu'on n'admettrait à la bourse que les agens de change et courtiers légalement nommés, et les banquiers et négocians qui, indépendamment de leurs patentes, justifieront qu'ils ont une maison de banque ou de commerce en France, et un domicile fixe, par un certificat de leurs municipalités, visé par le bureau central de police ou par l'administration de département. (Art. 7.)

Cette dernière disposition n'abrogea pourtant point l'arrêté du 7 pluviose précédent, qui accordait l'entrée de la bourse aux négocians, étrangers, sur l'exhibition de leurs passeports, signés par les ministres ou agens de leur nation, attestant leur qualité de négociant, et visés par la section de leur résidence.

Cet état de législation a subsisté jusqu'à l'époque où la loi du 28 ventose an 9 investit le pouvoir exécutif du droit d'établir des bourses et de nommer des agens de change et courtiers partout où il le jugerait convenable. Cette loi dispose :

« Art. 10. Le gouvernement fera pour la police des bourses et en général pour l'exécution de la présente loi, les réglemens qui seront nécessaires. »

En conséquence de cet article, un arrêté consulaire du 29 germinal suivant disposa :

« Art. 14. La police de la bourse appartient, à Paris, au préfet de police ; à Marseille, Lyon et Bordeaux, aux commissaires-généraux de police, et dans les autres villes aux maires.

» Ils désigneront un des commissaires de police ou un des adjoints, pour être présent à la bourse, et en exercer la police pendant sa tenue.

» Art. 15. Les agens de change de chaque place se réuniront et nommeront, à la majorité absolue, un syndic et six adjoints, pour exercer une police intérieure, rechercher les contraventions aux lois et réglemens, et les faire connaître à l'autorité publique.

» Art. 16. S'il arrive contestation entre les agens de change relativement à l'exercice de leurs fonctions, elle sera portée d'abord devant le syndic et les adjoints qui sont autorisés à donner leurs avis.

» Si les intéressés ne veulent pas s'y conformer, l'avis sera renvoyé au tribunal de commerce, qui prononcera s'il s'agit d'intérêts civils ;

» Et aux commissaires du gouvernement près le tribunal de première instance, s'il s'agit d'un fait de police et de contravention aux lois et réglemens, pour qu'il exerce les poursuites sans délai : le tout sans préjudice du droit des parties intéressées.

» Art. 17. Le préfet de police de Paris, les commissaires-généraux de police de Marseille, Lyon et Bordeaux, et les maires des autres places de commerce pourront proposer la suspension des agens de change qui ne se conformeront pas aux lois et réglemens, et prévariqueront dans leurs fonctions. Le préfet de police s'adressera à cet effet au ministre de l'intérieur ;

» Les commissaires-généraux de police aux préfets ;

» Les maires aux sous-préfets, qui en rendront compte aux préfets.

» Sur le compte qui lui sera rendu, le ministre de l'intérieur pourra proposer au premier consul de prononcer la destitution de l'agent de change inculpé, après avoir toutefois fait demander l'avis des syndic et adjoints, devant lesquels le prévenu sera entendu.

» Art. 18. Les dispositions des art. 15, 16 et 17, sont communes aux courtiers de commerce.

» Art. 19. Le préfet de police de Paris, sauf l'approbation du ministre de l'intérieur, les commissaires-généraux de police et les maires, sauf l'approbation du préfet du département, pourront faire les réglemens locaux qu'ils jugeront nécessaires pour la police intérieure de la bourse. »

Cet arrêté fut bientôt suivi d'un autre qui, sous la date du 27 prairial an 10, disposa :

« Art. 1. Les bourses de commerce seront ouvertes à tous les citoyens, et même aux étrangers.

» Art. 2. A Paris, le préfet de police réglera, de concert avec quatre banquiers, quatre négocians, quatre agens de change et quatre courtiers de commerce désignés par le tribunal de commerce, les jours et heures d'ouverture, de tenue et de fermeture de la bourse.

» Dans les autres villes, le commissaire-général de police ou le maire fera cette fixation de concert avec le tribunal de commerce.

» Art. 3. Il est défendu de s'assembler ailleurs qu'à la bourse, et à d'autres heures qu'à celles fixées par le réglement de police, pour proposer et faire des négociations, à peine de destitution des agens de change ou courtiers qui auraient contrevenu ; et pour les autres individus, sous les peines portées par la loi contre ceux qui s'immisceront dans les négociations sans titre légal.

» Le préfet de police de Paris, et les maires et officiers de police des villes des départemens sont chargés de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de cet article.

» Art. 4. Il est défendu, sous les peines portées par les articles 13 de l'arrêt du conseil du 26 novembre 1781 et 8 de la loi du 28 ventôse an 9, à toutes personnes, autres que celles nommées par le gouvernement, de s'immiscer, en façon quelconque et sous quelque prétexte que ce puisse être, dans les fonctions des agens de change et courtiers de commerce, soit dans l'intérieur, soit à l'ex-

térieur de la bourse. Les commissaires de police sont spécialement chargés de veiller à ce qu'il ne soit pas contrevenu à la présente disposition.

» Il est néanmoins permis à tout particulier de négocier, entre eux et par eux-mêmes, les lettres de change ou billets à leur ordre ou au porteur, et tous les effets de commerce qu'ils garantiront par leur endossement, et de vendre aussi par eux-mêmes leurs marchandises.

» Art. 5. En cas de contravention à l'article ci-dessus, les commissaires de police, les syndics ou les adjoints des agens de change et courtiers de commerce, feront connaître les contrevenans au préfet de police à Paris, et aux maires et officiers de police, dans les départemens; lesquels après la vérification des faits et audition du prévenu, pourront, par mesure de police, lui interdire l'entrée de la bourse.

» En cas de récidive, il sera, par le gouvernement, déclaré incapable de pouvoir parvenir à l'état d'agent de change ou de courtier; le tout sans préjudice de la traduction devant les tribunaux, pour faire prononcer les peines portées par les lois et arrêts du conseil ci-dessus cités.

» Art. 6. Il est défendu, sous les peines portées contre ceux qui s'immiscent dans les négociations sans être agens de change ou courtiers, à tout banquier, négociant ou marchand, de confier ses négociations, ventes ou achats, et de payer des droits de commission ou de courtage, à d'autres qu'aux agens de change et courtiers.

» Les syndics et adjoints des agens de change et courtiers, le préfet de police de Paris, et les maires et officiers de police des autres places de commerce sont spécialement chargés de veiller à l'exécution du présent article, et de dénoncer les contrevenans aux tribunaux.

» Le commissaire du gouvernement sera tenu de les poursuivre d'office.

» Art. 7. Conformément à l'article 7 de la loi du 28 ventôse an 9, toutes négociations faites par des intermédiaires sans qualité, sont déclarées nulles.

» Art. 8. Les compagnies de banque ou de commerce qui émettent des actions, sont comprises dans la disposition des articles précédens, et ne pourront exiger d'autre garantie que celle prescrite par les lois et réglemens.

» Art. 9. Les agens de change pourront faire, concurremment avec les courtiers du commerce, les négociations en ventes ou achats des monnaies d'or ou d'argent et matières métalliques. »

Les autres dispositions de cet arrêté sont relatives aux obligations des agens de change et courtiers, aux droits qu'ils sont autorisés à percevoir, et à la discipline intérieure de leur compagnie. Voyez AGENT DE CHANGE et COURTIER.

L'art. 72 du code de commerce a confirmé tout ce qui concerne la détermination du cours du change, des marchandises, des assurances, du frêt ou nolis, du prix des transports par terre ou par eau, des effets publics et autres, dont le cours est susceptible d'être coté.

L'art. 73 dispose que les divers cours sont constatés par les agens de change et courtiers, dans la forme prescrite par les réglemens de police généraux ou particuliers.

Sous le gouvernement des Pays-Bas, un arrêté du 21 décembre 1815 a abandonné aux régences des villes la nomination des agens de change et courtiers; mais le gouvernement belge a ressaisi ce droit par un arrêté du 22 avril 1836, qui dispose en outre :

« Art. 5. Les régences des villes où existent et où seront établies des bourses de commerce, feront un réglement de police de la bourse, qui déterminera également les devoirs des agens de change et des courtiers, ainsi que le taux de leurs salaires. Ce réglement sera soumis à notre approbation dans le délai de six mois à dater des présentes.

» Art. 6. Dans le même délai, lesdites régences, après avoir pris l'avis de la chambre de commerce de leur ressort, nous adresseront leurs propositions sur le nombre des agens de change et courtiers nécessaires au service de la bourse et sur leur classification. »

Ces dernières dispositions nous donnent l'espoir que bientôt la police des bourses répondra entièrement aux besoins du commerce, de l'industrie et de la morale publique.

Parmi les mesures qui méritent particulièrement de fixer l'attention des régences et du gouvernement, nous en signalerons surtout deux :

La première est relative à la criée publique et à l'annotation sur les registres des agens de change et courtiers, de toutes les négociations qui s'opèrent à la bourse. L'efficacité de cette mesure est incontestable.

L'arrêté du 27 prairial an 10 contient à ce sujet des dispositions spéciales à la bourse de Paris, et qu'il serait utile d'introduire dans les principales bourses de Belgique. Les voici :

« Art. 23. Il sera établi à la bourse de Paris, un lieu séparé, et placé à la vue du public, dans lequel les agens de change se réuniront pour la négociation des effets publics et particuliers, en exécution des ordres qu'ils auront reçus avant la bourse ou pourront recevoir pendant sa durée : l'entrée de ce lieu séparé ou parquet sera interdite à tout autre qu'aux agens de change.

» Il sera également établi un lieu séparé convenable pour les courtiers de commerce.

» Art. 24. Les agens de change étant sur le parquet, pourront proposer à haute voix la vente ou l'achat d'effets publics et particuliers; et lorsque deux d'entr'eux auront consommé une négociation, ils en donneront le cours à un crieur qui l'annoncera sur le champ au public.

» Art. 25. Ne sera crié à haute voix que le cours des effets publics : quant aux actions de commerce, lettres de change, et billets, tant de l'intérieur que de l'étranger, leur négociation en exigeant l'exhibition et l'examen, elle ne pourra être faite à haute voix ; et les cours auxquels elle aura donné lieu, seront recueillis après la bourse par les syndic et adjoints, et cotés sur le bulletin des cours. »

S'il résulte de ces dispositions qu'à Paris on ne peut pas crier à haute voix les achats et ventes d'actions commerciales, les agens de change n'en doivent pas moins être tenus de coter les actions de toutes les compagnies légalement constituées. C'est une conséquence de l'article 8 du même arrêté.

La seconde est relative aux personnes qui seront admises à la bourse. On est généralement d'accord aujourd'hui qu'il est dangereux de permettre l'entrée des bourses à tout le monde; mais c'est une question fort épineuse que celle de savoir si les régences peuvent restreindre cette faculté dans l'état actuel de la législation. Voici ce qu'on dit pour la négative :

Sous la loi de l'an 4, on n'admettait à la bourse que les négocians munis de patentes, ayant maison de banque ou de commerce en France, et domicile fixe ; mais sous l'empire de la loi du 28 ventôse an 9, le gouvernement avait ouvert les bourses de commerce à tous les citoyens, même aux étrangers, et c'est en présence de cette dernière loi et de l'arrêté du 27 prairial an 10, que le code de commerce a disposé que la bourse est la réunion qui a lieu, sous l'autorité du Roi, des commerçans, capitaines de navires, agens de change et courtiers. (Art. 71.) Or, d'après les règles ordinaires d'interprétation, cette disposition est simplement énonciative, et ne peut pas exclure de la bourse ceux qui ne seraient ni commerçans, ni capitaines de navires, ni agens de change ou courtiers ; et l'on peut par conséquent en conclure que, d'après la législation existante, tout le monde peut se rendre à la bourse, hors les seuls faillis non réhabilités que le code de commerce lui-même en exclut par une disposition expresse. (Art. 614.) D'où résulte que les régences ni le gouvernement ne peuvent aujourd'hui limiter à certaines catégories de personnes le droit de fréquenter la bourse, sans se mettre eux-mêmes en opposition avec la loi, sans excéder les bornes de leur attribution.

On peut répondre à ce raisonnement que ce n'est point une loi, mais un simple acte du pouvoir exécutif, à savoir l'arrêté du 27 prairial an 10, qui a permis l'entrée des bourses à tous les citoyens; qu'au contraire, en attribuant la police des bourses au gouvernement, la loi du 28 ventôse an 9 a laissé au pouvoir exécutif la latitude de prescrire à cet égard ce que les circonstances lui paraîtraient exiger ; et que le code de commerce, loin de restreindre en ce point le droit du gouvernement, l'a au contraire confirmé en disant que la réunion des commerçans, ca-

pitaines de navires, agens de change et courtiers a lieu sous *l'autorité du roi.* Dès-lors le roi ou les régences, à qui il a délégué cette attribution, peuvent sans excès de pouvoir ordonner que les bourses ne seront ouvertes qu'à telles ou telles catégories de personnes. Voyez Agent de change, Agiotage, Commerce et Courtier.

BOUTIQUE.

C'est le lieu où les marchands étalent et vendent leurs marchandises, où les artisans travaillent, etc.

1. Les boutiques et magasins des marchands sont placés, par l'article 9 du titre I de la loi du 19-22 juillet 1791, au nombre des lieux publics où les officiers de police peuvent entrer à toute heure du jour, soit pour prendre connaissance des désordres qui s'y commettent, soit pour vérifier les poids et mesures, le titre des matières d'or et d'argent, la salubrité des comestibles, soit enfin pour s'assurer de l'exécution de tous les réglemens que l'autorité communale a jugé à propos de faire sur l'exercice de certaines professions.

2. Les montres des boutiques ne peuvent être construites en saillie sur la voie publique, sans une permission du collège des bourgmestre et échevins, ou de la députation permanente du conseil provincial. (Arrêté du 29 février 1836; loi du 30 mars 1836, art. 90, n° 7 et 8.) Voyez Auvent, Bannes et Saillies.

3. Les marchands ne peuvent également, sans autorisation, établir des boutiques fixes ou mobiles sur la voie publique.

Ils doivent renfermer leurs marchandises et leur travail dans leur boutique, et ne peuvent les étaler au-dehors et au-devant de leurs maisons, sans contrevenir à l'article 471 du code pénal.

4. Les obligations et défenses ci-dessus mentionnées, font ordinairement l'objet de quelques dispositions particulières dans les réglemens de voirie communale. Voyez Etalage et Marchand.

BOUTONS (Fabrique de).

Aucune fabrique de boutons ne peut, aux termes de l'arrêté du 31 janvier 1824, s'établir sans une autorisation de la députation permanente du conseil provincial. (Art. 2.)

Cette disposition ne distingue pas entre les boutons de métal, d'os et de bois. Les fabriques de boutons métalliques n'ont d'autre inconvénient qu'un bruit continuel et désagréable; celles des boutons d'os en ont de plus grands, lorsque les os se nettoyent et se préparent dans l'établissement même; et quant aux boutons de bois, leur fabrication nous paraît de nature à ne présenter ni inconvéniens ni dangers d'aucune espèce pour la sûreté et la salubrité publique.

BOUVERIE.

On donne ce nom à l'endroit ou à l'établissement destiné à recevoir les bœufs qui doivent être vendus dans les marchés publics.

Les bouveries présentent, dans l'intérieur des villes, quelques inconvéniens et même des dangers pour la santé et la sûreté des habitans. Cependant l'arrêté du 31 janvier 1824 n'exige pas d'autorisation préalable pour en établir. Voyez Fabriques et Manufactures.

Mais s'il est permis d'établir des bouveries sans autorisation, les conseils communaux n'en peuvent pas moins, et doivent même prescrire à leur égard toutes les mesures de précaution que réclament la sûreté et la salubrité publique. (Art. 50 du décret du 14 décembre 1789; art. 3, tit. XI du décret du 16-24 août 1790; art. 46 du décret du 19-32 juillet 1791; art. 75 et 78 de la loi du 30 mars 1836.)

On peut, sur la nature de ces précautions, consulter l'article Vacherie.

BOYAUDERIE, fabrique de cordes a instrument.

On appelle boyauderie l'établissement où se préparent et se filent les cordes à boyaux pour les instrumens de musique, les raquettes, etc., etc.

L'odeur très-désagréable et insalubre que répandent le nettoyement et la préparation des boyaux, a nécessité l'intervention de

l'autorité dans l'établissement des boyauderies.

Le décret du 15 octobre 1810 les avait rangées dans la classe des manufactures qui ne peuvent être établies sans une autorisation royale, et qu'à une certaine distance des habitations; mais l'arrêté du 31 janvier 1824, qui remplace en Belgique le décret précité, n'exige qu'une autorisation de la députation permanente du conseil provincial. (Art. 2.)

Cet arrêté ne parle pas des précautions auxquelles doivent être astreintes les boyauderies. L'autorité provinciale a toute latitude à cet égard; elle peut, dans chaque cas particulier, se déterminer par les circonstances et les localités. En France, une ordonnance du préfet de police, en date du 14 avril 1819, prescrit les précautions suivantes, que nous reproduisons ici comme exemples et non comme règles obligatoires pour notre pays : 1° Les emplacemens où l'on demande à établir des boyauderies, doivent être isolés à cent mètres, au moins, de toute habitation, et situés autant que possible, sur le bord d'une rivière ou d'un ru; à défaut de cours d'eau, il doit y être suppléé par un puits en état de fournir de l'eau en abondance.

2° Il est défendu d'établir aucun puisard pour recevoir les eaux de curage et de macération.

3° On ne peut faire écouler les eaux de curage et macération sur la voie publique, ni sur quelque portion de terrain que ce soit : ces eaux doivent être recueillies dans des tonnes pour être ensuite versées à la voirie, dans un égout ou dans une rivière voisine.

4° Les tonneaux destinés à la macération des intestins, doivent être placés sous un hangar, ou dans un atelier dallé, et s'il est possible, ouvert à tous les vents.

Voyez pour les formalités à remplir l'article Fabriques et Manufactures.

BRABANT.

C'est le nom que portait autrefois l'une des dix-sept provinces des Pays-Bas. Elle a été réunie à la France par la loi du 9 vendémiaire an 4, et fondue en conséquence dans les départemens de la Dyle, des Deux-Nèthes, de l'Ourthe et de la Meuse-Inférieure.

Après la réunion de la Belgique à la Hollande, elle a formé deux provinces du royaume des Pays-Bas, qui portaient l'une le nom du Brabant méridional, et l'autre celui de Brabant septentrional. Depuis la révolution de 1830, qui a séparé la Hollande de la Belgique, la dernière de ces provinces est demeurée au pouvoir du gouvernement hollandais, et l'autre forme aujourd'hui sous le nom de *Brabant*, l'une des neuf provinces qui constituent le royaume de Belgique. (Constitution Belge, art. 1.)

BRACONNIER.

Ce mot avait autrefois une signification très-honnête. Il dérive du mot français *Brac*, dont on a fait *Braque*, espèce de chiens de chasse, bons quêteurs et fort habiles à découvrir le gibier par l'odorat. Les *braconniers* étaient dans l'origine des chasseurs qui avaient le talent de dresser ces sortes de chiens, qui avaient soin d'eux, qui étaient chargés de les conduire et qui s'en servaient à la chasse. Cette qualification les distinguait des différentes espèces de chasseurs qui faisaient usage d'autres chiens ou animaux, tels que les fauconniers, louvetiers, loutriers, perdrisseurs, etc.

Aujourd'hui le nom de braconnier ne s'emploie plus qu'en mauvaise part, et l'on comprend sous cette dénomination tous ceux qui, sans l'autorisation du propriétaire ou sans permis de port-d'armes, chassent furtivement et habituellement sur le terrain d'autrui.

Le braconnage est une violation du droit de propriété, parce qu'il a pour résultat de priver le légitime possesseur d'un droit qui lui appartient. La loi devait donc le réprimer comme tous les autres délits qui portent atteinte à la propriété, et c'est ce qu'elle a fait.

Les braconniers doivent être l'objet d'une surveillance active de la part des gardes champêtres et forestiers, sur-tout dans le

voisinage des bois de l'État, des communes et des établissemens publics.

Voyez l'article CHASSE.

BRANCARD.

C'est une espèce de civière à bras et à pieds, sur laquelle on transporte les malades et les blessés qui ne peuvent supporter le mouvement des voitures ordinaires.

Il doit s'en trouver dans tous les hôpitaux civils et militaires pour le service de ces établissemens; et il serait à désirer qu'il s'en trouvât, dans toutes les villes, au moins un ou plusieurs à la disposition des commissaires de police pour le transport des malades, des blessés et des cadavres.

Ces brancards doivent être munis de tous leurs accessoires, comme bretelles, crochets, matelas et couvertures.

BRANCHAGE, BRANCHES D'ARBRES.

1. L'article 672 du code civil dispose que « celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches. »

Cette disposition ne donne pas aux propriétaires le droit de couper eux-mêmes les branches qui s'étendent sur leur terrain; ils n'ont qu'une action devant les tribunaux pour contraindre leurs voisins à le faire; mais le jugement qui intervient dans ces sortes de matières, fixe ordinairement un délai dans lequel l'élagage doit être effectué, et autorise le propriétaire à l'effectuer aux frais du voisin, s'il ne s'est point exécuté dans le délai prescrit par le tribunal.

2. Il n'en est pas de même à l'égard des branches qui s'étendent sur la voie publique. Celles-là ne portent pas seulement atteinte au droit de propriété, elles nuisent encore à la viabilité des routes et chemins, en rendent l'entretien plus difficile, etc. Aussi les réglemens de voirie communale contiennent sur cet objet des dispositions spéciales que nous examinerons au mot ÉLAGAGE.

3. Nous examinerons sous le même mot la question de savoir si l'article 672 du Code est applicable aux arbres des bois ou forêts qui bordent une propriété particulière.

4. Les branches, copeaux, et tout ce qui reste des arbres coupés et abattus pour la construction et la réparation des bâtimens de l'État, doivent, aux termes de l'article 5 du titre XXI de l'ordonnance de 1669, être vendus avec les formalités prescrites pour la vente des chablis. Voyez BOIS CHABLIS.

Le même article défend aux bûcherons d'emporter aucun branchage, sous prétexte de fouée ou autrement, à peine d'amende arbitraire et de restitution du double de la valeur.

L'article 13 du titre XXXII de la même ordonnance défend aussi de couper des branches dans les bois de l'État des communes, des établissemens publics et des particuliers, pour noces, fêtes, confréries ou pour quelque autre cause que ce soit, à peine d'amende, restitution, dommages et intérêts, selon les tour et qualité du bois. Voyez DÉLIT FORESTIER.

BRAS DE RIVIÈRE.

Les bras d'une rivière sont une dépendance de la rivière même. Ils doivent par conséquent être régis par les mêmes lois et réglemens qu'elle.

Ainsi, quant à la propriété, les bras non navigables ni flottables de rivières qui sont l'un ou l'autre, appartiennent à l'État. (Articles 538 et 546 du code civil.)

Ainsi, quant à la police, on assimile aux rivières navigables et flottables les bras qui n'ont ni l'un ni l'autre de ces caractères.

Cette disposition, dit monsieur Garnier, dans son *Traité des rivières*, n° 8, a pour but de maintenir l'usage complet de la navigation, en prohibant les usurpations qui, déjà trop fréquentes, le deviendraient beaucoup plus encore, si les riverains avaient l'espoir de les conserver.

Du reste, elle est consacrée en France par un arrêt du conseil du roi, en date 10 août 1694; elle l'a été également par un arrêt du conseil-d'état rendu le 22 janvier 1824 entre MM. Hache, Sayer et Quesné; et nous ne doutons pas qu'en Belgique les tribu-

naux, seuls compétens aujourd'hui, en matière de propriété et de contravention aux lois et réglemens de police, n'adoptent cette jurisprudence. Voyez Rivières.

BRAS SÉCULIER.

On désignait ainsi sous l'ancien régime, l'autorité du gouvernement, en tant qu'elle était implorée par les juges ecclésiastiques pour faire exécuter leurs ordonnances, ou pour faire subir à un ecclésiastique coupable d'un délit privilégié, les peines que l'official ne pouvait pas lui imposer.

La constitution de 1831, en consacrant la liberté des cultes et des consciences, ainsi que l'indépendance de l'autorité religieuse dans les choses qui dépendent de son ressort, ne permet plus au gouvernement de prêter son appui à l'exécution des ordonnances épiscopales. L'église est réduite aujourd'hui, pour cette exécution, à l'emploi de peines purement spirituelles. Toutefois le gouvernement reste obligé à l'égard des ecclésiastiques, comme des autres citoyens, de leur garantir la pleine et entière jouissance de leur droits.

Voyez Évêque et Pouvoir.

BRASSERIE.

On donne ce nom aux fabriques de bierre.

La fabrication de cette boisson étant rangée parmi les industries qui peuvent être incommodes ou désagréables à ceux qui habitent le voisinage des brasseries, et la bierre elle-même étant un objet d'impôt, d'importation et de consommation, nous avons à nous occuper des brasseries sous un triple rapport : leur établissement, l'accise et la douane.

§ 1. *Etablissement des brasseries.*

1. L'arrêté royal du 31 janvier 1824 a rangé les brasseries dans la catégorie des établissemens qui nécessitent une autorisation préalable.

Toutes les fois que l'on veut ériger une brasserie nouvelle, ou apporter des changemens à une brasserie existante, l'on doit s'adresser à la députation permanente du conseil provincial, qui n'accorde l'autorisation qu'après avoir fait procéder à une information de *commodo* et *incommodo*, pour laquelle on entend les habitans des maisons situées près de la fabrique, et l'on fait, s'il y a lieu, mention dans le procès-verbal des motifs de leur opposition. (Art. 2 et 4).

L'autorisation peut être conditionnelle, soumettre les demandeurs à certaines obligations pour prévenir la gêne, le préjudice ou le danger qui peut résulter de l'érection de leur établissement; et si, dans un délai qui leur est assigné, ils ne se conforment pas à ces conditions, la permission leur est retirée, sauf recours au gouvernement. (Art. 6, 7 et 8).

Le même recours est ouvert aux demandeurs contre le refus d'autorisation, et aux voisins contre l'autorisation accordée par la députation provinciale : un arrêté royal, pris sur le rapport du ministre de l'intérieur, statue en dernier ressort.

Cependant les formalités prescrites par l'arrêté du 31 janvier, n'ayant d'autre objet qu'une bonne police, les autorisations accordées ne préjudicient en rien aux actions judiciaires, qui pourraient être intentées pour soutenir des prétentions de tiers à un droit particulier, fondé sur des contrats, sur la possession ou sur d'autres titres semblables : le prononcé du juge demeure à cet égard libre de toute entrave. (Art. 10).

D'un autre côté, pour concilier le besoin d'une autorisation avec l'exercice libre de l'industrie, le même arrêté défend dans l'examen des demandes, d'avoir égard au nombre d'établissemens du même genre existans déjà dans la localité, ou aux besoins de la population, pour en faire un motif direct ou indirect de refus. (Art. 9).

2. Indépendamment des formalités qui précèdent, les brasseries étant un objet soumis à la surveillance des employés du fisc pour assurer la rentrée de l'impôt et prévenir la fraude, la loi du 26 août 1822 exige, pour les établir à 5500 mètres de la frontière de terre, et à 2000 mètres des côtes, une autorisation royale, qui s'accorde sur le rapport

du ministre des finances (art. 177 et 180) : et la loi du 22 août de la même année les assujettit toutes à des déclarations préalables. Voyez le § suivant qui traite de l'accise.

Une loi du 7 juin 1832 ayant substitué un rayon unique au double rayon établi par celle du 26 août 1822, l'autorisation royale est devenue obligatoire dans tout le territoire situé à un myriamètre des frontières de terre, et à un demi-myriamètre des frontières de mer. Un arrêté du 24 juin suivant a rendu cette autorisation obligatoire à dater du 15 juillet 1832, tandis qu'un autre arrêté, de la même date, a spécifié pour chaque province les limites du territoire réservé.

C'est également pour éviter la fraude, qu'une résolution ministérielle du 18 mars 1828 défend d'établir une brasserie et une distillerie dans un même local.

§ II. *Accise.*

Nous avons déjà dit à l'article Accise, que la bierre avait été un des objets sur lesquels l'impôt avait frappé avec le plus de constance; nous avons même parlé des différens modes d'asseoir ce droit.

Frappé au moment de la production, l'impôt est moins sensible au consommateur et plus facile à percevoir; assis en raison de la matière employée à la fabrication, il est réparti d'une manière plus égale. Aussi les différentes lois qui ont régi la matière, ont-elles exigé le payement de l'impôt par forme d'avance des brasseurs, et celle qui est en vigueur impose les matières mêmes, tout comme celle qui l'a précédée.

La loi du 12 juillet 1821, qui posait les bases d'un nouveau système d'impôt, conservait l'accise, dont les bierres étaient frappées, en ces termes : « L'impôt sera de 70 cents par chaque hectolitre de contenance, des cuves-matières ou autres vaisseaux servant à préparer les matières premières dans les brasseries de bierre ; la perception en aura lieu conformément à la loi du 12 mai 1819, sauf tels changemens qui pourraient être jugés nécessaires, principalement sous le rapport de la quantité de mouture employée. »

La loi spéciale qui fut promulguée, le 2 août 1822, en exécution du principe posé dans celle du 12 juillet 1821, apporta au fond peu de changemens à la législation antérieure, si ce n'est un surcroit de formalités devenues nécessaires par l'introduction de la loi sur la mouture ; mais l'impôt sur la mouture ayant été aboli par la loi du 24 décembre 1829, toutes les sujétions relatives à l'emploi et au recensement des farines dans les brasseries, ont été supprimées.

L'article 1er de la loi du 2 août 1822 n'est autre chose que la répétition du paragraphe ci-dessus rapporté, de la loi du 12 juillet; les articles suivans prescrivent les formalités nécessaires pour assurer la perception de l'impôt, lequel est fixé à un franc quarante-huit centimes par hectolitre de contenance des cuves-matières, chaque fois qu'il en est fait usage.

Ces formalités ont le double but d'empêcher que les brasseries ne se soustraient entièrement au contrôle de l'administration fiscale, et de prévenir ou de rendre apparentes les fraudes dans la manipulation des matières premières pendant les opérations de détail d'un brassin.

Ainsi l'article 5 veut que quiconque construit une nouvelle brasserie, ou veut en remettre une ancienne en activité, en prévienne le préposé de l'administration, dans sa commune, par une déclaration contenant : 1° la date et le lieu de l'établissement; 2° les noms, prénoms, raison de commerce et demeure des propriétaires ou sociétaires ; 3° les noms et prénoms du gérant et sa demeure ou résidence ; 4° la commune où est situé l'établissement; 5° la désignation des rue, quai ou avenue publique qui y conduisent, du numéro et des autres marques distinctives des bâtimens, et si c'est en pleine campagne, leur distance de l'enceinte de la commune; 6° le nombre et la contenance des cuves-matières et des différentes chaudières; 7° le nombre, la contenance et l'endroit où sont placés les bacs refroidissoirs, ou autres bacs ou vases servant à refroidir la bierre, les cuves guilloires, reverdoirs et autres bacs, dans lesquels on tient les matières ou bierres en réserve ; 8° enfin le nombre et la désigna-

tion des caves et autres lieux de dépôt, destinés à garder les bierres.

Les locataires sont également tenus, à leur entrée dans une brasserie, de faire pareille déclaration.

Dans tous les cas, l'employé qui reçoit la déclaration, doit délivrer un certificat de la remise qui lui en est faite.

L'article 6 oblige, sous peine de 212 francs d'amende, les possesseurs de brasseries non en activité, ou d'ustensiles et chaudières qui seraient propres à former ensemble une fabrique, ou à effectuer la fabrication entière ou partielle des bierres, à en faire également la déclaration. Les chaudronniers et tonneliers sont seuls exceptés de cette disposition, pour les appareils qu'ils ont dans leurs boutiques ou ateliers; encore faut-il qu'ils ne soient pas fixés de manière à pouvoir servir à la fabrication. La déclaration de non-activité est suivie, à la diligence des employés des accises, de l'apposition des scellés sur les cuves-matières et sur les chaudières; elle se fait par deux employés qui dressent un procès-verbal de l'opération, dans lequel l'établissement, les ustensiles et outils scellés, le nombre des scellés et la date de l'apposition sont désignés. En cas d'absence du déclarant, il en est fait mention au procès-verbal; dans le cas contraire, il est revêtu de sa signature, ou mention est faite de son refus de signer; une copie de ce procès-verbal est délivrée au redevable contre son reçu, et, s'il refuse de l'accepter, elle est déposée à l'administration communale. Ces dispositions font l'objet de l'article 7 de la loi, qui commine une amende de 212 à 848 francs, contre le bris ou l'altération des scellés ou la non-reproduction des ustensiles qui auraient été scellés.

L'article 8 fixe le minimum de capacité des cuves-matières pour toutes les brasseries à ériger ou à modifier, sans effet rétroactif pour les établissemens existans; dans les communes dont la population est inférieure à 5000 âmes, chaque brasserie doit avoir une cuve de 10 hectolitres au moins, et dans toutes les autres la cuve doit être au moins de 20 hectolitres.

L'article 9 ordonne que les cuves et chaudières soient placées dans l'enceinte des murs de la brasserie et fixées; il prescrit d'ailleurs la vérification préalable de la contenance des cuves et des chaudières, soit par jeaugeage, soit par empottement ou dépottement, au gré de l'administration. Le résultat de cette vérification est constaté par un procès-verbal, dans la forme prescrite par l'article 7, signifié au brasseur; il est de plus indiqué, ainsi que le numéro attribué à chaque cuve, sur les cuves mêmes, au moyen d'une incision, d'une empreinte par le feu ou de la couleur à l'huile.

Les articles 10 et 11 défendent toute espèce de changement aux vaisseaux et ustensiles de brasserie, sans déclaration préalable aux employés du fisc. La défense de vendre, céder, prêter ou diminuer la grandeur des cuves-matières et des chaudières, est sanctionnée par une amende de 212 francs, et une amende quadruple frappe celui qui agrandit lesdits vaisseaux. Cependant, en cas d'accident qui pourrait nécessiter la démolition immédiate de tout ou partie d'une brasserie, la loi autorise, en l'absence des employés, l'administration locale à accorder l'autorisation provisoire, sauf à en référer à l'employé supérieur des accises.

Les brasseurs sont tenus, par l'article 12 et sous peine d'une amende de fr. 21-20 c., de faire inscrire en couleur à l'huile le mot *brasserie* au-dessus de chaque entrée de leur établissement, et à la hauteur de 3 à 5 mètres au-dessus de la porte; ou si le local ne le permet pas, de 3 à 5 mètres au-dessus du sol.

Telles sont les dispositions qui ont pour but le contrôle général des brasseries : nous allons examiner les précautions prises par le législateur pour éviter la fraude dans le détail des opérations des brasseurs.

En vertu de l'article 13, les brasseurs sont tenus, chaque fois qu'ils veulent opérer, d'en faire la déclaration la veille du jour fixé pour la mise du feu sous la chaudière afin de chauffer l'eau nécessaire au brassin, à un employé préposé à cet effet par l'administration des contributions. — La déclaration est reçue

entre 9 heures du matin et 3 heures de relevée ; cependant dans les villes fermées et dont la population surpasse 5000 âmes, elle peut, dans des cas particuliers, se faire quatre heures avant la mise à feu.

Cette déclaration faite par écrit sur un registre à souche, déposé au bureau des préposés de l'accise, contient le lieu, la date, le nom du brasseur, la désignation de la brasserie, l'heure de la mise à feu, la contenance de la chaudière et l'heure à laquelle on cessera de chauffer ; le numéro et la contenance de la cuve-matière, le numéro et la contenance des chaudières dont on fera usage ; l'heure à laquelle on commencera à mouiller et travailler les substances dans la cuve, et celle à laquelle ce travail sera terminé ; l'emploi des paniers, s'il en est fait usage ; l'addition de farine dans les chaudières, s'il y a lieu ; l'espèce de bierre ; enfin les heures auxquelles seront terminés la dernière ébullition et l'entonnement.

La prolongation de l'ébullition de la bierre et celle de l'entonnement, de plus d'une heure au-delà du temps fixé dans la déclaration, est punie d'une amende de 212 francs ; une amende quadruple est infligée pour la mise à feu sous la chaudière à l'effet de chauffer l'eau et pour le commencement des travaux dans la cuve-matière, avant le temps indiqué, ou pour la prolongation de ces deux opérations, de plus d'une heure au-delà de celle qui a été déclarée.

L'art 14 explique que l'écoulement de tout le liquide est compris dans le travail de la cuve-matière, et que, par conséquent, tout retard de ce chef est puni comme une prolongation de travail, sauf dans les localités où une surveillance active permet à l'administration de prévenir les abus qui peuvent résulter du retard dans l'écoulement.

L'article 15 autorise à décompter cinq centimètres de la profondeur des cuves-matières employées, dans l'estimation de l'accise due pour chaque brassin, et ce en compensation de la perte occasionnée par les faux fonds. D'un autre côté, l'article 9 interdit l'usage des hausses mobiles, sous peine de 848 francs d'amende, excepté pour les chaudières où l'on ajoute de la farine et pour lesquelles on paie un droit supplémentaire ; dans ce cas, le maximum de hauteur des hausses est fixé à un décimètre.

La faculté qu'ont les brasseurs d'ajouter de la farine ou du grain écrasé, non préparé ou soumis au travail des cuves, était peut-être nécessaire pour ne pas entraver l'industrie ; mais elle donnerait lieu à une inégalité de répartition de l'impôt, si dans ce cas, indépendamment des cuves-matières, les chaudières ne servaient pas à fixer la quotité de l'accise : l'article 16 de la loi a pourvu à cette exigence.

Lors donc que le brasseur met de la farine dans la chaudière, s'il ne fait usage que d'un seul appareil, il paie un tiers de plus d'accise, si la chaudière ne surpasse pas la capacité de la cuve d'un dixième ; si elle est plus grande, l'accise est due, indépendamment de la cuve, pour la moitié de la chaudière.

Lorsque le brasseur fait usage simultanément de deux chaudières, et ne met de la farine que dans l'une, il doit déclarer la plus grande ; si, au contraire, il ajoute de la farine dans les deux chaudières, on réunit la capacité des deux vaisseaux pour calculer l'augmentation de l'accise comme dans le cas précédent. Dans ces différentes hypothèses le numéro, la contenance et le temps du travail de la chaudière ou des chaudières doivent être déclarées sous peine de 848 francs d'amende ; et, pour ne pas rendre illusoire le bénéfice que peut procurer le surcroît de farine, l'emploi d'une cuve de translation ou de clarification, d'une contenance qui ne dépasse pas d'un dixième celle de la cuve-matière, est admise.

L'emploi d'une pareille cuve est en outre autorisé, quand la manière de brasser l'exige, mais à condition d'en faire la déclaration avec toutes les indications requises pour les autres vaisseaux, sous peine de l'amende ci-dessus énoncée

La même amende est prononcée par l'article 17 pour l'usage des cuves ou chaudières autres que celles déclarées, ou pour un brassin fait sans déclaration préalable.

Dans ces deux cas, il y a lieu en outre au payement de l'accise. Si le brassin, fait sans déclaration, l'est par un brasseur dont la fabrique est déclarée en non-activité, ou par un particulier travaillant à l'insu de l'administration, les matières et les ustensiles sont de plus confisqués.

Les articles 21 et 22 rangent parmi les brassins clandestins et punissent des mêmes peines, l'existence de substances farineuses et autres matières premières détrempées et évidemment propres à faire de la bierre; la découverte de bierres en ébulition, partout ailleurs que dans les chaudières déclarées; celle de bierres dans les bacs refroidissoirs ou partout ailleurs que dans les magasins, après l'heure fixée pour la fin de l'entonnement; celle de marcs ou résidus chauds dans les cuves ou chaudières, usines ou magasins, après l'heure déclarée pour l'enlèvement, et enfin celle d'eau chaude dans les chaudières.

Un tarif, que le Roi peut modifier suivant les besoins de la fabrication et que nous transcrirons plus loin, fixe le temps pour la durée des différentes opérations dans la cuve-matière, et celui qui est nécessaire pour chauffer l'eau; les brasseurs dont les cuves-matières sont d'une contenance inférieure à 45 hectolitres, ne peuvent commencer le travail de la cuve matière qu'entre 4 et 12 heures du matin, depuis le 1er avril jusqu'au 30 septembre, et entre 6 et 12 heures pendant le reste de l'année. Dans les communes rurales, l'heure du commencement du travail peut être anticipée d'une heure pour les grandes brasseries : une surveillance plus facile permet, dans les villes, d'affranchir les grandes brasseries d'une désignation d'heure pour la mise en train des opérations.

L'article 18 autorise toutefois de prolonger le temps fixé pour les opérations, si un accident imprévu survient et que le brasseur en informe l'administration. L'article 19 donne la même faculté, lorsque la quantité de matière employée est plus grande que celle dont il peut, eu égard à la capacité des cuves, extraire la substance propre à la bierre, pourvu que le brasseur paie l'accise en raison de la dimension des cuves, qui correspond au temps qu'il désire employer.

L'article 20 ordonne l'enlèvement du marc des cuves ou chaudières une heure après la fin de l'entonnement, sous peine de 53 francs d'amende, en permettant à l'administration de modifier la rigueur de cette disposition en faveur des brasseurs qui font usage de cuves-matières de 70 hectolitres au moins.

Enfin, l'article 62 enjoint aux brasseurs qui veulent abandonner leur profession ou faire chomer leur fabrique, d'en faire la déclaration écrite aux préposés de l'administration quinze jours avant de cesser leurs travaux. Les administrateurs d'une succession et les syndics d'une faillite sont tenus à faire la même déclaration.

Telles sont les mesures que le législateur a cru devoir prendre pour assurer la rentrée de l'impôt, et qu'il a considérées comme conciliables avec les progrès de l'industrie. Aucun changement, aucune modification légale n'est intervenue depuis 1822; cependant une loi du 3 juin 1830 avait majoré l'accise sur les bierres de 5 pour cent, à partir du 1er janvier 1831; mais elle a été rapportée le 28 décembre 1830 par un décret du Congrès, avant d'avoir été mise à exécution.

Le gouvernement a cru devoir donner différentes instructions pour assurer l'exécution de la loi, et éclairer les employés de l'administration aussi bien que les brasseurs sur leurs droits et leurs devoirs respectifs; nous donnons ici l'analyse des arrêtés et résolutions qui peuvent éclaircir des doutes, ou lever des difficultés.

Une première résolution ministérielle du 12 février 1823 déclare qu'il est facultatif d'employer pour la fabrication des bierres, telles matières premières qu'on trouvera bon, puisque l'accise se prélève par brassin sur la capacité de la cuve employée à la préparation des matières. Une autre du 15 mai de la même année, partant du même principe, porte que les brasseurs peuvent faire de ces brassins, autant de bierre qu'ils le jugent convenable.

Une résolution du 12 février 1828, ordonne aux employés qui découvrent une brasserie

clandestine, de bien distinguer dans leur procès-verbal, si elle est en activité ou non, pour, dans le second cas, conclure simplement à l'amende stipulée dans l'article 6 de la loi et exiger dans le second, non seulement les pénalités prononcées par l'article 17, mais encore l'amende encourue pour manque de patente.

Le 17 juin 1828, une résolution accorde la faculté de chauffer l'eau nécessaire au brassin dans deux chaudières, pourvu qu'il en soit fait déclaration, et que le chauffage dans l'une cesse à l'heure où l'on fait cuire les trempes.

Une autre résolution du 25 août 1830, règle la manière d'opérer pour fixer la contenance des vaisseaux, lorsqu'elle doit être exprimée en fraction. Les fractions au-dessous de 0,25 doivent être négligées; celles qui seraient comprises entre 0,25 et 0,74 comptées pour un demi; et celles de 0,75 ou au-dessus, prises pour un entier.

Enfin, une dernière résolution du 23 octobre 1832, reconnaît valable la déclaration de travail faite par un brasseur à un employé autre que celui préposé à cette fin par l'administration.

Les employés des accises et les brasseurs ayant respectivement la faculté de faire jauger les vaisseaux employés à faire la bierre aussi souvent qu'ils le jugent utile, un arrêté royal du 15 février 1834 détermine les cas où l'opération serait aux frais du contribuable et la quotité de ces frais.

Les cuves-matières et les chaudières sont les seuls appareils pour lesquels une perception de frais peut être requise, et seulement dans les cas suivans : 1° de réparations et mutations à l'un ou l'autre vaisseau de nature à devoir nécessiter un nouveau jaugeage; 2° de placement de vaisseaux neufs, soit pour remplacer des ustensiles détériorés, soit pour augmenter l'importance des usines; 3° de cession d'établissement ou de vaisseaux, nécessitant un procès-verbal de jaugeage sous un nouveau nom; 4° et enfin de contre-vérification demandée par le contribuable, lorsqu'il est reconnu que le premier jaugeage a été bien opéré.

Les frais à charge des brasseurs dans les quatre cas qui précèdent, sont fixés, savoir : pour une cuve-matière ou une cuve de clarification, à 2 francs, si la contenance est au-dessous de 40 hectolitres; à 3 francs, pour une contenance de 40 à 80 hectolitres; à 4 francs de 80 à 120 hectolitres; et à 5 francs, de 120 et plus d'hectolitres; pour une chaudière, à 4 francs, lorsque la contenance est au-dessous de 40 hectolitres; à 6 francs, lorsque la contenance est comprise entre 40 et 80 hectolitres; et à 8 francs, lorsque la contenance est plus considérable.

Nous avons déjà fait observer que l'accise sur les bierres était un impôt de consommation; nous avons dit pourquoi il était perçu à la source; mais ce mode d'asseoir l'impôt serait un obstacle au développement de l'industrie, en ce qu'il exigerait des capitaux considérables des fabriquans, s'il n'était adouci par la faculté d'obtenir un temps plus ou moins considérable, en rapport avec la vente ou le débit, pour acquitter le montant de l'accise. La loi sur les bierres, comme généralement toutes celles qui frappent le consommateur dans la personne du fabriquant ou du commerçant, accorde un délai au contribuable et lui ouvre un compte avec l'administration.

L'accise est due, en conformité de la déclaration prescrite par l'article 13, suivant le taux établi par l'article 1er, aussitôt que la déclaration est faite; cependant si la déclaration de mise à feu pour chauffer l'eau n'est suivie d'aucune autre opération, le fisc ne peut exiger aucune redevance. (Art. 46.)

Le montant de l'impôt dû est inscrit dans un compte que l'administration ouvre à chaque brasseur, immédiatement après sa déclaration, sauf à tenir compte des déductions ou augmentations stipulées par les articles 15, 16 et 19. En tête du compte, le brasseur, ou son fondé de pouvoir, inscrit une déclaration par laquelle « il engage sa personne et ses » biens pour le payement des droits, qui, par » suite de ses déclarations successives, seront » reportées du registre des déclarations des » brasseurs à son compte. » (Art. 47.)

L'article 48 fixe le crédit des brasseurs : ils doivent payer l'accise dû pour un mois dans

les vingt premiers jours du mois suivant, si la totalité ne surpasse pas 424 francs; si elle est comprise entre cette somme et celle de 1060 francs, ils ne doivent payer qu'une moitié dans le temps ci-dessus indiqué, et l'autre moitié dans les vingt premiers jours du second mois; si elle s'élève de fr. 1060 à 2120, il est également accordé deux termes de payement; le premier doit s'effectuer dans les vingt premiers jours du second mois après celui de la déclaration, et le second un mois plus tard. Enfin, lorsque l'accise dû pour un mois surpasse 2120 francs, les brasseurs peuvent payer en trois termes échéant les vingtièmes jours des troisième, quatrième et cinquième mois après celui de la déclaration. La transcription de l'accise est autorisée, par l'article 49, du compte d'un brasseur à celui d'un vinaigrier, lorsque la bierre est destinée à être convertie en vinaigre. Elle l'est de même, par l'art. 55, pour la livraison de bierres à un autre fabriquant ou négociant demeurant dans la même province et pour des quantités dont l'impôt, en principal, n'excède pas 636 francs.

Lorsque le montant du crédit d'un brasseur dont la cuve-matière est d'une contenance moindre que 70 hectolitres, dépasse 4240 fr., ou lorsque, la cuve étant d'un contenance plus forte, le crédit surpasse 8480 francs, il doit fournir caution, aux termes de l'art. 52.

L'apurement du compte des brasseurs peut se faire non seulement par le payement des termes échus, mais encore par la livraison avec transcription de l'impôt et par l'exportation à l'étranger, de bierres dont le terme de crédit n'est pas échu.

Lorsque l'accise n'est pas acquittée à l'échéance des termes de payement, le receveur envoie, en vertu de l'article 54, une sommation au redevable, à l'effet de payer dans un délai de trois fois vingt-quatre heures.

Une résolution ministérielle du 15 octobre 1824 enjoint, en outre, au receveur de faire signifier, dans ce cas, une renonciation de crédit au redevable qui, dès-lors, est exclu de la faveur accordée par l'article 46 de la loi et tenu à payer l'accise au moment où il fait sa déclaration.

En cas de décès ou de faillite d'un redevable, aucun décompte, aucun partage, aucune liquidation ne peut être faite, dit l'article 62 de la loi, qu'après que le compte avec l'administration aura été apuré et clos, ni, en cas de contestation, avant qu'il ait été fourni une caution suffisante.

L'article 56 accorde une restitution de fr. 1-38 pour l'exportation des bierres non détériorées, et d'une qualité non inférieure aux bierres ordinaires, lorsque l'exportation a lieu par mer, et en quantité qui ne soit pas moindre de 40 barils, quels que soient les vaisseaux qui la renferment, et sous la condition de se conformer aux formalités prescrites par la loi générale. L'article 61 permet, pour la même quantité, l'emprunt du territoire étranger, à l'effet de transporter les bierres d'un endroit du royaume à l'autre.

L'article 63 et dernier de la loi règle le prix du timbre collectif des quittances de l'accise et des passavans nécessaires à la sortie et à la rentrée du royaume, conformément à la loi générale. Voyez Accise.

Le timbre collectif est calculé d'après le montant de l'accise depuis vingt-cinq centimes jusqu'à 31 francs; le timbre de passavans est de 11 centimes pour 40 hectolitres et de fr. 2-12 pour 400 hectolitres et plus; les quantités intermédiaires sont soumises à un timbre proportionnel.

TARIF *du temps fixé pour les travaux de la cuve-matière.*

EMPLOI D'UNE SEULE CHAUDIÈRE POUR UNE CUVE DE	POUR UN BRASSIN DE					
	BIERRE BRUNE.		BIERRE JAUNE.		BIERRE BLANCHE.	
	MAXIMUM.*	MINIMUM.	MAXIMUM.	MINIMUM.	MAXIMUM.	MINIMUM.
	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.
100 hectolitres et au-dessus	24	22	22	20	20	18
75 et au-dessous de 100	22	20	20	18	18	16
50 » » » 75	20	18	18	16	16	14
30 » » » 50	18	16	16	14	14	12
20 » » » 30	16	14	14	12	12	10
Au-dessous de 20 hectolitr.	15	13	13	11	11	9
EMPLOI DE DEUX CHAUDIÈRES DONT LA CAPACITÉ NE DÉPASSE PAS CELLE DE LA CUVE, POUR UNE CUVE DE						
	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.
100 hectolitres et au-dessus	22	20	20	18	18	16
75 et au-dessous de 100	20	18	18	16	16	14
50 » » » 75	18	16	16	14	14	12
30 » » » 50	16	14	14	12	12	10
20 » » » 30	15	13	13	11	11	9
Au-dessous de 20 hectolitr.	14	12	12	10	10	8
EMPLOI DE DEUX CHAUDIÈRES DONT LA CAPACITÉ SURPASSE CELLE DE LA CUVE, POUR UNE CUVE DE						
	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.	Heures.
100 hectolitres et au-dessus	21	19	19	17	17	15
75 et au-dessous de 100	19	17	17	15	15	13
50 » » » 75	17	15	15	13	13	11
30 » » » 50	15	13	13	11	11	9
20 » » » 30	14	12	12	10	10	8
Au-dessous de 20 hectolitr.	13	11	11	9	9	7

* Le maximum ne s'accorde qu'aux brasseurs qui se servent de paniers pour clarifier le produit des deux premières trempes ; le minimum est accordé aux autres brasseurs.

Indépendamment du temps déterminé ci-dessus pour les travaux dans la cuve-matière, il sera accordé le temps suivant pour chauffer l'eau avant le commencement des travaux dans la dite cuve matière.

Pour une chaudière de

100 hectolitres et au-dessus,	8	heures.
75 et au-dessous de 100	6	»
50 » 75	5	»
25 » 50	4	»
au-dessous de 25	3	»

3. *Douane.*

L'égalité en matière d'impôts d'une part, et de l'autre la nécessité de ne pas préjudicier à la fabrication indigène au profit de la fabrication étrangère, exigeaient que la consommation des bierres fabriquées hors du royaume et importées, fut également soumise à l'impôt. Aussi la loi du 12 mai 1819 avait-elle frappé les bierres étrangères d'un droit d'accise. Depuis, la loi du 12 juillet 1821, et celles qui en sont les corollaires, ont changé la nature de l'impôt, et rangé les bierres étrangères dans les objets soumis à un droit de douane à l'entrée dans le pays. Le législateur, trop préoccupé d'abord du système protecteur qui pèse sur l'Europe, a établi un droit presque décuple sur les bierres venant de l'étranger, et plus tard, frappé de la petite quantité qui s'en importait, il a trouvé plus simple de les assujétir à un droit d'entrée, et de les soumettre aux formalités de la douane. Le tarif qui fut arrêté à ce sujet en 1822 a été modifié par la loi du 24 mars 1826; il fixe les droits d'entrée comme suit : en cercle, par hectolitre fr. 25-44; en bouteilles de 116 au plus par baril, les 100 bouteilles fr. 44-52, et en cruches fr. 63-60.

Le transit des bierres est assujetti à un droit de fr. 6-36 par hectolitre ou par cent bouteilles, et de fr. 10-60 par cruchons.

La sortie n'est assujettie qu'à un droit de contrôle de 42 centimes, et de 63 centimes lorsqu'elle a lieu en cruchons; mais elle rencontre d'autres impôts à payer en entrant sur le territoire étranger. Ainsi, l'entrée de nos bierres en France, pays où nous faisons quelques exportations, est frappée d'un droit de francs 6 par hectolitre; en Prusse le droit est quatre fois plus élevé.

BREBIS, MOUTONS, BOUCS ET CHÈVRES.

Voyez Bois défensables, Délits forestiers et Paturage.

BREUVAGE.

Ce mot ne s'applique guères qu'à des liqueurs désagréables ou dangereuses, c'est dans ce sens qu'il est employé dans l'article 317 du code pénal relatif à l'avortement.

Les médecins, chirurgiens et pharmaciens ne peuvent procurer des breuvages pour l'avortement d'une femme, sous peine des travaux forcés à temps dans le cas où l'avortement s'en serait réellement suivi.

Voyez à l'article Boissons ce que nous avons dit des boissons falsifiées ou contenant des mixtions nuisibles.

BREVET.

C'est l'acte officiel qui constate une nomination, une délégation de droits ou de pouvoirs, une créance sur le trésor public, la propriété d'une découverte, etc. Ainsi l'on dit un brevet d'officier, de commandant, de juge; un brevet de pension, un brevet d'invention ou de perfectionnement.

Le brevet sert de titre à celui qui exerce les fonctions ou les droits qu'il confère ou constate.

BREVET D'INVENTION, DE PERFECTIONNEMENT ET D'IMPORTATION.

Considérations générales.

1. On appelle *brevet d'invention* l'acte par lequel le gouvernement, pour récompenser l'auteur d'une découverte, lui accorde pour un certain temps le droit exclusif de fabriquer et de vendre les produits de son invention.

Si, au lieu d'une invention nouvelle, il s'agit seulement d'améliorations apportées à des procédés ou méthodes de fabrication déjà connus, l'acte qui constate le droit de l'inventeur se nomme *brevet de perfectionnement.*

Enfin on appelle *brevet d'importation* celui qui a pour objet la première introduction dans un pays de découvertes déjà exploitées dans un autre.

L'auteur de *l'Instruction théorique et pratique sur les brevets*, publiée à Paris en 1829, a défini d'une manière générale le brevet envisagé sous ces différens points de

vue : c'est, selon lui, « le titre que reçoit un » particulier, ensuite de la déclaration qu'il » a faite et dont il lui a été donné acte ad- » ministrativement, d'avoir inventé, perfec- » tionné, ou importé des procédés ou moyens » susceptibles d'application dans les arts d'in- » dustrie, lequel l'investit du droit exclusif » d'exploiter à son profit ces procédés et » moyens, jusqu'au terme que le titre spécifie » et où il deviennent d'un usage libre et com- » mun; sauf à lui, en cas de trouble ou de » réclamation, pendant sa jouissance priva- » tive, à s'y faire maintenir par l'autorité » compétente. »

2. La liberté dont jouit l'industrie et la concurrence qui en est le résultat, auraient placé les inventeurs dans une position fort défavorable, si, en récompense de leurs recherches et des dépenses qu'ils ont dû faire pour mettre à exécution leurs découvertes, on ne leur avait pas accordé le privilége de confectionner et de vendre *seuls* les objets qui proviennent de leur invention ou qui la constituent.

Mais d'autre part la société ne profiterait guère des inventions nouvelles, si ce privilége était illimité, parce que les inventeurs, n'ayant aucune concurrence à craindre, pourraient ne vendre qu'à des prix extrêmement élevés les objets de leur fabrication, et s'enrichir outre mesure aux dépens des consommateurs.

Pour obvier à cet inconvénient, le brevet ne s'accorde que pour un certain nombre d'années, à l'expiration desquelles l'invention tombe dans le domaine public et devient praticable pour tout le monde. Ainsi le brevet d'invention n'est qu'un terme moyen entre les inconvéniens d'une concurrence trop large qui découragerait les inventeurs, en les privant du fruit de leur travail, et les exigences de l'intérêt privé qui nuit à l'industrie et au commerce. En assurant à l'auteur d'une invention le droit exclusif d'en tirer profit pendant un laps de temps déterminé, et à la société les bénéfices de l'invention après que son exploitation première a récompensé l'inventeur, on concilie tous les intérêts.

Le brevet d'invention n'est pas, comme les autres priviléges, une faveur entièrement personnelle; c'est aussi un moyen efficace d'encourager l'esprit de recherche et de spéculation, et d'assurer ainsi les progrès de l'industrie et le bien-être de la société. Si après de laborieuses recherches, il fallait faire des essais pratiques, multipliés et quelquefois ruineux, sans la perspective d'un dédommagement, la plupart des découvertes resteraient de vaines théories, les auteurs ne prendraient guères la peine de les publier; pas un homme pratique n'y consacrerait son temps, et, à part les découvertes des savans qui se font dans un intérêt purement scientifique ou d'amour-propre, les arts resteraient en quelque sorte stationnaires.

3. On a souvent manifesté l'opinion qu'il serait utile de confier à des juges spéciaux la concession des brevets d'invention. Mais par le fait même de l'établissement des juges, on leur accorderait le droit d'examiner au fond le mérite des inventions, et par conséquent celui d'accueillir ou de rejeter les demandes de brevets. La théorie et l'expérience sont d'accord pour repousser ce droit: elles ne veulent pas que le pouvoir ait mission de contrôler, soit par lui-même, soit par des juges délégués, ce que bien souvent il ne comprend guères; elles ne lui demandent qu'une chose, c'est de constater un fait.

Ce fait est l'invention qui lui est déclarée, et le brevet ne doit rien établir si ce n'est que tel individu, se disant inventeur d'un procédé ou d'un système nouveau, a demandé acte de cette invention et qu'il a été autorisé, non pas à la mettre à exécution, car il n'a pas besoin de permission pour cela, mais à l'exécuter *seul pendant un nombre d'années* que détermine le brevet. S'il y a contestation sur la nouveauté, le mérite ou la réalité de l'invention, le gouvernement n'en doit pas être juge, car le brevet qu'il aurait accordé pour une découverte qui ne serait pas nouvelle, ou qui serait illusoire, ne pourrait servir de titre au breveté. Les tribunaux seuls prononceraient entre ce dernier, et les concurrens qui lui disputeraient son

invention, parce qu'à eux seuls appartient la mission de décider sur les contestations relatives au droit de propriété.

Les brevets de perfectionnement et d'importation doivent être assujettis aux mêmes formalités, et donner les mêmes droits que ceux d'invention; mais à leur égard il ne suffit pas que le gouvernement se borne à enregistrer un fait. Si le perfectionnement est peu important, la demande d'un brevet a pour but d'entrer en concurrence avec l'inventeur, et la délivrance du titre prive celui-ci de la récompense ou du dédommagement qui lui avait été accordé. Quant à l'importation, si elle peut se faire sans encouragemens, sans monopole, le brevet devient une récompense sans cause, un obstacle sans but utile à la libre concurrence et au développement de la production industrielle. Il y a donc lieu d'examiner, relativement à ces deux espèces de brevets, si réellement l'amélioration qu'on prétend avoir apportée à une découverte déjà privilégiée, mérite un nouveau privilège; et si l'importation qu'on se propose de faire d'une découverte déjà connue à l'étranger, ne se ferait pas d'elle-même et sans brevet.

§ I. *Législation.*

Avant la révolution de 1789, le sort de toute invention de procédés nouveaux pour l'exercice des arts et métiers, dépendait en France du caprice du gouvernement: sur le rapport d'examinateurs, dont les jugemens n'étaient pas toujours éclairés et impartiaux, il accordait ou refusait des privilèges exclusifs aux auteurs de découvertes nouvelles. Il en était autrement en Angleterre; là un statut de 1623 consacra le droit des inventeurs sur la propriété de leurs découvertes, et disposa qu'il leur serait délivré, *sans examen* ni des objets qu'ils présentaient, ni des procédés dont ils s'étaient servis pour les obtenir, des titres servant à leur assurer, pour des termes plus ou moins longs, la jouissance et l'exploitation exclusive de leurs inventions.

Ce principe adopté par les États-Unis en 1790, fut introduit en France par les décrets des 30 décembre 1790, et 7 janvier 1791, qui forment en ce pays la base de la législation actuelle sur la matière.

Le préambule du premier de ces décrets expose en ces termes le système de la nouvelle législation:

« L'assemblée nationale, considérant que toute idée nouvelle dont la manifestation ou le développement peut devenir utile à la société, appartient primitivement à celui qui l'a conçue, et que ce serait attaquer les droits de l'homme dans leur essence, que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur; considérant en même-temps combien le défaut d'une déclaration positive et authentique de cette vérité, peut avoir contribué jusqu'à présent à décourager l'industrie française en occasionnant l'émigration de plusieurs artistes distingués, et en faisant passer à l'étranger un grand nombre d'inventions nouvelles, dont cet empire aurait dû tirer les premiers avantages; considérant enfin que tous les principes de justice, d'ordre public et d'intérêt national lui commandent impérieusement de fixer désormais l'opinion des citoyens français sur ce genre de propriété par une loi qui la consacre, décrète, etc.

Ces principes ont été largement formulés dans les dispositions suivantes:

Art. 1er Toute découverte ou nouvelle invention dans tous les genres d'industrie, est la propriété de son auteur; en conséquence la loi lui en garantit la pleine et entière jouissance, suivant le mode et pour le temps qui seront ci-après déterminés.

Art. 2. Tout moyen d'ajouter à quelque fabrication que ce puisse être un nouveau genre de perfection, sera regardé comme une invention.

Art. 3. Quiconque apportera le premier en France une découverte étrangère, jouira des mêmes avantages que s'il en était l'auteur.

Art. 4. Celui qui voudra conserver ou s'assurer une propriété industrielle du genre de celles énoncées aux précédens articles, sera tenu:

1° De s'adresser au secrétariat du direc-

toire de son département et d'y déclarer par écrit si l'objet qu'il présente est d'invention, de perfection ou seulement d'importation; 2°. de déposer sous cachet une description exacte des principes, moyens et procédés qui constituent la découverte, ainsi que les plans, coupes, dessins et modèles qui pourraient y être relatifs, pour ledit paquet être ouvert au moment où l'inventeur recevra son titre de propriété.

Art. 5. Quant aux objets d'une utilité générale mais d'une exécution trop simple ou d'une imitation trop facile pour établir aucune spéculation commerciale; et, dans tous les cas, lorsque l'inventeur aimera mieux traiter directement avec le gouvernement, il lui sera libre de s'adresser soit aux assemblées administratives, soit au corps législatif, s'il y a lieu, pour confier sa découverte, en démontrer les avantages et solliciter une récompense.

Art. 6. Lorsqu'un inventeur aura préféré, aux avantages personnels assurés par la loi, l'honneur de faire jouir sur le champ la nation des fruits de sa découverte ou invention, et lorsqu'il prouvera, par la notoriété publique et par des attestations légales que cette découverte ou invention est d'une véritable utilité, il pourra lui être accordé une récompense sur les fonds destinés aux encouragemens de l'industrie.

Art. 7. Afin d'assurer à tout inventeur la propriété et jouissance temporaire de son invention, il lui sera délivré un titre ou patente, selon la forme indiquée dans le réglement qui sera dressé pour l'exécution du présent décret.

Art. 8. Les patentes seront données pour cinq, dix ou quinze années, au choix de l'inventeur; mais ce dernier terme ne pourra jamais être prolongé sans un décret particulier du corps législatif.

Art. 9. L'exercice des patentes accordées pour une découverte importée d'un pays étranger ne pourra s'étendre au-delà du terme fixé dans ce pays à l'exercice du premier inventeur.

Art. 10. Les patentes expédiées en parchemin et scellées du sceau national, seront enrégistrées dans les secrétariats des directoires de tous les départemens du royaume, et il suffira pour les obtenir, de s'adresser à ces directoires qui se chargeront de les procurer à l'inventeur.

Par un décret additionnel, qui porte la date du 14-25 mai 1791, cet article a été ainsi modifié: « L'inventeur sera tenu, pour obtenir lesdites patentes, de s'adresser au directoire de son département qui en requerra l'expédition. La patente envoyée à ce directoire y sera enrégistrée, et il en sera en même-temps donné avis par le ministre de l'intérieur aux directoires des autres départemens. »

Art. 11. Il sera libre à tout citoyen d'aller consulter, au secrétariat de son département, le catalogue des inventions nouvelles; il sera libre de même à tout citoyen domicilié de consulter au dépôt général établi à cet effet, les spécifications de différentes patentes actuellement en exercice: cependant les descriptions ne seront point communiquées dans le cas où l'inventeur, ayant jugé que des raisons politiques ou communales exigent le secret de sa découverte, se serait présenté au corps législatif pour lui exposer ses motifs, et en aurait obtenu un décret particulier sur cet objet.

Dans le cas où il sera déclaré qu'une description demeurera secrète, il sera nommé une commission pour veiller à l'exactitude de la description, d'après la vue des moyens et procédés, sans que l'auteur cesse, pour cela d'être responsable par la suite de cette exactitude.

Art. 12. Le propriétaire d'une patente jouira privativement de l'exercice et des fruits des découvertes, inventions ou perfectionnemens pour lesquelles ladite patente aura été obtenue; en conséquence il pourra, *en donnant bonne et suffisante caution* (1) requérir la saisie des objets contrefaits et traduire les contrefacteurs devant les tribunaux. Lorsque les contrefacteurs seront convaincus, ils seront condamnés, en sus de la confiscation, à payer à l'inventeur des dommages

(1) Ces mots ont été supprimés par le décret additionnel du 14-25 mai 1791.

intérêts proportionnés à l'importance de la contrefaçon, et en outre à verser dans la caisse des pauvres du district, une amende fixée au quart du montant desdits dommages-intérêts, sans toutefois que ladite amende pûisse excéder la somme de trois mille livres, et au double en cas de récidive.

Art. 13. Dans le cas où la dénonciation pour contrefaçon, *d'après laquelle la saisie aurait eu lieu*, (1) se trouverait dénuée de preuves, l'inventeur sera condamné envers sa partie adverse à des dommages et intérêts proportionnés au trouble et au préjudice qu'elle aura pu en éprouver; et, en outre, à verser dans la caisse des pauvres du district une amende fixée au quart du montant desdits dommages et intérêts, sans toutefois que ladite amende puisse excéder la somme de trois mille livres, et au double en cas de récidive.

Art. 14. Tout propriétaire de patente aura droit de former des établissemens dans toute l'étendue du royaume, et même d'autoriser d'autres particuliers à faire l'application et l'usage de ses moyens et procédés; et, dans tous les cas, il pourra disposer de sa patente comme d'une propriété mobilière.

Art. 15. A l'expiration de chaque patente, la découverte ou invention devant appartenir à la société, la description en sera rendue publique, et l'usage en deviendra permis dans tout le royaume, afin que tout citoyen puisse librement l'exercer et en jouir, à moins qu'un décret du corps législatif n'ait prorogé l'exercice de la patente ou n'en ait ordonné le secret dans les cas prévus par l'art. 11.

Art. 16. La description de la découverte énoncée dans une patente sera de même rendue publique, et l'usage des moyens et procédés relatifs à cette découverte, sera aussi déclaré libre dans tout le royaume, lorsque le propriétaire de la patente en sera déchu, ce qui n'aura lieu que dans les cas ci-après déterminés.

1° Tout inventeur convaincu d'avoir, en donnant sa description, révélé ses véritables moyens d'exécution, sera déchu de sa patente.

2° Tout inventeur convaincu de s'être servi dans sa fabrication de moyens secrets qui n'auraient point été détaillés dans sa description, ou dont il n'aurait pas donné sa déclaration pour la faire ajouter à ceux énoncés dans sa description, sera déchu de sa patente.

3° Tout inventeur ou se disant tel, qui sera convaincu d'avoir obtenu une patente pour des découvertes déjà consignées et décrites dans des ouvrages imprimés et publiés, sera déchu de sa patente.

4° Tout inventeur qui, dans l'espace de deux ans, à compter de la date de sa patente, n'aura point mis sa découverte en activité, et qui n'aura point justifié les raisons de son inaction, sera déchu de sa patente.

5° Tout inventeur, qui, après avoir obtenu une patente en France sera convaincu d'en avoir pris une pour le même objet en pays étranger, sera déchu de sa patente.

6° Enfin tout acquéreur qui a droit d'exercer une découverte énoncée dans une patente, sera soumis aux mêmes obligations que l'inventeur; et s'il y contrevient, la patente sera révoquée, la découverte publiée et l'usage en deviendra libre dans tout le royaume.

Art. 17. N'entend l'assemblée nationale porter aucune atteinte aux privilèges exclusifs, ci-devant accordés pour inventions et découvertes, lorsque les formes légales auront été observées pour ces privilèges, lesquels auront leur plein et entier effet; et seront, au surplus, les possesseurs de ces anciens privilèges, assujétis aux dispositions du présent décret.

Les autres privilèges fondés sur de simples décrets du conseil, ou sur des lettres-patentes non enrégistrées, seront convertis, sans frais, en patentes, mais seulement pour le temps qui leur reste à courir, en justifiant que lesdits privilèges ont été obtenus pour découvertes et inventions, du genre de celles énoncées aux précédens articles.

Pourront les propriétaires desdits anciens privilèges enregistrés, et de ceux convertis

(1) Ces mots ont été supprimés par le décret additionnel du 14-25 mai 1791.

en patente, en disposer à leur gré, conformément à l'art. 14.

Art. 18. Les comités d'agriculture et de commerce réunis au comité des impositions, présenteront à l'assemblée nationale un projet de réglement qui fixera les taxes des patentes d'inventeurs, suivant la durée de leur exercice, et qui embrassera tous les détails relatifs à l'exécution des divers articles contenus au présent décret.

Cette dernière disposition a donné lieu au décret réglementaire du 14-25 mai 1791, qui complète les dispositions ci-dessus rapportées, et détermine les formalités à remplir pour obtenir les brevets d'invention ainsi que les droits et les obligations des brevetés.

On lisait à l'art. 1er de ce décret, que les brevets seraient délivrés *sur simple requête au roi* et *sans examen préalable*, à toutes personnes *qui voudraient exécuter ou faire exécuter dans le royaume des objets d'industrie jusqu'alors inconnus.*

L'article 2 établit à Paris un *directoire des brevets d'invention*, à qui les demandes devaient parvenir par l'intermédiaire des secrétariats de département.

Les autres dispositions sont relatives aux formalités à remplir, tant par les demandeurs que par les secrétaires de département et le directoire des brevets. Il est inutile de les reproduire ici, parce qu'elles ont été remplacées pour notre pays par un réglement du 26 mars 1817, que l'on trouvera ci-après.

Un décret du 20-25 septembre a interprété celui du 30 décembre 1790-7 janvier 1791, en ce sens que les brevets d'invention ne peuvent être accordés qu'aux auteurs de toute découverte ou nouvelle invention relative aux arts et métiers, et qu'il serait dangereux de les étendre à des établissemens de finance. En conséquence il disposa que le pouvoir exécutif ne pourrait plus en accorder à ce genre d'établissemens, et supprima l'effet de ceux qui auraient été accordés.

Un arrêté du 15 vendémiaire an 9 a confié au ministre de l'intérieur les fonctions précédemment exercées par le directoire des brevets d'invention, et ordonné que les brevets seraient délivrés tous les trois mois par le premier consul et promulgués par le bulletin des lois:

L'art. 2 de ce décret mérite d'être cité textuellement.

« Pour prévenir l'abus que les brevetés peuvent faire de leurs titres, il sera inséré, par annotation, au bas de chaque expédition, la déclaration suivante.

» *Le gouvernement, en accordant un brevet d'invention, sans examen préalable, n'entend garantir en aucune manière, ni la priorité, ni le mérite, ni le succès d'une invention.* »

Des contestations et des réclamations s'étant élevées sur la manière d'interpréter la date des années de jouissance des brevets, et sur celle de constater la priorité d'invention, un décret du 25 janvier 1807 statua à cet égard:

Art. 1er. Les années de jouissance d'un brevet d'invention, de perfectionnement ou d'importation, commencent à courir de la date du certificat de demande délivré par notre ministre de l'intérieur; ce certificat établit, en faveur du demandeur, une jouissance provisoire qui devient définitive par l'expédition du décret qui doit suivre ce certificat.

Art. 2. La priorité d'invention, dans le cas de contestations entre deux brevetés pour le même objet, est acquise à celui qui le premier a fait, au secrétariat de la préfecture du département de son domicile, le dépôt des pièces exigé par l'art. 4 de la loi du 30 décembre 1790-7 janvier 1791.

L'état de législation que nous venons d'exposer est devenu applicable à la Belgique, par suite de l'arrêté du 7 pluviôse 5, qui y a ordonné la publication des décrets du 30 décembre 1790-7 janvier 1791, du 14-25 mai 1791, et du 20 septembre 1792.

Après l'organisation du royaume des Pays-Bas, une loi nouvelle, qui porte la date du 25 janvisr 1817, a modifié ce système.

Nous la reproduisons textuellement, afin de pouvoir la comparer avec les lois françaises qui précèdent.

« Art. 1er Des droits exclusifs pourront

être accordés par nous, pour un temps limité, par lettres-patentes, sous le nom de brevets d'invention, sur la demande qui nous en sera faite, à ceux qui, dans le royaume, auront fait une invention ou un perfectionnement essentiel dans quelque branche des arts ou de l'industrie, ainsi qu'à ceux qui, les premiers, introduiront ou mettront en œuvre dans le royaume, une invention ou un perfectionnement fait à l'étranger.

» Art. 2. La concession des brevets d'invention se fera sans préjudice des droits acquis d'un tiers; elle sera nulle, s'il est prouvé que l'invention ou le perfectionnement pour lesquels quelqu'un aura été breveté, ont été employés, mis en œuvre ou exercés par un autre dans le royaume avant l'obtention du brevet.

» Art. 3 Les brevets d'invention seront accordés pour l'espace de 5, 10 ou 15 ans. Les droits à payer par l'obtenteur seront proportionnés à la durée du brevet et à l'importance de l'invention ou du perfectionnement, mais ne pourront jamais surpasser la somme de 1500 francs ni être moindre de fr. 300.

» Art. 4. Un brevet d'invention accordé pour l'espace de 5 ou 10 ans, pourra aussi être prolongé à l'expiration de ce terme, s'il existe des raisons majeures pour accueillir la demande faite à cet effet; mais sa durée totale ne pourra jamais excéder le terme de 15 années.

» Art. 5. Les brevets d'invention pour l'introduction ou l'application d'inventions ou de perfectionnemens faits en pays étranger, et dont les auteurs y seraient brevetés, ne seront point accordés pour un plus long espace de temps que celui de la durée du droit exclusif accordé pour ces objets à l'étranger, et contiendront les clauses expresses, que les objets mentionnés seront fabriqués dans le royaume.

» Art. 6. Les brevets d'invention donneront à leurs possesseurs ou leurs ayant droit, la faculté.

» A. De confectionner et de vendre exclusivement par tout le royaume pendant le temps fixé pour la durée du brevet, les objets y mentionnés, ou de les faire confectionner et vendre par d'autres qu'ils y autoriseraient.

» B. De poursuivre devant les tribunaux ceux qui porteraient atteinte au droit exclusif qui leur aura été accordé et de procéder contre eux en justice à l'effet d'obtenir la confiscation, à leur profit, des objets confectionnés par la partie mentionnée au brevet d'invention, et non encore vendus, et du prix d'achat des objets qui seraient déjà vendus, ainsi que d'instituer une action en dommages et intérêts en tant qu'il y aura lieu.

» Art. 7. Celui qui formera une demande à l'effet d'obtenir un brevet d'invention, sera tenu d'y joindre, sous cachet, une description exacte, détaillée et signée par lui, de l'objet ou du secret pour lequel le brevet est demandé, accompagnée des plans et dessins nécessaires; cette description sera publiée après l'expiration du temps de la durée du brevet d'invention, soit originaire, soit prolongé, ou plutôt, en cas que le brevet pour quelqu'un des motifs à mentionner ci-dessous, soit déclaré nul.

» Le gouvernement pourra néanmoins différer cette publication, s'il le juge convenir, pour des raisons importantes.

» Art. 8. Un brevet d'invention sera déclaré nul pour les causes suivantes :

» A. Lorsque l'obtenteur, dans la description jointe à sa demande, aura malicieusement omis de faire mention d'une partie de son secret, ou l'aura indiqué d'une manière fausse.

» B. S'il paraissait que l'objet pour lequel un brevet aurait été accordé fût déjà décrit antérieurement à cette époque dans quelque ouvrage imprimé et publié.

» C. Lorsque l'acquéreur, dans l'espace de deux années, à compter de la date de son brevet, n'en aura pas fait usage, si non pour des raisons majeures dont le gouvernement jugera.

» D. Si celui qui aura obtenu un brevet d'invention en obtenait ensuite un pour la même invention dans un pays étranger.

» E. S'il paraissait que l'invention pour laquelle un brevet d'invention aurait été accordé, fût par sa nature ou dans son ap-

plication, dangereuse pour la sûreté du royaume ou de ses habitans.

» Art. 9. Il sera tenu un compte séparé des droits à payer par ceux qui obtiendront un brevet d'invention, et le produit en sera employé en primes ou en récompenses pour l'encouragement des arts et de l'industrie nationale.

» Art. 10. Sont abrogés et mis hors de vigueur, par la présente, les lois et réglemens existans sur les brevets d'invention, et autres droits exclusifs semblables; bien entendu néanmoins, que ceux à qui des octrois de brevets d'invention ont été délivrés et accordés jusqu'à ce jour seront maintenus dans la jouissance de tous leurs droits. »

Il est important de remarquer qu'il existe une différence notable entre l'esprit de cette loi et celui du système français. En France, le droit de propriété de l'invention est formellement accordé à l'inventeur; ici au contraire on se borne à statuer que le gouvernement *peut accorder des droits exclusifs*, ce qui suppose le droit de refuser.

La loi du 14-25 mai 1791 va même plus loin : d'après l'art. 1er, il suffit d'une simple requête au Roi pour l'obtention des brevets; et nul examen préalable n'est exigé pour leur délivrance.

Le respect pour le droit de propriété était même si entier, sous cette législation, que le gouvernement accordait des brevets à tous ceux qui lui en faisaient la demande, quelle que fût la nature de l'invention; et si la découverte était contraire aux lois du royaume, à la sûreté publique et aux réglemens de police, ce n'était que par suite d'une décision des tribunaux que le brevet était déclaré nul. Alors le ministère public pouvait prendre pour la répression du délit, telles conclusions qu'il appartenait.

La loi du 25 janvier 1817, porte au contraire « que le brevet sera déclaré nul s'il » paraît que l'invention pour laquelle il a été » accordé est, dans sa nature ou dans son ap- » plication, dangereuse pour la sûreté du » royaume ou de ses habitans. » Et cette nullité est prononcée par l'autorité administrative.

Enfin, la loi actuellement en vigueur ne parle nullement de la propriété des inventions, ni de l'intervention des tribunaux dans les questions qu'elle peut soutenir, de sorte que la concession et l'exploitation des brevets, et par conséquent l'exercice du droit de propriété, sont abandonnés sans aucune garantie à la discrétion du pouvoir.

§ II. *Marche administrative.*

La marche à suivre pour la demande et la délivrance des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, a été fixée par un réglement du 26 mars 1817. En voici les dispositions :

« Art. 1er Celui qui voudra obtenir un brevet d'invention, d'importation ou de perfectionnement, devra remettre au greffier des états de sa province une requête au Roi, contenant l'objet général de sa demande, l'indication de ses noms, prénoms et domicile, ainsi que du temps pour lequel il désire obtenir un brevet et pour lequel le même objet aurait déjà pu être breveté à l'étranger. Il y joindra, sous cachet, une description exacte, détaillée et signée par lui de l'objet ou du secret pour lequel le brevet est demandé, accompagnée des plans et dessins nécessaires, conformément à l'art. 7 de la loi du 25 janvier 1817.

» Art. 2. Le greffier des états de la province dressera procès-verbal, au dos du paquet, de la date précise du dépôt de la requête et pièces jointes, et ce procès-verbal sera signé par lui et par le demandeur, auquel il en sera délivré un double.

» Art. 3. Le gouverneur adressera de suite et au plus tard dans les dix jours, à dater de celui où le dépôt aura été effectué, au commissaire-général de l'instruction, des arts et sciences (aujourd'hui le ministre de l'intérieur), toutes les demandes de brevet d'invention, perfectionnement, importation, etc.

» Art. 4. Le commissaire-général présentera au Roi, avec son avis, les demandes de brevet d'invention, perfectionnement, importation, etc., et lorsqu'il aura reconnu qu'une demande est de nature à être accordée, il joindra à son rapport le brevet à signer par S. M.

» Art. 5. Lorsque le Roi jugera convenable de ne point accorder la demande, ou de l'envoyer à l'avis, soit de l'Institut royal des Pays-Bas, soit de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles, il en sera donné connaissance au demandeur.

» Art. 6. Le brevet contiendra la description de l'invention; il indiquera les droits qu'il donne à l'obtenteur, conformément à l'art. 6 de la loi du 25 janvier dernier, et mentionnera expressément que le gouvernement, en accordant le brevet, ne garantit en rien ni la priorité, ni le mérite de l'invention, et qu'il se réserve la faculté de la déclarer nulle pour une des causes indiquées à l'art. 8 de la loi. Le brevet d'importation pour un objet déjà breveté à l'étranger, contiendra de plus la mention expresse que le gouvernement ne garantit point la vérité de l'assertion du demandeur sur la durée du brevet accordé à l'étranger. Il contiendra aussi la clause prescrite par l'art. 5 de la loi, que les objets mentionnés seront fabriqués dans le royaume.

» Art. 7. Celui qui voudra obtenir une prolongation pour un brevet de 5 ou 10 ans (art. 4) devra en faire la demande au commissaire-général de l'instruction des arts et des sciences, qui fera son rapport au Roi. Ces prolongations seront également signées par le Roi.

» Art. 8. Tout propriétaire d'un brevet, qui, par de nouvelles découvertes, aura perfectionné celle pour laquelle il est déjà breveté, pourra obtenir, soit pour la durée du premier brevet seulement, soit pour un des termes fixés par l'art. 3 de la loi du 25 janvier, un nouveau brevet pour l'exercice de ces nouveaux moyens.

» Art. 9. Pour obtenir ce brevet, il faudra remplir les mêmes formalités que pour les autres. Quant aux droits à acquitter, ceux-ci seront réglés à proportion du laps de temps pendant lequel on jouira de l'octroi, et d'après l'importance des moyens de perfectionnement.

» Art. 10. Si quelque personne annonce un moyen de perfectionnement pour une invention déjà brevetée, elle pourra obtenir un brevet pour l'exercice privatif dudit moyen de perfectionnement, sans qu'il lui soit permis, sous aucun prétexte, d'exécuter ou faire exécuter l'invention principale, aussi longtemps que dure le brevet délivré, et réciproquement sans que l'inventeur puisse faire exécuter par lui-même, le nouveau moyen de perfection.

» Ne seront pas mis au rang des perfections industrielles, les changemens de formes ou de proportions, non plus que les ornemens, de quelque genre que ce puisse être.

» Art. 11. Les propriétaires de brevets qui voudraient faire la cession de leurs droits en tout ou en partie, seront tenus d'obtenir préalablement l'autorisation du Roi. Ils devront, sous peine de nullité, faire enrégistrer cette cession au greffe de la province, où il en sera dressé un procès-verbal, qui sera de suite transmis au commissaire-général de l'instruction, des arts et des sciences. Ce procès-verbal sera consigné au régistre dont il sera parlé ci-après.

» Art. 12. De même celui ou ceux qui, par droit de succession, deviendraient propriétaires d'un brevet, devront, avant de jouir de leurs droits, faire enrégistrer cette acquisition au greffe de la province, où il en sera dressé un procès-verbal, qui sera de suite transmis au commissaire-général de l'instruction, des arts et sciences. Ce procès-verbal sera consigné au registre dont il sera parlé ci-après.

» Art. 13. A l'expiration des brevets d'invention, ou lorsque un brevet sera déclaré nul, pour un des cas prévus par l'art. 8 de la loi du 25 janvier, le commissaire-général de l'instruction prendra les mesures convenables pour rendre publiques les découvertes et inventions qui auront été brevetées

» Art. 14. Si, à l'expiration d'un brevet, ou par suite d'un des cas prévus par l'art. 8, le commissaire-général de l'instruction ne jugeait pas convenable, pour des raisons politiques ou commerciales, de rendre publique la découverte de l'invention, il en fera son rapport au Roi qui décidera.

» Art. 15. Le commissaire-général de l'instruction enverra les brevets d'invention, d'importation ou de perfectionnement, accordés et signés par le Roi, au gouverneur de la province, où est le domicile du demandeur, en lui indiquant la somme à payer pour les

brevets. Le gouverneur les remettra aux demandeurs, lorsque ceux-ci auront justifié avoir versé chez le receveur de la province les droits fixés par le tarif.

» Art. 16. Le tarif des droits à payer pour l'obtention des brevets, est réglé de la manière suivante :

Pour un brevet de 5 ans francs 300.

Pour un brevet de 10 ans fr. 600 ou fr. 800, suivant l'importance de l'invention ou du perfectionnement.

Pour un brevet de 15 ans fr. 1200 ou fr. 1500, suivant l'importance de l'invention ou du perfectionnement.

Pour une cession ou acquisition par droit de brevet fr. 18.

» Art. 17. Lorsque l'annulation sera prononcée pour une des causes mentionnées à l'art. 8 de la loi du 25 janvier, les droits payés pour ces brevets, seront restitués au prorata du temps qu'ils avaient encore à courir.

» Art. 18. Le ministre des finances fera passer annuellement au commissaire général de l'instruction un état exact des sommes provenant des droits payés pour l'obtention des brevets d'invention, d'importation ou de perfectionnement. Le commissaire-général proposera au Roi l'emploi de ces fonds, conformément au vœu de l'art. 9 de la loi du 25 janvier dernier.

» Art. 19. Il sera ouvert un registre au commissariat-général de l'instruction, dans lequel les brevets délivrés seront inscrits, ainsi que les certificats de concession et de translation de droits; ce registre pourra être consulté par ceux qui se proposent de demander un brevet.

» Art. 20. Il sera fait mention dans les feuilles officielles des brevets délivrés et du nom de ceux qui les auront obtenus.»

Un arrêté royal du 17 août 1829, a prescrit en outre, les formalités suivantes :

« Avons trouvé bon...., d'autoriser notre ministre de l'intérieur :

» 1° A exiger que, lors du dépôt des requêtes et pièces à l'effet d'obtenir des brevets, les pétitionnaires remettent une déclaration écrite, par laquelle ils s'obligent à lever ces brevets dans les trois mois à partir de leur date, et se soumettent à voir annuler ces brevets et publier les inventions qui en font l'objet, s'ils ne satisfont point à cette obligation.

» 2° A exiger des porteurs de brevets déjà délivrés, de fournir la preuve qu'ils ont mis en pratique, dans le royaume, dans le délai établi par la loi, les inventions qui font l'objet de ces brevets, sous peine de voir, conformément à la loi du 25 janvier 1817, déclarer nuls leurs brevets, et publier les inventions pour lesquelles ils étaient accordés. »

Enfin, une circulaire inédite du ministre de l'intérieur, en date du 9 janvier 1832, prescrit aux personnes qui sollicitent des brevets d'invention, de joindre à leur requête des plans et dessins *en double*.

On nous saura gré de reproduire ici les modèles des différens actes à dresser pour la demande et la concession des brevets.

I. *Modèle d'un procès-verbal de dépôt pour un brevet d'invention, d'importation ou de perfectionnement.*

N° d'ordre. — Province de....

Aujourd'hui, ... jour du mois de ..... 183...., à ..... heures du matin, le sieur....., (nom et prénoms), domicilié à ....., a déposé entre nos mains une requête au Roi et le présent paquet scellé de son cachet, qu'il nous a dit renfermer en double toutes les pièces et dessins descriptifs de (*énoncer l'objet inventé, perfectionné ou importé*), pour lequel il sollicite un brevet d'invention (*de perfectionnement ou d'importation*), ainsi qu'il est porté dans la requête y jointe. Et nous a déclaré le sieur N....., qu'il est l'inventeur (perfectionneur ou l'importateur) de cet objet.

S'engageant à lever ledit brevet s'il lui est accordé, dans le délai de trois mois, à partir de sa date, et se soumettant à le voir annuler et publier l'invention qui en fait l'objet, s'il ne satisfait pas à cette obligation.

Desquels dépôt et engagement nous avons dressé acte, et après l'apposition du sceau de la province, nous avons invité le sieur N....., à signer avec nous, ce qui a été fait.

Dressé au greffe de la province de . . . .
A ....., le premier novembre 1800 .....

Signé (le greffier.)
(Le pétitionnaire.)

Dans le cas où le pétitionnaire aurait joint aux pièces, la déclaration prescrite par l'arrêté royal du 17 août 1827, il est inutile de mentionner dans le procès-verbal l'engagement qu'il doit prendre de lever le brevet dans le délai de trois mois.

II. *Modèle d'un brevet d'invention, d'importation ou de perfectionnement.*

LÉOPOLD, etc.

Vu la demande formée par le sieur N... (*nom et prénoms*), domicilié à...., par laquelle il expose qu'aux termes de la loi du 25 janvier 1817, il désire obtenir un brevet d'invention (*de perfectionnement ou d'importation*), de...., années, pour (désigner l'invention), procédé dont il a déclaré être l'inventeur (ou l'importateur), ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé lors du dépôt des pièces qui a eu lieu au greffe de la province de...., la description détaillée dudit procédé, signée;

Vu les dessins et le mémoire descriptif par le pétitionnaire et dont la teneur suit:
(*Insérer la description.*)

Vu les plans et dessins (s'il y en a), dont copie est annexée aux présentes.

Accordons au demandeur un brevet d'invention de cinq (dix ou quinze) années, pour (énoncer l'objet du brevet ou de l'invention.)

Ce brevet donnera à son possseur la faculté,

A. De confectionner et de vendre exclusivement par tout le royaume, pendant le temps fixé pour la durée du brevet, les objets y mentionnés, ou de les faire confectionner et vendre par d'autres qu'il y autoriserait;

B. De poursuivre devant les tribunaux ceux qui porteraient atteinte au droit exclusif qui lui aura été accordé et de procéder contre eux en justice, à l'effet d'obtenir la confiscation à son profit des objets confectionnés par la partie, mentionnés au brevet d'invention et non encore vendus, et du prix d'achat des objets qui seraient déjà vendus, ainsi que d'instituer une action de dommages et intérêts en tant qu'il y aura lieu sans néanmoins garantir en rien ni la priorité, ni le mérite de l'invention. (*Pour les brevets d'importation* on ajoute: ni la vérité de l'assertion du demandeur sur l'existence et la durée du brevet étranger.)

Et pourra le présent brevet être déclaré nul par nous pour une des causes indiquées à l'article 8 de la loi du 25 janvier 1817 (*Pour le brevet d'importation* il faut ajouter: tous les objets relatifs à l'invention ci-dessus détaillée, devront être fabriqués dans le Royaume.)

Si le présent brevet n'est pas levé dans les trois mois à partir de sa date, il sera considéré comme nul, et l'invention qui en fait l'objet sera publiée.

Le présent brevet est accordé à charge, par le pétitionnaire, de verser au trésor de l'Etat la somme de....

Donné à . . . ., le . . . . .,

III. *Modèle de certificat de cession d'un brevet d'invention.*

Aujourd'hui ..... jour du mois de ..... 183 . . . . ., le sieur (*nom et prénoms*) domicilié à....., s'est présenté à notre greffe pour requérir procès-verbal de la cession qu'il a fait au sieur (*nom et prénoms*), domicilié à ....., par acte passé pardevant le notaire...., de la totalité (*ou partie*) du brevet d'invention qui lui a été délivré le...., pour (*énoncer l'objet*), lequel procès-verbal les parties intéressées ont signé avec nous, après avoir acquitté les droits indiqués au tarif du réglement sur la délivrance des brevets.

Fait au greffe de la province de....., le.....

IV. *Modèle de certificat d'acquisition d'un brevet d'invention par droit de succession.*

Aujourd'hui, ... jour du mois de .....

183...., le sieur N....., (*nom et prénoms*), domicilié à ...., s'est présenté en notre greffe pour requérir procès-verbal de l'acquisition qu'il a faite, ainsi qu'il conste du certificat du notaire, par droit de succession, de la totalité (*ou partie*) du brevet d'invention qui a été délivré le...., pour (*énoncer l'objet*), au sieur...., décédé.

Lequel procès-verbal la partie intéressée a signé avec nous, après avoir acquitté les droits indiqués au tarif du réglement sur la délivrance des brevets.

Fait au greffe de la province de...., le.....

§ III. *Doctrine et jurisprudence.*

1. On a vu, d'après la législation française, que le gouvernement avait reconnu en principe qu'il n'avait aucun contrôle à exercer sur les demandes de brevets d'invention. Le dépôt de la description complette de l'invention, exigée par les lois, n'a pas pour objet de mettre le gouvernement à même de juger du mérite de l'invention, mais de faciliter la publication de l'invention dans son entier à l'expiration du brevet, pour l'avantage de l'industrie en général.

Le brevet d'invention peut être considéré sous trois points de vue bien distincts.

1° Remplir envers les inventeurs l'obligation contractée par la société d'assurer à chacun la jouissance de sa propriété.

2° Favoriser l'industrie en excitant les recherches par l'appât d'un privilége, et en assurant à l'inventeur l'avantage de recueillir le fruit de ses recherches pendant un temps déterminé, avantage sans lequel il porterait sa découverte à l'étranger, ou mourrait sans vouloir la faire connaître.

3° Prévenir entre les artistes et les industriels des contestations qui tourneraient au détriment des arts, en leur assurant l'exercice d'un privilége auquel les lois défendent de porter la moindre atteinte sous peine de dommages-intérêts

Ainsi, le devoir du gouvernement, pour ce qui concerne les inventions est, non de restreindre l'obtention des brevets, mais au contraire de la faciliter autant que possible; car, si la découverte est utile, la société en profitera; si elle est futile, la société n'y perdra rien, attendu qu'elle n'a fait aucun sacrifice pour en tirer parti. Le système français que nous avons exposé, reflète sur tout ce principe de liberté large : il n'accorde au gouvernement aucun contrôle sur les demandes de brevet; il n'y a nulle investigation à exercer pour constater l'utilité ou l'inutilité d'une découverte; le pouvoir exécutif est simple certificateur et le brevet qu'il délivre atteste, non l'excellence de l'invention, mais le fait que tel individu s'est présenté comme inventeur.

Quel risque, en effet, peut courir le gouvernement, ou quelles charges peut-il imposer au pays en accordant un brevet d'invention ?

Le privilége qu'il concède, n'accorde à l'inventeur que le droit de profiter seul de son invention pendant un terme fixé dans le brevet. L'invention fut-elle inutile, il faudrait encore accorder le brevet, ne serait-ce que pour encourager l'esprit de recherche.

L'Angleterre, si avancée en industrie, si riche en procédés ingénieux pour améliorer la production et économiser sur la main-d'œuvre, accorde des brevets avec une facilité extrême, sans discussion, sans examen préalable, même pour les inventions les plus absurdes, et loin de produire du mal, ce système amène d'heureux résultats. On sait que l'Angleterre a accordé des brevets pour le mouvement perpétuel, et elle a sagement calculé en agissant ainsi. Si l'on n'a pas découvert le mouvement perpétuel, les recherches auxquelles il a donné lieu ont fait éclore des inventions utiles, et la poursuite d'une chimère a donné naissance à des systèmes nouveaux qui, explorés et analysés dans l'exécution, ont rendu de grands services aux sciences exactes.

Dans des *observations sur l'objet et la nature des brevets d'invention*, Mr Costaz, chef de bureau au ministère de l'intérieur, a dit avec beaucoup de sagesse « mettre un » frein à la liberté des recherches, c'est en » imposer un à la liberté de penser, et quand » celle-ci n'existe pas, il n'y a plus parmi les » hommes qu'ignorance et servitude. »

Mais s'il nous paraît utile de seconder, par

tous les moyens possibles, l'esprit de recherche et d'assurer à l'inventeur une légitime récompense ; si nous croyons que le gouvernement peut se montrer, non-seulement sans inconvénient mais encore avec avantage, aussi libéral que possible dans la distribution des brevets d'invention, il nous paraît indispensable d'assigner des bornes assez restreintes à l'esprit de spéculation qui, sous les formes extérieures d'une invention secondaire, cherche à porter atteinte au privilége exclusif de l'invention primitive.

Nous voulons parler des brevets de perfectionnement.

On a vu, par l'exposé de la législation française et belge, qu'il peut être accordé des brevets pour de simples perfectionnemens apportés à une invention déjà brevetée.

Ce principe, qui a pour objet d'empêcher que le monopole temporaire de l'inventeur ne nuise aux développemens de l'esprit de recherche, nous paraît excellent; mais l'application qu'on en a faite a révelé de nombreux abus, auxquels on ne peut remédier que par une sage sévérité dans la délivrance des brevets de perfectionnement.

En effet, le sens de ce mot *perfectionnement* est tellement vague qu'il se prête à toutes les interprétations. L'adjonction ou la suppression de procédés très-communs, le plus petit changement, soit dans la forme extérieure, soit dans le procédé de fabrication, sont souvent présentés comme des perfectionnemens. Avec ce système dans toute sa latitude, l'inventeur primitif peut être en quelque sorte dépossédé de son privilége par le premier venu qui se présentera comme auteur d'une innovation à son procédé. Il n'y aura plus de sécurité pour l'artiste laborieux et intelligent ; un concurrent pourra lui ravir avec facilité le prix de son travail, et il verra produire sous ses yeux, à son détriment, l'objet qui lui a coûté tant de peines et souvent de dépenses, par un rival moins habile, mais plus adroit qui aura profité des données premières, révelées par l'exécution de l'invention.

On comprend que de tels résultats ne sont pas ceux que le législateur avait en vue; cependant ils peuvent aisément dériver de l'exécution de la loi.

Ici donc le gouvernement doit s'écarter du principe fondamental en fait de brevets d'invention. Sa mission n'est plus simplement de constater, il faut qu'il examine.

Quand il a accordé le brevet d'invention, il n'a porté atteinte aux droits de personne, puisque l'objet de l'invention n'existait pas ; mais lorsqu'il délivre un brevet de perfectionnement, il risque de compromettre les droits de l'inventeur primitif. Il est donc placé entre le double écueil de commettre une injustice envers celui qui a réellement inventé, et d'entraver par un refus l'esprit de perfectionnement. En un mot, il existe des droits acquis qu'il est dans l'obligation de léser.

Pour que cette lésion n'ait aucun caractère d'injustice, il faut qu'elle soit basée sur l'intérêt général qui doit prévaloir ici sur l'intérêt particulier.

Si le perfectionnement est réel, c'est-à-dire s'il y a amélioration constatée, sous le rapport de la production ou du prix coûtant, l'intérêt de l'industrie exige que le perfectionnement soit récompensé par un brevet, parce que, toutes les fois qu'il y a progrès sous l'un ou l'autre de ces rapports, il y a avantage pour l'industrie et pour les consommateurs.

Mais si le perfectionnement invoqué se réduit à quelques changemens de forme, s'il s'agit moins d'améliorations positives que de simples modifications, il faut refuser le brevet demandé, parce qu'il n'y a pas, dans ce cas, de mérite à récompenser; il n'y a qu'une manœuvre de spéculation à déjouer sans pitié.

Il résulte de là que le gouvernement doit faire examiner l'objet du perfectionnement et ne délivrer le brevet qu'en parfaite connaissance de cause.

Nous avons eu assez d'exemples de ces abus en Belgique, pour que l'expérience ait suffi à démontrer les dangers d'une liberté trop large en matière de brevets de perfectionnement. Les partisans de cette liberté repètent que la délivrance des brevets est dans tous les cas, un objet de concurrence

particulière, dont le gouvernement ne doit pas s'inquiéter; mais en étudiant scrupuleusement la question, on arrive à se convaincre que la mission du gouvernement n'est pas aussi passive qu'on voudrait le faire croire.

Pour les inventions, l'inconvénient d'accorder des brevets sans examen n'existe pas; mais pour les perfectionnemens cet inconvénient deviendrait une véritable calamité pour l'esprit de recherche, puisque ce ne serait plus ni le mérite, ni le travail, ni les sacrifices, qui obtiendraient un privilége, mais seulement l'intrigue et l'adresse.

On a été jusqu'à contester le droit d'intervention du gouvernement en ces matières, mais ce droit est dans l'essence même du pouvoir gouvernemental. Son devoir, quand il lui est donné de créer des droits, ne peut aller jusqu'à neutraliser ces droits; autrement ils deviendraient illusoires, et le législateur a voulu qu'ils fussent réels et avantageux. Son intervention est d'ailleurs une véritable sauve-garde pour l'industrie aussi bien que pour les inventeurs, puisque sans gêner la concurrence dans ses développemens, elle l'arrête là où elle perd son caractère de concurrence pour revêtir celui d'empiétement sur des droits acquis. D'un autre côté, le gouvernement doit protection au privilége qu'il a accordé en exécution de la loi; or, quelle protection aurait l'inventeur s'il était permis à chacun de venir porter atteinte à ses droits en s'étayant seulement de légères modifications qu'on aurait apportées à l'objet de son invention? A la vérité, le brevet de perfectionnement ne donne de droits que pour l'exercice privatif du moyen de perfection, sans qu'il soit permis au titulaire d'exécuter ou de faire exécuter l'invention principale; mais ces droits, limités en principe, deviennent exorbitans dans la pratique, et nous citons, pour démontrer l'abus qu'on en peut faire, l'exemple d'inventeurs brevetés en France, qui demandaient également des brevets en Belgique, et qui n'ont pu les obtenir parce qu'on avait accordé des brevets de perfectionnement à des indigènes pour d'insignifiantes modifications à l'invention primitive.

Quant aux brevets d'importation, le gouvernement a encore le droit d'examen, et son devoir est de l'exercer avec sévérité, parce que les inventions et les perfectionnemens qui en font l'objet, peuvent souvent nuire à l'industrie nationale ou à des inventions déjà brevetées chez nous. D'ailleurs la nature même des choses lui donne, à cet égard, plus de latitude que pour les brevets de perfectionnemens. Il s'agit tout simplement ici d'obtenir le monopole de l'invention d'un autre; il ne faut pour cela ni travail, ni talent, puisqu'il suffit de se tenir au courant des inventions brevetées à l'étranger; et l'on pourrait arriver ainsi à exercer un véritable monopole, en accaparant seul toutes les inventions des pays voisins, ce qui empêcherait les industriels de la Belgique d'en profiter.

Une foule de découvertes resteraient ignorées si aucun dédommagement du temps et de l'argent sacrifiés, n'était accordé aux inventeurs; tandis qu'une fois cette récompense acquise, et les premières dépenses couvertes, l'industrie nouvelle offre à tous des chances de bénéfices qui assurent sa propagation. Accorder en pareil cas un brevet d'importation, c'est le plus souvent donner une prime exorbitante à l'intrigue, c'est créer un monopole sans profit, nuire gratuitement à la consommation et à l'industrie.

Les plaintes qui se sont élevées en France contre la délivrance des brevets d'importation, ont paru tellement fondées, que la commission nommée en 1828, pour la révision de la législation sur les brevets, avait reconnu la nécessité de restreindre considérablement l'obtention de ces brevets.

D'après ces considérations, nous pensons qu'autant le gouvernement doit se montrer facile pour la délivrance des brevets d'invention, autant il doit déployer de sévérité et de circonspection pour les brevets d'importation et de perfectionnement.

II. La jurisprudence offre peu de monumens sur les brevets en Belgique, et ceux que présente la jurisprudence française, reposent sur des lois qui ne sont plus en vigueur dans notre pays.

1. Aux termes de l'article 4 de la loi du 25 janvier 1817, le breveté a seul le droit de fabriquer et de vendre les objets énoncés et décrits dans son brevet; et, s'il se croit troublé dans l'exercice de son droit privatif, il peut traduire devant les tribunaux l'auteur du trouble prétendu. A cet effet, son premier soin doit être de demander au président du tribunal dans le ressort duquel se trouvent les objets contrefaits, la permission de les saisir. En France, la loi du 30 décembre 1790-7 janvier 1791 donnait au breveté la faculté de faire préalablement saisir ces objets, en donnant caution : le législateur, dans la vue d'accorder toutes les garanties possibles au breveté, s'était écarté dans cette circonstance des règles du droit commun; mais la loi du 14-25 mai suivant a supprimé cette faculté, et celle du 25 janvier 1817 ne l'a point rétablie.

Si le trouble dans l'exercice du brevet est prouvé, le contrefacteur encourt les peines prononcées par l'article 4 de la loi du 25 janvier 1817.

Si la contrefaçon n'est pas prouvée, c'est le breveté qui est condamné aux dommages-intérêts de la partie saisie.

En France, lors même que la saisie est juridiquement déclarée nulle et vexatoire, le breveté n'encourt aucune peine, *s'il légitime sa dénonciation par des preuves légales;* et par ces termes de la loi, il faut entendre un concours de circonstances d'après lesquelles le juge pense que les poursuites ont eu lieu de bonne foi. Sans cette restriction, il arriverait souvent que le breveté, dans la crainte de s'exposer à des frais ruineux, n'oserait poursuivre le contrefacteur habile à éluder l'esprit de la loi. C'est, sans doute, par cette considération que le législateur français a voulu lui assurer, lorsqu'il est de bonne foi, une impunité légitime, fondée d'ailleurs sur la nécessité où il se trouve de veiller strictement au maintien du privilége qui lui est accordé.

En Belgique, un pareille restriction n'est pas écrite dans la loi, c'est au juge à décider si, eu égard à la bonne foi du breveté, il convient de réduire les dommages-intérêts que réclame le saisi.

2. Le breveté n'est pas censé renoncer à son privilége par cela seul qu'il a souffert sans empêchement la contrefaçon de son invention. Le tribunal d'appel de Paris avait cependant jugé le contraire, le 25 frimaire an 10; mais sur le pourvoi en cassation, est intervenu l'arrêt suivant du 28 nivôse an 11. — « La cour, — vu l'art. 16 de la loi du 7 jan- » vier 1791, qui énonce les cas dans lesquels » celui qui a obtenu un privilége peut en être » déchu, et attendu que cette loi ne place » point au nombre des cas de déchéance celui » auquel l'inventeur privilégié aurait souffert, » pendant plusieurs années, que d'autres per » sonnes se servissent de son procédé; que » l'espèce dont cette loi parle, la plus rap- » prochée de l'hypothèse actuelle, est celle » portée au n° 4 de l'art. ci-dessus cité, de » mettre sa découverte en activité dans les » deux ans, à partir de la patente; mais que, » dans la cause présente, il n'a pas été en- » tendu que Langé eut laissé passer deux ans » sans user des procédés de son invention; » qu'il paraît au contraire qu'il n'a cessé de » fabriquer des lampes en exécution de sa pa- » tente; d'où il suit que le tribunal d'appel » de Paris a excédé son pouvoir en créant un » cas de déchéance qui n'est pas dans la loi, » et fait une fausse application de ceux qu'elle » autorisait; casse. »

Cet arrêt peut être invoqué en Belgique, parce que, sous le rapport qui nous occupe, la loi du 25 janvier 1817 consacre le même principe que celle du 30 décembre 1790-7 janvier 1791.

3. Il n'en est pas ainsi dans le cas où le breveté a lui-même livré sa découverte à la publicité, et en a fait par conséquent une propriété publique. Il n'est plus fondé alors à se plaindre de ce qu'un autre a exécuté son invention. C'est ce que la cour de cassation a jugé, le 20 février 1806, dans les termes suivans :

« Attendu qu'il résulte du jugement atta qué que, dès l'an 5, les demandeurs avaient dévoilé le secret de leur invention à l'administration municipale d'Orléans, qui en avait fait, sur leur demande expresse, constater l'utilité par une expérience publique, et leur

en avait délivré une attestation solennelle ; que de plus, ils avaient volontairement cédé l'usage de leur machine au sieur Hacmopier, manufacturier ; et qu'en livrant ainsi leur découverte à la publicité, ils en avaient fait volontairement la propriété publique ; d'où le jugement a conclu que le brevet d'invention par eux obtenu postérieurement à cette publicité, n'avait pu leur conférer une propriété exclusive ; en quoi il est évident qu'il n'a ni violé ni faussement appliqué les lois de la matière ; rejette, etc. »

Un autre arrêt de la cour de cassation du 28 nivôse an 11, décide que le porteur d'une patente accordée pour une découverte, n'est pas déchu de son privilége exclusif pour en avoir laissé partager à d'autres la jouissance pendant plusieurs années.

Mais s'il néglige, pendant deux années consécutives, d'exercer le droit résultant de son privilége, il est exposé à encourir la déchéance de son brevet. Toutefois cette déchéance ne peut être prononcée que par le gouvernement, et tant qu'elle ne l'est pas, le breveté conserve son droit.

4. L'art. 11 du réglement du 26 mars 1817, porte que le propriétaire d'un brevet ne peut céder son privilége, en tout ou en partie, sans une autorisation du Roi, et qu'il est tenu, *à peine de nullité*, de faire enrégistrer l'acte de cession au greffe de la province.

Cette disposition ne concerne que l'intérêt des tiers, et s'il s'agit d'un contrat qui a reçu une exécution pleine et entière, l'inventeur ou ses héritiers ou ayant droit, ne seraient pas fondés à réclamer la nullité du contrat de cession, parce qu'il aurait été fait sans autorisation, et sans enrégistrement sur le régistre à ce destiné.

La cour de cassation de France l'a ainsi jugé par un arrêt du 20 novembre 1822.

5. En France, de nombreuses difficultés se sont élevées sur la propriété des inventions, lorsqu'il y a contestation entre deux brevetés pour le même objet, et sur la compétence de l'autorité, soit administrative, soit judiciaire en ce qui concerne les déchéances ou les nullités de brevet à prononcer.

En Belgique, il n'y a guère de contestation possible sur la compétence. Dans tous les cas de déchéance, exprimés dans l'art. 8 de la loi du 25 janvier 1817, c'est le gouvernement qui prononce. (Réglement du 26 mars 1817, art. 6).

Par conséquent, les tribunaux ne pourraient, sous le prétexte qu'un breveté se trouve dans l'un de ces cas, renvoyer le contrefacteur de la plainte, tant que le gouvernement n'a pas déclaré nul le brevet accordé, ni même après cette déclaration si la contrefaçon était antérieure.

Il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'un brevet accordé pour un objet d'invention, de perfectionnement ou d'importation, qui aurait déjà été mis en œuvre par un autre, dans le royaume, avant l'obtention du brevet. L'article 2 de la loi du 25 janvier 1817, prononce la nullité d'un pareil privilége ; et comme dans ce cas on suppose d'une part des droits acquis par le brevet, et de l'autre des droits acquis par la mise en œuvre de l'invention, antérieure au brevet, la contestation est de droit purement civil et du ressort des tribunaux. (Art. 92 de la Constitution.)

Quant aux questions de priorité entre deux individus brevetés pour le même objet, c'est encore aux tribunaux à prononcer, parce qu'il ne s'agit alors que de statuer sur le mérite de deux titres de propriété ; au reste il ne peut y avoir de doute sur la priorité d'une invention, quand toutes les formalités requises par le réglement du 26 mars 1817 ont été remplies. En effet, le procès-verbal dressé, conformément à l'article 1, par le greffier du conseil provincial, donne une date certaine à l'invention, au perfectionnement et à l'importation de l'objet pour lequel on demande le privilége.

En un mot, la compétence de l'administration se borne à conférer le droit de propriété, et à le retirer dans certains cas déterminés par la loi ; celle des tribunaux a pour objet de juger toutes les contestations qui peuvent s'élever sur l'exercice du droit.

BREVET MILITAIRE.

C'est la pièce authentique qui constate le grade d'un officier dans l'armée.

Les brevetssont ordinairement expédiés sur parchemin, signés de la main du chef de l'État, scellés de son sceau ; ils doivent contenir exactement le nom et les prénoms du titulaire, désigner sa position antérieure, et la position nouvelle que lui assigne le brevet, enfin mentionner la date de l'acte officiel qui lui confère cette nouvelle position.

Sous le gouvernement des Pays-Bas on ne délivrait pas régulièrement de brevets aux officiers de l'armée ; ils recevaient seulement, du commissaire-général de la guerre, une lettre d'avis par laquelle on leur annonçait leur nomination ou promotion, et cette lettre leur servait de titre.

Le gouvernement belge a suivi jusqu'à présent la même marche : les lettres d'avis délivrées par le ministre de la guerre, portent cette formule : « *le brevet ne pouvant être expédié en ce moment* » ; ce qui semble indiquer que plus tard ces commissions seront remplacées par de véritables brevets.

Le travail de classement des officiers de l'armée, dont on s'occupe actuellement au ministère de la guerre, va rendre en partie inutiles les lettres d'avis dont les officiers sont porteurs à présent pour fixer leur rang d'ancienneté entre eux ; il faudra par la suite remplacer ces commissions par d'autres pièces qui constateront les résultats du classement des officiers tel qu'il sera définitivement arrêté. Ce sera le cas alors de substituer des brevets définitifs, aux lettres d'avis provisoires dont on s'est contenté jusqu'à ce jour.

BREVET DE PENSION.

C'est l'acte qui constate la pension dont le titulaire jouit sur le trésor. Voyez Pension.

BRIGADE.

1. On donne ce nom à une fraction de la division composée de deux ou de trois régiments d'infanterie ou de cavalerie. La brigade est ordinairement formée d'une seule arme ; cependant on organise par fois des brigades mixtes d'infanterie et de cavalerie légère ; elles sont alors plus spécialement chargées du service d'avant-garde.

Une brigade est commandée par un général de brigade ou, à défaut, par un colonel. Voyez les mots Armée et Division.

2. La gendarmerie nationale est organisée en compagnies, lieutenances et brigades. Nous donnerons à l'article consacré à cette arme le tableau complet de son organisation. Nous nous bornerons ici à dire que chaque station de gendarmerie est occupée par une brigade composée d'un sous-officier ou brigadier commandant, et le plus souvent de 4 gendarmes.

Ces brigades sont réparties dans les différentes localités de chaque province, de manière à assurer un service régulier de correspondance et à établir une surveillance uniforme et proportionnée aux besoins de la sûreté publique.

BRIGADIER.

1. Le grade de *brigadier des armées* en France, supprimé en 1788, était intermédiaire entre celui de *maréchal-de-camp*, et celui de *colonel*. Les fonctions attribuées à ce grade, correspondaient assez bien à celles qui furent assignées plus tard aux *adjudants-généraux*.

2. Le titre de *brigadier* ne se donne, en Belgique, que dans la cavalerie et le train d'artillerie, à ceux qui remplissent les fonctions analogues à celles des caporaux dans l'infanterie. Ainsi que le caporal, le brigadier est dans une position intermédiaire entre les sous-officiers et le simple soldat. Il n'appartient pas à la classe des premiers et commande les seconds. Voyez Artillerie, Caporal, Cavalerie.

BRIGANDAGE, BRIGANDS.

On appelle brigandage le vol commis à force ouverte.

La poursuite et l'arrestation des brigands entrent dans les attributions de l'autorité communale.

Les bourgmestres et les gouverneurs de

province peuvent, à cet effet, requérir directement l'intervention de la garde civique et de l'autorité militaire. (Loi communale du 30 mars 1836, art. 105 ; loi provinciale du 30 avril 1836, art. 128 et 129.) Voyez REQUISITION.

Ils peuvent même requérir tous les citoyens de leur prêter main-forte; et ceux qui refusent dans ce cas d'obtempérer à leurs ordres, sont passibles d'une amende de 5 à 10 francs, conformément à l'article 475, n° 12 du code pénal.

Ceux qui donnent sciemment asile aux brigands, sont considérés comme leurs complices, et punis comme tels par l'article 61 du même code.

Les communes sont responsables des brigandages qui se commettent sur leur territoire et même de ceux qui se commettent en cas de naufrage sur les côtes, ou à quelque distance des côtes dans la mer. (Loi du 10 vendémiaire an 4 ; arrêté du 27 thermidor an 7.) Voyez NAUFRAGE, PILLAGE et RESPONSABILITÉ DES COMMUNES.

BRIS.

C'est l'action de rompre.

Le *bris de prison*, qui consiste à fracturer les portes, fenêtres ou murs d'une prison, est puni des peines portées par l'article 245 du code pénal.

Le bris de scellés, qui consiste à rompre des sceaux apposés *par ordre du gouvernement* ou par *ordonnance de justice*, est puni, suivant les circonstances, des peines prononcées par les articles 249, 250, 251, 252, 253 et 256 du même code.

Nous croyons toutefois que ces peines ne seraient point applicables au cas où les scellés auraient été mis sans droit ni titre et hors des cas prévus par la loi, parce qu'alors la mise même des scellés constituerait une violation de domicile ou de propriété, une voie de fait qu'on serait en droit de faire cesser sans l'intervention des tribunaux. Voyez SCELLÉS.

Le bris de scellés mis par convention entre particuliers, et sans intervention de l'autorité judiciaire ou administrative, ne donne lieu qu'à une action en dommages-intérêts contre l'auteur du bris.

BRIQUES ET BRIQUETERIES.

La brique est une sorte de pierre factice, de couleur grise ou rougeâtre, composée d'une terre grasse, pétrie, mise en carré long dans un moule de bois, et cuite dans un four où elle acquiert la consistance nécessaire pour être employée dans les bâtimens.

On donne le nom de briqueterie à l'atelier où l'on prépare la brique.

En Belgique on a coutume d'établir les briqueteries en plein air, dans les champs, et autant que possible à proximité des endroits où l'on se propose de bâtir, afin d'épargner les frais de transport.

La cuisson des briques a plusieurs inconvéniens. La fumée qu'elle produit au commencement de la fournée est désagréable ; l'odeur du gaz qui s'échappe des fours est nuisible à la santé des hommes et à la végétation ; le feu enfin peut, surtout au temps de la moisson, se communiquer aux récoltes, et occasionner des dommages aux cultivateurs voisins.

Ces motifs ont déterminé le gouvernement à ranger les briqueteries, ou fours à briques, au nombre des ateliers incommodes, insalubres ou dangereux, qui ne peuvent être établis sans une autorisation préalable de la députation permanente du conseil provincial. (Art. 2 de l'arrêté du 31 janvier 1824.)

Cette autorisation ne s'accorde que sur l'avis du collége des bourgmestre et échevins de la commune où la briqueterie doit être emplacée, parce que le magistrat du lieu est toujours, plus à même que l'autorité provinciale, d'apprécier les inconvéniens que ce genre d'établissemens peut présenter dans telle ou telle localité.

Elle ne doit être accordée qu'à la charge de prendre toutes les précautions que commande la prudence. Ainsi, la députation peut obliger les briqueteurs, 1° à placer leurs fours dans l'endroit où elle présume qu'ils seront le moins dangereux ; 2° à tenir dressé près des fours, du côté où le vent souffle, des paillassons pour empêcher qu'il n'emporte dans les campagnes des étincelles ou des parcelles de combustible enflammé ; 3° à ne pas cuire

pendant que l'on fait la moisson dans le voisinage. En un mot, l'autorité doit mettre à l'autorisation qu'elle accorde toutes les conditions qui peuvent, dans l'intérêt de la santé et de la salubrité publique, diminuer les inconvéniens des briqueteries. Voyez, pour les formalités à remplir, l'article FABRIQUES ET MANUFACTURES.

BROCANTEUR.

L'état de brocanteur consiste à acheter, vendre, échanger dans les rues, toutes sortes de marchandises de friperie, telles que meubles, habits, linges, hardes, chapeaux, galons, ustensiles, outils, instrumens, vieux fer, cuivre, étain, plomb, etc.

Pour empêcher que les filous, les voleurs ne trouvent généralement auprès des brocanteurs la facilité de se défaire des objets volés, et cacher ainsi à la police la trace de leurs méfaits, il convient que l'état de brocanteur soit assujetti à une certaine surveillance.

En France, une déclaration du roi et une ordonnance de police de la ville de Paris, l'une du 29 mars 1778 et l'autre du 8 novembre 1780, ont prescrit diverses mesures que le préfet de police a renouvelées en ces termes, dans une ordonnance du 4 germinal an 10:

« Nul ne pourra faire l'état de brocanteur sans une permission spéciale du préfet de police. (Art. 1er.)

» Tout brocanteur est tenu d'avoir une plaque de cuivre sur laquelle est gravé le mot *brocanteur* avec le numéro de la permission.

» Il portera la plaque sur son habit d'une manière apparente. (Art. 4.)

» Il est défendu aux brocanteurs de céder, vendre ou prêter leurs plaques et permissions, sous les peines portées par les réglemens de police. (Art. 5.)

» Il est enjoint aux brocanteurs de représenter leurs permissions toutes les fois qu'ils en seront requis par les commissaires de police, les officiers de paix ou les préposés de la préfecture de police. (Art. 6.)

» Tout brocanteur devra avoir un registre coté et paraphé par le commissaire de police de sa division, sur lequel il inscrira exactement, jour par jour, sans aucun blanc ni rature, les objets qu'il aura achetés et vendus. (Art. 7.)

» Il est défendu aux brocanteurs d'acheter des hardes, meubles, linges, livres, bijoux et autres objets, des enfans et des domestiques, à moins d'un consentement par écrit de leurs pères, mères, tuteurs, ou des personnes qu'ils servent.

» Il est également défendu aux brocanteurs d'acheter des effets quelconques des personnes dont les noms et domiciles ne leur seraient pas parfaitement connus.

» Le tout à peine de 400 francs d'amende, et de répondre en leur propre et privé nom des effets volés. (Art. 8.)

» Les brocanteurs ne pourront acheter ni vendre des marchandises neuves, des matières d'or et d'argent, à l'exception toutefois des vieux galons et vieilles hardes brodées ou tissues d'or ou d'argent. (Art. 9.) »

L'art. 8 de l'ordonnance du 8 novembre 1780, défend aussi à tous brocanteurs, vendeurs et crieurs de vieilles ferrailles, de vendre aucune clef vieille ou neuve, séparément de la serrure pour laquelle ladite clef aura été faite, sous peine de 100 fr. d'amende pour la première fois, et de prison en cas de récidive; même d'être poursuivis extraordinairement, suivant l'exigence des cas.

L'art. 10 de la même ordonnance leur défend d'avoir chez eux des étaux et limes, et de limer, faire limer et repasser dans leur maison ou ailleurs, aucune clef, sous les peines portées en l'article ci-dessus.

Ces dispositions ne sont pas obligatoires en Belgique, et même l'art. 1 de l'ordonnance du 4 germinal an 10 n'y pourrait être introduit, parce que, dans notre pays, nulle permission n'est requise pour exercer une profession quelconque. Mais il dépend de l'administration communale de régler l'exercice des professions qui présentent du danger pour la sûreté, l'ordre ou la tranquillité publique; et sous ce rapport, les dispositions actuellement en vigueur en France peuvent servir de règles aux conseils communaux qui voudraient prendre quelques précautions sur l'état de brocanteur en Belgique.

Les brocanteurs ne peuvent étaler leurs marchandises dans les rues, places, quais et marchés, sans une autorisation du collége des bourgmestre et échevins, sous les peines prononcées par l'art. 471, n° 4, du code pénal.

BROCHURES.

Voyez POSTE AUX LETTRES.

BROUETTE.

C'est une peine prononcée par le code pénal militaire, et qui consiste en travaux forcés, soit dans l'enceinte de la prison, soit dehors, aux fortifications ou à d'autres ouvrages publics; le coupable est attaché durant ces travaux par une chaîne à une brouette ou de toute autre manière, selon le genre de travail, et enfermé dans les intervalles.

La sentence du condamné à la brouette doit lui être lue sur la place de la parade où on lui met ensuite les fers aux mains et aux pieds.

La peine de la brouette est toujours imposée pour un espace de temps déterminé, qui ne peut en aucun cas excéder quinze ans. (Articles 20, 30 et 31 du code pénal militaire.)

La question s'est élevée de savoir si la brouette est une peine afflictive et infamante, comme celle des travaux forcés prononcée par le code pénal ordinaire. La cour de cassation de Bruxelles, considérant que, d'après l'ensemble du code pénal militaire et notamment d'après les articles 20, 30 et 31, elle ne s'applique en général qu'à des *crimes*, avait d'abord jugé l'affirmative; mais elle a abandonné cette opinion dans un autre arrêt du 20 décembre 1830. Depuis cette époque, la question a été jugée par la négative par plusieurs arrêts de cour d'appel.

BRUITS ET TAPAGES INJURIEUX OU NOCTURNES.

1. On considère comme bruits et tapages nocturnes, les attroupemens et réunions tumultueuses, quoiqu'inoffensives, les disputes, et querelles sur la voie publique, les chants, les cris, les hurlemens, qui, pendant la nuit, troublent le repos des habitans. On doit également considérer comme tel, le bruit qu'occasionne le travail de certaines professions à marteau après l'heure où les citoyens ont coutume de se livrer au repos : d'anciens réglemens défendaient même aux ouvriers à marteau, tels que chaudronniers, tonneliers, ferblantiers, etc., de se mettre à l'ouvrage avant quatre ou cinq heures du matin, et de le continuer après huit ou neuf heures du soir. C'est ce que décidait notamment pour la ville de Paris une ordonnance du 26 juin 1778. Aujourd'hui le droit de faire des réglemens à ce sujet, appartient aux conseils communaux. (Article 46 du titre 1er de la loi du 19-22 juillet 1791, art. 75 et 78 de la loi communale du 30 mars 1836.)

Les *charivaris* doivent encore être rangés sur la même ligne. Voyez ce mot.

2. Les bruits et tapages injurieux ou nocturnes constituent une contravention de police, que le code pénal punit d'une amende de onze à quinze francs, et même, suivant les circonstances, d'un emprisonnement de cinq jours au plus. (Art. 479, n° 8 et 480.)

Cette peine est applicable non-seulement à l'auteur des bruits, mais encore à ses *complices;* et la cour de cassation de France a jugé, le 5 juillet 1822, qu'il faut tenir pour complice tout individu qui a fait partie d'un rassemblement, encore qu'il ne fût pas porteur d'instrumens propres à faire du bruit, et qu'il n'eût point poussé de cris.

La même cour a jugé, le 26 juillet 1827, que le tapage nocturne fait, non sur la voie publique, mais dans une cour commune à plusieurs maisons habitées par divers propriétaires ou locataires, est un trouble apporté à la tranquillité publique; et que l'auteur de ce tapage encourt les peines prévues par l'article 479, n° 8, du code pénal.

3. Le soin de veiller à la tranquillité publique, et par conséquent de prévenir tout ce qui peut troubler le repos des citoyens, est une des attributions les plus précieuses de l'autorité locale. Voyez PROFESSIONS BRUYANTES et TRANQUILLITÉ PUBLIQUE.

BRUXELLES.

Voyez Capitale et Chef-lieu de province.

BRUYÈRES.

Voyez Terres vaines et vagues.

BUDJET.

Chapitre Ier.

Considérations générales.

1. Ce mot emprunté à la langue anglaise sert à désigner le tableau des besoins et des ressources d'un état, d'une province, d'une commune, d'une administration ou d'un établissement public, d'un particulier, etc.

On l'applique aussi à la loi qui approuve la répartition des recettes et des dépenses d'un État.

En Angleterre il était d'abord inclusivement appliqué au sac dans lequel le ministre renfermait les différentes pièces, comprenant l'évaluation des dépenses et recettes générales de l'État; ensuite on s'en servit pour désigner ces pièces elles-mêmes.

Des étymologistes prétendent que le mot anglais *Budjet* vient de celui *pochette* ou *bougette* qui, en vieux français, signifie un sac.

2. Un des principes fondamentaux du système constitutionnel représentatif est celui qui consacre l'intervention de la représentation nationale dans la fixation et l'examen des différentes branches des dépenses et des recettes du pays. Le ministère est obligé de présenter aux chambres ses évaluations à des époques déterminées, et ce n'est qu'après leur approbation qu'il lui est permis de mettre les impôts en recouvrement, et de solder les dépenses courantes.

Toute recette faite sans cette approbation, ou sans être mentionnée au budjet, pourrait être poursuivie, comme acte de concussion, et toute dépense liquidée sans les mêmes conditions ne serait pas admise dans les comptes.

Ce système est regardé comme celui qui offre les plus puissantes garanties contre les empiétemens ou les prodigalités du pouvoir. Tous les besoins sont appréciés par les mandataires de la nation, toutes les ressources sont débattues par eux; la fortune et le bien-être des individus sont à l'abri de toute vexation; la corruption est rendue, pour ainsi dire, impossible, et l'ordre est établi dans toutes les branches du service public.

3. Outre ces avantages purement politiques et le droit d'intervention dans les affaires de l'état, qu'il donne à une nation par l'intermédiaire de ses représentans, le système des budjets est encore très-utile sous le rapport de l'ordre méthodique qu'il imprime à l'administration, et sous celui du contrôle qu'il offre pour toutes les opérations financières. Ces derniers résultats sont tellement évidents et reconnus que dans des états non régis par une constitution, et dépourvus de représentation nationale, en Prusse, par exemple; on a établi des budjets avec cette seule différence qu'ils ne sont pas débattus publiquement, et qu'ils ne reçoivent pas de publicité.

La discussion publique et la publicité constituent des garanties politiques; elles assurent l'examen par les mandataires de la nation, de l'usage que fait le gouvernement de la fortune publique; l'établissement des budjets pour la régularité du service est une simple mesure d'ordre administratif.

En Russie, le ministre des finances dresse un budjet qu'il soumet à l'approbation du souverain, et cette approbation suffit pour donner un caractère de légalité aux diverses imputations de ce budjet.

4. Ordinairement les budjets des grands états sont annuels, quelquefois cependant ils sont bisannuels, trisannuels, ou pour un plus grand nombre d'années.

Dans l'ancien royaume des Pays-Bas, le budjet était divisé en deux cathégories; l'une, comprenant les recettes et les dépenses ordinaires qui résultent de l'état habituel de paix, était votée pour dix ans; l'autre comprenant les recettes et les dépenses extraordinaires, était discutée tous les ans.

5. Les petits états d'Allemagne, ayant adopté en partie le système représentatif, la question s'est élevée de savoir si les as-

semblées d'état sont en droit de rejeter intégralement la loi des finances qui leur est présentée. L'examen de cette question a donné lieu à de longues et sérieuses négociations et enfin la diète germanique, écho des grands états directeurs, l'a résolue négativement. Un tribunal d'arbitrage a été créé dans ce but en novembre 1834, pour tous les états de la confédération.

Lorsque le budjet est divisé en spécialités qui exigent chacune un vote, lorsque surtout les chambres sont saisies du droit d'amender, le refus du budjet est un événement extraordinaire, et qui ne peut avoir lieu que dans des momens suprêmes ; mais dans les pays, régis par une constitution bâtarde, le refus du budjet est la conséquence obligée d'un chapitre ou d'un article important, qui répugne à la majorité; le refus est le seul moyen d'exercer le contrôle dévolu aux chambres, et devient un événement ordinaire : c'est ce dont nous avons été plusieurs fois témoins.

L'adage, *point de redressement de griefs, point de subsides*, si souvent répété par une partie des députés de la Belgique, depuis 1826 jusqu'en 1830, est une importation anglaise; c'est un moyen extrême employé pour renverser un ministère qui n'a pas la confiance de la représentation nationale, ou pour détruire le système suivi par le gouvernement; c'est le plus souvent le refrain d'une minorité impuissante d'abord, et qui se recrute en accumulant les griefs. Mais les constitutions sorties des révolutions de 1830, rendent ce moyen inutile; le refus d'adhésion aux lois politiques suffit pour arrêter les gouvernemens de France et de Belgique, et les diriger dans le sens des majorités ; en outre il y a dans le budjet des chiffres politiques dont le rejet ou l'amendement partiel suffit pour renverser un ministère.

6. Dans les pays constitutionnels et représentatifs, la surveillance de l'emploi des allocations du budjet est confiée à un corps spécial (Voyez Cour des Comptes), dont le visa est indispensable pour les payemens de toute nature, visa qu'il refuse dès qu'une allocation est épuisée.

Ces cours n'exercent aucun contrôle sur les diverses imputations du budjet. La convenance et l'opportunité des dépenses sont abandonnées à l'appréciation du pouvoir exécutif qui les mandate suivant les besoins du service.

Les cours des comptes n'ont, en matière de budjet, qu'à s'occuper du soin de ne pas laisser outrepasser les diverses imputations, et de celui d'empêcher les empiétemens sur les allocations.

7. Le contrôle de la représentation nationale sur les budjets de l'État serait toutefois inutile et presque illusoire, si la loi, inconséquente à son principe, n'accordait pas une représentation à la province, à la commune, et si, dans tous les dégrés hiérarchiques qui lient les individus en famille pour en former une nation, il n'y avait un contrôle semblable sur les dépenses et les recettes.

Nous diviserons donc cet article d'après les différentes sortes de budjets, afin de mettre plus d'ordre et de clarté dans l'ensemble de ce travail. Ainsi nous allons traiter séparément les mots Budjet de l'État, Budjet des provinces, Budjet des communes, Budjet des établissements publics.

Chapitre II.

BUDJET DE L'ÉTAT.

§ 1er *Principes et législation.*

1. Le budjet de l'État se compose de l'ensemble des dépenses d'après les évaluations de chaque ministre, et de celui des recettes pour couvrir ces dépenses.

2. Il doit être chaque année présenté aux chambres législatives, et approuvé par elles pour avoir force de loi.

Ce principe était ainsi posé dans la loi fondamentale de l'ancien royaume des Pays-Bas :

« Art. 121. Le budjet des dépenses du » royaume doit avoir l'assentiment des états- » généraux; il est présenté par le roi à la » seconde chambre, dans sa session ordi- » naire. »

La constitution de 1831, pour le royaume de Belgique, l'a reproduit plus complet et plus précis dans les termes suivans :

« Art. 115. Chaque année les chambres ar-» rêtent la loi des comptes, et votent le budjet.

» Toutes les recettes et dépenses doivent » être portées au budjet et dans les comptes.»

3. Le budjet de l'Etat se divise en parties; l'une, désignée sous le nom de *budjet des dépenses*, comprend toutes les dépenses nécessaires pour les différens services publics pendant l'exercice ou année courante ; l'autre, le *budjet des recettes*, indique l'ensemble et le détail des recettes à faire pour couvrir les dépenses, on le nomme aussi *budjet des voies et moyens*.

L'allocation ou la somme affectée à chaque dépense s'appelle *crédit ;* les recettes sont la source des crédits, de même que ceux-ci sont l'aliment nécessaire des dépenses.

4. En général, les chiffres portés au budget ne sont que de simples évaluations destinées à renfermer dans des limites précises le montant des dépenses. Il arrive souvent que, pour les recettes, les prévisions sont modifiées en plus ou en moins, suivant que telle ou telle branche du revenu public augmente ou diminue, ou que des événemens imprévus viennent altérer ou raffermir la confiance. On calcule les détails du budjet d'après l'expérience acquise pendant l'année précédente; mais comme mille faits nouveaux peuvent amener des modifications, il ne faut nullement considérer le budjet des recettes comme l'évaluation exacte des charges que la représentation nationale croit utile et juste d'imposer aux contribuables.

5. Comme le budjet constate, quant aux dépenses, le montant de la somme que la représentation a jugé convenable d'allouer, le gouvernement ne peut, en aucun cas, la dépasser sans y être autorisé par une loi nouvelle portant, en dehors du budjet, allocation de sommes pour des dépenses spéciales non comprises en ce budjet. Ces lois sont désignées sous le nom de *crédits supplémentaires*, et une fois approuvées par la représentation nationale, elles sont considérées comme faisant partie du budjet.

6. Le gouvernement doit veiller à la rentrée de tous les impôts pour couvrir le montant des allocations du budjet. Le ministère engagerait sa responsabilité s'il survenait un déficit pour cause de négligence de sa part dans la perception du montant des impôts votés. Cette responsabilité serait engagée de même si, sans l'intervention de la législature, il percevait des taxes non approuvées par elle. Ceci résulte de l'art. 110 de la Constitution, ainsi conçu :

« Aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi que par une loi. »

7. Mais cette obligation pour le budjet des recettes n'existe pas pour celui des dépenses, c'est-à-dire que chaque ministère n'est pas forcé de faire emploi du montant total des sommes mises à sa disposition.

Dans les prévisions de son budjet, chaque ministre indique le montant des sommes nécessaires pour assurer la marche du service d'après les prévisions qu'il a au moment de la confection du budjet. Après que la législature a reconnu la nécessité et la convenance de ces dépenses, rien n'empêche le ministre de les réduire dès qu'il en reconnaît la possibilité. Le budjet lui impose bien un maximum comme limite, mais il reste libre de ne l'atteindre qu'autant qu'il en reconnaît l'utilité.

Le devoir du ministre est de concilier autant que possible les exigences de la régularité du service avec celles de l'économie qui doit guider tous les dispensateurs des fonds de l'Etat. Il doit, chaque fois qu'il le peut, réduire les dépenses qui sont susceptibles de réduction, sans nuire à la régularité du service, parce que ces diminutions successives finissent par alléger le contribuable, et qu'il est de principe que, si chacun doit supporter sa part dans les charges publiques, en retour il est du devoir du gouvernement de veiller à ce que ces charges ne soient employées que d'une manière profitable à tous.

En établissant les évaluations de son budjet, chaque ministre doit donc, autant que possible, les calculer d'après les besoins réels du service, abstraction faite des événemens imprévus, puisqu'il lui reste la ressource des *crédits supplémentaires*, si les allocations vo-

tées sont reconnues insuffisantes. Ces *crédits supplémentaires*, discutés par la représentation nationale, imposent un frein salutaire aux prodigalités ou aux négligences, en même temps qu'ils donnent aux ministres les moyens d'assurer le service lorsque réellement il y a nécessité.

Ce serait un abus à détruire promptement que celui par lequel, dans le but d'obtenir une popularité personnelle, un ministre demanderait aux chambres et obtiendrait d'elles des allocations plus fortes que les besoins réels, pour venir ensuite faire parade d'économie, en montrant que le montant des allocations accordées n'a pas été atteint. L'emploi d'un tel moyen vicierait complettement les garanties que doit offrir le budjet, et les membres de la législature seraient mis dans l'impossibilité d'exercer le contrôle que la Constitution leur a dévolu.

Il en serait de même si, pour obtenir d'une chambre difficile ou même hostile les crédits nécessaires, un ministère exagérait les besoins de son département de manière à ce que, même après avoir subi de fortes réductions, les sommes accordées excédassent encore le montant des besoins.

Il appartient aux membres de la représentation nationale de porter remède à ces abus, en se faisant rendre un compte sévère et circonstancié des détails du budjet, en étudiant la nature et la réalité des besoins, et en veillant scrupuleusement à ce que de nouvelles dépenses ne soient introduites que lorsque leur nécessité a été dûment constatée.

8. Le vote du budjet par la représentation nationale est considéré comme une épreuve pour ceux qui dirigent l'administration du pays. Aux discussions sur le budjet se rattache l'examen de toutes les grandes questions sociales, politiques et administratives ; c'est le moment où les dépositaires du pouvoir doivent rendre compte de leurs actes, où leurs fautes sont censurées, où leur système est combattu ou approuvé. Au vote sur les budjets est attachée l'existence ministérielle ; c'est le creuset d'où sortent des témoignages certains de confiance ou de désapprobation pour les hommes politiques.

Cette intervention des chambres dans la partie vitale de l'administration du pays, impose nécessairement à tout ministère l'obligation de régler sa ligne de conduite d'après l'opinion de la majorité, et comme cette majorité est censée représenter la véritable opinion du pays, il résulte de là qu'il devient impossible pour le gouvernement de marcher en sens contraire à l'opinion générale, ou, en d'autres termes, c'est une garantie que le pouvoir sera forcé de respecter les limites posées dans la Constitution.

Nous avons déjà dit que pour blâmer le gouvernement le rejet du budjet était superflu ; il ne faut avoir recours à cette prérogative qu'avec une extrême réserve, parce qu'elle peut entraver tous les services publics. Elle accuse d'ailleurs une mésintelligence et une obstination invincibles entre les différentes branches du pouvoir. Dans les circonstances graves, il peut arriver que les passions du moment prévinssent tellement les esprits, que la majorité des chambres se montre hostile à un ministère qui défend les véritables intérêts du pays. Il peut arriver encore un dissentiment momentané entre les chambres et le gouvernement sur des questions exceptionnelles suscitées par des événemens tout à fait spéciaux. Alors le rejet des budjets n'est pas sans appel, et ne prouve pas que les membres du cabinet aient démérité aux yeux du pays ; il atteste seulement une divergence d'opinions: et pour connaître réellement celle de la nation, les ministres peuvent avoir recours à une dissolution des chambres et à de nouvelles élections. Ils représentent leur budjet aux chambres nouvelles, et cette fois l'épreuve est décisive.

On comprend cependant que, dans tous les cas, le rejet du budjet ne doit être considéré que comme un moyen extrême, l'*ultima ratio* de la représentation nationale, puisque le vote du budjet par chapitre suffit pour trancher les questions purement administratives.

9. L'intervention des chambres, dans l'examen des diverses parties du budjet, a souvent fait surgir la question de savoir quelles sont les limites où cette intervention empiète sur l'administration proprement dite, et cette

grave question n'a pas, jusqu'à présent, reçu de solution satisfaisante. On a vu des ministres chercher à repousser l'investigation de la législature en lui reprochant de chercher à faire de l'administration, comme on a vu des membres des chambres descendre jusqu'aux plus minutieux détails, et prescrire en quelque sorte au gouvernement tel ou tel système, puisqu'ils faisaient dépendre leur vote de l'acceptation ou du rejet des mesures qu'ils proposaient.

Il est pour ainsi dire impossible de tracer des principes certains dans une matière si délicate; parce que la discussion des budjets est une de ces épreuves constitutionnelles qui doivent être modifiées suivant les époques, les pays et les circonstances.

Tout ce qui concerne les principes généraux d'administration et de gouvernement appartient incontestablement à la législature. Tout ce qui se rapporte à la mise en pratique de ces principes, l'action, en un mot, est du domaine du gouvernement.

Ce qui revient à dire que, lorsque les chambres ont adopté ou rejeté les allocations du budjet, leur mission est terminée; elles n'ont plus à intervenir dans la sous-répartition des sommes accordées par elles.

Mais en bornant strictement à ces termes les prérogatives réciproques des deux branches du pouvoir, on n'arriverait qu'à obtenir d'un côté des votes, et de l'autre le maintien d'anciens erremens que l'expérience a pu faire reconnaître abusifs. Les améliorations, l'ordre, l'économie resteraient négligés, et le gouvernement devrait marcher abandonné à ses seules forces, quitte à répondre en engageant la responsabilité des ministres en cas de réclamations parlementaires.

Au contraire, le vote du budjet doit donner au ministère un moyen de consolider son système d'administration, et de le faire apprécier après les développemens de la mise en pratique; il doit lui assurer l'appui et le concours de la représentation nationale par une discussion sage et raisonnée; le pays, de son côté, retire des fruits utiles de cette double émulation de la législature qui contrôle et du gouvernement qui exécute.

Mais ce résultat si désirable ne serait pas obtenu, si d'un côté le ministère se retranchait dans de simples énoncés de chiffres, et si de l'autre, la législature se montrait minutieuse au point d'entraver l'administration par des réformes trop légèrement votées. Il ne faut pas perdre de vue que les divers élémens d'un budjet concourent tous à former l'ensemble d'un système, et qu'il peut être dangereux de le modifier partiellement.

Pour régulariser les diverses parties des dépenses publiques, les chambres les discutent par parties spéciales, et de manière à ce que rien n'échappe à leurs investigations. Ce moyen est assurément très propre à prévenir des abus, mais ce serait tomber dans une autre espèce d'abus, que croire qu'il est bon de retrancher quelques-unes de ces parties isolées sous prétexte d'économie.

En matière gouvernementale, l'économie réelle n'est réalisable et profitable que sur l'ensemble, et non sur quelques parties des dépenses; elle résulte plutôt de l'organisation d'un bon système d'administration que du rejet d'allocations partielles. C'est donc avant tout à régulariser l'administration que les chambres doivent s'attacher.

Nous avons eu des exemples de véritable parcimonie par des chambres plus zélées que judicieuses. L'expérience n'a pas encore démontré que les contribuables aient gagné quelque chose à ce système, qu'il en soit résulté le moindre dégrèvement pour eux. L'organisation gouvernementale est telle que ce n'est pas l'entretien proprement dit des rouages qui absorbe le plus de fonds et qui se prête le plus à l'économie; c'est le mode d'action qu'on leur donne: et les chambres peuvent contribuer à améliorer ce mode d'action lorsque vient la discussion des budjets.

10. Une fois le budjet adopté, il devient loi de l'Etat. La cour des comptes enregistre les crédits et ordonnance la délivrance des fonds dans les limites de ces crédits. Dès qu'ils sont atteints, elle rejette toute dépense nouvelle, à moins que la législature n'ait ouvert un crédit supplémentaire.

1° L'établissement du budjet par article et par chapitre a pour objet d'empêcher les

empiétemens d'une allocation sur l'autre, et d'obtenir une parfaite régularité dans la comptabilité des deniers publics. L'art. 116 de la Constitution porte que la cour des comptes doit veiller « à ce qu'aucun article des » dépenses du budjet ne soit dépassé, et » qu'aucun transfert n'ait lieu. »

12. Il peut arriver que, dans le courant de l'année, par suite de la marche de l'administration, tels articles de dépenses indispensables deviennent insuffisans, tandis que d'autres restent presque intacts, faute d'occasion d'emploi, ou par suite d'améliorations; le ministre que la chose concerne peut alors demander à la législature l'autorisation de transférer le crédit disponible à un autre chapitre, ce qui ne change rien au total de la somme du budjet. Mais il ne peut excéder le crédit primitif que pour autant que la législature ait consenti au transfert.

13. L'art. 115 de la Constitution porte:

« Chaque année les chambres arrêtent la » loi des comptes et votent le budjet. »

Comme le budjet n'est voté que pour un an, il arrive souvent que, faute d'avoir été adopté avant la fin de l'exercice, il faut recourir à des crédits provisoires pour assurer le service, en attendant la discussion du nouveau budjet. On préviendrait ces inconvéniens en soumettant aux chambres, quelques mois à l'avance, le budjet pour l'année suivante, de manière à ce qu'il put être voté avant le 31 décembre. Car l'expérience a prouvé que le but de la Constitution n'est pas atteint lorsque la représentation nationale est forcée d'examiner le budjet avec précipitation; elle ne peut alors porter ses investigations dans toutes les parties, et c'est précisément là le but de l'art. 115 de la Constitution que nous venons de citer. En fixant la réunion annuelle des chambres au mois de novembre, les rédacteurs de la Constitution ont voulu que le budjet fut, comme en France, présenté dans les premiers mois d'une année pour l'année suivante: jusqu'ici le gouvernement a éludé cette marche rationnelle.

14. Les lois du budjet doivent être soumises à l'examen de la chambre des représentans avant de passer au contrôle du sénat, en vertu de l'art. 27 de la Constitution, ainsi conçu: « L'initiative appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif. Néanmoins toute loi relative aux recettes ou aux dépenses de l'Etat . . . doit d'abord être votée par la chambre des représentans. »

15. Le budjet de l'Etat se compose, comme nous l'avons dit, de deux parties: le *budjet des recettes*, ou *des voies et moyens*, et le *budjet des dépenses*.

Le budjet des recettes comprend l'évaluation de toutes les catégories des revenus publics, telles que impôts de toute nature, produits des domaines, des amendes, etc. Voir l'article Recettes de l'Etat.

Le budjet des dépenses est divisé comme suit:

A. *Budjet de la dette publique.*

Chapitre 1er. Dette publique.
— 2. Intérêts des emprunts.
— 3 Amortissement des emprunts.
— 4. Intérêts des cautionnemens.
— 5. Remboursement des cautionnemens
— 6. Rentes viagères.
— 7. Pensions.
— 8. Traitemens d'attente.
— 9. Subventions à la caisse des pensions.

B. *Budjet des dotations.*

Chapitre 1er. Liste civile.
— 2. Sénat.
— 3. Chambre des représentans.
— 4. Cour des comptes.

C. *Budjet des remboursemens, restitutions et non-valeurs.*

Chapitre 1er. Remboursemens et restitutions.
— 2. Non-valeurs.

D. *Budjets des différens ministères.*

Voici la répartition des budjets des divers ministères:

a. *Ministère de la justice.*

Chapitre 1er. Administration centrale.
Personnel.
Matériel,
— 2. Ordre judiciaire.
Personnel.
Matériel des cours.

Tribunaux.
Présidence des asssises.
Chapitre 3. Frais d'instruction et d'exécution.
— 4. Constructions et grosses réparations.
— 5. Justice militaire.
Personnel.
Matériel de la haute-cour.
Auditeurs et prévôts militaires.
Frais de poursuites.
— 6. Bulletin officiel.
Personnel.
Matériel.
— 7. Pensions.
— 8. Prisons.
— 9. Établissemens de bienfaisance.
— 10. Dépenses imprévues.

b. *Ministère des affaires étrangères et de la marine.*

Affaires étrangères.

Chapitre 1er. Administration centrale.
Personnel.
— 2. Matériel.
— 3. Agens diplomatiques.
— 4. Traitement éventuel des agens en non-activité.
— 5. Frais de voyage des agens du service extérieur et des courriers.
— 6. Frais à rembourser aux agens du service extérieur.
— 7. Missions extraordinaires, commissions de liquidation et de démarcation, et dépenses imprévues.
— 8. Ordre de Léopold.
Personnel.
Matériel.

Marine.

Chapitre 1er. Administration centrale.
Personnel.
— 2. Matériel.
— 3. Service des ports et des côtes.
Personnel.
— 4. Matériel.
— 5. Frais éventuels du service maritime.
— 6. Traitemens des officiers de marine.
Chapitre 7. Armement et équipement des bâtimens de guerre.
— 8. Magasins de la marine.
— 9. Dépenses éventuelles de la marine.

c. *Ministère des finances.*

Chapitre 1er. Administration centrale.
Personnel.
Matériel et dépenses diverses.
Service de la monnaie.
— 2. Administration du trésor dans les provinces.
Personnel.
Matériel.
— 3. Contributions, douanes et accises.
Personnel.
Matériel.
— 4. Administration de l'enrégistrement et des domaines.
Personnel.
Remises des receveurs.
Traitemens fixes des employés de l'enregistrement et des agens forestiers.
Matériel et dépenses ordinaires.
Dépenses extraordinaires, éventuelles et imprévues.
— 5. Administration des postes.
Personnel.
Matériel.
— 6. Dépenses imprévues.

d. *Ministère de l'intérieur.*

Chapitre 1er. Administration centrale.
Personnel.
Matériel.
— 2. Pensions et secours.
— 3. Frais de l'administration dans les provinces.
— 4. Instruction publique.
— 5. Cultes.
— 6. Garde civique.
— 7. Milice.
— 8. Subsides aux villes et communes, dont les revenus sont insuffisans.
— 9. Travaux publics.
— 10. Mines.
— 11. Industrie, commerce, agriculture.

Chapitre 12. Lettres, sciences et arts.
— 13. Archives du royaume.
— 14. Fêtes nationales.
— 15. Récompenses honorifiques et pécuniaires.
— 16. Statistique générale.
— 17. Police.
— 18. Dépenses imprévues.

c. *Ministère de la guerre.*

Chapitre 1er. Administration centrale.
— 2. Solde et masses de l'armée.
— 3. Frais divers et indemnités.
— 4. Service de santé.
— 5. École militaire.
— 6. Matériel de l'artillerie et du génie.
— 7. Traitemens de non-activité et pensions.
— 8. Traitemens divers.
— 9. Fourrages en nature et indemnité représentative.
— 10. Dépenses pour les ambulances.
— 11. Dépenses imprévues.

16. Ces différens budjets font généralement l'objet de deux lois; l'une pour les voies et moyens, l'autre pour les dépenses. L'irrégularité qui existe dans la présentation presque toujours tardive, l'empressement, le besoin de quelques ministres, de mandater, dès qu'un exercice est commencé, ont forcé plusieurs fois la législature de faire autant de lois qu'il y a de grandes divisions dans les dépenses. Il est peu important, au fond, que les dépenses soient divisées en plusieurs lois ou réunies en une seule; le plus grand mal qui puisse en résulter, c'est une perte de temps pour les chambres et du désordre dans la discussion. Ce qui est plus essentiel, c'est le vote par article, expressément établi par l'art. 41 de la Constitution, qui porte : « Un projet de loi ne peut être adopté par l'une des chambres, qu'après avoir été voté article par article. » D'après cette disposition, chaque chapitre du budjet peut être divisé en plusieurs articles, de manière à assurer un contrôle spécial pour chaque dépense. Il est vrai que ce sont les ministres qui présentent le budjet, et qu'ainsi ils ont la faculté de le diviser suivant leurs convenances; mais l'article 42 qui donne aux chambres le droit de diviser les articles et de les amender, est un correctif assez puissant pour ôter à un gouvernement ombrageux l'envie d'abuser du droit de présentation. Peut-être même la disposition de l'article 42 prête-t-elle à des abus d'une nature contraire, en autorisant les chambres à descendre dans les détails de l'administration. Nous avons vu les discussions prendre parfois ce caractère; mais il est à espérer que l'expérience viendra en aide aux différentes branches du pouvoir, et que les dispositions de la Constitution seront mises en pratique avec sagesse et discernement.

Chapitre III.

BUDJET DES PROVINCES.

§ 1. *Législation française.*

1. Chacune des anciennes provinces de la Belgique, formant alors un état indépendant, s'administrait d'après ses lois, ou réglemens particuliers. Après la réunion à la France, ces provinces subirent les mêmes modifications que celles de la France, leurs priviléges leur furent enlevés, et elles furent soumises au niveau administratif que la main de Napoléon imposa à l'empire français.

2. La loi du 28 pluviôse an 8, concernant la division et l'administration du territoire français, assujettit les provinces belges au système qui régissait l'ensemble de la république et disposa 1° que le préfet était seul chargé de l'administration; 2° qu'un conseil de préfecture serait chargé, entre autres attributions, de l'examen des demandes en réduction de la fixation des centimes additionnels pour les dépenses du département; de l'examen du compte annuel que le préfet devait rendre de ces dépenses, d'exprimer son opinion sur l'état et les besoins du département, lesquels devaient être adressés au ministre de l'intérieur. Ainsi, en réalité, les intérêts des départemens furent gérés par les préfets.

Les budjets étaient établis par les soins du préfet, et soumis par lui au conseil de préfecture.

§ 2. *Législation des Pays-Bas.*

1. Lors de la réunion de la Belgique à la Hollande et en vertu des traités, les provinces ressaisirent une partie de leurs anciennes franchises. La loi fondamentale attribua aux états provinciaux le droit de régler les affaires financières de la province, sauf l'approbation du Roi.

L'administration passa ainsi des mains de proconsuls dans celles de colléges, dont le président seul était à la nomination du Roi; les autres membres, d'abord au nombre de neuf, puis réduits à sept, étaient élus dans le sein des états.

Ces colléges chargés de l'administration journalière, devaient soumettre le budjet des recettes et des dépenses provinciales à l'assemblée dont ils émanaient.

Sans entrer ici dans des discussions étrangères à la spécialité des budjets, et indépendamment de tout système électoral, il est impossible de nier qu'un grand changement ne fut opéré, que ce concours de soixante à quatre-vingts notables réunis de tous les points de la province pour discuter et arrêter les recettes et les dépenses annuelles, ne fut une garantie réelle donnée aux contribuables.

2. En matière financière, la 2e section du chapitre 4 de la loi fondamentale est extrêmement vague. L'article 143 s'exprime ainsi : « Les états soumettent les frais de leur administration au Roi qui, en cas d'approbation, les comprend dans le budjet général des dépenses de l'État ». Tandis que les articles 146 et 150 sont conçus dans les termes suivans : « Les états sont chargés de tout ce qui tient à l'administration et à l'*économie* de leur province. Les ordonnances et réglemens que, dans l'intérêt général de la province, ils jugent nécessaires ou utiles, doivent, avant d'être mis à exécution, avoir reçu l'approbation du Roi. »

« Les états provinciaux proposent au Roi l'entretien ou la confection des *travaux* ou *établissemens* qu'ils croient utiles à leur province. Ils peuvent proposer en même-temps les moyens de pourvoir à la dépense en tout ou en partie, aux frais de province. »

De la combinaison de ces trois articles, il résulte que les dépenses d'administration sont à charge de l'Etat, que celles des travaux et des établissemens publics peuvent incomber, au moins partiellement, aux provinces. Cette distinction fit, dès la première réunion des états, formuler deux budjets distincts. L'un des dépenses de l'administration, l'autre des dépenses et recettes provinciales.

3. Le premier comprenait les traitemens des gouverneurs, des états et de leur greffier, des commisaires de district et de milice, ainsi que les frais de bureaux. Réglé en 1818, les états ne s'en occupèrent guère depuis, que pour la forme, et afin de rester fidèles à la lettre de l'article 143 de la Constitution.

4. L'autre, fort simple dans l'origine, se compliqua et grandit successivement.

En vertu de la loi du 28 novembre 1818 sur les domiciles de secours, les mendians, les enfans-trouvés et en général l'entretien de tous les nécessiteux était à la charge des communes; l'Etat n'intervenait dans les frais, pour soulager les communes obérées, que pour autant que les provinces elles-mêmes se chargeassent d'une partie du fardeau. Ainsi la charité publique, organisée légalement, pressurait les provinces et fesait un des objets de leurs dépenses.

En vertu de l'article 150, combiné avec les articles 218 et 219 de la loi fondamentale et dont les deux derniers indiquent non seulement que les travaux d'un intérêt et d'une utilité plutôt locale que générale, peuvent être confiés à la direction des états-provinciaux, mais encore donnent au Roi le pouvoir de déterminer ces travaux et de fixer le mode de pourvoir aux frais de leur entretien; en vertu de ces articles, disons-nous, les arrêtés des 17 décembre 1819, 9 avril et 10 mai 1820, et enfin 13 mars 1821, mirent à la charge des provinces l'entretien des grandes routes de seconde classe, des routes provinciales, et des rives des rivières navigables. Il est vrai que l'Etat accordait un subside pour l'entretien des premières et permettait le placement de barrières et de péages sur les autres. Il y

avait néanmoins, dans ces dispositions, une pensée saisissable : celle de rejeter autant que possible sur les provinces une partie du fardeau qui pesait sur la nation, et d'obtenir plus facilement la sanction des chambres sur les charges toujours croissantes du budjet de l'État; cela est si vrai que, tout en laissant aux provinces les dépenses énormes d'entretien des rivières à supporter, le gouvernement, malgré les vives représentations des états, n'a jamais voulu les mettre en possession des droits de passage et de pêche.

De l'article 150 on peut inférer que les établissemens utiles aux provinces, doivent être érigés et entretenus aux frais des mêmes provinces; aussi le gouvernement mit successivement à leur charge l'entretien des prisons, des tribunaux, du casernement de la gendarmerie.

L'instruction primaire était à la charge des communes; l'instruction supérieure donnait aux provinces un contingent à fournir. Le gouvernement leur imposa l'obligation d'organiser des écoles d'accouchement et de pharmacie, tandis que, volontairement, elles contribuaient aux frais d'autres institutions.

Les bâtimens consacrés au culte, ont de tout temps été une charge locale, mais une charge que l'État rendait légère par son intervention. Dès 1822 le gouvernement des Pays-Bas ne voulut plus contribuer à l'érection ou à la réparation des temples ou des presbytères, à moins que les provinces n'y apportassent leur contingent.

Ainsi donc, sur une moindre échelle, le budjet des dépenses provinciales était en tout semblable au budjet du ministère de l'intérieur.

5. Les dépenses étaient couvertes en premier lieu par le prélèvement de six centimes additionnels sur la contribution foncière et la contribution personnelle, en vertu de l'article 14 de la loi du 12 juillet 1821. Les premières lignes de cet article méritent d'être rapportées, parce qu'elles sont une espèce de sanction législative donnée aux mesures prises par le gouvernement. Il y est dit : « Pour couvrir les dépenses d'un intérêt provincial, ou tels autres objets d'intérêt général qui, en raison d'économie et de simplification dans l'administration, sont confiés à la direction des états provinciaux, ou leur pourraient être confiés par la suite, etc. »

Indépendamment de ces centimes additionnels, le Roi autorisait les états à en prélever d'autres pour la confection de routes ou l'érection d'édifices publics. Il approuvait l'assiette d'impôts extraordinaires, tels que des taxes sur les chiens, etc.; mais, en aucun cas, ces impôts particuliers ne pouvaient entraver l'importation, l'exportation ou le transit des marchandises. (Art. 147 de la loi fondamentale.)

6. Les budjets provinciaux étaient dressés par les soins de la députation permanente des états et soumis à la discussion et à l'approbation de l'assemblée générale dans la session ordinaire du mois de juillet, puis transmis par la députation à la sanction royale.

Telle était la marche suivie et tels étaient les objets des dépenses et des recettes pour la formation des budjets provinciaux, lorsque vint la révolution de 1830.

§ 3. *Législation belge.*

1. La constitution belge du 7 février 1831 décida (art. 108) que les institutions provinciales seraient régies par des lois, et que ces lois consacreraient entr'autres, l'attribution aux conseils provinciaux de tout ce qui serait d'intérêt provincial et la publicité des budjets.

2. Mais jusqu'ici les anciens erremens sont restés en vigueur; ils y sont restés comme des débris d'un édifice décrépit et ruiné par sa base. Ainsi, dans la plupart des provinces, alors que l'assemblée générale qui ne pouvait plus exister avec ses bigarrures d'ordres des nobles, des villes et des campagnes, était par le fait anéantie, la députation permanente de ce même corps provincial demeura debout après l'expiration de son mandat, et formula les budjets annuels; ainsi à Gand un comité de conservation, à Hasselt des commissaires nommés par le gouvernement provisoire remplacèrent les Etats.

La législature, en attendant l'organisation nouvelle, s'est vu contrainte de sanctionner cette monstruosité administrative. Seulement, pour se conformer à l'esprit de la Constitution nouvelle, elle ordonna la publication des budjets dans le *Mémorial administratif*.

3. La loi du 30 avril 1836 est enfin venue régler les attributions des conseils provinciaux, auxquels seront soumis les budjets de 1837; car parmi les attributions de ces corps se trouve celle de voter le budjet des dépenses pour l'exercice suivant, et les moyens d'y faire face; ces budjets, aux termes de l'article 66 de la loi provinciale, doivent contenir toutes les recettes et toutes les dépenses de la province. Ils sont rédigés par la députation permanente (art. 115) et présentés à l'ouverture de la session ordinaire. Arrêtés par le conseil, ils sont soumis (art. 86) à l'approbation du Roi avant d'être mis à exécution.

4. Il en est des budjets des provinces comme de celui de l'État. Aucun transfert de dépense ne peut avoir lieu d'une section à l'autre, ni d'un article à l'autre, sans l'autorisation du conseil et l'approbation du Roi.

5. Les budjets des provinces doivent être insérés au *Mémorial administratif* de chaque province et déposés aux archives des deux chambres dans le mois qui suit leur approbation. (Art. 68.) Indépendamment de ce mode de publicité, les articles 51 et 52 donnent la garantie d'une discussion publique, sauf les exceptions, et du vote à haute voix et par appel nominal.

6. D'après l'article 69, les conseils provinciaux sont tenus de porter au budjet toutes les dépenses que les lois mettent à la charge de la province et spécialement les suivantes:

A. Les menues dépenses des cours d'assises, des tribunaux de première instance, de commerce, de justice de paix et de simple police;

B. Les réparations de menu entretien des locaux des cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce; les loyers des mêmes locaux, l'achat et l'entretien de leur mobilier;

C. Les réparations d'entretien, conformément aux articles 605 et 606 du code civil, des maisons d'arrêt et de justice civile et militaire de la province; autres que les grandes prisons de l'État et les maisons de passage;

L'achat, l'entretien de leur mobilier, les frais des commissions administratives des prisons, autres que les grandes prisons de l'État;

D. Les salaires des messagers de canton, là où leur établissement est jugé nécessaire;

E. Les traitemens et frais de route, jusqu'à due concurrence, des ingénieurs et autres employés des ponts et chaussées en service pour la province;

F. L'entretien des routes, les travaux hydrauliques et de dessèchement qui sont légalement à la charge de la province;

G. Le remboursement des frais de route avancés par les communes pour les voyageurs indigens;

H. Les frais des listes du jury et ceux des listes électorales concernant plusieurs communes;

I. Les dépenses relatives aux églises cathédrales, aux palais épiscopaux et aux séminaires diocésains, conformément aux décrets des 18 germinal an 11 et 30 décembre 1809;

K. Le loyer, les contributions, l'entretien des édifices et bâtimens provinciaux, ou à l'usage de la province;

L. L'entretien et le renouvellement du mobilier provincial;

M. La moitié des frais des tables décennales de l'état civil;

N. Les dettes de la province liquidées et exigibles, et celles résultant des condamnations judiciaires à sa charge;

O. Les pensions aux anciens employés de la province, conformément au réglement adopté par le conseil;

P. Le traitement des aliénés indigens et les frais d'entretien des indigens retenus dans les dépôts de mendicité, lorsqu'il sera reconnu par le conseil que les communes n'ont pas le moyen d'y pourvoir;

Q. Les frais d'impression du budjet et des comptes sommaires, des recettes et dépenses de la commune.

R. Les frais relatifs aux séances du conseil et l'indemnité allouée aux conseillers;

S. Les secours à accorder aux communes

pour l'instruction primaire et moyenne, et pour les grosses réparations des édifices communaux ;

T. Les frais d'entretien des enfans trouvés, dans la proportion déterminée par la loi ;

U. Les fonds destinés à faire face aux dépenses accidentelles ou imprévues de la province ;

V. Les frais de casernement de la gendarmerie.

7. Au nombre des délibérations des conseils provinciaux qui doivent être soumises à l'approbation du Roi, avant leur mise à exécution, d'après l'article 86 de la susdite loi, sont compris le budjet des dépenses de la province, et les moyens d'y faire face.

D'après l'article 87, le Roi peut refuser son approbation à un ou plusieurs articles du budjet, et l'approuver pour le surplus.

De même, si le conseil ne porte point au budjet, en tout ou en partie, les allocations nécessaires pour le payement des dépenses obligatoires que les lois mettent à la charge de la province, le gouvernement, la députation du conseil préalablement entendue, peut y porter ces allocations dans la proportion des besoins; dans ce cas, si les fonds provinciaux sont insuffisans, il y est pourvu par une loi.

Les délibérations du conseil sur les objets mentionnés à l'article 86, cité ci-dessus, sont considérées de plein droit comme approuvées par le Roi, si, dans le délai de 40 jours après celui de leur adoption par le conseil provincial, il n'est intervenu de décision contraire, ou au moins un arrêté motivé, par lequel le gouvernement fixera le nouveau délai qui lui est nécessaire pour se prononcer. (Art. 88.)

Les arrêtés royaux portant annulation ou suppression des budjets doivent spécifier les motifs et être insérés au *Bulletin officiel*.

Les conseils provinciaux ne peuvent, sous aucun prétexte, refuser de se conformer aux arrêtés portant annulation ou suppression des budjets. (Art. 89.)

8. D'après l'article 107 de la loi provinciale, la faculté accordée à la députation permanente du conseil provincial de prononcer, en l'absence dudit conseil, sur les affaires qui ne sont pas susceptibles de remise, à charge de lui en donner connaissance à sa première réunion, ne s'étend pas aux budjets qui doivent toujours être votés par le conseil.

9. Lorsque les budjets des provinces ont été approuvés par le Roi, ou lorsque dans le délai de l'article 88, ils n'ont pas été annulés ou modifiés, ils deviennent exécutoires, et dès-lors les dépenses sur les fonds de la province sont acquittées sur mandats délivrés par la députation, signés par le président et le greffier, après avoir été adressés à la cour des comptes et revêtus de son visa. Dans les cas urgens, les députations peuvent ordonner le payement immédiat de leurs mandats jusqu'à concurrence des 4/5mes de la créance; l'autre cinquième ne peut être payé qu'ensuite du visa de la cour qui reste chargée de faire la vérification définitive de la créance entière.

Aucun mandat ne peut être payé que dans les limites des crédits ouverts aux budjets de la province. (Art. 112.)

10. Avant la fin de chaque mois, le ministre des finances met à la disposition des députations des conseils les fonds perçus par les employés de son département dans le mois précédent pour le compte des provinces. (Art. 113.)

11. Nous remettons à l'article *Comptabilité des provinces*, l'indication d'un modèle de budjet; attendant à cet égard la mise en pratique des dispositions de la loi provinciale.

Chapitre IV.

BUDJET DES VILLES ET COMMUNES.

§ 1. *Législation française.*

1. Les budjets municipaux et communaux ont été établis par la loi du 11 frimaire an 7, qui contient une classification des dépenses et des recettes communales, et prescrit la confection d'états destinés à constater les charges et les ressources de chaque localité.

L'arrêté du 28 pluviôse an 8 organisa la France en départemens et en confia l'administration aux préfets, conseils-généraux, sous-préfets, conseils d'arrondissemens et

municipalités, et prescrivit l'ordre d'après lequel les dépenses et recettes seraient contrôlées et approuvées.

2. Un arrêté du 4 thermidor an 10 régularisa le mode de rédaction, de présentation et d'approbation de ces budjets. Il consacrait entre autres l'adoption des principes suivans.

Le budjet de chaque commune est réglé par le conseil municipal et divisé en chapitres.

Les frais d'administration forment toujours un chapitre séparé. Pour les recettes, le premier chapitre comprend les créances arriérées, le second les revenus fixes existant et le troisième les revenus variables.

Les budjets sont adressés en double expédition au sous-préfet qui, après examen, les fait passer au préfet, dans la quinzaine de la réception au plus tard, avec son avis.

Le préfet règle et arrête définitivement l'état des dépenses par chapitre, et l'adresse à chaque maire dans la quinzaine suivante.

En cas de contestations sur la décision du préfet, elles sont soumises au gouvernement qui décide en conseil d'Etat.

Le receveur municipal ne peut payer une somme plus forte que celle portée à chaque chapitre, à peine de responsabilité personnelle. A cet effet, il lui est remis une expédition en forme de l'état, tel qu'il a été définitivement adopté.

3. Les conseils municipaux se réunissent chaque année à une époque fixée, et déterminent le nombre des centimes qui seront perçus additionnellement aux contributions, pour les dépenses de l'année suivante, dans les limites établies par la loi.

Les conseils municipaux ne peuvent demander ni obtenir aucune imposition extraordinaire pour les dépenses ordinaires des communes.

Les chemins vicinaux sont à la charge des communes; elles indiquent leur vœu sur le mode de répartition à adopter.

Les conseils municipaux donneront leur avis sur la manière d'accroître les revenus ordinaires de la commune.

En aucun cas, la fixation de la dépense présumée des communes ne pourra excéder le montant du revenu aussi présumé.

Tous les centimes perçus, tous les revenus appartenant à une commune sont employés exclusivement pour l'utilité de cette commune, de l'avis de son conseil municipal. Lorsqu'il y a un excédant à la fin de l'année, il est employé en améliorations, réparations et embellissemens, d'après l'avis du conseil municipal, celui du sous-préfet, et la décision du préfet.

4. Lorsqu'il se rencontre des dépenses communes à plusieurs municipalités, le sous-préfet détermine sur l'avis des conseils municipaux, la proportion dans laquelle chacune d'elles supporte la dépense, et, sur la décision du sous-préfet approuvée par le préfet, le conseil municipal est obligé de porter dans l'état annuel des dépenses de sa commune, la part à laquelle il a été assujéti.

5. Dans les communes qui ont plus de 20,000 francs de revenu, l'état des recettes et des dépenses est présenté par le maire au conseil municipal qui délibère sur tous les articles.

La délibération du conseil municipal est transcrite à la suite des tableaux des dépenses et recettes présumées, et envoyée au sous-préfet qui donne son avis et transmet le tout au préfet qui l'adresse au ministre de l'intérieur, sur la proposition duquel le chef du gouvernement statue définitivement sur l'état général des dépenses et recettes de chaque commune, après avoir entendu le conseil d'Etat.

Des mesures spéciales règlent la formation du budjet des villes où réside un commissaire-général de police, et de la ville de Paris.

Un décret impérial du 16 frimaire an 13, renouvellant la disposition de l'art. 29 du précédent arrêté, ordonna que les budjets des communes qui ont plus de fr. 20,000 de revenu, seraient soumis à l'approbation du gouvernement.

Cette mesure n'ayant pas reçu une exécution satisfaisante, tant parce que l'envoi des budjets de quelques communes était retardé, que parce qu'ils étaient envoyés avec des omissions ou des défectuosités qui empêchaient le ministre de l'intérieur de les pré-

senter au chef du gouvernement avant l'époque où les dépenses devaient prendre cours, un nouveau décret impérial en date du 12 août 1806 prescrivit d'adresser au ministre de l'intérieur, avant le premier novembre de chaque année, pour l'année suivante, les budjets des communes ayant plus de fr. 20,000 de revenu, afin qu'il les soumît avant le 31 décembre, à l'approbation de l'empereur en son conseil d'Etat.

A défaut d'observance de cette disposition, il était interdit aux receveurs des communes, sous peine d'engager leur responsabilité personnelle, et en outre de destitution de leurs fonctions, de payer aucune somme, pour quelque dépense que ce fût, pour l'année dont le budjet ne leur avait pas été remis. Ces pénalités étaient encourues nonobstant toute délivrance d'ordonnance, autorisation ou injonction donnée par les maires, sous-préfets et préfets.

Le receveur communal pouvait seulement payer pour les dépenses des hospices, à la fin de chaque mois, jusqu'à l'arrivée du budjet, un quinzième de la somme allouée par le gouvernement pour l'année précédente, pour secours auxdits hospices.

§ II. *Législation du royaume des Pays-Bas.*

1. Tel était le système qui réglait la formation des budjets des communes en 1814. Depuis, les conseils communaux furent tous investis par la constitution de 1815, du droit de régler le budjet des recettes et dépenses de la commune, en se conformant aux décisions des états-provinciaux.

En vertu des réglemens qui intervinrent en conformité des articles 154 et suivans de la loi fondamentale, l'autorité des maires fût remplacée par celle du conseil des bourgmestre et échevins. Le conseil communal délibérait et réglait le budjet sur la présentation du premier, et le travail arrêté était soumis à l'approbation de la députation permanente. Ainsi le pouvoir central était affaibli ; les représentans de la commune proposaient et ceux de la province arrêtaient définitivement les recettes et les dépenses communales. Il y avait amélioration réelle, garantie d'une meilleure gestion ; néanmoins la teneur de l'art. 156 laissait encore les communes dans une dépendance trop absolue, et les articles 155 et 159 combinés donnaient au gouvernement un pouvoir dont il serait difficile de déterminer les bornes. En effet, le dernier prescrit aux Etats d'adresser au Roi les budjets des communes dont il requiert l'envoi, et le premier donne au Roi le pouvoir de requérir en tout temps, sur l'administration des autorités locales telles informations, et de faire à cet égard telles dispositions qu'il trouvera nécessaires.

2. Le mode d'administration communale, à part les exceptions que nous venons de citer et qui le viciaient, était circonscrit par l'article 157 dans les limites d'une sage prévoyance. Les conseils, dans l'assiète des impôts communaux devaient se conformer aux dispositions des lois et réglemens généraux en matière de finances et soumettre leurs projets, accompagnés de l'état des besoins, à l'approbation des Etats. Ceux-ci devaient veiller à ce que ces impôts locaux ne grévassent pas les produits de l'agriculture ou de l'industrie des autres communes ou provinces en faveur du produit de la localité. Ainsi le législateur paralysait ces idées étroites de patriotisme local, d'autant plus redoutables qu'elles pouvaient s'étayer du système protecteur encore généralement suivi entre nations.

3. Les réglemens pour les villes du 19 janvier 1824, et pour le plat pays du 23 juillet 1825, avaient prescrit toutes les mesures nécessaires pour la formation des budjets et indiqué quelles étaient les dépenses qui incombaient aux communes. Le cercle de celles-ci s'était élargi avec le pouvoir attribué aux autorités locales. Néanmoins nous n'en ferons pas le détail parce que ces objets ont été modifiés et définitivement réglés en conformité de la constitution de 1831, par la loi du 30 mars 1836.

4. Les communes pourvoyaient à leurs dépenses au moyen de cinq à sept centimes additionnels, perçus à leur profit, en vertu de la loi du 12 juillet 1821, sur les impôts fon-

ciers et personnels ; en outre, beaucoup possédaient des propriétés dont les revenus annuels figuraient au budjet, d'autres se créaient un revenu par l'enlèvement des boues, la location des emplacemens des marchés, foires, etc. presque toutes enfin avaient et ont encore, car rien n'est changé sous ce rapport, des taxes locales dont le produit figure au budjet des recettes.

Ces taxes, pour les communes agglomérées, frappent la consommation des denrées, des matériaux et du chauffage, et sont connues sous le nom d'*octroi* municipal (voir ce mot). Les communes rurales, ne pouvant assurer la perception des octrois, ont dû y substituer des taxes personnelles, assises et perçues d'après des rôles dont la fortune présumée des habitans est la base.

5. Rien ne précisant l'étendue du pouvoir des États dans l'approbation des budjets communaux, le refus de les arrêter comme ils étaient présentés par les communes et les changemens y apportés donnèrent lieu à des contestations et motivèrent, en 1827, une instruction donnée par le ministre de l'intérieur au nom du Roi, en vertu de laquelle les États pouvaient diminuer, et même annuler, les articles de dépenses, s'ils le jugeaient nécessaires.

Ils étaient de même autorisés à porter aux budjets les sommes nécessaires, ou à majorer celles qui leur paraissaient insuffisantes pour couvrir les dépenses pour des objets approuvés ou ordonnés par le Roi. Mais ils ne pouvaient, de leur propre chef, imposer des charges aux communes pour des travaux qu'ils croiaient utiles et nécessaires, et devaient en référer au Roi lorsqu'ils ne pouvaient persuader aux conseils communaux que ces dépenses étaient indispensables.

§ III. *Législation belge.*

1. Les bourgmestre et échevins présentent au conseil tous les élémens nécessaires à la formation du budjet, tels que les comptes, devis, détails estimatifs, marchés, contrats, en un mot tous les documens propres à mettre le conseil à même d'asseoir des évaluations raisonnées ; ils formulent les dépenses qu'ils jugent nécessaires et les moyens de les convertir en projets. Cette présentation doit être précédée d'une séance publique du conseil pour entendre le rapport du collége des bourgmestre et échevins sur l'administration et la situation des affaires de la commune. (Article 70.)

2. Pour les communes rurales le conseil se réunit le premier lundi du mois de septembre, et dans les villes, le premier lundi du mois d'octobre, afin de délibérer sur le budjet des dépenses et recettes de l'année suivante.

3. Le conseil peut nommer, pour faciliter son travail, une commission dans son sein, la charger de l'examen de tous les détails du budjet, et discuter les différens articles d'après son rapport. Ce mode n'est pas obligatoire, mais il abrège, simplifie et donne plus de maturité à la discussion.

4. Comme les villes et communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques d'église, hospices, et bureaux de bienfaisance, les budjets particuliers de ces établissemens doivent être mis sous les yeux des conseillers municipaux par le bourgmestre lorsqu'il présente le budjet, afin que le conseil puisse comprendre dans son budjet les allocations nécessaires. (Art. 79.)

5. Le conseil communal est tenu, d'après l'art. 131 de la loi du 30 mars 1830, de porter annuellement au budjet des dépenses, toutes celles que la loi met à la charge de la commune, et spécialement les suivantes :

A. L'achat et l'entretien des registres de l'état civil ;

B. L'abonnement au Bulletin des lois et au Mémorial administratif ;

C. Les contributions assises sur les biens communaux ;

D. Les dettes de la commune liquidées et exigibles, et celles résultant de condamnations judiciaires à sa charge ;

E. Les traitemens du bourgmestre, des échevins, du secrétaire, du receveur et des employés de la commune, des commissaires et agens de police, des gardes-champêtres et forestiers, ainsi que les supplémens de traitemens pour les brigadiers de ces gardes, lors-

que le conseil provincial aura jugé convenable d'ordonner leur embrigadement;

F. Les frais de bureau de l'administration communale;

G. L'entretien des bâtimens communaux, ou le loyer des maisons qui en tiennent lieu;

H. Le loyer ou l'entretien des locaux servant aux audiences de la justice de paix, lorsque le juge de paix ne tient pas ses audiences chez lui, et ceux servant au greffe du tribunal de police communale dans les communes où ces établissemens sont situés, l'achat et l'entretien du mobilier des mêmes locaux;

I. Les secours aux fabriques d'église et aux consistoires, conformément aux dispositions existantes sur la matière, en cas d'insuffisance constatée des moyens de ces établissemens;

K. Les frais que la loi sur l'instruction publique met à la charge des communes;

L. Les dépenses relatives à la police de sûreté et de salubrité locale;

M. Les dépenses de la garde civique conformément à la loi;

N. L'indemnité de logement des ministres des cultes, conformément aux dispositions existantes, lorsque le logement n'est pas fourni en nature;

O. Les frais d'impressions nécessaires pour les élections communales, pour celles des tribunaux de commerce, et pour la comptabilité communale;

P. Les pensions accordées par la commune à ses anciens employés;

Q. Les frais d'entretien et de traitement des aliénés indigens, et ceux d'entretien des indigens retenus dans des dépôts de mendicité, admis dans les hôpitaux, ou reçus provisoirement et du consentement de la commune dans les hospices des communes où ils n'ont pas droit à des secours publics, s'il n'est pas pourvu à ces frais par les établissemens des hospices ou de bienfaisance, sans préjudice des subsides à fournir par les provinces dans les cas déterminés par la loi.

R. Les frais d'entretien et d'instruction des aveugles et sourds-muets indigens, sans préjudice des subsides à fournir par les provinces ou par l'Etat, lorsqu'il sera reconnu que la commune n'a pas les moyens d'y pourvoir sur ses ressources ordinaires;

S. Les frais d'entretien des enfans trouvés, dans la proportion déterminée par la loi;

T. Les dépenses de la voirie communale et des chemins vicinaux, des fossés, des aqueducs et des ponts qui sont légalement à la charge des communes;

L'art. 157 de la loi met encore à charge des communes, jusqu'à ce qu'il y soit pourvu autrement, les frais et dépenses des chambres de commerce et des fabriques.

6. Lorsqu'une des dépenses obligatoires intéresse plusieurs communes, elles y concourent toutes proportionnellement à l'intérêt qu'elles peuvent y avoir; en cas de refus ou de désaccord sur la proportion de cet intérêt et des charges à supporter, il y est statué par la députation permanente du conseil provincial, sauf recours au Roi.

Si néanmoins l'objet se rapportait à des provinces différentes, c'est le Roi qui statue. (Art. 132.)

7. La discussion des budjets des villes et communes a lieu en public. (Art. 71.)

Cette formalité ou plutôt le droit qu'ont tous les administrés de connaître l'emploi des fonds dont la loi leur impose le payement, a été long-temps réclamé. Sous l'ancien gouvernement les budjets étaient discutés et arrêtés en conseil sans que les intéressés pussent en avoir connaissance, et faire valoir leurs réclamations.

La publicité consacrée par l'art. 71 de la loi du 30 mars 1836, n'est que l'application du principe consacré par l'art. 108 de la Constitution, qui porte que les lois destinées à régir les institutions provinciales et communales consacreront la publicité des séances des conseils provinciaux et communaux dans les limites établies par la loi.

Mais tout en exécutant le vœu de la Constitution, les législateurs ont voulu en prévenir l'abus par des restrictions fondées sur des considérations de décence et d'ordre public. Quant aux budjets, la restriction se borne au chapitre des traitemens, tant pour prévenir des discussions irritantes et qui pourraient

blesser les individus, que pour assurer plus de liberté à l'émission des opinions.

8. Quand le budjet est adopté on le transcrit sur le registre des délibérations du conseil en le faisant précéder ou suivre de la délibération, par laquelle son adoption a été formulée, et en classant les motifs de cette délibération d'après l'ordre établi au budjet.

Le budjet adopté et la délibération doivent être signés par les membres du conseil présens à la séance où l'adoption a été arrêtée.

9. D'après l'arrêté du 25 vendémiaire an 9, le nombre des membres présents à cette délibération devait être au moins des deux tiers du nombre total des conseillers. L'article 64 de la loi du 30 mars 1836 dispose qu'aucune délibération ne peut être prise, si la majorité des membres en fonction n'est pas présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans que le nombre des membres qui doivent composer cette majorité se soit trouvé présent, après une troisième convocation, les membres réunis, quelque soit leur nombre, peuvent prendre une résolution, pourvu toutefois que les billets de convocation pour la 2e et la 3e assemblée aient fait mention des affaires qu'on doit y traiter, qu'on ait aussi rappellé dans ces billets la disposition qui précède, et qu'entre chaque convocation et le temps y indiqué pour la réunion de l'assemblée, il se soit écoulé un espace de 24 heures au moins.

10. En vertu de l'article 77 de la loi communale les budjets des dépenses communales et les moyens d'y pourvoir sont soumis à l'approbation de la députation du conseil provincial, et doivent lui être transmis (Art. 142) avant le 15 octobre pour les communes placées sous les attributions des commissaires d'arrondissement, et avant le 10 décembre pour les autres communes. Ils sont envoyés, ainsi que les délibérations y relatives en quadruple expédition, à la diligence des bourguemestre et échevins pour les régences des villes à la députation du conseil provincial, directement, et, pour les communes rurales, par l'intermédiaire des commissaires d'arrondissement qui doivent les transmettre, avec leurs observations, dans la quinzaine de la réception. (Art. 141). En cas de retard, la députation envoie des commissaires aux frais personnels des autorités en défaut. (Art. 142). Cette disposition est d'autant plus nécessaire que les époques fixées pour la transmission des budjets à la députation du conseil provincial ne laisse à ce corps que le temps strictement nécessaire à l'approbation des budjets, sous peine de jeter la perturbation dans l'administration.

11. Si les budjets communaux sont ainsi affranchis du contrôle du gouvernement, l'article 76 ne soumet pas moins à l'approbation du roi, les élémens essentiels des budjets. Aucun péage, aucun droit de passage, aucun impôt communal ne peut être établi, changé ou supprimé sans l'autorisation royale. Cette autorisation est également requise pour l'acquisition des immeubles et droits immobiliers, pour le changement du mode de jouissance de tout ou partie des biens communaux, pour la démolition ou les réparations des monumens de l'antiquité.

12. Dans tous les cas, où les conseils communaux chercheraient à éluder le payement des dépenses obligatoires que la loi met à leur charge, en refusant leur allocation en tout ou en partie, la députation permanente du conseil provincial porte d'office la dépense au budjet communal dans la proportion des besoins.

Le conseil communal peut réclamer auprès du roi, s'il se trouve lésé.

Si le conseil communal alloue la dépense et que la députation permanente la rejette ou la réduise, ou si la députation, d'accord avec le conseil communal se refuse à l'allocation ou n'alloue qu'une somme insuffisante, il y est statué par arrêté royal. (Art. 133)

13. Le conseil communal est tenu de porter annuellement au budjet, en les spécifiant, toutes les recettes quelconques de la commune, ainsi que celles que la loi lui attribue et les excédans des exercices antérieurs (Art. 134).

Il doit de même, non-seulement y porter toutes les dépenses prescrites par la loi,

mais dans le cas où il y aurait refus ou retard d'ordonnancer le montant des dépenses que la loi met à charge des communes, la députation permanente du conseil provincial, après avoir entendu le conseil communal, en délibère et ordonne, s'il y a lieu, que la dépense soit immédiatement soldée.

Cette décision tient lieu de mandat, et le receveur de la commune est tenu sous sa responsabilité personnelle d'en acquitter le montant. (Art. 147.)

14. Les budjets des communes doivent être publiés dans les dix derniers jours du mois de septembre de chaque année, et ceux des villes du 10 au 20 novembre, par affiches imprimées, lorsque le montant du budjet excède la somme de fr. 20,000, et par simple tableau écrit, si ce montant n'atteint pas cette somme. (Art. 140.)

Les budjets doivent en outre être déposés à la maison communale, où chaque contribuable peut toujours en prendre connaissance sans déplacement.

C'est ici le cas de faire remarquer que le vœu de la loi ne serait pas accompli, si la publicité qu'elle veut donner aux budjets n'était pas aussi complette que possible. Les affiches imprimées, les tableaux à la main, doivent être apposés dans un endroit commode pour tous, afin que chacun puisse s'assurer de l'emploi des fonds communaux. En autorisant, dans un cas déterminé, l'usage de tableaux écrits, les législateurs n'ont eu en vue que d'épargner des frais à la commune, et non de restreindre le principe de la publicité des budjets, et cela est tellement vrai que les administrations communales sont tenues, en soumettant leur budjet à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, de certifier que le budjet a été publié et affiché. (Art. 144.)

15. Un des premiers principes en matière de budjet est que les dépenses doivent toujonrs être calculées de manière à ce que les recettes puissent les couvrir. Pour obtenir ce résultat, il est indispensable que les unes et les autres soient évaluées et déterminées, aussi rigoureusement que possible. C'est-là le but des budjets annuels, qui fixent à la fois et les revenus à percevoir et les fonds à employer, et la manière dont ils doivent être employés.

De-là cette règle générale qu'il ne peut être fait de recette ou de dépense que conformément au budjet.

Si par suite de circonstances imprévues une administration communale a reconnu la nécessité de faire une dépense qui n'est pas allouée à son budjet, elle en fait le sujet d'une *demande spéciale* à la députation permanente du conseil; (Art. 143.) et à cette demande doivent être jointes toutes les pièces qui peuvent justifier la nécessité du crédit demandé.

16. Aucun payement sur la caisse communale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une allocation portée au budjet arrêté par la députation permanente du conseil provincial ou d'un crédit spécial approuvé par elle.

Aucun article des dépenses du budjet ne peut être dépassé et aucun transfert ne peut avoir lieu sans le consentement exprès de la députation permanente. (Art. 144.)

Le receveur est personnellement responsable des payemens faits en dehors des prescriptions qui précèdent; il est seul chargé d'effectuer les recettes communales et d'acquitter *sur mandats réguliers* les dépenses ordonnées, jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque article du budjet ou du crédit spécial. (Art. 121.)

Ces mots *sur mandats réguliers* indiquent suffisamment que toutes autres pièces comptables qui ne seraient pas conformes aux allocations du budget ou au montant des crédits spéciaux, ne seraient pas admises dans les comptes.

Comme il peut cependant arriver que des circonstances urgentes et imprévues nécessitent des dépenses qui n'ont pas été portées au budjet, le conseil est autorisé à prendre une résolution motivée qui doit être adressée, sans délai, à la députation permanente du conseil provincial.

Si le moindre retard dans le payement était de nature à occasionner un préjudice évident, le collége des bourgmestre et échevins peut, sous sa responsabilité, pourvoir à cette dépense, à charge d'en donner sans délai con-

naissance au conseil communal, qui délibère s'il admet ou non la dépense, et à la députation permanente du conseil provincial, afin d'approbation. (Art. 145.)

D'après cet article si le conseil, réuni immédiatement, ne donnait pas son approbation à la dépense faite, quelle que fut son utilité, il est évident que le montant devrait en être remboursé à la caisse communale aux frais du collége qui l'aurait ordonnancé.

17. Nous donnerons à l'article COMPTABILITÉ DES COMMUNES les modèles des budjets, dressés en conformité de la loi du 30 mars 1836, si nous en trouvons un convenable ou utile.

CHAPITRE IV.

BUDJET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.

Nous renvoyons cette partie aux articles qui concernent les établissemens mêmes. Voir en conséquence, ÉTABLISSEMENS DE BIENFAISANCE, FABRIQUES D'ÉGLISE, HOSPICES, MONT DE PIÉTÉ, etc.

BULLES, BREFS.

Sous l'ancienne législation et sous l'empire des lois qui ont régi la Belgique jusqu'à la révolution de 1830, les bulles, brefs et autres actes émanés du pouvoir spirituel de Rome, ne pouvaient être publiés, et moins encore mis à exécution en Belgique, sans l'attache ou le placet du gouvernement. (Loi du 18 germinal an 10.)

Il n'en est plus de même aujourd'hui ; l'article 16 de la Constitution porte :

« L'État n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni de défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs, et de publier leurs actes, sauf, en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication. »

BULLETIN OFFICIEL DES LOIS ET ARRÊTÉS ROYAUX DE LA BELGIQUE.

C'est le titre que porte aujourd'hui le recueil des lois et arrêtés du gouvernement.

Nous parlerons de son établissement, de son but, de sa distribution, de sa surveillance et de sa comptabilité.

§ I. *Établissement du Bulletin officiel.*

1. La première création d'un recueil destiné à cet usage, remonte au décret du 14-16 frimaire an 2, qui en ordonne l'établissement en ces termes :

« Art. 1. Les lois qui concernent l'intérêt public, ou qui sont d'une exécution générale, seront imprimées dans un bulletin numéroté, qui servira désormais à leur notification aux autorités constituées. Ce bulletin sera intitulé: *Bulletin des lois de la république.* »

Cette institution n'a cependant pas eu son effet aussitôt que ses auteurs l'auraient voulu ; plus de six mois se sont écoulés avant qu'il parût aucun cahier du bulletin : le premier débute par une loi du 22 prairial an 2. L'expérience ayant démontré l'utilité de cette publication, une loi du 12 vendémiaire an 4 maintint cet établissement, et ordonna que le Bulletin des lois contiendrait, outre les lois et actes du corps législatif, les proclamations et les arrêtés du directoire exécutif pour assurer l'exécution des lois.

On conçoit aisément qu'en Belgique, où le gouvernement a changé plusieurs fois depuis l'an 4, le Bulletin des lois a dû éprouver aussi de nombreuses variations.

Immédiatement après la réunion de ce pays à la France, le Bulletin des lois fut envoyé dans les départemens réunis, comme il l'était dans les autres départemens, à toutes les autorités civiles et militaires. Mais cet envoi n'était qu'un mesure de propagande, car il ne rendait pas encore obligatoires parmi nous les actes insérés au Bulletin : il fallait en outre un envoi spécial de ceux de ces actes, qu'on voulait faire exécuter en Belgique, avec injonction de les publier et une publication réelle. C'était aux yeux de ceux qui n'en comprenaient pas le but, une sorte de double emploi auquel ils voulurent remédier ; mais le 18 pluviôse an 4, le gouvernement ordonna que l'envoi général continuerait d'avoir lieu, afin de faciliter l'étude et la connaissance

des lois, et de préparer les fonctionnaires publics à leur exécution au moment où l'envoi spécial et l'ordre de publier, leur parviendraient. Toutefois, afin d'y remédier autant que possible, un autre arrêté du 20 germinal an 4, disposa qu'à l'égard des lois rendues par le corps législatif et insérées au Bulletin, l'ordre spécial de publication serait seul imprimé et distribué, et ne contiendrait que l'indication du Bulletin, dans lequel ces lois seraient renfermées, et leur numéro particulier. Cet état de choses a duré jusqu'au 16 frimaire an 5, époque où le directoire arrêta que « les lois et arrêtés du gouvernement insérés dans les cahiers du Bulletin, qui, à dater de ce jour, parviendraient aux départemens réunis, y seraient obligatoires, comme pour les autres départemens de la république, à dater du jour de la distribution de chaque cahier au chef-lieu du département, s'il n'y avait exception prononcée par des arrêtés spéciaux à l'égard des lois ou arrêtés formellement désignés. »

Le même arrêté ordonna au ministre de la justice de proposer dans le délai d'un mois au directoire exécutif l'état général des lois françaises non encore publiées dans notre pays, et qui seraient susceptibles d'y recevoir leur exécution.

Cette législation a nécessité en Belgique l'impression de plusieurs recueils particuliers, dans lesquels on a successivement réuni toutes les lois, arrêtés et réglemens qu'une publication régulière y avait rendus obligatoires.

Ces recueils étaient imprimés avec la permission des autorités départementales, mais ils n'avaient pas le même caractère d'authenticité que le Bulletin. Voyez PUBLICATION.

D'après ce qui précède, c'est à partir du 16 frimaire an 5 seulement, que le Bulletin des lois françaises est devenu réellement commun à notre pays, et il a continué de l'être jusqu'au moment où la conquête a de nouveau détaché la Belgique de la France.

A cette époque, les commissaires-généraux des hautes puissances alliées, dont les armées occupaient la Belgique, rendirent le 25 février 1814 un arrêté qui porte :

« Art. 1. Il paraîtra incessamment une feuille officielle, sous le nom de JOURNAL OFFICIEL DU GOUVERNEMENT DE LA BELGIQUE, dont la distribution se fera chaque jour. »

Cette mesure n'était que provisoire; le 3 mars suivant, un autre arrêté du gouverneur-général civil de la Belgique la rendit définitive en ces termes :

« Art. 1. Le Journal officiel du gouvernement de la Belgique tiendra lieu du Bulletin des lois.

» Art. 2. Sans préjudice à l'article 5 de l'arrêté du 25 février 1814, et sauf le cas où, par une disposition particulière, il en serait ordonné autrement, tous décrets, arrêtés, ordonnances quelconques, contenant quelques mesures générales, qui concerneront des autorités supérieures de la Belgique, seront obligatoires dans l'étendue de chaque arrondissement trois jours francs après que le Journal officiel, qui les contient, sera distribué au chef-lieu de l'arrondissement.

» Art. 8. Le jour de l'arrivée de chaque numéro dudit journal sera constaté sur un registre où ce jour sera certifié par le sous-intendant. »

Après l'avénement du prince d'Orange, comme prince-souverain des provinces-unies des Pays-Bas, un nouvel arrêté du 12 janvier 1815, confirma l'établissement du Journal officiel sur les mêmes bases, et en régla la surveillance et la comptabilité.

Les choses sont demeurées en cet état pendant la réunion de la Belgique à la Hollande, sauf qu'à partir de 1815, le recueil a paru sous le titre de *Journal officiel du royaume des Pays-Bas.*

A l'époque où la révolution a séparé la Belgique de la Hollande, un arrêté du gouvernement provisoire, en date du 5 octobre 1830, disposa :

Art. 1. Il paraîtra une feuille officielle, sous le nom de *Bulletin des arrêtés et actes du gouvernement provisoire de la Belgique*, dont la distribution se fera régulièrement, et qui, provisoirement, sera affichée dans la ville de Bruxelles en forme de placard.

Art. 2. Cette feuille contiendra les arrêtés, avis, ordres du comité central et des autres comités ou commissions, les nominations

civiles et militaires, les rapports et autres pièces, dont le gouvernement jugera la publicité utile.

Le 16 novembre suivant, un arrêté du gouvernement provisoire ordonna que le Bulletin continuerait d'être publié en langue française exclusivement, et que dans les provinces où la langue flamande, ou allemande, est en usage parmi les habitans, les gouverneurs en publieraient une traduction dans le *Mémorial administratif* de leur province.

Lorsqu'ensuite le Congrès belge fut institué pour donner au pays une constitution et des lois en harmonie avec ses nouveaux besoins, il ordonna le 27 novembre 1830, que les décrets du congrès national seraient insérés au *Bulletin officiel des décrets du congrès national de la Belgique et des arrêtés du pouvoir exécutif;* et que ses actes seraient publiés par le pouvoir exécutif, avec une traduction flamande ou allemande pour les communes où l'on parle ces langues.

Ce décret donna lieu à un arrêté inédit du 10 décembre suivant, relatif à la rédaction du Bulletin et aux actes qu'il doit contenir. A la suite de cet arrêté, le Bulletin parut en langue française, flamande ou allemande, et ne contint plus que les actes généraux du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Enfin, une loi du 19 septembre 1831, et c'est la dernière, a disposé :

« Art. 2. Les lois seront insérées au Bulletin officiel, aussitôt après leur promulgation, avec une traduction flamande ou allemande, pour les communes où l'on parle ces langues; le texte français demeurant néanmoins seul officiel

» Ce Bulletin portera dorénavant le titre de *Bulletin officiel des lois et arrêtés royaux de la Belgique.* »

§ II. *But de sa publication.*

Dans l'origine, le but de la publication du Bulletin des lois était 1° de donner aux actes qu'il renferme un caractère d'authenticité et 2° d'imprimer plus d'activité au service public en portant d'une manière plus prompte et plus générale à la connaissance des autorités et des citoyens les actes qui émanaient chaque jour du gouvernement républicain : c'était un moyen tout à fait révolutionnaire, ainsi que le témoigne le décret du 14 frimaire an 2.

Ce but ne tarda point à s'agrandir : on entrevit la possibilité de faire servir le Bulletin à la publication même des lois et arrêtés du gouvernement; et en effet la convention nationale déclara le 12 vendémiaire an 4, que les lois et actes du corps législatif obligeraient dans l'étendue de chaque département, du jour auquel le Bulletin où ils étaient contenus, serait distribué au chef-lieu du département; que ce jour serait constaté sur un régistre, où les administrateurs de chaque département certifieraient l'arrivée de chaque numéro; et qu'en conséquence, il ne serait plus fait de publication de lois par lecture publique, par réimpression ni affiche, ni à son de trompe ou de tambour, si ce n'est lorsque ces formalités seraient expressément ordonnées par un article de la loi. (Art. 11 et 12.)

Ce décret a d'abord servi de base aux divers arrêtés qui l'ont suivi, et notamment à ceux des 25 février et 3 mars 1814, qui consacrèrent le même principe, avec cette seule différence, que les lois ne furent déclarées obligatoires que trois jours après l'arrivée du Bulletin au chef-lieu de chaque province.

Une loi du 4 avril 1822 a modifié ce système, en disposant que la promulgation des lois sera réputée connue dans tout le royaume le vingtième jour après la date du Journal officiel qui les contiendra.

Après la révolution, l'arrêté du 5 octobre 1830 est revenu au mode prescrit en 1814, mais le congrès national s'en est écarté de nouveau en disposant d'une manière générale que les décrets seraient obligatoires le onzième jour après leur date; et cette disposition a été depuis reproduite dans une loi du 19 septembre 1831.

Ainsi le but de la publication du Bulletin n'est autre aujourd'hui que de rendre officiels le texte et la date des lois et arrêtés qu'il renferme, et de les porter à la connaissance des citoyens et des autorités d'une manière prompte et générale.

Voyez Loi, Promulgation et Publication.

§ III. *Administration du Bulletin des lois.*

Dans l'origine de son établissement l'impression et la distribution du Bulletin étaient sujettes à bien des formalités.

Une imprimerie particulière, qui devint plus tard *l'imprimerie nationale*, était exclusivement destinée à son impression; une commission de quatre membres, qui fut ensuite réduite à deux, était chargée d'en suivre les épreuves et d'en expédier l'envoi; elle était responsable de toute négligence et de tout retard dans l'expédition.

Un papier particulier était fabriqué pour l'impression; il devait porter le sceau de la république.

Chaque numéro devait être certifié *pour copie conforme* par deux membres de la commission.

La remise des décrets à imprimer devait se faire à la commission par le comité des procès-verbaux de la convention, immédiatement après que la rédaction en avait été approuvée.

Le Bulletin était envoyé par la poste aux lettres, et le jour du départ, ainsi que le jour de la réception, devaient être constatés de la même manière par les paquets chargés.

Tout contrefacteur du Bulletin était puni de mort, et la moindre négligence, le moindre retard dans l'expédition, l'envoi et la réception du Bulletin pouvaient donner lieu à cinq années de fer contre les membres de la commission et les agens de la poste.

Enfin l'exécution de toutes ces mesures était placée sous la surveillance du comité de salut public. (Décrets des 14-16 frimaire an 2, et 8 pluviose an 3.)

Ce système d'administration se simplifia peu à peu.

Le décret du 12 vendémiaire an 4 plaça l'administration et la surveillance du Bulletin dans les attributions du ministre de la justice, supprima la commission d'envoi, et ordonna que chaque numéro serait empreint des signes extérieurs d'authenticité fixés par délibération du direction exécutif. (Art. 3.)

En 1814, le Journal officiel commença par être la propriété de l'imprimeur, M. Weissenbruch père, qui en avait proposé l'établissement, et à partir de cette époque il s'imprima sur papier ordinaire et sans aucun signe d'authenticité. Les arrêtés des 25 février et 3 mars 1814, n'indiquaient pas même l'autorité qui en avait l'administration; ce fut seulement celui du 12 janvier 1815, qui la plaça sous la surveillance du commissaire-général de la justice pour l'examen des actes à y insérer, leur traduction, et généralement tout ce qui était relatif à l'impression, à l'abonnement et à la distribution du journal. La comptabilité des abonnemens et des frais d'impression, de traduction et d'envoi fut mise dans les attributions du ministre des finances.

Plus tard un arrêté du 30 juillet 1822, en a attribué l'impression à l'imprimerie générale de l'État; mais une résolution royale du même jour a maintenu M. Weissenbruch père, alors imprimeur du Roi, en possession d'imprimer, pour compte de cette imprimerie, les exemplaires destinés aux provinces méridionales de la Belgique.

Immédiatement après la révolution de 1830, l'administration du Bulletin a été pour un moment dans les attributions du ministre de l'intérieur, mais un arrêté du 10 décembre 1830 l'a rendue au ministre de la justice.

Aujourd'hui qu'il n'y a plus d'imprimerie générale de l'État, c'est toujours le même imprimeur qui est chargé d'imprimer et d'expédier le Bulletin des lois, conformément aux ordres qu'il reçoit du ministre de la justice.

L'expédition se fait par la poste aux lettres, sous bandes croisées, et avec l'empreinte d'un cachet qui remplace le contre-seing. Ce mode d'envoi donne la franchise du port.

Les paquets sont adressés aux gouverneurs des provinces pour toutes les autorités qui ressortissent à l'administration provinciale. Ils en font la répartition entre les communes qui les reçoivent par la voie de la correspondance administrative.

§ IV. *Abonnement et mode de comptabilité.*

Dans l'origine de sa création les frais du Bulletin des lois étaient entièrement à la charge du trésor : il était envoyé gratuitement à toutes les autorités constituées et

à tous les fonctionnaires publics, chargés ou de surveiller l'exécution, ou de faire l'application des lois. (Art. 6 du décret du 14-16 frimaire an 2.)

Sous l'empire de la loi du 12 vendémiaire an 4, l'envoi devait s'en faire gratuitement :

1° Aux présidens des administrations départementales et municipales (gouverneurs de province, commissaires d'arrondissement, présidens des conseils provinciaux et bourgmestres) ; 2° au président du bureau central, pour les municipalités au-dessus de 100,000 âmes (ces fonctions n'existent plus) ; 3° au président du tribunal de cassation ; 4° aux présidens des tribunaux civils, correctionnels et de commerce ; 5° aux présidens et accusateurs des tribunaux criminels (ces fonctions n'existent plus) ; 6° aux ambassadeurs, aux envoyés et aux consuls de la république ; 7° aux ministres, aux commissaires ministériels près les tribunaux (procureurs-généraux et procureurs du Roi) et à leurs substituts ; 8° aux commissaires ministériels près les administrations départementales et municipales (ces fonctions n'existent plus) ; 9° aux commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres (intendans militaires) ; 10° aux chefs d'état-major et d'administration maritime, et 11° à chacun des membres du corps législatif. (Art. 4, 5 et 6.)

Quant aux citoyens, auxquels le Bulletin ne devait pas être envoyé gratuitement, ils avaient la faculté de s'y abonner par souscription, et l'abonnement devait être fixé par le ministre de la justice, sous la surveillance du directoire exécutif, à un prix modéré, de manière qu'il coutât seulement les frais de papier, d'impression, de distribution, de transport et de souscription. (Art. 8 et 9.)

Dans le principal bureau de chaque poste aux lettres, un des commis était chargé de recevoir les abonnemens et de fournir, à un prix également modéré, les numéros séparés du Bulletin et les cahiers séparés de chaque trimestre. (Art. 10.)

On reconnut bientôt que le produit des abonnemens au Bulletin des lois ne suffisait pas à en couvrir les frais ; et l'on s'avisa d'y faire contribuer les communes. Un arrêté du 29 prairial an 8 disposa à cet effet :

« Art. 1. Le Bulletin des lois sera envoyé aux maires de toutes les communes de la république au moyen d'un abonnement.

» Art. 2. Le prix en sera de quatre francs pour la première année ; celui des années suivantes sera de six francs ; il sera double pour le texte accompagné de la version allemande ou flamande.

» Art. 3. Les abonnemens feront partie des dépenses communales ; et le payement en sera effectué par les percepteurs entre les mains du receveur particulier d'arrondissement, sur le recouvrement des centimes additionnels.

» Art. 4. Tous les fonctionnaires publics qui ne reçoivent pas officiellement le Bulletin des lois, pourront s'y abonner au même prix, dont le versement sera fait entre les mains du receveur particulier de l'arrondissement.

» Art. 5. Le produit de ces abonnemens est spécialement affecté aux frais de l'impression et de l'envoi du Bulletin. Le conseiller-d'état, directeur-général du trésor public, donnera en conséquence les ordres nécessaires pour qu'il soit versé à la trésorerie nationale, et y soit tenu à la disposition du ministre de la justice. »

Cet arrêté reçoit encore aujourd'hui son exécution, sauf quelques changemens auxquels a donné lieu la séparation de la Belgique d'avec la France.

D'abord, le nouveau bulletin, qui parut en 1814, sous le titre de *Journal officiel*, était la propriété de l'imprimeur, M. Weissenbruch père, qui en avait proposé la création ; sans que cette circonstance changea rien néanmoins à ce qui s'était pratiqué jusqu'alors pour les abonnemens au Bulletin des lois françaises. Mais le 5 mars de la même année, les commissaires-généraux des puissances alliées portèrent, par forme d'avis, à la connaissance du pays, que l'impression et la distribution de ce journal se feraient à l'avenir au compte du gouvernement ; que le prix d'abonnement était fixé à 1 fr. 50 cent. par mois ; que les communes étaient tenues de s'y abonner ; mais qu'il serait distribué gratuitement aux autorités administratives et judiciaires ; que les directeurs de poste et M. Weissenbruch père, imprimeur du journal, étaient seuls autorisés à re-

cevoir les abonnemens des fonctionnaires et des particuliers ; que l'administration des postes jouirait, à titre d'indemnité pour la perte qu'elle éprouvait par suite de la franchise du port accordée au Journal officiel, d'une remise de dix pour cent à prélever sur le prix des abonnemens; que le recouvrement des prix d'abonnement des communes se ferait à la diligence des receveurs-généraux et particuliers, sur des états qui leur seraient communiqués par les intendans ; enfin que l'excédant du prix d'abonnement, déduction faite des frais d'administration et d'impression, serait versé dans la caisse du comité des approvisionnemens militaires pour être employé au profit du pays.

Cet avis ne contenait que des mesures provisoires, et qui ne pouvaient subsister sous une organisation plus régulière du pays.

Après l'avènement du prince d'Orange, comme prince souverain des provinces-unies des Pays-Bas, un arrêté du 12 janvier 1815 régularisa la comptabilité du Journal officiel de la manière suivante :

Il fut placé sous la surveillance du commissaire-général des finances pour la comptabilité des abonnemens, des frais d'impression, de traduction et d'envoi. (Art. 1.)

Les abonnemens gratuits ne purent être autorisés que par le commissaire-général de la justice. Son visa était nécessaire pour les abonnemens particuliers. (Art. 2 et 3.)

Le prix des abonnemens particuliers était payable par anticipation entre les mains de l'imprimeur du journal, qui en rendait compte, tous les trimestres, au commissaire-général des finances. Ce compte était arrêté par la chambre des comptes, et les sommes dues à l'imprimeur mandatées sur la caisse du trésor. La dépense était portée au budget du commissaire-général des finances. (Art. 4.)

Quant au prix d'abonnement à payer par les communes, il fut porté en dépenses dans leurs budjets, et payé par anticipation tous les trimestres de la même manière que sous le gouvernement français. Un compte particulier était tenu des recettes provenant de ce chef. (Art. 5.)

Pour faciliter l'exécution de cet article, chaque intendant devait adresser, dans le courant du premier trimestre de chaque année, au commissaire-général des finances, un tableau par arrondissement, contenant le nom des communes de son intendance, et le montant des sommes allouées dans leur budjet. Un double de cet état était adressé également aux receveurs particuliers de l'intendance. (Art 6.)

Si les communes omettaient de porter à leur budjet la somme requise pour l'abonnement, les intendans en devaient faire verser le montant, en le prenant, soit sur le crédit des frais d'administration, soit sur les dépenses imprévues, soit encore sur les fonds en caisse, sauf régularisation au budjet suivant. Cette disposition est aujourd'hui remplacée par les articles 131 et 133 de la loi communale du 30 mars 1836, qui obligent les communes, et au besoin la députation permanente, à porter à leur budjet le prix d'abonnement au Bulletin des lois et au Mémorial administratif.

Un arrêté du 30 juin 1818, avait changé pour un moment ce mode de versement et de comptabilité, en ordonnant que les versemens des communes se feraient à la caisse du teneur de livres de l'imprimerie générale de l'État; mais par un arrêté du 9 août 1819, le gouvernement, après avoir reconnu les vices de ce système, revint au mode prescrit par l'arrêté du 12 janvier 1815; mais il ordonna que les receveurs particuliers et généraux délivreraient, pour les versemens faits à leur caisse pour le compte de la caisse du Journal officiel, des quittances en double dont les duplicata seraient adressés, par les receveurs communaux et les maîtres de postes, ou par les autres distributeurs du Journal officiel, au teneur de livres de l'imprimerie générale de l'Etat.

Par suite de cet arrêté, les autorités communales furent invitées à transmettre les duplicata dont il s'agit aux gouverneurs de leurs provinces respectives qui les fesaient parvenir à leur destination.

Aujourd'hui qu'il n'existe plus d'imprimerie générale de l'État, ces duplicata sont envoyés au ministère de l'intérieur avec un bordereau en double expédition qui facilite le dépouil-

lement et la vérification. Le ministre de l'intérieur les transmet ensuite à celui des finances. (Circulaires du ministre de l'intérieur des 27 avril 1831, et 10 mai 1832.)

Le prix de l'abonnement a varié plusieurs fois. On a vu que sous le gouvernement français l'arrêté du 29 prairial an 8 l'avait fixé à six francs par année, et à douze francs pour le texte accompagné d'une traduction flamande ou allemande; sous le gouvernement provisoire de la Belgique l'avis du 5 mars 1814 et l'arrêté du 12 janvier 1815 l'ont porté à dix-huit francs; sous le gouvernement des Pays-Bas l'arrêté du 30 juin 1818 l'a réduit à huit florins ou seize francs quatre-vingt-treize centimes; sous le gouvernement belge il a été de nouveau porté à dix-huit francs, en 1830, et réduit, en 1831, à quinze francs.

On voit que le prix du bulletin a plus que doublé après la chute de l'empire. Celà provient de ce qu'alors le nombre des communes abonnées se trouvait considérablement réduit. Par la même raison il aurait dû augmenter après la révolution de 1830, qui a détaché la Belgique de la Hollande; mais une administration plus simple et plus économique a permis au contraire de le réduire.

§ V. *Observations.*

1. Pour les fonctionnaires publics qui s'abonnent personnellement, le Bulletin des lois est une propriété particulière dont ils peuvent disposer librement; mais entre les mains des bourgmestres, qui le reçoivent au compte des communes, et des fonctionnaires qui le reçoivent gratuitement, il n'est qu'un dépôt dont ils sont responsables, les premiers envers la commune qui en a payé l'abonnement, et les autres envers l'Etat ou l'administration dont ils dépendent.

La collection authentique des lois et autres envois formera, dit l'art. 14 du décret du 8 pluviôse an 3, un depôt qui ne pourra, sous aucun prétexte, être tiré des secrétariats des autorités constituées et des greffes des tribunaux; et lorsqu'un fonctionnaire public, auquel il aura été adressé, sera remplacé, il sera tenu d'en transmettre la collection à son successeur.

En conséquence tous les fonctionnaires doivent veiller à ce que le Bulletin leur parvienne régulièrement; êt s'ils reçoivent un cahier dont le numéro ne suive pas immédiatement celui du cahier qu'ils ont reçu précédemment, le réclamer immédiatement auprès du gouverneur de la province; ranger par ordre tous les numéros au fur et à mesure qu'ils arrivent et, lorsqu'un semestre se trouve completé par l'envoi des titre et tables, faire aussitôt cartonner ou relier le volume; appliquer sur le titre le sceau de leurs fonctions s'ils en ont un, afin de constater à qui en est la propriété, et de le retrouver plus facilement en cas de perte.

2. Le bulletin porte deux espèces de numéros, l'un en chiffres romains, qui se place en tête de chaque cahier, et qui en indique le nombre et la suite; l'autre, en chiffres arabes, qui se placent en tête de chacun des actes insérés dans le Bulletin, et qui en indique l'ordre.

3. Pour faciliter la recherche des actes contenus au bulletin, il est utile d'étiqueter les volumes de la manière suivante:

BULLETIN OFFICIEL.

Tome XII.

2e *Semestre* 1835.

N° XL a LXXIX.

N° 519 à 1057.

4. Il est aussi très utile, chaque fois qu'un numéro du Bulletin paraît, de le lire immédiatement, et de noter dans les numéros précédens les modifications que chaque loi ou arrêté nouveau apporte à des dispositions antérieures. Cette annotation peut se faire en marge ou au moyen d'une *fiche* qu'on intercalle dans l'arrêté ou la loi modifiés. Ce moyen a prévenu de grandes bévues. (1)

BUREAU.

Ce mot a plusieurs significations, il indique premièrement la table destinée au travail des affaires; on l'a appliqué ensuite au lieu où

(1) On trouve chez M. Weissenbruch père, imprimeur du Bulletin, des collections complètes, volumes séparés et numéros détachés du *Journal-Officiel* des Pays-Bas et du *Bulletin*.

les affaires s'expédient, et même au personnel chargé de leur expédition.

Nous n'avons rien à dire des bureaux d'administration en général, parce que leur tenue varie avec la nature des services publics qui s'y traitent. Nous renvoyons par conséquent aux articles qui concernent chacun de ces services en particulier, pour faire connaître la composition, l'organisation et la police de leurs bureaux. Voyez notamment MINISTÈRE, GOUVERNEMENT PROVINCIAL, COMMISSARIAT D'ARRONDISSEMENT, COLLÉGE DES BOURGMESTRES ET ÉCHEVINS, CHAMBRE DES REPRÉSENTANS, SÉNAT, ÉLECTIONS, etc.

Il est quelques branches d'administration que l'on désigne par la qualification même de *Bureaux*; tels sont les *Bureaux de garantie des matières d'or et d'argent*, les *Bureaux de bienfaisance ou de charité*, les *Bureaux d'hypothèques*, les *Bureaux de conciliation ou de paix*, les *Bureaux de l'enrégistrement*, etc.

Nous en parlerons aussi en traitant des matières mêmes que ces bureaux administrent. Voyez les articles suivans qui précisent ces renvois.

BUREAUX DE BIENFAISANCE OU DE CHARITÉ.

1. Les bureaux de bienfaisance doivent leur établissement à la loi du 7 frimaire an 5.

Cette loi ordonne qu'il y aura dans chaque canton un ou plusieurs bureaux de bienfaisance, composés de cinq membres, et chargés d'administrer les biens des fondations faites en faveur des pauvres, de recevoir les dons particuliers qui auraient la même destination et de distribuer, autant que possible en nature, aux indigens des secours à domicile.

Tel est encore aujourd'hui le but de cette institution.

Dans l'organisation, qui fut réglée en exécution de cette loi par des instructions ministérielles, il y eut en effet un bureau de bienfaisance par canton; mais chaque bureau central eut sous ses ordres des bureaux auxiliaires, dont il était le centre, et qui se composaient dans chaque commune du maire et de deux contribuables les plus imposés. Toutefois, ces bureaux secondaires n'intervenaient pas dans l'acceptation des dons ou legs, et ne pouvaient faire aucun emploi de fonds, sans l'autorisation du bureau central.

2. Sous le gouvernement des Pays-Bas, un arrêté royal du 7 décembre 1822, modifia cette organisation; il supprima tous les bureaux centraux de bienfaisance qui se trouvaient encore à cette époque dans les provinces du Brabant méridional, de Liége, de Namur, du Limbourg et du Hainaut; chargea les états-députés de ces provinces de veiller à ce que dans chaque commune il fût établi un bureau de bienfaisance semblable à ceux qui existaient dans les autres provinces du royaume; et les invita à prendre, sous l'approbation du Roi, les mesures nécessaires pour que chaque bureau fût mis en possession des biens et revenus qui lui étaient propres, et de la part qui lui revenait dans les biens communs.

Ce système a été confirmé par l'article 92 de la loi communale du 30 mars 1836, qui porte: « Les bourgmestres et échevins veillent à ce que, dans chaque commune, il soit établi un bureau de bienfaisance.

Le mode de nomination des membres des bureaux de bienfaisance a varié plusieurs fois. Aujourd'hui, il est le même pour eux que pour les membres des commissions administrative des hospices. (Art. 84 de la loi du 30 mars 1836.)

La durée de leurs fonctions est de cinq ans; mais le personnel se renouvelle par cinquième d'année en année. (Décret du 7 germinal an 13, art. 1 et 2; loi du 30 mars 1836, art. 84.)

Les membres sortans sont toujours rééligibles, s'ils continuent à réunir d'ailleurs les conditions requises pour être élus. (Décret du 7 germinal an 13, art. 4.)

Le bourgmestre, dans chaque commune, est de droit président du bureau de bienfaisance: par conséquent il n'est jamais soumis aux chances de renouvellement annuel. (Circulaires du ministre de l'intérieur, des 25 floréal an 9 et 2 août 1806; décret du 7 germinal an 13, art. 7.) — A ce titre, il assiste, lorsqu'il le juge convenable, aux réunions du bureau, prend part à ses délibérations, le préside et vote comme les autres membres. En cas de partage, sa voix est prépondérante.

(Loi du 30 mars 1836, art. 91 ; circulaire déjà citée, du 25 floréal an 9.)

Le bureau choisit un vice-président parmi ses membres. Il nomme son secrétaire et son receveur, lesquels peuvent être pris dans le bureau, ou ailleurs. (Loi du 7 frimaire an 5, art. 5.)

Le bureau peut également désigner un de ses membres, qui sous le titre d'ordonnateur, est chargé de la délivrance des mandats. (Décret du 7 floréal an 13, art. 7.)

Les fonctions des membres du bureau de bienfaisance sont essentiellement gratuites : il n'y a de salarié que les secrétaires et les receveurs.

La surveillance des bureaux de bienfaisance appartient au collége des bourgmestre et échevins. (Loi du 30 mars 1836, art. 91.)

L'installation des membres du bureau de bienfaisance est faite par les bourgmestre et échevins de chaque commune, et le secrétaire de la régence en dresse procès-verbal, dont un double est expédié aux états députés pour information. (Art. 91 de la loi du 30 mars 1836.)

3. Les administrations municipales sont tenues de fournir gratuitement aux bureaux de bienfaisance, s'ils le désirent, un local dans la maison commune pour la tenue de leurs séances. (Arrêté du 27 prairial an 11.)

Le président convoque le bureau chaque fois que le besoin du service l'exige, indépendamment des séances ordinaires que le bureau fixe aux jours et heures qu'il croit les plus convenables.

4. Les fonctions de membre des bureaux de bienfaisance n'étant pas rétribuées, quoiqu'elles exigent des peines et du zèle pour être convenablement remplies, méritaient au moins quelque distinction honorifique : un rescrit royal a autorisé, en 1826, les administrations communales à leur accorder des distinctions de ce genre, telles, par exemple, qu'une place réservée dans les églises et aux fêtes municipales. Cette faveur ne doit cependant pas dégénérer en privilége. Sous le gouvernement des Pays-Bas, on accordait aussi l'exemption de certaines charges locales, et notamment du logement militaire, du service des patrouilles, etc. (Mémorial administratif de la province de Liége, année 1826, tom. XIV, p. 275.)

5. Pour éviter des frais qui, en définitive, seraient au détriment des pauvres, les bureaux de bienfaisance n'ont pas d'abonnement au Mémorial administratif. Cependant, comme il est essentiel qu'ils soient instruits des arrêtés et réglemens qui les concernent, les bourgmestre et échevins sont chargés, sous leurs responsabilité personnelle, de leur transmettre immédiatement une copie de ceux qui les concernent.

6. Il serait à désirer que les bureaux de bienfaisance fissent des réglemens pour leurs service.

Ces réglemens devraient avoir pour principal objet de déterminer :

1° Le nombre et l'heure des séances ;

2° Le nombre et les attributions des agens et employés ;

3° Le mode d'admission aux secours ;

4° Les règles à suivre pour leur répartition.

Ils pourraient être soumis à l'approbation des conseils communaux.

§ 1. *Dotation des bureaux de bienfaisance.*

La dotation des bureaux de bienfaisance se compose :

1° Des biens qui leur ont été restitués, en exécution des lois des 16 vendémiaire et 20 ventôse an 5 ;

2° Des dons et legs qu'ils sont autorisés à recevoir en argent ou en immeubles ;

3° Du produit des droits accordés aux indigens sur les billets d'entrée aux spectacles, concerts, bals, curiosités, etc. ;

4° Des sommes que les conseils communaux leur donnent à titre de subside ;

5° Des rentes ou pensions dont ils jouissent.

Les règles et formalités relatives à la gestion de ces biens, au budjet, à la comptabilité, à l'acceptation des legs et donations et aux archives, étant communes à plusieurs établissemens de bienfaisance ou d'administration, nous nous réservons d'en parler dans l'article ÉTABLISSEMENS PUBLICS DE BIENFAISANCE,

et nous nous bornons à traiter ici de ce qui concerne exclusivement les bureaux de bienfaisance. Voyez Acquisitions, Bals et Droits des indigens, Dons et legs, Subsides, etc.

§ II. *Quêtes et aumônes.*

1. Le décret du 12 septembre 1806 autorise les bureaux de bienfaisance à faire des quêtes pour les pauvres dans les églises, à la charge de se concerter à ce sujet avec le curé ou desservant.

D'après un arrêté ministériel du 5 prairial an 11 ils sont également autorisés à faire poser dans les églises, ainsi que dans les édifices affectés à la tenue des séances des corps civils, militaires et judiciaires, dans tous les établissemens de charité, auprès des caisses publiques, et dans tous les autres lieux où il convient de provoquer la charité, des troncs destinés à recevoir les aumônes et les dons que la bienfaisance individuelle voudrait y déposer. Ils peuvent aussi faire procéder à des collectes à domicile dans leurs arrondissemens respectifs.

2. Si les ressources des bureaux de bienfaisance sont insuffisantes pour subvenir aux besoins de la commune, ils peuvent réclamer un subside de la caisse communale. Ils en font la demande à l'administration municipale qui suit la marche tracée pour les budjets des communes.

Si les revenus communaux sont également insuffisans pour supporter cette nouvelle charge, l'administration communale peut proposer, en suivant la marche ordinaire, d'établir des impositions municipales, spécialement destinées au soulagement ou à l'instruction de la classe indigente. (Arrêté royal du 24 avril 1821). Voyez Indigens, Pauvres, Receveur, Secours.

§ III. *Distribution des secours.*

1. La mission des bureaux de bienfaisance exige beaucoup de prudence et de sagacité; il est de la plus haute importance de vérifier *l'état réel* des personnes qui sollicitent des secours afin de ne pas encourager l'oisiveté. Les secours doivent être considérés comme un adoucissement temporaire, et il ne faut les accorder qu'à ceux qui, vivant habituellement de leur travail, sont momentanément empêchés de se livrer à leurs occupations ordinaires, ou aux familles à qui des malheurs imprévus viennent enlever tout moyen d'existence. L'impossibilité de travailler et le manque complet d'ouvrage doivent être bien constatés; et, dans tous les cas, on ne doit accorder de secours que lorsqu'il y a impossibilité de procurer de l'occupation.

Le genre de secours qui convient aux pauvres doit aussi fixer l'attention des bureaux de bienfaisance. Autant que possible il est bon de les distribuer en nature, comme alimens, vêtemens ou combustibles indispensables dans la mauvaise saison. C'était le vœu de la loi du 7 frimaire an 5. Les soupes et légumes, les habillemens d'hiver, les couvertures, la houille ou le bois suivant les localités, sont les plus utiles secours qu'on puisse donner aux indigens, parce qu'en les empêchant de gaspiller des bienfaits réservés au malheur, ils leur conservent la force et le courage nécessaires pour le travail.

Aussi les bureaux de bienfaisance ne peuvent-ils vendre le produit des revenus en grains qu'autant que cette mesure est reconnue indispensable.

Lorsque les bureaux ont décidé que les secours seront donnés en espèces, les indigens peuvent refuser des denrées qu'on leur offrirait en échange. Il est arrivé que des membres de bureaux de bienfaisance imposaient aux indigens l'obligation de prendre chez eux des marchandises pour la valeur des secours distribués, et même qu'ils les menaçaient de les priver de ces secours s'ils n'accédaient à cette prétention. C'est là une odieuse vexation qu'il est du devoir du collége des bourgmestre et échevins de faire cesser; et si des abus de ce genre venaient à se renouveler, il devrait en informer sur le champ le conseil communal, qui peut proposer à la députation permanente la révocation des membres assez peu délicats pour spéculer sur l'indigence.

Les secours doivent surtout être réservés pour les indigens malades. Il est bon alors,

et lorsqu'il y a possibilité, de faire traiter les indigens à domicile en recourant au zèle des sœurs de charité. L'expérience a prouvé que ce mode est plus économique que l'admission dans les hôpitaux, et que le moral des malades s'en trouve mieux.

2. Le receveur verse entre les mains d'un des membres du bureau de bienfaisance, sur la présentation d'un mandat émané de ce bureau, les sommes ou les quantités d'objets à distribuer en secours; mais il doit se faire remettre ensuite un état régulier de cette distribution, revêtu du certificat signé de tous les membres, qui attestent que la somme ou la quantité a été réellement distribuée conformément à cet état. Un délai de huit jours est accordé pour la remise de cet état en due forme; mais ce terme expiré, le receveur est autorisé à poursuivre, par voie de contrainte administrative, le remboursement de la somme ou de la quantité pour laquelle cette justification n'aurait point été faite.

3. Pour éviter tout abus dans la répartition et la distribution des secours, il est important de leur donner la plus grande publicité possible. Ainsi, le jour et l'heure des distributions doivent être annoncés quelques jours à l'avance par une publication du bourgmestre, et publiés au prône de la messe paroissiale.

Les distributions ne peuvent avoir lieu que d'après une liste arrêtée par les membres du bureau de bienfaisance et par le curé ou desservant de la commune. Toute autre liste peut être rejetée de la comptabilité. On n'y porte dans la bonne saison que les indigens vieux, infirmes ou malades. Les indigens valides n'ont droit aux secours que dans les temps rigoureux.

La distribution doit avoir lieu en public et en présence des membres du bureau et du curé et desservant.

4. A moins d'exceptions spéciales stipulées par les donateurs, ou de cas extraordinaires dans lesquels la justice et l'humanité doivent l'emporter sur toute autre considération, les ressources des bureaux de bienfaisance ne doivent être employées qu'en faveur d'individus qui ont leur domicile de secours dans la commune de leur ressort.

Il est important que les bureaux de bienfaisance ne se laissent pas tromper par de fausses idées de philantropie, qui les conduiraient à comprendre tous les individus de la communauté dans la distribution des secours exclusivement destinés aux nécessiteux. Il en est qui étendent leur bienfaisance presqu'à tous ceux qui l'invoquent, afin de s'épargner la peine de vérifier qui la mérite. Ceux-là perdent de vue que les secours sont exclusivement la propriété des pauvres; qu'eux seuls ont droit d'y participer d'après le vœu des donateurs, et que cette volonté doit toujours être scrupuleusement respectée.

Nous trouvons dans une circulaire que les états députés de Liége ont adressée aux bourgmestres de cette province, le 7 mars 1824, le passage suivant qui résume très bien les obligations des bureaux de bienfaisance sous ce rapport:

« S'éclairer sur le véritable état des nécessiteux, les classer suivant leurs besoins » réels ou constatés, y proportionner les secours, les combiner, les approprier par leur » nature ou espèce, ainsi que le suggèrent » les circonstances, la sagesse, tels doivent » être principalement les soins des membres » des bureaux de bienfaisance. »

On peut classer les indigens qui ont droit aux secours en quatre catégories :

1° Ceux qui, par leur âge, leurs infirmités ou d'autres causes, n'ont ni la force ni la capacité de pourvoir à leurs besoins de première nécessité;

2° Les journaliers qui, surchargés d'enfans en bas âge, n'ont, pour l'entretien de leur famille, que de trop faibles salaires;

3° Les ouvriers qui vivent uniquement de leur travail, en manquent et ne peuvent s'en procurer;

4° Enfin les malheureux qui se trouvent réduits à la misère, par des événemens qui ne leur sont pas imputables et qui ont besoin de secours temporaires.

5. Les secours que réclament l'indigence ne se bornent plus comme autrefois, à des objets de première nécessité pour la vie animale. On a compris que la société devait plus que des alimens aux malheureux, et que

l'instruction était pour eux un bienfait bien plus important, puisqu'elle peut les garantir de la misère. Les bureaux de bienfaisance sont autorisés à porter, à leur budjet, des allocations destinées à l'instruction des enfans des familles indigentes.

Dans la province de Liége, il existe une société d'encouragement pour l'instruction élémentaire, qui publie à bon marché des ouvrages fort utiles sous ce rapport. Les états-députés de cette province ont invité dans le temps les bourgmestres à faire en sorte que les bureaux de bienfaisance allouent à leur budjet des sommes de 10, 20 et 30 francs, d'après leurs ressources, pour l'acquisition de ces livres élémentaires. Il est dit dans cette circulaire que, *l'instruction étant un besoin moral également impérieux pour l'individu comme pour la société, les secours qui doivent y correspondre, s'assimilent aux secours matériels que distribuent les bureaux de bienfaisance.*

Il serait à désirer que ce principe fût admis dans toutes les localités. Il y a en ce moment à Bruxelles une société, qui publie à un rabais considérable les meilleurs ouvrages d'instruction élémentaire. Au moyen d'une souscription de 10 francs par an, les bureaux de bienfaisance pourraient se procurer une série d'ouvrages qui leur seraient d'une grande utilité pour la propagation de l'instruction parmi les classes pauvres de la société.

6. Les bureaux de bienfaisance doivent veiller à ce que les enfans et même les adultes indigens suivent les écoles publiques et profitent des ressources de l'instruction. Ils n'accordent de secours aux parens, que lorsqu'ils produisent la preuve que leurs enfans ont été vaccinés; il serait rationnel d'établir une condition semblable pour l'assiduité aux cours d'instruction publique. Voyez Ecoles publiques.

7. La loi met à la charge des communes l'entretien des mendiants, des insensés indigens et des enfans abandonnés. Cette disposition toutefois n'exempte pas les bureaux de bienfaisance de toute obligation à l'égard de ces malheureux. Chargés de subvenir en général aux besoins de tous les pauvres de la commune, ils doivent, quand leurs revenus sont suffisans, intervenir dans ces frais d'entretien.

Lorsque l'autorité est bien pénétrée de ses devoirs, et que les membres des bureaux de bienfaisance en particulier conçoivent leur mission, il n'y a pas de conflit à craindre entre eux et le conseil communal; mais des idées erronées sur la charité publique, l'habitude des secours périodiques, et surtout un faux esprit d'indépendance, trop commun chez les fonctionnaires d'un ordre inférieur, occasionnent des dissidences sur la répartition des dépenses occasionnées par les mendians, les insensés et les enfans abandonnés.

Il appartient aux conseils provinciaux, par le réglement du budjet et par des avertissemens salutaires, d'applanir ces différens, et de bien faire comprendre aux membres des bureaux de bienfaisance qu'ils n'ont pas pour mission d'encourager la fainéantise, que les secours donnés aux insensés, aux infirmes, aux estropiés qui seraient forcés de mendier s'ils ne les obtenaient pas, sont les plus méritoires et les plus essentiels.

Il faut donc que les revenus soient employés de manière à prévenir la mendicité, la loi mettant le mendiant à la charge du public; et qu'une partie soit réservée pour les cas extraordinaires et l'entretien des enfans abandonnés ou des mendians.

Le conseil provincial règle ordinairement la part contributive des bureaux de bienfaisance, dans ce genre de secours.

Dès que le bourgmestre a connaissance de la somme due, il en informe le bureau de bienfaisance qui examine avec soin l'état de ses ressources.

Quand la position financière du bureau est telle qu'il puisse et doive se charger du paiement, il fait verser de suite la somme chez l'agent du trésor, s'il s'agit de mendians, et il en remet au directeur du trésor, le récépissé accompagné d'un bordereau indicatif de l'objet et de la somme.

Dans le cas contraire, il prend une résolution qu'il transmet avec les explications nécessaires au collége des bourgmestre et

échevins qui soumet ensuite l'affaire au conseil communal. Celui-ci avise aux moyens de faire face à la dépense, soit par les fonds communaux, soit lorsque les revenus de la commune sont insuffisans, par un subside qu'il réclame sur les fonds provinciaux.

8. Il est reconnu que l'amône individuelle atteint bien rarement son but, et qu'elle est très souvent un encouragement pour le vice et la paresse. L'institution des bureaux de bienfaisance, en centralisant les ressources et en permettant de les répartir avec discernement, offre des avantages incontestables qui doivent faire préférer ce mode de secours. Mais il faudrait pour que cette institution fût réellement profitable à l'infortune, que les citoyens prissent le parti de remettre au bureau de bienfaisance le montant de leurs charités particulières en leur donnant une entière latitude pour la distribution des secours. Ils auraient ainsi la certitude que leurs dons ne seraient accordés qu'au besoin, et que loin d'exciter la fainéantise, ils encourageaient au contraire les pauvres à se livrer au travail en assurant des ressources aux indigens laborieux, dans les circonstances difficiles. Tous les besoins arrivant ainsi à un centre commun, tous les secours partant de la même direction, la vigilance serait plus sévère, les vrais besoins seraient mieux connus et mieux satisfaits; le vice et la paresse pourraient être signalés ou flétris.

Enfin en combinant ainsi les revenus fixes avec les dons volontaires, la charité publique ne serait plus une simple mesure d'administration; les prétendus droits de l'indigence disparaîtraient, et l'on trouverait en présence les obligés et les bienfaiteurs. La morale et la civilisation auraient tout à gagner à cette combinaison.

9. Les bureaux de bienfaisance sont chargés de la confection de l'état annuel des secours à domicile, qui doit être dressé dans la forme qui suit; les colonnes 1 à 9 inclusivement, et 14 et 15 sont remplies par le receveur.

PROVINCE DE

ARRONDISSEMENT DE

VILLE OU COMMUNE DE

ETAT des secours à domicile dans la commune de — pour 183

REVENUS.						DÉPENSES.			NOMBRE DES SECOURUS QUI POURVOIENT A LEURS BESOINS.				RECETTES EXTRAORDINAIRES.	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	OBSERVATIONS.
DOTATIONS.	RESSOURCES DIVERSES.	COLLECTES.	SUBSIDES DE LA COMMUNE.	SUBSIDES DE L'ÉTAT, DE LA PROVINCE.	TOTAL.	CHARGES ET FRAIS D'ADMINISTRATION.	SECOURS DE TOUTE ESPÈCE.	TOTAL.	POUR PLUS DE LA MOITIÉ.	POUR LA MOITIÉ.	POUR MOINS DE LA MOITIÉ.	ENFANS ABANDONNÉS.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

BUREAU DE LA CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES.

Voyez HYPOTHÈQUES.

BUREAU DE CONCILIATION OU DE PAIX.

Voyez JUSTICES DE PAIX.

BUREAU DE DOUANE.

Voyez DOUANE.

BUREAU DE L'ENREGISTREMENT.

Voyez ENREGISTREMENT.

BUREAU DE GARANTIE.

Voyez MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT.

BUREAUX DE PÉSAGE, MESURAGE ET JAUGEAGE PUBLICS.

Voyez PÉSAGE, MESURAGE ET JAUGEAGE.

BUREAU DE POSTE.

Voyez POSTE AUX LETTRES.

BURES.

On donne ce nom aux puits que l'on pratique dans les mines, soit pour l'extraction du minerai, soit pour aërer les galeries souterraines. Voyez MINES.

BUSTES.

On appelle bustes en terme de sculpture, les portraits en ronde bosse qui ne représentent que la tête, les épaules et la poitrine.

Les bustes qui auraient un caractère immoral ou contraire à l'ordre public, sont soumis aux mêmes lois de police que les estampes. Voyez ce mot.

Les bustes qui se placent en guise d'enseigne au-dessus des portes ou dans la façade des maisons, sont assujettis à des formalités de police locale. Voyez ENSEIGNES et SAILLIES.

FIN DU TOME TROISIÈME.

BIBLIOTHECA
DO
SENADO
DO IMPERIO BRAZIL

Nico